REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXVIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

852

IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
LABOR
PARIS

REVUE

DES

DEUX MONDES

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

XXXVIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME SOIXANTE-CINQUIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1866

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

17220
c.

AP
20
R5
pér. 2
t. 65

LES

ARTS DÉCORATIFS

EN ORIENT ET EN FRANCE

L'ARCHITECTURE.

L'Orient est le berceau du genre humain. Depuis le jour où les premières migrations âryennes, issues de ces contrées fécondes, se sont répandues sur l'univers, l'Orient a été pendant des siècles comme le centre et le foyer de la vie intellectuelle du globe. Tout a découlé de cette source commune, les religions, les arts, les institutions, les idées. De nos jours encore, il est impossible à un observateur attentif qui séjourne longtemps en Orient de se défendre d'un sentiment d'admiration et de respect lorsqu'il étudie sur place cette civilisation si grande dans son imposante immobilité. Elle a traversé les âges, comme les poésies d'Homère, sans en ressentir l'atteinte, toujours jeune, toujours vivace, toujours pleine de séve, gardant cette originalité puissante et spontanée qui a tout puisé en elle-même, rien emprunté au dehors. De là naît cette sublime harmonie qu'il n'est donné de rencontrer qu'en Orient; hommes et choses, monumens et paysages sont dans un accord parfait que n'ont pu troubler les invasions des conquérans. Ils se sont succédé sur cette terre; mais aussi loin qu'on peut s'enfoncer dans les profondeurs de l'antiquité, on voit que les vainqueurs se sont assimilés aux vaincus, au lieu de leur imposer leurs lois, leurs mœurs et leurs idées.

Dans ces recherches sur l'antiquité orientale, nous ne nous sommes pas borné à mettre en présence des textes d'une authenticité souvent douteuse et à disserter sur des inscriptions. La critique archéologique, pour acquérir un caractère de probabilité approchant de la certitude, a besoin qu'on lui applique une autre méthode, celle à laquelle sont dus depuis soixante ans les étonnans progrès des sciences naturelles, c'est-à-dire l'expérimentation directe. Nous avons essayé d'étudier et de surprendre sur le vif la signification intime de l'art oriental et l'esprit de la société dont il émane. De pareilles observations sur un art qu'en Europe on croit éteint, sur une civilisation dont la splendeur s'est depuis longtemps obscurcie, ne sont cependant pas encore impossibles. En Orient, il y a dans les monumens certaines dispositions, certains ornemens, certains types pris dans la nature même du pays, que l'on retrouve malgré les changemens de dynastie, de régime et même de religion; il y a dans les habitudes de la vie, dans les coutumes journalières des détails sur lesquels le temps est sans influence, et qui n'ont subi depuis l'antiquité la plus reculée aucune modification. Ces formes fixes, ces élémens invariables donnent à la critique, quand elle est parvenue à les dégager, de vives lumières, et nous font pénétrer au plus profond de l'âme et de l'art d'un peuple.

C'est en nous appuyant sur ces principes que nous avons entrepris une histoire ou plutôt une généalogie de l'art, que nous suivons depuis les premières origines orientales jusque dans les déviations que lui ont fait subir les exigences du changement de climat et de civilisation, quelquefois même celles d'un aveugle caprice (1). Aujourd'hui, passant par-dessus l'époque antique, nous nous occuperons d'abord de ce moyen âge oriental, source de toute la civilisation moderne, de cette renaissance du monde dont le Christ est le divin promoteur.

I.

L'art chez les peuples anciens, ou, pour mieux dire, l'art en Orient se résume dans l'architecture. C'est là le principe qui entraîne tout dans sa sphère et devant lequel le reste n'est qu'un accessoire. De tous les arts, l'architecture est en effet le plus utile, le plus beau et assurément le plus grand. Il n'en est pas de même dans la Grèce antique, il n'en est pas de même non plus dans les

(1) Dans nos précédens articles sur les arts décoratifs (voyez la *Revue* du 15 octobre 1861 et du 15 juin 1862), nous n'avons abordé que la fabrication des étoffes et des émaux, porcelaines et faïences. Maintenant, c'est de l'art décoratif des villes, de l'architecture, qui se rattache à tous les autres arts, que nous allons nous occuper.

pays où l'influence grecque est prépondérante. Toute l'importance de l'art y est placée pour ainsi dire dans la peinture et la sculpture; on y est assez volontiers disposé à considérer un tableau, une statue comme les manifestations les plus caractéristiques du beau, celles dans lesquelles il se symbolise de la manière la plus complète et la plus frappante. Il faut convenir que cette façon de concevoir la beauté de la forme, malgré ce qu'elle a d'étroit et le cadre restreint dans lequel on s'est volontairement renfermé en l'adoptant, a engendré des chefs-d'œuvre. Loin de nous la pensée de diminuer l'irréprochable beauté des statues grecques! Il faut convenir aussi cependant que l'éclosion de ces chefs-d'œuvre a exigé un concours de circonstances exceptionnelles, a été favorisée par des conditions de race, de climat, d'institutions, de milieu, qui ne se reproduiront plus. On ne saurait nier, en Grèce, l'influence de la gymnastique sur la statuaire. Les jeux si fort en honneur, les luttes d'athlètes nus s'exerçant au grand air, devaient à la longue, en même temps qu'ils donnaient au corps humain les proportions les plus belles, porter au plus haut degré le sentiment de la beauté plastique. Ils devaient aussi corrompre les mœurs. La religion chrétienne et celle de Mahomet crurent nécessaire de proscrire sans pitié ces représentations voluptueuses; mais cela ne supprimait en rien le sentiment parfait de la forme, qui est un sentiment inné. L'art architectural est celui où ce sentiment trouve la plus haute expression dont il soit susceptible, l'application la plus large et la plus subtile. Une peinture, une sculpture, ne sont que les détails d'un temple ou d'un palais; les grandes perspectives de Thèbes, de Memphis, de Babylone, de Ninive, du Caire ou de Venise, ont une signification plus élevée et plus complexe. Elles témoignent en faveur d'une société d'une façon autrement éloquente que la Vénus de Milo ou un bas-relief de Phidias. Pour faire passer dans les profils d'un monument, dans la physionomie d'une ville, non-seulement les proportions et l'harmonie qui distinguent la forme humaine, mais le sentiment et comme le résumé de la civilisation et de l'esprit d'une race, il faut une intuition plus puissante, un symbolisme plus profond que pour copier le corps de l'homme.

Cet art de l'architecture a des procédés qui lui sont tellement propres, une manière tellement spéciale de comprendre et d'interpréter le beau; il se sépare si nettement des autres arts par des combinaisons de lignes, des formules, des tendances particulières, qu'il paraît impossible de ne pas le rattacher à une faculté définie de l'esprit, à un instinct *sui generis*, susceptible d'une classification à part parmi les facultés de l'homme, — la faculté ou l'instinct de la construction. Les divers historiens qui ont traité de l'origine

des formes architecturales n'ont pas abordé ce point de vue, qui n'est pourtant pas indifférent dans une histoire raisonnée de l'architecture. La plupart n'ont vu dans les monumens des divers peuples que les modifications successives d'un plan primitivement grossier; ils paraissaient croire que le sentiment de la beauté architecturale, les instincts même d'harmonie, de proportion, d'ornementation, ne se sont éveillés que très tard chez les constructeurs. Il est inutile de discuter ici cette théorie et d'en relever les contradictions. M. Quatremère par exemple divise les peuples en trois catégories : chasseurs, pasteurs, agriculteurs; de là trois types de constructions primordiales et trois variétés de style architectural. Il ajoute que la cabane carrée en bois, qui est regardée comme le principe universel de l'architecture, « ne saurait avoir donné naissance aux architectures indienne et égyptienne, mais fut indubitablement le type de celle des Grecs. » On sait aujourd'hui que les Grecs ont puisé chez les Égyptiens et chez les peuples de l'Asie, depuis longtemps passés maîtres dans l'art de bâtir, tous les modèles, tous les principes, toutes les idées de leurs édifices. Qu'ils aient modifié, perfectionné cette architecture qu'ils empruntaient à des peuples plus avancés, qu'après l'avoir naturalisée sous leur ciel ils lui aient imprimé le sceau particulier du génie hellénique, cela est incontestable; il n'en est pas moins vrai qu'ils ne l'ont pas inventée, qu'ils n'ont pas eu d'architecture à eux, primitive, originale. Que devient alors l'explication ingénieuse de la cabane carrée en bois avec comble triangulaire?

C'est donc dans l'instinct seul de la construction, instinct donné à l'homme aussi bien qu'aux animaux, qu'il faut chercher l'origine de l'architecture, qui devient de plus en plus raisonnée à mesure que se forment les agglomérations d'individus, la combinaison des forces et l'échange des idées. Il n'y a pas d'art architectural avant qu'il n'y ait des peuples sédentaires; la stabilité est l'origine de toute société. La plupart des archéologues, nous devrions dire tous, ont oublié dans leurs recherches scientifiques sur l'origine des architectures diverses cette faculté innée dans le cerveau de l'homme, ce penchant à construire pour abriter lui, sa famille et son bien, penchant commun à toutes les espèces, mais plus puissant chez les unes que chez les autres. Il est presque inutile de dire que chez l'homme cette faculté a non-seulement une extension plus grande que chez les animaux, comme toutes ses facultés en général, mais encore qu'elle est plus ou moins développée suivant les peuples et suivant les individus. A cette faculté de construction, d'autres viennent en aide qui en sont les auxiliaires, les régulateurs et les modérateurs. Ainsi l'homme en construisant n'est pas seulement guidé

par le penchant inné, il l'est encore par la combinaison plus ou moins complète, plus ou moins propice de facultés dont cette première est le moteur, le pivot autour duquel les autres se groupent comme des auxiliaires.

Tous les oiseaux construisent leur nid d'une façon identique suivant leur espèce, guidés qu'ils sont par un instinct fatal et restreint; toutefois il est aisé d'observer certaines races qui, excitées par les dangers à vaincre, font des calculs et inventent des moyens dignes des plus savans géomètres. Le passereau campe sur le foin sans souci du lendemain; ce n'est qu'un gâcheur, tandis que l'hirondelle est un maître maçon qui construit pour la vie. Quelques animaux sont d'une habileté singulière et dépassent bien des peuples en intelligence architecturale. Quand on voit l'*argyroneta aquatica* s'enfermer dans une bulle transparente, pourvue de l'air nécessaire à son existence, et naviguer, pondre, élever ses petits sous l'eau, résolvant ainsi longtemps avant nous le problème de la navigation sous-marine; quand on voit les termites construire des cités aussi populeuses, aussi régulières que nos grandes villes, et élever des pyramides qui ont cinq ou six cents fois la taille des architectes qui les édifient; quand on songe que ces industrieux insectes ont pourvu à la circulation intérieure, à l'ascension commode des ouvriers au moyen de rampes courbes ménagées le long des murs, à la ventilation, au drainage, à l'écoulement des eaux, — qu'ils ont trouvé pour la toiture une forme cissoïdale analogue à celle du dôme d'une mosquée de la Perse, — que la solidité de ce dôme est telle que les chevaux ou les buffles sauvages peuvent impunément stationner dessus; quand on songe qu'ils modifient leurs plans suivant la disposition des lieux, et que les aménagemens de leurs cités sont toujours si ingénieux que les œuvres les mieux étudiées de l'homme peuvent à peine soutenir la comparaison; quand on rapproche tous ces faits, comment pourrait-on faire difficulté d'admettre de même chez l'homme une sorte d'instinct mystérieux analogue à celui-là?

S'il existe en réalité dans l'entendement de l'homme une faculté esthétique spéciale d'architecture, il y a aussi un peuple chez lequel cette faculté a été développée au degré le plus éminent, un peuple qui, depuis l'antiquité la plus reculée, a fait surgir dans l'art de bâtir des idées neuves, savantes et en même temps essentiellement décoratives. Pour étudier le génie primitif de la construction, c'est dans les pays de ce peuple qu'il faut aller, dans ces climats conservateurs où se retrouvent les plus anciens monumens de la terre. Une civilisation qui a précédé toutes les autres a dû nécessairement influer sur celles qui l'ont suivie. C'est donc à la source de ce fleuve puissant qu'on doit remonter pour trouver l'art origi-

nel, et rien n'est plus facile que d'en suivre le cours. Des monumens en nombre considérable sont là, comme les pages du grand livre de l'architecture, comme des jalons qui permettent de suivre pas à pas les rapports historiques des peuples entre eux. Beaucoup de gens s'étonnent, et parmi eux les plus experts, de la rapidité du progrès de notre civilisation à l'époque du moyen âge. « Elle procède, dit-on, par une suite d'essais, sans s'arrêter un instant. A peine a-t-elle entrevu un principe qu'elle en déduit les conséquences, et arrive promptement à l'abus avant d'avoir su développer son thème (1). » Les archéologues en général ont le tort de borner leur regard; au lieu de gravir les cimes pour interroger l'horizon, ils s'enferment dans un étroit espace et ne savent plus voir les choses les plus simples et les plus logiques. Rien en effet ne devrait plus surprendre que l'élan avec lequel surgit la civilisation du moyen âge, si on la juge comme sortie subitement du sol de l'Europe et de la France en particulier; mais cette civilisation, qui nous apparaît si subite et si neuve, était forte et dans toute sa splendeur depuis huit ou dix siècles. Elle est arrivée en Occident toute faite, toute parée, comme ces plantes exotiques qui se sont développées aux rayons d'un autre soleil que le nôtre, et qui, transplantées au milieu de nous, tantôt s'étiolent et s'abâtardissent, tantôt, grâce à des soins intelligens, prennent dans leur climat d'adoption plus de vigueur et plus de beauté.

L'étude des origines de l'architecture du moyen âge est d'une haute importance, parce que cet art n'a rien emprunté de caractéristique aux ruines amoncelées par le désordre païen. Issu de la rénovation philosophique qui répudiait ce passé, il a surgi du chaos et de la débauche, ainsi que ces fleurs dont la fraîcheur, l'éclat et le parfum naissent du fumier qui les recouvre. Cet art empreint d'une science profonde, d'une étude merveilleuse de la nature, contient tous les élémens aujourd'hui méconnus, et pour marcher vers le progrès c'est là, d'après nous, le vrai modèle dont la science architecturale doit s'inspirer. Dans les monumens de la vieille Égypte, de la Grèce et de Rome avant sa décadence, il n'y a qu'une idée bien jeune de l'art de bâtir, si perfectionnées qu'aient été la sculpture et la décoration. Quelque imposantes que soient les lignes, ce sont toujours des masses amoncelées sur des masses et s'allongeant sur terre sans pouvoir se redresser. Les pyramides ne sont qu'une montagne, les monumens de l'Inde et d'Ipsamboul ne sont que des excavations et des sculptures en plein roc. L'antique civilisation de la Chine ne nous offre aucun monument sérieux, car l'architecture

(1) *Dictionnaire de l'Architecture*, par M. Viollet-le-Duc.

en bois, si gracieux qu'en puisse être le décor, n'atteint jamais les proportions de l'art. Où donc trouver la vraie source, le peuple architecte par excellence? D'où est venu cet art nouveau qui nous surprend par sa science de statique, d'équilibre, sa hardiesse et sa grandeur? N'apercevez-vous pas dans les brumes du passé cette tour gigantesque dont les spirales hardies cherchent à escalader le ciel? L'orgueil essaie déjà ce que la foi doit exécuter plus tard; mais le germe apparaît sur cette terre de la grande architecture, c'est là qu'il faut chercher la première incubation des merveilles qu'on a bien à tort regardées comme jaillissant tout à coup de notre sol, alors inculte, car il faut une longue suite de siècles et de puissantes traditions pour les engendrer. Rien ne sort de rien, et dans l'étude du moyen âge universel, c'est-à-dire de cette époque préparée par l'école d'Alexandrie et dont le Christ résume en lui la rénovation générale, il s'agit de chercher les causes qui ont amené dans l'art une si heureuse révolution. Il s'agit de réveiller ces germes vigoureux dont l'élan fut arrêté par cette renaissance italienne éprise du réalisme grec, et qui se perdit si vite dans des sentiers qui ne mènent à rien. Cherchons donc ces lois premières, non pour refaire des copies maladroites, mais pour trouver les fruits que promettaient les fleurs. Visitons cet Orient d'où se sont répandus sur le monde tous les principes féconds; étudions ces contrées de la lumière où les lois naturelles n'ont jamais été faussées par des civilisations d'emprunt, et sans doute nous retrouverons les secrets qui doivent constituer l'art nouveau.

L'époque dont nous allons parler est bien peu connue, n'a jamais été sérieusement étudiée et tient cependant une grande place dans l'histoire de l'art. Ce n'est pas que des savans, des artistes en grand nombre n'aient visité l'Orient; mais ces derniers pour la plupart n'ont fait qu'y passer, observant uniquement au point de vue pittoresque cette nature merveilleuse; les autres y étudiaient les langues et l'histoire dans les antiques monumens de l'Égypte, de l'Assyrie et surtout de la Grèce; bien peu se sont adonnés d'une manière suivie à l'étude de l'art oriental moderne. Il faut d'abord expliquer ce que nous entendons par ce mot « art oriental moderne. » Tout se transmet et s'enchaîne si bien dans les civilisations de l'Orient, tout a gardé sur cette terre un type originaire si fortement empreint, le caractère primitif de la grande époque antique, que sans doute la division entre l'ancien Orient et le nouveau est un peu arbitraire, surtout si, au lieu de limiter son horizon, on envisage l'ensemble de ces contrées. Que sans sortir de l'Égypte on cherche la ligne de démarcation entre l'art égyptien et l'art arabe, on la trouvera sans difficulté; mais si, parcourant l'Égypte, l'Assyrie, la Phénicie, la

Perse, Byzance, Bagdad, observant les points nombreux de comparaison entre les monumens qui les couvrent, on cherche la date exacte où l'art perse primitif a subi une transformation importante, il est presque impossible de la saisir. Cette transformation a eu lieu néanmoins, et c'est vers la naissance du Christ qu'il faut reporter le commencement de l'époque de transition. La philosophie nouvelle, le grand courant d'idées qui traverse alors le monde, agitent tous les esprits, renouvellent pour ainsi dire les âmes, et ouvrent aux sciences, aux arts des perspectives infinies. La fondation de Byzance, la reconstruction d'un empire romain en Orient par ceux-là mêmes qui avaient achevé sa ruine, marquent une date décisive dans l'histoire de l'art oriental.

La misère, l'impuissance, l'anéantissement politique amenés par la débauche, la paresse et l'incrédulité s'étendaient de plus en plus dans les villes romaines, causant ces révoltes et ces convulsions qui sont les avant-coureurs de la chute des empires. En prenant la détermination de transporter en Orient le siége du gouvernement, Constantin obéissait sans doute dans une certaine mesure à des raisons politiques et religieuses, au désir de développer sur une terre plus libre, à l'abri des révoltes suscitées par le paganisme expirant, la religion nouvelle qu'il avait entrepris de faire triompher. Il était aussi poussé par une tendance générale de l'opinion. L'Orient était en ce temps-là pour l'Europe, et à bien plus juste titre, ce que furent longtemps les deux Amériques, une sorte de pays doré, de lieu de refuge, où la vie devait être paisible, heureuse et à bon marché. De toutes parts surgissaient des projets d'émigration en masse. Les empereurs eux-mêmes se laissaient aller à cette impulsion, et on les voit à diverses reprises faire des tentatives pour transporter la capitale soit en Afrique, soit en Asie. Ces tentatives, Constantin les réalisa. Quand on vint s'installer sur le Bosphore, on était las de Rome. Ces vainqueurs chargés de dépouilles, déjà habitués au luxe merveilleux des pays conquis, frappés de la supériorité de l'Orient, au lieu d'imposer leur influence à la capitale moderne, subirent au contraire, et sans presque s'en apercevoir, la fascination de ces beaux lieux. Peu inventifs par eux-mêmes et peu commerçans, comme c'est le propre des peuples guerriers, ils adoptèrent bien vite les idées et les goûts de ces contrées. De ce moment apparaît cet art byzantin qui n'a rien de l'art romain, rien surtout de l'art grec antique, si ce n'est quelques fûts de colonne qu'on adopta parce qu'ils étaient tout taillés et de matière précieuse, mais dont on modifia entièrement les chapiteaux, les bases, l'ornementation. Qui pourrait reconnaître en effet dans les monumens de Byzance le style grec et l'influence des successeurs

de Phidias et d'Apelles? La coupole immense et si hardie de Sainte-Sophie, qui semble soutenue comme un lustre par un fil descendu du ciel, en quoi pourrait-elle avoir été inspirée par les toits aplatis des temples grecs? Ou bien ces rinceaux de feuillages et d'animaux, ces arabesques sculptées, émaillées, niellées, en quoi ressemblent-ils aux superbes bas-reliefs du Parthénon? La statuaire byzantine, amie du fantastique, comme l'étaient l'imagination et la statuaire assyriennes, ne se rapproche pas davantage du caractère réaliste de la sculpture grecque ou romaine; ces chapiteaux, si variés, si capricieux, si fouillés, où leur trouver une parenté même lointaine avec les ordres dorique ou corinthien? Il en faut dire autant de ces peintures exécutées sur fond d'or au moyen de petits morceaux de verre, et qui, par l'éclat, la solidité, l'accord parfait des matériaux, atteignent merveilleusement le but poursuivi par l'art décoratif; en quoi cela peut-il se comparer aux peintures des Grecs? Ici le dessin, lorsqu'il s'agit de figures, a cette raideur, cette tournure naïve de la peinture persane, cette forme conventionnelle dont les Grecs avaient secoué le joug. Dans les émaux byzantins, les meubles, les coffres, les étoffes, les bijoux, les verreries si habilement décorées, où donc retrouverez-vous l'art grec? Songez qu'alors et depuis longtemps la Grèce était morte, oubliée, dépouillée, que ces petites îles désormais sans importance, n'étaient plus visitées, que la civilisation grecque, transportée à Rome, puis peu à peu déformée, avait été remplacée par la grande influence asiatique, qui devait exercer une action puissante sur ce peuple romain capable de s'assimiler le beau, mais non pas de l'inventer.

On se tromperait d'ailleurs étrangement si l'on s'imaginait que les Romains, en fondant Byzance, créèrent subitement cette architecture byzantine dont Sainte-Sophie est le plus pur modèle. Croit-on qu'en Asie, en Perse, depuis les conquêtes d'Alexandre et la dislocation de ce grand empire, il n'y ait eu aucune construction, aucune ville, qu'aucune architecture ne se soit continuée et développée? Après la destruction de Ninive, de Babylone et de Persépolis, ces vastes contrées conservèrent leur industrie, leurs mœurs, leurs coutumes, soumises, comme en tous pays, au caractère national et au climat. Une nation vaincue dont les centres industriels périssent ne tient plus le sceptre de la civilisation, mais comme l'Italie d'aujourd'hui, comme l'Orient actuel tout entier, elle n'en existe pas moins avec ses instincts et ses habitudes. Qu'une cause puissante surgisse, qu'une religion nouvelle, un chef de génie apparaissent, et on verra renaître la vie et la splendeur. Reposée, cette nation s'élancera plus ardente dans la voie du progrès, s'appuyant sur la tradition, qui, malgré l'anéantissement du commerce et l'asservissement du pays,

n'en était pas moins restée dans le goût et le sentiment des masses. Qu'on sache bien que la Perse, même après la mort d'Alexandre, était un pays de commerce et de luxe par excellence. Babylone avait entassé trop longtemps dans son enceinte les richesses fabuleuses dues au commerce de l'Inde, dont elle était le plus vaste et le plus actif entrepôt, pour qu'il n'en fût pas resté une trace profonde. L'Euphrate, encaissé dans l'intérieur de la ville par d'immenses quais en briques, était encombré de navires et de barques venant de l'Inde ou descendant vers Alep, Tarsis et les autres villes du littoral méditerranéen. Toutes ces contrées étaient arrivées au suprême degré de richesse. Les tapis merveilleux, inimitables encore aujourd'hui, les étoffes d'or, de soie, de coton et de laine, les émaux, les armes, les verreries, les nielles, les ciselures, les meubles, les vernis, les parfums, ces ustensiles riches et délicats où les incrustations, les pierreries et les peintures s'harmonisent avec une si rare perfection, les manuscrits aussi beaux par la plume que par le pinceau, venaient de ces pays. Le Bas-Empire recevait de là par les caravanes tout son luxe. Aussi ce mirage de l'Orient fascinait-il les Romains depuis les efforts qu'ils avaient faits pour le conquérir. N'en a-t-il pas été de même depuis le commencement du monde jusqu'à nos jours? Le commerce avec l'Orient ou, pour parler plus exactement, avec l'Inde ressemble à ces talismans dont nous entretiennent les contes arabes, et dont la possession est un gage assuré de puissance. Heureux les peuples qui sont parvenus à s'en emparer! Ils y trouvent la richesse et par la richesse une influence prédominante dans le monde.

Les deux premières grandes monarchies connues, celle des Assyriens et celle des Égyptiens, n'ont pas dû à une autre cause cette grandeur qui nous étonne. Depuis l'antiquité la plus reculée, s'assurer le monopole du commerce indien est l'objet de l'ambition des peuples et la cause de leurs plus grandes guerres. La rivalité des centres commerciaux de Nivive, de Thèbes et de Babylone donna lieu aux luttes qui ont immortalisé le nom de Rhamsès le Grand ou Sésostris; le dernier résultat des batailles de ce prince fut la fondation de la colonie de Colchos, destinée à détourner le courant commercial vers l'Égypte. Les Argonautes n'avaient pas un autre but, et le génie poétique de la Grèce l'a caractérisé par le symbole de la conquête d'une toison d'or. Le génie d'Alexandre développe et continue la même politique. Les Romains la poursuivent à leur tour et s'assurent la possession de l'Égypte ainsi que celle des deux rives de l'Euphrate, c'est-à-dire les clés des deux grandes routes de l'Inde. La naissance de l'islamisme renverse l'édifice élevé par la sagesse des premiers empereurs; mais bientôt, afin de soustraire le

commerce aux exactions des musulmans et au monopole de Venise, les Colomb et les Vasco de Gama cherchent à travers l'Océan une route nouvelle plus directe que celle des caravanes et surtout moins sujette aux exigences de tant d'intermédiaires. L'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre se disputent alors la précieuse toison. La persévérance britannique l'obtient enfin pour elle seule; mais, toujours convoité, cet empire est encore aujourd'hui la pomme de discorde. Napoléon, comme Sésostris, tournait les yeux vers ces contrées qui recèlent la question vitale de la politique des peuples civilisés quand il entreprit la guerre d'Égypte. La Russie de son côté lutte depuis Pierre le Grand pour s'en assurer l'accès. De nos jours, le canal de Suez vient rouvrir les vieilles routes longtemps délaissées de cet indispensable commerce avec les grandes Indes.

Il faut donc se pénétrer de cette idée, que Byzance n'a été que le grand entrepôt, le foyer puissant où apparut aux yeux de l'Occident cet art que la Perse, trop éloignée, trop séparée de l'Europe par ses montagnes, ne pouvait montrer aux yeux de tous. En venant s'établir en Asie, les Romains y trouvèrent, on ne saurait le contester sérieusement, une civilisation brillante, des arts préexistans, une achitecture depuis longtemps formée, où l'or, la mosaïque, la faïence, l'ivoire et les pierres précieuses ajoutaient à la beauté des formes l'éclat des couleurs. Tout était en harmonie, les riches tentures, les vêtemens brodés, les bijoux, les meubles; ce luxe inséparable de l'amour du beau a toujours existé dans les pays de la lumière. Au moment où l'empereur Constantin, l'an 395 de notre ère, transporta la vieille Rome dans la jeune Byzance, l'ancienne dépouille romaine fut rejetée, et l'empire en revêtit une nouvelle tout imprégnée de l'Orient. L'art byzantin avait atteint son apogée en Asie dès le ve siècle et se maintint florissant jusqu'au VIIIe. Quels qu'aient été à Constantinople l'élan, la vigueur des pousses de ce style nouveau, il avait emprunté ailleurs le caractère simple et grandiose, la science profonde d'exécution qui le distinguent entre tous.

Ainsi que nous venons de le démontrer, on ne saurait y voir aucune réminiscence de l'art gréco-romain. Dans ce dernier, les lignes sont droites, monotones et rampent lourdement sur terre : c'est, en un mot, l'architecture horizontale, l'architecture en longueur; dans l'autre au contraire, les lignes affectent toutes les courbures, tous les mouvemens, et s'élancent vers le ciel comme affranchies d'entraves : c'est l'architecture perpendiculaire, l'architecture en hauteur. Aucune expression ne saurait mieux indiquer la différence entre la pensée nouvelle et la pensée antique. Déjà l'art perse, cherchant par des rampes et des escaliers à gagner les cimes, formant à Ni-

nive, à Babylone, à Persépolis, sur les salles immenses des palais, les toits coniques, les dômes et les voussures, employant pour les aqueducs et les citernes un système de petites voûtes entre-croisées soutenues par une forêt de légères colonnes, nous donne la clé du principe nouveau. Dans les villes qui succèdent aux cités bibliques, où les dynasties arsacide et sassanide rivalisent de splendeur et de luxe, il acquiert un développement complet. C'est ainsi qu'au moment de la fondation de Byzance l'art surnommé byzantin se trouva tout créé, put recevoir une application immédiate. Cette ville attirait alors dans son sein toutes les intelligences privées d'asile et de patrie; Alexandrie, centre scientifique formé des débris de tant d'empires écroulés, était devenue un lieu de refuge pour les amis de l'étude et du repos. C'est de là que revinrent les traditions des arts et des métiers, de là cette philosophie quintessenciée du moyen âge qui, à Constantinople, sut s'assimiler le style byzantin et, le pliant au culte nouveau, en faire le type de l'art chrétien. Dans les peintures de ce temps, qu'elles soient à l'encaustique, à l'œuf, en mosaïque, on retrouve ce caractère immuable, radieux et naïf tout à la fois, qui rappelle l'Égypte ancienne. Ce n'est plus l'étude exacte et vraie de la forme humaine et de la beauté matérielle; tout réside au contraire dans l'expression. En architecture, l'arc, la voûte, la coupole, employés dans les monumens babyloniens, assyriens ou perses, ont transformé le temple païen et lui donnent un caractère absolument neuf. Ce style s'adaptait merveilleusement aux idées nouvelles. On connaît le principe générateur du style byzantin : c'est la coupole soutenue par quatre arcs de cercle dont l'ouverture est égale au diamètre du dôme; les arcs eux-mêmes sont soutenus par quatre piliers ou colonnes. Les espaces compris entre les arcs et la base de la coupole, en dehors des points où celle-ci vient reposer sur eux, sont remplis par une suite de pendentifs de longueur inégale, dont la silhouette se détache sur le vide, et dont la partie supérieure, se terminant à la base de la coupole, donne à celle-ci de nouveaux points d'appui. Les quatre côtés du carré formé par les piliers qui supportent le dôme servent de base à quatre nouveaux carrés égaux au premier, de sorte que la nef, que recouvre la coupole, est flanquée sur ses quatre faces de nefs égales entre elles, et que l'ensemble figure une croix à bras égaux. Les quatre nefs latérales sont recouvertes par des demi-coupoles appuyées sur les quatre arcs qui supportent la coupole centrale. Celle-ci surgit donc au-dessus de cette réunion de toits sphériques et les domine de toute sa hauteur; l'ensemble a une ampleur et une légèreté remarquables.

Les Byzantins, dans les façades de leurs édifices, ont cherché les

grands effets d'ombre et de lumière en mettant un rapport plein de justesse et d'harmonie entre la surface des pleins et celle des vides. L'arc plein cintre devient à la grande époque byzantine de plus en plus élancé; il se rehausse de la longueur du quart du diamètre, souvent même il l'outre-passe et parfois se termine en pointe au sommet. C'est surtout sous le règne de l'empereur Basile que ce caractère est plus marqué. On ne voit plus alors dans la ville moderne que des arcs sur des arcs, des coupoles sur des coupoles, dont l'ensemble et l'aspect ont peu de rapport avec les monumens antiques. Au lieu de ces lourdes colonnes à un seul étage, ce ne sont que colonnes superposées, que formes curvilignes; au lieu du toit triangulaire, c'est le dôme, la gloire et l'orgueil du style nouveau. A cette époque commencent des projections architecturales inconnues jusqu'alors, on voit apparaître toutes les hardiesses de la statique, une profonde science géométrique et algébrique des courbes des voûtes et des arcs, des équilibres surprenans, des spirales où les mathématiques épuisent leurs formules. L'architecture grecque avec les toits bas qui la caractérisent, avec les frontons où la beauté des sculptures déguise à peine la sécheresse de la forme, ne pouvait résoudre ces problèmes d'élancemens qu'elle n'entrevoyait même pas. De la nécessité d'avoir des colonnes assez fortes et assez rapprochées pour soutenir les grandes masses de pierres de l'attique et des couronnemens résultait nécessairement un manque d'élévation et par suite d'élégance, une multiplicité d'angles et de supports, une absence de proportion entre les hauteurs et les largeurs.

La nouvelle architecture arriva bientôt en Italie sur les rives de l'Adriatique. En 440, cent douze ans après l'établissement de l'empire de Byzance, cent ans après la construction de Sainte-Sophie par Constance, fils de Constantin, on élève à Ravenne une église de ce style, puis Saint-Cyriaque d'Ancône, dont l'ornementation est caractéristique, Saint-Zénon de Vérone avec ses chapiteaux persépolitains, enfin Saint-Marc de Venise. La mode s'en répandit alors dans tout l'Occident. Ce ne fut pas seulement dans la forme générale des églises que se produisit le changement, ce fut aussi dans les moindres détails. Aux feuilles d'acanthe et aux volutes des chapiteaux grecs succèdent, dans l'art roman d'abord, qui n'est qu'un byzantin grossier, et dans le gothique ensuite, des fleurs, des fruits, des animaux de toute espèce, des lignes combinées selon la manière des Assyriens et des Perses. La forme du chapiteau même se modifie, de cylindrique il devient cubique. Le fût de la colonne s'étire et s'amincit; au lieu d'être uni ou cannelé, il se couvre de réseaux, de méandres, de torsades, de losanges entrelacés. L'arc est

d'abord surhaussé au-delà du demi-cercle comme à Saint-Marc ou à Sainte-Sophie; puis le fer à cheval cissoïde, l'arc persan composé de lignes droites, l'ogive, les arcs dentelés s'unirent pour donner le charme et la variété au grand art de l'architecture. De même les voûtes et les coupoles s'allongent et se renflent, comme on le voit encore aux dômes de Venise et de Padoue, et surtout à ceux de l'Égypte, de la Perse, de l'Inde et de la Russie. En un mot, toutes les courbes furent admises, essayées, appliquées. A Constantinople, elles obtinrent aussi une grande faveur; mais la surélévation de ces arcs les rendant moins solides que ceux des coupoles byzantines, plus aplaties, ils disparurent dans les tremblemens de terre, jadis si fréquens. On en revint promptement aux formes qui avaient été adoptées pour Sainte-Sophie. Les Turcs ont imité cet exemple. Stamboul est restée fidèle au style byzantin dans la forme générale des monumens; elle n'a pas suivi les progrès du style persan ou arabe du moyen âge. Sainte-Sophie parut le dernier effort de la science, et devant ce modèle on ne songea plus qu'à imiter. Les mosquées, qui sont les seules constructions d'une réelle importance à Constantinople, tout en acceptant les modifications imposées par le culte, minarets, fontaines d'ablution, orientation vers La Mecque, enceintes fermées d'arcades en souvenir de la cour sacrée de la Kaaba, sont construites en réalité sur le plan de Sainte-Sophie et conçues d'après les mêmes données. Cette architecture se prête également bien aux deux religions, qui ont plus d'analogie qu'on ne le pense. Nous avons eu souvent occasion de le remarquer, les églises byzantines ou gothiques et les mosquées arabes peuvent changer de culte sans cesser de s'harmoniser avec les croyances des fidèles qu'elles abritent. A part le mobilier, les mosquées du Caire, de Damas ou d'Ispahan sont chrétiennes par la forme et par le caractère.

II.

La plupart des écrivains, frappés de la décadence de ce vieil empire romain, qui, loin de se rajeunir en se transportant sur les splendides rivages du Bosphore, ne fit qu'y placer son tombeau, hâtant encore sa fin par le luxe et les désordres de toute espèce, ne voient plus dans les arts comme dans les mœurs que décadence et dépravation du goût. Ils ne comprennent pas la renaissance imposante, l'idée nouvelle qui apparaît brillante au milieu de ces ruines. « L'art architectural, a-t-on dit, disparaît sous une prodigalité confuse d'ornemens capricieux, et la mosaïque, préférée à la peinture à l'encaustique, amène la ruine de la peinture et une com-

plète dégénération de l'art (1). » C'est là une erreur considérable. Avec la mosaïque comme avec la faïence, on obtient des peintures murales bien autrement décoratives que toute autre; elles présentent ce sentiment de la durée qui crée les grandes choses et manque à la fresque; celle-ci d'ailleurs ne fut pas abandonnée pour cela. L'architecture, loin d'avoir une prodigalité d'ornemens confus et capricieux, était au contraire d'une élégance, d'une grandeur, d'une hardiesse, d'une science mathématique et statique profondes. Les ornemens provenaient d'études physiques remarquables, du calcul le plus élevé et de l'ordonnance géométrique la plus habile. Nous insistons sur ce point, que nous prouverons plus loin par des observations irréfutables. On méconnaît surtout l'art byzantin parce qu'on ne le compare qu'à l'art grec et qu'on l'en suppose dérivé. Ce nom d'empire grec n'a pas peu contribué à accréditer cette opinion de l'influence grecque sur Byzance. Les Grecs du bas-empire étaient des Orientaux; ils n'avaient aucune ressemblance morale avec les Grecs de l'antiquité, ils n'en acceptaient même pas le nom : ils s'appelaient fièrement Ῥωμαῖοι. Constantinople, pour tous les écrivains et pour les chancelleries, était la nouvelle Rome. L'immortelle Grèce elle-même, la Grèce de Périclès et de Phidias, porte encore aujourd'hui le nom de Roumélie. Qu'on ne fasse donc pas de confusion contraire à l'histoire. Les populations agglomérées autour du Bosphore par une de ces mesures violentes de colonisation qui étaient dans les habitudes des Romains se composaient des élémens les plus hétérogènes empruntés, outre l'Italie, à toutes les provinces de l'empire et naturellement à celles qui étaient les plus voisines, c'est-à-dire la Perse et l'Asie. Si l'idiome grec y dominait, c'est que le grec, comme aujourd'hui le français, était alors une langue universelle, ce qui n'empêche pas que l'immortel code de Justinien, rédigé quatre siècles après la fondation de Constantinople, ne soit écrit en latin. Assurément nous ne nions pas que dans l'architecture byzantine on ne trouve des souvenirs romains; mais la plupart avaient été déjà empruntés à l'Asie. Aristophane nous apprend que les tentures, les étoffes et les meubles venus de Perse avaient introduit en Grèce une multitude d'idées nouvelles et bouleversé les habitudes et les traditions d'ornementation intérieure. On y vit apparaître les animaux fantastiques, les arabesques bizarres, les enroulemens et les rinceaux compliqués. Il en fut de même à plus forte raison dans l'art romain au temps d'Auguste. On retrouve à Herculanum et à Pompéi non-seulement ces ornemens dits *grotesques*, parce qu'ils décoraient les grottes et les salles sou-

(1) Viardot, *Musées d'Europe*.

terraines de Persépolis et de Ninive, mais encore des colonnes, des chapiteaux persans, mêlés à des chapiteaux égyptiens, à des hiéroglyphes dans les frises, amalgame des styles de tous les pays et de tous les temps. Nous sommes ici en pleine décadence de l'art; ces emprunts faits sans discernement en sont la preuve la plus manifeste. Le goût abâtardi des Romains devait venir se renouveler entièrement à Byzance, près de la source abondante et pure de l'Orient, cette éternelle patrie de la forme et de la couleur. Nous n'hésitons pas à affirmer que ce fut l'art perse de Ninive, de Babylone et de Persépolis, transformé lentement et insensiblement sous les dynasties achéménide, arsacide et sassanide, qui devint à Ecbatane, à Suze, à Hamadan et à Madaïn l'art appelé byzantin, parce que Byzance, la capitale chrétienne, le fit connaître et le répandit dans toute l'Europe catholique. De ce même style découla bientôt, en se modifiant, l'art persan et arabe de l'époque musulmane.

Les chrétiens avaient dû se contenter jusque-là, pour les cérémonies du culte, de salles païennes où ils se sentaient mal à l'aise, et qui ne répondaient en rien à l'idée qu'ils se faisaient d'un temple digne de la foi nouvelle. La basilique ou salle de justice du palais des rois, appropriée à la hâte à une destination moins profane et transformée en église, ne les satisfaisait nullement. D'après les monumens comme d'après les écrits, on peut juger des tâtonnemens, de l'hésitation des premiers chrétiens dans leurs efforts pour trouver une architecture qui pût représenter clairement dans un temple voué au culte l'idée du christianisme. La croix sur laquelle expira le Christ vint naturellement à la pensée, c'était le symbole chrétien par excellence. Toutefois on ne voit pendant cinq siècles que des essais où la variété des détails ne parvient pas à cacher l'absence de toute conception nouvelle et l'impuissance à traduire en pierres l'Évangile. Il a fallu que les empereurs, arrachant leur empire à la routine païenne, s'installassent auprès du berceau même du catholicisme et de l'architecture pour qu'une révélation se fît et que la formule cherchée apparût. Les chrétiens du bas-empire la trouvèrent dans le carré byzantin flanqué de quatre carrés égaux lui donnant la forme d'une croix, ils trouvèrent surtout dans cette architecture élancée et hardie la forme symbolique qu'ils cherchaient, et l'expression du dogme chrétien, d'une religion de prière, d'aspiration et d'espérance. Ils ont exprimé l'enthousiasme que leur inspira cette apparition du style byzantin par une légende mystique. Un ange, disent-ils, descendit du ciel pour donner à l'empereur chrétien le plan du temple modèle, de cette église de Sainte-Sophie, dont la coupole aérienne est l'image de la voûte

céleste. Ils ont bien senti que c'était le moment où l'ère nouvelle avait trouvé le langage architectural qui lui convenait, et qui, depuis cette époque, n'a jamais varié pour les chrétiens grecs. Les Latins, moins constans, hésitent bientôt, tantôt adoptant ce style ogival, tantôt revenant à l'art païen, pour retomber ensuite dans un désordre d'idées dont aujourd'hui ils ne savent plus sortir.

En Europe, le style byzantin est lourdement imité et mêlé avec le style roman, ou, pour mieux dire, le roman n'est que du byzantin grossier. Ce mélange, modifié par les croisades et par la science maçonnique rapportée d'Orient, devient l'art ogival, et prend un caractère nouveau de grandeur et d'élégance. Le matérialisme de l'art grec était ainsi dépassé, sinon par la pureté de la forme, au moins par l'expression. Cette époque byzantine ou du moyen âge en Orient est donc à nos yeux l'époque de la véritable renaissance, l'époque du renouvellement de l'art ancien par un art nouveau. Ce mot de renaissance, nous ne saurions le prendre dans le sens qu'on lui donne d'ordinaire quand on l'applique à une imitation bornée et inintelligente de l'art grec au xve siècle. C'est par conséquent une erreur de croire que l'empire byzantin dut en fait d'art son caractère aux descendans des Phidias et des Périclès, conservateurs des traditions du beau temps de la Grèce, et qu'à l'époque du partage de l'empire byzantin par les Vénitiens et les Français commença pour les Occidentaux la connaissance de l'art grec. Au moment de ce partage, le bas-empire ne se préoccupait guère d'une civilisation morte qui ne parlait plus, qui ne pouvait se faire comprendre et frappa si peu les barbares d'Occident, Vénitiens ou Français, qu'ils jetèrent dans le Bosphore les statues enlevées aux temples de Corinthe ou d'Athènes, et qui ornaient les places et les palais de Byzance. Ce qui charmait tous les regards, c'était l'idée nouvelle en philosophie, dans les sciences et dans les arts; c'était la civilisation orientale dans toute sa splendeur. Revenir à l'étude de l'antiquité païenne au moment où le style du moyen âge touchait à la perfection, c'était perdre le résultat de quinze siècles, c'était arracher des cœurs cette foi profonde qui faisait marcher en si parfait accord la forme et l'idée. En reprenant le style d'une époque perfectionnée, on crut gagner en pureté et en élégance; mais c'était abandonner cette route féconde, infinie, où l'imagination pouvait travailler à l'aise et toujours à nouveau; c'était abdiquer toute originalité et séparer la pensée de l'expression, car le style redevint païen, tandis que la pensée restait chrétienne; ce fut et c'est encore produire l'amalgame le plus bizarre et le plus incohérent. La statue de la Vierge est faite à l'imitation de celle de Vénus, et les scènes de l'histoire sainte ont pour type les bas-reliefs du Par-

thénon. Tantôt le *Saint-Sacrement* se montre en face de l'*École d'Athènes*, tantôt le Christ est mêlé aux muses et aux dieux du Parnasse. En littérature, la grâce de la forme ne parvient pas plus qu'en sculpture ou en peinture à cacher ce choc continuel entre les mots et les idées. Dans ces dernières, dès que les secrets de métier se perdent, on devient incapable de progrès, et il ne reste plus qu'à imiter servilement sans savoir de quelle source, de quelles inspirations ces secrets sont sortis. N'en est-il pas de même en poésie lorsqu'on copie les maîtres au lieu de chercher la nature? Voyez tous ces poètes de la renaissance, Vida, Marullus, Fracastor, Sannazar : que sont-ils? De véritables plagiaires, si parfaite que puisse être l'imitation. Cette recherche, cette étude d'une antiquité restreinte, puisqu'elle ne remonte qu'aux Grecs et n'étudie qu'eux, a fait trop longtemps ignorer les causes premières.

Nous concevons qu'en littérature l'absence de matériaux antérieurs, ou, pour mieux dire, l'obstacle que présentent des langues et des écritures inconnues ait nécessairement limité les recherches de nos savans; mais en peinture, en architecture surtout, il restait tant et de si grands matériaux qu'il a fallu l'esprit de routine de l'Occident pour les méconnaître et pour qu'ait pu s'accréditer aussi longtemps cette croyance générale que tout commence aux Grecs, qu'il n'y a pas d'art en dehors d'eux. Les érudits, ne pouvant remonter au-delà de l'époque grecque, n'ont indiqué aux artistes que cette civilisation brillante, mais très courte et très restreinte. Ceux-ci trop souvent n'avaient pas vu les originaux, et c'était d'après des descriptions et des dessins inexacts qu'ils exécutaient leurs copies, sans tenir compte de la différence des sites et des climats, des matériaux, des usages et des costumes. Nous n'avons qu'à signaler David et son école, qui règne encore, pour démontrer ce que nous avançons ici.

Pour bien comprendre d'où venait l'art nouveau dont nous nous occupons, il ne faut pas oublier que Byzance, deux cents ans après qu'elle eut été fondée par le navigateur grec Byzas, fut prise par Darius et resta au pouvoir des Perses jusqu'à la fin du règne de Xerxès. On ne s'étonnera donc pas de voir un architecte persan nommé Métrodore chargé de construire l'église et le palais de Constantin. Au dire de l'histoire, Métrodore avait fui sa patrie par suite des injustices dont on l'abreuvait. Cette église fut rebâtie en 540 par Anthémis de Tralles et Isidore de Milet sur le plan agrandi de Métrodore. Ces trois architectes sont les seuls dont les noms soient parvenus jusqu'à nous. On le voit, l'un est un Persan expatrié de la veille, les deux autres appartiennent, le premier à la province persane de Lydie, qui n'était romaine que depuis la mort d'Attale, le

second à une de ces riches cités commerçantes de l'Asie-Mineure, où toutes les nations se donnaient rendez-vous, et que les Persans avaient, par de fréquentes relations, initiées et conquises à leur architecture. Nous savons encore que Justinien II employa un architecte persan, dont le nom ne nous est pas parvenu, pour dessiner les somptueux édifices dont il embellit la ville. Ce sont là des faits caractéristiques et qui donnent la clé de bien des mystères. La pompe de la cour byzantine, avec l'étiquette, les titres, les étoffes, les costumes, les modes, les ustensiles, les dispositions intérieures de l'habitation qui la caractérisent, et que les sultans ont perpétuées jusqu'à nos jours, fut empruntée à la civilisation asiatique, célèbre en ce genre depuis les temps les plus reculés.

Il faut donc attribuer sans hésiter à ce peuple de l'Iran, si fin, si éminemment artiste, et artiste à la fois inventeur et conservateur, véritablement *scopritore del vero, le chercheur du vrai*, la gloire de cette renaissance, dont le style byzantin, puis arabe, puis ogival, ont été les conséquences immédiates. Comment expliquer d'ailleurs une métamorphose architecturale aussi subite, aussi complète, si ce n'est par l'introduction d'un art parvenu dans des contrées voisines au plus haut degré de perfection? La coupole byzantine, l'arc, la voûte et toute cette architecture pyramidale étaient depuis des siècles employés en Perse, ainsi que nous allons le prouver. Ce mode de construire devait être créé tout naturellement dans un pays où pendant l'été l'ardeur du soleil, les réverbérations du sol et la poussière exigent de vastes salles placées sur de hautes plates-formes et des voûtes élevées pour aller chercher l'air et la fraîcheur des cimes, tandis que l'hiver les neiges qui tombent en abondance glissent sur les coupoles sans y séjourner.

L'absence de marbres et de pierres assez grandes pour couvrir les plafonds de ces galeries fit inventer la brique. L'invention de la brique et de la poterie fut la plus grande cause de progrès dans l'architecture des Perses. La brique joue un grand rôle dans leur façon de bâtir; c'est d'eux que les Romains en apprirent l'usage. De cet emploi général des briques découle la preuve que l'arc et la voûte sont originaires de ce pays. Le problème de l'architecture du moyen âge et de l'art du monde nouveau est par là même résolu. Ce que Ctésias nous dit des voûtes sous l'Euphrate, celles retrouvées à Babylone et à Ninive, la tombe de Cyrus décrite par l'historien d'Alexandre, Aristobule, la description des palais de Sémiramis, des châteaux forts de Persépolis et de Ninive par Strabon, enfin les inscriptions découvertes sur ces ruines et récemment traduites, démontrent clairement que la forme conique a été employée dès la plus haute antiquité dans cette partie de l'Asie.

Les Perses comprenaient du reste ce qu'ils devaient à la brique : ils avaient donné le nom de mois des briques au mois pendant lequel celles-ci sèchent au soleil. Cette expression de mois des briques se retrouve dans une inscription du palais de Sennachérib. La substitution de ces matériaux légers aux blocs énormes employés par l'Égypte et la Grèce devait naturellement amener les formes paraboliques et ogivales qui sont l'essence de l'architecture perse. Quand on voulait fermer les sommets, la légèreté et la petite dimension des briques et des poteries permettaient en effet de les rapprocher peu à peu en les posant par assises horizontales faisant saillie d'un tiers les unes sur les autres. De là cette voûte ogivale à lignes droites qui est restée l'arc persan par excellence. Pour les murs, les Assyriens employaient encore le pisé, c'est-à-dire de l'argile mêlée de naphte et de bitume minéral, puis battue dans un moule avec de l'eau et des roseaux. C'était une sorte de brique gigantesque qui se façonnait sur place et formait un mur d'une seule pièce. Quand la portée de la voûte était trop grande, et que les briques auraient été trop lourdes, on recouvrait les salles de panneaux de bois juxtaposés et façonnés en voussoirs. « Je bâtis pour demeure de ma royauté, dit une inscription de Sennachérib, des salles couvertes par des *pans* de bois de cèdre, de lentisque et de pistachier. Au sommet, j'applique en guise de bouclier, pour les tenir dans leur position, des poutres de cèdre soutenues par des piliers de même bois que je relie par des crampons de fer. » Évidemment il est question ici d'une voûte non fermée à sa partie supérieure. L'espace où se trouvait ce bouclier sur lequel s'appuyaient les pans latéraux de la voûte était quelquefois recouvert par des peaux de veau marin. Quelquefois la voûte est jetée de terre sans soutien de bois ni de pierre; on en trouve plusieurs exemples à Khorsabad. On parvenait au sommet des édifices, non par des escaliers, mais par des rampes qui tournaient en spirale soit dans l'épaisseur des murs, soit même à l'extérieur, comme cela fut imité à Balbek sous les Antonins et partout au moyen âge. On peut de même monter à cheval jusqu'au sommet du campanile de Saint-Marc à Venise, et le minaret de la plus ancienne mosquée du Caire est enveloppé d'une spirale extérieure qui s'élève jusqu'à la cime.

La décoration intérieure offrait d'un autre côté une grande richesse : l'or, l'argent, le cuivre, l'ivoire, l'émail, brillaient partout. Ctésias et Diodore, en décrivant le *Kasr* du palais de Nabuchodonosor à Babylone, parlent longuement des grandes mosaïques en briques émaillées représentant des sujets de chasse, des figures d'hommes et d'animaux et des inscriptions blanches sur azur, dont M. Fresnel a de nos jours retrouvé de nombreux fragmens. Nabuchodonosor lui-

même dit dans une inscription sur le temple de Mérodach : « J'ai recouvert le dôme avec de l'or resplendissant comme le soleil levant. J'ai voulu que l'autel de Mérodach, qu'un roi antérieur avait érigé en argent, fût en or pur. La chambre du trésor, resplendissante d'or, je l'ai fait recouvrir de façon qu'elle reproduise les étoiles du firmament (1). » Les murs des palais de Khorsabad, construits en briques, étaient revêtus au dedans comme au dehors de plaques de gypse jusqu'à une hauteur de trois mètres environ. Au-dessus du gypse, des briques émaillées représentaient une suite de personnages ou d'ornemens. Souvent cette espèce de frise portait une inscription en caractères cunéiformes blancs sur fond bleu; on rencontre de même dans les monumens persans du moyen âge encore debout des frises portant des inscriptions en lettres kouffiques blanches sur fond d'émail bleu. Il est impossible de ne pas être frappé de la ressemblance de cette ornementation avec celle des antiques débris retrouvés à Khorsabad. A Ninive, la frise était séparée du parement de gypse par un cordon de terre cuite strié, bombé et émaillé en jaune.

Les premières inscriptions, les premiers vestiges retrouvés sur le sol et ayant date certaine, nous font remonter à une antiquité presque fabuleuse. On a exhumé des briques employées par les anciens rois de Chaldée vingt siècles avant notre ère. Une inscription qui date du roi Tiglatpilezar en 1250 avant Jésus-Christ nous apprend qu'il releva un temple bâti 640 ans avant le règne de son père. Les récits des hauts faits de Sardanapale III ont soin de mentionner les constructions importantes exécutées par ce souverain. La fondation d'un palais, d'une simple porte de ville, a pour ces peuples une importance toute particulière. Les textes et les bas-reliefs de Khorsabad, bâtie par Sargon, prédécesseur de Sennachérib, nous en donnent une idée. Sur les tablettes d'or, d'argent, d'antimoine et de cuivre trouvées dans les pierres angulaires des fondations, ou, pour nous servir de l'expression poétique des inscriptions elles-mêmes, dans « les ombres de la terre qui perpétuent et gardent le souvenir, » sont relatés avec le plus grand détail les mesures des terrains et des constructions, les matériaux employés, les escaliers tournant dans l'intérieur des murailles, l'emplacement des chambres voûtées des trésors. « J'ai fait élever six enceintes régulières, dit Nabuchodonosor dans une inscription cunéiforme conservée à Londres, afin de garantir Ba-

(1) Cette idée charmante existe encore dans les palais et les bains orientaux. La lumière du ciel n'arrive qu'en passant par des découpures en forme d'étoiles ménagées dans la voûte sombre qui recouvre la salle. Cette voûte est ainsi, pour employer l'expression de Victor Hugo, *sidéralisée* comme les cieux.

bylone contre une attaque. J'ai fait bâtir le mur en briques et bitume, mur indestructible, long de 480 stades, enceinte et bouclier des sanctuaires de la ville. J'ai augmenté l'étendue du palais de mon père. » Écoutez la manière dont Nabuchodonosor parle encore du temple des assises de la terre, la gloire de Babylone, celui où se rendaient les oracles. « J'ai construit la chambre des oracles en forme de dôme recouvert d'or pur. La tour, la maison éternelle, je l'ai fondée de nouveau et rebâtie en or, en argent, en briques émaillées, en pierre, en cèdre et en lentisque; j'en ai achevé la magnificence. J'ai élevé le faîte du premier de ces édifices, qui est le temple des bases de la terre et le plus ancien souvenir de Babylone (depuis le moment où il a été fondé, on compte quarante-deux vies humaines). J'ai restauré la rampe qui tourne au dehors et inscrit mon nom dans les frises des arcades. Le chemin du sanctuaire, qui mène au temple situé au sommet de la tour, fait trente circonvolutions. Les arcades, les colonnes et les portes sont de différentes couleurs. J'ai élevé le sommet du temple des Sept-Lumières, la merveille de Nébo. » Plus de six siècles avant notre ère, nous avons par les Hébreux des détails sur cette civilisation. Le peuple de Judée, — dont le génie étroit et terre-à-terre ne s'était jamais élevé jusqu'à la notion de l'idéal, — n'a laissé dans les lieux où il a vécu tant de siècles ni un fragment de céramique ou de statuaire, ni une médaille, ni une pierre gravée; il n'avait jamais pu créer un art hébraïque, quoi qu'on en ait dit, et avait été obligé d'avoir recours, quand il avait voulu bâtir le temple de Jérusalem, à des artistes de Tyr ou d'Assyrie; aussi ses livres sacrés sont-ils à peu près muets, jusqu'à la captivité de Babylone, sur tout ce qui concerne les arts. Les Juifs n'ont pas plus tôt mis le pied sur la terre persane qu'un changement se produit en eux; ils subissent le charme, ils sont visiblement subjugués par ce luxe, ces temples, ces splendeurs architecturales dont ils n'avaient aucune idée. Ils s'effraient de cette puissance de séduction qu'exerce sur eux la terre étrangère, mais ils ne la subissent pas moins. « Babylone, dit Jérémie, est une coupe d'or dans les mains du Seigneur; elle a enivré toute la terre. Les nations ont bu de son vin, et elles ont été agitées. » Le caractère de la littérature juive s'en ressent. Elle n'a plus quand il s'agit d'art la même sécheresse. Les prophètes se mettent à décrire, comme feraient des archéologues, les statues, les étoffes, les bijoux des Babyloniens. Les descriptions d'Isaïe sont saisissantes; elles nous fournissent des documens précieux sur ce qu'était Babylone au plus beau moment de sa splendeur et sur le caractère élevé de l'art qui éclatait dans les monumens. Ézéchiel n'est pas moins explicite; il parle des idoles qui peuplaient les temples et qui présentaient une image si exacte de la

figure de l'homme dans toutes ses attitudes et sous tous ses aspects qu'il ne leur manquait que le mouvement et la parole. « Et les filles d'Israël, ajoute le prophète, frappées de cette émouvante représentation de la nature, se laissent emporter à la concupiscence de leurs yeux et conçoivent une folle passion pour les Chaldéens. »

Nous le répétons, les peuples de ces vastes contrées de l'Iran sont sans contredit les mieux doués du sentiment de la décoration architecturale. Ce peuple était naturellement constructeur; dans sa langue, Dieu le créateur s'appelait simplement l'*architecte;* il donnait le même nom au père et à la mère et nommait l'enfant la *chose construite* (1). Ces expressions, qui nous montrent que toute création se présentait à leur pensée comme analogue à l'érection d'un monument, ne nous indiquent-elles pas aussi d'une manière frappante quel était leur instinct spécial, leur vocation particulière? Ce goût, né des mœurs et du climat, s'exerce toujours, progresse, se développe, se transforme, s'engourdit parfois à la suite de ces batailles mémorables où l'on vit se succéder les Assyriens, les Mèdes, les Babyloniens, les Perses et les Arméniens, les Égyptiens, les Grecs, les Parthes et les Romains, les Arabes, les croisés et les Turcs; mais il se relève sans cesse de ces ruines formidables, et prouve encore dans le Médresseh d'Ispahan, sous le règne brillant de Shah-Sultan Hoseïn, en 1710, de quelles merveilles sont capables ces grands constructeurs. Où trouver en effet soit en Égypte, soit en Grèce ou chez les Romains des palais de cette importance, élevés sur des terrasses de deux cents pieds, au sommet desquelles on arrivait par des rampes et des escaliers de soixante pieds de haut. Dix chevaux de front les montaient aisément. Là, les arbres les plus rares, des fontaines jaillissantes, des dômes recouverts d'or, d'argent et d'émail, des colonnades élégantes d'où l'œil du maître planait sur la ville entière, faisaient de ce séjour un véritable *paradis suspendu,* ainsi qu'on le désignait (2).

Il est inutile d'insister davantage pour démontrer que l'architecture était arrivée dans ces contrées, alors si fertiles et si riches, à un degré suprême, affectant, grâce aux matériaux, aux sites et au climat, ce caractère pyramidal si contraire à celle des Égyptiens, des Grecs et des Romains. Nous allons la voir se modifier sans que son principe soit jamais dévié ou abâtardi par des principes étrangers; nous allons voir les traditions de Ninive, de Babylone, de Persépolis et d'Ecbatane se continuer sans arrêt dans les villes de Suze et de Passagarde, de Hamadan, de Ctésiphon et de Kerman-

(1) Voyez Botta, Layard, les recueils de la Société asiatique de Londres, Oppert, Place.

(2) *Paradize* en persan signifie jardin.

chah, de Bagdad, de Damas et d'Ispahan, jusqu'à notre âge. Qu'on nous permette d'abord de dire ici quelques mots sur l'histoire de ces contrées, afin de montrer ce qu'était en face de Byzance naissante la civilisation puissante et féconde dont elle sut s'inspirer, combien c'est à tort que certains auteurs regardent l'art byzantin comme la source de l'art persan, arabe et turc. C'est le contraire qui est vrai; c'est Byzance qui emprunta à l'Asie ce style si nouveau pour l'Europe et qui devrait s'appeler le style perse.

L'art persan, dont la force d'extension devait être un jour si grande, se développa d'abord exclusivement entre les étroites limites du pays où il était né. La Perse reste longtemps sans influence au dehors, elle demeure pendant des siècles isolée des autres peuples, sans contact immédiat avec eux. — La Chine présente encore de nos jours un phénomène du même genre. — Bornée au nord par la mer Caspienne et les vastes chaînes du Caucase, au midi par le golfe Persique, à l'est par les ramifications immenses des monts Ourals, qui s'étendent de la droite de l'Indus jusqu'à l'entrée du même golfe, la Perse est de trois côtés séparée du reste du monde par des mers ou par des déserts. Vers le couchant seulement, le Tigre et l'Euphrate lui servent d'unique frontière du côté de la Mésopotamie, et elle soumet à son influence une partie de l'Asie-Mineure, au-delà de laquelle s'étend encore la mer. Ce pays clos était cependant le centre d'une vie intellectuelle intense. Malgré les cataclysmes qui la bouleversèrent, elle fut toujours gouvernée par des rois, et cette unité dans la forme politique maintint les lois, les mœurs, les coutumes, les arts et l'industrie dans la voie féconde de la tradition. Gardiens de toute science et des secrets de l'art, les mages les conservaient sans solution de continuité et sans défaillance de génération en génération. Cette transmission héréditaire et religieuse des procédés et de la science, de la pratique et de la théorie, se retrouve encore aujourd'hui chez les Persans. La franc-maçonnerie, devenue une institution libre, a suivi en cela l'exemple des mages; les initiés veillent avec un soin jaloux à conserver pur de tout alliage le dépôt de la tradition et à s'en réserver le monopole. Même de nos jours, il est à peu près impossible d'obtenir d'un architecte persan la révélation des méthodes qu'il emploie pour construire ou pour tracer des arcs, des coupoles, des voûtes, des encorbellemens stalactiformes.

On sait peu de chose de la Perse avant la dynastie des Achéménides. Achéménès, vers l'an 536 avant Jésus-Christ, fut, suivant Hérodote, le fondateur qui donna son nom à cette lignée de rois où brillent les noms de Cambyse, Cyrus, Teïspès, Ariaramnès, Arsamès, Darius, Xerxès et Darius Codoman, c'est-à-dire le petit Da-

rius, comme l'appellent les historiens persans. Darius Codoman, vaincu par Alexandre le Grand, qui conquit toute la Perse, fut assassiné par Bessus (330 ans avant Jésus-Christ). Séleucus, un des généraux du conquérant macédonien, fonda la dynastie des Séleucides, qui ne gouverna guère que quelques années. Arsace, fondateur du royaume des Parthes et de la dynastie arsacide, s'empara de la couronne 250 ans avant Jésus-Christ. Les rois parthes descendans d'Arsace régnèrent environ cinq siècles, constamment en guerre avec les Romains, qu'ils repoussèrent toujours. Le petit-fils de Sassan, Ardeschir, que les Grecs nomment aussi Artaxerxès, enleva la couronne à Ardevan, dernier roi arsacide, et fonda, en l'an 223 de notre ère, la dynastie sassanide, qui dura quatre siècles et tomba sous les coups du calife Ali, gendre de Mahomet. Pendant huit siècles, ces belles contrées furent gouvernées alternativement par des princes arabes, tartares ou mogols; enfin en 1501 la dynastie des Sophis ou Schah réunit sous son sceptre en un seul royaume ces principautés divisées.

Pendant le règne de la dynastie sassanide, c'est-à-dire vers le IVe siècle, les Perses furent en rapport commercial très étendu avec les Byzantins, trouvant à la cour fastueuse des empereurs de nombreux débouchés pour leurs industries de luxe. Par cette voie, les ouvriers du bas-empire s'initièrent aux secrets des arts et des sciences que conservaient les mages. C'est ainsi qu'ils apprirent à courber les arcs et les voûtes, à combiner les lignes géométriques, à contourner en animaux fantastiques, en enroulemens de plantes, les chapiteaux et les frises. Ce système de formations prismatiques, de cristaux ou polyèdres géométriques, en un mot de pendentifs en encorbellement, destinés à soutenir les coupoles et les plafonds, à orner les angles et les niches des portes et des fenêtres, se retrouve dans les plus anciens monumens de la Perse sassanide, et devint, en se développant de plus en plus, la base scientifique de l'ornementation persane. Il fut introduit de même dans l'art byzantin. Cette influence de l'art persan augmenta, comme bien on pense, lorsque les Arabes en 637 se ruèrent sur ces contrées et les convertirent plus ou moins à la foi de Mahomet. Bien différens des peuples de l'Asie, les Arabes restèrent sans art tant que dura leur idolâtrie. — C'était un peuple pasteur fractionné en tribus errantes; ils n'avaient pas cet élément sans lequel nulle civilisation ne se développe, la stabilité, la vie sédentaire; mais c'était un peuple bien doué, plein de finesse et d'une facilité de compréhension merveilleuse. Quand à la voix de Mahomet ils coururent à la conquête du monde, ces pasteurs à demi sauvages, jetés tout à coup au milieu des plus brillantes civilisations, ne tardèrent pas à se

trouver sans efforts au même niveau intellectuel que les vaincus. C'est pendant la première période de la conquête, sous les califats d'Abou-Bekre et d'Omar, que l'Égypte, la Syrie et la Perse furent conquises. C'est en 636, moins de vingt ans après l'hégire, que la Perse devint musulmane. On sait quels étaient à cette époque le fanatisme farouche, la brutalité guerrière des apôtres armés de l'islam. Ils se faisaient gloire de n'être que des soldats, des barbares et des croyans, de mépriser les raffinemens et les splendeurs des nations efféminées. Les chefs qui les conduisaient les entretenaient dans ces sentimens, comprenant que c'était dans cette barbarie même, dans ce profond dédain de l'univers entier et dans cette rudesse que résidait la principale force de leurs armées. Omar, qui les amenait à sa suite en Perse, a, comme brûleur de temples et destructeur de merveilles, une réputation aussi grande que comme général. Il est impossible cependant de ne pas voir dans les récits arabes qui nous ont transmis les détails de la campagne de Perse les traces de l'admiration involontaire des conquérans pour le luxe et la splendeur dont ils étaient les témoins. Le fanatisme est impuissant à réprimer ce sentiment chez les fils incultes du désert; ils sont éblouis, demain ils seront subjugués par ces richesses et par ces arts. La première bataille fut livrée près de Kadesiah, elle dura trois jours. Roustam, l'un des meilleurs généraux du roi Jezdedjerd, avait cent vingt mille soldats, qui se conduisirent bravement malgré le vent du désert qui leur jetait le sable au visage et les aveuglait; mais comment résister à l'élan furieux de gens qui combattaient pour mourir autant que pour vaincre, et dont la suprême ambition était de périr par les armes dans les saintes batailles de l'islam? Vers le soir du troisième jour, Roustam, accablé de fatigue, dormait sur un tapis auprès des mules qui portaient les trésors, lorsque Hélal, fils d'Omar, se jetant à corps perdu sur les lignes des Perses avec une poignée d'hommes, pénétra jusqu'à lui et le tua d'un coup d'épée. La mort du chef détermina la déroute de toute l'armée, et les Arabes, désormais maîtres de la rive droite du Tigre, vinrent camper à Nahar-Schir, en face de Ctésiphon.

De l'autre côte du fleuve, on apercevait les terrasses et les tours élevées du palais des rois de Perse; les Arabes furent frappés de la magnificence de ces édifices et s'écrièrent, dit l'historien : « A nous ces dômes étincelans d'or dont Dieu nous a promis la conquête par la bouche de son prophète (1) ! » Jezdedjerd, successeur dégénéré du grand Chosroès, fut saisi de crainte en entendant ces cris de victoire, en voyant sur l'autre rive cette armée dont l'impétueux élan

(1) Aboulféda, t. Ier.

avait été jusque-là toujours irrésistible. Il s'enfuit à Holwan, à l'entrée des gorges étroites du Kurdistan, abandonnant aux vainqueurs Ctésiphon et toutes les plaines qu'elle défend. Ctésiphon, bâtie sur les ruines de l'ancienne Séleucie, était la capitale de l'empire; les richesses accumulées dans cette ville étaient immenses, les monumens qui la décoraient admirables. Les historiens musulmans retracent à l'envi les trésors innombrables que les Arabes y trouvèrent, le luxe merveilleux des palais, des temples et des bazars. « Je renonce, dit Aboulféda, à énumérer tant d'objets précieux, à décrire tant de splendeurs, car il faudrait y consacrer un volume. » Il en excepte seulement un tapis long et large de soixante coudées, qui représentait un parterre. Chaque fleur était formée de pierres précieuses et tenue par une arabesque en or pur. On songe malgré soi, en lisant cette description, à ce que Plutarque nous dit de la tente de Darius, à laquelle le chroniqueur grec consacre aussi un long passage où perce une admiration mêlée d'étonnement. Un tel luxe a toujours déconcerté les Occidentaux. Malgré leur ignorance, les chefs arabes comprirent la beauté de ce tapis, merveille de l'art perse, et le rachetèrent aux pillards pour l'offrir au calife; mais le rigide Omar, qui affectait de ne se vêtir que de grosse toile et redoutait pour ses troupes la contagion de ces exemples, fit couper ce tapis en autant de morceaux qu'il y avait de chefs présens, et le leur distribua. La valeur matérielle de ce chef-d'œuvre des fabriques de l'Asie était telle qu'Ali put vendre vingt mille dirhems le morceau grand comme les deux mains qui lui était échu en partage.

La Perse était vaincue, non supprimée; les provinces orientales, la Mésopotamie, étaient encore libres, la civilisation y trouva un refuge. Les villes qui appartenaient aux Arabes ne perdirent pas d'ailleurs tout souvenir des arts florissans qu'elles avaient si longtemps cultivés. La société au milieu de laquelle les vainqueurs s'implantèrent, et à laquelle ils imposèrent tant bien que mal la suprématie de leurs armes et la doctrine de Mahomet, était vivace et ne périt pas. La barbarie arabe fut d'ailleurs de courte durée, on n'eut le temps de rien oublier. Il ne pouvait guère être question de sciences et d'arts sous la dynastie des Ommiades, héritiers de la puissance et de l'austérité d'Omar; mais il en fut tout autrement lorsque les enfans d'Abbas et d'Ali arrivèrent au pouvoir. Persécutés par la politique ombrageuse du calife Moawyah, ces princes étaient venus se réfugier dans les provinces de la Perse encore indépendantes. Ils étaient tolérans, éclairés, et représentaient l'élément le plus intelligent, le plus compréhensif du génie arabe. Ali a laissé un volume de poésies, il avait des instincts d'art et de civi-

lisation. Il était suspect pour cela aux orthodoxes inflexibles et farouches, qui le combattirent et lui succédèrent. Ses descendans purent développer dans les loisirs de l'exil et au milieu des exemples de la civilisation persane les goûts élevés qu'il leur avait transmis. Ils suivirent les cours de la fameuse école de Djondi-Sapour, fondée par Chosroès le Grand, et s'initièrent aux secrets des sciences, des arts, de la philosophie. C'est là qu'ils puisèrent la passion de l'étude, et qu'ils apprirent comment il fallait gouverner les peuples. A peine les Abbassides sont-ils montés sur le trône des califes qu'un grand mouvement intellectuel se produit dans toute l'Asie-Mineure.

Al-Mansour, chef de cette dynastie, qui succéda aux Ommiades, était un savant; il se hâta de fonder des académies à Bagdad, devenue la capitale de son empire. Les tendances vers les mathématiques et la philosophie, qui font partie du caractère arabe, se développèrent rapidement; les successeurs d'Al-Mansour, y compris Haroun-al-Raschid, le plus célèbre, favorisèrent comme lui les sciences. On comprend que les arts ne restèrent pas en arrière de celles-ci. Ibn-Kaldoun, dans ses *Prolégomènes historiques*, nous dit que les Arabes aux premiers temps de la conquête, trouvant dans les villes dont ils s'emparèrent des édifices et des palais somptueux, n'eurent pas de longtemps l'idée d'en construire de nouveaux; mais plus tard, habitués à ces magnificences et ayant contracté des habitudes raffinées, ils se mirent, malgré les défenses de Mahomet et d'Omar, à élever des monumens qui rivalisèrent de beauté avec ceux de leurs prédécesseurs. A partir de ce moment, nous voyons l'art persan, devenu arabe par droit de conquête, s'avancer à la suite des drapeaux triomphans des sectateurs de l'islamisme d'un côté jusqu'aux confins de l'Inde et aux limites de la Chine, de l'autre jusqu'en Espagne, envahissant tous les pays qui séparent le Gange du Guadalquivir. La Perse demeure le foyer d'où tous ces rayons se répandent, la gardienne des traditions pures, la dépositaire des secrets de métier. Quand on veut un architecte pour construire quelque édifice considérable, on va le chercher en Perse. Abdérame, roi de Cordoue, lorsqu'il voulut bâtir l'Alcazar et la mosquée de cette ville, fit venir de Perse un architecte qui y était renommé. Les Persans restaient encore les maîtres comme au temps de Constantin. Dans tout l'Orient, il en est de même : à Constantinople, où Sainte-Sophie étend sa grande ombre byzantine et sert de modèle à toutes les mosquées, on trouvera toujours, sous les sultans actuels comme sous les empereurs de Byzance, dans les kiosques, les fontaines, les cours, les portiques des temples, la main d'un décorateur persan. Le point de la terre où ce style ar-

riva au plus haut degré de richesse et de perfection fut peut-être l'Inde. Plus rapprochée de la source originaire d'où découlait toute l'architecture arabe, admirablement propice elle-même par la richesse du sol, la beauté du ciel, la chaleur du coloris, aux hardiesses architecturales et décoratives, l'Inde vit s'élever des monumens inimitables. Les bains, les palais, les mosquées, les tombeaux, que l'on rencontre en quantité innombrable dans les villes de Delhi, de Lahore et d'Agra, sont souvent des chefs-d'œuvre. La tombe de Zadj-Mahal ou de la couronne, consacrée par Shah-Djihan à son épouse favorite, a été nommée la merveille de l'univers. On ne peut mieux en faire comprendre la richesse qu'en disant que la frise est faite de lapis, d'agate, de turquoises, de saphirs et de rubis, et qu'elle représente des arabesques de fleurs et de fruits du fini le plus précieux. De pareils matériaux, un luxe si extraordinaire nous paraissent exagérés en Occident; mais pour bien juger de telles œuvres il faut les voir dans les pays pour lesquels elles ont été faites, sous le soleil natal. Dans tous les cas, quelle imagination, quel sentiment de la couleur ne faut-il pas pour concevoir et exécuter des décorations semblables!

Voilà quel est l'art auquel on a cru pouvoir renoncer sans retour au xve siècle, voilà celui auquel il serait encore temps de revenir, non pour copier les monumens qu'il nous a laissés, — les copies n'ont jamais rajeuni les écoles tombées, — mais pour nous inspirer des principes qui l'ont guidé. Ces principes, les seuls féconds en architecture et que nous avons oubliés, parce que les Grecs, que nous avons pris pour maîtres et pour uniques modèles depuis le xve siècle, ne les ont jamais soupçonnés, il nous reste à les exposer et à montrer le profit que nos architectes pourraient trouver à les méditer et à les remettre en honneur.

ADALBERT DE BEAUMONT.

LA

LIBERTÉ DE PENSER

La Liberté dans l'ordre intellectuel et moral, par M. Émile Beaussire.

Le terme de libre penseur est généralement entendu dans un sens assez équivoque. Il semble convenu qu'il est synonyme de sceptique et d'incrédule. D'après cette signification, est libre penseur quiconque ne croit à rien, et moins l'on croit, plus on est réputé capable de penser librement. Ainsi, par exemple, le protestant serait plus libre penseur que le catholique, le rationaliste plus que le protestant, l'athée plus que le déiste, et le sceptique absolu plus encore que l'athée. Quelques-uns essaient d'arrêter cette progression aux questions métaphysiques et spéculatives, comme ils les appellent, et voudraient sauver la morale; mais c'est une contradiction, et d'après l'échelle précédente on sera forcé de dire que celui qui nie la morale est plus libre penseur que celui qui l'affirme; par la même raison, celui qui nie tout principe en politique sera plus libre penseur que celui qui en reconnaît quelques-uns, par exemple la liberté et la justice. Ce préjugé qui mesure la liberté à la négation pourrait donc aller jusqu'à cette conséquence, que le plus haut degré de liberté d'esprit consiste à ne pas même croire à la liberté. On voit dans quelle logomachie on tomberait, si l'on adoptait sans réserve l'échelle précédente; mais rien ne nous force d'admettre une telle échelle, ni même le principe sur lequel elle repose. Il y a des incrédules qui, bien loin de penser librement, ne pensent même

pas du tout, et acceptent les objections aussi servilement que les autres les dogmes, et il y a eu au contraire des croyans qui ont eu la manière de penser la plus libre et la plus hardie. Ce n'est donc pas la chose même que l'on pense qui fait la liberté, mais la manière dont on la pense.

Grâce au malentendu que nous venons d'expliquer, la cause de la liberté de penser, quelques progrès qu'elle ait faits dans la société moderne depuis le XVIe siècle, est loin d'être entièrement gagnée, même auprès des esprits éclairés. Beaucoup d'objections, de défiances, de malentendus, couvrent encore la solide et éclatante vérité que ce principe exprime; on en subit la nécessité sans en comprendre la justice, on en accepte les inconvéniens sans en attendre beaucoup de bienfaits. On est toujours porté à considérer comme des coupables ceux qui veulent user librement de leur raison et ne se soumettre qu'après discussion à la raison d'autrui. On dénonce sans cesse les libres penseurs comme portant atteinte à toutes les lois divines et humaines, comme menaçant les bases mêmes de la société, comme effaçant la distinction du bien et du mal au profit de l'anarchie et du triomphe des passions. Il se trouve encore des esprits qui, même dans l'ordre de la foi, voudraient que l'état intervînt pour fixer ce qu'il faut croire et ce qu'il est permis de ne pas croire. Le retour au moyen âge serait la vraie conséquence de ces déclamations, si elles se comprenaient elles-mêmes, et quelques-uns ne reculeraient nullement devant cette conséquence.

Il y a donc beaucoup à éclaircir encore en cette question, et nous sommes pour notre part d'autant plus disposés, et je dirai presque autorisés, à défendre dans toute sa latitude le principe de la liberté de penser, que nous n'appartenons pas en philosophie à ce que l'on peut appeler les partis extrêmes. De même qu'en politique le vrai libéral veut la liberté non-seulement pour lui-même, mais encore pour ses adversaires, de même dans l'ordre de la pensée et de la foi on ne peut être assuré de posséder la vérité qu'à la condition de lui avoir fait subir toutes les épreuves de la critique. Une vérité dont on n'a pas douté est une vérité problématique. Elle n'a passé à l'état définitif de vérité que lorsqu'elle a traversé saine et sauve le feu de la discussion. La liberté de penser est donc le droit commun de toutes les écoles philosophiques : elles ne sont philosophiques qu'à cette condition. C'est là pour nous le premier principe, et par rapport à cette condition fondamentale les dissidences ultérieures n'ont en quelque sorte qu'une importance secondaire.

Un jeune écrivain, nouveau-venu dans la carrière philosophique, vient d'examiner avec beaucoup de soin dans un livre distingué toutes les questions relatives à ce grand problème de la liberté de

penser. Son livre sur la *Liberté dans l'ordre intellectuel et moral* mérite encore d'être lu, même après les beaux ouvrages si connus de M. Stuart Mill et de M. Jules Simon. L'auteur, M. Émile Beaussire, fait preuve d'une grande indépendance de pensée unie à une gravité, une placidité, une modestie de ton et d'allures qui lui assureront indubitablement l'estime de ceux dont il contrariera les opinions. Il admet la liberté dans le sens le plus large, et en réclame les applications les plus délicates dans la religion, dans l'enseignement et dans la presse. Tout en se déclarant lui-même partisan des idées spiritualistes, il voudrait que les doctrines contraires jouissent de la plus grande liberté, en quoi nous nous associons entièrement à ses vœux. En nous protégeant trop, on nous affaiblit. Les doctrines qui passent pour plus favorables que d'autres à la conservation de l'ordre social semblent par là même dispensées de donner de bonnes raisons; elles sont suspectes de privilége, et les esprits indépendans, hardis, curieux, s'en éloignent avec défiance. Rien n'est plus funeste à une cause que d'être déclarée officiellement la bonne cause par l'autorité publique, et je ne doute pas que le progrès des idées critiques et sceptiques que nous voyons depuis quelques années n'ait eu pour motif l'alliance trop étroite que les doctrines appelées saines par ceux qui les défendent avaient contractée avec l'état. Le livre de M. Beaussire, émané d'un professeur de l'état, a donc une grande autorité, lorsqu'il réclame une entière liberté pour toutes les opinions que celui-ci ne protége pas.

Notre intention d'ailleurs n'est pas de suivre M. Beaussire dans toutes les questions pratiques et délicates où il ne craint pas d'entrer, et qui touchent d'ailleurs à bien d'autres sujets (1); nous nous contenterons de quelques réflexions que son livre nous a suggérées sur le principe de la liberté de penser et sur les objections qu'elle peut soulever.

Descartes a exprimé d'une manière définitive le principe de la liberté de penser lorsqu'il a déclaré « qu'on ne doit reconnaître pour vrai que ce qui paraît évidemment être tel, c'est-à-dire ce que l'esprit aperçoit si clairement et si distinctement qu'il est impossible de le révoquer en doute (2). » On a dit que cette méthode de Descartes, cet appel au libre examen avait répandu dans le monde le

(1) L'ouvrage de M. Beaussire traite non-seulement de la liberté de penser, mais de la famille, de la liberté d'association, de la propriété littéraire, en un mot de toutes les principales questions du droit naturel.

(2) Pour que la maxime de Descartes soit irréprochable, il faut entendre le mot *évidence* dans le sens large, et comprendre par là l'évidence de l'expérience aussi bien que celle de la raison pure, ce que Descartes n'a pas toujours fait.

scepticisme, qui en est le fruit naturel, car si chacun est juge de la vérité, dit-on, rien n'est plus ni vrai, ni faux; l'un juge d'une manière, l'autre juge d'une autre; l'un trouve évident ce que l'autre trouve absurde; tous se réfutent réciproquement. Qui décidera entre eux tous? Qui servira de mesure et de règle? C'est ainsi que l'anarchie des opinions a envahi la société, amenant à sa suite l'anarchie civile et politique, la ruine de toutes les grandes traditions, le renversement de toutes les autorités.

Voilà bien des crimes imputés à la liberté de penser, et les discuter tous nous entraînerait trop loin. Contentons-nous d'examiner le principe, laissant à chacun le droit de juger, comme il l'entend, les conséquences. A ceux qui combattent le principe de Descartes, je me contenterai de demander par quel principe ils prétendent le remplacer. Par l'autorité, disent-ils; mais quelle autorité? Est-ce l'autorité des maîtres? lesquels? Aristote ou Platon? De l'église? mais quelle église? car il y en a plusieurs. De la tradition? mais il est de fausses traditions. De l'instinct naturel? du sentiment? mais il y a de bons et de mauvais sentimens, les uns qui nous guident et nous relèvent, les autres qui nous égarent et nous pervertissent. Serait-ce enfin le consentement universel, ce critérium cent fois réfuté? Encore faut-il savoir si un tel consentement existe, et l'on ne peut s'en assurer que par l'examen.

Si on a souvent attaqué la liberté de penser comme complice du scepticisme, on l'a quelquefois aussi défendue au nom même du scepticisme. La vérité, dit-on, n'est autre chose que le point de vue selon lequel chacun considère les choses : or le point de vue de l'un n'a pas plus d'autorité que celui de l'autre; chacun a le même droit de ressentir les choses telles que son organisation les lui présente, et de les concevoir en raison de ses impressions. Il n'y a donc ni vrai ni faux d'une manière absolue; il n'y a que ce qui paraît vrai ou ce qui paraît faux à chacun de nous. S'il en est ainsi, de quel droit l'un imposerait-il à l'autre sa manière de voir? de quel droit la majorité elle-même forcerait-elle la minorité à adopter ses propres opinions? Une majorité n'est encore qu'une réunion de jugemens individuels, dont aucun en particulier n'a le droit de se préférer au mien, et le nombre ici ne fait rien à l'affaire. On va même jusqu'à soutenir que l'hypothèse d'une vérité absolue est radicalement opposée à la liberté de penser, car s'il y a une telle vérité, comment pourrait-il être légitime de penser autre chose que ce qu'elle proclame? comment l'homme aurait-il le droit de préférer le faux au vrai? Tous ceux qui croient à une vérité absolue, et qui par conséquent se persuadent qu'ils sont en possession de cette vérité, sont donc fatalement entraînés à une sorte d'intolé-

rance; ils condamnent tous ceux qui ne pensent pas comme eux, les appellent des esprits faux ou pervers, des ennemis de l'ordre social, et si cette intolérance ne va pas jusqu'aux excès des anciens âges, c'est uniquement parce que nos mœurs sont plus douces, ou encore parce que les plus clairvoyans ont été eux-mêmes atteints sans s'en douter par le mal de l'indifférence (1).

Une telle apologie de la liberté de penser serait le meilleur moyen de la rendre odieuse : le dilemme qui nous forcerait à choisir entre la vérité et la liberté serait un cruel déchirement pour les âmes généreuses. Ce qui fait pour moi la dignité de la pensée, c'est que je la crois capable de s'élever jusqu'à quelque chose au-dessus de moi-même, en dehors de moi-même : si elle n'est qu'une impression individuelle, une pure manière de sentir, elle ne m'intéresse pas plus que les sensations de chaud ou de froid, de doux ou d'amer, par lesquelles je passe continuellement, et je ne vois même pas pourquoi je me donnerais alors la peine de penser. Mais nous n'avons pas ici à discuter le scepticisme. Qu'il nous suffise de montrer que la liberté de penser n'est nullement solidaire d'une telle théorie.

Si j'admets qu'il y a quelque vérité en dehors de moi, et que ma pensée est capable d'y atteindre, qu'y a-t-il là qui soit incompatible en quoi que ce soit avec le droit de penser librement? Un tel droit suppose au contraire implicitement que ma pensée bien conduite est capable d'atteindre à la vérité, et qu'il n'y a qu'à la laisser faire pour qu'elle la rencontre naturellement. Sans doute ma pensée est susceptible d'erreur; mais l'erreur ne lui est pas essentielle, elle tient à de certaines conditions que l'expérience nous apprend à reconnaître, et l'exercice à éviter. S'il y a une vérité, quel autre moyen peut-on supposer de la découvrir que de la chercher, que d'examiner si c'est bien elle, que de la dégager des nuages qui la couvrent, que d'écarter les illusions de l'imagination, de la passion, de la routine, en un mot que de penser librement? Nulle contradiction par conséquent chez ceux qui soutiennent d'une part qu'il y a une distinction nécessaire et objective entre le vrai et le faux, et d'autre part que l'homme est libre de penser, d'examiner, et de ne se décider qu'après examen. Ces deux doctrines sont au contraire intimement liées l'une à l'autre.

J'ajoute que dire qu'il y a une vérité absolue, ce n'est pas dire que cette vérité soit en la possession de certains hommes au détriment des autres hommes : il n'y a pas de privilége de ce genre, et c'est ce qui fait que nul n'a droit d'imposer aux autres sa manière

(1) J'emprunte cette argumentation à un illustre écrivain anglais, M. Grote, qui l'a développée très subtilement dans un livre récent et original sur *Platon et les disciples de Socrate;* Londres, 1865.

de penser. La lumière luit pour tout le monde, et elle éclaire tout homme venant en ce monde; de là vient que chacun a le droit d'atteindre à cette vérité par ses forces individuelles, par ses propres lumières, à la condition en même temps de ne point négliger les lumières des autres, ce qui est implicitement contenu dans l'idée que tous les hommes ont une seule et même raison. Chacun ne peut juger qu'avec son jugement, ne peut penser qu'avec sa pensée, cela est évident; mais il ne suit point de là que la vérité soit individuelle et qu'il n'y ait pas en soi une vérité absolue que chacun atteint dans la mesure où il le peut, et qu'il transmet aux autres dans la mesure où ils sont capables de la recevoir. Le champ de la vérité est immense, et nul ne peut l'embrasser tout entière; nous n'en atteignons que quelques degrés, nous n'en saisissons que quelques parcelles. L'un voit un côté des choses, l'autre en voit un autre; l'un découvre un fait, l'autre une loi, un autre un sentiment : c'est pourquoi il est bon que tout le monde puisse dire son avis; c'est de tous ces avis particuliers contrôlés les uns par les autres, c'est de tous ces laborieux efforts des raisons individuelles, que se forme la raison commune. Ainsi grandit et s'éclaire le génie de l'humanité.

On est tout étonné d'entendre soutenir le droit de l'erreur; mais l'erreur n'est souvent qu'un moyen d'arriver à la vérité : ce n'est que par des erreurs successives, chaque jour amoindries, que se font le progrès des lumières et le perfectionnement des esprits. Le système de Ptolémée était peut-être nécessaire pour préparer celui de Copernic. Parmi les adversaires de la liberté de penser, il en est beaucoup qui soutiennent l'utilité même des préjugés, bien qu'ils les reconnaissent comme tels. N'est-ce pas admettre le droit de l'erreur et reconnaître que la vérité n'est souvent accessible aux hommes qu'en se mêlant à certaines illusions? Cependant il ne faut pas asservir les hommes éternellement aux mêmes préjugés, et quand le moment est venu de séparer la vérité de l'erreur, il faut bien en prendre son parti. Dans ce triage, de nouvelles erreurs se glisseront encore comme conditions préparatoires d'une vérité supérieure; c'est à la discussion de faire tomber successivement les erreurs contraires : de ce conflit se dégagent certains principes qui vont en se multipliant avec le temps. C'est ce qui a eu lieu incontestablement dans l'ordre des sciences physiques et mathématiques; il faut espérer qu'il finira par en être de même dans l'ordre moral.

Il y a, dit-on, certaines vérités naturelles, instinctives, qui sont plus sûrement garanties par la foi que par l'examen, que la discussion au contraire obscurcit et confond bien loin de les affermir, et

pour ces vérités au moins il faut écouter la nature plus que la raison. Je n'en disconviens pas; mais je fais remarquer que pour retrouver ces vérités primitives, mêlées à tant de chimères, de superstitions et de préjugés, il faut une analyse éclairée qui sépare le vrai du faux, et les vérités vraiment naturelles des illusions de l'ignorance et de l'habitude. Par exemple, la croyance à une distinction primitive du bien et du mal est bien une de ces vérités élémentaires au-delà de laquelle il est difficile de remonter; cependant combien de fausses croyances morales se sont présentées, se présentent encore parmi les hommes avec le même caractère apparent d'une autorité sacrée et d'une irrésistible certitude! Est-ce volontairement que les enfans nés dans les États-Unis du sud apprenaient dès le plus bas âge que l'esclavage était une institution divine, nécessaire à l'ordre de la société et au bonheur des esclaves eux-mêmes? Non, sans doute; cette croyance leur paraissait aussi légitime et aussi nécessaire que la distinction du bien et du mal; il en a été de même de tous les grands préjugés. Dans chaque société, dans chaque contrée, dans chaque classe, il est des préjugés sucés avec le lait et que nous portons avec nous comme des principes innés. Comment donc distinguer ici l'habitude de la nature, le conventionnel du primitif, si ce n'est par l'examen et la discussion, qui nous apprennent que parmi ces affirmations spontanées il en est de nécessaires et d'indispensables? La discussion seule peut guérir les maux causés par la discussion.

Je ne veux pas dire non plus que l'homme ne doive jamais obéir qu'à la raison seule, et étouffer en lui, comme des instincts inférieurs, le cœur, l'enthousiasme, la sensibilité. En beaucoup de circonstances, il vaudra mieux écouter le cri du cœur et du sentiment que d'attendre les lumières lentes et douteuses de la démonstration rationnelle. Celui qui demanderait à sa raison s'il doit aimer son père, ses enfans, sa patrie, glacerait par là même les meilleurs et les plus naturels sentimens du cœur humain; il ne serait plus qu'un automate pensant. Je vais plus loin : non-seulement dans la pratique, mais dans la spéculation même, je fais une large part au sentiment. La spéculation philosophique ne peut résoudre tous les problèmes; elle laisse bien des vides et bien des fissures que le sentiment remplit. Enfin les sentimens humains sont des faits qui doivent avoir leur raison d'être et leur destination : le philosophe est tenu de les expliquer et par conséquent d'en tenir compte. Celui qui les dédaigne et les supprime comme indignes de lui montre par là même qu'il est bien peu philosophe. Pour tout dire, s'il fallait absolument choisir entre la raison et le cœur, c'est encore le cœur que je choisirais, et je dirais avec l'Écriture : « Là où est votre

cœur, là est votre trésor. » Je ne serai donc point suspect de mal parler du sentiment et de l'amour.

Mais il n'est pas nécessaire de choisir entre la raison et le cœur : l'une n'exclut point l'autre; au contraire elle le guide, l'éclaire et le juge. Si vous donnez au cœur la suprême autorité, comment distinguerez-vous les bonnes et légitimes affections de la nature des inspirations malfaisantes d'un enthousiasme aveuglé et des superstitions misérables d'un enthousiasme ignorant? Le cri de la nature, dit-on, est irrésistible, et la raison elle-même n'a qu'à le suivre. Cependant, à quoi reconnaître ce cri de la nature, qui a été si souvent invoqué dans l'intérêt du crime et qui a servi tant de fois à la satisfaction des passions brutales? Donner au cœur le droit de juger entre le vrai et le faux, le bien et le mal, c'est dire que le cœur est le juge du cœur, ce qui implique une sorte de pétition de principe. Ainsi c'est toujours à la raison qu'il faut en appeler en dernier lieu, et pour chacun cette raison, c'est sa propre raison, car de quel droit lui imposerait-on de se soumettre à la raison d'autrui plutôt qu'à la sienne, à la raison de celui-ci plutôt qu'à celle de celui-là?

On objectera encore que dans beaucoup de circonstances nous ne jugeons pas par nous-mêmes, mais que nous nous en rapportons au jugement d'autrui. Dans ce cas-là, c'est que le jugement d'autrui nous paraît une bonne raison d'affirmer, et en définitive ce que nous affirmons alors, ce n'est pas la chose elle-même, c'est la véracité et la compétence du témoin qui nous la transmet. Affirmer un fait sur un témoignage quelconque, sans critique et sans examen, est contraire à toutes les lois de la logique. Ainsi c'est toujours la raison individuelle qui demeure juge de la valeur du témoignage et de l'autorité du témoin. Insiste-t-on et va-t-on jusqu'à dire que souvent c'est l'opinion publique qui juge le témoin? Nous répondons que c'est l'individu qui juge l'opinion publique et qui décide si pour lui-même elle est un bon témoignage en faveur du témoignage contesté. En un mot, si loin qu'on nous presse, on peut bien nous faire reconnaître qu'il y a souvent beaucoup d'intermédiaires entre la vérité et moi; mais il restera toujours vrai que le dernier juge, c'est moi-même, j'entends pour moi-même, et il est impossible qu'il en soit autrement.

La diversité et la contradiction des opinions ne sont nullement une objection contre la liberté de penser, car ce n'est point cette liberté qui a créé ces contradictions. Est-ce en vertu de la liberté d'examen qu'il y a eu dans le monde tant de religions différentes, tant de lois contradictoires, tant de préjugés barbares et fanatiques, qui séparaient les hommes en troupes féroces et ennemies? On voit bien

à la vérité que dans telle société particulière, où règne l'autorité d'une foi non discutée, il y a une sorte d'unité de croyances, une paix apparente qui vient à se dissiper lorsque s'élèvent l'examen et à sa suite le doute; mais ce à quoi on ne pense pas, c'est que grâce à des croyances contraires, également intolérantes, les hommes étaient partagés en mille camps ennemis, et que le genre humain, vu dans son ensemble, offrait un spectacle d'anarchie au moins égal à celui qui résulte, dit-on, de la libre discussion.

Au reste, si j'affirme avec Descartes que l'homme a le droit d'examiner ce qu'on lui propose de croire et de ne se décider que sur l'évidence, je ne veux point dire pour cela que l'homme ait le droit de penser, selon sa fantaisie et selon son caprice, tout ce qui peut lui passer par la tête, que je puis volontairement et à mon gré déclarer vrai ce qui est faux et faux ce qui est vrai, prendre ma passion pour souverain arbitre et faire de mon bon plaisir la règle de mes jugemens : ce serait confondre la liberté avec l'arbitraire, et je ne sache pas qu'aucun philosophe ait jamais réclamé ce droit extravagant. Les sceptiques eux-mêmes ne l'ont point entendu ainsi. Quelques poètes seuls ont quelquefois réclamé pour toutes les fantaisies de leur imagination cette sorte de droit divin, mais personne ne leur a donné raison; c'était d'ailleurs dans le royaume des chimères et des rêves. Quant au royaume de la vérité, nul n'y est libre qu'à la condition de se soumettre au joug de la vérité seule. Tout droit suppose un devoir, le devoir d'écarter toutes les causes d'erreur et d'illusion qui nous captivent et nous égarent, les passions, l'imagination, les affections mêmes, de dégager en un mot de tous les nuages qui la couvrent la pure lumière de l'évidence.

Il est très singulier que l'on conteste l'examen comme un droit, tandis qu'en même temps on l'impose comme un devoir. Lorsque les autres hommes ne sont pas de notre avis, que leur répondons-nous d'ordinaire? C'est qu'ils parlent sans avoir étudié ni examiné la question. Considérez la chose de plus près, leur disons-nous, et vous serez de notre avis. Écoutez les prédicateurs dans les chaires, ils vous diront que, si on ne croit pas à la religion, c'est qu'on ne l'a pas étudiée, qu'on n'y a pas appliqué son examen. Ils vous invitent à cet examen et vous garantissent que, si vous vous y mettez de bonne foi, vous serez convaincu; ils parlent contre les préjugés qui éloignent de la religion et vous recommandent de vous en affranchir; ils tonnent contre le respect humain et font appel à la libre fierté de l'homme, qui doit s'élever contre un joug servile, humiliant. Fort bien jusqu'ici, voilà l'examen qui a passé à l'état de devoir, et tous nous parlons ainsi quand nous voulons persuader et convertir les hommes. Comment se fait-il donc que ce même exa-

men, s'il tourne contre vous, devienne tout à coup une méthode criminelle et folle, née de l'orgueil, ennemie de la société et de la morale? Il m'est permis, il m'est ordonné d'examiner, mais à la condition que je sois de votre avis. Dites-moi tout de suite qu'il faut que je sois de votre avis sans examen, cela est plus simple.

Cette singulière contradiction n'est pas propre aux religions; elle est très ordinaire en philosophie; elle se rencontre même, ce qui est très piquant, chez les plus hardis libres penseurs. Ceux-là critiquent tout le monde, mais ils ne veulent pas qu'on les critique. Si l'on n'est pas de leur avis, ils vous dénoncent comme des ennemis de la libre pensée : la vraie liberté consiste à penser comme eux. Ils se placent sur une citadelle inviolable en arborant le drapeau de la belle indépendance. Grâce à cette spécieuse précaution, ils ont résolu le problème que les catholiques eux-mêmes ont eu tant de peine à résoudre : ils sont devenus infaillibles. En philosophie comme en politique, la liberté réclamée n'est souvent qu'un ingénieux moyen de devenir le maître. La liberté de penser, telle que je l'entends, n'est donc ni l'affirmation, ni la négation; elle n'est ni catholique, ni protestante, ni philosophique, ni croyante, ni incrédule : elle est au-dessus de tout cela, elle est le droit d'examiner et de n'affirmer qu'après examen. A ce titre, elle est le droit de toutes les écoles, de toutes les opinions, de toutes les sectes, elle est le *postulat* fondamental de la société.

Rien n'est moins contesté aujourd'hui que la liberté de penser dans les sciences physiques et naturelles et dans les sciences mathématiques. Combattre un calcul ou une expérience par un nom, par un texte, par une autorité, n'est plus dans nos mœurs, et l'on ne serait guère accueilli à l'Académie des Sciences en invoquant l'autorité d'Aristote ou de saint Thomas contre une démonstration de Laplace ou d'Ampère; mais il n'en a pas toujours été ainsi. Le mouvement de la terre a été condamné au nom d'un texte sacré, et la circulation du sang au nom d'un texte profane. Aristote, le plus libre génie de l'antiquité, s'est trouvé associé par une suite étrange de circonstances à la tyrannie scolastique. Galilée a affranchi pour toujours les sciences physiques et mathématiques. Que l'on nous explique cette liberté de fait conquise par ces sortes de sciences, si l'on admet que la liberté de penser est en soi une chose mauvaise. Pendant longtemps, on a pu interdire à l'homme de sonder les mystères de la nature, comme surpassant son intelligence et sa condition; mais depuis que l'on a vu l'expérience et le calcul résoudre les questions les plus compliquées et les plus redoutables, cette superstition a disparu, et il a bien fallu reconnaître que l'homme a le droit de chercher à tout pénétrer, et que

sa science n'a d'autres limites que celles de son intelligence même. On dit, il est vrai : *Mundum tradidit disputationibus eorum*, et il semble par là que la liberté de penser en matière de science n'est qu'une permission, une concession que l'on couvre ainsi d'une parole de l'autorité; mais celui qui use de cette liberté sent très bien que ce n'est pas là une faveur, que c'est un droit qui résulte immédiatement de la nature d'un être pensant.

Si la liberté de penser ne trouve pas de limites dans l'ordre rigoureusement scientifique, n'en trouvera-t-elle pas alors qu'on passera des vérités physiques et mathématiques aux vérités morales? Remarquons d'abord que chacun de nous, dans le cercle de ses perceptions les plus humbles et de ses affaires de tous les jours, revendique très légitimement et exerce sans scrupule le droit de ne s'en rapporter qu'à lui-même. Par exemple, si je déclare qu'il fait jour en plein midi, ce n'est pas sans doute pour l'avoir entendu dire ou pour me conformer à l'opinion reçue, mais parce que je le vois par moi-même. On affirme tous les jours que les hommes s'éclairent par l'expérience. N'est-ce pas dire qu'ils substituent à une sagesse d'emprunt ou à des illusions préconçues une sagesse personnelle qui vient de l'examen? Lorsque la morale défend les jugemens téméraires, ne nous ordonne-t-elle pas de nous éclairer avant de parler, c'est-à-dire d'examiner, de contrôler, de voir clair par nous-mêmes? Les plus grands adversaires de la liberté de penser trouveraient sans doute fort incommode qu'on leur nommât un tuteur pour gérer leurs affaires. Ils se croient assez éclairés pour les gérer eux-mêmes, c'est-à-dire pour juger de ce qui convient et de ce qui ne convient pas. Ils ont des conseillers, dira-t-on; oui, mais ils les choisissent. Ils se trompent souvent, dira-t-on encore. Eh! qui me prouve que mon tuteur ne se trompera pas? Lui nommerez-vous un autre tuteur, et à celui-ci un autre, jusqu'à ce que vous arriviez à un tuteur absolu de la société tout entière? Qui donc aurait le courage de prononcer ainsi l'interdiction du genre humain en masse, un seul homme excepté? Le plus fougueux des ultramontains consentirait-il à remettre entre les mains du seul juge infaillible non-seulement sa conscience et sa pensée, mais encore ses intérêts et ceux de sa famille? Bien peu iront jusque-là, et dans les limites de l'intérêt personnel on saura bien réclamer et pratiquer le droit du libre examen.

Il en est de même dans toutes les affaires humaines. Le juge chargé de décider une affaire ne s'en rapporte pas à une illumination d'en haut, à un sentiment confus, à la parole des autres. Nullement, il compare, il analyse, il confronte les témoignages, il apprécie le fait et le droit, et après avoir employé tous les moyens

que lui fournit la logique judiciaire, il déclare vrai ce qui lui paraît évident. Ainsi procède le médecin qui cherche les moyens de guérir, le philologue qui cherche le sens d'un texte obscur ou d'une inscription mutilée, le législateur qui fait une loi, le spéculateur qui entreprend une affaire, je dis plus, le théologien qui soutient un point de dogme, enfin l'adversaire de la liberté de penser qui, en la combattant, s'en sert lui-même, s'adresse à elle et cherche à avoir raison contre la raison.

Dans l'ordre moral et social, la liberté de penser semble particulièrement périlleuse et scandaleuse. Chaque homme, dit-on, aura donc le droit de décider ce qui est bien et ce qui est mal? Il pourra prendre l'un pour l'autre à sa volonté, justifier ses passions par ses opinions, et lorsqu'on voudra le condamner au nom d'une règle reconnue par tous, il pourra toujours répondre que chacun est maître de sa manière de voir. Cette difficulté ne porte pas contre la liberté de penser, car de tout temps, sous tous les régimes philosophiques et religieux, les hommes ont su trouver des sophismes pour couvrir à leurs propres yeux leurs passions et leurs faiblesses. L'ambitieux a toujours coloré ses bassesses ou ses crimes du prétexte du bien public, le vindicatif de celui de l'honneur blessé; le voluptueux ne cherche pas même de prétexte et se contente de s'excuser à ses yeux en disant que la chair est faible. Tous ces motifs sophistiques ont toujours été les jeux et les couleurs de la passion complaisante. La libre pensée n'y est pour rien et servirait plutôt à les disperser, car en habituant l'homme à voir clair en toutes choses, elle l'habitue à voir clair en lui-même. Au reste, les inconvéniens qui pourraient résulter dans la pratique de l'emploi de telle ou telle méthode ne peuvent prévaloir contre cette méthode elle-même, si elle est légitime et raisonnable. Quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, il n'y a qu'une seule manière de trouver la vérité : c'est de la chercher, ce qui ne peut se faire que par l'examen.

Non, dira-t-on, il ne s'agit pas de chercher ni de découvrir la vérité, elle est toute trouvée; il ne s'agit que de la conserver et de la transmettre. Il n'y a plus à chercher s'il y a un Dieu, s'il y a une âme, s'il y a une vie future; l'instinct du genre humain a résolu ces grands problèmes : il n'y a plus qu'à préserver ces solutions des atteintes de l'esprit d'examen, qui n'est jamais que l'esprit de doute et de ruine. Les mauvaises passions plaident trop haut en faveur de l'incrédulité. On ne peut sauver la vérité qu'en s'interdisant à soi-même et en interdisant aux autres un examen téméraire. La méthode de Descartes a égaré par son apparente innocence et sa spécieuse grandeur les plus fermes croyans du

XVIIe siècle; nous ne pouvons plus nous y tromper aujourd'hui, et nous savons bien que le doute de Descartes aboutit infailliblement au doute de Voltaire.

Ceux qui parlent ainsi croient sans doute défendre la cause de la vérité; mais ils ne voient pas qu'ils lui portent de leur propre main les coups les plus redoutables et les plus profonds. Eh quoi! ces vérités éternelles et inébranlables ne pourraient supporter l'examen sans périr, et celui qui les étudie librement et consciencieusement serait fatalement conduit à en douter comme Voltaire, ou à les nier comme Diderot! Quelle est cette vérité qui ne peut se sauver que dans le silence, le mystère et la servitude! Ne nous parlez pas des abus possibles de la liberté; il est trop facile de répondre par les abus de l'ignorance, de la superstition et du fanatisme. D'ailleurs n'est-ce pas se faire une idée bien singulière de la vérité que de se la représenter comme une chose qui passe de main en main et que l'on met sous clé pour que personne n'y touche? Une vérité ne mérite pour moi ce nom que lorsqu'elle est telle à mes propres yeux, lorsque je me la suis appropriée par l'étude, par la discussion, par la démonstration, lorsque j'en ai trouvé les racines dans les principes de ma raison. Je ne me refuse pas sans doute à me soumettre à l'autorité du genre humain, car cela même est un des principes de ma raison; mais encore faut-il que je m'assure que telle ou telle vérité a réellement pour garant la voix unanime des hommes, et cette voix elle-même, pour me subjuguer, a besoin d'être d'accord avec ma conscience, car l'expérience m'apprend qu'elle s'est plus d'une fois égarée. Enfin, pour tout dire, accepter une vérité transmise sans la choisir, même après réflexion et contrôle, c'est ressembler aux pies et aux perroquets qui prononcent certaines paroles sans y attacher aucun sens.

Il est, dit-on, une limite où la pensée doit nécessairement s'arrêter : c'est lorsqu'elle rencontre la parole divine, l'autorité de la révélation. Là est le critérium qui nous permet de distinguer les vérités accessibles à l'examen des hommes et celles qui leur sont interdites et fermées, ce qui est abandonné aux disputes humaines et ce qui les surpasse. Le surnaturel est le domaine sacré où la parole humaine doit se taire et la pensée s'humilier. Cette objection n'atteint pas les principes que nous avons posés. Les vérités surnaturelles, nous dit-on, limitent la liberté de penser. Fort bien, mais à quelle condition? A cette condition qu'elles soient de vraies vérités surnaturelles, car si elles n'en sont pas et que je soumette mon esprit à de soi-disant vérités surnaturelles, je renonce par là même à la vérité et je tombe volontairement dans l'erreur. Telle est

par exemple la situation de ceux qui croient à de fausses religions. Ils prennent pour vérité surnaturelle ce qui n'en est pas; leur foi n'est que superstition, leurs espérances ne sont qu'illusions, leur culte n'est qu'idolâtrie. Or, s'il y a dans le monde, ce dont on ne peut douter, des croyances qui passent pour vérités surnaturelles sans l'être en réalité, comment puis-je savoir *a priori* lesquelles le sont véritablement et même s'il y en a de ce genre? Avant de soumettre mon esprit à de telles vérités, il faut donc que je les examine préalablement, afin de voir si elles ont bien le caractère qu'elles prétendent avoir. Un tel examen est nécessairement libre, car il ne pourrait être restreint qu'au nom de certains principes surnaturels; or ce sont de tels principes qu'il s'agit précisément de constater : ils ne peuvent donc restreindre la liberté de mon examen sans un manifeste cercle vicieux.

Remarquez d'ailleurs qu'il n'est point du tout nécessaire que cet examen tourne contre les vérités surnaturelles pour être appelé libre. Au contraire, si on posait en principe sans discussion qu'il n'y a pas de surnaturel, on enchaînerait par là même sa liberté; on s'interdirait d'avance et systématiquement de reconnaître pour vrai ce qui peut l'être; on se fermerait les yeux pour être plus sûr de voir clair. Telle est la liberté de beaucoup de libres penseurs, qui prennent pour principe ce qui est précisément en question. Pour que l'examen soit vraiment libre, il faut qu'il soit indifférent entre le pour et le contre, aussi sincèrement disposé à accepter le surnaturel, s'il le rencontre, qu'à s'en passer, s'il ne le rencontre pas.

La liberté de penser, prise en soi, n'a donc rien de contraire à la foi, et les croyans eux-mêmes sont forcés d'y avoir recours quand ils essaient de démontrer la religion. Évidemment ils ne peuvent alors, sans pétition de principe, s'appuyer sur la religion elle-même. Le libre examen est donc la seule méthode qui puisse établir la vérité religieuse. Elle convient aux apologistes aussi bien qu'aux critiques et aux adversaires, car nul n'oserait avouer qu'il croit à la religion sans avoir de bonnes raisons, et qu'il choisit telle raison plutôt que telle autre sans savoir pourquoi. L'hypothèse contraire conduirait à des conséquences insoutenables : si l'on disait qu'il suffit que certaines choses soient enseignées pour être crues, l'argument vaudrait pour les infidèles aussi bien que pour les partisans de la vraie religion.

Que l'on ne nous dise point que le libre examen ne convient qu'à certaines confessions religieuses, et non point à toutes, à celles qui, admettant l'autorité d'un livre sacré, permettent cependant de le discuter, et non à celles qui reconnaissent une autorité chargée d'interpréter ce qui est dans ce livre; car ceux qui croient à cette

autorité y croient ou bien *a priori*, parce qu'il leur semble que cela est nécessaire, logique, inévitable dans l'hypothèse d'une révélation, ou *a posteriori*, parce qu'ils ont cru trouver dans les livres saints un texte qui fonde cette autorité. Ils croient donc par des raisons qui ont pu leur paraître bonnes après examen; ils sont donc des libres penseurs en renonçant pour de bonnes raisons à leur libre pensée; seulement ils ne doivent pas condamner chez les autres le droit dont ils usent eux-mêmes, et ne point ôter l'échelle qui les a conduits où ils sont.

J'accorde que l'on peut être librement croyant, même dans une église où il y a une autorité infaillible; mais, s'il en est ainsi, j'avoue ne pas comprendre l'objection qu'élèvent les partisans de cette église contre les confessions qui ne reconnaissent pas une pareille autorité. Les catholiques reprochent aux protestans de livrer la religion et les textes sacrés à la merci du libre examen; ne voient-ils pas qu'eux-mêmes, quand ils argumentent contre les protestans, interprètent les textes sacrés à l'aide de la raison seule? Ne voient-ils pas que jusqu'à ce qu'ils aient trouvé dans l'Écriture le texte qui fonde l'autorité de l'église, ils usent eux-mêmes du libre examen? Comment la méthode qui a été bonne et légitime jusque-là devient-elle tout à coup essentiellement mauvaise? Comment serait-il bon de se servir de la raison pour interpréter le texte *dabo tibi claves...*, et deviendrait-il tout à coup mauvais de s'en servir pour établir autre chose? Sans doute si le texte a le sens que l'on dit, il faut dès lors cesser d'examiner et substituer tout à coup la croyance à la critique; mais cela n'est vrai que pour ceux qui lui donnent ce sens, pour ceux-là seulement il serait impie de continuer à examiner. Quant aux autres, qui contestent le sens de ce texte, comment leur fermerait-on la bouche avec ce texte même, qu'ils entendent autrement? Il n'y a qu'une chose à leur dire, c'est qu'ils se trompent; mais on ne peut leur reprocher de se servir d'une méthode dont on se sert soi-même pour les détromper.

Je n'ignore pas les inquiétudes et les préventions qu'éveille chez beaucoup d'esprits sages le principe d'une liberté de penser illimitée. Eh quoi! s'écriera-t-on, vous accorderez à tous les hommes, même aux plus ignorans, de tout examiner, de tout discuter, de tout soumettre au contrôle de leur infirme raison! Quelle société pourra subsister devant ce déchaînement des intelligences révoltées? Je pourrais éluder cette objection en disant que je me suis contenté d'établir que la liberté de penser, prise en elle-même, est un droit, sans rechercher à qui il appartient d'user de ce droit, et s'il est à l'usage de tout le monde; j'avoue cependant ne pas trop voir comment l'on s'y prendrait pour fixer des limites, et à quel

signe on reconnaîtra ceux à qui il serait permis de penser librement. Le jour où Luther a renversé l'autorité de l'église, il a implicitement reconnu à tous les fidèles le droit de lire et d'interpréter la Bible à leurs risques et périls. Dans la pratique, il est vrai, il sera bon que l'autorité des sages guide et éclaire l'inexpérience des humbles, mais c'est encore en s'adressant à leur liberté de penser et de juger, — non pas en se réservant le privilége des lumières, et en laissant au peuple celui de la servitude et de l'ignorance.

Sans doute si l'on considère combien peu d'hommes dans une société, quelque civilisée qu'elle soit, méritent le nom d'hommes éclairés, combien peu ont les plus simples des connaissances nécessaires pour s'élever plus haut à des questions plus difficiles; si l'on considère aussi combien les idées dans l'homme sont voisines des passions, on peut craindre que cette émancipation des esprits, cette rupture avec toute tradition, cet appel à la raison individuelle, cette liberté de penser en tous sens ne soit la source de bien des maux, et je reconnais qu'il faut avoir l'esprit ferme pour envisager sans terreur l'avenir inconnu vers lequel marche la société contemporaine. Le philosophe n'est pas plus que tout autre homme affranchi de ces émotions et de ces inquiétudes; mais la réflexion modère, si elle ne calme pas entièrement, une anxiété si légitime. Elle nous apprend qu'à aucune époque, même quand le monde était gouverné par le principe d'autorité, la société n'a été à l'abri des grandes crises sociales. De tout temps il y a eu de grandes misères physiques et morales; l'ignorance et la docilité ne sont nullement des garanties contre le vice, et souvent le prestige d'une autorité indiscutée a été complice de la corruption et du désordre. Si d'ailleurs il y avait lieu d'espérer que l'on pût par quelque moyen empêcher les hommes de penser de telle ou telle manière, s'il y avait quelque procédé sûr de maintenir les esprits dans cet état d'obéissance que l'on regarde comme si souhaitable, je comprendrais à la rigueur qu'on l'essayât; mais depuis que le flot du libre examen a fait irruption dans la science, dans la société, dans la religion, il a marché sans cesse de progrès en progrès : il a pénétré de couche en couche dans toutes les classes, il a gagné les contrées les plus rebelles à sa puissance; il n'existe aucune force capable de le contenir et de le refouler; les pouvoirs qui commencent par marcher contre lui se voient ensuite contraints de marcher avec lui. A n'en pas douter, il y a là tous les caractères d'un fait inévitable que les impies peuvent considérer comme le résultat des lois implacables du destin, mais où l'on peut tout aussi bien voir le signe d'une volonté providentielle.

Tout porte à croire que la société, après beaucoup d'épreuves

passées ou futures, tend à se constituer de plus en plus sur le principe de la libre discussion. Les abus de ce principe se corrigeront par l'usage. A mesure que les hommes se serviront plus de leur raison, ils s'en serviront mieux. Les excès de la raison révoltée doivent être plutôt mis à la charge de la servitude antérieure que de la liberté qui s'éveille. Les instrumens et les outils dont se sert l'industrie humaine n'ont pas atteint du premier coup la perfection qu'ils ont aujourd'hui. Combien donc ne faudra-t-il pas de temps jusqu'à ce que cet instrument des instrumens, j'entends la raison, soit assez cultivé et perfectionné pour être manié par tous les hommes! Nous devons y travailler chacun pour notre part, non pas en imposant aux autres nos propres idées, mais en leur apprenant à se rendre compte des leurs. Tel est le grand rôle de la philosophie; elle est avant tout une méthode et une discipline.

Ceux qui sont attachés à certains principes d'ordre et de tradition qu'ils regardent comme la base nécessaire de toute société doivent se guérir de leurs défiances envers la liberté de penser, car elle est pour eux aussi bien que pour leurs adversaires. Le moment n'est pas loin où elle sera leur dernière défense. Quand ils seront une minorité, ils réclameront le droit de penser autrement que la foule; quand la société nouvelle se sera fait sa foi, ses préjugés, ses traditions, ses lieux communs, tout ce qui ne manque jamais de s'établir dans une société bien assise, les partisans des anciennes idées et des anciennes mœurs demanderont à ne pas obéir aveuglément à ce nouveau genre d'autorité. Ils discuteront, ils critiqueront, ils seront à leur tour des révoltés; ils le sont déjà. Dans ce va-et-vient des puissances de ce monde, dans ces oscillations de principes qui se renversent l'un l'autre et viennent successivement se déclarer principes absolus, il n'y a qu'une garantie pour tous, c'est la liberté réciproque.

P. Janet.

LE

RACHAT DE JANE

PREMIÈRE PARTIE.

Les pages qu'on va lire n'ont que les dehors d'une fiction. Elles se composent en fait de réalités strictement, rigoureusement authentiques, et par là se recommandent aux esprits sérieux, aux lecteurs de bonne foi. Le sort a voulu qu'elles fussent datées de prison, bien qu'elles émanent d'une personne libre. Un autre hasard non moins singulier devait faire que le révérend missionnaire à qui elles étaient adressées ne les a jamais reçues, et cela par une raison très simple, c'est qu'elles ne lui furent jamais envoyées. L'obstacle vint, nous croyons le savoir, de certains scrupules sur la nature desquels, après les avoir lues, on sera complétement édifié. Il s'écrit ainsi chaque jour beaucoup de lettres qu'on supprime, tantôt parce qu'elles expriment un sentiment qui veut garder ses voiles, tantôt parce qu'elles accusent des reliefs de caractère, des emportemens d'imagination, des faiblesses, des naïvetés, qu'on ne se soucie pas de livrer aux sarcasmes d'une raison hautaine, d'une rectitude inflexible. Il est probable ou du moins il est fort possible que la correspondance en question se fût arrêtée court, si une première réponse, froide et railleuse, était venue glacer, paralyser l'enthousiasme dont elle est empreinte. En la gardant par devers elle, la jeune femme qui l'avait si résolûment inaugurée se ménagea la pleine liberté de ses épanchemens, et tout en caressant peut-

être l'idée de la montrer un jour, si jamais il revenait de ses périlleux voyages, à l'ami qu'elle avait choisi pour confident, il lui fut loisible d'y consigner quotidiennement, sans craindre les objections ou les critiques qui l'eussent découragée, les impressions parfois contradictoires d'un esprit mobile, d'une âme passionnée, d'une volonté souvent ébranlée, quoique définitivement victorieuse.

C'est ainsi que, sans quitter la forme épistolaire, cette correspondance, ramenée au monologue, devint, à vrai dire, un journal, et ce journal un récit suivi, l'histoire d'un attachement singulier, d'une lutte obstinée entre deux natures que reliait sans doute l'une à l'autre quelque mystérieuse sympathie. On verra cette histoire se détacher sur un fond assez sombre, celui que les incidens de la vie de prison pouvaient fournir à l'intéressante *matrone* (1). C'est par là qu'elle touche à des questions fort controversées de nos jours, celles que soulève l'examen attentif du régime pénitentiaire chez les différens peuples. Nous en avons assez parlé dans une occasion récente pour n'y point revenir aujourd'hui.

I.

Prison de Millbank, 19 décembre 1856.

Vous êtes le seul de mes amis, Henry Gillespie, à qui je veuille confier le secret de ma situation présente. Mes raisons, je vais vous les dire. Avant la mort de mon pauvre père, avant ce désastre si prématuré, si imprévu, qui nous a placées, mes sœurs et moi, dans la pénible nécessité de pourvoir à notre existence et à celle de notre mère, vous êtes de tous ceux qui avaient sollicité ma main le seul à qui j'aie accordé quelques pensées sérieuses, le seul dont la vocation décidée, la ferme volonté, la haute abnégation, m'aient attirée et presque décidée. Je puis même vous le dire aujourd'hui, tentée de revenir sur un premier refus, j'allais vous écrire lorsque la nouvelle de votre départ, arrivée au prieuré trois jours plus tôt qu'on ne l'attendait, est venue ôter à cette démarche ce qu'elle avait de naturel et de simple. Je l'ai ajournée, comptant y réfléchir mûrement, et combien je me suis félicitée de n'avoir pas réalisé mon projet, lorsque le terrible accident qui nous privait à la fois d'un excellent père et de presque toutes nos espérances de fortune a bouleversé nos plans d'avenir! Si ma lettre vous était arrivée, je devine ce que vous auriez fait; vous ne m'auriez jamais tenue quitte

(1) Titre que portent dans les prisons de femmes, en Angleterre, les préposées à la surveillance des *convicts*.

d'une promesse donnée aux jours prospères, et qu'une fois vouée à l'infortune j'eusse voulu reprendre à tout prix. Maintenant, grâce à Dieu, tout est dit. Vous êtes au loin, vous êtes sans doute sur le point de vous marier, et quant à moi, décidément vouée au célibat, j'ai sollicité, j'ai obtenu, par la protection spéciale d'un ami de mon père, l'évêque de R..., une position officielle qui m'engage au moins pour une dizaine d'années. Cette position n'est point brillante, je vous en préviens; elle n'a rien qui flatte la vanité, rien qui ne soit très humble et très austère, rien qui rappelle ce paisible bien-être au sein duquel votre affection était venue me chercher. Bref, — car il faut en finir avec toutes ces précautions oratoires, qui trahissent malgré moi je ne sais quelle faiblesse, — celle que vous appeliez « miss Weston, » et qui aurait pu être « votre Lydia Weston, » compte parmi les quarante-deux *matrones* ou surveillantes de la prison de Millbank.

Matrone à vingt-cinq ans, la chose est grave! Quant au métier en lui-même, on peut sans mollesse le trouver pénible. Du reste vous en jugerez par les détails que je suis à même de vous donner après quelques mois d'épreuve; mais auparavant, et pour montrer tout d'abord le beau côté de la médaille, voyons par quels avantages matériels j'ai pu être déterminée à prendre un si grand parti. Une matrone en second, — c'est mon grade actuel, — est payée dès son entrée au service sur le pied de 35 livres (1), d'où il faut déduire la retenue mensuelle pour l'uniforme, c'est-à-dire 3 shillings et 4 *pence* (2). Ce salaire, après tout suffisant, s'accroît d'une livre chaque année jusqu'au moment où d'ordinaire on a définitivement conquis le titre de *matrone*, c'est-à-dire après trois ou quatre ans de service. Les appointemens s'élèvent alors à 40 livres, avec un accroissement annuel de 25 shillings (3). Que si, par mérite ou faveur, on devient matrone principale, — il n'y a là aucune impossibilité, — le salaire est de 50 livres, annuellement augmentées de 1 livre et 10 shillings. Après dix années, — ici la tentation devient irrésistible, — on est inscrite pour le reste de ses jours sur la liste des pensionnaires de l'état.

Ces avantages, — qui peut-être ne vous éblouiront pas, — sont cependant ambitionnés par de fort grandes dames... pour les soubrettes dont elles veulent se débarrasser. Je ne plaisante pas, mon ami, plusieurs de mes collègues sont arrivées ici par des protections de cet ordre, et j'ajouterai que je ne les classe ni parmi les moins utiles, ni même parmi les moins bien élevées. En général cepen-

(1) 875 francs environ.
(2) 4 francs 15 centimes.
(3) 1,000 francs, augmentés annuellement de 31 francs 25 centimes.

dant notre état-major en jupons se recrute dans les rangs, hélas! trop serrés, de ces pauvres filles déclassées par un revers de fortune et condamnées à des privations, à des travaux qui, selon toute apparence, ne devaient jamais leur échoir. Les privations, je n'en parlerai point. C'est seulement par comparaison que le régime de nos prisons peut sembler rude. Il serait puéril à moi de regretter cette chambrette rose et blanche dont les gâteries maternelles avaient fait un nid de duvet, et toutes ces menues élégances qui m'entouraient d'un luxe trompeur. Rien ne me manque, en somme, qui soit essentiel à la santé. La chère est peu variée, peu délicate, mais abondante, et généralement parlant irréprochable. Ma cellule, située dans une tour comme celle d'une châtelaine du moyen âge, est décemment meublée, et, grâce à l'assistance de l'une de nos « pensionnaires, » choisie naturellement, à titre de récompense, parmi les plus dociles et les plus sûres, il y règne une propreté scrupuleuse. Tous les autres détails de la vie sont réglés par une autorité certainement très bienveillante, et qui prend à cœur de nous rendre supportable ce séjour, en lui-même si peu attrayant; mais le repos, mais la liberté, ces deux grands biens, où sont-ils?

Trois fois par semaine, de six heures du matin à neuf heures du soir, parfois à dix, une matrone se doit tout entière à sa mission. Les trois autres jours, elle est libre à six heures du soir, et peut disposer des quatre heures suivantes, soit dans l'établissement, soit au dehors. Le service du dimanche commence à sept heures et finit à neuf. Parfois elle obtient un dimanche de sortie, et chaque année il lui est alloué un congé de quatorze jours, d'où se déduisent les journées qu'elle a passées à l'infirmerie. Ces journées peuvent être nombreuses, attendu que le service est ardu, l'anxiété morale parfois très grande, les émotions parfois très vives. En somme, il est rare qu'au bout de quatre ou cinq ans les plus énergiques d'entre nous ne tombent pas malades, et beaucoup aussi, rebutées par cet incessant labeur, aiment mieux perdre leurs droits à la pension de retraite que d'achever leur engagement décennal. Nous sommes décidément en trop petit nombre. Songez donc : quarante-deux matrones pour près de cinq cents prisonnières! — 472 si vous voulez le chiffre exact. En déduisant la matrone en chef, les principales matrones au nombre de quatre, plus celles de nous qu'on emploie à telle ou telle mission du dehors, chaque surveillante reste chargée de trente prisonnières en moyenne. Il faut qu'elle réduise trente femmes à l'obéissance la plus minutieuse, à l'observance des règles les plus strictes, et ce qui serait déjà malaisé, s'il s'agissait de religieuses novices ou professes, il faut y réussir vis-à-vis d'êtres pervers, flétris, ulcérés, méfians,

jaloux, rusés, experts en toute sorte de mensonges, sujets à des caprices inexplicables, toujours prêts à la révolte, parfois ne reculant pas devant le meurtre...

La cloche d'appel m'a interrompue. Elle annonçait l'arrivée de deux *convicts*. C'était à moi de les recevoir en l'absence de la matrone que j'*assiste*. J'avais à prendre note de leur nom, de leur âge, du crime qu'elles ont à expier, du terme de leur sentence,... et trop heureuse si ma tâche se fût bornée là; mais il fallait leur faire subir une opération préliminaire qui, toute simple pour un homme, rencontre chez les femmes une répugnance incroyable. La règle veut impérieusement que les cheveux de la condamnée tombent sous le ciseau avant même qu'elle ait pris le bain d'entrée, avant qu'elle ait revêtu le triste uniforme. Or ces femmes qui se sont placées au-dessus de toute loi, qui ont affronté par des crimes quelquefois odieux la vindicte des hommes et la justice divine, faiblissent ordinairement devant cette espèce de flétrissure qui va les enlaidir, et qui porte atteinte à leur vanité; elles pleurent, supplient, tombent à genoux, se relèvent furieuses, et parfois, résistant à force ouverte, nous contraignent à requérir l'assistance des agens de police.

Aujourd'hui, grâce à Dieu, ces terribles extrémités m'ont été épargnées. J'ai même eu, je dois vous l'avouer, quelques bons momens, et le plus difficile tout d'abord a été de garder le sérieux imperturbable qu'exigeaient les circonstances. La première des deux condamnées avait environ soixante ans, et le nombre de ses cheveux égalait à peine celui des hivers qui les avaient blanchis. C'était ce que nous appelons un « vieil oiseau de prison, » et les deux tiers de sa longue existence avaient dû se passer entre quatre murailles. Aussi m'abordait-elle avec la plus engageante familiarité; mais à la vue des ciseaux, contre toute attente, elle se rebiffa. — Non, disait-elle, se crêtant comme une duchesse, non, ma bonne miss, ceci ne se fera point!... Et comme j'insistais, la règle n'admettant point d'exception pour cause d'âge : — Il n'est pas question d'âge, reprit-elle, de plus en plus piquée; mais depuis ma dernière sortie les choses ont bien changé. Vous n'avez plus le droit de toucher à un cheveu de ma tête...

Ceci était dit avec une solennité qui me troubla presque.

— Et la raison? lui demandai-je stupéfaite.

— La raison,... c'est que je suis mariée.

Ici, prise à court, je faillis éclater malgré moi. Le regard triomphant de cette femme était, je vous assure, du plus haut comique.

— Hélas! lui dis-je, vous êtes dans une erreur complète. Mariée ou non, il faut en arriver là.

Et je lui montrais l'escabelle fatale aux pieds du sacrificateur.

— Comment? comment? se récriait la nouvelle épousée; mais ces cheveux ne sont pas à moi,... ils appartiennent à mon mari.

Que direz-vous de ce cas de conscience, de cette foi naïve avec laquelle la bonne vieille plaçait sous la protection des lois sa poignée de cheveux gris, inviolable propriété d'un époux absent?

Croyez bien qu'on n'avait pas grand'chance de lui faire entendre raison. Il fallut, pour la convaincre que mon inexpérience ne me trompait pas, mander en personne le gouverneur de Millbank, qui prit la peine de lui expliquer la question au point de vue légal; puis, le gouverneur sorti et les cheveux enfin coupés, elle protestait encore énergiquement qu'un fidèle rapport aux directeurs de l'établissement lui ferait obtenir justice d'un procédé aussi odieux.

Je me retournai, encore égayée, vers la seconde des nouvelles venues, et alors toute envie de rire me quitta. C'était une très jeune femme, — belle encore, quoique prématurément flétrie, — et dont l'épaisse chevelure blonde me rappelait par ses reflets fauves celle de ma pauvre sœur Élisabeth. Elle me regardait fixement, et ses yeux gris semblaient vouloir scruter mes plus intimes pensées. Il y avait à la fois dans ce regard étrange une sorte de candeur sauvage et de subtilité diabolique; on y devinait une nature inculte et passionnée, ignorante de la vie que mènent les honnêtes gens, et développée dans une atmosphère malsaine. Son assurance n'était pas effronterie; elle semblait me jeter un défi sans haine et me traiter en étrangère plutôt qu'en ennemie. Dans son silence, il y avait aussi de la timidité. Je crus comprendre que cette Écossaise, déjà raillée pour son accent du nord, ne se souciait pas d'attirer sur elle de nouveaux sarcasmes, et je lui en voulus presque de ne pas deviner que je ne m'en permettrais aucun; mais comment s'en serait-elle doutée? Peut-être cependant lut-elle sur mon visage un certain attendrissement dont je ne pouvais me défendre en la regardant et en songeant à la chère sœur défunte que venait de me rappeler cette chevelure sur le point d'être fauchée. Elle s'assit sans dire mot, me regardant toujours, l'œil humide, les lèvres serrées, et quand le coiffeur se baissa pour ramasser la gerbe d'or étalée à ses pieds : — Eh bien! me dit-elle, eh bien! après?... A quoi bon?

A quoi bon effectivement? me répétai-je *in petto*. Pourquoi cette odieuse aggravation de peine? Que gagne-t-on à jeter dans ces âmes déjà révoltées une rancune de plus, la plus futile peut-être, mais la plus amère de toutes?... Sans rien laisser percer de ces pensées contraires à la discipline, je lisais attentivement les notes à transcrire sur le registre : « Jane Cameron, née à Glasgow, d'une famille mal notée; deux condamnations antérieures; enfermée cette

fois pour quatorze ans. — Vol nocturne, compliqué d'une tentative d'assassinat, commis de complicité avec un accusé contumace. »

J'avais bien choisi, vous le voyez, l'objet de mes naissantes sollicitudes. Comme vous égare parfois un premier mouvement! N'importe, Henry Gillespie, cette malheureuse est votre compatriote, et pour cela seul j'aurai l'œil sur elle, je veillerai à ce qu'on use de ménagemens envers ses premières rébellions; les conseils, les encouragemens ne lui manqueront pas, et ce ne sera pas ma faute en vérité, si, protégée à son insu par un lointain souvenir, elle n'a pas à se féliciter d'être née sur ces bords de la Clyde, que vous décriviez avec un si vif enthousiasme. Vous imaginez bien que je me suis gardée de lui communiquer ce romanesque programme. Elle n'a vu de moi qu'un front sévère, une impénétrable rigidité. Pourtant son regard me suivait encore au moment où on l'emmenait, et ce regard semblait chercher le défaut de la cuirasse qui me protége ou doit me protéger contre toute faiblesse.

Laissons là cette jeune femme, qui dès demain peut-être aura cessé de me préoccuper, et parlons de la vie que je mène ici. J'ai pour garant de votre curiosité à cet égard le désir que j'ai de savoir comment se passent pour vous les pénibles journées de l'apostolat. Vous devez subir de terribles épreuves; mais vous êtes libre, vous suivez une route qui chaque jour vous met en face de quelque nouveauté inattendue, — aventure, péril, chasse, que sais-je encore? — Ici rien de tout cela, rien que la règle et la routine quotidienne. La machine dont je suis un des plus humbles rouages marche constamment et à peu près du même train. Aux mêmes heures, les mêmes devoirs, désespérément mécaniques. Le matin, à six heures moins un quart, la garde nocturne, pressée d'en finir avec sa longue veillée, sonne la cloche et réveille la prison endormie. Un quart d'heure après, chaque prisonnière doit être vêtue et attendre, debout au seuil de sa cellule, la revue des matrones. Nous tirons en passant les verrous de la porte intérieure (précédée d'une grille), et on s'assure, d'un premier coup d'œil, que la prisonnière est là, valide et prête à reprendre sa tâche. Ce bruit des verrous, tirés et poussés à brefs intervalles, inaugure tristement la journée. On écoute ensuite le rapport de la matrone qui a fait le service de nuit. Elle signale les incidens qui ont pu se produire. Telle prisonnière a été indisposée; telle autre a troublé le silence par des cris, des chansons, des excitations à la révolte; une troisième a nécessité l'intervention des gardiens par une de ces folles tentatives qu'on appelle « un éclat (1), » et qui sont en effet comme l'explosion de quelque

(1) *A break.*

volcan intérieur, le dernier mot de l'ennui et de l'obéissance forcée. Ensuite la vie recommence. Sous les ordres d'une matrone, un certain nombre de femmes vont gratter et balayer les dalles de chaque *ward*. Nos meilleurs « sujets, » — en très petit nombre, — font nos lits et mettent nos chambres en bon ordre. Les cellules cependant sont nettoyées et rangées; sur la couchette repliée, les draps, la couverture de laine, le châle et le chapeau de la prisonnière sont exactement étagés. La table de bois blanc a été frottée, le pavé passé au grès. A sept heures et demie, on distribue le cacao. Une de nous, accompagnant la femme qui fait ce service, s'assure qu'une pinte de ce liquide, plus un morceau de pain du poids de quatre onces, ont été fidèlement remis à chaque *convict*. Après ce premier repas, et lorsque la pinte d'étain a été lavée, fourbie par la prisonnière elle-même, qui la garde par devers elle, chacune se met au travail. Les débutantes n'ont qu'une besogne purement mécanique : chanvre à trier, étoupe ou charpie à faire. Nos couturières les moins expertes, — parmi celles qui ont passé le « temps d'épreuve, » — fabriquent des sacs de grosse toile; les autres font des chemises pour les prisonniers de l'établissement, — car Millbank est en même temps prison d'hommes et prison de femmes. — Chacune travaille dans sa cellule, séparément et en silence. C'est plus tard seulement, et lorsqu'elles auront mérité par plusieurs mois de bonne conduite leur envoi dans un pénitencier moins rigide que, soit ici, soit ailleurs, on leur accordera une compagne, et que la causerie leur sera permise. A neuf heures un quart, la cloche de la chapelle donne le signal du service religieux, qui commence un quart d'heure après. Chaque matrone y conduit son troupeau spécial, dont elle compte soigneusement les ouailles à la sortie et à l'entrée des *wards* qu'elles traversent. A midi et demi, on distribue l'eau destinée aux ablutions. A une heure moins un quart, le dîner, composé de viande bouillie (quatre onces), pommes de terre (une demi-livre) et pain (six onces). Le travail reprend ensuite, et la voix seule des matrones rompt çà et là le silence de la vaste maison. Une heure par jour est consacrée à prendre l'air. Le personnel de chaque *ward* descend en masse, chacun à son heure et chacun sous la surveillance de sa matrone, dans la cour destinée à cet usage (*airing-ground*). Les prisonnières, à la file l'une de l'autre, en font le tour sans s'adresser la parole : au moins la règle le veut ainsi; mais pour peu que la matrone se relâche d'une surveillance exacte, la règle en ceci est volontiers éludée. On se parle à voix très basse, les yeux à terre, sans le moindre geste, en prenant soin de se taire dès qu'on se rapproche de la surveillante, qui l'hiver grelotte sous sa pèlerine fourrée, et l'été s'endort accablée de chaleur

au bruit monotone des pieds traînant sur le sable. Rien de plus ennuyeux que cette promenade quotidienne, pendant laquelle on a parfois grand'peine à se tenir éveillée, bien que la moindre somnolence vous expose aux plus vives semonces, et même à une suspension provisoire. Un jour de cet été, emportée par mes rêves dans ce joli jardin du prieuré où tant de fois nous avons échangé nos impressions d'enfance et nos plans d'avenir, je sentais mes yeux se fermer et se perdre toute notion du monde réel, quand une main charitable, imprimant une légère secousse à mon mantelet, me tira de cette engourdissement périlleux. C'était une prisonnière qui me mettait ainsi sur mes gardes, sans trop s'inquiéter de la malveillance ironique avec laquelle les autres me regardaient en défilant devant moi. Ce n'était pas grand'chose, me direz-vous, et certainement dans le monde où nous avons vécu rien de plus simple; mais ici tout change de proportions, et la plus légère marque de sympathie de prisonnière à gardienne est une sorte de phénomène. Pour ce qui me regarde, je fus touchée, presque jusqu'aux larmes, de cet obligeant procédé; mais je me gardai d'en faire semblant. La moindre marque de reconnaissance eût éveillé de terribles jalousies et provoqué de terribles rancunes.

Après la promenade, le travail reprend de plus belle jusqu'à cinq heures et demie, heure où l'on emplit de gruau les pintes laissées dans chaque cellule. Les matrones profitent de ce moment pour prendre le thé dans leurs *mess-rooms*. Quelques prières sont lues ensuite à voix haute par une de nous, debout au centre de chaque *ward*, de telle sorte que les prisonnières, également debout derrière le grillage de leur première porte, puissent avec un peu d'attention n'en pas perdre un mot. L'appel se fait ensuite, et le travail se poursuit jusqu'à huit heures un quart, où s'opère la remise des ciseaux distribués le matin. La lecture (facultative), les menus rangemens, etc., remplissent le quart d'heure suivant. Les prisonnières préparent leur lit vers huit heures et demie. A neuf heures moins un quart, les matrones passent le long des couloirs, fermant du dehors le robinet de gaz qui éclairait chaque cellule, et, les prisonnières une fois couchées, nous sommes censées avoir terminé notre besogne quotidienne, à l'exception de celle d'entre nous qui, prenant sa veillée au coup de neuf heures et faisant ses rondes tout à loisir, doit passer au moins une fois par heure devant la porte de chaque cellule, toujours prête à rendre compte du moindre accident, de la moindre indisposition, de la moindre tentative de révolte.

Je n'en dirai pas plus long aujourd'hui. Vous resterez sous cette impression, et j'aime à me figurer que vous prendrez quelque pitié

de la pauvre Lydia Weston en vous la représentant ainsi, dans les longs couloirs de Millbank à peine éclairés, l'œil et surtout l'oreille au guet, cherchant à surprendre dans le moindre trouble de respiration un indice de maladie, arrêtant ces mystérieuses correspondances que les prisonnières établissent d'une cellule à l'autre par le moyen des signaux les plus ingénieux, ou bien encore échangeant quelques mots, à travers la double porte d'un cachot, avec une pauvre femme que fuit obstinément le sommeil. De temps à autre, — c'est la consigne, — il faut pousser jusqu'aux *dark-cells*, les cachots de cette prison, les cryptes obscures où les plus indomptables, les plus farouches de ces créatures perverties, après avoir mis en pièces le mobilier qu'on est obligé de leur laisser, réduit en charpie les draps de leur lit, tordu les tuyaux de gaz, fait voler en éclats le vitrage de la fenêtre qui leur donne le jour et l'air, enfin après avoir lutté contre les subalternes appelés pour venir à bout de leur résistance obstinée, ont été traînées, furieuses encore et pantelantes, épuisées de cris, énervées, inertes, l'écume et l'injure aux lèvres, dominées par on ne sait quelle fièvre bestiale. Même là il faut veiller sur elles, s'assurer que le délire dont elles sont la proie ne les emporte pas jusqu'au suicide, écouter leurs plaintifs hurlemens assourdis par l'épaisseur des murs, démêler dans leurs rauques imprécations les menaces qui méritent qu'on y prenne garde, et, parmi ces chants qu'elles entonnent d'une voix enrouée, surprendre au besoin les indices de quelque dangereux complot, — parfois, en échange d'un conseil amical, recevoir une volée de blasphèmes ou d'obscénités, — parfois, si la fatigue ou quelque bon mouvement vient à notre aide, obtenir quelques instans de silence, un retour de calme, un essai de sommeil.

Je me demande çà et là, comparant ces longues nuits sans repos à celles que je passais sous le toit fleuri du prieuré, si je ne suis pas le jouet de quelque hideux cauchemar, si ce fantôme errant qui, du soir au matin, sans fin ni trêve, à pas comptés et muets, épiant, écoutant, devinant, tour à tour effrayé, attristé, rebuté, parcourt à la façon des spectres les longs corridors et les vastes cours de cette demeure agrandie par les ténèbres, je me demande encore une fois si ce fantôme est bien Lydia Weston, l'enfant chérie que vous avez connue, la reine du foyer de famille, le « doux trésor, » — comme disait ma mère, — dont le sourire était une fête, et le bonheur une loi suprême à tous imposée... Adieu, mon ami, mon lointain ami!.. Je ne serais ni si triste, ni si affectueuse, si ces lignes ne devaient aller vous chercher à quinze cents lieues d'ici. En supposant qu'elles partent, vous les recevrez dans trois mois au plus tôt, et vous pourrez vous demander en les lisant si ces im-

pressions découragées n'ont pas fait place à des sentimens plus dignes de moi,... je dirais volontiers plus dignes de vous.

II.

Millbank, juin 1857.

Je me suis promis de ne jamais rester trop longtemps sans vous parler de moi. C'est un besoin de mon cœur, une soif de mon esprit, que de maintenir, malgré notre séparation peut-être éternelle, un lien quelconque entre vous et moi. Ma première lettre est encore là, dans le fin fond de mon tiroir, et si je me décide enfin à vous l'expédier, je veux au moins vous prémunir contre le désastreux effet que ne manqueraient pas de produire sur vous des doléances tant soit peu exagérées. On n'est pas femme pour rien, c'est-à-dire la créature du jour et de l'heure, soumise aux caprices du vent qui souffle, de la pluie qui tombe, comme à l'influence du soleil qui sourit et de la fleur qui sème ses parfums autour d'elle. On n'a pas non plus impunément contracté certaines habitudes d'esprit plus ou moins romanesques dans le commerce des beaux esprits contemporains. Songez-y, s'il m'arrivait jamais de retomber dans des exagérations pathétiques dont je suis honteuse et dont je prétends me corriger en vous écrivant.

A part un petit incident que je vous raconterai plus tard et qui sera pour cette fois comme le « bouquet » de mon feu d'artifice, tout a bien marché depuis six mois. Mes collègues sont, généralement parlant, très polies et d'un commerce beaucoup moins difficile que leur genre de vie ne le ferait supposer. Quelques rivalités sournoises, quelques antipathies, pour ainsi dire indispensables, ne sont que des ombres légères jetées sur un ensemble suffisamment harmonieux. — On est rattaché, relié par le besoin d'assistance et la solidarité de périls qu'engendre une situation comme la nôtre. Les services mutuels qu'on est appelé à se rendre chaque jour réparent les petites brèches qui, chaque jour aussi, peuvent résulter d'un perpétuel contact. En somme, tout va bien de ce côté.

Quant à nos prisonnières, c'est différent, et je suis tentée de croire qu'à fort peu d'exceptions près on leur accorde plus de pitié qu'elles n'en méritent. Charles Dickens, dans un de ses *Contes de Noël*, affirme éloquemment que, si déchues qu'elles soient, elles ont encore toutes dans la main quelques lambeaux de ces plantes arrachées à la pente du précipice où elles ont roulé faute d'une barrière interposée entre elles et ses bords glissans. L'image est belle, la pensée peut être vraie... pour quelques natures spéciales;

mais j'ai bien souvent cherché, j'ai bien rarement trouvé trace de cette chute involontaire qui se raccroche au moindre rameau et ne s'achève que faute d'une prise assez solide. Nos *convicts* sont en général horriblement perverses, trompeuses, rusées, méchantes, sans pudeur, sans aucune de ces susceptibilités particulières qui honorent notre sexe. Je ne réfléchis jamais à cette collection d'êtres dégradés sans me rappeler ces deux vers de notre plus éminent poète, parmi ceux qui vivent encore :

. . . . . Men at most differ as Heaven and earth
But women, worst and best, as Heaven and hell (1).

Je l'avoue à regret, rien n'est plus exact. Les prisons d'hommes ne sauraient nous fournir un seul échantillon qui se puisse appareiller à ce que nous avons de pire en fait de créatures absolument, irrémédiablement mauvaises, réfractaires à ce point de lasser la patience la plus chrétienne et de mettre au défi les plus inflexibles agens de la répression sociale. Châtimens après châtimens les mènent au seuil du tombeau sans les faire un instant reculer. Un pas de plus, et la punition devient crime : il faut s'arrêter, il faut céder, sinon vous avez usurpé le droit formidable de vie et de mort. Je ne parle ici, bien entendu, que de certaines exceptions. La tourbe est vulgaire; l'instinct la domine, le vice l'étourdit, l'ignorance l'aveugle, la réflexion et l'esprit de suite lui font absolument défaut. Quand par hasard une femme tant soit peu élevée, tant soit peu instruite, tombe dans ce milieu déplorable, elle y est dépaysée, embarrassée au possible. Les autres tournent autour d'elle, inquiètes elles aussi, flairant l'étrangère, ne retrouvant pas leur pareille, étonnées, presque irritées. « Vous avez été mieux élevée que nous, disaient-elles l'autre jour à une de ces *ladies* déclassées, vous n'auriez pas dû venir ici. » Et c'était pitié de voir cette pauvre femme, de ses mains encore blanches et délicates, gratter péniblement le pavé de sa cellule. — *Oh! dear!* me demandait-elle tout essoufflée, pensez-vous, miss, que ceci suffise?... Je pourrais frotter un peu plus fort, s'il le faut absolument...

En supposant que nos journaux parviennent jusqu'à vous et que vous preniez la peine de lire le compte rendu des procès criminels, vous connaissez de nom la personne qui me tenait ce langage. C'est Élisabeth Harris, condamnée à mort, le 9 mars dernier, pour avoir fait périr deux enfans qu'un lâche séducteur avait laissés à sa

(1) ..... D'homme à homme, la différence est au plus celle du ciel et de la terre; — mais, de la meilleure à la pire des femmes, il y a celle du ciel et de l'enfer.

charge. Mère d'un troisième dont le père l'appelait à Portsmouth, où il lui laissait espérer qu'il s'établirait définitivement avec elle, cette malheureuse vit dans les deux aînées un embarras, un obstacle peut-être à quelque mariage futur, et les noya de sang-froid dans une petite rivière voisine de la station où elle allait prendre le chemin de fer. La seule excuse dont elle put se prévaloir devant les juges fut que ces deux petites étaient sans protecteur ici-bas, tandis que la troisième en avait un. Sa terreur, son désespoir furent extrêmes pendant la durée des débats; on dut l'emporter plus morte que vive après l'arrêt prononcé. Une commutation de peine nous l'a renvoyée, et selon toute apparence elle finira ses jours à Millbank ou à Brixton. Elle compte parmi nos *convicts* les plus faciles à vivre et les mieux disciplinées. Règle générale, il en est ainsi de presque toutes les condamnées pour meurtre. Il est rare qu'elles nous viennent des classes les plus infimes, — je veux dire des plus ignorantes, des plus dépravées. La sentence définitive qui pèse sur elles, au lieu de les exaspérer, semble les tenir affaissées et briser en elles tout ressort de volonté. Pour celle-ci, un premier adoucissement de peine est peut-être le gage d'une commutation ultérieure. Qui sait si dans quinze ou vingt ans d'ici, à force de zèle et de docilité, de grades conquis, de bonnes notes obtenues, elle ne verra pas les portes de la prison s'ouvrir enfin? Raisonne-t-elle ainsi? Je ne sais. Ce qui est certain, c'est qu'elle ne querelle jamais ses camarades, n'entretient avec aucune d'elles une de ces amitiés suspectes qui sont la plaie des établissemens comme le nôtre, travaille avec une bonne volonté soutenue, et se montre envers nous d'une politesse exemplaire. Un bon procédé ne la trouve pas ingrate; en revanche, elle est quelquefois mordue au cœur par ces jalousies féroces qui gênent la bienveillance naturelle des matrones et leur désir de se concilier leurs subordonnées. En pareil cas, elle ne montre ni colère ni insolence. Seulement elle couve, pour ainsi dire, d'un regard noir la prisonnière à qui elle envie une parole affectueuse, un léger privilége, et ne répond plus à nos questions que par de laconiques monosyllabes.

Étrange petit monde que le nôtre! On y retrouve, en germe ou pleinement développées, toutes les passions qui fermentent par-delà nos hautes murailles. Devrait-on s'attendre à ce que la vanité féminine, l'amour de la toilette, le désir de mettre dans tout leur relief les avantages physiques dont on se croit doué, puissent pénétrer jusque dans cet abîme clos et perdu? Il y existe pourtant et revêt le caractère d'une vraie monomanie, d'une contagion irrésistible. On a vu des prisonnières lécher patiemment le plâtre des murs et s'approvisionner ainsi de je ne sais quel affreux cosmétique, sur la

nature duquel je n'ai pas à m'expliquer. Une autre, qui se fardait régulièrement, nous avait mis l'esprit à la torture, car on ne pouvait savoir où elle prenait son rouge, et plusieurs fouilles successives avaient été pratiquées dans sa cellule, sans donner aucun résultat. Le mot de l'énigme a été trouvé ces jours-ci. L'étoffe bleue avec laquelle se fabriquent les chemises destinées aux prisonniers de Millbank est un croisé de coton çà et là traversé d'une raie écarlate. La coquette dont je parle, effilant brin à brin ces bandelettes éparses, s'était ainsi procuré une collection de charpie qui, longtemps détrempée dans un peu d'eau, lui avait fourni ce fard dont elle usait, au grand désespoir de ses rivales. Une troisième, — des plus intraitables par parenthèse, — désolée que le disgracieux uniforme des *convicts* fît si mal valoir ses formes élégantes, avait fini par allonger la taille de sa robe, — Dieu sait moyennant quelle industrie et quelle patience, — puis avec des fils de fer enlevés un par un aux fenêtres des cellules spéciales où sont renfermées les prisonnières en punition, elle s'était bâti un étroit corset dans lequel sa fine taille se trouvait si durement maintenue qu'un beau jour à la chapelle la malheureuse, à demi étouffée, perdit absolument connaissance. Ainsi se dévoila un mystère sur lequel mainte et mainte matrone avait prudemment fermé les yeux, pour ne pas provoquer un éclat que faisait redouter l'extrême violence de cette belle et hardie jeune fille.

Une épingle double, un de ces petits peignes qui maintiennent les cheveux, un débris de miroir, si menu qu'il soit, deviennent ici d'inappréciables trésors. Il n'est pas de prières, au besoin pas de fraudes qu'on n'emploie pour se les procurer. L'uniforme, qui, j'en conviens, manque d'élégance, est en horreur à celles qui le portent. Le chapeau de paille, espèce de cloche informe sans la moindre garniture, leur déplaît particulièrement. Le bonnet au contraire jouit d'une certaine popularité : on le trouve séant, et il se prête d'ailleurs à d'heureuses modifications. Chaque prisonnière s'évertue en conséquence à imaginer des plis, des tuyaux, des combinaisons de tout ordre qui ajoutent à la bonne grâce de cette coiffure. Sur le mérite ou le démérite de pareilles inventions, les juges compétens se prononcent, et la mode nouvelle est acceptée ou rejetée. Mais pourquoi railler? Ne sommes-nous pas, nous autres matrones, préoccupées également de ces vanités de toilette? Je n'en veux pour preuve que la position hors ligne d'une des *convicts* (Eliza Trent est son nom) et l'indépendance, la considération dont elle jouit. Petite, chétive, d'une santé misérable, habitant l'infirmerie pendant un tiers de l'année, cette méchante fée, hypocrite comme Tartuffe lui-même, ne semble née que pour répandre les

mauvais propos, faire éclore les haines et les attiser, jeter sur le feu des colères qu'elle a suscitées l'huile malsaine de ses exhortations. Ici, où chaque femme a sa compagne préférée, — sa *pal*, comme elles disent, — aucune n'a contracté amitié avec cette espèce de vipère, dont la malice finit par se laisser deviner. — Ah! qu'elle y prenne garde! s'écriait l'autre jour une des femmes du même *ward*, si elle se mêle de mes affaires, dût-il m'en coûter vingt et un jours de cellule noire, je secouerai à les briser les os de ce malfaisant squelette. — Eh bien! mon ami, vous aurez peine à le croire, Eliza Trent jouit ici d'une espèce de prépondérance; elle dicte ses lois, on les subit. De son autorité privée, elle a modifié tout récemment le tarif des salaires au profit de celles de nos femmes à qui reviennent les travaux de couture. Elles avaient droit à une prime hebdomadaire de huit *pence*, et désormais, — Eliza Trent l'a voulu ainsi, — elles auront un shilling. L'augmentation n'est pas fort considérable, je le reconnais, et je la trouve en définitive assez équitable, puisqu'elle met tout simplement les travaux d'aiguille au niveau des autres besognes exécutées par nos prisonnières. Encore faut-il convenir qu'il est extraordinaire de voir une *convict* faire ainsi prévaloir sa volonté, lorsque l'unique raison de cette anomalie est le talent exceptionnel de cette fille, qui fait les robes comme les meilleures ouvrières du West-End. Naturellement elle les fait à ses heures, pour qui elle veut, donnant la préférence à qui sait le mieux la courtiser et se familiariser avec elle, ou bien encore à l'étoffe qui lui paraît la plus attrayante. La laine est à peu près exclue de son petit atelier, et ses favorites seules, parmi les matrones, obtiennent un uniforme taillé, assemblé de ses mains habiles. Généralement parlant, il lui déplaît de manier, d'ajuster d'autres étoffes que la moire, le satin, le taffetas, le velours. — *I very much object to common dresses*, vous dira-t-elle avec un sang-froid merveilleux. Il n'est point agréable d'opérer sur des matériaux de mauvais aloi... Quand vous aurez une belle étoffe de soie, nous verrons ce qu'on en peut faire.

Voilà de singuliers détails pour un correspondant aussi sérieux que vous; mais, outre que j'aime, en vous écrivant, à laisser courir ma plume, à penser, à me souvenir tout haut, ces détails constituent la préface du récit qui me reste à vous faire, et dont je ne voudrais pour rien au monde exagérer les côtés dramatiques. Parmi les *convicts* dont je suis plus spécialement chargée, se trouve une certaine Edwards, que je soupçonnais de n'avoir pas la tête bien saine, et qui, depuis quelque temps, plus indocile, plus insolente chaque jour, me donnait à craindre quelque escapade. Certains mots échappés à ses compagnes les plus habituelles, une

phrase ambiguë que j'avais relevée dans un billet intercepté qu'elle adressait à sa *pal*, logée dans le *ward* contigu au nôtre, me prouvèrent qu'Eliza Trent avait encore fait des siennes en excitant contre une de nos prisonnières, — je vous dirai tout à l'heure contre laquelle, — la susceptibilité morbide d'Edwards. Les choses en étaient là lorsqu'un soir de la semaine dernière cette femme, qui travaillait derrière sa grille, me vit arriver par un long corridor dont j'avais négligé de tirer la porte après moi. Au bout de ce corridor est la cour du *ward* voisin, et dans cette cour on entendait les voix de deux de nos femmes engagées dans je ne sais quelle discussion. De l'air le plus uni du monde et avec une politesse dont elle m'avait fait perdre l'habitude, Edwards me pria d'entrer un instant pour lui donner quelques indications sur le travail qui l'occupait. Toute requête de ce genre est complaisamment accueillie par les matrones qui ont à cœur de se concilier leurs subordonnées. J'ouvre donc avec mon passe-partout la grille protectrice,... et quel n'est pas mon effroi lorsque cette même créature, tout à l'heure si calme, si posée, si humblement suppliante, jetant là ses aiguilles et tirant de sa poche un couteau tout ouvert, s'élance sur moi comme pour me frapper! Je me crus morte, Harry Gillespie, et dans ce moment même j'ai comme un ressentiment de la froide angoisse qui suspendit alors les battemens de mon cœur... Edwards cependant passa devant moi, me repoussant du coude, et prit ensuite sa course, le couteau levé, dans la direction de la porte ouverte. — Cette fois, avait-elle dit, cette fois j'aurai ta vie!... — Ces mots furent pour moi comme un jet de lumière, et, les rapprochant de cette légère altercation dont le bruit avait tout récemment frappé mon oreille : — Jane, m'écriai-je aussitôt que la voix me fut revenue, Jane Cameron, garde à vous!... fermez la porte! — Ce dernier ordre ne pouvait être exécuté en temps utile, Edwards ayant déjà franchi les deux tiers du couloir; mais l'avis sauveur ne fut pas perdu, car une de mes collègues, qui se trouvait heureusement près de l'issue par laquelle Edwards allait s'élancer, survint assez à propos pour se jeter sur elle et se cramponna par derrière à son cou. Malgré ce fardeau, qui la gênait sans l'arrêter, la folle courait encore vers l'objet de son implacable vengeance; mais celle-ci, jeune et leste, eut le temps de se dérober dans un réduit à provisions dont la porte par bonheur était ouverte. Les autres matrones du *ward* accouraient d'ailleurs en force, et notre furieuse, assez avisée pour voir que l'occasion de se venger était désormais perdue, jeta immédiatement son couteau.

Je dis à dessein la « folle, » car à partir de ce moment la monomanie homicide d'Edwards se manifesta sans contrainte. Au fond

de la *dark-cell* où elle demeura enfermée pendant trois fois vingt-quatre heures, elle ne faisait que redire sur tous les tons, chanter sur tous les airs, hurler avec tous les blasphèmes imaginables ces mots qui m'avaient révélé son dessein : — J'aurai sa vie... oh ! oui, je l'aurai, je l'aurai, je l'aurai !...

Vous me demanderez peut-être comment on méconnaît, en pareille occurrence et dans un établissement tel que le nôtre, la nécessité de parer à ces sortes d'accidens, beaucoup moins rares qu'on ne le croirait. Parmi nos *convicts*, il en est toujours un certain nombre, — une douzaine pour le moins, — dont l'état mental inspire des doutes plus ou moins fondés; mais avant de se décider à les faire passer dans l'*asile* de Fisherton, — notre déversoir spécial en pareil cas, — les médecins de Millbank, retenus par une foule de scrupules, épuisent volontiers les expédiens dilatoires. Peut-être croient-ils de préférence à la folie simulée, qui n'est effectivement pas sans exemple et qui a facilité plus d'une évasion; peut-être supposent-ils que, si l'aliénation mentale des prisonniers était fréquemment constatée, on en tirerait des conclusions défavorables au régime pénitentiaire actuel; peut-être enfin ne s'alarment-ils guère des conséquences que peut avoir la présence d'un être privé de raison dans une communauté aussi exactement surveillée que la nôtre. Quoi qu'il en soit, — et dussiez-vous sourire de cet aveu naïf, — je regarde comme un grave inconvénient de la position que le sort m'a faite le perpétuel contact qui met ma vie à la merci d'un caprice fou, d'une volonté aveugle, d'une raison oblitérée. Au moins demanderais-je qu'on logeât à part, dans un *ward* spécialement adapté à leur situation, ces pauvres égarées dont leurs compagnes disent avec un hochement de tête significatif : — *She is not all there;* elle n'est pas toute ici.

Mais revenons à Jane Cameron. Je vous avais promis de veiller sur elle, et vous voyez que j'ai tenu ma parole, non pas cependant comme je l'avais donnée, car j'espérais la faire entrer dans mon *ward*, et ceci ne m'a pas été possible. Malgré tout, je n'ai pas perdu de vue la compatriote d'Henry Gillespie. Celles de mes collègues qui l'avaient directement sous leur main ne m'ont rien laissé ignorer de ce qui la concerne. Elles la classent parmi les *indécises*, également capables de bien ou mal tourner suivant les circonstances. Son ignorance est extrême : aucune notion religieuse, à peine quelques vagues idées de cette distinction élémentaire qu'on peut établir entre le bien et le mal absolus, entre la probité par exemple et l'habitude du vol. Encore est-elle portée à partager le monde tout simplement en gens qui ont trop et gens qui n'ont pas assez. Par préférence, elle se placerait dans la première des deux catégories.

La condamnation qui la frappe est à bien long terme; mais elle est jeune encore, et dans son heureuse inexpérience ne pèse pas toutes les chances qu'elle a de finir ses jours entre ces noires murailles, victime de la nostalgie des prisons, qui, vers la quatrième ou cinquième année de leur captivité, frappe tant et tant de victimes. On me la signale comme sujette à des emportemens subits. Elle aime, elle hait avec violence, obstinément. Par malheur, elle a pris en mauvais gré la matrone de son *ward*, et tout au contraire en vraie passion une de ses compagnes, Susan Marsh, que je connais pour une des plus mauvaises parmi nos mauvaises, jolie comme un ange, menteuse au-delà de l'imaginable, fine langue et cœur flétri, se plaisant à jouer en toute circonstance le rôle de « l'avocat du diable » et à détruire en germe la moisson que nous semons si péniblement. Notre pieux chapelain n'a pas d'ennemie plus cruelle, plus acharnée à le tourner en ridicule, à calomnier ses intentions, à calmer les craintes qu'il veut inspirer, à troubler la foi qui s'éveille, à faire évanouir tout espoir de retour au bien. En ceci surtout elle excelle, et sans avoir l'air d'y toucher. Pour moi, c'est un vrai phénomène que la perversité précoce de cette enfant, dont les dix-sept ans et le charmant visage, l'excellente tenue, la physionomie à la fois avenante et respectueuse, préviennent favorablement les âmes les mieux défendues. Comment reconnaître le *Mephis* de Goethe dans cette jolie fillette un peu mièvre (car elle est d'une santé délicate), que ses habitudes tranquilles éloignent de tout éclat, et qui s'arrange pour ne jamais encourir le plus léger châtiment? Comment le méconnaître en revanche, quand on sait par les *pals* qu'elle a trahies, ou par les *stiffs* (1) qu'on a pu surprendre, quelles pensées coupables, quelles aspirations criminelles sont masquées par cet extérieur si doux et si séduisant?

Voilà, trait pour trait, Susan Marsh, la *pal* que Jane s'est choisie, l'objet décevant dont elle est éprise, car je ne sais pas d'autre mot pour caractériser le dévouement passionné, jaloux, exclusif, implacable, que quelques prisonnières inspirent ou ressentent. A ces êtres généralement bornés il donne la subtilité du serpent, il leur fait inventer, pour se voir, se parler, s'écrire, des stratagèmes inouis, d'autant plus malaisés à déjouer que, par une sorte d'esprit de corps et de point d'honneur, toutes nos *convicts* s'en font au besoin les complices. Un mot échangé au passage sert de prélude à ces liaisons bizarres, un sourire les scelle définitivement. Le *palling up* est formé. Un intérêt nouveau rattache désormais à la monotone

(1) Le *stiff*, dans la langue spéciale aux prisons, ou, pour mieux dire, dans l'argot des classes dangereuses, est un papier quelconque, plus particulièrement un billet, une lettre secrète, que la raideur du papier (*stiffness*) rend difficile à transmettre.

existence qu'elles traînaient au pied comme un boulet les deux nouvelles amies. L'idée que quelqu'un pense à elle, s'occupe d'elle, tient à être préféré par elle, a d'irrésistibles charmes pour une malheureuse créature abreuvée d'indifférence et de mépris. Elle s'y abandonne avec délices et bientôt avec une sorte de fureur, car ces passions féminines se compliquent de terribles orages. Les séparations ne sont pas rares dans ce perpétuel mouvement d'une prison presque toujours encombrée. On en est réduit alors à s'écrire. Peu à peu, dans le cœur d'une des deux *pals* s'efface l'image de l'autre. Ses billets deviennent plus rares et plus froids. Angoisses et soupçons de l'amante fidèle et trahie, reproches amers, éclats de désespoir, sermens de vengeance, brouillerie finale, et bientôt après liaison nouvelle, le tout dans l'espace de huit ou dix mois.

Vous vous demanderez peut-être pourquoi nous n'essaierions pas, nous autres matrones, de nous substituer, dans l'affection de nos subordonnées, à ces indignes objets d'un attachement toujours déçu, toujours fécond en malsaines influences; mais, à parler franchement, croyez-vous que cela soit si facile? Nous représentons l'autorité, la contrainte, invariablement suspectes, invariablement maudites. Indépendamment de ceci, la comparaison que nos prisonnières ne sauraient manquer d'établir entre notre existence et la leur, l'estime dont nous sommes dignes et la honte méritée qui les accable, notre passé irréprochable (ou présumé tel) et la flétrissure qu'elles ont subie constituent un nouvel empêchement. Autre obstacle : la règle maintient entre nous une ligne de démarcation qui oppose en quelque sorte une muraille de glace aux plus ardentes sympathies. Toute familiarité nous est expressément interdite, comme nuisible à notre prestige. Nous devons repousser, à l'égal d'une tentative de corruption, les marques d'intérêt que telle ou telle *convict* voudrait nous donner. Vous voyez d'ici que nous ne sommes pas dans de bonnes conditions pour obtenir une préférence d'ailleurs assez peu flatteuse en elle-même.

Le lendemain du jour où j'avais, chose bien simple, détourné de Jane Cameron l'attaque furieuse dont elle allait être l'objet, j'obtins sur son compte quelques renseignemens qui me firent de la peine. Susan Marsh était en coquetterie réglée avec une nouvelle venue, et l'imminente infidélité de sa *pal* jetait votre jeune compatriote dans une véritable exaspération. Tout faisait prévoir un de ces *éclats* qui, en provoquant de rudes châtimens, créent par là même de funestes rancunes et jettent d'insurmontables obstacles sur la route du vrai repentir. Je sollicitai, j'obtins la permission d'aller l'entretenir à ce sujet. A travers sa grille, je la vis qui s'essuyait les yeux.

— Cameron, lui dis-je, contez-moi ce qui vous fait ainsi pleurer.

Ma voix, qui n'était pas celle de sa surveillante habituelle, la fit tressaillir. Elle jeta de mon côté un regard automatique. — Je n'ai rien, me répondit-elle ensuite avec cet accent écossais dont quelques intonations vous rappellent à moi d'une façon surprenante.

— Vous venez de pleurer... Seriez-vous souffrante?... Quelqu'un vous a-t-il contrariée, blessée?... L'ouvrage vous déplairait-il?

— A quoi ces questions peuvent-elles mener?

— A connaître vos griefs, à y faire droit, s'ils sont fondés. Nous ne voudrions pas vous voir en révolte.

— Vraiment?... Cela vous ferait donc quelque chose?

— Cela me serait très pénible.

— Eh bien tant pis! Je veux en effet me révolter,... un *break* me fera du bien.

Le ton de Cameron était celui d'une personne qui a pris son parti. Grâce à l'influence d'un chagrin jaloux, ses mauvais instincts étaient revenus en force. Sur ce cœur aigri, la douceur pouvait seule avoir quelque prise.

— J'espère, Cameron, que cela ne sera point.

— Vous *espérez*, reprit-elle fort étonnée de ce que je ne relevais pas son défi. Est-ce pour votre compte ou pour le mien?

— Pour le mien peut-être un peu,... mais pour le vôtre bien davantage.

Elle hocha la tête d'un air passablement incrédule. Pourtant une sorte de curiosité lui vint de savoir à quelle étrange espèce appartenait une personne qui lui témoignait un intérêt si gratuit.

— Bah! dit-elle tout à coup, vous n'imaginez peut-être pas faire de moi ce qu'on appelle une brave femme? Ce serait une nouveauté, ma bonne miss, et je suis un peu vieille pour changer à ce point.

— J'ai là-dessus une tout autre opinion, et malgré tout, Cameron, j'espère en vous... Tenez, continuai-je, augurant bien du jeu de sa physionomie, faisons pour ce soir une petite convention... Il reste entendu que vous ajournerez votre *break*.

— Pour vous faire plaisir?

— Oui, pour me faire plaisir. La, est-ce chose dite?

— Soit! *pour vous faire plaisir*.

— Bonne nuit, Cameron.

— Bonne nuit.

Et je partis sans lui laisser le temps de se dédire. Cette bonne résolution enlevée avec si peu de peine me donnait bon espoir. Jamais voleur n'emporta la bourse d'un honnête homme avec une joie aussi triomphante que l'était la mienne.

Ceci se passait un mardi. Le jour suivant ou plutôt la nuit d'après, j'étais de garde. Quand j'arrivai dans le corridor sur lequel s'ouvre la cellule de Jane, je me rapprochai de la grille par un mouvement involontaire, épiant, s'il est permis de parler ainsi, la respiration de la prisonnière endormie. Pour comprendre ce qui va suivre, il est bon de savoir qu'au bas de la porte pleine, avec laquelle la grille fait double emploi, les constructeurs ont laissé à dessein plusieurs pouces de vide, longue ouverture étroite qui facilite la ventilation et peut-être aussi laisse mieux entendre les bruits qui viendraient à se produire dans la cellule. Au moment donc où je m'arrêtais, où je me penchais pour écouter, les mots *bonne nuit, miss Weston!* arrivèrent à mon oreille, et je sentis en même temps un de mes pieds frôlé par une caresse. Je vous souhaite, mon ami, dans vos pénibles et périlleux travaux une compensation, une consolation pareille à celle-ci. Pensez donc que cette pauvre jeune fille m'attendait, qu'elle s'était privée de sommeil pour me guetter au passage, et que pour étendre sa main jusqu'à mon pied, pardessous la porte, à travers la grille, il fallait qu'elle fût étendue, littéralement étendue sur la dalle glacée de sa cellule... Dites, mon ami, dites, cela n'est-il pas touchant? Il est évident qu'à la suite de notre rapide conversation Jane s'était informée de moi; on lui a dit qui j'étais, on lui a peut-être parlé de l'intérêt qu'elle m'inspire, enfin elle a dû savoir quel rôle providentiel j'avais joué dans cet incident qui pouvait lui coûter la vie. On comprend que chez une personne naturellement exaltée il y ait eu là de quoi déterminer un élan de reconnaissance; mais est-ce bien à Millbank qu'on en attendrait des preuves pareilles? Après cela, mon imagination s'exagère probablement la portée de cette action, qui pourra vous sembler la plus simple du monde. J'accepte d'avance la décision que vous porterez là-dessus, et le sourire par lequel vous accueillerez toutes mes puérilités. Je les accepte avec d'autant plus de résignation qu'ils ne m'enlèveront pas la joie dont j'ai le cœur plein depuis quelques jours, ni l'espérance où je vis de disputer cette jeune âme, avec quelque chance de succès, à ce découragement qui la paralyse, à cette ignorance qui l'égare, à ces souvenirs qui l'obsèdent, à ces tentations qui l'assiégent. Il y a là une lutte qui m'attire, et dont l'idée seule a transformé pour moi cette prison en une sorte de champ clos héroïque... Mais, mon Dieu, ne saurai-je donc jamais refréner ces emportemens de la pensée, et faudra-t-il retomber sans cesse dans ce pathos que je vous sais si disposé à railler? Tenez, je m'arrête, un peu brusquement, ce me semble, en tout cas un peu plus tard qu'il n'eût fallu, car j'hésite plus que jamais, quand j'examine ces deux lettres, à les expédier.

III.

Millbank, novembre 1857.

Plusieurs mois écoulés ne m'ont pas enhardie, bien au contraire. Les détails de l'existence routinière que je mène parmi des êtres vulgaires pour la plupart n'ont rien, ce me semble, qui puisse captiver à si longue distance un esprit comme le vôtre. Si vous étiez ici, j'ai confiance que vous vous intéresseriez à ce que devient Jane Cameron. Je tâcherai donc de me faire illusion et de vous supposer à côté de moi, pour trouver dans cette erreur volontaire le courage de continuer ma pénible tâche, compliquée de maint et maint déboire. Si vous m'interrogiez en effet, je n'aurais rien de très favorable à vous répondre. Par suite de deux *breaks* consécutifs à quelques semaines d'intervalle, Jane est à l'infirmerie, où sans faire semblant de rien, sans laisser voir à qui que ce soit la sincère compassion qu'elle m'inspire, j'ai déjà pu la visiter plus d'une fois.

Le malheur de cette enfant (moins par l'âge que par le développement de sa raison) est d'être tombée en mauvaises mains. A cet égard, il faut s'entendre : la matrone de son *ward* est une des plus estimables personnes que je connaisse et des plus exclusivement acquises à l'accomplissement de leur devoir; mais elle est d'autre part trop entière, trop rectiligne, trop systématique, pour comprendre les ménagemens, les concessions que réclament certains naturels inconstans, mobiles, passionnés, qui se refusent à la discipline moins à cause de sa rigueur que parce qu'elle comprime, très inutilement à mon sens, tout ce qu'elles ont de volonté primesautière et de fantaisies simplement illogiques. J'ai entrepris cette dame, à diverses fois et sans me livrer, au sujet de votre compatriote, dont il me semble qu'elle méconnaît le vrai caractère et dont elle désespère absolument, sans vouloir se rendre compte des maladresses par lesquelles sont quelquefois provoqués les éclats de cette humeur indomptable. Passant d'un extrême à l'autre, tantôt Jane se regarde comme définitivement perdue, tantôt elle réclame le bénéfice d'une conversion complète, dont elle est bien loin d'avoir donné les gages. Tout ce qui indique la moindre méfiance, tout ce qu'elle peut croire un signe de mépris l'exaspère comme si elle avait totalement oublié ce qu'elle est, le lieu qu'elle habite, la condamnation dont elle est frappée. Le motif de ses dernières révoltes est vraiment curieux. Classée parmi les prisonnières les moins dignes d'une faveur quelconque, elle aspirait naïvement à l'emploi

le plus recherché, le plus brigué, celui de « femme de tour (1); » en d'autres termes, elle voulait être attachée au service de notre *état-major*, faire nos appartemens, servir nos repas. Cet emploi spécial comporte quelques douceurs pour les *convicts* qui en sont chargées. Il les dispense d'un labeur ennuyeux et le remplace par une activité plus attrayante et plus variée. Les heures sont bien longues, qu'on passe à tisser du chanvre. Dresser un lit, ranger une chambre, mettre un couvert, même laver la vaisselle, — entendre, chemin faisant, une causerie animée, apprendre indirectement ce qui se passe dans cette vaste maison, — n'est-ce pas autrement divertissant? D'ailleurs on reçoit ainsi une marque d'estime relative, un témoignage de confiance que nos femmes apprécient au-delà de ce que vous pourriez croire. Jane Cameron donc voulait être *femme de tour*, et miss Baly, sa matrone, ne voyait pas pourquoi cette distinction si enviée devait échoir à une personne si peu méritante. En somme, elle avait raison; mais je ne sais si elle n'eût pas mieux fait d'avoir tort. Une réclamation de Jane froidement écoutée, repoussée d'un ton sec, amena quelques observations qui pouvaient être regardées comme insolentes. Pourquoi s'y arrêter, pourquoi les entendre? La règle cependant prescrivait à miss Baly de punir, et la règle fut exécutée. Désormais Jane avait un grief, et se regarda comme l'objet d'une indigne persécution. Cette idée fausse devant inévitablement la conduire à de nouvelles fautes, réprimées comme la première avec une inflexible sévérité, la révolte finale ne pouvait à la longue manquer de se produire. Rentrée dans sa cellule et ruminant ses prétendus sujets de plainte, elle allait s'exaltant, s'aigrissant de plus en plus. Pourtant elle hésitait encore quand le bruit d'un « éclat » survenu dans une des cellules voisines vint mettre fin à ses scrupules. — De ce moment, disait-elle, sans s'expliquer autrement l'influence de cette espèce de contagion, je plantai là tous mes projets de sagesse. Aussi pourquoi me traiter de la sorte? Me prenait-on pour une poule mouillée, moi, une des plus déterminées de Glasgow? D'ailleurs je m'ennuyais trop, il fallait à tout prix changer un peu. Quand on est toute seule, la folie vous prend. Je regardai du côté où j'accroche mon balai... On me l'avait repris en m'apportant le gruau du souper. Ma couverture était là, sous ma main. Je me mis à rire, en arrachant le premier morceau, de l'esclandre que j'allais faire. — Eh quoi! Cameron, cette Écossaise si rangée, si tranquille?... Ah! bien oui, vous allez voir. — Debout sur ma table et tenant en

(1) *Tower-woman.* Chaque *pentagone* à Millbank a pour centre une tour où sont installés les logemens des matrones.

main la pinte vide qui allait me servir de projectile, j'hésitais encore... J'hésitais, et il m'avait pris une sorte de tremblement... Bah! la couverture, les draps étaient en charpie; on aurait trop ri de moi, si j'avais laissé la besogne à moitié faite. Je lançai le vase que je tenais, et au moment où la vitre volait en miettes, je poussai un cri à réveiller les morts...

Je passe la scène qui suivit, l'horrible lutte de cette femme, jeune et robuste, avec les gardiens accourus pour la saisir. Un quart d'heure après, elle était au fond de la *dark-cell.* — Au moment où je commençais à battre la porte des pieds et des poings, me disait-elle encore, je faillis tomber morte de peur. Du sein des ténèbres, une voix rauque arriva jusqu'à moi : — Bravo, Cameron !.. A votre tour, ma petite... Mais je ne vous croyais pas des nôtres... Allez toujours!... criez de plus belle!... Je suis à bout, moi... J'ai crié toute la nuit dernière... Et justement notre *scie* (1), cette abominable miss Baly, couche au-dessus de nos têtes!... Hardi, Jane, empêchez qu'elle ne dorme!...

Jusque-là, tout allait au mieux pour Cameron. La *dark-cell* lui offrait, au lieu de solitude, une compagne, une occasion de causer librement, loin de toute surveillance; mettre en commun les souvenirs du passé, conclure pour le présent une sorte d'alliance, pour l'avenir échanger mille projets, rêver mille combinaisons, dont aucune certainement ne se réalisera jamais, telle est invariablement en pareil cas l'occupation favorite de nos femmes; mais on ne laissa pas celles-ci jouir longtemps de ces priviléges mal acquis, dus à l'encombrement des *chambres noires.* Aussitôt que possible, on transféra Cameron dans un cachot devenu libre, et là pour la première fois elle apprit à regretter de s'être mise en état d'insurrection. Elle est à la fois très nerveuse et très superstitieuse. La réaction se fit donc assez promptement, et au premier enthousiasme succéda ce qu'elle désigne elle-même par le mot « d'horreurs : » ce sont ces formes hideuses dont l'imagination peuple l'épaisseur des ténèbres, ces ailes froides qui battent l'air obscur, ces reptiles visqueux qu'on croit entendre ramper autour de soi. — J'en étais là, dit-elle, quand un rayon de lumière descendit sur moi. On avait soulevé le battant matelassé qui recouvre la trappe. Je reconnus derrière les barreaux le visage de notre matrone, et, ma foi, je n'eus pas honte de lui demander quelque chose à faire... Dans l'obscurité, vous savez, on n'a pas le choix des besognes; mais enfin on peut éplucher de l'étoupe sans y voir le moins du monde.

(1) *The screw,* mot à mot, l'écrou, la vis de pression. Ce mot nous semble devoir être rendu en français par son équivalent le plus usité. C'est la surveillante du *ward* qui se trouve ainsi désignée.

Ceci me fut refusé. Je me mis à chanter, puis à parcourir le cachot de long en large, en comptant mes pas. Trois cents tours me fatiguèrent un peu, et je comptais sur cette fatigue pour m'endormir sur le lit de camp... Ah! que les journées étaient longues, et comme la tête travaille quand elle travaille seule! Miss Baly venait bien trois fois par jour; le chapelain, le docteur, m'accordaient çà et là quelques minutes... Sans cela, je vous le dis franchement, je serais devenue folle... Croiriez-vous bien que je maudissais intérieurement miss Baly, et que la plupart du temps, la tête dans mes mains, je rêvais aux moyens de lui tendre quelque horrible piége? Mais les heures n'en passaient guère plus vite, et je pleurais, je criais, je frappais du talon les planches sur lesquelles j'étais couchée, je tâchais d'épuiser mes forces pour m'endormir enfin de lassitude et goûter le repos de la brute... Je vous disais tout à l'heure que j'avais failli devenir folle. Tout bien vu, je crois que par momens je l'étais. A force de chanter, de m'agiter, j'éteignais en moi toute pensée, toute notion de temps, et je me dérobais aux réflexions dont le poids m'écrasait aussitôt que j'étais assise et tranquille...

— Comment avez-vous pu vous exposer une seconde fois à un supplice pareil? lui demandai-je avec un étonnement sincère...

— Ah! voilà, répondit-elle, voilà ce que vous autres gens raisonnables vous ne pouvez venir à bout de comprendre. Vous savez qu'on tient fermée la porte des femmes qui ont été en punition : elles ne peuvent plus venir à la grille voir ce qui se passe autour d'elles. Ceci m'irritait. D'ailleurs on me méprisait encore plus qu'auparavant. J'avais une méchante voisine qui s'amusait à contrefaire mon accent écossais. Susan Marsh ne s'était pas donné la peine de me faire passer un mot de consolation. Enfin, que voulez-vous? je détestais de plus en plus miss Baly, sans compter que l'habitude était prise, et qu'en somme on gagne toujours quelque chose à passer pour méchante...

Malgré l'étonnement qu'elle vous causera, sachez que cette dernière observation n'est pas dénuée de toute justesse. Une mauvaise tête, un brise-raison qui s'emporte à tort et à travers, que rien n'intimide ou ne dégoûte, devient après quelques épreuves tout autre chose qu'un souffre-douleur. On l'entoure d'une sorte de considération; ses manies, ses croyances obtiennent certains égards. On l'étudie avec une curiosité respectueuse; on évite de la pousser à bout, on ferme les yeux sur bien des peccadilles que ses gros péchés rejettent dans l'ombre. La surveillante, lasse de sévérité, se relâche et s'adoucit. Elle y regarde à plusieurs fois avant de porter une dénonciation qui doit infailliblement amener un « éclat, » tou-

jours plus ou moins préjudiciable à ses propres intérêts, car enfin les supérieurs s'en prennent volontiers à la matrone des irrégularités commises dans le *ward* qu'elle dirige : — Comment vous arrangez-vous donc, miss Weston? vous dira fort bien le gouverneur, vous me demandez deux fois plus de punitions que miss ***!

Quant à Jane, elle est infiniment plus traitable depuis que nous la tenons à l'infirmerie. Le chapelain la trouve moins inattentive aux prières, moins en garde contre ses pieuses exhortations. Il l'a remarqué comme moi, c'est à force de confiance, d'encouragemens et d'éloges qu'on agit sur cette nature emportée, sur cette susceptibilité sans cesse en éveil; l'isolement ne vaut rien pour elle, l'ennui la ronge et la pervertit. Pour le chasser, elle n'a qu'une ressource, le souvenir du temps où elle errait dans les rues de *Glasgie* (1). Ces réminiscences lui plaisent malgré ce qu'elle en dit pour flatter nos *préjugés*. Nonobstant quelques hypocrisies de langage, — aucun prisonnier ne s'en fait faute, — on entrevoit clairement sa pensée, qui est à peu près celle-ci : — On ne revient pas à mon âge sur la pente fatale que j'ai descendue; on ne fait pas d'une voleuse une honnête femme. Il n'a pas dépendu de moi d'agir autrement que je n'ai fait, et le remords par conséquent n'est pas de saison. D'ici à ce que mon temps finisse, il faut se faire aussi bien venir que possible; une fois libre, on reverra Glasgie, on recommencera la vie d'autrefois. — Là-dessus, elle songe à ce qui se passe là-bas, loin d'elle et sans elle, à ces compagnons qui l'oublient, à ces amies qui ne la reconnaîtront peut-être plus, et ce sont là pour son exaltation naturelle des excitans funestes. On s'en aperçoit à la sécheresse de ses réponses, à la distraction qui l'envahit, à je ne sais quelle sourde impétuosité qu'elle refrène difficilement, et qui annonce un « éclat » aussi sûrement que la chaleur électrique annonce un orage.

J'ai voulu, mon ami, savoir quelle était cette existence enivrante dont le temps, le châtiment, les réflexions solitaires n'ont pas détruit le prestige. En quels abîmes de perdition n'a-t-il point fallu descendre pour satisfaire cette curiosité! Je cherche en vain à me rendre compte de l'effet qu'eussent produit sur moi de tels récits il y a deux ans, à l'époque où nous causions ensemble le long des sentiers par lesquels on gravit la verte colline des Neuf-Peupliers; mais entre cet heureux temps et le jour où je trace ces lignes, qui peut-être iront vous chercher dans des régions si lointaines, il faut placer quelques mois de cruelle expérience, qui m'ont familiarisée avec le rude contact des réalités les plus choquantes. Mon cœur, je

(1) Forme écossaise donnée familièrement au nom de la ville de Glasgow.

l'espère, a gardé sa chasteté; mes oreilles ont perdu la leur. Pas plus que nos *infirmary-cleaners* n'hésitent devant les immondices qu'il faut enlever, je n'hésite devant les impuretés morales qu'il faut sonder pour les guérir, et je me console en me rappelant une sentence latine que vous traduisîtes un jour à mon intention dans le cours d'une lecture que vous nous faisiez, à mon père et à moi. *Aux purs, tout est pur,* disait-elle. Il me semble néanmoins que je n'oserais jamais de vive voix vous transmettre de telles confidences. Les écrire est beaucoup plus facile.

Vous devez connaître au moins de nom ce quartier de votre ville natale qui porte le nom de *Croiley's Land.* Moi qui n'ai fait que traverser Glasgow, je me rappelle fort bien, à quelques pas de *High-street,* un groupe de hautes maisons, emboîtées pour ainsi dire l'une dans l'autre, horribles de misère et de saleté, tache de lèpre étendue sur le quartier le plus vivant d'une des villes les plus industrieuses et les plus riches qui soient au monde. C'est là, dans une ruelle infecte nommée *New-Vennel,* que Jane a dû venir au monde, sur un tas de copeaux, le seul lit que sa mère ait jamais connu. Cette femme était logeuse. Dans son unique chambre, entendons-nous bien, elle abritait *à la nuit,* et moyennant une rétribution minime, les misérables que n'effrayait pas l'aspect de ce taudis. Pour elle, aucun loyer à payer, la maison étant condamnée par la police municipale à n'être plus occupée qu'à titre gratuit tant que le propriétaire refuserait certaines réparations regardées comme indispensables au point de vue de la sûreté publique. Mistress Cameron ayant soin d'entretenir bon feu toute la nuit, les pratiques, en hiver, ne lui manquaient pas. On entrait, on payait, on se couchait sur le tas de copeaux, ou, s'il était envahi, près du tas de copeaux, puis on s'endormait. Mistress Cameron, sur sa chaise, sommeillait aussi; du moins ses yeux semblaient-ils fermés ainsi que ses oreilles. Elle ne voyait jamais compter la monnaie d'une bourse récemment volée; jamais elle n'entendait comploter à voix basse une expédition suspecte. Que voulez-vous? elle avait le sommeil un peu dur, malheureusement pour la police. Quant à voler elle-même, jamais mistress Cameron ne s'y risquait; jamais du moins on ne la mena devant les juges comme prévenue d'un délit de cet ordre. En revanche, elle y allait presque toutes les semaines pour s'entendre admonester sur ses habitudes intempérantes. Elle avait un faible pour le *whiskey;* la perfection est si rare en ce bas monde! Somme toute, mistress Cameron valait infiniment mieux que l'homme associé à ses destinées, — son *cush,* pour parler la langue de l'endroit. — On ne connaissait à ce dernier aucun gagne-pain. Il disparaissait pendant des mois entiers,

puis rentrait au logis, où mistress Cameron le recevait de son mieux, sûre pourtant d'être battue dès les premières vingt-quatre heures; mais elle y était faite, et son homme lui tenait encore au cœur. L'enfant, sur ce lit de fange, poussait comme une plante, sans que personne y prît garde. Quelques haillons pendaient après elle, mais ses pieds étaient nus, et sa tête semblait très suffisamment garantie par ses longs cheveux bouclés. La nuit, on la laissait s'endormir; le matin, on lui ouvrait la porte. A cela, pendant les cinq premières années, se bornèrent les soins maternels. Quand elle eut cinq ans, on la trouva paresseuse de ne pas grandir plus vite; sa mère, je ne sais comment, se heurtait toujours à elle, et finissait par la pousser du côté de la rue. Elle rentrait invariablement trop tôt, surtout lorsqu'en rentrant elle avait faim. Les reproches alors commençaient. « Il faut se rendre utile à ses parens; il faut demander aux gens bien vêtus. » Et pour rendre la leçon plus complète on la prêtait à ces imposteurs qui promènent dans les rues une famille d'emprunt, stimulant la charité publique par cet indigne stratagème. Encore n'était-elle pas des plus mal partagées. On lui apprenait la mendicité, mais non le vol : scrupule remarquable chez mistress Cameron, qui connaissait tous les sacripans de la ville, et dans l'occasion leur prêtait, moyennant prime, une assistance indirecte, prudemment ménagée; mais elle les méprisait au fond, et ne voulait pas que sa fille fût dressée à leur ignoble métier.

Là par exemple s'arrêtait son étrange sollicitude, car si la clientèle abondait, si la place manquait sur le plancher, on poussait Jane dehors, sans s'inquiéter de ce qu'elle deviendrait. L'hiver elle trouvait asile chez quelques voisins charitables. L'été simplifiait la situation; l'enfant se blottissait sur les marches de l'escalier, au grand mécontentement des survenans, — *policemen* ou voleurs, — qui buttaient dans l'obscurité contre cet obstacle imprévu. Un seul couple honnête et laborieux vivait dans la *New-Vennel*, sous le même toit que mistress Cameron, un fabricant de nattes nommé Macvee et sa femme. Leur porte n'était jamais fermée à Jane, qui s'étonnait de les voir travailler du matin au soir, mais surtout de ce que l'homme, assermenté par le père Matthews, ne buvait jamais que de l'eau. Il était dominé, comme maint Écossais, par certaines idées religieuses plus ou moins hétérodoxes, puisées dans son propre fonds, et qu'il avait fini par faire entrer tant bien que mal dans le faible cerveau de sa pâle compagne. Le soir donc Macvee et sa femme donnaient abri à l'enfant abandonnée, qui s'endormait à la chaleur de leur foyer, en les regardant avec stupeur prolonger leur veillée opiniâtre. Le matin, ils la mettaient à

la porte avant leur premier repas, car ils n'avaient pas de quoi la nourrir.

Mistress Cameron trouva bientôt des objections à cet arrangement charitable. « Je crois, me disait Jane à ce sujet, je crois qu'elle m'en voulait d'être née. » Puis Macvee ne s'était pas gêné pour blâmer la négligence qui livrait une enfant de sept ans à tous les hasards d'un séjour comme celui de la *New-Vennel*. Sa femme et mistress Cameron engagèrent à ce sujet une discussion de plus en plus aigre, et le tout finit par une lutte en règle, d'où la mère de Jane sortit victorieuse. La petite fille avait grand'peur que les bons voisins ne voulussent plus d'elle après un pareil scandale. Ils la reçurent comme par le passé, lui donnèrent quelques bons conseils, la préservèrent de quelques tentatives odieuses, et il n'aurait pas tenu à eux qu'elle ne quittât, pour se placer dans quelque honnête famille, le triste milieu où ils l'avaient trouvée; mais les circonstances tournèrent mal pour ces premiers amis que Dieu avait mis sur le chemin de la pauvre enfant. Un beau jour, leur chétif mobilier fut saisi; l'homme et la femme disparurent sans prendre congé de personne, et Jane retomba dans les mains de sa tendre mère, qui l'envoyait mendier, se faisait exactement remettre tout le produit de ce *travail*, et soupçonnait toujours sa fille d'en avoir soustrait quelque chose. — Je suis sûre, lui disait-elle, je suis sûre que vous me volez.

Quant à l'homme que Jane appelait son père,... aurai-je le courage de répéter d'après elle qu'à dix ans, remarquée déjà par les habitans de la maison à cause de sa précocité d'intelligence et de ses vives reparties, elle reçut de lui certains conseils équivoques au sujet de ses gains trop minimes, qu'elle pourrait facilement augmenter, à ce qu'il disait. Rendons cette justice à mistress Cameron que, malgré l'ascendant brutal acquis sur elle par ce misérable, elle lui reprochait amèrement de mettre de pareilles idées dans la tête de leur petite; mais qu'y gagnait-elle? Une volée d'invectives et de menaces. L'enfant, admise dans une manufacture de coton, rapportait cependant chaque samedi soir deux ou trois shillings, et régulièrement aussi sa mère les dépensait au cabaret le soir même. Vous comprenez que la maison, dans de telles conditions, devint pour une pauvre créature si rudement traitée, si impitoyablement exploitée, un objet d'horreur. Elle n'y rentrait qu'à la dernière extrémité, repoussée d'avance par les scènes qui l'y attendaient. La *New-Vennel*, entourée d'habitations du même genre, — la *Havane*, la *Tontine-Close*, etc., — était parfois le théâtre d'épisodes mystérieux qui, tout endurcie qu'elle fût par les rudes enseignemens de son enfance, glaçaient d'effroi la malheureuse enfant.

Au sortir de l'atelier, bras dessus, bras dessous, avec une de ses compagnes qu'elle affectionnait particulièrement et qui devait être le fléau de sa jeunesse, Jane restait dans les rues. *High-street*, *Salt-market* avaient acquis pour elle un irrésistible attrait. Là tout brillait, tout riait à ses yeux inexpérimentés. La splendeur des magasins, l'éclat du gaz, la gaîté bruyante des *public houses*, les incidens et accidens que chaque minute amenait, l'y retenaient fascinée. D'autres enfans, comme elle livrés à eux-mêmes, formaient à tous les coins de rue des groupes tumultueux et bavards cent fois dispersés par les *policemen*, cent fois rassemblés de nouveau dans quelque carrefour du voisinage. Des enfans, ai-je dit? mais quels enfans! Le vice les avait déjà mûris et vieillis. Le blasphème sortait à chaque instant de leurs lèvres encore vermeilles. Leurs pensées étaient celles de l'homme fait et gâté, de la femme achevée et corrompue. Ils rivalisaient de perversité, fiers d'avoir mordu si jeunes au fruit prohibé. Cinquante sur cent pour le moins pouvaient se vanter d'avoir volé. Jane n'était point de ceux-ci, mais le vol ne lui inspirait par lui-même aucune répulsion. Elle n'en voyait pas nettement la culpabilité : c'était une profession comme une autre, plus dangereuse qu'une autre, à laquelle on pourrait avoir recours dans des circonstances données, si tout moyen légitime de gagner sa vie venait à manquer. Et l'amie dont j'ai parlé, — Mary Loggie, — ne lui en fut pas moins chère après lui avoir avoué qu'un léger larcin, commis chez un boulanger, lui avait déjà valu dix jours de prison.

Les parens de cette dernière, surveillés de très près par la police, mais habiles à déjouer ses soupçons, tenaient un *shebeen* (1) dans *High-street-close*. C'étaient des gens pacifiques et posés, discrets comme la tombe, et par cela même très complétement informés, pleins d'égards pour les agens de la loi, mais infiniment moins respectueux pour la loi elle-même, qu'ils éludaient à dire d'experts. Les magistrats sans doute en savaient quelque chose, et mainte descente inopinée prouvait que les Loggie passaient à leurs yeux pour des recéleurs émérites; mais en somme on considérait comme un mal nécessaire cet établissement équivoque où on pouvait de temps en temps, sans bruit, sans réclamations, pratiquer un bon coup de filet. Jane devint peu à peu une des habituées de l'endroit. Les jours de pluie, c'était là qu'elle et bien d'autres allaient chercher abri jusqu'à onze heures du soir. On chantait, on fumait autour du feu. Le *whiskey* sortait de ses cachettes (quand il n'y avait là personne de suspect), et les contes passaient de bouche

(1) Le *shebeen* est un débit de boissons tenu sans autorisation ou *licence*.

en bouche, au grand ravissement des maîtres du logis, pourvus d'une bienveillance inépuisable. L'amie de leur fille était particulièrement choyée. On lui trouvait de l'esprit et des dispositions. Jamais elle n'avait été à pareille fête, jamais elle n'avait respiré un encens pareil. Aussi préférait-elle les Loggie à sa mère, qui du reste ne la questionnait guère sur l'emploi de ses soirées, pourvu que celui des heures de jour lui fût garanti par l'exact paiement du salaire gagné à la fabrique.

Jane cependant se dégoûtait du travail. La fatigue, l'ennui, l'éloignaient de l'usine, où elle se dispensait quelquefois de paraître. Il fallait alors combler le déficit de la paie hebdomadaire, et la mendicité lui venait en aide. Certain jour qu'une belle dame, charmée de sa gentillesse, lui avait donné une pièce blanche, Jane mit de côté ce bénéfice inattendu, et réalisa un vœu qu'elle et son amie formaient depuis longtemps, celui d'aller à l'école de danse. Sous ce nom, vous savez ce qu'il faut entendre, et je ne crois pas avoir à vous raconter la rapide fortune de ces bals publics, inaugurés, je crois, à Liverpool, mais qui n'ont réussi nulle part comme à Édimbourg et Glasgow. Le mal qu'ils y ont fait doit être incalculable; du moins n'est-il guère d'Écossaise parmi nos *convicts* qui ne leur attribue sa perdition. — Une fois qu'on m'y eut conduite, nous disent-elles, je ne pensai plus qu'à y retourner. Impossible de m'en arracher tant que je fus jeune fille. — Jane Cameron et Mary Loggie n'en apprirent pas impunément le chemin. Parmi les soi-disant apprentis et les jeunes ouvrières qu'elles y rencontraient, quelques-uns étaient déjà de leurs connaissances. Le patron de l'établissement, toujours souriant à sa clientèle féminine, — plus spécialement aux sirènes expérimentées qui lui amenaient quelque étranger, — les vit avec plaisir figurer parmi ses élèves. Il leur accordait « de l'avenir. » L'avenir ne devait pas se faire attendre longtemps. Jane à douze ans s'était déjà donné un *sweet-heart*, choisi parmi ses danseurs habituels. Cet apprenti, déjà déserteur de vingt ateliers et qui n'avait pas encore atteint sa quinzième année, appartenait à une association de voleurs; mais ceci n'effaroucha guère une enfant de la *New-Vennel*. La police en fut plus scandalisée. Un honnête agent, qui se rendait compte de certaines nuances, prit la peine d'avertir la petite du tort qu'elle allait se faire et des soupçons auxquels désormais elle serait en butte. On se garda bien de l'écouter. Les conseils venaient trop tard, et, loin de se repentir, Jane était toute fière de la préférence que lui accordait John Ewan, — *Cannie Jock* (1), comme l'appelaient ses collaborateurs habituels.

(1) Jean-le-Subtil.

— Cette préférence n'impliquait point une confiance absolue, à laquelle Jane n'avait pas acquis de droits positifs, puisque ses mains en somme étaient encore pures de tout vol. Ewan ne la tenait guère au courant de ses manœuvres suspectes, et la plupart du temps elle ignorait le domicile de cet amoureux essentiellement nomade; mais ce mystère favorable, en irritant sa curiosité, en stimulant sa jalousie, le lui rendait encore plus cher. Elle ne le voyait guère que dans les rues ou à l'école de danse. Là, ses jactances habituelles, la haute opinion qu'il avait de lui-même, le laisser-aller de ses dépenses quand les *affaires* avaient pris un heureux tour, lui donnaient bon nombre d'admirateurs, et, par malheur pour Jane, bon nombre d'admiratrices, au premier rang desquelles étaient deux sœurs du nom de Frazer, plus âgées que la petite Cameron, et dont elle redoutait la rivalité peu déguisée. Cette situation respective n'était un mystère pour aucun des habitués de la *skeel* (1), et l'humeur passionnée de Jane se prêtait admirablement à ce qu'on en tirât parti contre elle, pour l'exaspérer par maintes railleries, la soumettre à maintes mystifications. Elle était désormais sur l'extrême bord du précipice. La plus légère impulsion devait l'y faire tomber.

« L'hiver allait venir, — je vous répète ses propres paroles, — et Cannie Jock avait eu du malheur. Depuis quelque temps, on ne le voyait presque plus; il était maigri et presque déguenillé; il me boudait, me tyrannisait, me faisait souffrir de son indifférence, et je ne l'en aimais que mieux. J'étais d'ailleurs aussi à plaindre que lui. Au mois d'octobre, je ne gagnais presque plus rien, et Mary Loggie était logée à la même enseigne. Un soir que nous errions, les poches absolument vides, tout le long de Salt-market, une de nos camarades nous arrêta : — Venez-vous à l'*école* ce soir? — Non. — Pourquoi cela? — Pas d'argent. — C'est dommage... Eh! mais, dites donc, demandez-en à Jock Ewan; il en a, lui; il mène ce soir les Frazer... Savez-vous, Cameron? il dit qu'il est las de vous, que vous êtes beaucoup trop jeune. — J'aurais dû me méfier, elles m'en voulaient toutes; mais j'écoutai celle-ci, et je me sentis au cœur une espèce de froid. Je courais, sans savoir où, comme une lionne échappée. Mary s'essoufflait à me suivre. — Bah! lui dis-je, m'arrêtant tout à coup, il faut que j'aille là, que je lui parle, qu'il n'ignore plus ce que je pense de lui... Je ne sais pas comment j'irai, mais j'irai. Attendez-moi ici!... Et je courus chez ma mère, à qui je comptais emprunter quelques *pence*. Elle était sortie, et le temps me manquait pour aller la chercher dans tous les *shebeens*

(1) Forme écossaise du mot *school*. — Ici par abréviation de *dancing-school*.

du voisinage. Revenue auprès de Mary : — Si nous demandions l'aumône, lui dis-je. — A cette heure, y pensez-vous?.. Il est bien trop tard... Elle avait raison; mais alors comment faire? — Les boutiques sont encore ouvertes, insinua Mary en me lorgnant du coin de l'œil. Je compris parfaitement, et il me sembla qu'en effet la moindre bagatelle enlevée serait une bonne fortune. Les marchands me paraissaient si riches, si riches!... Que leur ferait une parcelle de moins dans tous ces trésors? Machinalement, et sans avoir répondu, je marchais le long des étalages, regardant à l'intérieur des magasins pour me rendre compte de ce qui s'y passait. Mary m'accompagnait et son bras serrait le mien. A un angle de rue, chez un petit mercier, nous vîmes deux acheteurs. Derrière son comptoir, le marchand avait fort à faire de leur répondre et de les servir : s'il y avait eu quelque objet pendu à l'extérieur, rien de plus simple que de l'emporter sans qu'il y prît garde; mais tout était rentré. — Allons là dedans, me dit Mary... Demandez quelque marchandise dont il soit dépourvu... Voyez tout ce qu'il y a sur le comptoir... Avec le coude, comme cela, doucement, faites glisser à terre un ou deux de ces objets... Je me glisserai derrière vous, et je les aurai bientôt ramassés... — Pourquoi n'iriez-vous pas? répliquai-je, pensant au *bailie* et à ces journées de prison qu'il distribue sans se gêner. — Oh! répondit-elle, ils me connaissent,... ils se méfieraient... La réflexion était juste, et, toujours poussée par le besoin de revoir Ewan, de le confondre, de lui reprocher sa trahison, j'entrai sans hésiter davantage. Le marchand me jeta un regard oblique, mais ne m'adressa point la parole, occupé qu'il était de ses premières pratiques. — Ah! pensai-je, ne songeant plus guère aux instructions de Mary, s'il pouvait me tourner le dos et pour un instant oublier ces belles choses éparpillées sur le comptoir!... Ces belles choses étaient des gants, des rubans à bon marché. Il y avait là surtout une pièce entière de ruban bleu broché d'argent. Je la vois encore, tout près du bord, tout à portée de ma main. Quelle bonne fortune, si seulement il se retournait vers ses cartons!... Et de fait il se retourna. Le ruban bleu fut lestement enlevé, je vous en réponds; mais, une fois que je le tins, la peur me prit, et je me sentis trembler de la tête aux pieds. La main derrière mon dos, le regard stupéfié, la contenance perdue, il n'eût fallu que me regarder pour savoir ce qui en était. Le marchand ne me regarda point, et le ruban accusateur passa de ma main dans les doigts exercés de ma compagne, entrée à petit bruit derrière moi, et qui s'évada sans plus de tapage. Maintenant il fallait trouver un prétexte pour disparaître, car enfin le marchand allait certainement constater la perte de ce ruban, et certainement aussi m'accuser de l'avoir dérobé. A

cette pensée, mes genoux se heurtaient l'un contre l'autre; bref, le supplice devint intolérable, et sans attendre que le marchand eût cessé de répondre à ses deux cliens : — Avez-vous, lui demandai-je, des gants qui ne coûtent que trois *demi-pence?* A cette question, dépourvue de sens commun, il ne répondit que par un *non* des plus brusques, et j'eus ainsi un prétexte pour me retirer. Mes pieds se mouvaient avec peine : il semblait que j'eusse un bloc de plomb à chaque talon. Une fois dans la rue, ce fut tout autre chose, et je gagnai à toute course le *close* (1) le plus proche. De là, quand j'eus repris haleine, j'allai attendre Mary à la porte de l'école de danse, où, selon moi, elle devait s'être déjà rendue; mais je ne l'y trouvai point. Elle ne parut qu'une demi-heure après, lorsque je commençais à désespérer de la revoir. — Et le ruban, m'écriai-je, qu'en avez-vous fait? — Soyez tranquille, répondit-elle, nous l'avons mis en lieu sûr, et pour cette fois le risque est passé. Je l'ai porté au *wee pawn* (2), qui nous fait là-dessus une avance de six *pence*... La combinaison me parut admirable, elle nous ouvrait la salle de bal... »

Cannie Jock s'y trouvait en effet, mais non les Frazer. Il eut donc beau jeu pour répondre aux reproches dont Jane l'accablait à leur sujet. D'ailleurs il était en fonds et d'une humeur charmante. L'histoire du ruban sembla le ravir. Il ne tarissait pas en éloges sur le compte de sa petite amie, à qui jamais il n'aurait supposé tant de caractère. Elle était électrisée par ces louanges et ces caresses fatales. Chez les Loggie, où ils se rendirent au sortir de la *skeel*, mêmes propos, mêmes félicitations. On porta la santé de la débutante; le *whiskey*, les complimens finirent par l'étourdir complétement; elle se laissa tomber au coin de la chambre et y demeura plongée dans un lourd sommeil. Le premier pas était franchi sans qu'elle s'en doutât, ou du moins sans qu'elle en comprît la portée, franchi pourtant, et sans retour.

Le matin, quand elle reparut chez sa mère, hors d'état d'expliquer très nettement l'emploi de sa nuit, mistress Cameron, qui n'était pas de bonne humeur ce jour-là et qui se plaignait de voir diminuer sans cesse le produit du travail de Jane, après l'avoir vertement chapitrée, crut pouvoir la battre pour quelque réplique un peu vive. Cette fois l'enfant, — l'enfant devenue femme, — se dé-

(1) Le *close* ou enclos est ce que nous appellerions ici un *passage*, une *cour*, une *cité*, un ensemble de bâtimens percé de ruelles et d'espacemens irréguliers.

(2) Le *wee pawn* est un établissement particulier de prêt sur gage, où l'on est censé ne prêter que pour quelques heures, et où on prélève en conséquence une somme assez modique en elle-même, mais qui devient exorbitante pour peu que le remboursement soit ajourné.

fendit et lutta. Tout respect, toute obéissance étaient loin. Mistress Cameron menaça d'aller dire aux Loggie tout ce qu'elle pensait de leur famille. Jane y courut pour les prévenir de la visite. Peine perdue, car sa mère fit halte chez les cabaretiers, et si fréquemment qu'elle fut ramassée ce jour-là sur la place. Une fois libérée vingt-quatre heures après, non-seulement elle ne fit aucun retour fâcheux sur la rébellion de Jane, mais celle-ci crut remarquer qu'on la traitait avec moins d'indifférence et de mauvais vouloir. Cette bonace dura jusqu'au retour du « père, » qui d'ailleurs s'absentait de plus en plus fréquemment. Et quand le père fut revenu, — ou du moins très peu de jours après, — une dispersion inattendue vint soustraire Jane à la dégradante influence de ce misérable. Un jour qu'elle se rendait à l'atelier, elle se vit aborder par un *policeman* très avenant, mais très curieux, qui mêlait beaucoup de questions à beaucoup de sourires. D'abord elle eut peur, car l'aventure du ruban bleu n'était pas encore très ancienne; mais il n'était pas question de cela. On désirait savoir ce qu'elle avait vu se passer chez sa mère pendant une certaine nuit du mois précédent. Les souvenirs de Jane étaient à cet égard beaucoup plus précis qu'on n'aurait pu le supposer d'après ses réponses. Les moindres incidens du vol dont on recherchait les auteurs lui étaient parfaitement connus, ainsi qu'à sa mère, chez laquelle il avait été commis, et qui s'était malheureusement départie cette fois de sa prudence habituelle.

Tandis que le *policeman*, sans avoir l'air d'y toucher, interrogeait ainsi la fille de mistress Cameron et ne tirait d'elle que les plus vagues mensonges, le bruit des recherches dont elle était l'objet arriva aux oreilles de la principale intéressée. Elle apprit que le promoteur du vol en question venait d'être mis sous clé, et précisément elle ne croyait pas pouvoir compter beaucoup sur la fermeté de ses dénégations. Aussi lorsque Jane rentra dans le domicile maternel en revenant de la danse, elle trouva les siens dénichés, et comme les logemens gratuits ne chôment guère, une voisine était déjà installée à la place de mistress Cameron, dont elle avait acheté, sans une trop grosse mise de fonds, le mobilier peu nombreux. Cette nouvelle venue était fort peu encline à s'apitoyer sur le sort de l'enfant délaissée. Leur dialogue ne fut pas long. — Où est ma mère? — En voyage. — Quand reviendra-t-elle? — Jamais, si elle a le sens commun... Elle a dit que Glasgow ne la reverrait plus. — Où pourrais-je la retrouver? — Elle ne m'a pas chargée de vous le dire; d'ailleurs elle doit avoir bien assez de vous... — Mais alors où donc me faut-il aller? — A la maison de travail,... au refuge,... partout où vous voudrez, mais pas ici. — Fi donc! je ne veux pas de ces

endroits-là. — Trouvez-en d'autres. — Et la porte se referma impitoyablement. Jane, s'affaissant sur les marches de l'escalier, ces mêmes marches qui tant de fois lui avaient servi de couchette, ramena son tablier sur sa tête et se mit à pleurer amèrement. Cette fille bronzée, endurcie par tant d'épreuves, et si hardie qu'elle fût d'ordinaire, ne pouvait s'habituer à l'idée que ses parens, les parens que vous savez, l'eussent ainsi abandonnée comme un animal domestique, un chien, un chat élevé par eux et laissé à la merci du premier maître venu. — Oui, miss Weston, me disait-elle, je me sentis toute troublée, je ne voyais pas comment je sortirais de là; l'idée me vint que j'allais mourir de faim,... bref je pleurai. Cela ne m'était pas arrivé depuis l'âge de six ans...

Pousserai-je plus avant cette déplorable chronique? Pour aujourd'hui je ne m'en sens pas le courage. Et cependant, puisqu'elle est commencée, je me réserve de la compléter pour vous, pour vous qui ne la lirez peut-être jamais.

IV.

Millbank, juillet 1858.

A défaut de vos lettres, que je n'ose solliciter par l'envoi des miennes, j'en suis réduite à deviner ce qui, dans ces dernières, pourrait le mieux répondre à vos préoccupations habituelles, et je ne crois pas me tromper en vous parlant de nos malades. Elles sont bien traitées à Millbank. Sous ce rapport, nous sommes cependant moins favorisées que Brixton, où les médecins expédient les constitutions les plus délicates et les plus menacées; mais je vous assure que rien n'est épargné pour celles des *convicts* qui ont réellement besoin des secours de la médecine. Leur nombre est restreint comparativement à celui des indispositions factices ou simulées qui frappent chaque jour à la porte de l'infirmerie et parviennent souvent à s'y faire admettre. Les prisonnières y trouvent le triple avantage d'un meilleur régime, d'une exemption de travail à peu près complète, mais surtout celui de n'être plus isolées, de pouvoir librement, à certaines heures, s'entretenir avec leurs pareilles de tout ce qui les intéresse, mettre en commun leurs souvenirs et leurs espérances. Je ne dirai pas que tout cela soit fort sain, moralement parlant, et la matrone qui erre incessamment de dortoir en dortoir, — poste peu recherché, — n'entend pas toujours les propos les plus édifians du monde. En revanche, elle trouve quelques motifs de consolation dans le zèle sympathique des prisonnières qui sont attachées au service spécial de leurs camarades

infirmes. Ces *cleaners*, comme on les appelle, sont en général très assidues, très serviables, très dévouées, et généralement aussi leurs services sont assez mal reconnus. L'ingratitude n'est pas rare chez les *convicts*, dont l'exigence est poussée fort loin. A part des dortoirs communs sont quelques cellules, vastes et bien aérées, pour les cas particuliers où la contagion est à craindre, ou bien encore à l'usage des malades qui trouvent moyen, même là, de persister dans leurs révoltes obstinées; on en voit qui, jusqu'aux approches de la mort, demeurent intraitables, et tâchent de tout briser, de tout déchirer autour d'elles, la couverture qui les protége, le vase où on leur apporte une potion calmante. J'avais entendu parler de maladies particulières aux établissemens pénitentiaires. Je n'en connais qu'une, les *prison-mumps* (1), et je ne la connais que de nom. Les cas de consomption sont assez fréquens, mais bien moins chez nos femmes que chez les prisonniers de l'autre sexe. Nous n'avons eu cette année que six poitrinaires sur deux cent soixante-quinze malades. Ce dernier chiffre paraît considérable quand on le rapproche du nombre de nos *convicts*, — quatre cent soixante-douze; — mais je vous répète que les indispositions, simulées parfois avec une ténacité, une habileté surprenantes, et au prix de véritables tortures volontaires, doivent grossir d'une façon notable le contingent de nos invalides. En fait de décès, on n'en a constaté que cinq dans le courant de la dernière année, et la prison n'est peut-être pas responsable de tous, car il nous arrive quelquefois des condamnées atteintes de maladies incurables. Un de nos médecins, qui tient avec soin des notes statistiques, a cru remarquer que la mortalité chez les prisonniers se manifestait plus fréquente à la quatrième année de la captivité. Si ce fait pouvait être admis comme parfaitement prouvé, n'est-ce point là un fait qui mérite d'attirer l'attention du législateur?

Faut-il maintenant reprendre l'histoire de Jane? Elle n'est plus à l'infirmerie, où j'avais expressément demandé à être employée pendant son séjour. J'y suis restée après son départ, et voici plusieurs semaines que nous ne nous sommes vues. On m'assure que, pour le moment, sa conduite est un peu meilleure; mais elle écrit encore et souvent à Susan Marsh, dont j'ai obtenu la translation dans un autre *ward* que le sien. Nous l'avons laissée, si ma mémoire me sert bien, sur l'escalier de la *New-Vennel*, pleurant à chaudes larmes la disparition inattendue de cette mère qui l'abandonnait. Où aller? Chez son *pal* sans doute, si elle eût su où logeait Ewan; mais il la tenait toujours à cet égard dans une igno-

(1) Esquinancie, glandes au cou.

rance absolue. Elle se résolut donc à chercher asile chez les Loggie. Le chef de la famille vint lui ouvrir, non sans quelques objections; mais, quand elle l'eut mis au courant, il se montra tout d'un coup plus traitable. — Couchez-vous, lui dit-il, nous causerons demain. — Le lendemain effectivement il lui fit part, en fumant sa pipe, des conseils que lui suggérait sa vieille expérience. — Si nous vous convenons, lui dit-il, vous nous convenez. On dit que vous n'êtes pas née manchote. J'ai des enfans qui travaillent passablement. Soyez des nôtres. Vous logerez ici, vous y prendrez vos repas, vous y aurez crédit ouvert. Je suis bien assuré que nous arriverons toujours à régler nos comptes. — Tant de bonté, tant de confiance gagnèrent le cœur de la pauvre enfant. Peu s'en fallut qu'elle ne se jetât dans les bras du recéleur, qui lui proposait, en bons termes il est vrai, de voler pour le compte de la maison où on voulait bien l'admettre.

— Et l'atelier? hasarda-t-elle timidement.

— Il faut y rester, ma petite, il faut y travailler mieux que jamais. Tant que vous y serez exacte, la police, qui déjà vous a notée, ne s'inquiétera pas de vos moyens d'existence. C'est là un point fort essentiel, je vous assure.

Jane obéit à ce nouveau guide. — Au retour du travail, elle trouva son dîner prêt, et son hôte ne lui ménagea ni les exhortations, ni les enseignemens. En trois jours, il l'avait mise au fait de toutes les rubriques professionnelles. Cannie Jock, survenu dans l'intervalle, approuvait le parti qu'elle avait pris; mais, tout heureux de voir sa maîtresse à si bonne école, il aurait voulu s'assurer pour plus tard le monopole des talens qu'elle allait sans doute acquérir. Aussi lui disait-il des Loggie, père, fils et filles, tout le mal imaginable. Elle l'écoutait patiemment, mais sans pouvoir accepter les impressions qu'il voulait produire en elle. Son amitié pour Mary, sa reconnaissance pour l'accueil hospitalier qu'on lui avait offert à l'heure décisive, — deux bons sentimens mal placés, — résistaient à toutes les persuasions du jeune corrupteur, qui malheureusement la trouvait plus docile quand, au lieu de lui prêcher l'ingratitude, il la poussait au vol.

Mary Loggie, Jane et Cannie Jock *travaillaient* de concert. On aurait pu les voir, à quelques pas l'un de l'autre, dans tous les groupes que le hasard formait sur la voie publique. Jane, que sa physionomie candide recommandait à la confiance de tous et que des leçons assidues avaient dressée aux tours de main les plus subtils, restait généralement chargée de l'opération proprement dite. L'objet enlevé passait immédiatement de ses mains dans celles de Mary, qu'Ewan venait en débarrasser aussitôt; puis les jeunes com-

plices se dispersaient dans différentes directions, et, venant ensuite à se rencontrer, évitaient de s'adresser la parole. Le partage du butin se faisait chez Loggie, qui se chargeait de changer les banknotes moyennant un escompte exorbitant, cela va sans dire. De la part afférente à Jane se déduisait ce qu'elle pouvait devoir, pour son logement et sa nourriture, à l'abominable vieux publicain. Les jours de grands succès étaient invariablement des jours d'orgie, et le *whiskey* en pareil cas n'était pas versé d'une main avare.

Passons sur ces misères et ces hontes; je n'en ai que trop à raconter encore. Six mois écoulés avaient ramené la belle saison. Les touristes anglais abondaient à Glasgow. — C'est, me disait Jane, la saison des aventures; on n'a pas besoin de courir après, elles viennent toutes seules, pour nous autres *lassies* (1) principalement. Si peu qu'on soit gentille, qu'on n'affiche pas des airs par trop effrontés, on est presque sûre de rencontrer quelque jeune coureur à qui donnent dans l'œil le simple attirail de la jeune ouvrière et ses pieds nus battant le pavé. Ils ont de l'argent, ces voyageurs, et au sortir de table le moindre sourire les attire et les enhardit. On fait semblant d'avoir peur, de ne savoir que répondre. Mary survenait alors, plus âgée et naturellement un peu moins timide; c'était elle qui proposait de lier connaissance en prenant ensemble quelques rafraîchissemens. Et si l'étranger acceptait, la prise était à peu près certaine...

Dois-je l'en croire? — j'avoue que j'y suis portée, — au milieu de cette effroyable dépravation, Jane avait gardé une invincible horreur pour le vil métier auquel son père, — était-ce bien son père? — avait voulu la vouer dès l'enfance. Elle ajoute qu'elle n'était pas seule à penser ainsi, et que la plupart de ses compagnes, à défaut d'autre scrupule, avaient conservé celui de la fidélité due à l'homme de leur choix. — Jamais, me disait-elle, jamais je n'ai trompé Cannie Jock. Il était toujours là, toujours à portée de m'entendre et de me porter secours. Plutôt que de m'assimiler à ces créatures flétries et fardées qui me coudoyaient autour des hôtels de George-square et de Buchanan-street, je serais allée me jeter la tête la première au fond de la Clyde. — N'admirez-vous pas comme moi, mon ami, cette élasticité de la conscience qui, de façon ou d'autre et de par une logique spécialement sophistique, sur les ruines du devoir méconnu installe, pour ainsi dire, un autre devoir strictement respecté? Je suis convaincue pour ma part que ces malheureuses, dont Jane elle-même repousse l'ignominieuse solidarité, trouvent à se consoler de leur avilissement par la pensée qu'elles ne

(1) *Lassie*, forme écossaise du mot *lass*, jeune fille.

sont jamais descendues jusqu'au vol. Dans un tel conflit d'opinions incompatibles, il est difficile de se prononcer. Sachons seulement en dégager l'hommage indirect que rendent à la probité comme à la chasteté féminine ces pauvres êtres réduits par leur paresse, leur ignorance et leur misère, à transgresser régulièrement l'une ou l'autre de ces vertus.

Tôt ou tard le jour de l'expiation devait arriver. Un soir où elles s'étaient trop hâtées de mettre à profit l'ivresse incomplète de leur victime, attirée par elles dans une arrière-taverne, l'étranger que les deux jeunes filles avaient dévalisé s'aperçut, après le départ de Jane, que sa bourse venait de lui être enlevée. Mary fit tête à l'orage, mais sans qu'une fouille, vainement pratiquée sur elle par les soins de la police, convainquît les agens de son innocence. Ils la connaissaient trop bien pour s'y laisser prendre. La complice disparue n'était pas non plus difficile à dépister. Elle s'était réfugiée chez Loggie, qui, toujours prudent, lui avait conseillé de quitter la ville jusqu'au moment où le scandale serait assoupi. Peut-être eût-elle suivi ce sage conseil, si, comme autrefois, elle n'eût point connu la retraite habituelle de Cannie Jock; mais à la fin il l'avait crue digne de sa plus entière confiance, et Jane alla l'attendre dans le taudis qu'il partageait avec quatre ou cinq autres drôles de son espèce. C'était le pendant de *New-Vennel*. Jane y arriva sur les huit heures du soir. A minuit, seul de tous les habitués, Ewan n'était pas rentré au bercail. Peut-être avait-il vent du désastre. Les autres résidans, revenus l'un après l'autre, épiaient Jane d'un air curieux et gêné. A la longue et malgré l'inquiétude qui la travaillait, ses yeux se fermèrent. Tout à coup elle fut réveillée en sursaut par le bruit de la porte, rudement heurtée. La maîtresse de l'établissement, vieille sorcière à cheveux gris, sortit d'une espèce de niche pratiquée à l'angle du toit mansardé. — Qui est là? demanda-t-elle, feignant de ne pas deviner ce dont il s'agissait.

— Ouvrez, ouvrez, répondit une voix impérieuse... Vous savez de reste que c'est la police...

A ce mot redouté, les trois ou quatre vauriens étendus çà et là se redressèrent et de l'œil semblèrent s'interroger; puis leurs regards allèrent chercher Jane, qui tremblait de tous ses membres. — Cachez-moi, cachez-moi, leur disait-elle.

— Taisez-vous, petite sotte, répliqua la mégère... Peut-être n'est-ce rien qui vous regarde... Et d'ailleurs ils ne vous mangeront pas.

On ouvrait cependant, et les agens se montrèrent sur le seuil. — Dormez, la vieille, ce n'est pas vous qu'on demande, dit tout d'abord le chef de l'escouade; puis ses yeux exercés discernèrent

l'enfant, qui cherchait à se dissimuler derrière le relief de la cheminée. — Jeannie, continua-t-il sans changer de ton, vous allez nous accompagner au bureau.

— Très bien, répondit Jane affermissant sa voix, et après deux ou trois pas vers la porte : — Que me veut-on? reprit-elle.

— Pas grand' chose, j'imagine... D'ailleurs on vous le dira... C'est peut-être un malentendu.

— Probablement, ajouta l'enfant avec une assurance de commande.

Mais le témoignage formel de l'homme volé devait prévaloir contre toutes les dénégations mensongères de Jane, qui, une demi-heure après, alla retrouver Mary Loggie sur le lit de camp du dépôt. Ces deux jeunes filles y étaient pêle-mêle avec une douzaine de prévenues, triées parmi ce que Glasgow a de pis, et c'est beaucoup dire. La terreur dont Jane avait été prise pendant l'interrogatoire préliminaire du magistrat de police se dissipa au bruit des rires, des chansons, des libres propos qui se croisaient autour d'elle dans l'air infect de cette obscure latomie. On se moquait de son inexpérience et de ses anxiétés. — Que craignez-vous donc? lui dit une de ces créatures... C'est votre première affaire;... vous en avez au plus pour quelques jours de prison. Plus d'une ici voudrait être à votre place!.. Et la prison elle-même, quelle idée vous en faites-vous, que vous ayez si grand' peur?... La maison est propre, on n'y connaît pas la faim, et il ne faut pas longtemps pour apprendre à fabriquer de l'étoupe.

Sur ce thème, chacun brodait à qui mieux mieux, et le plus lestement du monde. Seulement, comme on amenait à chaque instant de nouvelles captures, l'air allait s'épaississant toujours, et Jane se vit en passe d'être asphyxiée. On s'endormait autour d'elle, et le sommeil la gagna. La distribution de pain et d'eau fraîche eut lieu, comme à l'ordinaire, dès la première aube. Tout en déjeunant, la prisonnière novice sentit revenir ses anxiétés de la veille. Le stoïcisme de sa compagne lui faisait envie. — Comme vous prenez ceci froidement! lui dit-elle étonnée. — Vous verrez, vous verrez tout à l'heure, répondit Mary avec un sourire énigmatique. Par le fait, devant le magistrat de police, et tandis que Jane promenait de toutes parts ses yeux effarouchés, Mary Loggie se répandit en protestations larmoyantes, jurant qu'elle était innocente, rejetant tout sur le misérable qui avait abusé de sa jeunesse pour la mener dans une taverne, niant qu'elle eût jamais eu le moindre rapport avec Cameron, et que sais-je encore?... C'était là de l'éloquence perdue, et l'ensemble des témoignages ne pouvait laisser aucun doute dans l'esprit du *bailie*. Mary avait déjà comparu devant lui,

Jane au contraire lui était encore inconnue. Son embarras sincère, sa tournure et sa mine enfantine, surtout son assiduité au travail de la fabrique, lui furent comptés comme autant de circonstances atténuantes. On ne voulut voir en elle que la complice d'une jeune fille plus âgée, plus expérimentée, déjà flétrie par des antécédens désastreux, et tandis que Mary était condamnée à soixante jours de détention, Jane fut envoyée pour vingt jours seulement à la prison de Glasgow. Elle n'avait pas quatorze ans!

Peut-être eût-il suffi de quelques circonstances favorables pour donner à ce premier châtiment une efficacité durable. Jane arrivait émue de terreur, avec un commencement de remords qui aurait pu la rendre accessible aux pieuses exhortations du chapelain et de la jeune femme qui venait chaque jour lui expliquer la loi de Dieu (1). Celle-ci surtout, qui lui inspirait une certaine affection, aurait eu prise sur ses convictions sans l'influence pernicieuse de la compagne que le hasard avait assignée à Jane, et avec qui elle partageait, vu l'encombrement de la prison, sa petite cellule. C'était une voleuse émérite, rompue à tous les stratagèmes du métier, de plus hypocrite consommée, qui masquait sa perversité haineuse sous les dehors les plus décens et les plus graves. Pendant la première visite du *gouverneur*, dont les paternelles exhortations avaient ému la jeune prisonnière, Elisabeth Harber semblait édifiée et contrite; mais à peine avait-il tourné le dos : — N'écoutez pas cet homme, dit-elle à Jane,... il ne pense pas un mot de ce qu'il vous prêche... Et, pour la mieux persuader de cette vérité, l'honorable vieille se hâta d'ajouter mille détails calomnieusement apocryphes. De même à l'égard du chapelain, qu'étonnait la profonde ignorance de sa nouvelle ouaille, et à la commisération duquel Harber feignait de s'associer. — Hélas! disait-elle avec componction, cette pauvre petite n'est guère plus instruite qu'un animal... J'ai fait mon possible pour lui expliquer certains passages de la Bible, sans en rien obtenir que ce même regard effaré dont elle accueille vos précieux enseignemens. — Une révérence profonde accompagnait ces mots, prononcés au moment où le digne ministre allait sortir; mais, dès qu'il fut dehors, la vieille sorcière s'en dédommagea par une horrible grimace et un bond menaçant vers la porte qui venait de se refermer. Il n'en fallait pas tant pour que Jane, distraite de toute idée sérieuse et riant aux éclats de cette pantomime grotesque, fût rendue à l'obsession d'un bavardage continuel qui, tout en la fatiguant, la domptait. Dix jours de prison

(1) *Scripture-reader*. Cet emploi, quelquefois salarié, quelquefois aussi est volontairement rempli, à titre gratuit, par une femme du monde vouée aux bonnes œuvres.

suffirent d'ailleurs pour lui rendre insupportables, succédant à la liberté du vagabondage, la règle austère, le travail régulier, la routine monotone auxquels il fallait se soumettre; mais plus excédans encore lui semblaient les propos à peu près ininterrompus de sa compagne, qui ne dormait guère, et durant une partie de la nuit la forçait d'écouter ses interminables commérages, mêlés çà et là de funestes conseils. Pas un personnage suspect, à Glasgow, dont Harber ne pût donner la biographie complète. Elle connaissait Cannie Jock et le frère de Cannie Jock, transporté depuis plusieurs années. Il ne fallait pas, selon elle, se risquer avec un écervelé de ce genre. Elle parlait de la mère de Jane comme d'une pauvre folle adonnée au whiskey, et de son père comme d'un gaillard retors qui ne faisait jamais de vieux os dans le même endroit. A Jane elle-même elle promettait monts et merveilles, si, une fois libérées, elles mettaient en commun l'une sa jeunesse, l'autre son expérience. Ces propositions n'avaient rien de très séduisant pour la pauvre enfant affamée de sommeil qui l'écoutait bouche béante et les yeux mi-clos; en revanche elle goûtait assez, dans les propos de Harber, ceux qui la réconciliaient avec elle-même en lui montrant sa position actuelle comme le résultat d'une fatalité inexorable. Née, élevée comme elle l'avait été, soumise aux mêmes tentations, quelle jeune fille à sa place n'aurait pas succombé? Quant aux menaces du chapelain, quant à ces châtimens éternels dont il exploitait la terreur, il ne fallait pas s'en préoccuper. Rien de tout cela n'était vrai, ni la Bible ni le reste. — Et d'ailleurs ne faut-il pas vivre? ajoutait Harber; si ceux qui nous voient mourir de faim ne nous viennent pas en aide, doivent-ils s'étonner qu'on cherche à se tirer d'affaire? Qu'on me donne des rentes, je serai vertueuse, et j'irai au prêche tous les dimanches; mais, si je suis réduite à mourir de faim ou à voler, certes j'opterai pour le vol...

Ainsi se passèrent ces vingt jours, durant lesquels toute influence réformatrice avait été paralysée, et qui, laissant au cœur de Jane un vague effroi, n'y avaient déposé aucun germe de bonnes résolutions. Des promesses, elle en avait fait, et beaucoup; mais elle ne songeait guère à les accomplir, lorsqu'une fois hors de prison elle s'achemina tout droit chez les Loggie. Un bon accueil l'y attendait avec cent questions sur la vie qu'elle avait menée dans la geôle de Glasgow. On lui demanda aussi des nouvelles de Mary; mais les deux prisonnières ne s'étaient pas vues une seule fois. Jane, à son tour, désira savoir ce qu'était devenu Jock Ewan; personne n'en savait rien, et nul ne s'inquiétait du personnage. « Il n'est pas des nôtres, disait le vieux Loggie. Il croit en savoir plus long que nous. Vous feriez mieux de saisir cette occasion pour régler son

compte en n'y songeant plus. » Jane toutefois n'était point de cet avis, et se donna bien du mal pour retrouver, en s'informant de lui aux amis communs qu'elle rencontrait par les rues, l'infidèle à qui elle avait la faiblesse de tenir encore. Ils s'étonnaient de la revoir *si tôt;* mais elle n'en obtenait que d'assez vagues renseignemens, faits pour alarmer sa jalousie. — On croyait Ewan avec les Frazer, qu'il ne quittait guère depuis quelque temps,... peut-être pour se consoler de l'absence de Jane. — Celle-ci ne pouvait s'empêcher de penser que, s'il avait eu besoin de consolations, il eût guetté de plus près le moment de sa sortie... Bref, elle revint chez ses amis fort abattue, fort découragée. Loggie, après un décompte savamment établi, lui remit la petite somme à laquelle elle avait droit pour sa part dans l'expédition si malheureuse du mois précédent; à cette occasion, elle voulut traiter ses amis, qui, de leur côté, n'oublièrent rien pour la guérir de sa mélancolie. Ils n'y réussirent qu'à demi; en revanche, ils eurent bien vite effacé de sa mémoire les leçons, les avis du chapelain et de la *scripture-reader*. La trahison de Jock Ewan primait en elle toute autre pensée, et la fausse gaîté qu'elle puisait dans l'étourdissement du *whiskey* déguisait mal les regrets que lui causait cette déception inattendue.

— Si un pareil amoureux m'était échu, disait la sœur aînée de Mary Loggie, je n'aurais de repos qu'après lui avoir rendu la poire au sac... J'attendrais une bonne occasion, et lorsqu'il y songerait le moins, je m'arrangerais pour lui faire passer un ou deux ans sous les verrous. — Jamais cette pensée ne serait venue à Jane; mais, une fois dans sa tête et couvée tout à loisir, elle pouvait, elle devait y germer tôt ou tard.

Ce n'est pas que le raccommodement dût coûter bien cher à l'amant coupable, lorsqu'enfin ils se retrouvèrent. Il en fut quitte, après avoir essuyé une bordée de violens reproches, pour nier effrontément les torts qui lui étaient imputés. Ni les Frazer en général, ni Ann Frazer, — l'objet particulier des jaloux soupçons de Jane, — n'avaient jamais obtenu de lui qu'une parfaite indifférence. Il l'affirmait du moins, et sa maîtresse ne demandait qu'à le croire. La réconciliation fut scellée par quelques verres de *whiskey;* ils allèrent ensuite passer la soirée dans un concert populaire, un *sing-song*, donné dans Bridge-gate, au bénéfice d'un voleur atteint de la fièvre typhoïde, et qui par conséquent se trouvait momentanément sans *ouvrage*.

Dès le lendemain, ils emménageaient ensemble dans *Old-Wynd*, une espèce de *New-Vennel*, que ses cours étroites, ses ruelles obscures, ses passages inextricables ont recommandé de tout temps aux voleurs de Glasgow. Jane Cameron avait toujours regardé cette

vie à deux comme l'idéal de la félicité. Il ne lui fallut pas longtemps pour être désabusée. Malgré les fanfaronnades de Cannie Jock, qui lui annonçait chaque jour une « magnifique affaire, » la chance ne leur était point favorable. L'argent manquait presque toujours au logis, et Jane, plus soucieuse que jamais, bien que le remords ne se fît pas encore jour dans son âme, dut se résoudre à suivre l'exemple maternel en sous-louant *à la nuit* son misérable logement. Peut-être aurait-elle été tentée de rentrer à la fabrique; mais le travail en ce moment n'abondait pas, et les patrons, plus indulgens lorsque l'ouvrage presse, se montraient peu disposés à réadmettre une personne aussi déplorablement notée que l'était désormais la compagne de Jock Ewan. Le pire de tout, c'est qu'elle commençait à déchiffrer le caractère ambigu de cet être pervers à qui son malheureux sort l'avait unie. Ne l'ayant guère connu qu'aux heures de prospérité, il ne lui était jamais apparu comme elle l'entrevoyait dès lors, profondément égoïste, poussant l'ingratitude jusqu'au cynisme et la prudence jusqu'à la couardise. — En vérité, me disait-elle un jour, je ne pourrais expliquer le goût que j'avais pour lui. C'était un poltron, et il me trompait à la journée; personne enfin, si ce n'est moi, ne l'aimait. — Elle l'aimait si bien qu'elle supportait sa tyrannie, ses mauvais traitemens, et que, scrupuleusement fidèle, par son ordre elle volait, par son ordre chaque soir elle allait au dehors lui chercher quelque proie, sans pouvoir en échange de cette docilité, de ce dévouement pervertis, se flatter de lui avoir plu. Tel qu'il m'est apparu dans ses naïfs récits, ce petit misérable avait tous les instincts de la domination la plus despotique sans le courage, qui parfois les rend excusables. Sa lâcheté même fut cause du second « malheur » arrivé à Jane. Il lui avait amèrement reproché de ne rien faire pour le ménage et l'avait menacée de la planter là, si elle persistait dans ce qu'il appelait sa paresse. Elle sortit exaspérée, oubliant toute prudence, et sa première tentative provoqua une arrestation immédiate. Cette récidive lui valut soixante jours de prison avec travail forcé. Mary Loggie, qui s'était glissée parmi la foule jusqu'au pied du tribunal, lui jeta un regard de sympathie. Elle savait au juste, elle, ce que représentait une sentence pareille. Quant à Jock Ewan, il se garda bien de se montrer, et pourtant il ne courait aucun risque.

Cette fois Jane habitait seule sa cellule; les loisirs que lui laissait une tâche ingrate étaient la plupart du temps consacrés à de pénibles réflexions sur l'emploi que Jock Ewan devait faire de sa liberté; mais bientôt d'autres préoccupations succédèrent à celle-ci. Certains doutes lui étaient venus, qu'elle voulut éclaircir. Le médecin de la prison ne les lui laissa pas longtemps. — Pauvre petite!

murmura-t-il, hésitant à lui tout dire... Avant que six mois fussent écoulés, Jane allait devenir mère. Là-dessus il la laissa, surprise d'une telle perspective et distinguant à peine, dans son premier trouble, les émotions bienfaisantes qui se faisaient jour en elle. Le chapelain arriva. Cette fois, écouté avec déférence, il tint un langage tout autrement persuasif. Il n'avait plus à combattre dans les ténèbres un ennemi caché, il n'était plus victime d'une calomnie permanente; une ironie cruelle ne jetait pas son froid venin sur les ardentes aspirations de sa charité. La *lectrice* revint, elle aussi, et ses paroles bienveillantes complétèrent, en les tempérant quelque peu, les sévères enseignemens du ministre. Jane Cameron trouvait dans les visites de cette affectueuse jeune femme les premières vraies consolations qu'elle eût encore goûtées. « Je me sentais changée, dit-elle naïvement... J'avais alors bien franchement regret de mes fautes. Il me semble que, si on m'eût transportée hors du pays, j'aurais pu me corriger une bonne fois pour toutes. »

Les soixante jours s'écoulèrent, et Jane, un peu plus instruite peut-être, peut-être aussi avec quelques faibles velléités de se mieux conduire, se trouva un beau matin dans les rues, où Mary Loggie l'attendait. Elles s'embrassèrent, pleurant presque d'émotion. Jane avait bien en poche une recommandation du chapelain pour une respectable dame qui probablement l'eût mise sur quelque bonne voie; mais ce témoignage de sincère amitié que lui donnait Mary, et qui la lui rendait encore plus chère, lui fit pour le moment tout oublier. Puis il fallait bien savoir où en était Jock Ewan. — Ne parlons pas de lui, dit Mary détournant la tête avec embarras. — Au contraire il en fallut parler et longuement. — La police et Cannie Jock étaient « en délicatesse. » Il avait dû quitter *Old-Wynd*, et s'était réfugié chez les Frazer. D'accord avec un autre couple de mauvais sujets, Annie Frazer et lui avaient fondé une espèce de maison. Jane Cameron était cette fois bien complétement, bien ouvertement délaissée. En écoutant, indignée, ces navrans détails, Jane déchirait, sans trop savoir ce qu'elle faisait, la lettre du bon chapelain. Il était bien question, ma foi! de chercher un refuge, un *reformatory* quelconque!... La vengeance d'abord! on verrait ensuite. Pour se venger, il fallait rester libre; pour rester libre, retourner chez les Loggie. Pour y payer sa dépense, il fallait;... mais cette fois Jane déploya une prudence infinie. Cannie Jock auprès d'elle eût semblé téméraire. Elle vécut ainsi trois mois entiers, au bout desquels ses hôtes eurent à leur tour des « malheurs. » Loggie et sa femme allèrent en prison. Leurs enfans se dispersèrent. Mary Loggie, Jane et une autre jeune fille nommée Clarkson montèrent un établissement commun; en d'autres termes, elles prirent à elles trois un logement

dans *New-Vennel*. C'était, pour Jane, revenir au pays natal. Dans la même maison était installée une association de malfaiteurs dont elles devinrent les « appats » vivans. En un mot, l'ancienne vie et peut-être pire!...

Jane Cameron et Jock Ewan s'étaient quelquefois rencontrés, mais sans se parler. Pour rien au monde, elle n'eût adressé le moindre reproche au père de l'enfant qui allait naître. Sa haine, sourde et muette, se repaissait d'elle-même. La nouvelle maîtresse, la préférée, se pavanait parfois, et jetait un regard de pitié sur la malheureuse qu'elle avait fait oublier. Jane baissait les yeux sous ce regard, et l'ajoutait au trésor de ses injures encore non vengées. Changeant de domicile à chaque instant, Jock Ewan n'hésita point à prendre domicile dans *New-Vennel*, qui lui offrait probablement quelques convenances spéciales. Plus souvent que jamais, sans se parler, Jane et lui échangèrent des regards où le défi de l'un répondait à la menace de l'autre. Enfin l'occasion si patiemment guettée vint à s'offrir. Un vol fut commis dans *New-Vennel*. Il donna lieu par grand hasard à une dénonciation régulière. Ewan, soupçonné d'y avoir pris part, pressentit que la police aurait des explications à lui demander. Il disparut tout à coup. Annie Frazer, qui n'avait rien à démêler dans cette affaire, crut devoir tenir tête à l'orage, et demeura dans le domicile commun. Pour la première fois Jane Cameron lui chercha ouvertement noise un soir que sa voisine rentrait d'un pas légèrement inégal et la tête un peu excitée par la boisson. — Voilà donc l'oiseau parti, pauvre Annie?... A votre tour, ma chère... Vous ne le reverrez plus...

— Croyez-vous?... Il m'aime trop pour cela.

— Laissez-le quitter Glasgow, et sifflez ensuite pour qu'il revienne!

— Je ne siffle pour qui que ce soit, ma belle.

— Après cela, peut-être que je me trompe... Vous savez sans doute où il est?

— Si je le savais, ce n'est pas à Jeannie Cameron que j'irais le dire... — Là-dessus Frazer mit fin à la dispute en jetant sa porte au nez de Jane.

Telle fut leur première escarmouche, dont Cameron ne parut avoir gardé aucun mauvais souvenir, car le samedi soir, dans Saltmarket, on la vit honorer de sa préférence une *public house* où Frazer faisait grande dépense et grand bruit. Mary Loggie, prenant le rôle de conciliatrice, voulut que les deux ennemies, oubliant leurs griefs réciproques, échangeassent quelques toasts. Annie était d'humeur joviale et communicative; elle se louait des générosités d'un invisible ami qui, disait-elle, ne la laissait manquer de rien,

et lui fournissait amplement de quoi boire à sa santé. Jane se garda bien de ne pas deviner le nom de cet ami, et on vida quelques verres de whiskey en l'honneur de Cannie Jock; mais petit à petit les cartes se brouillèrent. Jane mit en doute la confiance que ce prudent personnage pouvait avoir dans sa maîtresse actuelle, et traita formellement de *vanteries* ce que cette dernière affirmait à ce sujet. Frazer, qui n'était plus de sang-froid, se contenait à peine. Une dernière raillerie, mieux adressée que les autres, la mit hors d'elle, et, pour prouver qu'elle savait où prendre Jock Ewan, elle livra le secret de sa retraite. Ceci parut confondre Jane Cameron, qui demeura bouche close, et se laissa pacifiquement emmener par quelques tiers officieux.

De retour dans *New-Vennel*, le cœur lui battait devant l'image énormément grossie des crimes dont Jock Ewan s'était rendu coupable envers elle. La préférence qu'il accordait à une femme comme Annie Frazer, — une femme qu'elle haïssait, qu'elle méprisait entre toutes, — lui semblait impardonnable. La vengeance, — cette vengeance que tant de fois elle s'était promise, — était là, sous sa main, car elle n'avait eu garde d'oublier l'adresse fatale dont Annie Frazer, égarée par l'ivresse, avait trahi le mystère. Il fallait se hâter de saisir cette occasion, qui peut-être ne se représenterait plus. Quelques heures encore, et le fugitif serait sur ses gardes. Elle voulut descendre pour réfléchir posément, en plein air, à ce qui la troublait, l'agitait si violemment, et mettre un peu d'ordre dans ses pensées. Une fois dans High-street, elle rencontra, comme cela ne pouvait guère manquer, un agent de police à qui elle était connue. Le *detective* anglais a le privilége d'une certaine bonhomie narquoise et souriante. Il est poli, même complimenteur, et ne se refuse pas une plaisanterie de temps à autre, quand c'est une femme qu'il s'agit de faire jaser. En revanche, ses oreilles sont au guet et ne perdent pas un mot : — Cela va bien, Jenny?... Et Cannie Jock, qu'en faites-vous, mon enfant?

Pure plaisanterie, cette question; le *policeman* savait fort bien à quoi s'en tenir sur la brouille de Cameron et de son ancien préféré. Dans la disposition d'esprit où était la rivale d'Annie Frazer, le côté railleur de l'allusion ne fut pas méconnu, on peut le croire. — Il n'est pas probable que je sache où le trouver... C'est bien cela que vous voulez dire?

— Tout précisément, ma petite... — En répondant ainsi, le subtil *policeman* avait néanmoins pris note d'un vague sourire, d'une expression passagère, d'une nuance d'accent, qui lui donnaient à penser. Il n'en fit pas semblant et continua l'entretien en homme qui sait faire jouer plus d'un ressort, solliciter plus d'une passion

secrète, provoquer l'indiscrétion par mille moyens détournés. Le *whiskey* aidant, car Jane n'était pas de sang-froid, il l'eut bientôt confessée. — Ne me nommez pas, lui cria-t-elle en prenant la fuite, plus honteuse de sa dénonciation qu'elle ne l'avait jamais été d'aucun de ses précédens méfaits.

A peine l'avait-elle quitté, le remords la saisit. Elle voulut courir après lui pour le prier de ne pas mettre à profit la fatale indication. Peine perdue bien évidemment! Irait-elle prévenir Ewan? Il était déjà trop tard. La police aurait sans doute pris les devans. Au moins fallait-il s'assurer de ce qu'il deviendrait. S'acheminant donc vers le *close* où il se cachait, elle se posta de manière à guetter tout ce qui en sortirait, et, comme elle l'avait bien prévu, elle vit descendre lentement, entre deux agens, le misérable qu'elle avait tant aimé. En ce moment, elle aurait donné sa vie pour le délivrer. « — Non par amitié, disait-elle, il ne m'en restait aucune, mais parce que j'avais si mal agi envers lui! » Mary ne comprenait rien à ce remords. Quand elle eut à grand'peine deviné ce qui pesait sur la conscience de sa compagne : — Allons donc! s'écria-t-elle, Cannie Jock n'a que ce qu'il mérite. — Peut-être, répondit Jane, mais cela me portera malheur... Cette superstition est pour beaucoup dans la répugnance que les voleurs ont à se trahir l'un l'autre. — Effectivement, me disait Jane en me racontant cet épisode, à partir de ce moment, tout se tourna contre moi, et je n'avais rien à dire, car c'était justice.

Jock Ewan, dont je n'aurai plus à vous parler, fut condamné à sept ans de détention. Annie Frazer, n'ayant pas le moindre souvenir de ce qui était échappé à son ivresse, ne soupçonna pas Jane d'être pour quelque chose dans ce désastre, dont un ami du prisonnier la consola promptement. Quant à Jane, bourrelée de remords, elle n'avait plus le cœur à rien, et sans l'amitié dévouée de Mary, impossible de savoir ce qu'elle fût devenue. Le terme de sa grossesse approchait. Pendant tout le dernier mois, elle se vit hors d'état de sortir. La misère l'envahissait de toutes parts, et dans ce moment-là même la seconde de ses compagnes, Clarkson, emmenée par son *pal*, qui venait de quitter la prison, les laissa, elle et Mary, aux prises avec des difficultés aggravées par ce départ. Au lieu de se partager en trois, le loyer dut être payé par moitié. Il était de quinze *pence* (1) par semaine. Dans ces angoisses, les conseils du chapelain revenaient parfois à l'esprit de Jane. Elle songeait à la mort, à la nécessité du repentir; mais quoi? tout le monde, Mary la première, lui aurait ri au nez, si elle se fût avisée

(1) 1 franc 50 centimes environ.

de manifester le moindre scrupule de conscience. Non, non, il était trop tard... Elle n'avait pas quinze ans, et il était trop tard!

Mary Loggie déployait pourtant une merveilleuse activité. Sur elle pesaient tous les menus soins du ménage. Elle empruntait, mendiait, volait à l'occasion pour subvenir aux dépenses inévitables. Ce fut grâce à elle qu'une femme expérimentée en ces sortes de choses se chargea de pourvoir aux difficultés de la délivrance. Quinze jours auparavant, il fallut quitter *New-Vennel*, où on ne voulait plus garder les deux jeunes filles trop fréquemment insolvables; elles trouvèrent asile chez une mendiante irlandaise, gratuitement installée dans un de ces logis abandonnés dont nous avons parlé plus haut. C'était en somme une personne obligeante, qui se contentait de promesses quand on n'avait rien de mieux à lui donner, et dont l'imperturbable bonne humeur soutenait de temps en temps le moral de Jane. Un jour qu'elle l'entendait se désespérer, et que le mot de « maison de travail » avait même été prononcé : — Allons donc!... n'ayez pas de ces idées-là, lui dit la vieille mendiante. Il vaudrait encore mieux voler quelque chose tout exprès pour vous faire mettre en prison. — Cet expédient ne fut point accepté. A la prison, qu'elle connaissait, Jane préféra la lutte. Les jours passaient. L'enfant vint au monde. Jane crut qu'elle allait mourir, et dans ce moment suprême se repentit de la vie qu'elle avait menée. Quant au nouveau-né, à peine y songea-t-elle tout d'abord. « Je ne l'aimai que le lendemain, me disait-elle simplement, mais le lendemain je l'aimai beaucoup. » Il était, comme elle, venu au monde sur un tas de copeaux, dans une chambre où les voisins entraient pêle-mêle. C'étaient pour la plupart des Irlandais, beaucoup de mendians, et dans le nombre quelques voleurs. Tous s'intéressaient à cette mère si jeune et réduite à un si complet dénûment. Les femmes surtout l'entouraient de rudes prévenances, et, prenant sur leur chétif ordinaire, lui apportaient qui un peu de lait, qui un débris de poisson, qui un morceau de pain durci dans le bissac. Pourtant Jane restait faible et ne se remettait point. Au bout de quinze jours, les commères surprises commencèrent à murmurer « qu'elle faisait sa grande dame. » Aucune d'elles, en pareille circonstance, ne demandait un si long délai pour se retrouver sur pied. Jane se consolait de leurs reproches en embrassant le nouveau-né, dont elle commençait à raffoler, n'ayant encore eu jusqu'alors rien à aimer... si ce n'est Ewan. Mary Loggie, aimante aussi à sa manière, mais femme positive et pratique, ne comprenait rien à une pareille adoration. — Ce petit être va vous donner de fiers embarras, disait-elle à son amie... Qu'en ferez-vous quand vous serez remise?

— Et qu'en font les autres? demandait Jane.

— Les autres ne sont pas comme vous,... ni si jeunes, ni si pauvres, ni si abandonnées, répliquait Mary... Croyez-moi, le perdre serait un bonheur... L'idée de ce *bonheur* glaçait le sang de la jeune mère; étreignant son enfant sur sa poitrine, elle prenait en horreur Mary et leur hôtesse quand elles lui tenaient de pareils propos.

Un soir elle descendit pour prendre l'air, — Dieu sait quel air elle respirait la plupart du temps! — et quand il fallut remonter son étroit escalier, elle trouva cette tâche presque au-dessus de ses forces. Pourtant il fallait se résoudre à gagner quelque chose de manière ou d'autre. Ses dettes augmentaient chaque jour, la patience manquait à ses voisins; ils ne supporteraient pas longtemps les charges qu'elle leur imposait. Perdue dans ces tristes réflexions et berçant son enfant, qui ne s'endormait guère, elle entendit l'horloge sonner deux heures du matin. Jamais Mary ne rentrait si tard. Elle aimait, disait-elle, ses nuits franches. Où donc était Mary? Trois heures, puis quatre, et Mary ne revenait point. Jane se tourmentait de plus en plus, assiégée de sinistres pressentimens, malgré les propos rassurans de son hôtesse, dont elle troublait le sommeil. Bientôt elle n'y tint plus, et son enfant dans les bras, l'abritant d'un mauvais châle, pieds nus, à peine vêtue, elle se traîna jusqu'au bureau de police, dans High-street. Là, derrière leurs pupitres, trois ou quatre commis se succèdent nuit et jour, enregistrant les noms des prévenus, les dépositions sommaires des témoins, les rapports des *policemen*. Jane s'avança vers l'un d'eux : — Pourriez-vous me dire, monsieur, si Mary Loggie est ici?...

— Vous dites?...

— Mary Loggie.

L'écrivain posa sa plume, et tournant le feuillet qu'il était en train de noircir : — Oui, dit-il, étouffant à grand'peine un bâillement expressif.

— De quoi est-elle accusée?

— De vol, fut-il répondu sans autre explication.

Jane serra contre sa poitrine l'enfant endormi. Qu'allaient-ils devenir tous deux maintenant que Mary n'était plus là?

E.-D. Forgues.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

VENISE ET L'ITALIE

I. *Documens et Pièces authentiques* laissés par Daniel Manin, traduits et annotés par M. Planat de La Faye, 2 vol. in-8°. — II. *Daniel Manin*, par M. Henri Martin. — III. *Lettere di Daniele Manin*, con note e documenti sulla quistione italiana, 1 vol. in-18. — IV. *La Vénétie en 1864*, 1 vol. in-8°, etc.

Les prodiges de la force ont cela de caractéristique et presque de rassurant que seuls, réduits à eux-mêmes, ils ne tromperaient pas longtemps la conscience humaine. Ils ont besoin, pour se relever et s'ennoblir, d'appeler à leur aide quelque grande idée sous laquelle ils s'abritent, quelque cause généreuse dont ils se font une alliée, quelque droit méconnu qu'ils traînent à leur char de triomphe. L'idée morale, le droit en souffrance dans la guerre qui finit, c'est Venise. C'est ce prestige d'une population captive qui un moment a fait passer sur tout le reste et a rejailli jusque sur la Prusse elle-même. C'est à cause de Venise que l'Italie a pu mettre sa main dans une main allemande et signer un pacte imprévu avec une puissance qui naguère encore, lorsqu'elle n'avait pas été subitement éclairée par son ambition, était la première à lui disputer son affranchissement et ses frontières. C'est Venise qui a ruiné la cause de l'Autriche, qui l'a ruinée doublement, en disséminant ses forces et en détournant d'elle toute sympathie libérale. De bonne foi, s'il n'y avait eu Venise, la conscience universelle, la conscience française surtout n'eût-elle pas ressenti d'autres impressions? Elle serait restée froide peut-être devant ces combattans d'Allemagne alliés de la veille dans la guerre de Danemark; peut-être eût-elle hésité, et si à tout prix elle avait dû faire un choix, elle ne se

serait pas prononcée contre l'Autriche. Là, dans cette province captive, sur ce dernier fragment de sol italien soumis à la domination étrangère, là donc est la clé des mouvemens de l'opinion si violemment partagée. Pour la France, cette délivrance de Venise était la fille de la guerre de 1859. Pour l'Italie, c'était le dénoûment de ce travail d'unification qui était allé trop loin pour rétrograder, et qui ne pouvait plus se sentir en sûreté tant qu'il n'était pas allé jusqu'au bout. Pour l'Autriche elle-même, c'est la fin d'une situation fausse où sa politique ne s'est attardée que pour dévorer plus complétement l'amertume d'une perte sans compensation et sans gloire.

Céder la Lombardie à la France et par les mains de la France à l'Italie après une guerre malheureuse, ce n'était rien pour l'Autriche, ou du moins ce n'était que rendre les armes après le combat à des antagonistes naturels. Céder la Vénétie en pleine victoire sur l'Italie, la céder tardivement et précipitamment par un de ces expédiens qui ne détournent aucune catastrophe, se soulager du fardeau d'une province incommode entre les mains de la France, dont les armes ont affranchi l'Italie, pour suspendre en Allemagne la marche de la Prusse, de qui elle n'avait pu attendre jusque-là qu'une garantie de ses possessions italiennes, c'est là un de ces jeux embrouillés de la fortune qui mettent diplomatie et politique aux abois. Je ne sais s'il y eut jamais un plus soudain écroulement de tout un ordre de choses et aussi une plus sanglante, une plus bizarre dérision de la force. Assurément l'Autriche n'avait rien négligé pour se tenir prête à défier la puissance des événemens, pour vaincre la logique qui l'étouffait dans sa domination de jour en jour plus précaire. Elle avait fait ce qu'elle avait pu : moralement menacée, elle s'était armée matériellement. Repliée au-delà du Mincio et du Pô depuis 1859, elle avait prodigué l'art et les millions à se rendre inexpugnable dans sa citadelle du Vénitien. Son quadrilatère, elle en avait fait une enceinte impénétrable, hérissée de fer et de feu. Les défenses de Mantoue avaient été doublées. Vérone était devenue un camp retranché où cent cinquante mille hommes pouvaient tenir à l'abri d'une triple ligne d'ouvrages nouveaux. Exposée à être tournée par le Pô inférieur depuis que l'Italie allait jusqu'à Ferrare et jusqu'à la rive droite du fleuve, l'Autriche s'était hâtée de fermer ce passage en accumulant les travaux autour de Rovigo, vers Polesella et Bovara. Et Venise elle-même, Venise déjà difficile à prendre en 1859, était devenue peut-être imprenable. Isolée dans ses lagunes, au milieu de ses îles, reliée au continent par le pont du chemin de fer que couvrent les fortifications de Malghera, séparée de la mer par cette lisière de terre à travers laquelle s'ouvrent les

ports du Lido, de Malamocco, de *tre Porti*, Venise n'était plus qu'une citadelle flottante. Chaque île était un fort, chaque position était gardée, chaque passage était obstrué. On ne pouvait forcer une ligne que pour se retrouver en face d'obstacles nouveaux, devant tout un système de feux imprévus. Rien donc ne manquait à cette défense maritime et terrestre combinée de façon à garantir la puissance autrichienne contre un soulèvement intérieur aussi bien que contre une attaque extérieure. A quoi tout cela a-t-il servi? L'Autriche a voulu jouer jusqu'au bout cette redoutable et compromettante partie; elle l'a perdue, et comme pour rendre plus saisissante cette irrémédiable décadence de la domination impériale au-delà des Alpes, ce n'est pas même devant les armes italiennes que toutes ces défenses sont tombées; le coup a été porté ailleurs, sur un champ de bataille de Bohême, et c'est ainsi que du sein de ce déchirement sanglant, qui a embrassé l'Allemagne et l'Italie, Venise sort libre, affranchie sans avoir été conquise, par la toute-puissance de son droit, par la victoire des aspirations qui la font italienne. Elle sort de la lutte avec la popularité de son passé et de ses malheurs, avec ce double et douloureux prestige d'une province qui a été la dernière à tomber sous le joug étranger, il y a près de soixante-dix ans, par les mains de la France, et qui renaît la dernière à la vie nationale, un peu aussi heureusement par les mains de la France.

I.

C'est là en effet toute l'histoire de Venise : soixante-dix ans de captivité entre dix siècles d'indépendance locale, et cette destinée plus libre, plus largement nationale, qui commence à peine pour elle au sein d'une Italie renouvelée. On a dit quelquefois, et on a pensé peut-être enchaîner d'un mot l'avenir, que, de toutes les parties de la péninsule, Venise était la moins italienne, qu'elle était par conséquent la moins faite pour aller se perdre dans cette révolution de l'unité qui arrive aujourd'hui à son terme. Cela ne signifie qu'une chose, c'est que plus longtemps que toute autre contrée de l'Italie Venise a vécu de sa vie propre. Plus longtemps que toute autre et plus que toute autre, elle a eu son génie, ses traditions, ses mœurs originales, sa diplomatie active, ses arts, son commerce, tout ce qui fait une nationalité vivace et indépendante. Moins que toute autre contrée italienne, elle a été foulée par les dominations étrangères. Tandis que royaumes et duchés, de Naples jusqu'à Modène, restent incessamment livrés aux ambitions rivales qui se disputent les souverainetés et vont chercher leurs appoints au-delà des

Alpes, Venise, maîtresse d'elle-même, se développe et s'agrandit; elle règne par la navigation, elle se mêle aux affaires européennes; d'une main patiente et hardie, elle amasse tous ces territoires de Trévise, de Vicence, de Vérone, de Brescia, du Frioul, de l'Istrie, qui ont formé la Vénétie, tous ces pays au-dessus desquels la ville des lagunes s'élève comme une brillante suzeraine. Elle se concentre dans sa politique et dans son indépendance jusqu'à s'y assoupir, jusqu'au jour où la séve est épuisée, où cette population d'aristocrates déchus, de petits nobles besoigneux et de pêcheurs, qui s'est appelée la république de Saint-Marc, s'affaisse au milieu des séductions énervantes, dans cette inaction de deux siècles qui la conduit à la mort, je veux dire à la servitude de 1797.

De là ce je ne sais quoi de distinct que Venise garde dans son éclat et jusque dans ses malheurs, dans sa manière de vivre et même dans sa manière de mourir. Elle ne ressemble ni à Naples, ni à la Toscane, ni au Milanais; par son rôle de gardienne d'une des portes de l'Italie, elle ressemblerait plutôt au Piémont, si ce n'est que le Piémont reste viril par l'habitude de l'action, et qu'au jour du péril Venise en est encore à discuter sur la neutralité armée ou désarmée au milieu des invasions qui la pressent de toutes parts. Lorsque le jeune conquérant de l'Italie, arrivant sur l'Adige en 1796, prenait de sa main victorieuse cette république effarouchée et expirante pour la laisser retomber aux mains de l'Autriche, cette crise suprême et définitive n'avait sans doute rien d'imprévu, elle n'était que la suite d'une longue décadence. Vingt-cinq ans auparavant, dans un mémoire secret adressé à Louis XV, le comte de Broglie écrivait avec une clairvoyance singulière (1) : « La république de Venise touche peut-être de bien près au moment d'éprouver les effets lents, mais sûrs et toujours funestes d'un système passif... Elle n'a plus d'autres voisins que le seul qui pourra et voudra l'accabler. C'est lui qui l'entoure et l'enferme de tous les côtés, excepté de la mer et du Pô... Presque entièrement désarmée et entourée de toutes parts, que pourrait-elle opposer à une armée qui peut-être ne se déclarerait et n'entrerait en action qu'au milieu de son territoire?... » Venise périssait de faiblesse par la corruption de son aristocratie gouvernante. Le jeune vainqueur de l'Italie n'accomplissait pas moins un acte aussi injuste qu'imprévoyant en se faisant l'instrument de cette chute, en payant de la cession de la Vénétie la paix et la cession de la frontière du Rhin pour la France. D'un côté il fondait la politique extérieure de la

(1) Voyez le livre intéressant récemment publié sous ce titre : *Correspondance secrète inédite de Louis XV sur la politique étrangère avec le comte de Broglie, Tercier,* etc. par M. Boutaric, 2 vol. in-8°; Henri Plon.

révolution française sur une trahison, sur le trafic d'un peuple; il étouffait brutalement une indépendance, il tuait une république qui s'offrait à lui, qui n'avait qu'à se réformer pour vivre, et par une ironie de la force, après l'avoir désarmée, il lui disait de se défendre contre les nouveaux maîtres auxquels il la livrait. D'un autre côté, par un calcul d'ambition et dans son impatience d'en finir pour paraître en pacificateur aux yeux de la France, Napoléon ne s'apercevait pas qu'en signant le traité de Campo-Formio, contre les instructions plus prévoyantes du directoire, il laissait à l'Autriche plus qu'il ne lui retirait, qu'il lui créait une force bien autrement menaçante en la plaçant sur l'Adige, en lui abandonnant toutes ces provinces du Frioul, du Trevisan, du Vicentin, du Padouan, qui se reliaient à l'empire et formaient avec lui une masse compacte; il ne prévoyait pas surtout, il ne pouvait pas prévoir qu'il laissait entre les mains de l'Autriche un titre de domination qu'elle a pu perdre un instant par la paix de Presbourg, mais qu'elle a fait revivre au jour de la liquidation générale des territoires en reprenant toutes ses possessions d'Italie, et qui a pesé pendant plus d'un demi-siècle sur la politique de la France. Et à quel moment ce jeune victorieux livrait-il ainsi Venise aux vieilles convoitises impériales? Au moment même où il se présentait en libérateur au-delà des Alpes et où il faisait de la Lombardie une république.

Il est donc vrai, jusque dans cette dernière catastrophe comme dans le passé, une sorte de fatalité semble tenir séparées les destinées de Venise et de l'Italie. Lorsque l'Italie est submergée sous le flot des invasions étrangères incessamment renouvelées, Venise est indépendante et libre. Lorsque la Lombardie est à demi affranchie, c'est Venise qui tombe sous le joug étranger, qui ne compte plus que comme rançon dans les combinaisons de la politique européenne. Depuis soixante-dix ans, elle ne joue plus que ce rôle. Sait-on ce qui a vaincu cette fatalité et ce qui a le plus contribué à faire Venise italienne? C'est justement cette catastrophe de 1797, source et mère de toutes les épreuves qui se sont succédé, principe d'une mystérieuse transformation morale qui suit son cours à travers les événemens. On pourrait dire que ce jour-là c'est le passé qui finit personnifié dans ce vieux doge, Lodovico Manin, qui s'évanouit au moment de prêter serment aux Autrichiens, et c'est l'avenir qui commence. C'est la vieille Venise des doges et du grand conseil qui est morte à Campo-Formio, et à sa place est née une Venise nouvelle rajeunie par l'esprit de nationalité et de démocratie.

Je ne veux pas dire que dès ce moment Venise ait cessé d'être Venise, que ses traditions aient été subitement déracinées, que les souvenirs de Saint-Marc aient perdu leur fascination et leur pres-

tige : c'est au contraire par la fidélité à ses traditions que Venise a gardé une sorte d'indépendance intérieure, qu'elle est restée moralement maîtresse d'elle-même en cessant d'être une puissance reconnue; mais en même temps à ce patriotisme local toujours survivant est venu s'ajouter un sentiment plus libre, plus large. Ce que l'instinct purement vénitien a pu perdre dans une certaine mesure, le sentiment italien l'a gagné dans l'âme de cette population vaincue sans combat, exaspérée par la servitude et provoquée par une invincible logique à se rapprocher des autres parties de la péninsule, à confondre ses destinées avec celles du reste de l'Italie. Le traité de Campo-Formio, en brisant les vieilles formes de la république aristocratique des lagunes, avait préparé cette fusion morale; l'union passagère des provinces vénitiennes et des provinces lombardes dans le royaume d'Italie l'a certainement accélérée en faisant pénétrer jusque dans la ville des doges l'esprit de réforme civile, l'esprit même de la révolution française. Quarante ans de vie commune sous la domination autrichienne n'ont fait que développer et affermir cet instinct de solidarité dans les revendications nationales. Ce que je veux dire, c'est que pendant ce demi-siècle, à travers le mouvement des choses, sous l'influence excitante d'une lourde servitude, le peuple vénitien, sans abdiquer ses souvenirs et son originalité locale, s'est fait plus italien dans le sens moderne du mot, — c'est qu'en voyant s'évanouir les vieilles formes de son autonomie souveraine, il a retenu en lui comme une étincelle le sentiment même d'indépendance plus vivant que jamais, et c'est ainsi, c'est par ce travail mystérieux, insaisissable, c'est par ce mélange de vieil esprit et d'instincts nouveaux que Venise s'est trouvée un jour en état d'effacer d'un seul coup le désastre de 1797, de devenir pendant quinze mois le dernier refuge de la liberté italienne, de payer d'avance tout ce qu'on pourrait faire pour elle. Ce jour-là, elle s'est affranchie véritablement de ses propres mains. L'Italie lui a donné aujourd'hui ses armes et ses alliances; Venise avait donné à l'Italie l'exemple mémorable et touchant de ses luttes de 1848, la pure popularité de son héroïsme et de ses malheurs, et mieux encore peut-être, l'homme qui avec Cavour a le plus fait pour l'œuvre commune, pour rallier tous les esprits et toutes les âmes autour de ce drapeau qui va flotter aujourd'hui des lagunes de l'Adriatique jusqu'au pied de l'Etna.

Ce qui a trompé l'Autriche et ce qui a trompé aussi tous ceux qui ne reconnaissent d'autres droits que les droits de la force sanctionnés par la diplomatie, c'est la soumission apparente de Venise, c'est la tranquillité relative des provinces vénitiennes au milieu des fermentations secrètes et toujours actives de l'Italie. Cette

muette résignation n'était qu'une apparence sous laquelle s'agitait le vrai drame de la vie morale de ce peuple. Au fond, Venise a toujours gardé, avec le souvenir attendri de son indépendance perdue, l'espérance d'une réhabilitation. Elle voyait les habits blancs sillonner ses canaux et occuper ses places sans reconnaître des maîtres légitimes dans ces étrangers, dont elle se vengeait par la révolte des mœurs et de l'esprit, souvent par l'ironie populaire, et ce sentiment a pris d'autant plus de force durant cette période de 1815 à 1848, que, par un privilége singulier, les provinces vénitiennes subissaient plus que la Lombardie elle-même peut-être le fardeau de la domination allemande. Avec les Lombards, l'Autriche semblait garder encore quelques ménagemens comme avec de vieux sujets impériaux qu'elle craignait et qu'elle essayait de flatter tout à la fois. Pour les provinces vénitiennes, le joug était plus pesant. Les promesses de 1814 aboutissaient à de dures réalités. Les taxes étaient plus lourdes et particulièrement vexatoires. Venise était sacrifiée à sa rivale Trieste. Tous les intérêts économiques du pays étaient livrés aux Allemands de Vienne. La police des sbires renaissait au service de l'étranger, et après la disparition des bienfaits civils du régime français les lois autrichiennes elles-mêmes s'émoussaient dans une exécution discrétionnaire, dans les procédés d'une justice sans garantie et sans publicité. Était-ce un calcul de la part de l'Autriche pour fomenter les divisions et les rivalités entre Vénitiens et Lombards par la différence des traitemens? Était-ce l'erreur d'une politique étroite et jalouse qui se hâtait de mettre le sceau impérial sur des possessions nouvelles? L'erreur était étrange, le calcul a été singulièrement trompé. L'Autriche ne voyait pas qu'elle se faisait elle-même par ses excès l'auxiliaire de tout ce qu'elle voulait empêcher, qu'elle avait devant elle non plus une aristocratie ruinée et déchue, facile à satisfaire avec quelque maigre pension ou quelque titre de cour, mais une population tout entière, sensible, railleuse, spirituelle, froissée et formée de jour en jour à la haine de sa domination.

C'était cette Venise nouvelle dont je parlais. Seulement, — et c'est là ce qui a trompé l'Autriche, l'Europe, l'Italie elle-même quelquefois, — la Vénétie a gardé jusqu'au bout sa manière de ressentir la domination étrangère et de réagir contre la condition qui lui était infligée. Elle a protesté à sa façon, avec son caractère et avec son génie. Elle ne s'est pas donné la peine de conspirer, elle a toujours été peu accessible aux prédications de Mazzini, dont le nom était à peine connu au-delà de l'Adige. Les sociétés secrètes, si puissantes et si actives dans le reste de l'Italie, n'ont jamais fait que peu de prosélytes dans ces contrées, et n'ont séduit que quelques cœurs

généreux comme ces jeunes héros, les frères Bandiera, qui allaient mourir à Naples en brandissant prématurément le drapeau de l'unité italienne. Complots, organisations occultes, préméditations violentes semblent répugner au génie vénitien, de telle sorte que pendant longtemps Venise a offert le spectacle du pays le plus durement traité par la domination étrangère et le moins révolutionnaire, comme si cette population brillante et opprimée eût compté avant tout sur son droit. Quelles sont en effet les premières manifestations par lesquelles la Vénétie commence à s'associer au mouvement italien? Ce sont des manifestations toutes légales où se retrouve le vieil esprit positif et diplomatique de la race vénitienne. La première pensée de ceux qui les préparent, qui les dirigent, c'est de prouver que Venise n'a jamais été conquise, qu'elle a été livrée, que son droit est écrit encore dans un dernier plébiscite de 1797 que rien n'a pu effacer, c'est de réclamer l'exécution des lois que l'Autriche elle-même a faites, le respect des institutions qu'elle a créées.

Que la question du chemin de fer de Venise à Milan s'élève, ils entrent en lutte pour retenir l'entreprise dans des mains italiennes, pour défendre les intérêts nationaux contre l'invasion de la spéculation allemande, pour faire prévaloir le tracé qui reliera le plus vite la Vénétie et la Lombardie. Que les congrès scientifiques se réunissent, ils en profitent pour mettre en relief tout ce qui peut réveiller et intéresser les esprits, tout ce qui peut faire vibrer le patriotisme. Qu'un malheureux soit enfermé comme fou par un caprice d'arbitraire, ils disputent cette victime à la police, et eux-mêmes, bientôt mis en cause, menacés d'être à leur tour enfermés comme aliénés, jetés effectivement en prison, ils tiennent tête à un pouvoir qui semble plus embarrassé de ses propres lois que ceux qu'il poursuit. Tout devient prétexte. Et quel est l'homme enfin dont la figure se dessine entre toutes à l'origine de cette fermentation inattendue? Ce n'est ni un soldat, ni un grand seigneur dévoré d'ambition, ni un artisan de conspirations violentes; c'est un avocat, politique passionné et souple, légiste consommé, habile à tirer parti de toutes les circonstances, puissant par le sentiment du droit, audacieux et circonspect à la fois. En peu de temps, sa popularité est immense; son nom, à peine connu la veille, devient un mot d'ordre, si bien qu'un jour, au sortir d'une réunion scientifique, un conseiller de la cour d'appel de Venise lui dit : « Vous serez le rédempteur de ce pays. — Avec ou sans crucifiement? demande l'avocat. — Sans crucifiement, je l'espère, répond le conseiller, mais je ne le garantis pas. » Celui-là est bien, lui aussi, un précurseur dans l'ordre politique et pratique, et plus qu'un précur-

seur, l'homme d'action au jour de la lutte, une des figures les plus originales de l'Italie nouvelle. De là cette existence curieuse, saisissante d'une certaine façon, où tout a un caractère à part, et, comme s'il s'agissait de renouer le fil du passé, c'est le même nom qui, par une combinaison étrange, apparaît aux deux extrémités de cette histoire de la captivité d'une province autrefois fameuse. C'est un Manin, le vieux doge de 1797, qui préside à la chute de Venise; c'est un autre Manin qui préside à cette renaissance vénitienne, qui en sera la personnification populaire, et qui en attendant commence par livrer sa liberté pour elle.

II.

Ainsi grandit ce mouvement où la Vénétie et l'Italie se rencontrent, dont je ne résume que les traits essentiels, et qui n'est que le prélude de cet autre mouvement plein d'éclat et d'héroïsme dont la victoire actuelle est le prix. Jusque-là beaucoup d'Italiens eux-mêmes semblaient détourner leurs regards des provinces vénitiennes, et répétaient ce mot écrit par l'un d'eux : « On ne peut rien attendre de Venise parce qu'elle est habituée et résignée au joug autrichien. » C'est justement pour répondre à cette pensée que Venise se levait, prête à faire pour l'Italie plus que l'Italie elle-même.

Un homme, disais-je, se faisait l'âme de ces agitations légales par lesquelles le génie vénitien se reprenait à la vie. En réalité, il y en avait deux. Niccolo Tommaseo, Dalmate de naissance, imagination ardente et religieuse, talent ingénieux et éloquent, était l'agitateur littéraire. Daniel Manin était l'agitateur politique. Il avait quarante-quatre ans: il était avocat et avocat occupé, alliant à une connaissance étendue du droit un esprit très méthodique et très fin. Il était aussi estimé pour la probité de sa vie, toute remplie d'affections intimes, que pour son talent, et c'est une note de police qui disait de lui : « L'avocat Daniel Manin jouit de l'estime publique par sa conduite morale, par les talens dont il est doué et par son caractère désintéressé. Cependant à côté de ces belles qualités on a pu remarquer en lui un caractère hautain, irritable, pointilleux, querelleur et assez suffisamment rempli de lui-même. Profond légiste, il sait exposer ses idées avec un ordre et une lucidité admirables. » Manin avait plus d'un mobile, outre l'instinct patriotique qui de bonne heure avait envahi son âme. Il avait le tourment de cette mauvaise réputation qui pesait sur Venise, parce qu'elle semblait s'endormir dans la mollesse et dans

les plaisirs, et il avait à cœur de réhabiliter ce nom de Manin, qui n'était devenu le sien que par un de ces liens de patronage comme il s'en formait autrefois à Venise, parce que sa famille, israélite d'origine, l'avait reçu en se faisant catholique sur les fonts baptismaux. Le souvenir des défaillances du vieux doge de 1797 lui était importun, et ce nom aristocratique dont il avait hérité, lui, homme du peuple ou du moins de la bourgeoisie laborieuse, il voulait le relever de sa déchéance.

C'est par ces deux hommes aussi différens d'esprit que de caractère, Tommaseo et Daniel Manin, que l'agitation commençait à Venise. C'est Manin surtout qui se mettait en avant et se jetait dans la mêlée avec tout le feu de son âme et toutes les ressources d'une intelligence déliée. C'est lui qui prenait l'initiative de toutes les revendications légales, comme il avait été le premier à disputer le chemin de fer lombardo-vénitien aux Allemands, à défendre Venise contre Trieste. C'est lui enfin qui, au moment où le député lombard Nazari saisissait la congrégation centrale de Milan d'une demande de réformes, c'est Manin qui, sans être député, contraignait presque d'autorité la congrégation centrale de Venise à recevoir une pétition semblable, et dans toutes ces démarches pressantes, multipliées, il portait la précision, la hardiesse d'un esprit méthodique et résolu. Il ne se bornait pas à de vagues déclamations, il traçait un vrai programme de gouvernement. C'était, je le veux bien, toute une révolution au bout de laquelle était la résurrection plus ou moins lointaine d'une nationalité; mais cette révolution n'était après tout que le simple retour à la légalité, et c'est ce qui faisait la force de Manin lorsque, s'adressant au gouverneur général des provinces vénitiennes, il lui disait par une sorte de tranquille défi : « Pour que l'ordre matériel ne soit point troublé, il faut accorder beaucoup, accorder vite, et déclarer tout de suite la volonté qu'on a d'accorder... Que votre excellence ne s'étonne pas si ce pays, qui a tranquillement et vainement attendu trente-trois ans, se montre impatient et méfiant aujourd'hui. » C'est là aussi ce qui faisait la popularité grandissante de Manin. En peu de temps, ce petit avocat de la veille était une puissance, si bien que lorsque, dans une impatience d'autorité, on finissait par mettre la main sur lui et sur Tommaseo, ce n'était point certes le gouvernement qui paraissait avoir l'ascendant, c'était cet accusé, ce prisonnier qui intimidait, qui déconcertait les juges par la fermeté de son attitude, leur montrant à chaque pas l'illégalité de tout ce qu'ils faisaient, mettant en guerre l'autorité judiciaire et la police, affectant même de prendre le rôle de défenseur de l'ordre et des lois. Ce patriote, si bien armé de sang-froid et de science juridique, était aussi embarrassant dans

sa prison qu'en liberté, d'autant plus que son influence ne faisait que s'accroître par l'émotion douloureuse qu'excitait son arrestation. Les sympathies universelles le suivaient sous les plombs et entouraient sa famille. Les personnes les plus notables, le podestat en tête, s'engageaient à fournir caution pour délivrer Manin. Tous les avocats de la ville se réunissaient pour veiller aux affaires de son cabinet. Il n'y a pas jusqu'à un artisan, un tailleur, qui vint offrir tout ce qu'il avait pour suffire aux besoins de la femme et des enfans du prisonnier. Cette captivité d'un homme eut un effet plus curieux encore : il y avait à Venise, parmi les habitans de deux quartiers populaires, mariniers, pêcheurs, gens des plus humbles professions, deux partis, deux factions, les *nicolotti* et les *castellani*, qui se faisaient la guerre par une tradition séculaire; ils se réconcilièrent avec une sorte de solennité dramatique dans l'église de la *Madona-della-Salute*, où ils se rendirent tous pour entendre la messe, et où les deux chefs, qui servaient d'acolytes au prêtre, étendant leur main droite vers l'hostie au moment de l'élévation, firent le serment d'oublier leurs querelles pour s'unir contre l'ennemi commun. Le courage d'un homme parlait à ces âmes populaires et les disposait aux inspirations généreuses.

Une fois cette impulsion donnée, entretenue et ravivée par la persécution même, tout marche et se hâte. On était à ces premiers jours de 1848 où de toutes parts, dans une atmosphère d'hiver, se formait un orage que nul assurément ne croyait si prochain. Tout d'un coup l'étincelle s'allume à Paris le 24 février; elle gagne d'un bond Berlin et Vienne; à la révolution de Vienne répond l'insurrection de Milan, et Venise elle-même s'ébranle sous la commotion électrique qui met l'Europe en feu. Le mouvement de Vienne est du 13 mars; le 18, l'insurrection éclate à Milan, et le 22 Venise est libre. Mais cette révolution même, comment s'accomplit-elle à Venise? Ce n'est pas par la résistance matérielle, par la lutte à main armée qu'elle triomphe, c'est plutôt par une série de manifestations qu'un Allemand appelait « un chef-d'œuvre de sagacité politique. » Manin lui-même, au moment où la multitude va frapper aux portes de sa prison pour le délivrer, que dit-il tout d'abord? Quelle est son attitude? « — Habillez-vous promptement et venez, vous êtes libre, lui dit le geôlier entrant effaré dans sa cellule. — Non, répond le prisonnier, je veux sortir par la loi et non par l'émeute; j'ai été arrêté et retenu illégalement, je veux être légalement délivré! — C'est par l'ordre du tribunal que vous sortez. — Alors c'est différent, je vous suis. » Et il sort pour être porté en triomphe sur la place Saint-Marc par cette multitude, qui veut qu'il parle, sans qu'il sache seulement ce qui vient de se passer.

On dirait que cette révolution, commencée légalement, tient à s'achever pacifiquement. Un seul meurtre est commis, et à part cette représaille sanglante exercée par les *arsenalotti* contre le commandant de l'arsenal, le colonel Marinovitch, aucune violence ne souille cette explosion populaire. L'arsenal même est pris sans combat. De concession en concession, la domination autrichienne s'évanouit. Le gouverneur civil, le comte Palffy, remet tous ses pouvoirs au comte Zichy, gouverneur militaire, qui, hésitant devant la responsabilité d'une effusion de sang, abdique lui-même entre les mains de la municipalité, et tout finit par une capitulation, une vraie capitulation, qui laisse Venise maîtresse de ses destinées par la retraite des soldats allemands. Ce n'est pas tout : à peu d'intervalle, presque simultanément, les provinces de terre ferme éclatent à leur tour, et les généraux autrichiens se replient de toutes parts. Ludolf quitte Trévise et part pour Trieste avec ses troupes, d'Aspre sort précipitamment de Padoue, d'Aspern s'en va de Vicence. Le mouvement se propage d'un côté jusqu'à Rovigo et la Polesine, de l'autre jusqu'au Frioul, où les forteresses d'Osopo, de Palmanova tombent d'elles-mêmes. La garde civique s'empare du fort de Malghera, tête de pont commandant l'entrée de Venise par le chemin de fer, et la population de Chioggia occupe les forts de San-Felice et de Brondolo, qui commandent l'entrée des lagunes, de telle sorte qu'en quelques jours entre l'Adige et l'Isonzo, sauf Vérone et Mantoue, derniers et dangereux asiles de la puissance autrichienne, toutes les provinces de terre ferme, toutes les places fortes, Venise et l'estuaire tout entier restent libres, — libres de l'occupation étrangère. Les villes envoient leur adhésion à Venise, qui redevient un moment le centre de tout le pays vénitien affranchi, comme Milan est le centre de l'insurrection lombarde.

Alors cette population se livre à l'ivresse de sa victoire. Elle semble se réveiller d'un long sommeil et retrouver une âme; elle se répand dans sa ville reconquise comme pour en reprendre possession. Les couleurs jaune et noire disparaissent par enchantement. Les vieux emblèmes sortent de l'ombre. Un vieillard, la tête découverte, tire de son sein un vieux lion sculpté et s'écrie : « Ah! je le savais bien, moi, que Venise ressusciterait un jour; j'en étais tellement sûr que depuis cinquante ans j'ai toujours porté sur moi ce lion pour le jour où la république renaîtrait. Maintenant je n'ai plus rien à demander à Dieu, et je puis mourir en paix. » Quelques jours, quelques mois auparavant, cette population vivait de la vie muette, inerte, à laquelle elle était condamnée, amollie par le frivole désœuvrement que lui imposait la domination étrangère. En un instant, Venise venait de prouver que cette domination avait pu

engourdir son antique esprit sans l'anéantir. Elle se retrouvait elle-même avec sa vieille république, avec son vieux cri de *vive saint Marc!*

Cette résurrection soudaine était touchante. Pourtant dans cette crise de quelques jours, si merveilleusement dénouée le soir du 22 mars, il y avait eu des momens terribles, des anxiétés poignantes chez les patriotes les plus sincères sur l'issue d'un mouvement qui marchait en quelque sorte par lui-même, dont on ne saisissait que par degré, minute par minute, toute la portée. Les uns, au premier moment, n'allaient pas dans leurs espérances au-delà d'une administration italienne, libérale, — sous la suzeraineté de l'Autriche, dont ils n'imaginaient pas encore qu'on pût briser le pouvoir si vite; d'autres voulaient qu'on s'unît tout de suite au Piémont et qu'on s'adressât à Charles-Albert, prêt à prendre le rôle de premier soldat de l'indépendance. Il y en avait qui, par une sorte de transaction, proposaient de demander la formation d'un état lombardo-vénitien avec l'archiduc Ranieri, le vice-roi d'alors, pour souverain constitutionnel. Ce fut Manin qui décida tout. « Non! s'écria-t-il; le Piémont, vous ne savez pas même s'il vous accepterait. Le roi Ranieri! l'Autriche! non! non! Ce qu'il nous faut, c'est l'entière indépendance. Pas de demi-révolution qui oblige à en refaire bientôt une autre; pas de négociation avec l'Autriche, c'est perdre un temps précieux... Quant au gouvernement, il n'y en a qu'un : la république! et au cri de *vive la république!* il faut ajouter le cri de *vive saint Marc!* Il pourra trouver de l'écho jusqu'en Dalmatie. »

Peu auparavant, Manin se serait bien contenté d'un état lombardo-vénitien avec Ranieri pour roi constitutionnel et même d'une administration italienne, libérale, avec l'Autriche. Maintenant, après la révolution de France, après la révolution de Vienne, en présence des agitations de l'Italie, il allait plus loin, et en cela il n'obéissait pas seulement à un instinct de patriotisme exalté, il calculait en politique; il comprenait que pour le moment, tant que la question générale de l'indépendance italienne n'était point résolue, le meilleur gouvernement pour Venise était celui qui pouvait le mieux la préserver parce qu'il n'était point une nouveauté, parce qu'il était dans les traditions locales, parce qu'il était même un droit qui n'avait été suspendu que par la force. Et quand ses amis, hésitant plus que lui, essayaient de le retenir et avaient l'air de douter de l'appui qu'on trouverait dans la population, qu'ils croyaient « incapable de sacrifices, » il répondait avec une tranquille assurance : « Vous ne la connaissez pas, moi je la connais, et c'est mon seul mérite. Vous verrez! »

Il connaissait en effet ce peuple un peu enfant, mais énergique; c'est ce qui faisait sa force, c'est ce qui faisait de lui un dictateur né, et nul assurément ne représente mieux dans sa vraie mesure cette révolution originale avec son mélange de cultes traditionnels et de sentimens nouveaux, de patriotisme vénitien et d'aspirations italiennes, de sens pratique et d'abnégation exaltée, de mobilité populaire et de confiance, d'élévation morale et de familiarité. Il la représente si bien et il s'identifie si bien avec elle qu'on peut se demander en vérité si c'est la révolution qui fait l'homme ou si c'est l'homme qui imprime le sceau de son caractère à la révolution, en la conduisant pas à pas, en la dégageant heure par heure, jusqu'au jour où elle est définitivement victorieuse. Ce qu'il faut remarquer, c'est que dès le premier jour, le 22 mars à quatre heures et demie du soir, au milieu de l'effervescence universelle, Manin précise avec une sûreté singulière le sens politique de cette révolution, qui est assurément son œuvre. « Renverser l'ancien gouvernement, cela ne suffit pas, dit-il au peuple sur la place Saint-Marc; il faut encore lui en substituer un autre... La république rappellera nos anciennes gloires et sera améliorée par les libertés modernes : non pas que nous entendions par là nous séparer de nos autres frères italiens! bien au contraire, nous allons former un de ces centres qui serviront à la fusion graduelle, successive, de notre Italie chérie en *un seul tout.* »

Ce n'est pas que cette œuvre qu'on avait raison d'appeler prodigieuse fût aussi facile à consolider qu'à improviser dans un moment de défaillance de tous les pouvoirs en Europe. D'abord l'armée autrichienne humiliée, déroutée, réduite à se replier de toutes parts, gardait encore Mantoue et Vérone, où elle pouvait attendre quelque retour de fortune; mais en outre la destinée même de cette révolution tenait évidemment à bien des choses : au degré de vitalité et de consistance, aux ressources que Venise trouverait dans son propre sein, à la destinée même des autres révolutions italiennes, où s'agitaient mille passions, mille intérêts contraires subitement mis en présence, enfin à l'état de l'Europe, dont la face venait de changer par un coup de foudre et pouvait changer encore. De là cette dramatique et émouvante histoire de quinze mois où Venise apparaît dans sa vie intérieure, dans son action commune avec l'Italie, dans ses rapports avec l'Europe, ardente au combat tant qu'elle peut compter sur un secours, ne se décourageant pas encore, même quand elle a cessé d'espérer, et alors s'enfermant dans ses lagunes comme dans une citadelle tristement promise par toutes les fatalités réunies à une chute inévitable. Quinze mois d'indépendance agitée, de vie à l'air libre, mais aussi de luttes,

d'anxiétés, de dévouement, de souffrances poignantes, d'illusions héroïques suivies de mortelles déceptions!

La difficulté au premier moment n'était pas de vivre : moralement cette révolution avait pour elle la trempe vigoureuse qui venait de se révéler dans cette population subitement émancipée, et l'honnêteté, la noblesse même avec laquelle elle s'attestait en naissant. La première pensée de Manin, devenu chef de gouvernement avec Tommaseo, l'ingénieur Paleocapa, l'avocat Castelli, le général Solera pour collègues, la première pensée de Manin était en effet d'éviter toute violence, toute représaille, de maintenir la révolution pure de tout excès en plaçant la sûreté des étrangers, des Allemands comme des autres, sous la sauvegarde de l'hospitalité vénitienne. Les actes par lesquels s'inaugurait la république nouvelle, — abolition de la peine du bâton et des verges dans l'armée, admission de tous les citoyens sans distinction de religion à l'égalité des droits civils et politiques, suppression des tribunaux de police, — tous ces actes étaient marqués du sceau d'un libéralisme vrai, intelligent et mesuré. Les désordres intérieurs étaient peu à craindre, ou du moins il ne pouvait y avoir que de ces effervescences naturelles dans les momens d'émotion publique, et qui s'évanouissaient à la première parole de Manin, même quand Manin parlait rudement; car c'est là un des traits de ce chef, populaire d'âme et de cœur, mais assez peu révolutionnaire par sa nature : après avoir eu le courage d'une initiative hardie contre l'ennemi commun, il avait le courage de la résistance aux passions et aux préjugés des siens. Il laissait toute liberté à ces manifestations qui sont l'amusement, quelquefois le piége d'une population surexcitée; il ne les craignait pas, il ne les encourageait pas non plus; au fond, il ne les aimait pas, parce qu'il y voyait la trace de cette exagération, de cette passion théâtrale qu'on reproche toujours à l'Italie, et aussi par instinct de gouvernement; il avait pour tout ce qui était désordre ou apparence de désordre une vraie répulsion, comme pour un son discordant dans une musique harmonieuse, disait-il, comme pour une diffiormité dans un beau visage. Manin était tout au peuple, mais en même temps il prétendait ne point subir ses exigences quand il ne les trouvait pas justes. Un jour un bâtiment du *Lloyd* était entré à Venise, et le peuple voulait le retenir par représaille contre certains actes des autorités autrichiennes; Manin s'y opposa à tout prix, menaçant de quitter le pouvoir, s'il devait être forcé de venir à chaque instant justifier ses actes sur la place publique. « La république a garanti les propriétés privées, dit-il, le bâtiment du *Lloyd* en est une; s'en emparer serait donc un acte de piraterie. N'amoindrissons pas le renom de la foi et de l'hospitalité véni-

tiennes; opposez-vous énergiquement au contraire à tout ce qui frapperait le commerce, l'âme et la vie de Venise. Toute autre conduite serait digne de l'Autriche... Quant à moi, Manin, je n'y consentirai jamais, dût-il m'en coûter la vie! » Quelquefois les dialogues devenaient très vifs. Un autre jour, c'étaient les *arsenalotti* qui faisaient leur démonstration et qui allaient chercher Manin jusque dans sa maison de Saint-Paternian, où il dînait. Manin s'élance irrité et s'écrie d'une voix vibrante : « De même que j'ai toujours parlé et résisté courageusement aux puissans, de même je parlerai à vous autres qui venez là me dire que vous êtes le peuple souverain; moi, je ne reconnais nullement pour tel une poignée de tapageurs... De plus je vois parmi vous des hommes jeunes, bien conformés, robustes, qui restent là à crier : liberté! lorsqu'il y a une loi d'enrôlement qui les appelle aux armes, unique moyen de conquérir la liberté et d'en être dignes! » Et ce peuple battait naïvement des mains à celui qui le corrigeait, et qu'il appelait déjà son père. C'était la force morale de ce mouvement sain, honnête, libéral, qui risquait peu d'aller se perdre dans une licence anarchique, et qui échappait par sa nature à la direction des sectaires.

Matériellement la révolution vénitienne avait de quoi se soutenir au moins au premier moment. L'armée autrichienne en se retirant lui avait laissé une artillerie considérable, des approvisionnemens suffisans. A défaut de la flotte qui lui avait échappé, elle avait quelques navires. Elle disposait de six mille marins, de sept mille gardes civiques, sans compter les volontaires qui accouraient sous le drapeau aux trois couleurs. Elle avait trouvé à peu près 10 millions dans les caisses publiques et à défaut de ressources régulières, taries par l'abolition des taxes les plus impopulaires, elle n'avait qu'à faire appel à la population, enflammée par les prédications patriotiques. Les riches envoyaient leur argenterie, les pauvres portaient ce qu'ils avaient, les femmes donnaient leurs bijoux et jusqu'aux épingles d'argent qui attachaient leur chevelure. C'eût été bon et suffisant peut-être dans une situation moins critique, moins complexe : c'était du moins de quoi passer la crise de naissance; mais il faut songer que l'Autriche, retranchée à Vérone et à Mantoue, n'avait pas dit son dernier mot, que de toutes les contrées italiennes Venise était assurément la moins préparée à une guerre régulière, qu'elle était aussi la plus ouverte par toutes ses frontières, le Frioul, le Tyrol, la mer, — que ses provinces enfin, récemment affranchies, restaient en quelque sorte sous le canon de l'ennemi, toujours campé sur l'Adige. C'étaient là les côtés périlleux, vulnérables d'une situation si nouvelle, et c'est là que la destinée de la révolution vénitienne se lie intimement aux révolutions de

l'Italie tout entière aussi bien qu'aux mouvemens de la politique européenne.

Une invincible solidarité unissait en effet la fortune de Venise et la fortune de l'Italie dans cette revendication d'indépendance à laquelle on marchait. Si dans toutes les parties de la péninsule il n'y avait eu qu'un même sentiment, la même pensée de tout subordonner à la nécessité première de l'indépendance, si princes et peuples s'étaient avancés d'un même pas, d'un même cœur, unissant franchement leurs forces et leurs conseils, la domination autrichienne, déjà diminuée et cernée, eût disparu définitivement sans doute dès cette époque dans ce débordement national. Malheureusement l'Italie entrait dans cette carrière avec l'inexpérience et le décousu d'une race longtemps subordonnée. Les méfiances marchaient à la suite des résolutions généreuses. Passions, intérêts, antagonismes, préoccupations dynastiques ou municipales, tout se mêlait. Le roi de Naples, entraîné un moment, songeait bien plus à rappeler son armée pour ressaisir l'absolutisme qu'à lui donner l'ordre de passer le Pô. Le pape méditait de dégager, par l'encyclique du 29 avril, son nom et son autorité morale de la grande aventure. Le grand-duc de Toscane n'envoyait qu'à contre-cœur ses contingens combattre l'Autriche. Charles-Albert seul, le plus intéressé, il est vrai, puisqu'il y gagnait un agrandissement de puissance, Charles-Albert seul se jetait dans la lutte avec résolution; mais, assailli d'anxiétés intérieures, il était de plus harcelé par la coalition des passions de secte et des défiances municipales. De là l'immense confusion de cette année 1848, qui pourtant n'a point été inutile, où l'Italie a trouvé une sévère leçon de discipline et de sens politique dont elle a profité. Pour Venise particulièrement, la question de défense nationale et de guerre se compliquait d'une question politique qui s'élevait presque aussitôt. Se défendre seule, la Vénétie ne le pouvait, mais dans quels termes pouvait-elle et devait-elle s'unir à l'Italie? Quelle était sur ce point la pensée de Manin?

Bien que la république fût dans les goûts du chef populaire de Venise, elle n'avait été pour lui qu'un choix provisoire, qui pouvait, il est vrai, devenir définitif, mais qui pouvait aussi céder à des considérations plus favorables à la constitution de la nationalité italienne. Unir ses forces, faire la guerre à l'Autriche pour la pousser au-delà des Alpes, écarter toute question de forme de gouvernement et attendre la fin de la lutte pour que l'Italie pût se prononcer en pleine liberté sur son organisation nationale, telle était la pensée de Manin. En d'autres termes, c'était une alliance, ce n'était pas une fusion qu'il proposait au Piémont en lui demandant des secours. La

politique de Manin se révèle tout entière dans les instructions que recevait M. Paleocapa en partant pour le camp piémontais. « Si le roi demande explicitement ou par ses ministres si nous sommes disposés à renoncer à la forme républicaine, que devrai-je répondre? — Répondez que nous acceptons la forme de gouvernement que la nation décidera. — Si le roi faisait entrevoir l'intention de former un seul état de l'Italie septentrionale avec Milan pour capitale, que faut-il répondre? — Vous diriez encore que nous sommes aux ordres de l'assemblée constituante... — Si la flotte sarde entrait à Venise pour vous porter secours, l'accepteriez-vous? — Oui. — Si enfin le roi Charles-Albert témoignait l'intention de fortifier la défense de Venise par l'envoi d'un corps de troupes, que faudrait-il répondre? — Que nous l'accepterions comme on accepte, en cas de péril, le secours d'un ami quelconque... » Il y avait évidemment quelque réserve dans cette stratégie diplomatique, dans cette tactique d'ajournement, et la vérité est que, sans céder à de ridicules ombrages, sans partager les préventions des révolutionnaires italiens contre Charles-Albert, Manin redoutait par-dessus tout quelque nouveau Campo-Formio, dont le nom bourdonnait sans cesse à ses oreilles. De son côté, Charles-Albert n'était pas sans inquiétude; il ne pouvait voir naturellement avec plaisir cette république prendre une apparence de vie; il trouvait partout la république, devant lui, derrière lui, et ce qui était peut-être dans sa pensée, ses amis, ses partisans allaient le répétant tout haut, disant qu'un roi ne pouvait pas aller sauver une république, que si Venise s'unissait franchement au Piémont, elle serait secourue et défendue. Autre cause de méfiance : Charles-Albert, par crainte de la république, et beaucoup d'Italiens, dans un sentiment d'orgueil national, avaient prononcé le fameux *Italia fara da se!* Manin était trop politique pour se faire de ces illusions; il se réservait au contraire de faire appel au secours de la France et s'efforçait de l'obtenir.

Que résultait-il de tout cela? C'est que les momens les plus précieux étaient perdus dans toutes ces négociations et ces tergiversations. Durando, qui était à Ferrare avec un corps d'armée, hésitait entre Venise, qui l'appelait, et Charles-Albert, de qui il dépendait. Au camp piémontais, on était surtout préoccupé naturellement des opérations sur l'Adige. Pendant ce temps, la Vénétie supérieure restait ouverte, incomplétement défendue, et on laissait s'accomplir le mouvement le plus grave qui allait décider de l'issue de la campagne, la jonction de l'armée autrichienne de réserve descendant du Frioul et du Tyrol avec l'armée de Radetzky, campée à Vérone; les provinces de terre ferme retombaient entre les mains des impériaux, de telle sorte que lorsqu'on en venait enfin à prononcer

la fusion de la Vénétie avec le Piémont, il était déjà tard, les événemens s'étaient précipités.

Ce fut peut-être la plus grande épreuve pour Manin, mais aussi l'épreuve qui mettait le plus en relief la supériorité morale de son caractère. Il n'avait pas résisté jusque-là par une vaine opiniâtreté de patriotisme local ou par ambition personnelle; le jour où la nécessité parlait en souveraine à son esprit, il se prêtait lui-même à un acte qui pouvait sauver l'indépendance en tuant la république; il le demandait à l'assemblée vénitienne élue par le pays. Il ne reniait pas un principe, comme il le disait; il faisait un sacrifice, et ce sacrifice, il le faisait sincèrement, complétement, sans arrière-pensée, suppliant ses amis de ne plus jamais parler de partis tant que l'ennemi ne serait pas chassé, s'effaçant avec une dignité simple et refusant, malgré toutes les sollicitations, de rester au pouvoir pour ne pas paraître se démentir ou embarrasser une combinaison marquée du sceau de l'adoption nationale. « J'ai aujourd'hui la même opinion que j'avais le 22 mars, lorsque je proclamais la république devant l'arsenal et sur la place Saint-Marc, disait-il devant l'assemblée que Paleocapa venait d'entraîner par la plus vive démonstration; je l'ai cette opinion, et *tous* alors l'avaient. Aujourd'hui *tous* ne l'ont pas... C'est un fait qu'aujourd'hui *tous* ne l'ont pas; c'est un fait que l'ennemi est à nos portes, que l'ennemi espère et désire la discorde dans cette ville, inexpugnable tant que nous sommes d'accord, facile à vaincre si la guerre civile y entre! Pour moi, m'abstenant de toute discussion sur mes opinions et sur celles d'autrui, je viens demander un grand sacrifice... A l'ennemi qui est là à nos portes, qui compte sur nos dissentimens, sachons donner un démenti formel : oublions tous les partis aujourd'hui; prouvons-lui qu'aujourd'hui nous oublions si nous sommes royalistes ou républicains, qu'aujourd'hui nous sommes tous citoyens... »

Cette patriotique abdication faite au milieu d'une assemblée émue, et à la suite de laquelle Manin s'évanouissait, — comme le doge de 1797, mais plus noblement, — n'était qu'une scène dramatique de plus, qui par malheur ne résolvait rien. Accomplie plus tôt, la fusion eût-elle été plus efficace? Je ne sais. Ce qui est certain, c'est qu'en ce moment la question se décidait ailleurs. C'est le 7 août que les commissaires piémontais, le vieux général Colli et M. Cibrario, prenaient possession de Venise; le 11, le bruit des catastrophes de l'armée piémontaise sur le Mincio et à Milan allait retentir comme un coup de foudre dans les lagunes. Après la défaite venait l'armistice, qui rejetait le Piémont dans ses frontières. Ce jour-là fut le signal du retour de Manin au pouvoir, dans l'éclipse soudaine de l'autorité des commissaires, au milieu des anxiétés de l'opinion, qui

se tournait vers lui, qui ne voulait que lui. Venise se trouvait rendue à elle-même, à ses luttes, à ses périls, avant d'avoir eu le temps de ressentir les avantages de la fusion, et c'était le commencement d'une dictature nouvelle qui grandissait avec les circonstances. Je ne voudrais ajouter qu'un fait où se révèle l'honnêteté que Manin mettait dans tous ses actes. Après le départ des commissaires Colli et Cibrario, une somme de 600,000 francs envoyée par le gouvernement piémontais était arrivée à Venise. Manin avait bien besoin de cet argent, qui après tout avait été donné, et au sujet duquel, à la dernière extrémité, on pouvait s'entendre; il le fit cependant remettre scrupuleusement à l'amiral Albini, qui croisait avec sa flotte dans le golfe.

C'est la première phase active des rapports de Venise avec le Piémont. La seconde est plus désastreuse encore; elle se termine en trois jours par la triste et féconde bataille de Novare. Sans faire partie du Piémont, depuis l'armistice du 9 août 1848, Venise était pourtant restée dans des termes d'intimité avec lui, assez pour que le parlement piémontais lui votât quelques subsides, et pour que Charles-Albert, méditant toujours une revanche, songeât à faire venir Manin à Turin en lui offrant le ministère des affaires étrangères; elle était trop intéressée d'ailleurs à une reprise d'hostilités pour ne pas marcher d'intelligence avec le Piémont dans une guerre nouvelle où elle trouvait sa propre défense, où l'Italie tout entière allait voir se jouer encore une fois sa fortune. Elle n'attendait donc que le signal pour reprendre l'offensive et tenter une diversion; elle avait à peine le temps d'entrer en campagne que tout était fini, que Charles-Albert avait disparu, que sa dernière espérance de ce côté était définitivement, désastreusement ruinée.

Quant aux autres parties de l'Italie, il faut le dire, Venise en recevait à cette époque plus de paroles retentissantes et de conseils que de secours. Venise avait sans doute dans l'armée qu'elle avait organisée des Italiens de tous les pays, des Napolitains, des Lombards, des Romains, tout ce que l'ardeur du combat et du patriotisme poussait là où était le péril. A l'époque où le roi de Naples avait rappelé son armée, le vieux général Pepe s'était jeté dans Venise avec ceux qui avaient voulu le suivre et y était resté. C'était assez pour que la défense de ce dernier refuge ne parût pas exclusivement vénitienne; ce n'était pas tout. Lorsque le gouvernement vénitien s'adressait aux autres états de la péninsule pour savoir d'eux si l'Italie pouvait définitivement se suffire à elle-même, s'il ne serait pas plus prudent d'invoquer nettement un secours étranger, on lui faisait un crime de cette pensée qu'on repoussait presque avec aigreur; lorsqu'il demandait aux chefs de la révolution italienne de préciser leurs idées

et surtout d'agir, on lui répondait par des plans impossibles d'assemblée constituante qui supposaient d'abord l'Italie affranchie, et qui commençaient par diviser tout le monde. Lorsqu'il demandait qu'on l'aidât un peu dans sa détresse financière, on refusait d'admettre le papier qu'il émettait, on s'empressait peu de prendre des actions de sa banque, et ce qu'on lui envoyait prouvait que l'enthousiasme de la bourse n'était pas à la hauteur de l'enthousiasme des paroles, témoin ce lamentable aveu échappé aux membres du gouvernement provisoire vers le mois d'octobre 1848 : « tous les secours envoyés d'Italie se bornent jusqu'ici à la misérable somme de 26,000 francs, et nous ne savons ce qui reste à espérer; mais la Providence viendra à notre secours. » Les comptes de l'administration vénitienne à la fin de janvier 1849 portent ces sommes venues d'Italie à 183,000 francs. Et Venise dépensait 100,000 francs par jour avec la plus stricte économie! Il était évident que plus on allait, moins Venise pouvait attendre de l'Italie.

Où était donc le secours? pouvait-il venir du dehors? Tout semblait assurément l'indiquer. Manin, quant à lui, ne s'y était pas mépris un seul moment. Depuis la première heure, sans désavouer absolument la confiante illusion des Italiens, qui voulaient au moins tenter de s'affranchir par eux-mêmes, il avait cru à la nécessité, pour l'Italie asservie, pour Venise particulièrement, de s'adresser aux puissances libérales de l'Europe, à l'Angleterre elle-même, mais surtout à la France transformée en république, à cette France qu'il devait croire la protectrice, l'alliée naturelle des nationalités en travail d'affranchissement. C'était sa première pensée, et il y revenait à chaque crise; il envoyait ambassadeurs sur ambassadeurs, Pasini après Tommaseo, pour intéresser la république française à celle qu'il appelait une « jeune sœur de l'Adriatique. » Même quand les déceptions se succédaient, il ne pouvait pas croire que la France abandonnât une telle cause, et il ne faisait qu'exprimer le sentiment universel qui régnait à Venise, que le consul français reproduisait en écrivant ce qu'il avait entendu : « Dussions-nous être écrasés, nous combattrons jusqu'à ce que nous soyons certains que la France nous abandonne! elle verra que nous étions dignes de toutes ses sympathies. » Manin espérait aussi un peu une intervention du gouvernement anglais, mais avec moins d'abandon.

Je ne parle pas de l'Angleterre. Depuis bien des années, l'Angleterre se donne ce passe-temps d'être d'autant plus hardie dans ses paroles, dans ses jugemens sur les mouvemens de l'Europe, qu'elle est plus retenue dans ses actions. Du haut de sa prospérité et de sa sécurité, elle contemple avec philosophie ces tempêtes périodiques où peuples et gouvernemens s'abîment et se relèvent tour à tour.

En 1848 comme depuis, l'Angleterre était plus dure que personne pour la domination Autrichienne en Italie, elle allait plus loin que personne dans l'expression de ses sympathies libérales, mais en même temps moins que personne elle voulait agir. Une assistance diplomatique, — si cette assistance pouvait convaincre l'Autriche qu'elle n'avait qu'à se retirer bénévolement, — c'est là le secours qu'elle prêtait à l'Italie; l'inaction dans tous les cas, s'il fallait aller au-delà, c'est le secours qu'elle prêtait d'un autre côté à l'Autriche, et rien ne peint mieux la politique anglaise que ces paroles presque naïves adressées par lord Normanby à un agent vénitien : « Vous ne pourriez affirmer que jamais le gouvernement anglais vous ait fait une promesse qu'il ne veuille ou ne puisse plus tenir. Il n'aurait pu vous promettre de faire la guerre pour vous, attendu que le peuple anglais ne veut pas faire la guerre... » En réalité, l'Angleterre était beaucoup moins occupée de décider une victoire au-delà des Alpes que d'empêcher autant que possible la France de descendre en Italie. Une fois ce but atteint, elle se dégageait assez lestement avec beaucoup de marques de sympathie pour les vaincus et disait à Venise : « Vous n'avez qu'à vous soumettre, et le plus tôt sera le mieux. »

Quant au rôle de la France dans les affaires italiennes de ce temps, et surtout dans les affaires vénitiennes, je ne sais s'il y eut jamais une politique plus embrouillée, plus décousue, plus vaine et plus mortelle à ceux qui l'ont pratiquée. Que fallait-il pour intéresser la France républicaine à Venise? Rien ne manquait assurément, ni le droit, ni le fait de l'indépendance acquise, ni le prestige d'une cause généreuse, ni même l'occasion de relever le principe de la révolution française par la réparation de l'iniquité de Campo-Formio. Malheureusement les affaires de Venise se mêlaient aux affaires de l'Italie tout entière, et c'est ici que la politique française s'embarrassait pour aboutir au plus éclatant aveu d'impuissance sous la forme d'une médiation fuyante et inutile. Elle voulait et elle ne voulait pas; elle était poussée par son principe, par ses sympathies, par un besoin d'action à franchir les Alpes, et elle craignait de se compromettre dans une grande affaire extérieure; elle était arrêtée par mille considérations plus médiocres. L'idée d'aller au secours d'un roi la troublait; la répugnance qu'elle rencontrait chez beaucoup d'Italiens la froissait. Elle cédait aussi à ce préjugé suranné de diplomatie, qui consistait à voir un danger pour la France dans la constitution d'un puissant état de l'Italie du nord. Mais voyez la contradiction : si cette création d'un royaume de l'Italie du nord avait de si sérieux inconvéniens pour la France, c'était bien le cas de diminuer le danger en aidant la république

vénitienne indépendante et libre à se constituer, de transporter à Venise l'intérêt qu'on refusait au Piémont et au roi Charles-Albert. Ce n'était pourtant pas ce qu'on faisait; lorsque Manin demandait à la France de reconnaître la république vénitienne, qui était après tout un gouvernement de fait ni plus ni moins que le gouvernement provisoire français, on lui répondait par un bout de lettre privée adressée à M. Tommaseo, et on refusait la reconnaissance officielle. Lorsqu'il demandait des armes, on commençait par les accorder, non sans peine, puis la promesse faite par un ministre, démentie par l'autre ministre, allait se perdre je ne sais où, et on finissait par avouer « avec douleur » que, « par des considérations de politique extérieure, » on ne pouvait permettre l'envoi des fusils qui devaient être partis depuis deux mois.

Pourquoi donc la France se montrait-elle si tiède pour Venise, pour cette république, petite il est vrai, mais grande de cœur et si honnête dans ses actions? On n'en peut plus douter aujourd'hui, parce que la Vénétie était en quelque sorte sacrifiée d'avance, parce que la république manquait de foi, parce que l'idéal de la politique française dans les affaires d'Italie était modeste : il n'allait pas au-delà de l'admission de l'indépendance de la Lombardie, qui à un certain moment était déjà conquise, en laissant la Vénétie, avec une administration nationale et constitutionnelle, sous la suzeraineté, c'est-à-dire sous la domination de l'Autriche, et M. de Lamartine, le ministre des affaires étrangères d'alors, avoue avec candeur que ces conditions, qui renouvelaient et sanctionnaient Campo-Formio à l'égard de Venise, « satisfaisaient largement aux légitimes ambitions d'affranchissement de l'Italie. » C'était simplement une idée mise en avant par l'Autriche elle-même sous le coup de ses défaites, au mois de mai 1848. L'habileté de l'Autriche vaincue et menacée était de manœuvrer de façon à immobiliser la France par une velléité de concessions, à satisfaire l'Angleterre en arrêtant la France, à garder le temps et la liberté pour elle, et voilà comment la politique française, peu portée à la guerre par elle-même, peu sympathique Charles-Albert, glissait dans une médiation *amicale* qui livrait tout à la merci des événemens, dont l'inefficacité grandissait dans la mesure des succès par lesquels l'Autriche relevait sa fortune. Ce n'était pas, je le sais bien, la politique de tous les hommes de la république, ni même de toutes les phases du gouvernement républicain. Il y eut des momens où le gouvernement d'alors suffoquait en quelque sorte sous le poids de son inaction et de sa médiation impuissante, où il sentait la nécessité de faire la guerre; l'idée de trancher la question par l'envoi d'un corps d'armée à Venise fut même un moment agitée, et lorsque Manin, lassé d'incertitudes,

poussé à bout, s'adressait à M. Jules Bastide, non « comme le président de la petite république de Venise au ministre de la puissante république française, mais comme le citoyen au citoyen, comme l'honnête homme à l'honnête homme, » pour lui demander décidément ce qu'on voulait faire, M. Bastide lui répondait par ces mots, faits assurément pour l'honorer : « J'ignore quel avenir Dieu réserve à mon pays; mais, tant que je dirigerai ses affaires au dehors, la France n'abandonnera pas la cause de Venise, car vous êtes de braves gens qu'une nation de cœur ne peut laisser périr... Il y a, je le sais, une politique qui voudrait faire de Venise la rançon de la Lombardie; cette politique n'est pas la mienne, jamais je n'accepterai un traité de Campo-Formio. » Soit; mais lorsque M. Bastide s'exprimait ainsi le 17 novembre 1848, il n'avait plus devant lui que quelques jours de ministère, et il parlait moins comme un homme d'état en mesure de soutenir une politique qu'en homme privé soucieux de dégager sa responsabilité. Le gouvernement au nom duquel il tenait ce langage n'avait pas plus fait que celui qui l'avait précédé; il n'avait pas donné à Venise le témoignage d'intérêt sans lequel tous les autres n'étaient qu'un vain mot : il ne l'avait pas reconnue, il ne la reconnaissait pas encore. Au moment même ou M. Bastide écrivait, l'Autriche resserrait autour de Venise le cercle de son blocus et capturait les barques vénitiennes jusqu'à l'entrée du port, sous le canon de nos navires, laissés sans instructions. La médiation acceptée n'impliquait nullement, même dans la pensée des négociateurs français, la disparition de la souveraineté autrichienne dans la Vénétie.

Ce que le gouvernement de cette première période de la république faisait par une sorte d'indécision agitée et troublée, le gouvernement issu de l'élection du 10 décembre le faisait par système, par un excès de préoccupation conservatrice et pacifique. Ni l'un ni l'autre n'y a gagné. Le premier a perdu probablement la république pour avoir manqué d'audace et de sens politique dans ces affaires d'Italie. Le parti constitutionnel, qui revenait au pouvoir dans la lune de miel de la présidence du 10 décembre, a perdu sans doute aussi la cause parlementaire, la cause du libéralisme conservateur, pour l'avoir associée aux réactions outrées qui commençaient en Europe. Ce qu'il y avait de funeste pour Venise dans cet abandon graduel, c'est qu'il se colorait de toute sorte de sympathies et de promesses faites pour lui laisser l'espérance, tandis que de tous les actes se dégageait la pensée de ne rien faire, jusqu'au jour où on finissait par lui dire que « vouloir soutenir Venise équivaudrait pour la France à une déclaration de guerre, et que la guerre, elle ne pouvait pas la faire. » Résumons donc cette série de déceptions :

au premier instant, M. de Lamartine, en faisant vibrer le sentiment national des peuples et en leur promettant l'appui de la France, admet très bien que la Vénétie, déjà affranchie, puisse rentrer sous la domination autrichienne, et il engage la politique française dans cette voie. Le gouvernement du général Cavaignac ressent plus d'intérêt pour Venise, le nom de Campo-Formio le trouble; mais il ne fait rien, et il se déguise à lui-même son inaction. Le gouvernement de la présidence du 10 décembre ne promet rien, ne fait rien et sonne la retraite de la politique française dans les affaires vénitiennes comme dans les affaires de l'Italie tout entière.

Ainsi le moment vient pour Venise où du côté de l'Italie, du côté de l'Europe, elle n'a plus rien à espérer. Le Piémont, abattu à Novare, ne peut plus rien pour elle; les autres parties de l'Italie sont en pleine restauration absolutiste et n'ont aucun secours à lui offrir. La France et l'Angleterre lui signifient que ce qu'elle a de mieux à faire, c'est de se soumettre. De tous les alliés qu'elle aurait pu avoir, elle n'a plus que la Hongrie, qui ne peut se sauver elle-même et avec laquelle elle signe des traités inutiles. Alors s'élève pour elle cette terrible question : seule, abandonnée, continuera-t-elle la lutte? S'enfermera-t-elle dans la solitude de son héroïsme? C'est le 2 avril que cette question est tranchée sous le coup même du désastre de Novare. A dix heures du matin, les représentans se réunissent au palais ducal, dans la salle du grand-conseil, dans cette salle toute tapissée des trophées de la Venise d'autrefois, des portraits des doges et des merveilles de l'art vénitien. Manin arrive et monte à la tribune. « Vous connaissez les nouvelles, dit-il d'un ton bas et grave, que décidez-vous? — C'est au gouvernement de prendre l'initiative, lui répond l'assemblée. — Êtes-vous décidés à la résistance? — Oui, nous le sommes. — A tout prix? — A tout prix! — Voulez-vous me donner des pouvoirs illimités pour diriger la résistance? — Nous le voulons. — Vous savez que j'aurai à demander d'énormes sacrifices? — Nous les ferons. »

Aussitôt tous ces hommes se lèvent dans un mouvement d'exaltation patriotique, entourent Manin, votent par acclamation, et à une sommation du général Haynau on répond en envoyant simplement ce laconique décret rendu par l'assemblée : « Venise résistera à l'Autriche à tout prix. » Manin et l'assemblée n'étaient, à vrai dire, que l'écho de la population tout entière, résolue à une lutte désespérée. Au-dessus du *campanile* de Saint-Marc, on hissa un immense pavillon rouge flottant dans l'azur et annonçant aux vaisseaux autrichiens de l'Adriatique comme à l'armée assiégeante de terre que Venise était décidée à tout plutôt que de se soumettre. « Depuis ce jour, dit un consul américain, M. Flagg, qui s'est fait

l'historien ému et coloré de ces luttes vénitiennes, depuis ce jour *résister à tout prix* devint le mot d'ordre universel. » Venise, par le fait, avait pour se défendre une armée de vingt mille hommes et tout un groupe d'officiers jeunes, intelligens et énergiques, le Lombard Sirtori, aujourd'hui général dans l'armée italienne, les Napolitains Ulloa et Cosenz, Alexandre Poërio, Rosaroll et bien d'autres qui marchaient sous la direction du vieux Pepe. Soixante-dix forteresses avec plus de cinq cents canons couvraient la ville et les lagunes, protégées de toutes parts. Les élémens de défense étaient nombreux et puissans; mais d'un autre côté l'Autriche, n'ayant plus rien à craindre en Italie, pouvait désormais concentrer tous ses efforts sur le seul point qui échappât encore à sa domination. La victoire de Novare lui permettait d'accroître son armée, son matériel de siége, tous ses moyens d'attaque contre Venise, et de l'écraser de la supériorité de ses forces.

Dès lors s'engage et se resserre ce duel de cinq mois, plein de péripéties et d'héroïsme, sans merci et sans trêve, dont l'Europe semble détourner les regards comme s'il était pour elle un remords. Pendant cinq mois, Venise offre le spectacle d'une ville assiégée par terre, bloquée par mer, ne recevant rien, ne trouvant aucun écho au dehors et s'offrant volontairement en sacrifice. Pendant cinq mois, aux travaux d'approche des Autrichiens, à leurs attaques, au feu croissant de leur artillerie, toute cette population oppose un courage enflammé et indomptable, prolongeant une résistance dont Manin reste le génie familier et énergique. Elle avait fini par s'accoutumer à cette vie de fièvre et de danger, mêlée d'espérances toujours trompées et d'exaltations patriotiques. Elle ne renonçait pas à ses fêtes, elle les célébrait au contraire avec une passion nouvelle, confondant son culte religieux et le culte de Venise. Elle se plaisait dans tous ces spectacles d'exposition de la Vierge, de processions, de consécration de bannières, qui se succédaient; seulement il s'y mêlait je ne sais quoi d'héroïque, et c'est au sortir d'une de ces cérémonies, le jour de la fête de saint Marc, que Manin lançait ce cri qui allait retentir à travers les lagunes comme une poésie virile : « Qui persiste vaincra! Nous avons persisté et nous vaincrons. Vive saint Marc! ce cri qui durant tant de siècles a couru sur les mers nous le crierons encore : à la mer! à la mer! à la mer! » Et l'enthousiasme éclatait. Ce pauvre peuple avait certainement aussi ses mobilités et ses emportemens, quoique rares. Un jour c'était à la suite de l'explosion d'un magasin de poudre dans l'îlot *della Grazia*, un autre jour c'était pour les subsistances. On criait à la trahison; la foule s'assemblait et courait aussitôt au palais du gouvernement. Manin ne la ménageait guère selon son habitude;

il la rudoyait familièrement : « Vénitiens, s'écriait-il dans un de ces momens de turbulence passagère où il fallait qu'il parût au balcon, croyez-vous que cette conduite soit digne de vous? Vous n'êtes pas le peuple de Venise, vous n'êtes qu'une poignée de fâcheux. Jamais je ne soumettrai mes actes aux caprices d'une tourbe ameutée... Je vous dirai la vérité quand vos fusils viseraient ma poitrine, quand vos poignards seraient sur mon cœur. Et maintenant allez-vous-en, allez-vous-en. » Il n'en fallait pas plus pour tout calmer. On aurait dit que ce peuple avait besoin de temps à autre d'être remonté, d'être tranquillisé dans son patriotisme facile à émouvoir. Quand il était allé crier : « *Fuori Manin!* nous voulons voir Manin! » quand il avait entendu sa voix, tout était dit, il se retirait content. Manin traitait ainsi son peuple dans le tête-à-tête pour ainsi dire; mais il savait bien ce qu'il était et ce qu'il pouvait, et lorsqu'il s'adressait, dans un suprême et inutile appel, à la France et à l'Angleterre, il le représentait tout autrement; il le montrait simple, dévoué, alliant l'amour de l'indépendance à l'esprit de sacrifice, la liberté nouvelle à l'ancienne piété, bravant la misère et la mort.

La situation n'était pas moins terrible, et elle le devenait chaque jour davantage. Au premier moment, la ville était encore à l'abri du feu des assiégeans. La prévoyance du gouvernement avait amassé des approvisionnemens qu'on ménageait avec le soin le plus scrupuleux. La population n'avait pas sérieusement souffert, la salubrité était intacte. Bientôt cependant tout changeait. Quatre mois de lutte, de combats journaliers, de privations, d'émotions, produisaient leur effet. Les Autrichiens, rapprochés peu à peu, commençaient à faire pleuvoir les bombes et jusqu'aux boulets rouges sur la ville elle-même, et les incendies se multipliaient. Les approvisionnemens finissaient par s'épuiser, et on en venait à mesurer les rations en prévoyant le moment où tout allait manquer. Enfin le choléra éclatait dans Venise avec une intensité accrue par l'excès des souffrances et des anxiétés morales. Les munitions devenaient rares, si bien qu'on était obligé de se servir des projectiles lancés par l'ennemi pour les lui renvoyer. Malgré tout, on ne parlait pas de soumission; personne n'aurait osé prononcer ce mot, et pour l'avoir fait entendre le premier, le patriarche voyait sa maison assaillie par la multitude. Une négociation directe ouverte avec un ministre impérial, M. de Bruck, avait été abandonnée parce que les conditions autrichiennes équivalaient à une reddition sans garanties. « Les Autrichiens, écrivait-on, continuent à lancer leurs boulets sur Venise; la mort et la destruction se promènent dans les rues, le choléra grandit horriblement, la disette devient chaque

jour plus cruelle, et pourtant, parmi de telles misères, malheur à qui murmurerait un mot de capitulation! »

C'était vrai pour la passion populaire; politiquement la question ne se dégageait pas moins irrésistible de toute une situation, et cette question était là obsédante : c'est là ce qui s'agitait en secret à un certain moment entre Manin et l'assemblée des représentans. « Que faire? s'écriait Manin. Faut-il lutter encore, lutter jusqu'à la dernière heure? Faut-il aller mourir le fusil au poing dans les lignes des assiégeans ou attendre que la faim fasse tomber les armes des mains de Venise?... Notre situation est horriblement empirée; nous sommes tout près de n'avoir plus de quoi manger. — Nous sommes dans l'héroïque Venise, répond Sirtori; Venise a enduré bien des misères, elle saura endurer encore la faim jusqu'à la dernière limite du possible. — La faim peut s'endurer, oui, mais jusqu'à un certain point. Le dernier pain consommé, ce n'est plus la faim, c'est la mort... » Un autre jour, on reproche à Manin de ne plus parler au peuple depuis quelque temps. « Le gouvernement, cela est vrai, n'a plus adressé la parole au peuple depuis que ses espérances ont diminué, répond Manin; mais c'est parce que je veux que sur mon pauvre tombeau on puisse écrire : Ci-gît un honnête homme! »

Une des scènes les plus dramatiques peut-être de ce temps est la revue de la garde civique passée par Manin au moment où toutes ces questions suprêmes s'agitaient sans être résolues encore. La tristesse pesait sur les âmes; un douloureux silence régnait partout. « De grands malheurs peuvent survenir, ils sont peut-être imminens, dit Manin d'un accent désespéré;... ils sont venus du moins sans notre faute... Vous ne pourrez malheureusement compter toujours sur mon esprit, sur mes forces physiques, morales ou intellectuelles; mais sur mon affection pour vous, profonde, ardente, impérissable, comptez-y toujours, quelles que soient les épreuves que la Providence nous réserve. Vous pourrez dire peut-être : Cet homme s'est trompé; mais jamais vous ne direz : Cet homme nous a trompés... Jamais je n'ai trompé personne, jamais je n'ai tâché de faire naître des illusions que je ne partageais pas. Jamais je n'ai dit : espérez! lorsque je n'espérais plus... » Manin, interrompu par les sanglots et par l'émotion de la multitude, ne put finir; il tomba vaincu par la douleur, et en tombant il s'écriait encore : « Avec un tel peuple être forcé de céder! » Au fond, on avait beau se débattre, il n'y avait que deux issues : résister jusqu'au dernier morceau de pain, jusqu'au dernier grain de poudre, ce qui ne pouvait ajouter que quelques heures à la défense, ou essayer à temps de traiter avec l'ennemi, et dans ce dernier cas, selon Manin, il fallait subir le fait

en évitant de donner à la force l'apparente sanction du droit par une négociation politique. Une fois la question posée dans ces termes, il ne s'agissait plus que de maintenir l'honneur de Venise, de garder une ferme attitude, et jusqu'au dernier moment Manin en imposait, tenait tête au peuple qui venait lui demander du pain. « Je viens d'entendre une voix dire : J'ai faim! Que celui qui a faim s'avance! Non, la faim n'est pas encore à Venise. » Ce n'était qu'un moyen de couvrir l'extrémité où on était tombé et de gagner le temps de traiter. Le 24 août, le gouvernement vénitien abdiquait et laissait le pouvoir à la municipalité, seule chargée de négocier l'entrée des Autrichiens de façon à préserver la ville le plus possible. Même après cette abdication des hommes du peuple passaient sous les fenêtres du dictateur de la veille et répétaient : « C'est là qu'est notre pauvre père; il a tant souffert pour nous, que Dieu le bénisse! » Le 27 août, Manin était parti avec quarante personnes exceptées de toute amnistie, et le drapeau autrichien flottait sur Venise, sur cette malheureuse ville demeurée pendant cinq mois le dernier et inviolable asile de la nationalité italienne.

III.

Ce n'est pas sans dessein que je ravive ces scènes émouvantes où une population ingénieuse et virile se relève par l'éclat d'une résistance inattendue pour retomber encore une fois sous le joug; elles éclairent toute une histoire, elles expliquent le silence qui a précédé et le silence qui a suivi; elles ne laissent du moins aucun doute sur le sens moral, politique, de cette apparente soumission de la veille et du lendemain qui en aucun moment n'est une abdication. Un peuple qui peut à un jour donné trouver en lui-même de telles ressources d'héroïsme, de vigueur patriotique, de dévouement, n'est point assurément un peuple mort, ni même un peuple résigné à la servitude; quand il se lève ainsi, c'est qu'il est bien vivant, et quand il retombe muet sous la main pesante du maître, il subit le fait selon le mot de Manin, mais il a interrompu pour jamais la prescription de son asservissement. D'un autre côté, une domination réduite à s'affirmer par de tels efforts, par de telles victoires, par de telles violences faites au sentiment national d'un pays, cette domination elle-même est bien près d'être morte; elle reste frappée au cœur de la main défaillante du vaincu, elle est désormais sans avenir; elle n'est plus simplement et ostensiblement pour tous que l'ennemi campé en terre conquise. C'est là en réalité l'histoire des rapports de l'Autriche et de la Vénétie depuis 1849, rapports difficiles, pleins de froissemens, d'oppressions obs-

cures, jusqu'en 1859, et devenus à peu près impossibles à dater du jour où l'unité italienne est sortie tout armée d'une guerre d'indépendance avec sa force d'aimantation nationale, en créant en Europe une situation toute nouvelle.

Si la souveraineté de l'Autriche, sans être sérieusement et activement contestée, avait déjà de la peine à vivre, à se soutenir, à prendre un caractère durable dans le Vénitien avant la révolution de 1848, les conditions dans lesquelles elle se raffermissait après quinze mois de guerre étaient, il faut en convenir, singulièrement aggravées. C'était peut-être pour elle une fatalité de maintenir par la force ce qu'elle avait conquis par la force, de chercher sa défense dans la compression, dans un redoublement d'absolutisme et de rigueurs. Je ne sais en vérité ce que l'Autriche aurait pu faire pour une population qui n'attendait d'elle ni réformes, ni adoucissement de régime, qui n'a jamais cru à toutes ces promesses libérales bonnes pour illustrer des manifestes à l'adresse de l'Europe, qui ne demandait à la domination étrangère que de s'en aller. Ce qui est certain, c'est que l'Autriche, rentrée à Venise, n'essayait rien, ne faisait rien, ou du moins elle ne faisait que ce qu'il fallait pour s'assurer matériellement sa conquête, sans se préoccuper d'alléger le poids de sa victoire, pour recueillir les bénéfices de la restauration de son pouvoir en soumettant ces provinces à tout un système d'occupation, de représailles, de prélèvemens et d'extorsions. La capitulation accordée ou infligée par l'Autriche à Venise le 24 août 1849 n'avait certes rien de prodigieusement généreux; telle qu'elle était cependant, elle semblait garantir contre certains excès de rigueur; elle assurait une amnistie qu'on pouvait croire efficace par cela même qu'on prenait soin d'excepter nominativement ceux qu'on voulait atteindre, ceux qui avaient eu un rôle, Manin, Tommaseo, Avesani, Mengaldo, Varé, Pincherle, Morosini, etc.; elle laissait la liberté d'émigrer, elle épargnait à Venise les frais de guerre et respectait les propriétés. Malheureusement les persécutions recommençaient le lendemain, et trois ans après les biens de tous les émigrés, forcés ou volontaires, étaient frappés de séquestre sous le prétexte élastique d'une complicité de ces émigrés dans une échauffourée de Mazzini à Milan, lorsque pas un seul de ces émigrés peut-être ne connaissait d'avance cette tentative. Venise avait singulièrement souffert depuis quelques années dans tous ses intérêts matériels et économiques; elle ne retombait pas moins après sa défaite sous le poids accablant de charges incessamment accrues. Dans un espace de quelques années, en contributions extraordinaires, taxes supplémentaires, frais de guerre déguisés, participation forcée à des emprunts de l'empire, la Vénétie seule payait plus de

200 millions de francs. Aux anciens impôts, qui étaient augmentés, venaient s'ajouter des impôts nouveaux. Ces augmentations ou ces créations de taxes atteignaient successivement, depuis 1850, la propriété foncière, le revenu, le commerce, l'industrie. Il en résultait tout naturellement un accroissement de misère, la dépossession graduelle des petits propriétaires par la voie des ventes fiscales, la décadence des grandes fortunes elles-mêmes déjà fort malades, le délabrement des finances communales, l'épuisement du pays.

Qu'avait gagné l'Autriche par sa victoire? que gagnait-elle encore par cette politique d'extorsion et de force? Elle était un peu moins assurée qu'auparavant dans sa position de maîtresse et souveraine de l'Italie. Ruinée, battue et comprimée, toujours courbée sous le poids d'une occupation militaire, la Vénétie n'en était pas plus contente. Elle ne se révoltait pas, elle n'aurait pas pu, et l'insurrection violente n'est pas d'ailleurs dans sa nature; elle restait inerte, repliée en elle-même; par cette force incompressible d'un sentiment intérieur qui n'a plus d'expression, elle échappait à cette domination qui l'enveloppait. L'Autriche tenait le corps, mais où était l'âme? En d'autres termes, dans quelle mesure Venise se rattachait-elle à l'Italie durant ces années? L'émigration, notablement accrue et transportée à Turin, devenait comme une autre Vénétie reprenant en quelque sorte l'œuvre de fusion interrompue en 1848. L'âme de Venise n'était pas là seulement, elle était encore et surtout avec Daniel Manin, qui de loin avait gardé sa popularité, et après l'éclat héroïque de son gouvernement rien n'atteste mieux le sens politique de cet honnête et clairvoyant esprit, rien n'a été plus fécond, plus décisif que l'action de l'ancien dictateur vénitien dans l'exil.

Ce n'est pas qu'il conspirât : il ne conspirait pas plus dans l'exil qu'il n'avait conspiré à Venise dans le sens vulgaire du mot; il était la vivante et active personnification de l'indépendance vénitienne. Quand il avait quitté Venise au lendemain du grand désastre, il s'était dirigé vers la France, vers Paris, laissant sur sa route les restes de la personne qu'il aimait le plus, de sa femme, morte à Marseille. Il était arrivé à Paris, malade lui-même d'une vieille affection du cœur, avec sa fille, déjà atteinte d'un mal mortel, et son fils : c'est dans ce monde d'affections qu'il vivait retiré. Il n'avait pas de fortune; pendant sa dictature, il n'avait jamais voulu rien recevoir de celle qu'il appelait sa *patrie mendiante*. Il n'avait qu'une somme de 24,000 fr. que la municipalité de Venise lui avait offerte à son départ avec une délicatesse touchante, dont il avait dû se servir pour faire face à ses premiers besoins, et qui ne pouvait suffire à son existence. Il n'aurait eu qu'à parler, à laisser voir un désir; il eût trouvé des

amitiés aussi empressées que délicates, heureuses d'adoucir pour lui les rigueurs de l'expatriation. Daniel Manin ne voulait rien devoir qu'à lui-même, à son travail, et cet homme, qui avait été pendant quinze mois le dictateur d'un pays, s'en allait d'un bout à l'autre de Paris, au risque d'aggraver son mal, pour donner des leçons de langue italienne qu'on lui procurait, — relevant ainsi par la simplicité de sa vie laborieuse la dignité de l'exil. Il n'était pas moins entouré d'amis, de ceux qu'il s'était faits en France sans le savoir, et des Italiens, ses compagnons d'émigration; — car cet homme simple, par sa droiture, par l'honnêteté de son patriotisme, par la vigueur d'une nature sensée et chaleureuse, avait le don d'attirer. Quand il revenait sur ce passé si récent qui faisait son orgueil et sa tristesse, il ne regrettait ni la modération, ni la loyauté, ni la générosité qu'il avait montrées dans la lutte. « Quand même, ce que je ne crois pas, disait-il, on eût pu vaincre par des moyens que le sens moral réprouve, la victoire eût été achetée trop cher; elle n'eût été ni vraiment utile ni d'un effet durable. Des moyens que le sens moral réprouve, lors même qu'ils seraient matériellement utiles, tuent moralement... » Il avait besoin de garder le sentiment de cette supériorité morale de sa cause; c'est pour cela qu'il pouvait dire par un retour de tendresse attristée : « Quoi qu'il arrive, ma pauvre Venise ne sera du moins plus méconnue, ne sera plus calomniée... Non, aucun de ses sacrifices ne sera perdu, ni pour elle ni pour l'Italie!... » Mais, sa conscience ainsi assurée sur le passé, il se demandait quel serait l'avenir et ici recommençait son action.

Daniel Manin, je le disais, en gardant par une sorte de tradition vénitienne le goût et la foi de la république, n'avait pas contre le Piémont et contre Charles-Albert les préventions vulgaires longtemps nourries par le parti révolutionnaire italien. Il voyait dans la triste campagne de 1848 des fautes, de l'inexpérience, des désastres qui étaient l'œuvre de tout le monde, dont Venise la première avait souffert; il ne soupçonnait pas le patriotisme de Charles-Albert, qui venait de payer de sa couronne et de sa vie son dévouement à la cause italienne. Le régime constitutionnel sauvé du naufrage et survivant à Turin par la loyauté d'un roi jeune et hardi lui semblait plus que jamais une force nationale, un moyen de ralliement. La participation du Piémont à la guerre d'Orient le frappait singulièrement. Les délibérations du congrès de Paris sur l'Italie, ces délibérations dont M. de Cavour avait l'initiative et l'honneur, achevaient de fixer ses espérances et ses idées. C'est alors que, plein de feu et se refaisant agitateur, il commençait une campagne dont tous ne prévoyaient pas également l'issue victo-

rieuse, et où c'était un Vénitien qui donnait le signal d'un mouvement destiné à entraîner l'Italie tout entière.

La première question était de définir la situation telle qu'elle était réellement, et cette situation Manin saisissait l'occasion de la préciser toutes les fois qu'en France, en Angleterre, on semblait revenir à la panacée de promesses libérales de l'Autriche, des intentions réformatrices de l'Autriche. « Nous ne demandons pas à l'Autriche, répétait-il, d'être humaine et libérale en Italie, ce qui du reste lui serait impossible quand elle en aurait l'intention. Nous lui demandons de s'en aller... Non, nous ne nous résignerons pas, non, nous ne resterons pas tranquilles tant que nous n'aurons pas atteint le but que nous poursuivons... Jusque-là, quoi qu'on fasse, nous nous agiterons toujours. Il y aura toujours en Italie un foyer de trouble, une occasion de guerre qui menaceront l'Europe et ne lui permettront pas de compter sur une paix durable... » La seconde question, bien autrement grave, était d'arriver à l'action, à la solution. Manin n'hésite pas. « Nous n'étions pas préparés à la révolution de 1848, dit-il sous toutes les formes aux Italiens; il faut nous préparer à celle qui est possible et désirable, à celle qui peut éclater dans dix ans, dans cinq ans, dans un mois, demain... L'indépendance est pour nous au-dessus de tout. Indépendance et unification se touchent, l'une ne peut vivre sans l'autre. Pour y arriver, il faut chercher ce qui est pratiquement possible. Qui peut songer aujourd'hui à mettre de côté la monarchie libérale et nationale du Piémont? Elle est trop forte pour être renversée par une révolution, trop faible pour abattre son rival sans la démocratie. Dès lors faisons alliance. Mettons de côté nos préférences, ne soyons ni républicains ni royalistes, soyons Italiens. Que notre but soit l'indépendance et l'unification, et dès ce moment que notre mot d'ordre soit : Victor-Emmanuel roi d'Italie! Puisque les papistes et les soutiens de l'Autriche s'attachent à injurier la maison de Savoie, c'est qu'elle est une grande force italienne. » Une autre base du système de Manin, c'était l'alliance avec la France, quel que fût son gouvernement, pourvu qu'elle voulût faire la guerre, et ici encore, saisissant la question corps à corps, il montrait que, si l'Italie avait besoin de la France, la France ne pouvait retrouver qu'en Italie la garantie de sa grandeur. « Si nous pouvions parvenir à atteindre notre but, écrivait-il à nos journaux, si l'Italie, cessant d'être une simple dénomination géographique, pouvait devenir une individualité politique puissante et prospère, cela pourrait-il être dangereux ou nuisible ou simplement desagréable à la France? »

Ainsi nécessité première de l'indépendance, unification de la péninsule sous la bannière de la maison de Savoie, au cri de *Victor-*

Emmanuel roi d'Italie, alliance avec la France, c'étaient là les termes du problème tel que Manin le posait, et ces idées, il les lançait dans de petits manifestes précis et vifs, dans des lettres multipliées, au milieu des attaques des républicains, des fédéralistes, des conservateurs, qui venaient l'assaillir sans l'ébranler. On ne voyait pas alors ce qu'il y avait de décisif dans cette vigoureuse initiative; on l'a vu depuis. Par le fait, cette politique du dictateur exilé se propageait avec plus de rapidité qu'il ne le croyait peut-être lui-même, ouvrant la route à Cavour, détachant du parti révolutionnaire et de Mazzini les esprits généreux ou sensés, Garibaldi tout le premier, et préparant ce faisceau national d'hommes de toutes les opinions, de toutes les régions, par lequel s'est accompli un mouvement auquel Manin seul a manqué au jour définitif de l'action et du triomphe. Il s'éteignait tristement en effet le 22 septembre 1857, blessé au cœur de toute façon, ayant déjà perdu sa fille, cette Émilia qui dans sa grâce douloureuse et charmante était comme une image de Venise. Il mourait du mal dont il avait ressenti plus d'une atteinte au milieu même des excitations de la lutte de 1848, que les souffrances de l'exil aggravaient, et son dernier acte politique était de signer d'une main déjà défaillante une circulaire de la *société nationale*, récemment formée sous son impulsion, de cette société qui a joué un grand rôle dans les derniers événemens. Ainsi, par sa résistance passive, par l'excès de ses mécontentemens, comme par les idées dont son chef le plus populaire s'était fait le promoteur, Venise était de toutes les provinces italiennes la mieux préparée à la guerre de 1859, à la révolution qui en a été la suite, et par une ironique fatalité c'était la seule qui restait en gage aux mains de l'Autriche. Elle avait vu le drapeau français prêt à forcer l'entrée de ses lagunes; elle avait entendu jusque près de l'Adige le canon de ces deux armées dont l'alliance était le rêve de Manin; elle avait recueilli avec une frémissante impatience les manifestes qui appelaient l'Italie à l'indépendance « des Alpes à l'Adriatique, » et elle retombait autrichienne, — avec promesse d'une administration nationale, cette fameuse administration nationale qui reparaît toujours aux heures de détresse de tous les dominateurs étrangers en pays conquis.

A quoi donc a-t-il tenu que de cette paix de Villafranca il n'ait pu sortir rien de durable pour la Vénétie, et que la domination de l'Autriche ait été désormais un fait sans avenir? Justement à ce courant d'opinion que Manin avait contribué à créer, qui se répandait au-delà des Alpes, du nord au midi, et qui, en faisant surgir une Italie toute nouvelle campée sur le Mincio et à Ferrare, rendait la domination autrichienne non plus seulement répugnante et difficile, mais impos-

sible. La vérité est que cette paix de Villafranca et de Zurich, combinée avec cette révolution de l'unité italienne qui en était l'épilogue inattendu, créait une de ces situations aussi exceptionnelles que violentes qui ne sont plus qu'une trêve agitée. Tout avait un caractère étrange dans cette situation où l'Autriche, restée maîtresse de la Vénétie, se trouvait réduite à une défensive de plus en plus pénible, et où la Vénétie, déclarée diplomatiquement italienne, en était pour le moment à se débattre dans des conditions aggravées. Politiquement les provinces vénitiennes n'avaient pas même l'avantage des clauses de ce traité de Zurich qui les laissait sous une souveraineté étrangère, puisque l'Autriche se trouvait déliée de ses engagemens par la révolution qui transformait l'Italie, et plus l'Autriche se sentait menacée, cernée par cette révolution d'une nationalité grandissante, plus elle se rejetait dans tous ces expédiens de la force que la diplomatie anglaise elle-même lui reprochait. C'était le consul d'Angleterre à Venise qui écrivait un an après Zurich : « Pour donner quelque idée de la manière arbitraire dont ce peuple est traité, je dirai qu'un grand nombre de personnes respectables qui ont été arrêtées n'ont jamais été jugées et sont toujours en prison. Pendant ces derniers jours, un peintre nommé Coffi a été mis en jugement pour avoir fait la caricature du prêtre Zinelli; il a été acquitté, mais il est toujours en prison. Le même fait est arrivé à la comtesse Calvi pour une accusation insignifiante. » Économiquement la Vénétie ne se sentait pas moins atteinte; tout ce qui se faisait en Italie tournait contre elle. La communauté d'intérêts qui la liait à la Lombardie se trouvait brisée par le caprice d'une frontière nouvelle, par les lignes douanières, tandis que d'un autre côté les Romagnes, les Marches, les duchés, Naples elle-même, toutes ces provinces avec lesquelles la Vénétie avait conservé jusque-là un commerce étendu, trouvaient désormais plus commode, moins onéreux de se tourner vers Gênes et la Ligurie. C'était un si singulier état que Mantoue et Vérone pouvaient recevoir de Gênes certaines marchandises à meilleur marché que de Venise elle-même.

Politique, intérêts, sentiment national incessamment excité par le spectacle contagieux de l'Italie transformée, tout aggravait la scission, et de fait cette scission était désormais complète entre l'Autriche et ce dernier fragment de sol italien sur lequel elle tenait encore à laisser flotter son drapeau; elle était si complète que lorsque le gouvernement de Vienne, cherchant à se retremper dans la vie constitutionnelle, essayait d'attirer des députés vénitiens dans le conseil représentatif de l'empire, il ne rencontrait qu'un refus obstiné. La plus grande partie des communes ne se réunissait pas ou s'abstenait de nommer les délégués du premier degré;

les assemblées provinciales profitaient de ce résultat négatif pour s'abstenir de dresser les listes électorales; la congrégation centrale à son tour déclarait qu'il n'y avait pas lieu de nommer des députés au conseil de l'empire. Le gouvernement finissait par désigner lui-même ces députés, et ces étranges *élus* refusaient comme tout le monde. Voilà quelle était la situation de ces provinces, autrichiennes par l'autorité de la diplomatie et de la force, italiennes d'âme, d'esprit, d'intérêts. Lorsqu'on en est là, il ne manque plus que l'occasion. L'occasion est venue, le dernier lien entre la domination impériale et l'Italie a été rompu, et cet affranchissement de Venise n'est pas seulement le fruit du sang versé dans les combats d'aujourd'hui, des défaites récentes de l'Autriche, il est surtout le couronnement de cette vie agitée d'un demi-siècle, où le sentiment national a grandi, tantôt dans l'éclat des résistances héroïques, tantôt dans le silence d'une servitude subie et jamais acceptée.

Voilà donc l'Italie arrivée aujourd'hui à cette pleine et souveraine possession d'elle-même sans laquelle elle pouvait se sentir toujours menacée. Il y a dix ans, elle n'était encore que la vieille Italie avec un petit peuple levant un drapeau vers lequel commençaient à se tourner toutes les aspirations nationales. Tout lui a souri, elle a même été un peu gâtée par la fortune. La guerre de 1859 a entamé la domination autrichienne. Quelques mois et quelques milliers de volontaires ont suffi bientôt pour faire disparaître quatre ou cinq petites souverainetés locales ébranlées par une sorte de déchaînement méthodique du sentiment national. Aujourd'hui c'est Venise qui est le prix d'une lutte nouvelle, et l'Italie gagne la dernière province qui manquait encore à sa jeune puissance. C'est la période de la revendication patriotique, nationale, qui finit par la disparition de toute souveraineté étrangère au-delà des Alpes. La seule question qui reste, la question de Rome, est à la fois plus petite et plus grande que celle de Venise; elle est d'une autre nature, et ce n'est pas par les armes qu'elle sera tranchée. Ce qui s'achève aujourd'hui, c'est une constitution territoriale à laquelle l'Italie tendait de tout l'effort d'un patriotisme longtemps comprimé. Ce n'est pas que toutes les difficultés soient vaincues; c'est maintenant au contraire qu'elles commencent, toutes ces difficultés organiques, financières, que le gouvernement italien a pu ajourner tant qu'il était obligé de rester sous les armes, et ce n'est pas la possession de la Vénétie qui peut aider pour le moment à les résoudre.

Venise est une force morale pour l'Italie; elle est peut-être sous d'autres rapports une faiblesse. Il ne faut pas s'y tomper en effet :

la Vénétie est une province italienne d'âme et de cœur, dont il serait puéril de vouloir faire revivre l'autonomie; mais c'est une province ruinée, épuisée d'impôts, de taxes extraordinaires, de réquisitions, d'occupations militaires, une province qui a payé 100 millions la guerre de 1859. Ressources des communes, fortunes privées, industries locales, commerce, ont été rudement atteints, et c'est un serviteur de l'Autriche qui écrivait : « A partir de la guerre de 1859 commence pour Venise une phase de décadence si rapide que peut-être n'en trouverait-on pas un second exemple dans l'histoire de notre commerce. » De telle sorte que matériellement Venise n'offre pas peut-être une grande ressource; elle ressemble à un grand corps endolori, épuisé, qui a besoin de se refaire. C'est sous l'influence d'un régime libre, c'est en retrouvant ses rapports naturels avec la Lombardie et les autres provinces italiennes que la Vénétie peut se relever; c'est par la liberté que Venise peut redevenir la rivale de Trieste et revoir ses navires sur toutes les mers d'où ils se sont retirés depuis longtemps. C'est pour l'Italie un gage de puissance dans l'avenir; pour le moment, c'est une œuvre de réparation à réaliser, c'est-à-dire une complication intérieure de plus au milieu de toutes les complications dont l'Italie doit triompher pour s'affermir définitivement.

Une autre difficulté, et celle-là se lie à une situation générale, à toute une politique, tient aux circonstances mêmes dans lesquelles s'est accomplie cette renaissance de Venise à la vie nationale. Elle implique, à vrai dire, une question d'alliances. L'Italie, cela est bien clair, n'a pas été militairement heureuse, quoique ses soldats aient mérité le succès. Ce n'est pas par les armes qu'elle a emporté la Vénétie; ce n'est pas devant elle que la domination autrichienne a battu en retraite. Par orgueil ou par calcul, l'Autriche n'a voulu se retirer qu'après une victoire sur les Italiens, et en abandonnant alors la Vénétie ce n'est pas aux Italiens qu'elle a voulu la laisser, c'est à la France qu'elle l'a cédée.

Que l'Italie se soit émue, se soit sentie blessée dans son orgueil militaire et national par un procédé qui semblait l'humilier devant la France; qu'elle ait tenu à reprendre sa marche en avant, même quand elle ne rencontrait plus d'ennemi, pour rester fidèle à l'alliance prussienne, elle le pouvait sans doute, elle le devait peut-être. Elle a malheureusement trop laissé voir comme un vieux fonds de mauvaise humeur et d'animosité contre la France. Elle s'est trop hâtée dans l'impatience de ses irritations. Blessée elle-même par l'Autriche, elle a blessé à son tour un certain instinct français. Il en est résulté en France un vrai froissement, presque un refroidissement subit pour les succès ou les revers de l'Italie, une sorte

de malaise enfin où il n'est resté d'inaltérable que la sympathie toujours ardente et profonde pour Venise. Et ce sentiment s'est développé avec d'autant plus de vivacité que le spectacle de tout ce qui se passait en Allemagne était de nature à éveiller toutes les susceptibilités du patriotisme français. Il semblait que les récriminations assez inopportunes de l'Italie vinssent s'ajouter à l'irritante obsession de tous ces événemens, qui créaient au pas de charge et sans notre aveu des situations où la politique française est certainement intéressée. Les Italiens choisissaient en vérité mal leur moment. Ils ne voyaient pas que, puisque l'Autriche était décidée à mettre son amour-propre à l'abri d'une de ces fictions qui ne trompent personne, il valait au moins autant pour eux recevoir la Vénétie des mains de la France que des mains de la Prusse. Ils ne voyaient pas surtout qu'ils donnaient de trop faciles prétextes à leurs ennemis, toujours prêts à saisir l'occasion de diminuer la popularité de leur cause, et qu'ils donnaient des armes à leurs adversaires et embarrassaient leurs amis. C'est la crise la plus sérieuse qu'ait traversée jusqu'ici l'alliance morale de l'Italie et de la France, et ce qui aurait dû être un lien de plus, la délivrance de Venise, est justement ce qui a fait naître cette crise. Les Italiens ont pu céder à un moment d'humeur né d'une série de déceptions, du mécontentement de leur propre rôle; ils sont trop fins, trop clairvoyans, trop politiques, pour ne pas s'arrêter à temps sur ce chemin, pour ne pas voir surtout que, si l'alliance prussienne leur a été utile, ce n'est pourtant qu'une combinaison de circonstance, la coalition fortuite d'un sentiment légitime d'hostilité contre l'Autriche et d'une âpre ambition, — que pour eux l'alliance vraie, naturelle et permanente, c'est l'alliance française. C'est cette alliance, moralement préparée par Manin, diplomatiquement scellée par Cavour, qui a aidé l'Italie nouvelle à naître, à grandir, à devenir ce qu'elle est aujourd'hui, et sérieusement, si la France ne l'eût pas voulu, est-ce que cette guerre dont la délivrance de Venise est le prix eût éclaté? Tout donc rapproche les deux peuples, idées, intérêts, convenances, traditions, et quand le souvenir d'un passé si récent s'y mêlerait, ce ne serait pas encore déshonorant pour l'Italie.

CHARLES DE MAZADE.

CUBA ET LES ANTILLES

I.

LA HAVANE, UNE VILLE DES TROPIQUES.

21 février 1865.

Nous sommes à la Havane, dans la Capoue du Nouveau-Monde, dans les délices de la reine des Antilles. Pour vous jeter tout de suite *in medias res*, souffrez que je vous introduise familièrement dans la chambrette où j'écris, les coudes serrés, assis sur une chaise branlante, au milieu d'un pêle-mêle de caisses entassées et entr'ouvertes. Mon compagnon de voyage, M. M***, un Américain distingué dont j'ai fait la connaissance à Philadelphie il y a trois semaines, et que j'ai l'honneur de vous présenter malgré la légèreté de son costume, est là qui va, vient, sue, travaille comme un cyclope dans sa forge et complète à grand'peine une toilette sommaire, en me disputant le rebord étroit de la table grasse où je suis accoudé. Profitons d'un moment de trêve, et faisons d'un coup d'œil le tour de notre horizon.

C'est une boîte étouffée, écrasée sous un plafond bas et noir, entre quatre murailles tendues de toiles d'araignée et d'un papier jaune en lambeaux où la saleté dessine toute sorte d'arabesques curieuses. Un lit vermoulu couronné d'un moustiquaire tout grisonnant de poussière s'étale dans le beau désordre où l'a laissé son dernier occupant. La fenêtre est grillée comme celle d'une prison : elle s'ouvre au fond d'une cour, c'est-à-dire au fond d'un puits

large de trois pieds, bordé de balcons qui se touchent, et percé de fenêtres qui se regardent en face, si bien qu'on peut se donner la main de l'une à l'autre et qu'il faut se résigner à n'avoir aucun secret pour ses voisins. Cette ouverture indiscrète donne peu de jour, point d'air ni de fraîcheur, mais une vapeur chaude, épaisse, un parfum délicieux de friture et de graillon, qui s'élève de la cuisine avec le tintamarre des voix criardes et le vacarme éclatant de la vaisselle entrechoquée. C'est au fond de cette basse-fosse qu'on nous a enfermés, en attendant qu'on nous donne le luxe d'une chambre à deux lits, au cinquième étage, avec de l'air, de la vue et de la lumière. Quant à obtenir chacun une chambre, il n'y faut seulement pas songer : la chambre à un lit est un raffinement de civilisation qui n'a pas encore pénétré jusqu'ici. Nous voilà loin de nos rêves voluptueux de hamacs balancés nonchalamment par une troupe d'esclaves silencieux et de sommeils langoureux rafraîchis par la brise des éventails doucement agités! Nous ne sommes pas encore dans le pays des fées.

Et pourtant quel plaisir de voir briller le soleil, non pas ce soleil pâle et froid de nos latitudes, qui éclaire sans réchauffer, mais ce beau soleil des tropiques qui embrase et transfigure tout ce qu'il touche de ses rayons! Quel brusque et merveilleux changement en cinq jours! Comme me voilà loin de ce neigeux New-York, de sa boue, de ses pluies et de sa rade encombrée de glace à une lieue en mer! J'en suis étonné, désorienté; j'ai besoin de me remettre de l'éblouissement de cette lumière et de l'excitation de cette chaude et baignante atmosphère. C'est le ciel de Naples ou de Sicile en plein été, succédant tout à coup à l'âpreté d'un hiver de Russie. On y éprouve le même sentiment de bien-être que dans un bain de vapeur, avec le même besoin du *far-niente* physique et moral. A peine si j'ai le courage de penser et d'écrire : je voudrais pouvoir passer tout le jour les paupières à demi closes, à fumer la cigarette en me balançant sur ma chaise de cannes; mais il faut d'abord que je vous raconte les cinq journées toujours semblables et toujours nouvelles pendant lesquelles le steamer *Moro-Castle* m'a balancé sur l'océan.

On se plaint souvent de la monotonie de la mer, et il est vrai que sous les mêmes latitudes une longue navigation n'est guère qu'un long ennui. Surtout dans cette morne saison, l'horizon gris ou d'un vert pâle, le ciel d'un bleu froid et cendré, les nuées grises et sales, çà et là un brouillard ou un orage noir, toutes ces tristesses vous font chercher dans la cabine et dans le peu de vie qui s'y retire un refuge contre la désolation de cette grande étendue sans couleur et sans expression; mais quand on avance vers le sud,

chaque jour le ciel et l'océan s'animent. On a sous les pieds la même étendue mouvante, sur la tête les mêmes nuées et les mêmes étoiles, et les yeux, en parcourant l'horizon, ne découvrent qu'une voile lointaine, ou bien un troupeau de mouettes blanches se jouant autour du navire et bondissant dans le sillage écumeux qui fuit derrière nous. Cette scène, toujours la même, prend des teintes et des expressions changeantes. La couleur des eaux, la profondeur de l'horizon, les nuits tardives et soudaines, l'éclat nouveau des étoiles, et jusqu'aux chaudes bouffées de ce vent du sud qui nous baigne d'une vapeur invisible, tout nous surprend et nous intéresse, si bien que les heures et les journées s'écoulent sans se faire sentir. Chaque matin nous mesurons à l'atmosphère échauffée combien de centaines de lieues nous avons faites, nous jetons quelque partie gênante de notre vêtement d'hiver, et quand nous nous levons le dernier jour en vue de la Havane, nous nous étonnons d'être si tôt arrivés.

L'Amérique, d'ailleurs, nous a fait les adieux les plus maussades. Quand nous nous embarquâmes, il venait de tomber un orage de neige, le trentième peut-être de l'hiver. Nos bagages, déposés sur la jetée, et nos personnes, plantées là sans abri, sont soumis, à l'examen de MM. les douaniers. Leur grande affaire est de découvrir s'il y a parmi nous des rebelles. Il y a d'abord les officiers de la douane, puis l'officier de la police spéciale du général Dix, puis l'officier de la police urbaine ordinaire; enfin il y a M. le *detective*, que je n'ose pas appeler en bon français du nom de mouchard, représentant de la police extraordinaire et occulte que le gouvernement a été forcé d'établir pendant la guerre. Ces messieurs cependant semblent avoir délégué leurs pouvoirs à une sorte d'argousin repoussant, sans uniforme, sans signe visible de son autorité, en bottes éculées et en chapeau troué, semblable au plus suspect des habitans des *Five-Points*. Ce personnage s'approche de moi et me demande où je vais. Je le prends pour un portefaix et je réponds : « A la Havane. — D'où êtes-vous? — De France. — Où avez-vous résidé dernièrement? — De quel droit, s'il vous plaît, me faites-vous ces questions? vous n'êtes pas un officier de police. — Pardon, je suis l'officier de police. » Sur quoi cette face repoussante et ces mains sales se mettent à fureter dans mes caisses, y découvrent mon pistolet, le déchargent, ouvrent mes cahiers, mes livres, examinent avec un air d'importance tous les papiers écrits en Français. Je songeais, en le voyant faire, que j'aimais autant nos gendarmes et nos commissaires de police. Un gouvernement est forcé, dans certains cas, de recourir à quelques mesures tracassières; mais au moins doit-il à sa dignité de se faire représenter par des visages

convenables et par des mains lavées. Tel est pourtant le défaut presque inévitable des institutions démocratiques et le résultat naturel de cette indépendance individuelle qui est leur plus grande qualité. Tandis que chez nous on se rue aux offices, et qu'il n'est guère de petit bourgeois qui ne se sente honoré de porter dans la douane ou dans la police l'uniforme du gouvernement, ces emplois subalternes tombent ici dans le mépris public, et l'on ne trouve guère pour les remplir que la lie des plus basses classes. — A la police vint s'ajouter la neige, qui redoubla de violence et nous tint toute la nuit immobiles. Le lendemain seulement nos roues battaient la glace, et nous fûmes bientôt en pleine mer.

C'est samedi soir que nous avons commencé à sentir l'influence méridionale. Nous étions alors à la hauteur de Savannah, mais la côte basse de ces régions ne paraissait pas au-dessus du cercle de l'horizon liquide. La Grande-Ourse et les autres constellations du nord ne s'étaient pas encore abaissées dans la mer. La nuit était chaude, sans lune, mais si lumineuse et si scintillante d'étoiles que la planète Vénus faisait dans la mer un reflet d'argent. L'eau, tordue par nos roues puissantes, s'enflammait sur notre passage d'une lueur phosphorique et étrange qui lui donnait l'air d'une masse ruisselante d'argent fondu. On eût dit des millions d'étincelles blanches allumées dans chaque goutte d'eau, ou un essaim innombrable de bestioles lumineuses dansant sur les vagues troublées. Le reflet argenté de cette lumière fantastique jouait sur les flancs du navire et sur les blanches chaloupes suspendues à ses côtés comme la lueur mystérieuse des splendeurs sous-marines de je ne sais quel palais des nymphes. Ce phénomène, assez rare dans nos latitudes, est quotidien sous les tropiques. On l'attribue, vous le savez, à des matières animales en décomposition, dont le phosphore s'enflamme au contact de l'air sitôt que la vague est troublée. Voilà du moins ce que nous enseigne la science positive de l'âge moderne. Ne vaut-il pas mieux rêver, avec les anciens, de fées et de génies?

Le lendemain, chaude et paresseuse journée sous la tente du steamer, sur une mer huileuse et bleue comme le ciel. A droite, la côte basse de la Floride s'enveloppe dans les vapeurs; à gauche, dans le lointain, une bande d'un bleu vif et verdâtre s'étend le long de l'horizon. C'est le *gulf-stream*, dont les eaux mouvantes se distinguent à plusieurs lieues par leur transparence azurée. Une voile, un trois-mâts, à demi couché sur l'horizon, passe rapidement entraîné par l'immense fleuve, tandis que le remous, replié le long de la côte, nous pousse en sens inverse vers le sud. Le soir, une fraîche brise s'élève, une brise presque glaçante, quoique aussi

tiède que nos vents d'ouest. Elle vient de la pleine mer, et couvre bientôt le ciel d'une vapeur épaisse. La nuit tombe, obscure et agitée, tandis que nous longeons les côtes et l'archipel à demi submergé des Florides. Le soleil levant nous montre les formes arrondies des grands arbres, seul accident de cette longue bande grise qui est la terre, et qu'on prendrait volontiers pour un banc de vapeurs. La mer est houleuse, et se soulève par grandes lames pesantes, telles qu'il en roule souvent sur les plages longues et ouvertes. Vers le soir enfin, tournant le dos à la Floride, nous coupâmes le *gulf-stream* en droite ligne, le cap sur la Havane. Comment vous dire la grandeur tranquille et pourtant menaçante du spectacle qui s'offrit alors à nos yeux? — Il avait soufflé tout le jour un vent du nord qui avait soulevé de grosses vagues et livré un violent combat à la puissance irrésistible du courant. Les lames oscillaient maintenant indécises, et un calme profond, solennel, s'était fait dans l'atmosphère pesante et chaude. Tandis que les vagues nous roulaient à gauche, le courant nous repoussait à droite avec une violence qui faisait incliner nos vergues et semblait quelquefois nous déraciner. Nous avancions ainsi péniblement, et nos roues, soudainement submergées l'une après l'autre, faisaient entendre un tonnerre intermittent et sinistre. L'horizon avait une profondeur immense, inconnue à nos climats, et dont la transparence vaporeuse semblait infinie entre les lourdes nuées qui pesaient sur le ciel et les montagnes noires des vagues. Le jour baissait rapidement; des pans de nuages déchirés s'éclairaient d'un jaune menaçant et brillaient parmi les masses compactes et violettes de leurs voisins immobiles. Les brisans de la mer avaient des lueurs blafardes en contraste étrange avec le bleu sombre et ardoisé de la surface des eaux. L'air tiède, humide, pénétrant, semblait étouffé et comme oppressé dans l'attente de quelque grande convulsion des élémens: on eût dit un orage immense qui se préparait à tous les coins du ciel. — Un pauvre malade en délire, qui depuis deux jours nous tourmentait de ses discours et de ses gestes extravagans, se promenait comme un fou en poussant des exclamations incohérentes sous l'influence énervante de cette atmosphère trop forte pour sa faible machine. C'était le ciel des tropiques qui prenait, pour nous recevoir, toute sa lugubre majesté.

Ce matin, au lever du jour, nous étions en panne devant la rade de la Havane. Les autorités n'en permettent pas l'entrée la nuit. Un long bras de terre ou plutôt un promontoire de rochers, sur lesquels s'élèvent les tours et les remparts pittoresques du vieux château du Maure, en ferme à moitié l'ouverture. Mais voici le phare qui s'éteint, le canon qui retentit, le drapeau espagnol qui

s'élève dans le premier rayon de soleil. Le signal est donné; nous accostons le pilote venu à notre rencontre, nous arborons nos fières couleurs républicaines en face du drapeau usé d'un despotisme vermoulu; nous lui faisons, en passant, l'honneur de deux coups de canon, et nous franchissons l'étroit défilé qui sépare le château de la ville. A droite, sur une plage basse et unie, les vagues déferlent avec leurs panaches blancs. A gauche, la vieille forteresse nous montre la gueule de ses canons surannés. La ville de la Havane, rouge, bleue, jaune, resplendissante de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, groupe capricieusement en face de nous ses terrasses orientales et ses tourelles mauresques. Un bouquet de palmiers, un massif de mûriers festonnent gracieusement la plage, tandis qu'un peuple de petites nacelles aux toits colorés se presse autour du rivage dans ce pêle-mêle pittoresque et brillant dont les paysages du midi ont seuls le secret. Cependant nous avançons dans des eaux soudainement devenues tranquilles, parmi les grands vaisseaux de guerre espagnols qui encombrent la rade. Un essaim de petites barques nous environne, nous assaille, se colle aux flancs du navire comme une nuée d'abeilles. C'est parmi les bateliers un feu roulant d'interpellations, d'offres de service, en espagnol, en anglais, en français, dans toutes les langues qu'ils savent et ne savent pas. Quelques-uns, pour mieux se faire entendre, grimpent comme des chats à leurs mâts fragiles. Ils sont blancs, jaunes, noirs, de toutes les teintes possibles et imaginables entre le charbon de terre et le jus de tabac, les blancs aussi brûlés que les mulâtres et faciles à confondre avec eux. L'ordre cependant se fait petit à petit : chacun loue sa barque, y fait descendre ses bagages primitivement au bout d'une corde. Dehors les voiles, et toute la petite flottille aborde en rangs pressés à la douane.

Je n'y arrivais qu'avec frayeur et tremblement. Les Américains m'avaient fait un tableau terrible de ces douaniers espagnols soupçonneux, exigeans, rapaces, de ces permissions à obtenir, de ces rançons à payer, de toutes les tracasseries qu'il me faudrait endurer avant de mettre le pied dans les rues de la Havane. Je craignais pour mes livres, pour mes armes, pour quelques pamphlets abolitionistes que je rapportais des États-Unis et qui pouvaient me nuire dans un pays d'esclavage. Je ne tardai pas à me rassurer et à m'apercevoir que l'arrivée des voyageurs était pour le gouvernement colonial une trop précieuse aubaine pour qu'on s'avisât de les décourager en leur jetant des bâtons dans les jambes. Après un coup d'œil superficiel jeté sur mes malles, qu'il me fit ouvrir toutes ensemble, l'employé me pria de passer au guichet du receveur. Celui-ci retient nos passeports et nous délivre à chacun, au prix de

deux piastres, un permis de débarquement. Demain nous retournerons à la police pour acheter un permis de séjour; enfin, quand nous voudrons quitter l'île, nous irons une dernière fois réclamer nos passeports, qui nous seront rendus moyennant finance, avec un permis de rembarquement. L'épreuve dont on me faisait si grand'peur n'est qu'une formalité productive et une manière d'arracher quelques plumes aux oiseaux de passage. Vite en voiture, et à la recherche d'un logis passable! L'hôtel dell' Almy, qui est, dit-on, le meilleur, n'a plus une chambre vide. Nous traversons la vieille cité, nous franchissons les remparts, nous longeons un square nouveau planté de palmiers, et nous débarquons à l'hôtel de Inglaterra, la seconde auberge de la Havane, que je vous décrirai une autre fois.

22 février.

Figurez-vous une baraque de bois et de plâtre peinte en rose et en bleu, haute de deux étages, et large de six ou sept fenêtres. C'est sur cette façade qu'est située la porte; mais, une fois la gueule franchie, ne vous attendez plus à aucune régularité. Un escalier presque monumental fait deux tours, se borde un instant d'une belle grille dorée de fer battu, puis se termine en échelle de bois qui conduit sur des terrasses, au sommet d'une espèce de tour branlante où est perchée notre chambre nouvelle. Notre porte ne ferme guère et notre carrelage ne connaît pas le balai, sans compter qu'il offre à chaque pas des montagnes et des précipices. Notre miroir (car l'appartement est décoré de glaces) est incrusté d'une poussière séculaire que nul plumeau ne laboure, deux lits de fer pressés l'un contre l'autre occupent à peu près la moitié de la chambre; mais, ô miracle! nos fenêtres ont des carreaux de verre, chose rare et luxueuse à la Havane, où les maisons ne se ferment guère qu'avec des volets de bois. Quant au plafond, il est fait de poutres et de planches, les murs nus sont en madriers ornés d'arabesques d'un haut goût, et l'un de nos lits de sangle, un seul, est muni d'un mince matelas et d'une courte-pointe de calicot jaune de fabrique française, avec enluminures militaires imprimées en noir qui représentent une collection de tambours-majors, de vivandières et de grenadiers, le tout crasseux, dépenaillé, horrible, plein de toiles d'araignées et de bêtes ténébreuses qui montrent leurs trompes affamées dans toutes les fentes. Tel est le vaste et somptueux appartement qu'on nous a donné pour nous dédommager du logis bizarre où nous étions casernés hier. Ici du moins nous avons de l'air et de la vue, et les vitres cassées nous serviront la nuit de ventilateurs. Nous voyons à notre gauche la mer et sa surface grise, hérissée,

écumante, car le vent du nord souffle encore, à droite des toits, des terrasses, des murs bleu de ciel crénelés de verre de bouteille, où viennent percher mélancoliquement les bandes funèbres des *urubus* ou petits vautours noirs. Ces jolis animaux, qui remplissent dans tous les pays tropicaux les fonctions importantes de nettoyeurs de la voirie et de gardiens de la santé publique, sont devenus tellement familiers qu'ils ne fuient pas l'approche de l'homme, et qu'il faut presque les pousser du pied dans les rues, comme nos moineaux parisiens. Il y a même une loi qui protége leur vie sous des peines sévères. En voilà une volée qui s'ébat devant cette fenêtre : je ne puis vous dépeindre leur maigreur affamée, leur vol lent et lugubre, leur plumage sale et hérissé, leur œil terne, leur tête d'un gris rougeâtre, tout cet ensemble de laideur obscène et de stupidité féroce. On dirait les harpies de l'*Énéide* ou plutôt une troupe de croque-morts déguenillés qui sortent, le nez rouge et l'air paterne, du cabaret voisin du cimetière. En dépit de cet aimable voisinage, mieux vaut notre logement près des nues que la rangée de cellules grillées que j'ai aperçues en passant au pied de l'escalier.

Je suis descendu en ville. Je ne sais si après un voyage en Espagne la Havane aurait pour moi l'attrait qu'elle a maintenant. Peut-être n'est-ce qu'une pauvre copie des villes de la mère-patrie; mais telle qu'elle est, avec ses rues étroites et pavées de lave, ses maisons basses et à demi mauresques, ses étalages de pacotilles européennes ou de produits pittoresques du pays, et ses banderoles d'étoffe peinte pendues à travers les rues pour servir d'enseignes aux boutiques, elle me semble avoir un caractère à elle et tout à fait tropical. Il y a encore dans la basse ville, aux environs du quai, quelques ruelles tortueuses, encombrées de mulets, de charrettes, de ballots et de caisses, qui racontent l'ancienne prospérité commerciale et la civilisation arriérée du pays. On y vit comme dans le vieux temps, en plein air, presque dans la rue, à portes grandes ouvertes. La plupart des négocians ont leurs bureaux, leurs habitations et leurs magasins dans la même maison. Une grande porte-cochère à battans de bois massif, souvent sculptée ou ornée de clous historiés, s'ouvre sur la rue étroite. Le porche et la cour sont pleins de ballots empilés, boîtes de cigares, caisses de sucre, sacs de café, grains et fruits de toute espèce. Le portier, mulâtre, nègre ou brun chocolat, est gravement assis au pied de l'escalier, et vous salue respectueusement quand vous passez. L'escalier de pierre, grand ouvert, vous conduit à une large galerie en balcon, une sorte de portique qui entoure la cour étroite et ornée de rudes colonnades. Souvent l'*office*, le bureau du maître, est dans la galerie même, exposé à tous les

vents. De larges portes ouvertes me montrent ici une vaste salle aux murs garnis de livres, de casiers, de grands bureaux d'acajou, là les appartemens de la famille, un grand salon meublé avec ce luxe douteux et ce goût médiocre qui sont propres aux intérieurs méridionaux. Quelques-unes de ces habitations, construites dans un vieux style espagnol massif, ont un grand air d'opulence et d'antiquité; toutes rappellent en général la vie retirée et bourgeoise dont elles n'ont conservé que l'extérieur. La civilisation américaine s'est glissée déjà sous ces dehors surannés.

Entrez dans une de ces maisons vénérables qui semblent devoir être habitées par quelque riche marchand en large pelisse de soie ou en sévère costume de velours noir. Vous y trouvez un homme moderne, habillé à la mode de New-York, le plus souvent Allemand ou *Yankee*, ou, s'il est Espagnol pur sang, tellement américanisé qu'il a perdu l'originalité et pour ainsi dire le fumet de sa race. Les ruelles étroites, à fenêtres solidement grillées, bordées de lourds balcons en fer, portent au milieu de la chaussée la double empreinte du *railroad-car* américain. Il y a jusqu'à des omnibus avec un toit en forme de pagode chinoise, à la façon de New-York. Enfin la barbe blonde et l'épaisse botte ferrée du *Yankee* se rencontrent autant dans les rues que la tête maigre et noire et le classique soulier verni percé de l'Espagnol; mais ce mélange extravagant de toutes les populations du globe est justement l'originalité de la Havane. Ici le *Yankee* bien connu, fraîchement débarqué des États-Unis, portant gauchement le poids de la chaleur; là-bas l'aventurier allemand, que je devrais plutôt appeler aventureux, car c'est généralement un personnage intelligent et sympathique, au rebours des vilaines physionomies françaises qui traversent Cuba en route pour Vera-Cruz; puis l'Espagnol à moustache fière avec sa tournure indélébile de grand seigneur déchu; le mulâtre bouffi et ventru, tout de blanc habillé, vautré nonchalamment au fond de sa voiture de louage, tandis qu'entre son pantalon et sa bottine vernie paraît un morceau de sa jambe jaune et velue; puis la négresse vêtue d'oripeaux éclatans, parée comme une figurante de théâtre, drapée dans une robe de cotonnade et dans une écharpe de mousseline brillante, jambes, bras et tête nus, — et toute une population d'ânes, de mulets, de petits chevaux pittoresquement bâtés et harnachés, de bœufs courbés sous le joug; tout cela défile sous vos yeux tandis que vous roulez vous-même dans une de ces *volantes*, véhicules nationaux du pays, *corricolos* d'étrange sorte, dont le double timon, long de quinze pieds, emboîte un petit cheval nerveux monté par un postillon nègre aux haillons brillans. Le siége, abrité par une espèce de cabriolet écrasé, re-

pose sur le brancard même, et par l'ouverture laissée au fond de la capote vous voyez tourner derrière vous les deux larges roues qui vous portent. La *volante* ne peut pas verser, quand même le cheval s'abattrait sous sa charge pesante; l'essieu est trop large et le centre de gravité trop bas pour qu'elle chavire de côté. Le timon, d'autre part, est si long, qu'en le posant à terre la voiture est à peine inclinée en avant. Il y a des *volantes* de louage qui coûtent vingt-cinq sous la course; mais on en rencontre d'aussi élégantes que les calèches à la Daumont de notre bois de Boulogne, traînées par deux et trois chevaux, guidées par de beaux nègres en livrées rouge et or. Voici maintenant l'officier de police en uniforme mousquetaire Louis XV, avec des paremens blancs galonnés d'or, fièrement campé sur son cheval immobile. Des soldats passent dans la rue en capotes de coutil bleu brodées d'or. Enfin écoutez ce cri étrange, à la fois nasal et harmonieux, qui traverse la rue silencieuse : *Naranjas dulces!* C'est le vieux marchand d'oranges nègre qui chemine côte à côte de son baudet à la tête basse, et qui se bouche les oreilles avec ses deux doigts à chaque cri qu'il pousse, comme s'il était ennuyé de la monotonie de sa musique sempiternelle.

Suivons-le dans sa lente promenade, en cherchant le long des murailles une ombre rare à cette heure du jour. Nous descendons la rue *Mercaderes*, la rue des marchands, toute bordée d'un bout à l'autre des plus belles boutiques de la Havane. Au bout, nous rencontrons la *plaza de Armas*, un joli square orné de fontaines et décoré de plates-bandes touffues où s'épanouissent les vives couleurs des fleurs tropicales. C'est là que se trouve le palais du gouverneur, ou plutôt (car c'est un gouverneur militaire) du capitaine-général de l'île de Cuba, — vaste édifice carré, entouré d'arcades, assez insignifiant, mais de mine vraiment royale. Tous les fils du gouvernement y sont rassemblés sous la main du maître. En face, un petit enclos s'étend jusqu'à la mer, lieu consacré et entouré de grilles où, suivant la tradition, Christophe Colomb aborda pour la première fois dans l'île. Plus loin, au fond d'un dédale de ruelles, s'élèvent les vieux bâtimens de la douane, qui ont un peu l'air d'une forteresse avec leurs porches sombres et leur cour intérieure aux arcades profondes et surbaissées. Une troupe de grands gaillards nègres, aux formes athlétiques, s'y agite en tumulte au milieu des ballots et des barriques, enlevant ou déposant des fardeaux, et jurant à gorge déployée quand ils se rencontrent ou s'entre-choquent sous la voûte étroite qui sert d'entrée. On me montre dans un coin des arcades la vieille table usée où depuis plusieurs siècles on tire tous les quinze jours les numéros gagnans de la fameuse loterie ha-

vanaise. Je cite encore pour mémoire les cafés où se presse tous les soirs une population oisive, bruyante, bavarde, en face d'un paquet de cigares, d'un charbon brûlant et d'une *granizada de leche*. Souvent le tapage des conversations est accru par un piano infernal, touché par deux mains de fer, qui jouent *fortissimo* quelques-uns des morceaux les plus bruyans de Verdi. Les Havanais, si mous et si nonchalans pendant le jour, aiment à être réveillés le soir par un vacarme à rompre les oreilles. Je vous parlerai une autre fois du *paseo*, des flâneries de la place d'Armes, qui est la place Saint-Marc de l'endroit, comme la Dominica en est le café Florian, et des voiturées de señoritas à tête nue à qui l'usage du pays interdit de mettre le pied par terre. Pour le moment, il faut que j'aille voir si je pourrai découvrir mes lettres dans le chaos de la poste de ce gouvernement barbare. Il paraît qu'il n'y a pas encore de convention postale entre Cuba et les États-Unis, de sorte que les lettres n'y parviennent que par bienveillance.

23 février.

Ce climat est délicieux en cette saison. Les brises de mer continuelles le maintiennent à une température aussi douce que celle de nos belles journées d'été. Les nuits sont fraîches, légères, radieuses et à peine humides. On raconte que la semaine dernière il y a eu sur les plantations de l'intérieur grésil et gelée, si bien qu'on a pu casser de la glace sur les étangs; mais la ville est à l'abri de ces variations, d'ailleurs peu redoutables, quoique les Cubans fassent autant de bruit de leur demi-millimètre de glace que nous de cinq pieds de neige.

Je n'ai rien fait d'intéressant depuis hier. Il y a toujours, au moment où l'on arrive dans un pays étranger, une attente incertaine et une perte de temps involontaire qu'il ne faut pas reprocher au voyageur. On porte des lettres, on fait des connaissances, on attend les invitations et les conseils. Et puis la paresse est dans l'air, et le milieu de la journée, comme en Italie, n'est bon qu'à dormir. C'est le matin, au lever du soleil, que les naturels se promènent et travaillent. Le soir est réservé à une flânerie universelle : le théâtre, le *paseo*, la promenade en voiture, la musique à la place d'Armes, et l'éternel bavardage des cafés. Il n'y a qu'un moyen d'échapper à une oisiveté absolue, c'est de se ménager une longue matinée en faisant la veille une provision de sommeil.

Mais je suis trop routinier pour fermer les yeux à volonté. Faisons donc une nouvelle promenade à travers la ville, au petit pas, cherchant l'ombre le long des murs, là où des toiles tendues de maison en maison ne protégent pas la chaussée. La place d'Arme

est le rendez-vous et le centre universel. C'est là que je descends de ma *volante*, dont le cheval n'est pas caparaçonné d'or et d'argent, ni les coussins fourrés de velours, ni le postillon muni d'autres bottes que ses jambes noires et nues, mais dont la selle haute, recourbée, perchée sur une double épaisseur de matelas en pyramide, et le petit cheval maigre emmanché comme une mouche aux immenses brancards en pattes d'araignée ont toujours un air pittoresquement ridicule qui me fait préférer ces véhicules barbares aux *victorias* à l'anglaise que la civilisation américaine tend à mettre à la place. Je m'arrête en face du palais du gouverneur, je franchis d'un pas hésitant la porte de la grande cour sans que le factionnaire m'arrête ou m'interroge; puis je monte avec recueillement le grand escalier de pierre, d'où je passe, sans plus de cérémonie, dans l'antichambre de son excellence. Je trouve là des aides-de-camp polis qui me disent que le capitaine-général n'est pas visible en ce moment, mais que demain, vers midi, je serai admis en son auguste présence. Rien de plus simple d'ailleurs et de moins effrayant que cet appareil royal, dont on m'avait parlé aux États-Unis et qui choque tant le républicanisme américain.

Puisque nous voilà dans la basse ville, allons au *Correo* chercher nos lettres. Je tourne à droite, dans cette ruelle où je vous ai déjà conduits et qu'ombragent de vieilles maisons aux balcons de bois et de fer sculptés; je traverse encore la cour de la douane avec ses colonnes de granit, ses arcades surbaissées encombrées de ballots en désordre, son porche étroit, où se pressent en tumulte chariots, mules, tonneaux et portefaix nègres au milieu desquels je me faufile à grand'peine. Les murs délabrés sont partout revêtus de peintures voyantes aux couleurs favorites des Espagnols, rose, bleu de ciel, jaune et quelquefois vert tendre, toutes si heureusement mariées, ou plutôt si magnifiquement éclairées par un soleil éblouissant que la brutalité même en paraît harmonieuse. En revanche, cette lumière, qui rehausse les teintes vives, tue les nuances délicates et légères qui conviennent à nos climats. On rencontre çà et là dans une *volante* élégante des dames qui chassent l'ennui de leur vie oisive et cloîtrée en faisant des emplettes par la ville. Elles s'arrêtent devant une boutique, à l'ombre de la capote obscure et basse, voilées elles-mêmes de la mantille de dentelle noire, tandis que le marchand leur apporte un à un ses articles avec force humilités et salutations. Les belles indolentes, sous cette éclatante lumière, ont quelque chose de terne et de blafard qui gâte leur beauté. En voici deux, une blonde et une brune, que j'ai vues hier au théâtre français (où, par parenthèse, j'ai entendu *les Pattes de mouche*, jouées par la troupe future de l'empereur Maximilien), et que j'ai beaucoup admirées à la clarté des lustres; je les reconnais

à peine, et il me semble que non-seulement leur teint est noirci, leurs yeux éteints, mais que leurs traits même sont défigurés. Pour lutter avec ce soleil, il faut une couleur franche et sombre comme celle de ce *coulie* indien des îles Malaises qui demandait l'aumône au coin de la rue, à genoux, la tête nue, en roulant ses yeux aveugles, ou bien celle de ce petit nègre que j'ai vu tout à l'heure dans le jardin qui borde les remparts et remplit les anciens fossés, jouant et gambadant tout nu parmi les grands feuillages et les grosses fleurs éclatantes des tropiques, brillant lui-même comme du cuivre poli et bondissant dans les rayons brûlans de midi comme dans son élément naturel. Voyez encore cette négresse herculéenne, aux larges épaules, à la robuste poitrine, aux grosses lèvres charnues, qui s'avance avec un mouvement lourd et rapide qui tient de l'éléphant et de la tigresse : voilà les êtres qui semblent faits pour vivre dans le soleil; mais quant à leurs blanches maîtresses, condamnées par les mœurs du pays à l'inaction physique, elles végètent comme des plantes ou comme des bêtes à l'engrais, se dandinant sur leur *balancine*, entre leur fenêtre et leur porte ouverte, les mains croisées et inertes, la bouche close, les yeux vaguement dirigés vers la rue, plus semblables à des statues qu'à des femmes, roulant de temps en temps une cigarette qu'elles placent entre leurs lèvres de pierre. Vous concevez ce que doivent devenir à la longue leur intelligence et leur corps : leur corps une boule de graisse, leur esprit une machine rouillée, indolente, inutile, qu'on pourrait, semble-t-il, enlever du corps sans causer aucun trouble. Jamais un livre, jamais une aiguille ne dérange leur sérénité majestueuse. Leur visage même, à la longue, reflète le néant de leur intelligence, et, si correctement que la nature l'ait formé, prend une expression de matérialisme vulgaire qui n'ajoute pas à leur beauté.

Nous avons rencontré déjà le marchand d'oranges. Voici un autre naturel curieux du pays : le marchand de billets de loterie. Vous le trouvez à tous les coins de rue, dans tous les cafés; il vous poursuit, vous importune, vous impose sa marchandise, et, si vous n'y prenez garde, remplacera dans vos poches votre or par du papier blanc. Celui que vous voyez assis à l'entrée de la ruelle qui mène au *Correo*, me reconnaissant pour un *Yankee* fraîchement émoulu de son pays natal, ne manque jamais de me saluer d'un cri rauque, aigu, étourdissant et si brusque, si surprenant, que chaque fois je retourne involontairement la tête. Laissons-nous séduire pour cette fois seulement, et achetons non pas un billet tout entier au prix exorbitant d'une once d'or (1), mais deux seizièmes de deux numé-

(1) Environ 89 francs. L'once espagnole ne vaut en réalité que 16 piastres; mais l'Espagne, qui paie chaque année à sa colonie une forte somme de numéraire en

ros différens pour la somme modeste d'un demi-doublon. On ne peut guère, avouez-le, s'en tirer à meilleur compte, ni faire au culte des faux dieux un sacrifice plus économe. Puisque le jeu est ici une religion nationale, il faut bien, par convenance pure, que je plie le genou devant le dieu Hasard, et que je dépose mon humble offrande aux pieds du gouvernement, son grand-prêtre, qui suivant l'usage immémorial, se nourrit de la viande des sacrifices. La loterie havanaise est le plus terrible instrument fiscal que jamais on ait inventé pour pomper et dévorer, sans qu'il y pense, toute la richesse d'un peuple. Prendre et reprendre des billets sans jamais se décourager est la grande émotion des Havanais, l'occupation qui remplit leur vie. Depuis le mendiant sans aveu jusqu'au propriétaire opulent de dix plantations et de vingt troupeaux de nègres, tout le monde a l'âme suspendue à un numéro de loterie, et l'imagination pleine de quines, de quaternes et de chiffres vus en rêve. C'est à cela qu'on pense en fumant son cigare ou en faisant sa sieste. Le fractionnement des billets en huitièmes, seizièmes et trente-deuxièmes met la tentation à la portée des plus petites bourses. Les commis, les petits marchands, les ouvriers blancs ou nègres, jettent dans ce gouffre sans fond leurs épargnes ou leurs salaires, et ils ne connaissent pas d'autre placement. Les familles riches comptent la loterie dans leurs dépenses; les plus grandes maisons de banque et de commerce mettent régulièrement tous les mois une certaine somme à la loterie : peut-être est-ce un moyen de se concilier les bonnes grâces du pouvoir. Il n'est pas jusqu'aux étrangers établis dans le pays qui ne se conforment vite à l'usage universel. Les Américains surtout, accoutumés d'avance au jeu sous une autre forme, ont un goût très vif pour ces grands coups de dés. J'ai vu un habitant de New-York, enrichi l'an dernier dans la spéculation, qui, tout en faisant cet hiver un voyage de plaisir à l'île de Cuba, a mis tous les quinze jours 2,000 dollars à la loterie. On ne peut pas dire qu'on a goûté de la vie havanaise, si l'on n'a savouré l'espérance d'une fortune insensée et caché ensuite sous un sourire de bonne humeur le désappointement d'avoir perdu. Malheureusement j'ai l'imagination trop froide, trop septentrionale, trop bien équilibrée par le calcul des probabilités rationnelles, pour bâtir beaucoup de ces châteaux en Espagne. Mes deux seizièmes peuvent dormir en paix; je les jette sans illusion dans la gueule du monstre, en voyageur consciencieux qui veut goûter un peu de tout.

échange de ses produits, a trouvé commode d'en fixer la valeur à 17 piastres dans l'île de Cuba.

Le marché se trouve sur mon chemin; je m'y arrête, espérant y voir quelques curieux spécimens de la flore culinaire du pays. Le marché est un double portique entouré de rues sur ses quatre faces, avec une vaste cour pavée et une fontaine au milieu; mais l'heure est trop avancée, les longues arcades sont vides et sombres. Voici en revanche la boutique d'un fruitier ornée de régimes de bananes rangées en grappes, d'oranges en pyramides, de cannes à sucre en faisceaux, et d'ananas suspendus comme des lampes ou des corbeilles de fleurs entre les vertes arcades. Ceci me mène à la *Calle del Inquisidor* et à la maison même qui lui a donné son nom, dans les siècles passés résidence du grand-inquisiteur de la colonie, aujourd'hui habitation de don Juan P..., un des hommes les plus influens et les plus respectés du pays. Je monte un escalier orné de faïences et scrupuleusement lavé. J'entre dans un bureau aux portes bardées de fer, pour le moment grandes ouvertes. Je trouve un petit homme vif, aimable, spirituel, qui parle français avec la rapidité et la netteté d'un Bordelais. On attelle sa voiture: il me mène au *paseo*, au jardin du capitaine-général, où glissent dans l'ombre du crépuscule les *volantes* et les calèches, et les dames en grande toilette, tête nue, l'éventail à la main. Enfin il m'offre une loge au théâtre, m'invite à visiter sa plantation, qui est l'une des plus belles de l'île. Il n'abuse pourtant pas des paroles cérémonieuses ni des complimens à l'espagnole. Son accueil est si cordial, si simple, si gracieux, qu'il justifie et dépasse tout ce qu'on m'avait raconté aux États-Unis de la courtoisie et de l'hospitalité havanaises.

24 février.

Si la Havane est, comme on le prétend, la ville la plus riche du monde, ce n'est pas assurément la plus somptueuse et la mieux tenue. Autrefois, c'est-à-dire il y a peu d'années, la voirie était si mauvaise que toutes les grandes rues devenaient des fondrières et restaient impraticables pendant la saison des pluies. On n'avait songé à ménager nulle part un écoulement aux eaux pluviales, de façon que toute la basse ville restait un marécage pendant quatre mois de l'année. Il y a encore au centre du quartier commerçant, vers la jonction des rues de Cuba, Mercaderes et Obispo, à deux pas de la place d'Armes et du palais du gouverneur, un pli de terrain sans issue où les eaux s'accumulent en été jusqu'à rendre impossible le passage des piétons et des voitures. Après chaque averse, et elles sont torrentielles en ce pays, il se forme là un tourbillon qui va se déverser jusque dans le port, en passant par-dessus la colline : on ne peut alors le traverser qu'à la nage, et il s'y noie

régulièrement plusieurs personnes chaque année. Étonnez-vous après cela de l'insalubrité de la ville et des épidémies qui la désolent! Les indigènes vous diront que dans la campagne, sur les grands plateaux agricoles du centre de l'île, la fièvre jaune est presque inconnue, et qu'elle est pour le moins autant un produit de la négligence et du mauvais gouvernement qu'un inconvénient naturel du climat de la Havane.

Il paraît cependant que les choses ont beaucoup changé, grâce à l'institution nouvelle et révolutionnaire d'une espèce de corps municipal chargé de l'édilité urbaine. Jusqu'alors il n'y avait à la Havane ni municipalité indépendante, ni même conseil de notables occupé des intérêts locaux. Le gouvernement colonial, c'est-à-dire la personne même du capitaine-général, commandant militaire de l'île, réunissait dans sa main toutes les attributions et tous les pouvoirs : modèle achevé d'une centralisation gouvernementale et administrative à peine égalée par les pachas de Turquie. Ce système fonctionnait avec une aisance et une simplicité admirables; le gouvernement percevait les impôts et laissait faire la nature. Un jour cependant l'autorité s'avisa qu'elle pouvait, sans rien y perdre, confier cette branche de l'administration publique à un conseil élu par elle, choisi parmi les bourgeois les plus riches et les plus imposés de la ville, et en même temps les plus conservateurs de l'ordre établi. En effet, le fisc continue à percevoir les mêmes impôts qu'autrefois, et le conseil de ville pourvoit aux dépenses nouvelles avec des contributions extraordinaires, sans qu'il en coûte rien à l'avarice espagnole. Cette ombre de gouvernement municipal a déjà rendu de grands services : on a repavé les principales rues, construit des trottoirs d'un pied de large, éclairé la ville, construit la promenade nouvelle; on parle même de creuser des égouts pour assainir les bas quartiers et donner un écoulement aux inondations périodiques des mois d'été. Telle est en tout pays la vertu du laisser-faire : l'appel à l'initiative individuelle est le seul remède efficace à l'indolence et au délabrement des gouvernemens absolus.

Tout cela ne fait pas de la Havane une belle ville. Sauf les vieilles habitations des bas quartiers et quelques palais modernes bâtis par des familles opulentes, la plupart des maisons n'ont qu'un seul étage, un rez-de-chaussée élevé de deux pouces à peine au-dessus du niveau de la rue; tous les appartemens sont de plain-pied et entourent une espèce de cour intérieure assez comparable à l'atrium antique. Les rues étroites ressemblent à ce que devaient être les ruelles des vieilles cités romaines; mais quand ces morceaux de maisons décapitées s'alignent le long des larges avenues de la nouvelle ville, ils ont un je ne sais quoi de nu, de pauvre et de mes-

quin. Les fenêtres, qui ont toute la hauteur des appartemens, sont bardées de treillis de fer semblables à des grilles de prison. La première fois que j'aperçus deux négresses à travers cette formidable défense, je crus que j'avais devant les yeux le corps de garde ou le poste de police du quartier. Je suis accoutumé maintenant à appeler salon cette espèce de cellier aux murailles blanches, meublé universellement d'une double rangée de fauteuils à bascule et de crachoirs de fer poli disposés en bataille auprès de la fenêtre, en face les uns des autres, comme deux armées ennemies. C'est là que flânent le soir les captives de ces tristes donjons, tandis que des cigares luisans viennent de temps en temps s'asseoir en face d'elles sur la ligne vide et hospitalière qui appelle le visiteur trop rare. Alors les persiennes, qui pendant le jour interceptaient les rayons du soleil, s'ouvrent pour laisser entrer la fraîcheur et les regards indiscrets du passant. C'est ainsi que nous épions les cercles de famille et les languissantes conversations du soir, alors que, fatigués du tumulte des cafés, de la foule de la place d'Armes, nous errons au hasard dans les rues obscures et silencieuses, en quête de spectacles nouveaux. Vous raconterai-je toutes nos rondes nocturnes? Nous ne rencontrons, je vous assure, ni brigands, ni alguazils, ni amans donneurs de sérénades et de coups d'épée, ni jaloux embusqués au coin d'une muraille, le poignard à la main, enveloppés tragiquement dans leurs manteaux sombres, — enfin pas le plus petit sujet de roman. Nous ne faisons même pas ces rencontres moins poétiques auxquelles nous ont habitués les rues de Paris ou de Londres; on ne voit plus à cette heure que des hommes ou des négresses; les femmes blanches ne sortent plus qu'en voiture, ou bien elles restent chez elles. Cependant, comme nous marchions en rêvant au fond d'une rue noire et solitaire, nous nous arrêtâmes soudain devant une vieille maison basse d'où sortait un rayon de lumière discrète et douce comme celle que laisse passer la lampe d'albâtre suspendue pendant la nuit au fond des chapelles. Le porche arrondi s'enfonçait en arceaux mystérieux comme la voûte d'un cloître, et à travers une grille de fer massive aux barreaux épais on voyait briller dans une gloire cinq ou six figures de femmes immobiles, assises en cercle comme dans un sanctuaire, parées somptueusement de draperies de soie brillante, et de voiles de gaze rose avec des paillettes d'or. On eût dit une de ces niches ou chapelles que les Italiens creusent dans leurs murailles, et où ils mettent derrière une grille de fer des madones en cire ou des figures de saintes enrubannées qu'éclaire le soir de sa lumière douteuse une chandelle tremblotante sous un transparent de papier rouge. Nous nous étions arrêtés en contemplation devant

cette vision mystique, lorsque brusquement une des divinités se lève, vient à nous du fond du sanctuaire et nous ouvre la grille à deux battans. Au son de sa voix, l'illusion fut dissipée, et nous vîmes que la rue entière était bordée de grilles pareilles. On aurait dit l'intérieur d'un couvent. Vous avez déjà deviné l'espèce de dieu qu'on y adore.

Les Havanais ont des mœurs relâchées, comme tous les peuples du midi. Ils comprennent autrement que nous la décence et l'honnêteté. Tandis que chez les peuples du nord la prostitution se déguise et se cache dans la foule, c'est une loi dans ce pays-ci qu'elle porte son enseigne et qu'elle soit publiquement étalée. L'usage établit jusqu'à une distinction de costume entre les femmes honnêtes et les femmes perdues. Celles-ci se reconnaissent à leur tête nue : même en plein jour et sous le soleil le plus ardent, elles n'ont pas le droit de jeter une mantille sur leurs cheveux, car cette coiffure est la marque distinctive des filles et des femmes sages. Encore n'est-il guère permis à une femme qui se respecte de sortir à pied dans la rue. J'en connais qui, après avoir tenté l'épreuve, se sont bien promis de ne jamais recommencer. Elles ont donc le choix entre leurs courses en *volante* par la ville, où elles vont de boutique en boutique, tuant la journée à faire des emplettes inutiles, ou bien la solitude et l'ennui d'une maison triste comme un cloître.

C'est à l'opéra qu'il faut voir les femmes de la société havanaise. Nous y allâmes hier soir entendre quelques actes d'un mélodrame espagnol, une espèce d'opéra tragi-comique mêlé de dialogues et de bouffonneries. La scène était, je crois, en Hongrie ou en Pologne; on y voyait figurer des brigands, des gendarmes, des moines, et toute la défroque théâtrale de l'ancien monde. La musique était bruyante, cuivrée, détestable; mais nous ne l'écoutions guère, et nos yeux étaient plus occupés que nos oreilles. La salle de l'opéra de la Havane est peut-être la plus grande du monde après celle de Milan. Il n'y a pas de parterre, et les places d'orchestre occupent tout le plancher de la salle, bien qu'elles soient d'un prix fort élevé. Aussi le spectacle est-il à la Havane un plaisir raffiné, point du tout populaire, et il n'est guère fréquenté que par les étrangers et les riches. Pour une ville de deux cent mille âmes peut-être, il n'y a que deux théâtres, le théâtre français et l'opéra, qui en général alternent et ne sont ouverts que de deux jours l'un. Du reste il y a peu de spectateurs pour une salle si grande. Ce qu'il faut dans ce climat, ce ne sont pas d'épais coussins ni des rideaux de velours, mais de l'air, de l'espace, de larges entrées. Le public de l'orchestre est un curieux mélange de toutes les modes et de toutes les nations

du monde. Les loges, qui s'ouvrent comme en Italie sur une muraille perpendiculaire, sont pleines au contraire de dames en toilette. Les modes me paraissent plus simples et d'un meilleur goût qu'à New-York. — Toutes ces figures brunes, accentuées, un peu massives, sont attrayantes de loin et meublent bien le pourtour d'un théâtre; il faut s'en approcher pour voir ce qu'il y a de vulgaire et de brutal dans leurs yeux hardis, leurs fortes lèvres, leurs épaules trop charnues et trop épaisses. Par la porte ouverte de chaque loge, j'entrevois la tête du laquais noir en livrée, cavalier servant inséparable qui porte l'écharpe des dames et les suit jusque-là pour leur éviter la fatigue d'un mouvement. Dans le jour, c'est la servante mulâtre qui est assise à leurs pieds, sur un tabouret, comme un chien près de son maître. J'ai pour voisine une grosse dame à moustaches que je vois assise dès le matin sur le pas de sa porte, et que je retrouve encore à six heures du soir assise à la même place, les deux mains posées sur ses genoux. A quoi songe-t-elle? quelle préoccupation cachée absorbe du matin au soir cette tête immobile? Depuis trois jours, son teint blafard n'a pas changé, son visage n'a pas remué d'une ligne, ses yeux vaguement ouverts ont le même regard sans expression et sans pensée.

Quel contraste quand on arrive des États-Unis, de ce pays où les femmes tiennent dans la société la même place que les hommes, et peut-être une place supérieure! — le pays des bas-bleus, des prêcheurs, des médecins femelles, des femmes politiques, où sauf le droit de vote et d'élection, attribué par la loi au sexe fort, la femme envahit partout le domaine que nous nous étions jusqu'à présent réservé, — travaillant dans les manufactures, dirigeant l'éducation, remplissant les bureaux des administrations publiques, les bibliothèques, les maisons de commerce et jusqu'aux greffes des tribunaux! Sans doute ces *Yankees* entreprenantes prennent à leurs occupations une dose exagérée du positivisme national; mais il n'y a que les esprits vulgaires que les occupations pratiques abaissent ou humilient, ceux qui ont la vraie noblesse, la vraie distinction de nature, suivent partout leur pente et trouvent toujours leur niveau. Mieux vaut encore une intelligence absorbée dans les choses pratiques de la vie qu'une intelligence endormie et annulée. Les Américains, je le veux bien, aiguisent l'esprit des femmes aux dépens de l'imagination et du cœur. Les Espagnols des colonies paraissent vouloir les faire semblables à l'idéal des Chinois et des Japonais, qui les traitent comme des choses et leur refusent une âme.

25 février.

J'ai revu hier don Juan P..., et j'ai passé plusieurs heures avec lui. Il m'a retenu à dîner sans cérémonie avec sa famille. Ce repas en plein air, dans une salle à manger sans fenêtres, avec la cour en arcades pour toute vue, un petit coin de ciel bleu à peine visible, et cependant abondance de lumière se jouant sur les fruits et les conserves dorées des tropiques, avait un goût du cru qui vous aurait donné comme à moi cette gourmandise qui est une des formes de la curiosité du voyageur. Si sobre que vous soyez vous-même, vous auriez voulu goûter de toutes les choses inconnues et excentriques, de la tortue de terre à peau verte, de la mélasse noire et rougeâtre comme la peau d'un nègre, de la confiture de coco à l'œuf et à la cannelle, et vous ne vous seriez pas arrêté plus que moi devant le gros cigare humide encore qui produit chez les novices une sorte d'ivresse nerveuse comme celle de l'opium. Le soir, au café de la Dominica, vous auriez tour à tour pompé la *granizada*, savouré le chocolat mousseux et parfumé ou le *nectar soda* semblable à du savon blanc. Tout cela fait partie de la couleur locale, et un pays parle à l'esprit par le goût comme par les yeux, les oreilles et les odeurs.

La famille de don Juan ne ressemble en rien au tableau que je vous ai fait des intérieurs créoles. C'est une famille simple, distinguée, où l'on sent l'influence toute française du maître de la maison. Cependant ses filles, qui savent à peu près toutes les langues, ignorent justement la nôtre, et c'est en anglais seulement que je puis m'entretenir avec elles. Lui-même, élevé en France jusqu'à l'âge de quatorze ans, il a toute la pétulance méridionale sans la gravité un peu lourde et un peu vide de l'Espagnol. Il n'y a pas l'ombre de pompe dans sa politesse ni d'affectation dans sa cordialité. Il possède une des plus belles plantations de l'île, où il emploie quatre cents noirs esclaves et je ne sais combien de travailleurs indiens. Ami indulgent de l'esclavage, puisqu'il en profite, il n'en est pas moins l'ennemi décidé de la traite des noirs, et là-dessus du moins nous pouvons nous entendre. On l'accuse d'appartenir au parti espagnol, et cependant vous lui entendez tenir des propos qui ne sentent pas un grand amour pour la domination abusive et corrompue de la métropole. « L'Espagne, dit-il, nous suce notre meilleur sang; nous sommes pour elle une vache à lait; » mais, bien qu'opposé au gouvernement actuel de la colonie, il n'est pas de ceux que leur haine pour le nom espagnol jetterait de bon cœur dans les bras des États-Unis.

Je ne sais si, comme les Américains aiment à le croire et se hâtent un peu trop de l'annoncer, une révolution se prépare à Cuba, grâce au progrès du parti de l'abolition de l'esclavage, reconnue urgente et salutaire dans l'intérêt même des propriétaires fonciers. Gardons-nous de rien affirmer sur la foi des journaux américains quand leur ambition nationale est en jeu. Il y a cependant, me paraît-il, et si j'en juge par ma courte expérience, une forte aversion pour l'esclavage chez les hommes les plus éclairés du pays, et les théories émancipatrices s'unissent aux sympathies américaines pour menacer la domination de l'Espagne. Comme partout, le parti de l'abolition est plus actif, plus éloquent, plus passionné que le parti conservateur, qui lui oppose la résistance passive des intérêts acquis et des faits enracinés; mais on est loin encore de sacrifier à la haine que les longs abus de l'Espagne ont excitée tout ce que veulent détruire les Américains abolitionistes. L'esclavage, si pernicieux qu'il soit peut-être à la prospérité générale du pays, soutient encore les fortunes individuelles, et, quand même le corps devrait s'en mieux porter pour s'être retranché ce membre gangrené, il y a un instinct bien naturel qui recule devant la gravité du remède, et refuse d'y voir autre chose qu'une chimère lointaine, un rêve de pauvres envieux qui veulent déposséder les riches. Enfin secouer la domination espagnole, c'est appeler la domination américaine, faire passer la civilisation, la race anglo-saxonne sur les ruines de la vieille colonie, et beaucoup d'hommes reculent encore devant un abandon de la nationalité de leurs pères. Le lendemain de l'annexion de l'île aux États-Unis, on verrait, disent-ils, commencer une invasion de barbares plus terrible à sa façon que celle qui a défiguré le continent européen. Nos conquérans ont été conquis à leur tour par la civilisation des vaincus, tandis que le *Yankee* est pour les créoles un barbare civilisé, qui viendra, armé de toutes pièces, imposer sa langue, sa religion, ses mœurs, et noyer ou humilier la race du pays. En cinquante ans, l'anglais serait devenu, comme en Louisiane, la langue officielle; en cent ans, l'espagnol aurait disparu. Cet abaissement inévitable ne laisserait pas la race vaincue indifférente; elle ne se serait pas plus tôt laissé lier les mains qu'elle regretterait sa servitude.

L'Espagne cependant n'a pas de pire ennemie que sa colonie, parce qu'elle l'a traitée toujours en servante et en vassale. C'est d'ailleurs une loi de l'histoire qui veut que les colonies aspirent toujours à l'indépendance, parce que leur situation, le système qui les régit, leur nom même les abaisse. L'antipathie est si grande entre l'Espagnol et le Cuban qu'ils regardent comme une injure la confusion qu'un étranger fait entre eux. Les Espagnols sont tenus à l'écart de la

bonne société havanaise, et eux-mêmes parlent de leurs cousins créoles avec une arrogance souveraine. Bien peu de Cubans sont employés par le gouvernement espagnol; toutes les places, jusqu'aux plus infimes, sont données à des étrangers qu'on envoie exploiter la province. Le capitaine-général lui-même est d'ordinaire un favori placé là pour faire sa fortune. On conçoit donc la colère, la haine aveugle des créoles. S'ils se jettent dans les bras de l'Amérique, ce n'est point par sympathie ni par ressemblance, mais pour abattre cet insolent drapeau espagnol qui n'est plus pour eux qu'un signe de sujétion. Si les Cubans souhaitaient en général le maintien de l'union américaine, c'est parce que l'Espagne souhaitait plutôt le succès des états du sud. Si l'abolition compte ici d'assez nombreux partisans, c'est que l'Espagne s'obstine à soutenir l'institution de l'esclavage, et qu'elle trouve dans la traite clandestine des noirs et dans la traite ouverte des Chinois et des Indiens de gros profits pour son gouvernement et ses émissaires. Chaque jour d'injustice et d'exaction rend donc plus inévitable cette incorporation américaine dont les fautes de l'Espagne pourront seules être accusées. De son côté, l'envahissante Amérique, une fois qu'elle aura mis la main sur cette terre admirable, ne la laissera pas échapper. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en afflige, on peut le prédire presque avec certitude : les États-Unis finiront un jour par prendre Cuba et le Mexique; l'Espagne et l'Europe s'en mêleront peut-être, le dernier mot pourtant restera à l'Amérique, et cette civilisation, qu'on a pu croire perdue, continuera son œuvre extraordinaire dont Dieu seul sait la fin...

26 février.

Il est un lieu où j'aime à aller m'asseoir vers midi, à l'heure pesante du jour. Ce sont les bains *del mar*, piscines couvertes d'un hangar qui leur donne de l'ombre, et creusées dans le banc de corail qui forme en cet endroit le rivage. Les requins qui peuplent cette mer, qui croisent de préférence le long des plages habitées, rendent les bains impossibles en dehors de ces baignoires de pierre. La marée, qui ne s'élève ici que de quelques pouces, ne les submerge jamais entièrement. Chaque lame y refoule un flot qui s'y précipite par des rainures étroites taillées dans le roc. Lorsque les vagues sont hautes, elles couvrent le tout d'écume et de pluie salée; mais par les journées calmes on peut s'asseoir, à l'ombre du hangar, au bord même des brisans limpides, et aspirer l'air frais qui sort des eaux. Surtout quand le vent souffle du sud, et que la ville entière est enveloppée d'une nuée de poussière brûlante, ce lieu laid, nu et vulgaire, a quelque chose de vraiment délicieux. En

face s'élève le château du Maure avec ses hautes bastilles et le jeu changeant de ses signaux maritimes. Les voiles louvoyantes qui s'ébattent à l'entrée de la rade animent la mer azurée aux bandes vertes. — Ici c'est le *clipper* américain avec sa longue, basse et mince carène, ses trois mâts légers et effilés, sa triple pyramide à six étages de voiles courtes et tendues. — Ce nuage blanc à l'horizon a fait flotter sur le Moro la banderole tricolore. C'est un vaisseau français en route peut-être pour le Mexique avec ses trois étages de grandes voiles gonflées. — Ce serpent blanc qui glisse là-bas sur les vagues, mince et effilé comme un lézard, avec sa cheminée et ses deux petits mâts cambrés en arrière, c'est un *blockade-runner* confédéré de Galveston. Le hardi petit contrebandier est encore loin à la gauche; mais, avant que ces voiliers nonchalans aient atteint l'entrée de la rade, il a déjà fièrement arboré son pavillon proscrit et franchi l'étroit goulet crénelé de la citadelle. Son propriétaire est peut-être ce grand *Yankee* aux épaules robustes, à l'œil farouche, à la fauve barbe rousse, que son extérieur nous a fait prendre hier, à table, pour un de ces entrepreneurs de piraterie qui exploitent la détresse des états du sud. Depuis que l'île anglaise de Nassau a perdu ses débouchés, Wilmington, Charleston et Savannah, — la Havane est le refuge de tous ces aventuriers. Ils s'en vont chercher jusqu'au Texas le port écarté de Galveston. Ce débouché peut servir à l'exportation des produits du sud-ouest; mais le sud-est, séparé du Texas par les solitudes ravagées et la ligne incertaine du Mississipi, n'y peut ni transporter son coton, ni envoyer prendre les armes, les munitions, les cuirs, les étoffes, qui sont indispensables à sa vie. On parlait dernièrement d'un conflit d'autorité qui s'était élevé entre le général Lee et le commandant de l'armée de l'ouest, Kirby Smith. Le gouvernement confédéré, renonçant enfin à l'immensité de ses prétentions territoriales, voulait ramener près des côtes les bandes agglomérées des *guerillas* transmississipiennes; l'ordre avait été envoyé à Kirby Smith d'abandonner et ses vains brigandages, et sa domination nominale sur les régions de l'ouest. Kirby Smith n'obéit point : le bruit courut qu'il était en révolte, et qu'il allait joindre ses armes à celles des fédéraux; puis on apprit tout bonnement que, s'il n'avait pas obéi, c'est qu'il n'avait pas pu le faire. Son armée, composée d'élémens épars, n'était bonne que pour une guerre irrégulière et barbare, et se dispersait à la première menace de discipline. Voilà par quel lien précaire les états du sud-ouest tiennent encore au tronc défiguré de la confédération rebelle. Galveston et ses *blockade-runners* peuvent prospérer et s'enrichir, sans que l'air respiré par cette fissure passe dans le sang des confédérés. Leur unique soupirail était hier Char-

leston, où parmi les décombres et les cadavres, à travers une triple cuirasse de navires de guerre, un peu d'oxygène passait encore dans leur atmosphère épuisée. Voici maintenant Charleston évacué par leurs troupes. Je conseille donc à mon voisin de table de liquider les affaires et de plier bagage au plus vite, s'il ne veut payer en un jour trois ans de spéculations coupables.

On dit qu'il y a en rade à cette heure un vaisseau belge qui apporte une soixantaine de *coulies* de l'Inde, car la traite des nègres est interdite, mais non pas celle des *coulies*. On les prend partout, en Chine, en Malaisie, aux Indes, non pas précisément par force, mais, ce qui est pire, en les décidant par de fausses promesses. Esclaves, ils ne le sont pas, puisqu'ils se sont librement engagés. Ils sont libres, mais de cette liberté virtuelle du galérien qui passe sa vie les fers aux pieds : comme les nègres, on les conduit par bandes enchaînées. Étant libres, ils doivent payer leur passage, et, comme ils sont insolvables, ils sont vendus, ainsi que les débiteurs à Rome, pour cinq, six, huit années de servitude, après quoi la loi, une loi paternelle et protectrice, prend soin qu'ils ne tombent pas dans une oisiveté malsaine, et les oblige à se vendre pour quatre années de plus. Après cette longue épreuve, ils se figurent, et vous croyez peut-être qu'ils ont assez lavé la tache originelle et payé l'inestimable bienfait d'être enrôlés comme bêtes de somme, comme machines au service de l'homme blanc. Les voilà libres, enfin citoyens de leur patrie nouvelle; on les appellera désormais *señor*, comme les hommes blancs. Point du tout, la tache est indélébile, et le préjugé public les tient dans une condition dépendante et humiliée, pire peut-être que celle du noir natif de l'île et du mulâtre affranchi. Quand une fois le pauvre esclave est bien et dûment expédié dans quelque coin retiré de l'île, qui donc, je vous le demande, ira voir si son temps de service est expiré? Qui prêtera l'appui de la force publique à son droit méconnu? Le gouvernement a d'autres soins que de venir à son aide : on sait du reste comment lui clore la bouche; son métier est de faire de l'argent, et non pas de gouverner ni de faire observer les lois. Une saignée profonde et continuelle, c'est le seul emploi possible de ce mécanisme suranné. Son unique fonction est de tenir en sujétion docile la *siempre fiel isla de Cuba* (1), et de faire aboutir au trésor public tous les ruisseaux de sa richesse. Les fonctionnaires sont autant de sangsues affamées qui, des marais stagnans de la mère-patrie, viennent s'engraisser sur la chair fraîche de la colonie. — Une police, une armée, une

(1) Les Espagnols, qui sont détestés à Cuba et qui sentent eux-mêmes leur empire menacé dans la colonie, s'obstinent néanmoins à l'appeler l'île « toujours fidèle. »

douane, un fisc, des impôts multipliés et inexorables, une justice qui se vend à tout le monde, voilà de quoi se compose tout le gouvernement. L'idée-mère en est la vieille idée monarchique qui veut que l'autorité soit un profit et un moyen d'extorsion.

Notre centralisation française, avec tous ses inconvéniens et tous ses abus, est encore un modèle de gouvernement en comparaison. Si elle absorbe et exprime toute la sève d'un peuple, comme les pouvoirs à l'ancienne mode, elle professe en revanche que son devoir est de fournir aux besoins publics et de pourvoir les individus de tout ce qu'elle leur enlève. La pratique assurément n'est pas irréprochable; mais la théorie est du moins civilisée. Ici le gouvernement ne se donne même point la peine d'avoir un système : il s'empare de toutes les avenues, de toutes les voies par où la vie circule dans le pays, et lève tribut, comme le cheik arabe sur les caravanes, ou le seigneur féodal sur les passagers de la grande route. Encore ne donne-t-il pas aux taillables la protection que ces honnêtes brigands leur accordaient en retour de leurs rapines. Après qu'il a prélevé sa part sur le bien de chacun, il lui laisse le soin de se défendre et de conserver le reste. Ne lui demandez ni sécurité, ni travaux utiles, car ce n'est pas là son affaire. Il n'y a pas de routes à Cuba, si ce n'est celles qu'ont ouvertes les particuliers eux-mêmes; pas de justice, car les procès sont ruineux, et on les redoute comme la peste : je sais des gens du pays qui ont mieux aimé composer avec le voleur que de se plaindre aux juges. En revanche, il y a toujours moyen de frauder la loi quand on est riche...

L'importation des Chinois et des Malais n'a pas du reste la même influence sur la race que celle des noirs. Les blancs les tiennent à distance comme une espèce inférieure et méchante, les noirs même leur restent étrangers. Il y a entre les deux races opprimées je ne sais quelle antipathie naturelle et singulière qui les empêche absolument de se mêler. On prétend que les enfans des *coulies* et des négresses ne peuvent pas vivre, comme si une sorte de malédiction naturelle s'attachait à l'union des races esclaves. La loi, d'autre part, qui encourage l'importation des Chinois mâles, prohibe absolument celle de leurs femmes. Le *coulie* n'est donc qu'un instrument de travail, et ne deviendra jamais un habitant. La mort d'ailleurs n'en laisse pas le nombre s'augmenter outre mesure; le climat leur est fatal, et il est rare qu'ils survivent aux dix ans de travaux forcés que la loi leur impose. Il s'est même introduit parmi eux depuis quelques années une mauvaise habitude qui a inquiété leurs maîtres : celle du suicide. Quand le fardeau des souffrances et des humiliations devenait trop lourd, ces hommes jaunes se tuaient ni plus ni moins que s'ils avaient été des blancs. Les nègres n'ont

point encore appris ce raffinement de méchanceté; leur race est la plus résistante, la plus obstinée à vivre de tout le règne animal. Sous les coups de fouet, sous les coups de bâton, vous les verrez s'attacher à la vie avec une persévérance héroïque et touchante. On peut détruire le corps du noir à force de mauvais traitemens, mais on ne peut épuiser sa forcem orale, ni lasser son amour de l'existence misérable qu'on lui a faite. Cette merveilleuse vitalité de la race explique seule comment elle a pu vivre et s'augmenter même au milieu des maux de l'esclavage. Il n'en est pas de même des Asiatiques : chez eux, le ressort est plus fin, plus fragile, plus vite brisé; leur esprit méditatif et solitaire se représente les maux de leur condition jusqu'à ce qu'elle leur devienne intolérable. Leur ressource alors n'est pas la révolte et le massacre comme chez les nègres de Saint-Domingue : la force d'ailleurs et le nombre leur manquent pour un tel remède; c'est le suicide, moyen des faibles et des impuissans, suprême protestation des opprimés. L'exemple en est devenu si contagieux que l'importation des travailleurs chinois a failli être abandonnée, et que le gouvernement, menacé dans son revenu, a dû s'en alarmer. La mort est le dernier droit, la dernière liberté dont on ne puisse priver un homme. Tous les despotismes, depuis la Rome impériale jusqu'au gouvernement espagnol, sont impuissans contre l'homme prêt à s'ouvrir les veines; en revendiquant ainsi leur indépendance, ces nouveaux stoïciens, qui pourtant n'ont pas lu Sénèque, ont forcé leurs tyrans d'adoucir un peu la condition de leurs frères. On a réduit leur travail, amélioré leur nourriture, établi quelque distinction entre eux et les esclaves noirs; on ne sait si les maîtres ont fait cela par intérêt ou par humanité. Dans les villes, les *coulies* sont encore employés pour la plupart aux plus grossiers services, et dans les auberges où je les ai vus ils sont humblement soumis aux domestiques blancs. Cependant, comme ils ont de l'intelligence et de l'activité, on les voit quelquefois s'élever tout à fait au-dessus de leur condition servile. Ce sont des exceptions individuelles, qui n'en laissent pas moins ces pauvres parias dans une condition pire que celle à laquelle on les arrache, branches stériles détachées du tronc et jetées sur une côte lointaine, misérable peuple sans patrie et sans avenir.

En revanche, l'état de la race noire est moins cruel ici qu'aux États-Unis, du temps où l'esclavage y régnait sans conteste. Les familles de race pure étant, somme toute, assez rares, le préjugé contre les gens de couleur est loin d'être si tyrannique. Vous vous asseyez à la même table, vous prenez place au théâtre à côté d'eux. Les femmes de couleur, au lieu de se cacher honteusement, trônent, lorsqu'elles sont belles, au milieu d'un cercle d'admirateurs. La

race blanche ne s'entoure pas d'une barrière infranchissable et éternelle : il est convenu qu'après plusieurs générations le sang noir s'efface. Il n'y a point d'inquisition tyrannique pour fouiller les origines et proscrire les familles. Pour être traité comme blanc, il suffit d'y prétendre et de ne plus avouer la tache originelle. Ces mœurs plus douces montrent combien le facile Espagnol diffère du rude et puritain *Yankee*. Ce pays, où l'on adore les titres et les puissances, est au fond très imbu d'esprit démocratique et égalitaire. Les premiers venus s'y élèvent aisément au rang des plus anciennes familles, et ne rencontrent point ces barrières de caste que le génie saxon, malgré tout son libéralisme, est prêt sans cesse à opposer aux humbles. Ici l'homme du peuple est *señor* encore plus qu'il n'est *monsieur* en France, tandis qu'en Angleterre il n'est que *fellow*, et qu'en Amérique l'homme de couleur est *boy* toute sa vie. L'esclavage dont Cuba est le berceau et la terre nourricière n'entraîne pas nécessairement l'abaissement et la dégradation de toute la race avec sa descendance. Il a fallu ces Anglo-Saxons à tête carrée, gens à principes et à règles immobiles, inflexibles dans la rigoureuse application de la doctrine admise, pour repousser l'homme de couleur au rang des animaux et des brutes. Nul n'a plus obstinément prêché l'infériorité du noir que ce *Yankee* qui aujourd'hui l'émancipe. Tant que le nègre était esclave, il fallait qu'il ne fût pas un homme; dès qu'il est homme, il faut qu'on l'affranchisse : voilà comment procède la logique des têtes saxonnes; mais les légers Espagnols, avec leurs idées vagues et flottantes, ne se piquent d'être conséquens ni dans le bien ni dans le mal. Il est rare que leurs actes soient d'accord avec leurs doctrines, et le plus souvent ils ne se donnent pas la peine d'avoir des doctrines. L'esclavage se maintient à Cuba parce qu'il existe, et personne n'en donne d'autre défense que le fait lui-même : c'est le seul fondement qu'on puisse raisonnablement lui donner en effet, et sur lequel l'institution puisse braver encore, pour un temps, l'assaut des idées nouvelles. — Il y a des lois qui améliorent la condition de l'esclave, qui exposent les maîtres cruels à des peines sévères, qui les obligent à lui vendre à bas prix sa liberté et celle de ses enfans. Eh bien! ceux même des planteurs qui sont connus pour leur humanité vous vanteront ces lois tout en se félicitant qu'elles ne soient point observées. — La traite est interdite sous les menaces les plus sévères; pas un habitant de l'île qui ne se dise ennemi de la traite. Il en est peu cependant qui, comme don Juan P..., n'aient pas acheté depuis vingt-cinq ans un seul esclave. Quand un navire chargé de bétail humain entre dans le port de la Havane, les autorités espagnoles s'en emparent conformément au traité des puissances européennes

contre le commerce des nègres : comme les *coulies* de la Chine, les Africains sont déclarés libres, et reçoivent le nom sonore d'*emancipados;* mais le gouvernement qui les émancipe pourvoit en même temps à leur existence, et leur fournit, bon gré, mal gré, du travail. Pour chaque émancipé ainsi revendu sous les auspices du gouvernement, celui-ci reçoit un droit de quarante dollars. Le possesseur temporaire l'emmène, le mêle à ses esclaves, et avant la fin de l'année l'émancipé est mort. D'où vient cette fatalité singulière qui frappe tous les affranchis, comme si l'air d'une liberté, même fictive, leur était mortel? Le tour est bien simple, et il ne s'agit que d'une mort légale qui les laisse ressusciter sous un autre nom. Chaque fois qu'un nègre esclave meurt sur la plantation, l'acte de décès est mis sur le compte d'un de ces *emancipados*, travailleurs temporaires qui devraient devenir libres au bout de quelques années de servitude, et le pauvre diable, substitué au mort véritable, perd jusqu'à cette ombre de liberté dont la vague espérance ne brillait plus guère devant ses yeux. Il ne s'aperçoit pas d'ailleurs que sa condition soit changée, et la bourse seule du curé chargé des registres de l'état civil peut dire combien de fois l'église a accompli le miracle. Le gouvernement le sait, le voit et l'autorise par son silence; ce n'est pas pour rien qu'il a touché son droit de débarquement de quarante dollars, et que peut-être les gros bonnets de la Havane ont fait ajouter quelques épingles au marché. L'interdiction de la traite équivaut donc à un impôt de plus. Il est notoire que depuis longues années la traite des nègres a enrichi tour à tour la plupart des capitaines-généraux de l'île de Cuba. L'Espagne y envoie ses mignons ruinés ou ses hommes de fortune récente, qui ont besoin de dorer un peu leur blason nouveau. Leurs appointemens sont relativement modestes, mais ils se chargent de les grossir eux-mêmes. Colonie ou pays conquis, c'est tout un devant la politique espagnole : une vassale doit servir au moins à enrichir des proconsuls besoigneux.

Le gouverneur actuel, don Domingo Dulce, est au moins un honnête homme. En revanche on lui reproche d'être sauvage, bourru et malhabile. C'est un homme sans naissance, un soldat de fortune, mais un administrateur intègre. Son extérieur simple et modeste n'annonce pas un tyran. J'allai le voir l'autre jour, muni d'une lettre de recommandation pressante d'un homme d'état de son pays. Après une demi-heure d'attente, un aide-de-camp m'introduisit dans son cabinet : un homme à moustaches blondes vint à ma rencontre, m'offrit un siége, me prit mon chapeau et le posa sur la table. La cordialité de cet accueil rappelait le sacramentel *take a seat* et le *happy to see you* des Américains. Son excellence ne parle

ni français ni anglais : quelques complimens échangés assez péniblement par la bouche d'un interprète, une poignée de main nouvelle, et je me retirai, peu désireux d'ennuyer et de m'ennuyer moi-même. — Voilà pourtant l'autocrate, le pacha de l'île de Cuba, celui au nom duquel tout se fait sans contrôle, sans murmure, sans révision possible, celui dont un signe peut vous faire étrangler demain. En y songeant, je découvre qu'il m'a fait grand honneur en me faisant asseoir en face de lui, car l'étiquette veut que devant le moindre gouverneur de province, à plus forte raison devant le capitaine-général, les dames elles-mêmes se tiennent debout. Les jours de réception officielle, le capitaine-général trône sous un dais avec tout l'appareil d'un roi, et chacun vient à tour de rôle faire sa courbette devant le maître, qui ne se tient pas debout à la façon française, mais reste assis majestueusement sur le velours. Un des prédécesseurs du général Dulce, se promenant un soir au *paseo*, avait mis pied à terre. Un étranger qui passait, ignorant son auguste présence, le frôla sans le saluer. Monseigneur, qui (ajoute la légende) était un peu pris de vin ce jour-là, leva sa canne et se rua furieux sur le mal appris. N'a-t-on pas vu des majestés royales se traîner dans les corps de garde et les cabarets?

Le général Dulce passe personnellement pour un adversaire passionné de l'esclavage. Quelques personnes malveillantes (il s'en trouve toujours) se demandent jusqu'à quel point il s'abstient de la pratique de ses devanciers. C'est ce que je ne saurais vous dire par mes propres lumières, car il paraît qu'aujourd'hui même le commerce des noirs se poursuit avec plus de précautions, mais avec la même impunité. Il faut dire que sa situation officielle en fait le défenseur de l'institution même qu'il veut ruiner. Il est d'ailleurs le représentant d'une domination odieuse et l'ennemi naturel de tout bon patriote. Quand on le calomnie, je le regrette sans pourtant pouvoir m'en indigner, car une longue série d'injustices a mis ce gouvernement au ban de l'opinion publique, et il faut bien qu'un peu de discrédit s'attache à un pouvoir qui a été si souvent dans de mauvaises mains (1).

Quant aux résultats écomiques de l'esclavage, ils sont les mêmes à Cuba que chez les gens du sud. L'oisiveté de la race blanche, le prix inabordable de la main-d'œuvre, l'abondance excessive des

(1) Le général Dulce vient d'abandonner le gouvernement de la colonie, en laissant à ses administrés un décret qui contient quelques réformes importantes. Avertie par la dernière insurrection de Porto-Principe, l'Espagne semble enfin comprendre qu'elle ne peut sauver sa domination qu'en prenant elle-même l'initiative des réformes. Il ne s'agit encore que de l'instruction publique, qui est réorganisée sur un plan nouveau, à l'américaine, et rendue obligatoire pour les hommes libres, blancs et noirs; mais il

bras pour l'agriculture, le manque d'artisans et d'industrie, le besoin des produits étrangers, la stagnation et l'inertie, tels sont les maux que l'esclavage enfante et qui appauvriraient l'île de Cuba, n'était l'immense fertilité naturelle de son sol. On conçoit à peine comment une société peut subsister et s'enrichir dans de pareilles conditions. Les priviléges commerciaux qui favorisent les misérables produits de l'industrie espagnole, les droits exorbitans qui forcent les produits des nations étrangères à prendre la voie détournée de l'Espagne pour arriver sur les marchés havanais, les mille saignées dont il ne revient rien à la colonie, devraient en peu de temps l'épuiser. Les choses les plus nécessaires y sont hors de prix et pour ainsi dire impossibles à obtenir. Veut-on bâtir une maison, il faut faire venir des ouvriers des États-Unis. On a des bois de construction inexploités et admirables dans les grandes forêts du centre de l'île; mais, plutôt que de sortir de la routine, on fait venir, hier les chênes de la Caroline, aujourd'hui les sapins du Maine. On demande pourquoi il ne s'établit pas d'auberge décente à la Havane? Parce que le prix de la bâtisse est trop élevé. Mieux vaut se contenter de vieilles masures étayées et replâtrées tant bien que mal. Habits, souliers, étoffes, chapeaux, tout se fait à l'étranger. Les chemins de fer sont construits avec des capitaux étrangers; locomotives, rails, wagons, tout le matériel se fabrique aux États-Unis. On s'étonne qu'une pareille inertie n'amène pas la décrépitude.

C'est que la richesse du pays est surtout agricole. Malgré la prospérité commerciale de la Havane, de Matanzas, de Cardenas et de plusieurs autres petits ports d'une importance récente, les capitaux sont rares et les emprunts difficiles; pourtant l'intérêt de l'argent est minime, et les placemens industriels sont à peu près inconnus. Le temps n'est pas encore bien éloigné où l'usage des banques et du crédit était inconnu à la Havane. Il fallait avoir sans cesse de l'argent comptant ou des valeurs en nature, et chacun vendait lui-même les produits de ses terres aux commerçans étrangers qui venaient les chercher dans sa maison. L'utilité des capitaux était si fort ignorée, qu'on paya d'abord un droit aux premiers banquiers qui se chargèrent de les conserver et qui les laissaient dormir dans leurs coffres-forts. Ainsi l'argent, bien loin de produire intérêt, était une forme dangereuse et coûteuse de la propriété; un sac d'écus mis en dépôt coûtait à entretenir comme un cheval à l'écurie. Au-

est impossible de refuser longtemps la liberté politique à ceux qu'on a pris la peine d'y préparer soi-même. Quant à l'esclavage, aucune mesure nouvelle n'est prise pour l'abolir. Cependant le gouvernement conseille et enjoint aux maîtres de pourvoir eux-mêmes à l'instruction de leurs esclaves, et de les préparer ainsi à la liberté. On n'instruirait pas les esclaves, si l'on ne comptait les émanciper un jour.

jourd'hui même, sur quoi repose l'immense succès de cette loterie havanaise qui rapporte 10 millions par an au gouvernement, si ce n'est sur l'ignorance où l'on est de la valeur et de l'emploi des capitaux et sur l'absence d'institutions financières qui les fassent valoir? Le petit capitaliste porte ses économies à la loterie, comme chez nous aux caisses d'épargne. S'il gagne, il fera un trou en terre et y conservera son trésor comme Harpagon sa cassette. On ne peut se faire une idée des richesses qui sortiront de cette île au jour prochain peut-être où l'industrie et la finance américaine l'exploiteront sans entraves.

Le Cubain d'ailleurs est actif et entreprenant, si vous le comparez à l'Espagnol. A part la classe servile, l'instruction est plus répandue ici qu'en Espagne, l'éducation est moins superficielle, les relations avec le reste du monde sont plus fréquentes et plus suivies. Il est peu d'hommes bien élevés à la Havane qui ne parlent plusieurs langues et ne possèdent à fond le français ou l'anglais. Enfin, soit besoin spontané d'indépendance, soit contagion du voisinage américain, les idées libérales y font de nombreux prosélytes. Le gouvernement espagnol redoute l'esprit indépendant et éclairé des fonctionnaires du pays : c'est pour cela qu'il leur substitue partout les mules routinières de la mère-patrie. On ne cite que quatre ou cinq Cubains admis dans l'armée espagnole, et par exception spéciale, car les enfans de la colonie en sont systématiquement exclus.

J'arrive par tous les chemins à la même conclusion : il est évident que Cuba se rendra un jour ou l'autre indépendante, et qu'elle pourra le faire avec l'aide des États-Unis. Il ne s'agit pas de savoir si cet événement sera heureux ou funeste, s'il faut souhaiter cet accroissement à la civilisation américaine elle-même, ni s'il est regrettable que la race espagnole soit subjuguée par les hommes du nord. La chose est inévitable, et il serait superflu de s'insurger contre la certitude.

Lundi, 27 février.

Je ne vous avais pas dit que nous étions en plein carnaval. Depuis notre arrivée, il n'est question que de fêtes, de bals et d'amusemens publics. La populace espagnole a même eu son combat de taureaux. Le soir, les rues de la ville sont pleines de mascarades et de processions hurlantes, drapées en haillons dignes de nos anciens mardis gras. Ce n'est pas le carnaval brillant et élégant de Rome, ni les réjouissances de tripot qui remplacent à Paris les amusemens populaires; c'est un débordement et comme une saturnale des basses classes, la société ne prenant aucune part aux joies du

petit peuple. Les dames du monde parées continuent à se promener comme d'ordinaire au *paseo*, empilées en grappes de trois dans leurs *volantes* aux grandes roues, et à jouer de l'éventail dans leurs loges, au théâtre français ou à l'opéra. Les rues sont pleines le soir de masses compactes, de groupes de chanteurs masqués, de processions aux flambeaux qui circulent, musique en tête, s'arrêtant çà et là pour former des tableaux ou des danses. Aussitôt la nuit venue, la promenade qui s'étend le long des remparts, en face de mon logis, s'anime d'une foule immense et mouvante. De notre balcon nous assistons, sans nous y mêler, à la fête. C'est tantôt le petit musicien ambulant qui chante en frappant des talons et en dansant autour de sa harpe, tandis que les faces noires montrent leurs grandes dents blanches et se tordent de rire autour de lui, tantôt le défilé des invités du bal nègre montant gravement l'escalier de la salle avec des grimaces de grands seigneurs et de marquis, comme des singes qui essaient d'imiter leurs maîtres. Les uns se présentent sans bruit, les yeux baissés et cherchent à déguiser par la modestie de leur allure l'imperfection de leur toilette de bal; les autres arrivent fringans, cambrés dans leur gilet à ramages et leur habit à boutons jaunes, et ils montent triomphalement comme Scipion au Capitole. Les femmes ont des crinolines monstrueuses, des robes exubérantes et grotesquement empanachées; leurs écharpes de gaze laissent voir leurs épaules jaunes comme du cuivre ou noires comme du charbon. Un Chinois se tient sur le seuil, recueillant les billets, tandis que l'alguazil est planté gravement debout au pied du péristyle, tenant d'une main sa pique et de l'autre sa lanterne, débris du moyen âge mal placés parmi les *revolvers* et les becs de gaz du temps actuel. Tout à coup une danseuse se précipite dehors, avec son cavalier, pour rattacher son jupon qui tombe; un jeune premier mal à l'aise dans ses bottes vernies vient les retirer sur l'escalier, puis il retourne bravement à la danse, déguisant sa grimace sous un beau sourire. Les danseurs, que j'entrevois par la fenêtre ouverte, sont plus graves et plus compassés que dans un salon de ministre : à peine de temps en temps ils se permettent un large sourire aussitôt comprimé. Les bonnes gens ont peur de manquer de dignité vis-à-vis d'eux-mêmes, comme des enfans qui jouent à faire les grandes personnes.

Parfois ce sont des querelles et des rixes entre les bandes ennemies des Cubains et des Espagnols. Ceux-ci ont une pratique curieuse et burlesque dont ils font une sorte de ralliement national et de cérémonie patriotique. Deux ou trois hommes masqués s'arrêtent au milieu de la foule et se mettent à chanter un refrain mono-

tone et lamentable. Bientôt un, deux, trois, vingt, trente et quelquefois une centaine de compagnons viennent se joindre à eux et chanter en chœur en formant une espèce de ronde singulière, où ils se dandinent d'avant et d'arrière en se tenant par la main. Nul n'y prend part que ceux qui reconnaissent le chant traditionnel de l'antique tribu dont ils croient ou prétendent descendre. C'est sans doute au son de la même cadence que les peuplades de l'ancienne Hispanie dansaient la ronde de guerre dans le camp de Viriathe. Les émigrés espagnols, qui forment ici la classe ouvrière, conservent ces débris de l'ancienne barbarie comme un signe de reconnaissance au milieu de la population hostile où ils vivent. Cette singulière cérémonie dure souvent de longues heures et se prolonge bien avant dans la nuit, jusqu'à ce que la voix manque et que le corps tombe épuisé. Quelquefois on provoque les mascarades mulâtres ou cubaines, et la scène se termine par des cris de guerre et des coups de couteau. Le masque est une sauvegarde pour les meurtriers, qui échappent aisément dans la foule à la poursuite molle et indulgente de l'homme à la hallebarde et à la lanterne. Tant assassinats que brigandages, la statistique du crime est effrayante pendant ces trois journées, et ne plaide pas en faveur des joies innocentes du bon peuple. En une seule nuit, on a compté trente et un meurtres, presque tous suivis de mort d'homme. Les Espagnols, avec leurs passions sauvages et encore à demi barbares, sont pour la colonie un grand élément de discorde et de confusion. Les Chinois et les Malais sont aussi fort dangereux : quand la fièvre de la vengeance et du sang les possède, ils tuent sans distinction tous les hommes blancs qu'ils rencontrent. Enfin le désordre du carnaval n'est dépassé, dit-on, que par celui du jour des Rois, jour de bouleversement et de révolution, consacré de temps immémorial à une espèce de saturnale durant laquelle les esclaves sont les maîtres de la ville. Ce jour-là, les blancs doivent rester dans leurs maisons. Les hommes de couleur règnent, et leur empire éphémère est sans pitié.

Après-demain, j'espère, tout va rentrer dans l'ordre, et les spectacles du carême vont succéder sans doute à ceux du carnaval. Je dois dire à ce propos que les Havanais ne me paraissent pas aussi assidus à l'église qu'on pourrait le croire en pays espagnol. Nous allâmes l'autre jour à la cathédrale pour juger de la dévotion du peuple autant que pour voir un monument médiocre. La cathédrale est à l'extérieur un édifice fort ordinaire dans le style jésuitique espagnol; mais quel fut notre étonnement en nous apercevant qu'elle était fermée! Ce devait être pourtant l'heure des vêpres; c'était aussi l'heure de la *sieste*, et nous n'y avions pas songé.

En revenant de notre pèlerinage inutile, le hasard nous fit passer devant le marché aux poissons. Ceci nous dédommagea de notre déconvenue. Je ne suis pas naturaliste, mais j'irais volontiers le matin passer des heures devant cette table où se jouent, comme dans un kaléidoscope, toutes les couleurs possibles et imaginables avec l'éclat d'un arc-en-ciel ou d'un coucher de soleil. Les poissons des mers tropicales sont de vraies « fleurs animées, » comme dit Michelet des oiseaux-mouches, et la nature a déployé plus de génie sur leurs brillantes écailles que Tintoret sur ses dix mille toiles. Je ne parle pas de leurs formes et de leurs aspects étranges, qui sont au moins égalés par ceux des vilains monstres de nos latitudes, mais seulement de leurs couleurs. Les uns sont roses comme l'aurore, avec des rayures vertes et dorées; les autres bleu d'azur avec des taches de pourpre. On s'évertuerait vainement à décrire ces combinaisons merveilleuses et fantastiques, et ce luxe de demi-teintes perlées, argentées, rosées, qui mettent l'harmonie dans ces éblouissantes parures.

Tout est beau dans ce climat, tout met les yeux en fête. Nous allâmes hier soir prendre au *paseo* un peu de poussière et d'air chaud. Nous mîmes pied à terre un instant aux *jardins du capitaine-général*, une jolie petite maison de campagne blottie à la porte de la ville dans un bosquet choisi des plus beaux arbres du tropique. Il y a derrière l'habitation, chose merveilleuse en ce pays, une rivière et une cascade artificielles d'eau pure et fraîche, entourées de buissons fleuris et épineux. On entre par un parterre de fleurs brillantes, encadrées d'une verdure si fraîche qu'on oublie le soleil ardent dont les rayons penchés se jouent dans les grands panaches ondoyans des palmiers. Ceux du jardin du capitaine-général sont renommés pour leur belle et régulière venue, et l'on ne saurait en vérité imaginer rien de plus gracieux, de plus classique et de plus athénien dans ses formes que cette longue allée de grandes colonnes lisses et blanches, semblables au portique de quelque temple grec. Les troncs sveltes s'amincissent à un pied de terre, puis se renflent de nouveau, puis s'amincissent encore jusqu'au grand chapiteau vert, pousse des derniers mois, où s'enroulent les longues palmes vertes entrelacées sur la tête du promeneur. Une ou deux de ces gracieuses plumes végétales penchent vers la terre à demi flétries; la plus basse traîne le long de l'arbre, comme prête à se détacher. C'est la dépouille mensuelle du palmier, qui compte ainsi les semaines et les années par la chute de ses feuilles. Une sorte de barbe rougeâtre et grenue, semblable à une grappe pendante, s'attache au-dessous de la touffe verte : c'est là que poussent les baies et les graines. Une espèce d'étui vert et

pointu se dresse au-dessus de cette fleur, au milieu des feuilles qu'il domine : c'est l'excroissance ou, à vrai dire, le bourgeon connu sous le nom de chou-palmiste, et dont les feuilles tendres, serrées, servent à faire une salade fraîche et sucrée. Le palmier est vraiment le roi de la végétation tropicale et le plus noble de tous les arbres connus. Il pousse lentement et n'atteint jamais les proportions colossales des chênes ou des érables du nord; mais sa forme est si exquise, si parfaite, son port si élégant et si simple, qu'il se distingue au milieu d'eux comme l'Apollon du Belvédère au milieu d'un peuple de monstres. Toutes les parties du palmier ont leur usage : les palmes sèches servent aux toits des maisons, les troncs creusés aux tuyaux des sucreries, la figue à la nourriture de tous les animaux vivans, le chou à celle des herbivores, et le cœur enfin, mou et sucré, fait les délices du cheval. Rien ne se perd de sa substance, comme rien n'est imparfait dans sa forme. Il faut s'être promené dans les allées et les bois de palmiers sans fin des campagnes tropicales, pour comprendre l'espèce d'amour qu'inspire cet arbre merveilleux.

A côté se dresse ou plutôt se ploie le cocotier à tige longue, rugueuse et grêle, toujours courbé vers la terre, et portant comme avec peine sa touffe de longues feuilles flexibles, semblables de loin à celles du palmier, mais plus molles, plus échevelées et trop lourdes pour l'arbre débile. Une grappe de noix vertes grosses comme la tête d'un homme s'attache aux tiges des feuilles et semble ajouter au poids de cette tête penchée. Le cocotier plie et s'agite au moindre souffle, le vent le tourmente comme un roseau, tandis que le palmier laisse ondoyer légèrement ses branches gracieuses sur sa tête droite et haute.

Descendons aux peuplades plus humbles de la végétation de ces climats. Voici le bananier bien connu avec son étui brun et ses feuilles lisses déroulées, voici l'ananas avec sa verdure grise et hérissée de pointes, — le cotonnier, arbuste grêle et clairsemé de feuilles, entr'ouvrant ses petits cocons de duvet blanc, — le caféier avec sa tige droite, sa petite touffe frêle, ses feuillettes d'un vert sombre, ses fleurettes embaumées et ses graines rouges, — la canne à sucre, ce roseau noueux et un peu cornu, aux gaînes jaunâtres, et tant d'autres inconnus dont le souvenir m'échappe. Il y a aussi des oiseaux-mouches voletant dans une cage dorée, des poissons roses et bleus dans une eau pure, enfin un jardinier nègre, accroupi dans une plate-blande, dont la peau s'harmonise merveilleusement avec la forte verdure et les fleurs écarlates des plantes tropicales. — Vite en voiture avant que le soleil ne s'efface à l'horizon, pour aller contempler la vallée, la ville et la mer du sommet

de la colline où le jardin s'adosse et où s'élève une des forteresses qui défendent la ville!

Ce n'est pas dans les pays méridionaux qu'il faut chercher les fortes couleurs; les contrastes brutaux, les ciels sanglans, les incendies de nuages se trouvent plutôt dans le nord. Le grand charme du ciel des tropiques est dans l'harmonie exquise et presque vaporeuse des teintes. A cette heure, la région du soleil couchant a une sérénité lumineuse et douce qui se marie insensiblement au bleu clair et velouté du ciel nocturne. Le petit croissant de lune qui commence à paraître étincelle sans éblouir, et l'atmosphère est si pure que l'œil suit distinctement les contours de la face obscure de l'astre. Une étoile, celle que nous appelons l'étoile du soir, s'est levée avec la lune, et se tient dans son voisinage, comme une suivante inséparable, plus étincelante elle-même qu'une flamme phosphorique dans les facettes d'un diamant. Le vaste et doux paysage s'étend au loin devant nous, borné à gauche par des collines mollement ondulées, à droite par la mer calme et bleue. La ville de la Havane est là, à nos pieds, à demi dérobée par le pli de terrain qui s'incline vers la rade. Les groupes élégans des palmiers se parsèment au loin dans la plaine, dont les formes un peu maigres et dépouillées s'illuminent vers l'horizon des plus délicates nuances de lilas tendre qu'ait jamais exprimées le pinceau de Marilhat ou de Decamps. Le bleu et le violet se jouent dans ce paysage avec un si harmonieux caprice, qu'on dirait les nuances d'un ruban de moire aux reflets mobiles. La baie se glisse comme une langue d'azur à la fois vif et doux entre deux bandes de verdure dont les teintes discrètes s'estompent de l'ombre du soir. Au premier plan, sur la colline d'une roche rouge et nue, les haies menaçantes d'aloès hérissés, les buissons de cactus aux dents venimeuses disent la puissance et l'hostile fécondité de cette nature aux sourires si voluptueux; mais je n'en finirais pas si je m'obstinais à tout décrire. Je vous en ai dit assez de la Havane, de ses pompes, de ses ennuis et de ses plaisirs. Il est temps de quitter cette grande petite ville à l'aspect misérable et inachevé. Matanzas nous offre, dit-on, un meilleur gîte et une ample moisson de beautés naturelles.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

LA

CRISE FINANCIÈRE

DE L'ANGLETERRE

II.

L'*ACT* DE 1844 ET LA LIBERTÉ DES BANQUES.

I.

L'Angleterre vient de passer par une épreuve qu'elle n'avait jamais subie (1). Plus d'une fois des crises formidables ont éclaté de l'autre côté du détroit, plus d'une fois un commerce colossal, une industrie merveilleuse, un crédit étendu, une richesse sans cesse croissante, y ont éprouvé un rude ébranlement. On y connaissait les *runs upon the bank*, c'est-à-dire les assauts livrés par les détenteurs de billets et par les déposans aux caisses des institutions de crédit; mais jamais on n'avait vu, pour nous servir de l'expression du président actuel du *Board of Trade* (ministre du commerce), sir Stafford Northcote, un *run upon England*, causé par la méfiance répandue à l'étranger. — Malgré le taux élevé de l'escompte, qui assurait un beau revenu aux détenteurs des lettres de change disposés à attendre l'échéance de ces titres, les remises sur l'Angleterre ont été délaissées, et les soldes ont dû en grande partie être payés en or. Ce coup a porté atteinte non-seulement aux

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1866.

intérêts les plus vivaces du pays, mais encore à la fierté du sentiment public. La Grande-Bretagne, ainsi que l'a reconnu l'*Economist*, s'était résignée à ne plus peser sur le monde comme puissance militaire, elle savait qu'elle ne représentait qu'une puissance géographique de second ordre; mais son orgueil était satisfait du rôle de grande puissance financière. Son amour-propre a été blessé dans ce qu'il avait de plus sensible lorsqu'elle a vu la défiance générale repousser ses valeurs de crédit, si recherchées jusque-là par le monde entier.

Tel a été le caractère saillant et nouveau de la crise actuelle; on peut être assuré que rien ne sera négligé pour prévenir le retour d'une pareille calamité. Les hommes d'affaires ont les sensations vives, mais la mémoire courte. S'il ne s'agissait que d'une de ces secousses périodiques qui portent de rudes coups aux fortunes privées, on n'y penserait plus dans six mois, car le mouvement fécond du travail ne tardera point à compenser les pertes subies. Il en est autrement de l'échec éprouvé par le crédit extérieur de la Grande-Bretagne; c'est une bataille perdue qui laissera un long souvenir. Il ne suffirait pas de s'approvisionner de canons rayés et de fusils à aiguille, de construire des *monitors* ou d'étendre les fortifications pour garantir désormais le royaume-uni; il faut sonder courageusement la plaie financière, y porter au besoin le fer chaud et rétablir dans l'estime de l'univers la force vitale qui anime ce grand corps. « Les chiens de garde sont nécessaires pour préserver le troupeau, » disait le duc de Wellington; ce qui est plus nécessaire encore, c'est que le troupeau continue de prospérer. Aussi toutes les institutions financières vont-elles passer au creuset de la discussion; on peut s'en rapporter sous ce rapport à l'esprit sérieux et investigateur des Anglais, aiguisé par l'intérêt national mis en éveil. On laissera de côté tout vain ménagement; on essaiera d'atteindre le mal dans sa racine. Aucun principe, quelque éprouvé qu'il paraisse, ne saurait se soustraire au plus minutieux examen.

L'occasion semble favorable aux innombrables faiseurs de projets pour mettre en avant les réformes qu'ils prônent depuis longtemps, notamment en ce qui touche le régime de la circulation fiduciaire. Le prestige de la richesse générale s'est trouvé voilé; ne faut-il pas s'en prendre à une mauvaise organisation du crédit? Les ressources de l'Angleterre se sont montrées insuffisantes; n'est-ce pas le moment d'essayer de la merveilleuse panacée d'une multiplication plus abondante de la monnaie créée sans effort et sans peine? L'*act* de 1844 n'a-t-il pas été comme le dragon jaloux qui défendait l'entrée du nouveau jardin des Hespérides? ne faut-il point l'écarter afin de prêter secours à tous ceux qui demandent des

avances? N'est-il pas honteux pour l'Angleterre qu'elle ait subi pendant trois mois l'escompte à 10 pour 100, tandis que la Banque de France ne demandait que 4 et 3 1/2 pour 100? Rien n'a été épargné dans ce sens de ce qui peut irriter et de ce qui peut séduire les esprits. C'est en vain qu'il y a deux ans M. Goschen, dans son remarquable écrit intitulé *Sept pour cent* (*Seven per cent*), avait mis à néant ces spécieux artifices; on a profité de l'excitation du public pour reproduire le même thème, et des besoins factices ont cherché à ressusciter des erreurs victorieusement réfutées. Toutefois les fantaisies attardées des disciples déguisés de Law ne nous inquiètent guère pour un pays positif et éclairé comme l'Angleterre. Des systèmes sérieux peuvent seuls y être sérieusement débattus. Tous les hommes dignes d'être écoutés y sont fermement attachés au principe de la circulation métallique; ils n'admettent le billet qu'autant qu'il représente fidèlement l'or, et qu'il s'échange à volonté contre de l'or; ils ne diffèrent que quant au mode à choisir pour assurer ce résultat capital. Les membres de l'ancien et du nouveau cabinet, la chambre des lords et la chambre des communes, le club d'économie politique et les organes accrédités de la presse, tout le monde est *bullionist* (1), sévèrement *bullionist;* tout le monde aujourd'hui comprend que la monnaie n'est pas simplement un signe d'échange, qu'elle doit être un équivalent, posséder une valeur intrinsèque, afin de servir d'évaluateur commun de tous les produits et de tous les services, de véhicule au commerce international.

C'est le souverain d'or, d'un poids et d'un titre déterminés, qui constitue la base de la circulation britannique. L'école de Birmingham, après avoir essayé de ressusciter une vieille méprise, s'est abîmée dans le désastre de la célèbre maison Attwood and Spooner. Cependant la lutte, transportée sur un autre terrain, n'est ni moins vive ni moins grave. Il est admis sans contestation aucune que le billet de banque doit être constamment échangeable contre de l'or; reste à savoir comment il faut s'y prendre pour assurer l'application de cette règle fondamentale. Le billet de banque remplit la fonction de la monnaie, il circule comme elle, il termine les transactions, il ne rapporte rien et ne vaut que comme instrument d'échange. « Le public reçoit et donne les billets comme une monnaie réelle, » disait M. Mollien. Le billet, qui exerce la même influence et qui accomplit le même service que le numéraire métallique, doit-il être soumis au contrôle public? La création des billets est-elle une industrie, ou rentre-t-elle, comme le dit Tooke, dans la

(1) Nom donné aux adeptes du *système métallique.*

« province de la police de l'état? » Ici les opinions se divisent : ceux qui veulent avant tout la stabilité, la fixité et la sincérité des conventions, soutiennent que le billet de banque dépend du domaine public; ceux qui veulent n'y voir qu'un simple titre de crédit demandent la liberté de l'émission, que par une fâcheuse erreur de langage ils confondent avec la liberté des banques. Nous ne voulons point greffer sur notre sujet une discussion métaphysique; nous nous contenterons de dire que, d'après nous, il y a, pour emprunter le beau langage de M. Cousin, « une famille de droits que la société moderne a fait sortir du cercle restreint des prétentions individuelles et des libertés partielles, afin de les remettre à la puissance publique, au grand profit de la liberté générale et de la sécurité des individus. » Le droit d'émission des billets, qui constituent une véritable monnaie de papier, est de ce nombre. Le devoir de l'état est de veiller à la fidélité des poids et mesures; le devoir de l'état est au même titre de veiller à la fidélité de la monnaie métallique et fiduciaire. Tel est le principe qui domine en Angleterre et que les États-Unis viennent d'adopter.

Ce principe admet divers modes d'application : l'état peut exercer lui-même le droit d'émission ou le déléguer à des conditions définies. Il peut le déléguer à un seul établissement ou à plusieurs, appliquer l'unité pour la monnaie fiduciaire comme pour le numéraire métallique, ou bien tolérer une émission multiple. Il peut limiter la quotité de l'émission en fixant un contingent déterminé, ou bien régler seulement les bases sur lesquelles celle-ci doit reposer, sans en restreindre le chiffre; il peut enfin prescrire un dépôt de valeurs publiques ou un encaisse métallique qui correspondent dans une proportion déterminée aux billets émis, soit qu'au-delà d'un certain chiffre toute l'émission fiduciaire doive être représentée par de l'or, soit qu'elle se trouve astreinte à ne pas dépasser un multiple fixe du métal conservé. Ces divers systèmes conduisent à des combinaisons variées, plus ou moins élastiques. Sir Stafford Northcote, qui a fait avec un rare succès le 31 juillet 1866 son *maiden-speech* de ministre du commerce sur la question des banques, a spirituellement défini les tendances de deux écoles irréconciliables. « Les uns, a-t-il dit, pensent que la monnaie est de l'or, du capital disponible, quelque chose de substantiel; ils ajoutent que vous devez couper votre habit suivant la mesure du drap que vous possédez, et que, si vous avez peu de fonds, vous ne sauriez en prêter beaucoup à bon marché. D'autres au contraire soutiennent que vous devez alors faire ressource du crédit, car à leurs yeux la monnaie n'est qu'une forme du crédit. Au lieu de vous astreindre à couper votre habit d'après le drap, ils prétendent que vous devez tailler le vêtement tel qu'il vous convient, et, si

vous ne pouvez point obtenir de drap en quantité suffisante, vous servir de quelque chose qui ressemble à du drap. » Il s'est empressé de déclarer au nom du gouvernement qu'il ne croyait pas possible, et, cela fût-il possible, qu'il ne croyait pas désirable, quand on a fait usage de la monnaie existante et du capital disponible, d'avoir recours à la création d'un capital fictif. Ces paroles sont de bon augure pour la solution définitive de la question. L'Angleterre n'est point exposée à répéter le vieux refrain du dissipateur :

Quand nous avons perdu notre or et notre argent,
Le papier nous paraît d'un secours excellent (1).

L'*act* de 1844, dont nous avons déjà exposé le mécanisme (2), donne la formule la plus nette de l'école métallique. Il fixe d'une manière précise la limite de l'émission des billets pour toute l'Angleterre, en tant que ces billets ne sont pas couverts par un dépôt équivalent en or (3). C'est contre lui que se dirigent les batteries des partisans d'une circulation plus élastique. On l'accuse d'avoir amené le désastre en empêchant une expansion de billets; il n'a point permis à l'Angleterre de couper un habit conforme à sa taille dans le riche tissu du crédit! Il est devenu le *delenda Carthago* des novateurs des deux côtés du détroit; mais aussi quelle force nouvelle le principe de sir Robert Peel ne doit-il point puiser dans l'adhésion presque unanime qui vient de le consacrer lors d'un débat récent et remarquable de la chambre des communes! Il ne faut pas s'y tromper, les demandes de réforme ne portent que sur des points secondaires, notamment sur une question d'ordonnance extérieure plutôt que de système, la séparation des deux départemens d'émission et de banque. Quant au principe fondamental, qui consiste à faire dériver la création des billets du pouvoir public au lieu d'y voir une fonction de banque, il obtient une adhésion à peu près unanime. Loin d'être menacé de disparaître, il grandit dans les convictions. — Quand on parle des adversaires de l'*act* de 1844, il faudrait commencer par distinguer entre eux, car en y voyant simplement des auxiliaires de la liberté d'émission on risque de commettre la plus étrange méprise. L'Angleterre n'a pas besoin de conquérir la liberté des banques, elle la possède, pour tout ce qui est office de banque, grâce à l'esprit libéral de l'*act* de 1844. Sir Robert Peel l'avait dit : « il ne saurait y avoir une concurrence trop libre et trop illimitée dans l'industrie de la banque, le principe de

(1) When gold and silver are gone and spent,
There are bank-notes more excellent.

(2) Voyez la livraison du 15 août 1866.

(3) Un *act* analogue, rendu en 1845, applique le même principe à l'Écosse et à l'Irlande.

la concurrence doit gouverner les banques! » Il n'en est pas de même du droit d'émission.

Parmi les adversaires de l'*act* de 1844, beaucoup trouvent qu'il n'a pas assez fait, ils veulent le compléter et l'élargir dans le sens du principe qu'il consacre. Ils désirent voir cesser en Angleterre, même en Écosse et en Irlande, toute émission de monnaie de papier autre que les billets de la Banque d'Angleterre. Déjà l'année dernière, M. Gladstone a présenté un bill pour préparer la voie à cette réforme. S'il a échoué, c'est qu'aux partisans de l'émission limitée, tolérée par sir Robert Peel, se sont joints ceux qui blâmaient le bill de ne pas faire assez dans le sens de l'abrogation d'une faculté contraire au principe dominant de la loi. D'autres encore se rendent les interprètes des idées exposées avec talent en France par M. Cernuschi et par M. Modeste, en Allemagne par M. Geyer; ils demandent la suppression de tout billet qui ne rencontre point une garantie équivalente en or dans l'encaisse de la Banque. A cette condition, il est facile de le comprendre, on pourrait sans danger autoriser toutes les banques à joindre à leur industrie libre la faculté de représenter par des billets la valeur des métaux précieux fidèlement conservés. Les avantages qui distinguent la monnaie de papier, — la facilité du transport, la rapidité du compte, l'agilité des mouvemens, — se trouveraient conciliés avec la sécurité inébranlable d'une circulation purement métallique. Sir Robert Peel et lord Overstone ont voulu que la circulation mixte, composée de papier et de métal, se comportât comme une circulation complétement métallique. Le but a été atteint par l'*act* de 1844; cela semble suffire. L'économie qu'il est permis de réaliser ainsi sur le capital employé au mécanisme de la circulation monte à 500 millions de francs au maximum. C'est peu de chose sans doute relativement à la richesse de l'Angleterre, quatre cents fois plus considérable, mais c'est une épargne qui n'est pas à dédaigner, alors surtout que les habitudes sont prises, et que le retour à un système rigoureusement métallique risquerait d'apporter quelque trouble dans l'équilibre des relations établies. Nous n'insisterons pas sur ce point: nous n'avons voulu le toucher que pour montrer combien ceux que l'on confond sous la dénomination commune d'adversaires de l'*act* de 1844 sont en partie placés aux antipodes des prétendus partisans de la liberté des banques, comme l'entendent MM. Horn et Michel Chevalier.

Bien mieux, les plus sérieux et les plus résolus parmi ceux qui demandent la réforme de l'*act* de 1844 voudraient y voir substituer le régime qui gouverne notre Banque de France. Parmi les représentans des chambres de commerce de l'Angleterre, cette opinion rencontre beaucoup d'adhérens; elle compte au parlement des or-

ganes autorisés, elle exprime la tendance des propositions faites par M. William Newmarch, et si l'*act* de 1844 avait chance d'être modifié, il le serait sans contredit dans ce sens. Un fort encaisse métallique et une augmentation rapide et courageuse du taux de l'escompte, dès que le change extérieur commence à faire craindre une dépréciation relative du métal précieux, telles sont les bases essentielles de la doctrine de Tooke, de James Wilson, de William Newmarch, à laquelle M. Macleod vient de donner une éclatante adhésion. C'est la doctrine connue sous le nom de *banking-principle*, elle a été longtemps en lutte avec les adhérens du *currency-principle*, lord Overstone, le colonel Torrens, M. Ward Norman et tant d'autres esprits éminens, précurseurs de l'*act* de 1844.

Les deux écoles se rencontrent sur un terrain commun et tendent au même but : elles veulent toutes les deux des réserves métalliques imposantes, elles pratiquent toutes les deux l'exhaussement du taux de l'escompte pour empêcher que ces réserves ne soient sérieusement menacées. Quant aux rêveurs qui parlent de capital illimité et de maximum du taux de l'escompte, ils ont peu de chance de faire triompher leurs principes. Les Anglais savent trop bien l'économie politique pour qu'ils risquent d'être séduits par de pareilles vieilleries, présentées avec une naïve confiance comme des nouveautés hardies. Il y a longtemps qu'on connaît ces idées, étrange assemblage des audaces de Law, des erreurs du système mercantile, des préjugés des lois contre l'usure, et des déceptions des assignats! Il importait de dissiper la confusion souvent involontaire qui attribue aux critiques dont l'*act* de 1844 a souvent été l'objet en Angleterre une portée entièrement erronée; certains écrivains ont essayé d'habiller ces idées à la française en les dénaturant complétement. S'ils les avaient mieux comprises, ils n'auraient pas eu l'étrange pensée de s'en servir comme d'une arme dans la campagne entreprise contre la Banque de France, dont la plupart de ceux qui combattent la Banque d'Angleterre recommandent au contraire le régime.

II.

Nous ne sommes pas admirateurs de l'*act* de 1844 au point de ne pas reconnaître qu'il pourrait être utilement révisé. Bien qu'il s'agisse d'une difficulté de forme plutôt que d'une question de fond, ne serait-il pas préférable d'inscrire dans la loi la faculté d'étendre l'émission dans des circonstances extraordinaires et sous des conditions définies plutôt que de procéder, comme on l'a fait à trois reprises, par une suspension inquiétante de l'*act?* Pourquoi s'exposer à paraître violer la loi, alors qu'on en suit réellement l'es-

prit? pourquoi ne pas mettre la lettre des dispositions d'accord avec le fait? La chose semble facile. Il eût été bon de traduire cette pensée en article de loi, rien n'était plus simple; telle avait même été la pensée primitive de sir Robert Peel, il l'avait ainsi formulée : « une autorisation du gouvernement sera nécessaire pour toute émission additionnelle dans des circonstances déterminées. » On préféra ne pas prévoir le cas; on aima mieux obliger le gouvernement à venir demander un bill d'indemnité chaque fois qu'il aurait dépassé la lettre stricte de l'*act*. Puisque c'était une garantie désirable contre des mesures inconsidérées, pourquoi ne pas en faire l'objet d'une disposition spéciale? Si elle avait été comprise dans la loi de 1844, ce qu'on a nommé à tort une violation de l'*act* n'en aurait été que l'application régulière. Tout le monde le savait et sir Robert Peel l'avait affirmé à plusieurs reprises : la limite posée n'était pas assez rigide pour ne point s'abaisser devant une décision du conseil de la reine, prise sous la responsabilité ministérielle et sanctionnée par la représentation du pays. On aurait évité ainsi jusqu'à l'apparence d'une mesure arbitraire; ce qui n'a pas été accompli alors peut être fait aujourd'hui.

Quant à la séparation des deux départemens d'émission et de banque, elle traduit sous une forme saillante, bien comprise par tous, un procédé de prévoyance que la Banque d'Angleterre avait déjà essayé d'appliquer au moyen d'une simple division de comptabilité. En fait, le système suivi par les deux grandes institutions de Londres et de Paris diffère beaucoup moins qu'on n'est disposé à le supposer. L'une et l'autre s'attachent à mesurer l'émission suivant la situation monétaire; seulement ce que le calcul et la prudence décident chez nous se trouve en Angleterre réglé avec la précision rigoureuse d'un mécanisme. Une certaine somme de billets circule toujours, ne demande jamais à être échangée contre de l'or; c'est cette quotité indiquée par une longue expérience qui sert de régulateur. La Banque d'Angleterre est forcée, aussitôt que le niveau ainsi déterminé se trouve dépassé, d'ajouter à la garantie en fonds publics une réserve d'or rigoureusement équivalente au surcroît variable de la circulation fiduciaire. La Banque de France procède de même : elle accroît ou elle cherche à maintenir d'une manière correspondante la réserve métallique; elle a constamment obéi à ce devoir avec une sagesse à laquelle tout le monde rend hommage. Aussi le législateur n'a-t-il pas cru avoir besoin de s'armer contre elle d'une précaution matérielle, il ne lui a imposé aucune limite fixe pour la circulation non couverte par le métal. Pourquoi n'en a-t-il pas été de même de la Banque d'Angleterre? C'est que *the old lady of Threadneedle-street* n'a pas toujours été une prudente et circonspecte matrone, elle a eu au contraire de

nombreuses légèretés à se reprocher. Sir Robert Peel lui imposa une règle de conduite strictement définie : il remplaça l'action du conseil de direction, qui avait failli, qui n'avait pas su conserver une réserve suffisante, par l'action inflexible d'un mécanisme ingénieux. Le contingent de la circulation qui n'est pas couvert par le métal fut rigoureusement déterminé; tout excédant exige un dépôt en or de pareille valeur. On ne pourrait donc plus enfler ou restreindre à volonté la circulation, car celle-ci se compose d'une quotité fixe qui est en papier garanti simplement par un dépôt de fonds publics, et d'une quotité variable qui est en or, soit qu'il circule sous la forme de numéraire métallique, soit qu'il circule sous la forme du billet créé en échange d'une quantité de métal égale conservée en caisse. De cette manière le but principal se trouve atteint; la circulation mixte, composée de papier et de métal, se comporte exactement comme le ferait une circulation purement métallique. En effet, le billet de banque, en tant que simple papier, reste renfermé dans une quotité fixe; ce qui change, c'est uniquement le métal employé dans la circulation sous forme de billet ou sous forme de numéraire. On ne possède plus de monnaie élastique, c'est vrai; mais là se rencontre précisément le grand mérite du système, car ainsi se trouve empêchée toute influence irrégulière sur le prix des choses et sur la portée des engagemens contractés.

La fixité présentée par les métaux précieux, fixité aussi complète que le comportent les choses humaines, les a fait consacrer d'un consentement universel comme la marchandise tierce à laquelle tout se rapporte, qui sert d'évaluateur commun. Les grands économistes ont parfaitement défini la monnaie; ils en ont précisé le caractère stable, ils ont montré comment la survenance successive des nouvelles extractions d'or ou d'argent exerce sur les prix et sur les contrats une influence d'autant moins sensible que les moissons de métal se répartissent sur une durée plus longue, et qu'elles s'ajoutent à une masse énorme, sans cesse grossissante, de réserves métalliques qui échappent à l'action du temps, et que les hommes transforment en partie, mais sans les consommer. C'est ainsi que l'or et l'argent agissent comme les interprètes fidèles des échanges, en étendant cette heureuse influence sur le marché international. Plus la liberté du commerce multiplie ses bienfaits, et plus le régulateur métallique devient indispensable; il entretient l'équilibre des prix dans le monde entier, car l'or et l'argent sont la marchandise acceptée partout, préférée partout. Agile dans ses mouvemens, elle se transporte aisément et à bon compte là où un léger avantage l'attire, elle abandonne le marché où une faible différence la déprécie. Ces

quelques mots contiennent toute la doctrine du change; ils en révèlent l'importance. Le prix coté pour l'or et l'argent fins, qu'il faille les faire voyager en nature ou bien que la convention contenue dans l'engagement commercial, dans la lettre de change, en stipule la remise, ce prix détermine chaque jour les rapports qui existent entre les divers pays, et règle le mouvement international des métaux précieux en diminuant tout écart de valeur qui pourrait dépasser le prix payé pour le transport et l'assurance des matières d'or et d'argent. Il suffit que l'or puisse venir et s'en aller librement, dégagé des entraves du régime mercantile, qui cherchent à le retenir de force, et des artifices de la monnaie de papier, qui l'expulsent en l'avilissant. Qu'on le paie ce qu'il vaut, ni plus ni moins, et il se mettra toujours de niveau avec les besoins de la circulation. — Rien de plus singulier que les lamentations de ceux qui disent : Nous n'avons pas d'argent, il faut fabriquer des billets de banque. De cette manière on fait partir l'argent qui reste, on substitue la fiction à la réalité, on intervient d'une manière funeste pour modifier les conditions des contrats. Quand ces plaintes se font entendre, ce n'est pas l'argent qui manque, c'est le capital disponible qui fait défaut; s'il en était autrement, il lui serait facile de s'échanger au dehors contre de l'argent et de bénéficier de l'intérêt élevé assuré à ceux qui le possèdent. Tant qu'on a des marchandises, on a le moyen de se procurer la marchandise tierce, le métal. La liberté du commerce a ouvert à cet échange le marché universel. Lorsque M. Watkin demandait à la chambre des communes une enquête pour faire rechercher les motifs d'un écart énorme d'escompte entre la Banque d'Angleterre et la Banque de France, on lui a dit avec raison : « Embarquez-vous, traversez le détroit, prenez des valeurs, négociez-les à Paris; vous rapporterez autant d'or que vous voudrez, et vous réaliserez un gros bénéfice. » Pourquoi ne le faisait-il pas, pourquoi personne ne le faisait-il? Cela tenait aux causes qui ont déterminé le *run upon England* dont nous parlions en commençant; cela tenait à la défiance soulevée contre la solvabilité actuelle de nos voisins, sentiment qui ne devait pas trop surprendre les Anglais, puisque chaque Anglais se défiait de tous ceux qui se trouvaient autour de lui. Cela tenait à un change défavorable qui maintenait le prix de l'or à un taux plus bas à Londres qu'à Paris; ce taux ne dénotait guère qu'il y eût trop peu de billets dans la circulation.

La quotité de ceux-ci n'est pas limitée; on peut s'en procurer tant qu'on le désire à la Banque d'Angleterre en échange de l'or que l'on apporte. Cela ne fait point le compte de ceux qui voudraient posséder des billets sans posséder de capital disponible : ils demandent qu'on en crée au moyen d'une monnaie de papier qui

serait ce qu'on appelle une forme du crédit; ils demandent que, quand le capital disponible manque, quand les ressources se trouvent immobilisées, quand d'immenses entreprises et des prêts considérables l'ont absorbé, on crée un supplément de capital fictif pour enfler le prix des marchandises et pour déprimer encore la valeur de la monnaie véritable. Ce serait tout simplement ouvrir à deux battans la porte à la banqueroute. — On a beaucoup attaqué le mécanisme *self-acting* du *département de l'émission* à la Banque d'Angleterre, le taxant d'obstacle mis à l'expansion naturelle de la circulation fiduciaire; le procédé qu'on recommande quand on prétend combattre au moyen du papier les embarras financiers qui résultent d'une absence momentanée de l'or en quantité suffisante brise la puissante machine que la force des choses fait sans cesse agir spontanément pour ramener l'équilibre entre les transactions et les instrumens de la circulation. Si ceux-ci viennent à manquer, l'or, sollicité par le bénéfice du change, arrive; l'abaissement de la valeur des marchandises en accroît l'exportation, et le cours naturel des choses alimente le marché des outils indispensables de la circulation. Pour cela, au lieu de bâtir des systèmes fragiles et périlleux, au lieu de rêver une production factice d'un capital chimérique, il faut simplement se régler sur les circonstances, plus fortes en dernier ressort que la volonté capricieuse de l'homme. Il faut, au moyen d'un intérêt élevé, attirer le capital ou du moins, quand il se refuse à venir, empêcher qu'il ne parte, obtenir un attermoiement pour les paiemens dus, retarder le moment où l'on voudra échanger des titres à échéance contre du comptant. Il est vrai que cela se fait sans fracas et sans grand coup de théâtre, il est vrai qu'on se dispense de paroles retentissantes et qu'on renonce à la gloire de construire tout d'une pièce une merveilleuse organisation du crédit; le crédit, comme le travail, s'organise tout seul sous l'empire de lois équitables, d'une sécurité complète, d'un labeur intelligent, d'un commerce libre, d'une monnaie stable et fidèle. Le crédit n'est pas autre chose qu'un engagement qui doit être réalisé dans l'avenir contre un produit livré ou un service rendu actuellement; il ne multiplie point le capital, il le déplace et le fait arriver à ceux qui savent l'employer utilement; il fortifie la garantie, il ne crée pas l'instrument. Or le plus essentiel est de savoir exactement ce qu'on stipule, et comme tout se traduit en monnaie, le plus essentiel est de posséder une monnaie que le cours naturel des choses détermine, qui ne risque point de varier d'une manière sensible dans les courtes périodes qu'embrassent d'ordinaire les transactions humaines, et surtout qui demeure indépendante d'un calcul arbitraire en se trouvant à l'abri de violens soubresauts. C'est pour cela que la monnaie doit posséder une valeur par elle-même,

qu'elle est en or, qu'elle demande un sacrifice et l'abandon d'un fruit du travail, au lieu de n'émaner que d'un procédé artificiel. Quand on a compendieusement établi quelles sont les conditions indispensables de la monnaie et les motifs supérieurs qui en déterminent la construction solide, n'est-ce point commettre la plus étrange contradiction que de susciter une monnaie élastique au moyen de l'émission libre des billets de banque? Il est vrai qu'on s'épuise en subtilités pour tracer une différence absolue entre ce qui est le numéraire métallique et ce qui se substitue au numéraire dans toutes les fonctions auxquelles celui-ci est appelé. Le billet vaut de l'or, ou il ne vaut rien; il remplit l'office de l'or, ou il est inutile et s'éteint. Il est un outil d'échange, rien de plus, rien de moins; on ne l'accepterait point, si l'on se défiait de la puissance de tout acquérir qu'il communique au détenteur aussi bien que les espèces sonnantes. Quiconque, au lieu de se complaire dans des distinctions théoriques, touche du doigt la réalité des choses et se détermine d'après la pratique universelle pour juger d'une question pratique, ne saurait hésiter : le billet de banque ne rapporte rien, il est toujours échangeable contre le métal précieux, il s'applique à en être le reflet fidèle et exact, il exerce la même influence sur le marché; il ne saurait donc échapper aux conditions essentielles de la monnaie. Le fabriquer, ce n'est point se livrer à une industrie qui, comme les autres, doit être livrée à la concurrence. Il faut que la monnaie soit une, chaque pièce doit être identique; il ne s'agit point de l'obtenir à meilleur marché, il s'agit de lui conserver une composition exactement invariable, une sécurité entière. Les mêmes conditions s'appliquent au billet, ombre fidèle du numéraire. « En matière de papier de circulation, ce qu'il me faut, disait sir Robert Peel, ce n'est pas une quantité considérable au plus bas prix possible, c'est une certaine quantité de ce papier dont la valeur soit exactement celle de l'or; ce qu'il me faut, c'est qu'il soit émis par un établissement dans l'intégrité, l'honneur et la solvabilité duquel j'aie la plus entière confiance. Je n'ai pas besoin du meilleur marché, j'ai besoin de la meilleure qualité possible; or le principe qui détermine la qualité particulière de cette nature particulière d'article commercial est tout autre que celui de la libre concurrence, parce que cette qualité est fixe, définie, invariable. » L'illustre homme d'état ajoutait : « Le pays ne s'aperçoit pas immédiatement de la dépréciation du billet, il ne s'en aperçoit qu'au moment où l'or, ce moniteur silencieux, l'en avertit. En négligeant les premiers indices de dépréciation qu'il donne, les banques se placent dans la nécessité de restreindre tardivement et subitement leur circulation, au grand préjudice du commerce. »

Les partisans du *banking-principle* ont vainement essayé de

combattre cet argument ; le billet ne saurait se déprécier, disent-ils, tant qu'il continue de s'échanger contre de l'or. Sans doute il vaudra l'or qu'il peut immédiatement procurer, mais c'est l'ensemble de la circulation, or et billets, qui se déprécie simultanément. Le cours du change décline, l'or, ce *moniteur silencieux*, s'en va, et malheur au pays qui néglige cet avertissement! L'or reflue alors de plus en plus au dehors, il va chercher un marché plus favorable; on émet plus de billets, ceux-ci retournent plus nombreux à la banque pour obtenir de l'or, qui devient plus rare, et ce jeu de navette continue jusqu'au moment où les réserves épuisées ne permettent plus de faire face à l'obligation du remboursement. Alors arrive le cours forcé avec le sinistre cortége de variations anormales dans les prix et de déceptions de toute nature. Telle est la double extrémité que l'*act* de 1844 a voulu prévenir à tout jamais, et il l'a fait avec un éclatant succès. Grâce à lui, l'Angleterre a triomphé de la dernière crise, plus violente, plus terrible que les crises antérieures; les suites du *noir vendredi* vont bientôt s'effacer. En maintenant la fixité de l'étalon métallique, l'*act* de 1844 a été le véritable palladium de la richesse du royaume-uni et de la fidélité des transactions. Déjà l'escompte a été réduit à 8 pour 100 le 16 août dernier et à 7 pour 100 le 23 août suivant (1). A moins de quelque événement imprévu, le marché anglais sera bientôt revenu à une situation normale. — On ne manquera point de prétendre que c'est après avoir fait subir au pays de cruelles souffrances et fait supporter de lourdes pertes au commerce. Il ne faut rien exagérer dans aucun sens ; l'escompte à 10 pour 100 a été un mal, mais nous savons quelle en a été la cause première : la formation de compagnies innombrables et la témérité dont elles ont fait preuve, des spéculations financières marquées au coin de l'impéritie ou d'une aveugle audace, l'épuisement momentané des ressources accumulées par le travail et par l'épargne. Le pays a dû porter la peine de ces fautes et de ces folies, elle a été plus rude encore pour son amour-propre que pour ses intérêts. L'industrie régulière a marché d'un pas ferme, les exportations se sont accrues (2), elles ont hâté par le mécanisme naturel de l'échange la

(1) Ces réductions ont été motivées par une amélioration réelle et persistante; la réserve commerciale s'était accrue de plus d'un million au 16 août; elle touche presqu'au chiffre qu'elle avait conservé peu de temps avant la crise, quand l'escompte était à 6 pour 100, et la somme des métaux possédés par la Banque s'élevait déjà à 650,000 livres de plus. Au 23 août, une nouvelle augmentation de 897,000 livres sur la réserve commerciale et de 621,000 livres sur l'encaisse annonce le retour de temps meilleurs. On commence même à craindre une trop rapide réaction sur le taux de l'escompte.

(2) Le chiffre des exportations était en 1844 de 59 millions de livres sterling, en 1854 de 116 millions, et en 1865 de 219 millions. Le premier semestre de cette année a pré-

venue d'une situation monétaire moins embarrassée; la puissance du crédit britannique, un instant atteinte, retrouvera bientôt toute son énergie. Quant à la rançon payée, il est facile d'en calculer le montant. Prenons le chiffre le plus large, celui que M. Watkin a formulé en portant sa proposition d'enquête à la chambre des communes : il a dit qu'on pouvait estimer à 300 millions de livres (7 milliards 1/2 de francs) le montant des valeurs présentées à l'escompte au taux de 10 pour 100; il a estimé à moitié le surcroît d'intérêt imposé par la crise. Admettons ces données, bien qu'elles nous semblent exagérées du côté du montant des titres escomptés et du côté de la réduction à 5 pour 100 du taux de l'intérêt normal, quand la position se trouve embarrassée; au moins ne saurait-on nous accuser d'atténuer les conséquences. Calculons : une différence de 5 pour 100 par an sur l'escompte se réduit pour trois mois à une différence de 1 1/4 pour 100; or que représente ce chiffre appliqué à 7 milliards 1/2? Un total inférieur à 94 millions de francs : c'est beaucoup sans doute, cependant ce chiffre n'équivaut même pas au vingt-cinquième de celui qui représente aujourd'hui le progrès annuel de la richesse britannique. Tout en déplorant cette perte, il faut reconnaître qu'elle sera facile à réparer. Que ne pouvons-nous en dire autant des ressources énormes englouties dans les sinistres qui ont amené la crise!

La Banque d'Angleterre a fait tête à l'orage : elle a maintenu la circulation fiduciaire dans une situation normale, elle n'a cédé ni aux menaces, ni aux objurgations, ni aux faux systèmes; le pays n'oubliera point l'immense service qu'elle lui a rendu. Elle ne s'est pas laissé atteindre par le découragement; elle a eu foi dans le principe honnête, scrupuleux et ferme que sir Robert Peel a fait consacrer; elle est restée dans la limite de l'*act* de 1844, elle n'a pas fait un usage inconsidéré de la faculté d'émission supplémentaire qui lui était ouverte, et la panique a disparu. Si la Banque avait faibli, si elle avait créé la masse de billets qu'on lui demandait, le mal aurait été en s'aggravant : le prétendu palliatif d'une monnaie élastique aurait tout corrompu. C'est dans ce sens que l'illustre Américain Webster disait : « De tous les artifices employés pour abuser les hommes, on n'en a pas rencontré de plus décevant que la monnaie de papier (1). »

senté une augmentation notable sur celui de l'année dernière. Quant aux importations, elles ne s'élevaient pas à 80 millions en 1844, et ont été portées à 152 millions en 1854, à 271 millions en 1865. Le chiffre total du commerce extérieur, qui restait au-dessous de 140 millions en 1844, dépassera de beaucoup cette année un demi-milliard de livres, 12 milliards 1/2 de francs!

(1) « Of all contrivances for cheating mankind, none has been more effectual, than that which deludes them with paper-money. »

Répondons rapidement à deux assertions sans cesse reproduites. Les transactions se sont énormément accrues, la production a doublé, les exportations ont quintuplé depuis 1844, est-il possible que la somme des billets demeure stationnaire? Loin d'affaiblir l'argument, nous sommes tout disposé à le fortifier; la somme des billets, au lieu de demeurer stationnaire en Angleterre, a diminué; cependant, au lieu de nous en plaindre, nous croyons devoir en féliciter ce grand pays, car c'est au progrès considérable de la richesse et au développement énorme du crédit qu'est dû ce phénomène. Le savant Babbage estimait à 7 pour 100 le montant des billets qui servaient à solder en 1839 environ 1 milliard de livres (25 milliards de francs) de titres commerciaux balancés par le *clearing-house* (1). En appliquant la même proportion aux 5 milliards de livres (125 milliards de francs) compensés par cet établissement en 1865, on arriverait au chiffre colossal de 350 millions de livres, plus de 8 milliards de francs de billets employés au même office, qui s'accomplit aujourd'hui au moyen d'un simple virement sur les livres de la Banque d'Angleterre. Cet exemple suffit pour montrer combien le mécanisme perfectionné du crédit économise sur les signes de la circulation. Les comptes courans, les chèques et le *clearing-house* constituent de puissans instrumens compensateurs qui dispensent de recourir au billet de banque, et qui réalisent une économie notable sur l'emploi du capital monétaire. — Deux voies sont ouvertes pour atteindre le résultat que recherchent avec une ardeur quelque peu exagérée ceux qui veulent restreindre dans d'étroites limites la valeur de la circulation métallique. On peut avoir recours à la circulation fiduciaire, au billet de banque; mais celui-ci ne fournit en fin de compte qu'une médiocre ressource. Quand on ajouterait 100 ou 200 millions au demi-milliard d'espèces qu'il permet d'utiliser autrement en Angleterre et en France, — et c'est tout ce que les partisans les plus déterminés de la monnaie fiduciaire osent promettre, — ce ne serait pas encore là un résultat fort considérable. Le succès est bien autrement large avec les institutions de crédit dignes de ce nom, avec des banques nombreuses qui ouvrent des comptes courans sans qu'elles émettent un seul billet faisant office de monnaie, et qui correspondent entre elles au moyen d'une maison de compensation (*clearing-house*). Nous avons eu occasion de l'établir il y a bientôt vingt ans (2) : « le crédit ne consiste point à multiplier le signe d'échange, mais à donner le moyen de s'en passer en favorisant les viremens de compte et en rapprochant à de bonnes conditions les capitaux, c'est-à-dire

(1) Maison de compensation.

(2) *De l'Organisation du Crédit foncier*, octobre 1848.

les instrumens de travail, de l'usage auquel ils sont destinés. » L'ingénieux et délicat échafaudage du crédit repose sur la monnaie métallique qui en précise la valeur, qui en soutient les mouvemens. Pour s'élever, il a besoin que cette base soit ferme, que rien ne risque d'en ébranler la massive solidité. Bien imprudens sont ceux qui, sous prétexte de favoriser le crédit, lui enlèvent un support indispensable, et sacrifient à la facile création des billets abandonnée à la concurrence la condition la plus essentielle d'un crédit vigoureux, la stabilité, la fixité, la sincérité du mécanisme monétaire!

L'*act* de 1844 a pour but unique de fortifier ce mécanisme, de le rendre inébranlable; aussi, malgré quelques lacunes que nous avons été des premiers à signaler, le regardons-nous comme une œuvre admirable, comme étant le titre le plus glorieux de sir Robert Peel, avec l'*act* qui a consacré le rappel des lois sur les céréales et ouvert la porte au *free-trade*.

III.

Cependant c'est au nom même du *free-trade*, en vertu du principe sacré de la liberté de l'industrie, que l'on s'attaque au principe posé par sir Robert Peel. La fabrication des billets de banque n'est point une industrie, elle échappe aux lois de la concurrence; une fausse assimilation avec la lettre de change ne suffit point pour enlever au billet le caractère essentiel qui le distingue, celui de servir de monnaie. Sur le premier point, nous nous bornerons à rapler que Tooke, le plus autorisé des adversaires de l'*act* de 1844 quant à la séparation des deux départemens, a combattu énergiquement dans son grand ouvrage, l'*Histoire des prix*, la pensée que l'émission des billets doive être livrée à la concurrence. « Ce n'est point, dit-il, une branche d'industrie, c'est une matière à régler par l'état en vue de l'intérêt général; elle rentre dans la province de la police (1), » et il ajoute : « Je considère comme un droit incontestable de l'état le principe que les banques d'émission doivent être réglées par lui. Quant à la liberté des banques, dans le sens où quelques-uns la soutiennent, je suis de l'avis d'un écrivain américain, qui dit que le libre commerce de banque (ainsi compris) est synonyme de libre commerce de la tricherie. » Certes jamais condamnation plus sanglante n'a été prononcée contre le régime défendu par ceux qui prétendent cependant se couvrir du nom de Tooke.

(1) Tooke's *History of Prices*, t. III, p. 207. « The issue of paper is a branch of productive industry. It is a matter of regulation by the state. » *Id. ibid.* « That free trade in banking is synonymous with free trade in swindling. »

Il serait inutile de revenir sur la confusion singulière qu'on a voulu faire chez nous entre la liberté de l'émission livrée à la concurrence et la liberté des banques, telle que nous la demandons. M. Michel Chevalier, qui professe l'opinion contraire à la nôtre, a cité les noms respectés de Huskisson et de Storch; il réveille ainsi le souvenir de deux économistes qui se réunissent pour condamner sa doctrine. Huskisson a dit formellement : « La monnaie et le papier qui promet de la monnaie sont l'une et l'autre une commune mesure dans le commerce et expriment tous deux la valeur de tous les produits (1). » Quant à Storch, voici ses paroles : « Les billets de banque font partie de la valeur totale du numéraire dont ils représentent une fraction, aussi circulent-ils avec le numéraire métallique en sens contraire des marchandises. Les papiers-promesses au contraire (les lettres de change) représentent une fraction de la valeur mobilière dont ils font partie; aussi ils cheminent avec les marchandises en sens contraire du numéraire et le croisent dans la circulation. On les crée et on les transmet, on les vend et on les achète contre de l'argent ou des billets de banque, précisément comme toute autre marchandise (2). » Qu'ajoute James Wilson, dont M. Michel Chevalier ne recusera certes pas l'autorité? « Sous ce terme de monnaie, nous comprenons aussi les billets de banque, convertibles à volonté, qui, d'après l'acception populaire du terme, constituent avec les espèces la circulation du pays (3). » Enfin l'apôtre du libre échange, Cobden, s'est exprimé avec le plus de résolution dans le sens des idées que nous défendons; qu'on relise sa déposition dans l'enquête de 1840, on y trouvera des principes nettement posés. Il déclarait qu'il regardait comme monnaie de papier le billet de banque. « C'est, disait-il, la seule sorte de monnaie que je veuille désigner, et la seule acception dans laquelle j'entende ce terme. » Ainsi que l'a rappelé M. Macleod (4), Cobden faisait la distinction précise entre la lettre de change, simple reconnaissance d'une dette transférable, et le billet de banque, véritable monnaie qui augmente le montant de la circulation.

Personne ne s'est plus énergiquement élevé que Cobden contre

(1) Huskisson, *The Question concerning the depreciation of our currency.*

(2) Storch, première partie, l. VI, ch. XVI.

(3) *Capital, currency and Banking.*

(4) *Theory and Practice of banking*, t. Ier, p. 194, deuxième édition. L'auteur a complétement refondu son ouvrage; l'expression de ses théories est devenue plus nette; si elles ont perdu ce qu'elles avaient d'apparente audace, l'application se rapproche maintenant beaucoup plus de la réalité. Nous en félicitons M. Macleod. Personne ne défend avec plus d'énergie la circulation métallique et ne conseille de mesures plus sévères (notamment l'élévation rapide du taux de l'escompte) pour préserver de tout trouble *la mesure commune de la valeur.*

la liberté d'émission, qu'il était loin de confondre avec la liberté de l'industrie. Sa déposition de 1840 contient une ferme adhésion au principe qui a plus tard dicté l'*act* de 1844, et dont Cobden est demeuré le défenseur convaincu. Il l'a bien prouvé alors que, siégeant dans le comité de la chambre des communes réuni pour statuer sur la question de savoir s'il n'y avait point lieu de modifier l'œuvre de sir Robert Peel, il a constamment répondu aux trois questions posées à ce sujet : Non, non, non. En prenant cette attitude, Cobden était parfaitement fidèle à l'idée qui a fait sa gloire, au *free-trade*. La liberté commerciale vit de réalité, elle repousse la fiction; elle ne saurait s'accommoder de la doctrine relâchée d'une monnaie élastique. Cobden, dans ce langage à la fois familier, clair et pittoresque dont il avait le secret, disait : « La circulation doit se régler elle-même, elle doit être réglée par le commerce et le trafic du monde entier. Je ne voudrais pas laisser à la Banque d'Angleterre, non plus qu'aux autres banques, ce qu'on appelle l'administration de la circulation... Si nous devons avoir de la monnaie de papier, ce que j'admets avec peine, il faut que ce papier soit limité au chiffre représenté par les métaux précieux, s'ils circulaient seuls... Le chiffre devrait en être réglé par conséquent de manière à laisser circuler une quantité de métaux précieux suffisante pour permettre aux opérations de change sur les métaux précieux de se faire tranquillement. Le chiffre *maximum* de la monnaie de papier devrait être fixé. La totalité de la circulation devrait varier précisément comme si elle était entièrement composée d'or et d'argent, et que les échanges dussent se faire avec des lingots et des espèces. »

Questionné sur la division de la Banque d'Angleterre en deux départemens, l'un chargé d'administrer la circulation et l'autre chargé des opérations de banque ordinaires, sans droit d'émission, Cobden reconnut que ce plan, proposé par M. Loyd (aujourd'hui lord Overstone), avait de grands avantages; mais, plus rigoriste encore que le célèbre fondateur de l'école métallique, il se refusait à admettre les expressions « administrer la circulation, régler la circulation. » — « A mon avis, dit-il, c'est comme si l'on voulait administrer et régler le temps, les étoiles et les vents. Je n'ai pas encore vu de projet qui enlève entièrement à une corporation le pouvoir d'augmenter ou de diminuer la quantité de monnaie; or ce pouvoir est aussi intolérable que celui qu'aurait une corporation de régler la longueur de l'aune... Des marchands pouvant modifier à leur gré le montant de la circulation, cela n'est pas plus raisonnable que le privilége donné aux marchands de vendre à l'aune raccourcie et d'acheter à l'aune allongée. — Je suis opposé à ce que des marchands aient le pouvoir d'augmenter ou de dimi-

nuer la quantité de la monnaie. — Je suis aussi opposé aux banques locales d'émission qu'à la Banque d'Angleterre sous ce rapport. » Cobden finissait par exprimer l'avis de concentrer la faculté d'émission des billets faisant office de monnaie dans un établissement public administré par des commissaires du gouvernement et n'ayant aucun autre office que celui de l'émission; il devrait, ajoutait-il, rester absolument passif et ne pas songer à régler la circulation (1).

L'*act* de 1844, en organisant comme il l'a fait l'*issue department*, complétement séparé du *bank department*, a pleinement réalisé le vœu de Cobden. La circulation se règle d'elle-même aujourd'hui suivant le nombre de billets demandés en échange de l'or. Quant au chiffre de ceux qui reposent sur d'autres garanties, il demeure invariable : les changemens ne portent que sur la quotité des métaux précieux employés; celle-ci, régie par le commerce libre, s'ajuste aux besoins du marché suivant les lois naturelles de l'offre et de la demande. La Banque d'Angleterre n'exerce aucune influence sur l'émission : les *marchands* qui la gouvernent ne peuvent plus ni allonger ni raccourcir à volonté le *mètre* de la valeur; ils font simplement la banque comme les banquiers privés, avec la même liberté et sous les mêmes conditions légales. Ce qui est industrie est livré à une pleine concurrence, ce qui est fabrication de monnaie échappe à toute influence arbitraire, et fonctionne en vertu d'un mécanisme régulier. Si ce n'était la crainte d'emprunter une formule mathématique, nous serions tenté de résumer d'une manière brève notre opinion sur cette matière fondamentale : la circulation se compose régulièrement d'une *constante*, qui est la somme de billets toujours maintenue entre les mains du public, le montant de ce qui ne s'est jamais présenté à l'échange contre de l'or, et d'une *variable*, qui se modifie suivant les besoins du marché et les rapports extérieurs. Cette *variable* doit être tout entière en métal précieux et se plier aux mouvemens naturels de l'échange, tandis que la *constante* peut sans inconvénient être représentée au moyen du contingent déterminé pour l'émission. De cette manière, suivant le vœu de Cobden, de lord Overstone et de sir Robert Peel, la circulation mixte, formée de papier et d'or, se comportera exactement comme si elle était purement métallique. Les principes du *free-trade* et la sincérité des conventions ne recevront aucune atteinte.

Pénétrez au fond des choses, écartez les apparences extérieures; vous verrez que la Banque de France s'administre suivant un principe analogue. On est revenu de la vieille erreur d'une proportion

(1) Cette pensée rencontre de nombreux adhérens en Angleterre; d'autres, comme M. Tennant dans son livre *The Bank of England*, proposent de concentrer dans cet établissement l'émission des billets de tout le royaume-uni.

de l'encaisse égale au tiers des billets en circulation, cette proportion arbitraire que Cobden repoussait et qu'un économiste allemand distingué, M. Michaëlis, a eu raison de qualifier de non-sens arithmétique. Chaque billet présenté à l'échange, si cette proportion fait loi, suffit pour la troubler quand elle existe, puisqu'il déplace une quantité d'or qui devrait faire retirer de la circulation trois fois autant de billets. — En France comme en Angleterre, la circulation fiduciaire oscille autour d'une quotité à peu près fixe de billets émis sur des garanties autres que de l'or, sauf les complémens variables représentés par le mouvement de l'encaisse métallique. Les différences ne sont que peu sensibles entre le résultat produit par le mécanisme inflexible du *département de l'émission* de Londres et celui qu'amène le régulateur construit par l'expérience prévoyante du conseil de la Banque de France. Les deux institutions ne se distinguent en réalité que par la forme des relevés hebdomadaires qu'elles publient et par l'impression que peut produire sur l'esprit public la révélation permanente de la situation des ressources disponibles de la Banque d'Angleterre, alors que l'on voit approcher le moment où la réserve commerciale (*banking-reserve*) ne pourra plus à aucun prix, quelle que soit l'élévation du taux de l'intérêt, fournir aux demandes d'avances ou d'escomptes. La Banque de France n'a aucune limite légale qui gêne ses allures : elle pourrait au besoin, en serrant l'écrou de l'escompte, émettre un surcroît temporaire de billets, bien qu'elle recule prudemment devant une pareille extrémité. La Banque d'Angleterre ne le peut pas; pour entr'ouvrir une pareille perspective, il faut suspendre l'*act* de 1844, sauf à ne pas avoir recours à la faculté ainsi conquise, et à se borner, comme l'on vient de le faire lors de la dernière crise, à exercer une influence morale pour calmer la panique.

Là se rencontre le nœud de la question agitée en ce moment au-delà du détroit en ce qui concerne l'organisation de la Banque, car il ne faut pas s'y tromper, le terme retentissant de suspension de l'*act* de 1844 ne signifie que la possibilité d'étendre temporairement l'émission de billets, sous d'autres garanties que de l'or, au-delà de la limite déterminée par la clause II. La loi entière reste toujours debout, et son principe ne fait que se fortifier au contact de l'expérience. En effet, la suspension de l'*act* a été purement nominale en 1847 et 1866; pas un billet n'est venu s'ajouter à la circulation normale; en 1857, une quotité insignifiante de 928,000 livres sterling a suffi comme supplément, alors que l'escompte à 10 pour 100 empêchait qu'on n'abusât de cette tolérance pour multiplier un capital fictif et pour troubler le cours régulier des lois de l'échange libre.

D'où vient la puissance développée par la Banque d'Angleterre pendant la dernière crise? De la force que lui donne l'*act* de 1844; il ne se borne pas à permettre la conversion facultative du billet en or, il l'assure. On soutiendra vainement qu'on ne saurait émettre plus de billets que la circulation n'en comporte, en comparant celle-ci à une éponge qui une fois saturée d'eau n'en absorbe plus; la question est ailleurs, elle est dans la proportion maintenue entre le métal et le billet. Du moment où la proportion grandit du côté du papier, la situation s'altère, car l'ensemble des instrumens d'échange ne varie guère, le métal précieux est déplacé par le billet, voilà tout. Alors que la sécurité générale est entière, que tout prospère, que la confiance enfle les voiles du commerce et de l'industrie, on accepte les billets de banque comme de l'or; mais pour peu que le plus léger embarras se produise, on vient échanger la monnaie de papier contre les espèces. Si le pays s'est trop dépouillé de celles-ci, la crise éclate. Personne ne saurait contester que les banques gagnent à étendre une circulation qui ne leur coûte presque rien, qui constitue en réalité un emprunt à titre gratuit prélevé sur le public; elles sont naturellement disposées à se montrer plus faciles pour les prêts et pour les escomptes tant qu'elles réussissent à placer des billets. Les emprunteurs et les commerçans usent et abusent de cette facilité pour entreprendre au-delà de leurs ressources : ils acceptent sans peine la monnaie de papier qu'on leur offre; des deux côtés un entraînement bien simple conduit à outrer les émissions et à provoquer l'*over-trade*, les spéculations excessives. A qui reviennent en définitive les billets? A ceux qui travaillent, à ceux qui sont étrangers aux opérations aventurées, à ceux qui vendent au détail, à ceux en un mot qui sont le moins en état de supporter une perte, et qui n'ont tiré aucun avantage de la substitution d'une monnaie fictive à une monnaie solide. L'intérêt de tous ceux qui reçoivent les billets en paiement n'est pas qu'il y en ait beaucoup, mais qu'ils soient d'une valeur stable, assurée. C'est cet intérêt général que l'*act* de 1844 prend sous sa sauvegarde.

Beaucoup de banques ont fait faillite en Écosse, en Angleterre, en Amérique; la Banque d'Angleterre n'a rien fait perdre à personne depuis vingt ans; elle est venue au contraire plusieurs fois au secours des banques provinciales et des banques d'Écosse. M. Léonce de Lavergne, bien qu'il soit partisan d'une émission confiée simultanément à plusieurs grandes banques de monopole, a rendu cette justice à l'œuvre de sir Robert Peel. Il ajoute : « Le plus grand éloge qu'on puisse faire d'un établissement de crédit, c'est qu'il lui suffise d'augmenter ses émissions pour calmer les crises. C'est

précisément parce qu'en temps ordinaire les émissions de la Banque d'Angleterre sont contenues par la loi que les billets jouissent d'une si grande faveur quand tout autre papier est déprécié; il suffit alors d'ouvrir le canal à ce réservoir de crédit amassé par une sage prudence. Si la mémoire de sir Robert Peel avait besoin d'une consécration nouvelle, elle l'aurait reçue des expériences de 1847 et de 1857. » On ne saurait mieux dire, et M. de Lavergne n'a pas encore dit assez; il aurait pu montrer comment la confiance acquise au grand établissement autour duquel pivote le crédit de l'Angleterre a suffi pour conjurer l'orage, sans émission irrégulière de billets; s'il avait pu apprécier, lorsqu'il a prononcé ces paroles, la grande expérience de 1866, il aurait reconnu que jamais la Banque n'avait prêté au commerce une assistance plus large, plus rapide, ni plus efficace, sans user du droit qui lui était conféré de sortir des limites légales de l'émission. Aussi le gouvernement n'a-t-il pas eu besoin de demander de bill d'indemnité au parlement; de fait, l'*act* de 1844 n'a pas été violé. L'Angleterre est déjà rentrée, sous ce rapport, dans la situation normale; la diminution récente de l'escompte jusqu'à 8 et à 7 pour 100 a réduit à néant la faculté nominalement ouverte par la lettre ministérielle. Il en a été exactement de même en 1847; la Banque n'avait point fait d'émission supplémentaire quand l'escompte a été réduit à 7 pour 100 le 23 novembre, après une suspension déclarée le 23 octobre, sous la condition que le taux ne descendrait pas au-dessous de 8 pour 100. — En 1857, le gouvernement prit une mesure analogue : le 12 décembre, l'*act* de 1844 était suspendu, une émission de nouveaux billets autorisée et le minimum de l'escompte fixé à 10 pour 100. La Banque ayant fait usage de la faculté ainsi ouverte jusqu'à concurrence de 928,000 livres (23 millions de fr.) employés en billets émis sur un supplément de garantie en fonds publics, le parlement consulté étendit jusqu'au 1er février 1858 la durée de la permission exceptionnelle. Dès le 24 décembre 1857, l'escompte était ramené à 8 pour 100, par conséquent l'effet de la suspension avait été effacé. Nous venons de rappeler qu'en 1866 la Banque n'a fait aucun usage d'une faculté analogue. Elle avait déjà traversé en 1864 une crise formidable sans que l'intervention du gouvernement eût été nécessaire. La solidité inébranlable du principe de sir Robert Peel se trouve consacrée par ces expériences décisives.

Cependant, nous l'avouerons, nous regrettons qu'à défaut d'une latitude comme celle dont la Banque de France n'abuse nullement, l'idée primitive de sir Robert Peel n'ait point été maintenue dans le texte légal. Si la suspension temporaire avait été inscrite à l'avance dans une clause spéciale, sous des conditions définies et

moyennant l'accord entre le gouvernement et la Banque, on aurait évité jusqu'à l'apparence d'une mesure d'exception. Le contrôle légitime du parlement s'exerce toujours, dans un pays libre, sur l'usage fait par le pouvoir d'une faculté extraordinaire, il n'échappe jamais à la surveillance légitime de la représentation nationale; c'est une lacune dans l'*act* de 1844, elle est facile à combler. De cette manière l'organisation de la Banque d'Angleterre se rapprocherait de celle de la Banque de France, qui a, depuis quelques années, su emprunter avec succès au-delà du détroit l'arme de l'élévation de l'escompte; celle-ci, pourvu qu'elle soit énergiquement maniée, paraît suffisante aux partisans du *banking-principle*, à Tooke, à Newmarch, à Fullarton, à James Wilson, et en dernier lieu à M. Macleod.

Grande est l'erreur de ceux qui supposent que les principaux adversaires de l'*act* de 1844 se montrent hostiles à cette élévation de l'escompte; ils recommandent unanimement ce moyen de maintenir un encaisse métallique satisfaisant du moment où le change commence à inspirer quelque inquiétude. Ils ne sont pas, pour la plupart, partisans de la liberté d'émission; pour Tooke et ses disciples, ce terme n'a aucune autre signification que celle de l'absence d'une limite absolue imposée à la circulation fiduciaire, soustraite à la loi de la concurrence; c'est simplement une préférence accordée au système de la Banque de France.

IV.

Peu de questions ont été aussi mal comprises chez nous et aussi défigurées par de fausses interprétations. La discussion récente de la chambre des communes du 31 juillet 1866 met la vérité en plein jour, et l'*act* de 1844 n'est point menacé quant au principe fondamental qu'il consacre. — N'a-t-on point prétendu que sir Robert Peel avait reconnu la faute qu'il avait commise et s'en était publiquement repenti? Rien de plus erroné qu'une pareille assertion. Le discours de 1847, dont on a si étrangement abusé, ne contient rien de pareil. L'illustre orateur a résolûment et habilement défendu son œuvre en l'expliquant. Sans doute son espoir avait été déçu en ce qui concernait la direction imprimée aux affaires de la Banque d'Angleterre dans le *bank-department*. Il pensait qu'instruits par une sévère expérience, les directeurs de cet établissement sauraient mieux ménager leurs ressources et empêcher l'épuisement de la réserve commerciale (*banking-reserve*). Il a reconnu avec tristesse que sur ce point ses espérances avaient été trompées. Le but que se proposait la loi était d'empêcher le re-

cours aux mesures extrêmes en imposant à la direction de la Banque, sinon l'obligation légale, du moins l'obligation morale d'une impulsion plus prudente donnée aux affaires; celle-ci aurait dû dès le principe obvier au danger en resserrant l'émission, en haussant le taux de l'escompte; elle aurait empêché ainsi le recours au gouvernement et la suspension de l'*act*. « Celui-ci avait un triple objet, dit sir Robert Peel. Je reconnais qu'il n'a pas rempli le premier, qui était de prévenir par une contraction prompte et énergique des affaires la panique et le désordre; mais le bill avait en vue deux autres objets d'une importance au moins égale : l'un était de maintenir et de garantir la conversion constante de la monnaie de papier en or, l'autre d'empêcher que les embarras des temps difficiles ne fussent aggravés par l'abus du papier de crédit sous la forme des billets. » Sous ces deux rapports, le succès a été complet. « Mon opinion, dit sir Robert Peel, est que vous avez aujourd'hui une garantie du remboursement en or plus solide que vous ne l'avez jamais possédée; mon opinion est aussi que, quel que soit le poids des difficultés qui nous pressent, il aurait été singulièrement aggravé, si vous n'aviez point pris la précaution d'arrêter l'émission illimitée des billets de la Banque d'Angleterre, des banques par actions et des banques privées. » Il continua ce discours, dont M. Macleod parle avec une véritable admiration, en montrant combien il est absurde d'espérer l'argent à bon marché lorsque le capital est rare. Il approuva pleinement la conduite du gouvernement, qui avait opposé une mesure exceptionnelle à une situation exceptionnelle. Sans repousser l'examen d'une révision de l'*act*, il se prononça sans hésiter en faveur du maintien des grands principes que celui-ci consacre. Certes rien ne ressemble moins que ces paroles à un désaveu de l'œuvre de 1844. Le seul point sur lequel l'attente de sir Robert Peel avait été déçue tenait au manque d'habileté de la direction de la Banque, et non à une disposition de la loi. On avait, dès le mois d'avril 1847, laissé descendre la réserve disponible au chiffre minime de 2,833,000 livres sterling et en octobre jusqu'à 1 million seulement; cette faute fut renouvelée en 1857 d'une manière plus grave encore, puisque le 10 novembre, deux jours avant la suspension de l'*act* de 1844, la *banking-reserve* n'était plus que de 950,000 livres. Depuis lors, le gouvernement de la Banque a été admirablement conduit; l'ancien et le nouveau cabinet, ainsi que la chambre des communes, lui ont rendu pleine justice.

Le discours de sir Robert Peel, cet exposé des motifs de l'*act* de 1844, suffirait à lui seul pour en garantir le maintien (1). Il ne laisse

(1) Nous l'avons fidèlement analysé dans le chapitre xxx de notre ouvrage, *la Question des Banques*.

subsister aucune dissidence sur la distinction essentielle entre l'émission et les opérations de banque, qu'elle se traduise comme en Angleterre dans la constitution de deux départemens distincts, ou qu'elle dépende d'un calcul prévoyant, comme celui qui préside à la direction des affaires de la Banque de France; la forme diffère seule, le fond reste le même. « Nous pensons, disait avec raison sir Robert Peel, que le droit d'émission doit être soumis au contrôle de l'état, tandis que la plus parfaite latitude doit régner dans les opérations de banque. » Cette latitude, il la voulait pour toutes les banques publiques ou privées; elle existe aujourd'hui pleine et entière dans le royaume-uni et donne les plus heureux résultats.

Quant au droit d'émission, sir Robert Peel ne désirait pas le retirer brusquement aux banques qui en usaient : il voulait une réforme féconde et non une révolution ; mais il espérait que ce droit s'étendrait successivement, en se concentrant par voie d'héritage entre les mains de la Banque d'Angleterre. Son calcul a été trompé en partie. Environ 300 banques se divisaient en 1844 une émission de billets d'une valeur de 200 millions de francs; il n'en a disparu qu'un peu plus du tiers. Au mois de juin dernier, on en comptait encore 190, avec une circulation autorisée de plus de 7,200,000 liv. (180 millions de fr.) et une circulation réelle réduite à 4,687,913 livres seulement (environ 117 millions). L'*act* de 1844 défend à ces banques de fusionner, il leur interdit d'établir un bureau à Londres. M. Gladstone pensa qu'au lieu de calculer sur la faiblesse incurable et la chute successive de ces établissemens, il valait mieux s'y prendre d'une autre manière pour arriver plus vite à réaliser le *desideratum* suprême de sir Robert Peel, l'unité d'émission, heureusement conquise par la Banque de France en 1848. Il introduisit l'an dernier à la chambre des communes un bill pour lever les diverses restrictions imposées par l'*act* de 1844, autres que la limitation du droit d'émission, sauf à fixer un terme rapproché où l'exercice de ce droit devrait cesser après une simple notification de la part du gouvernement. Telle est la modification de l'*act* de 1844 que, par suite d'une singulière méprise, M. Horn a signalée comme une brèche faite au principe, tandis que M. Gladstone essayait d'en hâter la pleine application. En s'appuyant sur l'expérience, il avait calculé que l'extinction totale du droit d'émission n'arriverait que dans deux cent cinquante ans, peut-être même dans quatre siècles. Or, comme il ne voulait pas attendre indéfiniment, il préférait hâter un arrangement temporaire qui, en donnant pleine liberté aux banques actuelles d'émission pour les opérations de banque, limiterait l'exercice de la faculté de fabriquer des billets payables au porteur et à vue.

Le projet fut énergiquement combattu par un financier habile,

M. Hubbard; il déclara qu'il ne comprenait point comment l'état, qui contrôle les pièces d'or, d'argent et de cuivre, qui ont une valeur intrinsèque, abandonnerait à l'autonomie des banques de province, le droit de créer une monnaie de papier qui n'a aucune valeur. M. Blake dénia aux banques la faculté de fabriquer des billets qui circulent comme de la monnaie; ce n'est pas, dit-il, un acte de commerce. M. Thomson Hankey trouvait la proposition inutile; il regardait le droit des banques comme périmé depuis 1854, et M. l'alderman Salomons proposa d'exiger partout la garantie que fournit la Banque d'Angleterre, qui dépose une valeur de fonds publics égale à celle des billets émis. M. Cardwell, sir Charles Wood (aujourd'hui lord Halifax), M. Goschen, appuyèrent au contraire la motion comme étant un complément de l'*act* de 1844. M. Gladstone n'attribuait pas à sa proposition une autre portée; c'était, disait-il, un bill préparatoire qui laisserait pleine liberté de statuer ensuite sur l'ensemble dans le sens du principe fondamental, si, comme il en exprimait la confiance, ce principe était reconnu juste.

Il serait inutile d'insister davantage sur l'adhésion donnée au principe de l'*act* avant la dernière crise; celle-ci lui a-t-elle porté atteinte? La vigilance de l'intérêt public et la susceptibilité nationale, si vivement réveillées par le *run* sur l'Angleterre, condamnent-elles la base sur laquelle repose l'organisation de la Banque? En aucune manière; on ne veut même discuter que des questions d'application, sans toucher au principe, dont presque tous apprécient la salutaire efficacité.

Une demande d'enquête a été développée par M. Watkin, qui s'est appuyé sur les précédens de 1847 et de 1857 pour dire qu'on avait, à chaque suspension de l'*act*, recherché les causes de la crise; un débat approfondi a occupé la séance de la chambre des communes du 31 juillet. M. Watkin a principalement appuyé sur le phénomène nouveau que présentait l'écart énorme et persistant entre le taux de l'escompte à Paris et à Londres, sans se demander si une difficulté entièrement étrangère à l'organisation de la Banque d'Angleterre ne pesait point sur la situation. On aimait mieux laisser dormir son argent que de l'engager dans une affaire quelconque, car l'inquiétude des esprits, troublés par l'émotion de la guerre et par les désastres financiers, avait arrêté court les opérations les plus simples. Une circulaire de lord Clarendon, ministre des affaires étrangères, avait été transmise à toutes les missions anglaises après l'*Overend-friday*; elle voulait prévenir une fâcheuse méprise au sujet de la suspension de l'*act* de 1844; les pays habitués à ne voir intervenir les gouvernemens dans les affaires de banque que pour établir le cours forcé pouvaient être induits en erreur au

sujet du caractère tout différent de la mesure décidée par le comte Russell et par M. Gladstone. Cette appréhension n'était pas entièrement imaginaire, s'il est vrai qu'on eût envoyé, ainsi que l'a raconté M. Watkin, des billets de la Banque d'Angleterre de Madrid à Liverpool avec ordre de les négocier à tout prix. Rien de pareil n'était à craindre cependant sur les marchés importans de Paris et d'Amsterdam; personne n'y pouvait commettre l'erreur grossière de confondre avec une suspension de paiemens la simple faculté d'émettre une faible somme de billets, faculté dont on savait que la Banque d'Angleterre ne ferait qu'un discret usage. La sollicitude qui avait porté lord Clarendon à cette démarche inusitée a pu être mal interprétée; des esprits timorés ont pu y voir un indice de plus du trouble causé par la crise. Ce qui est vrai, c'est que, malgré l'incontestable habileté de la rédaction, la missive du *Foreign-Office* a manqué le but qu'elle voulait atteindre, elle n'est pas parvenue à calmer les esprits. — L'exposé fait par M. Watkin est méthodique et complet; il n'entendait soulever aucune discussion théorique, et la liberté d'émission n'a pas même obtenu de sa part l'honneur d'une mention. Il s'est borné à faire porter sur la limitation inflexible consacrée par l'*act* et sur la division des deux départemens de la Banque la responsabilité du taux énorme de 10 pour 100, ainsi que les variations fréquentes et spasmodiques de l'escompte. « On arguerait vainement, dit-il, d'une insuffisance de ressources. Le pays n'a jamais été aussi puissamment riche; tout le tort est du côté de la Banque, qui n'a point accru la circulation, et du côté d'une vicieuse séparation de l'émission et de l'escompte. »

M. Watkin concluait en demandant la nomination d'une commission royale, qui serait formée comme la commission chargée en France de la grande enquête sur les banques, mais qui fonctionnerait dans un cadre plus restreint. Cette motion a été appuyée par M. Akroyd, qui posa la question de savoir si le nouveau cabinet entendait endosser la responsabilité prise par le dernier chancelier de l'échiquier, M. Gladstone, qui avait suspendu l'*act* de 1844. Cette interpellation a fourni à sir Stafford Northcote, le nouveau ministre du commerce, l'heureuse occasion d'une réponse pleine d'*humour* et de sens, conçue dans un excellent esprit et servie par un rare bonheur d'expressions. L'organe du cabinet ne s'est point borné à repousser la demande de la formation d'une commission, il a expliqué en excellens termes une doctrine saine, ainsi qu'une adhésion complète au système de 1844. Sans dissimuler ce que les trois suspensions prononcées chacune à peu près à dix années d'intervalle peuvent soulever d'objections contre certains détails de l'*act*, il en a fermement affirmé le principe. Il ne le regarde point

comme un idéal de perfection qui se refuse à la moindre modification, mais il repousse la pensée que la doctrine admise par le législateur soit en rien responsable du mal qu'on a subi, ou que le renversement de cette doctrine pût en prévenir le retour. — Le gouvernement actuel, a dit sir S. Northcote, n'attache aucun intérêt paternel à l'*act* de 1844; mais il croit de son devoir de déclarer que les principes que cette loi consacre lui semblent être les vrais et sains principes sur lesquels la circulation doit reposer. Qu'il soit possible d'introduire dans le mécanisme quelques perfectionnemens qui en rendent le jeu plus facile et moins sujet à quelques inconvéniens; que l'expérience des paniques anciennes et de la crise actuelle puisse suggérer quelques moyens d'alléger les souffrances sans porter atteinte au système, le gouvernement ne se refuse point à tourner son attention vers cette question grave, et il veut l'examiner avec une sérieuse sollicitude; il essaiera d'étudier la matière, et s'il réussit à rencontrer une solution favorable, il en fera l'objet d'une proposition dès le début de la session parlementaire, sauf à provoquer lui-même la formation d'un comité de la chambre dans le cas où ses efforts n'auraient abouti à aucun résultat pratique. — On a semblé prétendre que l'*act* de 1844 empêche l'expansion de la circulation fiduciaire au moment où le recours au crédit devient le plus nécessaire; mais le crédit doit servir à procurer du capital. Il a élevé l'Angleterre à un haut degré de puissance et de richesse en accomplissant cette large mission; toutefois il ne saurait l'accomplir au même degré quand le capital manque. Bien que le capital disponible se soit énormément accru, il peut devenir insuffisant, ces deux termes n'impliquent aucune contradiction; il s'agit en effet d'une question de proportion. Quand on considère la masse des entreprises, la diversité et l'importance des emplois, on comprend aisément que des ressources, même énormes, n'y puissent pleinement satisfaire. On a voté, rien que dans les deux dernières sessions, des chemins de fer dont la dépense s'élèvera au moins à 176 millions sterl. (4 milliards 400 millions de francs). Pouvez-vous et devez-vous fabriquer de la monnaie fiduciaire quand la monnaie est rare? Telle est la véritable question qui se rencontre au fond de ces difficultés. Faut-il couper un habit à sa taille dans le tissu élastique du crédit, ou bien s'accommoder du drap qu'on possède et tailler le vêtement suivant cette mesure? — Sir S. Northcote a fermement déclaré que le gouvernement n'entendait point se lancer dans la voie des fictions monétaires. Cependant personne ne saurait demeurer indifférent au spectacle du *run* sur l'Angleterre qui s'est subitement déclaré, et l'on doit reconnaître que la suspension de l'*act* de 1844 a été l'origine d'un triste malentendu au sujet de la situation financière du pays. Néanmoins il y aurait erreur à sup-

poser qu'une modification de la législation de la Banque rétablirait le crédit de l'Angleterre. L'orateur a voulu établir nettement que ni le gouvernement ni le pays n'admettaient en aucune manière que les difficultés actuelles tiennent au régime de la circulation et au système des banques établi par la loi. En supposant qu'ils pussent être modifiés, il y aurait péril à laisser croire qu'une pareille réforme viendrait guérir les plaies faites par l'imprudence des entreprises mal conçues. Le ministre a reproduit en d'autres termes la pensée exprimée dans le rapport du comité d'enquête de 1858, qu'il n'est pas de système monétaire qui puisse mettre le commerce, la finance et l'industrie à l'abri de leur propre imprévoyance.

Nous avons essayé de résumer fidèlement l'habile argumentation de sir S. Northcote, chargé de parler au nom du nouveau cabinet; cette attitude fait autant d'honneur à ses lumières qu'à son patriotisme. Si la question n'avait été envisagée que par le côté mesquin des querelles de partis, l'occasion pouvait sembler bonne pour profiter des clameurs des intérêts désappointés en essayant de faire tomber un blâme sur la marche suivie par le dernier chancelier de l'échiquier, par l'illustre chef actuel de l'opposition, M. Gladstone. Sir S. Northcote a repoussé cette mesquine tentation, il n'a voulu voir que l'intérêt véritable de l'Angleterre, et il s'est résolument rangé du côté de son adversaire politique pour défendre les principes de 1844.

Un jeune professeur d'économie politique, très haut placé déjà dans l'estime publique, M. Fawcett, aux paroles de qui l'infirmité dont il est atteint (1) imprime encore plus d'intérêt, s'est empressé d'approuver les idées émises par le ministre du commerce. On nous saura gré sans doute de donner ici le résumé et souvent la traduction littérale de ce remarquable discours. — On a prétendu, dit M. Fawcett, que la charte de la Banque avait amené la dernière crise et devait porter la responsabilité du taux élevé de l'escompte. C'est une illusion trompeuse : si le gouvernement avait accepté la motion d'enquête, il aurait simplement suscité de fallacieuses espérances. Je ne suis pas un ami chaleureux de l'*act* de 1844, il me semble qu'on pourrait en tempérer la rigueur de manière à en prévenir la suspension arbitraire. Si la crise actuelle tient au crédit, c'est-à-dire si elle témoigne d'un ébranlement de la confiance mutuelle, comment est-il possible de l'attribuer à la charte de la Banque? La cause est bien autrement sérieuse et profonde, elle est dans cet esprit désordonné de spéculation aléatoire qui dégénère en un jeu coupable, et qui s'est emparé de ce pays. Une nou-

(1) M. Fawcett est aveugle.

velle école a surgi depuis quelques années, elle a encouragé la pensée que la richesse devait être produite non plus suivant le mode suranné d'un travail assidu, mais par l'art moderne de *financer*, en d'autres termes par la manipulation habile du papier. Cette idée étrange s'est tellement répandue, qu'on en est venu à penser qu'un ingénieur hardi, un entrepreneur actif, un *attorney* intelligent et des avances largement consenties suffiraient pour faire construire un chemin de fer d'un bout à l'autre de l'Angleterre. Les choses marchaient bien, les fondateurs et directeurs s'enrichissaient à vue d'œil; mais quand les banques et les sociétés de crédit, poussées par leurs créanciers, voulurent être payées, tout fut menacé, et l'on entendit retentir des plaintes comme celles-ci : « nous avons besoin d'une institution qui fournisse constamment de l'argent à bon marché, et si la Banque ne le peut pas, la législation est mauvaise, il faut la refondre. » A mon avis, la chute n'est pas venue un instant trop tôt. Tout ajournement facilité par la loi aurait rendu le déchirement plus terrible. Ce qui doit nous consoler, c'est qu'il n'est pas une entreprise commerciale sagement et honorablement conduite qui ait succombé. Le commerce régulier de ce pays est dans une bonne situation, et l'élévation de l'intérêt n'a fait qu'arrêter des opérations téméraires. La hausse des profits a permis de supporter la hausse de l'escompte; le capital et le travail ont tous deux obtenu une large récompense. Au lieu de nous embarrasser d'une réforme législative, nous avons un autre, un sûr moyen de rendre au crédit de l'Angleterre sa solidité au dehors, c'est de rétablir la foi entière dans l'accomplissement des contrats commerciaux. Le commerce aurait souffert tout autant et plus encore, si l'*act* de 1844 n'existait point, et le supprimer n'empêcherait nullement une crise financière. On a dit que nous ne possédions point une circulation suffisante; mais, au lieu d'avoir indûment décru, elle s'est au contraire largement développée, sans qu'il en résulte de facilités nouvelles de prêt, car les prix haussent avec l'accroissement de la circulation. — Si une commission d'enquête était formée, dit M. Fawcett en terminant, elle ne constaterait qu'une chose d'une manière irrécusable : c'est que les affaires de la Banque ont été conduites avec un singulier concours de fermeté, d'habileté et de prudence, et que les directeurs de la Banque forment une réunion d'hommes dont tout pays voué au commerce serait fier à juste titre. Ils n'ont ni amené ni aggravé la crise; celle-ci n'a été produite que parce qu'on s'est départi des vieilles maximes qui avaient assuré la prospérité du trafic, et parce qu'on s'est confié au système nouveau de finance (*modern financing*).

On le voit d'après les paroles de M. Fawcett, les lumières de la science sont venues confirmer les enseignemens de la pratique;

quant à l'éloge mérité du conseil de la Banque d'Angleterre, personne ne saurait le taxer d'exagération, alors que l'on connaît MM. Lancelot-Holland, gouverneur, Hunt, sous-gouverneur, Kirkman-Hodgson, Hubbard, Alfred Latham, Thomson-Hankey, Ward-Norman, Grenfeld, et tant d'autres hommes éminens qui le composent. L'un d'eux, M. Hubbard, membre du parlement, a parfaitement exposé l'importance d'un bon système monétaire. — Il a montré combien il était faux de prétendre qu'un taux élevé d'escompte, temporairement perçu, puisse arrêter les opérations bien conduites et enlever le travail aux ouvriers. Cette charge supplémentaire, quelque pénible qu'elle soit, ne saurait exercer, lorsqu'on la réduit à sa juste valeur, une pareille influence; la plus légère variation dans le prix des matières premières ou de la main-d'œuvre a une bien autre importance. Des abus énormes ont été commis, des plans follement conçus et audacieusement accomplis ont fait le mal que la fermeté de la législation monétaire a seule pu arrêter. Quant à la Banque, jamais elle n'a réuni autant de ressources et n'en a fait un plus libéral usage. Le régime actuel, en donnant une base solide aux opérations et aux crédits ouverts, a fait naître un large système de crédit, bien plus efficace qu'une multiplication périlleuse de billets de banque. L'*act* de 1844 n'a pas besoin qu'on le défende : il a fondé la sécurité de la circulation en réglant sagement l'émission des billets considérée comme attribut de l'état, et il a établi la liberté des banques la plus complète pour tout ce qui est affaire de banque. Loin de restreindre les moyens d'action de la Banque d'Angleterre, il les a élargis, et il lui permet de soutenir les chocs les plus violens grâce à une solidité éprouvée. L'effet d'apaisement dû à la suspension temporaire de l'*act* ne se serait pas produit, si le billet de la Banque inspirait une confiance moins absolue. La réserve métallique a été conservée dans une large proportion. Tandis qu'on l'avait vue tomber presqu'à rien en 1825 et à quelques millions en 1839, elle se maintient aujourd'hui à 12 millions de livres et au-dessus. M. Hubbard aurait pu rappeler la déclaration de Tooke, qu'il se réconcilierait avec la limitation imposée par l'*act* de 1844, si celui-ci donnait une pleine garantie contre toute suspension future du paiement en espèces; Tooke serait donc pleinement réconcilié aujourd'hui avec la loi qui a définitivement écarté jusqu'à l'appréhension d'une pareille calamité.

Cet important débat s'est terminé par une défense vigoureuse de l'*act* de 1844, que M. Gladstone a présentée avec son éloquence habituelle. Il a surtout insisté sur ce que le droit d'émission n'appartient qu'à l'état, qui seul peut le déléguer. Le malaise actuel ne frappe que ceux qui ont été coupables d'un entraînement aveugle et malsain, le commerce et l'industrie continuent de prospérer, et la

liberté, pleinement appliquée aux échanges, porte d'heureux fruits. Pourquoi le taux de l'intérêt a-t-il haussé? Parce que la réserve commerciale de la Banque a dû satisfaire aux énormes demandes des institutions de crédit. Libres d'accroître leur circulation de billets, les banques de province l'ont réduite d'un million de livres pendant la crise (1). Ce n'était donc pas de billets qu'on avait tant besoin, ou du moins les billets ne peuvent circuler avec sécurité que si tout porteur les regarde avec la même confiance qu'un souverain d'or. M. Gladstone a, dans le cours de son argumentation, produit un fait curieux : il a mentionné en termes reconnaissans l'offre amicale du gouvernement français, qui se déclarait prêt, au moment de la suspension de l'*act*, à faire à la Banque d'Angleterre une avance de numéraire. On a cru ne pas devoir accepter cette proposition, car on aurait pensé porter ainsi une atteinte encore plus rude au crédit du pays. — Le métal précieux ne peut manquer de revenir au bout d'un temps assez court par le jeu régulier du balancier commercial; la quotité des espèces ne tarde point à s'ajuster aux besoins de la circulation, pourvu qu'on laisse agir le trafic libre sous l'empire des lois de l'offre et de la demande; aucune combinaison artificielle ne saurait égaler la puissance du mécanisme naturel des échanges. La liberté commerciale fournit une inappréciable ressource à l'entretien d'une monnaie stable, comme aussi le système métallique tel que l'*act* de 1844 l'a établi est le complément nécessaire de la liberté commerciale. Plus un pays sort de l'isolement, plus ses intérêts se trouvent mêlés à ceux du dehors, et plus la monnaie tombe dans la dépendance du marché international. Le prix d'achat se règle alors sur l'offre et la demande du marché universel, et les métaux précieux obéissent à cette loi suprême comme les autres marchandises. Aussi la monnaie réelle retrouve toujours sa limite; si elle surabonde, elle va où le profit l'appelle, car c'est une marchandise recherchée partout; si elle manque, le marché universel est ouvert pour la procurer. Il faut toutefois que ce soit de la monnaie métallique; celle-ci est seule appelée à régler les comptes extérieurs, seule elle doit varier, tandis que l'émission fiduciaire demeure fixe. Une fausse économie cherche à multiplier les billets, acceptés sans peine dans les temps calmes. Pour peu que la situation change, pour peu que le mouvement commercial amène des demandes plus nombreuses d'or, si on a trop restreint la réserve, si la base sur laquelle s'appuie la pyramide renversée des opérations fiduciaires se trouve trop faible, tout croule. On voit alors combien revient cher ce qui semble ne rien coûter. « Le bon marché ruine,

(1) L'émission des banques de province n'était plus au 23 juillet dernier que de 4,712,000 livres (au-dessous de 120 millions de francs); elle laissait une marge de 2,538,000 livres (plus de 63 millions de francs) à l'égard de l'émission autorisée.

rien ne coûte comme le bon marché. » Ces dictons populaires deviennent des vérités pratiques.

On a surabondamment prouvé que la monnaie est une marchandise, d'une espèce particulière il est vrai; il faut se résigner à la traiter comme une marchandise, et il y a contradiction à vouloir user de moyens artificiels pour la faire échapper à la loi régulière du commerce. L'*act* de 1844 fait éviter cette erreur, c'est le mérite qui le distingue. Les débats récens de la chambre des communes, dont nous avons fidèlement reproduit la substance, montrent combien se trompent ceux qui imaginent que l'on est disposé à l'abroger.

V.

Nous avons assisté le 6 juillet 1866 à la réunion du club d'économie politique de Londres. Il ne compte que trente-six membres, mais c'est l'élite des hommes voués à l'étude désintéressée de la science. La question posée par M. Bagehot, l'habile directeur de l'*Economist*, était celle de savoir s'il valait mieux confier le soin de conserver les réserves disponibles à une banque ou à plusieurs. La matière a été habilement traitée par l'éminent écrivain, mais personne ne s'est prononcé dans le sens d'une division entre plusieurs banques de l'émission des billets. Il va de soi que la société d'économie politique anglaise est unanime pour admettre le système métallique, elle est *bullionist* sans réserve aucune. Nous regrettons de ne pouvoir donner ici qu'un aperçu rapide d'un débat plein d'intérêt, auquel ont pris part M. Bagehot, lord Overstone, M. William Newmarch, M. Hubbard, M. le professeur Rogers, M. John Stuart Mill, et auquel nous avons été invité à nous mêler. Ce débat avait lieu en présence d'hommes tels que MM. Watkin, Blake, Hankey, le professeur Cairnes, Hare, sir Rowland Hill, Chadwick, le baron Bremwel, Merivale, Thornton, Ch. Villers, l'un des promoteurs de l'abolition de la loi des céréales, Leslie, lord Dufferin, le professeur Farren, du *Board of Trade*, etc. Des critiques ont été dirigées par M. Newmarch contre la séparation des deux départemens de la Banque, à laquelle il attribue en partie les brusques élévations de l'escompte; mais personne n'a même fait allusion à une liberté de l'émission livrée à la concurrence. M. Newmarch est le premier à déclarer que l'émission dévolue à la Banque d'Angleterre ne constitue point un privilége, et que, si cette faculté était livrée à tous, aucun banquier sérieux et aucune banque solide ne voudraient s'en servir. Cela nous rejette loin des singulières imaginations de ceux qui prétendent trouver dans la liberté de l'émission, à laquelle ils donnent par erreur le nom de liberté des banques, la source du crédit. « La circulation (*currency*) a tourné encore plus de têtes que

l'amour, » nous écrivait ces jours derniers le chancelier actuel de l'échiquier, M. Disraeli (1).

La question préalable a écarté la demande d'enquête de M. Watkin, quoique présentée à la chambre des communes sous la forme la plus modérée. C'est que de nombreuses enquêtes ont déjà eu lieu sur la question; l'Angleterre en est saturée. Deux fois après la suspension de l'*act* de 1844, en 1848 et en 1858, les comités ont conclu en faveur du principe qu'il consacre, et ce principe a rencontré pendant la crise de 1866 une adhésion plus éclatante encore. Il faut bien que ceux qui espéraient le voir crouler renoncent une bonne fois à ces tristes prévisions. Les conclusions de l'enquête de 1857-1858 sont encore l'expression fidèle d'une opinion générale sur ce point fondamental. « L'objet principal de la législation est de rendre les variations de la monnaie mixte conformes à celles d'une circulation purement métallique; personne ne peut prétendre que ce but n'ait pas été atteint (2). » Les principes de l'*act* auraient été suivis quand même la loi n'en aurait pas établi l'obligation formelle, car le conseil de la Banque d'Angleterre connaît maintenant ses devoirs et s'applique à les accomplir comme le fait le conseil de la Banque de France.

L'exemple des banques d'Écosse, si souvent et si complaisamment mis en relief, ne prouve absolument rien en faveur de l'émission libre. En premier lieu, ces banques, au lieu de compter par centaines, comme on l'a dit trop souvent, ne sont qu'au nombre de douze, et l'émission qu'elles font pour la partie non garantie par de l'or est strictement limitée. Elle ne dépasse pas 50 millions de francs (3), alors que les dépôts atteignent, assure-t-on, le chiffre colossal de 70 ou 80 millions de livres (environ 2 milliards de francs). Là est la force, là est la puissance d'action des banques d'Écosse. Ce n'est que par un artifice de discussion qu'on pourrait attribuer au maigre chiffre de l'émission les merveilles que réalise le principe de la liberté des banques, qui opérerait aussi bien sans billets fiduciaires, et qui, par les comptes-courans, les dépôts, les virements et les avances d'un capital réel, accomplit seul de grandes choses. Les adeptes passionnés du billet de banque se parent ici des plumes du paon.

(1) Le 21 août 1866. « I believe currency is a subject which has made even more people mad than love. »

(2) Rapport du comité, 66.

(3) Au 23 juillet dernier, la circulation des billets des banques d'Écosse était de 4,363,000 livres avec un encaisse métallique de 2,413,000 livres; la différence représente la monnaie fiduciaire, qui n'est point gagée par un encaisse correspondant, et n'offre qu'un total de 1,950,000 livres (moins de 49 millions de francs).

Les banques d'Écosse fonctionnent suivant la situation du marché, elles s'écartent peu du taux de l'intérêt fixé par la Banque d'Angleterre. Quand le besoin se manifeste, elles ne se font pas faute d'élever l'escompte à 10 pour 100, depuis que les entraves des lois contre l'usure sont effacées. Il n'est pas inutile de le mentionner, quand les défenseurs de la liberté d'émission établissent un parallèle entre le taux élevé de l'escompte de la Banque d'Angleterre à certaines époques et l'ancienne permanence de l'escompte à 5 pour 100, et qu'ils tâchent de tirer parti pour leur thèse de cette comparaison. Ceux qui produisent ce singulier argument n'oublient qu'une chose, c'est que jusqu'en 1833 une loi, dont aucun économiste ne saurait regretter l'abolition, défendait à la banque de prendre plus de 5 pour 100 d'intérêt.

En 1856, sir Cornwall Lewis, chancelier de l'échiquier, demanda l'opinion des banques d'Écosse sur l'*act* de 1845, qui avait étendu à cette contrée le principe de la limitation de l'émission consacré par l'*act* de 1844 en Angleterre. Les réponses se trouvent dans l'enquête de 1857. Sur les dix banques principales, cinq banques anciennes, dont le siége est à Édimbourg, se sont prononcées pour l'*act;* une seule, la Banque d'Écosse, l'a regardé comme sans effet (*inoperative*). Cinq banques plus nouvelles, dont le siége était à Glasgow, se prononcèrent contre; mais peu de mois plus tard on connut le mot de cette divergence d'opinion : les cinq banques anciennes résistèrent au danger; sur les cinq nouvelles, la *Western-Bank* et la *City of Glasgow* succombèrent, les autres furent embarrassées. La protestation la plus véhémente contre l'*act* était celle de la *Western-Bank;* elle portait la signature de mauvais augure de John Taylor, cause première de l'éclatant désastre subi bientôt après par cet établissement.

L'enquête de 1857 constate que, suivant la Banque royale d'Écosse, rien n'avait infirmé la sagesse du principe de l'*act*. Le directeur de la *British Linen Company* en déclare « toutes les prévisions judicieuses et salutaires, bien calculées pour maintenir en Écosse une quotité de numéraire en rapport avec la circulation. Aucun inconvénient n'en est résulté, ni pour la banque, ni pour le public, et l'on espère qu'on ne le modifiera pas. » La *Commercial Bank of Scotland* approuve la loi et déclare que celle-ci n'a besoin d'aucune révision. La *National Bank of Scotland* nie qu'elle ait causé aucune gêne. Le principe de la limitation se trouve approuvé par les représentans autorisés de la contrée qu'on présente toujours comme entièrement dévouée à la liberté d'émission. Les exemples anciens se réunissent aux derniers débats soulevés pendant une crise formidable pour recommander la sagesse de l'œuvre de sir Robert Peel.

On ne saurait trop le répéter, l'*act* de 1844 n'a été pour rien dans la dernière crise; il a au contraire servi à relever énergiquement les affaires et à ramener une situation plus régulière.

Un seul point reste à débattre : la loi ne devrait-elle pas prévoir le cas et poser les conditions d'une suspension de l'*act?* En outre, une fois la suspension prononcée, la limite du minimum d'intérêt qu'elle fixe doit-elle demeurer invariable tant que l'effet de cette mesure exceptionnelle n'est pas épuisé? Tout se borne à l'étude de ces dispositions secondaires : quant au principe de l'*act*, il demeure debout, au grand avantage de la sécurité commerciale, de la sincérité des transactions et de la liberté des échanges. Le temps n'est pas loin, et la dernière expérience servira à le rapprocher, où l'on ne s'étonnera plus que d'une chose, c'est qu'on ait si longtemps méconnu la nécessité d'assujettir à une limitation précise l'émission du billet faisant office de monnaie, et qu'on ait hésité à reconnaître dans l'émission elle-même un attribut de l'état. Il s'est passé quelque chose d'analogue pour le *free-trade* et pour les lois sur l'intérêt. Notre temps aura la gloire d'avoir résolu ces trois questions d'une si grande importance en ce qui concerne le développement de la richesse et la garantie des rapports équitables.

Nous ne saurions mieux résumer notre pensée qu'en empruntant à un partisan déterminé de la liberté dans toutes les acceptions sérieuses du mot, M. Prince-Smith, les lignes suivantes : « La convertibilité du billet est une garantie contre l'excès permanent de l'émission, contre une dépréciation extrême. Néanmoins elle n'empêche pas qu'on ne dépasse temporairement la limite des besoins sérieux de la circulation, limite dans laquelle on ne rentre qu'à travers une série de crises. Aussi une bonne organisation de la monnaie de papier exige-t-elle non-seulement l'assurance d'une prompte convertibilité, mais encore la fixation de la *quotité*. » Appuyée sur la base solide du système de 1844, qui ne permet de représenter en papier que la portion *stable* de la circulation, en exigeant que la portion *variable* soit en or ou en papier gagé par de l'or, la liberté des banques, pleine et entière pour tout ce qui constitue l'office de banque, fonctionne en Angleterre sur une immense échelle, sans recourir à aucune création de billet faisant office de monnaie. Sir Robert Peel a la gloire de l'avoir fondée, comme celle d'avoir établi le *free-trade*.

L. WOLOWSKI, de l'Institut.

LA GUERRE

LA TÉLÉGRAPHIE ÉLECTRIQUE

ET

LES CHEMINS DE FER

L'art de la guerre subit de constantes modifications en rapport avec le progrès scientifique et industriel. Les moyens de défense et d'attaque, les armes sur terre et sur mer changent, se renouvellent sans cesse, à mesure que la science multiplie ses découvertes et que l'industrie en élargit les applications.

En effet, il n'y a plus de présomption à l'affirmer maintenant, le premier moyen d'assurer la victoire est de prévenir l'ennemi dans la mise en œuvre de forces nouvelles ou d'engins inusités. Le général qui disposera de canons rayés avant son adversaire n'éprouvera pas de difficultés à se mesurer avec lui sur un champ de bataille que ce dernier aura étudié d'avance. Le pays qui le premier construira des navires cuirassés défiera les vaisseaux de bois du monde entier. L'infanterie qu'un nouveau fusil mettra en mesure de décimer de feux redoublés l'ennemi qu'elle a devant elle, avant qu'il puisse recharger ses armes ou attaquer à la baïonnette, ne connaîtra pas d'obstacle et enlèvera la victoire au pas de charge.

Prévenir l'ennemi, c'est le point essentiel, car, s'il est clair qu'il serait aussi inutile à une batterie d'anciennes bouches à feu de répondre à une batterie rayée qu'au vaisseau de bois le mieux armé de tenir tête au moindre *monitor* muni d'une pièce de gros calibre, qu'aux anciens fusils de riposter aux armes nouvelles se chargeant par la culasse; s'il est incontestable que ni l'adresse, ni le courage, ni l'expérience, ni la supériorité numérique ne peuvent rien contre cette autre supériorité brutale, écrasante, due à l'emploi d'un nouveau mécanisme ou d'une découverte chimique ou métallur-

gique particulière, à l'application, en un mot, d'une nouvelle force créée par la science et l'industrie alliées, il n'est pas moins clair, il n'est pas moins incontestable qu'il n'y a d'avantage décisif à introduire ces réformes dans son matériel de guerre que si on devance en quelque manière ses rivaux, et qu'on détruise ainsi à son profit l'équilibre si prompt à s'établir entre les armemens des grandes puissances.

Canons rayés contre canons rayés, navires cuirassés contre navires cuirassés, fusils à aiguille contre fusils à aiguille, on se retrouve absolument au même point que lorsqu'on combattait avec l'ancienne artillerie, l'ancienne marine ou l'ancien fusil. L'important donc n'est pas de découvrir, mais d'appliquer vite, pour être non pas aussi avancé, mais plus avancé que ses concurrens. Si le raisonnement n'y suffisait pas, le triple enseignement qui résulte des dernières guerres d'Italie, d'Amérique et d'Allemagne prouverait jusqu'à l'évidence la nécessité, dans l'art de la guerre, d'innover sans cesse.

Si simple que cette vérité paraisse aujourd'hui, il n'est pas inutile d'y insister. On ne peut pas opposer de meilleure réponse aux raisonnemens, aux timidités, aux résistances de la routine. La routine certes, c'est bien dans tout ce qui se rapporte à l'art militaire qu'elle a le moins d'empire. Que peut-elle contre l'évidence des faits? Devant cet argument irrésistible, la victoire ou la défaite, quelle autorité garderait-elle encore? Et cependant on a vu que le fusil à aiguille, une des causes du succès dans une des belles campagnes du siècle, a été repoussé par les commissions militaires de toute l'Europe, raillé par tous les comités d'armement avant d'être adopté en Prusse (1). Maintenant les gouvernemens s'évertuent à démontrer qu'ils ne se sont pas laissé prendre en défaut, qu'ils connaissaient depuis longtemps le fusil en question, qu'ils ont cherché, trouvé, adopté un meilleur système. Il n'en est pas moins vrai que les Prussiens sont en possession de leur *zündnadelgewehr* depuis 1849, qu'en France, en Angleterre et ailleurs on en est encore aux essais, et qu'on témoigne suffisamment par l'empressement qu'on met partout à modifier l'ancien armement et de la surprise causée par la puissance du nouvel engin et de la dédaigneuse indifférence que cette innovation avait généralement rencontrée.

Oui, à n'en juger que par leur grande guerre civile, il faut avouer que les Américains, dans l'application à l'art militaire des découvertes scientifiques et industrielles, montrent, comme en toute chose, sinon plus de génie, au moins plus d'audace et d'initiative que nous, Européens, Français

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 juillet dernier, l'article de M. Xavier Raymond sur *la Guerre en 1866*. « Si l'on s'en rapportait aux documens officiels, dit M. Raymond, on verrait aisément que la plupart des innovations ou des projets qui frappent aujourd'hui les esprits ont mis bien du temps à obtenir la notoriété dont ils jouissent. En ce monde, c'est le lot ordinaire des inventeurs et de leurs inventions. » Du même article il ressort que M. le colonel Treuille de Beaulieu avait trouvé le canon rayé dès 1832, et que la découverte du fusil à aiguille date de 1841.

même. Là comme ailleurs, ils ne se contentent pas de ce qui existe, ils cherchent à faire autrement et mieux, et il est impossible de méconnaître que peu de peuples comprennent aussi bien que dans cette concurrence d'inventions meurtrières la palme restera toujours au plus entreprenant; peu de peuples ont mieux obéi, lorsque les circonstances l'exigeaient, à la nécessité que nous signalions tout à l'heure, d'avancer sans cesse. Quoi que nous imaginions aujourd'hui en bâtimens blindés et à éperons, en torpilles, en projectiles ou en calibres énormes, nous ne trouvons rien, ce semble, qu'ils n'aient déjà trouvé, nous n'exécutons rien qu'ils n'aient déjà exécuté.

Après les avertissemens, les exemples, les leçons que fournit ou peut fournir l'histoire des dernières luttes qui ont agité l'Europe et ensanglanté l'Amérique, il est un point spécialement où il semble que la science militaire chez nous est bien lente à se prononcer. Nous voulons parler du rôle des chemins de fer et de la télégraphie électrique dans la guerre. Quels que soient les services déjà rendus, avant et pendant les campagnes, par ces instrumens de civilisation qui deviennent au gré de l'homme d'actifs instrumens de guerre, ne peuvent-ils pas acquérir encore plus de valeur et d'importance comme élémens stratégiques? Ne peut-on pas non-seulement faciliter la continuation de leurs services, mais en faire une application nouvelle, plus étendue et plus directe, pendant l'action et sur le théâtre même de la lutte? Si cela est possible, de quelle organisation spéciale faudrait-il doter les voies ferrées et la télégraphie pour être parfaitement en mesure, au cas échéant, de tirer tout le parti désirable de si puissans auxiliaires?

Voilà des questions qui, pour être à l'ordre du jour, ne nous paraissent avoir été résolues ni en théorie par l'autorité des hommes spéciaux, ni en pratique par le témoignage concluant de faits décisifs. Nous hésiterions davantage à en aborder l'étude, si nous n'étions pas de ceux qui pensent que la guerre n'est nullement un art mystérieux, accessible aux seuls initiés. Selon nous, tout homme de bonne volonté, en s'appuyant sur le raisonnement et l'expérience, a le droit de dire son avis et de proposer ses idées en cette matière. En France moins qu'ailleurs, on peut craindre de le rappeler : le savoir ni la pratique ne font les généraux pas plus que le travail ne fait les poètes. C'est l'instinct naturel, c'est l'inspiration qui crée ceux-ci et ceux-là. Notre histoire en fait foi, les plus jeunes et les moins exercés ont été nos plus brillans capitaines. Nous ne pousserons pas cependant le dédain de la science et de la spécialité jusqu'à nous flatter d'offrir, par cela seul que nous ne sommes pas du métier, la solution définitive du double problème posé plus haut dans sa généralité; mais à défaut d'autre mérite, nous espérons que ce sujet empruntera aux circonstances l'intérêt de l'actualité.

I.

Il était dans l'ordre des choses que l'usage de la télégraphie électrique s'appliquât aux besoins de la guerre comme à ceux de la paix. La rapidité des communications n'a pas moins de prix dans l'une que dans l'autre, et même on peut dire qu'elle est pour les opérations militaires la première condition du succès. On n'a pas encore signalé l'emploi du télégraphe électrique sur les champs de bataille ou seulement dans la direction générale de ces mouvemens combinés qui précèdent et préparent entre les armées les rencontres décisives; mais d'après l'application qu'on a commencé d'en faire cette année en Allemagne, on peut prévoir le jour où il deviendra le premier aide-de-camp des généraux, et comme le lien commun des corps d'armée entre eux, non-seulement dans la marche et les évolutions stratégiques, mais dans la manœuvre du combat, dans la conduite de ces immenses mêlées qui caractérisent la guerre moderne. Toutefois n'anticipons pas; examinons ce qu'il y avait à faire et ce qui a été fait, pour être mieux à même de juger du rôle que l'avenir réserve à la télégraphie électrique pendant les campagnes militaires.

Dans la guerre, il y a toujours une offensive et une résistance, un agresseur et un état attaqué, un envahisseur et un pays envahi. Le problème de la communication télégraphique ne peut être le même dans un cas que dans l'autre, ou, pour mieux dire, il semble que ce n'est un problème que pour les belligérans entrés en pays ennemi. Il semble que l'armée qui combat chez elle et défend le territoire attaqué n'a qu'à profiter des lignes parfaitement organisées que l'administration publique met à sa disposition. Il nous sera permis de montrer cependant que l'installation actuelle de la télégraphie électrique, très suffisante pour le service de la paix, n'est pas appropriée dans la même mesure aux nécessités de la guerre. Si le matériel télégraphique, fils et poteaux, n'est pas à l'abri en temps ordinaire des accidens ou de la malveillance, quels risques ne court-il pas quand le territoire est envahi par l'ennemi! Combien la mutilation en est facile à ces colonnes volantes dont la mission consiste à intercepter les communications de l'ennemi, et qui arrivent à détruire des chemins de fer sur des étendues de plusieurs kilomètres. Quelques poteaux à abattre, les fils à arracher, et voilà une ligne qui est momentanément hors de service.

Il est donc important, au point de vue militaire, de donner une forme nouvelle à la transmission électrique. Faire disparaître les inconvéniens actuels pour n'en laisser subsister que l'incontestable mérite, une vitesse qui touche à l'instantanéité, tel serait le but à atteindre, tel le résultat qu'on obtiendrait par l'établissement d'un réseau souterrain. Les fils souterrains sont employés dans presque toutes les villes, notamment à Paris; la disposition en est très simple : tous les fils sont couchés dans une auge en bois, sur un lit de bitume, et recouverts d'une couche épaisse de la

même substance. Si l'établissement de ces fils est coûteux, la durée par contre en est indéfinie, et d'ailleurs, dès qu'il s'agit de la défense du territoire, ce n'est pas à l'argent qu'on a le devoir ou l'habitude de regarder.

Nous passerons sur les détails faciles à imaginer de la nouvelle installation : tracé soigneusement dissimulé, et, pendant les hostilités, postes et service secrets, agens militaires, etc. Nous passerons sur les avantages non moins évidens que présenteraient les réseaux souterrains lorsque le territoire est envahi : continuité et sûreté des communications, mises à l'abri de toute atteinte; connaissance immédiate, incessante des moindres opérations de l'ennemi, qui peut se croire garanti de toute surveillance et de toute surprise, s'il a renversé les poteaux et coupé les fils du télégraphe ordinaire. C'est là une ressource de plus de valeur qu'il ne semble au premier abord, une ressource dont l'adversaire, quoi qu'il fasse, ne peut trouver l'équivalent, et qui assure à la défensive contre l'offensive un premier élément de supériorité (1). Nous aurons l'occasion, en traitant du rôle des chemins de fer, de montrer que ce n'est pas le seul, et qu'entre puissances égales l'initiative de l'attaque ou de l'invasion en viendra, grâce au progrès de la guerre, à n'offrir que des désavantages marqués.

Un point resterait maintenant à examiner. La télégraphie civile et la télégraphie militaire doivent-elles être absolument distinctes, ou bien l'établissement des fils souterrains entraîne-t-il la suppression des fils aériens? N'est-il pas d'une économie bien entendue de faire participer ces derniers aux bénéfices d'une circulation qui exclut toutes les chances ordinaires d'accident, variations atmosphériques ou malveillance? La question mériterait d'être étudiée, mais nous laissons à de plus compétens que nous le soin de prononcer.

Nous avons hâte d'arriver à l'établissement des communications télégraphiques de l'armée qui envahit. Là le problème se pose différemment : tout est à faire. On comprend sans plus d'éclaircissemens que les troupes qui s'avancent en pays ennemi ne peuvent ni toujours suivre des routes qu'une ligne télégraphique accompagne, ni même utiliser les restes d'un matériel que l'adversaire n'abandonne pas sans l'avoir mis hors de service. Il s'agit donc dans ce cas de créer, dans des conditions particulières de promptitude

(1) Dans la récente guerre, en Italie, après le passage du Mincio par Victor-Emmanuel, quand les éclaireurs du deuxième corps d'armée italien arrivèrent à Villafranca, ils demandèrent au chef de gare si la position n'était pas reliée par une ligne télégraphique aux places fortes du quadrilatère. Le chef de gare répondit négativement, et dès que les soldats se furent éloignés, il s'empressa de télégraphier à Vérone l'arrivée et la direction des Italiens. Il est difficile d'admettre que l'employé autrichien ait été cru sur parole; sans doute l'inspection des lieux n'a rien révélé sur l'existence d'un poste télégraphique : les fils devaient être souterrains, et l'appareil complétement dissimulé. Autrement la conduite des Italiens serait aussi incompréhensible que la fraude du fonctionnaire qui a décidé peut-être du gain de l'affaire de Custozza. Que le fait soit ou non authentique, on comprend maintenant quels dangers crée à l'envahisseur un système de transmission électrique invisible, de quel espionnage il permet de l'environner, et comment il peut lui préparer des surprises grosses de conséquences.

et de mobilité, un service et une installation qui n'existent pas. Telle était dans la guerre de 1866 la tâche des Prussiens, qui avaient pris l'initiative de l'attaque et pénétré en Bohême. Aux Prussiens encore revient l'honneur d'avoir eu les premiers l'idée de l'organisation très simple qu'il suffit d'adopter pour assurer aux troupes en marche tous les avantages qui caractérisent le plus rapide des modes de communication. Laissons la parole au correspondant du *Times,* qui a suivi l'état-major prussien dans la campagne de Bohême :

« Partout où s'arrêtait l'armée, on se hâtait d'installer le télégraphe et la poste. Ces deux organisations méritent d'être décrites, la première surtout. Dès que le lieu du quartier-général est désigné, la division télégraphique se rend à la plus prochaine station du télégraphe permanent. De là elle établit un fil le long du chemin le plus court jusqu'à la demeure du général en chef, qui, à peine arrivé, trouve ainsi son télégraphe prêt à fonctionner. Il est difficile de concevoir une plus ingénieuse application de la science à l'art de la guerre. Tout l'appareil est contenu dans deux chars légers, dont l'un contient les batteries et les aiguilles et sert de cabinet au télégraphiste, tandis que l'autre renferme les perches, les fils et les outils nécessaires pour les placer. Les fils sont roulés autour de grandes bobines mobiles, et se dévident à mesure que le char avance. Quand on pense que le 23 au matin la frontière était encore occupée par les Autrichiens, et que le 24 à midi le château de Grafenstein, situé à cinq milles de la station la plus rapprochée, était en communication télégraphique directe avec Berlin, on peut s'imaginer quel avantage cet appareil peut procurer à une armée en campagne. »

Nous n'ajouterons rien à l'éloge que le correspondant du *Times* fait implicitement de l'entente des Prussiens dans l'application de la science à la guerre. Nous ne nous sommes pas fait faute d'expliquer que là nous semblait être l'avenir de l'art militaire. Ce que nous devons faire remarquer, c'est que le problème de la communication télégraphique dans le cas de l'offensive ou de l'invasion n'est résolu qu'à moitié. Il suffit en effet de se reporter et aux détails de l'installation si clairement décrite, et aux faits récens de la campagne de Bohême, pour découvrir le vice actuel de l'organisation prussienne. Ces perches et ces fils, faciles à apercevoir, à abattre ou à couper, sont exposés à toutes les entreprises dans un pays ennemi dont la population, sans prendre à la lutte une part effective, ne laisse pas échapper l'occasion d'exercer indirectement des représailles contre les envahisseurs. Rien n'est plus aisé que de détruire un aussi fragile matériel, qui se déploie à découvert sur un trop grand espace pour que la garde ou la surveillance en soit possible. C'est ce qui est arrivé en Bohême, où l'excitation des habitans contre le vainqueur s'est traduite à Trautenau et à Münchengraetz par de sanglans épisodes : le fait de l'interception par les paysans des communications télégraphiques des Prussiens sur les derrières de leur armée a été signalé à plusieurs reprises.

Le remède est facile à trouver. Substituer une circulation cachée à la circulation visible des fils conducteurs, tel est encore le principe; revêtir le fil métallique d'une matière isolante comme la gutta-percha, qui ne lui ôterait rien de sa légèreté et de sa flexibilité, tel serait le moyen. Cette enveloppe suffirait pour la durée d'une campagne à remplacer l'isolement qu'on obtient au moyen des poteaux et des supports de porcelaine. Les fossés qui longent les routes, les rivières ou les ruisseaux, les buissons même, les champs couverts de récoltes, au besoin des tranchées rapidement creusées de main d'homme, recevraient alors les fils tour à tour submergés, enterrés ou cachés. Au lieu d'un réseau aérien, on aurait un réseau qui, souterrain ou fluvial suivant la nature des lieux, serait à l'abri des regards et par conséquent des atteintes de l'ennemi.

Dès qu'il réunira la sûreté à la mobilité et à la facilité de déplacement que les Prussiens ont déjà su lui donner, nul doute que le service télégraphique de campagne ne prenne de nouveaux développemens. D'après les renseignemens que donne le correspondant du *Times*, les Prussiens n'auraient songé qu'à correspondre aussi directement et rapidement que possible avec Berlin, soit pour transmettre les nouvelles de l'armée, soit pour demander les secours dont le besoin se serait fait sentir au fur et à mesure de la campagne; mais il ne semble pas qu'ils aient donné un rôle à la télégraphie électrique dans l'action même de la guerre. Cependant ce rôle est marqué d'avance, et nous l'avons indiqué en commençant.

Une armée, surtout de celles que la guerre contemporaine met en présence, ne s'avance pas en une seule masse ni sur une même ligne, quoiqu'elle doive obéir à une impulsion unique et tendre à un but commun. Les différens corps dont elle se compose sont obligés, par les nécessités stratégiques autant que par la nature des lieux, d'agir à une distance plus ou moins grande et dans une certaine indépendance les uns des autres. C'est par l'intermédiaire de courriers ou d'estafettes qu'ils communiquent entre eux, qu'ils instruisent le général en chef de leur situation respective, qu'ils reçoivent de lui les ordres ou les instructions nécessaires. A combien de hasards est exposé ce mode de communications, tout le monde le sait; mais on s'en convaincra davantage en lisant ce qui suit : c'est encore la correspondance du *Times* que nous mettons à profit.

« Le général prussien (prince Frédéric-Charles, armée de l'Elbe), ayant résolu d'attaquer, prit ses dispositions dans la nuit, et fit prévenir le prince royal, qui se trouvait à gauche, à Miletin, assez haut sur la Bistritz. L'officier chargé de ce message eut beaucoup de peine à échapper aux patrouilles et aux détachemens de l'ennemi. De son sort dépendait la liaison des mouvemens des deux armées, et par conséquent l'issue de la bataille. »

Quand de la bonne ou de la mauvaise fortune d'une dépêche dépend l'issue d'une campagne ou d'un combat décisif, on comprend combien il importe de la soustraire d'avance à des conditions de transmission aussi défavorables. Si l'armée du prince Frédéric-Charles avait communiqué avec

celle du prince royal de la même manière qu'elle communiquait déjà avec Berlin, on peut croire que cette liaison de mouvemens combinés eût été assurée contre toute éventualité fâcheuse. Qu'on parvienne en effet à relier par une ligne télégraphique les différens quartiers-généraux ou les états-majors des corps d'armée en campagne, il est clair que les communications militaires changent aussitôt de nature : elles demandaient du temps, elles deviennent presque instantanées; elles étaient intermittentes, elles peuvent être continues; elles étaient soumises à de nombreuses chances d'accident, elles deviennent sûres, à peu près inattaquables, si le fil remplit les conditions d'invisibilité requises.

Cette application et plus directe et plus étendue de la télégraphie électrique à l'art de la guerre est-elle possible? Sans nul doute : ce n'est que la conséquence immédiate de l'essai tenté par les Prussiens. On se demande même, étant donnée leur télégraphie de campagne, pourquoi il n'aurait pas été aussi facile et aussi avantageux au prince Frédéric-Charles de s'en servir pour correspondre avec le général Herwarth ou l'aile droite, et, la jonction opérée à Gitschin, avec le prince royal ou l'aile gauche, que de la consacrer exclusivement à ses communications avec Berlin. Le matériel sans doute et une organisation indispensable faisaient défaut. Ce sera effectivement la grande difficulté et le mérite d'une bonne installation que de se combiner avec l'active mobilité des troupes. On n'y arriverait pas si, par suite de l'extension donnée au service télégraphique de campagne, on ne créait, comme on a créé les compagnies des pontonniers et du génie, des compagnies spéciales, dont la mission consistera à relier continuellement dans le cours de la guerre, par une ligne télégraphique, les différens états-majors des corps qui opèrent loin les uns des autres : mission très laborieuse, si on songe que, les hostilités à peine ouvertes, les troupes sont presque toujours en mouvement, d'abord pour marcher à l'ennemi, — victorieuses, pour continuer leur marche en avant, — vaincues, pour chercher une nouvelle base d'opération ou de résistance. La formation d'un corps de télégraphistes demandera donc une organisation aussi régulière, une discipline et une instruction aussi sérieuses, des exercices aussi répétés que les autres corps spéciaux, génie ou artillerie.

Quant à la manière dont s'effectuera l'installation si rapide de lignes télégraphiques purement temporaires, il serait difficile de le déterminer d'avance avec exactitude. Il est évident, par le fait seul de la constante mobilité des troupes, que le fil télégraphique ne pourra pas s'établir en droite ligne d'une aile à l'autre de l'armée d'opération, en passant par le centre. Un bureau central, qui ne se déplacera que de loin en loin, et des bureaux secondaires, qui suivront les troupes dans toutes leurs évolutions, tel nous paraît être le système le plus pratique. Du bureau central partira chaque fil que chaque corps d'armée déroulera à sa suite. Par ce poste intermédiaire passeront les rapports des différens généraux pour être transmis au commandant en chef, et les ordres du commandant en

chef pour être transmis aux généraux placés sous ses ordres. Sans doute on ne peut tout prévoir par la pensée ni tout dire sur le papier; sur les lieux et suivant les circonstances, on prend les dispositions les plus habiles, et on avise aux éventualités probables. Cependant nous pensons que les explications où nous sommes entré suffisent pour qu'on ne refuse pas de croire possible et prochaine l'application de la télégraphie électrique à la conduite des opérations militaires.

De là à l'emploi de l'électricité sur les champs de bataille, il n'y a qu'un pas. Dans des engagemens secondaires, des combats partiels, l'adoption en serait inutile, puérile; mais dans les batailles, comme on en livre aujourd'hui, pour cet échange d'ordres, de contre-ordres, de dépêches et d'instructions, qui est à la mêlée ce que la pensée est à l'action, le plus rapide des systèmes de communication s'imposera, comme il s'est imposé dans les grandes villes pour la transmission des correspondances pressées. Le chiffre des forces que les belligérans arrivent à mettre en présence suit une proportion effrayante; le théâtre des rencontres générales de tant de milliers d'hommes s'agrandit dans la même mesure. A Sadowa, les deux armées ennemies présentaient un front de près de six lieues d'étendue. Dans de pareilles conditions et après tout ce que nous avons dit, il serait superflu d'insister sur la possibilité et sur l'avantage pour tout général en chef d'être en relation permanente et directe même avec les plus extrêmes parties de son armée. Il est permis de supposer par exemple qu'à Custozza, si les trois corps de l'armée italienne avaient correspondu mutuellement par voie télégraphique, les deuxième et troisième, les plus éloignés du champ de bataille, auraient pu, informés plus tôt de l'attaque et du mouvement des Autrichiens, réparer plus promptement cette dispersion de forces, cause principale de l'échec, et arriver assez vite au secours de Durando, pour modifier l'issue du combat.

Unité absolue dans le commandement, homogénéité dans l'action, ensemble parfait dans les mouvemens, voilà des résultats que la guerre contemporaine, ce semble, avec les énormes multitudes qu'elle fait entrer en jeu, rend plus que jamais difficiles à atteindre; voilà les élémens de succès qu'une application hardie et intelligente de la télégraphie électrique peut en grande partie assurer aux belligérans qui, les premiers, l'accompliront. De toute manière, il n'est pas contestable que cette innovation doive contribuer singulièrement à diminuer la part du hasard dans le choc souvent désordonné et confus des masses armées.

II.

Après la rapidité imprimée aux communications militaires vient la rapidité imprimée aux mouvemens des troupes; après la télégraphie électrique les chemins de fer, et leur rôle dans la guerre. Du jour où les chemins de fer ont été créés, il n'a été douteux pour personne que les conditions de la guerre continentale étaient changées dans une certaine mesure. Com-

ment, c'est ce qu'il serait assez facile de déterminer en s'appuyant sur des souvenirs présens à tous les esprits attentifs, et sur les faits récens que la publicité quotidienne a portés à la connaissance de chacun.

A l'ouverture de la campagne de 1859, une armée française fait son apparition sur les bords du Pô, lorsqu'on pouvait la croire encore en voie de formation. Quelle était la cause de cette célérité peu habituelle communiquée aux opérations préliminaires d'une campagne, concentration des troupes, réunion des régimens en corps d'armée, conduite de cette armée aux lieux de l'attaque ou de la défense? Le lecteur a déjà répondu pour nous : la marche des troupes avait été remplacée par le transport, et ce transport s'était effectué par les chemins de fer. De cette façon, le soldat avait presque fait en une heure le chemin qu'en d'autres temps il aurait mis un jour à faire. Ce n'est pas tout; les hostilités engagées, on peut remarquer un fait qui se reproduira avec de plus grandes proportions pendant la guerre de 1866, et ressortira comme un des principaux enseignemens de la stratégie des Prussiens dans leur marche en Bohême et sur Vienne : c'est le soin que les belligérans mettent à s'assurer de la possession des chemins de fer. Ainsi il est facile de voir que la plus grande partie des batailles s'engage déjà sur le parcours des voies ferrées : Montebello, Magenta, Buffalora, San-Martino, Marignan, sont autant de gares de chemins de fer. L'importance de la possession de ces voies pour les armées s'explique d'elle-même. Les chemins de fer, qui remplacent avant la guerre la marche des troupes par leur transport, peuvent se substituer pendant la guerre aux anciennes routes, aux anciens convois, aux anciens équipages, avec l'incomparable supériorité que donnent et la vapeur et une organisation régulière et un nombreux matériel. Comme moyens de communication et de transport, ils offrent donc toute sorte d'avantages aux belligérans que leur position et la géographie des lieux mettent dans l'heureuse nécessité de s'en servir.

La sécession éclate en Amérique. Nouvelle guerre, nouvelle importance prise par les chemins de fer. Ils jouent un rôle très actif dans la stratégie américaine, et lui donnent un caractère tout nouveau dans l'histoire de la guerre par la rapidité inouie des opérations. L'interception ou l'occupation des voies ferrées, l'attaque des convois, deviennent un art où fédéraux et confédérés rivalisent d'habileté et d'audace. Rappellerons-nous qu'un des buts principaux du général Sherman, dans sa fameuse campagne au milieu de la Georgie et de la Caroline du Sud, paraît avoir été de détruire sur son passage tous les railways? N'était-ce pas en effet couper les artères qui, des organes les plus éloignés du camp confédéré, apportaient incessamment au cœur, c'est-à-dire à Richmond, un reste de sang et de vie? N'était-ce pas surtout supprimer pour Jefferson Davis et pour Lee, en même temps que tout espoir d'échapper à l'étreinte savamment calculée de Grant, toute possibilité de déplacer subitement le théâtre de la lutte, et de jouer sur un autre terrain leur dernière partie?

Le spectacle de la guerre récente, plus rapproché de nous, est encore plus instructif. C'est sur la possession des lignes de chemin de fer autant que sur celle des places fortes que les belligérans semblent baser leurs opérations; c'est le long des chemins de fer que les armées s'avancent, près des chemins de fer qu'elles prennent position, et par conséquent qu'elles en viennent aux mains. Toute ville où se bifurque une ligne, où s'embranchent plusieurs voies ferrées, devient par là même un objectif de l'attaque ou de la défense. Citons les faits. L'armée autrichienne du nord s'échelonne primitivement sur la grande ligne qui s'étend en arc de cercle de Prague à Olmütz, et de là à Cracovie; grâce à cette disposition, elle peut se concentrer rapidement sur le point quelconque de la frontière où l'agression se démasquera. Particularité plus significative et plus curieuse, la marche combinée des Prussiens se calque presque exactement sur le tracé des deux chemins de fer qui mènent de Saxe et de Silésie en Bohême. Qu'on jette les yeux sur la carte, on verra que deux lignes, l'une qui de Littau passe à Reichenberg, l'autre qui de Landshut s'en vient courir dans la vallée de l'Aupa, se réunissent ou s'embranchent en formant un angle aigu à Josephstadt. Elles marquent, à peu de chose près, l'une, la direction prise par l'armée de l'Elbe, l'autre, la direction suivie par l'armée de Silésie : leur point d'embranchement n'est même pas sensiblement éloigné du théâtre où devait s'effectuer la jonction des troupes du prince royal avec celles du prince Frédéric-Charles. Quant aux combats préliminaires livrés par l'une et l'autre armée en vue d'opérer cette jonction, ils ont pour théâtres Turnau et Gitschin, Trautenau, Nachod et Skalitz, c'est-à-dire des localités sises sur le parcours même ou à peu de distance des deux lignes en question. Enfin, tandis que les Prussiens vainqueurs négligent toutes les places fortes, n'entament le siége ou n'essaient l'attaque ni de Theresienstadt, ni de Josephstadt, ni de Kœniggratz, ni d'Olmütz, tout leur plan tend visiblement à couper par des marches rapides les voies ferrées qui peuvent relier Vienne à un point quelconque de la Bohême et de la Moravie. Pardübitz, où la voie unique formée à Josephstadt des chemins de fer de Silésie et de Saxe s'embranche sur la grande ligne qui relie Prague à Olmütz d'un côté et à Vienne de l'autre, Bœmisch-Trubau, où s'opère cette bifurcation, Lündenbourg, où se rejoignent les deux lignes de la Moravie qui mettent Vienne en communication avec Olmütz, telles sont les étapes successives qui marquent de la part des Prussiens des intentions stratégiques bien arrêtées.

En dehors de la question du transport et du prompt ravitaillement des troupes, de l'intérêt par conséquent que les belligérans ont à se saisir des chemins de fer, soit pour s'en approprier les avantages, soit pour en priver l'ennemi, le plan de campagne prussien n'est-il pas de nature à révéler encore d'autres modifications introduites dans la stratégie continentale par le seul fait de l'établissement des nouvelles voies? La double entrée des Prussiens en Bohême semble s'être opérée en partie par la double

trouée que les chemins de fer de Saxe et de Silésie font, l'un au travers des monts de Lusace, l'autre au travers des monts des Géants. Sans tirer de conclusion trop formelle d'un fait qui n'est pas suffisamment établi, il est néanmoins facile de comprendre que des rapprochemens matériels, créés d'état à état par la construction des chemins de fer, il peut résulter pour l'invasion des facilités particulières. Quelle était jadis la première barrière qu'un pays opposait à ses envahisseurs? C'était sa ligne de défense naturelle, ses montagnes, ses fleuves, tous les accidens de son sol. Aujourd'hui les frontières ou les lignes de défense purement naturelles peuvent être considérées comme supprimées ou singulièrement affaiblies par le passage des voies ferrées. La séparation qui venait de la configuration topographique du sol n'existe pas plus que celle qui venait de la distance. Les grands ouvrages exécutés soit pour combler les ravins, soit pour unir par des viaducs gigantesques les bords de vallées profondes, soit enfin pour gravir par des pentes ménagées les flancs des montagnes ou pour en percer la base, peuvent devenir à l'occasion autant de routes tracées à l'ennemi, autant de portes ouvertes à ses irruptions. C'est ce que la marche suivie par les Prussiens pour pénétrer dans le quadrilatère de la Bohême pourrait jusqu'à un certain point servir à prouver.

Voilà démontrée et expliquée dans ses traits les plus généraux l'importance des chemins de fer dans la guerre. Doit-on croire qu'ils aient dit leur dernier mot dans ce rôle spécial, et ne peut-on pas inférer des services qu'ils ont rendus ceux qu'ils pourraient être appelés à rendre? Ne peut-on pas chercher si, plus particulièrement utilisés jusqu'ici avant et après l'action, ils ne sont pas capables, comme la télégraphie électrique, de coopérer directement à l'action même de la guerre? Essayons.

Il est certain, il est notoire pour ceux même qui ne sont qu'à moitié familiarisés avec la conduite des opérations militaires que la rapidité dans la marche, que la soudaineté dans les changemens de front, que la facilité enfin et la promptitude dans toutes les grandes évolutions stratégiques sont autant de conditions essentielles du succès. « La victoire est dans les jambes des soldats, » disait Napoléon, qui leur faisait souvent accomplir de véritables prodiges. Il était tellement pénétré de ce principe qu'il recourait, dans les occasions pressantes, aux moyens artificiels pour imprimer plus de célérité aux mouvemens des troupes : en 1805, il mettait en réquisition les chaises de poste pour transporter sa garde dans le plus bref délai sur les derrières de l'armée autrichienne postée à Ulm. Or il est évident que si on pouvait au fort de la guerre, et aussi souvent que les circonstances l'exigeraient, remplacer la marche des troupes par leur transport, non plus en chaises de poste, mais en wagons et par la vapeur, des combinaisons stratégiques deviendraient possibles, auxquelles il est interdit de songer dans les conditions ordinaires de locomotion.

Sans doute, si l'action se passe et que les mouvemens s'accomplissent dans un espace borné, dans un rayon de quelques kilomètres, il sera inu-

tile, impossible peut-être, de s'aider des voies ferrées qu'on aura sous la main; mais si la guerre se fait sur une grande échelle, si la superficie des lieux et le déploiement des forces mises en présence veulent que, le théâtre s'élargissant, l'action prenne des proportions très étendues, peut-on douter que le voisinage d'une grande ligne, à l'abri d'un coup de main ennemi, puisse être du plus précieux secours pour un général innovateur et déterminé? Qu'il désire arriver vite en face d'un adversaire engagé dans un mauvais pas, et opérer contre lui, autour de lui, une concentration de forces écrasante, ou bien qu'il veuille en une nuit lui échapper parce qu'il se sent trop faible, parce qu'il se trouve placé dans des conditions désavantageuses, dans l'un et l'autre cas le chemin de fer ne lui offre-t-il pas cette double ressource d'épargner la fatigue à ses troupes et d'exécuter le mouvement avec une rapidité qui assure le succès?

Nous ne voyons rien là que de très rationnel et de très possible, et cependant, si on demandait à l'appui de notre thèse des exemples concluans, nous serions forcés d'avouer qu'il n'en existe à notre connaissance qu'un seul d'une sérieuse valeur. Si nos souvenirs sont fidèles, c'est au chemin de fer d'Alexandrie que l'empereur Napoléon III, au début de la campagne d'Italie, a dû de pouvoir opérer sur la droite des Autrichiens un remarquable mouvement stratégique, qui porta en quarante-huit heures notre armée de Voghera à Verceil, de la rive droite du Pô sur la rive gauche, à vingt ou vingt-cinq lieues du point de départ, pour y menacer les lignes du général comte autrichien Giulay. Surpris par cette brusque arrivée, celui-ci n'eut que le temps de se retirer sur Magenta, où il comptait arrêter, mais n'arrêta pas la marche de nos troupes.

Nous ne sommes pas moins obligé de reconnaître que ni de cette campagne de 1859, ni de la guerre d'Amérique, ni même de celle de 1866, il ne ressort d'enseignement positif à cet égard, nous disons d'enseignement positif, c'est-à-dire d'où l'on puisse légitimement déduire des conclusions certaines et des règles pratiques pour la conduite des campagnes à venir (1). Qu'importe? En guerre comme en toute chose, nous l'avons dit, l'innovation est une force, et, pour être nouvelle, une tactique n'en est que plus profitable au premier qui l'emploie. D'ailleurs, si on ne semble pas avoir

(1) Cependant il faut reconnaître que les Prussiens ont su tirer un parti tout aussi avantageux des chemins de fer que de la télégraphie électrique : l'application qu'ils en ont faite a emprunté quelque chose de nouveau à la forme et aux développemens sous lesquels elle s'est produite. Il est avéré qu'ils avaient amené à la suite de leurs corps d'armée, notamment de l'armée du Mein, de véritables bataillons d'ingénieurs, de mécaniciens et même de chauffeurs. Sur leur passage, ils recrutaient les employés des chemins de fer dont le service était interrompu. A mesure qu'ils avançaient, ils faisaient reconstruire les voies ferrées pour rétablir les communications avec Berlin; une fois les rails posés, les mécaniciens se rendaient à la plus prochaine gare, et revenaient avec des locomotives et des wagons pour faire le service. Les Prussiens avaient aussi dans leur train militaire tout un matériel de ponts de chemins de fer, que le génie reconstruisait là où l'on avait fait sauter les petits ponts en pierre.

donné toute l'extension possible à l'application militaire des chemins de fer, cette lenteur ne tiendrait-elle pas à l'absence d'une organisation spéciale dont nous allons essayer de fixer les caractères essentiels et de montrer l'utilité?

Nous le croyons si bien que la question n'est réellement pas, selon nous, de savoir si le rôle des chemins de fer dans une grande guerre se borne nécessairement à amener les différens corps d'armée à leurs postes respectifs et à les approvisionner avec rapidité, ou s'il n'ira pas jusqu'à rendre possibles, au fort même de la lutte, des déplacemens de troupes considérables, inattendus, qui dérouteront l'ennemi, et du jour au lendemain ruineront ses plans. Il ne nous semble pas qu'on puisse différer d'avis là-dessus. La vraie question est de savoir si les chemins de fer ont reçu, si leur matériel possède quelque part, chez nous, en Italie ou ailleurs, une organisation spéciale, exclusivement militaire, sans laquelle ils ne rendront jamais qu'une partie des services qu'ils sont capables de rendre, et qu'on leur demandera peut-être plus tôt qu'on ne pense. Nous croyons pouvoir répondre négativement, et nous nous expliquons.

Aussi brièvement qu'on peut le poser, quel est le problème à résoudre? Transporter avec le moins d'embarras, de bruit et de retard le plus grand nombre de troupes possible sur un point donné. En d'autres termes, pour arriver à l'un de ces résultats que doit ambitionner tout général énergique, le déplacement d'une armée ou d'une partie de cette armée doit être facile, rapide et secret, toutes conditions qu'il n'est pas possible de réaliser avec le matériel ordinaire des compagnies.

S'il ne s'agissait que des chevaux et de l'artillerie, on pourrait déjà montrer que les trains de marchandises connus de tout le monde sont insuffisans pour faire face aux besoins d'une situation pressante (1). Toutefois on se passe à la rigueur de cavalerie et de canons pour tenter une surprise, un coup de main hardi : les positions prises par l'infanterie et la nouvelle base d'opérations occupée par elle, on peut attendre sans trop de préjudice l'arrivée des armes qui, par leur nature, se prêtent plus difficilement aux exigences d'un transport immédiat; mais on ne se passe pas de l'infanterie, et c'est d'elle qu'il s'agit d'abord. Les wagons, nous prenons naturellement ceux de troisième classe pour exemple, ne contiennent en moyenne que

(1) Nous n'avons pas insisté sur la nécessité de trains spéciaux pour le transport de la cavalerie et surtout de l'artillerie de campagne, mais nous sommes loin de la méconnaître. Nous voudrions qu'une pièce de campagne pût n'importe où se monter et se démonter rapidement, et qu'une batterie n'occupât en moyenne que six wagons, un pour les canons, un pour les affûts, un pour les roues, les autres pour les hommes et les caissons. L'artillerie participerait alors de la mobilité des troupes de ligne, et pourrait les suivre dans toutes leurs évolutions sur les chemins de fer. Il n'y aurait pas de comparaison possible avec le transport actuel, dont nous citerons ce fait récent, qu'avant la guerre la dernière batterie de la garde royale prussienne demandait *trente-neuf* wagons à elle seule pour son déplacement.

cinquante personnes. Cent wagons par conséquent ne porteront que cinq mille hommes, et cinq cents wagons vingt-cinq mille seulement. Pour transporter le double ou le triple, et cette force numérique est bien nécessaire si l'on veut frapper un coup décisif, le lecteur voit d'ici le nombre effrayant de voitures et de machines qu'il faudrait mettre en réquisition.

Les faits actuels au reste parlent assez éloquemment. Que lisait-on dans les journaux avant la guerre? C'est que tel jour le gouvernement prussien, pour diriger promptement d'une frontière à l'autre un seul corps d'armée, se faisait livrer par les compagnies soixante-six convois à la fois. C'est encore que l'Autriche, pour réunir près de la Silésie son armée du nord, avait consacré au transport des troupes plus de quinze jours. Qu'arrivait-il après la bataille de Kœniggratz ou de Sadowa? C'est que la marche rapide du prince Frédéric-Charles le portait à Lündenbourg, où il interceptait les voies ferrées qui relient Vienne à Olmütz, avant que l'armée de Benedek, réfugiée dans cette dernière place, eût entièrement effectué par le chemin de fer sa jonction avec l'armée de Vienne. Le transport des corps autrichiens n'avait été ni assez rapide, ni assez simultané pour parer au péril. Que dans une situation plus pressante, et celle-là l'était pourtant au premier chef, on parvienne à faire mieux ou plus vite, nous le voulons bien. Pourra-t-on néanmoins avec le déploiement d'un si nombreux matériel, avec cet inévitable encombrement de la voie, arriver à cette facilité parfaite dans le maniement des troupes, à cette rapidité d'évolution et au secret absolu d'où dépend évidemment la réussite de toute manœuvre hardie et inattendue au fort de la campagne? Nous ne le pensons pas.

Le problème revient donc à trouver une disposition, un format de voiture qui permette, à nombre égal et sans cependant que le volume des nouveaux wagons ait rien d'excessif, de transporter une quantité de voyageurs bien supérieure au chiffre ordinaire. Problème d'un ordre secondaire! Supprimer les compartimens, établir dans tous les sens, en long et en large, des bancs commodes; élargir la voiture autant que s'y prête l'écartement des voies, l'allonger, la faire aussi basse que possible pour la surmonter de l'impériale qui garnit les trains de notre banlieue, de telle sorte que, l'intérieur contenant quatre-vingts ou quatre-vingt-dix soldats, l'étage supérieur soit capable d'en contenir soixante ou soixante-dix; arranger le dessous des banquettes de manière que, pendant le voyage, tous les soldats aient tour à tour la facilité d'y dormir ou de s'y reposer un instant; au besoin, si la chaleur dégagée par la réunion de tant de monde dans un si étroit espace présente de sérieux inconvéniens, construire à claire-voie une partie de la clôture inférieure du wagon; disposer enfin aux plafonds des râteliers mobiles où l'on puisse placer et reprendre facilement les fusils et autres armes, sont-ce là des modifications difficiles à réaliser?

Dès qu'une voiture, sans être démesurément lourde ou grande, contien-

dra cent cinquante soldats, comme cinq cents voitures suffiront à emporter soixante-quinze mille hommes, en occupant les deux voies d'aller et de retour rendues libres par dépêche télégraphique, en faisant précéder d'une locomotive pilote, pour prévenir tout accident, chacun de ces deux immenses convois parallèles, composés de plusieurs trains partiels qui se suivront de près, alors, croyons-nous, on ne sera pas loin d'effectuer en un ou deux jours des mouvemens de troupes qui en demanderaient près de quinze aujourd'hui encore. Quelle différence dès lors entre notre guerre et celle du premier empire, où l'admirable conversion de l'armée française autour d'Ulm, considérée à juste titre comme un prodige de précision et de célérité, ne s'accomplit qu'au prix d'un mois environ de marches forcées! Quelle différence même à un autre point de vue avec la guerre actuelle, dont les préparatifs interrompent toute espèce de circulation sur les voies ferrées, circulation de voyageurs, circulation de marchandises, dont les préliminaires, en un mot, contribuent presque autant que la lutte elle-même au ralentissement du commerce, à la suspension de la vie intérieure! Étant donné le moyen de transporter en quarante-huit heures, sur n'importe quel point de la frontière, une armée entière, pourquoi le ministère de la guerre, au détriment de tous les intérêts matériels et moraux du pays, accaparerait-il un mois ou trois semaines d'avance la circulation d'une partie des voies ferrées?

Utilité non moins grande avant l'action que dans l'action même de la guerre, voilà donc en résumé les mérites de cette innovation qui, nous en sommes persuadé, s'accomplira tôt ou tard.

Ce jour-là, de même qu'on voit les guerres qui duraient anciennement des années ne durer que des mois, on verra celles qui durent actuellement des mois ne durer que l'espace de quelques journées. Disons toute notre pensée; on verra la guerre non-seulement devenir plus courte, mais plus difficile, partant plus rare entre les grandes puissances. Si on a suivi d'un œil attentif les perfectionnemens introduits dans l'armement naval, on a dû faire cette réflexion, que tous ces perfectionnemens pouvaient s'appliquer, sur une plus grande échelle et avec une supériorité facile à comprendre, à la défense du littoral. En effet, quelle que soit l'épaisseur des cuirasses dont on arrive à envelopper les flancs des navires, on pourra toujours adapter aux fortifications d'un port ou d'une rade des cuirasses dix fois, vingt fois plus épaisses, puisqu'il n'y a pas sur terre comme sur mer une limite de poids à observer. Pour la même raison, on ne pourra jamais armer un bâtiment de pièces d'un calibre aussi considérable, c'est-à-dire capables d'aussi terribles effets que celles dont on garnit les côtes en Amérique, en France, en Prusse et un peu partout. Le poids de ces canons monstrueux, qui lancent des boulets coniques et oblongs d'acier du poids de deux ou trois hommes, en interdit l'usage à toute espèce de navires. Ainsi, par une nécessité évidente, la cuirasse des vaisseaux offrira toujours moins de résistance que le blindage des batteries de terre, l'artillerie navale moins de

puissance que celle qui pourra lui être opposée du rivage. De là, dans l'attaque d'un pays par mer, une infériorité inévitable pour l'agresseur, une supériorité sensible pour la défense.

Si le raisonnement n'y suffisait pas, de récentes expériences démontreraient surabondamment cette vérité. Sans parler de l'impuissance de la flotte italienne contre les batteries de Lissa, événement trop voisin de nous pour qu'il soit nécessaire d'y appuyer, nous rappellerons l'échec essuyé par l'escadre cuirassée espagnole dans les eaux du Pérou. Lorsque cette escadre s'est attaquée aux batteries blindées du Callao, elle a été forcée non-seulement de battre en retraite après un feu de quatre ou cinq heures à peine, mais de couler deux de ses frégates, mises hors de service par des avaries irréparables. Et pourtant les Péruviens n'avaient que cinquante et une pièces à opposer aux deux cent soixante-quinze canons des Espagnols.

Qu'on ajoute maintenant l'emploi de ces engins destructeurs, torpilles et autres, qui se cachent sous l'eau et rendent une côte presque inabordable aux navires de guerre; qu'on songe aussi à ces bâtimens d'un rang inférieur, mais d'une puissance incomparable, *monitors* à tours et à éperons, une des plus redoutables inventions de la science navale américaine, qui offrent par leur forme peu de prise aux feux les mieux nourris, dont une flotte peut difficilement se faire accompagner, parce qu'ils ne sont pas faits pour les longues traversées, mais qui sont particulièrement aptes à la défense des côtes; on devra bien conclure avec nous qu'entre puissances maritimes de même rang l'offensive devient de plus en plus périlleuse, et la défensive de plus en plus avantageuse et facile. Fort chez soi, faible chez autrui, telle est la loi qui commence à se dégager pour chaque peuple, en ce qui concerne la guerre navale, des moyens de défense et d'attaque tels que les font des innovations multipliées. La conséquence toute naturelle à déduire, c'est que l'agression, rebutant par ses difficultés les plus belliqueux, la guerre deviendra plus rare sur mer.

Eh bien! dès que sera adoptée cette organisation des chemins de fer sur laquelle nous nous sommes assez longuement expliqué, on verra la même loi régir la guerre continentale. Nous parlons, bien entendu, de conflits entre puissances de même rang. Il n'y a pas de présomption à l'affirmer, tout pays attaqué, envahi, s'il possède un réseau de chemins de fer complétement développé, possédera en même temps sur ses agresseurs un notable avantage. Ceux-ci n'ont pour s'avancer que les moyens ordinaires de locomotion, les jambes des soldats pour l'infanterie, les jambes des chevaux pour la cavalerie. Les généraux chargés de la défense nationale ont la vapeur à leur service, c'est-à-dire qu'il leur sera facile, quand ils voudront, où ils voudront, de créer entre eux et leurs antagonistes une disproportion numérique tellement considérable, que l'issue d'une bataille pourra cesser d'être douteuse. Il faudra si peu de temps pour réunir à un moment donné, en n'importe quel endroit du territoire, non-seulement tous les corps d'armée chargés d'opérer sur d'autres points, mais toutes

ces forces qui sont disséminées d'une extrémité d'un pays à l'autre, dépôts, réserves et garnisons!

La puissance du nombre, tel devient de plus en plus entre les nations civilisées le poids qui fait pencher la balance des batailles. Le nombre, c'est le gage du succès. « Une victoire, disaient Moreau et Bonaparte, c'est le triomphe du grand nombre sur le petit. » Dieu, dit l'adage populaire, Dieu est avec les gros bataillons. Combien ce principe deviendra plus vrai encore, maintenant que les perfectionnemens apportés à l'arme du soldat, le fusil, vont donner à la multiplication du tir une efficacité toute nouvelle! On peut dire que l'issue d'une bataille dépendra et de la nature des armes et du nombre d'hommes que chaque combattant fera entrer en ligne. Ce n'est donc pas sans raison que nous insistons sur cette facilité de concentration, un des mérites de l'application actuelle des chemins de fer au transport des troupes, mais qui deviendra, dans les conditions nouvelles que nous avons exposées, un élément stratégique de la dernière importance.

Si un pays est attaqué par une coalition, pourquoi diviserait-il ses forces? Pourquoi opposerait-il un corps d'armée différent à chaque adversaire? Le chemin que ceux-ci font en un jour, il peut le faire faire en moins d'une heure à ses troupes; il a donc le temps d'offrir la bataille à chacun d'eux séparément avant que, par des marches combinées, il leur ait été possible de se rapprocher assez pour se prêter mutuellement main-forte. C'est donc la même armée, composée de la meilleure partie des forces nationales, qu'il portera successivement au centre, à droite et à gauche. L'infériorité du nombre ne sera donc plus de son côté; elle sera plus réellement du côté des envahisseurs, naturellement divisés, ne pouvant disposer de cette inappréciable ressource d'un transport presque instantané, n'en ayant d'autre que de couper les railways au fur et à mesure qu'ils se présentent, tout à fait impuissans du reste à interdire aux troupes qu'ils attaquent dans leurs foyers l'usage des chemins de fer qui fonctionnent derrière elles et qu'elles protégent par leur présence. Il est donc probable que les chemins de fer, indépendamment de quelques autres causes, pourront porter un coup réel à l'art de l'invasion ou en modifier les principes.

Qu'on imagine par exemple notre réseau ainsi que l'organisation nouvelle en pleine activité dès 1814. Quels secours n'en eût pas reçus la tactique favorite de l'empereur, qui consistait, en présence de plusieurs adversaires, à prévenir leur réunion, ou à les séparer, les couper les uns des autres, et à les battre isolément! Assurément cet état de choses eût changé aussi dans une certaine mesure la tactique des coalisés; mais nous est-il défendu de croire qu'on aurait plus difficilement envahi notre territoire et surtout pris notre capitale, si l'empereur, en peu de temps, sans exténuer ses troupes par des marches et contre-marches répétées, avait pu se transporter d'une frontière de la France à l'autre? S'il lui avait été permis de négliger momentanément les Autrichiens qui se dirigeaient sur Lyon, les Anglo-Espagnols qui marchaient sur Toulouse et Bordeaux, mais à qui il

était matériellement impossible de franchir en moins de quinze ou vingt jours, ceux-ci les cinq cents, ceux-là les sept ou huit cents kilomètres qui les séparaient de Paris; s'il lui avait été permis par conséquent de garder près de lui Augereau et Soult avec toutes leurs troupes? que se serait-il alors passé?

Par la ligne de Paris-Mulhouse, arriver avec des forces doublées sur Schwartzemberg au moment où il débouchait de la trouée de Belfort, le culbuter, le battre à outrance, et le refouler impuissant et mutilé au-delà du Rhin; remonter en quelques heures par Épinal et Nancy jusqu'à Metz, et de ce côté tomber sur Blücher, qui nous envahissait par la Moselle et la Meuse; lui infliger un échec plus complet que ceux de Champaubert, Vauchamp ou Soissons; descendre ensuite au midi par la ligne d'Orléans, pour offrir en personne la bataille aux Anglais de Wellington, qu'y aurait-il eu là d'impossible pour le général et l'armée qui, privés des corps de Soult et d'Augereau, dans le seul mois de mars 1814, livrèrent quatorze batailles, remportèrent douze victoires, et défendirent les approches de la capitale contre trois armées, chacune bien supérieure en nombre? Cette hypothèse après tout, qu'est-ce autre chose que le plan même de l'empereur, avec plus de rapidité dans l'exécution, de cohésion dans la résistance, c'est-à-dire avec les chances de succès que l'existence et l'emploi des chemins de fer lui auraient infailliblement communiquées?

Il nous serait facile, en décrivant les réseaux de chemins de fer qui sillonnent les deux pays, théâtres de la dernière guerre d'Allemagne et d'Italie, de montrer quel plus fréquent et plus profitable usage il eût été loisible aux généraux d'en faire, avec des moyens de transport mieux appropriés et à la masse des troupes et à l'étendue des opérations; mais peut-être est-ce déjà trop d'être revenu une fois sur des faits accomplis.

Pour finir en nous résumant, l'importance croissante du rôle de la télégraphie électrique et des chemins de fer dans la guerre, l'importance et l'opportunité de cette nouvelle et double organisation, l'une corollaire de l'autre, — télégraphie souterraine et trains spéciaux, — voilà ce que nous serions heureux d'avoir contribué à mettre en lumière. Ces deux innovations tendent au même but, produiront le même résultat, rapidité de plus en plus accélérée, durée de plus en plus amoindrie de la guerre.

Un jour viendra peut-être où, par suite de l'immixtion progressive dans la guerre de la science et de l'industrie réunies, l'on verra opposer les unes aux autres, non plus des armées, mais des inventions. Un jour viendra certainement où cette maladie, dont il est difficile de prédire la disparition, sera traitée assez rapidement, réduite à une durée assez insignifiante pour n'être plus considérée dans la vie des peuples que comme un accident passager, sans influence appréciable sur leur santé, rendue de plus en plus florissante par le travail de la paix et de la civilisation.

LOUIS GRÉGORI.

ODES ET CHANSONS

I. — L'ALOUETTE.

A Mme P. DE S.....

Le jour commence à peine à blanchir les collines,
La plaine est grise encor;
Au long des prés bordés de sureaux et d'épines
Le soleil aux traits d'or
N'a pas encor changé la brume en perles fines,

Et déjà, secouant dans les sillons de blé
Tes ailes engourdies,
Alouette, tu pars, le gosier tout gonflé
De jeunes mélodies,
Et tu vas saluer le jour renouvelé.

Dans l'air te balançant, tu montes et tu chantes,
Et tu montes toujours;
Le soleil luit, les eaux frissonnent blanchissantes;
Il semble qu'aux entours
Ton chant ajoute encor des clartés plus puissantes.

Plus haut, toujours plus haut, dans le bleu calme et pur
Tu fuis allègre et libre;
Tu n'es plus pour mes yeux déjà qu'un point obscur,
Mais toujours ta voix vibre;
On dirait la chanson lointaine de l'azur.

O charme aérien!... Alouette, alouette,
Est-ce du souffle heureux
Qui remue en avril les fleurs de violette,
Ou du rhythme amoureux
Des mondes étoilés, que ta musique est faite?

Pour qui l'écoute, un jour de réveil printanier,
Lorsque la feuille pousse,
Elle a de ces accens qu'on ne peut oublier :
Moins exquise et moins douce
Est la framboise mûre aux marges du sentier,

Moins vive l'eau jaillit dans la roche creusée
Où le martin-pêcheur
Baigne l'extrémité de son aile irisée,
Moins fine est la senteur
De la reine-des-prés, moins fraîche est la rosée.

Tout s'éveille à ta voix : le rude laboureur
Qui pousse sa charrue,
Le vieux berger courbé qui traverse rêveur
La grande friche nue,
Se sentent rajeunis et retrouvent du cœur.

Sur tes ailes, tu prends les larmes de la terre
A chaque aube du jour,
Et des hauteurs du ciel, par un joyeux mystère,
Tu nous rends en retour
Des perles de gaîté pleuvant dans la lumière.

Par le doute ébranlé, je suis venu souvent
Errer seul dans la plaine;
Ma volonté pliait, et comme une herbe au vent
Flottait mon âme en peine...
Tout à coup sur les blés tu planais en chantant;

Tu chantais, alouette, et la mélancolie
S'enfuyait de mon cœur,
Et, de sérénité l'âme toute remplie,
Je retournais sans peur
Tremper ma lèvre encore aux coupes de la vie.

II. — PORTRAIT.

La beauté n'est pas toute aux lignes du visage.
La sienne est un mystère étrange et saisissant;
C'est la subtile odeur de la menthe sauvage :
On ne l'aperçoit pas tout d'abord, on la sent.

Elle est brune et nerveuse, elle est pâle et petite;
Ses traits irréguliers sont empreints de fierté;
Dans ses yeux lumineux la poésie habite,
Et son corps frêle enferme un courage indompté.

Elle masque ses pleurs d'une gaîté vaillante;
On devine pourtant la douleur dans sa voix,
On l'entend y passer voilée et palpitante
Comme un ramier blessé qui traverse les bois...

Mais son rire est si frais et paraît si facile,
Qu'on se laisse tromper par son éclat perlé,
Et ce franc rire d'or sur sa lèvre mobile
N'a pas tinté deux fois qu'on est ensorcelé.

Son esprit vous imprègne et doucement vous hante :
On vient de la quitter, son fantôme vous suit;
On croit entendre encor sa parole vibrante
Peupler le logis vide où l'on rentre à la nuit.

Elle a le charme intime et fort d'un chant rustique.
Simple est la mélodie et triste le refrain,
Mais on est lentement pris par cette musique;
On la chante, on en rêve, on en a le cœur plein.

III. — LA FERME AU FOND DES BOIS.

Dans une combe où l'herbe pousse
  Drue, à l'abri des grands bois,
La ferme repose, et la mousse
  Verdit le chaume des toits.
Entre elle et la ville, deux lieues
  De sombres taillis épais
Et de landes aux teintes bleues
  Font le silence et la paix.

Humble est la ferme, humbles les hôtes :
  Le vieux grand-père d'abord
Aux épaules larges et hautes,
  Aux bras solides encor;
Puis, mariés de l'autre année,
  La fermière et le fermier;
Puis le roi de la maisonnée,
  L'enfant dans son nid d'osier.

Depuis un siècle, leur famille
  Dans cet enclos isolé
Tient la charrue et la faucille,
  Sème et moissonne le blé;
Le grand lit à colonnes torses
  Sert depuis bientôt cent ans,
Et le même berceau d'écorces
  A bercé tous les enfans.

La ferme est heureuse : pour elle,
  Avril chante, mai fleurit;
Pour elle, la fraise nouvelle
  En juin dans l'herbe mûrit;
Le verger pour elle en automne
  Répand ses fruits à foison,
Et l'enfant robuste lui donne
  La joie en toute saison.

Parfois auprès du seuil tranquille
  Un passant qui vient s'asseoir
Apporte un récit de la ville
  Que l'on commente le soir;
Mais l'histoire, à travers la lande,
  Prend de tels airs merveilleux
Qu'elle ressemble à la légende
  D'un pays mystérieux.

Ainsi dans cet étroit domaine
  Les jours s'enchaînent aux jours,
Amenant chacun même peine,
  Même effort, mêmes amours.
Le fermier et sa ménagère,
  Cœurs naïfs, bras vigoureux,
Battent le blé, bêchent la terre...
  L'enfant grandit auprès d'eux.

Comme eux, il saura dans la ferme
Brandir le fléau, comme eux
Labourer, et d'une main ferme
Guider deux paires de bœufs.
Quand sur sa lèvre souriante
Un fin duvet blondira,
Dans son cœur une verte plante,
L'amour, s'épanouira;

Puis, à la bourgade prochaine,
Il prendra femme à son tour...
A moins qu'un sergent ne l'emmène
Aux roulemens du tambour,
A moins qu'une royale guerre
Ne l'arrache à son enclos
Et ne le jette à la frontière,
Giberne au flanc, sac au dos...

IV. — HORRIDA BELLA.

Le soir vient; le soleil empourpre en s'abaissant
La lisière d'un bois aux profondeurs sereines;
Dans la plaine, un tumulte emplit l'air frémissant :
Canonnade, clairons, tambours, clameurs humaines!
L'horizon est voilé d'une vapeur de sang.

La bataille a duré tout le jour, — et dans l'ombre,
Là-bas où le sol noir avec le ciel se fond,
Dans les chemins couverts de cadavres sans nombre
Et les blés verts fauchés par les balles de plomb,
Elle se continue impitoyable et sombre.

Dans les champs, dans les clos du village détruit,
Les blessés et les morts font une large voie
Qui du fleuve en rumeur aux bois muets conduit,
Et l'œil peut suivre, au vol des lourds oiseaux de proie,
La piste des soldats s'égorgeant dans la nuit.

C'est une âpre mêlée où l'on ne sent plus vivre
Un seul des grands instincts que l'homme a dans le cœur,
Où le sang veut du sang, où le fer et le cuivre
Rendent la force aveugle et cruelle la peur;
L'âme entière a sombré, la bête humaine est ivre.

Parfois les combattans s'apaisent, et les sons
Confus des nuits de juin montent par intervalles,
Et les grillons des prés murmurent leurs chansons...
Les conscrits mutilés lèvent leurs têtes pâles,
Blonds fils de paysans, couchés sous les buissons.

L'autre année, ils marchaient joyeux dans leurs collines,
Robustes laboureurs ou bûcherons hâlés,
Humant à pleins poumons l'odeur des aubépines,
Et, comme l'alouette à l'essor dans les blés,
Sentant l'air libre et pur jouer dans leurs poitrines.

Et les voilà sur l'herbe et le sable étendus...
Adieu la vie, adieu le jour, adieu la terre!
Ils jettent vainement des cris inentendus;
La mort vient; — maudissant les rois qui font la guerre,
Leur bouche se referme et ne se rouvre plus.

La lutte se poursuit horrible, haletante,
Sans quartier, sans merci, baïonnette en avant;
Les carrés enfoncés roulent dans l'eau sanglante...
Jusqu'aux cimes des monts impassibles, le vent
Emporte une clameur de rage et d'épouvante.

La déroute commence; ainsi que des troupeaux
Effarés, les fuyards courent dans la vallée.
La bataille est finie. — Aux clartés des flambeaux,
Aux salves des tambours, d'orgueil l'âme gonflée,
Le vainqueur rentre au camp et compte ses drapeaux.

Tandis que l'aube grise éclaire ceux qui meurent,
Le bruit de son succès vole par l'univers...
Et là-bas, dans les bourgs où les femmes demeurent,
Près des foyers éteints de leurs logis déserts,
Dans les bourgs dépeuplés, là-bas, les mères pleurent.

ANDRÉ THEURIET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 août 1866.

Il ne serait ni sain, ni sensé, ni patriotique de prolonger par des gémissemens interminables et une mauvaise humeur querelleuse l'état de surprise, de perplexité et d'inquiétude où les derniers événemens d'Allemagne ont jeté l'opinion publique en France. Les choses se sont passées contrairement aux prévisions des uns, aux vœux des autres, à l'impulsion que de plus ambitieux s'étaient proposé de leur donner; mais enfin, malgré les désappointemens qu'elles ont excités et les regrets qu'elles laissent, elles ont aujourd'hui la nature nécessaire et le caractère impérieux du fait accompli. Après avoir donné tout ce qui était possible à la critique des fautes passées, il faut bien en venir à tenir compte de la réalité présente et des obligations qu'une situation nouvelle impose à notre conduite future. Le passé n'est plus maintenant notre domaine, nous ne pouvons plus rien sur lui; c'est au présent et à l'avenir, qui nous appartiennent, que nous devons appliquer nos réflexions et nos efforts. Nous n'en sommes certes point à la première déception, au premier souci que les événemens de notre histoire aient donnés à la France; maintes fois nous sommes revenus de plus loin. Si les rapprochemens historiques procuraient des consolations, on en trouverait aisément qui ne sont point sans analogie avec la mésaventure de cette année. Par exemple ce n'est point la première occasion que nous ayons eue de contribuer sans profit àl 'agrandissement de la Prusse. Lorsque ce prodige d'esprit et d'activité qui s'appelait Frédéric II profita de la mort du père de Marie-Thérèse pour jeter son lot sur la Silésie, la France du cardinal de Fleury lui prêta le plus efficace concours. Frédéric croyait ou feignait de croire que le cabinet de Versailles l'avait secondé mollement; cependant sans la France, qui alla attaquer l'ennemi commun jusqu'en Bohême, Frédéric eût fini par être écrasé, jamais du moins la reine de Hongrie ne se fût résignée à lui abandonner cette Silésie si enviée par un

traité particulier dont l'unique intérêt pour elle était de le détacher de nous. Frédéric se sépara brusquement de notre alliance : une fois sa paix signée, il en prévint, « par bienséance, » comme il dit, le cardinal de Fleury. On peut juger par la réponse du cardinal de l'embarras où la défection de Frédéric jeta la France et du chagrin qu'en ressentit le vieux ministre. Fleury parle « de la vive impression de douleur que la lettre du roi a faite sur lui, » il appelle la paix de Breslau « le triste événement qui renverse tous nos projets en Allemagne, » il ne craint pas d'exprimer « l'accablement où il se trouve. » Ses larmoiemens allaient à bonne adresse ! Frédéric, assuré de sa conquête par notre alliance qu'il venait de trahir, n'a point laissé ignorer à la postérité le dédain que lui inspirait notre ancien régime en décrépitude. Il raillait M. de Broglie, qui avait avec lui douze ducs et pairs, et que le cardinal laissait en Bohême à la tête de dix mille hommes. « Ce siècle, écrivait-il, était stérile en grands hommes pour la France; celui de Louis XIV en produisait en foule. Sous Mazarin, c'étaient des héros; sous Fleury, c'étaient des courtisans sybarites. » Nos diplomates et nos soldats, ayant de la sorte travaillé pour le roi de Prusse, tirèrent de leur déconvenue un gai proverbe dont ils nous ont laissé l'héritage. Pourquoi en effet se lamenter outre mesure? La France de la révolution a fait des héros aussi bien que la France de la fronde. S'il nous faut des grands hommes, la recette de Frédéric est encore bonne : nous en produirons toujours, quand nous aurons la volonté de n'être ni des courtisans, ni des sybarites.

Il est une circonstance qui rend surtout désirable la cessation des polémiques confuses soulevées par les derniers événemens. Ces controverses, d'un caractère rétrospectif, par leur stérile durée, ne détourneraient pas seulement les opinions libérales de l'examen pratique des mesures que l'état renouvelé de l'Europe prescrit à la France, elles entretiendraient et envenimeraient entre ces opinions des dissentimens malheureux. Telle fraction de l'opinion libérale s'est trompée dans ses prévisions sur le résultat des combinaisons politiques qui s'agitaient il y a six mois; elle avait surtout en vue l'affranchissement final de l'Italie; elle ne pressentait point un triomphe aussi rapide et aussi décisif que celui de la Prusse; elle n'avait pas l'idée de la puissance militaire réelle de la monarchie prussienne et de l'accroissement menaçant que l'union de l'Allemagne du nord devait donner à cette puissance; dans l'ardeur de ses vœux, cette fraction de l'opinion libérale espérait obtenir de la politique engagée non-seulement un nouveau succès pour les émancipations nationales, mais un agrandissement raisonnable de la France. Les organes de cette opinion dans la presse ont commis la faute de méconnaître l'intérêt qu'aurait eu la France à élucider par une ample et préalable discussion parlementaire les chances de l'entreprise où on se jetait les yeux bandés : ils ont eu le tort de calomnier avec une injuste violence les libéraux plus avisés qui se défiaient des sur-

prises de l'imprévu, et qui avant l'action invoquaient pour nous les droits du libre examen; mais à quoi servirait aujourd'hui de continuer une querelle devenue sans objet dans le présent, et, quand il est avéré qu'on s'est à peu près trompé de tous côtés, de se combattre les uns les autres pour la prétention la plus ridicule qui se puisse élever en politique, la prétention à l'infaillibilité? Tout le monde se trompe; la seule faute funeste et impardonnable, c'est l'obstination dans l'erreur produite par la vanité et engendrant l'intolérance. Au fond, les opinions libérales poursuivent des objets identiques : elles veulent établir la justice dans la constitution indépendante des peuples; elles veulent que les gouvernemens émanent des volontés nationales; elles veulent par conséquent l'établissement et le développement des institutions libres. Suivant les origines, les procédés d'esprit, les diversités de caractère, l'aspect mobile des circonstances, on s'attache avec plus ou moins de vivacité à tel ou tel côté de l'œuvre démocratique et libérale; mais il ne doit point y avoir de division acrimonieuse et invétérée entre ceux qu'anime le souffle généreux des rénovations modernes.

Un grand inconvénient de ces malentendus est de faire dévier les uns et les autres de leur terrain naturel. Un mal plus grave encore serait d'entraîner par des irritations étourdies la politique d'un pays tel que la France à des résolutions irréfléchies et à des partis violens. Il importe autant à notre sécurité qu'à notre honneur que la France ne soit point exposée par des imprudences de polémique à se tromper dans le mouvement de ses susceptibilités et à donner le change à la nation allemande sur la vraie nature de ses sentimens. Il faudrait qu'il fût bien entendu que personne en France ne prétend contester en principe à l'Allemagne le droit d'établir avec une complète indépendance sa constitution intérieure. Il y a bien des années que, parmi nous, les esprits avisés ont observé avec un sérieux intérêt les tendances de l'Allemagne vers l'unité politique. Un jour ou l'autre, par tel ou tel moyen, les populations allemandes, cela était manifeste, devaient s'unir par un pacte plus rationnel et plus efficace que la combinaison adoptée par le congrès de Vienne. Les libéraux français, en face de ce grand travail d'unification, ne réclamaient qu'un droit, le droit d'exprimer une préférence entre les divers systèmes d'union possibles en Allemagne. L'union germanique pouvait en effet s'accomplir de deux façons : par la liberté ou par la force. En conservant ses autonomies locales et en les plaçant sous l'autorité et la sauvegarde d'un parlement national, l'Allemagne pouvait réaliser l'union fédérale à la manière américaine; elle pouvait aussi arriver à l'unité sous la direction et la forme d'une monarchie militaire. Les deux méthodes avaient leurs partisans au-delà du Rhin, et les libéraux français n'offensaient point leurs voisins sans doute en donnant leurs sympathies au système de l'union fédérative et parlementaire soutenu par les patriotes les plus éclairés et les plus désintéressés de l'Allemagne. C'est l'autre système, le système de l'unité par la force et de la concentration par la

monarchie militaire qui est en train de prévaloir aujourd'hui. C'est autour de la Prusse éblouissant le monde par l'éclat de sa puissance guerrière que l'Allemagne est en voie de se reconstituer. Dans la crise d'où est sortie la prédominance de l'intérêt prussien sur le véritable intérêt allemand, la France a-t-elle fait tout ce qui était nécessaire pour seconder la solution du problème germanique qui eût été la plus conforme à ses principes et à ses intérêts? N'a-t-elle pas au contraire prêté à la solution prussienne un concours qui a déterminé hâtivement et par une influence accidentelle et artificielle la prépondérance de la politique berlinoise? Voilà les questions que nous avons discutées à mesure que les événemens se préparaient et se déroulaient; voilà aussi le débat qu'il n'y a plus d'intérêt à poursuivre, qui est clos pour l'heure présente, et qui ne sera rouvert que par l'histoire future. Il faut aujourd'hui aborder les faits tels qu'ils se présentent à nous. L'unité de l'Allemagne se confond avec la grandeur de la Prusse. Au nom des intérêts et des droits de la France, nous n'avons point à intervenir dans les questions intérieures soulevées en Allemagne par cette grande révolution.

Au premier moment, sous l'impression des perspectives d'agrandissement territorial qui nous avaient été montrées au mois de juin, dans ce tressaillement de susceptibilité patriotique dont la France fut remuée en voyant éclater la force conquérante de la Prusse, on pensa peut-être à des compensations territoriales. On a eu raison de ne point s'arrêter à cette idée. Les compensations territoriales que la nature semble avoir destinées à la France, on n'eût pu évidemment les obtenir que par la guerre. La guerre à la Prusse, quand même elle n'eût point été contradictoire à la politique antérieure, quand même des préparatifs militaires suffisans nous eussent permis de l'entreprendre, eût été une imprudence calamiteuse. Par une telle guerre, nous aurions trompé l'Allemagne sur la vraie politique de la France, nous aurions réveillé les vieilles et funestes haines de races, nous aurions maladroitement donné à croire à l'Allemagne que c'était son indépendance que nous voulions combattre dans l'ambition de la Prusse, nous aurions identifié à jamais dans le cœur des Allemands le patriotisme germanique avec les destinées prussiennes. Cette guerre eût été non-seulement inopportune et cruelle, mais insensée. Il ne fallait donc point songer à des compensations territoriales. Ce n'était pas de ce côté que notre droit et notre intérêt bien entendu nous conseillaient de porter nos pensées et notre action. Abstenons-nous d'intervenir dans les affaires de l'Allemagne pour y contrarier l'expérience qui s'y tente. Les Allemands ont fait appel à la force prussienne ou se sont soumis à elle pour le règlement de leur constitution intérieure. Soit; cela les regarde. Il est possible que l'expérience trompe leurs illusions ou réussisse à leur gré. Si la domination prussienne n'est point sans désagrémens, le peuple prussien et son gouvernement ont des qualités solides qui peuvent faire accepter leur hégémonie

par la race germanique. Nous devons assister à ce travail de réorganisation avec une curiosité sympathique, en donnant une attention vigilante aux accidens qui pourraient toucher nos justes intérêts. Le spectacle, sans contredit, sera compliqué et instructif. Nous allons voir ce qu'on fera pour assimiler à la Prusse les nouvelles provinces annexées, comment les états restés libres dans la confédération du nord et notamment la malheureuse Saxe s'adapteront à la direction militaire et diplomatique de la Prusse, de quelle façon s'établiront les rapports de la couronne et de la chambre populaire dans la Prusse proprement dite, ce que sera et comment fonctionnera le parlement fédéral qui doit être élu par le suffrage universel, et ce que deviendront enfin les états du sud. Ce travail complexe peut donner lieu à des agitations que la France suivra avec intérêt. Observons donc en ce qui touche l'indépendance intérieure de l'Allemagne les plus justes égards; mais en remplissant ce devoir envers le prochain, la France a des besoins plus pressans encore à remplir envers elle-même. La tâche que l'Allemagne est en train d'accomplir impose à la France une tâche correspondante. Les derniers événemens ont changé notre positiou relative dans le monde. C'est en nous-mêmes, dans nos propres limites, ne donnant lieu à aucun ombrage étranger contre nous, que nous devons chercher les moyens de maintenir notre place dans la pondération des forces européennes.

Ceux qui ont observé avec sympathie depuis deux mois les mouvemens de l'opinion publique parmi nous ont été touchés de la sensibilité du patriotisme de la France. Étourdis par des faits qu'ils n'avaient point prévus, par la révélation d'un état de choses dont les causes et les tendances ne leur avaient été expliqués par aucune discussion préalable, les esprits furent saisis du souci intense des hasards que nous pouvions redouter. Tout le monde d'un même élan était prêt à courir où pouvait nous appeler l'intérêt national. On eût pu tout demander à l'abnégation et au dévouement de ce pays. Ceux qui ont participé à cette émotion n'oublieront point les ressources qu'on trouvera toujours dans le patriotisme français, et ils ont dû comprendre combien la France mérite d'être traitée avec générosité par ceux qui ont l'honneur de la conduire. C'eût été abuser des meilleures qualités de notre nation que de la compromettre pour un médiocre agrandissement de territoire dans une guerre de races; mais ce serait négliger d'une manière coupable ses intérêts essentiels que de lui laisser ignorer l'urgence des efforts qu'elle doit faire sur elle-même dans sa vie intérieure pour se maintenir au niveau de son ancienne grandeur et de sa vocation dans la société des peuples.

Nous l'avons dit dès le premier moment, ces efforts devraient être de deux natures. La France a fait sa place dans le monde par son esprit et par sa force guerrière. Il ne serait pas trop, dans les circonstances présentes, de recourir à la fois aux deux grands agens de notre vie nationale. Il serait à coup sûr désirable, au moment où de grands changemens poli-

tiques s'opérent en Allemagne, que la France, pour n'employer qu'une expression générale, recouvrât les spontanéités naturelles de sa vie politique intérieure. On nous dit du côté de l'Allemagne que le prestige que la France a dû autrefois aux institutions représentatives est désormais effacé, et qu'après les mécomptes dont nous avons donné le spectacle au monde il est chimérique d'espérer que nous pouvons le posséder encore. Nous repoussons ces insinuations décourageantes; nous ne nous résignerons jamais à croire que la vieille flamme libérale soit à jamais éteinte en nous. Nous ne faisons de ce côté aucun abandon de nos vœux et de nos convictions; nous reconnaissons cependant que la question des libertés intérieures est malheureusement encore une cause de dissentimens et de divisions entre nous. Il faut courir avant tout aux intérêts qui nous rallient et nous unissent. Tels sont incontestablement les intérêts de la sécurité et de la défense nationale, l'intérêt suprême et pressant de l'organisation de nos forces militaires.

Nous ne nous opposons point aux accroissemens de puissance que la Prusse trouve dans la nouvelle réorganisation de l'Allemagne; mais ces accroissemens de puissance obligent la France à examiner sans retard si son organisation militaire suffit à la situation qui se produit à côté d'elle. L'Allemagne est la patrie de l'optimisme; des Pangloss ne manqueront point pour nous promettre que les succès de la Prusse tourneront au profit de la cause des peuples et de la paix universelle. Nous ne demandons pas mieux. En attendant, l'Allemagne, suivant la parole énergique de M. de Bismark, est affamée de puissance et se concentre dans les cadres d'une monarchie militaire. Tant qu'il en sera ainsi, il faudra que la France conserve vis-à-vis de cette monarchie au moins l'égalité des forces. Nous ne disons point seulement qu'il serait impardonnable aux Français de laisser altérer cette égalité des forces; nous disons que c'est impossible. Consentir à l'infériorité serait de la part de la France une abdication brutale. La question étant posée, il n'est pas parmi nous de gouvernement, d'assemblée, de parti, d'opinion qui puisse accepter notre déchéance. Or la question, ce n'est point le caprice ou la théorie qui la pose, c'est l'inexorable nécessité, c'est le fait qui nous a démontré la force militaire de la Prusse, et qui en même temps qu'il la démontrait, l'a considérablement accrue.

C'est, paraît-il, la destinée de la Prusse de donner de siècle en siècle des coups de fouet à l'esprit militaire de l'Europe. Quand Frédéric II, souverain de trois millions de sujets, médita, il y a cent vingt-cinq ans, de placer son pays au rang des grandes monarchies du continent, dès sa première campagne il donna au monde une surprise analogue à celle dont nous venons d'être frappés par le fusil à aiguille. « Le prince d'Anhalt, dit-il, qu'on peut appeler un mécanicien militaire, introduisit les baguettes de fer; il mit les bataillons à trois hommes de hauteur. Un bataillon prussien devint une batterie ambulante, dont la vitesse de la charge triplait le feu

et donnait aux Prussiens l'avantage d'un contre trois. » Les Prussiens n'ont pas eu seulement, il y a plus d'un siècle comme aujourd'hui, le bonheur de changer par la supériorité et la précision de leur armement la tactique des batailles; obligés par l'infériorité numérique de leur population de chercher dans toutes les applications de la force militaire l'avantage d'un contre trois, ils se sont donné des institutions qui leur assurent un pied de guerre formidable. Les autres états de l'Europe n'ont rien emprunté à ces institutions tant que tout ce qu'en obtenait la Prusse se réduisait à lui permettre d'égaler le nombre de ses soldats aux armées des grandes puissances. La situation change aujourd'hui; la Prusse s'agrandit par ses annexions et l'autorité dont elle s'empare dans la confédération allemande du nord. On ne peut point prévoir qu'elle abandonne ses institutions militaires au moment où elle vient d'en tirer un si grand parti. Elle va au contraire les étendre à ses nouvelles provinces et à ses confédérés. La conséquence, c'est qu'elle possédera un pied de guerre supérieur d'un tiers à celui qu'elle avait précédemment et bien plus considérable que l'établissement militaire ordinaire des autres puissances et notamment de la France. Ici, on sort des considérations de la philosophie de l'histoire, des systèmes d'imagination et de sentiment, on est placé sous la loi inexorable des chiffres.

En temps de paix, lorsque l'armée active était seule sous les armes, lorsque la réserve et les deux classes de landwehr restaient dans leurs foyers, les troupes prussiennes ne dépassaient point 200,000 hommes. En temps de guerre, l'armée active et la landwehr donnaient 700,000 hommes. C'est le chiffre auquel nous venons de voir la Prusse porter ses forces dans sa dernière campagne contre l'Autriche et la confédération. Voilà l'armée que la Prusse a pu mettre sur pied avec l'armement, l'équipement et les approvisionnemens dont l'Europe a été obligée d'admirer la précision, l'abondance et l'ordonnance supérieure. Conservant ses institutions militaires et les appliquant à la confédération du nord, la Prusse aura désormais un effectif de guerre de même qualité qui dépassera un million d'hommes. Voilà pour le présent; nous ne parlons pas de l'attraction que la confédération prussienne pourra exercer plus tard sur l'Allemagne du midi. La Prusse dans sa confédération passe d'une population de 19 millions d'âmes à une population de 29 millions; elle irait de 29 à 38 en s'adjoignant l'Allemagne du sud et en laissant en dehors les provinces allemandes de l'Autriche. Nous ne parlons pas non plus de l'accroissement de la population, qui augmente en Allemagne d'un demi-million d'âmes par an, tandis qu'en France on n'obtient un nombre égal qu'en cinq années.

Voilà le voisinage militaire que les derniers événemens nous ont donné. Il ne faut pas de longues réflexions pour comprendre que ce n'est point par une annexion de territoire, par une rectification de frontière, qu'il est possible à la France de faire contre-poids aux forces effectives de la Prusse

et de sa confédération. Nous avons donc à prendre, et sans délai, des résolutions viriles à l'égard de notre établissement militaire. Le problème à résoudre est aussi nettement posé que pressant. Avouons la nécessité qui nous domine, quelque énorme qu'elle puisse paraître au premier abord. Il faut désormais que la France se tienne prête à posséder toujours pour le cas de guerre un effectif d'un million d'hommes, en tenant compte des divers élémens du problème, de nos ressources de population, des conditions économiques du pays, de nos traditions, de nos mœurs. Quel est le système par lequel nous pourrons satisfaire de la façon la plus efficace et la moins onéreuse à ce suprême intérêt de la sécurité, de l'indépendance et de la grandeur nationales? Nous n'avons certes point la témérité d'émettre des propositions improvisées sur une matière qui, par tant de côtés, dépasse notre compétence. Il est pourtant d'une nécessité absolue qu'un nouveau système de recrutement, qui puisse nous assurer un effectif de guerre d'un million d'hommes, soit étudié, adopté, appliqué sans perdre de temps. La méthode actuelle fonctionne sur le pied d'un contingent de 100,000 hommes qui doivent le service pendant sept ans. Le recrutement s'exerce sur les jeunes gens qui ont accompli leur vingtième année. La France fournit chaque année 300,000 jeunes gens remplissant cette condition; elle en prend 100,000. Si l'on tient compte des exemptions et des exonérations, on voit que notre prélèvement actuel épuise la moitié des inscrits de vingt ans et porte sur 150,000 hommes. D'une façon permanente, on ne pourrait aller au-delà sans cruauté pour les inscrits et sans nuire à des intérêts essentiels du pays. Faut-il abaisser l'âge de l'inscription, porter la durée du service à dix ans, à douze ans? Ce serait aggraver et faire sentir aux populations d'une façon inintelligente et vexatoire les inégalités qui résultent de notre système de conscription. Il ne serait point pratique de songer sur le continent, comme ressource efficace, à un système de volontaires semblables aux volontaires anglais : nos mœurs, nos institutions politiques ne se prêtent guère à une organisation de volontaires analogue à celle que nos voisins ont adoptée comme un *sport* national. Serait-il possible de tirer de notre vieille institution de la garde nationale un meilleur parti qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour, et d'y trouver au besoin une force réelle pour la défense du pays? Nous ne savons; mais nous sommes convaincus d'avance que ce qu'il y a de plus pratique et de plus efficace, c'est l'imitation du système prussien. On entrerait pleinement dans la loi de notre révolution démocratique en rendant le service militaire obligatoire pour tous, en combinant des périodes de service actif, de réserve et de rappel en cas de guerre qui missent le salut public à l'abri de tout péril, sans assujettir en temps de paix le service actif à des conditions de durée trop onéreuses pour les classes industrielles et les intérêts économiques du pays. Dans la recherche et la réalisation de cette nouvelle organisation militaire, on sera certainement porté par la grandeur et l'autorité

pressante du devoir qu'il s'agit de remplir envers la patrie. Les esprits progressifs déploreront peut-être le contre-temps qui, malgré les prévisions générales et les tendances pacifiques de nos sociétés, détourne ainsi l'émulation active du pays vers les préoccupations militaires; ils s'en consoleront aussi peut-être en pensant aux avantages qui résulteraient pour la solidité de caractère et le tempérament de notre nation d'une union plus intime et d'une pénétration continuelle des élémens militaires et des élémens civils de la société française. Quoi qu'il en soit, il faut s'appliquer à la révision de nos institutions militaires promptement, de bon cœur, avec un zèle conciliant, car on a ici affaire au plus élevé des intérêts patriotiques, et il s'agit de placer la sécurité, la dignité et l'autorité de la France, nous ne disons point à l'abri d'une insulte dont personne n'aurait à coup sûr la pensée et l'audace, mais au-dessus de toute chicane et de tout doute.

Lorsque nous aurons résolu de mettre ainsi à profit les fortes leçons que donnent les événemens de cette année, nous pourrons assister avec un sang-froid bienveillant ou tout au moins indifférent au spectacle du renouvellement de l'Allemagne. Nous voudrions pouvoir nous abstenir de porter jusque-là des jugemens sur les incidens de cette révolution. Le langage du roi de Prusse en certaines circonstances, les attitudes de M. de Bismark, la docilité témoignée par les progressistes de la seconde chambre, le ton de la presse prussienne, donnent à penser que ceux qui n'avaient point cru que la politique de la Prusse eût rien de commun avec le sentimentalisme qui a cours en France à propos des nationalités ne se sont guère trompés. Rien de plus curieux et de plus instructif que cette construction nationale qui n'a pas l'hypocrisie de se fonder sur l'adhésion des populations annexées, qui assujettit des hommes de même race et de même langue en s'appuyant uniquement, comme au bon vieux temps, sur la raison la meilleure, c'est-à-dire sur le droit du plus fort. La cour de Berlin ne s'embarrasse d'aucune des théories et des procédures modernes; elle travaille comme une vieille monarchie de race : si elle daigne parler encore de l'union de l'Allemagne, elle agit purement et simplement comme faisait Frédéric II quand il formait la Prusse. Avec les idées arrêtées du roi Guillaume, idées dont l'expression lui échappe si naturellement, le gouvernement parlementaire n'est guère gênant pour un souverain. L'action écrasante que le succès exerce sur les intelligences conforme d'ailleurs aux prétentions royales les dispositions générales des populations prussiennes. On est là dans l'entraînement irrésistible des triomphes récens. Avec le temps, quand les enthousiasmes seront refroidis, les difficultés sans doute reparaîtront. Les succès de la force, malgré leur éclat et leur puissance irrésistibles, ne disent point le dernier mot de toute chose. En attendant que cette lune de miel s'écoule, M. de Bismark poursuit sa besogne de réorganisation avec une activité remarquable. Il a très habilement, à l'an-

cienne manière de Frédéric II, hâté la conclusion de sa paix avec l'Autriche; il a négocié non moins diligemment avec les états du sud; il règle la situation provisoire des états annexés; il prépare son parlement fédéral. Il a l'œil et la main à tout, et nous donne des exemples de vigilance et d'activité qui mériteraient de trouver non-seulement des approbateurs, mais des imitateurs.

L'œuvre de la pacification touche au dernier acte, puisque le général Menabrea, l'honorable négociateur italien, est enfin arrivé à Vienne. La cour d'Autriche, en consentant à une négociation directe avec l'Italie, a fait enfin acte une fois de sens et d'habileté. Ce sera un événement très important pour l'Italie que le rétablissement des relations entre son gouvernement et celui de l'Autriche. Les destinées de l'Italie cesseront d'être embarrassées par une hostilité obstinée. Libre désormais à l'égard de l'Autriche, n'ayant plus rien à lui réclamer et rien à craindre d'elle, l'Italie pourra s'affranchir bientôt des charges que lui imposait un établissement militaire trop lourd pour ses ressources. La cour de Vienne paraît d'ailleurs entrer dans des idées sincères de réconciliation avec l'Italie, et les concessions auxquelles cette cour semble décidée à propos du lac de Garde feront disparaître les derniers nuages entre les deux pays. Voilà donc l'œuvre de l'unité italienne terminée; voilà enfin une entreprise puissamment aidée par la France qui a l'apparence de réussir. Ne croyons point par mauvaise humeur aux pronostics de ceux qui ont blâmé parmi nous l'aide que nous avons donnée à l'émancipation italienne. Ne laissons point dire qu'en agissant ainsi la France a suscité à ses portes une puissance destinée à lui être hostile. Sans doute ce serait une pensée impolitique et un faux calcul de méconnaître l'indépendance de l'Italie, et d'exiger d'elle avec une inquiétude chagrine des offices de vassalité. — Nous avons aidé à faire de l'Italie un peuple libre, et aujourd'hui une puissance qui a le droit de tenir en Europe une grande place. Nous frapperions notre propre ouvrage de stérilité, si nous avions la prétention de lui imposer la reconnaissance comme un fardeau : l'adresse est ici d'accord avec la générosité; elle nous conseille de traiter l'Italie avec les égards que commande la grande situation qu'elle a réussi à se faire avec notre concours. Entre elle et nous, il y a des liens nombreux d'intérêt et de commune civilisation, liens qui ne pourront que se resserrer davantage à mesure que la France avancera vers la liberté. Cette communauté d'intérêts apparaîtrait surtout, et nous serait certainement profitable, si une crise de l'empire turc ramenait vers la question d'Orient l'action de la politique européenne.

Malgré le parti-pris des cabinets européens de prolonger autant que possible les jours de l'empire ottoman, malgré le peu de ressources que les populations chrétiennes d'Orient offrent à une régénération qui pourrait être secondée par les peuples désintéressés de l'Europe, on ne doit pas se dissimuler que le travail de décomposition ne s'arrête point dans l'empire

ottoman, et que la question d'Orient mûrit chaque jour. Un incident peut à tout moment produire là une perturbation qui à l'improviste mettra l'Europe en l'air. Les troubles de Candie deviendraient peut-être un incident de cette nature, si l'on n'était pas à peu près partout sous l'influence de la lassitude causée par la guerre d'Allemagne. L'insurrection candiote paraît importante; elle met en mouvement des milliers d'hommes; elle contraint la Porte à faire des démonstrations militaires considérables. Voilà bien des fois déjà que le mauvais gouvernement des Turcs pousse à la révolte les Grecs chrétiens de Candie. Si les Hellènes avaient pu ou su faire de leur indépendance un usage habile, l'occasion serait bonne, et l'on pourrait songer en Europe à enlever Candie à l'énervante domination des Turcs pour accroître le royaume hellénique. Après tout, les Grecs se plaignent que, si leur indépendance n'a point donné les résultats qu'on s'en était promis, c'est qu'on a fait la Grèce trop petite et que l'existence lui est impossible dans les limites étroites où on l'a contenue. Qui oserait donner tort à ces réclamations des Grecs? qui ne leur donnerait pas raison au contraire, s'il existait encore en Europe un peu du feu libéral et de la naïveté généreuse et confiante de 1825?

L'agitation pour la réforme électorale vient d'être ouverte bruyamment à Birmingham par M. Bright. La presse anglaise a donné un grand écho, comme on devait s'y attendre, à la manifestation réformiste de Birmingham; dans l'intervalle des sessions, de nombreux *meetings* colporteront le mouvement dans toutes les parties de l'Angleterre. On se tromperait, suivant nous, si l'on se figurait que cette campagne produira des résultats importans. Avant tout, la couronne et les grandes assises de la constitution anglaise sont hors du débat. La reine Victoria a déjà recommandé cinq ou six fois au parlement des projets de réforme; elle peut se donner, par ses actes, pour la personne la plus réformiste des trois royaumes. La querelle n'est donc qu'entre les deux grands partis qui se partagent la chambre des communes. Cette chambre elle-même s'étant distinguée depuis bien des années par son éloignement pour tout esprit de caste dans la législation et par le zèle assidu avec lequel elle a voté toutes les améliorations qui lui ont été proposées dans l'intérêt des classes populaires, on ne peut invoquer contre elle aucun grief. Aussi, malgré cette magnifique embouchure de tribun qu'il possède, M. Bright a été très stérile d'argumens dans sa dernière harangue. L'éloquence que dépense M. Bright dans sa prédication réformiste se heurte à une contradiction. Le grand orateur dénonce les tories à la haine du peuple pour avoir rejeté un bill qui n'aurait ajouté que 200,000 ouvriers au corps électoral, et au sujet de ces 200,000 votes il est obligé, pour obtenir des effets oratoires, de recourir aux principes généraux sur lesquels on assoit la théorie des droits de l'homme et du suffrage universel. La robe est d'une ampleur trop démesurée pour le corps. M. Bright veut-il aller jusqu'au suffrage universel?

Il n'oserait le dire, car par un aveu maladroit il perdrait la cause réformiste en Angleterre. Au surplus, le suffrage universel réserve parfois aux libéraux de bizarres surprises; ce suffrage ne rend après tout que ce que la nation enferme en elle, et c'est la condition des peuples de contenir souvent en eux plus de superstitions que de lumières. Si le suffrage universel eût existé en Angleterre au XVIIIe siècle, il se fût, suivant toute vraisemblance, prononcé pour le prétendant plutôt que pour les George. Si M. Bright parvenait à en doter l'Angleterre, il fournirait probablement de nos jours, avec des élections plus troublées, une représentation plus aristocratique que la chambre actuelle.

E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

RÉUNION ANNUELLE DE L'ASSOCIATION BRITANNIQUE.

Pendant la dernière semaine du mois d'août, l'*Association britannique pour l'avancement des sciences* a tenu ses assises pour la trente-sixième fois depuis 1831. Comme lieu de réunion, on avait choisi cette année la ville de Nottingham, dont les brasseries ont une réputation méritée, soit dit sans malice. Le choix n'a pas été très heureux, à en croire les journaux anglais qui rendent compte de cette réunion, car les bons habitans de Nottingham, quoique aspirant depuis plus de douze ans à l'honneur de fêter dans leurs murs les délégués scientifiques des trois royaumes, ne paraissaient guère préparés à les recevoir. Ce n'est qu'après de véritables voyages d'exploration à travers les rues et ruelles que les arrivans ont pu découvrir la salle des séances du comité général. Quand ils ont ensuite émis la prétention assez juste de coucher quelque part, ils se sont trouvés en face de bourgeois ahuris qui n'avaient pas l'air de comprendre ce qu'on leur voulait. Rien n'était prêt; on aurait dit des gens réveillés en sursaut et se frottant les yeux avec humeur. Je ne pense pas que ce tableau de l'accueil que les membres de l'association ont subi à Nottingham soit exagéré; j'ai vu cette confusion de près en 1862 à Cambridge, où l'association se réunissait cependant pour la troisième fois, où de plus les vastes bâtimens des dix-sept colléges offraient une large et cordiale hospitalité à tous les étrangers dûment recommandés aux gros bonnets de l'université.

Quoi qu'il en soit des plaintes qui se sont fait jour à cette occasion, on peut supposer qu'une fois ces premiers désagrémens d'une installation problématique passés, les réunions des sections (il y en a sept) auront eu lieu dans l'ordre accoutumé et que la session de 1866 n'aura pas été moins profitable à la science que les trente-cinq qui l'ont précédée.

L'*Association britannique* est une grande et noble institution. Fondée en 1831, elle répond à un besoin de centralisation bien naturel dans un pays où les efforts des travailleurs ne convergent pas vers un foyer unique comme en France. Les Sociétés royales de Londres, de Dublin et d'Édimbourg n'ont rien de commun avec notre Académie des Sciences au point de vue de l'organisation intérieure et de l'influence exercée au dehors. L'Académie des Sciences, par sa constitution encyclopédique, par la publicité de ses séances hebdomadaires et par ses comptes-rendus ouverts à tout venant, embrasse et absorbe le mouvement scientifique du pays au point d'effacer complétement la province. Depuis quelque temps, il est vrai, les sociétés savantes des départemens se réunissent une fois par an à Paris, où on leur distribue des médailles; mais l'Académie des Sciences se tient à l'écart, sauf un certain nombre d'académiciens qui viennent présider les réunions. Si la hiérarchie n'existe pas en principe, elle existe par le fait. Dans ces circonstances, il est facile de comprendre qu'une association comparable à celle qui de l'autre côté du détroit réunit par les liens d'une confraternité véritable les travailleurs sérieux ne trouverait pas en France le sol préparé pour la faire prospérer, que du moins elle rencontrerait plus d'obstacles à vaincre.

L'Association britannique comprend dans son sein tout ce que l'Angleterre, l'Irlande et l'Écosse possèdent d'illustrations scientifiques. Elle a pour but, d'après les termes de l'acte constitutif, de donner une impulsion plus forte et une direction plus systématique aux recherches scientifiques, de resserrer les liens entre les hommes qui cultivent les sciences sur les différens points des trois royaumes, de les mettre en relations suivies entre eux et avec les savans étrangers, d'appeler d'une manière efficace l'attention générale sur les sujets d'une nature scientifique, d'écarter enfin tous les obstacles qui s'opposent au progrès de nos connaissances, et que les efforts isolés des hommes privés seraient impuissans à faire disparaître. Ainsi, quoique ce rapprochement annuel d'un grand nombre de travailleurs doive exercer à coup sûr une heureuse influence sur la production individuelle, c'est plutôt vers l'organisation rationnelle des travaux d'ensemble que tendent les efforts de cette société, et c'est sur ce terrain qu'elle a obtenu les résultats les plus remarquables. L'Association scientifique de France a fait de louables efforts pour entrer dans une voie analogue; mais c'est bien moins pour le moment une association savante qu'une réunion de gens du monde qui approuvent tout ce que leur proposent un petit nombre de meneurs, et auxquels on montre de temps en temps la lune à l'Observatoire.

Les membres de l'Association britannique sont rangés sous trois catégories. Il y a d'abord les membres à vie qui paient une fois pour toutes une somme déterminée. A l'origine, leur contribution était fixée à 5 livres sterling; depuis 1846, elle est de 10 livres (250 francs). Les membres de

cette catégorie sont éligibles à toutes les dignités de l'association, et reçoivent gratis les volumes qui renferment les rapports sur les travaux de chaque année. La deuxième catégorie jouit des mêmes droits que la première; on y est admis en prenant l'engagement de verser une cotisation annuelle d'une livre; depuis 1840, cette cotisation est doublée la première année. La troisième catégorie comprend les associés temporaires qui se contentent de payer une livre pour avoir le droit d'assister à une session déterminée; ils ne sont pas éligibles aux dignités de la société et ne peuvent faire partie d'aucun comité. Il y a enfin des membres correspondans nommés par le conseil de l'Association. Les femmes ne sont pas exclues, on les reçoit aux mêmes conditions; on a même créé en leur faveur une distinction délicate qui n'est pas mentionnée dans le règlement : elles peuvent transférer leurs cartes d'admission, pourvu que ces cartes soient toujours présentées par des mains féminines.

L'association tient chaque année un *meeting* qui dure une semaine; il a lieu dans une ville désignée au *meeting* précédent. Oxford et Cambridge ont été choisies trois fois, Manchester, York, Glasgow, Liverpool, Newcastle, Dublin, Édimbourg et d'autres villes, deux fois. Le nombre moyen des visiteurs a été jusqu'ici d'environ seize cents, et les sommes souscrites chaque année ont atteint en moyenne le chiffre de 50,000 francs. En 1861, la réunion de Manchester a présenté un total de trois mille visiteurs, et 80,000 francs de cotisations.

La session s'ouvre par une séance du comité général, qui se compose des dignitaires de l'association, de tous les membres qui ont publié un mémoire dans les annales d'une société savante, des officiers ou délégués de corporations scientifiques. Les visiteurs étrangers en font partie également et peuvent prendre une part active aux délibérations. Le comité général entend le compte-rendu de gestion du conseil qui a été chargé de conduire les affaires de la société dans l'intervalle des deux réunions. On nomme ensuite le conseil pour l'année suivante; les anciens présidens de l'association et les dignitaires actuels en font partie de droit. Les seul dignitaires permanens sont les trois censeurs (*trustees*), le secrétaire-général et le trésorier-général. Le président, les vice-présidens (dont le nombre varie de deux à dix), un trésorier local et plusieurs secrétaires locaux sont élus d'avance, au début de la session, pour le *meeting* de l'année suivante. En outre le comité général nomme encore, pour chacune des sept sections qui ont été établies, un comité spécial chargé d'en diriger les travaux pendant la durée de la session et de formuler des propositions tendant à hâter le progrès d'une branche de nos connaissances. Ces propositions sont d'abord soumises au *comité des recommandations;* s'il les juge dignes d'être prises en considération, il les transmet au comité général, qui procède au vote après une discussion préalable.

Les sections se réunissent tous les matins pour entendre les commu-

nications préparées par les membres et pour les discuter, s'il y a lieu. Le soir du premier jour, après la séance du comité général et la constitution des bureaux, on se réunit en assemblée solennelle pour entendre le discours d'ouverture que le président a eu le temps de méditer depuis sa nomination. Ce discours roule presque toujours sur les progrès accomplis dans les différentes branches des connaissances humaines; quelquefois aussi, comme l'a fait M. Willis en 1862, le nouveau président résume les travaux de l'association depuis l'époque de sa fondation, et ce n'est pas, ce nous semble, le sujet le moins intéressant qu'il puisse choisir. Cette année, les réunions ont été présidées par M. Grove, inventeur d'une pile très répandue et auteur d'un ouvrage sur la *corrélation des forces physiques*. M. Grove avait pris pour sujet de son discours la continuité des phénomènes que nous offre le monde matériel; il a développé cette idée en s'appuyant sur les découvertes les plus récentes qui ont été faites dans le domaine de l'astronomie, de la physique, de la géologie, de l'histoire naturelle.

Les soirées suivantes de la « semaine des sages » (*wise-week*), comme l'appelle le public anglais, sont remplies par quelques leçons confiées à d'habiles professeurs et analogues aux conférences de la Sorbonne, par d'homériques dîners ou par des excursions dans les villes voisines qui ont envoyé des invitations. Un bulletin imprimé, qui paraît chaque matin, fait connaître l'ordre du jour arrêté la veille par le comité local. Toutes les mesures sont prises pour rendre agréable et profitable à tout le monde cette « vendange » annuelle qui réalise tardivement un des plus beaux projets conçus par le lord-chancelier Bacon (1).

L'Association britannique, tout en contribuant d'une manière directe et très efficace au progrès des sciences par les secours de toute sorte qu'elle accorde aux travailleurs, a obtenu un autre succès non moins important: elle a réussi à intéresser de plus en plus le gouvernement et toute la nation aux recherches d'un ordre élevé. On peut dire aujourd'hui qu'elle dispose du fonds public; son intervention a toujours été si bien motivée qu'on s'est presque habitué à regarder comme obligatoire l'accomplissement des vœux qu'elle émet. C'est aux efforts persistans de l'association que l'on doit la popularité toujours croissante des recherches scientifiques en Angleterre, et la confiance avec laquelle les capitaux répondent dans ce pays à l'appel des promoteurs d'une entreprise garantie par les savans. L'histoire du câble atlantique est pleine d'enseignemens sous ce rapport.

Si on voulait juger l'utilité de l'association et la grandeur des résultats à un point de vue essentiellement anglais, on n'aurait qu'à additionner les chiffres des sommes dépensées par elle depuis trente-six ans dans l'intérêt de la science. Nous nous bornerons à constater que le total de ces sommes dépasse aujourd'hui 600,000 francs, dont deux tiers ont été attribués à la

(1) La *Maison de Salomon*, dont il est question dans la *Nouvelle Atlantide*.

section des sciences physiques et mathématiques. Les astronomes doivent à l'intelligente initiative de cette société trois des plus importans catalogues d'étoiles qui existent : l'admirable catalogue éclectique, qui porte le nom de l'association, — le catalogue d'étoiles basé sur les observations que Lalande avait faites à l'École militaire de Paris vers la fin du siècle dernier, — et celui qui résume les observations de Lacaille, faites au cap de Bonne-Espérance. Commencés en 1835 et en 1838, ces deux derniers catalogues ont été imprimés aux frais du gouvernement anglais. On est également redevable aux efforts de l'Association britannique d'une série d'expéditions qui ont puissamment contribué à fixer nos connaissances relatives aux élémens magnétiques des îles britanniques, de l'Amérique du Nord, des mers australes, de l'Inde anglaise et de quelques autres régions du globe ; la plus connue est celle qui fut confiée à sir James Clark Ross, et qui dura de 1839 à 1843.

La météorologie comparée est l'un des sujets qui ont eu, dès l'origine, le privilége de fixer l'attention de la société. Cette science a été en quelque sorte centralisée à l'observatoire de Kew, érigé par le roi George III et abandonné par le gouvernement à l'Association britannique depuis 1842. L'observatoire de Kew sert de magasin ou de dépôt; c'est là que les instrumens appartenant à la société sont conservés et que les membres trouvent toutes les facilités possibles pour entreprendre des recherches expérimentales. On y a établi un atelier très complet d'où sont déjà sortis bon nombre d'instrumens de précision : baromètres et thermomètres étalons, magnétomètres et magnétographes, etc., qui avaient été commandés par des institutions scientifiques de la Grande-Bretagne ou de l'étranger. Les possesseurs d'instrumens météorologiques peuvent aussi les faire vérifier à Kew, où on les compare à des étalons fixes construits avec un soin extrême (1). Parmi les autres travaux qui ont été effectués avec succès à l'observatoire de Kew, nous citerons les reproductions photographiques des taches solaires, obtenues à l'aide de l'héliographe, et d'intéressantes études d'analyse spectrale.

Toutefois l'entretien de cet établissement ne laisse pas d'être assez coûteux. Quand l'association a accordé à son enfant gâté cinq ou six cents livres et que la Société royale de Londres s'est saignée pour y ajouter un respectable supplément, on se trouve encore souvent en déficit au bout de l'année. Heureusement il se rencontre toujours quelque généreux Mécène, quelque brasseur ou fabricant de papier dont les libéralités permettent de continuer les travaux commencés. A partir de l'année prochaine, la situation de l'observatoire de Kew va probablement changer d'une manière très heureuse par la fusion de cet établissement avec le département météorologique du ministère du commerce (*Board of Trade*). Voici dans quelles

(1) Pendant l'année qui vient de s'écouler, on a vérifié 126 baromètres et 395 thermomètres.

circonstances ce projet a été conçu. A la mort de l'amiral Fitzroy, le *Board of Trade* se mit en relations avec la Société royale afin d'examiner, de concert avec ce corps savant, l'opportunité qu'il y avait de modifier l'organisation du département météorologique, dont la direction avait été confiée à l'illustre et infortuné amiral. On convint de faire étudier cette question par une commission d'hommes compétens; la Société royale nomma M. Francis Galton, le secrétaire-général de l'Association britannique, l'Amirauté le commandeur Evans, et le *Board of Trade* l'un de ses secrétaires, M. T.-H. Farrer. Après une mûre délibération, cette commission fit son rapport, qui fut présenté au parlement; nous en donnerons seulement les conclusions :

Les attributions du département météorologique du *Board of Trade* se bornaient primitivement à provoquer et à recueillir des observations météorologiques effectuées en mer par les soins des capitaines de navires. Cette besogne ne saurait être accomplie avec succès que par une administration investie d'une autorité officielle, et le *Board of Trade* s'en acquittait très bien avant qu'il ne se fût lancé dans les tentatives de prédiction du temps; il convient donc qu'il en reste chargé comme par le passé. Il en est tout autrement de la rédaction des observations recueillies et des recherches nécessaires pour en tirer parti. Ces recherches demandent des connaissances étendues et beaucoup d'expérience; elles devraient toujours être dirigées par un corps savant qui en prendrait toute la responsabilité. Il serait donc à désirer que les matériaux recueillis par le *Board of Trade* fussent confiés à un comité choisi par la Société royale ou par l'Association britannique, et qui serait mis à même de les discuter et de les utiliser. Or l'établissement de Kew serait éminemment propre à devenir le centre de ces travaux; il suffirait d'en développer l'organisation et d'en accroître les moyens d'action dans une mesure convenable. — Le comité d'administration de l'observatoire de Kew s'est empressé de donner son adhésion pleine et entière aux conclusions de ce rapport, et tout porte à croire que sous peu cet établissement deviendra une institution vraiment nationale où tous les efforts individuels viendront converger comme à un foyer de lumière.

L'Association britannique a mis en pratique dès l'origine l'admirable conception de ces rapports qu'on appelle d'un mot intraduisible *suggestive reports*. Ce sont des résumés complets de l'état actuel d'une branche donnée de nos connaissances, mais rédigés exclusivement en vue de signaler les points obscurs, les côtés faibles, les lacunes ou les contradictions qui appellent les recherches des savans. Ces rapports, on le voit, sont destinés à diriger vers un but utile les efforts des chercheurs et à économiser une somme de force vive qui serait perdue sans profit pour la science, si elle s'éparpillait dans des travaux sans issue probable, ou si elle était employée à enfoncer des portes ouvertes, ainsi que cela se voit tous les jours. Les rapports de ce genre, confiés toujours aux hommes les plus compétens dans chaque branche spéciale, ont le plus souvent provoqué des recherches

qui ont été entreprises aux frais et sous la direction générale de l'association. Au *meeting* d'Oxford, en 1832, quand on se retrouva pour la première fois après la fondation de l'association, dix de ces rapports étaient prêts et furent adoptés par l'assemblée. M. Airy, aujourd'hui l'astronome royal d'Angleterre, exposait dans un long et lucide résumé les progrès et les *desiderata* de l'astronomie; M. Lubbock rendait compte de l'état de la question des marées; M. Forbes signalait ce qu'il y avait à faire en météorologie; le révérend Baden Powell résumait nos connaissances relatives à la chaleur rayonnante; sir David Brewster traçait un tableau complet de l'état de l'optique; M. Whewell faisait connaître les conquêtes les plus récentes des minéralogistes, M. Conybeare celles des géologues, et M. Johnston celles des chimistes; enfin M. Prichard faisait l'inventaire de ce qui était acquis en matière d'anthropologie. L'année suivante, à Cambridge, huit nouveaux rapports furent présentés sur d'autres branches de la science, et depuis cette époque de nombreux rapports supplémentaires ont tenu les membres de l'association toujours au courant du progrès. Nous ne mentionnerons que pour mémoire les beaux travaux d'ensemble qui ont été exécutés aux frais et à l'instigation de la société sur les marées, sur les tremblemens de terre, sur les étoiles filantes et autres météores lumineux, sur le régime pluvial de la Grande-Bretagne, ainsi que les nombreuses ascensions scientifiques en ballon entreprises par M. Glaisher et les tentatives d'exploration du fond de la mer au moyen de la drague. Nous passons sous silence une foule de recherches de détail dont l'énumération nous mènerait trop loin; il nous suffit d'avoir esquissé d'une manière rapide l'organisation, le but, les tendances et les efforts si méritoires d'une grande institution dont la base est la liberté. R. RADAU.

ÉTUDES SUR LES TRAGIQUES GRECS, PAR M. PATIN (1).

La troisième édition vient de paraître de ce livre excellent, devenu classique parmi nous, et qui a exercé sur l'éducation littéraire de notre temps une douce et pénétrante influence. Le triple monument d'Eschyle, de Sophocle et d'Euripide, de toutes les œuvres de l'antiquité qui nous ont été conservées, est peut-être la plus étonnante et la plus parfaite. Comment ce peuple grec, sans nul devancier, sans préceptes, sans exemples, presque sans nulle précédente tentative, est-il arrivé tout d'un coup, de plain-pied, dans un genre aussi complexe que la poésie dramatique, à une hauteur qui n'a pas été dépassée depuis? Pourquoi cependant la critique moderne ne s'est-elle que de nos jours élevée jusqu'à la pleine intelligence de ces simples et fortes beautés? Euripide seul trouvait grâce aux yeux de notre XVIIe et de notre XVIIIe siècle, pour qui Eschyle, comme Pindare, — M. Vitet l'a

(1) 4 volumes in-12; Paris, chez Hachette, 1866.

rappelé ici même en des pages excellentes, — restait absolument incompris. Il a fallu attendre le grand renouvellement de la critique littéraire, un des honneurs de notre propre temps. C'est de cette œuvre féconde que le livre de M. Patin est un durable et vivant souvenir. Quels aspects nouveaux le théâtre des anciens Grecs devait-il offrir à la critique agrandie? Quelles beautés jusqu'alors inaperçues la mâle antiquité livrerait-elle à un sentiment d'admiration devenu à la fois plus exigeant et plus compréhensif? A toutes ces questions, le livre de M. Patin donne la réponse, en offrant réunies d'une main à la fois délicate et sûre toutes les applications du nouveau goût littéraire à des œuvres d'un ordre supérieur qui jusqu'alors, en certaines parties du moins, avaient été à peine dignement appréciées. Par là, ce livre a versé dans l'éducation de notre temps de justes et fines notions sur la plus belle époque de l'antiquité grecque, et il a fait circuler parmi nous de saines idées littéraires, qui ont fait leur chemin et semblent aujourd'hui être devenues le domaine et la possession de tous. Dans sa nouvelle édition, l'auteur a suivi, par une série de notes curieuses, le progrès, chaque jour croissant, de l'imitation des tragiques grecs par nos poètes contemporains; M. Patin n'a voulu par là que rendre un nouvel hommage aux brillans génies qu'il avait étudiés, mais il se trouve que cette faveur incessante tourne à la récompense et à l'éloge de l'homme de goût qui, un des premiers, a contribué à la susciter.

En faisant si bien œuvre de critique, l'auteur a fait œuvre d'historien. Eschyle, Sophocle, Euripide, ne nous apparaissent plus dans ses pages comme des génies isolés; ils font partie de tout un grand siècle dont ils nous offrent les différens aspects. Il y a encore du prêtre dans le vieil Eschyle. Né à Éleusis, d'une ancienne famille en possession de fonctions religieuses, il a été élevé dans le temple; il a sans cesse présente à la pensée l'inexorable puissance des dieux qui s'appesantit fatalement sur l'homme. Comment l'âme humaine sortirait-elle victorieuse de cette lutte inégale? Son Oreste, obsédé, n'a de refuge que dans le délire. Toutefois, si c'était là l'unique inspiration du poète, il n'aurait pas franchi sans doute la limite qui sépare la poésie lyrique et le théâtre : il y a dans Eschyle, outre le prêtre, le patriote; il a combattu, ainsi que ses deux frères, dans la guerre médique. Son patriotisme n'est pas purement athénien, il est hellénique. Autant de traits qui nous révèlent une première et grande époque, non encore affranchie d'une antique influence sacerdotale, mais qui a vu cependant l'héroïque combat de la Grèce entière contre la barbarie de l'Orient. — Sophocle, de trente ans plus jeune, est fils d'un armurier que la guerre médique a enrichi; il est né dans le bourg de Colone, au milieu de l'Attique, à l'ombre des oliviers sacrés. Du haut de ses collines, il a vu se développer la ville démocratique du Pirée. A l'âge de quinze ans, sa fortune et sa beauté l'ont fait choisir pour conduire la danse sacrée en l'honneur de la victoire tout athénienne de Salamine. Aussi son patriotisme sera-t-il purement athénien. Nul plus bel hommage au climat et au sol de l'Attique

que le célèbre chœur d'*Œdipe à Colone*. Sophocle a vu naître la grande époque péricléenne, et il a grandi avec elle. Citoyen dévoué, chargé de missions diplomatiques ou militaires, il a été selon le cœur de Périclès. Son patriotisme local se trahit jusque dans le choix de ses héros : il choisit de préférence ceux qui ont été les amis d'Athènes; les autres, il les néglige ou les maltraite. De même, s'il admet l'antique tradition, c'est à la condition de montrer la conscience de l'homme réagissant contre la fatalité ou contre l'exclusive domination des dieux. La passion luttant avec l'intelligence, l'une et l'autre en un libre essor, voilà un de ses fréquens moyens pour exciter l'émotion dramatique. Dans cette lutte digne de toutes nos sympathies, et qui est après tout notre histoire psychologique et morale, il sait garder un équilibre qui sauvegarde noblement la dignité humaine, et c'est de là que vient l'incomparable sérénité de son théâtre : le seul Phidias s'est inspiré d'un pareil idéal; l'œuvre du poète et celle de l'artiste ont reproduit une égale beauté. Sophocle, en un mot, est le sincère témoin du plus beau moment dans le grand siècle de la Grèce. — L'art d'Euripide, plein de charmes encore, offre des ombres savantes qui décèlent une troisième phase de la période péricléenne. Relisez une de ses pages les plus célèbres, l'invocation à Diane au commencement de l'*Hippolyte :* « Salut, ô Diane! la plus belle des vierges qui habitent l'Olympe. O ma souveraine ! je t'offre cette couronne tressée par mes mains dans une fraîche prairie que jamais le pied des troupeaux ni le tranchant du fer n'ont osé violer, et où l'abeille seule voltige au printemps. La pudeur l'arrose d'une eau pure pour ceux qui ne doivent rien à l'étude, et à qui la nature inspire la sagesse; ceux-là seuls ont droit d'en cueillir les fleurs, interdites aux méchans... » Voilà encore, il est vrai, une grande fraîcheur de poésie; cependant pourquoi médire de l'étude, si l'on n'en connaissait déjà les subtils dangers? Euripide accepte encore les traditions légendaires, mais surtout pour ce qu'elles offrent de séduisant à son imagination, et comme des cadres où les complications dramatiques puissent trouver place. Il a d'ailleurs peu d'illusions et reproche sans façon aux dieux de l'antique Olympe leurs nombreux méfaits sur la terre. Ses personnages reflètent les idées et les caractères de son temps, et reproduisent, en leur langage souvent sentencieux, un fidèle écho du progrès philosophique et social.

Ainsi tous trois, Eschyle, Sophocle, Euripide, par cela même qu'ils ont été de grands poètes, ont eu en commun avec leur siècle de principaux traits que leur physionomie, mieux étudiée et comprise, montre en une éclatante lumière. C'est le mérite du livre de M. Patin d'avoir, avec un esprit libre et désintéressé, par une critique à la fois délicate et pénétrante, restitué sans fracas toute une belle page d'histoire littéraire et morale.

A. GEFFROY.

F. BULOZ.

LA

GUERRE DU PARAGUAY

ET

LES INSTITUTIONS DES ÉTATS DE LA PLATA

Au milieu même des préoccupations causées par les affaires européennes, on ne saurait s'empêcher d'accorder quelque attention aux événemens dont le bassin de la Plata est le théâtre. En dépit de troubles trop fréquens, ces pays ont acquis déjà au point de vue commercial une importance réelle (1), et semblent commencer à se rendre compte des causes qui entravent un plus complet développement. Il leur est donc permis d'espérer un meilleur avenir, et peut-être viendra-t-il un jour où ils agiront à leur tour sur les destinées du monde. L'Europe ne peut d'ailleurs rester indifférente au sort des émigrans français, allemands, suisses ou italiens, établis en assez grand nombre au Brésil, dans l'Uruguay, dans la confédération argentine; à ces divers points de vue, il n'est pas superflu de suivre les péripéties de la lutte soutenue par le Paraguay contre le Brésil et ses alliés, et de rechercher si le but que poursuivent les belligérans doit avoir quelque influence sur les intérêts politiques ou commerciaux. La *Revue* a donné (2) des détails sur l'aspect phy-

(1) Le commerce général du Brésil en 1864 avec la France a été de 198 millions. Il tient le 9e rang sur la liste par ordre d'importance, et précède les États-Unis. Le commerce général de la confédération argentine a été de 93 millions. Elle occupe le 15e rang, avant les Pays-Bas.

(2) Voyez la *Revue* du 15 février et du 15 novembre 1865.

sique et l'histoire politique de ces contrées. Elle a exposé les incidens de la guerre civile qui, après avoir sévi dans la Bande-Orientale en 1863 et amené l'intervention armée du Brésil, se terminait par le triomphe du général Florès à Montevideo. Depuis cette époque, une nouvelle guerre a éclaté. N'ayant à l'origine d'autre motif que des revendications de territoires et des questions de navigation, elle a depuis changé de caractère : il s'agit aujourd'hui de renverser le président du Paraguay, de donner à ce pays une liberté qu'il ne semble pas réclamer, et des institutions analogues à celles des états voisins. Si l'importance d'une lutte se mesure à l'acharnement des combattans et à l'étendue des pertes, on trouvera peut-être, même après le récit des batailles de Custozza, de Sadowa et de Lissa, encore quelque intérêt à suivre les opérations militaires entreprises au même moment sur l'autre hémisphère dans des conditions bien différentes de celles que présentent les guerres européennes.

I.

En jetant les yeux sur la carte de l'Amérique du Sud, on est frappé de la disproportion qui paraît exister entre les forces respectives des belligérans; on s'étonne que le Paraguay ait osé provoquer la lutte, et plus encore qu'il n'ait pas déjà été écrasé. Toutefois il ne sera pas malaisé de voir que l'infériorité du Paraguay n'est pas aussi grande qu'on pourrait le supposer tout d'abord, et que les moyens offensifs dont les alliés disposent ne dépassent guère ceux dont il peut user pour sa défense. Il existe une intime corrélation entre l'organisation politique et sociale d'une nation et sa puissance militaire. Un examen de la situation intérieure spéciale à chacun des états engagés dans la guerre montrera comment le gouvernement du Paraguay s'est trouvé, pendant quelque temps, seul en mesure de disposer de forces relativement considérables. On sait comment la république argentine, arrêtée jadis dans son essor par sa dépendance aux lois de sa métropole, et depuis par une longue série d'agitations intérieures, n'a pu tirer parti d'aucune des conditions favorables qui lui étaient naturellement assurées, la richesse du sol, l'avantage d'une heureuse situation, la salubrité du climat. C'est à peine si sur une superficie de 2,362,000 kilomètres carrés (quatre ou cinq fois celle de la France) elle compte 1,200,000 habitans (1). L'expé-

(1) La France compte 230 habitans par mille carré; la moyenne de l'Europe est estimée à 90 par mille carré. La confédération compte 1 3/4 habitant par mille carré.

rience a montré qu'une société politiquement organisée n'existe dans des conditions régulières et n'emploie utilement la totalité de ses forces qu'autant que le territoire occupé est en rapport avec le nombre de ses membres. Quand la population est trop clair-semée sur un espace trop étendu, la nation perd une partie des efforts et des moyens d'action dont elle bénéficierait en se condensant dans des limites plus étroites. Ce vice d'organisation, que l'on rencontre plus ou moins dans tous les états de l'Amérique du Sud, et qui remonte aux premiers temps de la conquête et aux accidens de la colonisation, annihile en partie les ressources de la confédération argentine comme celles du Brésil. L'empire brésilien représente à lui seul plus des deux cinquièmes du continent sud-américain; il offre sur l'Atlantique un développement de côtes d'environ 4,400 kilomètres; il pénètre dans l'intérieur à une profondeur de plus de 2,000, et sur cette immense superficie de 7,516,840 kilomètres carrés (quatorze fois environ celle de la France) se trouve disséminée une population que l'on estime atteindre à peine aujourd'hui 8 millions d'âmes (1). Encore fait-on entrer dans ce chiffre près de 2 millions de noirs esclaves, qui, à certains égards, ne sauraient être regardés comme citoyens actifs. Ces pays présentent ainsi ce spectacle sans précédens de nations qui, après s'être assimilé au même degré que les peuples les plus policés et les plus anciennement constitués tous les élémens de la civilisation et du progrès, se trouvent pourtant à peu près dans les mêmes conditions géographiques que les tribus sauvages qu'elles ont remplacées.

Depuis l'émancipation, les divers gouvernemens qui se sont succédé dans la république argentine, ainsi que la monarchie héréditaire du Brésil, se sont préoccupés d'une situation aussi anormale. L'exemple des États-Unis du Nord leur indiquait le remède. Ils ont donc cherché à détourner à leur profit le courant d'émigration qui emporte, année moyenne, plus de 200,000 individus hors d'Europe (2). La confédération argentine n'a réussi encore à attirer chez elle depuis 1840 qu'une moyenne de 7 à 8,000 émigrans par an, la plupart Basques ou Italiens, qui viennent volontiers accroître la population industrielle ou commerçante des villes, mais se soucient peu d'entreprendre des travaux de culture ou de défrichement. Sur 100,000 individus (3), chiffre auquel on fixe à peu près le nombre des

(1) On évalue en outre la population indienne errant dans les forêts à 2 millions environ; mais ces Indiens ne peuvent être comptés à aucun titre dans la population brésilienne.

(2) L'émigration a été en 1854 de 460,697 individus, en 1858 de 185,529. Elle a paru reprendre depuis 1860. De 1820 à 1855, les États-Unis ont reçu 4,207,624 émigrans.

(3) M. Martin de Moussy dit 120,000. (Description de la confédération argentine.)

étrangers établis en 1862 dans la confédération, 70,000 au moins résident à Buenos-Ayres ou dans les environs. Sans en être encore à repousser les bras qui se mettent au service des manufactures et du commerce, la confédération aurait plus d'intérêt à acquérir une population sédentaire, accoutumée aux travaux des champs, prête à se répandre dans la campagne pour relier entre eux les centres déjà habités. C'est la situation politique du pays qui apparaît toujours comme un obstacle beaucoup trop sérieux.

Sollicité à la fois sur tous les points du globe où l'homme manque à la terre, en Algérie, en Australie, aux États-Unis comme au Mexique et dans toute l'Amérique du Sud, l'émigrant fixe son choix sur les pays qui lui offrent à la fois, avec la richesse du sol et la salubrité du climat, la liberté de tirer à son gré parti de son industrie et une sécurité suffisante pour ne pas craindre de perdre le fruit de son travail au milieu de révolutions auxquelles il demeure indifférent. L'histoire de la république argentine n'est que le récit d'une suite de désordres qui viennent plus encore des défauts d'une organisation vicieuse que du fait même des hommes. On sait les résultats fâcheux que des institutions empruntées aux États-Unis, mais appliquées dans des conditions différentes, ont produits dans la Plata. On connaît les luttes intestines qui, même après la chute de Rosas, ont déchiré le pays, la séparation de Buenos-Ayres du reste de la confédération, les guerres qui l'ont contrainte à y rentrer, l'agitation constante des provinces, la division qui règne entre les partis. On a vu combien le pouvoir était faible, de combien de défiances il était entouré, quels obstacles il avait à vaincre pour réaliser ses meilleures intentions. Cette situation n'a été de nature ni à augmenter par l'émigration le chiffre de la population, ni à développer la puissance et la prospérité de la république. On doit néanmoins rendre justice aux efforts que tente le gouvernement du général Mitre pour faire cesser le désordre, et aux résultats incontestables que son administration prudente obtient depuis deux ans. Quelques personnages importans, le général Urquiza à leur tête, semblent rompre avec le passé, et tenir à honneur de concourir à la pacification. Aussi, dans les quatre premiers mois de 1866 et malgré la guerre étrangère, la confédération a-t-elle reçu 4,780 émigrans européens.

De même que la confédération argentine, le Brésil souffre de l'insuffisance de la population, et voit l'immensité même du territoire devenir un obstacle à l'emploi de toutes ses ressources. Dans ces derniers temps, et sans prendre garde que ce même état de choses se rencontre dans les pays voisins, on a voulu en rejeter la faute sur les institutions propres à l'empire, on a même cru avoir à

blâmer les républiques qui acceptaient son alliance (1). Si pourtant on étudie la constitution du Brésil, on y verra que, tout en conservant une monarchie héréditaire, elle a su donner de véritables garanties à toutes les libertés désirables, qu'elle est basée sur la souveraineté et la représentation nationale, que le vote, bien qu'à deux degrés, appartient en somme à la presque universalité des citoyens, que les attributions du pouvoir législatif sont suffisamment étendues, puisqu'à lui seul appartient l'initiative en matière d'impôts et de recrutement. Une large part a été faite à la décentralisation, indispensable jusqu'à un certain point dans un empire aussi vaste. Des conseils provinciaux élus décident de tout ce qui concerne les questions d'administration et de finances spéciales à chaque province, et les délégués du pouvoir exécutif, gouverneurs ou autres, disposant, comme il est juste, de la force publique, ont seulement à veiller à l'exécution de ces décisions.

En réalité, le Brésil paraît dans une situation meilleure que celle de presque tous ses voisins. Ses engagemens financiers fidèlement remplis ne l'exposent pas, comme la plupart des républiques américaines, à des réclamations continuelles de la part des gouvernemens étrangers, et lui assurent un crédit sérieux. Au commencement d'août 1866, sur la place de Londres et malgré la crise, le 4 1/2 pour 100 brésilien était coté de 70 à 71 fr. On voit enfin l'exportation brésilienne en Angleterre, qui était en 1854 de 2,083,589 liv. sterling (2), augmenter graduellement pour atteindre en 1864 le chiffre de 7,019,992 livres, et l'importation anglaise, qui était en 1854 de 3,011,822 livres, arriver en 1863 à 4,082,641 livres. Durant la même période, l'exportation argentine en Angleterre, qui était en 1854 de 1,285,186 livres, a atteint en 1859 1,663,792 liv., pour retomber en 1864 à 1,183,181 livres. L'importation anglaise dans la confédération argentine, qui en 1854 était de 1,229,690 liv., n'est remontée en 1864 qu'à 1,348,122 liv. L'exportation du Brésil en France en 1864 s'est élevée au chiffre de 85,876,698 francs. Elle a été en 1858 de 21,255,401 francs. L'importation de France au Brésil était en 1864 de 129,220,266 fr., en 1858 de 67,747,989 fr. La confédération argentine a exporté en France en 1864 pour 41,512,000 fr., en 1858 pour 17,200,000 francs; elle a importé de France en 1864 pour 51,910,115 fr., en 1858 pour 18,900,000 fr.

La population du Brésil, qui comptait en 1830 moins de 6 mil-

(1) M. John Lelong, qui a longtemps habité ces pays, montre dans une brochure récemment publiée chez Dentu que les institutions politiques qui éloignent du Paraguay les républiques argentine et orientale ne sont pas un obstacle à une entente avec le Brésil.

(2) *Statistical abstract for the united Kingdom. (Twelfth number.)*

lions d'âmes (1), est bien près d'atteindre, en 1862, 8 millions. Cette augmentation provient en partie de l'excédant des naissances, en partie de l'émigration européenne. Les Indiens que le gouvernement est parvenu à faire vivre près de la civilisation, cantonnés dans des villages (*aldeas*), où ils s'occupent de quelques travaux de culture, étaient à peine en 1856 au nombre de 30,000. On a renoncé, après des essais qui ont mal réussi, à faire venir des colons chinois. Enfin, depuis que l'exercice rigoureux du droit de visite non moins que les efforts du gouvernement lui-même, ont amené la suppression de la traite, la population noire, décimée d'ailleurs par l'invasion du choléra, a plutôt diminué qu'augmenté. Seul entre tous les peuples civilisés, le Brésil hésite encore à abolir définitivement l'esclavage, et le maintien de cette institution lui a enlevé bien des sympathies. Le Brésil se trouve pourtant placé dans des conditions particulières dont il y aurait lieu de lui tenir compte. La population indigène de race portugaise est habituée à s'occuper dans les villes de négoce et d'industrie. Elle répugne absolument à se charger des travaux agricoles, dangereux pour la santé des blancs, surtout dans les provinces qui avoisinent l'équateur. L'élément étranger, provenant de l'émigration européenne, peu nombreux d'ailleurs, peut encore moins s'y astreindre, surtout dans les parties chaudes, sans courir risque de la vie. Depuis la suppression de la traite et la diminution du nombre des esclaves qui en a été la conséquence, le prix des substances alimentaires a augmenté progressivement, et le Brésil est aujourd'hui contraint de tirer de l'étranger une partie de son alimentation. Les frais de cette importation ne peuvent être couverts que par les revenus du café et du sucre (2); mais ces produits, ne se trouvant précisément que dans les provinces les plus chaudes, rendent indispensable le travail des noirs.

Quand en 1853 la confédération argentine a décrété l'abolition complète de l'esclavage, elle se trouvait dans de tout autres conditions. Les noirs n'y étaient qu'en très petit nombre. Le produit de leur travail ne comptait pas parmi les revenus nécessaires. Le

(1) Géographie Malte-Brun. — *L'Empire du Brésil,* par M. C. Barril, comte de La Hure; Paris 1862.

(2) Exportation moyenne annuelle du café brésilien de 1852 à 1858. 83,065,735 kil.
du sucre. 50,015,583
Exportation du café en France de 1864, en chiffres ronds. . . . 44,000,000
du sucre 7,000,000

Une circulaire anglaise établit pour la consommation du café dans le monde en 1859 les chiffres de 380 millions de kilogrammes, et pour la production dans la même année 348 millions de kilogrammes. Le Brésil en a fourni seul 173 millions de kilogrammes.

Brésil au contraire paraît avoir un intérêt capital à ne pas en être privé, et malheureusement on a trop lieu de craindre qu'une fois émancipés, les noirs n'envisagent la liberté comme un droit absolu à la paresse. Il est vrai que le Brésil est coupable de n'avoir pas cherché à sortir de cette fâcheuse nécessité, en essayant au moins d'introduire chez lui, non plus à titre de colons libres, mais comme ouvriers payés, les travailleurs ou coulies que l'Inde anglaise fournit à d'autres pays. Il lui faut absolument songer à remédier enfin à ce danger de voir l'abolition de l'esclavage, quand elle ne pourra plus être retardée, modifier instantanément le régime économique dans l'empire tout entier. En attendant, et dans les conditions actuelles, si l'on songe au chiffre de la population blanche, on comprend que le Brésil hésite à adopter une mesure commandée il est vrai par l'humanité, mais qui peut faire courir aujourd'hui de grands risques à sa prospérité et même à sa sécurité. Ces observations n'ont pas pour but de défendre l'institution de l'esclavage; elles peuvent faire comprendre la situation particulière dans laquelle le Brésil est placé. L'expérience faite dans les colonies anglaises et françaises s'est opérée dans des conditions trop différentes pour servir de leçon. L'émancipation récente des noirs dans les anciens états esclavagistes de l'Amérique du Nord fournira un plus utile enseignement. Est-il interdit d'en attendre le résultat? Cependant, loin de songer à une propagande esclavagiste, le Brésil cherche les moyens d'arriver sans danger à l'émancipation. En 1865, les chambres ont eu à s'occuper d'un projet de loi tendant à déclarer libres les enfans nés d'esclaves. Ces enfans seraient élevés sur la terre où ils sont nés, ils y prendraient l'habitude du travail. Peut-être cette combinaison conserverait-elle en effet à l'état les bras dont il ne saurait se passer. On pourrait aussi examiner un système qui, attribuant à l'esclave une partie de la plus-value produite par son travail sur la terre qu'il cultive, et lui conférant le droit légal et absolu de racheter sa liberté avec le fruit de ses économies, l'intéresserait à la prospérité publique, et lui donnerait l'habitude et le désir de l'épargne avec le sentiment de la propriété.

Quoi qu'il en soit, le moyen le plus sûr de lever les obstacles qui retardent l'abolition de l'esclavage, c'est d'augmenter la population blanche. A ce point de vue, plus encore que la confédération argentine, le Brésil a besoin de l'émigration; il faut dire, puisqu'il s'agit d'apprécier les ressources et l'avenir des états engagés aujourd'hui dans une même querelle, que si les difficultés ne viennent pas, comme dans la république argentine, de la situation politique, elles tiennent à des conditions physiques contre lesquelles il sera peut-être plus malaisé de réagir. Au lieu des plaines qui s'étendent

sur la rive droite de la Plata, le colon qui veut défricher se trouve, au-delà des tropiques, en présence de forêts immenses sillonnées de montagnes et de vallées profondes où les débris de milliers d'êtres accumulés dans des terrains marécageux exhalent au sein d'une chaleur torride des miasmes insalubres. La fièvre jaune, qui a paru pour la première fois au Brésil en novembre 1849, paraît s'y être établie à l'état endémique. Il est vrai qu'elle a également visité les provinces de la Plata, et qu'elle semble beaucoup moins redoutable au Brésil, surtout dans les parties méridionales, qu'à la Vera-Cruz et aux Antilles. Les conditions climatériques se modifieront d'ailleurs à mesure que la culture en s'étendant empêchera les détritus de toute sorte de pourrir sur le sol et les fleuves de se répandre périodiquement dans les vallées. L'île de Sainte-Catherine fournit un exemple d'une transformation de ce genre (1). Actuellement le laboureur européen ne peut s'établir sans danger qu'au-dessous du 22e degré de latitude sud. La province de Matto-Grosso, où le terrain est sec en beaucoup d'endroits et où l'élévation du sol tempère la chaleur, celles de São-Paulo et de Santa-Catharina, et surtout celle du Rio-Grande-do-Sul, où les forêts moins profondes sont coupées par de vastes plaines, semblent seules aptes à recevoir utilement la colonisation européenne.

C'est donc dans les provinces les plus méridionales de l'empire, enclavées dans le bassin de la Plata et avoisinant les républiques de l'Uruguay, du Paraguay et la confédération argentine, que le Brésil place l'espoir de sa grandeur future. On conçoit ainsi l'importance qu'il attache à toutes les questions qui en intéressent le repos et la prospérité. On distingue le mobile auquel il a obéi lorsque, craignant la contagion du désordre et la propagande révolutionnaire, il s'est ingéré dans les affaires intérieures de la république orientale; on comprend aussi pourquoi sa politique a eu de tout temps pour objectif principal le cours de la Plata et de ses affluens, le Parana, le Paraguay, l'Uruguay, et comment la possession des rives de ces fleuves a été l'objet de tant de prétentions rivales. Un coup d'œil sur la géographie du bassin de la Plata en donnera facilement l'intelligence. Le Parana et le Rio-Paraguay, sortant tous deux du plateau central du Brésil, se dirigent sensiblement vers le sud-ouest, le premier en traversant les provinces brésiliennes de Matto-Grosso, de Goyaz et de São-Paulo, la république du Paraguay et le territoire argentin des Missions, le second en passant par la province de Matto-Grosso, et en séparant la ré-

(1) Dans le courant du XVIIIe siècle, dom Pernetty trouva l'île Sainte-Catherine couverte de forêts, enveloppée de brumes malsaines et d'exhalaisons fétides. L'île a été défrichée depuis, et les voyageurs du XIXe siècle en vantent le climat.

publique argentine de celle du Paraguay. Tous deux se rejoignent à 270 lieues de l'Océan, à la hauteur de Corrientès. Grossi des eaux du Rio-Paraguay, le Parana continue sa course à travers le territoire argentin. A 70 lieues de la côte, il rencontre l'Uruguay, qui, sorti de la province brésilienne de Santa-Catharina, a coulé du nord au sud, longeant à gauche la province du Rio-Grande et la république de l'Uruguay, à droite la confédération argentine. Les deux fleuves, réunis sous le nom de Rio-de-la-Plata, séparent alors la république argentine de l'Uruguay, et versent leurs eaux à la mer par une embouchure large de 35 lieues.

Dans l'espace compris entre le Parana et le Rio-Paraguay s'étend la république du Paraguay, qui borde la rive droite du Parana en face des provinces brésiliennes de Matto-Grosso et de Sâo-Paulo et du territoire de Corrientès, et la rive gauche du Paraguay vis-à-vis la confédération argentine. Tandis que la confédération dispose sans interruption d'une voie fluviale qui traverse son territoire dans sa plus grande étendue, le Brésil reste privé d'un pareil avantage. Aussi eût-il eu tenu à posséder au moins la rive gauche de l'embouchure avec le beau port de Montevideo, rival souvent heureux de celui de Buenos-Ayres, ainsi que tout le cours de l'Uruguay, déversoir naturel des produits de la province du Rio-Grande. Le roi Jean IV profita en effet de la lutte entre l'Espagne et les colonies de la Plata pour annexer au Brésil, encore dépendant de la couronne de Portugal, la bande orientale tout entière; mais la haine nationale, qui au Nouveau-Monde plus encore qu'en Europe existe entre les populations espagnoles et portugaises, et l'appui que Montevideo reçut alors des Argentins devenus indépendans ne lui laissèrent pas longtemps sa précieuse conquête. En 1829, l'état oriental recouvra son autonomie, et le Brésil parut s'y résigner, se réservant de veiller à ce que jamais une réunion à la confédération argentine ne mît entre les mains du même gouvernement les deux rives de la Plata. Du moins tenait-il à conserver sur le plus long parcours possible la navigation du haut Parana et du haut Paraguay, grâce auxquels les provinces du centre de l'empire pouvaient remplacer par le cabotage les voies de communication artificielles qui leur manquent encore. Là il eut à compter avec l'état du Paraguay. Celui-ci, situé au centre du continent, sans autre accès à l'Océan que par les fleuves, prétendait, de même que le Brésil et pour des raisons plus plausibles encore, s'approprier les territoires bordant la rive droite du Parana jusqu'au Rio-Ivenheima et les terres de la rive gauche du Rio-Paraguay jusqu'au fort Olympo. La navigation du Rio-Paraguay, plus facile que celle du Parana, avait encore à ses yeux un intérêt d'autant plus grand que l'Assomption,

la ville capitale et le principal centre de commerce, est assise sur les bords de ce fleuve. Il réclamait en même temps de la confédération argentine une partie du territoire des Missions à la jonction du Parana et du Rio-Paraguay. Les revendications de territoire entre ces trois états, possédant chacun tant d'espaces encore déserts, n'ont en effet de véritable objet qu'à cause de la possession des voies fluviales enclavées. Une convention entre les quatre gouvernemens riverains qui eût assuré la liberté constante et absolue de la navigation eût sauvegardé tous les intérêts et terminé les querelles. On crut réussir en ce qui concerne la portion du fleuve enfermée dans les territoires orientaux et argentins. Des traités conclus en 1853 avec la France et l'Angleterre en ont stipulé la libre navigation. Il fut moins facile de s'accorder avec le Paraguay. Chacun apportait dans les négociations d'égales défiances et d'inconciliables prétentions. Chacun, sachant que les traités ne sont pas toujours observés, tenait à conserver en sa possession les portions de territoire qui le rendaient maître de la navigation. Néanmoins depuis 1859 le Brésil semblait s'être désintéressé des affaires de la Plata. Les autres états s'occupaient de leur situation intérieure, quand au mois de mai 1863 le général Florès, parti de Buenos-Ayres avec trois compagnons, vint débarquer sur le territoire oriental, où, rejoint bientôt par ses partisans, il entama contre le gouvernement une lutte qui devait avoir de si graves conséquences. Comment une insurrection qui n'intéressait en apparence que l'état oriental fit-elle sortir le Brésil de son repos et amena-t-elle une conflagration générale sur les bords de la Plata? C'est ce qu'un retour sur les événemens antérieurs permettra peut-être de concevoir, autant du moins qu'il est possible de suivre l'enchaînement de la politique dans ces pays où les entraînemens spontanés et irréfléchis de l'opinion ont plus encore qu'ailleurs une influence considérable sur la conduite des affaires.

Avec une population de 132,000 âmes d'après le recensement officiel de 1852, dont 28,000 étrangers répandus sur une superficie d'environ 6,000 milles carrés (1), l'état oriental, tout en adoptant des institutions républicaines calquées sur la constitution argentine, conserva l'unité à laquelle l'avait habitué la domination espagnole, et, ne formant qu'une seule province, n'eut pas à se préoccuper des difficultés du régime fédéraliste. Toutefois, et bien que l'exiguïté relative du territoire présentât moins d'obstacles à la vigilance du gouvernement, les tendances décentralisatrices, inhé-

(1) *Le Guide de Montevideo* donne pour 1859 301,000 habitans, dont 45,000 à Montevideo. D'autres ouvrages disent 450,000 : ces chiffres semblent exagérés.

rentes aux institutions et au caractère national, ne tardèrent pas à se produire, servant de prétexte aux ambitions personnelles et aux luttes de partis. La guerre contre Rosas créa encore de nouveaux motifs de discorde. Les uns parurent disposés à accueillir l'alliance du dictateur de Buenos-Ayres, les autres la repoussèrent avec acharnement. Telle fut l'origine des deux partis qui, sous le nom de *blanquillos* et de *colorados*, divisent aujourd'hui la république. Autant qu'il est permis d'en juger au milieu de la confusion des idées et de l'agitation des esprits, les premiers fortifieraient volontiers le pouvoir exécutif, les seconds en subordonneraient toujours l'action à l'initiative des assemblées délibérantes. Quoi qu'il en soit, après la chute de Rosas, le parti *colorado*, celui qui avait persisté à se défendre, et que dirigeait le colonel, depuis général Florès, conserva naturellement le pouvoir; mais les dissensions intérieures reparurent bientôt. Le Brésil se souvint que de l'état oriental était parti le signal de l'insurrection qui, de 1835 à 1844, établit dans la province du Rio-Grande un gouvernement républicain défendu par quelques étrangers, par Garibaldi notamment. Il offrit son intervention, qui fut acceptée, et une garnison brésilienne maintint la paix à Montevideo (mai 1854). Le départ des soldats impériaux fut suivi d'une insurrection générale, Florès se vit contraint de fuir (août 1855), les plus exaltés entre les *colorados* furent expulsés. La protection brésilienne leur avait valu la perte de leur popularité; ils se tournèrent du côté de Buenos-Ayres, qui, séparée à ce moment de la confédération argentine, songeait à former avec Montevideo un état fédéralisé maître des deux grands ports de la Plata, dont il eût monopolisé le commerce à son profit. Mal accueillie du parti au pouvoir, cette idée ne fut acceptée que par quelques exilés *colorados*. Aussi, quand en 1858 le général César Diaz sortit de Buenos-Ayres pour renverser le président oriental Pereira, l'escadre brésilienne, interceptant les communications, l'empêcha-t-elle de recevoir aucun secours de la rive argentine. Néanmoins le Brésil était mécontent de la façon dont on ajournait à Montevideo les ratifications du traité de 1851 et la solution de ses réclamations. Quand le général Florès reparut dans l'Uruguay, le gouvernement brésilien ne songea tout d'abord qu'à maintenir la tranquillité dans ses provinces et à s'assurer de la neutralité absolue de Buenos-Ayres. L'envoi de M. Loureiro auprès du général Mitre en 1863 n'eut probablement pas d'autre but. Des incidens nouveaux modifièrent la situation.

Bien que le général Florès ne reçût de la confédération aucun appui officiel, la ville de Buenos-Ayres au moins l'accompagnait de ses vœux. Soit que le gouvernement national fût trop faible pour

s'y opposer, soit qu'il y mît une certaine complaisance, il paraît hors de doute qu'il arriva du territoire argentin aux insurgés des secours d'armes, de vivres et même d'hommes. Le gouvernement oriental s'en émut, et à la suite de certains actes hostiles suivis de représailles immédiates les Argentins établirent une escadrille en face de l'îlot de Martin-Garcia. La possession de cette petite île, très rapprochée de la côte orientale et longue à peine de deux milles, est d'une importance capitale au point de vue de la navigation dans la Plata. Située à l'endroit où les canaux du fleuve se resserrent, elle domine complétement la passe de l'ouest, la seule où les bâtimens d'un fort tonnage puissent s'engager, et deviendrait facilement une position militaire redoutable. Durant les guerres de Rosas, quelques batteries assez mal armées y suffirent pour maintenir le blocus du Parana et de l'Uruguay. Le traité du 10 juillet 1853 entre la France, l'Angleterre et la confédération argentine reçut même une clause portant que l'île ne pourrait appartenir qu'à un état ayant adhéré au principe de libre navigation. Depuis 1852, Martin-Garcia était occupée par quelques soldats argentins; néanmoins la présence d'une escadrille excita de vives réclamations de la part de Montevideo. Le Paraguay, commençant à sortir de l'immobilité et de l'isolement où l'avaient tenu ses deux premiers présidens, protesta de son côté contre un acte qu'il considérait comme une atteinte à la liberté du fleuve. Le gouvernement argentin cependant ne prenait souci que de l'attitude du Brésil, dont il craignait les desseins sur la bande orientale autant que l'empire redoutait ses projets d'union avec Montevideo. Il proposa de laisser la solution du conflit à l'arbitrage impérial, espérant ainsi empêcher toute action isolée et paralyser toute intention de conquête, s'il en eût réellement existé. Montevideo refusa l'arbitrage. Dès lors la confédération, sans s'inquiéter du Paraguay, maintint son escadrille à Martin-Garcia, et, tout en protestant officiellement de sa neutralité, ne dissimula plus ses sympathies pour Florès.

En présence de cette situation nouvelle, le Brésil avait le choix entre deux partis, ou bien soutenir contre Florès et les Argentins le gouvernement *blanquillo*, ou bien sympathiser avec l'insurrection *colorado* et accepter la communauté d'action que proposait Buenos-Ayres. L'attitude de la province jadis rebelle du Rio-Grande détermina sa conduite. Parmi les réclamations que le gouvernement brésilien présentait depuis 1856 au cabinet oriental, la plupart intéressaient cette province, qui demandait en outre l'accomplissement des promesses relatives aux frontières et à la navigation de l'Uruguay, dont le Brésil, en 1851, avait fait le prix de son

alliance contre Rosas. Florès y comptait donc de nombreux partisans et en recevait des secours en hommes et en argent. Au commencement de la session législative de 1864, les députés du Rio-Grande interpellèrent violemment le gouvernement sur son attitude dans la question orientale, et, sans aller encore jusqu'à exiger une alliance déclarée avec Florès, le sommèrent d'obtenir, fût-ce par la force, le redressement de tous leurs griefs. Sans trop s'irriter d'avoir la main forcée, le gouvernement promit d'agir. De ce moment, les événemens se hâtent. Buenos-Ayres, qui s'inquiète alors de la situation qu'elle a en partie créée, essaie sincèrement cette fois d'amener une pacification qui ne laissera plus de prétexte à l'intervention; mais il est déjà trop tard. L'armée brésilienne se joint aux partisans *colorados* (novembre 1864), tandis que l'escadre établit un blocus bientôt converti en bombardement. Le Salto et Paysandu tombent, Montevideo est investi (janvier 1865), et Florès ne tarde pas à y rentrer en vertu d'un traité qui lui rend le pouvoir, tandis que l'armée brésilienne reste campée sous les murs de la ville (20 février 1865).

La confédération argentine n'avait qu'à accepter le fait accompli; mais il n'en était pas de même pour le Paraguay, dont le nouveau président, don Solano Lopez, redoutait avant tout une entente entre le Brésil et la confédération, avec lesquels il était déjà en conflit. Attribuant au Brésil le projet de s'établir en maître dans l'Uruguay et ne supposant pas aux Argentins des vues moins intéressées, le général Lopez se crut fondé à penser que les deux états méditaient de se partager la navigation de la Plata et de ses affluens. Il regarda l'intervention à Montevideo comme un premier pas dans cette voie, et fit savoir à Rio-Janeiro qu'il considérerait comme un cas de guerre l'entrée des troupes brésiliennes dans l'Uruguay. Passant sans autre déclaration de la menace à l'exécution, il commença les hostilités en saisissant dans le port de l'Assomption un navire brésilien qui venait d'y entrer (novembre 1864) et en envahissant le Matto-Grosso. Puis, comme la confédération argentine lui refusait le passage pour secourir le parti *blanquillo* de Montevideo, dont il s'était fait le protecteur, il jeta brusquement ses soldats dans la ville de Corrientès (14 avril 1865), et s'empara de deux bâtimens argentins à l'ancre dans le port. Le président du Paraguay entamait ainsi de propos délibéré la guerre contre ses deux voisins, auxquels, ainsi qu'il devait s'y attendre, le nouveau gouvernement installé à Montevideo par l'armée brésilienne ne tardait pas à se joindre. Le 1er mai 1865, un traité signé à Buenos-Ayres confirma l'alliance du Brésil, de la confédération argentine et de l'Uruguay contre le gouvernement du Paraguay. Les alliés

s'engageaient à respecter le territoire paraguayen, moins les parties contestées; mais ils s'obligeaient à poursuivre la guerre tant que le général Lopez conserverait le pouvoir. Malgré le peu de connaissance que l'on a de l'histoire intérieure du Paraguay, il faut essayer d'examiner si réellement les ressources du pays permettaient au président de concevoir quelques espérances.

II.

L'état du Paraguay, sous le nom de république et malgré l'apparence de certaines institutions constitutionnelles, vit en réalité sous un pouvoir entièrement despotique. Avec le titre modeste de président, le chef de l'état tient dans ses mains tous les rouages du gouvernement et de l'administration. Il choisit et révoque à son gré tous ceux qui tiennent les emplois publics, même les magistrats. Il a le commandement de l'armée, dont les officiers de tout grade restent toujours à sa discrétion. Il fait la paix et la guerre. Il édicte des lois qui, s'il le veut, n'émanent que de lui; il fixe lui-même la quotité, l'assiette et la répartition des impôts, perçus soit en espèces, soit en nature. Parfois il convoque sous le nom de congrès national une sorte d'assemblée délibérante et consent à lui demander une approbation qui n'est jamais refusée; mais ces réunions ne sont pas périodiques, le président seul en détermine l'opportunité. Les lois pénales comme les lois civiles ne fonctionnent qu'à son gré. L'état a monopolisé jusqu'au commerce et à l'industrie. L'esclavage a été supprimé en 1848, mais pour l'avenir seulement : les enfans d'esclaves naissent libres, leurs pères restent esclaves jusqu'à leur mort. L'institution devenait inutile, puisque le travail de tous était désormais enrégimenté et soumis à une sévère discipline. Un tel système de gouvernement n'est inscrit dans aucune constitution. Jadis un président a reçu la dictature par une sorte de vote national. Il en a usé pour créer l'état de choses qui vient d'être exposé. La nation s'y est facilement pliée, et aujourd'hui l'habitude de la soumission est assez complète pour que la volonté de celui qui gouverne ou l'intervention étrangère puissent seules désormais mettre des bornes à ce pouvoir exorbitant. Ce n'est pas sans étonnement que l'on voit à côté des populations argentines, si turbulentes et si peu disposées à l'obéissance, un peuple, soumis autrefois comme elles à la domination espagnole et qui l'a secouée à la même époque, accepter sans impatience le joug de l'absolutisme le plus complet. Ce contraste ne s'explique que par la différence des races et par suite du caractère et des sentimens. Les premiers Espagnols qui pénétrèrent dans la Plata remontèrent à la

recherche de l'or les fleuves Paraguay et Parana, leur premier établissement se fit à l'Assomption; mais, quand il fut avéré que l'or ne se rencontrait pas dans ces régions, les nouvelles expéditions, sans avancer aussi loin, ne dépassèrent guère Buenos-Ayres ou tout au plus Corrientès. Les familles d'origine européenne demeurées à l'Assomption, presque sans relations avec la mère-patrie, abdiquèrent peu à peu les préjugés de la couleur, et se rapprochèrent des populations indiennes du voisinage. C'était une race de mœurs douces et tranquilles, d'habitudes pacifiques et nonchalantes. En butte aux attaques de tribus plus belliqueuses, elle-même sollicita le secours des Espagnols contre des voisins dangereux. Des rapports intimes s'établirent, et insensiblement il se forma une population métisse où les Espagnols, bien moins nombreux, finirent par se confondre presque entièrement avec les Indiens. D'autres tribus indigènes vinrent probablement se joindre à ce peuple, qui ne leur était plus étranger. La destruction des établissemens des jésuites accrut encore l'élément indien. Les anciens habitans des Missions, fuyant de nouveaux maîtres, furent heureux de s'établir au Paraguay auprès d'hommes de leur race. La population paraguayenne resta donc presque en totalité composée d'Indiens. La langue parlée en fournit la preuve. L'espagnol, réservé pour les actes officiels, cède dans la vie habituelle la place au guarani, qui s'est conservé comme le véritable idiome national. Ce fait établit, ce semble, la prédominance de l'élément indigène. C'est donc, on peut le dire, une partie de la race peuplant autrefois l'Amérique du Sud, qui, par un exemple unique, se constitue en nation au Paraguay. A ce titre, son histoire peut attirer la curiosité, et la guerre actuelle, où elle se trouve de nouveau en face des anciens conquérans, munie cette fois des armes qu'elle leur a empruntées, mérite de fixer l'attention.

Cette population, mélangée à peine de sang espagnol, conserva le caractère et les instincts primitifs : horreur du travail, disposition à l'obéissance, indifférence complète pour les nouveautés politiques ou gouvernementales, dont la portée lui échappait. Aussi, quand arrivèrent les événemens de 1810, les Espagnols, qui se trouvaient en petit nombre à l'Assomption, furent-ils seuls à s'en préoccuper. Réunis en congrès, ils proclamèrent leur indépendance; mais Buenos-Ayres, prétendant faire du Paraguay une province de la confédération, refusa de la reconnaître. Effrayés de cette menace et sentant le besoin d'organiser les élémens épars de la nation, ils confièrent à l'un d'eux, le docteur Francia, une dictature qui, établie d'abord pour cinq ans, devint ensuite définitive (1816). Francia commença par isoler complétement le pays, en interdit

l'accès aux étrangers et défendit à tout Paraguayen d'en sortir. Dans le mystère et le silence, il se mit à former une petite armée d'Indiens toujours soumis, avec laquelle il dompta la résistance de ceux qui s'opposèrent d'abord à ses vues. Une fois maître absolu, il se trouva en face d'une population peu intelligente, ayant peu de besoins, ennemie du travail régulier. Il avait tout à créer. Éclairé par l'exemple des jésuites, dont les établissemens avaient longtemps prospéré, et adoptant leur système avec moins de douceur toutefois, il imposa aux habitans le travail commun, le seul auquel on pût d'abord les astreindre. Il exigea des redevances, payées le plus souvent en nature, car l'argent était rare et ne circulait pas. Pour tirer parti de ces denrées qu'il recevait à titre d'impôt, l'état dut se faire lui-même commerçant. Pour fixer les Indiens au sol, on les força d'élever des habitations réunies en village. L'état devint entrepreneur et industriel. La tâche journalière de chacun fut réglée. Il ne pouvait être question de liberté personnelle, de garanties sociales. Chaque individu ne fut qu'un membre d'une immense communauté, où sa personnalité disparut, et à laquelle il dut compte de son temps et de ses facultés. Francia mourut en 1842. Son successeur, don Antoine Lopez, tout en conservant à l'intérieur le même système de gouvernement, se sentit assez fort pour le modifier quant aux relations extérieures. Sous Francia, un seul point était ouvert au commerce avec le Brésil, Itapua, sur le Parana. Don A. Lopez songea bientôt à s'ouvrir les fleuves. Menacé par Rosas, il entra dans l'alliance de Corrientès et du Brésil. Son armée, déjà organisée, lui permettait d'être moins timide. L'indépendance du Paraguay fut enfin reconnue en 1852. Aussi le fils de A. Lopez, le général Solano Lopez, qui lui succéda en octobre 1862, entra-t-il plus résolûment dans cette voie. Sans cesser de concentrer tous les pouvoirs politiques et sociaux dans ses mains, sans tolérer encore ni journaux ni manifestation libre de l'opinion, il semble néanmoins montrer quelques dispositions à initier sans secousse le pays à la vie politique. Avant de commencer les hostilités, il a exposé les motifs de sa conduite devant le congrès national, dont il a demandé l'approbation pour l'émission d'un papier-monnaie. Il a pourtant rencontré certains symptômes d'opposition. On a parlé d'un complot dirigé par un ecclésiastique, le père Maïz, d'une conspiration où l'on aurait cherché à soulever quelques nègres encore esclaves, et dans laquelle des étrangers, des Français, auraient été compromis : il a même été question de mésintelligence dans la famille du président; mais l'absence de toute publicité rend difficile de recueillir à cet égard autre chose que de vagues indications. Quoi qu'il en soit, ces tentatives n'ont pas trouvé grand appui dans le

pays, et leurs auteurs les expient probablement au fond de quelque prison. De même que ses prédécesseurs, le président tient peu à attirer les étrangers. C'est pourtant de l'extérieur qu'il fait venir les ouvriers employés à l'arsenal et aux manufactures d'armes de l'Assomption, les mécaniciens de ses bateaux à vapeur, les ingénieurs qui dirigent les travaux du chemin de fer. Des médecins et des pharmaciens anglais, appelés pour soigner les soldats et diriger l'hôpital, sont également autorisés à visiter toutes les classes de la population. Enfin quelques jeunes gens du pays ont été envoyés en France et en Angleterre pour étudier les services publics. Les discussions de frontières avec les états voisins, le désir de maintenir la liberté de navigation, ont déjà modifié complétement les rapports internationaux du pays. Le Paraguay, absolument fermé il y a vingt-cinq ans, possède aujourd'hui entre l'Assomption et Buenos-Ayres une ligne de vapeurs dont le service est parfaitement organisé. Il a un commerce d'exportation estimé en 1863 à 8 millions, et il importe pour une somme à peu près égale. Enfin don Solano Lopez a manifesté l'intention de prendre part à l'exposition française de 1867, et il cherche les moyens de faire parvenir à Paris, malgré le blocus du Parana, les échantillons des produits de son pays. Si, laissant de côté la question du système inauguré par le docteur Francia, on se borne à constater ce qu'il a produit, on ne peut qu'être frappé du résultat obtenu. Que l'on songe aux élémens qu'il a fallu mettre en œuvre. La population du Paraguay est aujourd'hui infiniment plus dense que celle des pays voisins. Estimée à 100,000 âmes au commencement de ce siècle, elle serait aujourd'hui, suivant M. Du Graty (1), de 1,450,000 âmes, suivant M. Martin de Moussy, de 350,000 environ, suivant M. le lieutenant de vaisseau Mouchez, de 800,000 (2). Le chiffre de M. Du Graty paraît exagéré. M. Martin de Moussy, dans ses calculs très justes d'ailleurs, semble pourtant n'avoir pas tenu compte de la puissance d'attraction que ce peuple de race indienne doit exercer à mesure qu'il s'organise sur les tribus errantes des territoires environnans. Le gouvernement, laissant une partie du pays encore déserte, a cherché habilement à concentrer la population sur un espace assez restreint. Ainsi, tandis que plus de deux millions d'Indiens errent dans les forêts du Brésil et dans les déserts de la confédération argentine, sans cesse menaçans et refusant de s'assimiler aucun des élémens de la civilisation européenne, les Indiens du Paraguay, devenus sédentaires, cultivent, travaillent et

(1) *Histoire du Paraguay*, Paris 1862.

(2) Carte du Paraguay, 1862. Dépôts des cartes et plans de la marine.

prennent toutes les allures d'une nation organisée. C'est là un résultat auquel on ne saurait trop applaudir. La culture fait des progrès; les produits qu'elle fournit suffisent à l'alimentation du pays; le gouvernement lui accorde des primes d'encouragement; le tabac du Paraguay commence à être connu (1); l'exportation de la *yerba-mate*, herbe odorante analogue au thé, donne un revenu de près de 5 millions. Le président avait réussi en 1863 à faire planter 16,600,000 pieds de cotonniers, produisant environ 4,000 balles. Les environs de l'Assomption possèdent déjà quelques routes carrossables; le chemin de fer de l'Assomption à Villa-Rica est presque terminé. Enfin, depuis 1856, le Paraguay a émis 200,000 piastres fortes (à 5 fr. 10 c.) environ en monnaie de papier, et ce papier est resté au pair du métallique, contrairement au papier argentin, qui subit une énorme dépréciation. Il est vrai que le papier paraguayen n'a guère cours qu'à l'Assomption.

C'est le propre des gouvernemens absolus de chercher à développer la force militaire. Les dictateurs du Paraguay n'y manquèrent pas. Par leurs soins, des manufactures d'armes et des fonderies de canons existent à l'Assomption sous la direction d'ouvriers étrangers. Des forts ont été construits sur la frontière, entre autres la forteresse considérable d'Humayta, et celle d'Itapiru au confluent du Parana et du Rio-Paraguay. La race indienne, disposée à l'obéissance passive, sobre, patiente et méprisant la mort, fournit de bons soldats. En 1862, le général Lopez disposait, d'après la carte de M. Mouchez, de 15 à 18,000 hommes parfaitement disciplinés et tout prêts à combattre pour lui à l'intérieur comme à l'extérieur. En attendant, il les utilisait dans les travaux du chemin de fer. Sa marine se composait de 10 petits vapeurs en bois, construits presque tous dans le port de l'Assomption et propres seulement à la navigation fluviale. Dès que les prétentions de Buenos-Ayres sur l'île de Martin-Garcia firent pressentir la tournure que prendraient les événemens, M. Lopez prit ses dispositions pour agir. L'armée ne dépendait que de lui. N'ayant aucun contrôle à subir, il pouvait l'organiser à son gré, l'augmenter sans autre limite que le chiffre de la population. Une levée générale de tous les hommes en état de servir fut ordonnée et opérée avec une grande rigueur. Les nouvelles recrues se réunissaient dans un camp près de l'Assomption, où elles étaient exercées au maniement des armes. De là on les envoyait soit à Cerro-Leon, sur le haut Paraguay, soit sous les murs de Humayta. En 1864, l'armée dut compter de 40 à 42,000 hommes immédiatement disponibles. Le recrutement continua cependant,

(1) Le tabac du Paraguay a obtenu une médaille à l'exposition universelle de Londres.

et, au dire de témoins oculaires, on enrôla jusqu'à des adolescens de seize ans. Les troupes sont organisées sur le modèle des armées européennes. Elles paraissaient assez bien équipées à l'ouverture des hostilités; mais, autant qu'on en peut juger à distance, les cadres et les officiers leur manquaient, ce qui s'explique par l'état moral de la population. Elles se composaient de 40 bataillons d'infanterie de 700 hommes chacun, formant un total de 28,000 hommes, de 32 régimens de cavalerie de 500 hommes, soit 16,000 hommes, de 3,000 artilleurs avec 120 pièces de canon. Quant aux finances, le président n'avait pas à s'en préoccuper, le soldat ne touchant d'autre paie que la nourriture et l'équipement. Enfin il possédait 18 vapeurs de petite dimension, mais armés d'une forte artillerie. Aussi put-il, le 4 décembre 1864, jeter subitement dans la province de Matto-Grosso 10,000 hommes qui, remontant le Rio-Paraguay escortés de chalands chargés de vivres, s'avancèrent jusqu'à Cuyaba, capitale de la province.

Les institutions militaires d'une nation procèdent toujours de son organisation politique et sociale. On doit donc s'attendre à trouver de notables différences entre ce qui vient d'être dit du Paraguay et ce qui existe dans les trois états alliés. Chez ces derniers, la composition, le mode de formation de l'armée, le nombre d'hommes sous les drapeaux, tout est réglé par la loi. La crainte de porter atteinte à la liberté individuelle y a fait reculer devant l'idée d'imposer par une conscription permanente l'obligation du service militaire. En temps ordinaire, l'armée se recrute par les engagemens volontaires. Ce système, qui a, entre autres inconvéniens, celui d'imposer au trésor des dépenses considérables hors de proportion avec les ressources effectives qu'il procure, est adopté au Brésil aussi bien que dans les républiques argentine et orientale. Toutefois les différences qui existent dans la forme même du gouvernement de chacun de ces états ne laissent pas subsister une analogie complète dans les institutions militaires.

Au Brésil, c'est aux chambres seules qu'appartient l'initiative en matière de recrutement; mais, une fois le mode adopté, le chiffre des hommes à tenir sous les armes fixé et le budget de la guerre réglé, le reste est du ressort du pouvoir exécutif. C'est lui seul qui préside à la formation des divers corps, qui veille au service de chaque arme, à tout ce qui concerne l'équipement et l'entretien des arsenaux. L'armée brésilienne, en 1864, comptait environ 25,000 hommes ainsi répartis : 16,000 hommes d'infanterie, partagés en 21 régimens; 4,500 de cavalerie, formant 6 régimens; 3,500 d'artillerie, dont 1 régiment d'artillerie monté, plus 1 régiment du génie. Ce chiffre est peu considérable sur une population

libre de 6 millions d'âmes (les noirs esclaves ne servent pas); mais on a tenu à n'enlever que le moins de bras possible à l'agriculture et à l'industrie. L'empire entretient aussi une école militaire et une école d'application pour l'instruction des jeunes officiers sur le modèle des écoles européennes. Le budget de la guerre pour 1861-1862, y compris les dépenses d'administration, montait à 33,495,117 francs, — dont 18,271,254 francs pour le personnel de l'armée proprement dite, et 5,280,470 francs pour le matériel. — Le budget de 1863-1864 a été à très peu de chose près le même. L'empire possède des manufactures d'armes et de poudre et une fonderie de canons.

En temps de paix, l'armée, disséminée dans les provinces, qui forment autant de subdivisions militaires, y maintient l'ordre public. L'immense étendue de l'empire et l'absence sur beaucoup de points de routes praticables rendent difficile en cas de guerre la rapide concentration des troupes. Les provinces ne peuvent d'ailleurs pas rester entièrement dégarnies. Le chiffre des hommes prêts à entrer immédiatement en campagne est donc fort inférieur à celui qui vient d'être indiqué. Après que les hostilités contre Montevideo eurent été décidées, il fallut un temps assez long pour amener à la frontière les 10,000 hommes qui rejoignirent le général Florès, et pour les pourvoir d'un matériel suffisant. Dès cette époque, on augmenta le chiffre des engagemens volontaires en offrant des primes plus élevées (mai 1864). En temps de guerre, on a recours à la mobilisation d'une partie déterminée de la garde nationale. Ce n'est en somme autre chose que le recrutement forcé appliqué pendant un temps limité. On évalue à 25,000 hommes le nombre des gardes nationaux qui peuvent être immédiatement mobilisés. Cette mesure, autorisée par les chambres à la fin de 1864, fut mise à exécution dès que le Paraguay eut commencé les hostilités; on réunit ainsi 15,000 hommes. Ce sont les délégués militaires et civils du pouvoir exécutif qui surveillent ce recrutement; les conseils provinciaux n'ont pas à y intervenir. Il y a dans chaque chef-lieu de province un commandant militaire supérieur, un état-major complet, une garnison qui fournit les cadres dans lesquels sont versées les nouvelles recrues. Le commandement des gardes nationaux mobilisés reste confié à des officiers pris dans l'armée ou sortant de l'école militaire. Quand les événemens exigent de la célérité, ce système n'est pas sans inconvénient; outre la lenteur avec laquelle s'opère la réunion des recrues au milieu d'une population extrêmement disséminée, il faut encore du temps pour faire l'éducation des nouveaux soldats; enfin les hommes, venus de provinces éloignées et peu habitués au métier des armes, supportent souvent

avec peine le changement de vie et de climat. Le corps de santé de l'armée et les hôpitaux semblent assez bien organisés. Ce service entrait dans le budget de 1863-1864 pour 1,600,000 francs environ. Des chirurgiens militaires sont attachés à chaque corps. L'intendance, établie sur le modèle de l'intendance française, fonctionne régulièrement. Ces élémens réunis ont permis au Brésil d'envoyer successivement du mois de décembre 1864 au mois de juillet 1866, et sans dégarnir complétement les provinces, plus de 50,000 hommes sur le théâtre de la guerre, dont, à vrai dire, il a supporté à peu près tout le poids.

La marine brésilienne offrait, au commencement des hostilités, des ressources plus immédiatement disponibles; c'est le concours de la flotte qui a seul permis de poursuivre la lutte. En 1862, elle se composait de 60 navires, 31 à voiles et 29 à vapeur. Le budget, y compris les frais d'administration, était fixé à 19 millions de francs environ, dont 3,500,000 francs pour la réserve des arsenaux, et 5,977,632 francs pour l'amélioration et l'entretien du matériel. Ce dernier chiffre a progressivement augmenté dans les deux budgets suivans. Depuis le conflit avec l'Angleterre, le gouvernement brésilien a en effet cherché à transformer rapidement son matériel. Le nombre des navires à vapeur s'est accru; des bâtimens cuirassés, corvettes ou avisos, ont été commandés en France et aux États-Unis; les chantiers de Rio ont mis eux-mêmes à flot une corvette cuirassée. Depuis le commencement de la guerre, ces mêmes chantiers ont fourni cinq autres bâtimens cuirassés d'un faible tirant d'eau, construits spécialement pour la navigation des fleuves. Les forêts du Brésil fournissent les matériaux nécessaires aux constructions navales, mais le manque de voies de communication en rend l'emploi assez difficile. Ce sont toujours les conditions physiques et la disproportion entre le nombre des bras et l'étendue du territoire qui, au point de vue politique comme au point de vue militaire, s'opposent à la mise en œuvre des ressources dont l'empire dispose. Au commencement de 1865, la flottille employée dans les rivières contre le Paraguay se composait de 17 chaloupes canonnières, dont 4 cuirassées, montées par 4,000 marins environ et armées de 77 bouches à feu.

Les ressources militaires de la confédération argentine sont fort inférieures à celles du Brésil. En 1864, l'armée argentine ne comptait que 6,200 hommes, divisés presque également en bataillons et compagnies d'infanterie, armés de fusils à percussion, et en régimens de dragons et de grenadiers à cheval, tous armés du sabre et de la lance, arme nationale à laquelle les dragons joignent en outre la carabine. Il existait aussi quelques compagnies d'artillerie mu-

nies de pièces de campagne de petit calibre. L'armée, recrutée par les engagemens volontaires, contient dans ses rangs un assez grand nombre d'étrangers, Français et Irlandais surtout, attirés par l'appât des primes d'engagement. Le service militaire est aussi parfois imposé à titre de punition pour certains délits plus ou moins graves. Les troupes sont sous les ordres du gouvernement national, siégeant à Buenos-Ayres; mais ni le président de la république, ni le ministre de la guerre ne sont libres de l'organiser à leur gré. Ils ne peuvent nommer les officiers supérieurs. Toute nomination, à partir du grade de colonel, doit être approuvée par les chambres. Ces dernières sont également en droit d'instituer des commissions d'inspection indépendantes du pouvoir exécutif et chargées de contrôler le personnel, ce qui diminue d'autant l'autorité nécessaire au commandement supérieur. Tout citoyen argentin de dix-sept à quarante-cinq ans, sauf quelques exceptions spécifiées, fait partie de la garde nationale. Une portion de cette garde est sujette à la mobilisation : c'est ce qu'on appelle les milices. Cette mesure, ordonnée par le gouvernement national, c'est-à-dire par le président de la république avec autorisation des chambres, est exécutée par les gouvernemens provinciaux, qui peuvent ainsi la retarder ou l'éluder. Bien que la confédération soit partagée en cinq subdivisions militaires, commandées chacune par un brigadier-général, il n'existe pas, à proprement parler, de lieu disposé pour recevoir et former les nouvelles recrues en dehors du petit camp de San-Jose, près du fleuve Uruguay. En temps ordinaire, l'armée de ligne est disséminée le long des frontières, dans quelques fortins destinés à tenir les Indiens en respect. Au moment où s'ouvrirent les hostilités contre le Paraguay, les gardes nationales mobilisées, sans instruction préalable, sans cadres organisés, durent entrer immédiatement en campagne. Elles y apportèrent un esprit d'insubordination assez peu compatible avec des opérations militaires. Quelques jours après leur arrivée au camp, au mois de juillet 1865, celles de l'Entre-Rios et de Corrientès, sous les ordres du général Urquiza, se débandèrent et désertèrent en masse. Au mois de décembre 1865, le général Mitre dut interdire par un ordre du jour sévère toute discussion politique au camp; pourtant les troupes argentines étaient contenues par le voisinage de l'armée brésilienne, beaucoup plus docile. Pendant la guerre contre Rosas en 1852 et plus tard en 1859, il y eut de 25 à 50,000 Argentins sous les armes; mais c'étaient surtout des bandes de partisans, des cavaliers *gauchos*, comme on les appelle dans le pays, qui, sans s'astreindre au service régulier, tenaient la campagne pendant quelques jours et se débandaient après une bataille ou quelque pillage. De pareils élémens, bons peut-être pour la guerre civile,

ne pouvaient être employés utilement dans une campagne régulière contre un ennemi étranger.

Depuis quelques années, on a créé au collége de l'Uruguay une sorte d'école militaire destinée à former de jeunes officiers. Cette institution est encore à l'état d'essai. Les officiers qui commandent les gardes nationaux mobilisés sont choisis parmi eux, et n'ont probablement guère plus d'instruction que les soldats. La confédération ne possède ni arsenaux, ni fonderie de canons, ni manufacture d'armes. Le service de santé, celui des intendances ne sont pas organisés. C'est la charité privée à peu près seule qui a pris soin des malades et des blessés pendant la guerre. On a organisé à Buenos-Ayres des quêtes en leur faveur, et sur le champ de bataille ce sont presque uniquement les chirurgiens attachés à l'armée brésilienne qui sont restés chargés des ambulances. Avec une organisation aussi imparfaite, l'armée absorbe pourtant plus de la moitié du budget de la république, environ 3 millions de piastres, c'est-à dire plus de 15 millions de francs. Il est vrai que, par une conséquence des guerres civiles et des changemens de gouvernement, le chiffre de l'état-major est énorme, et que la solde de ces officiers de tout grade, la plupart sans emploi, entre pour une très grande partie dans les dépenses militaires. Un message du vice-président de la république du 1er mai 1866 fixe à 25,000 le nombre des soldats argentins qui jusqu'à cette époque avaient pris part à la guerre. Cette allégation semble exagérée. Il ne paraît pas que le contingent argentin, qui eut, il est vrai, à pourvoir à d'assez fortes pertes, ait jamais dépassé 10,000 hommes; il est actuellement bien au-dessous de ce chiffre.

Il n'existe pas de marine militaire. La confédération a simplement converti quelques vapeurs de commerce en navires de guerre assez mal armés. Elle a trouvé facilement des équipages parmi les nombreux mariniers, les Italiens surtout, qui font le cabotage sur les rives du Parana et de l'Uruguay. Le rôle de cette flottille s'est borné à transporter des troupes et du matériel, et à exécuter quelques sondages.

La république orientale n'a pas, à proprement parler, d'armée régulière. Quelques centaines d'hommes seulement avaient été demandés sous les gouvernemens précédens aux engagemens volontaires. Le budget de la guerre est pourtant relativement considérable, mais il sert surtout à entretenir un nombre exorbitant d'officiers sans troupes. La garde nationale mobilisée fournit seule les élémens de l'armée. Elle fut réorganisée par un décret du général Florès du 8 mai 1865. Les mêmes défauts qui viennent d'être signalés pour Buenos-Ayres se retrouvent à Montevideo. Toutefois le

général Florès recruta d'abord avec assez de facilité le contingent oriental de 1,500 fantassins et de 3 ou 4,000 cavaliers qu'il s'était engagé à fournir. Les partisans *colorados* qui venaient de faire la guerre avec lui le suivirent dans cette nouvelle campagne, et y déployèrent comme lui une grande bravoure. Ils formèrent constamment l'avant-garde et furent cruellement éprouvés; mais on ne put les remplacer par de nouvelles recrues. Celles-ci désertaient soit en arrivant, soit même en chemin. Au mois d'août 1866, le contingent oriental au Paraguay comptait à peine deux ou trois cents hommes.

III.

Ce qui vient d'être dit montre que le président du Paraguay était seul en mesure d'entrer en campagne. Quand le 4 décembre 1864 ses troupes envahirent le Matto-Grosso, elles trouvèrent la province presque sans défense. Quelques hommes seulement restaient dans la forteresse de Coïmbra et dans les postes fortifiés d'Albuquerque, Corumba et Dourado, le long du fleuve Paraguay. Ces petites places se rendirent l'une après l'autre; toutefois la courte résistance qu'elles opposèrent donna le temps de concentrer à Cuyaba, chef-lieu du Matto-Grosso, quelques centaines de gardes nationaux et les compagnies de ligne qui tenaient garnison dans les provinces voisines de São-Paulo et de Goyaz. Du reste Cuyaba ne fut pas menacée. Le général Lopez eût pu s'en tenir là. Il se trouvait en possession des territoires contestés, et le Brésil, empêché par la neutralité de la confédération argentine de l'attaquer au sud par terre, eût été singulièrement embarrassé pour prendre l'offensive du côté du nord. La population brésilienne se montrait, il est vrai, surtout à Rio, très disposée à la guerre. Le chiffre des engagemens volontaires, rapidement augmenté, portait déjà l'armée à plus de 30,000 hommes. Un décret de janvier 1865 mobilisa 15,000 gardes nationaux sans que les chambres, favorables à la guerre, fissent aucune difficulté pour autoriser l'application de ce mode de recrutement, qui opéra concurremment avec les engagemens volontaires. Les chambres votèrent aussi d'enthousiasme un emprunt de 120 millions de francs. L'empereur s'occupa lui-même de remplir les arsenaux, dont les ressources ne suffisaient plus à équiper une armée portée à plus du double de l'effectif ordinaire; mais tous ces préparatifs demandaient du temps. Une partie de l'armée brésilienne disponible était encore retenue dans l'Uruguay. On s'inquiétait surtout des difficultés que présenterait le transport des troupes à travers les déserts et les forêts presque inconnues de São-Paulo

et du Matto-Grosso, quand, outre son artillerie, il lui faudrait traîner derrière elle les vivres nécessaires. Le président Lopez se chargea lui-même d'aplanir ces difficultés en forçant la république argentine à sortir de la neutralité.

Le prétexte et probablement le véritable but de la guerre entreprise par le président du Paraguay, c'était le maintien contre le Brésil du gouvernement de Montevideo et la défense de la libre navigation de la Plata. La diversion opérée sur le haut Paraguay n'étant pas de nature à inquiéter assez immédiatement le Brésil pour que son armée abandonnât Montevideo, il fallait se décider soit à diriger une attaque plus directe contre le centre de l'empire, soit à venir combattre les Brésiliens dans la Bande-Orientale. Il était donc indispensable de traverser le territoire argentin. La route du nord-ouest au sud-est longeant le cours du Parana, presque impraticable pour l'armée brésilienne, l'était également pour les Paraguayens. Le président Lopez demanda le 24 janvier 1865 à Buenos-Ayres le passage par le territoire des Missions jusqu'à l'Uruguay. On le lui refusa. Le 18 mars, M. Lopez fit voter par le congrès de l'Assomption la déclaration de guerre à la confédération argentine, et dès le 14 avril l'avant-garde de l'armée paraguayenne, réunie au nombre de 30,000 hommes environ sur la rive droite du Parana, auprès du confluent de ce fleuve avec le Rio-Paraguay, dans le camp retranché d'Itapiru, passa sur la rive gauche, entra sans coup férir dans Corrientès, tandis que quatre vapeurs paraguayens pénétraient dans le port et y saisissaient deux vapeurs argentins.

La brusque attaque de Corrientès ne causa pas à Buenos-Ayres moins d'émotion que l'invasion du Matto-Grosso n'en avait excité à Rio-Janeiro. Un décret du gouvernement ordonna la mobilisation de vingt-neuf bataillons de gardes nationales, chacun de 500 hommes. Les gouvernemens provinciaux s'empressèrent de donner leur adhésion à cette mesure. Des listes d'engagemens volontaires s'ouvrirent partout. On rappela en toute hâte les troupes de ligne qui garnissaient les frontières, sauf à les remplacer contre les Indiens par des gardes nationales. Les négociations politiques entamées avec le Brésil et le nouveau gouvernement de Montevideo ayant abouti à un traité d'alliance signé le 1er mai 1865, des négociations ultérieures déterminèrent la quotité du contingent à fournir par chacun des alliés, et fixèrent le rendez-vous général à la Concordia, village argentin de l'Entre-Rios, situé sur la rive droite de l'Uruguay, à quatre-vingts lieues de l'embouchure. Ce fut sur ce point que les troupes argentines eurent ordre de se diriger à mesure qu'elles se formaient. Les corps brésiliens qui se trouvaient

déjà dans l'Uruguay, très éprouvés par la maladie, durent se réorganiser et se compléter près des ports du Salto et de Paysandu, sur la rive gauche de l'Uruguay, de manière à présenter un effectif de 15 à 20,000 hommes. Un autre corps brésilien d'environ 10,000 hommes, partie garde nationale mobilisée, partie engagés volontaires, se formait en même temps dans la province du Rio-Grande, et on cherchait à rassembler près de Rio-Janeiro une réserve de 20,000 hommes. De son côté, le général Florès recrutait à Montevideo les 5,000 hommes qu'il devait fournir et les dirigeait à mesure sur la Concordia.

L'escadre brésilienne, sous le commandement supérieur de l'amiral baron de Tamandaré, dont une partie se trouvait déjà dans le Parana depuis le mois d'avril, se mit immédiatement en mouvement. Dès les premiers jours de mai 1865, la première division, sous les ordres du commandant Barroso et composée de neuf vapeurs, dont un cuirassé, arriva devant Corrientès, et établit un blocus rigoureux un peu au-dessous du port, là où les eaux du fleuve n'étaient pas trop basses pour empêcher les manœuvres. Une flottille de canonnières brésiliennes entrait en même temps dans le fleuve Uruguay pour protéger le point de ralliement des alliés à la Concordia. Enfin le général argentin Paunero, à la tête d'environ 1,500 hommes de troupes de ligne, presque tous Français ou Irlandais, transportés par la marine brésilienne jusqu'à Corrientès, essaya le 25 mai de reprendre la ville par un coup de main. Appuyé par le feu des navires brésiliens, il réussit à y pénétrer et à s'y maintenir un jour; mais il fut forcé de l'évacuer le lendemain devant des forces supérieures.

En effet, le corps paraguayen d'environ 10,000 hommes qui avait le premier passé le Parana, prenant pour base d'opérations la ville de Corrientès, s'était dirigé vers l'angle opposé du quadrilatère formé par l'Uruguay et le coude du Parana, quadrilatère qui comprend les provinces argentines de l'Entre-Rios et des Missions. Il avait pour objectif la province brésilienne du Rio-Grande-do-Sul, où il devait pénétrer en traversant l'Uruguay près de la frontière orientale où ce fleuve n'est distant que de dix-huit lieues environ du fleuve Parana. Un autre corps paraguayen, et c'était celui même dont l'approche décidait la retraite du général Paunero, composé de 10,000 hommes environ, devait suivre à partir de Corrientès le cours du Parana et s'avancer vers l'embouchure de l'Uruguay. Le reste de l'armée paraguayenne demeurée sur la rive droite du Parana, soit à Humayta, soit dans le camp retranché d'Itapiru, servirait de réserve pour renforcer tour à tour l'un et l'autre corps. Le

maréchal (1) Lopez dut aussi faire entrer dans ses plans le concours qu'il comptait trouver parmi les ennemis du gouvernement argentin, surtout chez les populations entrerianes. Il se trompait à cet égard : loin de l'aider, les provinces de l'Entre-Rios envoyèrent, sous les ordres du général Urquiza, leur contingent au camp de la Concordia. Il est vrai qu'il ne tarda pas à déserter en masse, mais sans pour cela prêter un appui actif à l'invasion.

La grande difficulté pour les troupes envahissantes dut être de se procurer les moyens de vivre dans ces contrées peu peuplées et mal cultivées. Le maréchal Lopez avait sévèrement défendu le pillage dans l'Entre-Rios, probablement pour ne pas mécontenter une population qu'il espérait toujours se rallier. On doit dire à la louange de l'armée paraguayenne que ses ordres à cet égard furent presque partout exécutés fidèlement. Le corps paraguayen traversant l'Entre-Rios remonta probablement le coude du Parana jusqu'à l'endroit où il est le moins éloigné de l'Uruguay, et put être suivi sur le fleuve par des chalands chargés de vivres. Sa marche fut donc assez rapide. Arrivé devant l'Uruguay, il se sépara en deux divisions : la première, de 6 à 7,000 hommes, traversa le fleuve le 10 juin, pénétra dans San-Borja, abandonnée par ses habitans, puis, descendant la rive gauche, entra dans Itaqui et vint assiéger Uruguyana, point extrême touchant la frontière orientale. Elle s'empara de cette ville au bout de quelques jours. La seconde division, forte de 3,500 hommes à peu près, restée sur la rive droite, la descendait parallèlement pour conserver le libre passage du fleuve et marcher vers la Concordia à la rencontre du corps venant du Parana, avec lequel elle eût attaqué le camp des alliés; mais le corps du Parana, sous les ordres du général Roblès, ne poursuivait que lentement le général Paunero en retraite sur la Concordia. Après être entré à Goya et à Bellavista, il suspendit sa marche, arrêté probablement par la difficulté de vivre. En effet, l'escadre brésilienne, établie devant Corrientès, empêchait les chalands paraguayens de descendre le Parana avec le matériel et les subsistances. Elle menaçait même de couper, si les eaux venaient à monter, les communications avec la rive droite et le camp d'Itapiru. Il importait au maréchal Lopez de forcer le blocus et de dégager le fleuve. Le 11 juin, la flottille paraguayenne, composée de 8 vapeurs, tous en bois, mais munis d'une artillerie de gros calibre, et de 6 chalands, également armés de forts canons, vint attaquer la division brésilienne, forte de 9 canonnières, dont une

(1) M. Lopez s'est vu décerner le titre de maréchal par le congrès réuni à l'Assomption le 5 mars 1865 après la déclaration de guerre à la république argentine.

cuirassée, qui commandait le cours du fleuve. L'infériorité de ses forces navales avait suggéré au maréchal Lopez l'idée assez ingénieuse d'établir sur la côte 26 pièces d'artillerie attelées, disposées en batteries volantes, qui, suivant toutes les évolutions de l'escadre, couvrirent de leurs feux les navires brésiliens. Le combat fut long et très acharné. Les Paraguayens, qui se battaient pour la première fois, montrèrent une extrême bravoure. Le succès des Brésiliens fut dû surtout au commandant Barroso, qui, usant de la supériorité d'évolutions du navire cuirassé qu'il montait, et imaginant une manœuvre pratiquée depuis avec un égal succès par l'amiral autrichien Tegethoff à Lissa, se lança à toute vapeur sur l'escadre paraguayenne, et, abordant successivement quatre navires ennemis par le travers, les coula tous quatre du choc. Le reste de l'escadrille, aux trois quarts désemparé, dut regagner le fleuve Paraguay et chercher un abri sous les canons d'Humayta. Telle fut l'issue du combat du Riachuelo. L'attaque vigoureuse des Paraguayens et les feux partis de terre avaient causé aux Brésiliens des pertes sensibles; mais le but du maréchal Lopez n'était pas atteint: le blocus était maintenu, et le corps d'armée du Parana demeurait sans vivres et menacé de se voir couper sur ses derrières, si l'escadre brésilienne dépassait Corrientès. Dans ces conditions, loin de songer à s'avancer vers la Concordia et l'Uruguay, on dut se replier vers Corrientès. Le général Roblès, à qui on reprochait la lenteur de sa marche, fut destitué et mis en jugement. La retraite de son corps d'armée eut de fâcheuses conséquences pour le corps opérant sur l'Uruguay.

L'armée alliée avait fini par s'organiser à la Concordia. Bien que les gardes nationales argentines et les renforts brésiliens n'arrivassent que lentement, bien que le contingent levé dans l'Entre-Rios se fût débandé et dispersé quelques jours après son arrivée au camp, elle comptait à la fin de juin 15,000 Brésiliens, 4 ou 5,000 Orientaux et 6,000 Argentins, en tout 25,000 hommes environ. Aux termes du traité du 1er mai, la guerre ayant lieu sur le territoire argentin, le général Mitre avait le commandement en chef de toute l'armée. Le commandement spécial des troupes brésiliennes était confié au général Osorio; le général Florès commandait les Orientaux. L'empereur dom Pedro II lui-même quitta Rio pour diriger en personne la défense du Rio-Grande. Il arriva dans cette province le 20 juillet avec ses deux gendres, le comte d'Eu et le duc de Saxe, les généraux Cabral et de Beaurepaire-Rohan, et le ministre de la guerre. Sa présence sembla donner plus d'activité aux mouvemens des alliés. D'ailleurs, une fois le corps paraguayen du Parana rentré à Corrientès, on n'avait plus à s'occuper que d'ar-

rêter le corps de l'Uruguay. Le général Florès, qui commandait l'avant-garde de l'armée, quitta la Concordia au commencement d'août, remontant la rive droite de l'Uruguay avec 8,000 hommes environ, 5,000 Orientaux et une division brésilienne de 3,000 hommes. Le corps argentin du général Paunero, débouchant enfin après une marche très pénible des bas-fonds marécageux et des forêts de palmiers qui couvrent une partie de la province de Corrientès et de l'Entre-Rios, ne tarda pas à le rejoindre portant ses forces à plus de 9,000 hommes et 36 canons. Il rencontra, le 13 août, près du village argentin Restauracion, sur la rivière Yatay, la division paraguayenne de 3,500 hommes qui descendait la rive droite du fleuve, sous les ordres du major Duarte. L'action s'engagea aussitôt. Elle fut très vive, et malgré la disproportion des forces les Paraguayens, entourés de tous côtés, écrasés par l'artillerie, n'ayant ni canons ni cavalerie, refusèrent de se rendre, et se défendirent en désespérés. Au dire des bulletins alliés, ils laissèrent 1,000 morts sur le champ de bataille. Le reste se dispersa ou fut fait prisonnier. Les alliés ne perdirent que deux cent cinquante hommes (1).

Après la prise d'Uruguyana, la deuxième division paraguayenne voulait continuer sa marche sur la rive gauche. La déroute du major Duarte, qu'elle n'avait pu secourir, lui fit rebrousser chemin. Menacée de front par le général Mitre, qui avait quitté la Concordia avec 18,000 hommes environ pour marcher à sa rencontre, sur ses derrières par le corps brésilien formé dans le Rio-Grande, de flanc par les canonnières brésiliennes avec leur artillerie à grande portée, qui essayaient de remonter l'Uruguay; isolée sur le territoire ennemi, sans bases d'opérations, sans vivres, elle se rejeta dans Uruguyana. Le général Mitre l'y suivit. A la fin d'août, la place se trouva assiégée, et le général Florès, repassant sur la rive gauche de l'Uruguay, compléta l'investissement. Le colonel Estigarribia, qui commandait les Paraguayens, refusa d'abord de se rendre au général en chef Mitre. On s'attendait à une défense vigoureuse. L'arrivée de l'empereur au camp, le 11 septembre, avec toute sa maison militaire, changea les dispositions du colonel paraguayen. Le 18 septembre, il rendit la place à l'empereur dom Pedro lui-même, lui livrant, sans avoir tenté une sortie ni essuyé une attaque, 6,000 prisonniers, 5 canons, 9 drapeaux et 5,000 armes à feu. C'est le seul acte de faiblesse que l'on puisse reprocher aux troupes paraguayennes durant toute la guerre. On a parlé de trahi-

(1) Il faut noter dès à présent que, durant toute la guerre, le président du Paraguay n'a publié aucun bulletin. Il n'y a pas de journaux à l'Assomption; on est donc obligé de s'en tenir uniquement aux bulletins des alliés, dont il est à peu près impossible de contrôler les allégations.

son. Le manque de vivres et l'irrésolution naturelle chez des officiers qu'un pouvoir absolu n'a pas accoutumés à savoir prendre une décision suffisent pour l'expliquer. Le maréchal Lopez s'est plaint, et avec raison, paraît-il, de la manière dont ses soldats prisonniers auraient été traités par les alliés. Au Brésil, on les aurait employés aux travaux les plus pénibles; dans les républiques, on fit plus encore : on les incorpora de force dans des bataillons formés de prétendus réfugiés ou exilés paraguayens. La plupart moururent de misère et de nostalgie, quelques-uns désertèrent et purent regagner leur pays. Cette conduite barbare et contraire à toute morale contraste avec l'humanité que le président du Paraguay semble avoir témoignée à l'égard des prisonniers alliés.

La destruction totale du corps de l'Uruguay, la réunion des forces alliées, la tranquillité des populations argentines rendaient désormais impraticable le plan de campagne médité par le maréchal Lopez. Déjà l'escadre brésilienne essayait de dépasser Corrientès. Contrainte de reculer devant les batteries élevées à Cuevas, elle menaçait de nouveau de forcer le passage. Le maréchal Lopez se décida donc à se retirer sur son territoire, où il attendrait l'ennemi. Le 21 octobre 1865, il évacua Corrientès; le 4 novembre, après avoir démantelé les batteries de Cuevas, ses troupes étaient toutes rentrées au Paraguay, où il s'occupa de les réorganiser et de leur amener de nouvelles recrues. Aux termes du traité du 1er mai 1865, demeuré longtemps secret, les alliés s'étaient engagés à ne pas traiter de la paix tant que le président Lopez serait au pouvoir. Il était entendu que les territoires contestés seraient rendus au Brésil et à la république argentine, que le Paraguay, ainsi diminué, verrait ses forteresses rasées, ses arsenaux détruits et surtout ses institutions politiques complétement modifiées. Les alliés restaient décidés à désorganiser cette puissance militaire, qui venait de se révéler d'une façon redoutable entre les mains d'un pouvoir absolu, et dont le maintien les eût contraints de leur côté à entretenir des armées permanentes plus considérables. On remarquera qu'à Rio ce fut le parti libéral avancé, dont faisait partie le représentant brésilien auprès des deux républiques signataires du traité d'alliance, qui poussa le plus vigoureusement à la guerre malgré les dépenses qu'elle entraînait et les embarras du trésor. Aucun des partis qui ont lutté à Buenos-Ayres ne sembla non plus désapprouver la continuation des hostilités. Il fut donc résolu qu'on envahirait le territoire ennemi, et qu'une fois le président Lopez amené à merci, le Paraguay serait doté d'institutions politiques analogues à celles des républiques voisines. On ne s'inquiéta pas de chercher si ce changement radical conviendrait au tempérament du peuple paraguayen.

S'il avait été facile au président Lopez de traverser le Parana et de jeter ses troupes sur la rive argentine sans défense, il était moins aisé pour les alliés de se frayer un accès jusqu'à lui. La pointe sud du Paraguay s'avance sous forme de triangle entre les fleuves Parana et Paraguay et se termine au confluent même, faisant presque face à la ville de Corrientès, située au sud sur la rive gauche du Parana. Des ouvrages d'art assez importans se joignent aux difficultés naturelles, et rendent le passage et le débarquement plus difficiles encore pour une armée. A six lieues de ce point, à un endroit où le Rio-Paraguay fait un brusque détour connu sous le nom de *Vuelta d'Humayta*, s'élève la forteresse considérable d'Humayta. Le lit du fleuve, très rétréci, n'a pas plus de 200 mètres de large. Sur toute l'étendue de la *Vuelta*, on a élevé des batteries casematées ou à barbettes, armées de 100 à 120 pièces de canons de gros calibre. Ces batteries sont reliées entre elles par des palissades à embrasures destinées à recevoir des pièces volantes. Ces ouvrages se présentent sur un front de 1,500 mètres d'étendue. Un peu plus près du confluent s'élève le fortin de Curupayti, destiné à couvrir les premiers ouvrages d'Humayta contre une attaque par terre. Une route tracée entre des terrains marécageux conduit de la forteresse à la rive droite du Parana, et aboutit à un camp retranché où l'armée paraguayenne se concentra lors de l'évacuation de Corrientès. Au-dessous du camp s'élève sur le Parana une série d'ouvrages en terre défendus par de l'artillerie, que l'on appelle le fort d'Itapiru. Le maréchal Lopez devait avoir au camp environ 25,000 hommes, et le recrutement, opérant toujours au Paraguay, lui amenait probablement encore des renforts.

L'armée alliée, déjà massée à la Concordia, se mit, dès les premiers jours de novembre, en marche vers Corrientès, où elle se trouva tout entière réunie au mois de décembre 1865. De nombreux renforts venus du Brésil, des gardes nationales argentines, une partie du contingent de l'Entre-Rios, l'avaient rejointe, et en portaient l'effectif à 50, 47 ou 40,000 hommes, suivant les versions. Un autre corps brésilien d'environ 12,000 hommes, sous les ordres du baron de Porto-Allegre, arriva plus tard, vers la fin de février 1866, à travers les anciennes missions corentines, au village de Candelaria, toujours sur la rive gauche du Parana, en face du bourg paraguayen d'Itapua, à 40 lieues environ de l'armée principale. Celle-ci, dépassant Corrientès, s'étendit presque jusqu'à Itati, en face même du fort d'Itapiru et du camp retranché paraguayen. L'avant-garde était formée par le contingent oriental, très réduit par les maladies, et qu'aucunes nouvelles recrues ne venaient renforcer. On lui avait adjoint une division brésilienne. Le général Florès,

dont la bravoure et l'énergie eurent souvent occasion de se déployer pendant cette campagne, la commandait. L'armée brésilienne, qui devait être de plus de 25,000 hommes, formait le centre, sous les ordres du général Osorio. Le corps argentin restait à l'arrière-garde. Son chef direct, le général Mitre, conservait le commandement supérieur de l'armée. Pendant les mois de décembre et de janvier, l'été de ces régions, des pluies torrentielles tombent presque constamment, en même temps qu'il règne une chaleur souvent excessive. On conçoit ce que l'armée dut souffrir et ce qu'elle dut perdre de monde, campée sur un sol détrempé, dans les terrains marécageux qui s'étendent au-delà de Corrientès. Cependant l'inaction lui était imposée. L'escadre brésilienne, dont le concours était indispensable, ne pouvait encore agir. Le Parana forme devant Corrientès une immense nappe de plus d'une lieue d'étendue, mais de profondeur médiocre. Durant la saison des basses eaux, c'est-à-dire d'octobre à février, on y trouve à peine 2 mètres d'eau. En 1866, la crue que l'escadre, en partie échouée sur les sables de Corrientès, attendait pour se remettre à flot ne se produisit qu'au mois de mars.

Le maréchal Lopez ne laissa pas les alliés s'établir tranquillement en face d'Itapiru. A tout moment, des reconnaissances paraguayennes, portées sur des bateaux plats très en usage dans le pays, s'abritant derrière les îles du Parana et profitant de l'immobilité forcée de l'escadre, débarquaient sur la rive gauche, tenant en éveil les avant-postes des alliés, et enlevant des bestiaux. Le 31 janvier, une de ces reconnaissances, poussée avec une grande hardiesse, surprit les premières troupes argentines, et engagea une lutte dans laquelle la plus grande partie de l'arrière-garde alliée finit par être engagée, et subit des pertes assez fortes, surtout en officiers. C'est sur la garde nationale de Buenos-Ayres qu'était principalement tombé le poids de la journée, et plusieurs des jeunes gens tués ou blessés appartenaient aux meilleures familles. Aussi ce combat, dit de San-Cosmo, causa-t-il une grande sensation. Les journaux argentins ne se firent pas faute d'attaquer l'inaction du contingent brésilien, que la distance avait probablement empêché de prendre part à la lutte. On blâma l'immobilité de l'escadre, on l'imputa à l'absence de l'amiral Tamandaré et à la jalousie prétendue des officiers brésiliens, qui refusaient, dit-on, d'obéir au général en chef de l'armée. Il eût été plus simple de s'en prendre à la baisse des eaux. Le combat de San-Cosmo eut toutefois l'avantage d'engager les alliés à se garder avec plus de soin. Les expéditions paraguayennes sur la rive gauche devinrent moins faciles et moins fréquentes.

Enfin, le 17 mars 1866, l'escadre brésilienne put se mettre en mouvement. Elle comptait 17 vapeurs, dont 4 cuirassés, avec 77 canons, et formait trois divisions. La première, composée de 7 canonnières à vapeur, dont 2 cuirassées, et de 6 transports, s'avança jusqu'au point qui fait face à Itapiru, le long des positions de la rive gauche occupées par les alliés. L'amiral Tamandaré la dirigeait lui-même. La seconde division, composée de 5 canonnières à vapeur, dont une cuirassée, s'établit à l'embouchure du Rio-Paraguay. La troisième, de 6 canonnières, dont une cuirassée, resta devant Corrientès. Ce n'était pas une manœuvre aisée que de faire traverser à une armée de 40,000 hommes un fleuve large de trois quarts de lieue, en présence d'une armée ennemie défendue par des positions assez fortes. Les opérations préliminaires commencèrent immédiatement au point dit le *Paso de la Patria*, situé un peu au-dessus du fort d'Itapiru, en face du camp retranché. Le fleuve est en cet endroit partagé par une île assez considérable appelée *Isla-Grande*. Trois vapeurs brésiliens et un argentin furent chargés de faire les sondages et d'étudier les positions ennemies sur la rive droite du Parana. Malgré la crue des eaux, les navires menaçaient à tout instant de s'ensabler. Un d'eux, l'*Iraguary*, s'échoua dès le premier jour. D'ailleurs les Paraguayens ne demeuraient pas immobiles. Outre que les batteries d'Itapiru inquiétaient dans un certain rayon la marche des navires brésiliens, le maréchal Lopez avait imaginé de faire construire des espèces de bateaux plats, sans fonds, composés de simples pièces de bois solidement ajustées, sur lesquelles reposait un canon de 68. Ces bateaux, appelés *chatas* dans le pays, où ils servent à descendre les rapides, sortant des nombreux canaux formés par les îles du fleuve, ne laissèrent pas que de causer assez de mal aux alliés. On peut se figurer la lenteur avec laquelle l'escadre dut agir, au milieu de bas-fonds inconnus, consultant incessamment la sonde, interrogeant l'épaisse verdure de chaque rive, dans la crainte d'en voir sortir à l'improviste quelque nouvel ennemi. Le 26 mars, un boulet de 68, pénétrant dans la tour du vapeur cuirassé *Tamandaré*, y tua quatre officiers, en blessa trois autres, parmi lesquels le commandant Maris y Barros, qui mourut quelques jours après, et atteignit également une vingtaine d'hommes de l'équipage. L'escadre brésilienne détruisit plusieurs de ces *chatas*, mais il paraît que ce ne fut pas sans avoir, de son côté, deux vapeurs gravement avariés (1). Elle eut aussi à se garer des brûlots et des torpilles qui la menacèrent plusieurs fois, mais, à ce qu'il semble, sans grand effet.

(1) Il ne faut pas oublier qu'on n'a aucun bulletin ni aucun renseignement venus du Paraguay.

Au commencement d'avril, les alliés étaient parvenus à établir sur l'*Isla-Grande*, en face d'Itapiru, une batterie qui se mit à canonner le campement paraguayen et le fort. Les Paraguayens essayèrent en vain de la faire taire. Débarqués dans l'île pendant la nuit du 10 avril, ils furent obligés de regagner la rive droite après avoir subi d'assez fortes pertes. Tout semblait se préparer pour le passage au *Paso de la Patria*. Le général brésilien Hornos, avec une division de 3,000 hommes, remontait même vers l'est au-dessus d'Itati, comme pour chercher un gué accessible à la cavalerie. Toute l'attention des Paraguayens se concentrait de ce côté, lorsque le 16 au matin, tandis que les batteries de l'*Isla-Grande* et l'escadre canonnaient vigoureusement Itapiru, les troupes brésiliennes qui formaient le centre de l'armée alliée, au nombre d'environ 10,000 hommes embarqués sur des transports, prirent pied à une assez grande distance au-dessous, non sur la rive droite du Parana, mais sur la rive gauche du premier bras du Paraguay. En ce point, habilement choisi, les Brésiliens ne rencontrèrent que quelques piquets ennemis qui ne purent les empêcher ni de se former ni d'avancer dans la direction d'Itapiru, que l'escadre et les batteries continuaient à couvrir de boulets. Cette forteresse ne présenta bientôt plus qu'un monceau de ruines; le camp menacé par derrière, canonné par devant, devenait intenable : il fut abandonné le 17 au matin.

Le 20 avril, l'armée alliée tout entière, comptant 35,000 hommes, dont 25,000 Brésiliens pour le moins et 140 pièces d'artillerie, avait passé sur le territoire ennemi. Elle restait sous le commandement supérieur du général Mitre, et devait se diriger soit sur Humayta, soit de préférence, si cette forteresse pouvait sans danger être laissée en arrière, droit sur l'Assomption. Le corps d'armée du baron de Porto-Allegre, fort de 12,000 hommes, comme on a dit plus haut, arrivé en face d'Itapua, après avoir franchi au prix de fatigues excessives les marécages et les forêts qui s'étendent le long du Parana, depuis Itati, et sur le territoire aujourd'hui dépeuplé des Missions, ne trouvant personne pour lui disputer le passage, s'apprêtait à traverser le Parana à son tour. On parlait aussi d'une attaque que 4 ou 5,000 hommes réunis à Cuyaba opéreraient par le nord en descendant le Rio-Paraguay vers l'Assomption. En attendant, l'armée alliée se trouvait à découvert au milieu des marais insalubres, désignés sous le nom d'*esteros de nembucu*, qui couvrent toute la pointe sud du Paraguay. Au bout de quelques jours, elle comptait déjà un grand nombre de soldats malades des fièvres dangereuses causées par les émanations. Les chevaux qu'elle avait pu débarquer périssaient par centaines. Il lui fallait songer à s'avancer au plus vite;

mais le maréchal Lopez n'était pas disposé à regarder la partie comme perdue. Après avoir évacué le camp retranché du Parana, il s'établit un peu plus loin, dans une bonne position couverte par un cours d'eau et flanquée de lagunes ou *esteros* d'un accès difficile. De là il surveillait les alliés. Le 2 mai à midi, au moment de la sieste, 7 ou 8,000 Paraguayens se jettent dans l'*Estero Bellaco* sur les premières lignes alliées, composées d'une division brésilienne et du reste de la division orientale. Les alliés plient sous le choc et perdent même quatre canons. Les Paraguayens veulent profiter de leur avantage et les poursuivent. Ils sont attaqués de flanc par les troupes brésiliennes du maréchal Osorio (1), de front par celles qui avaient déjà cédé, et que le général Florès, avec une grande énergie, ramenait lui-même à l'attaque. A leur tour, ils sont forcés d'abandonner le champ de bataille, laissant 1,000 ou 1,200 morts ou blessés. La perte des alliés dut être de 8 à 900 hommes. La moitié de la petite division orientale, déjà si fort éprouvée, disparut. Elle ne formait plus que deux bataillons. L'un d'eux, celui de la *Florida*, eut 21 officiers hors de combat. D'autres escarmouches sans importance, qui suivirent le combat de l'*Estero Bellaco*, prouvèrent que les Paraguayens ne se lassaient pas, et suffirent pour retarder la marche des alliés. Enfin le 24 mai, au moment où ceux-ci débouchaient des marais près du lieu appelé Tuyuti, le maréchal Lopez les fit attaquer par son armée tout entière, forte d'environ 20,000 hommes. Les maladies et les pertes des jours précédens avaient réduit les alliés à 30,000 combattans, mais ils disposaient d'au moins 100 pièces d'artillerie. Les Paraguayens, espérant les couper, les attaquèrent à la fois sur les deux flancs avec une ardeur extraordinaire. La cavalerie paraguayenne se rua plusieurs fois jusqu'aux batteries brésiliennes malgré les feux qui la décimaient. Enfin, après une lutte acharnée, les Paraguayens, n'ayant pu enfoncer les lignes alliées, durent se replier. Toutefois cette violente attaque empêchait encore une fois les alliés d'avancer. On estime que le combat de Tuyuti coûta aux Paraguayens 4,500 morts ou blessés et prisonniers. Les alliés accusent de leur côté 3,409 hommes hors de combat, dont 672 tués. Ce serait une perte totale de 8,000 hommes, chiffre énorme sur 50,000 hommes engagés. Ce furent les Brésiliens et les Orientaux qui eurent encore cette fois à supporter presque tout le poids de la bataille. Le contingent oriental ne paraît pas maintenant compter plus de 2 à 300 hommes sur 5,000 partis de la Concordia. Les Paraguayens, au dire des bulletins alliés, combattent avec une grande bravoure. Ils ne laissent de prisonniers

(1) Le général brésilien Osorio a été fait maréchal au commencement de l'année 1866.

que les blessés. Ce qui est certain, c'est que les malades et les blessés brésiliens sont en si grand nombre que les hôpitaux ne suffisent plus à les contenir, et pourtant une grande partie sont morts en route sur les transports.

Après la bataille de Tuyuti, les alliés semblèrent se décider à s'arrêter, l'escadre, d'où ils tirent leurs approvisionnemens, ne pouvant avancer au milieu des obstacles de toute sorte, chaînes, barrages, bateaux échoués, dont on avait obstrué les bras du fleuve où elle devait s'engager. Les fonds du Parana sont encore très mal connus, et elle avait à opérer des sondages longs et difficiles. L'armée ne pouvait se séparer de l'escadre, et d'ailleurs elle manquait totalement de chevaux. Un décret du 7 juillet 1866 a ordonné à Buenos-Ayres l'expropriation, sauf une faible indemnité allouée aux propriétaires, de 5,000 chevaux et de 1,500 mulets pour le service de l'artillerie et du train. L'armée alliée, réduite, au dire de quelques officiers blessés rentrés à Buenos-Ayres, à 24,000 hommes, a dû prendre le parti de camper, se protégeant par des fortifications de campagne, contre lesquelles les Paraguayens ont découvert le 14 juin une batterie de grosses pièces qui a fait quelques ravages. Elle attendra probablement sous cet abri l'arrivée des bêtes de somme sans lesquelles l'artillerie ne pourrait suivre l'armée. On voit que les difficultés de cette guerre, où les alliés ont contre eux la ténacité de l'ennemi, des ouvrages d'art assez considérables, des obstacles naturels, tels que les mauvais terrains, la distance, les fleuves, enfin l'insalubrité du climat et le défaut d'approvisionnemens, seraient de force à éprouver sérieusement même des armées européennes.

Au moment où ce récit se termine, vers le 10 juillet 1866, l'armée alliée se tenait immobile, repoussant chaque jour les attaques des Paraguayens. Elle n'avait encore menacé ni Humayta ni même Curupayti; elle allait être renforcée par le corps du baron de Porto-Allegre, qui avait passé le Parana à Itapua. La direction supérieure appartenait toujours au général Mitre; mais le commandement des troupes brésiliennes, abandonné par le maréchal Osorio, venait d'être remis au général Polydoro. Le président du Paraguay, bien que, d'après certains dires, son armée ne compte plus guère que 15,000 hommes, ne parle pas encore de céder. Au Brésil du reste, on ne se montre pas davantage disposé à terminer la lutte avant que le programme tracé dans le traité du 1er mai 1865 ne soit entièrement accompli. Bien que les dépenses aient atteint un chiffre très considérable et dépassé de beaucoup les premières prévisions, et que l'on se préoccupe à Rio de la question financière et de la fâcheuse situation de la banque, on ne cesse pas de préparer des ren-

forts en hommes et en matériel. Ce serait plutôt dans les républiques qu'on pourrait découvrir quelques symptômes de lassitude et de mécontentement, quoique jusqu'ici, au point de vue financier du moins, elles aient eu peu à souffrir, puisque le trésor brésilien leur a fait l'avance des frais nécessités par leurs dépenses militaires. De fait, les ressources que la guerre consomme à peu près stérilement seraient mieux employées par le Paraguay à poursuivre les améliorations intérieures et le développement moral de la population, — par le Brésil à faciliter l'exécution du plan proposé par le colonel Wood pour établir dans les provinces du sud tous ceux qui, dans les anciens états confédérés de l'Union américaine du nord, répugnent à se soumettre au gouvernement de Washington, — par la confédération argentine à coloniser le désert du Chaco et à en civiliser les nombreuses tribus indiennes, ainsi que deux voyageurs français, M. Amédée Jacques et M. le capitaine Page, le croient possible.

Si, en résumant les événemens de cette campagne, on évalue les ressources que chacun des états belligérans a pu mettre en œuvre, on jugera de l'influence que les institutions politiques ont exercée chez eux sur la force militaire. Les deux républiques n'ont pu fournir que des soldats braves et résolus, mais dépourvus du matériel suffisant, animés d'un esprit d'insubordination dont la désertion du contingent de l'Entre-Rios a fourni un exemple, et assez mal organisés pour se laisser surprendre par une armée inférieure en nombre au combat de San-Cosmo et à celui de l'Estero Bellaco. Le gouvernement constitutionnel du Brésil, soumis au contrôle parlementaire, assujetti à un certain mode de recrutement, limité dans ses dépenses par un budget fixe, ne s'est pas tout d'abord trouvé en mesure de prendre l'offensive; mais l'unité de direction résultant de la stabilité du pouvoir lui avait préparé des élémens dont il a pu tirer parti. L'armée sur le pied de paix a fourni des cadres pour les nouvelles recrues. Les arsenaux, les fonderies, les manufactures qui existent depuis longtemps, ont livré un matériel très complet. Enfin une flotte bien entretenue a permis de transporter les troupes et leur a prêté un concours et un appui sans lesquels rien n'aurait pu se faire. Malgré des pertes considérables, les troupes brésiliennes ne semblent avoir montré aucun symptôme d'indiscipline; ce sont elles qui ont accompli avec bonheur l'opération périlleuse du passage d'un grand fleuve, et qui à l'Estero Bellaco et à Tuyuti ont rétabli le combat, compromis d'abord malgré la bravoure du général Florès. Quant au président du Paraguay, le pouvoir absolu exercé sans contrôle, avec assez peu de souci de l'opinion publique pour ne publier aucun bulletin, aucune nouvelle de la

guerre, lui a permis d'organiser une armée relativement nombreuse, bien équipée, fournie de tout le matériel nécessaire, et de la jeter à son heure sur tel point qui lui a convenu. Il faut remarquer pourtant qu'éloignés de sa présence, ses généraux, habitués à obéir, n'ont trouvé ni la décision, ni l'activité, ni la présence d'esprit nécessaires au commandement. Les opérations qu'il ne dirigeait pas ont été désastreuses. Aujourd'hui, poursuivi sur son territoire, ayant déjà dépensé une grande partie des ressources de son petit état, il imprime encore aux troupes qu'il commande lui-même une énergie surprenante; il se défend sans insuccès et trouve d'ailleurs, dans les obstacles matériels contre lesquels les alliés ont à lutter, un auxiliaire qui double sa force.

Il est imprudent de préjuger l'avenir. Toutefois, sans chercher à prédire l'issue de la guerre, il est permis de prévoir dès à présent que la liberté, dont chacun des belligérans ne s'inquiète qu'au point de vue de ses intérêts particuliers, n'aura en somme rien à y gagner. Le dictateur absolu du Paraguay s'est fait deux fois l'agresseur pour maintenir à son profit le principe de la libre navigation; mais son triomphe, en donnant le prestige de la victoire à une puissance militaire relativement considérable qui augmentera en même temps que la population, éveillerait peut-être chez lui de nouvelles convoitises, et deviendrait une menace pour les états voisins. Ceux-ci seraient conduits à accroître leurs armées permanentes, à introduire chez eux un système militaire dangereux pour leurs institutions et incompatible avec les nécessités de leur situation. L'empire constitutionnel du Brésil semble plus soucieux d'acquérir pour lui-même le cours des fleuves que d'en ouvrir l'accès aux autres nations. Les deux républiques qui ont uni leurs intérêts aux siens se donnent pour mission d'imposer à un peuple étranger des institutions conformes peut-être à leurs antécédens et à leurs goûts, mais dont le Paraguay ne semble pas encore en état d'apprécier les mérites et de recueillir les avantages. Les événemens dans le Nouveau-Monde offrent donc un sujet d'études et de réflexions. On y voit les peuples défendre la liberté quand elle s'accorde avec leurs désirs et leurs intérêts, et déguiser sous les mots de droit, de justice et d'humanité, les succès qu'ils attendent parfois de la violence et de l'usurpation.

P. Duchesne de Bellecourt.

LE

RACHAT DE JANE

SECONDE PARTIE (1).

V.

Millbank, novembre 1859.

Ces pages amoncelées dans mes tiroirs, et que j'ai dû relire pour retrouver le fil d'un récit longtemps interrompu, me suggèrent aujourd'hui bien des réflexions dont je ne m'avisais guère en les traçant. Jane et sa maternité précoce me font malgré moi songer aux pauvres enfans qu'une Providence étrangement rigoureuse fait naître dans cette demeure sombre. Comment se défendre d'un sentiment de tristesse en voyant s'ébattre dans la *nursery* de Millbank, devant une énorme cheminée que protége un épais grillage, ces petits êtres, insoucieux, il est vrai, de l'avenir qui les attend, mais flétris dès l'heure où ils viennent au jour, et sur qui pèse la fatalité des penchans héréditaires combinée avec celle de la première éducation qu'ils reçoivent dans un pareil milieu? Il me semble, et je ne suis pas seule à penser ainsi, qu'on devrait les soustraire plus tôt qu'on ne le fait aux désastreuses influences d'un pareil séjour. Les anciennes règles voulaient qu'on les renvoyât, dès la seconde année, à ceux de leurs proches qu'on jugeait capables d'en prendre soin. Maintenant, par une tolérance de plus en plus fréquente, — surtout

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

si la condamnation de la mère est à long terme, — l'enfant est souffert près d'elle jusqu'à l'âge de quatre ans, pareilles exceptions demeurant d'ailleurs facultatives.

La pitié que m'inspirent ces innocens captifs ne m'empêche pas de reconnaître qu'ici — comme ailleurs, et dans des conditions quelquefois bien moins tolérables, — cet âge heureux conserve ses priviléges imprescriptibles, son insouciance légère et sa gaîté contagieuse. Je constate aussi que nos *convicts* sont généralement des mères assez tendres et assez soigneuses. Sans que le règlement soit modifié en leur faveur d'une manière explicite, on leur concède dans la pratique certains adoucissemens. Elles se lèvent plus tard, on n'exige point d'elles la même somme de travail; leur régime alimentaire est adapté aux nécessités de l'allaitement. Quant à l'enfant de prison, un peu plus pâle, plus délicat et plus chétif que les gamins de la rue qui viennent, à travers la grille extérieure, le voir jouer dans la cour d'entrée, il manifeste assez fréquemment une intelligence vive et subtile, une sagacité au-dessus de son âge et qu'on pourrait croire un don de naissance. La jalousie maternelle dont il est l'objet va quelquefois un peu loin, si j'en juge par l'aventure d'une de mes collègues, frappée rudement au visage alors qu'elle se baissait pour embrasser la fille d'une de nos condamnées. En revanche, j'ai vu l'une de ces femmes s'inquiéter bien plus vivement des infidélités de sa *pal* que des progrès faits par une étrangère dans l'affection de son enfant.

Ces détails me ramènent tout naturellement à l'humble héroïne de ce trop véridique récit. En dépit de tout ce qui pourrait et devrait me rebuter, elle m'inspire toujours un vif intérêt, et je ne veux désespérer d'elle à aucun prix. En quelle passe critique ne l'avons-nous pas laissée! Dénuée de tout secours, privée de sa fidèle compagne, réduite à recevoir l'aumône de ceux qui la sollicitent, suspecte, justement suspecte à une police implacable, et, malgré la misère qui l'y assiégeait, retenue chez elle par les soins que réclamait impérieusement le nouveau-né, Jane, en cette extrémité, dut songer à la *maison de travail;* mais ces établissemens, qu'on redoute de voir trop aisément encombrés et dont la prudence administrative a voulu rendre le séjour aussi peu attrayant que possible, sont par là même investis d'un fâcheux renom. Les mendians au milieu desquels vivait Jane la détournaient d'une résolution selon eux désastreuse. Si jeune et déjà mère, n'intéresserait-elle pas tous ceux qui la verraient réduite à tendre la main pour elle et son enfant?.. Fallait-il laisser perdre le bénéfice d'une pareille situation?.. Un soir, malade encore et se traînant à peine, la pauvre fille se laissa persuader. Elle n'avait pas la force de suivre les pas-

sans qui hâtaient le pas pour se dérober à ses importunités; mais son visage amaigri, ses yeux plombés, sa pâleur morbide, les arrêtaient, pour ainsi dire, malgré eux, et bien rarement elle rentrait les mains vides. Les *policemen* eux-mêmes, ses éternels ennemis, la regardaient avec compassion. — Mendier ne vaut-il pas mieux que voler? avait-elle répondu nettement au premier d'entre eux qui hasarda une observation sur ce nouveau mode d'existence.

— L'un n'est pas plus permis que l'autre, répondit-il en haussant les épaules, mais il se garda bien désormais de la prendre en flagrant délit. Ce fut donc volontairement qu'après trois semaines de cette triste vie, elle y renonça pour toujours. Naturellement franche et hardie, les obséquiosités, les mensonges larmoyans, les subterfuges hypocrites de son nouveau métier lui coûtaient plus qu'à bien d'autres. L'enfant d'ailleurs, promené dans les rues par tous les temps, avait gagné un mauvais rhume. Il ne faisait plus que tousser et crier. Tel quel, les voisins de Jane continuaient à lui envier ce puissant auxiliaire. On le lui empruntait quelquefois; on finit par vouloir le lui acheter. Ceci la révolta plus que tout le reste. Elle craignit enfin qu'on ne le lui volât, et dès qu'elle se sentit à la tête de quelques shillings, elle abandonna le *close* et la mendiante irlandaise qui s'était montrée si charitable. Dans sa situation actuelle, cette espèce de coup d'état ne pouvait s'expliquer que par un parti bien arrêté de reprendre ses anciens erremens. Elle y était tout à fait décidée.

L'enfant lui devint alors un immense embarras. Il la retenait fréquemment au logis et lui faisait manquer l'exécution des plans concertés avec les nouveaux associés qui l'avaient acceptée comme auxiliaire. Il troublait leur sommeil par ses continuelles doléances, et on ne comprenait pas que sa mère s'accommodât d'un accessoire si gênant; mais plus le fardeau était lourd, plus elle semblait s'y rattacher. En revenant un soir auprès de l'enfant, qu'elle avait laissé endormi sur le tas de chiffons qui lui servait de berceau, elle ne le vit plus, et son cœur se serra étrangement. — Me l'auraient-ils tué? pensa-t-elle en se remémorant les conseils que ses nouveaux compagnons lui avaient plus d'une fois donnés à mots couverts. Au moment où elle se sentait envahie par un frisson de terreur, le marmot cria. Une voisine l'avait recueilli chez elle. Sur ce, fureur de la jeune mère : — Qui vous a donné le droit de toucher à mon enfant?

— Il piaillait à tue-tête, les voisins se fâchaient, un d'eux avait déjà parlé de venir tordre le cou à ce pauvre petit. — Mais Jane n'écoutait rien, et peu s'en fallut que la querelle ne dégénérât en bataille. Un autre jour, vaguant par les rues, elle rencontra sa mère. Leur dialogue fut caractéristique.

— Vous voilà donc revenue? dit Jane.

— Oui, répliqua mistress Cameron, et justement je vous cherchais. Où logez-vous?

Jane le lui ayant dit : — Nous irons ailleurs, continua sa mère... Je ne veux pas tant de monde autour de moi... Quel paquet avez-vous là?

— C'est mon enfant.

— En vérité!... vous avez déjà fait tout ce chemin?... Je pensais bien que vous tourneriez mal... Où est le père?

— En prison pour sept ans...

— Pauvre petite, vous n'avez guère de chance!... Allons causer de tout ceci... Un verre de whiskey nous fera du bien à toutes deux.

Mistress Cameron, quand le whiskey eut délié sa langue, ne fut point avare de confidences. Son homme l'avait trahie, abandonnée. Il était parti pour l'Amérique avec une jeune fille dont il eût pu être le père, et sans le moindre avis ni le moindre adieu. Par suite de cet incident, elle était allée tout d'abord habiter Perth, puis Aberdeen, laissant s'éteindre à Glasgow le souvenir des poursuites entamées contre elle. L'amour de la terre natale maintenant l'y ramenait; peut-être aussi un vague désir de savoir ce qu'était devenue sa fille. Du reste, pas un mot d'explication sur le brusque abandon de cette pauvre créature, qui de son côté n'imagina pas de s'en plaindre. Ce fut très simplement, pour compléter son récit, que mistress Cameron dit à Jane : — Vous savez qu'il ne vous aimait guère, notre homme. Il ne voulut jamais entendre parler de vous emmener avec nous.

La mère et la fille vécurent quelques jours en assez bons termes dans le *close* où leurs pénates étaient transférés. Elles avaient, d'un commun accord, « repris les affaires, » et vous devinez ce qu'elles entendaient par ce mot. Seulement pour ce genre d'opérations, qui demande le moins de bruit possible, l'enfant créait des embarras considérables. Mistress Cameron suggéra divers expédiens plus ou moins acceptables, que Jane écartait les uns après les autres. Elle ne voulait à aucun prix se séparer de son *bairn* (1), et s'inquiétait de voir avec quelle lenteur il se développait par rapport aux autres *maillots* de son âge. Elle eut enfin le mot de l'énigme un soir que, rentrée à l'improviste, elle surprit mistress Cameron administrant au pauvre petit une boisson stupéfiante. Jane le lui arracha des mains avec de vifs reproches et passa le reste de la nuit à le bercer

(1) Expression écossaise, forme corrompue du mot *born; baby* pourrait bien en être le diminutif caressant.

sur son cœur. Désormais elle ne pouvait presque plus se résoudre à le quitter. De là des querelles sans fin, car mistress Cameron, toujours âpre au gain, n'entendait pas qu'on perdît son temps, et que les bonnes aubaines fussent délibérément sacrifiées à la santé de son petit-fils. Les discussions s'envenimèrent, et l'enfant n'en alla guère mieux. Sa mère le vit tout à coup frappé d'un mal qu'elle ne connaissait pas; ce n'était ni cette langueur chronique dont elle s'inquiétait naguère, ni cette toux opiniâtre qu'il avait contractée dès les premiers temps de sa venue au monde. Il fallut, malgré les remontrances intéressées de mistress Cameron, appeler le médecin. Pourquoi pas le dispensaire, pourquoi pas l'hôpital? Non; Jane ne croyait qu'aux médecins *payés*. Celui-ci vint, examina le petit malade et hocha la tête en reconnaissant cette fièvre spéciale qu'engendre la *malaria* des maisons mal tenues et trop habitées. Peu après, un des locataires de hasard qui prenaient gîte chez mistress Cameron contracta la même maladie et récrimina violemment contre le petit pestiféré, qu'il accusait de la lui avoir communiquée. Ce fut alors un concert de plaintes et de menaces à tous les étages d'*Old-Vennel*. Jane ne pouvait y opposer que des pleurs; ses craintes superstitieuses lui revinrent. — Le malheur me poursuit depuis que j'ai trahi Jock Ewan, redisait-elle à chaque minute... Je suis sûre que l'enfant mourra.

— En ce cas, tant mieux pour vous, interrompit un jour sa mère, que fatiguait cette jérémiade éternelle.

« Je me pris alors à détester ma mère, » ajoutait Jane en me racontant ce triste épisode. Bref, l'enfant mourut. Jane voulut le placer elle-même dans son petit linceul, et comme elle pleurait encore, sa mère l'emmena du côté d'une *public house* où elles furent bientôt attablées l'une en face de l'autre. — Contre le chagrin, disent les pauvres gens de Glasgow, il n'est rien de tel que le whiskey.

Avec l'enfant, les bons instincts étaient morts. Jane, dont la douleur démonstrative et bruyante devenait petit à petit pour son entourage un sujet de raillerie, ne trouvait de consolation que dans l'oubli de soi-même et dans cette insanité temporaire qui accompagne l'ivresse. Ce remède toutefois n'était pas sans inconvéniens pour une personne dont l'indiscrétion pouvait en compromettre tant d'autres. On eut peur de ses bavardages, de son langage téméraire, des insolences qu'elle se permettait à tout risque, n'ayant plus souci de rien. Mistress Cameron grondait de plus belle; mais le temps était passé où Jane avait encore quelque déférence pour ses conseils, quelque désir de lui complaire. Après quelques altercations de plus en plus aigres, la mère exaspérée

voulut recourir à la violence pour se faire obéir: elle eut bientôt à le regretter, car elle n'était pas la plus forte et se vit expulsée du domicile commun. — C'est bon, c'est bon, dit-elle en le quittant, vous ne serez pas longtemps à retourner sous les verrous. L'exaltation de sa victoire soutint Jane pendant un jour ou deux, puis l'ennui la prit, et d'ailleurs un loyer de quinze *pence* par semaine lui parut trop lourd pour ses ressources, fort diminuées depuis qu'on ne voulait plus *travailler* avec elle. Glasgow lui devint odieux. Elle partit — à pied et pieds nus, faute de pouvoir prendre un billet de chemin de fer, — pour l'ancienne capitale du royaume écossais. A Édimbourg, mille déceptions l'attendaient. Elle ne connaissait pas la ville, et l'avantage d'y être inconnue ne compensait pas les difficultés qu'elle eut à s'y créer des relations d'un certain ordre. On se moquait de son accent, ce qui la jetait hors des gonds; puis elle trouvait là beaucoup moins de population flottante, beaucoup moins de ces oiseaux de passage, — marins anglais, espagnols, américains, — qui viennent débarquer directement à Glasgow et dont on exploite aisément les instincts aventureux. D'ailleurs Jane était arrivée à cet état de malaise intérieur et d'inquiétude permanente où on ne peut plus se fixer nulle part. Malgré les risques inhérens à cette détermination, elle voulut revoir son vieux *Glasgie* et faillit s'attendrir en se retrouvant au milieu des magasins de Salt-Market. Elle y retrouva Mary Loggie, qui venait d'achever son temps, et dont l'amitié vivace ne s'était en rien altérée depuis leur séparation. Les deux amies n'hésitèrent pas un moment à se réunir pour reprendre ensemble leur ancien métier. Cette alliance ne dura guère; une espèce de loi providentielle les condamnait à n'être jamais libres en même temps. Cameron fut arrêtée presque aussitôt; le complice du vol dont elle avait été reconnue coupable passa devant une cour supérieure. Jane elle-même, qui s'attendait, vu la récidive, à un an de prison, fut condamnée au double de ce temps. « Bien que le cœur me manquât, disait-elle, je fis bonne contenance, car un grand nombre d'amis étaient venus me voir juger; mais, une fois dans ma cellule, la perspective de ces deux années me donna littéralement le frisson. »

Cet effroi n'impliquait aucun repentir. Ses plans étaient arrêtés d'avance; elle s'était promis, tout en se conduisant le mieux possible, de n'écouter qu'à bon escient les exhortations dont on allait lui rebattre les oreilles. Garder strictement les apparences, ne se permettre aucune révolte, puisque toute révolte serait punie, travailler de bonne grâce, suivre strictement la règle, se concilier le bon vouloir des supérieurs, tout ceci rentrait dans son programme; mais elle entendait bien aussi garder intacte sa liberté intime, et

puisque ni la prière ni les sermons ne l'avaient rendue meilleure, elle comptait n'en user que pour la satisfaction d'autrui, s'efforçant même de penser à autre chose pendant que le chapelain et la *Scripture reader* s'efforçaient de la persuader. Ils pressentirent cette résistance obstinée, ce défi intérieur, et se réduisirent tout naturellement à obtenir ce que Jane n'avait aucune envie de leur contester, une déférence purement extérieure, les semblans de repentir, les vaines promesses de mieux faire, que bien peu de nos *convicts* refusent à leurs gardiens spirituels. Au fond, elle était si peu convertie que, dans ses longs entretiens avec sa compagne de cachot, elles convinrent de s'embarquer ensemble pour l'Amérique aussitôt que la liberté leur serait rendue. New-York leur semblait un théâtre digne d'elles, et la police transatlantique passe à bon droit pour très indulgente ou très maladroite. Sur ces entrefaites, notre prisonnière reçut par l'intermédiaire des autorités de la prison, et après qu'elles en eurent pris connaissance, une lettre de mistress Cameron. Celle-ci annonçait son prochain départ pour les États-Unis et demandait à prendre congé de sa fille. Jane se hâta de solliciter l'autorisation requise et l'obtint sans difficulté. Les deux femmes se revirent en présence d'un tiers, conformément à la règle, et mistress Cameron, que sa fille avait eu peine à reconnaître sous des vêtemens à peu près corrects, ne voulut s'expliquer qu'avec force allusions et réticences sur les motifs de son expatriation. — Le *bonhomme*, disait-elle, une fois à New-York, a fait bail d'une nouvelle existence... Ses *affaires* vont bien et réclament impérieusement mon secours. Il reconnaît ses erreurs et m'appelle auprès de lui... Grâce aux regards d'intelligence qui accompagnaient cette phraséologie énigmatique, Jane crut comprendre qu'il s'agissait, pour l'homme qu'elle avait longtemps regardé comme son père, d'exercer à New-York l'industrie passablement ambiguë qui naguère les faisait vivre à Glasgow. Les réponses évasives qu'elle obtint de sa mère quand elle s'enquit de l'adresse où elle pourrait lui écrire la confirmèrent dans cette idée. — Soyez tranquille, répondit mistress Cameron, nous ne vous laisserons pas sans nouvelles,... et, s'il y a lieu, vous serez conviée à venir nous joindre... Quant à notre adresse là-bas, croiriez-vous bien que je ne la sais pas encore moi-même?...

Ce mensonge bien évident n'empêcha point Jane de ressentir, beaucoup plus vivement qu'elle ne s'y attendait, une séparation qui menaçait d'être longue et que rien n'empêchait de devenir définitive; ses pleurs, ses sanglots étonnèrent mistress Cameron, qui avait conscience de ne mériter point pareils regrets, et qui n'avait pas prévu tant de faiblesse chez une créature aussi bien trempée.

Au surplus, après cette première émotion, toute d'instinct, Jane fut aussi surprise que sa mère. « Je ne savais pas au juste pourquoi j'avais tant larmoyé, me disait-elle en toute franchise, et la nuit d'après, quand je me remémorai la surprise consternée de ma mère, je me redressai sur mon séant avec un éclat de rire subit qui réveilla ma compagne. Elle crut un moment que j'étais devenue folle... C'est égal, ajouta Jane, nous nous sommes quittées bonnes amies, et j'avoue que cela me soulage, car depuis lors je n'ai plus entendu parler ni de maman ni de son homme. »

Je voudrais, — et je m'y efforce de mon mieux, — vous faire comprendre cette nature à part, toute d'impressions et de contrastes; y réussirai-je, Henry Gillespie? Franchement le doute à cet égard m'est permis. Vous, et bien d'autres comme vous, n'admettez pas que, si profondément viciée, l'âme humaine puisse, dans une mesure quelconque, se relever de sa déchéance. Je ne sais même si vous n'écartez pas cette idée comme antipathique aux notions d'une saine morale, et je suis d'autant mieux portée à le croire que j'ai partagé ces idées absolues. Plus tard, il est vrai, j'en ai bien rappelé, peut-être un peu trop. Il me semble que, par degrés à peine sensibles, la prosaïque expérience de chaque jour restreignant ce que l'essor de l'imagination peut avoir d'exagéré, je rentre dans une appréciation plus vraie de ce que la nature permet et de ce qu'elle exclut. Pour Jane, par exemple, j'ai cessé de croire à une métamorphose absolue. Je ne me flatte plus d'en faire une chrétienne dans la plus noble acception du terme : elle est descendue trop bas pour remonter si haut; mais, en m'aidant de tous les bons germes qu'elle croit définitivement étouffés et qui me semblent aptes à revivre, je puis espérer qu'elle deviendra, grâce à mes efforts, si Dieu les bénit, une brave femme comme tant d'autres. De ce but, si modeste qu'il soit, je me sais encore très loin; mais les premiers pas sont faits, du moins je veux le croire. Perdre cette illusion serait perdre courage, aussi regretterais-je qu'on me détrompât. Pour le présent, voici où nous en sommes.

Miss Baly, que j'essayais d'éclairer sur le compte de Jane, et qui malgré tout n'a jamais pu se rendre raison des boutades, des inégalités, des caprices de cette femme-enfant, miss Baly a fini par me la céder. Profitant de l'attachement bizarre que Jane m'a voué, l'augmentant encore par quelques menues indulgences au courant desquelles personne n'a été mis, j'ai acquis sur elle une certaine autorité. Bien certainement elle est meilleure. Je l'ai rendue à une sorte de calme. En lui confiant, soit à la chapelle, soit dans les cuisines, des travaux pénibles, j'ai atténué l'exubérance d'énergie qui la tourmente et l'exalte. La fatigue du corps est une soupape

de sûreté qu'il faut savoir ouvrir à propos. Imaginez bien que je n'ai pas toujours réussi. Malgré tous ses efforts et avec la pleine conscience de sa folie, ma néophyte a succombé plus d'une fois; mais elle a recommencé la lutte sur nouveaux frais après un découragement passager. J'ai fini par la conduire ainsi jusqu'à l'*association*, qui est la récompense d'un certain nombre de bonnes notes (*marks*) obtenues dans un temps donné. Ici l'amélioration a été sensible quant à la conduite. Or trois mois de vie en commun franchis sans mauvaise note mettent une prisonnière de Millbank en passe d'être transférée à Brixton, où l'attend une amélioration marquée dans les conditions de sa captivité. Huit jours avant l'expiration de ce trimestre d'épreuve, je félicitais Cameron (qui par parenthèse est sensible aux éloges comme aux reproches) sur le succès de ses vaillans efforts. — A la bonne heure, miss Weston, me dit-elle avec un accent particulier que j'ai appris à connaître, mais il faudrait me changer de cellule... Je suis avec une femme qui m'agace les nerfs par ses méchantes plaisanteries, continua-t-elle en voyant ma surprise... C'est tout ce que j'ai pu faire que de ne pas lui apprendre de quel bois je me chauffe en pareil cas... Il n'y avait pas à se méprendre sur le geste qui accompagnait cette menace directe. Je promis donc à Jane qu'on la débarrasserait de cette fâcheuse voisine. Malheureusement, parmi tant d'autres soins à prendre, je perdis de vue celui-là. — Miss Weston, me dit Jane le lendemain, vous voulez donc que je retourne parmi les *isolées?* J'y serai dès ce soir, si vous *la* laissez sous ma main.

Je remerciai Dieu d'être encore à temps, et, moyennant une complaisance que miss Baly se fût fait un devoir de refuser, Cameron est allée à Brixton. Y restera-t-elle? Je n'en suis pas certaine, il s'en faut. Les impressions religieuses n'ont pas grande prise sur elle, et je la sais encore désespérant d'un changement absolu qui lui semble impossible. Elle se garderait bien de ne pas exprimer tout haut le regret d'avoir si mal vécu; mais je vois clair dans ces bons propos légèrement hypocrites. Une fois rentrée dans la cellule qu'elle partage maintenant avec deux autres *convicts*, elle hausse les épaules, et se demande et demande à ses compagnes si elle a pu agir autrement qu'elle ne l'a fait. Toutes en sont là. Toutes ont été les innocentes victimes d'une irrésistible destinée. Toutes se plaignent, avec une sincérité parfaite, des rigueurs de la société envers elles, et chacune se croit en butte à une persécution personnelle dont elle cherche en vain le mot.

VI.

Brixton, août 1860.

Me voici à Brixton, et vous n'aurez pas de peine à vous expliquer ce qui m'a poussée à faire quelques démarches pour y entrer. Jane avait exprimé très hautement son regret de me laisser à Millbank. Après quelques mois de séjour dans sa nouvelle prison, et bien qu'elle apprécie les « douceurs » relatives qu'on y ménage aux *convicts* dont la bonne conduite en a forcé les portes, — le thé quotidien par exemple et les récréations plus longues dans l'*airing-ground*, l'association, qui est ici de règle (1), enfin les chances de la promotion à l'*insigne* n° 1, qui entraîne une notable augmentation de salaire, — elle menaçait d'un *éclat* qui l'eût fait rentrer à Millbank, c'est-à-dire auprès de moi. — Peut-être aussi pensait-elle à Susan Marsh, son ex-*pal*, dont elle est toujours férue malgré ses griefs contre cette *infidèle*. J'ai dû parer le coup de mon mieux. Personne n'est et ne doit être dans les confidences des motifs qui m'ont fait agir. Cameron elle-même ne s'en doute aucunement; elle n'en est pas moins très heureuse du *hasard* qui nous rapproche ainsi. On l'a expédiée ici comme prisonnière de troisième catégorie (ou, selon le langage officiel, du *numéro trois*). C'est par une série d'efforts et après un certain nombre de bonnes notes qu'elle sera promue au numéro deux et passera dans l'aile orientale, puis au numéro un, si Dieu lui prête vie et constance. En attendant, je l'ai demandée pour femme de chambre, ce qui est réputé, — vous l'ai-je dit? — une faveur de premier ordre. La matrone en chef hésitait, Jane n'ayant pas toutes les perfections requises pour un si noble emploi; finalement, à force d'y revenir sous main et sans bruit, j'ai emporté la question. Le troisième ou quatrième jour de son entrée en fonction, la nouvelle soubrette m'a régalée d'une véritable algarade. Revenue à l'improviste dans mon logis, je l'ai trouvée le coude sur la cheminée, dirigeant un regard sombre vers quelques pièces de monnaie (parmi lesquelles brillait un *sovereign*) que j'avais oubliées là au moment de descendre. — C'est donc une épreuve? me dit Jane en me voyant entrer... Au premier abord, je ne compris rien à cette question. — Oui, reprit-elle, vous avez laissé là cet argent pour voir si je résisterais à la tentation... Eh bien! je vous assure que c'était peine perdue... — Comme vous

(1) Pendant le jour, non pendant la nuit, où chaque condamnée est réintégrée dans sa cellule. A Millbank, — un peu faute d'espace, — on place trois *convicts* dans la même cellule, où elles passent le jour et la nuit. Les prisonnières préfèrent de beaucoup cette dernière combinaison.

pouvez le penser, je me disculpai de mon mieux, me reprochant ma distraction et assurant Cameron que je n'avais pas un instant douté d'elle. L'aurais-je, sans cela, demandée pour *bed-woman?*.. — Au fait, reprit-elle avec la mobilité ordinaire de son esprit, quel a été votre motif?

— L'espérance que vous justifierez mon choix en vous conduisant bien.

— C'est ce que je compte faire.

— Avec l'aide de Dieu, sans aucun doute.

— Non... avec votre aide, me répliqua l'impie.

Il y a quelques jours, ce fut bien une autre affaire. — Miss Weston, me dit-elle à brûle-pourpoint, dès qu'il y aura une vacance parmi les *numéros deux*, j'ai promesse d'y être admise. — Feignant d'ignorer ce qu'elle croyait m'apprendre, j'allais la féliciter; elle m'arrêta court. — J'ai cette promesse, reprit-elle, mais je ne compte pas en profiter.

— Vous refuseriez un pareil avancement?

— Je le refuserai net... — Puis, avec quelque hésitation, car elle est remarquablement timide dans ses effusions de cœur : — Je veux rester ici, continua-t-elle, je ne veux point vous quitter. Si on m'envoie dans l'autre *ward*, je ferai quelque petite faute pour qu'on me ramène à vous... — J'eus beau lui représenter tous les avantages attachés à la promotion qui lui était annoncée. — Je sais, je sais tout cela, répétait-elle avec une obstination inflexible, mais j'entends et prétends rester où vous êtes. — En désespoir de cause et à bout de raisonnemens : — Qui vous dit, m'écriai-je, que je ne passerai pas, moi aussi, dans l'aile orientale?.. — Ceci la réduisit au silence, et j'imagine que, bercée de cette espérance, elle ne refusera plus la juste rétribution de ses efforts sur elle-même.

Voyons, mon ami, est-ce que je m'abuse en ne retrouvant plus ici la prisonnière que nous avons laissée dans la geôle de Glasgow, bien fermement résolue à ne point s'amender, bien fermement pénétrée du néant de la prière, et se refusant de propos délibéré à toute influence morale? A cette époque et presque aussitôt après le départ de sa mère, elle reçut par voie indirecte une nouvelle bien faite pour l'étonner. Mary Loggie lui apprenait son mariage en bonnes et légitimes noces avec un honnête ouvrier anglais, charpentier de son état. Comme elle n'entrait à cet égard dans aucun détail, Cameron ne voulut accepter qu'à titre de plaisanterie l'étrange communication qui lui était adressée. Il y avait là, pour elle, une véritable énigme dont elle se réservait de chercher le mot quand elle se retrouverait dans les rues bien-aimées de Glasgow, ces rues dont la séparait l'épaisseur d'un mur et où la transportaient sans cesse les rêves

interminables auxquels tout captif s'abandonne. Après le double retour de quatre longues saisons, elle les revit enfin; mais ce jour-là elle eut beau s'enquérir de Mary Loggie, personne ne sut lui dire ce qu'elle était devenue. Différens bruits couraient sur la brusque disparition de la fille du recéleur. Quelques personnes la disaient effectivement mariée et partie pour l'Angleterre avec son mari; d'autres pensaient qu'elle avait tout simplement cherché fortune par-delà les ponts, chez ces *voleurs de rivière* à qui la négligence proverbiale des matelots procure parfois, sur les points de débarquement, de merveilleuses aubaines. Peut-être aussi avait-elle péri dans une rixe ignorée. Ses sœurs, ses frères eux-mêmes en étaient réduits à ces conjectures incertaines. Après de vaines recherches, il fallut bien prendre son parti, et Jane, comme elle l'avait pressenti, prévu, décidé d'avance, rentra dans la voie fatale où elle se croyait irrévocablement engagée. Les conseils de sa compagne de cellule, femme d'âge et d'expérience supérieure, n'avaient pas été perdus pour elle, et maintenant elle étonnait ses anciens associés par son excessive prudence. Il en est presque toujours ainsi au sortir d'une prison, ce qui prouve qu'on n'a pas grande envie d'y retourner. Ne marchant plus qu'avec d'extrêmes précautions, Jane perdait beaucoup de chances et vivotait misérablement. Il n'en fut pas de même lorsque Annette Ryan, au sortir de la geôle qu'elles avaient habitée ensemble, fut venue la rejoindre comme elle le lui avait formellement promis. Celle-ci manœuvrait avec une adresse consommée, et passée maîtresse en fait de travestissemens, déplaçant toujours à propos ses mobiles pénates, déjouait toutes les rubriques de la police. Les deux alliées se tiraient donc assez bien d'affaire, en attendant la catastrophe presque inévitable qui devait décider du sort de Jane.

Ce fut pendant ce court répit de la mauvaise fortune que, passant un beau matin sur le pont Hutcheson, elle vit arriver vers elle, sous un costume simple, mais décent, et qui annonçait une certaine aisance, cette ancienne amie dont elle avait en vain cherché la trace. Mary Loggie, baissant les yeux, passa son chemin. Jane, qui ne la reconnut tout à fait qu'après qu'elle eut passé, s'arrêta et se retourna pour la suivre du regard. Saisie de je ne sais quel remords, l'autre se retournait aussi au même moment. Il n'en fallait pas davantage pour que, revenant sur leurs pas, elles échangeassent une affectueuse poignée de main. Suivirent les récits, les confidences mutuelles. Mary, tout aussi étonnée que Jane de la bizarre rencontre qui l'avait promue au rang des honnêtes femmes, lui raconta comment le hasard l'avait placée sur le chemin d'un brave ouvrier anglais dans des circonstances qui permettaient à celui-ci

de la croire une pauvre orpheline réduite à vivre de son travail, — comment elle n'avait pu se résoudre à le tirer de cette favorable erreur, — enfin, l'étranger se montrant peu à peu disposé à lui offrir sa main, comment elle s'était décidée à profiter de son aveugle entraînement, de sa crédule ignorance. Beaucoup d'autres, moins dépravées que l'amie de Jane, n'auraient pas eu plus de franchise. Maintenant elle s'en trouvait punie, non par le remords il est vrai, mais par la crainte continuelle où elle était de voir son passé tout à coup révélé à ce trop confiant époux. N'ayant pu le déterminer à quitter Glasgow, où le retenaient des travaux avantageux, elle sortait le moins possible, et, l'ayant tout exprès déterminé à se loger dans un quartier perdu, elle évitait de se montrer avec lui partout où elle aurait pu rencontrer quelque témoin, quelque complice de sa coupable jeunesse. Il eût été bon de s'en tenir à ces explications très suffisantes, et que Jane acceptait de fort bonne grâce, enviant peut-être le bonheur de son ancienne amie, mais toute disposée à respecter le mystère dont celle-ci s'entourait à bon droit. Mary cependant n'était qu'à moitié satisfaite. Pour qu'elle le fût complétement, il fallait que Jane, déjà éblouie de sa bonne chance, l'eût vue dans cet intérieur conjugal dont elle lui vantait l'élégance et le comfort. L'occasion était favorable, l'heure propice. Pour ce jour-là seulement, Jane y serait admise en l'absence du mari : vanité d'une part, curiosité de l'autre devaient finir par s'entendre. Une fois chez Mary, qui étalait ses nouvelles splendeurs avec une complaisance bavarde, nos deux amies oublièrent facilement à quel danger elles s'étaient exposées de gaîté de cœur. Elles causaient encore lorsque le maître du logis, inopinément revenu, les surprit en tête-à-tête. Jane eut peine à dissimuler son émoi, que le brave charpentier mit sur le compte de la timidité naturelle au jeune âge. Mary, puisant une certaine assurance dans la difficulté même de sa situation, trouva sur-le-champ les mensonges qui devaient expliquer la présence d'une inconnue, — d'une inconnue aux dehors équivoques, — dans le domicile de l'honnête Simmons. Celui-ci, chez qui aucune méfiance n'était en éveil, les accepta tous. Il crut au faux nom qu'on lui donna, et se laissa persuader que sa femme lui présentait une ancienne camarade d'atelier, irréprochable d'ailleurs, mais réduite à chercher des secours. Jane au surplus s'éclipsa presque aussitôt, espérant bien que, grâce à cette prompte disparition, elle ne laisserait d'elle au mari de son amie aucun souvenir bien net.

Cependant quelques jours après, en traversant seul High-street, il la reconnut au bras d'Annette Ryan, et ce ne fut pas sans une grande surprise, car il était difficile de se méprendre sur le compte

de ces deux femmes, armées en guerre ce jour-là, et dont les joues fardées, les regards provoquans, les libres allures disaient assez haut ce qu'elles pouvaient être. Jane, poliment abordée par Simmons, n'osa feindre une méconnaissance invraisemblable. Sans prendre garde aux signaux impatiens de sa compagne, Annette Ryan interpella l'inconnu avec une familiarité de mauvais aloi. Celui-ci s'éloigna fort mal édifié, l'esprit en proie aux soupçons. Sa femme ne répondant pas aussi clairement qu'il l'eût voulu à certaines questions par lesquelles il cherchait à s'éclairer, notre homme se promit d'en finir avec les doutes tardifs que cette rencontre venait d'éveiller en lui; or la vérité n'était que trop facile à savoir. Le premier *policeman* auquel il s'adressa lui donna sur Jane des renseignemens précis et circonstanciés qui ne concordaient en rien avec les assertions de Mary Loggie, et par contre jetaient de terribles doutes sur la vie passée de cette dernière. Pour le coup Simmons résolut d'en finir. Il alla chercher Jane et la pria de l'accompagner chez lui. Elle n'osa ou ne voulut pas se refuser à cette espèce de confrontation. Je vous laisse à imaginer la scène qui suivit, lorsque Mary, — croyant que Jane l'avait méchamment trahie et la chargeant d'amers reproches, — en vint par là même aux aveux les plus explicites et les plus irrémédiables, — puis lorsque, se traînant aux pieds de son mari, elle lui demanda grâce et pardon pour l'abus qu'elle avait fait de sa confiance en elle, lui jurant qu'elle mériterait ce pardon par le plus entier dévouement, la plus inviolable fidélité. En parlant ainsi, elle était sincère. La bonté de cet homme l'avait gagnée. Elle l'aimait véritablement. Sans doute il comprit qu'en le lui disant elle ne le trompait plus. Une foule de bons souvenirs militaient en faveur de cette misérable créature, qui depuis son mariage inespéré s'était consacrée tout entière à sa nouvelle mission. Au moment décisif, alors que, chassée par lui, elle allait franchir le seuil de leur humble paradis pour retomber dans la fange d'où il l'avait retirée sans le savoir, les instincts généreux de ce brave homme prirent tout à coup le dessus. Le point d'honneur n'a point pour les gens de sa classe la rigidité qu'on lui voit ailleurs, et ne lui imposait pas absolument le sacrifice du bonheur qu'il avait goûté jusque-là, qu'il pouvait goûter encore. Il se laissa fléchir, sans l'avouer autrement que par un regard jeté sur Jane, qui se hâta de quitter la place. Elle croit, — et je suis tentée de le croire aussi, — que Mary Loggie aura tenu sa parole; mais elle ne sait à cet égard rien de positif, car depuis lors elle l'a rencontrée à peine une fois ou deux dans les rues de Glasgow, et toujours, en pareille occurrence, baissant la tête et détournant les yeux, Mary se dérobait à grands pas.

Le roman de Jane devait être tout différent, et je ne doute pas qu'elle ne soit elle-même étonnée de ce caprice providentiel qui, sans raison apparente, fit à deux êtres du même ordre, chargés des mêmes fautes, flétris par les mêmes vices, une destinée si peu semblable. Pareille surprise entre pour beaucoup dans l'obstiné fatalisme qui est trop souvent l'unique religion des ignorans et le plus terrible dissolvant de la morale à leur usage. Ce même hasard qui avait conduit Simmons chez une pauvre parente à qui Mary Loggie ramenait charitablement, au sortir de l'atelier, une enfant de fabrique victime d'une subite indisposition, ce même hasard, dis-je, amena Jane Cameron dans une espèce de *soirée* que l'élite des voleurs de Glasgow offrait à un de leurs collègues récemment arrivé de Londres, et que sa célébrité recommandait à leur accueil. Pour eux, *Black-Barney* était une sorte de héros légendaire. Ses fréquentes évasions donnaient à ses autres méfaits un relief particulier. On disait merveilles de son adresse, merveilles de sa force, merveilles de son intelligence et même de ses talens littéraires, étrangement surfaits, comme j'ai pu m'en assurer en lisant quelques lettres de ce bandit qui ne mettait pas même l'orthographe. Devant le successeur de Dick Turpin et de Jack Sheppard (1), Jane Cameron arrivait fascinée, et quand, la danse commençant, il s'avisa de la choisir pour *partner*, j'imagine facilement de quel orgueil la combla cette préférence inespérée. Quoique bien jeune encore, Cameron n'avait conservé que quelques vestiges de sa beauté première, et le choix de Black-Barney parut égayer, la jalousie aidant, une partie de l'assistance féminine; mais il fit face aux railleries, et sa danseuse, un moment déconcertée, déploya, pour le dédommager de l'espèce d'affront qu'elle lui avait valu, tout ce qu'elle possédait de bonne grâce et d'esprit naturel. Or je suis fondée à lui reconnaître mieux que personne ce don de plaire qui se devine sans pouvoir s'expliquer, et dont on subit l'empire sans se douter de ce qui le constitue. Black-Barney n'y demeura pas insensible. Après l'avoir simplement intéressé, la *scotch lassie* lui parut attrayante. Elle dansait à merveille, chantait encore mieux, elle avait fine taille et fine langue, de plus, ce charme spécial qui tient à un vif désir d'être appréciée. Plaire à Black-Barney, quelle fortune et quelle ivresse! Non qu'il l'eût frappée par ses avantages extérieurs : elle convient elle-même qu'il était de petite taille, qu'une de ses épaules dépassait l'autre, qu'il avait l'œil mauvais, le front bas, la mine farouche; mais elle ajoute avec candeur qu'elle lui aurait, dès ce premier soir, sacrifié tout au monde.

(1) Notabilités historiques de la *haute pègre* anglaise.

Aussi, quand elle put penser qu'il l'appellerait à partager ses glorieux destins, crut-elle avoir pris ample revanche de Mary Loggie. Elle ne connaissait point, il est vrai, les antécédens de son nouveau maître, mais ils ne pouvaient l'effaroucher à aucun point de vue. — Sans doute il se lassera bientôt de moi, se disait-elle. Il partira sans moi pour Liverpool ou pour Londres, mais il sera temps de s'en affliger quand l'heure de la séparation sera venue... Pour ces natures impétueuses et versatiles, l'émotion présente absorbe tout. Elles ne veulent voir l'avenir que lorsque, se dévoilant tout à coup, il les épouvante de son masque hideux. Au temps où Black-Barney la prit ainsi sous sa protection, et malgré le brillant prestige dont sa prodigalité l'entourait, ce grand *artiste* n'était point riche. De tous les produits de sa féconde industrie, il ne lui restait guère qu'une seule guinée, et Glasgow, où la police l'avait déjà signalé, lui paraissait offrir d'assez pauvres chances. L'heureux couple s'y maintint cependant, et Jane, par son expérience locale, ne demeura pas étrangère aux succès de Black-Barney, qui s'étudiait à la rendre digne de lui, l'exaltant d'ailleurs par-delà ses mérites et l'étourdissant de louanges excessives; c'était une tactique à lui pour piquer d'émulation les adeptes dont il avait entrepris l'éducation. Je ne vous redirai naturellement ni ses leçons pratiques, ni les fabuleux exploits dont il se plaisait à bercer l'imagination crédule de sa compagne. Ce sont, pour la plupart, contes à dormir debout, dans lesquels la police joue invariablement le rôle sacrifié. Je leur préfère les souvenirs de Jane elle-même; ils sont plus authentiques et s'accordent mieux avec la réalité des choses.

« Au mois de mars, raconte-t-elle, nous n'avions plus rien; mais Barney trouvait toujours du crédit sur sa renommée. Un recéleur nous fournit une mise en rapport avec le rôle que nous voulions jouer, et, sans nous en être encore revêtus, nous sortîmes à pied de Glasgow pour nous rendre à la première station du chemin de fer de Carlisle. Cette précaution devait servir à dépister la police et à l'empêcher de signaler notre départ. A Carlisle, où nous étions parfaitement inconnus, nous passâmes vingt-quatre heures, juste le temps de revêtir nos nouveaux dehors et de prendre, pour rentrer à Glasgow, des billets d'*express* qui nous permirent de monter dans un wagon de première classe, un wagon à gens riches. Barney en choisit un où se prélassait seul certain vieux *gentleman* que nous réveillâmes en nous installant près de lui, mais qui prit le parti de se rendormir bien vite, après nous avoir toisés d'un regard assez maussade. Nous le guettions à la dérobée, sans échanger la moindre parole, pas même un regard d'intelligence. Black-Barney feignit bientôt de s'endormir. Il n'entrait pas dans nos plans de rien tenter avant le

terme du voyage, pour ne point risquer une découverte et un éclat prématurés. Ce fut seulement après l'arrêt du train — et au moment où le voyageur venait de remettre en poche, après en avoir extrait son billet, un porte-monnaie de bonne apparence, — que les opérations commencèrent. Notre compagnon, doué d'un certain embonpoint, se mouvait avec quelque peine. Barney, placé entre lui et la portière, lui offrit poliment son assistance, et tandis qu'il le soutenait d'une main, de l'autre, en deux temps, il le débarrassa de sa montre et du porte-monnaie en question. Ces deux objets me furent passés avec une rapidité merveilleuse, et Barney promptement descendu s'en alla d'un côté, tandis que je m'éclipsais dans la direction opposée, et que notre honnête victime s'acheminait paisiblement derrière le wagon chargé de ses bagages.

« Rendez-vous était pris dans le domicile commun, où je trouvai Black-Barney fort impatient de me revoir, plus impatient encore de vérifier le butin que je rapportais sans m'être permis d'y jeter le moindre coup d'œil. — Je dois dire qu'il m'accueillit avec une certaine méfiance, — et j'ajouterai que c'était me méconnaître, — comme si j'eusse voulu lui faire tort, à *lui*, de la moindre bagatelle ! »

L'autopsie du porte-monnaie, savamment ajournée par Black-Barney après l'examen de la montre et de ses accessoires, fut pour les deux complices l'occasion d'un éblouissement triomphal. Quatre-vingt-cinq livres en *banknotes*, une centaine environ, y compris l'appoint monnayé, constituaient une prise de premier ordre. Black-Barney en sautait de joie; Jane au contraire prenait déjà peur et lui suggérait l'idée d'aller sans retard changer les billets, vendre la montre : — Enfant, lui dit Barney quand il eut repris quelque sang-froid, ce n'est pas ici, c'est à Londres que ces précautions doivent être prises; mais en attendant pas un mot!... Et de fait, cet homme si volontiers bavard, si porté aux fanfaronnades, garda rigoureusement le secret de sa bonne fortune aux habitués du *close* qu'il habitait. Le soir même il solda toutes les menues dettes qu'il avait contractées, et après une nuit passée à combiner l'emploi de leurs futurs loisirs, nos deux associés partirent de grand matin pour Londres, où Jane allait se trouver pour la première fois de sa vie. Les quinze jours qui suivirent sont restés dans ses souvenirs comme un rêve splendide. Vêtue de soie, promenée en voiture, passant ses journées à Richmond, à Greenwich, à Gravesend, ses soirées dans les divers théâtres, elle aspirait pour ainsi dire par tous les pores ce luxe dont elle n'avait jamais cru qu'il lui fût possible d'approcher, et ces jouissances qu'aucun remords ne troublait. A l'heure qu'il est, et malgré le réveil de sa conscience tant de fois stimulée,

j'estime qu'il lui est encore impossible de se reporter vers ce temps de délices avec d'autres sentimens que ceux d'une félicité non pareille. J'ai pu m'en assurer mainte fois avec plus de regrets que de surprise.

Un incident burlesque en lui-même, tragique pour ceux dont il abrégeait les « vacances, » rompit brusquement le cours de leur existence élyséenne. Après avoir reconnu que le coûteux séjour de la capitale imprimait une allure trop vive à leurs dépenses quotidiennes, ils étaient allés goûter à Margate les douceurs relativement économiques de la villégiature maritime. Black-Barney, joueur par instinct, ne quittait guère la salle où se tirent ces loteries spéciales qu'on appelle *raffles* (1). Elles comportent toujours un certain tumulte, des groupes nombreux et remuans. Notre homme s'était dit souvent qu'il y aurait là de bons coups à faire; mais il s'en abstenait par un scrupule bizarre, ne voulant pas « travailler » avant l'expiration du congé qu'il s'était donné à lui-même. Il ne s'attendait guère qu'un collègue moins délicat, ou n'ayant pas les mêmes raisons de rester inactif, profiterait contre lui de l'occasion qu'il laissait échapper, et ce fut pourtant ce qui arriva. Barney rentra un beau soir dépouillé de son portefeuille. Je vous laisse à deviner l'indignation et la honte du voleur volé, qui se trouvait ainsi tout à coup sans autres ressources qu'un *sovereign* laissé par grand hasard dans les mains de Jane, et hors d'état d'acquitter la note des frais d'hôtellerie. Ce dernier point, à vrai dire, l'inquiétait peu. Après avoir rôdé toute la nuit dans l'hôtel, cherchant une proie qui ne s'offrit point, il sortit le matin, à l'issue du déjeuner, non sans avoir commandé pour le soir un repas comfortable. Jane et lui, vêtus de leurs meilleurs effets et les poches pleines de tout ce qui avait pu s'y loger commodément, gagnèrent ensuite la station, et le soir même ils rentrèrent à Londres, où ils ne se vantèrent pas de leur mésaventure. Barney avait tiré de Jane la promesse solennelle de n'en parler à personne; on eût vraiment dit que son honneur était en jeu. La vie recommença pour eux dans ses conditions habituelles; mais Jane, qui sur ce nouveau théâtre ne se montrait pas trop indigne de son professeur, restait cependant en proie à une sorte de nostalgie. Autant qu'elle croyait le pouvoir faire sans risquer d'être abandonnée, elle tourmentait Barney pour le décider à revenir à Glasgow, et lui-même, avec le penchant superstitieux des gens de sa sorte, ne résistait qu'à demi. — Cette ville m'a porté bonheur, répétait-il volontiers, et il finit

(1) Tirage au sort de quelque objet de prix. Les billets sont très nombreux, partant se vendent bon marché.

par se laisser convaincre. On eût dit qu'une fascination vengeresse ramenait Jane irrésistiblement vers le lieu où sa destinée devait s'accomplir.

Le *close* qu'ils allèrent habiter était un des repaires les plus dangereux. On arrivait par un passage voûté dans un vrai labyrinthe de ruelles étroites. Au fond de l'une d'elles, une maison ténébreuse, d'où ne filtraient au dehors aucune lumière et presque jamais aucun bruit. Sur l'escalier des nattes épaisses qui le rendaient muet. Au-dessus des greniers vides, pratiqué avec art dans la carcasse même du toit, un vaste dépôt où disparaissait en un clin d'œil tout objet suspect. Une des fenêtres supérieures, ordinairement ouverte, donnait passage à une perche dont l'extrémité posait sur l'appui d'une baie pratiquée dans le mur opposé. Sur cette perche, quelques haillons s'étalaient en permanence et semblaient guetter au passage un rayon de soleil. En réalité, cette perche, qui affectait un faux air de séchoir, était un pont jeté dans l'espace, en travers d'une petite cour intérieure. C'est par là qu'au besoin, toute autre issue lui faisant défaut, un bandit pris au gîte pouvait s'éclipser en quelques secondes et se trouver dans la maison voisine, elle-même pratiquée de manière à faciliter sa fuite. Barney et sa compagne étaient installés dans une des chambres du haut. Les autres se garnirent peu à peu de leurs affiliés, de leurs complices ordinaires. La maison devint une véritable caverne, sans rien perdre de sa tranquillité habituelle. D'un commun accord, on n'y élevait jamais la voix, on évitait de s'y quereller, toute orgie en était exclue. On n'y buvait que pour affaires, c'est-à-dire pour tenir tête à l'étranger qui s'était fourvoyé là sur les pas de quelque sirène. Des jeunes femmes vouées à cet odieux emploi, Jane était sans contredit la plus experte. Aucune ne s'entendait mieux à simuler l'embarras craintif, la timidité provoquante, la curiosité qui se dérobe avec un secret désir d'être devinée et suivie. Quand un complice aposté lui jetait au passage un reproche et la menaçait de la dénoncer à sa mère, elle savait jouer la frayeur, et ne se laissait rassurer qu'à bonne enseigne. Encore fallait-il éviter les rues fréquentées, les zones lumineuses, chercher au contraire les endroits déserts et les ténèbres propices. La conversation entamée dans High-street se continuait sous le porche voûté de *Tontine-close*, et de là chez Black-Barney nous savons qu'il n'y avait pas loin. Jamais, de son propre aveu, Jane n'avait été si profondément pervertie. Son endurcissement ne laissait place à aucun remords. Encouragée, flattée, secondée par son abject entourage, elle était fière de ses odieux succès, enivrée de l'impunité qu'elle croyait s'être assurée à jamais. Il était temps que le châtiment vînt l'at-

teindre. Elle perdait terre et commençait à effrayer Black-Barney lui-même, qui, malgré son ascendant sur elle, ne pouvait pas toujours refréner cette nature fougueuse. Voici à peu près dans quels termes elle m'a raconté la catastrophe qui devait la perdre définitivement, et qui, j'espère, l'aura sauvée.

« C'était un soir, il pleuvait. Je m'étais arrêtée, comme pour me mettre à l'abri, sous l'auvent d'une porte. Un étranger vint à passer, m'aperçut et s'approcha. Je remarquai sa démarche légèrement incertaine : au lieu de rester debout devant moi, je le vis s'adosser au mur, symptôme significatif de cette espèce de lassitude qui suit un excès de boisson. A ses propos familiers, je ne répondis pas tout de suite; il dut me rassurer à plusieurs reprises avant d'obtenir un mot de moi. Bref, tout le manége habituel : les terreurs, les incertitudes, les résistances toujours moindres. Elles reparurent, plus vives que jamais, quand il fut question de l'accompagner dans une *public house* du voisinage. En revanche, je connaissais de braves gens, tenant discrètement un *shebeen*, et chez lesquels nulle âme vivante ne nous verrait entrer. Il hésita, mais ses idées n'étaient pas bien nettes, et je finis par triompher de sa répugnance. Une fois dans les ruelles du *close*, perdu après quelques pas, il suivit machinalement. Notre escalier obscur, où il buttait à chaque marche, le fit quelque peu maugréer. Bref, il entra dans la chambre où Black-Barney attendait mon retour avec une de nos femmes et un jeune apprenti de seize ans, récemment enrôlé parmi nous. A peine l'étranger avait-il franchi le seuil qu'un vague instinct lui suggéra quelques soupçons. Je me hâtai de commander en son nom deux verres de whiskey, en me portant garant de sa discrétion. Après quelques simagrées du prétendu fraudeur, la liqueur prohibée sortit de sa cachette. Toujours riant et raillant, nous tâchions, ma compagne et moi, de distraire l'attention de notre inconnu, que la physionomie de Black-Barney semblait n'avoir pas favorablement impressionné. Aussi ne le perdait-il pas de vue, et le mélange préalable que devait subir le whiskey pour servir nos projets ne put s'effectuer tout d'abord. Malheureusement pour l'étranger, il s'acclimatait peu à peu, et, se laissant gagner par nos rires, nos chansons, nos joyeuses saillies, il ne s'aperçut pas qu'on remplaçait par un autre verre celui qu'il venait de vider. Lorsqu'il revint à la charge, chacun le suivait des yeux. C'était un homme encore jeune, robuste, dont le soleil des tropiques semblait avoir hâlé le visage ouvert et franc. Il s'arrêta tout à coup, la liqueur à moitié bue. — Que veut dire ceci?... Vous ne me donnez pas le même whiskey, s'écria-t-il.

— Plaît-il? repartit aussitôt le faux *land-lord*... La bouteille pour-

tant n'a pas changé... — Notre homme ne se paya qu'à demi de cette mauvaise raison. L'étourdissement n'était pas complet, et son intelligence fonctionnait encore assez pour lui faire déjà comprendre en quelle mauvaise passe il s'était aventuré. Il se leva, jeta son verre dans le foyer avec une malédiction contenue et fit mine de sortir; mais Black-Barney l'avait devancé à la porte, et, cachant un casse-tête derrière son dos, lui fermait résolûment le passage. Je connaissais assez sa physionomie pour y lire la détermination d'en finir à tout prix. — Laissez-moi passer, dit l'étranger. — On ne casse pas mes verres pour rien, repartit Barney. — C'est juste... combien vous dois-je?... Et le malheureux porta la main à sa poche; précisément alors se manifesta l'effet du narcotique puissant dont il avait absorbé environ la moitié. Son regard trouble, ses gestes égarés signalaient le moment décisif. Barney lui porta un coup violent qui aurait dû l'abattre sur place; mais, comme je vous le disais, c'était un homme vigoureux et qui ne s'effrayait pas aisément; il se retint, sur le point de tomber, en s'accrochant au manteau de la cheminée. — Que suis-je venu faire ici? s'écria-t-il en même temps, et les poings en avant, la tête basse, il s'élança vers Barney que cette résistance inattendue semblait avoir exaspéré. Si habituée que je fusse à des scènes de ce genre, une sorte de pressentiment me saisit à cet instant, et je sentis une espèce de nuage passer devant moi. J'entendis un second coup, plus fort que le premier, puis le bruit d'une lourde chute. Cette fois l'homme était par terre : le sang ruisselait de sa tête fracassée. Les trois témoins de la lutte demeuraient immobiles et consternés. Barney lui-même, devenu fort pâle, semblait avoir perdu quelque chose de son imperturbable assurance. — Allons! dit-il enfin,... à quoi êtes-vous bonnes?... Une éponge, du linge!... Ne voyez-vous pas que ce sang gagne le palier?... Il faut nous débarrasser de cette charogne... — Il est donc mort? m'écriai-je dans une invincible anxiété. — Allons donc!... étourdi, tout simplement... Enlevez la bourse!... Mais il avait beau dire, je croyais à un assassinat, et de la tête aux pieds je frissonnais. — Pourquoi ce dernier coup? lui demandai-je avec l'accent du reproche. — Est-ce qu'on sait pourquoi? me répondit-il plus brusquement qu'à l'ordinaire... Étanchez ce sang, ou nous sommes perdus... Il fallut bien obéir et descendre ensuite le corps inanimé que nous voulions transporter hors du *close*. — Son cœur bat encore, nous dit Barney avec l'accent du triomphe au moment où nous arrivions à la dernière marche du ténébreux escalier. A peine cependant avions-nous fait quelques pas dans la ruelle, qu'un bruit, je ne sais lequel, nous vint effaroucher, et, sans nous donner le mot, nous déposâmes à terre le fardeau sanglant pour rentrer chez nous au plus vite. Le jeune ap-

prenti, pendant notre absence, avait pris la fuite. Ma compagne se désolait : Barney la fit taire en lui remettant une légère part prélevée sur le très modeste contenu de la bourse, qu'il se hâta de jeter au feu après l'avoir vidée. Puis il sortit pour faire le guet, disait-il; mais il demeura si longtemps dehors que je jugeai bon de descendre aussi, afin de savoir ce qu'il devenait. Impossible de le retrouver, non plus que le corps, enlevé déjà de la place où nous l'avions laissé. Je remontai. Ma compagne, agenouillée, priait en se frappant la poitrine. C'était, — vous l'ai-je dit? — une catholique. — Que faites-vous là? lui demandai-je. — J'implore la bonne Vierge, me répondit-elle. Je la prie de faire en sorte qu'on ne nous découvre point... Nous ne songeâmes ni l'une ni l'autre à nous coucher et demeurâmes accroupies auprès du feu, sur lequel nous avions entassé force charbon pour sécher plus vite le plancher récemment lavé. Tout à coup on frappa... Je ne bougeai point, la peur me glaçait. Après un nouvel appel, j'entendis mon nom prononcé à voix basse; alors je me rapprochai de la porte : c'était une de nos voisines qui rentrait chez elle. — Jane, me dit cette femme, si vous m'en croyez, vous ne resterez pas ici; la foule est amassée là-bas devant la demeure d'un médecin... J'ai entendu le nom de Black-Barney, et parmi les agens j'ai vu Dick (l'apprenti dont j'ai parlé) qui semblait en bons termes avec eux...

« Si je voulais fuir, en effet il n'était que temps, et j'aurais dû quitter Glasgow sans regarder une seule fois derrière moi : mais je me croyais tenue de prendre les ordres de mon maître. J'allai donc le chercher dans une maison où avait dû le conduire, selon toute probabilité, la nécessité de se dérober aux poursuites. La maîtresse de ce logis, en qui j'avais toute confiance, m'affirma qu'elle ne l'avait point vu de la soirée, et me conseilla fortement de me mettre hors d'atteinte en me réfugiant dans un faubourg (*Pollockshields*) où la police de la ville était tenue en échec par d'anciens priviléges. Encore un conseil qu'il eût fallu écouter; mais je m'obstinai à vouloir attendre Black-Barney, qui, dans ce moment-là même, ne pensait qu'à se tirer d'affaire. Me croyant en sûreté, du moins pour quelques heures, je me couchai, je me laissai gagner au sommeil... Une voix rude me tira le lendemain de cette espèce de léthargie... J'ouvris les yeux, et je discernai dans la pénombre de la première aube l'uniforme d'un *policeman*... Le reste n'a pas besoin d'être conté. C'est l'histoire quotidienne de mes pareilles. Seulement, le blessé n'étant pas mort, je ne comptais que sur huit ans, et j'en eus quatorze,... un de moins que le nombre des jurés (1). La sentence, muette à cet égard, me laissait ignorer si je

(1) Le jury criminel en Écosse est composé de quinze membres.

subirais ma peine à Glasgow même, ou à Perth, ou dans les prisons d'Angleterre. Ces dernières, bien qu'on m'en dît merveilles, me faisaient grand'peur. Rester en Écosse, c'était en quelque sorte rester chez moi. Déjà minée par l'inquiétude, je fis mon possible pour me rendre malade, et je n'y eus vraiment pas grand'peine, car les premiers mois d'emprisonnement solitaire m'avaient exténuée. A l'infirmerie, j'étais presque heureuse; je l'aurais été tout à fait, si l'on eût pu me rassurer au sujet de Black-Barney... Après tout il était naturel que je lui fusse attachée, car cet homme si violent, si peu maître de lui, jamais ne m'avait frappée, jamais dit un mot plus haut que l'autre. Du reste, on avait beau me soigner et m'exhorter, ces quatorze ans (j'en avais dix-huit) me pesaient sur le cœur, et je me sentais plus révoltée, plus endurcie qu'auparavant. — Jamais tu n'en verras la fin, me disais-je, et alors à quoi bon tous les efforts que te coûterait une réputation à refaire?... Puis l'ordre de translation arriva, et j'en fus presque bien aise. L'ennui m'avait repris au sortir de l'infirmerie, et tout changement devait être le bienvenu. Pourtant à l'heure du départ le chagrin de quitter Glasgow domina chez moi tout autre sentiment. Et ce me fut une consolation de penser qu'à l'expiration de mes quatorze années la loi voulait qu'on me ramenât au pays. Revoir mon vieux Glasgow a été mon rêve favori depuis cette journée où je le quittais... peut-être pour n'y jamais rentrer. »

Puis-je me flatter, consultant comme je fais, des souvenirs déjà lointains, d'avoir fidèlement rendu l'accent de ce récit, fait comprendre les variations de cette pensée mobile, de cette conscience vacillante et inégalement éclairée? Je le voudrais pour ne pas laisser à l'état d'énigme l'intérêt vif que m'inspire Cameron, disons vrai, l'attachement que j'ai pour elle. Il redouble quand je la compare à la plupart de ses compagnes de captivité. Je parle ici des meilleures, de celles à qui on ne peut refuser pitié, lors même qu'elles n'inspirent aucune sympathie, — les Garnett par exemple, cette mère et cette fille condamnées ensemble pour homicide. Évidemment, bien que leur crime ait soulevé un déchaînement d'opinion presque universel, ces deux êtres extraordinairement bornés ne sont coupables que d'une rigidité absurde, aux conséquences de laquelle tout fait penser qu'elles n'avaient point réfléchi : l'une est la femme, l'autre la fille aînée d'un misérable berger, chargé d'une nombreuse famille. Un travail rude, incessant, pouvait seul éloigner de leur cottage la faim, l'horrible faim, toujours au seuil, toujours menaçante. A la mère incombaient tous les soins du ménage; les filles fabriquaient à bas prix de grosses dentelles, et la tâche quotidienne était l'irrémissible condition du repas quotidien. La cadette, enfant de seize ans, maladive et sujette aux fièvres, se

vit un jour incapable de terminer sa portion d'ouvrage; la règle commune lui fut appliquée, elle ne mangea point ce jour-là. Le lendemain, plus faible encore, ses mains tremblantes se refusèrent à tirer l'aiguille; on lui refusa de même toute nourriture. Le troisième jour, elle succomba. Selon le témoignage fourni aux jurés par celle de ses sœurs qui assistait à son agonie, ses dernières paroles avaient été une invocation naïve au Seigneur Jésus. Donne-moi, lui disait-elle, donne-moi la force de travailler la semaine qui vient!... Ce dernier détail souleva, d'abord dans l'auditoire de la cour d'assises, puis, grâce aux journaux, dans le pays tout entier, une pitié profonde, une horreur au moins aussi marquée. Quel n'a donc pas été mon étonnement en débutant à Brixton, quand on m'a cité les « abominables Garnett » comme des prisonnières modèles! Elles y sont arrivées dans un tel état de maigreur et d'épuisement, qu'elles faisaient peine à voir. La matrone chargée de les conduire chacune dans un *ward* différent ne surprit ni chez l'une ni chez l'autre le moindre semblant d'émotion. Leur flegme impassible et taciturne ne laissait entrevoir qu'une sorte d'étonnement causé par cette vie nouvelle dont elles n'avaient aucune idée. Elles semblaient particulièrement surprises d'avoir tant à manger, et se soumettaient d'ailleurs à la règle avec une docilité presque reconnaissante. Toutes deux, quand la force leur revint, se mirent à travailler du même zèle, mais sans jamais s'enquérir l'une de l'autre. Stupéfaite de tant d'indifférence, je demandais un jour à la mère si elle ne serait pas bien aise de savoir ce que devenait sa fille. — Oh! me répondit-elle, je la connais; elle n'est pas remuante et ne doit pas vous donner de tracas. J'adressai la même question à la jeune Garnett. Elle quitta des yeux le chanvre qu'elle tenait, et me regardant tout étonnée : — J'espère, dit-elle, que ma mère ne se tourmente pas trop... Jamais, que je sache, elles n'ont mérité la moindre punition, pas même une réprimande, mais jamais non plus elles n'ont reparlé l'une de l'autre. La faim, chez elles, a tué l'âme. On ne peut certes leur en vouloir; mais comment s'y prendre pour leur vouer un autre sentiment que la commisération due à leurs malheurs?...

Hélas! au moment où je traçais ce parallèle, la maudite tête de Cameron lui faisait quitter le bon chemin encore une fois. On m'apprend qu'elle est renvoyée de Brixton pour « insolence envers ses supérieures, » et, comme les sentences de cet ordre s'exécutent sans aucun retard, elle partira, si elle n'est déjà partie, pour Millbank, sans que j'aie pu lui parler, la consoler, l'exhorter... A quoi bon du reste? N'est-elle pas incorrigible bien décidément? Peu importe; je ferai en sorte de savoir ce qu'elle devient...

Brixton, juillet 1861.

Susan Marsh devait être, elle est en effet la cause de cette rechute inattendue. Les deux *pals*, à mon insu, n'avaient pas cessé de correspondre. Susan, atteinte de ce mal insidieux que la captivité développe peu à peu, et qui, minant sourdement l'organisme, éclate parfois mortel après un certain nombre d'années, Susan, dis-je, s'est crue sérieusement en danger. Elle a sommé Cameron de revenir auprès d'elle. Cameron n'a pas su se refuser à ce vœu funeste; l'*insigne* qu'elle avait eu tant de peine à gagner, le bien-être relatif d'une prison supérieure, la satisfaction qu'elle semblait éprouver à se sentir à portée de moi, de mes conseils, de ma protection, elle a tout sacrifié aux devoirs de cette amitié suspecte. Une de mes anciennes collègues, amenée ici par quelque mission fortuite, a été chargée de m'en instruire, Cameron s'inquiétant fort « des mensonges qu'on me ferait sur son compte pour m'indisposer contre elle. » Miss P***, de retour à Millbank, n'a point tardé à la trouver sur son chemin. — Eh bien! lui a demandé Jane, que dit miss Weston?... Je suis sûre qu'elle ne veut plus ni me voir, ni me parler, ni s'occuper de moi, n'est-il pas vrai?

— Vous vous trompez; elle dit seulement que vous lui avez causé une véritable peine.

— Et c'est tout?...

— Non, elle ajoute qu'elle espère encore en vous; elle croit que vous tenterez un nouvel effort, que vous serez mieux en garde contre une tentation nouvelle, en un mot que vous recouvrerez le chemin perdu.

— Vraiment?... Écrivez-lui donc qu'elle y peut compter... Il me faut huit mois pour regagner tous mes *badges* et retourner à Brixton. Promettez-lui de ma part qu'elle m'y reverra dès les premiers jours du neuvième.

Je l'attends effectivement dans une quinzaine. L'enfant m'a tenu parole.

VII.

Brixton, juin 1863.

Enfin, enfin nous touchons au port. Si j'en crois les battemens de mon cœur, Jane est sauvée. Deux années d'irréprochable conduite, trois ou quatre occasions qu'elle a saisies de se distinguer par un zèle, un dévouement particulier, une tentative d'incendie, entre autres, qu'elle a su faire avorter au dernier moment, l'ont assez puissamment recommandée pour que l'évêque de R..., prié par moi d'appuyer ses titres à la clémence officielle, ait obtenu sans

trop de difficulté une remise du restant de la peine. La sentence d'ailleurs était, on l'a compris, entachée d'une certaine exagération. Cameron va donc d'ici à quelques semaines recouvrer sa liberté. Qu'en fera-t-elle? Voilà la question. Depuis plusieurs mois, je la prépare à cette grande et redoutable épreuve. Une admirable institution, le *Home* des condamnés libérés (1), pourrait lui offrir un asile immédiat et les recommandations ultérieures sans lesquelles il lui est presque impossible de se créer une position; mais les administrateurs de cette œuvre, chargés d'une immense responsabilité morale, n'acceptent pas indifféremment tous les individus plus ou moins suspects que nos pénitenciers leur envoient, et malheureusement le passé de Jane, les flétrissures multipliées qui l'ont atteinte et avant et pendant sa captivité, la recommandaient mal à une préférence de ce genre. Elle le comprenait mieux que personne, et après avoir confié ses intérêts à notre surintendante, par qui passent nécessairement toutes les demandes d'admission, je l'ai vue se préoccuper vivement d'un refus possible, disons mieux, d'un refus probable. Peut-être pour la première fois de sa vie elle avait le sentiment complet de sa déchéance et du grave dommage porté par elle-même à ses plus grands intérêts. Appelée, quoiqu'elle ne soit pas dans mon *ward*, à la rencontrer de temps en temps, je ne manquais jamais l'occasion de mettre à profit ce nouveau développement de son être moral. — C'est étonnant, me dit-elle un jour, vous me donnez les mêmes conseils que Susan.

— Eh quoi! m'écriai-je stupéfaite, Susan Marsh vous écrit encore?

— M'écrire? et pourquoi cela? nous nous voyons chaque jour. Elle est de mes *associées*.

Or je n'ignorais pas seulement que cette fille, dissimulée entre toutes, avait fini par se frayer le chemin de Brixton, mais j'ignorais encore sa promotion toute récente au *badge* n° 1, et surtout (j'y eusse mis bon ordre) son *association* avec Jane. Le mal étant fait, il n'y avait plus qu'à y chercher remède. Pour cela, il fallait en apprécier l'étendue. — Eh bien! Cameron, repris-je sans sourciller, Marsh vous conseille le *Home?*

— Oui, répondit-elle, au moins pour les six premiers mois, en attendant qu'elle sorte d'ici.

— Et alors?...

— Alors elle me propose de mettre en commun ce que nous avons gagné pendant notre séjour ici et à Millbank... Nous monterions un petit magasin... Nous vivrions comme cela très heureuses,

(1) C'est le nom sous lequel est couramment désignée la *Discharge prisoner's aid Society*.

à ce qu'elle dit encore... tandis qu'autrement je serai seule dans le monde, et vraiment la perspecitve n'est pas gaie.

On devine mes objections à ce beau plan de campagne. Je les développai avec une certaine éloquence, et je finis par convaincre Jane du danger que lui feraient courir ses rapports avec une amie indigne d'elle. A aucun prix, ajoutai-je, il ne fallait lui donner prétexte et moyens de la revoir. — Peut-être avez-vous raison, disait Jane; elle me persuade par momens de ses bonnes intentions, mais parfois aussi je ne trouve en elle que mauvais cœur et pensées méchantes...

Je crois bien qu'à partir de cet entretien ma protégée, comme elle me l'avait promis et comme elle l'affirme, a soigneusement éludé tout engagement formel envers sa dangereuse amie; mais je ne serai complétement rassurée que quand elles seront définitivement étrangères l'une à l'autre, car Susan est par l'intelligence bien supérieure à sa compagne. Je la sais insinuante, habile, éloquente même dans son genre, et elle a un beau texte à ses pernicieux commentaires : cet isolement qui, plus que toute autre chose au monde, effraie ma pauvre dépaysée. L'espèce d'horreur qu'il inspire à celle-ci se retrouve chez presque toutes nos prisonnières, lorsque pendant plusieurs années de suite, dépouillées de toute initiative, elles ont perdu l'habitude de se régir elles-mêmes, de vouloir, de prévoir, de contrôler, d'organiser. Parties intégrantes et dépendantes d'une énorme machine où elles accomplissent mécaniquement leur évolution quotidienne, elles se trouvent fort empêchées quand toute propulsion extérieure vient à leur faire défaut.

Brixton, août, même année.

Une complication inattendue dans mes affaires de famille m'a forcée de prendre plus tôt que je ne pensais ma quinzaine de congé annuel. J'ignorais d'ailleurs le jour précis où le *warrant* de mise en liberté serait expédié par les bureaux ministériels. Avant de partir cependant je m'étais assurée, d'accord avec la surintendante, que l'une des *female lodging-houses*, fondées par la Société de secours aux prisonniers libérés, serait ouverte à Jane moyennant qu'elle remplît les conditions réglementaires, savoir, d'y arriver en droite ligne au sortir de la prison et de déposer aux mains des directeurs la totalité du petit pécule produit par l'accumulation de ses profits hebdomadaires. Jane, informée de tout, y avait souscrit de grand cœur. Depuis qu'elle se savait admise parmi les *patronées* de cette admirable institution, passant des plus vives inquiétudes à la sécurité la plus absolue, elle se croyait complétement régénérée, complétement à l'abri de toute rechute. Sans partager à cet égard sa con-

fiance exagérée, je ne voyais pas la nécessité de lui ôter une illusion qui pouvait avoir d'heureux effets, illusion qui du reste semblait quelque peu ébranlée, si l'on m'a dit vrai, pendant les dernières journées de son séjour ici. Mon absence inattendue a peut-être compté pour quelque chose dans l'agitation, le trouble extrême qu'on a remarqués en elle aussitôt que le jour de sa sortie lui a été connu et lorsque les préparatifs d'un prochain départ ne lui ont plus laissé le moindre doute à ce sujet. Pendant les trois journées dont je parle, elle ne pouvait plus vaquer à son travail de couture, ni s'appliquer à aucune autre tâche exigeant quelque attention. Elle avait perdu le sommeil et l'appétit. Une espèce de fièvre dévorait. Mon nom sans cesse revenait dans ses discours. — Il est impossible, disait-elle, que miss Weston me laisse partir ainsi... L'impossible a failli arriver. Je ne suis rentrée à Brixton que la veille du jour où Jane devait être conduite chez ses nouveaux patrons. Il était trop tard pour lui parler, et le lendemain, mon service repris, je ne pouvais guère songer à m'occuper d'elle. Cependant je m'arrangeai, dès que j'entendis dans l'avant-cour rouler la voiture qui venait les prendre, elle et la matrone chargée de l'accompagner, pour avoir affaire chez la surintendante, et me mettre à une de ses croisées donnant sur cette avant-cour. En sortant et en promenant autour d'elle un dernier regard, la pauvre enfant m'aperçut; je n'oublierai jamais le reconnaissant sourire qui transforma tout à coup sa physionomie inquiète et illumina son visage fatigué par les veilles. Ses deux mains se levèrent de mon côté, puis se rapprochèrent comme si elle remerciait Dieu de m'avoir revue. — Dites à miss Weston que je lui écrirai dès que je serai placée, s'écria-t-elle en se retournant vers sa compagne, et tout exprès assez haut pour que ces paroles arrivassent jusqu'à moi... Puis elle monta dans la voiture, qui s'ébranla aussitôt. Sans cela, je crois qu'au risque de scandaliser l'honnête concierge Lockett, je serais descendue quatre à quatre, tant je me sentais attirée vers cette pauvre créature, livrée avec si peu de chances favorables aux terribles épreuves qui l'attendent encore.

Pendant les huit jours qui suivirent et qu'elle passa dans la *lodging-house*, — où rien ne rappelle la prison, — elle ne mit pas une fois le pied dehors, bien qu'elle eût la libre disposition d'elle-même, sauf le soir, où elle devait rentrer à heure fixe. — Les rues, disait-elle, lui faisaient peur... Ses nerfs étaient comme ébranlés par le mouvement et le bruit dont elle avait été si longtemps sevrée. L'obligeante sous-directrice à qui je dus ces renseignemens me donna aussi le nom de la personne chez laquelle Jane a eu le bonheur d'entrer dès la fin de cette première semaine de liberté. Cette dame se nomme mistress Evans, et paraît avoir agi par esprit de

charité chrétienne en venant se pourvoir ainsi dans un établissement que bien des gens suspectent encore. Elle n'a pas voulu, comme cela se voit quelquefois, abuser de la position de Jane pour lui faire accepter des gages inférieurs à la moyenne ordinaire. Enfin, tenant un juste compte des susceptibilités de notre libérée, elle lui a formellement promis de ne révéler ses pénibles antécédens à aucun des autres domestiques de la maison.

Fin de septembre.

Fidèle à sa promesse, Jane m'écrivit dès son entrée chez mistress Evans pour m'annoncer cette bonne nouvelle, dont elle ne me savait pas instruite. Elle ne me demandait pas de l'aller voir, et cette réserve, sur le motif de laquelle je ne pouvais me tromper, hâta ma visite. L'émotion de Jane, qui était venue m'ouvrir la porte, fut pour le moins aussi vive que je pouvais m'y attendre. Elle n'avait osé, disait-elle, espérer que je me dérangerais pour la venir voir si tôt. Puis elle courut prévenir sa maîtresse, et sur la demande expresse de mistress Evans je me présentai chez cette dame, qui me rendit de sa nouvelle acquisition le compte le plus satisfaisant. Jane manifestait, me dit-elle, plus de zèle, plus d'activité qu'aucun des autres domestiques. Les enfans déjà la préféraient à leur *nurse*, et depuis certain jour où elle les avait promenés à la place de celle-ci ne juraient que par la nouvelle venue. La satisfaction au reste était mutuelle. Sauf quelques questions indirectes de ses camarades, qui la gênaient quelque peu, et dont elle s'était tirée jusque-là par des réponses ambiguës, Jane ne voyait que sujets de se réjouir. Les maîtres étaient la bonté même. La règle un peu stricte de la maison lui paraissait douce au prix du régime dont elle avait contracté l'habitude. On exigeait d'elle bien moins de travail qu'à Millbank et à Brixton. Bref, pas une objection pour le présent, pas une crainte pour l'avenir; de bonnes résolutions désormais inexpugnables, des espérances triomphantes, une confiance illimitée dans l'avenir. Tout cela était trop beau et me fit peur.

J'avais raison de m'alarmer. La seconde lettre de Jane, — je l'ai reçue la semaine dernière, — était tout autre que la précédente. Aucune plainte positive, mais un accent général de tristesse résignée qui me donna fort à penser. J'ai cru qu'il fallait porter quelques secours à cette imagination malade. Jane m'a vue arriver avec moins de surprise, mais avec tout autant de gratitude que la première fois. Elle s'inquiétait surtout de ce que sa maîtresse pensait d'elle.— Beaucoup de bien, lui ai-je répondu. Elle trouve seulement que vous vous exténuez de travail, et attribue à ceci la tristesse qui rend votre physionomie sombre et maussade...

— Non, m'a répondu Cameron; le travail au contraire me sou-

lage et me fait du bien. Il m'empêche de penser... Dès que je m'arrête, la réflexion me vient, et je ne sais plus où j'en suis.

— Portez votre pensée sur des sujets qui vous égaient et non sur ceux qui vous troublent.

— J'essaie, mais les autres idées reviennent toujours.

— Lesquelles, par exemple?

— Eh bien! je me demande si peu à peu vous ne cesserez pas de vous intéresser à moi... Je songe aux indignités de ma vie,... à ce que je deviendrais si la force me manquait jamais.

— Avez-vous donc quelque sujet de le craindre?... Vous sentiriez-vous menacée dans votre santé?

— Il y a là quelque chose, m'a-t-elle répondu en posant sa main sur son cœur,... des battemens que je ne puis réprimer... Et si je tombais malade, après l'hôpital que me resterait-il?... la *workhouse*...

— Priez Dieu, Cameron, et il ne vous abandonnera pas.

— Oh! je prie, je prie de toute ma force, mais sans que cela paraisse me faire grand bien, disait-elle avec découragement.

J'ai fini cependant par la remonter un peu, grâce aux enfans qui sont survenus, et dont le gai babil fait seul arriver quelques pâles sourires aux lèvres de Jane. Elle se loue de sa maîtresse qu'elle aime humblement, de ses camarades avec lesquels elle est en bons termes, bien qu'ils aient, prétend-elle, des façons à eux, et que leur langage soit parfois lettre close pour la pauvre Écossaise; pourtant elle est triste, et bien évidemment elle s'ennuie. Cette existence close et paisible ne réalise aucun de ses rêves de liberté. — C'est étonnant, me disait-elle, combien cela ressemble aux prisons.

Mistress Evans lui a proposé deux ou trois fois « un jour de sortie, » qui, dans nos usages domestiques, constitue une sorte de droit. Jane a toujours refusé. Elle n'a pris çà et là qu'une heure ou deux de congé pour aller retirer son petit pécule des mains de la *Discharged prisoners' aid Society*, et le déposer dans une banque d'épargne où elle porte régulièrement ses économies de chaque mois.

La famille Evans, paraît-il, doit prochainement passer en Amérique. J'ai sondé Cameron sur ce qu'elle comptait faire, si on lui proposait de l'emmener. — J'aimerais assez m'en aller, m'a-t-elle répondu, pourvu que cela ne m'expose pas à certaines rencontres. Je me sentirais d'ailleurs plus en sûreté dans un pays étranger... Mais je ne vous verrais plus; vous seriez morte pour moi. — Votre santé se trouverait peut-être bien d'un changement de climat. — Peut-être, et si vous saviez combien elle m'inquiète!... Oh! miss Weston, pour être certaine que la force ne me manquera pas d'ici à dix ans, je ferais marché de tout le temps qui me reste à vivre.

Brixton, mai 1864.

Rien ne me faisait prévoir ce qui vient d'arriver. Un billet énigmatique de mistress Evans m'a convoquée aujourd'hui chez elle; j'ai dû échanger avec une de mes collègues un tour de sortie, et j'ai couru chez la maîtresse de Jane. Cette malheureuse enfant m'échappe encore. Elle a quitté ce matin l'asile qui l'avait reçue, la respectable maison où sa régénération morale pouvait définitivement s'accomplir. Je le répète, rien ne m'avait préparée à ce triste résultat de tant d'efforts, à la ruine subite des espérances qui me berçaient. Tout au contraire, le prochain départ des Evans me semblait une faveur spéciale de la Providence, un gage de clémence et de réconciliation. Pour bien longtemps, pour toujours peut-être, Jane allait se trouver éloignée de tout ce qui lui rappelait un passé honteux, soustraite aux influences qu'il pouvait exercer sur elle, au contact des êtres pervers qui la revendiquaient comme une des leurs. Nous avions échangé deux ou trois lettres à ce sujet. Dans la première, elle me demandait conseil, bien décidée, disait-elle, à n'agir que selon mes inspirations. Dans la seconde, elle m'affirmait que son parti, très irrévocablement pris, était de suivre à l'étranger ses nouveaux maîtres... Et la voilà partie, la voilà perdue sans doute, sans qu'on puisse encore savoir quelle prise mystérieuse ont eue sur elle les suppôts d'enfer qui l'ont attirée hors du droit sentier!...

Voici à quoi se bornent les renseignemens que j'ai pu obtenir. Il y a environ quinze jours, Jane, qui, je l'ai déjà dit, avait toujours refusé de sortir, est venue demander à mistress Evans une journée de liberté, d'autant plus facilement accordée que depuis une huitaine de jours, plus triste, plus concentrée que jamais, elle semblait garder par devers elle le secret de quelque souffrance cachée. Le soir, à l'heure où la famille se couche, elle n'était pas rentrée. Surprise de cette irrégularité peu prévue, mistress Evans laissa tout son monde se mettre au lit et attendit la rentrée de Jane, qui du reste arriva seulement en retard d'une demi-heure. — Quand je l'entendis frapper, me racontait mistress Evans, je ne pus m'empêcher de tressaillir et de remercier Dieu. — Cameron semblait confuse, mais dissimulait son trouble sous un sang-froid de commande. Aux justes observations de sa maîtresse sur le dérangement qu'elle avait causé, les inquiétudes qu'on avait pu concevoir à son sujet, elle ne répondit pas un mot, les yeux obstinément baissés vers le tapis que ses pieds foulaient. Questionnée directement sur ce qui l'avait retenue, elle ne trouva aucune réponse satisfaisante. — J'avais perdu mon chemin, finit-elle par dire avec une certaine hésitation, et comme assurée d'avance que ce ridicule prétexte ne serait pas accepté.

Mistress Evans en effet n'y vit qu'un mensonge maladroit, et, sans dissimuler à Jane qu'il ébranlait sa confiance en elle, la laissa partir avec un avis formel de ne pas retomber dans la même faute. Le lendemain, les autres serviteurs de la maison s'étant permis quelques conjectures et quelques questions sur l'emploi que leur compagne avait dû faire de cette sortie si exceptionnelle et si prolongée, celle-ci, pour la première fois, se départit de ses allures graves et paisibles. Il y eut entre elle et ses camarades une espèce d'altercation; mais aussitôt après Cameron redevint plus sérieuse, plus renfermée que jamais en elle-même. Son service était tout aussi exact que par le passé, son zèle ne se ressentait en rien des préoccupations auxquelles on pouvait la supposer en proie. Cependant elle se trouva indisposée et dut garder le lit pendant deux jours. Quand elle se remit, on s'aperçut qu'elle était hantée par la peur de l'hôpital et des *work-houses*. Elle ne s'en expliquait pas formellement, mais certains mots de temps à autre décelaient cette préoccupation. Elle laissait de même entrevoir quelque dégoût du travail servile, auquel elle opposait les agrémens d'un métier libre, laissant à celui qui l'exerce une certaine indépendance personnelle dont elle semblait avide. Les rues aussi lui déplaisaient moins qu'autrefois, et sans une affectation trop marquée elle trouvait assez fréquemment un prétexte qui l'appelât au dehors, — une petite emplette, un message dont elle se chargeait spontanément. — Je vins avant-hier la voir et la trouvai sortie, sans m'en étonner autrement. Au retour, elle parut désolée de ce contre-temps, plus désolée que ne le méritait un incident d'aussi petite importance. — C'est un sort, un véritable sort, répéta-t-elle à plusieurs reprises. — Mistress Evans, ménagère très scrupuleuse, la manda peu après, et lui demanda compte un peu sévèrement du temps qu'elle avait passé dehors. Jane ne put fournir aucune explication plausible sur l'emploi de deux grandes heures consacrées à une commission qui devait prendre tout au plus vingt minutes. — Peut-être avez-vous rencontré miss Weston? lui demanda sa maîtresse.

— Non, répondit Jane, je n'ai rencontré personne.

— Où êtes-vous donc allée?

— Nulle part.

— Auriez-vous par hasard trouvé sur votre chemin quelque ancien ami, quelque connaissance d'autrefois? — Jane ne répondit pas immédiatement, et s'y reprit à deux fois pour articuler avec l'accent d'une sorte de défi : — Non, madame,... et si madame n'a plus confiance... — Ici mistress Evans lui coupa la parole. — Avant d'aller plus loin, lui dit-elle, prenez le temps d'y songer... Vous n'êtes pas à vous-même dans ce moment-ci... Vous pouvez vous retirer. Nous nous expliquerons une autre fois...

Ce matin, sans qu'aucun nouvel incident soit survenu depuis lors, Cameron, levée avant tout le monde, s'est mystérieusement évadée. Son lit n'avait pas été défait, sa bougie était consumée aux trois quarts. Sa malle fermée, mais que son poids indique comme étant à peu près pleine, occupait la place ordinaire. Le plus étrange, c'est que Jane, fidèle à sa routine quotidienne, n'a pas négligé, avant son départ, d'allumer le feu de la cuisine et de mettre l'eau chauffer. C'était un service qu'elle rendait chaque jour à la cuisinière, personne peu matinale. On s'est aperçu qu'elle a revêtu, l'un par-dessus l'autre, son costume de tous les jours et celui qu'elle met pour sortir. Le premier émoi fut grand lorsque cette disparition devint chose avérée. Les maîtres de la maison crurent d'abord à quelque vol, et ce soupçon leur était certainement permis; mais une exacte perquisition n'a rien fait découvrir de semblable. Dans le salon, dont elle avait réparé en toute hâte le désordre matinal, Jane a laissé une lettre pour sa maîtresse. Ce sont quelques lignes incohérentes, évidemment tracées sous l'empire d'une obsession morale bien caractérisée. Jane tantôt fait appel à des griefs imaginaires, tantôt s'humilie et s'excuse sur quelque invincible fatalité. Elle parle d'une carrière nouvelle qui lui est ouverte, et de l'insupportable ennui que lui inspirait le service, ennui qu'elle n'a jamais osé manifester. Elle espère qu'on lui pardonnera ce coup de tête insensé, et appelle la bénédiction de Dieu sur ses maîtres et leurs enfans, évitant du reste avec un soin très marqué de donner la moindre indication qui puisse servir à faire retrouver ses traces.

Précaution à coup sûr bien inutile. Qui songe à courir après cette ingrate et folle créature?... Folle, ingrate, est-ce bien cela? Je crois connaître Cameron mieux que personne, et je retrouve dans sa fuite inopinée ces impérieux instincts qui tant de fois, en prison, déconcertaient mes espérances et mes calculs. Après une longue suite d'efforts méritoires et de sacrifices à la règle, un indicible ennui, une révolte soudaine, le réveil subit d'une nature indomptable. Ici je soupçonne quelque chose de plus. — N'a-t-on pas vu récemment, demandai-je à mistress Evans, quelqu'un rôder aux abords de votre maison? La personne dont je m'enquiers ne serait-elle pas une jeune femme de petite taille, blonde, blanche et rose, simplement mise peut-être, mais avec une habile coquetterie, reconnaissable à ses lèvres minces et à son regard volontiers oblique?... — Mistress Evans a paru surprise de ma question, mais, comme je le pensais bien, n'a pu y répondre. Elle suppose seulement que Cameron doit avoir rencontré quelque ancienne compagne de captivité. C'est ainsi qu'elle s'explique maintenant et la journée de liberté que Jane a tout à coup sollicitée, et les fréquentes

sorties qu'elle s'est ménagées dans ces derniers jours. — Néanmoins, lui ai-je dit à la fin de notre conférence, si Jane reparaissait maintenant, et si elle pouvait nous expliquer par des motifs avouables une démarche dont elle aurait honte et regret, vous serait-il possible de lui rendre votre confiance? — Je crains que non, m'a-t-elle répondu franchement. — Songez, ai-je repris, que vous allez partir, et que l'épreuve nouvelle serait tentée dans des conditions tout autrement favorables. Vous ne savez pas encore à quelle tentation cette pauvre égarée a pu céder. — Si elle revenait ce soir, a repris mistress Evans, peut-être obtiendrais-je de mon mari quelque retour d'indulgence. Plus tard il serait inutile d'y songer. — Au moins, ajoutai-je, accordez-moi comme dernière faveur de ne rien laisser percer, d'ici à huit jours, sur les déplorables antécédens de cette malheureuse fille. — Pour cela, m'a-t-elle dit, je vous le promets formellement.

C'est ainsi que nous nous sommes quittées. Il me semble, sous l'apparente inflexibilité de cette charitable femme, discerner un reste de sympathie pour la pauvre fugitive. Et si je retrouvais Cameron avant que le temps n'ait détruit ce germe précieux;... mais quel intérêt puis-je prendre encore à cet ingrat labeur, sans cesse recommencé, sans cesse annulé? Je vous souhaiterais ici, Henry Gillespie, afin de vous initier à toutes mes pensées, et je demanderais à votre rare perspicacité de démêler, dans les mobiles qui me poussent, ceux qui sont de Dieu, ceux qui appartiennent à l'humaine faiblesse.

VIII.

Brixton, 28 mai 1864.

Je présumais bien que Jane, même en échappant à ma direction, en méconnaissant mes conseils, ne me laisserait pas livrée sur ce qui vient de se passer à des conjectures qui ne pouvaient être en sa faveur, à des interprétations nécessairement fâcheuses et qui devaient lui aliéner mon affection. Voici sa confession, son apologie, si l'on veut, qui m'arrive par la poste, et que je vais reproduire sans les incorrections d'orthographe et de langage qui lui ôteraient, pour un lecteur indifférent, son cachet d'émotion sérieuse et contenue. C'est à mes yeux l'inventaire d'une âme humaine, le procès-verbal d'un conflit solennel entre les deux puissances hostiles qui se la disputent. Voilà ce que la vulgarité de quelques détails ne doit pas faire perdre de vue.

CONFESSION DE JANE.

« Croyez-moi, miss Weston, je ne vous ai pas trompée. Je suis sûre que vous pensez le contraire, et cela n'est point. Dans les premiers temps de mon entrée en condition, je vous ai dit que j'étais heureuse; je l'étais effectivement. L'ennui est venu, je vous l'ai dit de même. Vous m'avez consolée, vous m'avez promis que la prière me délivrerait de la tentation. J'ai prié, je n'ai trouvé là aucun soulagement, vous l'ai-je caché?... C'est alors que la tentation est venue, plus forte que jamais. J'allais faire une commission dans le voisinage, et je marchais fort vite quand je me suis sentie retenue par les franges de mon châle... Vous devinez peut-être déjà : c'était Susan Marsh, qui me guettait depuis deux jours. J'ai senti le rouge me monter au visage; mais quand elle m'eut questionné, je répondis. Puis je la questionnai à mon tour. Elle me parla, comme autrefois, de travailler en commun. Au sortir de Brixton, elle s'était établie comme couturière. L'ouvrage abondait, elle en avait pour deux, et me proposa de nous associer. Elle portait une robe de soie, une capote de taffetas, et m'assura qu'elle gagnait bien plus que moi. Je refusai pourtant de l'aller joindre, et quand elle parla de nous revoir, je la priai de ne plus me venir chercher ainsi, mon parti étant pris de me tenir tranquille. Elle se formalisa de ma réponse, et nous nous quittâmes presque fâchées. — Dès la semaine suivante, une lettre m'arriva. Je reconnus sur l'adresse l'écriture de Susan et ne voulus pas ouvrir l'enveloppe. Toute la journée, je tins bon. Le soir, seule dans ma chambre, la curiosité devint plus forte que toutes mes résolutions... Mon ancienne *pal* me proposait de passer une journée ensemble, et demandait une réponse. Je ne me décidai que le quatrième jour, après avoir tâché de n'y plus penser, à solliciter un congé. Je sais que je n'aurais pas dû faire une pareille démarche sans prendre conseil de vous, et ne point cacher à ma maîtresse le nom de la personne qui m'écrivait; mais j'espérais toujours être assez forte à moi toute seule. En attendant, la tête me tournait, et le travail, ce travail monotone qui me rebutait de plus en plus, m'exaspérait au lieu de me calmer. Je me donnais des raisons. Pourquoi Susan m'aurait-elle trompée en me parlant de son retour au bien? Avant de partir pour l'Amérique, ne m'était-il pas permis de prendre quelques momens pour me distraire et jeter un dernier coup d'œil sur ce Londres que je connais si peu? Que dire encore? Je cédai. Susan, prévenue du jour où j'avais congé, vint m'attendre à l'embarcadère des bateaux à vapeur. Nous allâmes ensemble à Greenwich. J'étais d'abord inquiète. La tenue décente, le langage de ma compagne me rassurèrent peu à peu. Je

me sentis bientôt très heureuse. Susan me vanta son existence indépendante, et, comme je me plaignais de ma santé, en attribua le dérangement à un travail qui excédait mes forces. Que ne me dit-elle pas sur le climat d'Amérique, et la folie de quitter l'Angleterre, où maintenant, *avec les garanties que j'offrais,* je ne pouvais manquer de trouver les meilleures places! Cependant rien chez elle ne m'avait contrariée, jusqu'au moment où je la vis, à bord du bateau qui nous ramenait, lier conversation avec quelques jeunes passagers qui, nous voyant seules, s'étaient permis de nous adresser une ou deux plaisanteries. Ce premier mécontentement ne dura guère. On me fit honte de mes airs boudeurs. Je n'osai refuser une ou deux santés qui furent portées à la ronde. Il suffit de quelques doigts de whiskey, — de cette boisson familière à laquelle je me croyais faite, — pour jeter le trouble dans mes idées, et dès que je m'en aperçus, une véritable, une sincère frayeur s'empara de moi. A partir de ce moment, je refusai tout, je ne répondis plus à aucune avance, et dès que le bateau eut touché terre, je m'éloignai en courant, sans rien dire à Susan, que je laissai folâtrant avec ses nouveaux amis. Mistress Evans a dû vous dire à quel point j'étais décontenancée, humiliée quand je me retrouvai devant elle, et quand je pus craindre qu'elle ne devinât, au moins en partie, ce qui venait de se passer. Un moment je fus sur le point de lui tout dire. La moindre parole indulgente m'aurait rendu la dissimulation impossible. Elle me renvoya sèchement, dès que mes réponses lui parurent manquer de franchise, et je me considérai comme perdue.

« D'autres se fussent peut-être relevées. Pour moi, le fardeau alla s'aggravant toujours. Je n'avais plus confiance en moi. Il me semblait impossible de trouver un peu de bonheur dans la vie régulière et paisible où, après tant d'efforts, la fatigue, le découragement, m'étaient venus chercher. — Je ne suis pas de celles qui se réforment et s'améliorent, me répétais-je sans cesse. Tout est contre moi, je lutterais vainement. Ma maîtresse est lasse de moi. Je suis lasse du travail qu'elle m'impose. On n'attend probablement qu'une occasion pour me renvoyer; on se méfie de moi. Je n'ai plus de bonheur à espérer ici-bas... Ces idées me harassaient tellement que je tombai malade. On fit venir le médecin, on me soigna;... mais pendant ces deux jours passés au lit l'horrible perspective de l'hôpital et de la *work-house* n'avait pas cessé de se dresser devant moi. Une fois relevée, je me remis à l'ouvrage, machinalement, sans y prendre le moindre intérêt. Les rues, au contraire, me tentaient comme autrefois. Je m'ingéniais à trouver chaque jour quelque prétexte pour y descendre. Au fond, je désirais revoir Susan Marsh. Comme les choses sont, je vous les dis, vous le voyez, miss Weston. Nous nous rencontrâmes encore. Nous cau-

sâmes longtemps, si longtemps que j'avais peur de rentrer, craignant les reproches. Elle se moquait de mes anxiétés. — Comme je m'échapperais à votre place! finit-elle par me dire. — Ainsi ferai-je peut-être... A peine ces mots me furent-ils échappés qu'elle insista de nouveau pour m'avoir avec elle : — J'aurais du travail à foison, je gagnerais ce que je voudrais. — Tout cela m'arracha une sorte de demi-promesse.

« Quand je rentrai, j'appris que vous étiez venue me demander pendant ma trop longue absence. Ceci me causa un vif remords. Mistress Evans me gronda sévèrement. Le remords s'effaça et fit place à une colère sourde. Je remontai chez moi, je m'assis au bord de mon lit. La tête dans mes mains, je me mis à délibérer. Délibérer, à quoi bon? Mon parti était déjà pris. Je ne me dissimulais certes pas qu'on ne voudrait jamais attribuer ma fuite à des motifs avouables, et je ne me flattais pas davantage qu'on m'épargnât le blâme. Personne ne croirait que j'eusse voulu simplement changer de séjour et de travail... Je m'affirmais cependant à moi-même, avec une obstination désespérée, que je n'avais aucun autre motif de fuite. Et pour avoir le droit de me reprocher une pareille résolution, personne ne s'intéressait assez vivement à moi. Je récapitulais tout ce que j'avais de griefs, valables ou non, contre le monde en général, et contre chacun en particulier. En quoi pouvait m'importer la bonne opinion des gens qui refuseraient de me croire? Même ma maîtresse, même miss Weston, si elles me jugent si mal, si elles me condamnent d'avance, pourquoi m'inquiéter d'elles? Et si leurs prévisions se réalisent, si je me perds, après tout qui s'en préoccupera, qui s'en étonnera? Une pauvre créature ignorante et fragile comme je suis n'accomplit-elle pas sa destinée en se laissant accabler par un sort contraire? Restait une question à vider. M'en irais-je au grand jour, tête levée, en donnant à mistress Evans l'avertissement requis? Alors, pendant tout un mois, il me faudrait subir le triste reproche de ses regards austères, et cette pensée me glaçait. Et vous d'ailleurs, vous, miss Weston, n'accourriez-vous pas pour me retenir au bord de l'abîme où je courais tête baissée? Que répondrais-je à vos objections? Comment résister à vos instances? Par quel raisonnement vous faire accepter ma résolution d'aller vivre auprès de cette Susan que vous connaissez aussi bien que moi? Donc il fallait d'abord se mettre hors de portée, puis s'expliquer par écrit. Je voulais écrire deux lettres, une pour mistress Evans, une pour vous. La première me coûta tant de travail et je la recommençai si souvent que je dus renoncer à la seconde. D'ailleurs je ne savais que vous dire. Avec vous, je ne sais pas mentir. Vous m'auriez demandé : — A quoi songez-vous, malheureuse? — Je n'aurais eu que ceci à vous répondre : — Je songe à changer.

Changer le bien pour le mal, des amis sûrs pour des amis perfides, le beau temps pour l'orage, soit! mais changer cependant, car un invincible besoin m'y pousse.

« Ma lettre était terminée, la bougie s'éteignait, l'aube allait naître. Je me hâtai de passer ma robe des dimanches sur mon vêtement quotidien. Je mis mon chapeau, mon châle, et ces apprêts terminés j'eus la malheureuse idée de jeter un coup d'œil sur mon miroir. J'étais si pâle et si défaite que vous auriez eu pitié de moi. Je m'agenouillai pour prier, mais au premier mot je m'arrêtai court. Il me sembla qu'une prière à pareil moment devait me porter malheur. L'instant d'après, je descendis sur la pointe des pieds. Sans que je puisse m'expliquer pourquoi, je voulus, une fois en bas, allumer le feu, mettre l'eau à chauffer, et je fis tout cela, — par habitude très probablement, — sans quitter mon chapeau et mon châle. De même dans le salon, où j'entrai pour déposer ma lettre à mistress Evans sur le guéridon qui lui servait le plus habituellement, je rangeai quelques meubles éparpillés depuis la veille au soir. Enfin je gagnai la porte de la rue, que j'ouvris sans bruit. Je franchis rapidement le perron, et, toute frémissante, je levai les yeux vers la croisée de la chambre à coucher où mes maîtres dormaient encore, m'attendant à voir derrière la vitre leurs visages irrités... Dès mes premiers pas sur la chaussée, j'aperçus, causant familièrement avec un agent de police, un des fournisseurs de la maison, le *milkman* matinal qui pouvait et devait me reconnaître, si de son côté il me voyait. Je détournai rapidement la tête et me dérobai le plus vite possible. Une voleuse n'aurait pas eu d'autres allures. Presque aussitôt mes battemens de cœur me prirent. Je me sentis sur le point de me trouver mal. Une horloge sonna six heures, j'en comptai sept par erreur, et, toute surprise qu'il fût si tard, je me réfugiai dans une *public house* qui venait de s'ouvrir. Un verre de whiskey me remit, et, dissimulant sous les plis de mon châle mes mains noircies par le charbon, je poursuivis ma route dans la direction de Leicester-square. Les rues du West-End ne m'étaient nullement familières; je ne les avais guère hantées, du temps de Black-Barney, que le soir en allant aux théâtres. Il me fallut donc recourir à un *policeman* pour qu'il m'indiquât celle où Susan Marsh m'avait donné rendez-vous. Cet homme, avant de me répondre, jeta sur moi un regard surpris, et, comme ses explications me semblaient confuses, il héla un gamin, qui me servit de guide à travers un dédale de venelles étroites et noires. — C'est là, me dit-il enfin devant une maison délabrée dont l'aspect repoussant me remit en mémoire les *closes* de Glasgow. — La porte n'étant pas ouverte, je me hâtai d'y frapper. Je ne voulais plus réfléchir, sans cela je ne serais jamais entrée. Une femme vint m'ouvrir dans tout le désordre

d'une ménagère chargée de besogne. Elle parut fort mécontente que je n'eusse pas *frappé pour Susan Marsh*, puisque c'était à celle-ci que j'en voulais. Pour un peu, elle m'eût refermé la porte au nez. Cependant elle m'indiqua l'escalier qu'il fallait gravir et l'étage où logeait Susan. Je reconnus ces murs salpêtrés, ces hautes marches, ces vis étroites dont j'avais gardé un souvenir lointain. Je reconnus aussi le tumulte des habitations mal hantées : les portes poussées à grand bruit, la plainte criarde des enfans, la malédiction brutale qui leur répond; tout enfin, jusqu'à l'odeur fétide qui me rappelait les fiévreuses émanations de *New-Vennel*, me reportait aux matinées de ma triste jeunesse. Sur le palier où je m'arrêtai, deux hommes s'entretenaient à demi-voix, et je ne pouvais guère me méprendre sur leur compte. L'un d'eux à qui je m'informai de la chambre de mistress Marsh me répondit, se tournant à peine : — C'est justement ici,... mais elle ne doit pas être encore éveillée... Je l'ai vue rentrer hier un peu dans les vignes... Et, frappant un vigoureux coup de talon sur une porte fermée derrière lui : — Mistress Marsh! cria-t-il à tue-tête... mistress Marsh, une *lady!* — Entrez donc, imbécile, et sans faire tant de tapage, répondit la voix de Susan...

« Cinq minutes venaient de faire écrouler tout l'échafaudage de mes illusions volontaires. N'allez pas croire pourtant que ma surprise fût très grande. Susan, je m'en aperçus bien alors, ne m'avait trompée qu'à moitié, grâce à ma complicité secrète, que je n'avais jamais eu la bonne foi de m'avouer franchement. Je m'étais méfiée de ses paroles dorées; je ne croyais guère à ce prétendu travail si abondant, si bien payé. Quoi d'étonnant à ce qu'elle eût menti? Était-ce la première tromperie dont elle m'eût rendue victime? N'importe, le cœur me manqua devant ces tristes réalités. A côté de Susan, sur le même grabat, dormait une autre jeune femme, qu'elle éveilla d'un coup de coude quand elle m'eut reconnue et remerciée de lui avoir tenu parole. — Polly, lui criait-elle aux oreilles, c'est celle dont je t'ai parlé, tu sais, mon ancienne camarade?... Polly, engourdie, hébétée par le sommeil, me contemplait avec des yeux ébahis; en effet, à peine entrée, je m'étais laissé tomber sur une chaise où, la tête dans mes mains, je pleurais à chaudes larmes. Pouvais-je moins faire en comparant ce que je venais de quitter et ce qui devait désormais m'en tenir lieu? Susan, elle, me comprenait de reste. Elle sauta hors de son lit, passa rapidement les vêtemens indispensables, et sans chercher d'autre consolation me prépara une tasse de thé dans laquelle, comme par méprise, elle vida le tiers d'un flacon de rhum. — Allons, allons, me dit-elle, avalez-moi ceci!... Rien de meilleur contre la migraine, et c'est la migraine que vous avez.

— Oui, c'est la migraine, répétai-je après elle, honteuse de ma

faiblesse. Un quart d'heure après, mes regrets et mes remords me semblèrent puérils; puis, comme ma nuit blanche m'avait fatiguée, je m'étendis sur le lit encore tiède que venait de quitter Polly, et j'y dormis tout d'une traite jusqu'à trois heures. Le feu était allumé, le dîner se préparait. Nous convînmes de nos arrangemens provisoires. — Avez-vous du travail? demandai-je à Susan, non sans balbutier un peu.

— Eh quoi! me dit-elle, vous avez donné là-dedans? Il y a beau temps que j'ai planté là l'ouvrage... Nous n'allons guère ensemble, la couture et moi.

— Comment alors gagnez-vous de quoi vivre?

— Belle question!... N'avais-je pas un métier? me répondit-elle avec son insouciance accoutumée. Je ne répondis rien, car en vérité je me doutais déjà de ce qu'elle venait de m'apprendre. L'avenir se dessinait devant moi aussi nettement que possible. Je remettais le pied sur les mauvais chemins, et les mauvais chemins mènent tous au même but. Lorsque j'aurais dépensé la petite somme que j'avais sur moi, puis celle que me gardait la caisse d'épargne, il faudrait inévitablement recourir, moi aussi, à mon ancien métier, comme autrefois mentir, ruser, dérober, comme autrefois vivre dans la crainte, et noyer la crainte dans l'ivresse jusqu'au moment où sur mon épaule je sentirais s'abattre la main d'un *policeman*. Tout cela était écrit devant moi comme sur le livre même de la destinée. Le frisson me prit. — Que ne me parliez-vous plus franchement? m'écriai-je tout à coup avec l'accent du reproche.

— Avec cela, repartit Susan, que j'avais affaire à une novice! Ce mot, d'une vérité implacable, me ferma la bouche. Elle a raison, me disais-je, de quel droit afficherais-je ces scrupules après coup? Pourtant, et malgré leurs vives instances, je refusai de sortir avec mes deux compagnes qui s'étaient attifées et fardées avant même de se mettre à table. — Vous allez vous ennuyer, m'objectait Susan, il faut prendre l'air... D'ailleurs, ajouta-t-elle, la paresse ne convient qu'aux rentiers... A propos, ne m'avez-vous pas dit que vous aviez quelque part un petit magot?

— J'ai de quoi défrayer ici ma part de dépense, répondis-je un peu blessée... Plus tard nous aviserons....

— C'est cela, Cameron, nous verrons plus tard. Là-dessus elles me laissèrent, et quand je me vis seule je fermai les yeux... pour mieux penser à vous, miss Weston.

« Le lendemain, le surlendemain encore se passèrent ainsi; chaque soir, on me pressait de « faire un tour. » Comprenant bien où on voulait me conduire, je refusais; Susan tantôt se raillait de moi, tantôt se fâchait, tantôt me comblait d'amitiés insidieuses. Immobile et passive, je n'opposais la plupart du temps que le silence à

tous ces discours dont on harcelait ma patience. Je restais pourtant, et rien, si j'avais voulu, ne m'eût empêchée de m'en aller; mais, une fois hors de cette chambre, où chercherais-je un asile? Séparée de Marsh, à quel visage humain pourrais-je adresser un regard ami? Je m'obstinais donc et demeurais pendant des journées entières, inerte et somnolente à l'angle de ce misérable foyer, me refusant à penser, ne bougeant qu'à la dernière extrémité, courbée sous le décret du sort, attendant que la nécessité me fît entendre sa voix impérieuse. Plongée dans le mal comme dans une sorte de torrent bourbeux, je lui tenais tête, et j'employais tout ce qui me restait de force à reculer l'instant où toute résistance deviendrait évidemment inutile.

« Voici sept journées que je lutte ainsi, sans aucun espoir. Il faut pourtant que vous sachiez ce qui en est. C'est ce qui m'a fait employer la soirée d'hier et celle d'aujourd'hui à tracer pour vous le récit exact de ce qui s'est passé depuis ma sortie de chez les Evans. Mon porte-monnaie est à peu près vide. Susan me rudoie plus que jamais, et si elle n'avait ouï parler de ce dépôt à la *Saving-bank*, j'imagine qu'elle et Polly m'auraient déjà mise à la porte. Le jour elles se contiennent encore assez, mais le soir, vers minuit, quand elles rentrent à grand bruit, l'œil allumé, la joue pourpre, la voix enrouée, la langue épaisse, elles ne m'épargnent guère le sarcasme et l'insulte. Encore une fois, rien ne m'empêcherait de les quitter; mais je me sens retenue auprès d'elles par une chaîne invisible. Avant d'avoir causé avec vous de ces sortes de choses, avant que vous m'eussiez guérie de ces folles idées, j'aurais cru à quelque sort jeté sur moi... Miss Weston, vous savez tout. Je suis sûre qu'au fond vous avez pitié de votre pauvre prisonnière. Si elle ose vous écrire, c'est qu'elle n'a pas encore tout à fait succombé. Vos chastes mains pourront sans se souiller ouvrir cette lettre... Demain peut-être, dans quelques jours à coup sûr, je ne me sentirai plus autorisée à vous occuper de moi, même pour vous demander pardon... »

Faut-il maintenant, oui ou non, envoyer ces pages à mistress Evans? Comprendra-t-elle comme moi la franchise de ces aveux? Comment l'affectera la torpeur résignée avec laquelle Jane accepte d'avance l'inévitable rechute vers laquelle son passé la conduit pas à pas? J'hésite, je réfléchis, je crains de faire fausse route. Où êtes-vous, Henry Gillespie?

IX.

Brixton, 1er juin.

Si on tenait compte de l'importance que le hasard peut donner à nos moindres démarches, tout au plus oserait-on se mouvoir. Avant-hier était mon jour de sortie; je ne sais quel futile incident me retint ici. Je cédai ma permission à l'une de mes collègues qui voulut bien hier prendre mon tour de service. A ces menus arrangemens, réglés selon nos convenances mutuelles, croirait-on que le sort de Jane était attaché? Hier donc, peu après quatre heures, je sortis de Brixton avec une autre matrone. Nous causions avec assez d'animation pour ne guère prendre garde aux rares piétons qui hantent les environs déserts du pénitencier; mais ma compagne est assez timide, et il a couru récemment parmi nous des rumeurs passablement ambiguës sur une femme qu'on a vu errer avec des desseins ignorés, mais suspects, dans les ru[illegible]acentes à la prison. Les alarmistes prétendent que c'était une [illegible] libérées qui venait mettre à exécution quelqu'un de ces plans de vengeance dont les *convicts* menacent chaque jour l'une ou l'autre de leurs surveillantes. Miss T*** donc me poussa du coude et me prévint que nous étions suivies. Je tournai la tête du côté qu'elle indiquait et n'aperçus âme qui vive; aussi la plaisantai-je sur ses terreurs chimériques, dont je riais encore à part moi quand nous nous séparâmes, elle pour continuer sa route, moi pour entrer dans une pharmacie où j'avais une commission à remplir de la part de la surintendante. En sortant, je vis sur le trottoir en face, debout et adossée à la muraille, une femme voilée. Peut-être ne l'aurais-je pas reconnue, mais elle fit brusquement un pas vers moi et s'arrêta aussitôt après... C'était Cameron.

Dirai-je que mon premier mouvement fut de m'éloigner sans avoir l'air de la savoir là? Il faut bien l'avouer, puisque cela est. Ma rancune subistait encore, et avec elle une espèce de répugnance à risquer de nouvelles déceptions. Jane me suivait tristement du regard. A un moment donné, mes pieds s'arrêtèrent d'eux-mêmes, et deux secondes après la pauvre fille m'avait rejointe. — Miss Weston, me disait-elle simplement, je *les* ai quittées. — Je voulus savoir comment elle avait été amenée à ce parti décisif. — Hélas! me répondit-elle en baissant les yeux, je crains bien de n'avoir aucun mérite dans tout ceci. Vous en jugerez quand je vous aurai dit ce qui s'est passé depuis le moment où je vous écrivis... Vous avez reçu ma lettre, n'est-il pas vrai?... Quand j'eus mis l'adresse, je descendis pour la jeter à la poste. C'était la première fois que je mettais le pied dans la rue depuis mon installation chez Susan. J'eus

peur du bruit des voitures, et je rentrai. Le lendemain, l'ennui me parut plus insupportable qu'à l'ordinaire. J'avais la tête lourde, le pouls agité. Quand mes deux compagnes furent sorties, je voulus, comme les autres jours, m'annuler, m'oublier, m'engourdir, et je n'y parvins point. La rue me bourdonnait aux oreilles. Il me sembla qu'un peu d'air me ferait quelque bien. En m'habillant pour sortir, je posai la main sur mon porte-monnaie, et je l'ouvris machinalement. Il n'y restait plus que deux ou trois shillings. — Le moment est venu, semblait-il me dire. — Eh bien! lui répondait une voix intime, un peu plus tôt, un peu plus tard, il n'importe guère. — Voilà où j'en étais, miss Weston, et les souvenirs du vieux Glasgie flottaient devant mes yeux quand j'arrivai dans une grande voie dont je ne sais pas le nom. Il y avait là des femmes en toilette qui, passant auprès de moi, me toisaient de la tête aux pieds, des hommes qui me jetaient au passage un sourire équivoque. Un d'eux s'approcha... Il semblait hésiter, étudier ma physionomie... Il s'éloigna, puis revint encore, et finit par me tendre un papier plié en forme de lettre. A tout hasard je pris et j'ouvris ce papier. C'était une invitation en blanc pour un thé donné à minuit dans Saint-James-Hall. Comme je cherchais à m'expliquer cet appel inattendu, on m'arracha le billet des mains. — Enfin vous vous êtes donc décidée?... Que lisez-vous là? — C'était Susan Marsh. Elle haussa les épaules en parcourant de l'œil les lignes que j'avais déchiffrées à grand'peine. — On connaît cela, reprit-elle... Un traquenard de messieurs les prêtres... Bon papier à papillotes... — Mais je lui repris la circulaire qu'elle s'apprêtait à déchirer. — Non, lui dis-je, il faut voir... Où est Saint-James-Hall?... — Oh! qu'à cela ne tienne, je vous y conduirai si vous voulez, répondit-elle. Vous voilà sortie, je n'en demandais pas davantage... Peut-être nous amuserons-nous, et dans tous les cas nous prendrons notre thé sans qu'il nous en coûte un *farthing*...

Miss Weston, connaissez-vous M***? Est-ce un brave homme, un homme sincère, un cœur comme le vôtre?...

Elle venait de me nommer un des prédicateurs populaires les plus révérés. Je lui répétai ce que j'en avais entendu dire en mainte et mainte circonstance. — C'est donc cela, reprit-elle, que ses paroles me gagnèrent, et qu'il me semblait écouter Dieu lui-même. J'aurais volontiers frappé quelques-unes de mes voisines qui ricanaient et raillaient dans leur coin. Susan voulait à chaque instant m'emmener : — En quoi cela nous regarde-t-il?... Nous ne pouvons pas rester dans cette foule... Voyez avec qui nous sommes!... Au fait, nous étions entourées de gens mal vêtus, mendians pour la plupart et de la pire espèce. Pourtant je tins bon. Jamais paroles

ne m'avaient paru ressembler si fort à un message d'en haut. Je n'étais pas la seule après tout. Je voyais bien des visages sérieux, bien des physionomies troublées. Quelques-uns des auditeurs s'indignaient de leur propre émotion et sortaient en murmurant. D'autres semblaient en extase, beaucoup sanglotaient comme navrés de remords. Il y eut des passages qui semblaient m'être spécialement adressés sur la force intérieure qui ramène au bien. J'en vins à me demander si dans ce moment-là même vous ne sollicitiez pas pour moi le secours et l'appui dont j'avais un tel besoin, et si les paroles du prédicateur ne lui étaient pas dictées tout exprès pour exaucer vos charitables désirs. Que vous dirai-je encore? Jamais le mal ne m'avait semblé si haïssable, jamais je n'avais mieux compris le bien-être qu'on peut devoir au calme de la conscience — En voilà du *humbug*, me dit Susan Marsh au moment où nous sortions. Je me gardai bien de lui répondre, car je venais justement d'arrêter en moi le dessein de la quitter.

J'y songeai une partie de la nuit, et je dressai mon plan. Ne froncez point le sourcil, miss Weston!... Tout le monde n'est pas si brave que vous le voudriez bien. Étais-je d'ailleurs si sûre de moi-même? N'ai-je pas éprouvé plus de cent fois que mon ancienne *pal*, avec ses paroles dorées, ses artifices, ses mensonges, sait me retourner comme un gant et bouleverser toutes mes idées, tous mes projets? Croyez-le bien, il fallait lui cacher celui-ci; elle m'en aurait détournée, aussi vrai que je marche à côté de vous. Je fis donc semblant d'avoir la migraine et me gardai bien de me lever. Je feignais encore de dormir quand Polly rentra. Elle apportait trois billets de spectacle qu'un de ses amis lui avait donnés. — C'est Jane, disait-elle, qui sera contente..... En effet je témoignai une grande joie, et comme elle s'apprêtait à sortir pour aller aux provisions : — Non, lui dis-je, c'est à mon tour de régaler, je me charge de tout. — Et je passai en un tour de main mes vêtemens de fatigue. Je regrettais bien un peu ma robe des dimanches que je laissais pendue derrière la porte; mais je me serais trahie en l'emportant. C'était déjà une témérité que de refuser le panier dont elles prétendaient me munir. — Je n'en ai pas besoin, — leur criai-je en dégringolant l'escalier quatre à quatre. Dès que j'eus tourné le premier coin de rue, je me sentis soulagée d'un poids énorme. Que cela ressemblait peu à mon autre fuite, celle de chez les Evans!

Où croyez-vous que j'allai sans hésiter, sans retourner la tête? Tout droit à Brixton, où cependant, une fois arrivée, je n'osai jamais entrer. Je m'en fiai à mes excellens yeux et me mis à guetter votre sortie, embusquée à l'angle de l'avenue par où je m'assurais à chaque instant que vous alliez déboucher; mais non, les heures

sonnaient l'une après l'autre, et vous ne parûtes point. De quatre à sept heures, que d'émotions! Enfin il me fut démontré que je ne vous verrais pas ce jour-là. Joignez à cette conviction désespérante la souffrance de la faim, une lassitude extrême, une complète ignorance de l'endroit où je pourrais trouver asile, et vous aurez quelque idée de ce que fut alors mon désappointement. Retenue toujours par un vague espoir, je ne m'éloignai qu'après huit heures. Et pourtant, s'il faut tout dire, j'avais vu çà et là se montrer quelques visages de connaissance. Le chapelain lui-même avait paru dans l'avant-cour. J'aurais pu, n'est-il pas vrai, m'adresser à lui? Ce n'était pas ce qu'il me fallait. Un homme ne comprend pas certaines choses. Il y a des aberrations qu'une femme seule peut excuser et faire pardonner. Je retournai à Londres, où, très tard, dans un quartier inconnu, je trouvai le courage de m'arrêter devant un café. Une tasse de thé me remit quelque peu, mais il fallut sortir presque aussitôt sans savoir où j'irais. J'ai passé la nuit dernière à marcher çà et là, m'arrêtant lorsque je ne pouvais plus avancer. Ma plus longue halte a été sur un pont où je suis restée je ne sais combien de temps à regarder l'eau noire du fleuve, en me disant que si je ne parvenais pas jusqu'à vous, ou si, vous ayant revue, vous me refusiez votre appui, je n'aurais plus qu'à chercher refuge dans ce gouffre. Aussi, quand j'ai vu que vous me reconnaissiez et que vous ne daigniez pas vous arrêter, ce pont, cette eau noire se sont retrouvés devant mes yeux. — Je suis condamnée,... me disais-je, et maintenant au contraire il me semble que je suis sauvée.

Ici je regardai Jane, et je compris que sa confiance ne devait pas, ne pouvait pas être vaine. — Croyez-vous, lui dis-je, à la durée de votre repentir? Vous sentez-vous hors d'atteinte?... Ne vous hâtez pas, pesez vos paroles... Eh bien! repris-je quand elle m'eut solennellement affirmé qu'elle ne craignait plus une nouvelle victoire de l'esprit tentateur, il faut risquer sans retard une épreuve redoutable... Voulez-vous (je tirai ma montre), voulez-vous m'accompagner chez mistress Evans?... Jane ici se prit à trembler, et ce fut en balbutiant qu'elle essaya de trouver quelques excuses. — Il est sept heures, lui dis-je, et nous arriverons encore à temps. Ne me laissez pas le loisir de la réflexion, peut-être reculerais-je... J'obéis à une inspiration soudaine dont je ne veux pas essayer de me rendre compte. Vous devez bien me comprendre, vous, Cameron.., et si vous me comprenez, vous ne courrez pas les chances d'une hésitation quelconque...

— Soit, dit-elle, domptée par cette espèce d'adjuration; vous êtes mon seul guide comme ma seule espérance... Marchez, je vous suis... Dieu doit être avec nous, miss Weston, s'il a pitié de qui veut revenir à lui.

Toutefois, à la porte de ses anciens maîtres, la pauvre fille, prise d'un nouveau tremblement, se déclara hors d'état de franchir le seuil. — Peut-être, pensai-je, son instinct la sert-il mieux que le mien. — J'entrai donc seule chez mistress Evans, qui fort heureusement était seule aussi. Je lui expliquai simplement, brièvement, la situation, m'étonnant de trouver çà et là, au courant du récit, certains mots qui me frappaient moi-même comme investis d'une sorte d'éloquence. Néanmoins, et bien que j'eusse produit sur elle une impression visible, mistress Evans ne se rendit pas au premier appel. Elle avait gardé le secret que je lui avais demandé, elle ne pouvait s'empêcher de porter intérêt à la fugitive, mais recouvrer en elle la moindre confiance lui semblait tout à fait impossible. En cela se résumaient les paroles que je dus rapporter à Cameron. Elles dissipèrent, je le vis, une de ces promptes espérances qui lui étaient familières; mais elle soutint bravement le choc, et lorsque je lui remis la petite somme que mistress Evans avait voulu ajouter au reliquat des gages dus à son ex-domestique : — C'est plus que je ne mérite, s'écria celle-ci. Je n'aurais pas dû espérer mieux... Puis, au moment de faire retraite, elle revint tout à coup sur ses pas. — Non, dit-elle, je veux d'abord la remercier, je veux obtenir son pardon... J'avais vu mistress Evans fort occupée des préparatifs de son prochain voyage, et je craignis une démarche indiscrète. Cependant je rentrai pour solliciter, au nom de Cameron, une entrevue de quelques instans; elle lui fut accordée avec quelque hésitation, bien naturelle en pareille circonstance. Jane entra sur mes pas, sans être vue d'aucune des domestiques, attendu qu'en venant la rejoindre j'avais laissé l'huis entr'ouvert. Un mouvement passionné la jeta aux pieds de mistress Evans, qui eut fort affaire de dissimuler à quel point cette scène pathétique prenait sur elle.

— Je vous pardonne de tout cœur, ma pauvre femme, dit-elle à Cameron encore prosternée. J'espère que Dieu vous donnera la force de persister en ses voies. Si je puis contribuer à vous y maintenir, je le ferai certes, et de mon mieux... D'ici à quelques jours, quand j'aurai pris conseil de mon mari, vous saurez ce qui aura été convenu entre nous... En supposant qu'on veuille vous faire entrer dans une institution réformatrice (1), votre consentement nous serait-il acquis?

— Je consentirai, répondit Jane, à tout ce qui prouvera que je ne suis plus ce que j'étais.

Les choses en sont là, pour le moment, et j'avoue que j'ai bon espoir. Mistress Evans me semble une vraie chrétienne.

(1) *Reformatory.*

Brixton, 15 juin.

L'offre faite à ma protégée par ses anciens maîtres n'est pas précisément ce que j'attendais. M. Evans ne s'est laissé persuader qu'à grand'peine de recommencer une épreuve déjà faite et manquée. Il ne veut pas prendre d'engagement positif vis-à-vis de Cameron, et lui permet seulement de s'embarquer sur le même navire que lui. Le prix de la traversée sera payé par elle. Une fois en Amérique, et selon qu'elle aura paru plus ou moins digne d'indulgence, peut-être les Evans la reprendront-ils à leur service. Jane m'a demandé conseil; mais je n'ai pas cru devoir prendre la responsabilité d'une décision si grave. Elle seule verra ce qu'elle peut espérer de l'essai qu'on lui propose, et on lui donne huit jours pour y réfléchir.

Brixton, 25 juin.

Aux conditions déjà dites, Jane s'embarque le 29 de ce mois. Jamais je ne l'ai vue plus confiante et plus sereine. Ses pauvres finances sont en désarroi, et il lui manque quelques guinées pour payer son passage. Il faudra bien y pourvoir de manière ou d'autre. Elle m'a bien embarrassée l'autre jour en me demandant ce qu'elle aurait à faire, si le hasard la rapprochait de mistress Cameron, son indigne mère. — Dans une ville comme New-York, lui ai-je répondu, pareille rencontre est peu probable; mais si votre mère continue à vivre là-bas comme elle vivait à Glasgow, vous devez rompre avec elle, coûte que coûte...

Jamais je ne me serais doutée que le départ de cette jeune femme serait pour moi le sujet de préoccupations aussi vives. J'attribue cette espèce de phénomène à l'intensité des regrets qu'elle me témoigne elle-même. J'ai d'ailleurs comme le pressentiment d'une séparation irrévocable. Nous ne nous reverrons sans doute plus ici-bas.

MISTRESS MARGARET EVANS A MISS LYDIA WESTON,

Magdalen-Hill, Swordsley, Essex.

New-York, 16 février 1865.

Jane Cameron, chère miss Weston, n'a pas à se reprocher la négligence et l'oubli dont vous avez pu la croire coupable; je sais de science certaine qu'elle vous a écrit, vers la fin de l'année 1864, une très longue lettre, sans doute égarée, puisque vous me demandez aujourd'hui des renseignemens que cette lettre, dont elle avait voulu que je prisse lecture, vous donnait avec détail.

Vous savez à quelles conditions mon mari avait voulu l'emmener ici. Bien que voyageant pour son compte, elle avait repris auprès de nous son service habituel, et nous nous réservions *in petto* le

droit de compenser, dans tous les cas, ce que cette combinaison pouvait avoir de désavantageux pour elle. Pendant la traversée, je dus me convaincre que son repentir était sérieux, sa bonne volonté complète et sans réserve, et nous n'étions pas en mer depuis plus de huit jours que ma confiance en elle renaissait déjà. Mon mari ne se rendait pas encore, mais en arrivant à New-York il ne put se refuser à continuer l'épreuve. C'était l'essentiel. Jane reprit chez nous ses anciennes fonctions avec le même zèle qu'autrefois, la même gravité résignée, peut-être même avec une tendance plus marquée aux idées tristes. Dans la lettre qu'elle vous écrivit à l'approche du jour de l'an, faisant allusion à quelques symptômes morbides que le voyage avait aggravés chez elle, j'avais remarqué un passage à peu près ainsi conçu : « Mon pauvre cœur bat plus fort que jamais; il me semble que je constate dans tout mon être un déclin rapide. On dirait que le calme et le bonheur sont pour moi des poisons mortels; comme jadis le peuple de Dieu, je n'aurai fait qu'entrevoir la terre de promission. Au surplus, sans avoir tout expié, je crois pouvoir désormais me fier à la clémence du père céleste. » Cette confiance qu'elle exprimait, nous devons, à ce qu'il me paraît, la partager vous et moi, maintenant que Jane a été rappelée vers l'arbitre de toute justice et de tout repentir. J'avais constaté en elle un changement qu'on devait regarder comme définitif, et qui du reste pouvait s'attribuer en partie aux pressentimens d'une fin prochaine. Jamais, depuis son retour à moi, un seul mouvement, une seule parole ne lui sont échappés qui aient pu me causer la moindre inquiétude à son sujet. Elle s'est montrée bonne et fidèle jusqu'au dernier moment. Sa reconnaissance pour l'affection que vous lui avez gardée en dépit de bien des mécomptes était toujours la même, nonobstant votre silence qu'elle ne s'expliquait pas. Nous avons indirectement appris que vous ne faites plus partie du personnel des prisons, et cette nouvelle a été la dernière joie de la pauvre fille, déjà fort malade. Elle s'enquit alors de votre nouvelle adresse, et vous la trouverez écrite de sa main sur un petit paquet, renfermant, avec une tresse de ses magnifiques cheveux, un humble souvenir qu'elle vous destinait. J'ai remis le tout à un ecclésiastique de vos amis, devenu par grand hasard notre commensal, M. Henry Gillespie, que la Société des missions rappelle à Londres pour cause de santé. L'épuisement de ses forces est si complet que bien des gens ne le croient pas en état de supporter la traversée. Il part cependant, et j'espère que ces fâcheux pressentimens seront démentis.

Adieu, chère miss Weston, et croyez à mon bien affectueux souvenir.

E.-D. Forgues.

L'ÉGLISE ROMAINE

ET

LES NÉGOCIATIONS DU CONCORDAT

— 1800 — 1814 —

III.

PUBLICATION DU CONCORDAT.

I. Mémoires du cardinal Consalvi. — II. Œuvres complètes du cardinal Pacca. — III. Correspondance du cardinal Caprara. — IV. Correspondance de Napoléon Ier. — V. Dépêches et documens inédits de la chancellerie pontificale, etc.

Les mémoires du cardinal Consalvi offrent aux amateurs de la vérité historique une source abondante de renseignemens instructifs. Avec l'aide du très véridique secrétaire d'état de Pie VII, nous avons déjà pu faire assister les lecteurs de la *Revue* aux séances les plus secrètes du conclave ouvert à Venise au mois de novembre 1799. Grâce à lui, nous avons également essayé de leur raconter le détail des négociations épineuses qui précédèrent, en 1801, la signature du concordat. Nous voudrions reprendre aujourd'hui ce travail forcément interrompu sur les rapports de l'église avec l'état pendant la durée du premier empire (1). Exposer sans déni-

(1) L'auteur de cet article ayant eu besoin de consulter les archives des affaires étrangères à propos des faits qu'il raconte, et qui remontent à plus d'un demi-siècle, l'entrée lui en a été interdite par M. Drouyn de Lhuys. Le ministre était d'ailleurs

grement comme aussi sans faiblesse les erreurs de conduite des gouvernemens tombés a toujours passé pour une tâche patriotique et profitable à la chose publique. Il semble que cette tâche doive être particulièrement utile à une nation qui a, comme la nôtre, changé si souvent de régime, et après chaque changement voit avec quelque désappointement les mêmes problèmes se dresser incessamment devant elle. Au premier rang de ces questions ardues, qui s'imposent de nouveau quand on les croit résolues, ne faut-il pas ranger les relations du pouvoir civil avec l'autorité catholique dont le chef siége à Rome? Entre ces redoutables puissances point de suprématie consentie ni de subordination acceptable de l'une à l'égard de l'autre; nulle limite non plus tout à fait nette et précise. Elles peuvent, si cela leur convient, et bien que l'œuvre soit délicate, se reconnaître réciproquement un certain champ d'action distincte, terrain propre à chacune d'elles, où l'autre s'engagera de bonne grâce à ne point pénétrer; mais bien autrement vaste restera toujours le domaine contestable et forcément contesté où de toute nécessité il leur faudra se rencontrer; ce domaine, ce n'est rien moins que l'homme lui-même aux actes duquel, quoique à des titres divers, toutes deux revendiquent également le droit de commander. Que si, par suite de leurs prescriptions opposées, une lutte néfaste s'engage au fond des cœurs déchirés de ceux dont elles réclament l'obéissance, qui l'emportera? Entre ces deux maîtres impérieux, il n'y a point lieu à transaction. Aucun d'eux n'admet de tempéramens aux ordres qu'il prescrit. Les principes de leurs déterminations diffèrent d'ailleurs aussi complétement que le but même qu'ils se proposent d'atteindre. Il y a entre eux toute la distance du ciel à la terre. L'état ne se soucie exclusivement que des affaires de ce bas monde. Il n'en connaît pas d'autre et s'y confine volontairement. Quand il a tout réglé pour le mieux, c'est-à-dire à sa guise, le pouvoir civil est satisfait; il ne prétend à rien de plus. L'église romaine a de plus hautes visées. Pour elle, c'est à peine si ce même monde existe et vaut qu'on s'en occupe. Ce qui s'y passe n'importe qu'en raison de la vie future; mais cette vie future, c'est elle seule qui en possède la révélation, c'est elle seule aussi qui en règle les destinées éternellement heureuses ou malheureuses. De là aussi pour l'église, suivant son inexorable logique, le droit strict d'ordonner ou de proscrire dès ici-bas ce qui lui semble in-

parfaitement dans son droit, car ce précieux dépôt n'est pas public. La nécessité de recourir à d'autres obligeances est la seule cause du retard qui a suspendu la suite du récit commencé dans les livraisons du 1er avril et du 1er mai de l'année dernière. Ne nous plaignons pas toutefois; remercions plutôt, car nous avons rencontré ailleurs plus et mieux que nous n'espérions d'abord.

dispensable au salut des âmes. Voilà le conflit établi. Pour y parer, il n'y a encore que deux solutions connues, et l'on peut douter qu'on en découvre une troisième. La première est radicale : c'est la séparation absolue des deux pouvoirs. On l'a proclamée naguère par une formule devenue célèbre : l'église libre dans l'état libre. La seconde consiste à ménager entre les deux parties un traité qui les lie par de mutuelles concessions : c'est le système des concordats.

La séparation des deux pouvoirs n'est guère actuellement en vigueur que dans la république des États-Unis. On essaie de la pratiquer à des degrés divers en Angleterre, en Hollande et en Suisse. La Belgique incline visiblement vers cet état de choses avec certaines restrictions trop nombreuses pour les énumérer ici. Dans ces derniers pays toutefois, rien d'absolument tranché. En droit et pour la forme, la puissance civile semble y vouloir ignorer l'existence de l'autorité spirituelle. En réalité, c'est une feinte. Elles se connaissent parfaitement; elles communiquent même l'une avec l'autre d'une façon plus ou moins fréquente, plus ou moins ostensible, en tout cas très efficace. Malgré leur prud'homie protestante, en dépit des vieux sermens anglicans qu'ils sont censés avoir prêtés, le chef du *Foreign-Office* et le vice-roi d'Irlande seraient fort embarrassés s'ils n'étaient point en relations détournées, quoique habituelles, avec celui qu'officiellement ils continuent d'appeler l'*antechrist*, et ce n'est pas apparemment pour viser seulement les passeports de ses compatriotes ou pour veiller à leurs intérêts commerciaux que M. Oddo Russell séjourne toute l'année à Rome, sans titre apparent, sans fonctions reconnues, mais non pas à coup sûr sans occupations ni sans crédit. A qui persuader que les chefs de mission des Pays-Bas, de la Belgique, de la Suisse, s'absorbent tellement dans les seules affaires de la politique qu'ils n'aient jamais à entretenir le Vatican des intérêts religieux de leurs pays? Ainsi donc, même dans cet ordre d'idées, les rapports entre l'église et l'état ne sont pas, à vrai dire, intégralement supprimés. En théorie, on les nie; en fait, on les laisse subsister. Ils ne sont que diminués en nombre et en importance. C'est un premier avantage; un second non moins précieux, c'est que le jour où il devient indispensable de s'entendre, on s'abouche confidemment, sans publicité et sans bruit, ce qui rend de part et d'autre les transactions plus faciles. Reconnaissons-le donc sincèrement, l'église libre dans l'état libre est en politique un type idéal qui n'a encore été complétement atteint que de l'autre côté de l'Atlantique; si quelques peuples s'en rapprochent plus ou moins en Europe, on peut dire que c'est en proportion des franchises dont ils jouissent dans leur ré-

gime intérieur. Il y a en effet des conditions préalables à l'inauguration de ce système. Il tombe sous le sens qu'il ne saurait s'appliquer ni à peine se concevoir au sein des pays où de sévères entraves sont mises par les lois à la liberté de la parole et de la presse, au droit de réunion et d'association. Telle est malheureusement la situation de la plupart des états du continent, telle est en particulier la nôtre. Chez ces nations, le recours aux concordats est indispensable; mais de même qu'il y a, comme nous le disions tout à l'heure, des mesures diverses dans le système qui a pour point de départ l'indépendance réciproque de l'église et de l'état, de même on conçoit des degrés fort variés dans la nature des arrangemens qu'il peut convenir à ces deux puissances de contracter ensemble. Au moyen âge, l'accord était complet avec une subordination très marquée du côté laïque. De nos jours, on a cherché à établir sur le pied d'une moins grande inégalité l'alliance primitive de l'autel et du trône. Quand cette alliance est dans toute sa ferveur, quand les contractans se prêtent mutuellement et de bonne foi l'ensemble des forces dont ils disposent, c'est, à vrai dire, la main mise sur toutes les manifestations possibles de la volonté humaine, et les actes les plus inoffensifs des citoyens soumis à ce double servage n'échappent à l'une des juridictions que pour retomber sous l'autre. Cette condition était encore celle de l'Espagne pendant le règne de Ferdinand VII et celle d'une partie de l'Italie avant les dernières révolutions; mais, grâce à Dieu, les choses ne se passent pas toujours ainsi. Le plus souvent, loin de se concéder l'usage entier des moyens d'action qui leur sont propres, l'église et l'état, en se promettant mutuelle assistance, s'engagent réciproquement à renoncer à l'usage de certaines armes, et s'imposent l'une à l'autre certaines obligations. A considérer les choses terre à terre, c'est un contrat avec balance des profits et pertes; le meilleur donc est celui où les deux parties, en abandonnant les priviléges qui leur importent le moins, se procurent en échange les bénéfices auxquels elles croient devoir attacher le plus de prix. A ce point de vue, le concordat de Napoléon et de Pie VII passe généralement pour un chef-d'œuvre et le modèle du genre. Ce qui prouverait en sa faveur, c'est qu'après soixante ans d'application il est resté cher à l'église comme à l'état. On s'est bien un peu disputé sur les interprétations à donner à quelques-uns des articles du concordat, le texte en a été tiré, suivant les temps, tantôt dans un sens, tantôt dans un autre; mais tandis qu'un si grand nombre de traités ont été, depuis ce laps de temps, réduits à néant, celui-ci subsiste à peu près seul dans son intégrité, et, si l'on excepte la tentative avortée de Fontainebleau et l'éphémère réaction de 1815, jamais de part ni d'autre il n'a été

érieusement question d'en dénoncer la rupture ou seulement d'en modifier les articles essentiels. Il y a plus, il a satisfait le sentiment de ceux qui n'ont point le temps de réfléchir beaucoup sur les matières. Même en dehors de l'immense majorité de notre clergé français et de la totalité de nos fonctionnaires publics, qui ne comprennent guère une autre manière de régler les rapports du pouvoir civil avec l'autorité spirituelle, le concordat est demeuré populaire parmi les masses. Chose plus étrange encore, il n'est pas moins bien accueilli, il est surtout incessamment invoqué par ce groupe de libres penseurs mal disposés pour la cour de Rome, ma isqui professent en revanche une grande ferveur de culte pour l'omnipotence de l'état.

Nous ne partageons pas tout à fait, sans vouloir d'ailleurs en médire, cet engouement pour l'œuvre du cardinal Consalvi et du premier consul. Elle a été certainement utile au rétablissement de la religion catholique; nous avons pour cette religion la fierté de croire qu'elle ne lui était pas indispensable. Non, mille fois non, quoi qu'en aient dit alors les plates harangues des adulateurs de tous les camps et de tous les étages, l'ancienne foi n'avait pas si entièrement disparu pendant la tourmente révolutionnaire, et ce n'est pas le vainqueur de Marengo qui, du jour au lendemain, d'un mot de sa bouche victorieuse, a fait surgir de terre les autels renversés. De pieuses mains les avaient déjà relevés avant lui. Répétons-le bien haut à ce clergé catholique qui oublie trop complaisamment son meilleur titre de gloire pour en laisser l'honneur à un autre, c'est lui qui fut le premier à la besogne. La généreuse ardeur de quelques simples prêtres avait devancé les calculs du plus profond des politiques. Par leur zèle, les églises de Paris et des départemens s'étaient ouvertes à de nombreux fidèles longtemps avant que le chef de l'état eût songé à mettre le pied à Notre-Dame. Il n'avait pas encore offert sa protection que, sans l'attendre, le vieux culte renaissait de lui-même, par ses propres forces, et dans des conditions selon nous beaucoup plus conformes à l'esprit véritable comme aux intérêts bien entendus du christianisme (1). A considérer froidement la transaction de 1801, il est facile en effet d'apercevoir tout ce qu'y a gagné le pouvoir civil. Celui qui à cette époque le représentait avec un éclat incomparable s'y est incontestablement attribué la part du lion. Les bénéfices que l'église s'y est ménagés nous semblent plus douteux. Elle y a fait, il est vrai, reconnaître son existence officielle; elle y a stipulé pour ses digni-

(1) Il résulte des statistiques officielles du temps qu'au moment du concordat le culte catholique était rétabli dans 40,000 communes de France.

taires les plus élevés, comme pour tous les membres inférieurs de la hiérarchie ecclésiastique, une situation honorifique convenable et des traitemens à peu près suffisans.

Rien ne nous choque, hâtons-nous de le dire, dans la préoccupation qu'a montrée le négociateur du saint-siége pour les intérêts matériels du clergé français. On lui avait pris ses biens; on ne pouvait pas, on ne devait peut-être point, en tout cas on ne voulait pas les lui rendre. Il fallait donc pourvoir à son existence. Le prêtre non plus que l'homme ne vit pas seulement de la parole de Dieu, il vit aussi de pain, car un corps mortel est attaché à son âme, si élevée qu'elle soit. Force était donc de demander pour lui ce pain indispensable, soit à la munificence de l'état, soit à la piété des fidèles. On se conformait, convenons-en, aux idées du temps et à nos mœurs, aux instincts et à la tradition française, en allant le chercher de préférence dans la caisse du gouvernement, sous le titre de traitement officiel, plutôt que dans la bourse des particuliers, sous la forme des rétributions privées et volontaires. En dehors de cet avantage, que nous ne voulons ni grossir ni diminuer, nous ne découvrons plus ce que l'église romaine et le clergé français ont gagné au concordat de 1801. Presque tous les articles contiennent des entraves mises à l'exercice de l'autorité spirituelle du saint-père, des évêques et des prêtres. Leurs rapports avec l'état sont minutieusement réglés avec des précautions infinies, toutes favorables aux représentans du pouvoir civil, et qui impliquent de la part des membres du clergé une subordination déguisée, mais réelle. L'église a-t-elle payé son budget trop cher en l'achetant au prix de l'aliénation d'une partie de son indépendance? Voilà toute la question; nous l'indiquons, nous ne la discutons pas. Elle est de celles qu'on hésite à toucher, même en tout respect et de la main la plus délicate. Elle ne sera abordée que de biais dans ce récit et par son côté purement historique. Si l'alliance contractée en 1801 a été réellement bonne en soi, si elle a été surtout profitable à la religion catholique, tout le monde comprend qu'elle a dû porter ses fruits les meilleurs au moment de la publication du concordat et du sacre de l'empereur. Le légat *à latere* Caprara officiant solennellement à Notre-Dame le jour de Pâques, devant les vieux conventionnels de 93 et les jeunes généraux de l'armée d'Italie, le saint pontife accouru de Rome pour couronner dans sa capitale l'homme extraordinaire qui avait vaincu toutes les résistances et courbé toutes les têtes, peut-on imaginer un gage plus grandiose à la fois et plus touchant de l'accord établi entre les deux pouvoirs? 1801, 1804, quelles dates chères aux partisans de l'alliance intime de l'église et de l'état! C'est le temps de la lune de miel et pour

eux l'apogée du système. Ils ne se fatiguent point d'en remettre incessamment le tableau sous nos yeux comme celui d'une époque idéale qu'ils nous offrent en modèle. Fermons cependant l'oreille à leurs déclamations; les plus éloquentes ne prouvent rien. Écartons également les relations officielles; la teneur en est souvent trop mensongère. Consultons au contraire les documens secrets du temps, écoutons les confidences des acteurs, et nous aurons chance de savoir comment les choses se sont effectivement passées pendant cette période si vantée.

I.

Le concordat avait été signé au domicile de Joseph Bonaparte dans la nuit du 16 au 17 juillet 1801. Ainsi que nous l'avons déjà raconté, le premier consul avait été ou fait semblant d'être très mécontent de la conduite de son frère. Il avait commencé par déchirer en mille pièces la minute même du traité. Il s'était plaint que ses propres mandataires eussent osé prendre sur eux de changer quelque chose à l'article si violemment controversé qui, à propos de l'exercice public du culte catholique, avait failli tout remettre en question. Cependant il avait fini par se calmer et par accepter la nouvelle rédaction. Avant de quitter Paris, le cardinal Consalvi crut devoir solliciter une audience du chef de la république, afin de lui présenter ses hommages. L'accueil fut courtois, mais rien de plus. On se félicita de part et d'autre de la conclusion d'un traité qui assurerait le rétablissement de la religion en France et de la bonne harmonie entre le nouveau gouvernement et le saint-siége. Consalvi ne manqua point de placer pendant le cours de l'entretien une observation à laquelle il attachait personnellement une grande importance. Il constata, comme c'était son droit et la vérité, « que durant tout le cours de cette épineuse négociation, ni à Paris ni à Rome, ni avant ni après sa venue, l'église romaine n'avait jamais prononcé une parole au sujet de ses intérêts temporels. Sa sainteté, fit-il remarquer, quoiqu'elle eût tant de sujets d'en parler, s'en était abstenue, afin de mettre les concessions et les sacrifices faits dans le concordat à l'abri de l'accusation des méchans, et de prouver à la France et au monde que la vue du bien de la religion avait seule porté le saint-père à conclure le concordat, et que l'on calomniait la cour de Rome quand on la disait poussée surtout par des motifs temporels (1). » Le cardinal termina l'entrevue en annonçant son prochain départ dans deux ou trois jours;

(1) Mémoires du cardinal Consalvi.

cependant le lendemain, sans pouvoir en deviner le motif, il fut inopinément appelé aux Tuileries. Cette seconde conversation roula longtemps sur les sujets les plus indifférens; le cardinal se perdait en conjectures lorsque tout à coup, comme par hasard et parlant d'une chose de nulle importance, son interlocuteur laissa tomber ces paroles : « J'ai l'embarras (*ho difficulta*), après la nouvelle circonscription des diocèses, d'avoir à choisir les nouveaux évêques dans les deux partis des constitutionnels et des non constitutionnels. »

Grande fut la surprise du cardinal Consalvi, car il n'avait point supposé qu'il pût être question de constitutionnels pour remplir les nouveaux siéges. Pareille intention n'avait jamais été annoncée pendant la durée des négociations du concordat. Tout au contraire le premier consul avait cent fois assuré qu'il les abandonnait entièrement. Il s'ensuivit, ajoute Consalvi, une orageuse discussion. Et comment la discussion n'eût-elle pas été orageuse, lorsque chacun des interlocuteurs, d'après l'ordre d'idées dans lequel il était placé, croyait avec une égale sincérité avoir pour lui la raison et le droit? Il n'avait point fallu attendre longtemps, et c'était au lendemain même de l'accord si péniblement établi que, par la force des choses et sur une question de majeure importance, éclatait la fatale divergence des principes. Le ministre du saint-siége n'avait point de peine à démontrer au premier consul que, la constitution civile du clergé ayant été flétrie à Rome, le chef de l'église ne pouvait admettre parmi les évêques nouveaux ceux qui n'étaient pas de sa communion; le concordat avait justement été consenti par sa sainteté pour le motif suprême de mettre un terme au schisme. A quoi Napoléon répliquait froidement « que la raison d'état ne lui permettait en aucune façon de mettre les constitutionnels entièrement de côté; ils formaient un groupe nombreux. Il devait de toute nécessité en prendre quelques-uns. C'était un parti puissant qu'il lui fallait ménager. Cela même aplanirait la voie auprès du corps législatif et des membres du conseil d'état et de la magistrature, sans compter tant d'autres personnes de son gouvernement qui étaient, par irréligion, les adversaires du concordat. Toutefois, avant de nommer les évêques constitutionnels, il les obligerait d'accepter le concordat, ce qui impliquait le désaveu de la constitution civile du clergé. » Ces considérations politiques d'une sagesse humaine évidente n'ébranlaient pas la conviction du cardinal. Il y opposait des argumens religieux qui à leur tour ne faisaient aucune impression sur l'esprit du premier consul. « La simple acceptation du concordat n'était pas, disait Consalvi, suffisante aux yeux de l'église. Il y avait eu schisme, il fallait qu'il y eût rétractation et

reconnaissance publique de l'erreur embrassée, sans quoi le pape n'accorderait pas l'institution canonique aux nouveaux titulaires, fussent-ils nommés. Il ne le pouvait pas, il ne le devait pas, il ne le ferait certainement pas. » Le premier consul se récriait : « Exiger la étractation publique, c'était leur imposer une mortifiante humiliation; un tel sacrifice coûtait trop à l'amour-propre et à l'honneur. » — « Mais dans les choses de religion, répliquait le cardinal, ces considérations sont vaines ou superflues. Il est au contraire honorable de confesser son erreur et de s'en repentir. » Plus l'entretien durait, moins on était près de s'entendre. Après de longs débats, le premier consul termina en disant « qu'il suffirait d'accepter en gros les jugemens émanés du saint-siége sans nommer la constitution civile du clergé, qui était comprise dans ces jugemens. On éviterait ainsi un choc qui n'était pas nécessaire et qui serait trop violent; » mais ce tempérament ne parut point acceptable au cardinal (1).

Trois ou quatre jours après, la veille de son départ, Consalvi se trouvait aux Tuileries à la tête du corps diplomatique, sur lequel il avait le pas. Napoléon, lorsqu'il commença, selon son habitude, sa tournée de souverain, affecta de passer devant lui en le regardant au visage, mais sans s'arrêter pour lui adresser une parole, sans le charger de saluer en son nom le saint-père, sans lui faire en un mot la moindre politesse. Exprès sans doute, il causa de choses indifférentes avec le ministre d'Autriche, le comte de Cobenzel, qui venait après le cardinal, puis successivement avec tous les chefs des diverses légations. Consalvi a l'air de supposer que, par ce manque absolu d'attention, le premier consul était bien aise de montrer au public le peu de cas qu'il faisait d'un cardinal et du saint-siége, après toutefois, ajoute-t-il, qu'il avait arrangé avec eux toutes ses affaires. Nous croyons que Consalvi se trompe : c'était à lui personnellement, au contradicteur trop difficile à convaincre, qu'était adressée cette petite manifestation de la mauvaise humeur d'un homme qui s'était si vite habitué à ne rencontrer plus d'obstacle à la simple expression de sa volonté. La résistance du ministre du saint-siége à la nomination des constitutionnels était pour lui un embarras véritable et une gêne sensible. Nous voyons, par deux lettres adressées à son frère Joseph le lendemain même de sa conversation avec Consalvi, que le premier consul songeait précisément à faire régler alors, dans de nouvelles conférences entre les négociateurs du concordat, tout ce qui était relatif aux constitutionnels, et la rédaction même de la bulle qui devait accompagner

(1) Mémoires de Consalvi.

le traité (1). Ces deux points lui tenaient à cœur; c'est pourquoi il voulut essayer de les obtenir à l'improviste du cardinal, et dans le quart d'heure même qui précéderait son départ. Le secrétaire d'état de Pie VII ne s'occupait plus que de faire ses paquets, il était presque au moment de monter en voiture, quand tout à coup parut l'abbé Bernier. L'abbé, messager ordinaire de Napoléon auprès de Consalvi, était chargé de lui faire comprendre que le premier consul voulait absolument qu'on se concertât à l'avance sur la teneur de la bulle que le pape enverrait de Rome. On avait déjà parlé de cette bulle dans les séances où l'on avait discuté le projet de concordat. Il avait été décidé que plusieurs choses dont le premier consul ne voulait pas permettre l'insertion dans l'acte final, parce que étant deux, disait-il, lui et le pape, qui parlaient dans le concordat, il ne lui convenait pas de les mentionner, ces mêmes choses pourraient sans les mêmes inconvéniens être insérées dans la bulle où le pape parlait seul. Aujourd'hui, après y avoir réfléchi, il demandait a connaître préalablement la substance même de la bulle ainsi que les expressions qu'on y emploirait. En vain le cardinal se plaignit de cette façon d'agir toujours par surprise, en vain il offrit de prouver qu'il n'avait pas été autorisé à libeller la bulle, mais autorisé seulement à signer le concordat : l'abbé Bernier n'en démordit pas, alléguant toujours pour raison principale *que c'était la volonté* du premier consul et qu'il fallait s'y prêter. On mit donc la main à l'œuvre, et le travail dura huit heures consécutives. « Si l'on avait eu dessein, continue le cardinal, en me prenant dans ce moment de presse, d'éviter l'insertion des choses qui déplaisaient, on n'y réussit guère, car je tins ferme pour intercaler dans la bulle tout ce qui était nécessaire. » Quand tout fut fini, l'abbé Bernier insista de nouveau pour qu'on envoyât le plus tôt possible la ratification du pape au concordat, l'intention la plus positive du premier consul étant de le publier aussitôt que la ratification serait arrivée à Paris, car l'intérêt de la religion et de l'état ne permettait pas le plus léger retard. Quelques heures après, Consalvi, montant en voiture, retournait le plus diligemment possible reprendre à Rome ses fonctions de secrétaire d'état.

Malgré les incidens qui avaient troublé les derniers momens de son séjour à Paris, le ministre du saint-siége n'en revenait pas moins satisfait de l'ensemble de ses relations avec le chef du nouveau gouvernement français, et justement fier du résultat de sa mission. Pie VII partageait les sentimens de son serviteur et de son

(1) Lettres du premier consul à son frère Joseph Bonaparte, 1er thermidor an IX (juillet 1801). — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. VII, p. 199.

ami. Tous deux étaient également désireux de mener à bien jusqu'à son terme l'œuvre si laborieusement commencée. Il semblait qu'il ne s'agissait plus que de la faire accepter par le sacré-collége. A cela point de sérieuse difficulté, car s'il y avait dans la société romaine un parti hostile à la France, il avait peu d'adhérens parmi les cardinaux. Le pape tint à les réunir en congrégation générale, afin d'avoir leur avis sur la ratification. Deux articles seulement soulevèrent une courte discussion. La promesse faite de ne pas réclamer contre la vente des biens du clergé fut timidement critiquée, mais il n'y eut pas même de vote. La restriction mise à la publicité du culte, restriction que le cardinal Consalvi avait si vivement combattue et qu'il avait réussi à faire beaucoup atténuer, fut l'objet d'une controverse un peu plus vive. Onze voix la blâmèrent; dix-neuf ou vingt voix approuvèrent au contraire la transaction qu'avait suggérée le ministre de sa sainteté. Pie VII, qui parla le dernier afin de laisser une entière liberté de discussion aux membres de la congrégation, fit ressortir avec chaleur l'impossibilité où l'on avait été d'obtenir aucune modification sur ce point, objet déjà de tant et de si longs débats. Un certain temps avait été nécessaire pour distribuer aux membres du sacré-collége des copies du concordat et leur permettre de l'examiner à loisir; cependant la cour de Rome, si lente d'ordinaire dans ses délibérations, avait été si expéditive cette fois que trente-cinq jours seulement après la signature du concordat l'approbation officielle des cardinaux et la ratification du pape arrivèrent à Paris par un courrier extraordinaire.

On espérait au Vatican, pour prix de tant de zèle, apprendre par le retour de ce même courrier la nouvelle de la publication du concordat. Loin de là, il apportait de très vives instances de la part du premier consul au sujet de la teneur de la bulle. Napoléon n'était plus content de celle qui avait été rédigée à Paris par le cardinal Consalvi d'accord avec l'abbé Bernier. Il avait fait ses réflexions et trouvait qu'il y fallait supprimer beaucoup de choses. Il désirait aussi que l'on s'entendît sur les mesures relatives au mariage des prêtres et sur quelques autres points de discipline ecclésiastique dont il n'avait pas encore été question. Il insistait enfin sur l'envoi d'un cardinal-légat comme devant précéder la publication du concordat. Le pape, par un véritable esprit de modération, céda de bonne grâce à toutes ces instances, qui, faites coup sur coup, sans qu'il en eût été prévenu, ne laissaient pas que de le troubler un peu; mais, dans ce moment décisif où le rétablissement officiel du culte catholique en France était comme tenu en suspens,

il s'était proposé pour règle de conduite d'user à l'égard du premier consul de toute la complaisance possible. Si en définitive, par suite des difficultés encore subsistantes, le concordat ne devait pas être publié, il fallait à toute force éviter au moins que les ennemis de la religion pussent en rejeter la faute sur la cour de Rome. Cette dernière considération détermina plus que toute autre non-seulement l'envoi immédiat à Paris du légat réclamé par le premier consul, mais le choix même du cardinal appelé à remplir une aussi haute mission. L'importance du rôle joué par le cardinal Caprara, l'influence que ses dispositions personnelles et les tendances de son esprit ont exercée sur la direction des affaires confiées à ses soins, ont été si grandes qu'il devient nécessaire de nous arrêter un instant sur ce personnage considérable dont la correspondance officielle et secrète va désormais servir à corroborer notre récit (1).

Laissée à elle-même, jamais la cour de Rome n'aurait de son propre mouvement pensé à Caprara. La désignation venait de Paris. Pendant la durée de la mission de Consalvi, le premier consul lui avait répété à plusieurs reprises qu'il exigeait absolument la nomination de ce cardinal, le seul qui pût, dit-il, lui agréer, à moins qu'on ne se décidât en faveur du cardinal Joseph Doria. L'incapacité de ce dernier ayant été rendue notoire par son court ministère de 1797, le pape n'avait pas même l'alternative, et force était de nommer Caprara. La préférence du premier consul était, à son point de vue, parfaitement justifiée, et prouvait qu'il connaissait très bien, probablement par M. de Cobenzel, le caractère et les antécédens du nouveau légat. Rome de son côté n'était pas moins fondée dans ses justes appréhensions. Le cardinal Caprara n'en était pas en effet à ses débuts dans la vie politique. Né à Bologne en 1733 de François, comte de Montecuculli, et de la dernière descendante des Caprara, il avait pris dans le monde le nom de sa famille maternelle, mais n'en appartenait pas moins à cette puissante maison de

(1) Les minutes de la correspondance du cardinal Caprara ne sont point sorties de France. Suivant un ancien usage auquel le parlement de Paris avait, sous l'ancien régime, toujours tenu la main, les légats *à latere* envoyés en France s'engageaient par serment, au moment de leur réception officielle, à laisser, en quittant le royaume, le registre exactement tenu au courant de toutes les dépêches écrites pendant la durée de leur mission. On avait, comme nous le verrons plus tard dans le cours de ce récit, obligé le cardinal Caprara, lors de sa présentation au premier consul, à lire l'ancienne formule telle qu'elle était autrefois en usage. En vertu de cet engagement, l'empereur, lorsque le cardinal mourut à Paris en 1810, fit inventorier et saisir tous ses papiers. Depuis cette époque, et principalement sous la restauration, le Vatican les a plusieurs fois, mais vainement réclamés.

Montecuculli qui a fourni de glorieux serviteurs à l'empire. Vice-légat à Ravenne dès l'âge de vingt-cinq ans, il avait été successivement nonce à Lucerne, puis à Vienne. Dans cette dernière résidence, il avait su se faire bien venir de l'empereur Joseph II et de son ministre, M. de Kaunitz. C'était précisément l'époque où la cour impériale appliquait avec le plus d'ardeur un plan de réformes ecclésiastiques très vanté alors par l'école philosophique et que la cour de Rome repoussait de toutes ses forces. Dans cette situation difficile, Caprara, quoique sa doctrine fût restée très orthodoxe, ne s'était pas maintenu dans les bonnes grâces du souverain autrichien sans avoir éveillé les ombrages de sa propre cour. On avait taxé à Rome de molle complaisance et de faiblesse coupable les concessions que, par modération sans doute, il avait cru devoir faire aux exigences de la chancellerie impériale. Le saint-père et le cardinal Consalvi craignaient non sans raison que, mis en présence à Paris d'un pouvoir autrement fort et autrement imposant, leur mandataire ne fît preuve encore une fois d'une excessive condescendance. Telle parut être en effet, pendant le cours de sa longue mission, la pente du cardinal Caprara. Il ne manquait ni de talens ni de vertus. Riche de son propre patrimoine et des biens de l'église, il avait toujours fait l'usage le plus généreux et le plus chrétien de sa très grande fortune. Son extérieur noble et décent était empreint d'une certaine bonne grâce ecclésiastique où l'enjouement ne manquait point; mais l'âme n'était pas très forte. Témoin épouvanté des troubles excités à Rome par la révolution française, il en avait reçu dans sa santé une atteinte qui avait, à cette époque, fait craindre pour sa vie, et jamais depuis cette impression du mal que la violence des partis pouvait faire à la religion catholique ne s'était entièrement effacée de son esprit. L'avénement au pouvoir de l'homme qui avait rompu avec les traditions jacobines du directoire avait, selon lui, ouvert une voie de salut inespérée à l'église romaine. Il était d'avis qu'il fallait se jeter sans marchander dans les bras du premier consul, et qu'un système de déférence habituelle pouvait seul sauver Rome d'une ruine entière tant pour le spirituel que pour le temporel, étant donné le caractère de celui dont l'omnipotence était universellement reconnue. « Il faut, disait volontiers Caprara, rester à tout prix sur ses pieds, parce que, si l'on tombe une fois, on ne se relève plus. » — « Avec cette maxime, ajoute Consalvi, il légitima une infinité de choses qu'à Rome on aurait bien souhaité qu'il n'approuvât jamais. Avec des intentions très pures, il agit souvent sans prendre les ordres du pape, et quelquefois même, croyant bien faire, contre ses ordres. Les choses consommées se trouvaient alors sans remède, et les réclamations

du saint-père devenaient inutiles. Plus d'une fois son rappel fut décidé, mais on ne put jamais l'effectuer (1). »

La disposition d'esprit que dépeint ici Consalvi et qu'il reproche au représentant du saint-siége était, il faut le dire, commune alors à tous les chefs de mission accrédités par les gouvernemens étrangers auprès du premier consul. Elle était en particulier celle du ministre de la cour de Vienne, puissance catholique dont les dispositions pèsent forcément d'un si grand poids sur les conseils du Vatican. Grand seigneur autrichien, fils et neveu de personnages qui avaient joué un rôle considérable dans les affaires de son pays, le comte de Cobenzel, ce guide naturel des débuts de son collègue de Rome, était lui-même encore sous le coup des revers subis en Italie par les armées impériales. Sa principale étude consistait à devancer en toute occasion les membres du corps diplomatique les plus empressés à prodiguer au premier consul les témoignages d'une admiration d'alleurs parfaitement légitime, et qui, adressés à un pareil homme, n'avaient certainement alors rien d'affecté. Parmi ceux qui faisaient assaut pour plaire, le comte de Cobenzel était peut-être celui qui y réussissait le mieux. Dans ce rôle facile, les grands talens ne sont point nécessaires, la volonté suffit, car les attentions et la bonne grâce des gens d'ancienne race, quand ils représentent eux-mêmes les vieilles monarchies de l'Europe, manquent rarement leur effet sur les dépositaires d'un pouvoir récemment acquis. Visiblement sensible à ces recherches délicates et à ces marques de déférence, Napoléon était surtout habile à les tourner au profit de sa politique. Il a toujours été d'usage en France de se prévaloir de la prédilection naturelle que les ambassadeurs étrangers éprouvent d'ordinaire pour une résidence à laquelle ils reconnaissent un charme qu'ils passent ensuite toute leur vie à regretter ailleurs. La crainte d'être éloignés de Paris, le désir de s'y rendre agréables aux détenteurs de l'autorité, n'a presque jamais cessé d'exercer une certaine influence avantageuse aux intérêts français sur leur façon de voir, sur leur attitude et sur leur correspondance. Les diplomates les plus aimables et par conséquent les plus recherchés de la société parisienne ont toujours, plus que d'autres, cédé à ce désir naturel de préférer à toute autre l'alliance française. Cette inclination, si flatteuse pour nous, a pour eux l'inconvénient de les rendre moins propres à bien renseigner leur cour et de les exposer à se tromper parfois étrangement sur les dispositions véritables de ceux dont ils se portent les garans. Pareil danger était grand avec un Bonaparte. Si justes que fussent les éloges dont ils accablaient le premier consul,

(1) Mémoires de Consalvi, t. Ier, p. 405.

si méritées que fussent à leurs yeux, par leur propre faiblesse et par sa prodigieuse puissance, les flatteuses complaisances dont ils usaient envers le jeune général qui se préparait à monter sur le trône des anciens rois de France, peut-être les ministres accrédités à Paris se sont-ils reproché plus tard d'avoir, par leurs adulations excessives, surexcité hors de toute mesure une ambition qui devait devenir si funeste au repos de l'Europe et à leur propre patrie. A coup sûr, et c'est là leur excuse, leur bonne foi était complète. Si l'avenir leur eût été tout à coup dévoilé, combien le comte de Cobenzel eût été stupéfait d'apprendre que cette bienveillance si assidûment cultivée allait prochainement conduire la maison d'Autriche jusqu'aux terribles désastres d'Austerlitz, et pour le cardinal Caprara quelle surprise de voir la protection du nouveau successeur de Charlemagne aboutir en si peu d'années, pour le souverain pontife, à la captivité de Savone!

Cet avenir, qu'il est plus facile d'évoquer après coup que de pressentir à l'avance, était alors profondément voilé à presque tous les yeux, particulièrement à ceux du nouveau légat. Le cardinal Caprara n'avait pas franchi sans émotion la frontière de ce pays de France, où tant de choses s'étaient passées depuis la révolution qui pouvaient sembler étranges à d'autres même que le paisible envoyé du saint-siége; mais il avait été vite rassuré par l'attitude des autorités civiles et militaires, qui partout avaient reçu du premier consul l'ordre de lui rendre les plus grands honneurs (1). Dans les villes de guerre, le canon annonçait son arrivée et son départ. Une troupe de cavaliers escortait toujours sa voiture. Il fut harangué sur toute la route par les préfets des départemens qu'il traversait. A Fontainebleau, il reçut la visite du conseil municipal tout entier; une double escorte de gendarmes et de chasseurs fut commandée pour l'accompagner jusqu'à Paris; mais aux portes de la capitale ces honneurs cessèrent. Soit qu'il redoutât l'humeur habituellement frondeuse de cette capitale, soit qu'il craignît l'effet qu'une trop cordiale réception de la part de ses habitans aurait pu avoir sur le représentant du saint-père en lui révélant les véritables dispositions des esprits, Napoléon s'arrangea pour que l'entrée de Caprara eût lieu incognito, une heure après la tombée de la nuit. Le légat descendit à la modeste auberge de Rome qu'avait précédemment habitée Consalvi. Le premier consul, en lui envoyant l'abbé Bernier dès le soir même de son arrivée, avait eu l'obligeante attention de lui faire savoir que le grand hôtel de Montmorency, déjà loué pour

(1) Lettre de Napoléon au citoyen Chaptal, 12 fructidor an IX (30 août 1801). *Correspondance de Napoléon Ier*, t. VII, p. 242.

le loger avec toute sa légation, serait dans quelques jours entièrement meublé et prêt à le recevoir. Des voitures et des chevaux étaient également mis à sa disposition. Le surlendemain, le légat *à latere* voyait le premier consul aux Tuileries, mais en audience particulière, car sa présentation officielle ne pouvait avoir lieu qu'au moment même de la publication du concordat. Dès l'abord, Napoléon affecta de se montrer gracieux envers le cardinal. « Il lui parla dans les termes les plus respectueux, les plus flatteurs et les plus tendres de la personne de sa sainteté (1). » Les complimens terminés et tous deux assis, de ce ton simple, familier, mais plein d'autorité, qui lui était naturel quand il traitait les affaires, il se mit, sans réticences et sans ambages, à entretenir le cardinal Caprara des évêques constitutionnels. Il lui répéta ce qu'à propos d'eux il avait déjà dit au cardinal Consalvi : « C'étaient des gens puissans dans l'opinion, qui cherchaient à faire cause commune avec toute la nation. Il était poursuivi de leurs réclamations; il n'y avait point de plaintes qu'ils ne fissent contre la teneur du bref de sa sainteté. Les mécontenter absolument était impossible : il pensait donc choisir parmi eux un tiers environ des nouveaux évêques; mais il aurait soin de prendre les moins compromis et de les obliger à se soumettre entièrement au concordat conclu avec le saint-siége. A cette condition, il comptait que le cardinal-légat leur donnerait immédiatement, en vertu de ses pleins pouvoirs, l'institution canonique. De la sorte il serait possible de faire marcher du même pas la paix politique dont on traitait présentement avec les puissances de l'Europe et la paix religieuse qu'il voulait procurer aux Français par la prochaine publication du concordat (2). » Le 18 brumaire approchait; l'on savait déjà dans les cercles bien informés que le premier consul, cédant à une préoccupation facile à concevoir, attachait le plus grand prix à célébrer par l'imposant éclat d'une cérémonie aussi solennelle l'anniversaire de la journée qui lui avait livré le pouvoir. Le cardinal n'ignorait pas ce désir, et, touché de l'accueil qu'il venait de recevoir, il put répondre avec toute sincérité que la publication du concordat ne souffrirait de retard ni de la part de sa sainteté ni de la sienne. Quant à la nomination des évêques constitutionnels, il s'efforça de faire comprendre avec la plus grande douceur que le saint-père userait de toute la condescendance possible envers ceux qui se soumettraient comme des pécheurs; mais il pria instamment le premier consul de réfléchir que de pareils choix, loin d'éteindre le schisme, lui

(1) Dépêche du cardinal Caprara du 6 octobre, n° 2.
(2) Correspondance de Caprara, n°s 2, 3, 4, 5, du 4 au 18 octobre.

donneraient un nouvel aliment. Lui demander de donner, en sa qualité de légat, l'institution canonique à ces évêques, c'était chose sur laquelle il était inutile d'insister, car elle était au-dessus de son pouvoir. Le premier consul ne parut pas disposé à prolonger davantage cette controverse; il se borna dès lors à dire au légat qu'il aurait à discuter cette matière avec le conseiller d'état Portalis, chargé de traiter avec lui de toutes les affaires ecclésiastiques (1).

Caprara sortit très satisfait de cette première entrevue et de l'effet qu'il s'imagina avoir produit sur son interlocuteur. Il se crut même autorisé à mander à sa cour que ses objections sur le choix des constitutionnels avaient fait visiblement une profonde impression sur l'esprit du premier consul. Il était loin d'en être ainsi. Dans ce premier entretien avec un vieillard plein d'envie de lui plaire, Napoléon n'avait pas voulu montrer tout d'abord l'inflexibilité de ses exigences, mais il n'en avait rien rabattu (2). Le légat en eut la preuve lorsque peu de temps après il reçut communication par l'abbé Bernier de cinq propositions mises par écrit et sur lesquelles le premier consul voulait recevoir une réponse formelle et immédiate. « L'abbé Bernier ne lui cachait pas qu'une grande tempête était imminente. Le premier consul en était venu à croire que, sauf la personne sacrée du saint-père, les gens de Rome, tant présens qu'absens, s'entendaient pour le jouer (3). C'était son intention bien arrêtée de publier le jour de la fête du 18 brumaire la nomination aux nouveaux siéges épiscopaux. Il entendait que les sujets nommés fussent aussitôt institués canoniquement par le légat *à latere*. Se refuser à lui complaire, c'était de gaîté de cœur tout remettre en question. » Une déclaration si menaçante mettait le légat à la même épreuve qu'avait naguère subie Consalvi, et dont le secrétaire d'état de sa sainteté s'était tiré avec tant de fermeté et de bonheur. Son successeur n'avait pas même force d'esprit, son trouble était extrême, il ne savait à quel expédient avoir recours. « Je parlerai, je ferai parler, écrivait-il à Rome; mais si tout est infructueux, je me persuaderai que si le saint-père était présent, voyant le danger qu'on court de perdre le fruit de tant de peines, il m'autoriserait à faire ce qui m'est demandé (4). » Néanmoins, avant de prendre une si grave détermination, se rappelant le gracieux accueil qu'il avait reçu du premier consul et l'heureuse impression qu'il croyait avoir produite sur son esprit,

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 6 octobre 1801.

(2) Lettre de Napoléon au citoyen Portalis, 31 octobre 1801. *Correspondance de Napoléon Ier*, t. VII, p. 314.

(3) Correspondance du cardinal Caprara, 1er novembre 1801.

(4) *Ibid.*

voulant surtout éviter de répondre par écrit aux articles qui lui avaient été communiqués, le cardinal Caprara fit témoigner le désir d'être reçu à la Malmaison, où Napoléon résidait à cette époque de l'année. Il était onze heures du soir, le 31 octobre, et Caprara se préparait de son mieux à l'entrevue du lendemain, quand tout à coup le conseiller Portalis se présenta chez lui. « L'heure intempestive, lisons-nous dans la correspondance du légat, ne lui faisait rien présager que de peu satisfaisant. » Cette visite prescrite sans doute par le premier consul semble en effet n'avoir eu d'autre but que de troubler davantage le représentant du saint-siége, déjà mis en si grand émoi, et qu'attendait, après le directeur des affaires ecclésiastiques, un autre interlocuteur bien plus intimidant encore. M. Portalis venait renouveler, à peu près dans les mêmes termes, mais avec plus de précision et de dureté, les injonctions qu'avait déjà apportées l'abbé Bernier. Il répéta que le premier consul voulait absolument faire connaître du même coup au public tous les sujets nommés aux nouveaux siéges épiscopaux et les faire aussitôt instituer canoniquement, afin que, le concordat une fois publié, ils pussent tous être rendus dans leurs diocèses respectifs avant les fêtes de Pâques. Le retard qu'on mettait à envoyer de Rome la bulle de circonscription des nouveaux diocèses empêchait seul l'exécution d'un plan si raisonnable, et tout le monde était persuadé en France que ce retard était volontaire et calculé. Au reste le cardinal s'en expliquerait personnellement le lendemain avec le premier consul. M. de Portalis avait mission de le conduire à la Malmaison, et viendrait de bonne heure le chercher dans sa propre voiture (1).

M. Portalis, interprète en cette occasion des volontés du chef de l'état, était certainement l'un des hommes les plus distingués et les plus justement considérés de son époque. En appelant dans ses conseils cet ancien avocat, grave de mœurs, déjà renommé par son savoir et par son éloquence, qui avait jadis lutté sans désavantage au barreau d'Aix contre Mirabeau, à Paris contre Beaumarchais, qui s'était fait remarquer pendant la révolution par son opposition aux mesures violentes du directoire et par le secours puissant que sa parole avait maintes fois prêté aux membres du clergé catholique, le premier consul avait, comme à son ordinaire, fait preuve d'une extrême perspicacité. Il n'avait pas été moins habile en choisissant, de préférence à tout autre, pour lui confier la nouvelle direction des affaires ecclésiastiques, un conseiller d'état qui, loin de professer les opinions communes à la plupart de ses collègues,

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 1er novembre 1801.

était resté publiquement fidèle aux vieilles croyances religieuses. De plus, M. Portalis, comme presque tous les membres des anciennes familles parlementaires, était fort attaché aux maximes gallicanes, et cette circonstance le rendait un intermédiaire d'autant plus précieux pour traiter avec la cour de Rome. Ajoutons, pour demeurer complétement dans le vrai, qu'il avait aux yeux du premier consul un autre mérite, dont ce grand dominateur lui savait probablement plus de gré encore. M. Portalis, par conscience sans doute, mais aussi par inclination naturelle et, disons-le, par faiblesse de caractère, était un instrument toujours souple et docile aux mains de ceux qui employaient à leur profit ses grandes facultés. Avec l'esprit d'un sage, il avait l'âme d'un subalterne, et c'est ainsi que nous allons le voir, malgré sa haute position et ses honnêtes tendances, se laisser imposer, dans les scènes qui nous restent à raconter, un de ces rôles qui, même lorsqu'ils sont le mieux remplis, diminuent toujours un peu ceux qui ont consenti à les accepter.

En cette occasion, M. Portalis n'avait dit que la simple vérité en exposant au représentant du saint-siége les vues actuelles du premier consul, et bientôt le cardinal eut occasion de s'apercevoir qu'il ne lui avait non plus exagéré en rien son mécontentement. A peine le cardinal avait-il mis le pied dans son cabinet, que, sans dire un mot des cinq articles, avec une vivacité impétueuse et une mauvaise humeur marquée, Napoléon se mit à se plaindre en termes amers de tous les Romains. « On avait voulu l'amuser et le prendre au trébuchet; c'était un leurre et un piége que cette lenteur mise à l'expédition de la bulle. » Et tout d'un trait, continuant à parler comme un torrent, dit Caprara, il répéta avec des expressions très aigres tout ce que M. Portalis avait déjà dit de sa part. Un instant le légat essaya d'interrompre ce véhément discours en justifiant de son mieux les lenteurs romaines. « Je n'admets pas de justifications, reprit le premier consul, et je ne fais d'exception que pour le pape seul, à qui j'ai voué respect et tendresse. » Puis, toujours emporté par la colère ou faisant semblant de l'être, il continua, du même ton, à énumérer ses griefs et à proclamer ses intentions inébranlables. « Son parti était pris de nommer des évêques constitutionnels; il en choisirait quinze, et rien ne le ferait revenir d'une ligne seulement sur cette détermination (1). » En entendant nommer les évêques constitutionnels, Caprara voulut rappeler qu'à tout le moins il fallait qu'ils eussent au préalable fait acte de soumission. Le mot de soumission parut irriter le premier consul. « Il y a de

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 2 novembre 1801.

l'orgueil à la demander, il y aurait de la lâcheté à la souscrire. » Et sans attendre de réponse il se donna carrière touchant l'institution canonique. Alors se produisit quelque chose qui ne paraîtra singulier qu'aux personnes qui ne se sont point rendu compte du caractère véritable de ce grand et singulier personnage. Au fur et à mesure, nous raconte le cardinal Caprara, qu'il traitait ces graves matières, son ton allait se modifiant graduellement, et ce même homme qui d'abord avait parlé en militaire (ce sont les propres expressions du cardinal) termina l'entretien en s'exprimant sur ce sujet étranger à ses habitudes comme eût fait un canoniste de profession (1). L'effet que s'était proposé le premier consul était produit, et nous voyons de reste par la relation qu'il nous en a laissée à quel point cette façon de controverse tour à tour impétueuse et réfléchie avait agi sur l'organisation impressionnable du légat romain; il en fut abasourdi.

A Rome aussi, le contre-coup s'en fit sentir, mais amorti par l'intervention du ministre de la république française, M. Cacault. Chose singulière, tandis que l'abbé Bernier et M. Portalis, l'un prêtre, l'autre profondément attaché à la foi catholique, n'osaient prendre contre un maître impatient la défense du saint-siége, c'était l'ancien agent du directoire qui se chargeait d'expliquer dans ses dépêches comment les plaintes du premier consul contre les lenteurs de la cour de Rome n'étaient pas plus fondées que les reproches qu'il lui adressait sur sa mauvaise foi. M. Cacault, présent sur les lieux, savait mieux que personne combien le saint-père et son secrétaire d'état souhaitaient tous deux sincèrement la publication prochaine du concordat. Les retards mis à l'expédition de la bulle de circonscription tenaient à des circonstances tout à fait indépendantes de leur volonté, et qui les avaient autant affligés qu'ils avaient contrarié le premier consul. D'après la teneur du concordat, il avait été convenu que le pape demanderait leur démission à tous les titulaires des anciens évêchés, tant aux évêques légitimes qu'aux constitutionnels, à ceux qui résidaient en France comme à ceux qui, à diverses époques, s'étaient réfugiés à l'étranger. En cas de refus, le saint-père devait passer outre et considérer les récalcitrans comme démissionnaires. Il avait écrit, comme il s'y était engagé, à tous les anciens évêques. Les lettres adressées aux évêques qui habitaient la France, celles qui étaient destinées aux évêques réfugiés en Angleterre, étaient, en passant par Paris, arrivées assez vite à destination; mais il y avait quelques évêques français en Espagne, d'autres disséminés sur tout le territoire de l'Allemagne,

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 2 novembre 1801.

leur domicile n'était pas même connu de la chancellerie romaine. Ceux-là n'avaient pas encore reçu la lettre par laquelle la démission leur avait été demandée, ou, s'ils l'avaient reçue, n'avaient pas encore eu le temps d'envoyer leur réponse à Rome. Il aurait beaucoup coûté au saint-père, et personne n'était fondé à lui demander de déposer violemment de vieux et dignes évêques à qui le temps seul avait peut-être manqué pour lui donner d'eux-mêmes la marque la plus touchante de leur filiale obéissance. Il y a plus, les changemens successifs que le premier consul avait fait introduire dans la bulle de circonscription des diocèses avaient nécessité de nouvelles délibérations de la part du sacré-collége. Il était donc lui-même une des causes de ce retard qui avait si fort excité sa mauvaise humeur. On avait fait à Rome tout ce qui était possible pour entrer dans ses vues. Hormis sur cette question délicate de la nomination des évêques constitutionnels, à laquelle répugnait si vivement la conscience du pape, la chancellerie romaine, loin de susciter des difficultés, s'était prêtée d'elle-même et par avance à tous les désirs du premier consul. Pour preuve de sa bonne volonté, elle consentait aujourd'hui, ce qu'elle avait refusé d'abord, à donner au cardinal-légat le bref nécessaire pour qu'il pût, au nom de sa sainteté, donner l'institution canonique aux nouveaux titulaires (1).

En transmettant à M. Portalis les communications du secrétaire d'état de sa sainteté, M. Cacault les accompagnait de réflexions que le directeur des affaires ecclésiastiques, s'il en avait eu le courage, eût été plus qu'un autre en état de soumettre au premier consul, et qui, présentées en temps utile, auraient peut-être arrêté les éclats de sa colère feinte ou réelle, mais qui en tout cas se trouvait être aussi injuste qu'inutile. « ... Je dois à la justice et à la vérité, disait M. Cacault, de vous certifier que le saint-père et le secrétaire d'état agissent de la meilleure foi et avec le plus sincère désir de contenter le premier consul; ils ont le même intérêt que nous à l'accomplissement de la pacification et de la réconciliation. Le pape a déclaré constamment au sacré-collége qu'il était résolu d'accorder au gouvernement français tout ce qu'il demanderait, pourvu que la demande ne blessât ni les principes ni le dogme; mais le saint-père a été nourri et élevé dans un cloître, et s'est uniquement appliqué toute sa vie à l'étude de la théologie en ecclésiastique dont la foi est sincère et la vie toute chrétienne. Il descendrait du trône pontifical pour aller au martyre plutôt que de ratifier une doctrine erronée aux yeux de l'église (2). » — « Le

(1) Le cardinal Consalvi au citoyen ministre Cacault, 30 novembre 1801.
(2) Lettre de M. Cacault à M. Portalis, 2 novembre 1801.

pape me paraît croire, continuait M. Cacault, qu'il vaudrait mieux que le premier consul dans ses premières nominations ne choisît aucun des anciens évêques ni aucun des constitutionnels plutôt que d'en placer de l'un et de l'autre parti. On pense à Rome que ce qui a été fait en France par rapport aux préfets ne peut pas directement s'appliquer aux évêques. Le premier consul a réuni tous les partis et choisi dans toutes les opinions; il a placé à la tête des départemens beaucoup de personnes qui n'avaient pas marqué dans la révolution aux mêmes époques, et qui peut-être s'étaient réciproquement persécutées. On soutient ici que la même chose ne pourrait réussir à l'égard des évêques, parce qu'en matière de religion on ne connaît que l'unité. Tous les jours on peut renoncer à une opinion politique. Un préfet est l'organe d'une loi écrite et précise. Il peut subordonner sa pensée particulière au commandement qui lui est transmis. Un évêque est et doit être partout le même. Il doit avoir la considération et l'estime de son troupeau et toute sa confiance en matière de foi. Pourquoi un département aurait-il un évêque d'un parti religieux et le département voisin en aurait-il un autre d'une opinion opposée? Comment parvenir ainsi à la tranquillité sur le dogme?... Je ne saurais saisir en quoi consistent l'hérésie des jansénistes et les différences d'opinion entre mon ancien collègue au corps législatif Grégoire et le saint-père. Je ne connais pas bien les règles qui doivent gouverner le monde catholique; mais enfin Grégoire n'est pas pape, et c'est le pape dont l'autorité est établie pour décider ces questions. Après des secousses et des convulsions comme les nôtres, qui ne sent que le rétablissement de l'ordre ne peut naître que de l'obéissance? A qui faut-il qu'elle soit rendue en matière de religion? Est-ce à Pie VII ou à l'abbé Grégoire?... Bonaparte a marché une fois sur Rome bien malgré lui. Il ne voudra point faire la guerre à des chasubles (1). »

Lorsque ces remontrances, hasardées sur un ton semi-sérieux et semi-familier, lui arrivaient à Paris de la part de l'ancien collègue qui avait jadis signé avec lui le traité de Tolentino, le premier consul n'avait déjà plus besoin de les entendre. Sa méfiance, excitée un moment par les adversaires du concordat, s'était peu à peu calmée. Les dépêches de Consalvi, les propres lettres de Pie VII l'avaient enfin convaincu de la bonne foi de la cour de Rome. Le 18 brumaire était maintenant passé, et, les éclats de son impatience n'ayant pas suffi à vaincre les scrupules du légat, il avait pris son parti de remettre à une autre époque la publication du concordat. Ses idées avaient pris un autre cours. Habitué à rechercher avidement toutes

(1) M. Cacault à M. Portalis, 2 décembre 1801.

les occasions de frapper l'imagination des masses, il lui semblait maintenant que le jour de Pâques serait heureusement choisi pour fêter avec éclat la paix religieuse conclue avec le saint-siége; mais Pâques était loin encore : c'est pourquoi Napoléon, tout à l'heure si pressé, ne l'était plus du tout. Lors donc qu'on reçut à Paris, avec la bulle de circonscription des diocèses, le bref qui autorisait le légat à instituer canoniquement les nouveaux évêques, les rôles se trouvèrent tout à coup intervertis; ce fut le tour de Caprara de se plaindre, bien doucement il est vrai, des hésitations et des lenteurs du premier consul. Cette situation s'étant prolongée sans grand changement pendant cinq ou six mois encore, nous en profiterons pour étudier d'un peu près la nature exacte des affaires qui restaient alors à traiter entre le premier consul et le représentant du saint-siége.

II.

Les instructions que le cardinal Caprara avait emportées de Rome roulaient sur deux points principaux. Le premier, dont nous avons déjà dit un mot, regardait exclusivement la religion et touchait à la conscience même de sa sainteté par ses fibres les plus délicates : c'était la nomination des évêques constitutionnels. Le pape ne prétendait pas avoir le droit d'empêcher le premier consul d'en nommer aucun. Il soutenait seulement que de pareils choix, extrêmement fâcheux en eux-mêmes, loin d'être un gage de paix, sèmeraient le trouble et la discorde parmi le clergé français. Son représentant était donc chargé d'insister avec la plus vive sollicitude auprès du premier consul pour qu'il s'abstînt de choisir des sujets dont la nomination serait un grand scandale pour l'église et causerait au saint-père une indicible douleur. Si l'on devait passer outre, le légat avait mission expresse de déclarer que le pape se montrerait très scrupuleux dans l'examen canonique des sujets proposés, et qu'aucun d'eux ne pourrait être consacré avant d'avoir publiquement confessé ses erreurs et accepté les jugemens de l'église catholique sur la constitution civile du clergé. — Le second point était d'une autre nature et d'un intérêt purement temporel. Il avait trait à la restitution des domaines enlevés au saint-siége par les derniers événemens de la guerre. Ainsi que nous l'avons dit au commencement de cette étude, Consalvi, lors des négociations du concordat, avait intentionnellement laissé de côté la question des réclamations territoriales de la cour de Rome. Ce n'est pas qu'elles ne fussent à ses yeux et à ceux du saint-père d'une très grave im-

portance; mais, par prudence et par crainte des interprétations malveillantes, tous deux avaient été d'avis de ne pas les mêler aux affaires purement religieuses qu'allait régler le concordat. Le concordat une fois signé, les raisons de s'abstenir ne subsistaient plus. Rien n'avait donc été négligé pour stimuler à cet égard le zèle du cardinal Caprara au moment de son départ de Rome, et lui-même comprenait bien qu'il ne pouvait donner une preuve plus marquante de son habileté et de son crédit qu'en obtenant de la générosité du gouvernement français une si précieuse restitution.

Les intentions du premier consul à l'égard de ces deux objets des vœux ardens de la cour de Rome étaient d'avance parfaitement arrêtées. Il était décidé à ne tenir nul compte des objections du saint-père contre la nomination des constitutionnels. Il trouvait excessive et mal calculée cette sévérité envers des ecclésiastiques qui peut-être s'étaient trompés en matière de doctrine, mais qui du moins étaient restés courageusement à leur poste, tandis que la plupart de leurs collègues avaient fui le péril à l'étranger. Les dissidences entre les anciens évêques et ceux que, dans le langage du temps, on nommait les intrus lui paraissaient de pures querelles de sacristie, dans lesquelles un gouvernement sensé ne devait pas entrer. D'ailleurs il se croyait de force à mettre la paix là comme ailleurs. Il nommerait donc des constitutionnels en petit nombre, choisis parmi les plus modérés et les plus influens. Il serait même tout à fait imprudent à lui d'agir autrement, car après tout les évêques qui s'intitulaient seuls légitimes avaient été et restaient certainement au fond du cœur les partisans de l'ancienne dynastie. Les constitutionnels seuls avaient toujours été pour la révolution; c'étaient des gens sur lesquels il pouvait compter et qui seraient entièrement à lui (1).

Au sujet des réclamations territoriales que lui adressait le saint-siége, ses desseins n'étaient pas moins précis. Il était disposé, s'il

(1) Nous n'inventons rien, nous ne faisons que résumer ici ce qui résulte clairement de la correspondance de Napoléon Ier. En effet, tandis que dans ses conversations avec le cardinal Caprara et sans doute pour entretenir les illusions du légat, il témoignait de sa prédilection pour les ecclésiastiques restés en communion avec le saint-siége, le premier consul manifestait dans ses lettres aux préfets des départemens des dispositions tout opposées. Traçant à peu près à cette époque à son oncle le cardinal Fesch la manière dont il doit pratiquer ses devoirs épiscopaux à Lyon, il ne regarde pas à lui écrire : « Vous devez agir avec dextérité, mais réellement placer le plus de constitutionnels possible et bien vous assurer ce parti. Vous ne devez point vous dissimuler que cette question de constitutionnels et de non-constitutionnels, qui est parmi le grand nombre des prêtres une question religieuse, n'est pour les chefs qu'une question politique... Enfin vous me déplairiez infiniment et feriez grand mal à l'état, si vous choquiez les constitutionnels. » Voir aussi les lettres nos 6121, 6122, 6136, 6214 du t. VII de la *Correspondance de Napoléon Ier*.

avait à se louer de la complaisance du pape, à lui donner une sorte de satisfaction partielle par la rétrocession de quelques portions de ses anciens domaines; déjà il lui en avait fait parvenir l'assurance. Quant aux trois légations, c'est-à-dire aux provinces les plus considérables et les plus riches de l'apanage du saint-siége, elles étaient, dans sa pensée, destinées à doter la nouvelle république italienne. A aucun prix, il n'entendait s'en dessaisir; mais, si peu disposé qu'il fût à réaliser les désirs du saint-père, il lui convenait encore moins de le décourager complétement. Dans une lettre écrite tout entière de sa main au plus fort des difficultés théologiques que nous venons de raconter, Pie VII s'était adressé au premier consul avec une absolue confiance et une touchante ouverture de cœur. Il lui avait exposé avec détail la grande détresse où la cour de Rome était réduite depuis les derniers changemens survenus en Italie. « Devons-nous craindre, s'écriait douloureusement le saint-père, que vous ne vouliez nous traiter moins bien que les autres princes auxquels vous accordez des indemnités? Devons-nous craindre de vous que le résultat de cette guerre, qui n'aura pas fait perdre une palme de terrain à la majesté du roi de Naples, notre voisin, sera tellement désastreux pour le saint-siége qu'il aura à perdre la moitié de ses états et ses domaines les plus riches?.... Nous vous prions de penser à l'absolue impossibilité de subsister où se trouve la souveraineté de notre principat temporel, oppressée comme elle l'est par des charges immenses, privée presque entièrement des subsides avec lesquels l'étranger contribuait autrefois au maintien et à l'honneur du chef de la religion..... Les subventions à donner à soixante-dix cardinaux, aux nonces accrédités à l'étranger, aux nombreux prélats qui sont nécessaires à l'expédition des affaires ecclésiastiques, nous mettent dans la plus grande pénurie..... C'est pourquoi nous implorons de votre cœur magnanime, sage et juste la restitution de trois légations et une compensation pour la perte d'Avignon et de Carpentras, et nous ne doutons pas, suivant les flatteuses expressions dont vous avez frappé nos oreilles, que vous rivaliserez dans la gloire de bienfaiteur du saint-siége avec les anciens chefs (*reggitori*) de la France, auxquels, comme nous nous faisons un devoir de le rappeler, nous devons tant de reconnaissance (1). »

M. Cacault, conseiller très écouté du saint-père, dans ses communications personnelles avec le premier consul, n'avait trouvé à redire qu'au passage relatif au roi de Naples. Il avait traité de petite jalousie de voisin l'allusion faite à la situation comparativement

(1) Lettre de Pie VII au premier consul, 24 octobre 1801.

meilleure du royaume des Deux-Siciles. Peut-être aurait-il bien fait d'engager le saint-père à ne parler ni d'Avignon ni de Carpentras, qui avaient jadis été réunis à la France par un décret de l'assemblée constituante. Quoi qu'il en soit, le ton modeste et presque humble de cette missive, l'appel intime et confidentiel que le vénérable pontife, dépouillé du patrimoine de ses prédécesseurs, lui adressait avec tant de candeur n'étaient pas de nature à déplaire à l'orgueil du futur dominateur de l'Europe. Ne voulant cependant ni rien accorder ni rien refuser absolument, le premier consul prit le parti de laisser la porte ouverte à toutes les espérances et de dissimuler ses véritables intentions jusqu'au jour où il deviendrait nécessaire de les déclarer et de les imposer à la fois par quelque coup d'autorité. Telle fut la tâche qu'il s'imposa et qu'il poursuivit avec une profonde habileté jusqu'à la veille de la publication du concordat. On voit par les *Mémoires* de Consalvi et par ses dépêches que le perspicace secrétaire d'état, quoique résolu à n'en rien témoigner, avait deviné de loin ce jeu du premier consul; Pie VII lui-même, si peu porté à la méfiance, n'était pas sans ombrages. Le légat seul, placé sur les lieux, mais en butte aux fascinations qu'exerçaient sur lui les façons tour à tour pleines d'autorité ou de bonne grâce de l'homme prodigieux avec lequel il avait à traiter, se laissait aller sur son compte à d'étranges illusions.

Depuis que la colère dont il avait essuyé à la Malmaison les premiers et rudes assauts avait derechef fait place, de la part de Napoléon, à de meilleurs procédés envers le saint-siége et à des attentions particulièrement aimables pour sa personne, Caprara avait repris peu à peu sa confiance des premiers jours. Elle semblait motivée par quelques-uns des actes récens du premier consul. C'est ainsi qu'il avait dernièrement fait rapporter à Rome le corps de Pie VI, mort à Valence en 1799 après deux années de captivité. L'île de Malte devant, d'après les préliminaires de paix récemment signés à Londres, faire retour à l'ordre des anciens chevaliers, il était entré en pourparlers avec le pape afin de choisir d'un commun accord un nouveau grand-maître. Ces marques de la bonne volonté du gouvernement français avaient été fort sensibles au légat. Depuis le départ pour Rome de Mgr Spina et du père Caselli, envers lesquels Napoléon n'avait jamais été bien disposé, parce qu'il les croyait contraires à ses desseins, Caprara était resté seul chargé des affaires de sa légation. Il inclinait de plus en plus à se montrer complaisant envers le premier consul, qui, dès cette époque, lui destinait le siége archiépiscopal de Milan, riche apanage dont il allait avoir à disposer bientôt comme protecteur de la nouvelle république italienne. Les dépêches du cardinal-légat nous le montrent,

à ce moment de notre récit, visiblement embarrassé. D'un côté les instructions réitérées qu'il reçoit de sa cour, tant au sujet des constitutionnels qu'à propos des légations, l'engagent à pousser vivement le gouvernement français; de l'autre il est retenu par la crainte trop fondée de mécontenter le premier consul, s'il ose l'entretenir trop souvent et surtout lui adresser par écrit des notes officielles sur des questions aussi délicates (1). Il remet donc de jour en jour et prend soin d'expliquer au secrétaire d'état les motifs de sa réserve. « Il importe, dit-il, de ne pas heurter le premier consul de front et de laisser à sa sagesse le temps de former sa conviction... En somme, la Providence a destiné les hommes à n'être jamais tout à fait contens... Dans ce moment, le premier consul décide du sort de toute la terre. Le corps diplomatique de Paris n'en a pas seulement la conviction secrète, mais il proclame hautement qu'aucune puissance n'a la force d'obtenir de lui autre chose que ce qu'il veut bien lui accorder. Et la vérité est qu'avec la manière dégagée dont il traite les affaires et de la façon dont il répond à leurs demandes, aucune cour n'avance dans ce qu'elle poursuit (2). »

A Consalvi, qui dans ses depêches officielles, dans toutes ses lettres particulières et chiffrées, insiste chaque jour davantage pour qu'il réclame ouvertement les légations, le légat répond : « Le parti de parler clairement, soit par écrit, soit de vive voix, de nos droits et de la justice de notre cause ne serait pas utile ici. L'expérience de tous les jours ne me le démontre que trop. Tous les cabinets de l'Europe, grands et petits, ne font que remettre note sur note, et leurs ministres s'adressent à M. de Talleyrand faute de pouvoir s'adresser au premier consul, tout cela en pure perte... Si l'on me prescrit cette voie, je ferai, en l'adoptant, acte d'obéissance. L'autre, que je me suis proposé de suivre, consiste à toucher cette question en toute circonstance, mais en m'adressant au cœur et à la juste ambition du premier consul de vouloir être pour l'église un nouveau Charlemagne (3). » Le légat avait peut-être raison de ne pas croire à l'efficacité des notes officielles passées à M. de Talleyrand; mais en quoi il se trompait assurément, c'était en comptant outre mesure sur l'influence et la bonne volonté du ministre des affaires étrangères, « dont la conduite était telle, disait-il dans l'un de ses billets confidentiels, qu'elle témoignait suffisamment de sa résipiscence et de son repentir, et pouvait

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 21 novembre 1801.
(2) *Ibid.*, 13 décembre 1801.
(3) *Ibid.*

suppléer à la pénitence qui lui était due. » En réalité, M. de Talleyrand n'était pas très consulté sur les affaires ecclésiastiques par le premier consul, qui se défiait de sa situation d'ancien évêque trop intéressé à mériter l'indulgence du saint-siége. La préoccupation principale du ministre des relations extérieures était alors d'épouser la belle Mme Grand, chargée de faire les honneurs de son salon, et qui, dînant auprès du cardinal Caprara, n'avait pas manqué de saisir un jour cette occasion de se recommander par son intermédiaire aux bontés du saint-père. Les relations habituelles du légat avec Mme Bonaparte, à laquelle il avait, de la part de sa sainteté, remis un magnifique chapelet, ce qui avait excité toute la joie et toute la reconnaissance de la femme du premier consul, celles qu'il avait formées avec Hortense de Beauharnais mariée par le légat à Louis Bonaparte, avec Mme Murat (Caroline Bonaparte), qui avait tenu à lui faire bénir aux Tuileries son union religieuse avec l'aide de camp de son frère (1), toutes ces politesses empressées et ces aimables prévenances du petit cercle féminin qui entourait le premier consul avaient singulièrement ajouté aux flatteuses espérances dont se berçait le cardinal Caprara; mais c'était surtout dans les conversations de Napoléon lui-même que le légat puisait les motifs de sa sécurité. Il notait ses moindres paroles, et les rapportait à sa cour en les commentant d'une façon souvent exagérée dans le sens de ses propres désirs. « Un jour qu'il était à table à ses côtés, le premier consul, l'apostrophant tout à coup, lui avait dit avec une véritable bonne grâce : Voudriez-vous les légations ? — Je lui ai répondu comme je le devais, ajoute le légat, et il a repris : Nous verrons (2). » Cette simple interrogation lui fait l'effet d'une promesse presque formelle. C'est à peine si l'annonce de la réunion prochaine des envoyés de la république cisalpine à Lyon suffit à ébranler un instant sa facile créance. Il est persuadé que la tendresse du premier consul pour le pape et sa résolution de ne point se brouiller avec Rome resteront les plus fortes (3). « L'idée que le premier consul manifeste au sujet des légations, écrit-il le 2 janvier 1802, c'est de vouloir les restituer par grandeur d'âme et de suivre ainsi l'exemple des anciens monarques français; il me l'a donné à entendre indirectement en tout dernier lieu (4). » La nouvelle que le premier consul, pendant son séjour à Lyon, a promis les légations aux Cisalpins, le trouble un peu. « Comment concilier avec tout cela la promesse qu'il nous a faite

(1) Dépêche du cardinal Caprara, 24 décembre 1801, 27 mars 1802.
(2) Correspondance du cardinal Caprara, 19 décembre 1801.
(3) *Ibid.*, 2 janvier 1802.
(4) *Ibid.*, 15 février 1802.

d'être pour nous un Charlemagne (1)? » Néanmoins peu de jours après il reprend intrépidement espoir, car il a revu le premier consul. Il se croit donc en mesure d'affirmer de nouveau au cardinal Consalvi que « celui-ci a toujours de bonnes intentions, mais que, par politique sans doute, il ne veut pas les laisser voir (2). » Dans une audience qu'il donna le 13 mars au cardinal-légat, le premier consul, tout en ayant grand soin de ne point s'engager formellement avec lui, s'était en effet appliqué, suivant le plan qu'il s'était proposé, à ne pas détruire entièrement ses illusions. « Il lui fit remarquer qu'il avait déjà donné Pesaro au pape, et bientôt il lui remettrait Ancône. » Le cardinal, tout en remerciant, objecta que la possession de ces deux villes ne pouvait pas suffire à rétablir les finances pontificales, dont la pénurie était extrême : à quoi le premier consul répondit que, de la main à la main, suivant l'expression reçue, il fournirait volontiers de temps à autre un million au pape. Le légat ayant fait semblant de ne pas entendre cette insinuation et reprenant de plus belle ses doléances sur la détresse du saint-père, Napoléon se reprit à dire que, s'il voulait, il lui ferait passer secrètement de l'argent. Au lieu d'accepter, Caprara nomma les légations. « La terre n'a pas été faite en un jour, répliqua en souriant son interlocuteur, ni Saint-Pierre non plus. » Puis de la meilleure grâce il termina l'entretien en disant : « Le pape doit avoir confiance en moi (3). »

Au sujet des évêques à nommer, le premier consul n'hésita pas à prendre les mêmes habiles précautions, afin que le représentant du saint-siége ne soupçonnât point ses véritables intentions. Il y réussit parfaitement. Plus le moment approchait, plus le cardinal Caprara se laissait aller à croire qu'il avait persuadé Napoléon, et qu'il n'y aurait probablement pas de constitutionnels parmi les nouveaux évêques. Les assurances d'abord un peu vagues qu'il avait fait parvenir au Vatican devenaient chaque jour plus formelles. Il écrivait le 27 février au cardinal Consalvi : « Tout ce qui m'a été dit depuis quelque temps me donne de plus en plus lieu de me flatter que le concordat sera prochainement publié, et grâce à Dieu j'ai aujourd'hui un nouveau motif d'espérer qu'il n'y aura pas d'intrus. Si cet espoir se réalise, je me déclarerai alors parfaitement content, et j'aurai obtenu ce que je souhaitais avec le plus d'anxiété... » — « J'ai la certitude, ajoute-t-il un peu plus tard, qu'il n'y a pas un seul intrus sur la liste des sujets à nommer qu'a

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 15 février 1802.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*, du 13 mars 1802.

présentée M. Portalis. Quant à mon audience solennelle, l'affaire est combinée de manière qu'il n'y sera pas question du serment (1). » Quelques jours s'étaient à peine écoulés que le légat avait déjà de sérieux motifs de douter de l'accomplissement de ses vœux. Le premier consul avait témoigné quelque étonnement à M. Portalis de ce qu'il n'y avait pas de constitutionnels sur sa liste. « Je ne dis pas que je veuille en nommer, et je n'entends pas promettre que je n'en nommerai point; mais je veux absolument que le légat se prononce sur la question de savoir si en principe le consul peut ou non nommer des constitutionnels. » Et tout de suite il avait chargé M. Portalis et l'abbé Bernier de lui rapporter à cet égard une déclaration formelle de la part du légat (2). Interrogé par eux, le cardinal répondit que « pour mettre fin au schisme qui travaillait si profondément la nation française, et bien qu'avec une peine extrême, le pape n'avait pas entendu interdire au premier consul la faculté de nommer quelques constitutionnels; c'était à lui, en sa qualité de légat, qu'appartenaient le soin et la liberté de les réunir à l'église, conformément aux règles qui lui avaient été prescrites. Il se réservait, s'il y en avait de nommés, de faire à leur sujet toutes les remarques et représentations qu'il jugerait nécessaires (3). »

Tandis que la question se posait en ces termes entre le premier consul et le représentant du saint-siége, la paix générale venait d'être signée le 25 mars à Amiens, et annoncée le lendemain dans l'après-midi à Paris, à la grande joie du public. Le premier consul en revint alors à sa première idée favorite, celle de proclamer la réconciliation religieuse de la république française avec le pape, juste dans le même moment où il forçait les autres souverains de l'Europe à se lier avec elle par des traités en règle. La tentation de chanter à Notre-Dame un *Te Deum* solennel afin de célébrer un si grand événement ferait peut-être céder le légat, et l'on trouverait ainsi moyen de surmonter les scrupules gênans du saint-siége au sujet des constitutionnels.

C'est toujours un spectacle triste et déplaisant que celui de la force luttant avec la faiblesse; mais on éprouve quelque chose qui ressemble à de l'impatience lorsqu'on voit la force, qui peut encore revendiquer pour elle le bon sens et le droit, user par surcroît de la ruse. Le premier consul, il est juste de le reconnaître, ne manquait à aucun engagement formel en voulant nommer des évêques constitutionnels : ceux auxquels il songeait étaient la plupart judi-

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 13 mars 1802.
(2) *Ibid.*, 21 mars 1802.
(3) *Ibid.*

cieusement choisis; mais il fallait les faire accepter par le légat et le laisser discuter leurs titres à l'indulgence du saint-père. C'était un partage d'autorité, c'était aussi un retard, choses également antipathiques à son impétueuse nature. Il avait résolu de mener du même pas la paix politique et la paix religieuse. Il pensait que la publication du concordat, pour avoir chance d'être mieux reçue de ceux qui lui faisaient obstacle, devait suivre immédiatement la signature du traité d'Amiens. Il avait donc arrêté dans sa pensée d'écarter, n'importe à quel prix, les difficultés qui entravaient, si peu que ce fût, sa marche triomphale. Arrivé au faîte de la puissance et dans le plein éclat de sa gloire, il ne lui en coûtait point, afin de vaincre la modeste résistance d'un timide vieillard, de recourir à l'emploi d'une suite de perfidies vulgaires qui, si elles avaient été révélées à ses contemporains, n'auraient pas laissé que d'entamer tant soit peu auprès des âmes élevées le prodigieux prestige dont il était alors généralement environné.

On était au samedi 27 mars; le cardinal Caprara venait d'écrire le matin même à sa cour pour lui faire savoir que le lendemain dimanche, suivant l'ancien usage des légats de France, il devait se rendre à Notre-Dame accompagné de toutes les personnes de sa légation, comme si c'était le jour de son entrée à Paris, afin d'y réciter les prières accoutumées. Il lui annonçait avec une satisfaction non moins visible qu'à partir du 1er avril il recevrait officiellement les autorités constituées; le 5 avril, il devait enfin être présenté en audience publique au premier consul, après quoi il consacrerait dans l'église métropolitaine l'archevêque nommé de Paris et quelques-uns des nouveaux évêques. Il était en train de prendre à cet effet les dispositions nécessaires, lorsque vers cinq heures de l'après-midi on lui annonça la visite du conseiller Portalis et de l'abbé Bernier, qui demandaient à le voir de la part du premier consul.

M. Portalis était chargé de dire au légat « qu'à la cérémonie du lendemain, c'est-à-dire au *Te Deum* qui allait être chanté pour rendre grâces au Seigneur de la conclusion de la paix, c'était l'intention des consuls de faire intervenir les ecclésiastiques des deux clergés aussi bien ceux qu'à Rome on appelle les légitimes que les membres du clergé constitutionnel (1). » A cette proposition, grand émoi de la part du cardinal-légat. « Je n'eus pas de peine à démontrer à M. Portalis que la proposition dont il était porteur était inacceptable et contraire aux principes de la religion qu'il professe lui-même. » M. Portalis se montra convaincu, ajouta le cardinal,

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 4 avril 1802.

de la force de ses raisons; mais, changeant la nature de la question et sautant du coq à l'âne, — ce sont les expressions du cardinal, — il se mit à dire que « répondre tout crûment par un refus à la demande du premier consul, c'était même chose que de vouloir tout ruiner. On rendrait par là infructueux les efforts du saint-siége et du gouvernement français qui avaient abouti à la signature du concordat, et la France continuerait alors à vivre dans le schisme auquel la mission du légat avait justement pour but de mettre un terme (1). » Il était impossible d'imaginer, s'écria le cardinal, qu'une réponse négative dans une affaire inexécutable produisît sur l'esprit du premier consul un tel dégoût que pour cela tout fût perdu. « Ah! reprit le conseiller Portalis, vous ne le connaissez guère, ou vous feignez en ce moment de ne pas le connaître. Il veut que le clergé soit très nombreux à la cérémonie de demain afin de la rendre plus solennelle, et tout ce qu'on peut lui dire là contre ne sert qu'à l'irriter (2). » Et tout de suite, avec l'éloquence qui lui était naturelle, M. Portalis somma le légat de bien réfléchir sur sa détermination; il lui déclara qu'il serait responsable devant le monde et envers la France d'avoir, pour un si petit objet, gâté une affaire de si grande conséquence (3). Le cardinal Caprara ne céda point malgré les instances du conseiller d'état, qui répétait incessamment qu'il s'était chargé de l'affaire et qu'il fallait qu'elle s'arrangeât, car le premier consul en attendait le résultat avant sept heures. A cette espèce d'injonction assez mal déguisée, le représentant du saint-siége répondit « qu'il abhorrait la guerre, qu'il aimait la paix, qu'il avait expressément été envoyé pour la faire régner en France. Les principes saufs, il ne ferait donc aucune difficulté d'écouter ce qu'on aurait à lui proposer; mais personne, ajouta-t-il avec une certaine fermeté, ne voudra assurément exiger de lui ce que lui interdisait sa conscience et ce qui serait en opposition directe avec ses devoirs. » Les scrupules du cardinal-légat, déjà presque gagné à la politique française, mais resté fidèle à sa foi religieuse et aux instructions de son souverain, étaient du nombre de ces obstacles moraux dont le premier consul a toute sa vie méconnu la puissance. Cette résistance inattendue faisait manquer l'objet principal du petit drame que le premier consul avait combiné avec ses confidens; il en restait cependant un autre à atteindre. Ce fut alors qu'un nouvel acteur entra en scène. « J'avais prévu, dit l'abbé Bernier, qui s'était jusque-là tenu à l'écart et en silence, j'avais prévu que vous ne vous prêteriez pas à la proposi-

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 4 avril 1802.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*

tion d'admettre les constitutionnels à la cérémonie de demain;... j'en avais exprimé à l'avance mon sentiment à M. Portalis : c'est pourquoi j'ai concerté avec lui la réponse que votre éminence pourrait faire au premier consul. » Et tout aussitôt tirant de sa poche un papier qu'il donna à lire au légat : « Le contenu de ce papier ne peut blesser le moins du monde vos sentimens, ni porter atteinte à vos devoirs. Il est très probable que le premier consul, trouvant mêlées à votre refus des expressions qui sont selon son cœur, la chose s'arrangera d'elle-même. » Or cette pièce rédigée d'avance que l'abbé Bernier présentait à la signature du légat n'était autre chose que la reproduction à peu près textuelle des cinq propositions naguère apportées par M. Portalis, propositions auxquelles le cardinal avait eu tant de répugnance à donner par écrit une approbation formelle; mais il était maintenant un peu épuisé par la lutte qu'il venait de soutenir. « Me voyant, écrit-il au cardinal Consalvi, réduit à la dure alternative ou de risquer de tout ruiner, ou d'adopter un moyen qui était de nature à diminuer la bourrasque, je me retournai vers l'abbé Bernier, et je lui dis : Puisque vous avez eu le temps d'examiner cette pièce à loisir, et non comme moi en un moment de presse, si vous me donnez en conscience votre parole qu'elle ne contient rien qui blesse nos principes et nos maximes, je ne vois point de difficulté à la transcrire et à vous la remettre signée de ma main, dans la seule vue d'éviter un péril que tous deux vous êtes d'accord pour me faire appréhender comme si éminent et si funeste (1). » Peu d'instans après, l'abbé Bernier faisait savoir au légat que le premier consul, ne voulant pas que la cérémonie se fît avec un nombre d'ecclésiastiques trop restreint, avait décidé de la remettre jusqu'au moment de la ratification de la paix.

A la fin de cette journée, la plus orageuse, dit le malheureux légat, qu'il eût encore passée depuis son séjour en France, le cardinal Caprara était encore en mesure de mander à sa cour que sur les trente-deux évêques désignés pour les nouveaux siéges épiscopaux, il n'y en avait, à sa connaissance, aucun de pris parmi les constitutionnels. N'y en aurait-il point parmi les vingt-huit qui restaient à choisir? Il n'en savait encore rien, mais il commençait à l'appréhender beaucoup. S'il avait mieux pénétré le caractère de celui à qui il avait affaire, le ministre du saint-siége pouvait dès lors tenir pour assuré que ces choix étaient décidés. C'était pour se mettre en règle vis-à-vis du saint-siége que le premier consul, aussi prudent que tenace en ses desseins, avait voulu faire signer au légat la pièce dont il avait muni d'avance l'abbé Bernier. A défaut

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 4 avril 1802.

de sa présence à la cérémonie de Notre-Dame qui aurait définitivement compromis le cardinal Caprara avec le parti des constitutionnels, le premier consul avait du moins en ses mains l'attestation officielle que la cour de Rome ne niait pas leur aptitude à être pourvus de la dignité épiscopale. Il n'attendait pas autre chose pour déclarer les nominations dont le cardinal-légat allait, bien à tort, se montrer si surpris. Trois jours après, Caprara en apprenait la nouvelle de la bouche même du premier consul dans une audience qu'il avait sollicitée pour le féliciter de la publication de la paix. Aux premiers mots prononcés, le cardinal, à moitié interdit, rappela à son interlocuteur les espérances qu'il lui avait tant de fois données, et les efforts tentés directement par le saint-père pour éviter un si grand scandale, et la douleur que de pareils choix lui causeraient. Enfin il laissa voir, dit-il, toute l'angoisse que cette détermination inattendue lui causait. Le premier consul y coupa court. « Il est tout à fait inutile, dit-il, de parler de cela à l'avenir; mon parti est pris, ma résolution bien arrêtée : ou ceci ou rien. Il y aura dix constitutionnels, dont deux seront archevêques, les huit autres, évêques (1). » Caprara demeura atterré. Il tenta un dernier effort pour faire entrevoir au premier consul les conséquences funestes, selon lui, de sa résolution; il chercha surtout à l'attendrir en lui parlant des égards qu'il avait toujours voulu témoigner à sa sainteté. Tout fut inutile. Le légat se débattait encore et devenait de plus en plus pressant lorsque un incident inattendu pour lui vint mettre, dit-il, le comble à sa douleur et à son embarras. M. Portalis, qui jusque-là s'était montré on ne peut plus opposé aux constitutionnels, à ce point qu'il n'en avait pas inscrit un seul sur les trois listes qu'il avait remises au premier consul, « commença à se montrer le défenseur acharné des constitutionnels, et pour me servir de l'expression vulgaire accoutumée, ajoute le cardinal, renchérit encore sur la marchandise (2). »

Contre ses deux contradicteurs, le légat n'était plus de force, car au bout de tous les discours du premier consul revenait toujours le même refrain. « Ou ceci ou rien. Le pape l'a promis, le pape tiendra parole, s'il veut que le concordat soit publié (3). » Le légat désespéré demanda en grâce et avec larmes, si l'on ne voulait pas renoncer aux constitutionnels, que l'on consentît au moins à n'en pas nommer autant; cela même lui fut refusé. Alors le cardinal, qui avait, suivant ses propres expressions, pris du cœur en parlant, obéit à

(1) Correspondance de Caprara, 4 avril 1802.
(2) *Ibid.*, n° 98 (4 avril).
(3) *Ibid.*

un mouvement de juste fierté : « Puisqu'on ne voulait rien lui concéder, eh bien! il serait difficile à son tour. Il ne s'écarterait pas d'une ligne des instructions qui lui avaient été données au sujet de l'institution canonique, et, laissant de côté le caractère des constitutionnels, on pouvait compter qu'il porterait le scrupule jusqu'au dernier degré dans l'examen de leurs qualités. » Le premier consul accueillit cette menace avec un dédain marqué (1). Il ne répondit même pas au cardinal Caprara; mais se tournant vers M. Portalis : « Vous avez entendu ce que veut le légat; vous en répondrez. » M. Portalis se mit ensuite, par ordre du premier consul, à donner lecture au cardinal Caprara de tous les articles du système organique relatif au culte et à ses ministres. Il accompagna même cette lecture d'assez longs développemens; mais il ne paraît pas que le légat, encore troublé des scènes qui venaient d'avoir lieu, ait prêté grande attention à ces articles, qui devaient plus tard soulever à Rome de vives et de persistantes réclamations. Dans la lettre confidentielle si triste, si accablée, qu'au sortir de cette audience il écrit au secrétaire d'état, c'est à peine si le cardinal en fait mention. Une autre préoccupation semble l'absorber entièrement, celle de répondre au reproche qu'on pourrait lui faire à Rome d'avoir donné au sujet du choix des évêques des espérances que l'événement ne réalisait point. « Votre Éminence me rendra cette justice, écrit-il au cardinal Consalvi, que je lui ai toujours dit que les délais nous seraient funestes, et qu'en lui rendant compte des espérances qui m'étaient données qu'il n'y aurait point de constitutionnels nommés, je terminais toujours en faisant observer que jusqu'au jour où nous aurions en main les nominations formelles il ne faudrait pas se tenir tranquille. Mes pressentimens se sont malheureusement justifiés, et votre éminence en trouvera dans ma dépêche d'aujourd'hui la douloureuse histoire. Je ne saurais dire la semaine que je viens de passer. J'ai pleuré, j'ai prié, j'ai remué ciel et terre; mais ciel et terre sont demeurés sourds à ma voix (2). » Celui qui traçait ces lignes lamentables n'était point cependant arrivé, tant s'en faut, au terme de ses tribulations, et de nouvelles surprises non moins pénibles l'attendaient encore.

Le 9 avril suivant, le représentant du saint-siége était reçu en audience solennelle par le premier consul. Tous les ministres et les membres du conseil d'état étaient présens. Ainsi que le cardinal l'avait mandé à sa cour, on lui avait promis qu'il ne serait pas tenu de prêter le serment qu'on exigeait autrefois des légats *à latere*.

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 4 avril 1802.

(2) Lettre confidentielle du cardinal Caprara au cardinal Consalvi, 4 avril 1802.

Une heure seulement avant l'audience, M. Portalis lui avait apporté avec le cérémonial à observer une pièce en langue latine que le cardinal avait absolument refusé de signer, mais qu'il avait consenti à lire à l'audience pour obtenir, dit-il, la tranquillité, et parce qu'elle lui semblait ne rien contenir qui ne fût déjà ou à peu près dans le compliment dont on lui avait demandé communication et qu'il allait adresser au chef de l'état. A ce compliment, plein de déférence et d'éloges pour lui, Napoléon répondit par quelques mots brefs et presque impérieux sur les devoirs du nouveau légat, qui devait puiser dans l'Évangile les règles de sa conduite. Parlant du concordat, il se bornait à dire que « le concert établi entre sa sainteté et lui serait un sujet de triomphe pour la religion chrétienne, et qu'elle en recevrait de nouvelles félicitations du philosophe éclairé et des véritables amis des hommes. » Ces dernières paroles étaient calculées pour donner satisfaction aux incrédules nombreux dans ses conseils et aux plus rares partisans du théo-philanthrope Lareveillère-Lepeaux. Il fallait contenter aussi les gallicans et les jansénistes. Pour leur complaire, *le Moniteur* inséra le lendemain dans sa partie officielle la teneur du serment que le légat était censé avoir prononcé et signé (1). Rien n'était moins vrai. Lorsque le légat réclama, il lui fut répondu « qu'il ne fallait pas s'arrêter à de pareilles choses qui n'avaient aucune valeur par elles-mêmes... On avait pris copie sur les registres des anciens parlemens de ce qui se passait autrefois. Cela ne tirait pas à conséquence. » Le légat répliqua qu'on rendrait les disputes interminables, si l'on publiait ce que dictait la fantaisie sans se soucier si cela était conforme ou non à la vérité des faits. Il n'insista pas d'ailleurs sur la rectification au *Moniteur* (2).

Le dimanche suivant, jour des Rameaux, le cardinal Caprara institua canoniquement à Notre-Dame, rendue depuis trois jours au culte catholique, Mgr du Belloy, nommé à l'archevêché de Paris; Mgr Cambacérès, frère du conventionnel, nommé à l'archevêché de Rouen; MM. Bernier et de Pancemont, nommés l'un à Orléans, l'autre à Vannes. Il était non moins satisfait de la cérémonie, qui avait eu lieu avec grande pompe, que de l'excellence des sujets qu'il venait de consacrer. « Plût à Dieu, écrivait-il à sa cour, que tous ceux qui restent à nommer fussent entièrement semblables! » Le lendemain, il apprenait la nomination de vingt-deux nouveaux évêques parmi lesquels sept constitutionnels. Il en fut consterné. « J'ai aussitôt réclamé auprès du premier consul; j'ai parlé, j'ai fait

(1) *Moniteur* du 20 germinal an x, p. 805.
(2) Correspondance du cardinal Caprara, 18 avril 1802.

parler, écrit-il, à tous ceux l'approchent; mes observations, mes prières, mes larmes, tout ce que j'ai pu tenter a été infructueux. Le premier consul persiste à dire qu'il ne doit pas revenir sur la détermination qu'il a prise... Il croit que le bien public l'exige ainsi, et tous ses discours se terminent par la volonté hautement exprimée d'obliger le légat à leur donner l'institution canonique (1). »

L'embarras de Caprara était extrême, car il n'était pas exact, comme le répétait incessamment le premier consul, que le saint-père n'eût pas d'objection à la nomination des évêques constitutionnels. Nombre de fois Consalvi avait eu soin, dans ses dépêches, de faire remarquer au représentant du saint-siége « que sa sainteté n'avait donné d'autres espérances aux évêques intrus que celle de les réconcier avec l'église. Jamais le pape n'avait parlé de les rétablir dans l'exercice de leur ministère et dans leurs fonctions épiscopales (2). Il avait poussé la précaution jusqu'à recommander au légat de s'abstenir pour le moment de faire usage du pouvoir qui lui avait été accordé d'absoudre et de reconnaître les ecclésiastiques ordonnés par les évêques intrus; il devait se borner à les admettre à la communion laïque (3). Placé entre des prescriptions si positives et les exigences du premier consul, qu'allait faire le légat? Réduit à une aussi cruelle extrémité, il en vint à penser qu'il valait mieux, s'il y avait à faire une si énorme concession, qu'elle lui fût imputée plutôt qu'au pape. C'est pourquoi, tout en protestant qu'il agissait sous la pression des circonstances, en vue du bien si précieux de l'unité, par crainte de perpétuer le schisme en France, ou d'y introduire un schisme nouveau, il annonça, quoiqu'en pleurant, qu'il consentirait à sacrer les évêques constitutionnels; mais il mettait une condition à cette complaisance : c'est que les ecclésiastiques désignés par le premier consul feraient préalablement acte de soumission au pontife romain, et cela de la manière et dans les termes exprès qui lui avaient été impérieusement prescrits par le saint-siége. Les choses se trouvaient en cet état, lorsque le jeudi suivant, qui était le jeudi saint, les évêques constitutionnels se rendirent à dix heures du matin chez le légat. Après les avoir convenablement reçus et charitablement exhortés à ne donner à l'avenir que des sujets d'édification, le cardinal leur présenta à signer la lettre qu'ils devaient adresser au pape; mais d'une voix unanime ils s'y refusèrent tous. Ils se dirent prêts à signer une

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 18 avril 1802.
(2) Dépêche du cardinal Consalvi au cardinal Caprara, 7 avril 1802.
(3) *Ibid.*

autre lettre dont la formule avait été concertée avec le premier consul et M. Portalis. On se sépara sans pouvoir s'entendre. Dans la soirée, M. Portalis et M. Bernier se présentèrent chez le cardinal Caprara pour l'entreprendre ensemble et séparément sur le même sujet, et toujours de répéter, comme ils l'avaient fait tant de fois, « que refuser les termes de la lettre des constitutionnels, c'était même chose que vouloir tout détruire. Il était impossible d'obtenir du premier consul ce qu'exigeait le légat. » Cela ne servirait qu'à fomenter la vanité, l'orgueil et les prétentions de la cour de Rome, disait M. Portalis, qui était le plus animé des deux messagers du premier consul. Il se servit même d'expressions si dures que Caprara n'ose les rapporter; cependant il ne persuada pas le légat. « Au point où l'affaire en était venue, le pape lui-même ne pourrait se prêter à rien, car elle ne concernait plus seulement la discipline : elle touchait au dogme (1). » Il resta donc inébranlable.

Le lendemain, c'est-à-dire le vendredi saint, après avoir passé une nuit pleine d'angoisse, le cardinal Caprara reçut, vers onze heures du matin, la visite de M. Bernier. L'évêque maintenant consacré d'Orléans aborda le nonce avec une grande solennité. « Mon éminence, lui dit-il, il dépend de vous que la France reste schismatique et athée, ou qu'elle redevienne catholique. Les préparatifs faits pour que le jour de Pâques vous célébriez solennellement la messe, et que vous chantiez un *Te Deum* en action de grâces de la conclusion de la paix, sont, à l'heure où je vous parle, suspendus. Votre éminence peut, selon moi elle doit, malgré ses instructions, remédier aux maux religieux et temporels qui nous menacent immanquablement en consentant à accepter, au lieu de la lettre envoyée de Rome, celle que proposent les constitutionnels... Il leur est impossible de se prêter à plus, parce que le gouvernement, qui les soutient, ne veut pas leur permettre de faire davantage. Le premier consul dit qu'il n'est pas juste et qu'on n'a pas le droit d'exiger un autre acte que celui qu'on exige des non-constitutionnels (2). »

« Il ne m'était pas difficile, continue le cardinal, de convaincre le prélat Bernier de l'inanité de semblables principes, il s'en montrait lui-même convaincu; mais la conclusion était toujours celle-ci : ou rendre de nouveau la France incrédule avec l'Italie, pour ne pas dire l'Europe entière, chose que le pape lui-même, s'il était ici en présence des circonstances malheureuses du temps, ne voudrait certainement pas permettre, ou bien se contenter de ce que propo-

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 18 avril 1802.
(2) *Ibid.*

saient les constitutionnels. En cas de refus, le concordat ne sera point publié, et le légat pouvait juger des conséquences (1). » Rien n'égalait la perplexité du représentant du saint-siége. Il fit venir tous les membres de sa légation. On se consulta en présence de l'évêque d'Orléans. Les opinions étaient partagées. Cependant il fut résolu que le cardinal, quoique bien à regret, devait condescendre à recevoir la lettre qu'on lui avait communiquée au lieu et place de celle qu'il avait proposée, en y mettant toutefois deux considérations : on ferait savoir par la voie de la presse que les constitutionnels nommés avaient satisfait à ce qui était nécessaire et s'étaient réconciliés avec le chef de l'église. De plus, en présence de deux évêques, Mgr de Pancemont, évêque de Vannes, et Mgr Bernier, évêque d'Orléans, les évêques constitutionnels confesseraient explicitement le schisme qu'ils avaient professé et abjureraient leurs erreurs passées (2). Ainsi s'était terminée par une sorte de transaction *in extremis* cette dernière conférence, « à laquelle, écrit le cardinal Caprara à Consalvi, je ne puis encore penser sans trembler. Je suis persuadé que sa sainteté en sera affligée et que votre éminence ne sera pas contente de ma conduite; mais, je l'avoue ingénument, plutôt que de voir se renouveler les malheurs des peuples, j'ai cru en conscience ne pas devoir suivre une conduite différente de celle que j'ai tenue (3). »

Peut-être y avait-il eu au début quelque imprudence de la part du représentant du saint-siége à ériger lui-même en question de dogme cette affaire de l'institution canonique à donner aux évêques constitutionnels en vertu d'une certaine formule d'abjuration plutôt que d'une autre. La difficulté ainsi posée, peut-être y eut-il aussi un peu de faiblesse de sa part à accepter quelque compromis que ce fût, car c'est le propre de ces matières de ne point comporter de compromis. En tout cas, ceux qui seraient le plus enclins à le blâmer seront, s'ils sont justes, portés à le plaindre encore davantage. Dans de pareilles circonstances, la faute, si faute il y a, nous semble provenir bien plutôt d'une situation fausse que du tort des personnes mises à de si rudes épreuves; mais que penser de l'homme armé de tant de pouvoir, qui n'a pas hésité à pousser ainsi jusqu'au bout et par tous les moyens ses avantages contre un adversaire si peu défiant et si désarmé? Que dire surtout de ceux qui dans cette lutte inégale se sont faits ses complaisans instrumens, quand ils ne partageaient point ses idées et n'avaient pas l'excuse de ses pas-

(1) Correspondance du cardinal Caprara, 18 avril 1802.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*

sions? Il nous en coûte d'être dans l'obligation de constater en finissant que cette fois encore on s'était joué de la confiance du cardinal. Mgr Bernier et Mgr de Pancemont, qui vinrent bientôt après attester au cardinal Caprara le profond repentir des constitutionnels et lui raconter comment, touchés de l'indulgence dont on avait usé envers eux, ces évêques avaient, les larmes aux yeux, avoué et détesté leurs erreurs, furent peu de jours après ouvertement démentis. Loin d'avoir rien fait de semblable, les évêques constitutionnels se vantaient au contraire d'avoir persisté dans leur opinion et d'avoir même déchiré en mille morceaux le projet de lettre qu'on leur avait proposé au nom du saint-père. Entre ces attestations contradictoires émanant de personnes dont le caractère sacré commande également le respect, à qui se fier? Nous connaissions déjà la fâcheuse réputation laissée en Vendée par l'abbé Bernier; nous nous rappelions les termes de la lettre par laquelle le général Hoche le dépeignait au directoire comme soupçonné d'aimer avidement l'argent. Sur le compte de Mgr de Pancemont, nous ne savions rien de désavantageux. En pareille matière, il n'y a jamais de pièces tout à fait positives. Ce n'est pas moins avec un douloureux étonnement que, cherchant dans les documens contemporains les moyens de fixer notre conviction, nous avons trouvé dans la correspondance de Napoléon Ier deux lettres qni jettent peut-être un jour inattendu sur la conduite des deux prélats. L'une est une invitation à M. de Talleyrand de donner à l'abbé Bernier une somme de 30,000 fr, sur les fonds secrets, l'autre un ordre au citoyen Portalis de tenir à la disposition de Mgr de Pancemont, évêque de Vannes, mais sans aucune publicité, la somme de 50,000 francs (1).

Ce récit, que nous arrêtons au matin même du jour de Pâques 1802, repose tout entier sur des documens publics irrécusables. Mieux que les harangues officielles des fonctionnaires de cette époque ou que les allocutions prononcées alors du haut de la chaire, il indique, croyons-nous, le véritable état des relations entre l'église de Rome et le gouvernement français au moment de la publication du concordat. Nous tâcherons d'exposer bientôt avec la même exactitude ce qu'elles étaient en 1804, au moment du sacre de l'empereur par le souverain pontife.

D'HAUSSONVILLE.

(1) Voyez la *Correspondance de Napoléon Ier*, t. VII, p. 269, et t. VIII, p. 99.

SOUVENIRS

D'UNE CAMPAGNE

DANS L'EXTRÊME ORIENT

II.

UNE VISITE A SIAM.

I.

De Singapore, notre itinéraire nous conduisait à Bangkok, capitale du royaume des Thaï (1), où, comme l'âne chargé de reliques, nous arrivions porteurs de lettres de l'empereur Napoléon III pour les deux rois de Siam, Somdet Phra Paramendr Maha Mongkut, premier roi, et Phra Paramendr Ramesr, second roi. Ainsi jadis, en 1685, le chevalier de Chaumont, ambassadeur de France, également porteur d'une lettre du grand roi pour son bon frère de Siam, parcourait cette même route avec le vaisseau l'*Oiseau*, commandé par M. de Vaudricourt, et la frégate la *Maligne*, commandée par M. de Joyeux. Les diverses relations de cette ambassade étaient devenues notre lecture favorite. Nous en suivions le détail tel que l'a noté jour par jour ce curieux abbé de Choisy, qui jusqu'à l'âge de trente ans, vêtu en femme et sous le nom de comtesse des Barres, donna de si étranges exemples de morale à ses contemporains. « Les filles de la reine m'aimaient ainsi, dit-il dans

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1866.

ses mémoires, parce que, malgré les cornettes et les jupes, elles sentaient en moi quelque chose de masculin. » Mais en 1685, âgé de quarante ans, touché de la grâce, et ne s'expatriant qu'avec l'intention bien arrêtée de se faire ordonner prêtre pendant le voyage, il ne se lassait point de répéter qu'il n'est pas de meilleur séminaire qu'un vaisseau. Le but de la mission, but que l'on espérait fermement atteindre, ne tendait à rien moins qu'à la conversion du roi de Siam, et l'enthousiaste abbé s'écriait : « Un roi se faire chrétien! un million d'âmes suivre son exemple! voilà peut-être ce que nous allons voir, voilà du moins ce que nous allons tenter. Fut-il jamais un plus beau dessein, et peut-il entrer dans l'esprit de l'homme une idée plus noble, une pensée plus magnifique? » Il fallait la perspective de ce résultat merveilleux pour faire prendre en patience les interminables lenteurs et la nauséabonde existence matérielle d'un voyage sur mer à cette époque. Aussi, bien que notre abbé ne nous dissimule aucune de ces misères, bien que son livre soit une des plus vivantes peintures de la vie de bord au XVIIe siècle, nous ne voyons pas sa bonne humeur lui faire un instant défaut pendant les sept mois qui séparèrent le départ de l'arrivée. « On se promène sur le gaillard, dit-il, les officiers ordonnent : on demande qu'est-ce que cela veut dire? On le demande une fois, deux fois, et puis on le sait. Et je dis à mon valet de chambre : *Amarrez*-moi mon collet. Quant à la conversation, on l'a telle qu'on la veut avoir, et il est bien des petites villes en France où il n'y a pas tant de gens d'esprit que dans notre vaisseau : M. l'élu, M. l'assesseur (1), et même souvent M. le lieutenant-général, ne tiendraient pas contre nous. »

L'abbé de Choisy était l'historiographe officiel et comme le panégyriste de l'ambassade. En cette qualité, il voyait tout en rose, jusqu'à la *plaisante* idée (l'épithète est de lui) que si l'ambassadeur venait à mourir en arrivant à Siam, il serait appelé à le remplacer. Son récit était donc optimiste au plus haut point; mais nous avions heureusement pour le contrôler celui du chevalier de Forbin, alors simple lieutenant de vaisseau sur l'*Oiseau*, et destiné à s'illustrer plus tard comme l'émule et le compagnon de Jean Bart et de Duguay-Trouin. Provençal jusqu'au bout des ongles, quoique d'une tournure d'esprit railleuse et positive, il nous donnait la contre-partie des descriptions admiratives de Choisy, et s'étonnait qu'ayant fait le même voyage et vu les mêmes choses que lui,

(1) Sous l'ancienne monarchie, on donnait le nom d'*élu* aux magistrats d'abord issus de l'élection, plus tard nommés par le roi, et qui étaient chargés de la répartition des tailles. L'*assesseur* était le conseil juridique des juges d'épée dans les sénéchaussées, bailliages, etc.

l'abbé les eût si différemment représentées. Ce penchant à la critique faillit même devenir fatal au pauvre chevalier, car, craignant que l'indépendance de ses opinions ne leur nuisît au retour, ses compagnons imaginèrent, malgré sa répugnance, de le laisser derrière eux sous le titre pompeux et dérisoire de grand-amiral, général des armées du roi de Siam. Il ne revit la France que trois ans plus tard, après une série de péripéties qui, même en ces temps d'aventures, eussent suffi à défrayer dix héros de roman. Louis XIV le questionna longuement, et lui demanda d'abord si le pays était riche. « Sire, répondit Forbin, le royaume de Siam ne produit rien et ne consomme rien. — C'est beaucoup dire en peu de mots, répliqua le roi. Et les missionnaires ont-ils converti beaucoup de Siamois? — Pas un seul, sire. » La conversation continua sur ce ton, et le vindicatif officier, lorsque son auguste interlocuteur lui demanda si le roi de Siam songeait véritablement à se faire chrétien, ne manqua pas de répondre qu'il n'y avait jamais songé, et que nul mortel ne serait assez hardi pour lui en faire la proposition. C'était l'exacte vérité en dépit de l'affirmation différente non-seulement des missionnaires, mais de l'abbé de Choisy. Ces lectures nous semblaient renouer la chaîne des temps, quoique notre visite à Siam ne fût que de pure courtoisie, sans nulle complication de propagande, et chacun de nous était encore plein du souvenir de nos prédécesseurs, ainsi que du caractéristique épisode dont ils ont doté le grand siècle, lorsqu'à l'aube du troisième jour qui suivit le départ de Singapore, nous aperçûmes au nord l'embouchure du Meinam, basse et noyée sous une uniforme litière de palétuviers.

Le royaume de Siam avait traversé bien des guerres, vu bien des révolutions depuis que le chevalier de Chaumont y était venu tenter son œuvre de conversion. A cette époque, le principal promoteur de ces relations avec la France avait été un aventurier de génie, Constance Phaulkon, amené dans ces lointains parages par les hasards d'une vie inquiète et vagabonde. D'origine grecque selon les uns, vénitienne selon les autres, fils d'un gouverneur ou d'un cabaretier de l'île de Céphalonie, on ne sait, et mousse dès l'âge de dix ans, il commença par naviguer avec les Anglais, dont il embrassa même la religion, et ne les quitta que pour accepter un emploi à la cour de Siam, où ses talens naturels, unis à l'empire sans bornes qu'il sut prendre sur l'esprit du roi, le portèrent promptement à la première place. Afin de se consolider par le prestige des alliances européennes, il jeta les yeux sur la France, comme étant seule alors en état de balancer l'influence croissante de la Hollande et de l'Angleterre dans ces mers. Il commença donc par intéresser les missionnaires à sa cause en abjurant le protestantisme, et décida

sans peine son souverain à expédier auprès de Louis XIV deux mandarins avec une mission dont le résultat ne se fit pas attendre : ce fut la pompeuse ambassade du chevalier de Chaumont, suivie peu après de l'envoi de quelques centaines de soldats français sous le commandement du général Des Farges. Ce triomphe toutefois fut de courte durée. L'entreprise était trop prématurée pour ne pas mettre en éveil toutes les défiances du vieux parti siamois, instinctivement devenu national et conservateur, et en 1689 l'infortuné Phaulkon, à peine âgé de quarante ans, tombait victime d'un complot organisé par les grands du royaume. Son caractère a été très diversement apprécié. Sous la plume du père d'Orléans, jésuite, sa vie est naturellement devenue une sorte de légende merveilleuse dont il est le héros et le martyr; mais elle ressort sous un jour différent et peut-être plus vrai des témoignages du chevalier de Forbin et de l'Allemand Kœmpfer, qui voyageait dans ces mers de 1690 à 1693. Ils ne cachent pas ses défauts. Selon eux, la religion ne fut entre ses mains qu'une arme habilement employée. D'une ambition démesurée, d'une avarice insatiable et sordide, d'une jalousie qui, prenant ombrage des moindres choses, le rendait dur, cruel, impitoyable et de mauvaise foi, il considérait tous les moyens comme bons pour marcher à son but, et Forbin va jusqu'à l'accuser d'avoir à diverses reprises attenté à ses jours par le fer et le poison. Toujours est-il que, de l'aveu de ce même Forbin, c'était un véritable homme de génie, à l'âme noble et élevée dans la conception de ses projets, à la main sûre et énergique dans l'exécution. Comme tant d'autres, il voulut devancer son temps, et périt sacrifié à son œuvre. On voit encore aujourd'hui à Nophaburi (la Louvo de l'abbé de Choisy), éparses sur le sol, les ruines d'une somptueuse demeure aux vastes proportions. Des fragmens de marbre gisant parmi les débris témoignent du goût et de la magnificence du fondateur; c'est bien là, dit M. Mouhot, l'architecture contemporaine des splendeurs de Versailles. Seule, la chapelle est restée debout, et sur le baldaquin d'un autel à colonnes cannelées dans le style du XVIIe siècle on lit cette inscription : *Jesus hominum salvator*. Ce palais était celui de Constance Phaulkon; c'est le seul souvenir que l'on puisse trouver dans le pays de cette brillante et tragique carrière.

Sa mort ouvrit une longue période de troubles, de luttes intestines, de conspirations, de meurtres et d'intrigues de sérail, dont profita habilement le roi de Birmanie, voisin et éternel ennemi de Siam, jusqu'à ce que, en 1767, une formidable invasion de Birmans balayât les derniers descendans de la dynastie qu'avaient connue Phaulkon et le chevalier de Chaumont. Le torrent détruisait en même temps, après 417 ans d'existence, Ayuthia, la splendide capitale tant

admirée de l'abbé de Choisy. La dynastie actuelle date de 1782, et le roi que nous allions trouver sur le trône en est le quatrième souverain. La tentative de Phaulkon n'avait été qu'un fait isolé, et, après avoir jeté de 1685 à 1689 le vif éclat que nous avons dit, les relations directes de Siam avec l'Europe étaient redevenues à peu près nulles pendant tout le XVIIIe siècle. Ce ne fut qu'après la paix de 1815 que les vues des nations commerçantes se tournèrent de nouveau de ce côté. Les Anglais essayèrent d'y nouer des relations dès 1822, sans grand succès, de l'aveu du négociateur lui-même, John Crawfurd, et ils n'obtinrent qu'au moyen d'une seconde mission, quatre ans plus tard, une convention insuffisante qui resta presque à l'état de lettre morte. Le gouvernement des États-Unis ne fut pas plus heureux en 1833. Enfin en 1850, une nouvelle et infructueuse tentative, successivement risquée par les Anglais et les Américains, vint clore la série de ces échecs diplomatiques, dus principalement à l'opposition personnelle du roi régnant. Tout changea de face en 1851, à l'avénement du roi actuel, qui, pendant vingt-six ans d'études solitaires dans le cloître où il s'était réfugié, avait compris quels avantages retireraient ses états de rapports suivis avec les nations occidentales. Grâce à son appui, sir John Bowring trouva toute facilité en 1855 pour conclure au nom de la Grande-Bretagne un traité de commerce qui ne tarda point à servir de modèle à ceux des autres puissances. On voit aujourd'hui flotter à Bangkok les pavillons consulaires de France, d'Angleterre, de Hollande, de Danemark, de Prusse, de Suède et des villes anséatiques.

La lettre impériale dont nous étions porteurs était un nouveau pas dans la voie d'intimité cordiale ouverte en 1856 par le traité de M. de Montigny, intimité à laquelle l'ambassade siamoise venue en France en 1861, ainsi que la grand'croix de la légion d'honneur envoyée au roi de Siam en 1863, avaient déjà donné une éclatante consécration. Ce n'était pas cependant une petite affaire que de régler le cérémonial qui devait accompagner la remise de cette lettre, et certes, en lisant le curieux document qui énumérait les dispositions à prendre, il n'était pas besoin d'un grand effort d'imagination pour se croire reporté aux beaux jours de l'ambassade de 1685. Trente-neuf barques pavoisées et banderolées, aux rameurs vêtus et coiffés de rouge, devaient venir chercher le cortége au consulat de France. Il était dit lesquelles auraient l'avant en forme de crocodile, lesquelles en forme de serpent, lesquelles en tête de tigre. Une était spécialement affectée au vase d'or renfermant la lettre. La musique devait être formée de quatre harmonicas siamois, de deux clavecins du Laos, une guitare, une conque

marine, une harpe du Laos, plus dix trompettes et dix tambours siamois. On verra quelle progression inquiétante était destiné à subir le nombre de ces tambours dans la composition des trois musiques qui devaient se relayer sur notre route. En abordant au palais, le cortége mettait pied à terre et changeait de caractère. Douze cavaliers ouvraient la marche; cent soldats vêtus et armés à l'européenne les suivaient avec tambours et clairons, plus quarante hommes vêtus à la siamoise et armés de fusils, et vingt satellites avec faisceaux de verges. La seconde musique, qui venait ensuite, comptait deux conques marines, deux harmonicas, une guitare, un grand tambour, dix trompettes et trente petits tambours. Après cette avant-garde, cent hommes vêtus en « anges siamois » précédaient un palanquin porté par huit hommes et destiné à la lettre impériale, qu'un palanquin plus petit que le précédent avait reçue au sortir de la barque. Un parasol à bout en or devait être porté à côté de l'auguste missive, à la garde de laquelle était préposé un ange siamois assis sur le palanquin, outre une escorte spéciale de dix mandarins en habits de cérémonie, et dix-sept personnes vêtues avec magnificence, portant chacune un parasol royal à étages. Des chaises destinées au consul, au commandant et aux officiers fermaient la marche, accompagnées de porteurs de parasols. Enfin une troisième musique devait nous attendre dans l'intérieur du palais; elle était composée de deux cent deux instrumens, parmi lesquels deux grands tambours, vingt tambours siamois dorés, vingt argentés, cent vingt tambours rouges et trente-six trompettes! Quant au détail de l'audience, tout y était minutieusement prévu, quand le consul devait s'avancer, quand se reculer, quand s'asseoir et comment. Bref, la rédaction de ce véritable manuel d'étiquette internationale n'occupait pas moins de quatre grandes pages, et se terminait par ces mots solennels : « ainsi est réglé depuis les temps les plus reculés le cérémonial de la cour de Siam. »

Le programme tracé avec une si scrupuleuse exactitude fut suivi de point en point, et le cortége de barques produisit sur le fleuve un effet des plus pittoresques... à distance. De près, s'il faut tout dire, les dorures étaient un peu ternies, les draperies un peu fripées, et les vêtemens des rameurs quelque peu en guenilles. En revanche, les soldats qui formaient la haie à terre, depuis le débarcadère jusqu'au palais, rappelaient involontairement ce que devait être il y a deux mille ans la physionomie des armées de Porus ou d'Artaxerxès. Certains corps étaient armés de piques, d'autres de lances, d'autres d'arcs ou d'arbalètes, ou même de frondes : je me souviens entre autres d'un curieux corps de montagnards, aux arcs interminables, vêtus de longues chemises blanches qui

descendaient jusqu'à la cheville; mais c'était pour l'intérieur du palais qu'avaient été réservées les magnificences exceptionnelles. Là se trouvait l'élite des guerriers siamois, habillés et armés à l'européenne, à cette restriction près que les pierres avaient été retirées des fusils, de crainte d'accident. Là se trouvaient surtout certains cuirassiers dont je ne crois pas qu'aucun de nous perde jamais le souvenir mémorable : coiffés de casques démesurés qui ne leur permettaient de voir qu'en rejetant la tête en arrière, ballottant dans d'énormes cuirasses qui leur venaient jusqu'aux cuisses, piteusement en selle sur de petits chevaux efflanqués, les pieds nus dans les étriers, et embarrassés de grandes lattes de carabinier dont ils ne savaient que faire, ils présentaient la fidèle image d'un gamin de nos boulevards affublé de l'armure d'un cent-garde. Par contre les chevaux du roi, tenus en main non loin de là, étaient harnachés avec une richesse dont nos cours d'Occident ignorent ou dédaignent le secret, mors dorés et ornés de pierreries, étriers de même, selles de velours, housses et caparaçons de brocart et de drap d'or. Quarante ou cinquante éléphans de guerre, graves et majestueux, complétaient ce tableau, que nous eûmes tout loisir d'étudier, l'étiquette voulant que nous prissions quelques instans de repos avant d'être introduits dans la salle d'audience.

Nous mîmes ce temps à profit pour rendre nos devoirs aux fameux éléphans blancs, classiques ornemens de la cour de Siam, dont la possession enviée fut si souvent la cause de guerres entre cet état et ses voisins. Le roi avait alors l'insigne fortune d'en posséder deux, mâle et femelle, non pas blancs (ils ne le sont jamais, et ce n'est que par euphémisme qu'on les désigne ainsi), mais d'un ton de brique clair, et présentant le caractère albinos nettement accusé. Des singes, également albinos, leur tenaient compagnie. Couverts de soie et de brocart, un diadème sur la tête, les défenses ornées de nombreuses bagues incrustées de pierres précieuses, les puissans colosses nous attendaient dans leur somptueuse écurie en effleurant dédaigneusement la nourriture que des esclaves leur offraient à genoux, dans des plats d'or et d'argent. Nous ne pouvions nous lasser d'admirer l'air d'importance avec lequel ils semblaient avoir conscience de la dignité de leurs fonctions. Hélas! lorsque je revins le lendemain matin les visiter incognito, bagues, vases, brocart, serviteurs agenouillés, tout avait disparu; l'esclave de garde ronflait dans un coin, et les pauvres bêtes expiaient leur grandeur en ruminant philosophiquement le repas de la veille. Que devait penser de cet abandon l'âme du Bouddha futur, amenée dans la série de ses transmigrations à habiter momentanément cette enveloppe révérée?

Nous étions encore plongés dans la contemplation de ce ménage auguste, lorsque l'entrée du roi dans la salle d'audience nous fut annoncée par la troisième musique dont on ne pouvait méconnaître l'appel, grâce aux éclats de ses cent soixante tambours. Chacun reprit sa place, et le cortége se mit en marche pour le court trajet qui restait à faire. A tout prendre, notre impression n'avait pas été jusque-là sans mélange, et la pompe asiatique coudoyait à chaque pas un élément grotesque qui lui faisait tort; les cuirassiers, pour tout dire, étaient trop près des éléphans. L'audience au contraire offrait un coup d'œil que l'on pouvait admirer de tout point, et résumait véritablement dans sa plus haute expression la splendeur traditionnelle de l'extrême Orient. Le trône, très élevé, faisait face à la porte d'entrée, au centre d'une imposante galerie à colonnades d'une ornementation peut-être un peu trop chargée de dorures. Les bas-côtés étaient occupés par les mandarins, non pas prosternés contre terre comme l'eût encore voulu à la rigueur l'ancienne étiquette siamoise, mais assis en ordre sur l'épais tapis qui couvrait le sol. Je n'essaierai pas de peindre l'éclat et la variété de leurs costumes : le consciencieux Galland lui-même a reculé en pareil cas, et il a passé sous silence la description des sept toilettes successives que la fille du visir Schemseddin fait défiler sous les yeux éblouis de Bedreddin Hassan. La passion des bijoux et des riches étoffes est innée chez les Siamois, et c'est à eux que sont le plus souvent destinées ces ceintures et ces armes constellées de pierreries, que nous voyons parfois chez nos bijoutiers parisiens. La collection des boîtes, vases, coupes et crachoirs en or, qui constituent l'arsenal du fumeur et du mangeur de bétel, était méthodiquement disposée à côté de chaque mandarin, quelle que fût sa nationalité, car on voyait réunis là les chefs de toutes les races diverses qui sont représentées à Siam, Chinois, Malais, Pegouans, Cambodgiens, Laociens, Annamites et Malabars. L'audience fut courte d'ailleurs. Après les harangues d'usage, le roi traduisit, en ânonnant majestueusement, la lettre impériale à sa cour (1), non

(1) La remise de la lettre de Louis XIV par le chevalier de Chaumont fut marquée par un détail curieux, pour lequel nous laissons la parole à l'abbé de Choisy. « Il faut expliquer ici un incident fort important. M. Constance, en réglant toutes choses, avait fort insisté à ne point changer la coutume de tout l'Orient, qui est que les rois ne reçoivent point les lettres de la main des ambassadeurs; mais son excellence avait été ferme à vouloir rendre celle du roi en mains propres. M. Constance avait proposé de la mettre dans une coupe, au bout d'un bâton d'or, afin que M. l'ambassadeur pût l'élever jusqu'au trône du roi; mais on lui avait dit qu'il fallait ou abaisser le trône ou élever une estrade, afin que son excellence la pût donner au roi de la main à la main. M. Constance avait assuré que cela serait ainsi. Cependant nous entrons dans la salle, et en entrant nous voyons le roi à une fenêtre au moins de six pieds de haut. M. l'am-

sans avoir mainte fois à réprimer d'un froncement de sourcil olympien les joyeux éclats d'une bande de marmots, ses propres enfans, groupés sur les marches du trône; puis il se retira, nous laissant libres de nous rendre au festin qui devait former le dernier acte de la solennité.

J'ai dit que la cour de Siam était féconde en contrastes. Nous ne fûmes donc qu'à demi étonnés de sortir de cette splendide salle du trône pour arriver par un escalier boiteux, presque une échelle, dans une salle à manger dont l'aspect misérable n'eût pas déparé une pension bourgeoise du dernier ordre. Après le repas, qui, servi à l'européenne ou plutôt à l'anglaise, nous avait menés jusqu'à la nuit, on vint nous prévenir que le roi désirait nous recevoir en audience privée, et on nous conduisait à ses appartemens par un dédale sans fin de terrasses, d'escaliers et de cours intérieures, lorsqu'en débouchant d'un dernier passage nous fûmes surpris par les sons d'une voix féminine, commandant en français avec un indescriptible accent : *Attention! portez armes! présentez armes!* Ce n'étaient ni plus ni moins que les amazones préposées à la garde particulière de sa majesté siamoise, répétant en notre honneur l'exercice que leur avait enseigné un instructeur français. Toutes étaient si jeunes et si jolies que nul de nous n'hésita un instant à les déclarer le corps le mieux tenu de l'armée : habillées de vestaquins de damas vert, de jupons de tartan et de bérets de velours, à la précision avec laquelle elles nous rendirent notre salut, on eût dit un tableau du ballet de *la Révolte au Sérail*, égaré dans un harem oriental. Cependant le roi nous attendait dans un salon richement meublé, toujours entouré de sa bande d'enfans, et comme l'un de nous lui faisait à leur sujet un compliment mérité, le prince

bassadeur me dit tout bas : « Je ne lui saurais donner la lettre qu'au bout du bâton, et je ne le ferai jamais. » J'avoue que j'étais fort embarrassé. Je ne savais quel conseil lui donner. Je songeais à porter le siége de M. l'ambassadeur auprès du trône, afin qu'il pût monter dessus, quand tout à coup, après avoir fait sa harangue, il a pris sa résolution, s'est avancé fièrement vers le trône en tenant la coupe d'or où était la lettre, et a présenté la lettre au roi sans hausser le coude, comme si le roi avait été aussi bas que lui. M. Constance, qui rampait à terre derrière nous, criait à l'ambasseur : « Haussez, haussez. » Mais il n'en a rien fait, et le bon roi a été obligé de se baisser à mi-corps hors la fenêtre pour prendre la lettre, et il l'a fait en riant, car voici le fait : il avait dit à M. Constance : « Je t'abandonne le dehors; fais l'impossible pour honorer l'ambassadeur de France. J'aurai soin du dedans. » Il n'avait pas voulu abaisser son trône ni faire mettre une estrade, et il avait pris son parti, en cas que l'ambassadeur ne haussât pas la lettre jusqu'à sa fenêtre, de se baisser pour la prendre. Cette posture du roi m'a rafraîchi le sang, et j'aurais de bon cœur embrassé l'ambassadeur pour l'action qu'il venait de faire; mais non-seulement ce bon roi s'est baissé si bas pour recevoir la lettre du roi : il l'a élevée aussi haut que sa tête, qui est le plus grand honneur qu'il pouvait lui rendre. »

répondit en se rengorgeant complaisamment qu'il en avait cinquante-cinq comme cela! Le fait était exact; il eût même pu dire soixante-six en comptant les morts, et il n'est pas inutile d'ajouter qu'alors âgé de soixante ans, et ayant été renfermé dans un monastère jusqu'à son avénement au trône en 1851, il n'avait pu consacrer, lors de notre visite, guère plus d'une douzaine d'années à donner ce formidable développement à sa paternité. La conversation s'échangea en anglais, que le roi parle facilement, et les divers sujets traités nous fournirent une nouvelle preuve de l'estime où notre auguste interlocuteur tient la civilisation occidentale, après quoi un verre de guignolet servi à la ronde par le royal amphitryon donna le signal de la retraite.

L'audience du second roi, quelques jours plus tard, moins somptueuse que la précédente, fut marquée en revanche par une couleur locale peut-être plus accusée. Les mandarins, au lieu d'être assis, étaient prosternés le nez en terre, selon l'ancien rite; on avait aussi conservé le rideau tiré entre le roi et nous pour marquer le commencement et la fin de la cérémonie. Le dîner qui suivit fut également servi de point en point à la siamoise. L'Europe ne reparut qu'au thé, vers la fin de la soirée, et nous nous retirâmes en emportant comme souvenir de cette réception la carte de visite du roi. Nous avions déjà reçu de même l'autre jour celle du premier roi, avec cette inscription autographe : *Primus rex Siamensium, li primier roy de Siam.*

II.

Bangkok est la capitale actuelle de l'empire de Siam. Avec les canaux qui lui servent de rues, avec la double rangée de maisons flottantes qui bordent les rives du Meinam, elle semble être la Venise de l'extrême Orient, une Venise bouddhique de 3 à 400,000 âmes, autant qu'on peut attacher un chiffre à ces confus amoncellemens des populations asiatiques. Les pagodes y abondent. C'est à elles surtout que la ville doit le caractère monumental pour lequel elle est renommée, caractère dont l'étranger est vivement impressionné tout d'abord, et certes, s'il fallait juger de la ferveur des fidèles par la richesse du temple, nul peuple au monde ne serait plus religieux que le peuple siamois. Églises et monastères tout à la fois, ces pagodes couvrent sur les bords du fleuve de vastes espaces, où sont distribuées sans ordre apparent nombre de constructions diverses pour le service du culte et le logement des bonzes ou talapoins. Le tout est dominé par de hautes pyramides aux contours bizarres, revêtues de poteries vernissées de couleurs éclatantes. Enfin, au centre

d'enceintes successives gardées par les statues de géans difformes et monstrueux, s'élève le temple spécialement affecté à Bouddha. Le dieu y est représenté tantôt sous la forme de centaines de figures dorées de grandeur naturelle, dans la pose méditative consacrée par l'usage, tantôt, comme dans la pagode Xétuphon, couché, toujours doré, et de la colossale dimension de 50 mètres de la tête aux pieds; ses traits, fixés par une tradition probablement exacte, ne varient pas. Autour de lui, en guise d'offrandes votives, sont des arbustes aux feuilles d'or et d'argent. Dans ces calmes asiles, la journée des bonzes s'écoule avec une uniforme sérénité qu'on est involontairement tenté d'envier. Ces cours sont si fraîches sous leurs épais dômes de verdure, l'eau s'y épanche dans les bassins avec un murmure si caressant, que les heures de cette vie contemplative semblent réglées par le génie du repos éternel. Les premières lueurs de l'aurore voient pourtant les bonzes se répandre par la ville. Vêtus de jaune, la tête et les sourcils rasés, l'éventail en feuilles de palmier à la main, ils vont de porte en porte recevoir dans la marmite obligatoire dont ils sont porteurs les offrandes des âmes pieuses, riz, poisson, fruits, légumes; à la porte de chaque maison est une table sur laquelle ont été disposées d'avance les provisions qui leur sont destinées. Ils rentrent de manière à avoir terminé avant midi le repas qu'ils ne doivent renouveler que le jour suivant, et le reste du temps est partagé entre d'indolentes causeries, quelques leçons aux écoliers et des pratiques religieuses d'une austérité très mitigée. 10,000 bonzes vivent ainsi à Bangkok, 100,000 dans tout le royaume, allant de pagode en pagode, et partout alimentés par la charité publique, qui ne leur fait jamais défaut. Leurs vœux n'étant pas perpétuels, on les voit souvent rentrer dans la vie ordinaire après quelques années; le souverain actuel est dans ce cas. J'allais parfois passer avec eux quelques-unes des heures brûlantes de l'après-midi, et je les trouvais entourés de visiteurs, savourant en commun, avec une paresseuse sensualité, les délices permises du thé, du bétel et du tabac. Malgré la chasteté obligatoire dont le talapoin fait vœu et qu'il observe, beaucoup de ces visiteurs étaient des femmes, et nul n'en médisait, car les prescriptions de Çakya-Mouni (1) ne sont pas celles de Siméon stylite.

(1) On connaît assez exactement aujourd'hui, non-seulement la légende, mais aussi, en ses points principaux, l'histoire du fondateur du bouddhisme, nommé Çakya-Mouni dans l'Inde, et Samana Khodom à Siam, mort vers l'an 534 avant Jésus-Christ, peu près l'époque du prophète Daniel. La tradition, orale d'abord, ne se perpétua par écrit qu'à partir du IIe siècle de notre ère. Les premiers livres bouddhiques sont sortis de l'île de Ceylan.

On peut affirmer sans crainte que, même aux plus ferventes époques du moyen âge, jamais les annales des couvens catholiques n'ont eu à enregistrer un triomphe aussi complet, aussi universellement accepté que celui de la vie monastique à Siam en plein XIXe siècle. La preuve en est dans l'exorbitante charge annuelle que supporte volontairement la population pour l'entretien des pagodes et des bonzes qui les habitent. Je ne parle pas de la valeur même des pagodes, qui doit pourtant être d'au moins 50 millions de fr. pour Bangkok seulement, en n'en supposant que cent dans l'enceinte de la ville; mais l'entretien de ces 10,000 bonzes, évalué à 500 fr. par tête, s'élèvera par an à 5 millions de francs, auxquels on peut ajouter une somme égale, au nom de l'économie politique, pour tenir compte de la perte de travail qu'entraîne leur oisiveté. C'est un total de 10 millions. Or la population de Bangkok, d'environ 400,000 âmes, est à peu près le dixième de celle du royaume, qui s'infligerait ainsi, de son propre mouvement et sans la moindre contrainte, une contribution annuelle de 100 millions de francs pour le seul profit du clergé, et cela tandis que le trésor royal, d'après l'évêque Pallegoix, ne perçoit en tout, pour subvenir aux charges de l'état, qu'un revenu de 81 millions de francs!

Par quel prestige, après avoir été vaincu dans l'Inde, qui fut son berceau, le bouddhisme en est-il venu à enrôler de la sorte sous sa bannière plus de fidèles qu'aucun autre culte, c'est-à-dire 400 millions d'âmes, formant les deux cinquièmes de la population de notre globe? Quelles sont les causes de ce succès unique dans l'histoire religieuse du monde? L'une des principales est sans contredit la persécution dont le bouddhisme fut l'objet de la part des sectateurs de Bramah, puisque, après être resté à peu près stationnaire pendant les premiers siècles qui suivirent la mort de Çakya-Mouni, il ne se répandit au dehors qu'à la suite de cette lutte, à Ceylan d'abord au IIe siècle de notre ère, puis à Java, puis à Siam et en Birmanie par le Cambodge et le Laos. Introduit de même en Mongolie, au Thibet et au Japon, il atteignait en Chine son plein développement au XIIIe siècle, avec l'avénement de la dynastie mongole. Enfin à Siam aujourd'hui, sauf quelques milliers, je pourrais presque dire sauf quelques centaines de chrétiens et de mahométans, tout le monde professe le culte de Samana Khodom. Une autre cause de succès a été l'affinité notoire du bouddhisme avec le gouvernement monarchique, si bien approprié aux races de l'extrême Orient qu'aucune autre forme ne leur semble applicable. L'obéissance au roi y est érigée en principe, et aucun des livres sacrés ne laisse percer les tendances théocratiques dont n'est pas exempt le brahmanisme; aussi l'église et l'état se prêtent-ils constamment un mu-

tuel appui. Ce respect de l'autorité n'empêchait pas la foi nouvelle de s'offrir aux masses sous l'aspect essentiellement populaire d'une religion d'égalité, sans distinction de rangs. Avec elle, plus de ces castes héréditaires qui parquent les familles dans d'infranchissables cercles : elle accueille également les petits et les grands, les pauvres et les riches; le plus humble de ses enfans peut, comme le fils du prince, prêcher la doctrine. Il n'est pas jusqu'au dogme de la métempsycose ou transmigration, forme bizarre et touchante du sentiment de l'immortalité de l'âme, qui ne soit aussi une invocation à l'égalité, car le malheureux qui souffre se dit pour se consoler que le glorieux Bouddha a souffert comme lui dans ses innombrables existences successives, qu'il a été esclave, reptile même. Ce qui manque au bouddhisme, c'est l'esprit d'amour et de charité où se retrouve l'éternelle supériorité du christianisme, et dont on cherche vainement la trace dans les minutieuses et puériles directions qui règlent la conduite du bonze. Aux yeux de ce dernier, la plus haute expression de la vertu ici-bas est dans l'existence contemplative et stérile, qui doit se traduire après la mort par le suprême anéantissement du *nirvanah* (1). Le repos éternel est sa plus belle récompense; ceux qui l'entourent ne sont rien pour lui; enfin, satisfait de sa propre sainteté, de son exaltation solitaire, il n'a nul souci de la grande personnalité humaine, non plus que de la fraternité chrétienne, principes pourtant tellement féconds qu'ils n'ont pas encore porté tous leurs fruits depuis dix-huit cents ans, et que le travail des siècles à venir sera de leur demander leurs dernières conséquences.

Le rôle des missionnaires est difficile sur cette terre classique du bouddhisme. Certes il faut rendre justice au zèle sans relâche dont ils ont fait preuve depuis plus de deux siècles, mais il faut aussi reconnaître que leurs efforts n'ont été couronnés que de peu de succès, et cela malgré la tolérance à peu près illimitée des autorités siamoises (2), car si les annales de cette mission ne sont pas

(1) Le terme *nirvanah* signifie non pas, comme on l'a souvent affirmé, *annihilation*, mais bien *calme profond*. Dans l'acception ordinaire, comme adjectif, il signifie éteint, comme un feu qui cesse de brûler, couché, comme un astre qui disparaît sous l'horizon, etc. Étymologiquement il vient de la préposition *nir*, employée dans le sens négatif, et de *va*, « souffler comme le vent; » il exprime l'absence de toute agitation. La notion qui se rattache le plus naturellement à ce mot est celle d'une apathie complète, d'une sorte d'extase imperturbable. C'est l'état le plus heureux auquel, selon les Indiens, l'homme puisse aspirer. On ne saurait même comparer l'état de *nirvanah* qu'à un profond sommeil extatique ou magnétique qui repose l'âme sans l'anéantir, comme le sommeil naturel repose le corps. (Dubois de Jancigny.)

(2) Nous pourrions citer de cette tolérance des preuves nombreuses et d'autant plus concluantes qu'elles seraient puisées dans l'ouvrage de Mgr Pallegoix lui-même; mais un

absolument vierges d'hostilités ou de persécutions, au moins n'y a-t-il eu à y inscrire jusqu'ici le nom d'aucun martyr de la foi. Plusieurs raisons ont contribué à cet état de choses, le sincère et profond attachement des Siamois pour la religion de leurs ancêtres, la persistante influence qu'assure aux bonzes le monopole de l'éducation de la jeunesse, une défiance instinctive de tout ce qui vient de l'étranger, et aussi, il faut bien le dire, la marche souvent peu rationnelle suivie dans l'œuvre de conversion par les missionnaires. Leur enseignement est trop exclusif, trop tourné vers le dogme surtout; aussi leurs échecs ont-ils été dus plus d'une fois à l'imprudence avec laquelle ils débutaient par l'exposition des mystères les plus ardus du catholicisme. Moins absolus, ils eussent été plus écoutés, et il eût été d'une meilleure tactique, au lieu de condamner sans réserve la doctrine qu'ils combattaient, de reconnaître loyalement ce qu'elle a de beau et de bon, le culte des ancêtres, l'horreur du sang, le respect de ce qui a vie. Il fallait rendre hommage aux grandes qualités de Çakya-Mouni, à sa sainteté même, et, plutôt que de tourner en ridicule la métempsycose bouddhique, il fallait de là conclure à l'immortalité de l'âme. Nulle faute, en un mot, ne pouvait être plus capitale que de faire table rase; il est fâcheux qu'on ne l'ait point voulu comprendre.

exemple suffira : c'est lui qui nous le fournit (t. II, p. 299). « En 1834, le roi assigna aux alentours d'une pagode un vaste terrain à nos Annamites. Peu à peu nos chrétiens se mirent à commettre furtivement des dégâts dans le terrain de la pagode, à se railler des talapoins et à leur jouer toute sorte de farces, au point que ces derniers ne purent y tenir : ils abandonnèrent la place les uns après les autres, et la pagode, se trouvant abandonnée, devint tout entière la proie de nos chrétiens. Chaque nuit, ils démolissaient les salles, les cellules des bonzes, le clocher, les murailles et les pyramides. Cependant quelques pieux Siamois, témoins d'une telle dévastation, allèrent porter plainte au chef suprême des talapoins; celui-ci demanda justice au roi. Savez-vous ce que le roi répondit? « Ah bah! comment voulez-vous que les dieux siamois demeurent en paix, enclavés comme ils sont au milieu des *farangs* (chrétiens)? Croyez-moi, il vaut mieux transporter les idoles de cette pagode et l'abandonner. » Le lendemain, comme je passais accompagné des chefs du camp annamite, je vis des talapoins, montés sur l'avant-toit de la pagode, qui faisaient descendre des idoles attachées et pendues par le cou; d'autres, en bas, tendaient les mains pour attraper ces malheureux petits dieux; puis ils les mettaient dans de gros paniers pour les porter ailleurs. « Que faites-vous donc, mes amis? » leur demandai-je. L'un d'eux me répondit : « Qu'est-ce que nous faisons? Croyez-vous que nous allons laisser nos dieux à vos chrétiens pour qu'ils les fondent et en fassent des balles de fusil? » Il parla ainsi, faisant allusion à ce que la plupart de nos chrétiens sont chasseurs et aussi soldats. Cette affaire fit bien rire nos Annamites, et moi je bénissais le Seigneur de voir au sein d'une grande cité païenne les idoles d'une pagode royale, la corde au cou, forcées d'aller honteusement chercher refuge ailleurs. Quand le temple fut vide, on conçoit que les chrétiens ne tardèrent pas à le démolir, et aujourd'hui il ne reste pas pierre sur pierre de tous ces beaux édifices, qui naguère resplendissaient de dorures et d'incrustations en verres colorés. »

Le fondateur de la mission catholique fut Mgr de Lamothe-Lambert, évêque de Bérythe, arrivé à Siam en 1662 avec quelques missionnaires après un pénible voyage de trois ans à travers le continent asiatique. Pendant dix-sept ans, il resta sur la brèche, infatigable dans son œuvre de dévouement, et il eut la satisfaction de la laisser dans un état prospère lors de sa mort survenue en 1679. On ne comptait pas moins de trente-six prêtres européens, français pour la plupart, et tous travaillaient de concert à s'assurer un succès auquel aidait efficacement la faveur royale. De loin en loin, quelque conversion marquante, quelque miracle même, étaient accueillis comme un signe visible d'en haut. Enfin le tout-puissant concours de l'aventurier Phaulkon, devenu premier ministre, mit le comble à des espérances dont on ne mesurait plus la portée. Ce fut sans contredit la plus belle époque de la mission, et, lorsque en 1685 l'ambassade du chevalier de Chaumont vint donner à l'influence française un gage de la plus haute protection, l'enthousiasme des propagandistes put croire un instant le succès assuré. Nous avons dit combien ce triomphe fut de courte durée : le vieux parti national siamois ne pouvait voir sans inquiétude cette prédominance étrangère; tolérant par indifférence tant que rien n'éveillait ses soupçons, il devait cesser de l'être le jour où le caractère de la mission deviendrait ouvertement politique, et la fin tragique de Phaulkon en 1689 fut le résultat de cette réaction facile à prévoir. Un régiment français envoyé par Louis XIV put à grand'peine s'échapper et gagner Pondichéry; en même temps le successeur de l'évêque de Bérythe, Mgr de Métellopolis, fut emprisonné avec tout le personnel de la mission, et il ne recouvra sa liberté qu'au bout de deux ans, pour terminer peu après, en 1697, sa carrière agitée. La crise passée, les haines se calmèrent, et le prélat qui vint ensuite, Mgr de Cicé, put exercer paisiblement son ministère jusqu'à sa mort, en 1727. Mgr de Rosalie le remplaça et eut le même sort; il était dans la destinée de ces vaillans ouvriers de la foi de s'éteindre tous loin de la patrie, fidèles à leur poste jusqu'à la dernière heure. Survinrent les invasions des Birmans, qui, à diverses reprises, dévastèrent le royaume de Siam et dispersèrent la petite communauté chrétienne. Elle se reconstitua néanmoins, et atteignit le XIXe siècle à travers une série d'alternatives mal justifiées de bon et de mauvais vouloir chez les Siamois. En 1822, il y avait vingt ans que la France n'avait pas envoyé de missionnaires à Bangkok; mais le travail de propagande fut repris alors avec un zèle qu'aucun découragement ne pouvait atteindre, surtout à partir de 1830, lors de l'arrivée de Mgr Pallegoix. Il fut sacré en 1838 douzième évêque de Siam et mourut en 1864. D'après

lui (1), cette église, dirigée par une dizaine de missionnaires européens, serait aujourd'hui de 7,000 fidèles, dont 4,000 à Bangkok. Le seul secours régulièrement reçu par elle de la maison-mère consiste en une subvention annuelle de 20,000 francs.

En 1833 une mission protestante envoyée des États-Unis vint s'établir à Siam, et, comme on pouvait s'y attendre, l'effet produit par cette divergence de cultes fut loin d'être favorable, d'autant plus que plusieurs des sectes du protestantisme ne tardèrent pas à être aussi représentées à Bangkok, baptistes, presbytériens, congrégationaux. Cependant les nouveau-venus se faisaient étrangement illusion. « Cette terre sera bientôt toute à Emmanuel, » écrivait l'un d'eux en 1839. Longtemps ils vécurent dans la persuasion que les races diverses dont ils étaient entourés brûlaient du désir d'embrasser la foi nouvelle, et cela alors qu'ils comptaient moins de disciples que d'années de séjour dans le pays. Sir John Bowring lui-même doutait en 1857 qu'on pût trouver dix Siamois protestans malgré les bibles et les livres de piété qui avaient été répandus par centaines de mille. On s'explique difficilement la persistante confiance apportée par les sociétés bibliques à ces distributions, dont l'expérience semble avoir démontré la presque inanité. Le séjour de cette mission à Siam n'a d'ailleurs pas été sans utilité; elle a contribué à y répandre nombre de connaissances profitables, et c'est ainsi que le seul journal publié à Bangkok sort d'une imprimerie qui lui appartient.

Si peu orthodoxe que puisse paraître cette vérité, tout porte à croire que les traités récemment conclus avec la France, l'Angleterre, la Hollande et les États-Unis réussiront mieux que les missions à convertir les Siamois à nos idées et à notre civilisation. Dès le début en effet, le commerce avec l'étranger atteignit immédiatement un chiffre de 100,000 tonneaux, bien que l'on ne comptât guère plus de 150 Européens à Bangkok, et aujourd'hui 300 navires de tous pavillons sillonnent annuellement les eaux du Meinam, alors que jadis le trafic maritime du fleuve en occupait à peine une douzaine. L'importance inattendue du pavillon siamois dans ce mouvement mérite d'être signalée; car non-seulement il représente presque le tiers du tonnage total, mais plusieurs des bâtimens qui le portent ont été construits dans le pays. C'est à regret qu'il faut ajouter que jamais ce commerce ne connaîtra son entier développement tant que subsistera le déplorable système de monopoles, de fermes et de restrictions si cher à la cour de Bangkok; il suffit à

(1) *Description du royaume Thaï ou Siam*, par Mgr Pallegoix, évêque de Mallos, vicaire apostolique de Siam; Paris 1854.

cet égard de parcourir l'interminable liste de droits d'exportation arrêtée avec les négociateurs européens, pour se rendre compte des sentimens de défiance dont s'inspirent évidemment les ministres siamois. De leurs progrès en économie politique dépendra l'accroissement de leur prospérité matérielle.

Leurs idées malheureusement ne sont guère tournées de ce côté au sein de l'existence oisive et endormie qui leur est habituelle, et qui, il faut le dire, est celle de presque tous les grands du royaume. Aussi le peuple mesure-t-il naïvement à l'embonpoint physique l'importance de ces privilégiés de la fortune. Leur vie intérieure est peu variée. Étendus sur des nattes et des coussins, ils fument, dorment ou mâchent le bétel, entourés de serviteurs prosternés dont la paresse semble s'accommoder à merveille de cette attitude servile en apparence. C'est le palais de la Belle au bois dormant. Le soir venu, tout ce monde sort de sa léthargie : l'heure a sonné des jeux et des divertissemens, ou bien des danses et des comédies, dites *lakhon*, pour ceux à qui leur richesse permet ce luxe. Le plus beau *lakhon* dont je fus témoin nous fut offert par le premier ministre ou *kalahom*. Nous terminions chez lui un dîner somptueusement servi à l'anglaise, lorsque les premiers sons d'un orchestre indigène suspendirent les conversations. Derrière nous venaient de s'ouvrir les portes d'une longue galerie au fond de laquelle étaient assis les musiciens. Le principal instrument était le *khong-bong*, sorte de grand harmonica circulaire dont les touches en bois assortis, résonnant sous les deux marteaux de l'artiste placé au centre, rappelaient par momens les joyeux éclats d'un carillon flamand; autour se groupaient les flûtes, les guitares et une couple de petits tambours à mains. Le rhythme était lent, cadencé, un peu étrange peut-être, mais non dénué de grâce et d'originalité. Je ne sais comment certains voyageurs ont pu insister sur l'absence d'harmonie et sur le caractère discordant de la musique siamoise. Ils n'auront probablement pas réfléchi que la différence de tonalité dont ils étaient choqués provenait d'une gamme inconnue à leur oreille, assez analogue à celle de l'ancien mode éolien chez les Grecs, et que par la même raison les instrumens qui leur semblaient faux étaient construits sur une échelle d'intervalles nouvelle pour eux. La vérité est que les Siamois, et surtout leurs voisins les Laociens, ont l'oreille remarquablement juste, et s'ils ignorent l'art de noter leur musique, en revanche il est impossible, avec un peu d'habitude, de ne pas être frappé du sentiment harmonique de leurs orchestres. Cependant les danseuses arrivaient du fond de la galerie sur deux files parallèles, figurant l'une les hommes, l'autre les femmes, tout féminin d'ail-

leurs que fût le vêtement des unes et des autres. De véritables griffes en métal, longues et recourbées, armaient les extrémités de leurs doigts, et la coiffure, sorte de mitre orientale chargée de clinquant et de pierres fausses, n'était pas la partie la moins curieuse du costume. Leur danse était mesurée, sans mouvemens vifs, parfois mimique dans les gestes, bien que sans jeu de physionomie, et toujours gracieuse. Malgré l'attrait de la nouveauté, au bout de deux heures, nous commencions à trouver monotone ce spectacle dont nos hôtes ne pouvaient se lasser, et j'allais rentrer à bord, si un message pressant du second roi ne fût venu m'avertir qu'il m'attendait dans son palais. Il était une heure du matin. Je m'y rendis en toute hâte, et ne fus pas peu surpris d'apprendre que j'avais été mandé de la sorte au milieu de la nuit, parce que sa majesté désirait savoir de moi combien de coups de canon lui reviendraient réglementairement en salut dans le cas d'un voyage depuis longtemps projeté à Singapore. Le pauvre prince devait mourir l'année suivante sans avoir connu cet honneur tant désiré.

Il fallait sortir des palais et des pagodes pour trouver la vie active de la cité. Elle se développait librement dans ces vastes bazars si chers aux Orientaux, aux longues ruelles étroites et encombrées, coupées de distance en distance par des théâtres en plein vent. Toutes les spécialités de débit y étaient représentées, ainsi que de nombreux cafés et restaurans, où les mets exposés sur des dressoirs invitaient le consommateur à prendre place aux tables du dedans; mais ces bazars n'offraient ni le profond cachet de couleur locale, ni la variété caractéristique qui distinguent les bazars du Caire, par exemple, où l'étranger erre si volontiers pendant des journées entières, sans ennui ni fatigue. C'est sur le fleuve d'ailleurs qu'est le commerce qui donne véritablement à Bangkok une physionomie propre. Là s'élèvent, le long des rives, les *go-downs* des négocians, magasins qui reçoivent les riches chargemens des navires mouillés sur une interminable ligne au fil du courant; là sont amarrées sur la berge, pendant des milles entiers, des rangées de boutiques flottantes du plus curieux aspect, tandis que des centaines de pirogues montées par des Chinois circulent dans cette foule aquatique en offrant leur marchandise de porte en porte, car le Chinois est ici le pourvoyeur de tous les besoins. Quant aux promenades par terre, assez restreintes par suite du petit nombre de routes, elles présentaient un intérêt d'un autre genre. Souvent le but en était le palais du premier roi, avec la magnifique pagode qui en dépend, au pavé recouvert de nattes d'argent; nous y admirions deux riches figures de Bouddha, l'une en or massif de quatre pieds de haut, l'autre qu'on prétend faite d'une seule émeraude, mais qui

est en réalité de jaspe vert et évaluée à plus d'un million. Devant ce palais était une collection de cages peuplées d'animaux féroces, au nombre desquels deux tigres de la plus belle venue nous inspiraient une certaine inquiétude, menacés que nous nous savions de les avoir pour compagnons de route à bord de notre aviso; l'intention du roi était d'en faire don à l'empereur Napoléon. Non loin de là s'alignaient les écuries des éléphans, vastes hangars aux portes immenses, où l'on voyait ruminer ces gigantesques prisonniers, étroitement attachés à leur poteau par un pied de devant; parmi eux, un vétéran des guerres de Cochinchine, couvert de blessures, se faisait remarquer par une taille vraiment extraordinaire. Enfin parfois nous poussions au-delà de la muraille crénelée qui ceint la ville, jusqu'à l'emplacement où sont brûlés les cadavres sur des blocs de maçonnerie construits à cet effet. L'odeur caractéristique qui s'échappait de ce triste lieu envoie perpétuellement au loin des effluves nauséabondes. J'ignore si la crémation est destinée à s'introduire un jour dans nos mœurs, mais il faudrait pour cela que le détail matériel en fût singulièrement perfectionné, et je ne crois pas que les prôneurs les plus ardens de ce système prétendent jamais nous l'infliger tel qu'on le pratique à Siam. C'était une consolation pour nous, en quittant ces hideux bûchers, de retourner visiter le cimetière chrétien, à l'éclatante végétation tropicale où s'agitait un monde d'oiseaux et d'insectes; cette vie éternelle de la nature rendait la mort presque souriante.

On a souvent signalé le contre-sens du nom que les Siamois se donnent de *Thaï*, hommes libres, alors que, de l'aveu général, un tiers au moins de la population est esclave. A cela l'on peut répondre que cette servitude diffère essentiellement de l'idée que nous nous en faisons; elle est la plus douce et la plus mitigée qui ait jamais existé, et de plus elle est si bien entrée dans les mœurs de la nation, qu'une des catégories d'esclaves, non la moins nombreuse, ne vit dans cette condition que par suite de ventes volontairement consenties de part et d'autre. Sauf en quelques cas exceptionnels, l'esclave étant toujours libre de se racheter à un prix très modéré (144 francs pour une femme, 168 pour un homme), le contrat qui le lie à son maître peut être considéré comme un simple engagement de travail domestique; cela est si vrai qu'il lui arrive rarement d'invoquer les lois protectrices qui le défendent des mauvais traitemens. Aussi est-ce moins dans le fait même de l'esclavage qu'il faut chercher la cause de l'infériorité trop réelle de la race siamoise que dans son incurable esprit d'inertie. Ce qu'elle est aujourd'hui, il semble qu'elle l'ait toujours été, et que toute aspiration vers le progrès lui soit étrangère. Ce peuple est sans

passions, dit l'évêque Pallegoix; on ne saurait mieux le caractériser, car on ne peut donner le nom de passion au frivole amour du plaisir qui seul a le don de le faire sortir de son indolence. Gouvernement et religion, tout a contribué à priver de ressort cette nature apathique, tout, jusqu'à la douceur du climat, jusqu'à la fertilité du sol, qui ne laissent nulle place aux soucis du lendemain dans les préoccupations de la vie matérielle. Il est difficile de prévoir l'heure du réveil pour une nation chez laquelle ne vibre aucune corde sensible.

III.

Le temps des voyages de découvertes est passé. Bien des marins le regrettent, et verraient volontiers l'imprévu continuer à jouer un rôle dans leur vagabonde existence. La seule ressource qui reste à ces dévots d'un autre âge est de se rejeter sur ce que l'on pourrait appeler la monnaie des grands voyages de jadis, et sur les reconnaissances partielles qui se présentent encore dans certaines mers du globe, bien qu'elles y deviennent chaque jour plus rares. Notre planète a été trop bien cadastrée par les générations diverses d'explorateurs nautiques qui s'y sont succédé, pour laisser désormais à personne l'espoir d'attacher son nom à quelque terre nouvelle; mais parfois, à l'écart des grandes routes maritimes incessamment battues, quelque ligne de côte sera restée ignorée ou du moins oubliée, quelque golfe aura été dédaigneusement négligé par le voyageur impatient d'arriver. C'est là que de loin en loin peuvent encore trouver à glaner quelques maigres épis les admirateurs de Cook et de Lapeyrouse. S'ils ne recueillent nulle part la gloire de la découverte, au moins ont-ils la consolation, dans l'étroite mesure que comporte notre époque, d'être sortis de la voie commune pour vivre quelques jours de la vie d'aventures; un reflet affaibli des généreuses émotions qui animaient leurs devanciers sera venu jusqu'à eux. Ce fut notre bonne fortune de rencontrer dans le golfe de Siam un de ces coins oubliés où ne passe peut-être pas un navire en dix ans. Les deux côtes du golfe sont à peu près dans ce cas l'une et l'autre; mais sur la côte occidentale quelques ports, comme Ligor ou Patani, ont été jadis des places commerciales d'une certaine notoriété, tandis que sur la côte orientale, où nous devions nous rendre, hors d'un cercle bien étroit, rien n'est connu. Nous étions assurés d'avance de n'y être point troublés dans nos pérégrinations.

Les Siamois, les Cambodgiens et les Annamites se retrouvent sur cette côte, échelonnés dans le même ordre qu'à l'intérieur de la

grande presqu'île indo-chinoise, c'est-à-dire qu'ici et là le Cambodge est pressé entre les deux voisins dont la tradition séculaire est de s'arrondir à ses dépens. Aussi le seul port qu'il possède, Kampot, figure-t-il en quelque sorte le sommet d'un coin qui serait encastré entre les deux états limitrophes : au nord commence le territoire siamois; au sud sont les trois provinces annamites d'Angiang, de Chaudoc et d'Hatien, si malencontreusement rétrocédées par nous à la cour de Hué en 1863. Le principal port siamois sur ce littoral est Chantabon; celui des Annamites, Hatien. Enfin devant la côte, à peu près parallélement au système de montagnes de l'intérieur, s'étend un rideau d'îles et d'îlots, au large duquel passent les navires qui vont à Bangkok. Rien de plus riant que cet archipel, dont on avait eu l'heureuse idée de nous prescrire l'exploration. Souvent, le soir venu, après le travail de la journée, nous nous arrêtions pour la nuit dans quelque baie verte et bien fermée, où, tandis que le soleil s'abaissait à l'horizon, les canots envoyaient le monde à terre. Ici les matelots tendaient la seine, et la halaient au rivage chargée de poisson, ou bien encore ils s'approvisionnaient abondamment des huîtres savoureuses qui couvrent les rochers du golfe; là les chasseurs par leur fusillade réveillaient de leur long sommeil des échos peu accoutumés aux bruits de l'homme. Il était rare en effet de rencontrer aucun vestige humain sur ces îles, fréquentées seulement de loin en loin par quelques pêcheurs d'holothuries (1) ou par quelques chasseurs de ces nids d'hirondelles de mer, qui se vendent jusqu'à 160 francs la livre, et nul sentier n'y facilitait l'accès de la forêt, qui reflétait dans la mer ses épais massifs de verdure au-dessus d'une étroite lisière de plage sablonneuse. Des semaines se succédèrent ainsi sans voir un navire et sans que cet isolement nous pesât, satisfaits que nous étions des charmes primitifs de notre vie océanienne. Seule, la dernière de ces îles était habitée : de beaucoup la plus grande du golfe, nommée par les Siamois Koh-Dud, par les Cambodgiens Koh-Tron, par les Annamites Phu-Kloc, elle appartenait à ces derniers comme formant l'extrémité méridionale de l'archipel. Des deux villages qui s'y étaient créés, un avait été récemment pillé et brûlé par des pirates. Ce qui en restait n'était pas le hameau abandonné du poète anglais; c'était moins encore, une éclaircie dans le bois, un sentier conduisant à la plage, quelques poteaux indiquant la place des cases, et au centre les murs noircis de la pagode déjà envahis par la végétation. L'heureuse situation de l'autre village l'avait préservé de ce triste sort. Rien n'en paraît au dehors qu'un rideau de

(1) Espèce de zoophytes de la classe des échinodermes.

pins, ombrageant une pelouse de parc dont la mousse élastique semble disposée pour quelque scène du Décaméron. Derrière cette pelouse débouche la principale rivière de l'île, après avoir longuement promené un cours sinueux au pied des montagnes de l'intérieur. La fantaisie nous prit de la remonter en canot. Nous eûmes bientôt laissé en arrière le village, composé d'une centaine de cases, les champs qui l'entourent, et quelques défrichemens commencés au-delà; la forêt vierge semblait avoir définitivement repris possession des rives, et depuis plus d'une heure la baleinière glissait sous un sombre dôme de verdure, bruyamment escortée des bandes de singes qui se relayaient sur notre passage, lorsqu'au détour d'un coude un peu brusque nous découvrîmes avec surprise une dernière habitation, commodément assise au centre d'un enclos bien palissadé de toutes parts. Là vivait en famille depuis plusieurs années, dans une solitude absolue, un Chinois dont le parfait contentement d'esprit nous rappela le bon vieillard que Candide rencontre sur le bord de la Propontide, prenant le frais à sa porte sous un berceau d'orangers. Comme lui, notre sage ignorait le premier mot des affaires publiques, et se contentait de vendre au village les fruits de son jardin; comme lui, il nous fit offrir par ses enfans, non du kaimak piqué d'écorces de cédrat confit, comme dans Candide, mais des bananes et des ananas; comme lui enfin, il semblait qu'il eût réussi par le travail à éloigner de sa retraite l'ennui, le vice et le besoin. Singulière race que celle de ces Chinois, que l'on retrouve ici partout et sous toutes les formes, dans les villes comme dans les campagnes, manœuvres, ouvriers, colons, négocians, apportant tantôt l'industrie et la richesse, tantôt le vice ou la débauche, ou même à l'occasion, comme notre vertueux amphitryon de Koh-Tron, un édifiant exemple de philosophie pratique! Le Chinois est le Protée de l'extrême Orient.

C'est derrière Koh-Tron, dans un vaste bassin fermé par la grande terre et par les îles, que se trouvent deux des ports dont nous avons parlé, Kampot et Cancao, l'un cambodgien, l'autre annamite. Par un hasard fréquent dans l'histoire accidentée de ces pays, nous ignorions à quelle autorité nous aurions affaire en abordant à Kampot. Peu de temps avant notre arrivée, une insurrection avait éclaté de ces côtés. Les insurgés voulaient remplacer sur le trône le roi Narodom, qui avait accepté le protectorat de la France, par un aventurier prenant le titre de prince Pim, et se disant l'unique descendant de la branche aînée de la famille royale du Cambodge; le roi Narodom n'eût appartenu, selon lui, qu'à la quatrième branche. Dès le début, le gouverneur avait prudemment mis la clef sous la porte, afin de soustraire plus sûrement le représentant du roi légi-

time à toute chance d'outrage de la part des rebelles. Trouverions-nous Pim triomphant ou l'autorité de Narodom rétablie? Dans le doute, on fit prendre des armes aux douze ou quinze canotiers de l'embarcation qui devait remonter la rivière jusqu'à Kampot; c'était plus qu'il ne fallait pour conquérir au besoin toute la province. La précaution fut d'ailleurs inutile : le gouverneur n'avait eu garde de revenir; Pim s'était réfugié sur le territoire annamite, de sorte qu'à proprement parler la ville n'appartenait à personne, et nous y pûmes jouir en paix de la cordiale hospitalité de la mission française. Le père Hestrest la dirigeait depuis huit ans; chacun de nous fut d'autant plus heureux de le rencontrer que le bruit de sa captivité et de sa mort avait couru à Bangkok. Il nous conta comment son petit troupeau, composé d'une centaine de chrétiens, avait pu échapper sain et sauf aux dangers de l'insurrection; il nous fit voir sa modeste chapelle, son jardin, un orphelinat de filles qu'il avait fondé, et se montra de tout point satisfait de l'humble existence qu'il avait choisie. La ville, d'une population de 7 à 8,000 âmes, avait un air d'aisance et de propreté rare dans ces contrées. Les Chinois y étaient nombreux, indice assuré d'un certain commerce. On nous fit admirer dans le quartier officiel un palais construit l'année précédente pour le cas où le roi eût voulu visiter sa bonne ville de Kampot. C'était le vrai palais de chaume, la salle du trône ouverte à tous les vents, des hangars à lits de camp pour la suite, sans plus de luxe inutile que n'en devait comporter jadis la royauté dans les temps héroïques. Sa majesté cambodgienne avait dû venir y recevoir l'investiture de sa couronne des mains d'un délégué de la cour de Siam; mais notre influence l'emporta, le couronnement eut lieu sous nos auspices à la capitale du Cambodge, et le palais de Kampot, lorsque nous le visitâmes, n'avait pas encore été honoré de la présence du souverain.

Bien que quelques milles seulement séparent Kampot du port annamite de Cancao ou d'Hatien, les deux villes n'en ont pas pour cela plus de relations l'une avec l'autre. Hatien, qui n'est plus qu'un village insignifiant, a néanmoins joué un rôle historique au siècle dernier comme étant un des principaux centres de la colonisation chinoise dans le pays. Son nom se retrouve à plus d'une page des chroniques indigènes; elle fut peuplée et florissante, et c'est à ces souvenirs, c'est au prestige que la civilisation chinoise n'a cessé d'exercer sur l'esprit des Annamites qu'elle doit de conserver encore aujourd'hui une réputation peu justifiée d'élégance et de richesse. Cette prospérité fut l'œuvre du Chinois Mac-Cu'u, émigré de Canton vers les premières années du XVIIIe siècle, qui, après s'être solidement établi sur ce territoire, en offrit la

suzeraineté à la cour de Hué, s'en fit reconnaître gouverneur, et transmit à sa mort son autorité à son fils Mac-tôn. Peu d'années lui avaient suffi pour organiser des troupes régulières, pour élever des citadelles, percer des routes, fonder des marchés et nouer de nombreuses relations commerciales. En même temps des lettrés chinois venus du Fo-kien rédigèrent d'élégantes descriptions des plus beaux sites de la province, et donnèrent de la sorte, grâce à la popularité de ce genre de compositions littéraires, une véritable réputation à un coin de terre ignoré jusque-là. Il en fut ainsi jusqu'en 1772. Malheureusement en cette année néfaste les Siamois envahirent Hatien sous la conduite de leur roi Phaya-Tak, et se rendirent maîtres du pays jusqu'au-delà du Cambodge. Hors d'état de résister (cela, dit le chroniqueur, lui eût été aussi difficile que de mordre son propre nombril), Mac-tôn dut aller chercher du secours à Saïgon, et ne parvint à faire la paix qu'après deux années de guerre; mais les ravages de l'ennemi avaient été tels que la plupart des villages étaient déserts et le sol partout dévasté. Hatien ne s'est pas relevée de ce désastre, et, quoiqu'un canal intérieur reliant le port au fleuve du Cambodge permette d'en faire un utile débouché d'exportations, elle a perdu toute importance commerciale aujourd'hui.

Si le port siamois de cette côte, Chantabon, n'est guère plus considérable qu'Hatien, au moins l'état actuel n'y contraste-t-il pas avec l'affligeant souvenir d'une prospérité disparue. Située à quelques milles dans l'intérieur et pittoresquement échelonnée sur les bords d'une jolie rivière, la ville compterait, dit-on, de 10 à 12,000 habitans, chiffre probablement fort exagéré. A l'entrée de la rade, certains rochers, aperçus sous un point de vue particulier, présentent l'aspect très remarquable d'un lion couché; tête, gueule, crinière, oreilles, rien n'y manque, l'illusion est complète. Les champs de poivriers qui entourent les maisons, et les rizières qui s'étendent jusqu'au pied des montagnes, montrent quelles sont les cultures les plus importantes du pays. Pour nous, le principal intérêt de Chantabon gisait dans le caractère particulier et touchant de la mission française, qui y est établie depuis plus de cent ans. Composée d'Annamites venus pour chercher en ce point écarté un asile contre les guerres qui désolaient la Cochinchine au siècle dernier, cette petite communauté de 1,100 âmes a non-seulement su maintenir son individualité au sein d'une population dix fois plus nombreuse, mais, grâce aux soins assidus des missionnaires, sa position s'est peu à peu améliorée, et elle est relativement satisfaisante aujourd'hui. Le vénérable père Ranfaing, doyen de la mission de Siam, dirige cette chrétienté depuis 1838. Économisant d'année en année sur ses modestes ressources, il a trouvé moyen de faire sortir de

terre une véritable église, construite à l'européenne, et il espère vivre assez pour en poser la dernière pierre, comme il a posé la première. Je n'eus pas le courage de lui dire combien je regretterais l'humble chapelle où nous l'entendîmes officier, le mur de bambous qui l'enclôt, le toit de feuilles de palmier qui la couvre, l'autel en planches, les chandeliers de bois, les images de sainteté aux vives enluminures, et les splendides bouquets de fleurs tropicales implantées dans l'argile à défaut de vases; mais il en est ainsi même à Bankok, où la mission est restée forcément étrangère aux notions les plus élémentaires du bien-être matériel. Le roi y visitait un jour le séminaire, et, voyant qu'on avait eu recours à de vieilles nattes et à des étoffes déchirées pour remplacer les cloisons les plus indispensables à l'intérieur, il s'écria, d'après ce que raconte Mgr Pallegoix : *Collegio ni rung rang nak,* ce collége est bien guenilleux.

Parmi les établissemens créés par le père Ranfaing, l'un des plus appréciés de nous quant aux résultats, je ne l'avoue qu'en hésitant, était un couvent de femmes annamites où revivaient, par je ne sais quel miracle de tradition, les meilleurs souvenirs gastronomiques des visitandines de Gresset. Entre les mains de ces bonnes et aimables filles, le gibier, qui abonde dans le pays, alimentait notre table sous les formes les plus variées, et souvent, grâce à ces séductions culinaires unies à l'attrait d'intarissables conversations, le repas du soir se prolongeait bien au-delà des limites canoniques. L'un de nos convives habituels était une sorte de Saint-Simon ou plutôt de Dangeau siamois, qui, après avoir vécu de longues années à la cour de Bangkok, revenu des grandeurs d'ici-bas, achevait paisiblement depuis une couple d'années son existence dans une opulente retraite à Chantabon. Les bons offices de l'interprète Niû, le même qui avait accompagné le regrettable M. Mouhot dans son dernier voyage, nous permettaient de recueillir de la bouche de ce courtisan blanchi sous le harnais bien des renseignemens qui nous avaient fait défaut jusque-là. En véritables Occidentaux friands de retrouver dans tous les harems de l'Asie la voluptueuse mise en scène des *Lettres persanes,* c'était de préférence sur les mystères de la vie intérieure que se portaient nos interrogations, car si nous avions entrevu les amazones du premier roi, si nous avions même aperçu de loin quelques-unes de ses femmes passant en voiture dans une rue de Bangkok, notre science s'arrêtait là, et nous ignorions sur quelle échelle étaient organisées ces amours multiples. Notre vieil ami nous apprit que le roi Mongkut avait pour le moment trente-quatre femmes, dont vingt-sept avaient contribué à le doter de l'interminable famille que nous avions admirée en partie. La plus féconde de ces royales épouses avait eu sept en-

fans, deux en avaient eu cinq, et ces chiffres chez les autres avaient été en décroissant. Fort heureusement, à en croire les révélations qui nous étaient faites, les dépenses du sérail restent bien au-dessous de la proportion que semblerait indiquer le nombre des favorites, et les munificences de nos princes, qui se bornaient cependant à une seule maîtresse, feraient singulièrement pâlir les plus galantes prodigalités de la cour de Siam. C'est ainsi que les mémoires du temps nous apprennent que Mme de Montespan perdait au hoca et à la bassette jusqu'à 700,000 écus en une nuit : je ne sais comment s'accommoderaient d'un semblable jeu les odalisques siamoises, dont toutes les pensions réunies ne grèvent le revenu du monarque que d'une somme de 127,000 ticaux (1). La plus magnifiquement rétribuée d'entre elles reçoit 1,200 ticaux par an, et la très grande majorité 120 seulement! Outre ces trente-quatre femmes, le harem renferme soixante et quinze filles de mandarins, offertes au roi par leurs familles pour servir en qualité de dames d'honneur. Leur salaire est de 6,440 ticaux, ce qui ne donne guère à chacune que 250 fr.; il est vrai qu'il leur est permis, avec l'agrément du souverain, de quitter le palais pour s'établir et se marier, ce qui a souvent lieu. Enfin les tantes, sœurs et nièces du roi sont inscrites à ce budget pour 24,960 ticaux, les enfans pour 11,760 ticaux, et les duègnes et grandes-maîtresses, au nombre de cinq, pour 1,260. L'ensemble de toutes ces dépenses n'atteint point 440,000 francs. Les affections du second roi se sont plus spécialement concentrées sur les Laociennes, dont la réputation de beauté est d'ailleurs proverbiale dans le pays, et de ses 120 femmes, 60 sont Siamoises et 60 du Laos. A qui serait effrayé de ces chiffres, nous répondrons que les rois actuels sont loin d'entretenir dans leur sérail la même population féminine que leurs prédécesseurs, dont les femmes se comptaient par centaines; on ne peut donc qu'applaudir à ce progrès en souhaitant de le voir se continuer et servir de modèle aux grands du royaume. Le respect de la vérité oblige cependant à dire que ceux-ci se gardent bien de marcher sur les traces de leurs maîtres, et qu'on leur voit, selon leurs ressources, plus de femmes même que n'en possédaient jadis leurs ancêtres. Quelques-uns en ont de la sorte 30, 40, et même 50.

Tout en vivant loin de la cour et dans la retraite, notre mandarin philosophe n'en avait pas moins conservé l'*otium cum dignitate*, et l'on voyait régner autour de lui dans toute son intégrité l'étiquette hiérarchique qui règle à Siam les rapports des grands avec leurs inférieurs. Ces derniers ne l'approchaient qu'en rampant, et les dialogues qu'il échangeait avec eux nous rappelaient à chaque in-

(1) Le tical vaut un peu moins de 3 fr.

stant, avec l'aide du fidèle Niû, ceux que nous a transmis Mgr Pallegoix sous la dictée d'un talapoin érudit, dans un français dont le tour naïf semble souvent appartenir aux traductions du bon Amyot. Je ne saurais mieux faire que d'en reproduire un échantillon. Il s'agit de l'entretien d'un roi et d'un page. « L'ordre du roi miséricordieux fut sur les cheveux et sur la tête de M. Saraphet Phakdi, disant : Monsieur Saraphet, équipe-moi un navire et charge-le tout à fait. — M. Saraphet reçut l'ordre en disant : Mon auguste seigneur, je reçois vos ordres sur mes cheveux et sur ma tête. — Il adora, sortit en rampant, et s'en fut équiper le navire; après l'avoir chargé, il revint à la cour, adora et dit : Je demande par la puissance de la poussière de vos pieds qui couvrent ma tête, l'esclave du seigneur a chargé le navire. — Le roi lui demanda : De quoi l'as-tu chargé? — Mon auguste seigneur, je reçois vos ordres; je l'ai chargé de 300 quintaux de cardamome (1). — N'as-tu chargé que cela? — Mon auguste seigneur, je reçois vos ordres. — Qu'as-tu mis de plus? — Auguste seigneur, moi cheveu de votre tête, je l'ai chargé de 30,000 quintaux de poivre. — As-tu mis du bois de sapan (sorte de campêche). — Mon auguste seigneur, j'en ai mis. — Quand mettra-il à la voile? — Mon auguste seigneur, je reçois vos ordres; il partira le treizième jour de la lune. — Règle et inspecte tout comme il faut. — Mon auguste seigneur, je reçois vos ordres. » Voici maintenant un dialogue de deux femmes. « Il y avait une fois deux marchandes : l'une s'appelait *Chëm*, l'autre *Chan*. Mme Chëm était dans le marché de la ville, Mme Chan dans le marché sur le fleuve. De grand matin, Mme Chëm descendit dans sa barque, alla au marché qui se tient sur le fleuve, vit Mme Chan qui vendait des bananes et des attes (fruit du corossolier), et elle les examina. Mme Chan, sachant certainement qu'elle voulait acheter des bananes et des attes, lui adressa ces paroles flatteuses et douces : O ma mère! mère qui viens en conduisant cette barque avec les rames, j'invite ma mère à s'arrêter ici pour acheter une partie de mes bananes et de mes attes! O madame, mère bienfaitrice, mes fruits sont beaux et invitent à les manger, ô madame! — La marchande Chëm s'arrête et demande le prix. — Or je dis : Les bananes odorantes de ma mère, combien pour un *fuang?* — Mes bananes, quarante pour un *fuang*, ô madame. — Les attes de ma mère, combien pour un *fuang*, madame? — Trente pour un *fuang*, madame. — Si ma mère n'a pas ce prix, vendra-t-elle ou non? — Comme il plaît à ma mère; marchandez, madame. — Je dirai une seule parole, madame. — Que ma mère dise cinq paroles, comme il lui plaira. — Mais bientôt la négociation dégénère en querelle : le compte est

(1) Plante qui donne des fruits trilobés d'une saveur aromatique et piquante.

trouvé inexact; il manque un *fuang*. — O madame, combien vous me dites d'injures! un *fuang* certainement n'a pas la grosseur du genou. — Oh! tu t'obstines à disputer; s'il n'a pas la grosseur du genou, pourquoi ne le cherches-tu pas? — O ma mère, je n'ai encore pu le trouver. — Tu cours après ton galant, c'est pour cela que tu ne l'as pas cherché. — O ma mère, vous m'injuriez beaucoup; vous me coupez en morceaux par vos paroles. » D'autres dialogues mettent de même en scène les talapoins, les mandarins, etc.

Outre les trois ports dont on vient de parler, il n'y a guère à citer sur cette côte que quelques villages, ceux d'Anghin et de Bangplasoï surtout, où les Européens de Bangkok viennent changer d'air et respirer plus librement la brise de mer, puis, entre Chantabon et Kampot, le bel estuaire du Compongsom, où aboutit la limite un peu vague de Siam et du Cambodge. Ce vaste bassin intérieur, fermé du côté du large par une chaîne d'îles laissant entre elles jusqu'à six passes également praticables, est sans contredit la plus belle position maritime du golfe de Siam. Peut-être le fond de l'estuaire a-t-il été jadis le siége d'une ville, si l'on en juge par quelques vestiges de forts et de routes; mais on n'y voit aujourd'hui qu'une chétive bourgade de pêcheurs séparés du reste du monde. Ce fut la dernière étape de cette tranquille croisière. Deux jours après, nous avions rallié le Meinam, et nous y mouillions en dedans de la barre, un peu au-dessus de Paknam, devant un fort abandonné, mais non ruiné, dont les blanches embrasures tranchaient sur le vert métallique des palétuviers. La carte le désigne sous le nom de *Dutch-Folly*. Construit au siècle dernier par les Hollandais de Java, qui avaient obtenu l'autorisation d'y établir un comptoir, il nous rappelait l'étrange existence des patiens et énergiques pionniers qui ont créé le commerce de l'extrême Orient. Arrivé avec une mousson, le navire ne repartait alors qu'avec la suivante; c'était assez que chaque année suffît de la sorte à un voyage. Et pendant tout le temps que durait ce long séjour, cantonné dans un étroit espace par la défiance systématique des indigènes, à Siam, comme en Chine, comme au Japon, l'exilé vivait sans se plaindre en une véritable prison. Avec quelle lenteur les journées devaient se succéder pour les pauvres matelots, mal soutenus par l'espoir d'un profit incertain dans ce trafic dont ils n'étaient que l'instrument! Mais ces *folies*, puisque tel était le nom consacré pour les factoreries de ces mers, ces folies ont été le fondement de la grandeur européenne là où elles s'élevaient, et les fous dont elles nous gardent la mémoire, comme ceux du chansonnier, croyaient au lendemain sans peut-être en avoir conscience. L'avenir leur a donné raison.

ED. DU HAILLY.

LA

PEINTURE EN ITALIE

AUX DIVERSES PHASES DE SON HISTOIRE

I.

LES ORIGINES DE LA PEINTURE ITALIENNE.

A new History of painting in Italy, by. J. A. Crowe et G. B. Cavalcaselle. London 1864-1866.

Il y a quelques années, une société d'érudits italiens se formait à Florence pour réimprimer, en les complétant par de nouveaux renseignemens, les ouvrages classiques sur l'art national. Les écrivains qui choisissaient ainsi ce rôle modeste d'éditeurs apportaient dans l'entreprise commune un grand fonds de zèle, une expérience déjà longue des études historiques aussi bien que des choses pittoresques, et par-dessus tout une sobriété archéologique et critique, un esprit de mesure fort différens de la science sans merci dont ailleurs, en Allemagne particulièrement, on aurait peut-être fait étalage. Bientôt une excellente édition des *Vies des peintres*, par Vasari, venait, grâce aux notes qui accompagnent le texte, éclaircir bien des vérités de détail, combler plus d'une lacune dans l'histoire de chaque talent et de ses œuvres, nous rendre enfin cette précieuse collection de portraits rajeunie par des retouches habiles ou enrichie par d'heureuses recherches. En même temps, d'autres savans s'attachaient à l'étude spéciale d'une époque ou d'une école. Des documens ignorés étaient mis en lumière, et, pour

ne rappeler que cet exemple, M. Gaëtano Milanesi recueillait dans son livre, bien connu aujourd'hui, sur l'*Art siennois* tous les contrats authentiques, tous les actes relatifs aux maîtres que l'ancienne rivale de Florence avait vus naître ou qu'elle avait attirés du dehors. Si louables néanmoins que fussent ces investigations, si utiles qu'en dussent paraître les résultats, le tout n'arrivait encore qu'à augmenter la somme des matériaux dont se composerait l'ensemble d'un monument à la gloire de la peinture italienne. Il restait à coordonner et à mettre en œuvre ces élémens épars, à réunir dans le cadre d'une histoire générale ces épisodes ou ces détails biographiques; il s'agissait en un mot de combiner tant de conquêtes isolées, tant de découvertes partielles, de manière à présenter les faits dans leur succession chronologique et les progrès des différentes écoles italiennes en regard ou à la suite les uns des autres.

Un écrivain anglais et un écrivain italien, M. Crowe et M. Cavalcaselle, se sont imposé cette tâche. Leur collaboration nous avait valu déjà un livre très instructif sur *les Anciens peintres flamands*; en s'associant de nouveau pour écrire l'*Histoire de la peinture en Italie*, les deux érudits n'ont fait qu'appliquer à un plus vaste sujet, que continuer dans un travail plus important à tous égards la méthode judicieuse et les procédés exacts qui caractérisent leur premier ouvrage. Comme celui-ci, l'*Histoire de la peinture en Italie* se recommande par la sûreté des informations, par la justesse des aperçus techniques, par une attention scrupuleuse à n'omettre dans le récit aucune indication sur les vicissitudes de l'art, sur l'authenticité des traditions ou des œuvres; mais ce récit, presque exclusivement à l'adresse des gens qui savent en partie déjà et qui peuvent comprendre à demi-mot, n'est pas exempt au fond d'une sorte de rigorisme didactique et dans la forme d'une certaine aridité. On serait mal venu sans doute, — les auteurs le déclarent eux-mêmes dans leur préface, — à chercher ici cette souplesse de l'imagination et du langage qui ajoute une rare valeur littéraire aux enseignemens fournis par Vasari. On n'y trouvera même pas cette animation, d'ailleurs un peu systématique, avec laquelle Baldinucci, Malvasia, Ridolfi et quelques autres écrivains du XVIIe siècle s'efforcent chacun de soutenir une thèse et de plaider au nom de la vérité historique pour la suprématie pittoresque de Florence, de Bologne ou de Venise. En revanche, l'ouvrage de MM. Crowe et Cavalcaselle a le mérite d'exposer clairement tous les événemens accomplis dans le domaine de l'art italien et d'en faire pressentir la signification relative sans aucun parti-pris arbitraire, sans autre préoccupation apparente que le désir de nous donner des notions précises et de ne rien avancer qu'à bon escient. Peut-être l'histoire ainsi traitée

garde-t-elle un peu trop les stricts caractères de la narration; peut-être cet extrême désintéressement personnel ne laisse-t-il pas de compromettre parfois l'autorité du juge ou l'influence du critique, et de réduire presque la fonction de celui-ci au simple rôle d'un chroniqueur. Ne nous en plaignons pas trop au surplus. L'habitude de s'effacer derrière les gens ou les souvenirs qu'on ressuscite n'est pas si fort dans les inclinations de notre temps que la contagion d'un pareil défaut nous semble en réalité un danger bien redoutable. Qu'il nous suffise donc d'en avoir indiqué quelque chose dans le cas particulier dont il s'agit. Cette réserve une fois faite sur la nature des procédés d'exécution adoptés par MM. Crowe et Cavalcaselle, il ne nous reste plus qu'à louer ce qu'il y a dans leur savant travail de logique au point de vue de la composition, de foncièrement sain au point de vue des doctrines. Nous avons le devoir surtout de rendre hommage à d'aussi studieux efforts pour mettre en lumière toutes les circonstances historiques et pour contrôler tous les détails que le sujet comporte, de manière à ne laisser de place nulle part à une tradition équivoque ou à un renseignement suspect.

Suit-il de ce qui précède qu'avant l'*History of painting in Italy* aucun livre n'existât sur la matière, et qu'en Italie même tout se réduisît à quelques travaux partiels, à des études plus ou moins étendues sur la vie de certains maîtres ou sur la marche isolée de certaines écoles? On ne saurait sans injustice oublier ainsi plus d'une entreprise antérieure à celle que poursuivent MM. Crowe et Cavalcaselle, et moins qu'aucune autre la très estimable *Histoire de la peinture italienne* dont l'abbé Lanzi achevait la publication en 1809. Trente ans plus tard, l'auteur de plusieurs romans et de poésies dont on n'a pas oublié le succès, M. Rosini, reprenait le même thème, et le développait à son tour avec un talent littéraire assez remarquable pour dissimuler à peu près sous les dehors de la certitude les secrètes hésitations du goût pittoresque ou du savoir. Toutefois ni Lanzi malgré son érudition et la netteté de son esprit, ni M. Rosini malgré les séductions de son style, n'avaient si bien épuisé le sujet que rien après eux ne restât plus à tenter. Les deux écrivains d'ailleurs pouvaient-ils deviner le mouvement archéologique qui devait suivre, et profiter à l'avance des découvertes que d'autres allaient faire? Au point où se trouvaient de leur temps la science et la critique, ils étaient en mesure de retracer avec une précision suffisante l'histoire de la peinture italienne à partir de la seconde phase de la renaissance; mais pour ce qui intéresse les origines mêmes de l'art national, pour tout ce qui appartient à la période d'incubation en quelque sorte et aux phénomènes de l'éclo-

sion, les données certaines leur faisaient à peu près défaut, ou elles se résumaient dans quelques témoignages dont, Séroux d'Agincourt excepté, personne au commencement de ce siècle n'avait encore paru tenir grand compte. Survinrent en Allemagne les travaux de Rumohr, de Kügler et de plusieurs autres, en France quelques essais diversement intéressans, en Italie enfin les recherches entreprises par les érudits dont nous rappelions tout à l'heure la persévérance féconde et le zèle. Désormais la question était, sinon résolue, au moins en bonne voie de solution, et l'attention publique en éveil. En nous parlant de tel vieux maître *trecentista* dont nos pères auraient peut-être ignoré jusqu'au nom, on ne courrait plus le risque de s'adresser à des esprits indifférens ou défavorablement prévenus; en remontant aux époques primitives, aux incunables de la peinture en Italie, on n'aurait plus à craindre d'outrager par un semblant d'ingratitude la gloire des maîtres souverains et l'admiration due aux époques qu'ils ont illustrées.

MM. Crowe et Cavalcaselle ont jugé avec raison le moment propice pour continuer à cet égard la justice et pour achever de consacrer tous les souvenirs d'un passé trop longtemps raccourci à plaisir ou involontairement méconnu dans plusieurs parties essentielles. Les volumes de leur ouvrage aujourd'hui publiés et comprenant la série des faits et des travaux qui se succèdent avant le siècle des progrès suprêmes sont, jusqu'à présent, le précis le plus exact, l'ensemble d'informations le plus complet que l'on nous ait donné sur ce sujet. Sans songer à résumer dans un simple article une histoire aussi compliquée de détails, encore moins à recommencer ce qui vient d'être fait et bien fait, nous voudrions indiquer quelque chose des caractères qui distinguent ou des mérites qui recommandent les débuts de la peinture en Italie. Peut-être, même en dehors de l'occasion fournie par la nouvelle publication, un pareil essai ne sera-t-il pas sans opportunité à l'heure où nous sommes. On se souvient de certaines conjectures ou appréciations critiques qui se sont produites récemment, de certains efforts, aussi brillans d'ailleurs que hasardeux, pour approprier l'art italien et son histoire aux exigences de la fantaisie humoristique. A ceux qui ne veulent reconnaître dans les plus nobles monumens de la peinture italienne que des portraits ressemblans de « l'animal humain, » comme aux gens qui pourraient être tentés de les croire sur parole, ne convient-il pas de rappeler par des exemples irrécusables la tradition toute contraire fondée dès les premiers jours, et se continuant ensuite, se confirmant à mesure que les formes d'expression s'améliorent, à mesure que l'habileté pittoresque grandit? Aux théoriciens de l'incrédulité en matière de génie et d'inspiration per-

sonnelle, tels progrès imprévus, tels travaux en éloquent démenti avec les coutumes du moment répondront que les belles œuvres ne dépendent pas uniquement des bonnes conditions environnantes, que tout, dans le domaine de l'art, n'est pas affaire de mœurs et de milieux, de fluides ambians et d'atmosphère. Encore faudrait-il, à côté et au-dessus de ces influences inhérentes à la civilisation ou au climat, pressentir l'élément mystérieux qui les féconde, et qui des dons faits en apparence à tous tire en réalité un privilége pour quelques-uns. Là, comme ailleurs sans doute, « l'esprit de Dieu souffle où il veut, » et l'ambition nous semblerait étrange de prétendre en régler les caprices, ou de s'armer de l'histoire qui les proclame pour en nier, pour en anéantir l'action.

I.

D'où vient par exemple qu'après tant d'années d'engourdissement et de sommeil l'art se soit réveillé comme en sursaut sous la main du sculpteur Nicolas de Pise, ou que, un peu plus tard, le génie de Dante ait converti tout à coup en un fleuve de poésie l'humble source qui n'avait jailli encore que pour alimenter la veine des premiers poètes franciscains? A ne parler que de la peinture et des peintres, pourquoi un Duccio à Sienne ou avant lui un Cimabue à Florence fait-il, du jour au lendemain, oublier ses prédécesseurs, et réussit-il à s'emparer de la renommée, comme d'autres, vers la même époque, se saisissent du pouvoir politique, — de vive force et sans perdre leur temps à chercher des prétextes? Était-ce donc que l'état des mœurs publiques à ce moment dût nécessairement susciter un pareil progrès? Rien n'annonce pourtant que les mœurs se fussent fort sensiblement modifiées dans le sens d'une réforme pittoresque, et que les traditions byzantines dont on s'accommodait depuis le bas-empire eussent commencé à perdre de leur crédit. La fameuse *Madone* de Cimabue, triomphalement promenée dans les rues de Florence en 1267, ne traduisait pas les idées et les besoins du temps plus exactement que ne les représentaient la veille les fresques ou les mosaïques exécutées suivant la vieille méthode. Elle exprimait les hardiesses d'une imagination d'élite; elle révélait, elle livrait à l'admiration de la foule un art nouveau. Reste à savoir toutefois jusqu'à quel point les innovations s'isolaient du passé ou déconcertaient les habitudes présentes, dans quelle mesure on doit à ce sujet se fier au récit de Vasari, quels précurseurs enfin avaient pu préparer la voie au peintre en qui l'on a coutume de saluer une sorte de messie de l'art italien; car tout en attribuant sa part légitime à l'action, à l'inspiration personnelle, tout en ho-

norant les élus, il faut de ce côté aussi se garder d'exagérer la justice. Il faut craindre d'arriver soi-même à prêcher le fatalisme sous une autre forme en prétendant réprouver la foi dans l'influence fatale des circonstances et des faits extérieurs.

Vasari avait, il est vrai, ses raisons pour mettre en oubli les secours venus à Cimabue du dehors et pour vanter, au détriment de quelques talens rivaux, un talent qui s'était produit sur le territoire de la république florentine. Son orgueil national pouvait y trouver son compte, et de plus Côme Ier, qui avait accepté la dédicace du livre composé par le peintre-écrivain, n'était pas homme, on le sait, à passer facilement condamnation, en matière d'histoire comme ailleurs, sur un acte d'indépendance ou de franchise. La gloire du pays qu'il gouvernait lui semblait trop bien inféodée à celle de sa famille et à la sienne pour qu'il consentît à entendre parler de progrès accomplis au-delà des murs qui avaient vu naître les Médicis. De là sans doute la partialité de Vasari en ce qui concerne la révolution opérée par Cimabue et le silence presque absolu qu'il garde non-seulement sur les origines de la peinture dans l'Ombrie ou dans la Lombardie, mais même sur ce qui se passait à Sienne et à Pise à l'époque où ces vieilles républiques toscanes n'appartenaient pas encore au duché de Florence. Et cependant, quels que soient à cet égard les calculs prudens du courtisan de Côme ou, si l'on veut, ses dénis de justice, avec quelque zèle qu'il travaille à célébrer, à surfaire peut-être les mérites du fondateur de l'école florentine, ces mérites sont assez considérables en eux-mêmes pour légitimer, pour excuser au moins des opinions aussi exclusives et pour ne compromettre à peu près que la chronologie dans les erreurs qu'elles ont accréditées. Toutes les rectifications archéologiques, toutes les découvertes dues à la patience ou à la sagacité des érudits modernes ne sauraient en effet infirmer le témoignage de Vasari que sur quelques points de détail. Que Cimabue n'ait pas, à proprement parler, « fait briller les premiers rayons de la peinture, » comme son complaisant biographe le croit ou feint de le croire, — que de son temps ou même avant lui il y ait eu ailleurs qu'à Florence des peintres dont les efforts méritent d'être rapprochés des siens, — cela maintenant n'est plus douteux; mais il est certain aussi que la *Madone* de Santa-Maria-Novella et la *Madone* du Louvre ont une éloquence pittoresque qui manque aux autres œuvres contemporaines, que les tableaux authentiques de Giunta à Pise, de Guido à Sienne, de Coppo di Marcovaldo ou de tels anciens *maîtres imagiers* récemment recommandés à l'attention n'accusent que des intentions de progrès relativement timides, qu'en un mot si Cimabue n'est ni le premier, ni le seul réformateur

de la peinture italienne au XIIIe siècle, il n'en demeure pas moins le plus remarquable par le talent, le plus influent par les exemples. A ce titre, la renommée exceptionnelle qu'on lui a faite ne doit pas paraître usurpée, et le tort n'est pas grand après tout d'avoir quelque peu négligé pour elle des réputations moins visiblement justifiées, des droits moins sûrement établis.

Il arrive bien rarement au surplus que la postérité se méprenne absolument en pareil cas, et qu'en s'obstinant dans la reconnaissance envers la mémoire d'un homme, elle ne fasse que perpétuer un préjugé. Sa gratitude peut être à quelques égards excessive, mais elle a au fond pour principe un juste instinct de la vérité et comme une fidélité naturelle aux souvenirs dignes de prévaloir. Que n'a-t-on pas tenté, depuis un demi-siècle, pour déposséder de leur gloire Gutenberg et Finiguerra! Que de pièces retrouvées et produites pour démontrer que les deux prétendus inventeurs de l'imprimerie et de la gravure avaient eu chacun des devanciers! Et pourtant, malgré ces preuves authentiques, malgré les fragmens des *Donats* conservés à Harlem et les estampes allemandes ou néerlandaises antérieures aux nielles florentins, les noms de Gutenberg et de Finiguerra continuent à bon droit de personnifier la double découverte. Les *Lettres d'indulgence*, imprimées en 1454, et l'épreuve de la *Paix*, gravée deux ans auparavant, n'ont pas cessé et ne cesseront pas d'en représenter les premiers résultats, parce que ces beaux monumens de la typographie et de la gravure marquent la fin des essais préalables et de la période des tâtonnemens, parce qu'ils installent l'art et un art désormais sûr de lui-même là où l'on n'aurait pu surprendre que les présages d'une industrie incertaine et, pour ainsi parler, des procédés en formation.

Les priviléges attribués par l'opinion à Cimabue ont une raison d'être analogue. Il y a de l'intérêt sans doute, il y a surtout pour l'historien un devoir de conscience à contrôler les traditions, à rechercher, par-delà les succès consacrés, les symptômes qui permettent de les pressentir ou les faits oubliés qui les expliquent. Il ne faut pas toutefois que le goût des réhabilitations et des découvertes dégénère en prévention systématique contre ce qui a été généralement admis, et que, sous prétexte de rétablir la succession des choses, on arrive en réalité à intervertir l'ordre ou à méconnaître l'importance relative des talens. Nous n'affirmerions pas que MM. Crowe et Cavalcaselle aient toujours su se préserver des tentations de cette espèce. Peut-être le plaisir de reconquérir sur l'oubli quelque œuvre ou quelque nom les a-t-il parfois un peu distraits d'autres tâches moins neuves, mais plus utiles encore. En tout cas, si cette prédilection pour certains problèmes archéologiques ne

laisse pas de s'accuser un peu trop dans leur livre, elle a cet avantage d'y introduire un enseignement fondé sur des preuves et de substituer, en face des questions obscures, l'examen direct et l'analyse à la méthode dédaigneuse ou aux procédés superficiels adoptés par la plupart des écrivains antérieurs.

A n'envisager que le côté essentiel des événemens et des progrès, on ne risquera donc pas de partager une erreur en se conformant à l'opinion commune qui fait des dernières années du XIIIe siècle le point de départ de la renaissance italienne et du nom de Cimabue le signe principal de ce mouvement. Les origines de la peinture moderne remontent en effet à cette époque, mais il ne suit pas de là que, depuis l'antiquité, l'art ait cessé d'exister en Italie; il ne s'ensuit pas que tout soit à mépriser dans les anciens monumens de la peinture chrétienne, dans ces œuvres, expressives à leur manière, que l'école dite byzantine multipliait sur les murs des basiliques ou sur le vélin des manuscrits. A une époque plus reculée encore, avant le temps où le christianisme, entrant en possession légale des édifices de Rome païenne, en sanctifie les voûtes au grand jour par les scènes religieuses figurées sur le champ d'or des mosaïques, les pinceaux qui décorent en secret les catacombes consacrent à la fois les préceptes de la loi nouvelle et le programme pittoresque conforme à cette loi. On connaît, au moins par les reproductions publiées en France il y a quelques années, les peintures qui ornent les cimetières de Sainte-Agnès, de Saint-Calixte, tant d'autres parties de la Rome souterraine. Ne faut-il voir dans ces reliques des premiers âges chrétiens que les rudes essais d'un art impuissant à se définir, et se parant, faute de mieux, d'une sorte d'orgueilleuse ignorance? Ou bien les peintres des catacombes ne sont-ils, ainsi qu'on l'a prétendu, que les imitateurs maladroits de la manière antique, les continuateurs de certaines formules dont ils songent seulement à détourner le sens, et qu'ils approprient tant bien que mal à l'interprétation des livres saints, comme ils s'en seraient servis naguère pour traduire la mythologie?

De ces deux opinions, ni l'une ni l'autre ne serait rigoureusement exacte. Il est certain qu'au point de vue de la correction matérielle et de la vraisemblance, les scènes représentées sur les murs des catacombes accusent en général chez ceux qui les ont peintes plus d'inexpérience confiante, plus de naïve supercherie que d'habileté; il est certain aussi qu'en bien des occasions le besoin d'innover se concilie ou se confond avec un respect traditionnel pour de vieilles habitudes, et que, par un mélange singulier au premier aspect, les décorateurs de ces hypogées chrétiens utilisent quelquefois sans scrupule les procédés d'ornementation profane, les types même

des personnages de la fable, pour célébrer la défaite du paganisme et l'avénement du Sauveur. Qu'importe après tout, si une inspiration originale et sincère se fait jour sous ces dehors d'emprunt ou sous ces formes d'expression incomplètes, si, malgré l'imperfection des moyens employés, on discerne ici des intentions morales d'un ordre supérieur, un ensemble de sentimens et d'idées vivifiant l'art, épuisé ou immobilisé dans le matérialisme, en renouvelant les sources, en émancipant l'esprit? Les fresques que recèle Rome souterraine méritent d'être comptées parmi les monumens les plus intéressans de la peinture dans tous les temps et dans tous les pays. Pour ne parler que de la peinture italienne, elles marquent dans l'histoire de celle-ci l'ère de l'affranchissement ou plutôt la période des premiers essais d'indépendance compliqués d'un attachement involontaire à certaines coutumes du passé. Elles sont, en un mot, un souvenir et une promesse, à peu près comme les écrits des pères de l'église, au milieu du conflit de deux civilisations, en reflètent la double physionomie, en résument à la fois les influences, et traduisent les espérances du monde qui commence dans la langue même du monde qui vient de finir.

Nous n'avons pas à insister sur l'importance archéologique des documens fournis par les catacombes. Ce que nous voulons rappeler seulement, c'est le caractère particulier de certains progrès accomplis dans l'ombre de ces nécropoles; c'est la profondeur et la douceur d'expression qui donnent à ces chœurs d'hommes et de femmes en prière une signification intime, imprévue, bien décidément différente de la majesté ou des élégances accoutumées de l'art antique. Dans les peintures des catacombes l'expression de la vie morale prédomine : elle prévaut si bien sur la forme matérielle que celle-ci semble se dérober et comme s'évaporer sous le rayonnement de ce foyer intérieur. Un penseur délicat, Joubert, a dit en parlant de lui-même qu'il avait aux yeux de ses amis « l'air d'une âme qui a rencontré par hasard un corps et qui s'en tire comme elle peut. » Et Joubert a dit encore : « Tout œil est beau quand il regarde le ciel. » Appliqués aux figures tracées par les premiers chrétiens, ces deux mots en définiraient avec justesse l'aspect et les caractères. La beauté physique en effet, la force, la santé même sont à peu près absentes de ces images non pas grêles et maladives à la façon de certains types du moyen âge, mais inconsistantes dans l'extrême simplicité de leurs apparences comme des ébauches où le pinceau ne se serait préoccupé encore ni du relief, ni du modelé. Des contours enserrant tant bien que mal des teintes presque plates et assez souvent débordés par elles, quelques lignes esquissées du bout du pinceau et indiquant soit les doigts des mains et des pieds,

soit les plis intérieurs des draperies, voilà ce qui suffit aux artistes chrétiens des premiers siècles pour représenter les formes du corps ou les détails de la nature inanimée. En revanche, avec quel soin pieux, avec quelle ardente bonne foi ne s'appliquent-ils pas à traduire sur le visage les secrets des profondeurs de l'âme, à rendre la prière et l'adoration du cœur visibles sur ces fronts enivrés de ferveur, sur ces lèvres qui frémissent d'amour en parlant à Dieu, dans ces regards surtout qui se détournent de la terre pour s'emparer du ciel et interroger l'infini!

Ainsi, malgré ce qui survit et se continue des traditions antiques dans l'ordonnance des scènes ou dans les parties purement décoratives, les peintures des catacombes ont leur physionomie propre, leur originalité; malgré l'insuffisance ou les incorrections du dessin, elles tendent à un perfectionnement de l'art en ce sens qu'elles en élèvent le niveau moral et en confirment l'action spiritualiste. C'est là ce qui en constitue le mérite, c'est par là qu'elles commandent l'étude et le respect. Elles en sont dignes encore à un autre titre, car elles marquent un moment d'inspiration sincère, — un temps d'arrêt dans la décadence, entre l'époque déshonorée qui s'ouvre pour le vieil art romain avec le règne de Commode et la période stérilement féconde, stationnaire dans l'imitation des exemples importés de l'Orient, qui, depuis les premiers successeurs de Constantin jusqu'au XIIIe siècle, représentera en Italie la vie de la peinture chrétienne. Plus d'autre ambition alors chez les artistes que celle de reproduire, comme autrefois les Égyptiens, d'invariables formules hiératiques; plus d'efforts en dehors de certaines règles conventionnelles établies et acceptées une fois pour toutes. Au lieu de la naïve éloquence des débuts, la peinture, à mesure que les années et les siècles se succéderont, n'aura qu'un langage d'emprunt, un style appris, artificiel, mécanique, si bien que, jusqu'au jour où elle commence à se régénérer sous les pinceaux des artistes toscans, elle semble réduite à l'état d'un simple moyen industriel. L'art ne consiste plus que dans la combinaison et l'enchâssement de petits cubes en pierre ou en verre; les peintres ne sont plus que des mosaïstes, et de même que les couleurs naturelles des matériaux donnés dispensent ceux qui les emploient de faire par eux-mêmes acte de coloristes, le programme symbolique dont il s'agit simplement de transcrire les termes interdit ou épargne à chacun les tentatives en vue d'une représentation plus expressive ou plus vraisemblable, d'un progrès, quel qu'il soit, de l'imagination, de la science ou du goût.

Et cependant quelles espérances cet art de la mosaïque ne paraît-il pas autoriser d'abord! Avec quelle simplicité robuste, avec

quel surcroît de franchise des procédés aussi compliqués ne servent-ils pas à traduire publiquement, à transporter sur les murs des églises les intentions et les pensées figurées jusqu'alors dans le mystère des catacombes! Le style de l'antiquité rajeuni par le sentiment chrétien, l'ampleur et la majesté des formes alliées à une expression morale pénétrante, voilà ce qu'on trouve dans les plus anciennes mosaïques romaines et particulièrement dans la belle mosaïque du IVe siècle qui orne l'église de Sainte-Pudentienne : œuvre aujourd'hui célèbre, naguère encore bien peu connue et que, même avant MM. Crowe et Cavalcaselle, des écrivains français avaient eu le mérite de venger de l'injuste oubli où elle était tombée.

Poussin, dit-on, admirait beaucoup la mosaïque de Sainte-Pudentienne. Rien de plus vraisemblable. L'imposante distribution des lignes, la beauté grave de la figure du Christ assis sur son trône de gloire et ayant à ses côtés saint Pierre et saint Paul, la grandeur du geste que font les deux sœurs, sainte Pudentienne et sainte Praxède, pour couronner les deux apôtres, la symétrie sans inertie avec laquelle les autres personnages sont groupés, tout, jusqu'à ce caractère de fermeté voisin de la rudesse empreint sur quelques visages, correspondait trop bien aux instincts du maître ou aux habitudes de son mâle génie pour qu'une pareille prédilection ait de quoi nous étonner. Le moyen toutefois de supposer que Poussin tînt en aussi haute estime les mosaïques postérieures d'un siècle à l'époque de Gonstantin, celles par exemple que l'on voit dans la nef de Sainte-Marie-Majeure et à plus forte raison les nombreux travaux du même genre qui, du VIe siècle au XIIIe, revêtent les absides des basiliques? Quelle que fût, en matière de peinture religieuse, sa légitime aversion pour les types doucereux choisis par certains artistes de son temps, — pour ce qu'il appelle dans une de ses lettres « les apparences d'un *torticolis* ou d'un *père Douillet*, » Poussin ne devait guère mieux s'accommoder de ces âpres dehors donnés aux personnages sacrés par les mosaïstes du bas-empire, de ces décorations farouches où l'expression de la sainteté, de la majesté divine n'est plus que celle d'une intraitable dureté. Que sont devenues ces virginales figures d'adolescens, — le *Bon Pasteur*, *Jonas*, les *Apôtres*, — que les chrétiens traçaient autrefois sur les voûtes des catacombes, comme ils se représentaient eux-mêmes, dans la première fleur de l'âge, exprimant ainsi la régénération de l'âme par la jeunesse des traits et du corps? Que reste-t-il des souvenirs de l'antiquité vivifiés par la foi qui, dans les mosaïques primitives, disciplinaient le style et le préservaient si bien des exagérations et de l'emphase? Toute velléité de progrès s'est anéantie, tout s'est immobilisé dans la routine. La nuit se fait

pour l'art italien vers les dernières années du IVe siècle, comme, près de quatre siècles et demi plus tard, après Charlemagne, l'aurore d'une civilisation imprévue s'éteint et disparaît dans les ténèbres qui s'appesantissent de nouveau sur le monde. On pourrait dire de la longue période qualifiée à tort ou à raison de byzantine (1), que malgré tant de travaux accomplis, malgré sa fécondité somptueuse, elle ne réussit en somme qu'à installer officiellement, à légitimer la barbarie, et que, loin d'ouvrir à l'art des horizons nouveaux, elle le circonscrit et l'emprisonne dans le champ clos de l'imitation banale, dans le cercle étroit des règles, des formules, des recettes, une fois transmises ou imposées par autrui.

Singulier contraste d'ailleurs! l'art byzantin ne commence qu'après que les persécutions contre les chrétiens ont cessé, et jusqu'à la fin il gardera une physionomie irritée, je ne sais quel aspect de colère vengeresse et de menace, comme s'il s'adressait aux ennemis de la foi plutôt qu'aux âmes qui la possèdent, ou qu'il s'agit de persuader. On dirait que ces colossales figures du Christ, aux yeux hagards, au visage respirant une sévérité implacable, que ces apôtres ou ces saints rangés aux côtés du Sauveur moins pour adorer sa présence que pour surveiller et tenir en effroi ceux qui ont franchi le seuil de l'église, on dirait que toutes ces images idéales n'ont d'autre objet que de personnifier le courroux humain et de nous

(1) La prédominance de l'élément oriental dans les œuvres d'art appartenant à cette époque est-elle en effet si absolue que le titre sous lequel on a coutume de les classer en résume exactement l'esprit et les caractères? Sans doute, par la forme des costumes, par le goût et le choix des ornemens, les mosaïques et les peintures exécutées alors en Italie attestent l'influence des exemples importés de l'Orient. Ne saurait-on pourtant sous ces habitudes acquises, sous cette imitation matérielle du style byzantin, entrevoir, au moins dans les premiers siècles, un certain fonds d'idées ou de traditions latines? Ne faudrait-il pas surtout, en ce qui concerne les siècles suivans, tenir compte des peuplades venues du nord et de l'empire exercé par elles? Ce prétendu art byzantin ne pouvait se continuer sans modification après les invasions successives des Goths et des Huns, des Vandales et des Hérules. Ce n'est plus lui qu'on retrouve à Ravenne pendant l'éclair de civilisation qui y brille sous le règne de Théodoric, en Lombardie sous Luitprand, en Sicile même et à Venise aux époques qui nous ont légué les décorations siculo-normandes de la cathédrale de Monréale et les équivoques mosaïques de Saint-Marc. Ce n'est plus lui enfin, c'est un mélange sans nom d'ignorance et d'archaïsme, c'est un amalgame des principes et des moyens pratiques les plus contraires qui défraie, jusqu'aux premiers symptômes de la renaissance, l'industrie pittoresque en Italie. Le mot byzantin, dont on se sert pour désigner dans l'histoire de l'art le temps intermédiaire entre l'antiquité et le XIIIe siècle, est donc, à vrai dire, un terme de convention. Comme le mot gothique, improprement appliqué à l'architecture de tous les édifices du moyen âge antérieurs au XVIe siècle, il comporte en réalité une signification différente de celle qu'on lui attribue; mais l'usage l'a consacré, et, faute d'un autre, il faut bien l'employer quand on aborde les questions qui nous occupent.

montrer dans les hôtes du ciel les complices de nos propres rancunes ou de nos violences. Quelle différence entre cet art atrabilaire et l'inspiration sereine dont toutes les peintures des catacombes portent l'empreinte ! Et cependant les chrétiens qui dédiaient celles-ci à la mémoire des martyrs étaient à leur tour victimes des mêmes iniquités et peut-être promis aux mêmes bourreaux. Quoi de plus naturel pour eux en apparence que de pressentir devant Dieu les châtimens mérités par leurs persécuteurs, de recommander le mal à ses colères, de chercher dans les représentations terribles du juge et des patrons célestes une amère consolation ou la sombre joie d'une vengeance? Sur les murs des catacombes, nulle trace de ces préoccupations haineuses, de ces représailles à l'adresse des meurtriers ou des tyrans : rien que des images de pardon, d'espérance et d'amour. En se réfugiant sous le sol qui porte les oppresseurs de la pensée chrétienne, l'art s'abrite aussi contre les souvenirs et les passions du monde. Il semble qu'il oublie jusqu'aux périls de la veille ou aux souffrances du lendemain pour ne se rappeler que les miséricordes divines et en célébrer les bienfaits ou les promesses dans un langage tout désintéressé des événemens terrestres, tout plein déjà des félicités de la vie future et du pressentiment de l'infini.

L'art byzantin au contraire a, dans le fond comme dans la forme, quelque chose de dominateur et d'intraitable, d'étroitement limité, puisqu'il ne sait traduire qu'un seul ordre de sentimens, puisque, au lieu d'encourager les regards et les cœurs, il ne réussit qu'à les intimider. Que les mosaïques italiennes des bas siècles intéressent la science historique ou la curiosité; que quelques-unes même, comme celles qui décorent les églises de San-Vitale et de Sant'-Apollinario-in-Classe, à Ravenne, fournissent aux artistes un peu plus que des documens sur les costumes des Romains et des barbares au temps de Justinien ou au temps de Théodoric, — l'art ayant produit cet ensemble de travaux à la symétrie farouche, à la majesté sinistre et uniforme, n'en demeure pas moins en dehors de toutes les conditions qui caractérisent un progrès. A partir du ve siècle, il n'y a de progrès que dans la décadence, ou plutôt, si les données pittoresques restent à peu près immuables depuis cette époque, la manière de les mettre en œuvre empire à mesure que les générations se succèdent pour aboutir, vers le milieu du IXe siècle, au style ultra-barbare de la mosaïque de Saint-Marc à Rome, ou deux cents ans plus tard à de pédantesques platitudes telles que les miniatures de l'*Hippocrate* et de quelques autres manuscrits conservés à Florence dans la bibliothèque Laurentienne.

En citant ce fâcheux *Hippocrate* comme un spécimen de ce qu'é-

tait la peinture en Italie à l'heure de sa plus sauvage inertie, nous n'entendons pas confondre dans le même dédain toutes les miniatures exécutées durant la période byzantine; nous voudrions encore moins accuser en lui-même un procédé qui, sans compter tant de chefs-d'œuvre futurs, avait déjà fait ses preuves, et, mieux que d'autres procédés plus ambitieux, sauvegardé et continué quelque chose des saines traditions. S'il fallait en effet, parmi les témoignages contraires que l'école byzantine nous a légués, retrouver un lointain souvenir du beau, un certain respect pour les exemples antiques, c'est dans les vignettes des manuscrits qu'il conviendrait surtout d'en rechercher les traces. Les miniatures du célèbre *Térence* et de l'*Histoire de Josué* conservés dans la bibliothèque du Vatican, celles d'un *Virgile* faisant partie de la même collection, d'autres monumens analogues appartenant à la bibliothèque de Sainte-Marie de la Minerve et aussi justement appréciés qu'exactement décrits par MM. Crowe et Cavalcaselle, prouvent qu'au VIIIe ou au IXe siècle tout dans l'art n'avait pas disparu du goût et du style antiques, et que quelquefois le pinceau des enlumineurs s'efforçait encore de s'en approprier les élémens. — Mais laisons là cette triste époque et les témoignages qui ont survécu de ses longues erreurs ou de ses velléités archaïques : il est temps de chercher à entrevoir ailleurs l'aube des jours glorieux qui se lèveront pour l'art italien, et de demander à quelques travaux du XIIIe siècle, aux essais des premiers peintres florentins et siennois, mieux que des renseignemens sur les formes de la décadence; il est temps d'interroger ces tentatives de l'esprit nouveau pour y surprendre la promesse des éclatans progrès qui vont suivre, les commencemens d'une renaissance dans le sens de la vraisemblance pittoresque, des principes antiques et de l'imitation des grands modèles.

II.

Et d'abord, il faut bien s'entendre sur la signification de ces deux mots employés en général un peu au hasard et pour les besoins de toutes les causes, — « l'imitation de l'antiquité » et « la renaissance. » Si celui-ci, conformément à l'usage qu'on en fait d'ordinaire, ne devait exprimer que le mouvement d'idées accompli en Italie dans la seconde moitié du XVe siècle, il s'ensuivrait que toutes les entreprises antérieures, tous les chefs-d'œuvre déjà produits, y compris les sculptures de la cathédrale d'Orvieto, les fresques de Giotto et le poème de Dante, appartiennent à une époque de léthargie ou de mort; il s'ensuivrait que les plus fiers édi-

fices de Pise, de Florence, de Sienne et de tant d'autres villes attestent seulement l'ignorance de ceux qui les ont construits ou la naïveté de ceux qui les admirent. D'une autre part, si les artistes italiens ont attendu la venue et l'influence des Médicis pour se préoccuper des exemples antiques, comment concilier cette initiation tardive avec les efforts inspirés par l'étude des mêmes modèles à Nicolas de Pise et à son école aussi bien qu'à Pétrarque, à Boccace, à une foule d'autres lettrés? Nous avons vu d'ailleurs que, même sous l'empire des doctrines byzantines, il n'était pas impossible de reconnaître çà et là les indices de certaines vieilles habitudes, d'un certain archaïsme, tantôt brutal, tantôt maladroit ou timide. Jusque dans cette période d'avilissement, tout souvenir de l'art ancien n'avait donc pas péri. Seulement, le peu qui en subsistait et qu'on essayait parfois de transporter sur le vélin des manuscrits ne tendait à continuer que les coutumes de la manière romaine, les procédés consacrés par quelques monumens de l'époque impériale. Malgré ses origines et les doctrines qu'elle semblait naturellement appelée à faire prévaloir, l'école byzantine ne sut rien restaurer, rien renouveler des leçons de l'antiquité grecque. Elle n'importa en Italie que la parodie de la grandeur, un goût fastueusement dépravé, la manie d'un luxe pesant sous lequel l'art disparaît et l'inspiration de l'artiste succombe.

C'est l'honneur éternel de Nicolas de Pise d'avoir, par un acte spontané de hardiesse, par un véritable coup de génie, secoué le joug de ces traditions dégénérées et d'en avoir brusquement rompu la chaîne. Les bas-reliefs d'un sarcophage grec suffirent pour lui révéler, dans le domaine de la statuaire, les secrets de la majesté sans ostentation, de la vérité sans bassesse, et bientôt les sculptures de la *Chaire du baptistère* à Pise vinrent faire justice des vieux préjugés de l'école aussi bien que de l'indifférence qu'elle témoignait pour les plus beaux exemples de l'antiquité. Nous avons eu l'occasion déjà de rappeler les titres de ce grand maître et d'indiquer, à propos de la sculpture toscane, les caractères de la révolution qu'il entreprit (1). En citant aujourd'hui son nom avant ceux des premiers réformateurs de la peinture, nous ne voulons que marquer par là le point de départ de l'art italien rajeuni et retrempé, la vraie date de sa régénération. Jusqu'à Nicolas de Pise, c'est-à-dire jusqu'à la seconde moitié du XIIIe siècle, l'antique était encore pour les artistes une lettre morte, la nature un danger, facile d'ailleurs à conjurer moyennant les prescriptions et les pratiques de la routine. Après lui et grâce à lui, les deux sources qui devaient alimen-

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1865.

ter l'art moderne avaient recouvré leur vertu et n'inspiraient plus que la confiance. L'art *renaissait* en un mot depuis le jour où, en face de l'antiquité et de la nature animée, il avait appris à les contrôler l'une par l'autre, à rectifier la réalité sans la fausser et à l'élever sans lui faire perdre terre.

Cependant le succès qui avait récompensé tout d'abord les efforts de Nicolas de Pise ne pouvait être obtenu, dans les tentatives purement pittoresques, ni aussi complétement, ni aussi vite. Ici en effet les termes de comparaison faisaient défaut. La peinture antique ayant partout disparu, les peintres italiens du XIIIe siècle n'avaient pas, comme les sculpteurs contemporains, la facilité d'interpréter leurs modèles sans changer les conditions matérielles de l'exécution et pour ainsi dire la langue même dans laquelle ces modèles avaient été produits. Il leur fallait, en s'inspirant de la sculpture grecque, en approprier les formes aux exigences de procédés tout différens et rechercher, en même temps que l'imitation d'un style, les moyens propres à donner aux choses la vraisemblance et le relief. De là sans doute les indécisions du dessin et du modelé dans les tableaux postérieurs aux premiers travaux de Nicolas de Pise; de là aussi cette insuffisance ou cette absence du clair-obscur qui laisse aux œuvres de Cimabue lui-même l'aspect de l'inachèvement et une apparence presque diaphane. Rapprochées des bas-reliefs pisans, les *Vierges* peintes par le maître florentin semblent, quant aux caractères de la pratique, appartenir à une époque moins avancée. Quelque préférables qu'elles soient aux tableaux du même siècle, elles prouvent par la comparaison avec d'autres produits que le pinceau le plus habile ne possédait pas encore l'expérience et la certitude qui, depuis plusieurs années, ne manquaient déjà plus au ciseau.

Quoi de plus ordinaire d'ailleurs dans l'histoire des diverses écoles que ces timidités et ces lenteurs de la peinture en regard des progrès rapides et des hardiesses de la statuaire? Les peintres de l'antiquité grecque en étaient encore à tracer des figures monochromes, à cerner d'un inexorable contour une teinte plate pour indiquer le mouvement extérieur des lignes ou le dessin intérieur du corps humain, lorsque les sculpteurs du temple d'Égine acheminaient déjà leur art vers cette expression de beauté et de vérité suprême à laquelle il allait achever d'atteindre au temps de Phidias. Chez nous, les admirables statues qui ornent les porches latéraux de la cathédrale de Chartres ou la façade de la cathédrale de Reims sont du même âge que les figures, relativement barbares, peintes sur les verrières de ces deux édifices. Partout au XIIIe siècle l'habileté des *maîtres tailleurs de pierre* devance celle des *maîtres*

imagiers, et lorsque plus tard des artistes comme Orgagna se rencontreront pour manier à tour de rôle l'ébauchoir et le ciseau, la science dont ils feront preuve ne s'accusera ni avec la même aisance, ni avec la même autorité dans l'une et l'autre série de leurs travaux. Si hautement inspiré par exemple que se montre le peintre du *Triomphe de la Mort* au Campo-Santo de Pise, il n'a pas là au service de sa pensée des ressources d'exécution et des connaissances techniques égales à celles dont il disposera en sculptant le *Tabernacle* d'Or-San-Michele. Faut-il conclure de pareils faits que la sculpture est un art moins difficile à bien pratiquer que la peinture? La multiplicité des conditions imposées à celle-ci lui crée-t-elle, quand elles sont remplies, une prééminence et des titres qu'on ne saurait reconnaître à sa rivale? Peut-être. Le souvenir de ces faits servira du moins d'explication ou d'excuse pour le cas particulier dont il s'agit, en ôtant à la marche quelque peu en retard de la peinture italienne au XIIIe siècle l'apparence d'une anomalie.

Rien de moins languissant au fond, rien de plus énergique en soi-même que ce réveil d'un art engourdi depuis si longtemps dans le dogmatisme byzantin. Je me trompe : il y a peut-être quelque chose de plus animé, de plus imprévu que cette activité subite et ces premiers efforts du talent, ce sont les controverses auxquelles ils ont parfois donné lieu. Tant que Vasari fut la seule autorité historique à invoquer, Toscans ou non, il fallut bien que tous les Italiens se résignassent à saluer dans Cimabue le fondateur de l'école nationale et dans Florence le berceau de la peinture; mais la partialité ou les erreurs du biographe une fois dénoncées par d'autres écrivains, ce fut à qui détournerait le plus résolûment sur sa ville natale et sur quelqu'un de ses compatriotes l'honneur dont on entendait déposséder la patrie de Cimabue et le nom de celui-ci. Tandis que la cause de Bologne trouvait dans Malvasia un avocat passionné jusqu'à l'emportement, le Napolitain Dominici, le Vénitien Ridolfi, plaidaient chacun une cause contraire avec le même zèle patriotique, avec la même indignation contre les « ruses » de Vasari pour escamoter au profit de la Toscane les conquêtes et la gloire d'autrui. En Toscane même, dans notre siècle, l'accord ne fut pas d'abord mieux en voie de se faire, et, à en juger par les plus récentes publications, il ne paraît pas encore très prochain. Les écrivains nés sur l'ancien territoire toscan sont unanimes, il est vrai, pour réfuter les thèses soutenues ailleurs en faveur d'autres provinces; mais s'agit-il de choisir entre les villes et les hommes de leur propre pays, l'entente cesse, et de même qu'en sa qualité de Pisan M. Rosini essayait, il y a trente ans, d'installer Giunta de Pise à cette place où les Florentins s'obstinaient

à maintenir Cimabue, plusieurs de ceux qui défendent aujourd'hui les droits de Guido de Sienne, de Berlinghieri de Lucques ou de Margaritone d'Arezzo ne laissent pas d'obéir peut-être à quelque secrète suggestion du vieil esprit municipal, à quelque souvenir involontaire des anciennes divisions politiques et des rivalités passées.

N'y aurait-il pas un moyen pourtant de donner satisfaction à tout le monde, et de ramener, sur cette question pittoresque si vivement débattue, les opinions italiennes à l'unité que l'on poursuit ailleurs? Ce serait de distinguer entre les argumens favorables seulement à la priorité chronologique des œuvres et les preuves qui en établissent le mérite intrinsèque; ce serait, comme nous le disions en commençant, de ne plus confondre les curiosités de l'archéologie avec les symptômes de l'art, les doyens des monumens de la peinture avec les premiers-nés du talent. Plus de contestations alors, plus de querelles sur des hypothèses. Quelques vérités essentielles et manifestes auraient, une fois pour toutes, raison des interprétations secondaires ou des préjugés de parti. Tout en accordant, — ce qui ne serait ni difficile ni méritoire pour personne, puisque les dates existent, — que les peintres florentins du XIIIe siècle ont eu des devanciers à Sienne et à Pise, tout en reconnaissant même, avec un des derniers et des plus ardens adversaires de la cause florentine (1), que Vérone est en mesure de fournir sur ce point des témoignages de sa fécondité, on constaterait, en dehors de ces particularités historiques, les progrès pittoresques là où ils apparaissent effectivement : à Florence dans les tableaux de Cimabue, — à Sienne dans l'admirable série de compositions sur la Passion peinte par Duccio et que possède la cathédrale de la ville, — à Rome enfin dans les mosaïques de Santa-Maria-in-Trastevere, exécutées avant la seconde moitié du XIVe siècle par Pietro Cavallini, avec un talent digne de trouver son emploi ailleurs que dans la pratique de procédés qui désormais avaient fait leur temps.

Un des mérites du livre publié par MM. Crowe et Cavalcaselle est de tendre à simplifier en ce sens les difficultés dont on a compliqué l'histoire des origines de la peinture italienne. Quelque scrupuleux qu'y soit l'examen des questions de millésime ou l'exposé des faits que l'érudition moderne a retrouvés, cette sorte de règlement de compte avec certaines exigences du sujet n'en laisse pas moins une part principale aux enseignemens qu'il importait surtout de nous donner, et dont il convenait de rechercher les élémens dans les œuvres elles-mêmes plus encore que dans les docu-

(1) M. Cesare Bernasconi, *Studj sopra la storia della pittura italiana e della scuola pittorica Veronese.* Vérone 1865.

mens écrits et dans les revendications scientifiques. Les auteurs de la nouvelle *Histoire de la peinture en Italie* ont donc pour eux mieux que des théories ou des traditions discutables; ils ont ce qui subsiste au grand jour, ce que les regards de tous peuvent interroger, lorsqu'ils représentent les travaux de Cimabue et de l'école dont il est le chef comme les témoignages les plus considérables des progrès pittoresques appartenant aux premières années de la renaissance. Ils sont à la fois dans la stricte vérité et dans la justice quand ils ne consentent à attribuer au reste qu'une valeur ou une signification secondaire, et l'on ne peut, en particulier, que souscrire à ce jugement sur l'art siennois dont on a voulu quelquefois exhausser les débuts au niveau, au-dessus même des premières conquêtes de l'art florentin. « Sienne, disent-ils après avoir résumé la vie et les travaux de Guido, Sienne n'a pas le droit de prétendre à une supériorité d'aucun genre dans les arts, tant que dure le XIIIe siècle. Elle dut recourir aux talens de Nicolas et de Jean de Pise pour la principale décoration de sa cathédrale; sous l'influence de ces deux maîtres et de quelques autres artistes étrangers, l'école (d'architecture et de sculpture) qu'ont honorée Agnolo et Agostino ne prit naissance qu'en 1300. Dans la pratique de la peinture, les Siennois se montrèrent les rivaux des Florentins, mais seulement après l'époque de Cimabue. Duccio, Ugolino, Simone, Lorenzetti, eurent beau acquérir des titres incontestables à l'admiration; leur influence n'en demeura pas moins toujours au-dessous de l'action exercée par l'école florentine (1). »

A quoi bon insister au surplus et nous attarder sur un terrain trop continuellement, trop vivement disputé jusqu'ici pour qu'il soit permis d'espérer que d'aucun côté l'on songe à désarmer encore? Nous voici parvenus à un moment, nous voici en face d'un homme qui ne sauraient ni l'un ni l'autre susciter les dissentimens et laisser place nulle part à la controverse ou au doute. L'heure où Giotto apparaît sur la scène de l'art est, comme celle où Dante parle pour la première fois au monde, une de ces heures d'initiation souveraine dont il suffit d'évoquer le souvenir pour réveiller d'abord chez les plus oublieux la gratitude et incliner les plus indifférens au respect. Fions-nous donc, en prononçant ce grand nom, à l'unanimité des sentimens qu'il inspire. Il ne s'agit plus ici d'opinions en divergence à rapprocher ou d'un ordre de faits interverti à rétablir, il s'agit simplement de rappeler une fois de plus des titres reconnus et acceptés par tous. La tâche, à vrai dire, n'est difficile qu'en raison de la majesté même du sujet, et, si l'on court

(1) *History of painting in Italy*, t. Ier, p. 185.

en l'abordant quelque risque pour son propre compte, on n'a pas à craindre du moins, pour le fond des choses et pour la gloire du maître, de rien compromettre ou de rien affaiblir.

On sait la rencontre, dans une vallée du Mugello, de Cimabue et de cet enfant de dix ans qui, tout en gardant ses chèvres, cherchait, un charbon à la main, à en reproduire les formes sur la surface des rochers ou sur les pierres ramassées en chemin. Les poètes, les romanciers, les peintres surtout ont pris soin depuis longtemps de populariser le récit de cette aventure, et de nos jours encore il n'est guère d'exposition de tableaux où l'on ne rencontre quelque image, bonne ou mauvaise, destinée à en entretenir la mémoire. Qu'advint-il de Giotto dans l'atelier de Cimabue, lorsque celui-ci, après avoir emmené le petit pâtre de Vespignano à Florence, eut entrepris de l'initier à ce qu'il savait lui-même de la peinture et de ses secrets? Il va sans dire que rien ne subsiste des premiers essais du disciple, et qu'il faut s'en tenir, en ce qui concerne cette période de sa vie, aux renseignemens indirects fournis par la période suivante. Serait-ce toutefois abuser de la liberté des conjectures que d'attribuer ici une médiocre influence aux exemples et aux avis du maître? Malgré la supériorité de son talent sur la maigre habileté des peintres contemporains, Cimabue n'était pas en mesure de révéler à son élève les puissans moyens d'expression dont, au bout de quelques années à peine, cet étrange apprenti disposait déjà pour figurer, dans l'église supérieure du couvent d'Assise, diverses scènes de la *Vie de saint François*, et, sur les voûtes de l'église basse, les représentations mystiques des principales vertus que le saint avait pratiquées (1). Pour Giotto sans doute, comme pour cet autre prodigieux enfant qui devait, trois siècles et demi plus tard, trouver « avec des bâtons et des ronds » la solution des problèmes les plus compliqués de la géométrie, la partie technique de l'art elle-même était affaire d'invention et de découverte personnelle. Si, à ne tenir compte que des procédés employés, on compare les fresques d'Assise à la célèbre *Madone*

(1) MM. Crowe et Cavalcaselle, et avant eux les derniers annotateurs de Vasari, se sont appuyés sur des documens authentiques pour établir que la venue de Giotto à Assise remonte à la fin de l'année 1296. Giotto, né en 1276, n'était donc alors âgé que de vingt ans. Il n'en avait que vingt-quatre lorsqu'il fut appelé à Rome par Boniface VIII, — et pour ne citer parmi les travaux de sa main que quelques-uns de ceux qui ont survécu, — il avait à cette époque exécuté déjà, outre les fresques d'Assise, les petits tableaux sur la *Vie de Jésus-Christ* conservés dans la galerie de l'académie des Beaux-Arts à Florence; il avait même, si l'on s'en rapporte à la chronologie fixée par Vasari, achevé de peindre le beau *Couronnement de la Vierge* qui orne la chapelle *dei Baroncelli* à Santa-Croce, et le *Saint François recevant les stigmates* que possède le musée du Louvre.

peinte par Cimabue pour l'église de Santa-Maria-Novella (1), comment ne pas reconnaître ce qu'il y a, dans la manière du jeune maître, de facilité, de hardiesse, de franche originalité? Que sera-ce si, au lieu d'avoir égard seulement aux qualités de la pratique et de la touche, on apprécie au point de vue de l'ordonnance et des intentions morales les différences que comportent les immenses progrès qu'attestent les plus récens de ces travaux!

Comme les autres tableaux du même genre qu'a laissés Cimabue, la *Madone* de Santa-Maria-Novella se recommande par une certaine sérénité dans l'expression, par un commencement de souplesse dans l'agencement des lignes, déjà bien préférables à la physionomie rébarbative et à l'attitude raide des *Vierges* byzantines. En outre Cimabue cherchait et plus d'une fois il avait réussi à concilier une imitation plus ingénue de la réalité avec une étude plus attentive du style antique, et l'on peut citer, comme un témoignage remarquable de ses efforts en ce sens, la draperie recouvrant les genoux de la Vierge dans le grand tableau que nous avons au Louvre. Toutefois, soit réserve volontaire, soit insuffisance de l'imagination, les innovations introduites par lui ne dépassent guère le cercle des perfectionnemens purement pittoresques. Elles consistent surtout dans l'habileté avec laquelle les thèmes ordinaires sont variés et les modes d'expression améliorés ou rajeunis. Quant au fond, quant au choix des sujets et à l'invention proprement dite, il n'y a rien encore d'absolument changé, rien qui soit venu anéantir, réduire même l'empire des traditions accoutumées. Lorsque Giotto au contraire s'empare du champ de l'art, c'est pour en reculer dès les premiers jours les limites et pour y implanter une doctrine toute nouvelle. Avec Giotto, tout s'agrandit, se développe, se régénère. La nature, dont on osait à peine simuler les aspects strictement immobiles, est étudiée et reproduite jusque dans les violences du mouvement et du geste. Pour la première fois, d'autres personnages que les hôtes du ciel interviennent dans la composition d'une scène religieuse, et en généralisent la signification, soit par la vraisemblance extérieure des types, soit par l'élévation ou la force des sentimens que résument ces figures sans nom historique, sans consécration de sainteté. Pour la première fois, l'image tout humaine des vertus ou des passions, des grandeurs de l'âme ou de ses faiblesses, se mêle à la représentation des choses surnaturelles; pour la première fois enfin, la recherche du beau pittoresque se combine

(1) Ce tableau, qui occupe encore dans l'église la place à laquelle il avait été primitivement destiné, est celui que le peuple florentin avait accueilli en 1267 comme un miracle de la peinture. Il devait en effet paraître tel à des regards condamnés jusqu'alors à ne pressentir l'art que dans les spécimens de la manière byzantine.

avec l'emploi de l'élément dramatique. Sans renoncer, tant s'en faut, à idéaliser la vérité, le pinceau veut et sait désormais en analyser toutes les conditions et en aborder toutes les faces.

Les fresques de l'église basse à Assise, et en particulier trois grandes compositions sur la *Pauvreté volontaire*, l'*Obéissance* et la *Chasteté*, annoncent avec éclat cette révolution opérée dans l'art par Giotto. Que reste-t-il ici, non-seulement de l'inflexibilité byzantine, mais même de ces demi-mesures dans l'interprétation du vrai, de ce *naturalisme* craintif que, la veille encore, les mieux inspirés parmi les novateurs croyaient le dernier terme des audaces permises, ou tout au moins la formule nécessaire pour le temps de la sincérité pittoresque et du progrès? Certes il y a loin encore des procédés sommaires employés par Giotto pour rendre la nature à la perfection et aux scrupules avec lesquels les maîtres du XVe et du XVIe siècle en feront revivre les plus délicates beautés; mais la distance n'est guère moindre entre les exemples de véracité qu'il donne et les compromis ou les mensonges dont on s'accommodait avant lui.

Il suffira, pour mesurer cette distance, de se rappeler les deux groupes qui dans l'allégorie sur la *Pauvreté* personnifient l'un la bienfaisance, l'autre l'avarice et l'attachement aux plaisirs, ou de comparer les anges agenouillés dans la composition sur l'*Obéissance* aux figures du même genre que les peintres antérieurs superposaient, depuis la base jusqu'au sommet, autour du trône de la Madone. Quoi de plus vrai, au moins par les intentions, que les lignes inégalement agitées ou assouplies exprimant ici l'empressement d'un homme à se dépouiller de son manteau pour en vêtir un pauvre, là les résistances qu'opposent à l'influence de ce charitable exemple deux personnages dont l'un tient dans ses mains et serre avec un redoublement de tendresse un sac rempli d'or? Lorsqu'on examine les chœurs d'anges environnant le sanctuaire au fond duquel un franciscain courbe la tête sous le joug présenté par l'ange de l'obéissance, comment ne pas s'étonner que le pinceau ait pu réussir si vite à conformer le mouvement des draperies aux diverses attitudes du corps, à varier ainsi les apparences de la vie par les caractères particuliers de chaque type, de chaque visage, de chaque trait? Encore une fois, on serait mal venu à prétendre trouver dans le dessin souvent incomplet de Giotto l'équivalent des formes achevées que tracera deux cents ans plus tard la main de Léonard ou celle de Raphaël. Même avant l'époque qu'illustreront ces maîtres incomparables et les plus grands parmi leurs contemporains, Masaccio, Ghirlandaïo, Filippino Lippi, modèleront plus savamment une tête ou les plis d'une étoffe : Giotto néanmoins, dès les der-

nières années du XIIIe siècle, avait fait plus qu'entrevoir et reproduire quelques linéamens de la réalité. Il lui avait dérobé déjà plus d'un secret intime, en attendant le jour où, mieux informé encore, il allait, comme dit Vasari, « ressusciter » l'art du portrait et livrer aux regards des Florentins les images strictement ressemblantes de Dante, de Brunetto Latini, de Corso Donati, dans la fresque qui orne l'ancienne chapelle du palais du podestat.

Sous d'autres rapports d'ailleurs, les travaux successivement accomplis par Giotto soutiendraient la comparaison avec les chefs-d'œuvre les plus renommés de la peinture dans toutes les écoles et à toutes les époques. Les compositions de fra Angelico lui-même sur l'*Adoration des Mages* et sur la *Fuite en Égypte* n'ont pas plus d'onction et de grâce que ces deux scènes n'en empruntent au pinceau de Giotto dans l'oratoire dell' Arena à Padoue. Je ne crois pas qu'aucun peintre ait trouvé des formules allégoriques plus énergiques, plus expressives, que les figures de la *Force*, de la *Tempérance*, de l'*Incrédulité*, peintes sur les murs de la même chapelle. Les sujets tirés de la Passion, de la vie de la Vierge ou de l'histoire de saint Jean-Baptiste ont-ils été traités jamais avec un sentiment plus profond du pathétique, avec une imagination mieux inspirée qu'au temps où le maître exécutait soit ces fresques de l'oratoire de Padoue, soit celles qui décorent à Santa-Croce de Florence la chapelle des Peruzzi? On ne finirait pas, si l'on entreprenait de relever chacune des preuves de fécondité ou de puissance que nous a léguées ce merveilleux génie. Et cependant, quelque nombreux qu'ils soient encore, de pareils témoignages ne constituent pas la moitié peut-être de ceux qu'on pourrait invoquer, si toutes les peintures de Giotto avaient survécu. Combien d'œuvres mentionnées par Vasari ont disparu sous la pioche qui démolissait les murailles ou sous les mains, plus outrageantes encore, qui les badigeonnaient! Où trouver maintenant quelques traces de tant de travaux importans à Rome, à Milan, à Ravenne, dans bien d'autres villes encore (1), car, depuis Vérone jusqu'à Naples, il n'en était

(1) De tous les travaux de Giotto à Rome, il ne subsiste plus aujourd'hui que la grande mosaïque exécutée d'après ses dessins et restaurée, c'est tout dire, sous la direction de Bernin, qui orne le vestibule de Saint-Pierre, — dans la sacristie de la même église trois panneaux peints chacun sur l'une et l'autre face, — à Saint-Jean-de-Latran une fresque commémorative du jubilé de 1300, trop endommagée par le temps et par les retouches pour qu'il soit possible d'en deviner l'état primitif. Ravenne, que nous sachions, ne possède de la main de Giotto que le plafond fort retouché aussi d'une chapelle dans l'église de Saint-Jean-l'Évangéliste, et Milan qu'un tableau, une *Vierge*, conservé dans le musée Bréra. Nous ne parlons pas des prétendues peintures du maître dans une des salles de l'ancien château des papes à Avignon. Non-seulement ces peintures ne justifient sous aucun rapport l'origine illustre qu'on leur attribue, mais il est

guère qui n'eussent sollicité et tour à tour obtenu l'honneur de posséder au moins un édifice consacré par les talens du « peintre sans rival? » — Qu'importe après tout? Les monumens que le temps ou la barbarie humaine a épargnés nous parlent assez haut de cette gloire pour nous dispenser d'en rechercher l'écho dans quelques ruines équivoques ou dans les récits des historiens. Lors même qu'on n'interrogerait que les fresques d'Assise et de Padoue, on devinerait de reste quels priviléges appartiennent à celui qui les a faites et quel rang il mérite d'occuper dans la famille des grands artistes.

Ce qui caractérise principalement l'admirable organisation de Giotto, c'est l'universalité de ses aptitudes; c'est cette faculté, propre aussi au génie de Dante, de tout sentir, tout comprendre, tout exprimer, depuis la sombre énergie du désespoir jusqu'aux douleurs qui ont des larmes, depuis les emportemens criminels jusqu'à la paix sereine de l'âme, jusqu'à ses plus chastes tendresses. Comme le poète dont quelques paroles ont voué à une immortelle compassion la faute de Françoise de Rimini et les malheurs de Pia de' Tolomei, comme le chantre de Mathilde et de Béatrice, Giotto n'a besoin que de quelques traits pour recommander la souffrance à notre pitié, la grâce à nos sympathies, la majesté de la vertu à notre vénération. C'est à l'exemple de Dante encore qu'il ose dénoncer sans merci, qu'il dépeint avec une intraitable rigueur les bassesses et les injustices, toutes les perfidies ou les misères humaines. Il fallait la vaillante effronterie d'un moraliste, et d'un moraliste chrétien, pour associer à la figure d'un ange, dans une des fresques d'Assise, celle de ce jeune débauché indiquant par un geste cynique quels conseils il entend suivre et de quels plaisirs il est l'esclave; il fallait ailleurs une inspiration plus hardie encore pour grouper autour du Christ des hommes personnifiant l'impiété et l'insulte dans ce qu'elles ont de plus immonde ou de plus violent, — ou pour représenter dans le *Jugement universel*, pour exprimer sans en amoindrir l'horreur, les épouvantes du dernier jour, les tortures des coupables déjà livrés au supplice et la rage hideuse des bourreaux. Partout une incroyable souplesse d'imagination et de style, partout le don de s'assimiler les contraires, de scruter avec une égale certitude les passions qui tourmentent ou qui dégradent l'âme humaine et les sentimens qui en sont l'honneur; partout enfin l'art de traduire en termes aussi simples que décisifs les vérités ou les beau-

vraisemblable même, quoi qu'en aient dit Vasari et beaucoup d'autres écrivains après lui, que Giotto ne séjourna jamais à Avignon, Benoît XI, qui l'y avait appelé, étant mort, comme le font remarquer MM. Crowe et Cavalcaselle, avant que le peintre ait eu le temps de s'y rendre.

tés, quelles qu'elles soient, d'en résumer le sens, d'en imiter sincèrement les formes.

Parmi les qualités si diverses qui donnent aux œuvres de Giotto leur physionomie et leur valeur, il en est une pourtant qu'on pourrait signaler comme révélant plus particulièrement qu'aucune autre les inclinations intimes, la générosité naturelle de ce noble talent. Nous voulons parler de cette expression de bienveillance unie dans les types sacrés qu'il définit, souvent même dans l'image de la beauté terrestre, à la majesté ou à la force. On l'a dit avec raison, Giotto « régénéra l'art en y apportant un principe nouveau, la bonté, sans laquelle le génie même est impuissant à obtenir l'amour (1). » Le premier, il sut encourager la piété ou gagner la confiance du spectateur par la douceur de l'aspect que prennent sous son pinceau la personne divine et les saints, par la représentation familière et persuasive des joies pures, de la jeunesse, de tout ce qui sourit innocemment ou fleurit sans orgueil dans la vie. On trouverait parmi d'autres monumens contemporains les équivalens ou les symptômes de l'énergie avec laquelle Giotto a traité les sujets terribles, et les bas-reliefs qui ornent la façade de la cathédrale d'Orvieto fourniraient sous ce rapport matière à plus d'un rapprochement. Ailleurs, dans les sculptures de Nicolas de Pise par exemple, on pourrait constater des souvenirs de l'antique aussi fidèles que ceux dont plusieurs peintures du maître portent l'empreinte, — les figures entre autres de la *Prudence* et de la *Justice* qui ornent la chapelle dell' Arena à Padoue; mais nulle part il n'apparaîtra quelque indice de préoccupations étrangères à ces preuves de vigueur ou à ces studieux efforts. La bonté est absente même des figures du Sauveur ou de la Vierge que modèle alors le ciseau ou le pinceau. Il semble que l'unique condition du travail consiste dans l'expression de la sévérité, que l'on se défie, comme d'un danger pour le beau, de tout ce qui tendrait à le rendre aimable. Une des conquêtes de Giotto, et la plus méritoire peut-être, est d'avoir agrandi ces horizons et élevé l'art au-dessus de ces craintes. Grâce à lui, la peinture put impunément s'attendrir, aborder le domaine des sentimens délicats aussi bien que celui des émotions fières ou terribles, et représenter les mélancolies maternelles de la Madone, la douce majesté de l'Enfant-Dieu, la beauté adolescente des anges, sans dérober comme autrefois ces types par excellence de la mansuétude ou de la candeur sous le type d'une dignité contrainte et d'une gravité presque sinistre.

Giotto n'avait que soixante ans lorsqu'il mourut (1336). Quarante

(1) *Raphaël et l'Antiquité*, par A. Gruyer, t. Ier, p. 115.

années seulement s'étaient écoulées depuis l'époque où il arrivait à Assise, et cet espace de temps lui avait suffi pour peupler l'Italie de ses œuvres, pour couvrir de ses fresques ou de ses tableaux plus de murailles que n'en auraient décoré dans le même intervalle vingt peintres appartenant à la génération précédente. La facilité du travail et l'abondance peuvent donc être comptées aussi parmi les innovations qu'il introduisit. Et quand on se rappelle que l'artiste qui exécuta ces innombrables peintures est aussi celui qui travailla pendant plusieurs années à l'achèvement de la cathédrale de Florence, construisit le campanile et en sculpta les bas-reliefs; quand on songe que ce peintre, cet architecte, ce sculpteur était encore poète à ses heures (1), qu'il trouvait même le temps de préparer et de jouer de bons tours à la vanité ou à la crédulité des sots, et, comme Boccace le raconte dans le *Décaméron*, de s'en amuser longuement avec ses amis, — il est difficile d'imaginer un ensemble plus remarquable de tous les dons sérieux et de toutes les brillantes vivacités de l'esprit, une vie plus diversement occupée et mieux remplie. Seule peut-être, celle de Léonard de Vinci offrirait un exemple aussi extraordinaire de force et de souplesse, de grandeur morale et de bonne grâce. Malgré la merveilleuse puissance et l'excellence de ses facultés, Raphaël lui-même ne saurait déposséder Giotto de cette place à part dans l'histoire de l'art italien. Raphaël, de quelques récentes offenses qu'on ait essayé d'égratigner une aussi invulnérable gloire, Raphaël est et restera pour tout le monde le type du peintre parfait : Giotto représente l'artiste dans l'acception la plus large du mot, c'est-à-dire un homme capable de parcourir et d'exploiter d'un bout à l'autre le champ de l'invention, de manier tous les instrumens de travail, et de donner à la curiosité de son génie tous les alimens comme à sa pensée toutes les formes.

Tandis que Giotto ouvrait ainsi pour l'art italien l'ère des progrès décisifs, que se passait-il autour de lui ou à quelque distance de ses exemples, et comment les enseignemens que prodiguait son pinceau étaient-ils mis à profit par les artistes de Florence ou des autres villes? Nous n'avons ici ni à mesurer l'étendue, ni à calculer la durée de l'influence exercée par le maître sur ses disciples, sur les élèves de ceux-ci, et, même au-delà du XIVe siècle, sur une nouvelle génération de peintres. La riche série des talens qui se succèdent depuis Taddeo Gaddi jusqu'à Spinello Aretino appartient à une époque déjà trop éloignée de celle que nous nous sommes proposé d'examiner : il nous faut donc laisser à son dévouement et à

(1) Rumohr (*Italienische Forschungen*, t. II, p. 51) et après lui M. Rosini ont publié un *canzone* de Giotto sur la pauvreté, dont l'original est conservé à la bibliothèque Laurentienne.

la pratique sans concession de ses principes cette nombreuse famille des *Giotteschi*, dont, cent ans après la mort du chef de la race, un des derniers membres, Cennino Cennini, enregistrait pieusement dans son *traité* les croyances obstinées et célébrait les vertus traditionnelles. Ce qu'il convient seulement de rechercher, ce sont les preuves de soumission ou d'indépendance qu'ont pu laisser quelques peintres contemporains de Giotto et les souvenirs qui méritent de vivre en compagnie de cette glorieuse mémoire, les noms qu'il est juste d'inscrire à côté de cet illustre nom.

Des diverses écoles ou plutôt, — car les écoles n'étaient pas, à vrai dire, constituées encore, — des divers groupes de peintres qui, dès les premières années du XIVe siècle, contribuent, avec le réformateur principal, à donner à l'art italien une nouvelle vie, le plus zélé sans contredit comme le plus considérable par le talent est celui des peintres siennois. Florence, qui devait bientôt fournir à Giotto tant d'élèves dignes de lui, Florence ne compte d'abord auprès du maître que des artistes aussi peu en mesure de seconder utilement ses efforts que d'opposer un semblant de rivalité à sa doctrine et à son influence. Un d'entre eux dont le nom doit peut-être la meilleure part de sa célébrité aux souvenirs de gaieté qui s'y rattachent et que Boccace a popularisés, Buonamico Buffalmacco, nous a transmis sur les murailles du Campo-Santo à Pise des spécimens de sa manière outrée, bizarre, d'un goût si violent pour les grimaces et les laideurs qu'il tyrannise l'imagination du peintre jusque dans l'expression de la majesté divine, et que la figure du Christ elle-même prend sous son pinceau je ne sais quelle apparence convulsive. Un autre Florentin que Buffalmacco eut pour associé ou pour complice dans la plupart de ses travaux, et dont le nom se trouve aussi dans le *Décaméron* mêlé au récit de plus d'une joyeuse aventure, Giovanni Bruno, ne se montre, quand il agit pour son propre compte, ni mieux inspiré, ni plus habile, et le tableau de sa main représentant *Sainte Ursule*, que possède l'Académie des beaux-arts à Pise, ne nous semble guère mériter l'attention qu'à titre de curiosité archéologique. Les œuvres des Siennois Ugolino, Segna et de quelques autres ont au contraire une sérieuse valeur pittoresque, un genre de beauté sinon sans inégalité, au moins sans démenti, et par-dessus tout une physionomie trop ouvertement nationale pour qu'on puisse les confondre avec les travaux accomplis ailleurs vers le même temps. Serait-on autorisé pourtant à n'y voir que l'expression d'une doctrine uniforme et acceptée par tous avec une égale docilité? N'y a-t-il, parmi les artistes qui travaillent à Sienne au commencement du XIVe siècle, que des gens mettant au service d'une même cause la même somme de qualités,

les mêmes ressources? L'erreur serait grande de ne pas distinguer entre des talens si dissemblables au fond malgré l'analogie des formes employées, et d'attribuer par exemple à tel contemporain ou à tel élève de Duccio ce qui n'appartient en réalité qu'à ce maître, le plus éminent de beaucoup et le mieux inspiré de l'école.

Les ouvrages de Duccio qui ont survécu sont malheureusement en bien petit nombre. Une *Vierge glorieuse* ornant aujourd'hui, ainsi qu'une série de vingt-six scènes de la *Passion*, la cathédrale de Sienne, — deux tableaux, à l'Académie des beaux-arts de cette ville, représentant chacun une *Vierge entourée de saints*, — quatre ou cinq autres tableaux de sainteté disséminés, loin de l'Italie, dans quelques galeries publiques, — voilà peut-être les seuls élémens d'information, les seuls documens authentiques qui nous restent. C'en est assez toutefois pour donner la mesure de ce rare talent et pour assurer à l'artiste qui a fait ainsi ses preuves une des premières places dans l'histoire de la renaissance italienne. Giotto excepté, aucun peintre de l'époque aurait-il su, dans ces scènes successives de la Passion, se conformer aussi bien aux exigences de chaque sujet, varier avec cette sûreté de sentiment et de goût l'ordonnance de chaque tableau, les intentions exprimées par chaque groupe ou chaque personnage, depuis la joyeuse indiscipline de la foule qui précède Jésus dans l'entrée à Jérusalem jusqu'à la gravité des disciples symétriquement rangés à sa suite et alignés comme pour une escorte triomphale, jusqu'à ce mouvement de surprise terrifiée que font les saintes femmes en face du tombeau vide et de l'ange qui leur en dit les miraculeux secrets? Giotto lui-même aurait-il mieux peint la figure de cet ange, — une des plus belles, il est vrai, de la série, — ou en général plus ingénieusement combiné des lignes, ajusté des draperies, résolu toutes les difficultés matérielles de la mise en scène et de l'exécution proprement dite? Il est permis d'en douter; mais en dehors de ces mérites jusqu'à un certain point scientifiques, à ne considérer que la force spontanée et personnelle, la franche originalité des inspirations, Giotto garde sur le seul rival qu'on pourrait être tenté de lui opposer une supériorité incontestable.

Duccio en effet, si riche qu'il soit de son propre fonds, ne dédaigne pas toujours d'emprunter quelque chose à autrui. Sa manière, sans aucun mélange d'ailleurs du style et des procédés florentins, cette manière caractéristique, toute siennoise par le choix des types, par l'élégance un peu tourmentée du dessin et la fermeté un peu âpre du coloris, semble proclamer l'indépendance du génie national et protester contre les faits extérieurs qui tendraient à la compromettre; mais, tout en récusant ainsi les exemples don-

nés dans un pays voisin, Duccio n'éprouve, en face d'autres exemples, ni un sentiment de fierté aussi opiniâtre, ni les mêmes défiances. On pourrait, d'après les justes indications que fournissent à ce sujet MM. Crowe et Cavalcaselle, retrouver dans les mosaïques byzantines, dans certains bas-reliefs, dans les miniatures de quelques manuscrits, l'origine de plus d'une figure, le principe de plus d'une scène peinte par le maître siennois, et reconnaître chez celui-ci l'art de rajeunir ou d'améliorer une donnée traditionnelle plutôt que la puissance d'invention nécessaire pour créer lui-même une tradition. Par quels liens au contraire les œuvres de Giotto se rattachent-elles au passé ? Où surprendre l'indice, je ne dirai pas d'un emprunt, mais d'un souvenir quelconque, de la moindre velléité d'imitation ? Tout y est neuf, imprévu, absolument imaginé, et l'on peut dire que, sauf les couleurs consacrées des draperies dont il revêt les personnages évangéliques, sauf certaines formules hiératiques qu'il lui était interdit de modifier sous peine de profanation, Giotto a trouvé chaque élément de composition dans les seules ressources de sa pensée. C'est par là qu'il l'emporte sur tous les autres peintres *trecentisti*. Le mieux doué de ceux-ci parmi les Siennois se venge en quelque sorte de cette souveraineté du génie en refusant ouvertement de la subir, en cherchant à ses propres risques, en lui-même ou dans les monumens de l'art antérieur, les moyens de conquérir aussi ses priviléges et d'opposer d'autres progrès aux progrès qui s'accomplissent à Florence. Duccio néanmoins, malgré la vigueur de ses efforts et les légitimes succès qui les récompensent, Duccio ne réussit à s'élever qu'au rang d'un chef d'école, à n'exercer qu'un empire restreint au lieu du vaste pouvoir et des prérogatives qui appartiennent presque dès les premiers jours à Giotto.

Bien plus : en dépit des résistances de Duccio et des siens, le moment vient où une partie de l'école siennoise elle-même se laisse séduire, où, sans renier tout à fait ses origines, sans passer résolûment à l'ennemi, elle consent du moins à accepter quelque chose de la domination qu'elle semblait d'abord si énergiquement repousser. C'est alors que Simone Memmi ou, pour l'appeler de son vrai nom, Simone Martini, renonçant à la méthode adoptée pour l'exécution de ses premières fresques dans le palais public à Sienne, entreprend dans l'église d'Assise les peintures de cette chapelle de saint Martin que l'on a confondues quelquefois avec les travaux voisins des *Giotteschi*, et qu'il se prépare aux grandes tâches dont il s'acquittera à Sienne, à Florence et à Pise; c'est alors qu'à l'exemple de Simone, mais avec une moins haute habileté, plusieurs autres peintres siennois, Lippo Memmi, les frères Lorenzetti, Pietro Laurati, travaillent à combiner dans leurs ouvrages

l'expression des inclinations, des coutumes mêmes de l'art national et la part qu'il convient de faire aux exigences de l'esprit nouveau. Vers la même époque à peu près, un artiste étranger à l'école de Sienne, Pietro Cavallini, exécute à Rome, probablement sous les regards de Giotto, cette belle mosaïque de Santa-Maria-in-Trastevere que nous indiquions tout à l'heure comme le dernier spécimen considérable du genre, et en même temps comme le premier terme de la renaissance de l'art romain.

Les peintres dont nous venons de rappeler les noms ne survécurent que fort peu d'années à Giotto. A l'exception de Cavallini, mort en 1364, aucun d'eux ne dépassa la première moitié du XIVe siècle : leurs travaux, strictement contemporains des ouvrages qu'a laissés le maître florentin, appartiennent donc comme ceux-ci à la période d'initiation proprement dite. Sans doute bien d'autres noms mériteraient d'être cités, si l'on se proposait de rechercher jusque dans les témoignages secondaires les origines de la peinture moderne en Italie. On pourrait, ailleurs qu'en Toscane ou à Rome, constater une certaine activité de l'art, même avant le moment où l'école de Giotto se constitue, avant le temps à plus forte raison où l'auteur anonyme des admirables fresques de l'Incoronata à Naples, et Antonio Veneziano, le peintre de la *Vie de saint Ranier* au Campo-Santo de Pise, viennent grossir le nombre des imitateurs du maître et ajouter au succès d'une doctrine que les peintres de l'oratoire de San-Giorgio, Altichieri et Jacopo Avanzi, propagent de leur côté à Padoue; mais l'examen de ces questions de détail, aussi opportun que complet dans l'ouvrage de MM. Crowe et Cavalcaselle, ne saurait trouver ici sa place : il est donc au moins prudent de nous arrêter et de résumer en quelques mots la pensée de cette étude.

Les commencemens de la peinture en Italie ou, pour parler plus exactement, les premiers travaux qui en marquent la renaissance ont un caractère de certitude et de grandeur digne des éclatans succès qui vont suivre, bien digne aussi d'être considéré en lui-même, à titre d'exemple et de résultat une fois obtenu. Si, par impossible, la vie de l'école italienne ne se fût pas prolongée au-delà de l'époque de Giotto, si la seconde moitié du XIVe siècle eût été, à Florence et à Sienne, le terme de tous les progrès, si enfin, pour remonter aux premières promesses de l'art chrétien, Rome n'avait à nous offrir aujourd'hui que les fresques de ses catacombes et quelques-unes de ses mosaïques, de tels souvenirs et de tels monumens suffiraient encore pour illustrer les âges qui nous les ont légués. Certes on sait de reste de quels glorieux chefs-d'œuvre cette interruption de l'histoire pittoresque aurait privé le monde,

de quels trésors le patrimoine de l'humanité se trouverait ainsi appauvri; mais avec ce qui subsiste des découvertes primitives les principes du beau et du vrai seraient du moins indiqués sans équivoque et jusqu'à un certain point définis. Il y aurait là des leçons assez nettes, des exemples assez éloquens pour instruire la postérité et lui inspirer le goût des grandes choses; il y aurait de quoi nous faire pressentir à tous, gens du métier ou hommes du monde, les conditions essentielles de l'art, les lois nécessaires qui le régissent et les franchises qui lui appartiennent. On se tromperait donc en prétendant reléguer des enseignemens aussi généralement profitables dans le domaine réservé aux spéculations des érudits, et les artistes en particulier qui se détourneraient de pareils secours ne réussiraient peut-être pas à en rencontrer ailleurs de plus utiles, même en face des spécimens achevés du talent, même en face des irréprochables chefs-d'œuvre.

Ne saurait-on dire en effet sans paradoxe que le spectacle de la perfection dans l'art, « si plein, comme l'écrivait Poussin, de divertissement et de délectation pour l'esprit, » n'est pas toujours, au point de vue de la production personnelle, le plus encourageant et le plus fécond? Comment un sentiment d'admiration absolue pour les inventions d'autrui stimulerait-il chez celui qui l'éprouve le désir d'inventer à son tour et d'engager une lutte dans laquelle il se sait vaincu d'avance? Au lieu de songer à faire ses preuves pour son propre compte, il sera plutôt tenté de recourir à la contrefaçon et de répudier, en raison même de sa confiance dans les beautés qu'il a devant les yeux, toute arrière-pensée d'influence future, toute ambition d'autorité. On ne peut guère que copier Raphaël ou Léonard, parce que chez ces deux grands maîtres l'harmonie de toutes les qualités est si parfaite qu'elle ne laisse place nulle part à une modification quelconque des formes choisies ou au développement des sentimens exprimés. En prétendant s'inspirer de leurs exemples, on se condamnera fatalement à en transcrire la lettre, à moins de posséder soi-même l'esprit qui les animait l'un et l'autre, et de trouver, comme eux, l'originalité dans la mesure, la force dans l'équilibre des plus délicates facultés.

Avec des modèles voisins des origines de l'art, ce danger d'une imitation textuelle n'existera plus qu'autant qu'il y aura chez ceux qui les étudieront une intention préconçue et systématique, un véritable parti-pris d'archaïsme. Rien de plus facile que de séparer ici le fond de la forme, de compléter par la pensée ces esquisses pour ainsi dire d'idées générales, d'en approprier les indications succinctes aux exigences de l'instinct et du goût personnels. Les moyens d'expression employés gardent encore une telle simplicité

qu'ils ne peuvent plus que de raison s'emparer du regard en l'intéressant seulement aux procédés, ni laisser l'esprit incertain sur la signification morale de l'œuvre, sur la nature des sentimens qui l'ont inspirée. L'antique lui-même n'est si instructif que parce qu'il traduit un certain ordre de vérités sans complications, sans subtilités d'aucune sorte, et, parmi les monumens de l'antiquité, les plus favorables souvent à l'éducation des artistes modernes sont ceux qui appartiennent aux époques les plus rapprochées de la période des débuts. Par la franchise des inspirations et la sobriété du style, par ce qu'elles nous enseignent d'un art au-dessus des raffinemens et des ruses, les fresques des catacombes et les œuvres des *trecentisti* italiens peuvent avoir sur les progrès de notre temps une influence analogue. N'est-ce pas d'ailleurs à partir du jour où l'on a commencé de consulter ces lointains exemples que la peinture religieuse a été régénérée dans notre pays? Ne sont-ce pas là les modèles qu'avait choisis Hippolyte Flandrin, les secours du moins dont il s'aidait, non pour s'attribuer, comme certains peintres allemands, le faux-semblant d'un droit à l'imitation impitoyable des formes du moyen âge, mais pour contrôler sans l'asservir son propre sentiment, pour en confirmer les suggestions en les associant au souvenir de ces purs témoignages de la sincérité et de la bonne foi? Puissent les principes si noblement développés sur les murs de Saint-Vincent-de-Paul et de Saint-Germain-des-Prés persuader parmi nous d'autres talens et les préserver des tentations mesquines ou des séductions grossières! Quant aux talens dès longtemps convaincus qui nous restent, quant à ceux dont les efforts ont tendu jusqu'ici à maintenir l'art dans cette sphère des choses de l'âme où les maîtres l'avaient d'abord fait entrer, puissent-ils redoubler de zèle et multiplier, en face des entreprises contraires, les résistances et les démentis! Mieux que toutes les dissertations et les considérations historiques, leurs œuvres auront raison de nos ingratitudes ou de nos faiblesses. C'est à elles surtout qu'il appartient de nous prémunir ou de nous désabuser en rejetant dans l'ombre qu'elles méritent les tristes supercheries d'un idéalisme sans entrailles, aussi bien que les méprises matérialistes qu'on voudrait ériger en doctrine esthétique, et nous donner, sérieusement ou non, pour l'expression de la vérité.

HENRI DELABORDE.

LE MEXIQUE

ET

LES CHANCES DE SALUT DU NOUVEL EMPIRE

Il y a sept mois à peine qu'en achevant d'esquisser dans la *Revue* (1) un épisode de la guerre soutenue par nos partisans français dans les terres chaudes du Mexique, nous augurions mal des destinées de l'empire naissant. Voici qu'aujourd'hui les nouvelles arrivées de l'autre rive de l'Atlantique font craindre de fâcheux événemens. Le mot d'abdication a été murmuré au palais de Mexico. L'impératrice Charlotte, après avoir retenu la main de son époux au moment où il allait signer l'arrêt de mort du second empire mexicain, n'a pas craint, à l'époque la plus malsaine de l'année, de venir s'embarquer à Vera-Cruz pour traverser les mers et réclamer la continuation de l'appui de la France. La situation est grave. L'ex-président Juarès, si souvent chassé par nos armes, a reparu à l'horizon : deux ports importans sur le golfe, Matamoros et Tampico, sont déjà tombés aux mains des dissidens; le général en chef mexicain Mejia, une partie de ses troupes ayant fait défection, a capitulé devant des forces supérieures, et on a vu l'empereur lui-même donner l'ordre de cerner son propre palais pour y saisir les chefs d'une conspiration tendant à le renverser, conspiration qui comptait dans son sein des généraux, des prêtres et même des ministres de la couronne. Cependant l'armée française n'a pas encore quitté le sol mexicain! Aujourd'hui qu'une promesse solennelle con-

(1) Voyez *la Contre-Guérilla française au Mexique*, 15 février 1866.

tractée à la face des États-Unis a posé un terme certain à l'évacuation de nos troupes dans une période déterminée, deux questions subsistent. Au point de vue français, la première est celle qui comprend les droits des porteurs de titres de l'emprunt mexicain; la seconde relève de la politique internationale, elle a trait à la conservation même de l'empire créé par nos mains. La solution de ces deux questions se confondra dans le même dénoûment, car les intérêts des créanciers français restent indissolublement liés aux destinées du pays mexicain. Si la cause impérialiste triomphe, le paiement de l'emprunt conserve une garantie; mais si la monarchie succombe pour faire place à l'anarchie d'une république éphémère qui serait vite englobée par les États-Unis, prêteurs et emprunteurs sombreront du même coup.

Il nous semble qu'il est temps de soulever un coin du voile qui a recouvert jusqu'à cette heure les faits accomplis au Mexique depuis 1863. Le patriotisme interdit toute récrimination sur le but de cette expédition, qui devait assurer le triomphe de la race latine, et sur les dépenses faites pour édifier un trône déjà chancelant. La patrie a certes le droit de pleurer ceux de ses enfans qui sont tombés sur la terre lointaine; elle aura le droit aussi de tresser des couronnes aux survivans lors de leur retour, car, depuis les guerres du premier empire, jamais soldats n'avaient exécuté d'aussi longues et d'aussi pénibles marches au milieu de périls et de privations sans cesse renaissans. L'honneur de nos armes a donc été largement satisfait; mais il est regrettable que la vérité sur les résultats obtenus n'ait pas été mieux connue dans nos provinces et dans nos campagnes, où l'emprunt mexicain a trouvé de si nombreux souscripteurs. S'ils avaient su de combien de piastres avait été payé l'enthousiasme factice qui éclatait à Mexico lors de l'entrée de nos troupes, s'ils avaient pu apprécier la valeur de la *junta* réunie à la hâte pour décréter l'offre de la couronne pompeusement portée à Miramar, s'ils avaient pu juger de la sincérité du suffrage universel, de la terreur des notables appelés à voter (1), quand à mesure que nos colonnes avançaient dans l'intérieur, ils devaient se prononcer pour un prince étranger dont il fallait vaincre les hésitations, ils eussent été moins confians et moins alléchés par les grosses chances des loteries. Il est vrai que les souscripteurs d'obligations, comme l'a dit un député à la tribune, n'auront guère le droit de se plaindre, si leur capital vient à s'anéantir : ils ont consenti à courir des risques. On ne peut oublier toutefois que l'emprunt a été lancé sous le patronage de l'état, qu'un ancien directeur de la Banque de

(1) Surtout au Panthéon de Guadalajara.

France a présidé la commission mexicaine, que les receveurs-généraux ont été chargés du placement des obligations non souscrites, que l'état en un mot a contracté un lien moral vis-à-vis des porteurs de titres. Malgré l'intérêt des créanciers du Mexique et du trésor public français, qui a reçu dans sa caisse à titre de remboursemens une partie des obligations, il serait insensé de vouloir que le gouvernement songeât à courir de nouvelles chances pour protéger ceux qui ont si imprudemment engagé leurs fonds. Le mal est fait, la perte est grosse; la somme compromise viendra s'ajouter à celle que réclamaient les nationaux pour qui la guerre semblait entreprise. Cette dure leçon aura peut-être d'heureux résultats dans l'avenir. Elle enseignera aux gouvernemens le danger auquel ils exposent la fortune publique et privée en s'immisçant dans les emprunts des états étrangers. La seule chance de salut qui reste aux intéressés dépend donc de la vitalité de l'empire dont ils se sont faits les créanciers. Cette chance est-elle sérieuse? Y a-t-il un remède au mal? C'est ce que nous allons examiner.

I.

Dès la fin de l'année 1861, il est certain, malgré les dénégations, que l'archiduc Maximilien avait déjà jeté les yeux sur la couronne mexicaine. Dans une première lettre olographe, écrite à cette époque de Miramar à certains notables de Mexico, l'archiduc exigeait, pour accepter le trône, « la garantie morale et matérielle de la France et de l'Angleterre. » Sans blesser en rien les lois de la discrétion militaire, complétement étrangère à cet incident, nous pouvons dire que nous avons lu ce précieux document et savons en quelles mains il se trouve. Plus tard, l'archiduc, moins exigeant dans ses prétentions et emporté par un généreux élan, accepta la grande tâche qui s'offrait à lui. Il était beau en effet d'entreprendre la régénération d'un peuple, d'essayer de lui rendre la paix et la richesse; mais le nouveau souverain eut le tort de se placer au point de vue européen pour juger le Nouveau-Monde : il crut que son royaume grandirait sans peine à l'ombre du drapeau tricolore qui flottait dans sa patrie d'adoption; il espéra tout du concours de 30,000 soldats français aguerris et disciplinés opposés à des bandes commandées par des chefs inhabiles et divisés. Certes trois années d'une pareille guerre eussent largement suffi à la pacification du pays le plus rebelle du continent. Les illusions furent de courte durée, et les habitans de Vera-Cruz, qui désertèrent leurs rues et leurs maisons pour témoigner de leurs sentimens hostiles au nouveau régime, n'ont pas oublié les larmes que versa l'impéra-

trice Charlotte quand elle vit la solitude faite à l'approche de la famille impériale posant le pied sur le sol mexicain. Le présage était triste; jusqu'à la Soledad, les seules compagnes de l'auguste voyageuse furent la femme et la fille du commandant supérieur français de Vera-Cruz. Au sortir des terres chaudes, le nouvel empereur dut concevoir des espérances meilleures. Tout un peuple d'Indiens réellement enthousiastes accourut des états voisins et lui fit un splendide cortége jusqu'à Mexico. C'était là le vrai peuple sur lequel il fallait s'appuyer. Par malheur des influences fâcheuses ne tardèrent pas à dominer au palais, et le souverain fut plein d'hésitation au moment le plus décisif, à l'heure où il inaugurait son règne. Le nouvel élu avait cette rare bonne fortune, qu'en montant sur le trône il était libre d'engagemens vis-à-vis des cléricaux comme vis-à-vis des libéraux; de plus le général Bazaine avait rendu sa tâche facile en préparant l'opinion publique à voir valider définitivement par l'empereur la vente des biens du clergé; c'était là l'origine et la vraie cause du débat sanglant qui divisait les esprits. Maximilien n'avait donc qu'à se recueillir, à juger les hommes et les choses, et après mûr examen, sans écouter les passions, les rancunes ou les espérances soulevées par la cour de Rome, à se prononcer. Le Mexique attendait avec anxiété le manifeste impérial : quand le document si désiré eut paru, personne n'en fut satisfait. Au lieu de se mettre franchement à la tête de l'un ou de l'autre parti, poussé par un désir de conciliation qui ne convenait ni au tempérament du peuple mexicain, ni aux circonstances, l'empereur avait craint de trancher du premier coup la question des biens religieux. Il avait cru gagner du temps en ménageant le clergé sans vouloir décourager les libéraux; mais le maintien du *statu quo* tenait tous les intérêts en suspens et arrêtait les transactions, entravées déjà depuis tant d'années. La masse était prête à se jeter dans les bras du souverain, s'il eût fait preuve d'énergie. Cette hésitation porta un coup funeste au prestige monarchique. Les chefs libéraux, qui attendaient quelques gages sérieux avant de se rattacher au pouvoir, s'éloignèrent; le clergé, travaillé par l'archevêque de Mexico, Mgr de La Bastida, récemment arrivé de Rome, et dont toute la finesse avait échoué devant le sang-froid du général Bazaine, se détacha sourdement de l'empereur et sema dans l'ombre, au milieu des Indiens, des germes de désaffection pour le chef du pays. Ces manœuvres eussent échoué, si le gouvernement eût osé, pour contre-balancer l'influence du clergé et des *métis*, décréter une mesure essentiellement libérale, l'émancipation de la race indienne, qui forme la seule force vive du Mexique : là encore on eut recours aux demi-mesures, les *peones* restèrent en servage

sous la domination des *hacenderos* et des prêtres. Dans l'armée, égarée par des mécontens et par des émissaires sortis des deux camps, survinrent de cruelles défections. Les caisses de l'état se vidaient pour satisfaire aux besoins publics, et les revenus étaient en partie dérobés par une administration infidèle ou confisqués par les bandes juaristes. Les biens du clergé furent enfin déclarés propriété légitime des acquéreurs non frauduleux : cette mesure, trop tardive pour réchauffer l'enthousiasme libéral, déchaîna la fureur des cléricaux.

Si la discorde régnait autour du palais impérial, l'harmonie était troublée peu à peu dans l'intérieur même du conseil. L'empereur avait été suivi depuis l'Allemagne par son précepteur, conseiller aulique, ami aussi intelligent que dévoué à son royal élève; tous ses efforts tendaient à rallier les libéraux les plus honnêtes, dont il sentait le concours indispensable pour le triomphe de la cause impérialiste. Son action ne tarda pas à être contrecarrée par M. Eloïn, conseiller d'état belge en mission, attaché au service de l'impératrice et animé de médiocres sympathies pour les Français. Le conseiller aulique, malgré son dévouement éprouvé, succomba sous l'influence du conseiller belge, et dès le mois de mars 1865, sourd à la prière de l'empereur, qui prêchait l'union, il crut de sa dignité de retourner à Trieste. Les chefs militaires qui, par les armes ou les négociations, avaient le plus contribué à l'établissement de l'empire, Marquez et Wool, disparurent de la scène militaire ou politique. Deux généraux mexicains qui avaient joué un rôle important soit sous la république, soit depuis notre débarquement, et dont l'influence sur leurs états devait être mise à profit, Uraga et Vidaurri, furent froissés sans raison. Les rapports de la cour avec l'autorité française devinrent assez tendus. Les Autrichiens obéissaient à regret aux officiers mexicains, et les Belges se plaignaient d'avoir été trompés, prétendant être venus en colons armés, appelés à cultiver des terres et à les défendre au besoin, mais non en soldats permanens. Tout récemment on s'est vu forcé de licencier d'urgence le contingent belge pour cause d'indiscipline. L'appel de ces troupes auxiliaires était une faute, leur présence rappelait trop l'origine étrangère du souverain, et constituait vis-à-vis des troupes nationales un acte de méfiance que nous comprenons, mais qui ne devait pas moins être vu de mauvais œil. Peu à peu des *pronunciamientos* furent tentés avec succès sur plusieurs points de provinces jusque-là restées fidèles. Pendant ce temps, l'armée française marchait toujours, guerroyant sur 1800 lieues de pays, conquérant successivement des territoires que l'armée impérialiste reperdait le lendemain. A cette heure, Maximilien voit l'orage grandir. Les dis-

sidens, ralliés au drapeau de Juarès, qu'ils fouleront aux pieds après le départ des Français, soulèvent les populations, qui ne demandent qu'à faire oublier qu'elles se sont compromises avec nous. Ils regagnent rapidement du terrain, et déjà presque tout le Tamaulipas, qui touche aux États-Unis, est en leur pouvoir. S'ils sont habiles, ils ne tireront pas un coup de fusil de peur de retarder d'une minute l'évacuation qui va commencer.

On nous taxerait de partialité, si nous laissions dans l'ombre ce qui a été ou fait ou tenté de bien par le gouvernement impérial. Il faut rendre cette justice à l'empereur Maximilien, que, depuis qu'il règne à Mexico, il s'est livré à une étude incessante, trop minutieuse peut-être, des réformes urgentes. Il a signé un grand nombre de décrets, une foule de projets ont été mis à l'étude; mais peu ont abouti. Dès le début, il avait fait appel à l'expérience et au patriotisme de ses ministres et de ses généraux pour activer la reconstitution d'un système gouvernemental en rapport avec les besoins du pays, et il avait ordonné des économies sévères. Tout d'abord il s'était entouré de Mexicains, puis il a été contraint d'appeler des fonctionnaires français dans son conseil, et il faut bien avouer que le seul concours sérieux qui lui ait été prêté a été fourni par ceux de nos compatriotes répartis dans les différentes branches des services publics. Ses meilleures intentions ont échoué contre la résistance secrète ou la force d'inertie des administrateurs mexicains, résolus à ne pas sortir des ornières de la routine ou à ne pas modifier leurs habitudes de concussion. On a eu un exemple frappant de ces dispositions hostiles dans l'accueil qui fut fait naguère à M. Langlais, le successeur de M. Corta. Dès son arrivée à Mexico, le commissaire français éprouva les plus grandes difficultés à se faire communiquer dans les bureaux du ministère de l'*hacienda* les documens nécessaires à l'examen des véritables ressources du pays. *Le Moniteur* vient de nous apprendre que l'empereur du Mexique ne compte plus que trois ministres chargés de tout le service : un général français, M. Osmont, est ministre de la guerre; un intendant militaire français, M. Friant, est à la tête des finances; le troisième ministre est Mexicain : c'est M. Salazar Ilarregui, chargé des deux départemens de l'intérieur et des travaux publics; mais les deux premiers pourront-ils accepter leurs nouvelles fonctions? Voilà pour l'administration. — Quant à l'armée, l'empereur dut bientôt renoncer à la garde d'honneur mexicaine, formée à son arrivée sous le non de *dragons de l'impératrice* pour le service de sa personne au palais de Chapultepec, sa résidence; il leur préféra nos zouaves. L'armée exigeait une réforme radicale dans la formation des cadres et dans l'organisation générale. On se mit à l'œuvre;

mais dès le principe on fut arrêté par les questions de personnes. Une des causes principales de ruine pour le trésor mexicain, c'est la quantité excessive d'officiers toujours en disproportion avec les corps de troupe. La révision des brevets, poursuivie par une commission spéciale, constata qu'un nombre considérable de grades avaient été usurpés pendant les guerres civiles; la solde des titulaires grevait les finances sans profit comme sans raison. Il fallut éliminer surtout une masse d'officiers supérieurs. Aussitôt les mécontens, prêts à se jeter dans les rangs ennemis, furent si nombreux qu'on dut s'arrêter devant l'exécution de ces mesures, indispensables pourtant à la réduction des dépenses.

Avant tout, il fallait faire des efforts pour développer le commerce afin d'accroître le revenu des douanes et des octrois. Parmi les travaux les plus urgens à entreprendre figurait la réparation des grandes voies de communication, dégradées par une incurie de vingt-cinq ans et défoncées par les pluies torrentielles qui chaque hiver inondent le pays. Les ponts et chaussées préparèrent beaucoup de plans, de nombreux chantiers furent ouverts sur les routes de Puebla, Toluca et Queretaro. Les guérillas ne tardèrent pas à disperser les travailleurs, et la sécurité, sans laquelle tout commerce est impossible, au lieu d'augmenter, ne fit que diminuer. La Belgique a conservé l'affligeant souvenir de la catastrophe qui attendait au Rio-Frio, à deux étapes de Mexico, le retour de la mission extraordinaire envoyée par le roi Léopold pour complimenter le nouvel empereur. Tombée dans une bande de partisans prévenus de son passage et apostés sur la route, l'ambassade crut de son honneur de se défendre, et ne ramena en Europe que des morts et des blessés. Les chefs d'escorte français peuvent dire de leur côté avec quelles difficultés les convois de ravitaillement confiés à leur garde montent des terres chaudes sur les hauts plateaux : les bêtes de somme s'y noient encore dans les boues du chemin le plus important, celui qui relie le port de Vera-Cruz à Mexico. Comme on le sait, l'établissement des chemins de fer était resté très arriéré au Mexique. A l'arrivée des Français en 1862, la république ne comptait encore qu'une quarantaine de kilomètres environ de voies ferrées, répartis en deux tronçons commencés à chaque extrémité de la grande ligne destinée à relier la capitale au golfe. Le premier tronçon transportait les voyageurs de Vera-Cruz à Medellin et à la Pulga. Sous l'impulsion du commandant en chef français, impatient d'arracher nos troupes aux maladies des terres chaudes, ce tronçon a été continué jusqu'au Chiquihuite, c'est-à-dire prolongé d'une soixantaine de kilomètres. Le second va de Mexico à Chalco, première station de la ligne qui doit descendre à

Vera-Cruz. Dès son arrivée, l'empereur concéda de nombreux priviléges pour la création de nouvelles lignes dans le centre de l'empire. Une société se constitua pour la continuation de la grande artère déjà commencée, s'engageant à presser les travaux. Depuis lors une seule voie de 10 kilomètres de longueur, pompeusement inaugurée, a été ouverte à la circulation : c'est celle de Mexico à San-Angel, le Saint-Cloud de la capitale. Encore faut-il tenir bon compte à la compagnie de cet effort; les autres concessionnaires ont cherché à faire argent de leurs priviléges, et s'en sont tenus là. Quant aux lignes télégraphiques, elles ne peuvent résister à la guerre civile; le fil de Mexico à Vera-Cruz est le seul qui fonctionne, celui de l'intérieur est sans cesse coupé.

L'industrie minière avait aussi donné de grandes espérances; mais pour exploiter une mine il ne suffit pas d'y être autorisé. Une mise de fonds considérable, des ingénieurs, des ateliers de travailleurs, des machines, des amas de charbon, des provisions du mercure nécessaire à la séparation des métaux, sont indispensables. Sans sécurité dans le pays, sans routes pour les transports, pareille entreprise peut-elle être tentée? Le Mexique passe à bon droit pour être très riche en mines, les gisemens argentifères y sont surtout nombreux; mais les mines exploitées sont peu considérables, faute de bras et de capitaux, comparativement aux trésors qu'on pourrait extraire du sol. Il existe d'ailleurs en France une erreur très répandue, et qui à distance a fasciné bien des imaginations : on croit que la plupart des mines sont la propriété de l'état; il n'en est rien. Les plus productives appartiennent à de puissantes compagnies anglaises à qui la république, dans des momens de crise financière, les a cédées moyennant redevance. Hors celles de Guanajuato, on peut dire que les mines les plus importantes ont été ainsi aliénées; il nous suffit de citer celles de Pachuca, Real del Monte et del Oro. Voici donc une ressource restée bien inférieure aux espérances qu'on se plaisait à concevoir. On n'en retire que les droits de frappage ou de poinçon dans les monnaies, et les droits d'exportation lorsque l'argent change de province ou sort du territoire. Les compagnies sont parfois obligées elles-mêmes d'abandonner une part de leur bénéfice aux guérillas qui consentent à entrer en composition pour laisser le passage libre aux *conductas*. Il y a donc grand lieu de craindre que les compagnies auxquelles on a récemment accordé des priviléges ne laissent dormir et même périmer la concession plutôt que de satisfaire aux conditions imposées et de se lancer, au milieu des circonstances actuelles, dans des travaux aussi aléatoires et aussi coûteux. Comme on le voit, l'industrie s'est peu développée, et ne pourra prendre d'extension

tant que la face du pays ne sera pas renouvelée, surtout tant que le Mexicain, dégoûté du travail par les maisons de jeu, ne fabriquera rien lui-même et empruntera tous ses objets de consommation à l'étranger. Presque toutes les maisons de commerce qui approvisionnent le pays sont en effet étrangères, surtout allemandes et anglaises; c'est dire qu'elles retirent de la circulation des milliers de piastres pour les expédier en Europe. A coup sûr, si la confiance renaissait, elles préféreraient les faire fructifier sur place, dans des institutions de crédit. Pour donner une idée exacte de l'industrie nationale, nous dirons qu'une seule fabrique à vapeur fonctionne dans tout l'empire mexicain : c'est une fabrique anglaise installée sur les hauts plateaux, dans la ville de Celaya; on y travaille les laines. Elle a fourni tous les draps dont s'est habillée l'armée de Juarès en 1863. Si les libéraux l'ont permis, une seconde fabrique à vapeur doit être en construction à Chihuahua, vers l'extrême frontière du nord; c'est l'œuvre de M. Roger-Dubos, consul français en cette ville. Il a dû apporter d'Europe les machines et tout l'outillage, que, faute de routes au Mexique, il a été forcé de faire passer sur le territoire américain pour les amener à destination. De pareils faits sont humilians pour une nation si voisine des États-Unis, où la science industrielle et l'emploi des forces sont arrivés à une telle perfection. Jamais les *Yankees* n'auraient laissé les grands fleuves du Mexique sans les couvrir d'usines et sans les faire servir à l'exploitation et au transport des bois arrachés aux forêts vierges.

Les bonnes intentions du gouvernement impérial étant ainsi demeurées inefficaces, deux années précieuses se sont écoulées en tentatives infructueuses, et l'armée française, du séjour de laquelle on eût dû profiter pour fonder des institutions durables, a opéré dans le vide. Tout donc à peu près reste à faire; les améliorations n'ont eu lieu que sur le papier, et dans un court délai l'état mexicain sera réduit à ses seules ressources. On assure que l'impératrice Charlotte a obtenu un sursis au paiement des échéances dues à la France : ce sera d'un mince secours. Quant au maintien de nos troupes, il ne saurait en être question. L'empire mexicain livré à ses propres forces survivra-t-il à l'évacuation ? Il nous semble que le trône de Maximilien, quoique bien fortement ébranlé, peut encore se raffermir, mais à la condition expresse que le gouvernement entrera sans plus tarder dans une voie radicalement opposée à celle qui a été suivie jusqu'à ce jour.

II.

Qui trop embrasse mal étreint. Ce vieil adage peut s'appliquer à l'empire mexicain. La cause réelle de l'épuisement qui le mine, c'est l'immense développement du territoire. Pour vivre, tout gouvernement a besoin d'argent. Pour défendre les frontières contre les agressions du dehors comme pour assurer la sécurité au dedans, l'armée est nécessaire chez un peuple qui est désolé par le brigandage et dont la civilisation est arriérée. Or les caisses du Mexique sont vides, l'armée est désorganisée. Cette armée sera-t-elle plus solide lorsque l'appui des Français lui manquera? Aura-t-elle la prétention d'occuper militairement dix-neuf provinces, que nos bataillons ont reconquises sur les dissidens morceau par morceau, et dans lesquelles elle ne parvient pas aujourd'hui à conserver les places remises entre ses mains? Quant aux finances, elles sont obérées parce que les recettes sont dilapidées, parce que certaines provinces improductives, comptant cinq habitans par lieue carrée, absorbent des capitaux considérables. Les douanes sont fraudées tous les jours, et certains ports dont les revenus sont énormes retombent entre les mains de l'ennemi par la raison bien simple que la force armée ne peut ni fermer 1,800 lieues de frontière à la contrebande, ni suffire à la défense du sol et à la poursuite des bandits. D'après les chiffres officiels, le Mexique succombe sous son budget. Les recettes, en supposant des rentrées régulières, ne dépassent pas 90 millions de francs; il dépense, sans parler de l'amortissement de ses dettes, 150 millions de francs : déficit inévitable, 60 millions de francs par an. La question est de savoir si l'empereur Maximilien a la ferme volonté de fonder quelque chose de stable. Préfère-t-il un immense royaume imaginaire, ouvert à tous les vents, où son autorité sera méconnue, ravagé par la guerre civile et les flibustiers américains, réduit aux expédiens qui précèdent la banqueroute, à un royaume plus modeste où il aura la gloire d'avoir ramené la vie et la richesse en moralisant peu à peu son peuple, en formant bataillon par bataillon une armée fidèle et en faisant honneur à ses engagemens? Toute la question est là. — Si l'empereur a la force de prendre nettement le second parti, s'il se résigne à rétrécir provisoirement les bornes de cet empire démesuré, et se décide, dans la zone plus restreinte où s'exercera son action, à utiliser avec vigueur les ressources dont il peut réellement disposer, il est presque certain du succès. Qu'il fasse aussitôt la part du feu; il aura plus tard tout le loisir d'étendre ses frontières, et le terrain lui fera moins défaut que les hommes.

Le Mexique compte dix-neuf états : il est borné à l'est par le golfe du Mexique, au sud par l'Amérique centrale, à l'ouest par l'Océan-Pacifique, et au nord par les États-Unis. De la pointe du Yucatan à la limite de la Sonora, points extrêmes de l'empire au sud et au nord, la distance à vol d'oiseau égale trois fois et demie celle de Marseille à Dunkerque. La largeur moyenne varie entre 280 et 1000 kilomètres. Le Mexique proprement dit, formant un tout homogène et nettement délimité, n'existe que sur la carte. De tout temps, à l'époque même la plus prospère de la république, sans parler des provinces détachées par la conquête, comme le Texas, la plupart des états ont lutté contre la centralisation, réclamant leur autonomie et repoussant la domination de Mexico. Au sud, jamais le Yucatan ne s'est étroitement uni à la capitale; Campêche et Mérida, qui en sont les deux villes principales, luttent même constamment entre elles : depuis quatre ans, nous y avons dépensé hommes et argent à trois reprises différentes sans succès durable. Le dernier voyage de l'impératrice Charlotte dans cet état, où elle était accompagnée par une des familles considérables du pays, la famille Gutierrez, dévouée à la cause impériale, n'a pas été suivi d'heureux résultats. A l'ouest, sur le versant des Cordillères, une grande partie de la côte baignée par le Pacifique, habitée par les Indiens *Pintos*, peuplade fort belliqueuse, est toujours restée insoumise à l'autorité présidentielle. Les Pintos ne reconnaissent pour maître que le vieil Alvarès, qui guerroie encore aujourd'hui. Le port d'Acapulco lui servait de quartier-général. La seule concession qu'on put obtenir du chef indien fut de consentir à vivre en paix avec ses voisins et à payer un léger tribut. Au nord, vers les grandes prairies, le Cohahuila et le Chihuahua, dont la petite capitale a donné longtemps et donne encore l'hospitalité à Juarès, ne se sont ralliés que pour repousser d'un commun effort l'invasion française. Même sous Juarès, le Mexique était plutôt une fédération qu'une république. Souvent les états du centre nommaient un second président, et le fauteuil restait à celui des deux compétiteurs qui avait le plus de canons. Certaines provinces étaient inconnues les unes aux autres, puisque le manque de routes s'opposait aux échanges et aux relations lointaines. Enfin les états excentriques, séparés de la capitale par des déserts, se souciaient peu d'envoyer leurs piastres et leurs soldats à Mexico, dont ils n'avaient aucune faveur ni aucun secours à attendre. Les circonstances sont-elles plus favorables aujourd'hui? Maximilien peut-il songer sérieusement à réunir sous le même sceptre ce vaste faisceau disloqué? Il est difficile de le croire. Disons plus, il est mathématiquement impossible que l'armée mexicaine suffise à couvrir le

Mexique tel qu'il est constitué. Il faut donc se résigner à un sacrifice momentané, mais intelligent. L'empereur d'Autriche vient de donner à son frère un salutaire exemple; nous-mêmes nous venons d'appliquer en Algérie le système des différentes zones. Au lieu d'user ses forces et ses finances dans le vide, Maximilien doit les concentrer. Il faut se créer une nouvelle frontière, une nouvelle ligne de douanes, réduire l'étendue du territoire à défendre.

Les dix-neufs états du Mexique se répartissent de la façon suivante : trois états au sud formant une pointe détachée, s'avançant dans le golfe et la mer des Antilles, pauvres, à peine habités, très malsains, et sans voies de communication (1); — onze états au centre, les plus riches et les plus peuplés, assis sur le golfe et sur le Pacifique, touchant aux États-Unis, arrosés par les plus grands fleuves du Mexique, et renfermant presque toutes les mines (2); — cinq états à l'extrémité ouest et nord, dépeuplés, véritables déserts, sans eau, désolés par les incursions des Apaches (il faut en excepter les richesses de la Sonora, qui pourtant ne compensent pas les dépenses) (3).

Jusqu'à des temps plus prospères, sans abandonner aucun de ses droits, il faut à notre avis se concentrer dans les onze états du centre, laisser provisoirement à leur propre direction le petit groupe des trois états du sud et les cinq états situés à l'extrême ouest et nord. Mexico ne peut rien pour ces régions lointaines; c'est à leurs habitans de s'organiser, de se défendre, de réveiller leur propre énergie, s'ils veulent conserver un lien avec la mère-patrie. Quand la pacification de l'empire, tel que nous le concevons avec ses nouvelles limites, sera complète, les groupes isolés demanderont d'eux-mêmes à rentrer dans le giron commun, où alors ils pourront trouver assistance. Ce n'est pas par les armes qu'ils peuvent être conquis, c'est par l'influence du bien-être et de la sécurité dont ils verront jouir les états du centre. Si les provinces délaissées se détachent définitivement de la couronne, qui aura été impuissante à les couvrir, l'empereur n'aura pas le remords d'avoir vendu une seule parcelle de terrain, comme l'ont fait les présidens de la république. D'ailleurs, il ne faut pas s'y méprendre, ces huit états subissent déjà une loi d'attraction défavorable au Mexique, et la résistance qui ne cesse de s'y manifester en est une preuve. A quoi bon ces expéditions ruineuses qui n'ont qu'un résultat, celui de compromettre les habitans, qu'on est obligé d'abandonner à peine entré

(1) Yucatan, Tabasco, Chiapas.

(2) Vera-Cruz, Tamaulipas, Oajaca, Puebla, San-Luis, Nuevo-Léon, Mexico, Michoacan, Guanajuato, Guadalajara, Zacatecas.

(3) Durango, Cohahuila, Chihuahua, Sonora et Cinaloa.

dans la place. Le système de protection actuel, qui dépense sans rien rapporter, qui irrite les populations, est cent fois pire que l'abandon provisoire que nous proposons.

L'empire réduit à ses nouvelles limites, c'est-à-dire formé des onze états du centre, offrirait encore une superficie assez satisfaisante : cinquante-sept mille lieues carrées environ. Le territoire des onze états est celui où la population, quoique peu nombreuse encore, est la plus compacte; c'est le sol que les altitudes variées qu'il présente rendent le plus propre à tous les genres de culture, depuis la vanille, le café et le sucre jusqu'au blé et aux essences du nord. Il est arrosé de larges fleuves, faciles à rendre à la navigation dès que les travaux publics seront sérieusement entrepris; il est enfin assis sur les deux mers, et les ports produisent à eux seuls, en temps de paix, 24 millions de francs, le quart des revenus du Mexique.

Ce territoire formerait presque un carré dont la défense deviendrait facile : la première mesure à prendre serait de couvrir d'un rempart de villes fortifiées la frontière regardant les cinq états ouest et nord pour la mettre à l'abri des incursions. Le port de San-Blas, qui est le chemin de la Californie, Tépic, qui commande les terres chaudes, Colima, qui est la porte des hauts plateaux, la Barca, qui domine le magnifique lac de Chapala, Guadalajara, qui garde la vallée du Lerma et qui est arrosée par le Rio-Grande, le premier fleuve du Mexique, Encarnacion, Aguas-Calientes, Fresnillo, Zacatecas, qui barrent les quatre routes du nord, Saltillo et Monterey, qui surveillent le Texas et la frontière américaine, formeraient presque en ligne droite un cordon militaire et douanier que chacune de ces villes surveillerait comme une sentinelle avancée. L'établissement de ces dix villes frontières se donnant mutuellement la main assurerait la sécurité de l'empire, qui, désormais garanti au dehors, pourrait avec ses seules ressources procéder à sa réorganisation intérieure.

Pour retrouver ses forces et les utiliser, que le gouvernement de Mexico se hâte de profiter de la dernière année de présence des soldats français; il a devant lui le temps de mener à bonne fin les réformes indispensables. L'armée mexicaine est mauvaise. Si la troupe, recrutée surtout parmi les Indiens, est sobre, dure à la fatigue et courageuse, les cadres sont détestables. Il y a sans doute d'honorables exceptions, mais en général les officiers, presque tous mexicains, ont perdu le sentiment de l'honneur militaire. Leur instruction est assez médiocre, faute d'écoles spéciales. Les habitudes de *pronunciamento* sont invétérées, grâce aux germes de corruption semés dans leurs rangs par l'ancien président Santa-Anna, le conspirateur

par excellence. L'armée mexicaine doit donc être licenciée pour être reformée aussitôt sur le modèle français. Ce serait rendre bien des bras oisifs à l'agriculture si délaissée. Avant de procéder à la réorganisation, la *leva,* sorte de presse militaire qui, quoique abolie en 1864 par un décret de la régence, est encore mise en pratique, doit disparaître. Il faut que ce moyen barbare, issu de la conquête espagnole, fasse place à une conscription frappant également sur toutes les classes. Pour rendre la conscription facile et plus douce, qu'on la fasse précéder de l'émancipation complète des *peones,* jusqu'ici esclaves de la glèbe. Les Indiens ont toujours été enrôlés de force et entraînés loin de leurs familles. Quel intérêt pouvaient avoir à guerroyer ces malheureux, jetés des rangs du vaincu aux rangs du vainqueur? Du même coup, si on veut faire des citoyens, ce qui manque au Mexique, où le mot de patrie est sans signification, il faut rendre les *peones* propriétaires fonciers. Les communes sont assez riches aujourd'hui que les quatre cinquièmes de la terre n'appartiennent plus en entier aux communautés religieuses. Il y a d'immenses terrains incultes dans chaque province, puisque sur certains points on ne compte que cinq habitans par lieue carrée. Que l'état en concède la moitié aux Indiens et conserve l'autre pour la colonisation. Les nouveaux propriétaires, en défendant leur coin de terre, apprendront à défendre le sol national. C'est alors seulement que la conscription pourra donner de vrais soldats pour la garde des frontières et des villes. Quant aux officiers, les cadres, reformés avec soin et ramenés à un chiffre normal, s'ouvriraient aux anciens serviteurs que des examens ou des états de service recommanderaient le plus au choix du souverain. L'armée française, concentrée dans le nouvel empire et assistant au licenciement et à la reconstitution des troupes mexicaines, en imposerait aux mécontens éliminés. Jadis la république mettait sur pied 32,000 hommes réguliers et 27,000 hommes de réserve. Les onze états du centre, qui sont les plus populeux du Mexique, pourraient facilement appeler sous les drapeaux 22,000 soldats. A côté de ces contingens se trouverait la légion étrangère, que le maréchal Bazaine organise aujourd'hui très activement, et qui sera composée en grande partie de Français. La légion comprendra six forts escadrons de cavalerie, et, lorsqu'elle se sera grossie de nos militaires libérés qui demeureront au Mexique après l'évacuation et du corps des contre-guérillas, ce sera une force respectable qui devra s'élever à 18,000 combattans. Ces deux effectifs pourraient suffire à tout.

La répartition des 40,000 hommes est tout indiquée. Nous avons compté dix villes frontières; il faut y ajouter trente villes du

centre (1). C'est donc en tout quarante villes ayant besoin de garnisons. Or il n'y a pas de ville au Mexique d'où puisse être délogée une force de 500 Français; depuis la destruction de l'armée juariste, il n'y a pas de bande qui ose livrer combat à une pareille force : ce sera bien moins à craindre encore quand tous les petits corps de la légion étrangère composée de Français, rattachés entre eux par l'unité de commandement du chef de la légion, s'appuieront les uns sur les autres. Les Mexicains, abrités derrière des murailles, résistent avec une rare énergie, — le siége de Puebla en a fourni une preuve éclatante; — en rase campagne, ils lâchent pied aisément, s'ils n'ont pas derrière eux ce qu'ils appellent l'*appoyo* (réserve). La légion étrangère servirait de réserve à l'armée mexicaine. — 500 Français de la légion et 500 Mexicains de l'armée, fortifiés dans chaque ville frontière, seraient en mesure de repousser toute attaque du dehors et de former une chaîne douanière difficile à briser. Une force égale, distribuée dans les trente villes du centre et circulant constamment en colonnes mobiles sur toutes les routes dans un rayon respectif de dix lieues, se relierait aux garnisons des villes frontières, et ne tarderait pas à avoir raison du brigandage. Les 40,000 hommes seraient ainsi employés. Quant à la capitale, qui serait le centre des écoles et des dépôts de plusieurs régimens, elle est assez populeuse pour fournir à elle seule le contingent militaire destiné à la protéger. Pour le moment, il ne faut pas songer aux gardes civiques et rurales. Il y a eu des essais malheureux : les armes confiées aux habitans ont été livrées aux guérillas ou se sont tournées contre le gouvernement. On devrait aussi songer aux mesures à prendre pour empêcher les levées arbitraires de soldats armés que chaque particulier se croit en droit de faire pour son propre compte. A Queretaro, nous avons vu un *hacendero* qui avait équipé à ses frais, pour son service particulier, une troupe de 180 cavaliers armés jusqu'aux dents. Il est temps de faire cesser cette parodie du régime féodal.

Le Mexicain veut qu'on le commande avec énergie. Les armes françaises lui inspirent du respect, il accepte la présence des Fran-

(1) Ces trente villes sont réparties de la maniere suivante : douze dans les terres chaudes et dix-huit sur les hauts plateaux. Celles des terres chaudes sont : Cordova, Huatusco, Jalapa, Perotte, Orizaba, Ozuluama, Huejutla, Vittoria, San-Fernando, Tehuacan, Atlisco, Oajaca. — Celles des hauts plateaux sont : San-Andres, Tlascala, Celaya, Tepeji, Queretaro, Pachuca, Silao, Guanajuato, San-Luis, Cholula, Cuernavaca, Toluca, Morelia, Acambaro, Santiago-del-Valle, Léon, Lagos, Puebla. Sur les cartes, on décore bien d'autres points du nom pompeux de ville; ce ne sont que de malheureuses bourgades presque désertes ou de simples *ranchos* plus misérables que le dernier de nos villages. Pour qui a parcouru le Mexique, l'énumération précédente est des plus exactes.

çais, qui sont à ses yeux des conquérans; mais il repousse les Autrichiens et les Belges comme venus après coup. Tout en rendant un juste hommage aux qualités militaires de ces deux contingens, l'expérience a prouvé que leur tempérament s'accommodait moins facilement que le nôtre du climat mexicain, et le climat est un ennemi avec lequel il faut compter. Puis le pays n'est que trop habitué aux costumes militaires de toutes couleurs, il faut plutôt chercher à le ramener à l'unité de costume. La légion étrangère et l'armée régulière seraient désormais les seules forces reconnues dans tout l'empire.

La mesure la plus urgente, si on veut sérieusement réorganiser l'armée, est la création d'une administration militaire; il n'en existe, à proprement parler, aucune jusqu'à présent dans les troupes mexicaines. Le soldat qui n'est point régulièrement payé, vêtu et nourri devient forcément pillard, et cause de graves dommages à l'habitant. Ces hordes de femmes qui se traînent à la suite des colonnes en marche, butinant çà et là les vivres du soldat, doivent disparaître pour faire place à un corps d'intendance qui serait aussi sévèrement contrôlé qu'il contrôlerait lui-même l'économie des corps, l'authenticité des effectifs et la régularité du paiement de la solde, trop souvent détournée par les chefs. Les 40,000 hommes pourraient se diviser en 30,000 fantassins, 6,000 cavaliers et 4,000 soldats d'artillerie, de génie et autres armes. Les postes de plaine seraient réservés à la cavalerie. La cavalerie est coûteuse; il y a intérêt à la réduire en un pays très accidenté, où le fantassin est infatigable et lasserait un cheval dans une course prolongée. D'ailleurs le cavalier mexicain ruine facilement sa monture tant par le peu de soin qu'il en prend que par la facilité avec laquelle il lui dérobe souvent partie de sa ration de maïs. La race chevaline, décimée par de longues guerres civiles, a besoin de repos et d'amélioration. Les remontes auront tout bénéfice à n'accepter que les meilleurs sujets, qu'elles paieront de façon à encourager les efforts des éleveurs. Le Tamaulipas est aujourd'hui l'état le plus riche en *mañadas* (troupes de chevaux) propres au service. Les Mexicains sont très bons artilleurs, et les canons ne leur manquent pas; il y aurait même prudence à diminuer le nombre des bouches à feu, trop souvent abandonnées à l'ennemi.

Toutes les villes du Mexique sont des villes ouvertes. Le maréchal Bazaine, avant son départ pour la campagne de 1864 dans l'intérieur, afin d'éviter toute surprise sur ses derrières pendant que l'armée marcherait en avant, avait résolu que Mexico et tous les points importans seraient fortifiés, armés, approvisionnés, et que dans chaque place de l'empire serait construit un réduit où les

troupes serrées de trop près pourraient se retirer au besoin, se défendre à outrance et attendre l'arrivée des secours. Avec un soin minutieux, le général en chef veilla lui-même à l'exécution de ses ordres, et tous les ouvrages de Mexico furent élevés et achevés sous ses yeux. A mesure qu'il passait dans les places des hauts plateaux, il faisait poursuivre le même travail. Cette mesure prévoyante fut couronnée d'un plein succès. Pas un poste ne fut enlevé sur les derrières de l'armée opérant dans mille directions. Ce même système, appliqué aux villes frontières comme il l'a été aux villes du centre, les rendrait inexpugnables. Plusieurs déjà ont été fortifiées par les Français, et les églises, ainsi que les couvens de vieille construction espagnole, que l'on rencontre partout, présentent une épaisseur de murailles qui favorise ce genre de défenses. Lors du tirage au sort, il serait très utile de laisser rigoureusement à chaque ville les soldats de sa circonscription; ce serait un appui naturel pour les garnisons, car les Indiens devenus propriétaires seraient intéressés à bien servir, et, grâce au voisinage de leurs familles et de leurs biens fonciers, acquerraient de plus en plus l'amour du sol natal.

Jamais les États-Unis ne déclareront une guerre ouverte au nouvel empire, quoiqu'ils recherchent les annexions; mais ils favoriseront indirectement le passage des flibustiers, toujours prêts à faire irruption au-delà du Rio-Bravo pour grossir les rangs des juaristes. Dans l'état actuel, l'armée mexicaine est incapable de couvrir le cours du long fleuve qui sert de frontière aux deux pays; il en serait autrement, si une garnison solide, fidèle à son drapeau, se levait sur la rive mexicaine réduite au parcours de Matamoros à Monterey; les contrebandiers et les aventuriers hésiteraient à franchir le fleuve. Les douanes de Matamoros, le port frontière, grossies des recettes qui ont été jusqu'ici fraudées, augmenteraient comme celles des autres ports du golfe, devenus les seuls débouchés ouverts à l'importation et à l'exportation. Avant la guerre, Tampico voyait ses revenus s'élever à 7 millions de francs; Vera-Cruz encaissait plus de 11 millions, et Tuxpan, le port intermédiaire, produisait 1,800,000 fr. Quand la sécurité commence à régner, les échanges appellent les échanges. Le développement des ports, qui exige certains travaux, solliciterait vite l'attention du gouvernement.

Le Mexique, assis sur deux mers, ne peut rester plus longtemps étranger au mouvement maritime qui relie les deux mondes. Le spectacle grandiose de la marine américaine est fait pour stimuler son désir de se créer une force navale destinée à protéger ses ports du golfe et ceux du Pacifique : qu'il forme donc des écoles pour les marins recrutés dans la population côtière; ce seront les gardiens naturels des ports. Il n'est pas nécessaire de lancer des vaisseaux de haut bord; mais les villes du golfe, Tampico, Matamoros, Tuxpan,

Sotto-Marina, sont à cheval sur la mer et sur des fleuves dont plusieurs peuvent être remontés dans l'intérieur des terres jusqu'à plus de cinquante lieues de l'embouchure. Au pied de Tampico coulent le Panuco, qui descend de la vallée même de Mexico, et le Tamesis, qui sillonne la Huasteca, la Kabylie des terres chaudes. Le Rio-Bravo enveloppe la frontière du nord; au sud de l'état de Vera-Cruz, on peut commander une partie des terres chaudes par le Rio-Blanco. Qu'une canonnière navigue sur chacun de ces cours d'eau, ce sera une nouvelle force qui, grâce à la vapeur, pourra se multiplier pour protéger les côtes et faire la police de l'intérieur. Les ports du Pacifique réclament le même service maritime. Plus haut, sur les plateaux du centre, il serait aussi important qu'une canonnière sillonnât le vaste lac de Chapala, qui compte soixante lieues de largeur, et le Rio-Grande, qui relie ce lac à la ville de Guadalajara, la seconde capitale de l'empire. Tout cela n'est pas l'œuvre d'un jour; mais il faut courir au plus pressé. Huit mois suffiraient pour mener à bonne fin les projets dont l'exécution est la plus urgente. Il faut se hâter, car après le départ des soldats français il sera trop tard pour licencier utilement l'armée mexicaine.

Par la suite, plusieurs modifications commerciales deviendraient nécessaires. La pénurie du trésor public, les fraudes, les dilapidations ont contraint la république à élever pour les objets importés les droits d'entrée à des chiffres fabuleux et à multiplier ces mêmes droits sous différens noms : aussi les marchandises parvenues à destination reviennent-elles au triple de la valeur première. La contrebande et le brigandage disparaissant avec la guerre civile, les recettes publiques reprendront leur cours : ce sera l'heure d'abaisser les tarifs. Les routes étant meilleures, la cherté des transports diminuerait. L'armée française a conquis l'Algérie le fusil d'une main et la pioche de l'autre : le soldat mexicain changera son bivouac en chantier armé. Il est temps de pacifier la grande route de Vera-Cruz à Mexico. La locomotive qui fait le service dans les terres chaudes de Vera-Cruz est armée de canons et de tirailleurs à cause des guérillas, qui ont déjà causé deux catastrophes par des déraillemens. Les embuscades sont faciles au milieu de la végétation qui envahit la voie elle-même malgré des coupes répétées. Le seul moyen de repousser les bandits, c'est de brûler et de raser les bois à droite et à gauche sur trois ou quatre kilomètres de largeur. Sur ces terrains défrichés et engraissés, appelez des colons; au lieu d'accorder des concessions fantastiques au fond du Mexique, dans des pays inconnus, groupez les nouvelles populations sur les routes; fortifiez par des ouvrages de campagne les points les plus favorables : les blockhaus ont longtemps suffi à briser le choc bien autrement redoutable des Arabes.

L'état qui ne paie pas ses employés fournit un prétexte au vol; quand le prétexte aura disparu, on aura le droit d'être impitoyable vis-à-vis des caissiers infidèles des deniers publics. Il faut moraliser la classe des fonctionnaires. Du jour où les octrois ne seront plus fraudés, les villes se suffiront à elles-mêmes; nous en avons eu des exemples. Après le siége de Puebla, le général Brincourt, alors colonel du 1er zouaves, fut nommé commandant supérieur de cet état. La gestion des administrateurs mexicains fut si régulière que Puebla fit de grosses économies, qui furent envoyées à Mexico. Qu'on n'aille pas dire que le brigandage ne peut s'extirper, car toute l'armée fut frappée de la rapidité avec laquelle le calme rentra dans cette province si désolée, et cela grâce à l'énergie du commandant supérieur. Plus tard, quand la pacification sera en bonne voie, on devra se hâter de faire oublier le régime militaire et le règne de la force. Il faut réapprendre au peuple mexicain la vie civile, oubliée depuis tant d'années; mais que les libertés publiques se défient de la réaction religieuse!

Un des spectacles les plus affligeans que présente tout le pays, c'est la corruption du clergé. Il a fait argent des choses saintes, il a changé la religion en idolâtrie; il est adonné au jeu, au plaisir, et ne respecte pas toujours l'hospitalité des familles dans lesquelles il pénètre sous le manteau de son ministère. Son influence, surtout sur les Indiens, est déplorable. Il aspire à ressaisir les honneurs et les priviléges politiques dont il jouissait jadis, et conspire jusque dans le palais impérial, où, d'après les dernières nouvelles, des prêtres ont été arrêtés. L'empereur sera renversé par le clergé, s'il ne le renferme pas rigoureusement dans son royaume spirituel.

Nous n'avons pas eu la prétention d'esquisser un plan qui défiât la critique; mais nous avons la conscience d'avoir mis le doigt sur le mal, d'avoir indiqué les causes principales d'épuisement pour le Mexique. Nous croyons que la moralisation pénétrant dans les masses, l'industrie utilisant le sol et les fleuves, l'émancipation des Indiens enrichis désormais par leur travail, le développement du commerce par la restauration des routes, en un mot le spectacle d'une paix féconde succédant aux horreurs d'une guerre civile, suffiraient pour rappeler les hommes et les capitaux dans le Mexique. Le souverain qui, entré dans cette voie, réussirait à réaliser ce programme, aurait la double gloire d'avoir su, par un sacrifice désintéressé et intelligent, arracher à la barbarie un des plus beaux pays du monde, et d'avoir fondé sur des ruines un nouvel empire dont il serait le véritable créateur.

Cte E. DE KÉRATRY.

LES

FRONTIÈRES DE L'ITALIE

I. *Italia e Confederazione germanica, studi documentati intorno alle pretenzioni germaniche sul versante meridionale delle Alpi*, del prof. Avv. Sigismondo Bonfiglio; 1 vol. in-8°; Turin 1865. — II. *Trieste et l'Istrie dans la question italienne*; Paris 1865. — III. *I Confini tra l'Italia e la Germania*, appunti diplomatici, par M. Giuseppe Canestrini, etc.; Florence 1866.

Rien ne semble plus simple que cette question si vieille et toujours nouvelle de l'affranchissement d'un peuple asservi à une domination étrangère, je veux dire qu'il est relativement encore assez facile de saisir cet éternel problème dans ses élémens premiers, dans ce qui en forme l'essence, — la radicale et inévitable hostilité de deux races juxtaposées par la force ou par le hasard des combinaisons diplomatiques. Entre vainqueurs et vaincus, il y a une sorte de délimitation morale qui saute aux yeux, qui défie toutes les tentatives de fusion, une délimitation de génie, de mœurs, d'intérêts, de défauts même. Quand Russes et Polonais sont en présence à Varsovie, la question apparaît avec une sinistre évidence. Quand les Autrichiens règnent directement à Milan, à Venise, indirectement à Bologne, à Parme, à Florence, la situation n'est pas moins tranchée. Des deux côtés, tout est clair et net : c'est une incompatibilité profonde, absolue, qui ne cessera que le jour où l'étranger aura cessé lui-même de camper au cœur du pays conquis. Tant que la lutte reste concentrée dans ces termes généraux, dans ce terrible dilemme de la subordination morale et politique d'un peuple ou de son affranchissement, il n'y a point d'équivoque possible. C'est la période du

porro unum necessarium, c'est le moment où tout se résume encore dans cette suprême alternative : être ou n'être pas! L'embarras et l'obscurité commencent lorsqu'il s'agit, non plus de reconnaître un droit, mais de lui tracer des limites, lorsque cette indépendance reconquise au prix de mille efforts en vient à se fonder, à s'organiser, à chercher sa vraie sphère d'action. Alors surgit tout un ordre de complications nouvelles. Le problème passe pour ainsi dire du centre à la circonférence, le mal va du cœur aux extrémités avant de s'évanouir tout à fait. Ce n'est plus, en un mot, une question d'existence qui se débat, c'est une question de frontières qui s'élève, qui, sans avoir la même importance, sans intéresser au même degré le sentiment national, ne laisse point d'avoir sa gravité, ne fût-ce que par les nuages qu'elle soulève. Sur ces frontières indécises se trouvent en présence, comme dans une dernière rencontre, une domination réduite à battre en retraite et une nationalité reconstituée qui s'avance impatiente d'arriver aux limites de son expansion légitime, inquiète de savoir où elle doit planter son drapeau.

C'est dans cette phase que l'Italie vient d'entrer après bien des luttes préparées, soutenues pour une indépendance qui peut être considérée aujourd'hui comme définitivement victorieuse. La Vénétie, c'était encore pour elle le *nécessaire*, ce nécessaire sans lequel une nationalité mutilée et incomplète reste toujours exposée à quelque coup de vent de la mauvaise fortune. Le Trentin, Trieste, l'Istrie, toutes ces questions que l'Italie n'a pu trancher par la guerre, que la paix ne résoudra pas, qui restent par conséquent en suspens, ces questions ne sont plus le *nécessaire*, ou du moins elles n'ont point toutes également ce caractère. Elles ont de plus un malheur, elles sont obscures; elles forment autour de cette intégrité reconstituée de l'Italie, sur tout un côté de cette masse territoriale agglomérée et unifiée depuis six ans, comme une ceinture de points vagues, contestés, qui échappent à une démarcation précise, où les prétentions opposées viennent se heurter, bataillant sans fin sur le droit ancien et sur le droit nouveau, sur les frontières naturelles et sur les frontières diplomatiques, sur l'ethnographie et sur l'histoire. C'est cette obscurité que je voudrais éclaircir en dégageant les traits caractéristiques d'une situation où l'Italie a désormais beaucoup moins à se prémunir contre une domination démantelée qu'à réserver et à préparer l'avenir sur certains points, où de son côté l'Autriche, si elle était sensible à la puissance des événemens, serait bien plus intéressée à s'assurer au-delà des Alpes une alliance utile qu'à défendre quelques positions dont l'importance diminue singulièrement dans les conditions nouvelles qui lui

sont faites. Puisque l'Autriche a perdu le royaume lombardo-vénitien, pourquoi s'obstinerait-elle à garder les clés d'une contrée où elle ne peut plus paraître en souveraine, où elle n'a plus à se défendre? Puisque l'Italie à son tour, par un miraculeux concours de circonstances, est arrivée à réaliser ce rêve séculaire de l'indépendance par l'unité, pourquoi se montrerait-elle impatiente d'annexions nouvelles et de territoires contestés? Pourquoi enfin ne laisserait-on pas au temps, ce grand médiateur, ce grand conciliateur des choses inconciliables, le soin de préparer les solutions, de déterminer la transformation définitive par la force des affinités morales et des intérêts?

De quoi s'agit-il donc et quels sont les élémens réels, positifs, de cette obscure question des confins italiens, qui n'est point faite pour rallumer la guerre, mais qui peut embarrasser la paix, qui peut encore, plus qu'on ne paraît le penser, se relier à des combinaisons futures? A contempler de haut la configuration de la péninsule, aucun pays n'a certes de frontières naturelles plus nettement tracées que l'Italie du nord. On a employé une figure pour en donner une idée. Si d'un point central de la Lombardie on tire un rayon vers l'Apennin qui longe la rivière de Gênes, et si on décrit un demi-cercle, on a devant soi le vaste contour alpestre, cet immense boulevard qui semble fait pour servir de barrière entre l'Italie et l'Allemagne, ces *Alpi che cingono l'Italia*, selon le titre donné par l'ancien état-major piémontais à ses travaux topographiques. A partir du mont Viso, vers la Méditerranée, la chaîne s'étend jusqu'au bord oriental de l'Adriatique, jusqu'au golfe du Quarnaro, où elle expire, et se dresse sur son parours comme une massive et gigantesque muraille. Alpes noriques, Alpes rhétiques, Alpes carniques, Alpes juliennes, ce sont les noms divers de cette prodigieuse barrière naturelle. Au nord, en suivant la chaîne vers l'Adriatique, sont le Tyrol allemand, la Carinthie, la Carniole, pays autrichiens; au midi s'étendent la Lombardie jusqu'à la Valteline, le Trentin et ses vallées, la Vénétie, l'Istrie, le littoral de Trieste. A considérer cette disposition des lieux, une sorte de fatalité géographique fait évidemment des sommets alpestres la vraie frontière naturelle; elle met pour ainsi dire le sceau italien sur tous ces versans méridionaux et semble les rattacher au système péninsulaire. Toutes ces vallées à travers lesquelles se précipitent d'innombrables cours d'eau descendant des Alpes, — l'Adda, l'Oglio, la Chiese en Lombardie, l'Adige, la Brenta, la Piave, la Livenza, le Tagliamento, l'Isonzo en Vénétie, — ces vallées sont manifestement italiennes en quelque façon par nature et par destination. Le littoral de Trieste lui-même n'est qu'un des côtés du golfe de Venise,

sans rapport naturel avec les contrées transalpines. Toutes ces provinces, en un mot, semblent bien faites au premier coup d'œil pour se rattacher au groupe italien, à ce groupe si clairement circonscrit. Ce n'est pas d'aujourd'hui, ce n'est pas dans l'imagination échauffée de quelques patriotes ulcérés ou ambitieux que cette idée a pris naissance. Déjà de son temps, dans une description de la péninsule qui est encore inédite et qui doit voir le jour, Guicciardini, l'historien florentin, étendait le domaine italien jusqu'au sommet des montagnes. Le Frioul, selon lui, était cette contrée placée entre l'Istrie, la mer Adriatique et « les Alpes qui séparent l'Italie de l'Allemagne. » Albona, Terranuova, Pola elle-même, Pola, l'arsenal autrichien d'aujourd'hui, toutes ces villes de l'Istrie étaient désignées par le diplomate florentin comme les dernières localités italiennes du côté du golfe du Quarnaro, connu autrefois sous le nom de Fanatico.

Je ne veux dire qu'une chose, c'est que cette idée d'une Italie embrassant tous les versans méridionaux de la chaîne alpestre n'a rien de moderne, rien qui dérive d'une ambition surexcitée par le succès, rien enfin qui jusqu'à un certain point ne soit dans l'ordre naturel. Il n'est pas moins vrai cependant que depuis longtemps ici la politique est en guerre avec la géographie, et que l'Italie ne va point jusqu'aux Alpes. Ce n'est que du côté de la France que l'Italie a aujourd'hui cette limite naturelle des Alpes où la fixe la cession de la Savoie; au-delà, c'est la Suisse qui est maîtresse des passages du Saint-Gothard, du Luckmanier, du Saint-Bernard et qui s'avance entre le lac Majeur et le lac de Côme. Plus loin encore, c'est l'ennemi séculaire, c'est l'Allemand maître de tout le reste depuis les Alpes rhétiques jusqu'aux Alpes juliennes, possédant toutes les issues et en créant même de nouvelles pour faire face à des dangers nouveaux, s'étendant progressivement par le Trentin jusqu'au lac de Garde, par le Frioul jusqu'à l'Isonzo et même au-delà. On n'a qu'à jeter les yeux sur une carte; on verra se dessiner cette marche de la domination étrangère dans le contour intérieur des Alpes, de telle sorte qu'en dehors de la Lombardie et de la Vénétie, dont la nationalité n'a pu jamais être méconnue, même dans la dépendance où elles vivaient, les autres provinces limitrophes ont formé par degrés, aux extrémités septentrionales de la péninsule, comme une masse territoriale plus particulièrement revendiquée par l'Allemagne, soumise à un travail plus actif d'assimilation, systématiquement détachée de l'orbite italien. De là est venue cette situation où, voyant se dresser à l'horizon cette frontière alpestre vers laquelle tend son ambition, l'Italie s'est sentie néanmoins arrêtée devant des territoires que ses armes n'ont point con-

quis, et où elle trouve des populations, des intérêts, des traditions, des habitudes dont une domination étrangère peut se servir comme d'un dernier point d'appui pour sa défense.

Comment s'est formée cette situation complexe où la politique et la géographie sont en guerre? C'est le travail des siècles, dira-t-on, qui l'a créée, qui a livré ces territoires à des populations plus mêlées, qui a développé dans ce pays de caractère mixte des intérêts distincts, et a imposé par là des bornes à l'expansion de la nationalité italienne. Les montagnes d'ailleurs, ajoutera-t-on, ne sont pas plus que les fleuves des frontières nécessaires, naturelles. — Et quelle est la signification réelle de ce mot de frontières naturelles dans un temps où les fleuves, au lieu d'être une ligne de démarcation, un obstacle, sont un des moyens les plus actifs de communication entre les peuples, où l'art perce les montagnes, adoucit les pentes les plus abruptes, facilite et multiplie les relations entre les versans opposés? — Je n'ignore pas que le travail des siècles, aidé de tous les moyens énergiques d'une industrie perfectionnée, peut amener par la force des intérêts, par la puissance de l'habitude, de ces déplacemens de frontières, de ces délimitations nouvelles qui triomphent des obstacles naturels; mais ce qu'il y a justement de frappant, ce qui domine dans la situation de ces provinces revendiquées à la fois par l'Italie et par l'Allemagne, dans cette situation telle qu'elle apparaît encore aujourd'hui, c'est qu'elle n'est pas précisément bien ancienne : elle a une origine toute moderne, elle ne remonte pas au-delà des révolutions territoriales du commencement de ce siècle. L'Istrie n'appartenait pas autrefois à l'Autriche, c'est le traité de Campo-Formio qui la lui a donnée en lui donnant la Vénétie, dont elle était une dépendance. Si une partie du Frioul était autrichienne, l'autre était vénitienne. Trieste avait une sorte d'existence indépendante : c'était une façon de ville libre placée sous la vieille suzeraineté des archiducs d'Autriche encore plus qu'une possession autrichienne, ou à la dernière extrémité une possession autrichienne plutôt qu'une possession allemande. Le Trentin ne se rattachait pas du tout au Tyrol allemand. Ce qu'il y a de caractéristique surtout, c'est la pensée politique qui a dirigé l'Autriche à dater du jour où elle a possédé toutes ces terres de la Lombardie, de la Vénétie, de l'Istrie, du Frioul, de Trente, formant désormais une masse compacte directement reliée aux états héréditaires; c'est la confusion à l'aide de laquelle la politique impériale s'est appliquée pendant longtemps à fortifier sa domination au-delà des Alpes, dans les provinces limitrophes particulièrement, en essayant toujours d'identifier, en identifiant autant qu'elle l'a pu son intérêt propre et l'intérêt allemand, en engageant le plus possible l'Allemagne dans cette

lutte désastreuse contre la nationalité d'un peuple. C'est là le côté général, politique, diplomatique, d'une question qui, au premier abord, semble n'impliquer qu'une simple difficulté de délimitation. C'est l'œuvre des traités de 1815 interprétée, poussée à bout par l'Autriche avec autant d'art que de persévérance, avec une habileté telle qu'une certaine confusion survit encore même après les désastres de la domination impériale en Italie.

Qu'on interroge cette situation dans son origine, dans ses développemens. Les traités de 1815 faisaient deux choses : d'un côté, ils énumeraient les possessions attribuées à l'Autriche avec un luxe de détails qui allait jusqu'à rappeler tous les traités antérieurs, même des traités qui n'étaient pour la cour de Vienne que des souvenirs de défaites; de l'autre, ils décrétaient la constitution d'une Allemagne nouvelle organisée sous la forme d'une confédération où l'Autriche et la Prusse devaient entrer « pour celles de leurs possessions ayant anciennement appartenu à l'empire germanique. » Mais où commençait, où finissait cet ancien empire germanique? Quelles étaient les possessions qui pouvaient entrer dans l'Allemagne nouvelle? Comment procéder dans un travail qui pouvait avoir pour résultat de dénationaliser indirectement des populations, de rompre subrepticement un équilibre à peine fondé? C'étaient là autant de questions dont l'Autriche et la Prusse n'étaient plus, à vrai dire, les uniques arbitres, puisque la nouvelle confédération germanique n'était que l'application d'un principe adopté en commun par les puissances européennes rassemblées à Vienne. Parmi les états allemands eux-mêmes, il y en avait qui pressentaient un péril dans le vague de cette désignation générale d'anciennes possessions germaniques, qui pressaient l'Autriche et la Prusse de s'expliquer avant tout. Le plénipotentiaire bavarois notamment, le prince de Wrede, observait dans une des conférences « qu'il était nécessaire que la Prusse et l'Autriche désignassent plus positivement ceux de leurs états qu'elles avaient l'intention de faire entrer dans la confédération, que l'Autriche avait indiqué entre autres le *Tyrol italien* et la Carinthie, mais que l'admission de ces deux états pourrait aisément entraîner l'Allemagne dans une guerre étrangère à ses intérêts, qu'il était important de ne pas admettre des états qui pourraient compromettre la confédération... »

C'était la première impression en présence d'une obscurité d'où pouvait sortir l'inconnu. Ainsi pressée de s'expliquer, l'Autriche n'en fit rien. Ce n'est que trois ans après que, par un protocole du 6 avril 1818, simplement communiqué à la diète de Francfort, elle se décidait à désigner celles de ses possessions qu'elle entendait faire entrer dans la confédération. « Bien que sa majesté,

disait la cour de Vienne, eu égard aux relations connues de la Lombardie et de l'empire, pût, d'après l'article 1er de l'acte fédéral, introduire cette province dans la confédération germanique, elle ne veut pas cependant donner à cet article une portée qui serait d'ailleurs fondée. Sa majesté désire montrer ainsi à la confédération germanique qu'elle n'a pas l'intention d'*étendre au-delà des Alpes la ligne de défense de la confédération*. Aussi l'empereur s'en tient-il à l'application la plus limitée de l'article 1er de l'acte fédéral. » Cette application limitée, c'était l'incorporation à l'Allemagne du Frioul ou cercle de Goritz, Gradisca, Tolmino, Aquilea, du littoral de Trieste, de la principauté du Tyrol avec les pays de Trente et de Bressanone, — de telle façon que des provinces italiennes se trouvaient introduites dans la confédération après coup, presque secrètement, puisque le protocole du 6 avril 1818 a été pendant longtemps à peine connu, sans nulle participation de l'Europe, seule compétente cependant pour préciser le sens de l'article des traités de 1815 qui avaient fondé la confédération germanique.

Lorsque plus tard, en 1851, l'Autriche, enhardie par de récens succès et allant plus loin, en est venue à vouloir incorporer à l'Allemagne toutes ses possessions italiennes, la Vénétie et la Lombardie elles-mêmes, elle a trouvé en Europe une certaine résistance. La France notamment, dans un mémorandum aussi substantiel que pressant, s'opposait à cette entreprise excessive, ramenant la confédération à ses limites naturelles, telles que la Prusse elle-même les avait tracées autrefois, limites de langue, de mœurs, de lois, de nationalité. « Étendre arbitrairement ces limites naturelles, disait la diplomatie française, adjoindre aux populations allemandes des populations slaves, hongroises, illyriennes, italiennes, au milieu desquelles elles seraient noyées, ce serait dénaturer la confédération... Cette masse absorbant dans son sein vingt peuples et vingt états différens se présenterait à l'esprit non plus comme une garantie de paix et d'équilibre, mais comme une menace, comme un symbole de confusion et d'envahissement... » Rien n'était plus saisissant et plus vrai; seulement ce qu'on disait en 1851, au moment où l'Autriche laissait échapper le dernier mot de son système, on aurait pu le dire déjà, dans une certaine mesure, de l'acte de 1818, qui n'était que l'application préliminaire et partielle de la même politique, l'entrée en jeu d'une partie habilement engagée. Cette incorporation de 1818 semblait de peu d'importance au premier abord; en réalité, l'Autriche espérait ainsi lier indissolublement l'Allemagne à la cause de sa domination au-delà des Alpes. Par tous les passages du Tyrol fédéralisés, elle pesait sur la péninsule de tout le poids de la confédération. Elle était seule, il est vrai, en

Lombardie et à Vérone; mais à Udine, à Trente, elle avait désormais derrière elle, à côté d'elle, l'Allemagne tout entière. Il est certain que les traités de 1815 n'avaient nullement prévu cette introduction de provinces italiennes dans la confédération, cette extension de la frontière germanique, pas plus qu'ils n'avaient prévu les liens de vassalité par lesquels l'Autriche enchaînait les petits états italiens à sa domination au-delà des Alpes.

L'Autriche, de cette façon, par un simple protocole visé à Francfort recevait évidemment un puissant secours; sous le voile commode d'une frontière arbitrairement tracée, elle se créait une redoutable réserve en faisant de la confédération la gardienne des passages des Alpes. D'un autre côté, elle donnait à l'Allemagne, en compensation de la charge qu'elle lui imposait, une extension de territoire, des positions dominantes vis-à-vis de l'Italie, l'entrée de cette Adriatique qu'on a depuis appelée une *mer allemande*, et par l'Adriatique l'entrée de la Méditerranée, l'accès de l'Orient. Ainsi se formait ce pacte par lequel l'Allemagne se voyait mêlée aux affaires d'Italie dans une mesure, d'abord restreinte ou mal définie, qui avec la marche des choses n'a fait que s'accentuer en s'agrandissant. Qu'est-il arrivé en effet? Au premier instant, je le disais, des hommes d'état allemands entrevoyaient cette éventualité comme un péril pour la confédération. Bientôt on n'y a plus vu qu'un droit et une nécessité. On s'est accoutumé au-delà du Rhin à considérer réellement comme un intérêt germanique l'établissement impérial en Italie, et après avoir accepté le bénéfice d'une frontière sur l'Adriatique, sur l'Isonzo et sur le lac de Garde, on en était venu, par des considérations stratégiques, à voir dans la possession de la Vénétie, peut-être même de la Lombardie, ou tout au moins d'une portion de la Lombardie par l'Autriche, une condition de sécurité pour l'Allemagne.

Des causes diverses ont contribué à pousser la politique allemande dans cette voie : un sentiment de solidarité absolutiste de la part des gouvernemens, des habitudes de soumission à l'influence prédominante de la cour de Vienne, des réminiscences du saint-empire. A dater d'un certain moment, l'âpreté débordante et envahissante du patriotisme germanique s'en est mêlée, — si bien qu'il s'est trouvé un jour, au mois d'août 1848, où en plein parlement de Francfort on a proposé et des mandataires du peuple ont sanctionné cet axiome nouveau, que la ligne du Mincio était nécessaire à l'Allemagne. Des envoyés du vicaire de l'empire furent expédiés à Paris et à Londres pour porter le vote de l'assemblée nationale allemande. Et quel était le premier auteur de cette motion? C'était un Prussien, M. de Radowitz, un Prussien d'une candide et subtile

imagination, qui, dans ses désirs de grandeur pour sa patrie, n'eut jamais, je le crains, que la fumée de l'ambition dont M. de Bismark a eu le feu. Ce que je veux montrer, c'est cette confusion croissante où l'Allemagne a glissé en ce qui touche l'Italie et où la Prusse elle-même a joué son rôle. La Prusse effectivement n'a point été la dernière à suivre le mouvement. Plus d'une fois elle a garanti à l'Autriche ses possessions italiennes, et c'est un ministre des affaires étrangères de Berlin, M. de Schleinitz, qui, en formulant le projet d'une intervention un peu tardive, écrivait le 24 juin 1859, le jour même de la bataille de Solferino : « Appuyés sur une forte concentration militaire, nous avons l'intention, *en nous efforçant de maintenir les possessions autrichiennes en Italie*, de mettre en avant au moment voulu la question de la paix et d'offrir notre médiation. » Au fond, la pensée de la Prusse comme de l'Allemagne, c'était toujours cet intérêt germanique à sauvegarder au-delà des Alpes, et il n'y a pas si longtemps que ce thème était développé à Berlin dans le même sens où il aurait pu l'être à Vienne.

Je ne veux pas dire, en présence de la bataille de Sadowa, — cet épilogue un peu imprévu du projet d'intervention de 1859 et des garanties données encore pendant la guerre de Danemark, — que l'Autriche ait été comblée dans tous ses vœux, qu'elle ait absolument obtenu tout ce qu'elle attendait de cette puissante arrière-garde qu'elle s'était ménagée en Allemagne, et qu'elle ait trouvé dans la Prusse une bien efficace coopératrice pour le maintien de ses possessions en Italie, notamment pour la conservation de cette Vénétie sans laquelle, disait-on, l'intérêt germanique ne pouvait vivre. Ce qui est évident, c'est que cette identification de l'intérêt allemand et de l'intérêt autrichien sous le prétexte d'une frontière fédérale arbitraire a pesé longtemps sur la politique européenne, sur toutes les combinaisons d'où aurait pu sortir l'indépendance de l'Italie. Lorsque le roi Charles-Albert combattait en 1848 sur le Mincio et sur l'Adige et que du Tyrol on lui demandait secours, quelle était la grande préoccupation qui l'assiégeait, qui contribuait à gêner tous ses mouvemens? C'était d'éviter un conflit avec la confédération, de ne pas toucher à la frontière allemande, par laquelle les renforts autrichiens arrivaient cependant sur lui. Lorsque dix ans plus tard, en 1859, l'armée française suspendait brusquement sa marche au lendemain de Solferino, par quel motif s'arrêtait-elle? On l'a dit assez clairement, pour ne pas engager la lutte avec la confédération germanique. On avait pris les soins les plus scrupuleux pour respecter tout ce qui était territoire fédéral, au risque d'affaiblir ses moyens d'action et de restreindre soi-même le nombre des points vulné-

rables de l'ennemi. Et récemment encore quelle était la grande difficulté au sujet de la Vénétie? C'était toujours cette situation complexe, cette terrible question de l'intérêt allemand, cette sorte d'inviolabilité dont l'Allemagne continuait de couvrir la dernière possession autrichienne au-delà des Alpes. Ce n'était pas à Vienne seulement que l'idée d'une cession pacifique était repoussée, qu'on s'obstinait à représenter la Vénétie comme le bastion avancé du système de défense de l'Allemagne méridionale. L'Italie, avec raison, ne se souciait pas d'aller heurter de front cette masse germanique sur laquelle l'Autriche semblait s'appuyer encore.

Qu'a-t-il donc fallu pour faire tomber l'obstacle? Rien moins qu'un déchirement de l'Allemagne et ce qu'on pourrait appeler d'une certaine façon une véritable défection de la Prusse sacrifiant pour le moment à son ambition propre toutes les traditions de la politique allemande au-delà des Alpes. Je me place, bien entendu, en parlant ainsi, au point de vue des prétentions germaniques telles qu'elles se sont manifestées pendant longtemps. Et ici il y a une particularité de cette dernière guerre qu'on n'a point remarquée, c'est ce singulier coup de fortune de la diplomatie italienne tournant la difficulté avec un à-propos merveilleux, marchant à la conquête de Venise par une dissolution de l'Allemagne à laquelle elle a certainement contribué, atteignant par la souple hardiesse de ses mouvemens un but devant lequel ses armes se sont arrêtées. C'est un fait : battue sur terre, battue sur mer, l'Italie n'a pas moins vaincu par la puissance de son droit, je le veux bien, mais aussi certainement par cette habileté à saisir le moment d'une défection qui désarmait l'Allemagne, qui occupait les forces autrichiennes et ne laissait plus rien subsister de ce qui avait été le principal obstacle, de tout ce qui avait jusque-là gêné la solution de la question italienne. Je n'ajouterai qu'un mot : l'Italie a réussi parce qu'elle a trouvé une ambition toute prête. L'occasion s'est offerte à elle, elle l'a saisie, et elle n'a point eu tort. Les Italiens se méprendraient singulièrement pourtant, s'ils ne voyaient ce qu'il y a de fortuit, de passager dans cette alliance, comme je le disais l'autre jour. La Prusse a fait bon marché de cette fameuse *ligne du Mincio*, qui a été le thème de tant de discours et de tant de dépêches : elle a livré la Vénétie, c'était le prix convenu; mais elle a une ambition trop prévoyante pour ne pas laisser aux autres, même à des alliés, le moins possible, en prenant pour elle le plus qu'elle peut ou en réservant l'avenir. Elle a trop d'intérêt à entretenir, à se concilier les passions, les préjugés germaniques pour leur faire de durables violences, pour les froisser surtout au-delà du nécessaire. La Vénétie une fois cédée, elle redeviendra bientôt allemande vis-à-vis

de la péninsule; elle l'est déjà redevenue le jour où elle a cru pouvoir achever par les négociations ce qu'elle avait commencé par la guerre, et ce n'est pas elle assurément qui aidera l'Italie à devenir la maîtresse de Trieste et de la *mer allemande*, à prendre l'Istrie ou même le Trentin, à dépasser en fait cette frontière fédérale qui n'existe plus en droit. Les Italiens, si je ne me trompe, n'en sont plus à savoir le degré de concours qu'ils peuvent espérer de la Prusse dans cette question de délimitation, où ce n'est plus le protocole de 1818 qui fait loi, mais où l'esprit allemand est encore aux côtés de l'Autriche, — ne fût-ce qu'en prévision du jour où, de défaite en défaite, l'empire autrichien tombant en dissolution, laisserait sur les Alpes des titres dont l'Allemagne nouvelle revendiquerait certainement l'héritage.

Après cela, dans cette affaire des frontières qui survit à la guerre, où l'Italie reste seule à soutenir une cause diplomatiquement perdue sans doute, où, en l'absence d'un droit écrit qui n'existe plus, toutes les raisons naturelles d'intérêts, d'affinités, de mœurs, de nationalité, retrouvent leur force, — dans cette affaire on ne peut dire que la situation soit la même sur ces divers points de l'Istrie, de Trieste, du Frioul, du Trentin, dont l'ambition italienne se détache avec tant de peine. La question nationale au-delà des Alpes avait jusqu'ici cela d'heureux, qu'il n'y avait pas même un doute possible sur les diverses provinces qui se sont fondues dans le royaume nouveau. Qui donc aurait pu imaginer et soutenir que Venise ne fût point italienne? Au-delà, si les caractères principaux d'une nationalité identique persistent encore et s'attestent par des signes éclatans, le mélange commence, les élémens du problème se multiplient et se compliquent singulièrement. Ainsi il est bien clair que la question n'est pas la même dans le Tyrol et dans certaines parties du Frioul ou de l'Istrie, dans tous ces pays en un mot qui ont été jusqu'à ces derniers temps diplomatiquement revêtus du sceau germanique, et que l'Italie revendique aujourd'hui soit au nom du droit de nationalité, soit en invoquant le principe contesté des frontières naturelles. Non, cela n'est pas douteux, la question n'est pas la même, elle n'est pas également claire partout, ou, pour mieux dire, elle n'est pas arrivée partout à une égale maturité. Ce qui est vrai du moins, c'est qu'elle est claire à Trente, dans cette région montagneuse du versant méridional des Alpes qui s'abaisse vers Bergame, Brescia, Vérone, se rattachant à la fois à la Lombardie et à la Vénétie ou les séparant, si elle appartient à un maître étranger. Ici l'Italie ne fait que revendiquer une terre italienne qui s'enfonce comme un coin entre ses provinces toujours menacées, et c'est ce qui explique ce double mouvement des volontaires de Garibaldi du

côté du lac d'Idro, de la division Médici du côté du Vénitien, les uns et les autres s'avançant jusqu'à la dernière heure sur Trente, comme pour donner à l'occupation du pays l'autorité d'un fait accompli au moment de la paix.

Celui qui jetterait les yeux sur une carte du pays de Trente revue par la diplomatie pourrait se croire perdu dans une vraie forêt d'Allemagne. On a commencé par germaniser les noms. On a changé Bressanone ou Brissino en Brixen, Bolzano en Botzen, la Chiusa en Klausen, Glorenza en Glurns, Pusteria en Pustherthal. En réalité, cette métamorphose est purement extérieure et diplomatique. Ce pauvre Trentin avec ses gorges profondes et pittoresques, avec ses mœurs simples, avec sa population fine et sobre, n'a rien d'allemand. Il y a même cela de curieux que ce nom de Tyrol appliqué à ces contrées n'a rien d'exact et est d'invention toute récente. Le vrai Tyrol, le Tyrol allemand ou autrichien, est au nord des Alpes. Le pays de Trente et de Bressanone a toujours eu une existence à part; toutes ces vallées de Ledro, de Sugana, de Giudicaria, de Fieme, de l'Adige, dépendaient autrefois de Bergame, de Vérone ou de Venise. Les traités de 1815 eux-mêmes désignèrent ce pays d'une façon distincte sans le confondre avec l'autre Tyrol, et dans des temps plus récens, lorsque la fortune sembla sourire un instant à la guerre de l'indépendance de 1848, lord Palmerston, entrevoyant l'inévitable scission entre l'Autriche et l'Italie, recherchant la frontière qu'il serait possible d'établir entre les deux états, plaçait par à peu près cette limite vers Bolzano au-dessus de Trente. C'est qu'en effet ces contrées n'ont rien de naturellement commun avec le Tyrol allemand; elles se rattachent à la péninsule par leur histoire, par leur position, par leurs intérêts, par leur esprit, par une nécessité de défense pour l'Italie.

C'est après tout une destinée ballottée que cette destinée du Trentin depuis un demi-siècle et plus. Il ne cessait d'être une principauté indépendante en 1799 que pour devenir un de ces pays qui servent éternellement de compensation entre les puissans de ce monde. Napoléon souffle sur cette principauté ecclésiastique et la réserve un moment pour la donner comme indemnité au grand-duc de Toscane, puis il la livre à l'Autriche, et c'est là le vrai commencement, la première période de la domination impériale dans les vallées italiennes des Alpes. De l'Autriche la principauté de Trente passe à la Bavière par la paix de Presbourg, et ce n'est que vers 1810 enfin, à la suite de la paix de Schœnbrunn, après quelques années d'une existence incertaine et agitée, qu'à défaut de sa vieille autonomie elle semble retrouver une condition plus naturelle : elle est rattachée au royaume d'Italie, et devient le département du

Haut-Adige. Napoléon, qui ne s'inquiétait guère de l'indépendance des peuples, qui les maniait et les pétrissait de sa main victorieuse, se préoccupait un peu plus de leur organisation, de la sûreté des états qu'il créait, et c'est ainsi qu'une commission étudiait avec le plus grand soin et fixait les limites du nouveau royaume. Ces limites, qui du côté du Frioul et des Alpes carniques allaient jusqu'à l'Isonzo et au passage du Tarvis, atteignaient du côté du Haut-Adige le Tyrol et l'Allemagne; elles couraient des hauteurs de Cadore au mont Stelvio; elles répondaient en un mot à cette pensée exprimée par le prince Eugène dans une lettre à Napoléon : « La seule limite militaire à établir est la limite tracée par la nature même sur les sommets des montagnes où se séparent les eaux de la Mer-Noire et celles de l'Adriatique. »

Cinq ans étaient à peine écoulés que tout avait disparu, et que l'Autriche rentrait dans le Trentin avec son droit de possession éphémère de 1802. Déjà, dans la première période de sa domination, elle avait essayé de rattacher le versant méridional au vieux Tyrol du nord; plus que jamais, après 1815, elle reprenait cette assimilation. C'est alors que surgissait cette expression de *Tyrol italien*. Entre les deux provinces du nord et du midi des Alpes, tout devenait commun, lois, diète provinciale, administration. Une patente impériale de 1816 révélait la pensée autrichienne avant que l'introduction du Trentin dans la confédération germanique en 1818 vînt couronner cette tentative de dénationalisation. « L'Autriche, a écrit le comte Festi, voulait à tout prix germaniser le Trentin; elle y envoya des employés allemands pour le gouverner, elle ordonna l'ouverture d'une école de langue allemande publique et obligatoire. C'est à Inspruck que les jeunes gens destinés aux carrières publiques devaient aller achever leurs études. C'est d'Inspruk que venaient les lois expédiées en langue étrangère. A la frontière du Trentin, du côté de Vérone, il y avait un droit sur les grains importés du Vénitien, et ce droit était supprimé du côté de la Bavière. Des évêques allemands, des prêtres allemands, des professeurs allemands, l'Autriche n'a rien omis... »

C'est l'éternel procédé de toutes les dominations; mais ce qu'il faut remarquer, c'est que l'histoire de ce petit pays n'est qu'une longue et patiente résistance depuis 1815 jusqu'à l'année 1848, où les représentans de Trente allaient protester dans les assemblées autrichiennes contre cette assimilation, jusqu'à l'année 1863, où les députés nommés à la diète provinciale d'Inspruck protestaient encore et refusaient d'aller prendre part aux travaux de l'assemblée tyrolienne. Les uns et les autres ne déclinaient pas la suzeraineté impériale, ils ne le pouvaient légalement : ils résistaient à la

fusion avec le Tyrol; ils s'obstinaient surtout à ne pas vouloir être Allemands. L'Autriche, il est vrai, a plus d'une fois invoqué, comme une marque de la vieille fidélité tyrolienne, les souvenirs de la prise d'armes de 1809, de ce mouvement dont l'infortuné André Hofer fut le héros populaire; mais d'abord de quel Tyrol voulait-elle parler? En outre, lorsque les Tyroliens du sud se levaient avec es Tyroliens du nord en 1809, c'était moins en faveur de l'Autriche que contre la domination bavaroise ou française. L'Autriche s'offrait à eux comme une alliée, comme une protectrice si l'on veut, et ce fut la protectrice, l'alliée qui trahit leur cause en les abandonnant pour se sauver elle-même. Enfin depuis 1809 cinquante ans sont passés, le sentiment italien n'a fait que se propager et se fortifier parmi ces populations, et ce sentiment éclatait en 1848 dans le Trentin comme dans toutes les autres parties de la péninsule. En peu de jours, l'insurrection était maîtresse du pays tout entier, sauf la ville de Trente, restée aux mains des Autrichiens. Les volontaires remplissaient les vallées. Et quels étaient les chefs du soulèvement? C'étaient des prêtres, des médecins, des avocats, l'abbé Meneghelli, le docteur Martinoli, le docteur Taddei. Ce mouvement fut malheureux comme tous les mouvemens italiens de ce temps; il n'était pas moins le signe ostensible du lien moral qui s'est formé, qui n'a fait que se resserrer entre les populations du Trentin et l'Italie nouvelle.

C'est tout simple d'ailleurs, puisque les intérêts rattachent le pays de Trente à l'Italie aussi bien que le sentiment d'une nationalité commune. Quelle est la principale issue, le plus facile moyen de communication pour ces contrées? C'est l'Adige, le fleuve italien qui, en s'échappant des Alpes, court à travers la Vénétie vers l'Adriatique et les régions inférieures du Pô. C'est vers les provinces lombardes ou vénitiennes bien plus que vers les provinces transalpines que le courant du commerce s'établit naturellement. Le Trentin envoie à l'Italie ses bois, ses métaux, ses bestiaux surtout; il en reçoit les grains qui lui manquent. L'industrie de la soie lui est commune avec la plaine du Pô. C'est en Italie que les pauvres habitans de ces montagnes émigrent et vont chercher du travail, et les troupeaux du *Tyrol italien* vont passer six mois de l'année dans les pâturages de la Lombardie.

Économiquement le pays de Trente se lie donc au système italien, et il ressent dans ses intérêts le contre-coup de tout ce qui arrive dans la péninsule. Son commerce et son industrie ont souffert singulièrement du trouble jeté dans ses rapports avec la Lombardie par les changemens dont la guerre de 1859 fut le principe, et il demandait alors comme compensation d'être administrative-

ment et économiquement annexé à la Vénétie. Toutes ces dernières années, les chambres de commerce n'ont cessé d'élever des plaintes aussi vives que multipliées, et l'une d'elles, celle de Roveredo, disait : « Il serait trop long d'énumérer tous les intérêts, tous les besoins, toutes les relations qui lient notre commerce et notre industrie à l'industrie et au commerce des autres provinces italiennes. On sait que de ces provinces affluent, peut-on dire, tous les produits qui nous sont nécessaires, que dans ces provinces se vendent tous nos produits; on sait qu'avec ces provinces nous sommes dans de continuelles et indispensables relations d'affaires, de façon que tout ce qui empêche ou gêne ces relations ne peut aboutir qu'à être pour nous ruineux et fatal. » Effectivement la révolution italienne a été pour ces contrées, comme elle l'a été jusqu'ici pour la Vénétie, la source d'une misère qui d'une certaine façon est la démonstration la plus claire de la communauté des intérêts, de la solidarité économique. Là où la révolution a passé, un incontestable mouvement de prospérité matérielle s'est produit: dans les pays, italiens encore, qu'elle a laissés en dehors d'elle, c'est l'appauvrissement qui est venu ; mais il y a une autre raison bien autrement forte qui soude en quelque sorte le Trentin à l'Italie, qui explique le prix que l'Italie attache à la possession de ce petit pays de 300,000 âmes : c'est la raison de sûreté, c'est cette raison à laquelle se rendait Napoléon lorsqu'il portait la frontière du royaume italien de cette époque au sommet des Alpes.

Il ne faut pas s'y méprendre en effet : la possession du pays de Trente n'est pas seulement pour l'Autriche une satisfaction d'orgueil, c'est un poids laissé sur l'Italie, c'est une menace permanente. La plus simple connaissance des Alpes tyroliennes suffit pour révéler l'importance de ce petit pays montagneux et entrecoupé de gorges profondes qui s'avance jusqu'au lac de Garde, qui domine de ce côté les communications entre la Lombardie et la Vénétie. L'Autriche avait bien senti cette importance du Trentin; elle a passé des années et consacré des sommes considérables à faire de cette contrée une des citadelles de sa puissance militaire, à placer là un des plus efficaces moyens de défense de sa domination en Italie. Elle avait déjà, pour aller d'Allemagne en Italie par cette région des Alpes, une grande et ancienne route, celle du Brenner; elle en a fait construire de nouvelles, celles du col de Toblach, du mont Tonale, du mont Stelvio. Elle a multiplié les communications, si bien qu'elle pouvait en quelques jours descendre sur Milan et sur la Vénétie. Par ses positions sur tous ces versans, elle avait, elle a encore dans les mains les nœuds essentiels de la défense des Alpes. Par Brunecco, par Bolzano, elle peut se mouvoir dans tous les sens,

rayonner dans toutes les directions, elle reste maîtresse des vallées de l'Adige, de la Piave, libre de déborder de toutes parts, de tomber sur les flancs des armées qu'elle pourrait avoir à combattre. Deux écrivains militaires, deux généraux italiens, les frères Mezzacapo, en étudiant cette question, ont dit justement : « Ce qu'il faut avant tout avoir en vue dans la défense générale des Alpes, c'est de se soutenir sur les frontières centrales. Le passage des Alpes centrales une fois emporté, toutes les forces employées à la défense d'une autre partie de notre frontière alpine pourraient se trouver coupées du Pô. » Mais, pour se soutenir sur ces frontières centrales dont parlent les généraux Mezzacapo, il faudrait d'abord les avoir, et, ne les ayant pas, il faudrait y arriver. On a vu il y a peu de temps comment cela était facile.

Que la Suisse possède certains passages des Alpes qui à la rigueur sembleraient destinés à dépendre plutôt de la péninsule, l'Italie n'a point évidemment à s'en émouvoir; elle a mieux à faire qu'à se créer des difficultés avec la Suisse pour un fétichisme puéril de nationalité ou par amour platonique pour les frontières naturelles. N'ayant rien à craindre, elle n'a point à disputer sur une limite indécise. Quand des passages des Alpes plus nombreux, bien autrement dangereux, restent entre les mains de l'Autriche, c'est-à-dire d'une des principales puissances militaires de l'Europe, qui hier encore se servait de ces positions formidables pour étendre sa domination sur la péninsule, la question change certainement de face. Ce n'est plus un médiocre avantage de territoire entre les mains d'un pays neutre, commercial et libre : c'est l'élément survivant d'une puissance offensive, c'est une menace faite pour entretenir une perpétuelle inquiétude; c'est le germe d'une méfiance invincible entre les deux peuples, entre les deux gouvernemens qui se rencontrent sur ces gradins alpestres; c'est en un mot la paix sans sécurité. Voilà toute la question. Si l'Autriche a pris son parti sans arrière-pensée de la perte de ses possessions italiennes, pourquoi tiendrait-elle absolument à une petite population de 300,000 âmes dont elle sera obligée encore de violenter les instincts et les intérêts. Elle peut sans effort, sans sacrifice d'orgueil et de puissance, faire à l'Italie une frontière qui suffise à sa défense. Elle supprime une cause d'inimitié, et elle se crée la possibilité d'une alliance précieuse; elle ouvre une ère de rapports nouveaux entre l'empire autrichien et l'Italie nouvelle. S'obstiner dans une position qui par elle-même est une menace, c'est laisser cette impression qu'elle conserve une arrière-pensée, qu'elle ne garde les portes de l'Italie que pour attendre le moment d'y rentrer, qu'elle n'a point renoncé à cette vieille idée, que la possession des passages des

Alpes est une nécessité pour l'Allemagne. L'Autriche a aujourd'hui à choisir entre une combinaison qui peut la conduire à un rapprochement sérieux avec l'Italie et une politique dont elle est occupée à dévorer les amertumes. Elle est dans une situation d'autant meilleure que rien ne la force; elle est, si l'on me passe ce terme, en tête-à-tête avec ce génie secret que les peuples et les gouvernemens ont comme les individus; elle ne l'écoutera pas probablement, parce que ce serait la sagesse, — c'est de tradition, — et elle ne s'en trouvera pas mieux qu'elle ne s'est trouvée d'avoir résisté à la cession de la Vénétie, lorsque, par cette cession faite au moment opportun, elle aurait pu peut-être raffermir sa puissance en Allemagne. Ce qui est certain, c'est que l'Autriche aurait toute sorte de raisons de ne point trop disputer sur cette frontière tyrolienne dont tout fait une convenance sérieuse, si ce n'est une nécessité absolue pour l'Italie.

Le Trentin a cela de propre et de caractéristique que ses populations sont italiennes par la langue, par les mœurs, par les traditions, par les intérêts. Tournez les regards vers l'Orient, vers le Frioul et l'Istrie; je ne sais s'il en est absolument de même. Je me souviens d'avoir lu dans d'agréables mémoires que Lorenzo da Ponte, l'auteur du poème de *Don Juan*, le collaborateur de Mozart, arrivant un jour dans ce qu'on appelle le Frioul autrichien, à Goritz, était tombé dans une auberge modèle où il y avait une jeune hôtelière charmante et enjouée vêtue à l'allemande, avec une petite coiffe à tresses d'or sur la tête, une fine chaîne de Venise autour du cou, un justaucorps gracieux, des bas de soie sur une jambe bien faite et des souliers roses. L'aimable hôtelière s'éprit vite du jeune homme, et, buvant, riant avec lui, elle ouvrit un livre qui était un dictionnaire allemand-italien où il y avait de petits morceaux de papier. Sur l'un de ces papiers, elle écrivit : « *Ich liebe sie*, — je vous aime. » Da Ponte, traduisant à son tour, écrivit : « *Und ich liebe sie*, — et moi aussi je vous aime. » Autour d'eux circulaient de jeunes servantes presque aussi jolies que leur maîtresse, et l'une d'elles chantait une chanson allemande : « J'aime un homme du pays d'Italie ! » L'aventure eut le dénoûment qu'on suppose, — en allemand ou en italien, je ne sais. Il est à croire que depuis lors les jeunes femmes du Frioul ont assez perfectionné leur éducation pour n'avoir plus besoin de dictionnaire, et qu'elles tiennent couramment en italien les conversations du genre de celle que rapporte Lorenzo da Ponte; mais ce léger récit de l'ingénieux auteur de *Don Juan* ne prouve-t-il pas qu'à cette époque, dans ce Frioul de Marie-Thérèse, l'allemand était assez répandu, et que le *pays d'Italie* était un peu regardé comme étranger à Goritz? Ce qui

est certain pour parler sérieusement, c'est qu'ici la question se complique d'une multitude d'élémens qui n'ont pas le même degré de force à Trente.

Ce n'est pas que les considérations dont s'arme l'Italie dans la revendication de cette partie orientale de son territoire naturel soient dénuées de valeur, que les Alpes carniques ou juliennes, avec leurs passages entre des mains étrangères, aient moins d'importance que les Alpes rhétiques, que l'Isonzo adopté déjà une fois comme limite de l'ancien royaume d'Italie soit une frontière très rationnelle et très solide, surtout si, comme on en a fait la menace, on se mettait à construire au-delà des forteresses nouvelles un nouveau quadrilatère. Il est vrai que les Alpes sont incontestablement la frontière naturelle, que les provinces orientales se rattachent ethnographiquement au groupe latin, que l'Istrie a été longtemps italienne politiquement, puisqu'elle était à Venise, et qu'elle est pour l'Autriche une possession récente datant de Campo-Formio, que c'est une prétention étrange de la part de l'Allemagne de vouloir camper à Aquilea sous prétexte que le maître de cette partie du littoral de l'Adriatique peut menacer l'Allemagne. Il est certain aussi que depuis un demi-siècle, dans ces derniers temps surtout, l'esprit italien a fait de singuliers progrès dans ces pays, que l'attraction d'une nationalité nouvelle en travail de reconstitution s'est fait sentir, que la seule littérature de ces contrées est italienne de langue et d'inspiration; mais enfin ce qui apparaît aussi assez distinctement, c'est que la civilisation morale et matérielle de ces provinces orientales est plus compliquée, c'est que les populations sont arrivées à former un mélange assez difficile à définir, où l'Italien domine encore peut-être, mais non sans être neutralisé par d'autres élémens divers. Je n'en veux pour preuve que ce que dit l'auteur d'une brochure sur *Trieste et l'Istrie :* « L'Istrie compte dans ses limites naturelles, qui comprennent la ville populeuse de Trieste, 290,000 habitans, dont 170,000 Italiens, environ 15,000 Slaves italianisés et enfin 110,000 Slaves, les uns encore à l'état primitif, les autres subissant déjà l'influence de l'assimilation. Les quelques milliers d'Allemands qui complètent le chiffre total de la population sont dus au cosmopolitisme du commerce triestin. Sans s'arrêter aux subdivisions inférieures, on voit se partager les Slaves en deux branches principales : les Slovènes et les Serbes. A peu près égaux en nombre, ils diffèrent essentiellement par le caractère physionomique et moral, par la langue, par les traditions et par les mœurs. Les Slovènes sont les plus anciens, les premiers venus dans nos provinces; on le reconnaît à la corruption de leur langue et à l'altération de leurs coutumes. Les Serbes

au contraire, qui sont presque tous des Morlaques de Dalmatie, ont encore leurs coutumes nationales, ils ont souvenance d'un passé. On voit aisémment que ce sont les derniers immigrés en Istrie... »

Ainsi des Italiens, des Slaves, des Allemands, tout cela, si l'on veut, soumis à l'influence énergique d'une assimilation que les événemens de ces dernières années ont rendue plus active, voilà le fonds de ces provinces. Si je voulais classer ces divers élémens, je dirais que l'Allemand règne par droit de conquête, que l'Italien domine par la langue, par les traditions, par les mœurs comme par le nombre, et que le Slave est serré entre les deux. C'est cette composition mixte qui, partout où elle existe, a toujours paralysé les revendications de nationalité. C'est l'éternelle force de l'Autriche dans ses rapports avec les différentes races de l'empire. En réalité, la sérieuse, la grande question, c'est Trieste et le littoral de l'Adriatique, Trieste, la ville italienne, allemande, grecque, levant tine, siége d'un commerce qui lui donne un caractère cosmopolite.

Une chose à remarquer d'abord, c'est que malgré ce caractère cosmopolite, qui est assez récent et qu'elle doit aux relations commerciales dont elle est devenue le centre, Trieste est restée assez italienne de langue et de mœurs, elle a par elle-même une histoire assez distincte, pour n'avoir pu être introduite que par un étrange abus dans la confédération germanique. Elle n'est allemande ni par son passé, ni par son esprit, ni par ses aspirations. Cela dit, quand Trieste ne ressentirait pas autant que d'autres ces frémissemens douloureux d'une ville impatiente de la domination étrangère, quand elle céderait un peu moins que d'autres à l'attraction de la nationalité italienne dont elle est un appendice assez indépendant, quand elle serait à demi résignée à une condition qui n'éveille pas pour elle des souvenirs aussi irritans que pour d'autres et où elle a trouvé la prospérité matérielle, — en quoi faudrait-il s'en étonner? C'est jusqu'à un certain point le résultat de son histoire, qui n'a été après tout qu'un long et désastreux duel avec Venise. La sérénissime république, au temps de ses grandeurs, n'était pas tendre pour cette petite ville, qui ne comptait pas alors plus de cinq ou six mille habitans, et qui lui échappait par sa forte vie municipale; elle surveillait d'un œil jaloux ce petit port qu'elle voyait naître sur l'autre rive du golfe de l'Adriatique, et dont elle semblait pressentir les destinées. Qu'on se rappelle qu'à un certain moment du XIVe siècle, dans un espace de quarante-trois ans, Venise assaillit et occupa sept fois Trieste, et plus d'une fois dans les siècles suivans elle la traita de même. Elle lui imposait un tribut humiliant; elle lui interdisait de former des salines, de prendre du sel dans la mer, sous prétexte que la république vénitienne était souveraine de l'Adriati-

que, propriétaire même de l'eau. La petite ville résistait : on en venait alors à la guerre, les salines étaient détruites, et Trieste était prise d'assaut. Les mariniers triestins ne pouvaient naviguer dans le golfe qu'après être allés se munir d'une patente dans une ville vénitienne, à Capo d'Istria. S'ils étaient saisis sans la patente, ils étaient conduits au port le plus voisin, les marchandises qu'ils portaient étaient confisquées, la barque était brûlée, et l'équipage allait aux galères de la république. C'est au plus fort de ces luttes que Trieste, dans un moment de détresse, cherchant un protecteur, se donnait à l'archiduc Léopold d'Autriche, sans cesser pourtant d'être une municipalité libre et à demi indépendante. C'est là le commencement des rapports de Trieste et de l'Autriche.

Maintenant laissez s'écouler les années et arrivez à la fin du XVIIIe siècle; un écrivain triestin disait dans un opuscule publié à Vienne : « D'un côté nous avons pour voisin le despotisme turc, qui fait une foule de mécontens réduits journellement à chercher un autre ciel, une autre patrie; de l'autre nous touchons à une république qui a la gloire d'avoir beaucoup vécu et qui déjà se ressent de la caducité. Le commerce du Levant a toujours alimenté les arts et les manufactures de Venise; ce commerce tourne aujourd'hui sensiblement en notre faveur, et il y a grande apparence que le commerce des Indes orientales par le Cap de Bonne-Espérance va manquer peu à peu. » Voilà la rivalité qui se dessine toujours et la fortune qui change de face. Venise tombe, Trieste s'élève. Trieste avait grandi surtout pendant le XVIIIe siècle, sous l'influence des souverains autrichiens, qui donnaient la franchise à son port, encourageaient la formation de la compagnie orientale destinée à favoriser le commerce avec les Indes, construisaient des établissemens maritimes, renouvelaient la législation, créaient des institutions consulaires, une bourse, des écoles navales, — ajoutaient enfin à la liberté commerciale la liberté religieuse, qui attirait les Grecs et les protestans. C'est l'enfance vigoureuse d'une ville appelée à régner à son tour sur l'Adriatique. A la fin du siècle, Trieste avait une population de plus de trente mille âmes; sa marine comptait plus de huit cents navires.

Jusque-là, Trieste, un peu rudoyée peut-être dans ses priviléges de cité municipale, n'avait pas du moins à se plaindre dans ses intérêts de son contact avec l'Autriche; sa prospérité naissante au contraire sortait en quelque façon tout armée de la lutte avec une puissance italienne. Je ne parle pas de l'époque révolutionnaire et impériale où Trieste subit le contre-coup de toutes les vicissitudes pour se retrouver en 1815 sous la loi de l'Autriche, formant avec l'Istrie et une partie du Frioul un gouvernement particulier dont elle

est la capitale, le gouvernement du *littoral*. Chose curieuse pourtant et qui met en relief ce qu'il y a de distinct dans la destinée de certaines villes, les événemens de la révolution et de l'empire n'avaient rien de défavorable pour l'Italie, à laquelle ils donnaient une commotion qui a puissamment servi à sa résurrection nationale; ils étaient mortels pour Trieste. La ville istriote n'avait pas trop souffert encore tant qu'elle était restée en dehors des combinaisons napoléoniennes, jusque vers 1809; elle avait même prospéré, parce que son port restait ouvert à l'Angleterre, parce que la marine dalmate, désertant Venise depuis 1797, s'était tournée vers elle. Lorsque Napoléon étendait ses conquêtes jusque sur ses côtes et les soumettait à son régime de blocus continental, Trieste périssait étouffée. Après quatre ans de ce régime, elle n'avait plus que vingt-huit navires au long cours!

Ce n'est qu'en 1815 que son commerce reprend son essor. C'est le commencement de l'histoire moderne de Trieste. Alors le port istriote, en retrouvant sa franchise, retrouve l'élément principal de sa puissance. D'année en année, sa population s'accroît pour finir par s'élever jusqu'à cent mille âmes; ses relations s'étendent avec une rapidité singulière, ses navires sillonnent les mers. Les maisons de négoce affluent, les institutions commerciales et maritimes se multiplient. La marine à vapeur fondée par le *Lloyd* en 1836 règne sur l'Adriatique, et s'empare la première des grandes communications avec le Levant. Trieste devient le centre d'un immense mouvement d'affaires, avec l'Allemagne sans doute, mais pas plus avec l'Allemagne qu'avec d'autres et même moins. Alors aussi s'accentue de plus en plus la rivalité avec Venise, rivalité évidemment favorisée par l'Autriche. Ce que Venise perd, Trieste le gagne, si bien que, quelles que soient désormais les destinées politiques des deux villes, il est infiniment probable que rien ne sera changé dans les conditions économiques où la fortune les a placées l'une vis-à-vis de l'autre. Venise, en renaissant à la vie nationale, en retrouvant par la liberté un mouvement nouveau, restera probablement encore un grand et magnifique musée, — pourvu que l'Autriche ne la dépouille pas trop. Sa jeune rivale de l'autre bord de l'Adriatique restera la cité commerciale. L'importance croissante de Trieste ne s'est vue un moment atteinte que lorsque le réseau des chemins de fer de l'Europe centrale est venu lui disputer l'approvisionnement de l'Allemagne, lorsque le commerce des denrées coloniales, pour ne citer qu'un exemple, au lieu de passer par l'Adriatique, a pris la direction de Hambourg, allant par l'intérieur jusqu'à Laybach et Gratz. Trieste n'a été reliée que la dernière au grand réseau allemand, et elle en a souffert.

Il reste à savoir ce que les derniers événemens produiront pour cette reine nouvelle du commerce de l'Adriatique. On a recherché plus d'une fois les causes auxquelles Trieste devait sa prospérité et sa grandeur, et les Allemands n'ont pas manqué de voir la première de ces causes dans les rapports qui unissent le port triestin au corps germanique. Rien n'est plus douteux cependant. Ce n'est point assurément parce qu'elle est autrichienne, c'est encore moins parce qu'elle a été habillée diplomatiquement à l'allemande, que Trieste a pris ce prodigieux développement qui en fait une des premières places de l'Europe. Elle a dû sa prospérité à sa position et à la liberté, — liberté économique j'entends, — qui lui a été laissée; elle l'a due aussi au déclin de Venise et à cette nécessité d'un grand centre maritime et commercial dans l'Adriatique entre le Levant, l'Italie et l'Allemagne. De cet ensemble de causes est sortie la fortune exceptionnelle de cette ville, italienne par la géographie, cosmopolite par ses intérêts, universelle par destination, sorte de Hambourg de l'Adriatique, ou, mieux encore, cité libre et active de ces contrées qu'on a appelées une Suisse maritime, cité du négoce qui semble trouver comme une image parlante de son caractère et de sa destinée dans la position matérielle où elle est assise, baignée par la mer, enfermée à ses deux extrémités entre les vastes établissemens du *Lloyd* et la gare du chemin de fer. C'est ce qui explique la difficulté que les revendications de l'Italie éprouvent à faire leur chemin de ce côté. Le problème de la nationalité de ce littoral triestin n'est pas près d'être tranché. L'Italie a cependant gagné aux derniers événemens, même sous ce rapport. Trieste reste autrichienne, elle n'est plus allemande, elle n'a plus sur elle cette ombre de la confédération germanique qui la faisait presque inviolable. Elle est rendue à sa destination naturelle de ville neutre pour ainsi dire. C'est bien assez. La question ne retrouverait une gravité immédiate et décisive que si, l'empire autrichien se dissolvant dans quelque crise nouvelle, l'Allemagne arrivait pour recueillir son héritage sur le littoral de l'Adriatique. Ce jour-là, ce ne serait pas la Prusse qui serait l'alliée de l'Italie, et la France, ce me semble, n'aurait point intérêt à ce que Trieste, cessant d'être autrichienne, passât à l'Allemagne au lieu de devenir italienne.

Ceci est l'avenir, et cet avenir, l'Italie, après tout, n'a point tort de le réserver moralement, même dans l'intérêt du midi de l'Europe. Pour le moment, la solution de toutes ces questions de territoire ne se présente ni avec assez de clarté, ni avec un caractère assez pressant de nécessité pour s'imposer à l'Italie et à l'Autriche. L'une et l'autre restent dans les positions que la fortune des armes a marquées, et c'est là vraisemblablement que la paix les fixera.

Seulement quelle sera l'efficacité, la sécurité de cette paix? La question n'est pas la même sur tous les points, dans le Trentin et sur l'Isonzo, comme je le disais. En faisant la part des nécessités de la défense italienne vers le Tyrol, l'Autriche, sans céder ce qu'on n'a pu lui prendre d'un autre côté, arriverait sans doute à une paix qui n'aurait plus pour unique bouclier la puissance de ses armes. Elle ferait un acte d'intelligente politique auquel le gouvernement italien n'aurait le droit de répondre qu'en montrant dans ses rapports nouveaux le même esprit d'équité et de conciliation. La frontière de l'Isonzo, adoptée du côté de Frioul, est, à tout prendre, la frontière de l'ancien royaume d'Italie. L'Autriche reste, il est vrai, maîtresse des dangereux passages des Alpes : elle peut bâtir un nouveau quadrilatère; l'Italie a aussi le sien aujourd'hui sur l'Adige. Dans cette limite de l'Isonzo, l'Italie est assez puissante, assez vigoureusement membrée dans son territoire pour se détourner de ces questions de frontières, et pour mettre la main à ce qui serait pour elle une bien autre défense, à son organisation définitive, à la fusion de ses intérêts, à la régularisation de ses finances, au développement de ses ressources intérieures, surtout à la consolidation de sa liberté, de cette liberté par laquelle elle a vaincu, par laquelle elle peut s'affermir. C'est là l'œuvre à laquelle elle doit aujourd'hui consacrer tous ses efforts, si elle veut rester à la hauteur de sa fortune. L'Italie ne serait menacée que si, après une telle victoire de sa nationalité, elle tombait dans de vulgaires et stériles discordes, si son incapacité politique ne savait pas achever ce que sa hardiesse et son habileté ont su entreprendre. Il n'y a pas de frontière qui puisse garder un peuple en dissolution contre l'envahisseur, comme aussi il n'y a pas d'envahisseur assez hardi pour passer une frontière, ne fût-elle qu'un ruisseau, quand derrière ce ruisseau il est sûr de trouver un peuple compacte, viril et libre.

CHARLES DE MAZADE.

VERSAILLES

LÉGENDE.

I.

« J'ai trop régné, j'ai trop vécu! »
Et, branlant sa tête caduque,
Morne, il pleurait sous sa perruque
Les larmes du lion vaincu.

Benoîtement emmitouflée,
Dans sa causeuse de Beauvais,
Jaune, grassote, l'œil mauvais,
La gorge de pudeur gonflée,

La Maintenon (1) au grand vieillard
Faisait vis-à-vis dans la chambre;
Au dehors grelottait décembre,
Partout la neige et le brouillard.

Partout ce deuil expiatoire
Auquel rien n'échappe ici-bas,
Partout cet immense trépas
De la nature et de l'histoire;

Partout ces douloureux retours
Cachés au fond de toutes choses!
Printemps d'hier, où sont tes roses?
Roi de France, où sont tes amours,

(1) Voyez dans le salon du Grand-Couvert à Versailles ce beau portrait (qui semble parler) de dévote bourgeoise si complétement en désaccord avec la grâce exquise, toute mondaine, de l'émail de Petitot et le convenu allégorique du *Baptême du duc de Bourgogne*.

Et ces jeunes ans que tu pleures?
As-tu dans le cœur seulement
L'espoir en Dieu qu'avidement
Tu cherches dans ton livre d'heures?

Salomon! où tes Montespan
Sont-elles? où sont tes armées,
Tes généraux, tes Renommées
Aux ailes vastes d'un empan?

Où sont tes traits, Phébus superbe?
Roi des rois, où sont tes dauphins?
Dieu, qui connaît l'homme et ses fins,
A fauché les lis avec l'herbe.

Assez de ces *nec pluribus*
Impar, de tout ce train qui piaffe!
Assez d'emblèmes, de paraphe,
De gloriole et d'attributs!

O jours d'ivresse et de démence,
Évanouis comme un parfum!
Ce grand olympe de Lebrun
A disparu dans l'ombre immense...

Et de tous ces dieux qu'embrassait
L'universelle idolâtrie,
De cette fantasmagorie
Dont le spectacle éblouissait,

De cette gloire à grand orchestre
Qui remplissait le vaste parc,
De ces Apollon dieux de l'arc,
De ces robustes Hypermnestre,

De ces vainqueurs, de ces héros,
Pour leurs amours d'apothéoses
Épuisant les métamorphoses :
Cygnes, béliers, aigles, taureaux;

De ces Pan, de ces Méléagre,
De ces Junon dont l'heure a fui,
Voilà ce qui reste aujourd'hui :
Une béguine, un vieux podagre!

Ce cacochyme à l'œil bridé,
Ce nez corbin qui se déploie
Comme un vieux bec d'oiseau de proie,
Ce front sous sa houppe ridé (1),

Ce teint jaune comme la cire,
Cette bouche où manquent les dents,
Cette chair molle aux coins pendans :
Est-ce vous? est-ce bien vous, sire?

Quoi! ce spectre parcheminé,
Ce squelette en sa souquenille,
Ce vieillard maussade et jonquille,
C'est l'Apollon enrubanné

De cette héroïde fantasque!
Le maître auguste et souverain
Dont partout le marbre et l'airain
Nous montrent l'armure et le casque!

Quoi! ce fantoche, ce magot,
Jouet d'un prêtre et d'une duègne,
C'est le monarque du grand règne,
C'est le modèle de Rigault,

Le danseur de cet intermède
Qui dura cinquante ans, mordieu!
Le Jupiter à cordon bleu,
L'Adonis et le Ganymède!

Le triomphateur sans pareil,
Plastronné devant et derrière,
Et qui, dans sa vaste carrière,
A tant abusé du soleil!

II.

Vers lui, Phœbus et météore,
Les cœurs se tournaient éperdus;
Il conduisait à bras tendus
Les fougueux coursiers de l'Aurore!

Et le char, plein de ses chansons,
De ses lauriers, de ses trophées,

(1) Voyez le grand médaillon en relief et à perruque *vraie,* conservé dans la chambre coucher.

Sur les campagnes étouffées
Passait, dévorant les moissons.

A l'éclat de rire immodeste
Se mêlaient parfois des sanglots;
Le dieu, lançant ses javelots,
Poursuivait sa course céleste.

Et l'Élégie aux yeux en pleurs,
Roulant de nuée en nuée,
Allait, mollement secouée,
Aimer, souffrir, mourir ailleurs.

Vanité! le char de lumière
A rencontré sur son chemin
Cet autre roi du genre humain
Qui porte une faux pour bannière!

Et le Temps d'un coup d'aile a tout
Renversé, brisé, mis en poudre;
Mais dans la tempête et la foudre
Phaéton est resté debout!

Il a survécu, triste vie
Vouée aux deuils mystérieux!
Mélange sombre et curieux
Des rois d'Eschyle et d'Isaïe!

Thésée, OEdipe, Agamemnon,
Saül qui se relève et tremble :
Tout cela se fondant ensemble
Dans l'époux de la Maintenon!

Il cause avec Dieu tête à tête,
Règle son compte en bon chrétien :
« Voici le mien, voilà le tien,
A chacun sa peine et sa fête!

« Je conviens que j'ai mal usé
Souvent; je sais que ton église
Dit : « Malheur à qui scandalise! »
Et j'ai beaucoup scandalisé.

« Mais ma grandeur fut sans exemple;
Réponds : le méconnaîtrais-tu?

Mais j'ai prié, j'ai combattu
Pour le triomphe de ton temple!

« J'ai béni ton nom redouté,
Confessé ta gloire profonde;
J'ai bâti Versailles, ce monde
A l'instar de ma majesté!

« Tu me reproches La Vallière,
Les grossesses de Montespan,
Et mes débauches de sultan
Attirent sur moi ta colère!

« Mais ces péchés dont à tes pieds
J'ai tant pleuré l'ivresse infâme,
Dis, Seigneur, au fond de mon âme,
Ne les ai-je pas expiés?

« Oui, que le malheur me visite :
J'ai trahi ton commandement,
Je fus luxurieux, gourmand,
J'ai vécu comme un parasite,

« Me gorgeant de cent biens divers;
Partout le seul, partout le maître,
Partout absorbé dans mon être
Qui rayonnait sur l'univers.

« Mais, pour racheter tant de honte,
Tant de crimes par moi commis,
Seigneur, j'ai sur tes ennemis
Fait peser ma main lourde et prompte!

« L'édit de Nantes retiré,
L'hérésie, effroyable plaie,
Disparaissant comme une ivraie,
Du sol par le fer labouré;

« Les dragonnades, les Cévennes,
L'âme sauvée à travers tous,
Tant d'efforts, de haine et de coups,
Seigneur, sont-ce là choses vaines? »

III.

Dans son fauteuil fleurdelisé,
En proie à l'angoisse suprême,
Ainsi causait avec lui-même
Le grand roi par l'âge brisé.

Monologue tragique et sombre!
Lutte dont vibrait tout son corps!
« Souffrez-vous, sire? » dit alors
La Maintenon sortant de l'ombre.

« Ce n'est rien, madame! » Et soudain
La duègne se reprit à lire;
Mais dans cette tête en délire,
Le monologue allait son train.

Quels pensers mornes et funèbres
L'assaillirent en ce moment?
Quel spectacle, quel châtiment
L'épouvanta dans les ténèbres?

Vit-il, du haut de ces sommets,
Où la Mort entraine ses hôtes,
Le poids énorme de ses fautes
Peser sur sa race à jamais?

Au loin, dans la nuit sans étoile,
Sous un ciel tout rayé de sang,
Vit-il se dresser menaçant
Un échafaud qu'un crêpe voile?

On ne sait; mais il se leva
Pâle, terrible, atrabilaire,
Et, foudroyant de sa colère
Le ciel où gronde Jéhovah,

S'écria, l'œil cerclé de bistre,
La voix rauque : « C'est inoui!
Après ce que j'ai fait pour lui! »
Puis retomba, calme et sinistre.

HENRI BLAZE DE BURY.

LA PRUSSE

ET

LA NOUVELLE ALLEMAGNE

LETTRE A M. A. FORCADE (1).

Monsieur,

J'ai sous les yeux votre chronique du mois dernier. Le sujet principal en est la dernière guerre allemande et la transformation de l'Allemagne. Dans quelle mesure ces grands événemens répondent-ils aux intérêts de l'Europe en général et à ceux de la France en particulier? Telle est la question que vous posez. Le résultat de vos réflexions est conditionnel. Avec une haute intelligence et une pleine impartialité, vous reconnaissez le droit du peuple allemand de se donner une nouvelle constitution qui lui assure l'unité; mais vous vous demandez si l'agrandissement actuel de

(1) Les considérations récemment exposées par la *Revue* sur les événemens qui sont en train de transformer la constitution de l'Allemagne ont déterminé un ancien député prussien, M. Henri de Sybel, dont le mérite comme historien et publiciste est justement apprécié parmi nous, à nous adresser les pages que nous publions ici. C'est le caractère et la portée de la politique prussienne définis par un penseur et libéral prussien dont les opinions ont un grand poids en Allemagne. Ceux même qui en France ne sont pas prêts à souscrire aux conclusions de M. de Sybel ne regretteront point de connaître les argumens politiques et historiques par lesquels un Allemand d'intelligence élevée explique et justifie le présent et l'avenir de la politique prussienne. Les esprits loyaux tiendront compte en tout cas à M. de Sybel, qui a consacré des études très distinguées à l'histoire de notre grande révolution, des sentimens de sympathie qu'il professe pour la France. Les idées de cet écrivain ne sont point d'ailleurs une inspiration de circonstance. Ancien adversaire de M. de Bismark, qu'il a virilement combattu pendant le conflit parlementaire, il avait exposé, il y a plusieurs années, dans un écrit sur l'Allemagne et l'empire allemand, des vues conformes à celles qu'il nous fait connaître aujourd'hui.

la Prusse porte réellement en soi un tel caractère, s'il est vraiment un produit de la volonté nationale et du progrès historique, ou s'il n'est au contraire que l'œuvre fortuite d'une ambition dynastique et personnelle. Ce qui, dans le premier cas, serait justifié et bienfaisant, devrait être considéré, dans le second cas, comme inquiétant, comme périlleux peut-être pour la France et pour l'Europe. « La victoire de la Prusse, dites-vous, pose le problème de la façon la plus nette et la plus redoutable. »

En prenant la liberté de vous adresser quelques remarques, ce n'est pas une réfutation que j'ai en vue, c'est une simple explication. Je ne prendrais pas sur moi de critiquer un jugement français sur des intérêts français; mais quand le jugement dépend de la question de savoir si certaines aspirations se réalisent sur le sol germanique, vous permettez à un observateur allemand de prendre la parole pour donner sur les affaires de son pays quelques éclaircissemens consciencieux.

Et d'abord de quoi s'agit-il? Quel est le but que s'efforcent d'atteindre la Prusse et ses adhérens allemands? Les traités de Nikolsburg et de Prague donnent à ces questions une réponse précise. La Prusse reconnaît l'intégrité du territoire autrichien, en échange de quoi l'Autriche lui reconnaît le droit de régir l'Allemagne du nord, soit par la voie d'annexion soit par une constitution fédérale, et de chercher à constituer par des traités particuliers avec l'Allemagne du midi une union nationale ayant des liens plus lâches. Un pareil résultat diffère essentiellement des systèmes qui avaient été proposés depuis 1848 par les libéraux pour la réforme de la confédération germanique. Il n'a rien à faire avec les souvenirs romantiques à la gloire des anciens empereurs, avec les plans radicaux du parti démocratique de 1848, avec l'empire aux 70 millions rêvé par les partisans de l'Autriche. De tout cela, il n'est aujourd'hui nullement question. On est devenu plus modeste, plus pratique, plus prudent. On a appris qu'il ne suffit pas, pour constituer un grand empire, de rédiger une série de paragraphes de constitution fort innocens. On a vu, précisément par l'exemple de l'Autriche, qu'un grand amas d'élémens disparates et contradictoires ne garantit ni la force ni la sécurité. On ne songe plus qu'à s'affermir; on fortifie le pouvoir de l'état dirigeant de telle sorte qu'il puisse en toute occasion étouffer une malveillance rebelle. On n'attire dans le nouvel état fédératif que des princes sur la bonne volonté desquels on puisse compter. Les états plus éloignés du sud ne restent attachés au nord que par le Zollverein et par des traités conformes au droit des gens. Après avoir élevé souvent des protestations dédaigneuses contre la cupidité de la Prusse, ils en sont dès aujourd'hui à craindre qu'on ne les annexe pas; mais on laisse à l'avenir ces soins-là, on ne fait qu'unir ce qui semble prêt à rester uni. Ainsi s'offrent à la Prusse nouvelle d'abord un territoire continu de près de 24 millions d'habitans, puis les territoires de la confédération de l'Allemagne du nord, avec 5 millions, indépendamment des états membres du Zollverein dans l'Allemagne méridionale, qui représentent environ 9 mil-

lions. Ces derniers ne peuvent pas encore être comptés au nombre des éléments de la puissance militaire de la Prusse; mais on voit qu'alors même que l'avenir apporterait une alliance plus intime avec eux, le chiffre total ne monterait pas au-delà de 38 millions, chiffre qui représente la population de la France, entièrement centralisée. Qu'un tel chiffre atteint par l'Allemagne ait paru aux yeux des hommes d'état français constituer un danger pour leur pays, c'est à quoi ne m'avait pas préparé tout l'orgueil national dont je suis capable. Leur sentiment national à eux-mêmes se serait-il abaissé jusqu'à leur faire voir un péril dans le voisinage d'un peuple égalant en nombre leur nation? ou bien serait-il si maladroitement surexcité que la saine vigueur d'un peuple voisin leur parût inconciliable avec l'honneur de leur pays?

Il est vrai qu'ils ne se placent pas à ce point de vue. Leurs motifs sont plus sérieux et plus graves. Ils invoquent avant tout les précédens historiques dont l'interprétation ne leur semble pas favorable au nouvel ordre de choses en Allemagne. Ils rappellent la politique traditionnelle par laquelle la France a depuis trois siècles édifié son indépendance et sa grandeur, et ils remarquent avec beaucoup de raison que la « pensée immuable » de cette politique a été de s'opposer à l'ambition de la maison de Habsbourg. Depuis les guerres de François Ier contre Charles-Quint, la France a tout fait, disent-ils, pour empêcher l'Autriche d'étendre sa domination sur toute l'Allemagne, et elle s'est bien trouvée pour elle-même de cette politique. Conséquemment ne serait-il pas imprudent de laisser aujourd'hui la Prusse étendre à son tour une pareille domination?

Ce raisonnement repose, si je ne me trompe, sur une confusion de choses très diverses, confusion souvent commise, il est vrai, en Allemagne même par d'excellens patriotes. On croit, parce que Charles-Quint, entre autres dignités, possédait celle de souverain allemand, qu'on peut considérer en lui le type et le représentant de la nationalité allemande au même titre que François Ier, par exemple, l'était de la nationalité française. Rien ne répond moins à la réalité. Charles-Quint était empereur romain, roi d'Espagne, souverain de Naples, de Milan, d'Amérique. Il était, à la vérité, de famille germanique et duc de l'Autriche allemande; mais sa langue maternelle n'était pas l'allemand : c'était le français; ses idées n'étaient pas allemandes, mais espagnoles; ses ministres dirigeans n'étaient pas Allemands, mais Bourguignons, Espagnols, Italiens; puis, quand il pensa le temps venu d'être le maître, non pas seulement de nom, mais de fait, c'est avec une armée hispano-italienne qu'il soumit les pays allemands. En un mot, il fut le représentant suprême non pas certes de l'unité nationale, mais de cette domination universelle théocratique du moyen âge, de cet *imperium urbis et orbis* qui faisait de ceux qui en étaient revêtus les ennemis de la liberté des individus et des peuples dans toutes les parties du monde au même titre. Envers les rois de France mettant obstacle à ce système pour défendre la liberté de la patrie, les Allemands non moins que

les Français ont été reconnaissans, et cette politique a profité justement à la France, qui représentait ainsi le droit naturel et réel de l'indépendance nationale contre un despotisme mystique et une ambition universelle. Aussi longtemps que la France a observé cette ligne de conduite, elle s'est glorieusement accrue; mais lorsque ses souverains, comme il est arrivé sous Louis XIV et Napoléon Ier, ont pour leur propre compte aspiré à la domination universelle, ils ont attiré sur leurs peuples, à la suite de brillans triomphes, les catastrophes de Malplaquet et de la Bérézina. Le principe de l'indépendance nationale contre la doctrine de la conquête universelle, voilà la vraie politique traditionnelle de la France, la politique pratique et glorieuse. Est-ce donc aujourd'hui, quand ce principe est plus énergiquement que jamais affirmé par son gouvernement, est-ce aujourd'hui que la France voudrait empêcher la nationalité allemande de se constituer? Est-ce aujourd'hui qu'elle méconnaîtrait le droit d'une nation de régler ses propres destinées, et qu'elle voudrait reculer ainsi, par une sorte de suicide, jusqu'à imiter Louis XIV?

Il est vrai que l'empereur François-Joseph d'Autriche n'est pas aussi fort que son puissant ancêtre Charles-Quint, il s'en faut de beaucoup : Frédéric II et Napoléon Ier, les armes de la France en 1859 et les armes prussiennes en 1866 y ont mis bon ordre; mais la tradition politique de l'empereur d'Autriche actuel n'est pas autre que celle des empereurs d'Autriche du moyen âge. Comme la vieille maison de Habsbourg, la moderne Autriche est la négation vivante du droit national. A l'intérieur, elle a un pied sur la Bohême slave et l'autre pied sur les Magyars hongrois; au dehors, elle a cherché depuis les traités de 1815 à courber sous sa domination d'une main l'Italie, de l'autre main l'Allemagne, et l'on était à Vienne si naïvement pénétré de la conviction de ce droit éternel au despotisme, que toute tentative de réforme y était considérée comme un attentat public contre lequel on n'imaginait que l'anéantissement par la proscription. Lorsqu'en 1850 la Prusse souhaita d'améliorer la constitution allemande, le ministre prince Schwarzenberg s'écriait à Vienne : « Il faut avilir la Prusse pour la démolir. » Lorsqu'en 1859 Napoléon III rappela l'indépendance que les traités assuraient à l'Italie centrale, ce fut encore un ministre autrichien qui déclara que le but réel de la guerre de la part de l'Autriche était le renversement de Napoléon III et le rétablissement de Henri V. « C'est ce que nous voulons, disait-il, ni plus, ni moins. » Il n'a manqué qu'une chose, comme on sait bien, la force suffisante, pour exécuter cette furieuse sentence; mais la ferme volonté ne manquait pas de traiter Prusse et France au XIXe siècle comme Charles-Quint avait traité au XVIe les protestans allemands et le roi François Ier. En vain les temps sont changés : la voix de la liberté et du droit parle aujourd'hui dans tous les cœurs, la force du sentiment national est vivante dans toute l'Europe, tout s'est renouvelé; seule, la politique des hommes d'état de Vienne est restée immuable.

En France, tout le monde à peu près sait ce qu'il en a coûté à l'Italie

d'avoir été soumise à la domination de l'Autriche, et la grande majorité des Français a salué avec une réelle sympathie l'émancipation italienne. L'oppression que subissait l'Allemagne n'a pas paru si dure; aux yeux de l'étranger du moins, les conséquences n'ont pas apparu là aussi évidentes qu'au pied de l'Apennin. Le protestantisme avait été préservé dans toute une moitié de la nation; le progrès de la Prusse opposait à l'ambition des Habsbourg de fortes barrières; une importante littérature nationale s'était élevée à laquelle l'Autriche ne prenait aucune part, mais qu'elle était impuissante à étouffer. Et pourtant, si l'Autriche n'était plus assez puissante pour opérer une conquête immédiate de l'Allemagne, elle possédait assez de force encore pour empêcher son développement national et pour assurer de la sorte à ses propres tendances une influence dominatrice. L'Autriche n'a pas procédé chez nous en conquérante, comme en Italie, mais elle s'est réglée sur l'ancienne maxime *divide et impera*. Elle a su semer dans Berlin la défiance entre le roi et le peuple, et si, trente années durant, le parti réactionnaire a eu la haute main à la cour de Prusse, ç'a été son ouvrage. C'est elle qui a garanti à nos petits princes leur souveraine toute-puissance à l'égard de leurs sujets en les affranchissant de leurs obligations nationales. De la sorte elle était sûre de leur parfaite soumission dans toutes les affaires allemandes. C'était là, à vrai dire, toute la signification pratique des traités de 1815, et vous imaginez donc aisément quels échos la parole d'Auxerre : « je déteste les traités de 1815 » a dû rencontrer sur le sol allemand. Combien de fois n'a-t-on pas entendu Français et Anglais déclarer que, pour eux, la constitution fédérale allemande était un inintelligible chaos! Il est naturel en effet que l'inintelligent soit inintelligible. Que diriez-vous à Paris d'une constitution qui donnerait en France au marquis de Carabas ou au roi d'Yvetot le droit d'empêcher tout changement légal, qui concéderait au maire de Bordeaux ou au préfet de Lyon la puissance d'arrêter tout changement dans le tarif des douanes, qui reconnaîtrait aux rois de Belgique et d'Espagne le pouvoir de rendre impossible l'établissement d'une nouvelle forteresse? Nous n'avions pas moins, nous autres Allemands, de trente rois d'Yvetot à qui, sous la protection de l'Autriche, la constitution fédérale assurait ces monstrueux pouvoirs. Oui, jusqu'aux changemens des dernières années, les rois de Danemark et de Hollande, en leur qualité de souverains du Holstein et du Limbourg, avaient le droit de s'opposer par leur *veto* à tout progrès national. Il est vrai que, si Prusse et Autriche étaient d'accord sur un point, ces petites cours ou ces cours étrangères n'osaient faire en général aucune opposition; mais un tel accord, étant donnée la politique de l'Autriche, ne pouvait se réaliser que si la Prusse, abandonnant la cause de la patrie, s'était jointe à l'Autriche. Un Français, pour trouver dans l'histoire de son pays des phénomènes analogues, doit remonter jusqu'en plein xve siècle. Rappelez-vous Louis XI et Charles le Téméraire. Supposez que le duc de Bourgogne soit sorti vainqueur de sa lutte contre les Suisses, qu'il ait transmis tous ses états, y

compris Bourgogne et Lorraine, à son gendre Maximilien d'Autriche, et qu'à celui-ci Charles-Quint ait succédé avec toute cette puissance : si vous vous représentez la situation faite à François Ier par de telles suppositions, vous avez à peu près l'image de la situation de la Prusse dans la confédération allemande présidée par l'Autriche. La nation française aurait-elle supporté pendant cinquante années de telles conditions?

Eh bien! la nation allemande a eu cette patience, peut-être parce qu'elle a le sang plus calme que la nation française, mais surtout, il faut le dire, parce que malheureusement elle était accoutumée depuis des siècles à un état de démembrement et d'anarchie, parce que la longue existence de ces petites cours germaniques avait développé une multitude d'intérêts égoïstes dans le sens du vieux système. — Quand la nation allemande demandait la liberté de la presse, on lui déclarait que l'Autriche ne pourrait pas la supporter, et en bons confédérés que nous étions, il nous fallait y renoncer nous-mêmes. S'agissait-il d'une réforme de l'armée fédérale (de cette même armée fédérale qui a récemment cueilli les tristes lauriers du prince Charles de Bavière et du prince Alexandre de Hesse), on opposait la maxime que dans aucun cas la réforme ne devait porter atteinte à la souveraineté des trente roitelets, car l'Autriche n'avait-elle pas besoin, pour son influence, que ces souverains-là restassent indépendans? La nation saluait-elle avec enthousiasme les premiers commencemens d'une flotte allemande dans la Baltique et dans la Mer du Nord, l'Autriche et la diète se hâtaient de faire vendre à l'encan les bâtimens de cette jeune marine qui n'avait pas deux années de vie, mais dont le développement aurait pu profiter en quelque chose à la Prusse, cette rivale détestée. Quand les chemins de fer apportèrent aux relations européennes une extension imprévue, — sur tous les points de l'Allemagne les frontières des petits états ou les caprices des petits princes créèrent d'innombrables obstacles. Ici on voulait que la voie eût une largeur différente de celle des voisins, et on rendait ainsi le transit des wagons impossible; là il fallait qu'une voie ferrée fît un long détour pour ne pas couper le parc du château princier, ou bien, plusieurs états construisant en commun, chacun d'eux rejetait le papier-monnaie de l'autre; certains petits princes refusaient, eux, tout consentement, et il fallait que la voie ferrée s'arrêtât à leur frontière. Pendant près d'un demi-siècle, Nassau et Darmstadt imposèrent la navigation du Rhin, Mecklenbourg et Hanovre celle de l'Elbe; toutes les réclamations de la Prusse, de la France, de la Hollande, restèrent inutiles : la constitution fédérale ne donnait aucun moyen d'imposer des bornes à l'avidité fiscale de ces petits états. La France, pendant la nuit du 4 août 1789, s'est débarrassée de ses douanes intérieures; mais chez nous l'Autriche, sur ce terrain comme sur les autres, a défendu la cause du morcellement et de l'isolement, et il a fallu, pour atteindre le but, que la Prusse luttât sans interruption pendant dix ans. Le traité de commerce avec la France a été retardé de plus de deux années, au grand détriment de notre population industrielle et com-

merçante, parce que l'Autriche, comme naguère dans la question de la liberté de la presse, déclara qu'elle ne pourrait supporter l'abaissement des tarifs. Les petits souverains appuyèrent son dire, et il fallut que l'Allemagne restât sous le joug de l'ancien système. Vint ensuite notre traité de commerce avec l'Italie : il eut un sort semblable, car l'Autriche fit à peu près un *casus belli* d'une pensée quelconque de relations commerciales avec ces Italiens qui s'étaient permis de chasser de Florence et de Modène deux archiducs!

Vous accorderez assurément, monsieur, qu'un tel état de choses, pour une grande nation civilisée, devenait intolérable. Il y fallait, n'est-ce pas? remédier à tout prix, sous peine de conserver au milieu même de l'Europe une cause perpétuelle de trouble. L'histoire de la confédération germanique n'est que l'histoire d'une perpétuelle maladie, avec une suite de convulsions et de crises violentes ou cachées. A peine la constitution fédérale est-elle fondée, en 1815, commence le malaise intérieur, et les libéraux d'alors invoquent déjà l'unité allemande. En 1819, le prince de Metternich, en suscitant le fantôme d'une prétendue révolution démocratique, réussit à gagner le roi de Prusse au système conservateur de la cour de Vienne, et ainsi, appuyé sur la Prusse elle-même, il triomphe de nos unitaires. La même chose se reproduisit en 1833, car, en dépit de toutes les mesures de police, un profond mécontentement survivait dans la nation, et la secousse de juillet 1830 avait suffi pour provoquer de violentes convulsions dans une moitié de l'Allemagne. Encore une fois la Prusse se laissa entraîner, effrayée qu'elle était par les tendances républicaines des chefs du mouvement, à faire cause commune avec Vienne et Francfort; mais à peine Frédéric-Guillaume IV était-il monté sur le trône, en 1840, que la situation changea. Malgré ses tendances conservatrices et féodales, ce prince intelligent comprit tout d'abord qu'il fallait changer l'état des choses, si l'on voulait éviter la ruine et de la Prusse et de l'Allemagne. Ses projets de réforme, qui marquaient des intentions bonnes et modérées, furent accueillis à Vienne avec une mauvaise humeur mal déguisée, et, avant qu'il eût réussi à secouer l'apathie du vieux prince de Metternich, l'orage de 1848 éclata. Il n'y avait d'ailleurs en Allemagne aucun des fermens qui d'ordinaire enfantent les grandes révolutions, point de famine dans les campagnes, point de dénis de justice envers les populations, point d'oppression religieuse; mais partout on s'élevait contre l'insuffisance de la constitution fédérale, et de partout, avec une rare unanimité, le mot d'ordre fut d'invoquer un parlement germanique. On sait comment la tentative échoua. Le parlement, emporté par son zèle démocratique et doctrinaire, ne sut pas s'entendre avec le roi de Prusse. Frédéric-Guillaume refusa la couronne impériale et fit ensuite l'essai d'un système modéré de réforme; mais pendant ce temps l'Autriche avait subjugué les rebelles de Vienne et de Hongrie : elle posta son armée sur la frontière hongroise et arracha au roi de Prusse, ami de la paix, une renonciation à

tout changement de la constitution fédérale. Ce n'étaient que quelques instans de répit dans une situation intolérable. Le désaccord des deux puissances éclata dès 1854 à l'occasion de la guerre de Crimée; l'ébranlement de la guerre d'Italie de 1859 suscita le *National Verein,* qui commença tout aussitôt une vive agitation en faveur du nouveau parlement et de l'hégémonie prussienne. En 1861, M. de Beust, le ministre de Saxe, alla jusqu'à dire que la constitution fédérale, telle qu'elle avait subsisté jusque-là, était hors d'usage. En 1862, l'empereur François-Joseph alla plus loin, en déclarant devant la réunion de princes qui siégeait à Francfort que c'était le chaos. Malheureusement les offres étaient de telle nature que le ministre de Bade, M. de Roggenbach, dit officiellement que cela s'appelait « donner à la nation une pierre au lieu de pain. » Une réunion des députés allemands, aussi bien que le ministre de Prusse, M. de Bismark, déclinèrent en même temps d'une manière décisive le projet de réforme impériale. Lorsque dans les mêmes années la Prusse offrit de son côté une organisation meilleure de l'armée fédérale avec la convocation d'un parlement, le dédain recommença comme en 1850 à Vienne et à Francfort, à Munich et à Dresde; dès l'année 1863, l'irritation était à son comble, et le débat qui survint à propos du Slesvig-Holstein fut non pas la cause, mais l'occasion fortuite de l'explosion qui suivit.

Vous voyez que pendant cinquante années la question allemande n'a pas cessé un moment de s'affirmer. Lorsqu'aujourd'hui on parle d'arbitraire et d'ambition dans la manière de traiter cette grande affaire, l'histoire répond que l'arbitraire et l'ambition datent de 1815, et ont alors imposé à l'Allemagne un état de choses impossible; la destruction de cet état de choses n'a été l'œuvre ni du hasard ni de convoitises individuelles; c'est un résultat de nécessités nationales. L'intérêt bien entendu des nations voisines de l'Allemagne et de l'Europe entière est de voir disparaître un tel foyer de perpétuel malaise et de révolution.

Ce n'est pas vous, monsieur, qui dédaignez et comptez pour rien ces vœux de l'Allemagne. Après avoir exprimé, il est vrai, quelques doutes, vous acceptez finalement comme conciliable avec les intérêts de la France l'achèvement de l'unité allemande, mais cela sous une expresse condition. « Nous voulons croire, dites-vous, à la modération qu'on prête à la Prusse; nous estimons le peuple prussien, et nous assisterons sans chagrin à sa fortune, s'il consolide par une franche liberté intérieure les conquêtes qu'il doit aux armes; mais si son succès n'était que le succès d'une dynastie et d'une cour, si ses ressources accrues ne devaient être que l'instrument d'un pouvoir arbitraire, on serait bien obligé de se tenir en défiance et en éveil. » Rien de plus juste que votre réserve; tout dépend de cette question, si la nouvelle Allemagne veut s'abandonner à l'ambition des armes ou se livrer aux travaux de la paix, si elle est le commode instrument d'un souverain qui veut conquérir ou bien le sol fécond de la liberté. Cependant vous avez, ce me semble, répondu vous-même à cette

question quand vous avez dit : « Derrière le gouvernement prussien, et quelles que soient les défectuosités constitutionnelles de ce gouvernement, il y a un vrai peuple moderne. On sent bien là une nation fécondée par les travaux intellectuels et par les travaux matériels d'une industrie avancée, assouplie à une savante discipline militaire, et sachant appliquer jusqu'à son armement quelque chose de la précision scientifique. Il faut rendre justice à cette armée recrutée de soldats qui savent lire, et dont le plus grand nombre venait à peine de quitter les travaux de la vie civile. » Il est impossible, monsieur, de mieux exprimer que vous ne l'avez fait dans ces lignes ce qui est la réalité; mais il me paraît que voilà notre question résolue. Oui, dans le fait, le peuple prussien est un peuple « vraiment moderne; » or l'esprit moderne n'est-il pas dans son essence l'ennemi déclaré de l'esprit de guerre et de conquête? L'esprit moderne n'a-t-il pas horreur des sacrifices et des calamités infinies qu'entraîne toute guerre n'ayant pas pour but l'unique défense nationale? Cet esprit moderne n'est pas autrement fait en Allemagne que partout ailleurs; au contraire le cours de notre histoire le montre s'appliquant chez nous avec une double intensité aux travaux de l'intelligence et de la paix. Notre unité nationale a eu pour première ennemie la passion des conquêtes, qui a entraîné les revers de nos anciens empereurs. Le premier pas vers le réveil de notre conscience nationale a été non point un sanglant triomphe de guerre, mais bien la création d'une grande littérature moderne. Ce que nos empereurs ont détruit, nos poètes et nos philosophes ont commencé de le réédifier, et ce travail du siècle précédent, ce siècle-ci l'a continué par d'analogues tendances. Pendant que la diète fédérale semblait éterniser notre morcellement, le progrès d'une jeune industrie rapprochait toujours plus intimement nos provinces. Notre littérature avait marqué la première étape sur la voie de notre unité nationale; pour seconde étape, nous avons eu le Zollverein. A mesure que sur ce terrain le parti politique des unitaires allemands se constituait avec plus de solidité, ce même parti se débarrassait plus franchement de toutes les tendances de notre moyen âge. Ceux qui réclament pour eux-mêmes le droit de l'unité nationale ne peuvent avoir dans la pensée de disputer ce même droit aux autres. N'avons-nous pas été accusés et honnis par les partisans de l'Autriche pour avoir salué avec sympathie la délivrance de la Lombardie et souhaité l'alliance naturelle entre l'Italie et l'Allemagne? Or le gouvernement prussien, qui a désormais pris en main les efforts du parti unitaire, ne montre pas d'autres intentions que celles que je viens de dire. En dépit de sa complète victoire, il n'a pas convoité une seule parcelle du territoire autrichien. Les territoires polonais qu'il a acquis pendant le dernier siècle lui paraissent un enrichissement fort douteux; il est loin de souhaiter un accroissement de ses possessions slaves. S'il a mis fin avec une grande décision à la domination danoise dans les duchés de l'Elbe, il ne s'en est pas moins mon-

tré fort disposé, dans le traité de Nikolsburg, à rendre au Danemark, s'il le souhaite, les districts de la frontière nord du Slesvig dont les habitans parlent danois. La nation allemande ne demande rien aux autres nations, elle veut seulement avoir la libre disposition de ses propres affaires. Elle décline les réclamations étrangères au moment où elle fait plier sous la loi du bien public ses petits souverains, et elle a le droit d'agir ainsi, parce qu'elle sait bien que le développement de son bien-être ne fait de tort à aucun de ses voisins. Ce ne sera pas un dommage pour la France si désormais nul épisode intérieur de l'histoire d'Allemagne ne donne la tentation à quelque futur hôte des Tuileries de « brûler le Palatinat; » mais ce sera un grand profit, même pour la France, si l'achèvement de notre réforme intérieure nous met en état de faire monter notre importation française de 200 à 400 ou 600 millions. Sans doute notre unité nous rendra plus forts et plus propres à la guerre qu'auparavant, mais elle servira en même temps les plus graves intérêts du commerce, de l'industrie, de la civilisation, et détournera les esprits des voies de la guerre vers celles de la paix et de la liberté. La devise d'Olivier Cromwell est celle de l'Allemagne d'aujourd'hui : *pax quæritur bello.*

Jetez un regard sur les institutions par lesquelles l'Allemagne a préparé ses guerres; chaque détail vous révélera cette pensée, que la paix est le but de l'existence nationale, et que la guerre n'est justifiable que comme un inévitable moyen assurer la paix. La constitution militaire de la Prusse repose sur ces deux principes : que tout citoyen doit le service de la landwehr et que tout citoyen doit venir aux écoles. Parmi les 600,000 hommes qui en ce moment sont sous les armes, il y en a à peine 20,000 qui n'ont pas reçu l'instruction des écoles primaires; tous les autres en savent assez pour lire chaque jour, en temps de paix, leur journal, — pour s'enquérir, s'ils sont cultivateurs, des services que rend la chimie à l'agriculture, — pour suivre chaque semaine dans les villes, s'ils sont artisans, des entretiens scientifiques. Environ 80,000 de ces soldats, — abstraction faite des officiers et sous-officiers, — ont suivi les études des gymnases, des universités ou des écoles polytechniques. Ces hommes appartiennent à toutes les professions : ils sont fonctionnaires, savans, médecins, commerçans, fabricans; la mobilisation de l'armée les arrache d'un coup à leur activité féconde pour les jeter au milieu des dangers. Chacun d'eux est prêt à exposer sa vie pour la défense de la patrie; mais chacun d'eux aspire au moment de la paix et est fort exempt, je vous assure, de tout accès d'ambition militaire. Sur le pied de paix, la troupe de ligne compte 200,000 jeunes gens de vingt à trente ans, qui font dans les régimens une école de trois années, après lesquelles ils rentrent dans la vie civile suffisamment exercés en vue de nécessités nouvelles, mais aussi très pénétrés du souhait de ne se voir éloignés du champ, de la fabrique ou du cabinet par aucun semblable appel; 12,000 soldats tout au plus dans toute l'armée se vouent par profession à

cette carrière, tandis que, si je ne me trompe, ce chiffre est dix fois plus fort en France.

Voilà par quelle organisation l'armée prussienne atteint ce degré de capacité intellectuelle que vous lui reconnaissez. Il est bien clair toutefois qu'une pareille institution demande aux citoyens de terribles sacrifices. Avec une telle armée, on peut, dans un moment donné, accomplir l'incroyable; mais ce qu'on n'obtiendrait à aucun prix d'elle, ce serait l'état de guerre en permanence, tel que le créerait une passion de conquête toute dynastique. Chez nous, la mobilisation est un fléau qui frappe sur chaque ferme, sur chaque bureau, sur chaque foyer; il n'y a pas une seule branche de l'administration publique ni de l'industrie qui ne soit atteinte par l'appel de la landwehr. Le pays, croyez le bien, ne peut s'imposer de tels sacrifices que dans les crises suprêmes; notre constitution militaire est incomparable pour la solide défense et pour l'énergique offensive de peu de durée; elle est complétement incapable de servir une politique de guerre et de conquête durable. Vous recommandez au gouvernement français l'adoption de notre système militaire : je puis vous certifier qu'une telle mesure serait accueillie par l'Allemagne avec la plus grande joie, comme un gage de paix et de sécurité. Rien n'est plus répandu à l'étranger que cette maxime, que la Prusse est éminemment un état militaire. La maxime est vraie, si on entend par là que la Prusse impose à ses citoyens les plus durs sacrifices en vue de la défense du pays; mais elle serait entièrement fausse, si on voulait dire par là que ses institutions, comme par exemple les institutions suédoises du XVIIe siècle, sont calculées en vue d'un état de guerre offensif ou permanent. Bien plus, l'histoire de notre jeune patrie montre que, depuis sa création, les provinces qui la composent ont traversé des périodes de paix comme aucune époque antérieure n'en avait connu. — Le vrai fondateur de la monarchie prussienne et de son organisation militaire a été le roi Frédéric-Guillaume Ier. Il a régné de 1714 à 1740, et pendant ce long règne il a été à peine trois ans en campagne. Son successeur, le grand Frédéric, pendant un règne de quarante-six ans, agrandit l'état par l'acquisition de trois provinces, et cependant pour onze années de guerre il a compté trente-cinq années de paix. Les deux monarques suivans, contemporains de la révolution française et du premier empire, ont, pendant cette période de bouleversement, de 1792 à 1815, porté les armes sept années. Puis vient une période de paix d'un demi-siècle, interrompue quelques mois par les petites guerres contre le Danemark en 1848 et 1864, ainsi que par la répression de l'émeute de Bade en 1849. Somme toute, vingt-cinq années de guerre en cent cinquante ans! Examinez l'histoire de la France, de la Russie, de l'Autriche : à compter depuis 1714, vous avez atteint ce chiffre avant 1789. L'état qui a su agrandir son territoire plus rapidement que tous ses autres voisins s'est montré aussi le plus disposé vers la paix entre toutes les grandes

puissances de l'Europe. Le motif de ce phénomène frappant est le même qui, encore aujourd'hui, explique les résultats de la politique prussienne. L'histoire de Prusse n'est qu'en apparence une série de conquêtes dynastiques; elle n'est autre chose en réalité que l'édification lente, normale, essentiellement défensive, de la nationalité allemande. Et ce caractère, elle continuera de le conserver. Passionnée de guerre et indomptable, elle le sera partout où il s'agira de conserver l'intégrité du sol ou de repousser des ingérences étrangères; mais en l'absence de tout trouble extérieur elle n'aura d'aspirations que pour le travail créateur de la paix. Plus elle avancera vers l'entier accomplissement de son œuvre tout allemande, plus elle s'inspirera des tendances libérales, plus elle s'affranchira de la centralisation administrative.

Dès à présent, l'état prussien contient incomparablement plus d'élémens de *self-government* que l'étranger ne le saurait croire en voyant cette organisation militaire. Les villes sont administrées par des autorités issues de l'élection; l'action du gouvernement y est limitée à un contrôle qui a principalement pour objet de protéger les contribuables contre des dépenses exagérées de la part de l'administration communale. Les fonctionnaires placés à la tête des *cercles*, et dont la compétence répond à celle des sous-préfets en France, sont choisis par les propriétaires fonciers de chaque cercle et proposés à la nomination du roi. Nulle affaire importante n'est par eux décidée sans l'avis d'une assemblée de notables des villes et des campagnes. Plusieurs cercles forment une *province*, dans laquelle une assemblée annuelle des grands et petits propriétaires fonciers a, sous sa direction immédiate, plusieurs branches de l'administration publique, et doit être consultée pour l'introduction des lois intéressant la circonscription. Si vous ajoutez qu'en aucun pays de l'Europe les fonctionnaires ecclésiastiques de toute confession ne jouissent d'une plus grande autonomie qu'en Prusse, que toutes les universités du pays sont par quelques côtés des corporations et s'administrent en partie elles-mêmes, que le roi ne nomme au grade d'officier, ni dans les troupes de ligne ni dans la landwehr, un candidat non accepté par le corps des officiers, ses futurs collègues, — vous reconnaîtrez d'innombrables germes d'une entière indépendance politique, quelque imparfaitement que la vie parlementaire se soit développée dans ce même pays. Ces germes se sont accrus à mesure que l'état a grandi. Le gouvernement a toujours su ménager le caractère particulier des provinces annexées, tout en sauvegardant la part de centralisation nécessaire. C'est un monarque aussi absolu que Frédéric II qui a conservé en grande partie et même développé dans la Silésie et la Frise orientale des institutions devenues chères aux populations. Le comte de Bismark est aujourd'hui occupé à régler sur les mêmes principes les rapports du Hanovre, de la Hesse, de Nassau avec la couronne prussienne. On doit espérer que de mêmes causes produiront de mêmes effets, et que les acquisitions de

Guillaume Ier s'unifieront avec l'état aussi facilement et aussi vite que les conquêtes de Frédéric II.

Tout cela cependant, je le sais, ne répond pas encore à la principale objection, au reproche mille fois répété dans toute l'Europe que le ministère Bismark s'est montré depuis son premier jour l'adversaire le plus brutal des droits parlementaires et du système constitutionnel. Comment croire, ajoute-t-on, qu'il puisse sortir de là pour toute l'Allemagne une autre unité que celle d'un commun asservissement? Lorsque le comte de Bismark mit sur le tapis la question allemande, tout le monde dit : Cela finira, comme le ministère Manteuffel a commencé, par une honteuse soumission à l'Autriche. — Quand il proposa le parlement allemand, l'opinion publique déclara qu'on n'y songeait pas sérieusement; quand il proposa en vue de ce parlement le suffrage universel, on parla d'un ridicule tour de bateleur; quand enfin la guerre commença sérieusement, il n'y eut qu'une voix dans le parti libéral pour dire que, si la Prusse était victorieuse, c'en était fait de la constitution et de la liberté, et que le triomphe sur l'Autriche amènerait à l'intérieur le coup d'état et le gouvernement du sabre. Cependant, comme vous le voyez, le contraire de ces jugemens et de ces prophéties s'est réalisé. C'était sérieusement qu'on parlait de réforme fédérale, de parlement allemand et de suffrage universel. Le roi, qui avant la guerre refusait obstinément toute concession à l'opposition libérale, a songé, au retour d'une suite de victoires sans exemple dans l'histoire de la Prusse, non pas au coup d'état, mais à la conciliation. Il a reconnu l'illégalité de l'état de choses antérieur, il a demandé au parlement un bill d'indemnité, il a promis la présentation du budget en temps légal. Le motif de cette conduite, qui a surpris beaucoup d'esprits et qui fait honneur à l'intelligence politique et au caractère du roi, c'est que, pour tout homme d'état prussien sans exception, la question de l'unité allemande est incontestablement une école de libéralisme. Il s'agit de la limitation ou de l'anéantissement de trente souverainetés dont chacune, aux yeux des légitimistes, est aussi inattaquable que celle des Hohenzollern. Il s'agit de trente cours ayant une autorité de droit divin et une nombreuse parenté princière, toute une suite de nobles hauts et bas dont les relations ont du poids à Berlin tout aussi bien qu'en aucun autre lieu d'Europe. Quiconque veut établir l'unité allemande ou seulement une fédération de l'Allemagne du nord ne peut faire autrement que de pratiquer à chaque pas une brèche dans toute cette parenté princière ou nobiliaire. Au point de vue féodal et légitimiste, il n'y a point de possibilité pour une telle réforme : elle ne peut être réalisée que par un homme d'état qui regarde la souveraineté non comme un bien de famille, mais comme une fonction publique, laquelle, comme toute autre, doit se régler sur les nécessités nationales. Rien donc de plus naturel que la sympathie du parti féodal et légitimiste en Prusse pour les petits souverains et la vieille constitution fé-

dérale, rien de plus explicable que son penchant continuel vers l'Autriche. Ce fut ce parti qui trois fois en cinquante ans, en 1819, en 1834, en 1850, exploita la répugnance qu'inspiraient au gouvernement prussien les idées révolutionnaires pour retenir la Prusse dans la dépendance de Vienne et de Francfort.

C'est ce même parti qui est aujourd'hui mécontent au plus haut degré du puissant essor que la Prusse vient de prendre sous la conduite du comte de Bismark. Il maudit l'alliance avec celui qu'il appelle « le roi-voleur, » Victor-Emmanuel; il pleure et gémit sur ce qu'il nomme la guerre fratricide contre les régimens tchèques et magyars de l'empereur d'Autriche; il fait tous ses efforts pour ramener sur leurs trônes le pieux roi de Hanovre, l'austère électeur de Hesse, le chevaleresque duc de Nassau. Les relations de ce parti atteignent aux sphères les plus élevées; il a des représentans dans le ministère; la chambre des seigneurs est presque toute à lui, et le roi aussi bien que le comte de Bismark, qui représentent en face de ce parti les intérêts non douteux de l'état prussien et de la nation allemande, se trouvent plus fortement entravés par cette résistance silencieuse, mais incessante, que par leurs dissentimens avec le parti du progrès. Dans l'état de choses actuel, la cause de la liberté politique et parlementaire en Prusse et la politique allemande du comte de Bismark sont solidaires. Et ce singulier phénomène reparaît dans les territoires annexés ou alliés : les masses libérales de la population bourgeoise et industrielle se prononcent pour l'unité et pour l'alliance avec la Prusse; les fonctionnaires, les nobles, les boutiquiers des petites résidences sont pour le rétablissement des anciens souverains et détestent la Prusse. Ainsi se dessine la position de notre gouvernement, avec des lignes très précises, sinon très simples. Comme les partisans de l'ancien ordre de choses sont très forts dans certains territoires isolés, il faudra que çà et là le gouvernement procède par des mesures énergiques. Quant au parti prussien, comme il est décidément libéral, le gouvernement devra regarder de plus en plus les institutions libérales comme le but de ses efforts. Un tel but n'est pas facile à atteindre; il l'est d'autant moins que les libéraux n'ont pas oublié les anciens malentendus, et qu'ils sont encore bien éloignés d'une pleine réconciliation avec le ministère, qui cependant ne peut éviter une rupture ouverte avec l'ancien parti conservateur. Quel sera le résultat final, et qui osera le prédire? Une chose est sûre, c'est que ceux qui mettent obstacle aux efforts tout allemands du comte de Bismark rendent service non pas à la cause de la liberté et de la constitution parlementaire, mais bien aux partis féodaux et légitimistes en Allemagne et en Europe. Vous, monsieur, qui vous déclarez réconcilié avec l'unité allemande, si le gouvernement prussien se voue loyalement à la cause de la liberté intérieure, vous devez, je pense, retourner la phrase. — Faites-vous des vœux pour la liberté intérieure en Prusse? Demandez au gouvernement prussien de ne pas faiblir

dans la cause allemande. Si le ministère Bismark, ce qu'à Dieu ne plaise, devait échouer dans cette question, il n'y aurait pas le moindre doute sur ce qui suivrait. Ce ne serait pas le parti du progrès ni les anciens libéraux qui hériteraient du ministère; on aurait une réaction comme en 1850. Les admirateurs des petites cours, les adorateurs de l'Autriche prendraient le gouvernail. C'en serait fait des bons rapports entre l'Allemagne, la France et l'Italie, car ni en France ni en Italie il n'y a de dynasties légitimes aux yeux de ce parti. Une telle issue, ce me semble, ne serait favorable ni à la cause de la paix ni à celle de la liberté.

Heureusement notre avenir se présente aujourd'hui avec de meilleures apparences. A Berlin, les difficultés s'aplanissent; la chambre des députés commence à subordonner aux intérêts de la cause allemande tous les autres vœux de la chambre haute, et le gouvernement montre, pour sa part, autant de modération que de fermeté. Il paraît indubitable que le parlement fédéral se réunira sous peu de mois. Sans doute on ne fera pas voter isolément les habitans du Hanovre, de la Hesse, du Holstein, sur leur union avec la Prusse ou bien sur la fédération de l'Allemagne du nord; de même on ne permettra certes pas au roi de Saxe de rester le maître des troupes saxonnes, et d'entraver ainsi la constitution militaire de la confédération. Verrait-on là une violence? Je ferais remarquer qu'il ne s'agit pas pour ces territoires d'une annexion à un pays étranger, ni de la création d'un nouvel état; la seule question est d'organiser en vue des intérêts communs les relations des diverses provinces comprises dans les limites actuelles de l'Allemagne. Or il est bien naturel de ne laisser voter sur une pareille question que les représentans de la nation tout entière et non pas les provinces elles-mêmes. Il n'en est pas autrement en France; ce ne sont pas les habitans d'un département qui peuvent disposer de sa condition politique, c'est le pouvoir législatif commun à tout le pays. Les Allemands du Hanovre et de la Hesse, du Holstein et de la Saxe auront à établir en commun avec les Allemands de la Prusse, dans une grande assemblée représentative, la future constitution nationale. On y verra se produire les doutes, les controverses, les haines politiques, les dissentimens des partis : tout cela ne manquera pas. Aux partisans des princes déchus, aux zélateurs des souverainetés locales se joindront les hommes qui, tout en admettant l'unité allemande, n'approuvent pas la forme sous laquelle elle se produit. Il faudra, de la part de nos gouvernans, beaucoup de patience, de sagesse et de fermeté pour atteindre en peu d'années au but; mais, croyez-moi, ce but sera atteint parce qu'il faut qu'il en soit ainsi, ou bien que notre nation périsse. Toute dissidence sur les moyens se taira finalement devant l'évidente nécessité et devant la grandeur du but. Ce que nous devrons à l'ordre nouveau se résume en deux paroles : sécurité à l'égard de l'extérieur, libres rapports au dedans. Pour obtenir ces deux choses, il faut de grandes réformes dans toutes les parties de l'administration publique; il faut dans tous les terri-

toires allemands de nouvelles institutions militaires, de nouvelles lois civiles, de nouveaux règlemens douaniers et industriels. Ce sont là des réformes presque aussi profondes que le fut la refonte de l'organisation française en 1789; mais une longue préparation les aura rendues plus faciles, et il est permis d'espérer que la régénération intérieure s'accomplira par la voie pacifique et parlementaire, maintenant que les armes ont fait leur œuvre en écartant l'Autriche, qui était l'obstacle absolu. Dans un cas seulement, une évolution plus rapide et toute violente serait à craindre : cette éventualité se réaliserait, si nous étions destinés à voir ce que la France a vu en 1791, l'ingérence étrangère venant ruiner notre œuvre intérieure. Ce que le peuple français subit alors fatalement, nous le subirions aussi : le sentiment national s'enflammerait dans toutes les parties de l'Allemagne, et les débats parlementaires dégénéreraient en convulsions révolutionnaires. Conservateurs et libéraux, unitaires et particularistes se réuniraient dans une lutte commune. En dépit de tous les dissentimens antérieurs, l'Allemagne du nord se joindrait à l'Allemagne du midi; toutes les provinces endeçà et au-delà du Mein se grouperaient sous la conduite de l'homme d'état qui les conduirait le plus vite et le plus sûrement contre l'assaillant du dehors. Tout petit souverain qui oserait alors se ranger du côté de l'étranger serait brisé avec la même patriotique fureur que mit le peuple français, en 1793, à broyer les amis et les soldats de la coalition, les prêtres de la Vendée, les émigrés de Coblentz. L'œuvre de l'unité allemande, œuvre de paix et de progrès par son essence même, œuvre d'opposition contre la politique toute de conquête des anciens empereurs germaniques, deviendrait, elle aussi, révolutionnaire et guerrière. L'Allemagne, au milieu du tumulte des armes, perdrait sans nul doute ses libertés, et au lieu d'offrir une source de paix à l'Europe, elle lui deviendrait une occasion de périls. Puissent la claire vue des choses, la sagesse des gouvernemens et la modération des peuples nous préserver de telles calamités! Pour ce qui est de nous, Allemands, nous plaçons au premier rang de nos vœux les rapports d'une sincère amitié avec la France, afin de substituer aux anciennes jalousies l'émulation dans la voie des lumières et de la production; nous souhaitons une entente qui repose sur l'entière base d'un respect réciproque. Cela conquis, nul des deux grands pays ne troublera l'autre dans l'organisation de ses affaires intérieures, nul des deux n'inquiétera l'autre par d'égoïstes exigences à propos de son progrès national. Nos deux nations ont assez souvent montré qu'elles ne redoutent pas la guerre; elles peuvent désormais déclarer sans crainte pour leur honneur qu'elles sont affamées de paix.

HENRI DE SYBEL.

Bonn, 5 septembre 1866.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 septembre 1866.

La guerre d'Allemagne et les changemens qu'elle a opérés dans la constitution germanique n'ont jusqu'à présent produit d'autre effet officiel en France que la démission de M. Drouyn de Lhuys, celui de nos ministres qui avait eu entre ses mains depuis l'origine jusqu'à la fin les questions dont la solution a si prodigieusement surpris l'Europe. Il va sans dire que nous ignorons les incidens particuliers qui ont déterminé la retraite de M. Drouyn de Lhuys. On ne peut cependant voir la sortie d'un homme de ce mérite avec une indifférence silencieuse.

La première pensée qui vient à l'esprit à propos de la démission du dernier ministre des affaires étrangères, c'est qu'en dépit des théories modernes sur la responsabilité, la nature et la force des choses reprennent leurs droits; il est impossible aux ministres de décliner la responsabilité politique. Nous avons eu occasion d'en faire plus d'une fois la remarque en ces dernières années, nos ministres des affaires étrangères ont conservé en matière de responsabilité les scrupules et les procédés du régime parlementaire. Le chef de l'état peut ou doit, dans l'intérêt général et permanent du pays, modifier sa politique selon les circonstances; le ministre des affaires étrangères ne peut point désavouer devant un échec ou un obstacle insurmontable les idées et le système qui ont inspiré sa conduite. C'est ainsi que nous avons vu le portefeuille des affaires étrangères abandonné par M. Walewski lorsque l'idée de l'unité italienne prévalut définitivement contre le système fédératif imaginé dans le traité de Zurich, par M. Thouvenel quand l'empereur voulut essayer de la prolongation du *statu quo* à Rome, aujourd'hui enfin par M. Drouyn de Lhuys, quand il est avéré que la France renonce à toute immixtion ou ingérence dans les affaires d'Allemagne, quand il est convenu qu'il ne sera point donné suite aux espérances d'accroissement territorial que la lettre du 11 juin avait montrées à la France,

quand il est certain qu'une politique qui avait assisté depuis quatre ans à l'éclosion de plusieurs graves difficultés européennes avec des airs de prudence savante et des attitudes avantageuses nous laisse, en face de révolutions considérables accomplies auprès de nous, au point où nous étions auparavant. Ce n'est point une conclusion inconsidérée de constater que la fin de la carrière ministérielle de M. Drouyn de Lhuys coïncide avec un mécompte au moins temporaire éprouvé par une des ambitions raisonnables de la France. Contentons-nous de noter en passant, à ce propos, que la conduite des affaires serait simplifiée, que les modifications de système se produiraient avec une opportunité plus heureuse, si l'on consentait à pratiquer régulièrement les principes de la responsabilité ministérielle et de l'homogénéité des cabinets solidaires, tels que les établit et les recommande l'expérience politique des peuples modernes.

Nous manquerions d'équité, si nous avions la prétention de porter un jugement absolu sur la politique extérieure que M. Drouyn de Lhuys a suivie pendant quatre années. La connaissance de bien des élémens de la cause nous fait encore défaut. Ce que l'on peut dire à première vue et sans prévention fâcheuse contre un honorable serviteur du pays, c'est que l'étoile du bonheur n'a pas lui sur le dernier ministère de M. Drouyn de Lhuys. Qu'on en repasse les incidens principaux. Les deux premiers actes de ce ministre furent à l'adresse de l'Italie et des États-Unis. M. Drouyn de Lhuys signifia à l'Italie par une note célèbre l'ajournement indéfini de la question romaine, et il a assez vécu pour signer la convention du 15 septembre. — L'essai d'intervention dans les affaires des États-Unis fut plus malencontreux encore. M. Drouyn de Lhuys eut l'étrange idée d'offrir la médiation de la France entre le gouvernement légal de la république américaine et la rébellion du sud. Tout le monde est d'acord qu'une puissance étrangère, de quelque prétexte qu'elle couvre une pareille intervention, ne peut point commettre une démarche plus blessante envers un grand état indépendant, obligé de réprimer une rébellion intérieure, que de lui proposer de traiter avec cette rébellion sur le pied de l'égalité. Offrir une semblable médiation au gouvernement américain, c'était lui proposer de s'avouer vaincu, c'était offenser gratuitement un grand peuple en péril. Nous n'avons eu heureusement en cette circonstance que l'inconvénient d'une manifestation stérile. La Russie ni l'Angleterre ne voulurent s'associer à ce projet de médiation, qui n'eût pu aboutir, si on lui eût donné suite, qu'à la plus désastreuse des guerres. L'Union américaine, jugée par le ministre français avec si peu de clairvoyance, est puissamment et glorieusement sortie de ses difficultés, et M. Drouyn de Lhuys a dû avoir mainte occasion de regretter ses essais de médiation spontanée, lorsqu'il a eu à négocier plus tard au sujet du Mexique avec le cabinet de Washington. Qui niera aujourd'hui, hélas! qu'il eût été bien plus sage alors d'arrêter les développemens de l'entreprise du Mexique que de proposer aux

Américains de traiter avec des rebelles sur le pied de l'égalité? M. Drouyn de Lhuys n'eut pas plus de bonheur en Europe. En 1863 survinrent les complications polonaises. Nous croyons à la sincérité du zèle que notre gouvernement déploya en faveur de la Pologne, mais il est permis aujourd'hui de se demander avec douleur pourquoi les effets de ce zèle tournèrent en définitive contre les intérêts dont on prenait la défense. Il y avait une insurrection en Pologne : une négociation publique, dans laquelle la France, l'Angleterre et l'Autriche adressaient à la Russie des représentations solennelles, était pour cette insurrection une excitation énergique. Il y avait quelque chose d'inhumain à poursuivre cette négociation qui poussait des martyrs à la mort, si l'on n'avait point la certitude de pouvoir secourir efficacement la Pologne. Des philanthropes et des publicistes, en se livrant aux ardeurs de la propagande, ne donnent du moins le change à personne sur la nature de leur concours; on n'a point à espérer d'eux des arrêts souverains dans les discussions du droit international et des armées sur les champs de bataille. En présence de populations insurgées, des gouvernemens ne peuvent, sans une imprévoyance cruelle, faire de la propagande à la façon des philanthropes et des publicistes; ils ne doivent parler que quand ils ont la volonté d'agir. Le gouvernement français n'eût pas hésité sans doute à combattre pour la Pologne, s'il eût recruté des alliés; la faute fut de commencer et de poursuivre la controverse publique des notes diplomatiques sans s'être assuré les alliances auxquelles la Frances subordonnait son entrée dans la lutte active. Avant de donner des encouragemens aux Polonais et d'irriter le patriotisme russe, on eût dû être assuré du concours de l'Angleterre et de l'Autriche ou de l'une au moins de ces puissances. Or il n'était guère permis d'entretenir des illusions à cet égard: l'Angleterre en effet avait dès le principe déclaré qu'elle ne prendrait point les armes pour la Pologne, et on pouvait prévoir à quoi aboutiraient les irrésolutions de la politique autrichienne. Il était imprudent et inhumain d'attendre des accidens ou de la conclusion dialectique d'un débat de chancellerie la formation des alliances militaires qui eussent pu sauver ou soulager la Pologne. On vit avec un serrement de cœur la triste fin de la question polonaise. Cette péripétie dut vivement frapper le gouvernement français; on sentit l'effet de cette émotion généreuse dans l'expédient de la proposition d'un congrès œcuménique. L'idée du congrès était, elle aussi, une conception de philosophe plutôt qu'une combinaison de politique. Au lieu de résoudre les questions, elle les posait toutes avec éclat; elle révélait et entretenait par une secousse violente le malaise et l'inquiétude du continent européen. Une question toute pratique et qui pouvait donner lieu à des combinaisons positives et sérieuses s'offrit à la mort du roi de Danemark. Par une merveilleuse rencontre, l'Angleterre prenait à cœur la question des duchés de l'Elbe; on aurait pu lier avec elle sur ce terrain une solide partie. Il s'agissait là de faire respecter, non point

les dispositions des traités de 1815, mais une convention récente, une convention du règne. On pouvait d'ailleurs, en protégeant un état faible contre les convoitises brutales d'un grand état, se maintenir dans la ligne des meilleures et des plus sûres traditions de la politique française. On négligea systématiquement cette honnête et grande occasion; on n'y vit qu'un sujet de puériles et taquines représailles contre l'Angleterre. On affecta l'impartialité, on eut l'air de prendre ses aises pour assister à la série des complications qui allaient naître. L'Allemagne avait une proie, elle ne tarderait pas à se diviser pour le partage; il était commode de surveiller ces luttes en spectateur et d'en faire tourner à peu de frais les chances à son avantage. On pouvait, par une déclaration nette et catégorique en faveur soit de la Prusse, soit de l'Autriche, rendre la guerre impossible, tout en assurant une réforme de la confédération allemande et la restitution de Venise à l'Italie. On a mieux aimé la politique du laisser-faire. De bonnes gens, avec la meilleure intention d'être profonds et habiles, se croyaient près de réaliser à leur profit le vieil adage : *inter duo dimicantes*. On a poussé la circonspection jusqu'à s'exposer à voir une grande crise européenne éclater et se terminer sans que la France eût assuré sa liberté d'action par de suffisans préparatifs militaires. Au bout de ces réticences significatives, de ces finesses complexes, de ces cautèles, comme auraient dit nos pères, on sait ce qui est arrivé : partis pour être évêques, nous sommes revenus meuniers. M. Drouyn de Lhuys n'hésite point à reconnaître son échec, puisqu'il abandonne une tâche qui convenait si bien aux antécédens de sa carrière et aux qualités de son esprit.

Il y aurait à tirer de ce dénoûment plusieurs leçons instructives. Il est probable que M. Drouyn de Lhuys eût rendu un plus grand service à l'empereur, si, ayant abordé la crise d'Allemagne, commencée il y a trois ans, avec des idées fermes et bien arrêtées, il se fût moins livré au hasard des accidens, et eût, en cas de dissentiment, offert plus tôt sa démission. Quand la fermeté d'esprit s'allie avec le dévouement et avec le respect, elle est la qualité la plus utile qu'un chef d'état puisse rencontrer dans un ministre, quelle que soit la forme constitutionnelle du gouvernement. Nous n'avons nullement l'idée d'évoquer ici les anciennes polémiques sur les droits des assemblées représentatives et les prérogatives du pouvoir exécutif. La pratique de nos institutions actuelles nous apprend suffisamment que la chambre représentative a le droit de prendre la parole sur les affaires extérieures de la France. Ce droit, elle ne l'a point exercé dans la question qui vient de se résoudre. Tout le monde a remarqué le soin particulier avec lequel on a dissuadé la chambre de s'éclairer, d'éclairer le pays et le gouvernement lui-même par une discussion opportune des affaires allemandes. On eût dit la vieille jalousie des chancelleries d'ancien régime contre le débat public des affaires étrangères. Cependant après l'événement qui oserait dire que le silence n'a point eu plus d'inconvéniens que la discus-

sion n'aurait pu en produire? N'est-il pas évident que le gouvernement eût puisé dans la manifestation des opinions diverses des indications profitables, et que la pensée publique eût pu se prononcer en connaissance de cause en faveur du système qui aurait paru d'avance le plus sage et le plus national? Un autre enseignement sort de cette triste expérience. Les combinaisons politiques qui tiennent à s'entourer de mystère sont celles qui manquent de précision, de suite et de netteté, celles qui probablement demeurent flottantes dans l'esprit des hommes qui les ont conçues et qui se réservent de les modifier suivant les tâtonnemens de l'action. Des combinaisons de ce genre pouvaient se poursuivre et se développer au fil des événemens dans les temps où les intérêts sociaux et économiques du plus grand nombre étaient éloignés des conseils des gouvernemens: elles ne vont plus à l'esprit et aux besoins des sociétés contemporaines. Les plans de politique étrangère ne peuvent plus être l'œuvre solitaire d'un homme ou de quelques-uns. Pour être sains et féconds, il faut maintenant qu'ils soient compris, adoptés, voulus par les masses nationales. Les grandes lignes de la politique des peuples éclairés et industrieux ne comportent plus le secret; elles doivent être tracées en traits éclatans dans l'opinion publique. La politique internationale moderne ne peut plus être capricieuse, tortueuse, ambiguë; l'école de l'art pour l'art n'y est plus possible. Il lui faut le grand air, la grande lumière, la simplicité et la droiture des desseins, le modeste aveu des fautes ennobli par l'honnêteté des intentions, la prompte correction des conduites erronées. Avec une politique franchement avouée, qui ne craindra point de se confronter sans cesse à l'opinion publique, on s'épargnera dans l'avenir les inquiétudes, les agitations, les déceptions, les amertumes que les peuples ont si souvent rencontrées dans les aventures extérieures de leurs gouvernemens. Une politique qui se croirait infaillible pourrait seule avoir la prétention de se dérober au contrôle d'une discussion opportune et efficace; malheureusement les événemens ne nous ont appris à connaître depuis quelques années que des politiques très faillibles.

Nous avons, à l'heure qu'il est, à faire usage de ces enseignemens dans une question très urgente, celle du Mexique. Nos objections à l'entreprise du Mexique, à la fin qu'on lui avait assignée, à la façon dont elle a été conduite, sont anciennes, et nous n'avons plus à les reproduire. C'est encore là du passé; c'est du présent et de l'avenir qu'il faut s'occuper. Comment allons-nous conclure l'affaire du Mexique? Là est la question du moment. Pour le gouvernement et pour le pays, ce qu'il y a de mieux à faire aujourd'hui, c'est de prendre une résolution rapide et radicale. Il faut partir de l'idée qu'il serait absurde, qu'il ne serait pas viril de prolonger d'un seul instant une erreur universellement reconnue. Quand on s'est décidé à rappeler du Mexique l'armée française, l'on a cru et l'on a annoncé que le retour pourrait s'effectuer en trois rapatriemens successifs, le premier étant indiqué pour le mois de novembre prochain. Les bons esprits s'alar-

mèrent de ce projet d'évacuation partielle et graduelle. Il leur semblait périlleux d'affaiblir notre armée au moment où les forces relatives et l'audace de nos adversaires allaient être augmentées par notre retraite, et d'attirer peut-être ainsi sur nos derniers bataillons tout l'effort de l'ennemi. La question du départ était d'ailleurs dominée par l'intérêt de l'état politique où nous laisserions le Mexique. L'empereur Maximilien persisterait-il seul dans l'entreprise où il nous a suivis, et où il est manifeste aujourd'hui qu'il n'a pu nous rendre aucun service? ou bien renoncerait-il à l'aventure et reviendrait-il en Europe avec nous? Dans le cas d'une abdication de Maximilien, pouvions-nous quitter le Mexique avant d'avoir donné à ce triste et malheureux pays le temps d'organiser un gouvernement à sa guise, avec lequel il nous fût permis de négocier et d'établir les relations futures de la France? Pour être résolues de la façon la moins fâcheuse, on se convaincra, avec un peu de réflexion, que ces diverses questions doivent être tranchées simultanément. Il faut savoir si Maximilien reste ou s'en va, et il faut, pour que la sécurité et la dignité de notre armée soient sauvegardées, que le rapatriement de nos troupes s'accomplisse non successivement, mais en une seule fois. Ce sont évidemment le pressant examen et la solution catégorique de ces questions que l'empereur confie au général de Castelnau en l'envoyant au Mexique chargé d'une mission pénible sans doute, mais dont les résultats peuvent servir grandement les intérêts de la France.

L'important dans cette opération difficile de la fin de notre expédition, c'est de couper court au mal et de ne point laisser traîner les choses. Pour nous, qui n'avons point confiance dans l'implantation au Mexique d'une dynastie impériale, nous voudrions que l'empereur Maximilien prît le parti de la retraite. En tout cas, il est à désirer que l'armée française, pour se retirer dans la plénitude de sa force, se concentre à Mexico et descende en masse vers le littoral. Le point d'honneur militaire et l'intérêt que nous avons à occuper le second port du Mexique nous obligeront sans doute à reprendre Tampico. Maîtres de la Vera-Cruz et de Tampico, nous pourrons organiser l'embarquement simultané de nos soldats et retenir d'ailleurs les deux villes maritimes les plus importantes du Mexique jusqu'à ce que nous ayons pris les arrangemens nécessaires avec le nouveau gouvernement. Si l'on ne perd pas de temps, comme nous avons devant nous la saison favorable, la marche de nos troupes vers les ports du golfe et leur embarquement pourraient avoir lieu dans l'espace de six mois. Pour en finir d'un seul coup avec cette mésaventure mexicaine, le gouvernement agirait sagement s'il réglait la question financière en même temps que les questions politique et militaire. Tout le monde sait que des emprunts ont été émis en France par l'empereur Maximilien. Les porteurs de ces fonds sont presque tous Français. Ils n'ont reçu aucune garantie de l'état en France; ils n'ont en conséquence aucune réclamation légale à faire valoir contre le gouvernement. Cependant, si l'on se plaçait sur le terrain de l'équité, il paraîtrait

excessif de les abandonner sans compensation aux chances d'une banqueroute mexicaine. Ils ont été fortement encouragés, on ne le niera point, à souscrire à ces emprunts; on leur promettait, car on était encore dans les illusions, que la France maintiendrait son concours à l'empire mexicain jusqu'à ce que cet empire fût capable de vivre par sa propre force; la portion la plus considérable du produit des emprunts a servi au remboursement des frais de guerre de la France, et par conséquent a payé des dépenses françaises. La situation des porteurs de rentes mexicaines a été prise en considération par le gouvernement français dans la convention financière conclue le 30 juillet dernier avec l'empire du Mexique. Un prélèvement de la moitié des revenus des douanes est accordé par cette convention au gouvernement français, et devra faire face au service des emprunts et au remboursement d'une somme de 250 millions due par l'empire mexicain à la France. Cette convention donnerait des dividendes certains aux porteurs d'emprunt, si le gouvernement de l'empereur Maximilien pouvait nous assurer en fait le prélèvement qu'il nous accorde en droit. En ce moment même, l'état des choses n'est plus conforme à la convention, puisque Tampico n'est plus au pouvoir des impérialistes, puisque la seconde ville de l'empire au point de vue du revenu douanier est aux mains des juaristes. Il nous paraît même douteux que l'empereur Maximilien ait des ressources suffisantes pour payer le coupon d'emprunt qui échoit au mois d'octobre prochain. Quand on songe que nous sommes allés au Mexique pour obtenir en faveur de nos nationaux des indemnités qui ont été fixées à une quinzaine de millions, il serait triste, on en conviendra, de laisser en présence d'une délégation sur un débiteur à peu près insolvable des rentiers français devenus créanciers du Mexique pour une somme d'environ 300 millions effectivement versés. Le gouvernement français ne peut manquer d'étudier avec une vive sollicitude la situation des porteurs de fonds mexicains. Il y a là un véritable passif de guerre qu'on ne saurait laisser en souffrance le jour prochain où l'on liquidera le passif politique de la question mexicaine. Il faut que le gouvernement prenne encore sur ce point une résolution mâle et finale.

En dehors de cette question spéciale du Mexique, qui réclame des mesures énergiques et promptes, il serait désirable aussi, pour rétablir l'esprit public dans une bonne assiette, que le gouvernement pût trouver une occasion de faire connaître sa pensée sur la politique qui convient à la France dans l'état actuel de l'Europe. En présence des faits accomplis, cette pensée ne saurait être que pacifique. Nous allons voir se dérouler en Allemagne les conséquences naturelles de la politique prussienne. Nous avons déjà dit qu'il nous paraissait devenu oiseux de répéter les critiques que nous avons dû adresser aux procédés politiques de M. de Bismark. Nous avons exprimé l'opinion que les libéraux français devaient éviter de reporter injustement sur le peuple prussien les préventions que la cour de Ber-

lin leur a pu inspirer, qu'ils devaient prendre garde de blesser le patriotriste allemand en croyant n'atteindre que les actes répréhensibles d'une politique arbitraire, qu'ils devaient surtout se défendre de ces mouvemens d'irritation qui pourraient rallumer des antagonismes de races contraires au meilleur esprit de notre époque. Nous ne conseillerions pas à notre gouvernement d'aller lui-même au-delà d'une manifestation générale de sentimens pacifiques dans les premières communications qu'il aura sur ce sujet avec le public. Il n'y a point à faire ostentation d'aucune préférence affectée dans le système des alliances. Les alliances d'engouement et de théorie qui n'ont pas d'objet positif et déterminé n'ont jamais eu d'heureux résultats dans ce pays. On en a eu en France plusieurs exemples, celui de Louis XV par exemple, quand, avec son étroite obstination, il se lia aux intérêts de l'Autriche, et plus récemment celui de l'alliance anglaise, qui n'a jamais été plus compromise que lorsqu'on la décora de la dénomination superlative d'entente cordiale. Il n'y aurait point lieu de s'égarer aujourd'hui vers le mirage de l'alliance prussienne. Après avoir obtenu de grands succès, la Prusse tente une grande expérience. Elle nous présente un spectacle instructif et intéressant que nous devons aborder sans préjugés, et où nous pouvons trouver d'utiles enseignemens. L'Allemagne sera-t-elle identifiée à la Prusse? Voilà l'expérience qui est en train de s'accomplir. La majorité des libéraux prussiens et allemands pensent résolûment que l'initiative prussienne doit fonder l'unité germanique. Une très petite minorité au contraire, transportant sur les résultats la responsabilité des moyens employés, nie la légitimité et la vitalité de l'œuvre prussienne. Nous respectons les quelques députés prussiens qui osent encore résister au torrent du succès, et qui protestent en faveur des principes. Cependant nous nous connaissons trop en révolutions, nous autres Français, pour ignorer que les résultats légitimes d'une révolution peuvent survivre aux procédés violens, arbitraires, employés souvent par les acteurs de ces terribles scènes. Quoi qu'il en soit, les partisans de l'œuvre prussienne ne manquent point d'argumens robustes pour soutenir leur cause. On en peut juger par les pages remarquables qui nous sont adressées par M. Henri de Sybel à l'occasion des opinions développées dans ces chroniques. Nous n'avons point la pensée d'exprimer en ce moment les dissidences qui nous séparent de M. de Sybel. Tout le monde, nous en sommes sûrs, reconnaîtra que des convictions appuyées sur une pareille solidité de philosophie historique et soutenues avec un si ferme accent sont dignes de respect et doivent donner à réfléchir. Voilà bien les pensées et les sentimens que les peuples civilisés nourriraient les uns envers les autres et échangeraient entre eux le jour où ils auraient leur franche autonomie, où ils posséderaient le *self-government* complet, où ils ne risqueraient plus d'être détournés de leur voie par les routines de l'ancien régime monarchique. C'est parce que nous sommes sûrs que les idées et le ton de

M. de Sybel sont les idées et le ton du grand libéralisme allemand que nous n'avons jamais cessé de dire qu'une Allemagne unie et fédérative à l'américaine n'inspirerait à la France aucune appréhension, aucune inquiétude. Entre M. de Sybel et nous restent malheureusement les traditions et les procédés d'une monarchie énergique, opiniâtre et ambitieuse.

L'autorité de M. Sybel confirme d'ailleurs les idées que nous avons émises sur la nécessité, devenue manifeste pour la France, d'accroître notre effectif disponible en cas de guerre à cause des proportions qu'ont prises les forces militaires de la Prusse. Il faut augmenter par un remaniement de notre système de recrutement la force défensive de notre pays. En nous avertissant par ses derniers succès de cette nécessité, la Prusse nous a rendu un véritable service et créé à notre patriotisme un nouveau devoir, qui, nous n'en avons nul doute, sera rempli. Nous ne sommes point surpris que notre gouvernement, éclairé par la lumière intime de la responsabilité, ait compris ce devoir sur-le-champ. L'effectif de la France doit être établi sur de telles bases qu'il puisse fournir un million de soldats; c'est dans ces termes que nous avons posé au lendemain des victoires prussiennes le problème, et c'est dans ces termes, nous n'en doutons point, qu'il sera résolu. Le système militaire prussien est en vérité une forte création de l'esprit moderne; il est sorti d'une inspiration patriotique de Stein; il a été l'objet du travail d'une intelligence aussi puissante que celle de Guillaume de Humboldt; il a été mis d'abord à exécution par un praticien militaire des plus expérimentés, le général Gneisenau. Ce fut le bonheur de cette combinaison d'avoir été conçue et appliquée dans une de ces crises d'infortune nationale qui émeuvent jusqu'au fond de l'âme les peuples destinés à vivre et à grandir. Ce qu'un mélange d'enthousiasme et de stoïcisme patriotique fit en Prusse, l'intelligence raisonnée d'une évidente nécessité politique le fera en France plus aisément. Notre population est trop considérable pour que l'obligation de fournir un million d'hommes en cas de guerre la soumette à des conditions aussi dures que celles qui pèsent sur les populations prussiennes. Le régime actuel de notre recrutement nous procure déjà 600,000 hommes, divisés, comme on sait, en armée active et en réserve, un peu moins de 400,000 hommes pour l'armée active, un peu plus de 200,000 pour la réserve. Pour arriver au million, il n'est besoin que de 400,000 hommes, à qui il s'agit de donner l'instruction militaire, et qui sont à placer dans des cadres. En Prusse, pour arriver au chiffre d'un million de soldats, il faut que toute la population mâle soit soumise à l'obligation du service militaire, et reste pendant dix-neuf ans assujétie à la mobilisation en cas de guerre. Chez nous, pour obtenir le complément des quatre cent mille hommes, on pourrait restreindre la période de mobilisation à dix ans au lieu de dix-neuf. La France possède environ trois millions d'hommes ayant de vingt à trente ans. C'est sur ces trois millions qu'il y aurait à prélever les quatre cent mille hommes qui nous manquent.

On voit que le plus grand nombre des adultes mâles de vingt à trente ans pourrait demeurer affranchi encore des obligations du service spécial de notre troisième ban. Les dispositions d'exemption indiquées pour la mobilisation dans notre loi sur les gardes nationales pourraient ici s'appliquer sur une grande échelle. D'ailleurs la facilité avec laquelle les Français acquièrent l'instruction militaire, l'exactitude avec laquelle ils la conservent, permettraient de ne prendre qu'un temps très court pour leur instruction aux hommes de la garde nationale mobilisable. L'expérience de nos soldats de la réserve est à cet égard très encourageante. L'instruction suffisante est donnée à ces soldats en cinq mois répartis sur deux années. Jusqu'à la septième année, dans les occasions où on les réunit, on voit ces hommes retenir tout ce qu'ils ont appris du maniement des armes et de la manœuvre, et, dans leurs courtes réunions annuelles, montrer les qualités et l'aplomb des bonnes troupes. Sans fatiguer la nation, en la relevant au contraire à ses propres yeux par une participation plus large et plus active aux exercices militaires et aux préparatifs de la défense nationale, on pourra donc constituer à la France une vigoureuse réserve qui la mettra à l'abri de toute agression. Cette incorporation d'une plus grande masse d'hommes dans les divers degrés du service militaire permettra même avec le temps d'apporter des soulagemens à la condition des catégories qui en supportent aujourd'hui toute la charge. Il sera possible par exemple d'abréger d'une année, de réduire de sept ans à six la durée du service dans l'armée active. Nous sommes au surplus de l'avis de M. de Sybel sur l'influence pacifique que doit avoir tout système de recrutement qui répartit sur un plus grand nombre de citoyens les obligations du service militaire. Des armées ainsi composées tendent à s'alimenter de plus en plus, pour ainsi dire, d'esprit civil, et le pouvoir politique n'en peut disposer qu'en ces occasions rares et solennelles où derrière une guerre apparaissent avec éclat l'intérêt national et le devoir patriotique.

Voilà un des côtés par lesquels nous pourrons tirer profit de l'expérience prussienne. Nous ne demandons pas mieux que de recevoir de la Prusse d'autres enseignemens. Nous faisons des vœux par exemple pour qu'elle excite notre émulation par le progrès de ses institutions parlementaires. Soit que la chambre prussienne soutienne des luttes heureuses contre l'excès de l'initiative monarchique, soit qu'un homme d'état contrarié par son souverain dans ses projets de grandeur nationale, comme cela peut arriver un jour à M. de Bismark lui-même, cherche dans l'appui du peuple une force qu'il n'obtiendrait plus de la faveur royale, nous assisterons avec intérêt à ces compétitions généreuses par lesquelles se forment et s'accroissent les libertés populaires. Tout ce qui va se passer en Prusse est bien fait pour attirer notre attention. Les plus petits incidens parlementaires ont leur intérêt. Nous ne parlons pas des votes prévus de la seconde chambre en faveur du bill d'indemnité et de la loi des annexions;

c'est un règlement de compte de la victoire qui allait tout seul. La discussion de la loi sur le parlement fédéral ne fait encore que piquer notre curiosité sur les destinées futures de cette représentation fédérale qui va se superposer au mécanisme constitutionnel de la Prusse. Ce parlement émanera du suffrage universel, les provinces annexées y seront représentées, les souverainetés indépendantes conservées dans la confédération nouvelle y auront aussi des représentans. Tout cela ne sera pas simple. Les prétentions prussiennes peuvent d'ailleurs çà et là se heurter à des obstacles. Si le roi de Hollande refuse, comme on le dit, de placer ses possessions allemandes dans les cadres du système prussien, n'y a-t-il pas là en germe une autre question des duchés? Heureusement ou malheureusement en ce cas la France ne serait pas éloignée de l'objet du litige. Un petit conflit parlementaire curieux comme un objet d'archéologie est la lutte qui s'établit entre la commission de la chambre et le ministère à propos de la demande du crédit extraordinaire de 60 millions de thalers destinés par moitié à solder les frais de guerre et à constituer l'ancienne réserve de la couronne de Prusse. La commission ne veut donner que la moitié du crédit, ce qu'il faut pour payer les dépenses de guerre; elle refuse de reconstituer la réserve. Cette réserve est un morceau intéressant de curiosité historique; c'est au trésor lentement amassé par le bizarre Frédéric-Guillaume Ier que son fils, le grand Frédéric II, attribue principalement les premiers succès de son règne et la conquête de la Silésie. Dans cette première moitié du XVIIIe siècle, la possession d'un trésor de cette importance assurait à un souverain une grande supériorité sur ses adversaires; elle lui donnait le nerf de la guerre. Depuis ce temps, la conservation d'un trésor a toujours été regardée à Berlin comme un élément essentiel de la grandeur prussienne. Avec les facilités de crédit de notre époque, un tel système de thésaurisation n'a plus d'utilité, et ne serait plus dans le cas de la Prusse qu'une superstition puérile. C'est ce que comprend la commission de la chambre populaire; elle comprend aussi autre chose, elle sait que la couronne, dans une phase de lutte avec l'assemblée qui vote le budget pourrait, pendant un certain temps, au moyen de son trésor défier la chambre et faire prévaloir sa volonté contre une opposition du parlement. Il lui paraît non-seulement inutile, mais dangereux de laisser une telle arme aux mains de la couronne. C'est le motif de son refus. La chambre soutiendra-t-elle la commission, qui défend sa prérogative essentielle? se montrera-t-elle aussi coulante que les ministres en ont témoigné l'espérance? Si elle vote les conclusions de la commission, sera-t-elle frappée de dissolution, comme certains journaux berlinois l'en menacent? Une dissolution semblable serait un plaisant incident. Nous nous apprêtons ainsi à observer la Prusse dans son travail intérieur, sans lui faire mauvais visage. Il n'est pas probable que la France lui crie : Holà! tant que le cabinet de Berlin ne portera point ses visées au-delà du Mein.

La paix entre l'Autriche et l'Italie ne tardera certainement point à être

conclue. Il est temps que ces deux états puissent consacrer toute leur attention à leurs affaires intérieures. On parle beaucoup de réformes du côté de l'Autriche; cette puissance ne peut reprendre une force durable qu'à la condition de donner une satisfaction entière aux vœux d'autonomie des quatre groupes nationaux qui maintenant la composent, et de trouver le moyen de concilier dans le pouvoir central les intérêts communs de ces autonomies diverses. Il y a longtemps que la cour de Vienne cherche en tâtonnant à composer ce faisceau de nationalités; elle pourra se consoler de ses revers, si elle réussit dans sa nouvelle tentative. Quant à l'Italie, les difficultés qu'elle rencontre devant elle touchent moins au fond des choses; elle a l'entière unité de race; il lui reste à organiser son administration intérieure et ses finances. Les difficultés financières de l'Italie sont considérables sans doute, mais elles ne deviendraient inextricables que si un ministre maladroit cherchait des soulagemens temporaires dans des expédiens qui augmenteraient les charges de l'Italie et aviliraient son crédit. L'œuvre de la formation nationale est achevée; que le gouvernement italien aborde l'organisation de ses finances par des mesures larges et solides en matière d'économies réalisées, de taxes publiques et d'appels au crédit, et l'Italie verra bientôt s'ouvrir pour elle une ère florissante. Nous avons bien le droit, nous Français, de former de tels vœux et de concevoir ces espérances au sujet de ce peuple à qui l'indépendance complète est désormais rendue. C'est la seule de nos entreprises contemporaines, — les Italiens ne s'offenseront point de cette parole, — qui ait réussi. Si nous ne nous trompons, le dernier acte du concours que nous avons prêté à l'émancipation italienne n'est pas dépourvu d'un certain caractère de dignité simple. Après les tracasseries et les méprises mutuelles qui suivirent la publication de la note du *Moniteur* du 5 juillet, nous avons eu la chance de trouver enfin un dénoûment heureux. Nous avons échappé au fracas inutile et vaniteux de l'envoi d'une escadre à Venise dont il a été question un moment. C'est un simple général français qui, sans bruit et sans luxe d'état-major, va recevoir d'un général autrichien la remise de ces grandes places fortes et de ces villes renommées qui seront désormais le boulevard de l'indépendance italienne, et qui les transmet à son tour aux officiers du roi Victor-Emmanuel. Notre intervention au-delà des Alpes, commencée par le mouvement des armées et le tumulte des batailles, ne pouvait se terminer d'une façon plus amicale et plus douce. L'imagination italienne devrait être frappée du caractère de cette scène; les Italiens ne sauraient nous en vouloir du prix que nous avons attaché à être représentés par un seul général dans la formalité suprême de l'affranchissement de leur patrie.

E. FORCADE.

UN TOURISTE EN PALESTINE.

S'embarquer à Marseille, relâcher à Malte ou à Messine, prendre à Alexandrie le bateau de correspondance qui dessert la ligne de Syrie et toucher

terre à Jaffa, voilà l'itinéraire qui vous mène en moins de quinze jours de Londres ou de Paris sur les côtes de la Palestine (1). Les étapes en sont fixées d'avance avec la ponctuelle exactitude d'un service régulier qui ne laisse rien d'imprévu aux hasards du voyage : tout au plus, si la saison est défavorable, le touriste sera-t-il forcé de passer devant Jaffa sans s'y arrêter et de n'atterrir qu'à Saint-Jean-d'Acre, à l'ombre du Mont-Carmel; mais à peine a-t-il mis le pied en Terre-Sainte qu'il peut prendre, s'il lui convient, les allures d'un voyageur de l'ancien temps. Au port de débarquement, ou de préférence à son passage par Alexandrie, il engagera un drogman qui se charge à prix convenu de fournir les chevaux et les bêtes de somme, les vivres et les tentes, en un mot tout ce qu'il faut pour voyager avec aise et commodité en un pays où il n'y a ni routes, ni voitures publiques, ni hôtelleries. Tout à la fois pilote et cicerone, cet homme organise une caravane, la dirige et la ravitaille, veille à tout, connaît les meilleurs lieux de halte en guide expert qui y est déjà passé plus d'une fois, s'entend au besoin avec les maraudeurs arabes auxquels il prendrait fantaisie de lever tribut sur les voyageurs qu'il patronne. Il sait associer les attrayantes fatigues d'une excursion à travers le désert avec la sécurité et le confortable des pays civilisés. Rien qu'à cette heureuse combinaison des mœurs patriarcales et des habitudes européennes, on devine que beaucoup d'Anglais visitent la Palestine. L'art de guider les voyageurs y est devenu une industrie.

En quel pays au monde plus qu'en Palestine s'accommoderait-on volontiers de ces pérégrinations lentes et vagabondes à travers monts et vallées? Ce n'est pas là une contrée qu'on veut parcourir à vol d'oiseau; la course rapide d'un chemin de fer ne laisserait que des regrets; sur les coussins mal rembourrés d'une voiture, on craindrait de n'avoir qu'un coup d'œil négligent pour les points les plus remarquables de la route. A cheval et à petites journées, on savoure en détail les souvenirs que réveille chaque endroit de cette terre privilégiée. De la Méditerranée à la Mer-Morte, de Jérusalem à Samarie, il n'est pas une montagne, une fontaine ou un ruisseau qui ne se rattache en quelque point aux faits les mieux connus de l'histoire sacrée. Le paysage évoque ces souvenirs, l'imagination les complète. Les narrations bibliques redeviennent présentes à l'aspect des lieux qui en ont été le théâtre.

La Judée eut-elle toujours l'aspect misérable et nu qu'on lui voit aujourd'hui? L'administration turque est-elle responsable de l'aridité du sol, de la pauvreté des villages, de l'incurie des habitans? On est tenté de le croire en retrouvant en certains endroits que leur situation protége contre les incursions des bédouins nomades, tels que la vallée de Nablous ou les jardins de Jaffa, de la verdure, des arbres, des cultures et des eaux abondantes. Il faut savoir gré du moins aux conquérans arabes d'avoir laissé subsister,

(1) *Eastward*, by Norman Macleod, one of her majesty's chaplains; London 1866.

— par insouciance, il est vrai, et non par culte du passé, — les vestiges de l'ancien temps qui avaient échappé aux ravages des premiers envahisseurs. Par malheur ce qu'il en reste ne suffit pas pour permettre de retrouver toujours les lieux où se passèrent tant de scènes immortelles. En plus d'un point la légende s'est substituée à l'histoire; la superstition des siècles intermédiaires a consacré de douteux autels. Sauf les derniers actes de l'existence du Christ, il n'est pas un endroit dont on puisse dire avec certitude que le Sauveur s'y est arrêté. Il reste moins de traces encore de David et de Salomon, d'Abraham et de Jacob. Ici l'on a prétendu retrouver le tombeau d'Adam et celui de Melchisédech, ailleurs la pierre sur laquelle Jacob endormi vit en songe l'échelle qui conduisait au ciel; en réalité les Juifs ignorent eux-mêmes le véritable emplacement du temple de Jérusalem.

Jérusalem est aujourd'hui comme au moyen âge le rendez-vous de nombreux pèlerins appartenant aux diverses communions chrétiennes. Les Grecs et les Russes s'y rencontrent avec les Portugais; les Anglais y coudoient les Italiens. Prêtres ou laïques, catholiques ou dissidens, tous s'agenouillent dévotement en l'église du Saint-Sépulcre. A côté de ces pieux voyageurs que la ferveur religieuse conduit en Palestine, il est bon nombre d'intrépides érudits qui se proposent de reconstituer au moyen des livres sacrés la géographie de la Terre-Sainte. Nulle étude ne peut être plus attachante que de secouer la poussière d'un passé si vivace et de rechercher, la bible en main, sur le sol de la Judée les traces des grands événemens qui s'y accomplirent. Si les monumens sont en ruines, si les pierres en sont dispersées, la terre est encore ce qu'elle fut autrefois. La Mer-Morte et le lac de Tibériade ont conservé le même niveau; les montagnes subsistent; les fontaines et les puits, qui jouent un si grand rôle dans l'histoire sainte, sont autant de repères pour les explorateurs de notre époque. De telles investigations cependant seraient trop souvent interrompues faute de ressources suffisantes, si la munificence des associations ou de riches particuliers ne venaient en aide aux voyageurs isolés. C'est ainsi que l'on a vu il y a quelques années une expédition conduite aux alentours de la Mer-Morte par M. le duc de Luynes, et qu'il s'est formé en Angleterre pour l'exploration de la Palestine une société dont on peut attendre avec confiance les savantes recherches. Ces patientes études préparent aux touristes futurs des guides plus éclairés que les vulgaires cicerones de notre époque. Le plus modeste voyageur peut, s'il est doué d'un esprit critique, concourir pour sa faible part à élucider les problèmes géographiques de la Terre-Sainte. C'est un exemple digne d'être signalé qu'en donne M. Macleod dans le récit de ses excursions en Orient.

H. BLERZY.

F. BULOZ.

LA

TÉLÉGRAPHIE OCÉANIQUE

Dans les derniers jours du mois de juillet de cette année, le télégraphe électrique annonçait à toute l'Europe un merveilleux succès. Un câble sous-marin qui venait d'être immergé à travers l'Atlantique établissait un lien direct entre les deux continens de l'ancien et du nouveau monde. Les dépêches s'échangeaient d'Europe en Amérique; une conversation pouvait être entretenue entre Valentia, sur la côte d'Irlande, et la baie de la Trinité, sur la côte de Terre-Neuve, à travers 3,100 kilomètres de mer et 70 degrés de latitude. Le résultat obtenu était d'autant plus remarquable que l'Atlantique, par la largeur et la profondeur qu'il présente, est à coup sûr celui de tous les océans qui devait offrir le plus d'obstacles à la télégraphie sous-marine. Trois ou quatre tentatives antérieures, dont on n'avait guère entendu parler que pour apprendre qu'elles avaient échoué, semblaient augmenter les difficultés de l'entreprise. Pour tous les hommes (le nombre en est grand) qui n'ont pas le temps d'étudier par le menu les données d'une question, le succès est la mesure. On se disait donc en général que de nouveaux essais n'aboutiraient qu'à de nouveaux désastres. Il y a trois ans, après quelques réussites partielles et les nombreux échecs qui marquèrent les débuts de la télégraphie océanique, nous essayions ici même (1) d'analyser les ressources dont disposait cette industrie toute récente, de montrer ce dont elle était capable et ce qui en entravait encore les progrès. La science était alors dans l'enfance. Après un résultat tel

(1) Voyez les numéros de la *Revue* du 1er décembre 1862, du 1er février et du 15 avril 1863.

que celui qui vient d'être réalisé, le moment est venu peut-être d'étudier à nouveau le problème et de soumettre à une vérification nouvelle les principes qui avaient été posés. L'expérience a parlé, il convient d'en interpréter les décisions.

Ce que c'est qu'un câble télégraphique, on le sait assez après ce qui en a été tant de fois raconté. Il serait superflu de décrire tous les modèles divers que les inventeurs se sont imaginé de proposer; les essais du reste n'ont pas été favorables aux innovateurs. Toutes les entreprises qui ont été suivies de succès ont été fidèles, à des détails près, au modèle de câble qui fut adopté en 1851 pour l'établissement de la première ligne sous-marine. C'est au centre un faisceau de fils de cuivre recouvert d'une enveloppe isolante de gutta-percha, autour de cet axe une garniture de matière textile en guise de matelas, par-dessus des fils de fer ou d'acier nus ou enveloppés de chanvre et enroulés en hélice. Le fil central conduit l'électricité; la gutta-percha en empêche la déperdition; le reste protége contre toute sorte d'accidens la partie intérieure, l'*âme*, qui est la chose essentielle. Quant à l'épaisseur de ces différens fils et des matières qui les séparent, quant à la proportion à établir entre le poids du cuivre et celui de la gutta-percha, ce sont des problèmes à résoudre en chaque cas particulier. La théorie, si elle fait défaut, la pratique guide le constructeur. Rien de tout cela n'est arbitraire. L'ingénieur fixe d'avance les diamètres d'après la connaissance qu'il a de la longueur du trajet à parcourir, d'après la profondeur des eaux au fond desquelles il s'agit de descendre, et le degré de vitesse que les transmissions télégraphiques doivent atteindre. Tel câble bon pour une certaine traversée ne conviendrait pas dans une autre mer. Dans une machine bien faite, toutes les parties, on le sait, sont solidaires, et aucune d'elles n'est laissée à l'arbitraire du fabricant.

Il ne peut être question de rappeler ici tout ce qu'il a été créé de communications sous-marines ou sous-fluviales en ces dernières années. La liste en serait trop longue. Aussi bien on est habitué depuis longtemps à immerger sans accidens et à conserver en bon état les câbles qui ne présentent qu'une longueur restreinte, une centaine de kilomètres par exemple, tandis que les lignes qui franchissent les grands océans ne paraissent toujours posséder qu'une vitalité incertaine. Cependant de grands efforts ont été tentés pour rendre stables et rapides les correspondances lointaines; de grands progrès ont été réalisés. D'importans travaux de cette nature ont été accomplis par les Anglais en deux directions qui ont pour eux un égal intérêt, la route de l'Inde et la traversée de l'Atlantique. Il est utile d'abord d'exposer ce qui a été fait et ce qui en est résulté. Ce qu'il faut en conclure viendra naturellement à la suite.

I.

Pour établir une ligne télégraphique entre l'Europe et la péninsule de l'Inde, on avait le choix entre deux routes, soit par Constantinople, l'Asie-Mineure et le golfe Persique, soit par l'Égypte et la Mer-Rouge. Les considérations politiques, qui sont d'un grand poids en pareille matière, conseillèrent tout d'abord d'adopter le second de ces tracés, comme étant jalonné par de nombreuses stations européennes et parcouru d'ailleurs à fréquens intervalles par les courriers ordinaires. Une ligne télégraphique sous-marine sur toute son étendue fut créée en 1859 et 1860 depuis Suez jusqu'à Kurrachee, aux bouches de l'Indus, par une compagnie à laquelle le gouvernement anglais avait accordé son concours sous forme de garantie d'intérêts. Nous avons raconté déjà l'histoire de cette entreprise, qui ne fut pas heureuse, puisqu'elle ne put transmettre les correspondances que pendant quelques mois. Les câbles n'étaient pas d'un modèle convenable, et l'immersion ne s'en était pas effectuée sans dommages. Quelques interruptions se produisirent; on désespéra d'y remédier. La ligne entière fut abandonnée. A la suite de cet échec, qu'il y avait des motifs d'attribuer en partie à l'impéritie de ceux qui dirigeaient les opérations, le gouvernement général de l'Inde résolut de ne plus se fier qu'à ses propres ingénieurs. La participation d'une compagnie financière à un travail si délicat parut, à tort sans doute, ne mériter aucune confiance. Un officier de l'armée anglaise dans l'Inde, le colonel Stewart, partit en mission; il explora les côtes du Mekran, du golfe Persique, et la Turquie d'Asie de Bassorah à Constantinople. A son retour, d'après l'avis favorable qu'il émit, il fut décidé que l'on construirait une nouvelle ligne télégraphique à travers les contrées qu'il venait de parcourir. Le colonel Stewart avait la surintendance générale des travaux; sir Charles Bright et M. Latimer Clark, deux ingénieurs que des études spéciales avaient fait connaître en Europe, eurent charge de faire fabriquer le câble et de diriger toutes les opérations techniques jusqu'à complète installation.

On ne saurait juger tout ce qu'il y avait d'avantageux dans le nouveau tracé qui venait d'être choisi, si l'on ne se rappelle que les câbles posés à une date antérieure avaient rencontré deux obstacles principaux. D'une part, lorsque les eaux des mers où on les enfouissait étaient très profondes, ils risquaient de se rompre pendant les manœuvres de l'immersion, ou bien ils éprouvaient des avaries plus ou moins graves qui en compromettaient la durée; lorsqu'une interruption survenait, on était incapable de les relever et de les réparer. En second lieu, les savans avaient constaté que l'é-

lectricité ne se propage qu'avec une extrême lenteur dans les câbles sous-marins, à tel point qu'un fil conducteur de 1,000 kilomètres de long ne donne plus, à moins d'être d'un diamètre exagéré, que dix ou douze mots par minute; un câble de 2,000 kilomètres n'était même apte à transmettre que trois ou quatre mots par minute. Le travail utile et par suite le rendement commercial de la ligne se trouvaient réduits dans la même proportion. Voulant avoir une ligne solide et productive, le gouvernement de l'Inde se crut obligé de la diviser en plusieurs sections assez courtes, avec des bureaux de réception intermédiaires et des profondeurs d'eau aussi faibles que possible. Ces deux conditions étaient réunies sur la route du golfe Persique. A partir de Kurrachee, dernière station du réseau télégraphique indien, une ligne terrestre devait être établie le long de la côte du Mekran jusqu'à Gwader. C'est là que commencerait le parcours sous-marin. Un premier câble s'étendrait de Gwader au cap Mussendom, à l'entrée du golfe Persique; un second du cap Mussendom à Bushir, sur la côte de l'empire persan; un troisième de Bushir à Fao, tout au fond du golfe, à l'embouchure du Shot-el-Arab, large estuaire par lequel s'écoulent les eaux réunies du Tigre et de l'Euphrate. Sur tout ce parcours, les sondages n'indiquaient qu'une profondeur d'eau de 200 mètres au plus, avec un bon fond de sable ou de vase. A Fao, on arrivait sur le territoire ottoman. Les Turcs se réservaient le soin de construire une ligne terrestre qui, par Bassorah, Bagdad, Mossoul, Diarbekir et Sivas, aboutirait à Scutari, en face de Constantinople. Arrivées là, les dépêches devaient être livrées au réseau européen, qui se rattache en plusieurs points aux lignes télégraphiques de la Turquie d'Europe. Tel était le projet du colonel Stewart; l'idée principale était d'éviter les longues traversées sous-marines et de poser le télégraphe sur le sol terrestre partout où l'hostilité des tribus sauvages n'y ferait pas obstacle. Il était déjà permis de prévoir que le passage de l'Asie-Mineure serait la partie faible de la ligne, tant à cause de l'insubordination des peuplades qui habitent le pays appelé Irak-Arabi, entre Bagdad et Bassorah, qu'en raison de l'indolence des Turcs pour toute espèce de travaux publics.

Il y avait environ 2,000 kilomètres de câble à fabriquer. Le type que les ingénieurs adoptèrent pour le conducteur sous-marin différait peu de ce qui avait été fait auparavant. C'était encore un fil de cuivre isolé par des couches alternatives de gutta-percha et d'une composition gluante (*Chatterton composition*), avec une enveloppe protectrice de gros fils de fer galvanisés. Il y eut toutefois deux innovations : le fil de cuivre central, au lieu d'être un toron de sept fils fins, fut composé de quatre segmens circulaires que le passage au laminoir appliquait très exactement les uns contre les autres,

et l'enveloppe extérieure en fil de fer fut protégée elle-même contre la rouille par un enduit bitumineux d'une élasticité convenable. La fabrication, commencée en février 1863, était achevée à l'automne de la même année. Le poids total de ce câble, qu'il restait à transporter dans les mers de l'Inde, n'était pas moins de 6,000 tonnes. On nolisa six gros navires à voiles et on établit à l'intérieur de chacun d'eux trois larges cuves circulaires où le câble était enroulé par sections de cent à deux cents kilomètres. Ces cuves étaient ensuite remplies d'eau en sorte que le précieux chargement put être expédié à destination sans souffrir de la chaleur ou de la sécheresse. Sur chaque bâtiment, il y avait un état-major d'électriciens avec tous les appareils propres à constater jour et nuit l'état d'isolement et de conservation de chaque fragment de câble embarqué. Ces navires partirent l'un après l'autre, à mesure qu'ils eurent reçu leur chargement. Tandis qu'ils accomplissaient leur longue traversée par le cap de Bonne-Espérance, — de Plymouth à Bombay, le plus rapide des six fut quatre-vingt-dix jours en route, — les ingénieurs prenaient la voie rapide de Suez et les allaient attendre à leur arrivée dans l'Inde.

Le gouvernement de l'Inde n'avait pas ménagé son concours à l'opération. Il y avait cinq bâtimens à vapeur à la disposition des ingénieurs; deux d'entre eux devaient remorquer les navires à voiles, tandis que le câble serait déroulé à la mer; un autre, le *Coromandel*, avait à son bord le chef de l'expédition et ses principaux adjoints; une canonnière à faible tirant d'eau avait pour mission de faire les atterrissemens, c'est-à-dire de rattacher les bouts du câble au rivage lorsque les gros bâtimens ne pourraient approcher de terre; enfin un bateau à hélice de 600 tonneaux, l'*Amberwitch*, avait été armé et équipé en vue d'un service permanent sur le parcours de la ligne projetée; il devait faire la navette d'une station à l'autre, approvisionner les postes isolés et faire les réparations en cas d'accident. Cette escadrille était réunie à la fin de janvier 1864 devant Gwader, point de départ des opérations et première station de la ligne sous-marine. Cet endroit communiquait déjà avec l'Inde au moyen d'une ligne terrestre. C'est une petite ville du Beloutchistan, bâtie de terre et de paille sur une presqu'île sablonneuse entre deux chaînes de hautes montagnes escarpées. Elle appartient, dit-on, à l'iman de Mascate, qui y est représenté par un gouverneur arabe; mais les chefs voisins en revendiquent aussi la propriété. Il y eut quelques difficultés à poser le *shore-end*, — bout de gros câble qui touche au rivage — parce que l'eau de la baie était tellement basse que les navires ne pouvaient approcher à plus de trois milles de la côte; cependant on y parvint avec l'aide de la canonnière et des chaloupes. On se mit ensuite à filer le câble le long de la côte monta-

gneuse du Mekran, en ayant soin de passer par les fonds de 100 à 200 mètres. On avait cru jusqu'alors qu'il était impossible d'immerger avec succès un câble chargé sur un navire à voiles qu'un bateau à vapeur traîne à la remorque, parce que les communications sont lentes entre ces deux bâtimens et qu'on ne peut stopper tout de suite en cas d'accident; mais on eut recours à un mode de correspondance simple et rapide qui prévint toute confusion. Dès que les rouleaux emmagasinés sur l'un des bâtimens à voiles avaient été dévidés en entier, un autre bâtiment venait prendre la remorque, on soudait le câble que portait ce navire à l'extrémité du câble immergé, et l'opération continuait. Au bout de trois jours de marche, l'escadre arrivait en vue de la côte d'Arabie; l'atterrissement fut fait sans obstacle, la première section de la ligne était établie.

C'est là, entre deux petites baies que sépare le cap Mussendom, à l'entrée du golfe Persique, que se trouve la deuxième station de la ligne, la station d'Elphinstone, qui est loin d'être un séjour séduisant. Elle est établie sur une petite île rocheuse, juste assez large pour l'usage qu'on en veut faire. Les Arabes des villages environnans sont encore des sujets de l'iman de Mascate; sauvages et pillards, pirates à l'occasion, ils ne peuvent être que d'une faible ressource aux résidens européens. Pour plus de sûreté, deux pontons sont mouillés dans la baie comme refuge en cas de besoin. Toutes les montagnes du pays d'alentour sont nues et stériles. La vue n'est pas belle, mais elle est étendue et imposante. Pour la nourriture, on ne trouve guère que des poissons et des huîtres; les Arabes apportent, quand ils sont bien disposés, des poules et des œufs. Le colonel Stewart eut soin de pourvoir la station d'un alambic pour distiller l'eau de mer et d'un appareil à faire la glace; il songea aussi aux moyens de rendre cet exil aussi doux que possible. Une bonne bibliothèque, des outils, des armes de chasse, des bateaux de promenade aident les habitans de la petite colonie à passer le temps. Ils sont bien isolés, il est vrai, mais après tout le télégraphe lui-même les tient au courant de ce qui advient de plus important dans l'univers entier. Après quelques jours consacrés à l'installation du poste d'Elphinstone et à une visite à l'iman de Mascate, dont il importait de se concilier les bonnes grâces, la petite expédition reprit la mer, et, favorisée par le beau temps, elle arriva bientôt à la troisième station, la ville de Bushir, sur la côte persane. Elle repartit de nouveau après avoir fait les deux atterrissemens sur cette plage, et parvint enfin, le 28 mars, à l'embouchure du Shot-el-Arab, où la ligne sous-marine devait s'arrêter. Le limon que charrie ce grand fleuve a produit d'immenses envasemens qui s'étendent à plusieurs milles au large, si bien que, pour mener le câble au rivage, il fallut le traîner à bras d'hommes sur

des bancs fangeux où les chaloupes n'auraient pu s'aventurer sans échouer. On mit donc en requisition cinq cents lascars, qui tant bien que mal finirent par amener le câble au rivage jusqu'au poste de Fao, station terminale de la ligne sous-marine. La communication était alors définitivement établie entre les bouches de l'Indus et celles de l'Euphrate. Le câble se trouvait dans un état parfait de conservation. Un léger accident qui survint du côté de Bushir interrompit les transmissions télégraphiques, mais ce fut une occasion de reconnaître combien il était facile de réparer un conducteur immergé dans de pareilles conditions. Les ingénieurs électriciens déterminèrent avec exactitude la distance à laquelle le défaut s'était manifesté; un bateau à vapeur, l'*Amberwitch*, se rendit en toute hâte au lieu indiqué; deux ou trois jours après, le mal était réparé, les dépêches passaient de nouveau.

Par malheur la ligne terrestre que les Turcs avaient promis d'organiser entre Fao et Constantinople n'était point encore terminée. De Bagdad au Bosphore, le fil télégraphique était en état de fonctionner, de même entre Bassorah et Fao; mais la partie intermédiaire de Bagdad à Bassorah n'était pas achevée, et ne paraissait même pas près de l'être. Cette partie de la Mésopotamie est occupée par des tribus arabes auxquelles le gouvernement turc est impuissant à imposer ses volontés. Il leur donne des cheiks que les populations ne veulent pas quelquefois accepter. C'était le cas à cette époque. Il y avait lutte entre le cheik nommé par la Porte et un chef indigène; celui-ci fut enfin mis en déroute et contraint de s'enfuir dans le désert. Les Anglais avaient tout simplement offert au sultan de traiter eux-mêmes avec les rebelles, se proposant d'offrir à ceux-ci une grosse somme d'argent à la condition que le télégraphe serait respecté. Leurs ouvertures furent repoussées; mais bientôt le pays redevint tranquille, et les travaux purent être poursuivis. En attendant qu'ils fussent complétement achevés, on échangeait les dépêches entre Bassorah et Bagdad par des cavaliers qui faisaient le trajet en deux ou trois jours. Au reste, cette contrée n'est pas aussi étrangère au progrès qu'on serait tenté de le croire, quoique les fièvres et les maladies tiennent les Européens éloignés pendant plusieurs mois de l'année. Cinq bateaux à vapeur circulent sur le fleuve entre Bassorah et Bagdad; deux de ces bateaux appartiennent aux Turcs, deux autres sont envoyés par le gouvernement de l'Inde, et le cinquième est la propriété d'un négociant anglais établi dans le pays.

Pendant toute la durée de ce service provisoire de correspondance, les dépêches échangées entre l'Inde et l'Angleterre subissaient une transformation fâcheuse au milieu de leur voyage. Elles étaient expédiées de Kurrachee en anglais; à leur arrivée à Fao, au

bout du câble sous-marin, elles étaient traduites en turc, transmises sous cette forme de Fao à Constantinople, reproduites de nouveau en leur langage original dans cette dernière ville. Les Turcs prétendaient en effet qu'il leur était impossible de donner cours à des télégrammes écrits en une langue étrangère. Cependant il fut remédié à cet inconvénient au mois de septembre 1864 par une convention diplomatique en vertu de laquelle l'administration ottomane s'engageait à choisir les employés de cette ligne importante parmi ceux qui connaissent parfaitement l'anglais. En même temps les ingénieurs anglais, peu confians en l'activité des Turcs, s'efforçaient d'ouvrir à leur câble de nouveaux débouchés vers l'Europe. A leur instigation, le shah de Perse entreprenait la construction d'un vaste réseau télégraphique à l'intérieur de ses états. La station maritime de Bushir, où accoste le câble sous-marin, fut reliée à Téhéran par Shiraz et Ispahan. De Téhéran partirent deux autres lignes, l'une aboutissant à Bagdad de façon à éviter par un long détour la contrée turbulente de l'Irak-Arabi, l'autre dirigée sur Tiflis et se rattachant vers Tebriz à l'empire de Russie. Ce fut seulement au mois d'avril 1865 que ces divers travaux furent complétés, et qu'il y eut une communication télégraphique continue entre l'Europe et l'Inde britannique. Certaines dépêches importantes qui franchirent en quelques heures l'immense distance de Calcutta à Londres produisirent un grand effet en Angleterre; mais le commerce anglais n'y trouva pas la célérité qu'il attendait de ce mode de correspondance. On verra plus loin quelles causes entravent sur cette voie la rapide expédition des télégrammes. Nul document officiel n'a fait connaître avec exactitude la dépense totale de cette vaste entreprise. On estime qu'elle a dû s'élever à 8 ou 10 millions de francs.

II.

Ce fut en 1856, au début même de la télégraphie océanique, que de hardis ingénieurs proposèrent d'unir l'Europe à l'Amérique au moyen d'un câble sous-marin. Bien que l'essai fût alors prématuré, car l'industrie des câbles était encore dans l'enfance, le public l'encouragea de ses sympathies, et fournit sans beaucoup d'hésitation le capital de 12 millions qui lui était demandé. L'histoire de cette tentative a déjà été racontée tout au long; après deux ou trois échecs successifs, la compagnie du télégraphe atlantique réussit, en août 1858, à immerger un fil conducteur entre la côte d'Irlande et celle de Terre-Neuve. Des dépêches furent échangées entre les deux continens pendant vingt et quelques jours; mais après ce court triomphe le câble transatlantique devint muet. On

apprit qu'il était rompu au plus profond de l'océan et qu'il n'y avait pas espoir qu'il pût être réparé. Lorsque les hommes spéciaux connurent plus tard toutes les circonstances de l'opération, ils ne s'étonnèrent pas que la correspondance entre les deux bords de l'Atlantique eût été si brusquement interrompue. Comme en tous les autres projets de même nature qui n'eurent pas jusqu'en 1860 de meilleur résultat, il était possible de montrer du doigt en quoi l'on avait péché et quelles fautes il fallait éviter à l'avenir. Pour le public, ce fut une condamnation momentanée des entreprises de télégraphie océanique; pour les ingénieurs, ce ne fut qu'une leçon dont ils résolurent de profiter. Après plusieurs années d'efforts infructueux pour rendre aux capitalistes la confiance dont ils étaient eux-mêmes animés, les promoteurs du télégraphe transatlantique réussirent enfin, dans les derniers mois de 1863, à réunir la somme de 12 ou 15 millions qui leur était nécessaire pour recommencer. Avec une persévérance méritoire, ils avaient frappé à toutes les portes et quêté dans toutes les bourses en faveur de leur œuvre. Près du gouvernement anglais, ils faisaient valoir l'immense intérêt politique de mettre à portée de la voix les troupes et les escadres qui défendent l'Amérique britannique; on leur promit une garantie de recettes de 500,000 fr. par an. Chez les gros négocians, chez les armateurs dont les navires traversent sans cesse l'Atlantique, ils montrèrent de quelle utilité serait un câble pour la prompte expédition des affaires et la sécurité des transactions. Partout, dans toutes les villes et toutes les classes de la société, ils s'adressèrent à l'orgueil national en exposant le mérite qu'il y aurait à réussir dans une si noble entreprise. La nouvelle compagnie émettait des actions de 5 livres sterling afin d'être à la portée de toutes les fortunes. On doit convenir que ceux qui avaient confiance dans le succès de l'œuvre s'engageaient là dans une bonne affaire. Les actions du nouveau capital devaient porter intérêt à 8 pour 100 par prélèvement privilégié sur les produits futurs du câble; l'ancien capital, dont la valeur totale était anéantie, ne portait intérêt qu'à 4 pour 100; on présumait toutefois que le revenu net ne serait pas inférieur à 10 millions de francs par an, en sorte qu'il devait y avoir un dividende supplémentaire de 10 pour 100 et en outre un fonds de réserve assez considérable pour reconstituer le capital lui-même en deux années d'exploitation. Si belles que fussent ces promesses, on verra plus loin qu'elles étaient encore au-dessous de la réalité; mais il fallait réussir, et pour les gens impartiaux il y avait en cette affaire des chances aléatoires vraiment formidables.

Il est nécessaire de suivre pas à pas toutes les phases de ce grand travail, si l'on veut apprécier avec sûreté la prudence et l'habileté des hommes qui le dirigeaient. Dès qu'ils eurent la certitude de n'être

pas arrêtés par la question d'argent, ils firent appel à la publicité de la façon la plus large, invitant tous les ingénieurs ou fabricans de câbles à présenter des modèles de conducteur sous-marin. Ces modèles étaient soumis à un comité composé d'hommes distingués à la fois par leur réputation scientifique et par les études spéciales qu'ils avaient faites des matières en discussion. Les inventeurs ne sont pas moins nombreux en Angleterre qu'en France; on peut même affirmer que toutes les inventions relatives à la télégraphie sous-marine que nous voyons se produire en notre pays depuis quelques années sont déjà connues et jugées de l'autre côté de la Manche. Ces conseillers de la compagnie évitèrent prudemment de s'aventurer dans une voie nouvelle, et ne donnèrent place aux innovations que dans les limites où la théorie ne s'écartait pas trop des anciens erremens. Le type de câble adopté par eux fut, au diamètre près, le même que l'administration française avait approuvé en 1860 pour la création d'une ligne entre la France et l'Algérie. Le fil central ou conducteur électrique était formé de sept brins de cuivre tordus, d'un diamètre total de 3 millimètres et demi; la substance isolante était d'une épaisseur double. C'est là ce qu'on appelle l'âme du câble, seule partie essentielle au point de vue électrique, et les dimensions en sont variables suivant la longueur de la ligne à établir et la rapidité de transmission que l'on désire obtenir. L'âme du futur câble transatlantique était enveloppée d'abord dans un bourrelet de jute, sorte de fibre textile dont on fait les grosses toiles d'emballage; puis autour de ce matelas protecteur étaient enroulés dix fils de fer destinés à donner de la force à l'ensemble. Afin d'alléger la masse, ces fils de fer étaient garnis au préalable de chanvre de Manille goudronné. Le tout offrait un diamètre de 27 millimètres environ, ce qui est un peu plus que la grosseur du pouce. Ce modèle était présenté par MM. Glass, Elliot et Ce, qui sont à la tête de la plus importante fabrique de câbles sous-marins qui existe en Angleterre. Le comité scientifique de la compagnie, loin de se borner à faire choix d'un bon câble, posait en outre les principes qui devaient présider à la fabrication, désignait les épreuves et les moyens de contrôle qu'il devait subir, recommandait en un mot que rien ne fût négligé de tous les essais et expériences propres à garantir une exécution irréprochable. Pour mener à bien une entreprise de cette nature, il ne suffit pas en effet d'avoir une idée sage au début, il est important surtout de surveiller avec un soin scrupuleux les matières employées et la façon dont elles sont mises en œuvre.

La fabrication de ce cordage gigantesque, — il avait 4,300 kilomètres de long, — prit une année entière. Commencée le 18 avril 1864, elle ne fut terminée que le 29 mai 1865. Pendant ce temps, les

ingénieurs de la compagnie s'occupaient des moyens de transporter le câble et du tracé le plus convenable à lui faire suivre au fond de la mer. C'est entre l'Irlande et Terre-Neuve qu'ils songeaient à l'immerger. L'Atlantique a sous cette latitude un peu plus de 3,000 kilomètres de large et une profondeur à peu près constante de 4 à 5,000 mètres. Du reste, pas d'île intermédiaire, pas même de montagnes sous-marines; rien qu'un immense gouffre dont il est déjà difficile de tâter le fond. L'atterrissement sur les deux rivages opposés fut étudié avec plus de soin qu'on ne l'avait fait avant l'expédition de 1858. On s'efforça surtout de chercher une plage où la descente, depuis le rivage jusqu'aux plus grandes profondeurs, fût bien uniforme, sans accores ni rochers aigus. En effet, les rochers risquent d'user en peu de temps l'enveloppe protectrice du câble, et d'autre part, lorsqu'il reste suspendu entre deux montagnes escarpées, il est à craindre qu'il ne se rompe par le milieu. Le point de départ fut enfin fixé à Valentia et celui d'arrivée à *Heart's Content*, dans la baie de la Trinité. Quant au transport, il suffira, pour en faire comprendre les difficultés, de dire que ce câble formait une masse indivisible de 4,500 tonneaux, à laquelle venait s'ajouter l'approvisionnement de charbon et tout ce qu'il faut embarquer pour une campagne de quinze jours au moins. Lors de l'expédition de 1858, le chargement avait été réparti entre deux navires de guerre du plus fort tonnage, qui s'étaient séparés au milieu de l'Océan, chacun dévidant de son côté ce qu'il avait emporté; mais cette façon de procéder avait donné lieu à des critiques judicieuses. Un seul navire au monde était capable de recevoir un pareil volume : c'était le navire géant, l'œuvre malheureuse de Brunnel, le *Great-Eastern* qui se reposait dans la Tamise après deux ou trois voyages au-delà de l'Atlantique. Ce colossal *steamer* fut donc approprié à sa nouvelle destination. On y disposa trois grandes cuves en tôle susceptibles de loger le câble tout entier et de le conserver immergé dans l'eau pendant toute la durée de la traversée. La machinerie d'émission, composée de freins et de rouleaux, fut installée sur le pont. L'équipage fut recruté avec les plus grands soins. L'un des meilleurs capitaines de la compagnie des paquebots Cunard en reçut le commandement. Tout compris, électriciens, ingénieurs, manœuvres et matelots, il y avait cinq cents hommes à bord. Les journaux les plus accrédités de la Grande-Bretagne y avaient même leurs représentans. L'Angleterre entière manifestait le plus vif intérêt pour cette patriotique entreprise.

Quel fut le résultat de cette expédition accompagnée de tant de vœux et de souhaits? Personne ne l'ignore, car l'an dernier les journaux en ont fidèlement reproduit les bulletins quotidiens. Dès les premiers jours de juillet, le *Great-Eastern* quittait la Tamise

pour se rendre sur la côte d'Irlande, escorté par deux bâtimens de la marine royale, le *Terrible* et le *Sphinx*. La grosse portion, que l'on appelle *shore-end*, fut immergée sans embarras entre le rivage et les fonds de 200 mètres; puis le bout en fut soudé au câble des grandes profondeurs, et le navire géant se mit en route avec une vitesse de cinq à six nœuds. Pendant la nuit, lorsqu'on n'était encore qu'à 84 milles de la terre, les électriciens s'aperçurent qu'un défaut était survenu dans l'isolement du conducteur, et que ce défaut était assez grave pour qu'il fût imprudent de continuer l'opération avant de l'avoir réparé. On se décida donc à relever la partie immergée jusqu'à la rencontre de l'endroit défectueux qui était présumé distant de 10 milles. Après une journée entière accordée à cette pénible et dangereuse opération, on découvrit enfin un fragment de fil de fer, taillé en pointe, qui avait traversé l'enveloppe protectrice et pénétré la gutta-percha. Cette légère blessure, si insignifiante qu'elle paraisse, eût cependant suffi pour perdre le câble entier. La réparation fut bientôt faite, et la marche en avant fut reprise. Cinq jours durant, il ne survient rien d'extraordinaire; le précieux cordage se déroule paisiblement à l'arrière du navire. On se félicite déjà d'avoir si bien réussi; on admire la façon dont le câble se comporte à la mer et la facilité avec laquelle s'effectue l'immersion; mais une seconde interruption se produit tout à coup. Le câble est relevé de nouveau jusqu'à la rencontre de l'endroit endommagé; c'était encore un bout de fil pointu introduit dans l'enveloppe. Ceci réparé, la marche reprend, et deux jours se passent sans encombre. Le 2 août survient une troisième interruption; et tandis que l'on repêche le câble afin d'y remédier, les freins se déplacent, la machine à vapeur stoppe par accident, le câble se rompt tout à coup à l'arrière, et l'extrémité disparaît dans l'Océan. Le *Great-Eastern* avait alors accompli les deux tiers de son voyage, il se trouvait à 1,062 milles de Valentia et à 601 milles de Heart's Content. Tant que le câble avait été en bon état, des correspondances s'échangeaient à chaque instant entre la côte d'Irlande et les voyageurs. Chacun était au courant des péripéties et des progrès de l'opération. Après l'accident, on fut quinze ou vingt jours sans entendre parler du navire. Le bruit courut même qu'il s'était perdu corps et biens. Lorsqu'il reparut enfin sur la côte d'Angleterre, on apprit ce qu'il avait fait pendant cette période de temps. Aussitôt après la rupture survenue en pleine mer, l'ingénieur qui dirigeait l'immersion, M. Canning, résolut de draguer le fond afin d'accrocher le câble et de l'amener à la surface. On se figure sans peine combien cette tentative était incertaine, puisque l'Océan avait à coup sûr plus de 4,000 mètres de profondeur, et qu'il n'y avait pas d'exemple qu'on eût jamais accompli avec succès une

opération analogue. Cependant un grappin en fer, attaché à une longue chaîne, fut jeté à l'eau, et le bâtiment se mit à courir de petites bordées sur la ligne présumée du câble englouti. Trois fois le grappin raccrocha le câble, mais trois fois aussi, tandis qu'on le hissait à la surface, la corde fut rompue par la tension considérable qu'elle éprouvait. M. Canning acquit la certitude que l'opération ne réussirait qu'avec un outillage mieux disposé, qu'il était impossible d'improviser à bord du *Great-Eastern*. Les trois bâtimens de l'expédition se séparèrent et revinrent en Angleterre.

Telle fut pour l'année 1865 l'issue de cette grande entreprise : 1,200 milles de câble, une valeur de 8 millions de francs, étaient abandonnés sur le sol de l'Océan; mais l'insuccès n'était que momentané, et les circonstances mêmes de cet échec prouvaient d'une manière évidente la possibilité de réussir. Les ingénieurs trouvaient que le câble ne laissait rien à désirer sous le rapport de l'isolement et de la solidité. La machinerie d'émission pour la mise à l'eau était jugée parfaite. L'appareil de relèvement exigeait seul de nouveaux perfectionnemens. C'était enfin le sentiment unanime qu'aucun navire n'était mieux approprié que le *Great-Eastern* à un pareil travail. Très stable sur l'eau même par de gros temps, facile à gouverner, il avait, outre une énorme capacité, d'excellentes qualités qu'on eût vainement cherchées ailleurs. Tandis que le vulgaire, auquel le résultat importe seul, désespérait du succès, les initiés n'avaient jamais eu plus de motifs de poursuivre leurs premiers projets. Quelques-uns des assistans paraissaient même persuadés que les déplorables accidens survenus pendant la mise à l'eau étaient dues, non à des causes fortuites, mais à la malveillance. On répugnait à croire que les petits bouts de fil de fer trouvés dans l'enveloppe du câble y fussent entrés par hasard, et l'on accusait l'un des manœuvres de les y avoir enfoncés à dessein. Ces soupçons ne reposaient au reste sur aucune base certaine; mais l'événement leur donnait une apparence de probabilité.

Après cette catastrophe, on ne fut pas longtemps à savoir ce que prétendait faire la compagnie du télégraphe transatlantique. Son conseil d'administration se réunit aussitôt et fit connaître qu'il était parfaitement résolu à terminer la communication entre les deux continens. La saison était trop avancée pour rien entreprendre avant la fin de l'année; mais on annonçait l'intention de faire fabriquer un nouveau câble du même modèle pendant l'hiver, de le poser au printemps de 1866 et en outre de reprendre au fond de la mer le câble rompu, qui serait prolongé jusqu'à Terre-Neuve. Cette dernière opération était peut-être plus aléatoire encore que l'immersion d'un nouveau conducteur, car tout le monde avait peine à croire que l'on pût retrouver un si frêle objet perdu dans l'immen-

sité de l'océan. Cependant les officiers de marine se faisaient forts de revenir, au moyen d'observations astronomiques, sur la route précise que le *Great-Eastern* avait parcourue au mois de juillet. C'étaient donc deux câbles et non plus un seul dont il était question pour 1866. Il fallait une nouvelle somme de 15 millions. La compagnie avait épuisé son capital; la loi ne lui permettait ni de l'augmenter, ni même de se créer des ressources au moyen d'un emprunt. Aussitôt une autre société fut greffée sur l'ancienne, sous le nom de *compagnie du télégraphe anglo-américain* avec un fonds social de 600,000 livres sterling, divisé en 60,000 actions. Dès les premiers jours, avant qu'aucun appel eût été fait à la publicité, près de la moitié de la somme était souscrite. Ces nouvelles actions devaient recevoir, par antériorité sur les précédentes, un revenu de 25 pour 100 par an, sans compter moitié dans les bénéfices après que l'intérêt des autres actions aurait été servi. En s'appuyant sur les résultats de vitesse de transmission obtenue pendant la mise à l'eau du câble pour les dépêches échangées entre la terre et le navire, on estimait que le capital de cette seconde compagnie recevrait un revenu de 50 pour 100, au moins, au cas où un seul câble réussirait, et de 95 pour 100 si les deux conducteurs projetés étaient mis en état de servir à la correspondance. Malgré ce lourd sacrifice en faveur des nouveaux souscripteurs, on ne se croyait pas moins certain de dédommager les anciens des pertes énormes qu'ils avaient éprouvées jusqu'alors. A dire vrai, je trouve que, s'il fut jamais permis de taxer de folie et d'imprudence ceux qui risquèrent des sommes importantes en une pareille spéculation, c'est tout à fait au début que le reproche pouvait leur en être fait. A mesure que l'affaire avançait, il y avait des motifs de ressentir plus de confiance et de montrer plus de hardiesse. La veine avait été contraire, mais le jeu s'améliorait; ce qui vaut mieux encore, les joueurs avaient acquis de l'expérience.

Le second câble dont il avait été question fut en effet fabriqué pendant l'hiver qui vient de s'écouler. Au printemps, il était enroulé dans les immenses cuves du *Great-Eastern*, et ce bâtiment partait le jeudi 12 juillet du havre de Berehaven, où il avait complété son approvisionnement de charbon et embarqué des vivres pour une campagne de quelques semaines. On savait que le câble de 1865 paraissait, d'après les essais faits à Valentia pendant tout l'hiver avec beaucoup de régularité, s'être conservé intact depuis le malheureux jour où il s'était perdu en plein océan. Déjà aussi le *shore-end* du nouveau câble avait été immergé jusqu'à 50 kilomètres de la côte par le *William-Cory*, un bateau à vapeur bien connu par les nombreuses opérations télégraphiques auxquelles il a contribué. Une bouée mouillée à l'extrémité de ce *shore-end* in-

diquait l'endroit précis où l'œuvre du *Great-Eastern* devait commencer. L'escadre d'opération se composait, outre le *Great-Eastern*, d'un navire de guerre à vapeur, le *Terrible*, et de deux autres steamers à hélice, l'*Albany* et le *Medway*, chacun de 1,800 tonneaux. Ces deux derniers avaient reçu les appareils nécessaires pour concourir au relèvement de l'ancien câble. Pendant la traversée, le *Terrible* avait ordre de se tenir en avant pour guider la marche et écarter au besoin les navires qui couperaient la route du principal bâtiment. L'*Albany* et le *Medway* devaient se tenir, l'un à bâbord, l'autre à tribord, tous deux à courte distance, prêts à mouiller des bouées ou à obéir sans retard au premier signal du chef de l'expédition. La vitesse de marche ne devait jamais dépasser six nœuds. Chaque commandant était informé du point exact où le câble devait croiser les degrés de longitude, en sorte qu'on avait de nombreux points de repère pour se retrouver, si l'on était séparé par un gros temps, par le brouillard ou par une avarie. Toutes ces mesures et bien d'autres encore avaient été concertées à l'avance. Le programme des opérations était fixé très minutieusement, et, ce qui est extraordinaire, on s'en écarta très peu.

Le 13 juillet, à trois heures et demie du soir, la soudure ayant été faite entre le *shore-end* et le câble transatlantique, le *Great-Eastern* se mit en mouvement, salué par les hourrahs des équipages et les coups de canon des bâtimens convoyeurs. La route suivie se tenait à 50 kilomètres environ au sud de celle que l'on avait parcourue l'année précédente. La mer était calme, le temps beau. Le câble se soulevait sans embarras du puits où il était enroulé; guidé par des poulies, retenu par des freins, il glissait sans secousse hors du navire et descendait avec une paisible lenteur au fond de l'Océan. Des signaux télégraphiques étaient échangés sans cesse, au moyen du câble lui-même, entre la station terrestre de Valentia et les électriciens embarqués. On leur donnait l'heure de Greenwich, qui était communiquée immédiatement par des signaux de pavillon aux autres bâtimens de l'escadre, afin que chacun pût rectifier sa longitude. On transmettait aussi par le câble les vœux que les amis restés à terre formaient pour la réussite de l'entreprise, les nouvelles les plus récentes du théâtre de la guerre, le cours à la bourse de Londres des actions des compagnies intéressées à l'opération. Un journal lithographié, le *Great-Eastern telegraph*, était distribué deux fois par jour aux passagers et à tous les gens de l'équipage. Tout alla bien jusqu'au 18 juillet; ce jour-là, à cinq heures et demie du soir, la sonnerie d'alarme se fit tout à coup entendre. A ce signal, le sifflet à vapeur transmit au mécanicien l'ordre d'arrêter; le navire stoppa sans le moindre retard, et chacun courut à son poste pour savoir quel accident venait d'arriver. Ce n'était qu'une

fausse alerte, bonne seulement à montrer que tout était prêt et que chacun était instruit de son devoir en cas d'accident. Le même soir, on eut un moment de crainte. Plusieurs spires du câble s'étaient embrouillées au fond du puits. Il fallut encore arrêter le navire, suspendre l'opération, mouiller par précaution une bouée sur le câble pendu à l'arrière et remettre les spires en ordre par une pluie abondante et un vent violent. La grande difficulté en pareille circonstance était de maintenir le bâtiment par l'action combinée des roues, de l'hélice et du gouvernail, bien juste au même point, malgré le vent et les courans qui tendaient à le faire dériver. L'habileté du capitaine et des ingénieurs triompha de ces difficultés; en moins de deux heures, tout fut remis en bon ordre.

Le 19, la brise ayant fraîchi, le navire se mit à rouler considérablement, ce qui gênait beaucoup l'émission du câble; aussi l'on tint à l'arrière deux grosses bouées prêtes à être accrochées en cas d'accident. Le *Terrible* était perdu dans le brouillard; l'*Albany* et le *Medway* conservaient leur distance, mais en fatiguant beaucoup. On ralentit un peu la vitesse de marche afin de rendre l'opération moins périlleuse. Malgré ces alternatives de mauvais temps, le *coulage*, c'est-à-dire la longueur du câble dépensée en excès sur l'espace parcouru ne dépassait pas 15 ou 18 pour 100. En même temps que l'immersion avançait, la correspondance avec le poste de Valentia devenait plus facile et plus régulière. L'isolement du conducteur sous-marin s'améliorait, comme on le constate en toute opération analogue, à mesure qu'une plus grande longueur de fil se trouvait soumise à la température froide et à l'énorme pression des eaux profondes. Au départ, on ne passait dans le câble qu'un mot et demi par minute; arrivés au milieu du parcours, les électriciens en pouvaient recevoir quatre ou cinq, et annonçaient que le travail utile du fil isolé augmenterait encore. Le 23, comme on n'était plus qu'à 7 ou 800 kilomètres de Terre-Neuve, l'un des principaux organisateurs de l'entreprise, M. Cyrus Field, qui était à bord, pria ses amis d'Angleterre de lui transmettre les nouvelles d'Europe les plus intéressantes, afin qu'elles fussent communiquées sans retard à toutes les principales villes des États-Unis aussitôt que l'on arriverait sur la côte d'Amérique. Cependant, à mesure que l'on approchait de Terre-Neuve, le temps devenait pluvieux et brumeux. Un brouillard épais interceptait toute communication visuelle entre les navires de l'escadre, qui ne correspondaient plus entre eux que par le sifflet à vapeur. On arrivait au-dessus des bas-fonds du banc de Terre-Neuve, et la profondeur de l'eau, qui avait dépassé 4 kilomètres les jours précédens, n'était plus le 26 juillet que de 5 à 600 mètres. Avant de partir d'Angleterre, il avait été convenu avec l'amirauté que l'amiral Hope, commandant la station de l'Amérique

du Nord, enverrait un de ses bâtimens au-devant de l'expédition pour lui jalonner l'entrée de la baie où on avait l'intention d'atterrir. L'*Albany* partit en avant pour chercher ce bâtiment et reconnaître la côte. Enfin le 27 on arrivait en vue de la terre. A neuf heures du matin, le *Great-Eastern* mouillait au milieu de la baie de la Trinité. Il ne restait plus qu'à souder au câble transatlantique le *shore-end* préparé pour l'atterrissement. L'opération était terminée; une communication prompte et directe était établie entre les deux mondes. Comme première nouvelle, les habitans de Terre-Neuve apprenaient qu'un armistice avait été signé trois jours auparavant entre la Prusse et l'Autriche. — Vit-on jamais phénomène plus merveilleux? Confondre l'espace, annuler le temps, devancer le soleil dans sa course autour de la terre, réunir deux peuples que séparait un immense obstacle! On s'étonne que le fluide électrique, si capricieux, si bizarre en ses effets, si mobile, qu'on l'eût pu prendre à plus juste titre que l'onde pour symbole de la mobilité, on s'étonne que ce fluide soit si docile cette fois, et qu'il aille jusqu'au bout de la voie qu'on lui a préparée. Bien plus, il revient sur lui-même et rapporte la réponse. L'électricité, trop prônée aux dépens des puissances sœurs, la chaleur et la lumière, a souvent déçu l'espoir des inventeurs; mais ici, tenant tout ce qu'elle avait promis, elle exécute sans peine ce que nulle autre force terrestre n'eût été capable d'accomplir.

L'île de Terre-Neuve, où aboutit, on vient de le voir, l'extrémité du câble transatlantique, est depuis longtemps en possession d'une correspondance télégraphique avec le continent américain au moyen d'un câble immergé en 1856 dans les eaux peu profondes du golfe Saint-Laurent. Par malheur ce câble avait été rompu l'année précédente et n'était pas encore réparé. En Amérique, toutes les lignes télégraphiques sont propriété privée. La compagnie à laquelle appartiennent les télégraphes de Terre-Neuve (*New-York, Newfoundland and London telegraph company*) se proposait non-seulement de réparer ce conducteur unique, ce qu'elle a déjà fait, mais encore d'en poser deux autres, afin d'assurer à la ligne transatlantique un débouché certain et suffisant. C'est ici le lieu d'observer que cette compagnie possède, — on ne sait pour quel motif, — le droit exclusif pour 50 ans, à partir de 1854, d'atterrir des câbles sous-marins sur les côtes du Labrador, de Terre-Neuve et de l'île du Prince-Édouard, et pour 25 ans sur les côtes de l'état du Maine. En toute cette région du globe, il ne reste plus que les petites îles françaises de Saint-Pierre et de Miquelon où de nouvelles compagnies puissent se rattacher. Espérons que celles-là du moins ne deviendront pas l'objet d'un privilége. Pour la télégraphie de même

que pour toute autre industrie, l'expérience a prouvé d'une façon péremptoire que les monopoles sont inutiles et nuisibles même à ceux en faveur de qui ils sont constitués.

Les opérations du *Great-Eastern* dans la campagne de 1866 ne devaient pas se borner à la pose d'un câble entre l'Europe et l'Amérique; il était aussi dans les intentions de la compagnie transatlantique, on s'en souvient, d'essayer de reprendre au fond de la mer le câble perdu pendant la campagne précédente. Ayant renouvelé ses approvisionnemens de charbon et de vivres, le navire géant se rendit donc vers le lieu présumé de l'accident. Après vingt jours de pénibles et fastidieuses recherches, il réussit enfin dans son entreprise : le câble de 1865 a été repêché à 1,300 kilomètres de Terre-Neuve et complété jusqu'à la côte d'Amérique. Un second fil de communication est tendu entre les deux continens.

Lorsqu'on considère en leur ensemble et dans leurs plus minutieux détails les deux opérations de télégraphie océanique que les Anglais viennent d'accomplir sur la route de l'Inde et sur celle de l'Amérique, on ne peut se défendre d'un sentiment d'admiration. On reconnaît volontiers que des hommes qui ont mis au service d'une grande idée tant de science et d'énergie ont bien mérité de leurs concitoyens et rendu un signalé service au monde civilisé. Qu'on n'aille pas, pour amoindrir leurs titres à notre reconnaissance, prétendre qu'ils ont été favorisés par un hasard heureux. Après avoir suivi pendant bien des années avec une vive sollicitude leurs essais, leurs travaux et leurs premiers échecs, nous osons dire que, si cette fois ils n'avaient pas la certitude de réussir, ils avaient fait du moins tout ce qu'il était humainement possible de faire pour assurer le succès. Il n'est pas de plus bel éloge. Nous dirons encore qu'en écrivant l'histoire de la télégraphie océanique, on remarque une faute ou une négligence à côté de chaque désastre, quelquefois l'oubli des principes les plus élémentaires de la science, et que dans les deux entreprises dont il vient d'être question tout avait été prévu et préparé avec des soins infinis et une habileté incontestable. Mais ce n'est pas assez de considérer à un point de vue technique les travaux des ingénieurs télégraphistes. Toute œuvre de cette nature est aussi un instrument à l'usage du public et une entreprise financière. Que peuvent produire les câbles sous-marins, que deviendront-ils entre les mains de leurs heureux propriétaires? C'est ce qu'il reste à examiner.

III.

Le caractère essentiel des correspondances télégraphiques est la rapidité. Nous sommes si bien habitués à l'idée qu'un télégramme

partant de Paris à destination d'un point quelconque de la France, si lointain qu'il soit, doit arriver en deux ou trois heures au plus, que nous nous figurerions volontiers qu'il en est de même à peu de chose près pour les contrées plus éloignées. Loin de là; pour les grandes distances, ce n'est plus par heures, mais par jours que se compte la durée de la transmission. Ces retards, quelquefois inévitables, plus souvent imputables à une mauvaise organisation, ont contribué peut-être autant que les ruptures de câbles à enlever au public la confiance que mériterait cependant la télégraphie océanique. Voyons par exemple ce qui se passe sur la ligne de l'Inde, objet de tant de dépenses et de soucis pour le gouvernement anglais. Des statistiques exactes évaluent à plus de 2 milliards et demi de francs, importations et exportations, la valeur des échanges opérés entre les ports de la Grande-Bretagne et les contrées de l'Orient, — Égypte, Inde, Chine, Australie et Japon. C'est plus que le quart du commerce britannique. On ne saurait payer trop cher l'établissement de communications rapides et régulières avec ces mêmes contrées. Le commerce n'y est pas d'ailleurs seul intéressé. Les affaires politiques, les événemens militaires se simplifient dès que les colonies sont en correspondance facile avec la mère-patrie. Qu'arrive-t-il sur cette ligne télégraphique de l'Inde, d'une si grande importance, établie au prix de si coûteux efforts? Le *Times of India*, journal de Bombay, annonçait le 8 juin dernier que les nouvelles les plus récentes reçues d'Angleterre avaient six jours de date. Dans le mois de mai, les messages étaient restés quelquefois un mois en route; les plus rapides étaient arrivés en deux jours. S'en étonnera-t-on lorsqu'on aura suivi la marche d'une de ces dépêches et constaté le grand nombre d'arrêts qu'elle doit subir? Entre Londres et Bombay, un télégramme peut prendre la voie russe ou la voie de Constantinople. Par la première voie, la compagnie anglaise, qui l'a reçue des mains de l'expéditeur, la transmet à Berlin par la Hollande; elle entre en Russie, traverse tout l'empire russe jusqu'à Tiflis, passe en Perse et aboutit enfin à Bushir, station de la ligne sous-marine; là elle est reprise par les Anglais qui la donnent à Kurrachee, et ce dernier bureau lui fait suivre le réseau indien jusqu'à Bombay.

Par Constantinople, c'est encore plus compliqué. Sans parler des petits états intermédiaires, on peut passer par Bruxelles et Vienne, traverser la Servie et la Valachie pour arriver sur le territoire ottoman, ou bien passer par Paris et Turin, parcourir l'Italie, franchir l'Adriatique par un câble sous-marin, entre Otrante et Vallona, et parvenir à Constantinople par Salonique. De Constantinople au golfe Persique, il n'y a qu'une voie, c'est la ligne établie en Asie-Mineure par Diarbekir et Bagdad; mais, avant d'en arriver là, le

télégramme peut avoir été successivement confié à quatre ou cinq administrations différentes. Dans la plupart des états européens, on a organisé des services rapides et réguliers; en Turquie il n'en est pas de même. L'indolence nationale n'a pas été vaincue par l'électricité. « Il arrive, écrivait le chef du bureau britannique de Fao, que les employés de Bagdad nous annoncent qu'ils ont 70 ou 80 dépêches en dépôt; ils nous en transmettent 12 à 15, puis ils se mettent à fumer ou à dire leurs prières. Pendant trois heures, nous n'entendons plus parler d'eux (1). » Ajoutons à cela que la ligne russo-persane, qui suppléerait souvent à l'insuffisance des correspondans turcs, est interrompue une partie de l'hiver par les neiges, et que le réseau indien, à l'est de Kurrachee, n'est pas plus satisfaisant que le réseau ottoman, à tel point qu'il faut quelquefois 56 heures pour passer une dépêche de Kurrachee à Bombay, et 133 heures de Kurrachee à Calcutta.

La malle de l'Inde, qui part une fois par semaine, n'emploie plus que 24 jours à franchir l'immense distance de Londres à Bombay. Si le télégraphe ne garantit pas que les correspondances qu'on lui confie arriveront beaucoup plus tôt que la malle, il est sans contredit trop imparfait et donne raison aux plaintes qu'on lui a adressées. Voilà un admirable instrument dont le bénéfice est perdu par des causes, il est vrai, qui défient l'habileté des ingénieurs. Ces retards regrettables ont porté atteinte aussi aux intérêts pécuniaires engagés dans l'établissement de la ligne de l'Inde. Pendant les quatre premiers mois de la présente année, le câble du golfe Persique a donné passage à 10,995 messages, qui ont produit une recette brute d'environ 864,000 francs. Le nombre en eût sans doute été bien plus considérable, si le télégraphe avait été capable en cette direction de rendre des services plus rapides. Qu'on compare ce produit à celui du câble de Malte à Alexandrie, qui relie des contrées moins importantes, mais qui ne subit qu'à un moindre degré les mêmes causes de retard. Il y passe 3 ou 4,000 dépêches par mois, bien que l'Égypte n'ait après tout qu'une importance commerciale assez limitée.

Si subtil que soit le fluide électrique, l'application qu'on en a faite aux très grandes distances est encore entravée, on le voit, par des difficultés qui tiennent plutôt à la manière dont on l'a employé qu'aux principes de la science. Comme on devait s'y attendre, la perfection de l'industrie télégraphique est chez chaque peuple proportionnée à sa civilisation; mais au fond la longueur des parcours, qu'ils soient terrestres ou maritimes, sera toujours une entrave.

(1) Voyez le rapport du comité sur les communications avec l'Inde présenté à la hambre des communes le 20 juillet 1866.

Aussi n'accorderons-nous qu'une attention bien secondaire à une œuvre de même nature qui se poursuit aujourd'hui, à travers mille obstacles, dans les régions froides du détroit de Behring. Depuis longtemps, le gouvernement russe a entrepris d'exécuter une ligne télégraphique à travers les steppes glacés de la Sibérie. Le fil s'étend entre Pétersbourg et Kiachta, petite ville sur les frontières de la Chine; on se préoccupe, dit-on, de le prolonger au sud jusqu'au golfe de Petcheli, ce qui mettrait Pékin en correspondance avec l'Europe. Vers l'est, la ligne atteindra Nicolavefsk, port militaire d'une grande importance à l'embouchure de l'Amour. Tels sont les projets du gouvernement russe; mais une compagnie américaine est venue lui proposer de donner à cette ligne une extension bien autrement considérable. Il ne s'agit de rien moins que de relier Nicolavefsk à San-Francisco, en Californie, en passant par le nord. A partir de l'embouchure de l'Amour, on se dirigerait vers la baie de Penjinsk, soit en contournant par terre la mer d'Okhotsk, soit en la traversant par un câble sous-marin. De cette baie au golfe d'Anadyr, le parcours serait terrestre, et ce sera là sans doute l'une des portions les plus pénibles à établir. Au-delà, la ligne redevient sous-marine, en touchant les îles de Nounivak et de Saint-Mathieu, pour accoster l'Amérique au fond du golfe de Norton. La distance maritime serait plus faible en remontant davantage vers le nord; mais la rigueur du climat est telle que le travail n'y serait praticable que pendant trois mois de l'année. Une fois sur le continent américain, on redescend au sud sans beaucoup s'écarter de la côte; on touche à Sitka, capitale de l'Amérique russe, à New-Westminster, sur les bords de la rivière Fraser, et l'on aboutit enfin à Victoria, dans la Colombie anglaise. Cette dernière ville est déjà reliée à San-Francisco, et par conséquent à toutes les villes des États-Unis jusqu'à la côte de l'Atlantique.

Ce projet, peut-être trop grandiose, est passé depuis deux ans à la période d'exécution. Les chefs de l'entreprise ont mené quelques centaines d'ouvriers sur les côtes désertes de l'Amérique anglaise, au nord de l'île de Vancouver. Ils n'y ont rencontré que des petits forts et des stations de commerce appartenant à la compagnie de la baie d'Hudson; vivres et matériel, ils ont tout à apporter du dehors et tout à transporter avec leurs seules ressources. En même temps qu'une entreprise commerciale et patriotique, c'est aussi un voyage de découvertes à travers un pays inconnu. On crée des villes auxquelles on a la satisfaction de donner son nom; on cherche des mines d'or qui seraient une précieuse découverte, à ce point de vue surtout qu'elles attireraient de nombreux aventuriers dont le concours ne pourrait être qu'utile. Les travaux avancent-ils vite? Ne se heurtera-t-on pas à des obstacles insurmontables dans les

régions plus septentrionales où le froid est si rigoureux? Cette œuvre n'a pour nous qu'un intérêt lointain. Accordons-lui nos sympathies; mais convenons aussi que, lorsqu'elle sera établie, les dépêches échangées entre New-York et Londres ou Paris auront plus tôt fait de traverser l'Atlantique, fût-ce même par bateau à vapeur, que de s'engager sur la ligne de l'Amérique russe et de la Sibérie. Il y a par cette route 20,000 kilomètres au moins entre nous et l'autre bord de l'Atlantique. L'utilité la plus claire de ce projet sera sans doute de mettre la Chine et l'extrême Orient en relations plus faciles d'une part avec l'Amérique, de l'autre avec l'Europe.

Il faut donc en revenir aux câbles atlantiques, si l'on veut établir une communication vraiment utile entre l'ancien et le nouveau monde. Quant à l'importance de cette communication, un seul chiffre en donnera la mesure. On a compté qu'il y a chaque année 1,196 bateaux à vapeur qui traversent l'Atlantique entre l'Europe et les États-Unis en service régulier, tant anglais qu'américains, français, hambourgeois ou brêmois, à quoi s'ajoutent les voyages accidentels qui forment un appoint considérable. Disons encore que, parmi les dix-sept entreprises de paquebots qui font le service d'Europe en Amérique, quelques-unes se proposent d'augmenter leur effectif de navires, et que de nouvelles compagnies sont en voie de création. Il est de toute évidence au reste que l'immense mouvement commercial qui règne sur cet océan ne fera que s'accroître. Le moment est venu d'examiner quels services peut rendre un câble sous-marin en de pareilles conditions.

C'est, on l'a dit plus haut, l'un des plus graves inconvéniens des lignes télégraphiques sous-marines de n'avoir qu'une capacité de travail très réduite, ou, pour parler avec plus de précision, de ne pouvoir donner passage aux signaux qu'avec lenteur. L'usage est d'évaluer cette capacité de travail d'après le nombre de mots qui peuvent être transmis pendant une minute. Il est entendu qu'il s'agit ici de mots anglais qui se composent en moyenne de cinq lettres chacun; les mots français sont plus longs. Or des électriciens dignes de confiance affirment que le câble transatlantique de 1866 fournit aisément six mots à la minute; ils prétendent même doubler, tripler peut-être ce chiffre au moyen d'appareils spéciaux qui sont encore à l'épreuve. Que l'on ne compte, pour plus de certitude, que sur six mots, — ce qui est un chiffre bien élevé et peut-être contestable, — qu'on évalue en outre à 20 heures la durée quotidienne du travail utile, ce qui est beaucoup, même avec un service de jour et de nuit, et que l'on suppose enfin qu'il n'y ait qu'un quart des mots employés à des répétitions, demandes de renseignemens et transmissions d'ordres, ce qui est inférieur à la proportion habituelle, on arrive à ce résultat, qu'il y a place tout au plus pour

trois cents dépêches par jour. Avec deux câbles, on transmettra six cents dépêches. Il y a encore loin de là aux besoins réels du commerce intercontinental, qui en fournirait volontiers des milliers par jour. D'un autre côté, il est convenu que le télégraphe n'est utile qu'à la condition d'être expéditif. Il a donc fallu restreindre le nombre des dépêches à la capacité probable du câble. Le seul moyen d'y arriver était d'élever le tarif à un taux exorbitant. En conséquence, le prix d'une dépêche simple de vingt mots, n'excédant pas cent lettres, a été fixé à 500 francs. C'est ce tarif qui est actuellement en vigueur. On se rendra compte aisément que les recettes produites par un seul câble suffiraient presque à payer en une seule année l'énorme capital de 40 à 50 millions qui a été enfoui dans l'Atlantique, à diverses reprises, avant que l'on ne fût parvenu à poser avec succès les fils conducteurs actuels.

On se demande déjà si ces précieux fils auront bien une année de durée. Sans trop connaître les causes qui influent sur la conservation des câbles sous-marins, on se rappelle que tous les câbles immergés jusqu'à ce jour dans des eaux très profondes n'ont eu qu'une existence précaire, et ont succombé au moment où l'on s'y attendait le moins. Ces préjugés ne se sont-ils pas manifestés au sein même des sociétés savantes, à tel point qu'un membre de l'Académie des Sciences a engagé les astronomes à se hâter d'en faire usage pour déterminer avec exactitude la différence de longitude entre l'Irlande et Terre-Neuve. Il lui a été répondu, dit-on, et la réponse ne manquait pas de justesse, qu'il serait assez singulier d'offrir aux actionnaires une longitude en guise de dividende. Les câbles sous-marins sont des outils au service du public. Il serait assez naturel que les savans, de même que les autres cliens, payassent l'usage qu'ils en feront. D'ailleurs il est permis d'espérer que la communication intercontinentale ne sera plus interrompue qu'à de courts intervalles. Certes bien des causes concourent à la destruction des câbles. Tantôt ils périssent parce qu'ils sont restés en suspens d'un rocher à l'autre au fond de la mer, et que l'enveloppe protectrice de la portion ainsi suspendue se corrode peu à peu, devient trop faible, puis se brise. Quelquefois l'électricité atmosphérique, ayant pénétré dans le fil intérieur, l'a consumé ou mis à nu, ce qui n'arrive du reste que par la négligence de ceux à qui l'entretien en est confié. Des tremblemens de terre peuvent disloquer la surface terrestre sur laquelle repose cet immense cordage. Le danger le plus grave toutefois provient de l'électricité même employée à produire les signaux (1). Le câble s'use, comme toute chose, par

(1) On ne saurait trop être en garde contre ce qui se raconte à propos des travaux de télégraphie sous-marine. N'a-t-on pas été rechercher dans les vieilles chroniques du câble de 1858 l'histoire d'un lord qui se serait fait envoyer de Terre-Neuve à Londres

l'usage même que l'on en fait. Durera-t-il deux mois, un an, dix ans? Nul ne saurait le prédire. Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que jusqu'à ce jour aucun câble de longueur un peu considérable n'a pu être conservé pendant plus de deux ans en bon état. Rien ne prouve assurément qu'il en sera de même à l'avenir, car les échecs précédens ont porté leurs fruits. Ils ont montré aux hommes éclairés qui s'occupent de télégraphie sous-marine quelles précautions il importe de prendre et quels accidens il faut éviter.

C'est en prévision de ces fatales interruptions qui menacent tôt ou tard l'existence d'un câble sous-marin que des ingénieurs prudens émirent l'idée qu'il n'y avait d'avenir pour la télégraphie océanique qu'autant qu'elle ne franchirait que des mers à faible profondeur d'eau, et qu'elle ferait usage de câbles très volumineux et très résistans. C'est d'après ce principe que furent établies en 1861 la ligne de Malte à Alexandrie, qui ne rencontre pas de profondeur plus grande que 300 mètres sur un parcours de 2,500 kilomètres, et en 1865 celle du golfe Persique, qui sur une longueur presque égale se trouve immergée par des fonds encore moindres. L'événement a justifié ce mode de raisonner. La correspondance a été interrompue bien des fois depuis cinq ans entre Malte et l'Égypte; mais chaque accident a été réparé après un court délai. Les câbles du golfe Persique ont éprouvé aussi quelques avaries, et la communication a toujours été rétablie sans peine. D'autre part, il ne semble nullement démontré qu'une grande hauteur d'eau au-dessus du câble soit une garantie contre ces fâcheux hasards. Il y a donc à considérer en tout cas le plus ou moins de facilité que l'on éprouverait à retrouver dans l'immensité de l'Océan les deux bouts d'un câble brisé. La ligne transatlantique est à cet égard dans les conditions les plus défavorables. Il était même permis de croire, avant l'expédition dernière du *Great-Eastern*, qu'une pareille entreprise offrait des difficultés insurmontables. L'opération n'est pas impossible, puisqu'elle a déjà été effectuée; du moins elle sera toujours très délicate et surtout très coûteuse.

Il n'est pas douteux que les succès obtenus depuis deux ans ne soient de nature à donner un nouvel essor aux entreprises de télégraphie océanique. Je voudrais, pour terminer, analyser la situation

une étincelle électrique afin d'en allumer son cigare? L'anecdote n'est pas plus véridique cette année qu'elle ne le fut il y a huit ans. Ceux qui la répètent ne se doutent probablement pas que l'ingénieur assez imprudent pour lancer dans un conducteur sous-marin un courant d'intensité suffisante pour produire cet effet pourrait être qualifié « d'assassin de câble, » suivant la pittoresque expression d'un des passagers du *Great-Eastern*. La vérité est que la quantité d'électricité qui circule dans le fil transatlantique est si faible, qu'il a fallu inventer des appareils spéciaux afin d'en manifester la présence. Ce n'est pas une preuve d'incapacité de la part du câble; c'est une mesure de prudence qui en garantit la longue durée et la parfaite conservation.

des questions techniques que cette industrie soulève et envisager ce qu'il y a de plus utile et de plus praticable dans les projets qui seront proposés. Les projets seront nombreux sans doute, en est-il beaucoup auxquels il soit opportun de donner suite en l'état actuel de la science? C'est ce qu'il convient d'examiner. Au point de vue technique, il y a quatre problèmes à résoudre en matière de télégraphie océanique : d'abord isoler le fil conducteur afin que l'électricité ne se perde pas en route, en second lieu calculer l'épaisseur de ce fil et de l'enveloppe de gutta-percha de façon que le câble donne, une fois posé, une somme de travail suffisante, ensuite mettre à l'eau le câble fabriqué, et enfin en assurer la conservation pendant le plus de temps possible. La première question doit être considérée comme résolue depuis longtemps de la manière la plus satisfaisante. La fabrication a fait sous ce rapport des progrès énormes depuis une douzaine d'années. La seconde n'inquiète pas trop non plus les ingénieurs lorsqu'il ne s'agit que de franchir une distance d'un millier de kilomètres, et, s'il est vrai qu'on puisse arriver à faire rendre au câble transatlantique douze mots par minute, il n'y a plus en vérité à s'en préoccuper en aucun cas. Quant à la troisième question, on a vu par des exemples récens combien il est devenu facile de descendre un câble bien fabriqué jusqu'aux plus extrêmes profondeurs de l'Océan. En tout cela, la patience et l'énergie des compagnies anglaises ont su triompher. La quatrième question reste entière. Conserver les câbles en bon état, les réparer au besoin, voilà les problèmes qui méritent le plus de fixer l'attention. Sacrifier des millions pour établir une communication qui manquera peut-être au premier jour, n'est-ce pas inquiétant?

Après cet exposé de la question scientifique, ce serait le moment de parler des projets souvent ingénieux qui ont été mis en avant, tant en France qu'en Angleterre, pour éluder les difficultés d'une entreprise de télégraphie sous-marine; mais, à les prendre l'un après l'autre, il sera facile de s'assurer que les inventeurs ont toujours négligé l'un des aspects de la question. En général ils n'ont envisagé que les difficultés de l'immersion, parce que c'est à ce point que beaucoup d'opérations ont échoué. C'est le côté faible aux yeux du public qui ne considère que le résultat et apprend tout à coup que l'œuvre a périclité par un accident de mer. On a donc proposé des câbles d'un modèle spécial, en général très légers; on a inventé des machines assez compliquées pour les mettre à l'eau. Il nous paraît certain que sur tous ces points les idées des ingénieurs spéciaux sont aujourd'hui fixées d'une façon très nette, et qu'il serait difficile de les en faire revenir. Le câble du golfe Persique et celui de l'Océan-Atlantique sont des modèles acceptés par tous les hommes qui ont le plus étudié la matière. C'est avec des types plus

ou moins analogues que l'on a réussi, quand toutefois on a pu réussir, et toutes les tentatives faites avec d'autres moyens n'ont abouti qu'à des échecs. Persévérer dans la même voie, perfectionner peu à peu ce qu'il y a de défectueux, ne pas introduire brusquement des innovations radicales, tel est le moyen le plus sûr d'arriver à un résultat tout à fait satisfaisant.

Lorsqu'on étudie l'histoire des travaux d'utilité publique, on est frappé de l'analogie qu'il y a entre les progrès de deux arts qui luttent l'un et l'autre contre le même élément, tout en se proposant un but bien différent, à savoir la télégraphie océanique et la construction des ponts sur les grandes rivières. Au XVIe et au XVIIe siècle, on bâtissait au hasard, de même qu'il y a dix ans on immergeait des câbles sous-marins sans se douter à peine des conditions auxquelles ils doivent satisfaire. Jusqu'au siècle de Louis XIV, les ponts, à peine édifiés, étaient emportés par une crue ou une débâcle; parfois même les désastres survenaient avant que les ouvriers eussent posé la dernière pierre. Combien de fois nos câbles se sont-ils rompus aussi tandis qu'on les lançait à l'eau ou peu de jours après qu'ils avaient été mis en place! Ne peut-on comparer les échecs réitérés de la ligne télégraphique transatlantique avec les ruines du fameux pont de Moulins sur l'Allier, qui après s'être écroulé deux fois en 1684 et en 1689 avant même d'être achevé, a été repris en 1708 sans plus de succès, et enfin heureusement édifié en 1762? Les constructeurs des siècles passés étaient impuissans à descendre les fondations sous l'eau; ils ne savaient calculer ni le débouché des fleuves ni la résistance des matériaux : leurs œuvres ne pouvaient être durables. Ce fut une des gloires des ingénieurs du XVIIIe siècle d'avoir su déterminer pour ce genre d'édifice les règles de l'art (1). Ce sera l'une des gloires des ingénieurs du XIXe siècle d'avoir conduit le fluide électrique à travers les océans en dépit des profondeurs qu'ils présentent et des tempêtes qui les bouleversent.

Voilà le point où l'on en est. On vient de voir les enseignemens qui résultent de tentatives accomplies non sans succès depuis quinze années. Il sera plus aisé maintenant de raisonner sur ce que l'on peut faire et de discuter les lignes nouvelles dont il va être question. Il est clair en premier lieu que l'on peut entreprendre sans témérité, ou pour mieux dire avec certitude de réussite, toutes les lignes télégraphiques qui ne traversent que des eaux peu profondes, par exemple celles qui s'écartent peu des côtes. Vers l'Orient, les communications télégraphiques dont le besoin se fait le plus sentir satisfont à cette condition à peu d'exceptions près. Ainsi

(1) Voyez de curieux détails sur la construction des ponts avant l'époque actuelle dans les *Études historiques sur l'administration des voies publiques en France*, par M. Vignon.

les Anglais manifestent le désir de se procurer une voie de correspondance avec l'Inde qui soit moins sujette à des retards que la ligne actuelle. Le tracé de cette nouvelle voie est même indiqué. Elle traverserait la France et l'Italie, et serait sous-marine entre la Sicile, Malte et Alexandrie, où il y a déjà des câbles qui seraient doublés pour plus de sécurité. D'Alexandrie, il serait aisé de rejoindre Diarbekir et la Mésopotamie par les côtes de la Palestine et de la Syrie, ou de rétablir l'ancienne ligne sous-marine de la Mer-Rouge et de l'Océan-Indien par Suakim, Aden et la côte méridionale de l'Arabie. On pourrait facilement, dans l'état de la science, éviter les mésaventures que rencontra en 1860 et 1861 une entreprise du même genre. Entre l'Angleterre et l'Inde anglaise, on n'aurait donc plus affaire qu'à deux nations étrangères, la France et l'Italie, chez lesquelles la transmission des dépêches à grande distance est régulièrement organisée. Donc plus de retards considérables.

D'autres propositions ont été faites au gouvernement anglais pour réunir au moyen de câbles sous-marins toutes les colonies florissantes qu'il possède à l'est de Calcutta. Le réseau télégraphique indien s'étend jusqu'à Rangoon, dans la province de Pégu, et il a même pris beaucoup d'extension en cette province éloignée à cause de la pénurie des correspondances postales. Les lignes projetées iraient de Rangoon à Singapore par Tavoy et Penang, de Singapore à Hong-kong par Saïgon, — ce qui intéresserait le gouvernement français, — ou par Sarawak, Labuan et Manille, — ce qui tournerait à l'avantage des possessions espagnoles, enfin de Singapore en Australie par Batavia et Cepang. Toutes les mers qu'il s'agit de traverser ont une faible profondeur. Entre Java et la côte de l'Australie seulement, il se trouve, dit-on, une gorge volcanique où le plomb de sonde descend à 1,800 mètres. Ce ne serait après tout qu'un mince obstacle en comparaison de ce qui a été fait ailleurs.

Mais c'est, à n'en pas douter, vers la traversée de l'Océan-Atlantique que vont d'abord se tourner les efforts des ingénieurs et des compagnies financières. Le succès du *Great-Eastern* va susciter des rivaux à l'ancienne compagnie. Celle-ci n'a pas à craindre la concurrence dans les eaux qu'elle a parcourues, puisqu'il lui a été accordé un monopole d'atterrissement sur toutes les côtes qui avoisinent Terre-Neuve. Elle tient même en échec, par ce regrettable privilége, la ligne d'exécution plus facile qui prendrait des points d'appui intermédiaires en Islande et au Groënland. On étudiera l'Atlantique d'un pôle à l'autre, afin d'apprendre à quelle latitude il est le plus aisé de le franchir. Il suffit que les actionnaires qui ont eu confiance une première fois en l'avenir de la télégraphie océanique aient fait en définitive une bonne affaire. L'argent ne manquera pas à de nouvelles entreprises. Les intérêts du com-

merce et de la politique réclament d'ailleurs l'établissement de lignes multiples qui se suppléeront au besoin, et, par la concurrence réciproque, feront baisser le taux actuel des dépêches intercontinentales. Parmi les lignes en projet, on en cite déjà une qui passerait par le Portugal, les Açores et les Bermudes. Peut-être une étude hydrographique ne serait-elle pas favorable à ce projet, car la partie de l'Océan qui entoure les Bermudes a toujours été considérée, à tort ou à raison, comme ce qu'il y a de plus profond entre l'Europe et les États-Unis. D'autres proposent de franchir l'Atlantique en s'appuyant sur l'archipel des Açores et sur les îles de Saint-Pierre et Miquelon. Plus que tout autre, ce projet intéresse la France, non pas parce que ces petites îles sont des colonies qui nous appartiennent, mais surtout parce qu'une voie établie en cette direction favoriserait les correspondances de notre pays avec l'Amérique du Nord. La ligne d'Irlande à Terre-Neuve est l'affaire des Anglais; celle de la Sibérie et du détroit de Behring profitera aux Russes; celle des Açores et de Saint-Pierre nous conviendrait mieux. Notons que les câbles n'auraient sur ce parcours qu'une longueur relativement faible, et qu'il paraît y avoir des hauts-fonds qui en rendraient la pose ou la réparation plus facile. Cette ligne présente en vérité tant d'avantages qu'elle sera faite tôt ou tard, à moins qu'elle ne tombe comme tant d'autres, à titre de monopole, entre les mains de concessionnaires malhabiles qui ne sauraient en tirer parti, et empêcheraient de plus adroits d'y réussir.

En somme, à quelque point de vue que l'on envisage l'industrie toute moderne de la télégraphie océanique, on constate qu'il y a depuis quelques années plus de maturité dans les conceptions, plus d'habileté et de savoir-faire dans l'exécution. Cet art si récent a produit de grandes choses en dépit des obstacles considérables que la nature lui opposait. On ne peut demander aux ingénieurs que de persévérer avec prudence dans la voie qu'ils ont tracée, et l'on ne saurait plus dès aujourd'hui marquer de limites à leurs futures entreprises. L'esprit de spéculation, alléché par les bénéfices excessifs de la compagnie transatlantique, ne refusera pas son concours aux projets les plus hardis. Voilà donc une industrie dont la marche paraît assurée. Qui se plaindra que les progrès n'aient point été assez rapides? Il n'y a pas vingt-cinq ans que l'électricité, réduite à l'office de messager, a transmis sa première dépêche, et cependant elle circule aujourd'hui d'une extrémité à l'autre de l'Europe; franchissant les mers, elle nous apporte complaisamment les nouvelles de Calcutta et de San-Francisco. Encore un peu, elle fera le tour du monde. Il ne pourra se produire un grand événement à la surface du globe sans que le cœur de la France en palpite le jour même.

H. Blerzy.

LES

ARTS DU DESSIN

ET LA SCIENCE

Esthétique générale et appliquée, contenant les règles de la composition dans les arts plastiques, par M. David Sutter.

A mesure que l'esprit humain avance dans ses voies et agrandit le cercle de ses investigations, l'antique unité scientifique va se divisant de plus en plus en unités secondaires. Chaque science particulière, autrefois confondue avec d'autres ou même absolument inconnue, se fait jour peu à peu, et, sans se séparer de la racine maternelle qui lui fournit la séve nourricière, elle s'en écarte du moins et aspire à se développer librement. Ce travail n'est exempt ni d'épreuves difficiles ni d'efforts prolongés. Toute science nouvelle est tenue pour suspecte; on la juge fausse, ou superflue, ou parasite; elle rencontre peu d'amis et beaucoup d'adversaires. Néanmoins ceux qui l'aiment, non par égoïsme, mais par amour de la vérité, auraient tort de maudire les résistances qu'on leur oppose : s'ils s'égarent, il est bon qu'une critique vigilante les en avertisse; s'ils vont droit, et si d'un certain côté le succès les encourage, des ennemis leur sont encore utiles pour les empêcher de s'arrêter en chemin et les obliger à produire tous les titres de la science qu'ils défendent.

Parmi les sciences de date relativement récente, la philosophie

du beau et de l'art, qui est l'une des plus jeunes, n'a point échappé à la loi commune; elle a eu, elle aussi, sa période de luttes et d'efforts. Grâce au talent et à l'influence des maîtres qui, il y a un demi-siècle, en furent dans notre pays les promoteurs, et à cause de l'attrait particulier des problèmes qu'elle agite, l'esthétique a traversé d'un pas assez rapide la première époque de son développement. Elle semble à l'heure qu'il est avoir décidément conquis sa place au nombre des sciences philosophiques. La preuve en est que toutes les écoles actuelles ont ou veulent avoir, comme l'école spiritualiste, une théorie des beaux-arts : les hégéliens ont la leur, M. Taine a la sienne, qu'il enseigne dans ses leçons et qui est le fond permanent et systématique de ses nombreux écrits; M. Littré appelle de tous ses vœux une esthétique positiviste. Mais si l'on s'accorde généralement à reconnaître qu'il y a une science du beau, sauf à différer quant au point de départ, aux principes et aux méthodes, on est très loin cependant de s'entendre sur l'efficacité des théories, c'est-à-dire sur la puissance qu'elles ont, selon quelques-uns, d'accélérer le progrès ou de ralentir la décadence des arts. On est tenté de ne voir dans ces sortes de spéculations que l'exercice d'une curiosité raffinée, qu'un luxe brillant, mais superflu, qu'une plante qui orne agréablement de ses fleurs le jardin de la science, et qui ne porte pas de fruits. Ceux-là mêmes qui ont fini par admettre les principes de l'esthétique spiritualiste n'accordent pas tous que ces principes aient plus ou moins secrètement gouverné le génie des grands artistes, et il en est qui nient qu'il existe aucune relation entre la métaphysique du beau et la pratique des arts. A les entendre, les esthéticiens ont raison d'entreprendre leurs recherches et de les poursuivre; mais les métaphysiciens qui étudient l'essence du beau doivent se persuader que, tandis qu'ils marchent de leur côté, les artistes marchent aussi du leur, qui n'est pas le même, et qu'il n'y a entre eux ni rencontre nécessaire, ni influence réciproque. Bref, d'après ces écrivains, il y a bien une science de l'art; mais l'art n'a que faire de cette science, et il n'en fait rien, parce que l'instinct la remplace et que le génie se suffit à lui-même.

Fière d'être rangée parmi les sciences, la philosophie du beau serait moins flattée d'être poliment exilée dans la noble sphère des hautes inutilités de l'intelligence. Elle ne pense pas avoir mérité un tel excès d'honneur, et il sera toujours temps pour elle de s'y résigner quand on lui aura démontré que ses pieds, trop éloignés de la terre, ne sauraient effleurer seulement le sol où les artistes élaborent leurs œuvres. Jusque-là, ceux qui sont convaincus qu'elle est appelée à jouer dans de certaines limites un rôle actif et bienfaisant doivent le dire et le prouver. C'est ce qu'avait essayé au-

trefois M. David Sutter, et c'est ce qu'il vient de tenter encore récemment dans un ouvrage intitulé *Esthétique générale et appliquée, contenant les règles de la composition dans les arts plastiques.* M. David Sutter connaît la philosophie du beau et l'histoire de l'art; de plus il est peintre et il possède à fond la partie technologique des trois arts du dessin, il a même introduit dans l'enseignement de la perspective des innovations qui ont obtenu l'approbation des hommes compétens. Ainsi il va sans cesse de la pure théorie à la pratique, et il est en mesure de juger si l'une est séparée de l'autre par un abîme, ou si au contraire des relations profondes, essentielles, les unissent étroitement. Au moment où la critique s'alarme à juste titre de l'état d'affaiblissement et de la langueur croissante des arts plastiques, ce livre vient à propos; mais le principal mérite de l'auteur est d'éveiller la réflexion sur la connexité des règles qui dirigent la main et des principes qui élèvent l'esprit. Là est le sérieux intérêt et comme la nouveauté de son travail. Aussi notre intention n'est-elle pas de le soumettre à une minutieuse analyse; sans renoncer à en signaler chemin faisant certaines qualités et certains défauts, nous croyons qu'il convient surtout, à l'occasion de cet ouvrage, d'examiner les points importans du sujet, qui se résument dans cette double vérité, aujourd'hui contestée ou méconnue : 1° que la science théorique et la science pratique de son art sont nécessaires à l'homme de génie, et que mieux il les connaît, plus sa puissance est grande et sûre; 2° que la science technique des arts du dessin a presque toujours sa raison et son fondement dans l'esthétique spéculative, dont elle n'est dans la plupart des cas que le prolongement.

I.

On ne saurait se le dissimuler, il y a dans l'atmosphère de notre temps un souffle de fatalisme qui trouble des intelligences d'ailleurs très distinguées. Une certaine critique qui se pique d'observer la réalité, mais qui n'en observe que la moitié et peut-être moins encore, semble prendre à tâche d'abaisser l'âme humaine, de la découronner, en lui ôtant ses facultés les plus nobles et en la subordonnant à l'influence exclusive des forces physiques, chimiques et physiologiques. Frappée des énergies singulières et merveilleusement fécondes que déploie la nature matérielle, étudiée de nos jours avec autant de passion que de succès, cette critique s'exagère de bonne foi l'empire déjà si grand que les agens physiques exercent sur les institutions, sur les arts, sur la civilisation tout entière. Comme cette pente est rapide, elle y glisse et va jusqu'en bas. Dans notre

constitution, dans notre organisme, l'animal est plus près que l'homme proprement dit des puissances physiologiques : l'homme sera donc avant tout un animal; la belle jeune fille avec sa fraîcheur, son charme et sa grâce sera le plus beau de tous les animaux. Ce qui distingue l'animal, c'est l'instinct; dans l'homme-animal, l'instinct, avec ses tendances irrésistibles et ses spontanéités violentes, expliquera tout l'homme. Cet instinct, il le recevra de sa race; le sol nourrira cette force organique, le climat l'échauffera plus ou moins, les luttes de la vie l'exalteront. Parvenue à son plus haut degré de développement, cette force sera le génie : ses effets ou, comme on dit, ses produits seront les sciences et les arts. Si tel est le génie, qu'a-t-il besoin de règles, de traités théoriques, de manuels d'esthétique? Sa règle est en lui, naît avec lui, et n'est que la loi secrète de sa vitalité interne. Il crée ses œuvres naturellement en vertu de cette vitalité mystérieuse et infaillible. Que la science constate et détermine la loi que suit cette force à ses diverses phases de travail et d'effort, à la bonne heure; mais qu'elle espère la diriger, l'éclairer, la modifier, la contenir quand elle s'emporte, la ranimer quand elle languit, c'est la plus décevante des illusions. Tous les conseils de l'esthétique se réduisent aux deux prescriptions suivantes : — Êtes-vous jeune et plein de séve, laissez faire votre séve; elle fructifiera d'elle-même. Êtes-vous vieux, décrépit, sans énergie et sans chaleur vitale, résignez-vous à la stérilité. Encore ces deux avis sont-ils inutiles, car la jeunesse du génie fleurira bien sans qu'on s'en mêle, et sa vieillesse aboutira, quoi qu'on fasse, à l'impuissance et à la mort.

On ne prétend pas que la doctrine dont il s'agit ici accepte toutes ces conséquences de son principe. On est même convaincu qu'elle les repousse; mais la logique a, elle aussi, son déterminisme, et elle oblige bon gré, mal gré, ceux qui l'invoquent à outrance à subir la loi fatale qu'ils invoquent invariablement, et qu'ils déclinent en vain lorsqu'ils sont eux-mêmes en cause. Ils n'ont qu'un seul moyen d'échapper aux conclusions de leur système : c'est de reconnaître que le génie de l'artiste, à le considérer dans son essence psychologique, n'est nullement un instinct.

Qu'est-il donc? La réponse à cette question n'est pas indifférente, puisque, ainsi qu'on vient de le voir, selon l'idée que l'on se forme du pouvoir créateur dans les arts, l'esthétique est ou n'est pas. Sans hasarder une de ces définitions qui n'apprennent pas grand'-chose, et sur lesquelles on discute indéfiniment, nous pouvons du moins distinguer le génie de l'instinct en indiquant les caractères absolument opposés qu'ils affectent dans leur façon d'agir ou de produire. Il eût été souhaitable que M. Sutter fît cette comparai-

son, omise par une esthétique à laquelle il veut bien s'en référer d'ordinaire et qu'il était en droit de blâmer de cet oubli. Peut-être a-t-il reculé devant une opération d'analyse psychologique, ou n'a-t-il pas mesuré toute la gravité d'une confusion contre laquelle son livre ne proteste qu'implicitement. Quoi qu'il en soit, l'observation établit rigoureusement que l'instinct est une force infaillible dès le premier jour, mais aveugle et enchaînée dans un cercle d'actions régulières et identiques d'où il lui est interdit de sortir jamais, tandis que le génie est une puissance d'abord incomplète, mais intelligente, libre et essentiellement faite pour la lumière, l'instruction et le progrès. Le jour où son instinct porte la jeune hirondelle à construire son nid, elle le bâtit, sans leçons et sans maître, d'après un modèle qu'elle copie avec une habileté innée, exempte d'hésitation et de tâtonnement. Dès qu'elle s'éveille, cette faculté merveilleuse est achevée, parfaite; mais en même temps, selon la belle remarque de Pascal, cette mystérieuse puissance est incapable du plus petit progrès dans l'individu comme dans l'espèce, et les nids d'hirondelles suspendus à nos toitures sont exactement pareils à ceux qui s'attachaient aux rochers du paradis terrestre. Chez l'homme, le pur instinct est non moins infaillible et non moins invariable. L'enfant naissant d'un philosophe du XIXe siècle ne tète le sein de sa nourrice ni autrement ni mieux que le premier-né d'Adam et d'Ève, et le plus savant physiologiste d'aujourd'hui, qu'il le veuille ou non, exécute, pour avaler ses alimens, les mêmes mouvemens, ni plus ni moins, qu'un sauvage de l'Océanie. Voilà l'instinct véritable, et le seul qui mérite ce nom. Il a sa grandeur, car, aussitôt qu'il naît, il existe dans sa plénitude et atteint la perfection de son œuvre; il a sa misère, car il est dans une radicale impuissance de rien ajouter à son premier fonds.

Pour être conséquens, ceux qui assimilent le génie à l'instinct sont tenus d'ajouter que l'abeille, le castor et l'hirondelle sont des architectes de génie au même titre qu'Ictinus, Michel-Ange et Philibert Delorme, que l'oiseau qui couve et fait éclore ses petits a le génie de la plastique, et que le rossignol qui module sa chanson amoureuse a le génie de la musique. Ira-t-on jusque-là? Je n'ose répondre que non; mais alors il faudra pousser plus loin encore : il faudra dire que le génie, en tout identique à l'instinct, crée, dès qu'il entre en action, des œuvres accomplies, que les premiers essais de sa jeunesse et même de son enfance sont la perfection même, que durant le cours entier de sa vie, quelque longue qu'elle soit, il se répète exactement lui-même et ne se surpasse jamais, que les exemples des maîtres et leurs leçons n'ont rien à lui apprendre, qu'enfin le plus sage parti comme le plus sûr est pour l'artiste d'o-

béir docilement aux heureuses fatalités de sa nature, ainsi que font les abeilles, les hirondelles et les castors.

Là-dessus, on se récrie; on trouve que ces propositions sont inadmissibles, et l'on a raison. Que l'on cesse alors de transformer l'homme, et, qui pis est, l'homme de génie, en un pur animal, ou même en une plante qui végète : qu'on laisse la liberté et l'intelligence reprendre et exercer leurs droits, qu'on les laisse se tromper, tâtonner, souffrir, gémir, puisque ce sont là les conditions de leur existence; mais qu'on avoue qu'elles disposent de leur destinée et qu'elles sont les maîtresses de leur progrès, puisque c'est là leur privilége et leur noblesse. On objectera, nous devons le prévoir, que l'artiste n'est pas seulement intelligence et liberté, et qu'il y a en lui, outre ces deux grandes facultés, des innéités secrètes et singulières qui le caractérisent et sont les sources de sa fécondité. Nous ne songeons pas à le nier. Il est évident que Phidias était né sculpteur, Raphaël peintre, Mozart musicien. La vocation est un fait incontestable : elle se compose d'une somme d'aptitudes très particulières et éminentes dont les unes sont physiologiques, les autres morales, d'autres intellectuelles. Ces aptitudes sont soumises jusqu'à un certain point aux influences du climat, du tempérament, des institutions, des circonstances religieuses, politiques et sociales; mais ce qui distingue profondément ces aptitudes de la force instinctive, c'est qu'elles sont des aptitudes, c'est-à-dire de simples dispositions que l'éducation développe, que le travail fortifie, que la libre volonté de celui qui les a reçues gouverne, maîtrise, redresse et porte à leur plus haut degré de puissance. Ces aptitudes, nul ne les donne, nul non plus ne les reçoit de la nature achevées et parfaites; elles ne grandissent que grâce à un effort continuel de cette volonté à laquelle au contraire l'instinct échappe et se dérobe. S'il y a jamais eu sur la terre un artiste qui ait possédé ce qu'on nomme excellemment le don, c'est Mozart; à peine âgé de six ans, déjà il était créateur. Cependant comparez les *sonatines* du petit Wolfgang avec le *Don Juan* de Mozart parvenu à la pleine maturité du génie; mesurez la distance qui sépare ces œuvres, et dites si sans travail, sans études, sans leçons, sans lectures attentives des maîtres antérieurs, surtout sans idées et sans volonté, cette distance eût jamais été franchie! Qu'on lise sa vie et ce qui nous est resté de sa correspondance, on verra que, loin de s'en fier exclusivement à son instinct, il travaillait sans cesse, non pas seulement en *mécanicien* (il appelait ainsi ceux qui n'ont que des doigts), non pas seulement en virtuose, — car un virtuose en musique est celui qui se borne à jouer les airs composés par d'autres, — mais en homme qui cherche la science théorique et pra-

tique de son art, qui tantôt apprend cette science et tantôt la découvre, et qui enfin y subordonne son génie.

Qu'au lieu d'envisager la biographie d'un artiste pris isolément, on considère l'ensemble des artistes d'une nation : la même marche se dessinera dans une plus longue durée, le même résultat se produira dans de plus vastes proportions. C'est un fait remarquable que moins les peuples sont civilisés, que plus ils sont voisins encore de l'époque de leur vie où l'instinct est prédominant, où le climat les subjugue et le tempérament les emporte, plus aussi leurs penchans en fait d'art sont grossiers et faciles à satisfaire. Ce qui leur manque alors, ce n'est pourtant ni la séve bouillante, ni la chaleur du sang, ni la vigueur musculaire, ni la fougue sauvage des passions aveugles. D'autre part, aucun fâcheux manuel d'esthétique, aucune malencontreuse théorie de l'idéal n'est encore venue les fasciner, fausser la spontanéité de leurs élans et égarer leur muse dans des sentiers systématiques ou convenus. Or on sait quels chefs-d'œuvre enfante presque invariablement cette muse aux instincts puissans : en peinture, ce sont des ébauches informes, dignes de rivaliser avec les croquis que nos écoliers hasardent sur les murs; en sculpture, des magots très inférieurs aux plus modestes jouets de la foire; en musique, des cris discordans ou des bruits abominables. Quant à la beauté humaine, les peuplades où elle existe à quelque degré prennent soin de la corriger en perçant les narines, en déchirant les lèvres et en effaçant les traits du visage sous les enluminures insensées du tatouage.

Les nations les mieux douées, celles qui plus tard excellent à revêtir la pensée de formes admirables, ont, il est vrai, de ces rudes commencemens. Toutefois, à mesure que, s'élevant au-dessus de la nature animale, elles s'éloignent de l'existence sauvage ou barbare, à mesure que leurs aptitudes esthétiques croissent et se déploient, leurs artistes, sollicités par d'intimes affinités, se rapprochent graduellement de la science, et le jour vient où ils s'unissent définitivement avec elle. Cette union, aux époques florissantes, n'est pour l'art ni une défaite ni une absorption; c'est plutôt un heureux mariage où chacun apporte ses richesses et ses forces : l'amour, l'inspiration, l'enthousiasme, le don de découvrir et de réaliser la forme composant la dot de l'art, — la lumière, l'idée, la règle, la discipline, représentent celle de la science, et l'art, du droit de sa puissance créatrice, prend et garde la prééminence, l'autorité, en un mot le rôle de chef de la communauté. La netteté de la pensée, les conceptions rationnelles, l'ordre, la mesure, les secrets et les utiles inventions d'une technique ingénieuse, voilà ce que l'art demande à la compagne qu'il a librement choisie.

Celle-ci de son côté, discrète et réservée comme il convient à une amie intelligente et sage, s'efface, s'abstient de paraître et de régenter, se contente d'exercer une bienfaisante influence qui ne se trahit que par la perfection exquise de l'œuvre commune. S'il lui est permis quelquefois d'intervenir plus activement et de se faire la part plus grande, ce n'est que lorsque son allié, affaibli par l'âge et épuisé de travaux, réclame un surcroît de conseils et de secours. Encore enfant, il s'est aisément passé d'elle : aussi bien alors il ne l'eût ni appréciée, ni comprise; jeune et fort, il n'a produit des œuvres viriles qu'à la condition de la dominer, tout en l'écoutant. Au déclin de sa carrière, il doit encore être lui-même, tant qu'il garde un reste d'énergie; mais à ce moment sa compagne lui est indispensable, et, s'il s'en sépare, il est perdu.

Dans ce qui vient d'être dit, il ne faudrait pas voir un tableau de pure fantaisie. Ce n'est là que l'histoire abrégée, mais fidèle, des rapports de l'art et de la science aux époques sur lesquelles la postérité est en état de porter un jugement. En cherchant avec soin quelle était la valeur intellectuelle des artistes grecs (1), on s'assure que cette valeur était grande, et l'on apprend qu'il y avait parmi eux des penseurs, des philosophes, des poètes, des géomètres, des écrivains. Un génie sévère, qui n'admire qu'à bonnes enseignes et qui n'est pas suspect d'indulgence à l'égard des artistes, a marqué fortement la différence que, dans son temps, l'opinion mettait entre les créateurs d'œuvres originales et les simples artisans. « La connaissance et l'intelligence, suivant l'opinion commune, a dit Aristote, sont plutôt le partage de l'art que de l'expérience, et les hommes d'art passent pour être plus sages que les hommes d'expérience, car la sagesse chez tous les hommes est en raison du savoir. Et c'est parce que les uns connaissent la cause et que les autres l'ignorent. En effet, les hommes d'expérience savent bien que telle chose est, mais ils ne savent pas pourquoi elle est; les hommes d'art au contraire connaissent le pourquoi, la cause. Aussi bien pensons-nous que les chefs des ouvriers, de quelque travail qu'il s'agisse, ont plus de droits à nos respects que les manœuvres, parce que ceux-ci ressemblent à ces êtres inanimés qui agissent, mais sans connaissance de leur action, au feu, par exemple, qui brûle sans le savoir. » Ainsi l'esprit grec jugeait que les grands artistes ou plutôt tous les artistes dignes de porter ce nom possédaient la science de leur art, et même quelque chose de la métaphysique elle-même, et c'est l'auteur de *la Métaphysique*

(1) Cette recherche vient d'être faite par M. H. Bazin, ancien membre de l'École française d'Athènes, dans son savant livre intitulé *De la condition des artistes dans l'antiquité grecque.*

qui enregistre et consacre cette opinion. De leur côté, les artistes souscrivaient à ce jugement, témoin ce passage d'un livre perdu de l'architecte Pytheus, qui vivait au IVe siècle avant Jésus-Christ : « L'architecte doit pouvoir exceller dans tous les arts et dans toutes les sciences. » Il répugnait à ces fortes et libres intelligences de se cantonner timidement dans un petit recoin du domaine des arts au risque d'y étouffer. Il leur fallait l'air pur, l'espace illimité, les vastes horizons du ciel de la pensée. Léonard de Vinci, Raphaël, Michel-Ange, étaient du même avis, parce qu'ils étaient de la même noble race, sinon du même pays. Ceux-ci, comme leurs ancêtres grecs, croyaient à la beauté idéale, à la nécessité de la concevoir par la raison et de la chercher dans le monde invisible, lorsque la visible réalité leur en refusait le modèle. Comme leurs ancêtres grecs, ils ajoutaient les conseils d'une science profonde, exacte et variée aux inspirations de leur génie, et se gardaient de placer en leur instinct toute leur confiance. Ouvriers admirables, ils savaient obéir à des règles techniques et fonder celles-ci sur des principes de haute théorie. C'est ce que prouvent leurs ouvrages, leurs écrits, leurs discours, les fragmens de leur correspondance. L'impulsion qu'ils ont donnée aux arts plastiques a démontré qu'ils avaient eu raison. L'étroite liaison qui existe entre l'esthétique spéculative et la partie technique des arts du dessin ne le prouve pas moins.

II.

Lorsque dans un salon un philosophe essaie une définition du beau ou du sublime, et que tout près de lui un savant discute une question de perspective linéaire ou expose les lois de la réfraction des rayons solaires, au premier aspect on ne devine guère ce qu'il y a de commun entre le propos de l'un et celui de l'autre, et on ne prévoit pas que les idées du premier puissent rejoindre quelque part les connaissances géométriques et expérimentales du second. Ils se rencontreront cependant à coup sûr, pourvu qu'ils continuent leur route. Le livre de M. Sutter marque très bien l'endroit où s'opérera infailliblement la jonction; mais on regrette de n'y pas trouver plus clairement indiquées les raisons esthétiques qui rendent cette jonction naturelle, logique et inévitable. Ces raisons en effet ne sautent pas aux yeux du premier venu, et tant qu'elles n'auront pas été mises en évidence, les intimes rapports de l'art et de la science, les liens étroits de la théorie spéculative et de la pratique seront contestés ou niés.

Il faut donc essayer de démêler ces raisons. Par exemple, l'emploi que fait le peintre des ressources de la perspective linéaire et

aérienne est-il indépendant de l'idée plus ou moins confuse qu'il s'est formée du but de son art et de l'essence de la beauté? Dira-t-on qu'il faut mettre un tableau en perspective parce que c'est la règle? Soit; mais pourquoi est-ce la règle? Si le peintre ignore ce pourquoi, ce n'est pas un artiste, ce n'est qu'un manœuvre. Or, comme il a la juste ambition d'être un artiste, il doit le savoir. Il le saura dès qu'il sera en état de prouver qu'avec l'usage de la perspective on obtient un tableau ou plus vrai ou plus beau. Et prouver cela, c'est raisonner sur le vrai et sur le beau, c'est penser, c'est philosopher; tranchons le mot, c'est recourir à l'esthétique. Nous accordons que les maîtres découvrent eux-mêmes leur esthétique; mais quand on n'est pas de cette force, il n'y a aucune honte à s'instruire auprès de ceux qui savent, et il y aurait imprudence à ne pas y consentir.

Aussi la plupart des peintres ont-ils une théorie esthétique, où qu'ils la prennent; mais il ne suffit pas d'en adopter une, il importe encore de la bien choisir. Il y a telle définition de l'art qui, prise à la lettre, entraînerait et a quelquefois entraîné la plus étrange comme la plus fâcheuse violation des lois élémentaires de la perspective. Qu'un peintre se dise de bonne foi que le but de son art est de copier littéralement la nature, — en d'autres termes, qu'il soit réaliste et en même temps capable de suivre jusqu'au bout la logique de son système, qu'arrivera-t-il? Dans son ardeur consciencieuse à copier les objets tels qu'ils sont, il dédaignera infailliblement la perspective qui les donne non pas tels qu'ils sont, mais tels seulement qu'ils apparaissent selon la distance à laquelle ils sont placés par rapport au spectateur. Qu'on me comprenne bien. De la fenêtre près de laquelle j'écris, j'aperçois le dôme des Invalides, qui est à deux kilomètres de ma maison, et à cette distance il paraît n'avoir que ving-cinq centimètres de hauteur. Si je veux le peindre du lieu où je suis et que j'aie le fanatisme et la logique du réalisme, je représenterai non cette petite apparence que voilà, mais le dôme, le vrai dôme tel qu'il est, avec sa grandeur réelle. Les réalistes n'ont pas cette audace, je le sais, parce que leur bon sens résiste à leur principe. Cependant il s'est trouvé en France un peintre de talent, doué d'une rare intelligence, qui, sans s'égarer jusque-là, est tombé dans un excès dont les critiques sérieux ont su garder mémoire. Charles de la Berge, dont il existe au Louvre un tableau, et dont je connais trois autres ouvrages très remarquables, s'était imaginé que le comble de l'art du peintre consiste à transporter sur la toile les détails les plus minutieux de chaque objet, tels que la vue les constate et les compte quand on les regarde de près. Un seul trait caractérisera suffisammeut son procédé : vou-

lait-il reproduire l'image d'une maison, il prenait une échelle, montait sur le toit et faisait une miniature rigoureusement fidèle de chaque tuile, de chaque planche, de chaque moisissure. La perspective linéaire ne souffrait pas de ce mode d'exécution, parce qu'elle était d'avance établie; mais que devenait la perspective aérienne? Où étaient les contours indécis, les formes fuyantes, les teintes vagues des plans éloignés? Et à quoi servaient tous ces riens que le spectateur n'aperçoit pas du vrai point de vue, et qui en tout cas ne l'intéressent nullement? L'effet général n'était pas toujours compromis, grâce à la prodigieuse habileté de l'artiste; mais que de peines inutiles et que d'efforts perdus! Les réalistes d'aujourd'hui abandonnent à la photographie ces miracles d'exactitude. Cependant ils n'évitent pas toujours le piége caché au fond de leur système. On a noté au dernier Salon, dans un tableau d'ailleurs très distingué, certain rocher trop bien peint sans doute, puisqu'au lieu de reculer comme l'exigeait la perspective, il semblait se porter hardiment vers le premier plan. Il est vrai que cette toile était de la main du chef de l'école, et que le maître daigne de temps en temps révéler au public toute la portée de sa doctrine.

Est-ce à dire que les lois de la perspective soient sacrées et que le peintre les doive respecter, advienne que pourra? Point du tout. Au-dessus de la règle qui prescrit de les observer généralement, il y a une autre règle qui ordonne de les violer quelquefois. Au nom de quel principe posera-t-on cette seconde règle? Sera-ce au nom de la vérité réaliste? On vient de montrer qu'un réalisme conséquent devrait fouler aux pieds la perspective linéaire aussi bien que la perspective aérienne, et qu'il ne s'en abstient pas toujours. Sera-ce au nom du principe de la vérité apparente? L'appareil photographique, qui tient un compte mathématiquement rigoureux de la perspective linéaire, et qui reproduit imperturbablement la vérité apparente, fournit des images qu'aucun peintre ne se résignerait à copier sans modification. Que le modèle ait le malheur de mettre sa main sur son genou porté en avant, ou d'étendre un peu la jambe, aussitôt la lumière se joue en monstruosités géométriques tout à fait inacceptables. A qui donc s'adressera l'artiste qui désire savoir dans quelles limites il lui est permis ou commandé de violer les règles de la perspective?

Interrogez-le : il vous répondra lui-même et sans hésitation. S'il cache soigneusement les pieds du modèle, ou s'il les place de côté, s'il applique les mains contre le corps ou s'il les détourne, c'est que l'image de ces pieds et de ces mains serait, sur l'épreuve, trop grosse, hors de proportion avec la tête et conséquemment laide. En un mot, le photographe viole les lois de la perspective au nom de

la beauté. De même le peintre de portraits, qui, au lieu d'imiter l'appareil photographique et de reproduire scrupuleusement tous les effets de la perspective, met dans une exacte proportion la tête, le tronc et les extrémités, quoique placés à des plans divers, de la personne qui pose devant lui, ce peintre, lui aussi, élève en sûreté de conscience les droits de l'esthétique et de la beauté au-dessus des droits de la perspective et de la géométrie.

Ainsi la perspective est quelquefois défavorable à la beauté, ou, si l'on veut, à la belle vérité, ce qui est la même chose. Cependant il n'y a pas en peinture de belle vérité sans perspective. Privée des ressources de la perspective, la peinture n'a plus à sa disposition que deux des dimensions de l'étendue, la longueur et la largeur, et elle est réduite à ne plus représenter que des silhouettes. Avec la perspective, elle prend possession de l'espace, y modèle les corps, y multiplie les plans et les aspects, y répand les formes mille fois variées de l'être, de l'âme, de la vie, et les ordonne selon les rapports de la plus riche harmonie. C'est là un éclatant exemple des services que la science positive peut rendre aux beaux-arts; mais quiconque veut se servir de la perspective autrement que ne le fait une machine, quiconque veut en raisonner l'emploi, le justifier, le défendre au besoin, et au besoin aussi le contenir dans ses justes limites, est obligé de recourir à des raisons spéculatives et philosophiques. C'est là une preuve du rôle actif que joue la science esthétique dans les applications des sciences positives aux arts du dessin.

Les réflexions précédentes s'appliquent en partie à l'emploi du clair-obscur et du coloris, qui sont des élémens essentiels de la perspective aérienne. La couleur a en outre une puissance propre de séduction et d'expression. A ce second point de vue, l'habileté à s'en servir est souvent considérée comme un instinct, ou, selon la formule nouvelle, comme un pur effet du tempérament, de la constitution personnelle de l'artiste, secondée et même guidée par des conditions atmosphériques déterminées. Cette habileté étant un don que la nature accorde ou refuse à son gré, le peintre, en tant que coloriste, a son tempérament pour maître, dit-on; il n'a que faire d'écouter les physiciens, et les philosophes n'ont à lui proposer que de vagues pensées sans efficacité.

Bien que cette opinion perde chaque jour de sa force, bien que ceux qui la jettent un peu au hasard dans la conversation et dans les livres en blâment volontiers l'exagération, il est utile de l'examiner précisément parce que, jusqu'à un certain point, elle est vraie. L'ignorance seule oserait nier que les peintres coloristes naissent doués d'une faculté très spéciale qui saisit, retient, repro-

duit et idéalise parfois les phénomènes variés de la lumière colorée. Ce sens exquis ressemble d'autant plus à un don inné qu'il est plus rare et qu'il présente au plus haut degré les caractères d'une puissance spontanément créatrice. Il a produit des chefs-d'œuvre, enfanté des merveilles, mais à quelles dates, en quel nombre, à quel prix? Ce que nous savons de l'histoire de la peinture grecque ne prouve guère qu'elle soit parvenue de prime saut à la beauté du coloris, et pourtant quel peuple fut jamais plus que le peuple grec sensible aux charmes de la lumière et de la couleur? Sur la scène antique, ce que les mourans regrettent par-dessus tout, c'est la douce lumière du jour. Dans l'enfer grec, le châtiment des méchans est d'être plongés dans les ténèbres; le bonheur des justes consiste à se sentir inondés d'un éther lumineux qui, semblable à un vêtement, les enveloppe de son pur éclat.

. . . . . Et lumine vestit
Purpureo.

Le vieil Homère est déjà un coloriste incomparable. Une couleur, un ton, une nuance lui est un moyen sûr de représenter au vif les momens de la journée, les mouvemens de la mer, les beautés caractéristiques d'un héros ou d'un dieu. Le voyageur tant soit peu artiste qui parcourt au pas de son cheval les plaines de l'Attique ou qui glisse sur les eaux bleues du golfe de Salamine goûte, rien qu'à regarder les jeux de la lumière et de l'ombre, d'exquises jouissances. Les plus distraits se surprennent à contempler dans une sorte d'extase ces ravissans spectacles; les plus indifférens, les plus sceptiques même ont eu la franchise de n'en pas méconnaître l'irrésistible attrait. Si la nature et le climat avaient la vertu que certains théoriciens leur attribuent, la peinture aurait dû naître un jour en ces lieux d'un rayon du soleil tombé sur cette terre, et y naître adulte et tout armée des ressources et des instrumens de son art. Eh bien! non, dans cet Éden de la lumière, la peinture est née petit enfant; elle n'a grandi que lentement, de siècle en siècle. Sa palette, pauvre d'abord ou plutôt presque vide, ne s'est couverte et enrichie que peu à peu; comme ailleurs, elle a tâtonné, cherché, travaillé; enfin elle est arrivée à la science, puis à la pensée, et c'est seulement du jour où elle a accepté sans dédain l'alliance que lui offrait la réflexion philosophique, qu'elle a participé à la gloire de la sculpture, sa sœur. La croissance de la peinture moderne considérée comme art du coloris n'a été ni plus rapide, ni moins laborieuse, ni plus indépendante des sciences positives et du progrès philosophique de l'idée. C'est que la lumière, cette institutrice du peintre, ne procède pas à la façon des maîtres humains;

elle fournit des indications, mais elle ne donne pas de préceptes; elle agit devant l'artiste et semble se borner à lui dire : Comprenez-moi. Elle accomplit son œuvre selon des lois constantes; mais, en artiste consommé et en fille digne de celui qui l'a créée, elle cache ses lois, voile sa méthode, et garde son secret ou ne le livre qu'à l'esprit qui a l'audace de le lui ravir. L'artiste qui y réussit est par cela seul un savant en même temps qu'un artiste. Il y a eu de tels hommes; à la vérité, c'est le petit nombre. Les autres, pour être coloristes, je ne dis pas excellens, mais seulement supportables, sont condamnés à puiser la science qui leur manque dans les livres des physiciens, ou à la recevoir de leur bouche.

Ici se présente une série d'enseignemens et de démonstrations de la plus haute importance. M. Sutter les a exposés en professeur qui sait ce qu'il dit et à qui il s'adresse. Peut-être la partie technique de son ouvrage est-elle trop concise. On le suit cependant sans trop d'efforts, et quand on a lu ces brèves et substantielles leçons d'optique appliquée à la peinture, on se demande comment un artiste pourrait impunément ignorer ces choses de science qui touchent de si près le fond intime des choses de l'art. Puis à cette question en succède bientôt une autre : la science de l'optique et du coloris, si nécessaire au peintre, est-elle donc uniquement physique et chimique? L'esthétique n'est-elle point appelée à la compléter? Les arts ont leur orthographe; mais ils ont aussi leur poétique. Le peintre qui connaît et suit l'orthographe de son art sans aller au-delà n'est pas plus un artiste que l'honnête maître d'école n'est un écrivain parce que la grammaire n'a jamais à se plaindre de lui. De la correction irréprochable au style et à la beauté, la distance est si grande que la médiocrité est impuissante à la franchir. Or la physique n'enseigne au peintre que l'orthographe de la couleur. Décrivant et interprétant la marche silencieuse de la nature, saisissant et exprimant en formules les lois cachées sous les phénomènes, elle dit comment se propage la lumière, comment les rayons se brisent ou se réfractent inégalement en passant d'un milieu plus rare dans un milieu plus dense; elle constate qu'il y a sept espèces de rayons élémentaires et par conséquent sept couleurs primitives, le violet, l'indigo, le bleu, le vert, le jaune, l'orangé et le rouge; elle ajoute que les rayons violets sont ceux qui se réfractent le plus, tandis que les rayons rouges sont ceux qui résistent le plus fortement à la réfraction; elle révèle à l'élève la curieuse théorie des opposans harmonieux ou couleurs complémentaires, c'est-à-dire la propriété qu'ont certains rayons de reproduire la lumière blanche lorsqu'ils sont réunis deux à deux. De tout cela elle tire des préceptes importans relatifs à la coloration des ombres, à la distribution de la

lumière et à la façon dont il convient de l'introduire dans un tableau et de l'en faire sortir. Grâce à ces enseignemens variés, les peintres ont aujourd'hui sur leurs devanciers le précieux avantage d'apprendre en peu de jours ce qu'à une autre époque on était obligé de découvrir soi-même, quand on en était capable. Dans ces dernières années, la science physique a rendu aux peintres d'autres services encore. Elle les a par exemple avertis qu'ils seraient dupes d'une grave erreur, s'ils se flattaient d'égaler, au moyen des couleurs de leur palette, l'intensité de la lumière naturelle. Elle leur a appris ici, dans la *Revue* (1), que « quand on étudie successivement les coups de soleil dans les tableaux et qu'on récapitule ensuite les valeurs du rapport cherché, on voit qu'elles sont comprises généralement entre 2 et 4, c'est-à-dire que la puissance du soleil y est plus petite que dans les paysages vrais et qu'elle se trouve diminuée de 80 pour 100. » Plus récemment, une remarquable conférence de M. Niklès, chimiste distingué, a signalé la propriété inhérente à la lumière produite par la combustion du magnésium, de faire éclater les diverses couleurs tant naturelles qu'artificielles avec les mêmes nuances qu'elles présentent au grand jour; de son côté, M. Chevreul avait déjà reconnu que la lumière électrique a la même propriété. Il est donc évident que l'art du peintre a beaucoup à gagner et qu'il gagnera davantage encore dans l'avenir en s'unissant fraternellement avec les sciences positives.

Toutefois il est des secrets que ni la nature matérielle ni les sciences qui l'étudient ne dévoileront jamais à l'artiste. Il est tels conseils qu'il ne doit demander qu'à sa propre raison ou à certaines sciences morales qui aident sa raison à parler plus clairement et plus haut. Prenons, entre autres, cette question très simple en apparence : sur quel point de son tableau faut-il que le peintre dirige et accumule la lumière? La réponse est-elle fournie par la nature physique elle-même? N'en croyons rien. — Assurément la nature arrive sans cesse à la parfaite beauté : pour qui sait la regarder et la comprendre, elle est admirable; mais elle se comporte autrement que l'artiste et vise à d'autres fins que lui. Dans son indifférence souveraine ou plutôt dans sa bienveillance universelle, elle répand tour à tour sur chacun des êtres de la terre, sur chacune des scènes de la vie humaine la splendeur magique de ses rayons. La brillante lumière du ciel descend aussi bien sur un tas d'ordures informe et infect d'où le passant s'éloigne avec dégoût que sur les fleurs des jardins et sur les moissons des champs; elle jette son manteau d'or

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er février 1857, le remarquable travail de M. Jamin sur *l'Optique et la Peinture*.

sur le misérable ivre-mort qui gît au coin de la borne. Au moment où mes yeux et mon esprit se donnent une fête au spectacle d'un beau site, tout à coup un nuage obscurcit la partie principale du tableau, et une clarté intempestive et criarde s'abat sur les recoins insignifians de cette scène dont l'aspect est ainsi détruit. Les difficultés du problème sont directement insolubles quand on traite un sujet historique. Il serait ridicule de conseiller à un peintre de s'adresser à la nature pour savoir quelle sorte de lumière éclairait le visage du jeune Salomon lorsqu'il prononça son jugement. A la sainte *Cène*, la face de Judas était peut-être aussi lumineuse que le corps de l'*Antiope* du Corrége, et le visage de Jésus était peut-être voilé d'une ombre. Léonard de Vinci n'en savait rien, et, l'eût-il su, il aurait désobéi à l'histoire, si la vérité historique eût contredit le jugement de son esprit. Ainsi donc ce n'est pas la nature qui répond comme un manuel ou un formulaire à la question que nous avons posée. Cent fois pour une, en la prenant au mot, on manquerait le but.

Tout change lorsqu'au lieu de répéter la nature avec la servilité de l'écho, on l'interprète en se plaçant, non plus au point de vue de l'imitation, mais à celui de l'expression. Dès que l'artiste se propose d'arriver à la beauté pittoresque au lieu de s'en tenir à une réalité quelconque, dès qu'il aspire à représenter une éclatante manifestation de la vie ou de l'âme, il ne tarde pas à remarquer un phénomène d'une grande importance esthétique. Ce fait, c'est que, si la lumière se répand sur tous les objets avec une suprême indifférence, cependant aussitôt qu'elle a touché une pierre, un arbre, un animal, l'être sur lequel elle est tombée semble exister, végéter, palpiter cent fois plus qu'à l'heure où l'ombre l'enveloppait. En son absence, tout est comme mort ou endormi; elle paraît, tout ressuscite et s'éveille. De là une loi que la science esthétique pourrait légitimement énoncer en ces termes : la puissance apparente de la force ou de la vie physique ou morale est en raison directe de l'intensité de la lumière accumulée sur la forme qui exprime cette force ou cette vie. Cette loi une fois trouvée, notre problème est résolu, et à cette question : sur quel point de son tableau faut-il que le peintre dirige la lumière? on répond : sur le point où il désire rendre éclatante l'expression de l'être ou de la vie. Rien de plus simple, dira-t-on, tous les maîtres ont deviné cela. Il est vrai; mais il y a des gens qui n'ont rien deviné, qui oublient ce qu'a deviné le génie, et à qui la philosophie est obligée de démontrer ce qui était évident aux yeux des maîtres.

Par les fautes qu'ils commettent, par les exagérations où ils tombent, les artistes les mieux doués mettent de plus en plus hors

de doute la nécessité d'introduire dans l'enseignement de la peinture et d'y établir théoriquement tout ce qui est susceptible d'être fondé sur des raisons scientifiques et philosophiques. Les artistes qui ont un don particulier, une faculté spéciale et saillante, s'égarent avec une déplorable facilité. Un succès éclatant remporté au début de la carrière, l'attention du public soudainement captivée, les espérances et l'approbation des connaisseurs hautement exprimées, les éloges de la critique lasse de blâmer et avide de rencontrer enfin quelque juste sujet d'admiration, enivrent et surexcitent le talent trop peu maître encore de lui-même, et, au lieu de le tenir en équilibre en le dirigeant, le font tomber bientôt du côté où il penche. Le nouveau-venu promet-il d'être un coloriste, a-t-il, comme on dit, une *note* heureuse et brillante, aussitôt c'est à qui vantera la puissance de son tempérament pittoresque. On parle de génie, on crie miracle. Au bout de peu d'années, la tête tourne au jeune artiste : il met partout sa fameuse note, il y sacrifie insensiblement la correction du dessin et le souci de la composition, et finit par déconcerter ses partisans, qui se changent, trop tôt peut-être, en adversaires. A qui persuadera-t-on que ce peintre a été suffisamment instruit et guidé par son tempérament? A qui fera-t-on croire qu'une connaissance plus profonde et plus raisonnée des lois qui régissent l'emploi de la couleur ne l'eût pas préservé d'un pareil abus de ses aptitudes naturelles?

Il existe en effet de telles lois qui déterminent l'usage non-seulement de la lumière en général, mais encore jusqu'à un certain point de telle ou telle couleur particulière dans un cas donné. Sans doute les couleurs naturelles, du moins les couleurs primitives, sont belles par elles-mêmes avant toute application pittoresque; elles sont déjà belles sur la palette du peintre comme sur les zones de l'arc-en-ciel : nous l'avouons aujourd'hui franchement après l'avoir autrefois nié; mais dans le ciel ou sur le spectre solaire les couleurs primitives ne sont belles qu'en tant qu'elles manifestent vivement la puissante énergie d'un des agens les plus merveilleux du monde physique. Or exprimer cette puissance, quelque séduisans qu'en soient les effets, n'est pas le but unique de la peinture. Transportée du ciel sur la terre, de la palette sur un tableau, la couleur n'est plus une fin, c'est un moyen, et le moyen ne doit ni prendre la place, ni usurper l'importance du but poursuivi. Et parler le langage, c'est rentrer dans l'ordre des considérations purement esthétiques.

Il y a plus encore. M. Sutter a exprimé cette opinion que « le degré de puissance des couleurs signalé par la décomposition de la lumière blanche indique leurs propriétés naturelles et leur signi-

fication emblématique. » Qu'est-ce donc que cette puissance inégale des couleurs primitives, et quel intérêt y a-t-il pour l'artiste à en connaître la signification diversement emblématique? Le voici. Dans le phénomène de la décomposition de la lumière blanche au moyen du prisme, les rayons sont refractés, ce qui veut dire qu'en traversant le cristal, qui est un milieu plus dense que l'air, ils se brisent et que leur direction change; mais ils ne se brisent pas tous selon le même angle : les rayons rouges sont moins fortement brisés que les rayons orangés, ceux-ci moins que les rayons jaunes, et ainsi de suite jusqu'aux rayons violets, qui subissent la plus forte réfraction. En d'autres termes, la puissance que les rayons solaires opposent à la réfraction est au maximum dans les rayons rouges et au minimum dans les rayons violets. Il n'y a rien certes de téméraire à conclure de là que la couleur rouge est la manifestation la plus énergique du pouvoir de la lumière et la plus puissante des couleurs. Étudiez le ciel par un temps serein, surtout en été et dans les pays méridionaux : quand le soleil se lève, les premières couleurs qui apparaissent avec l'astre lui-même sont le rouge, l'orangé et le jaune, tandis que l'horizon opposé est d'une teinte violette. Inversement, au moment où le soleil va disparaître, le couchant est pourpré et doré, tandis que l'Orient se couvre d'une douce couleur d'améthyste qui va s'étendant de plus en plus dans l'espace céleste, à mesure que le jour baisse davantage. Donc, à parler esthétiquement, le rouge est la couleur qui exprime le plus, et le violet est la couleur qui exprime le moins la présence active de l'astre qui apporte avec lui la chaleur et la vie, et ce n'est ni par fantaisie, ni par métaphore, c'est bien par raison scientifique que l'on a appelé le rouge, l'orangé et le jaune des couleurs chaudes, et au contraire le vert, le bleu, l'indigo et le violet des couleurs froides.

Si l'on passe de la physique à la physiologie, les mêmes distinctions sont légitimes encore à un certain degré. Dans le corps de l'homme, partout où la vie afflue, le sang afflue aussi et apporte avec lui tantôt seulement son incarnat rosé, tantôt sa rougeur pourprée. Chaque âge a ses couleurs que la santé avive et que la maladie altère ou détruit. La mort a aussi les siennes, terreuses, verdâtres, violacées, froides en un mot. Que m'importe le talent du peintre et son tempérament de coloriste, si, méconnaissant ces différences et pour faire montre des nuances dont il dispose, il étale les couleurs à contre-sens, et répand par exemple sur le pâle et austère visage d'un septuagénaire la même teinte rose que sur le corps jeune et frais de Vénus? Que l'on fasse un pas de plus, qu'on pénètre jusqu'au foyer invisible des passions, des amours, des haines, des colères, on y puisera des raisons purement psychologiques, mais

positives et scientifiques encore de choisir les couleurs expressives et les tons justes, à l'encontre des mauvais conseils d'un tempérament capricieux. Il n'est pas jusqu'au vêtement lui-même qui ne puisse et ne doive signifier par ses couleurs quelque chose, soit de l'âme, soit de la condition, soit des habitudes du personnage. Quand on voit, dans la célèbre toile de M. Ingres, l'*Apothéose d'Homère*, l'*Iliade* drapée d'un manteau rouge et l'*Odyssée* serrant autour de son corps les plis d'un vêtement vert de mer, on n'a pas seulement la perception de la couleur, on la lit en quelque sorte et on en comprend le sens. — Ainsi les lois de la physique, de la physiologie, de la psychologie, et d'autres lois encore concourent à guider efficacement le talent naturel du coloriste. La philosophie du beau y contribue aussi pour sa part, puisqu'elle réunit, coordonne et complète ces lois fécondes et salutaires.

Il nous a semblé utile d'insister un peu longuement sur les rapports étroits qui rattachent l'art du peintre à la science. En effet, c'est au sujet de la peinture que s'engagent ordinairement les plus vives discussions esthétiques. A l'égard de la sculpture, ces rapports sont moins contestés, et il nous sera possible d'en parler plus brièvement.

Il est nécessaire au sculpteur de posséder de solides connaissances en dynamique, en anatomie, en géométrie; la science de la perspective lui est non moins indispensable. Toutefois, pour appliquer à propos ces notions positives, pour n'en point subir aveuglément le joug, pour n'en pas user dans la même mesure que le peintre, il a besoin de découvrir lui-même ou d'apprendre de la bouche d'autrui les principes d'une sage esthétique. Celle-ci lui enseigne que son art a un but particulier, qui est d'exprimer la pleine beauté physique, idéalement conçue et considérée comme le signe parfait de ces deux énergies invisibles que l'on nomme la force vitale et l'âme ou principe psychologique. On va voir que c'est l'application des principes esthétiques qui détermine par exemple les règles imposées au sculpteur à l'égard de la perspective linéaire et aérienne. S'il lui importe en effet de connaître l'une et l'autre, c'est afin de corriger les fâcheux effets de la première au point de vue de la beauté, et de s'interdire sévèrement l'usage de la seconde, qui rentre dans le domaine exclusif de la peinture. Lorsqu'il modèle des figures en ronde bosse destinées à être placées sur un piédestal, de telle sorte que le spectateur en puisse faire le tour et s'en éloigner ou s'en approcher, il n'a pas à se préoccuper beaucoup des conditions de la perspective. Dès que la statue s'élève, dès qu'elle est portée à une certaine hauteur sur une colonne, sur un attique ou sur la base d'un fronton, l'éloigne-

ment établit entre les parties diverses d'un même corps des différences de perspective dont il serait dangereux de ne pas tenir compte. La tête paraît trop petite par rapport aux extrémités inférieures, les plans naturellement rentrans ou dépourvus de saillies reculent et n'ont plus assez de valeur; les proportions en souffrent et avec elles la beauté. « Alcamènes et Phidias, dit le poète Tretzès, furent chargés un jour de faire deux statues de Minerve qui devaient être placées au-dessus de colonnades très élevées. Alcamènes donna à la déesse des formes délicates et féminines. Phidias au contraire la représenta les lèvres ouvertes, les narines relevées, calculant l'effet pour la hauteur qu'elle devait occuper. Le jour de l'exposition publique, Alcamènes plut, et Phidias faillit être lapidé. Lorsqu'au contraire les deux statues furent en place, l'éloge de Phidias était dans toutes les bouches, Alcamènes au contraire et son ouvrage ne furent plus qu'un sujet de risée. » A part quelques exagérations qu'il est aisé de négliger, ce passage, cité et traduit par M. Beulé (1), contient une leçon excellente : il montre comment un grand sculpteur étudie la perspective et la modifie dans l'intérêt de la beauté.

Quant à la perspective aérienne, c'est-à-dire à la multiplicité des plans successifs qui semblent s'éloigner graduellement du spectateur, la nature même du procédé technique par lequel on en produit l'effet devrait tenir le sculpteur en garde contre la tentation de l'introduire dans ses ouvrages. Ce procédé, qui repose essentiellement sur la distribution de la lumière croissante ou décroissante, selon les cas, et sur l'emploi de couleurs d'intensité également croissante ou décroissante, appartient en propre à la peinture. Grâce à la perspective aérienne, grâce à l'apparente profondeur qu'elle donne au tableau, le spectateur fait aisément abstraction de la surface plate qu'il a sous les yeux. Quoiqu'il ne soit point dupe d'une illusion d'ailleurs impossible, il accepte la fiction qui lui est proposée; il croit non pas à la présence réelle de l'air et de l'espace dans la scène qu'il contemple, mais à l'expression vraisemblable des profondeurs de l'espace et de l'air. Cette expression est très incomplétement possible dans le bas-relief, et quand elle y est essayée, elle demeure invraisemblable. Sur une plaque de marbre, de plâtre, de bois ou de bronze, le sculpteur a beau aplatir de plus en plus les objets pour les contraindre à reculer et à fuir le regard, ils ne reculent pas, ils ne fuient pas, parce qu'en dépit des ombres les plus savantes la lumière des derniers plans est trop pareille à celle des premiers. Le clair-obscur qu'il poursuit avec effort se joue de lui

(1) *L'Acropole d'Athènes*, t. II.

et lui échappe. Dans son tableau, car c'en est un, il y a des creux et des saillies, il y a des figures qui se détachent du fond d'autres qui s'y collent et cherchent à y disparaître; mais il n'y a ni air, ni espace, ni profondeur, ni lointain. A quoi bon, s'il en est ainsi, courir cette aventure? Répondra-t-on que certains maîtres ont vaincu la difficulté? Alléguera-t-on l'exemple mémorable de Ghiberti et ses portes admirables du Baptistère de Florence? Nous convenons sans hésiter que c'est là un prodige de génie, nous goûtons autant que personne la beauté exquise de ces figures pleines d'élégance, de vie, de mouvement, de souplesse; toutefois nous posons hardiment aux artistes et aux amateurs sincères cette question : Dans ces bas-reliefs si célèbres y a-t-il de la profondeur, de l'espace, de l'air, au sens pittoresque de ces termes? — Non, il n'y en a pas; Ghiberti lui-même n'a pas résolu le problème, nul jamais ne le résoudra. Devant cette impossibilité esthétique, le génie doit s'incliner. C'est ce qu'a fait Jean Goujon en sculptant les bas-reliefs de la fontaine des Innocens, c'est ce que faisaient les artistes grecs. L'esthétique explique et justifie leur conduite, et leur exemple mérite de faire loi.

Sur tous ces points importans, l'*Esthétique appliquée* de M. D. Sutter pose de bonnes règles habituellement fondées en raison et ramenées à de solides principes. A l'égard de l'architecture, il montre beaucoup de savoir et émet certaines vues qui ne manquent pas de nouveauté, Il est toutefois des opinions très ingénieuses, peut-être même vraies au fond, qui, énoncées sommairement et affirmées sans preuves, excitent la méfiance du lecteur et semblent n'être que des paradoxes ou des écarts de fantaisie théorique. Que, par exemple, les lignes droite, courbe, verticale, horizontale, aient en sculpture et en architecture une signification caractéristique, cela est possible et offre à l'esprit un curieux sujet d'analyse esthétique. On ne demanderait pas mieux que d'en chercher les raisons, on aimerait même, dans un tel livre, à en rencontrer les raisons clairement déduites des principes qui les contiennent; mais on résiste involontairement à des maximes qui viennent brusquement, sans préparation ni démonstration, comme celles-ci : « La ligne verticale exprime dans son caractère moral la puissance divine ou humaine, les aspirations religieuses, la foi, l'espérance, de même que la grandeur, la noblesse, la majesté du commandement. » — « La ligne horizontale est particulièrement affectée à la matière. » De bonne foi, voilà des choses qui ne sont pas évidentes, loin de là. En multipliant de semblables assertions, on éveille trop de doutes, on court risque de fournir des armes aux adversaires d'une science jeune encore, dont l'utilité pratique est

encore discutée, et qui, pour accroître son crédit, a besoin de beaucoup de prudence, de méthode et de discrétion.

Les artistes en général et les artistes contemporains en particulier sont avisés, intelligens et prompts à saisir le côté faible des choses, des hommes et surtout des théories. Cette disposition critique s'est énormément accrue en ce siècle, au contact d'une société raisonneuse, qui soumet à l'épreuve du doute et de l'examen le plus libre toutes les idées et toutes les croyances. A des esprits aussi éveillés, aussi sceptiques, il ne faut enseigner que des vérités dont on tient la preuve; mais ces vérités, quand on a pris le temps de s'en convaincre fortement soi-même, on serait coupable de ne pas oser les exprimer et les répéter aussi souvent qu'il sera nécessaire, sauf à les entourer d'une clarté nouvelle et à les mieux prouver chaque fois qu'on les redit. Tôt ou tard elles seront entendues et comprises. L'élite, sinon la masse des artistes, est en état de comprendre ce qu'on a essayé d'établir ici. Il importe qu'elle le sache bien : non, la vocation n'est pas un instinct, et à ses plus beaux jours la science et la théorie ont toujours été appelées à son aide. Si le génie a besoin de ce double secours, comment le talent, qui est un degré inférieur du génie, s'en passerait-il? Si la science et la théorie ont dû soutenir et guider l'inspiration aux époques où, pleine de force, elle était en outre secondée par de puissantes impulsions religieuses, sociales, politiques, comment pourrait-elle marcher seule ou presque seule en ce temps où, déjà naturellement affaiblie, elle ne rencontre autour d'elle aucun grand courant d'idées et de convictions qui l'entraîne? L'art en est aujourd'hui à cette période de son mariage avec la science où celle-ci doit intervenir plus activement et prendre une part plus large dans le gouvernement de la communauté. L'art n'est ni mort, ni mourant, ni tombé dans la décrépitude; mais il est âgé, par conséquent moins inspiré que raisonneur et habile. C'est là, nous l'accordons, une sorte de fatalité, mais une fatalité devant laquelle l'art n'est pas désarmé, puisqu'il a le libre pouvoir de concentrer les énergies qu'il a conservées et de les vivifier par des études savantes dans le recueillement et la méditation. S'il veut user de cette mâle liberté, comme le lui a mille fois conseillé une critique éclairée, un bel avenir lui reste encore; sinon, ses destinées sont gravement compromises, car ainsi que l'a dit quelque part Voltaire :

Qui n'a pas l'esprit de son âge
De son âge a tout le malheur.

CHARLES LÉVÊQUE.

LUCILE DÉSENCLOS

ÉTUDE DE LA VIE DE CAMPAGNE

A Mme H.-C. JENKIN.

I.

Au sortir de la petite ville de Saint-Clémentin, en remontant la rive gauche de la Charente, on rencontre au bout d'un quart d'heure le hameau de l'Hermitage, où la route se divise : l'un des chemins se prolonge à travers les prés; l'autre, pierreux et montant, escalade la colline et conduit au moulin des Ages. A cet endroit, la vallée s'évase mollement, les coteaux opposés semblent s'être reculés pour laisser le champ libre à la rivière, dont les eaux lentes décrivent une longue courbe entre deux rangées d'aunes et de saules. A droite et à gauche s'étendent des prés à l'herbe drue; de grandes haies les séparent, et tout à travers des sentiers s'enfoncent, ombragés de noyers trapus; les uns mènent à la rivière, les autres vont aboutir à quelque *borderie* (1) précédée de figuiers noueux et de tonnelles de vigne qui lui font comme un vestibule de feuillée. En amont, du côté des Ages, la vallée paraît close par un fouillis d'arbres de toute taille et de toute essence; en aval, l'horizon est borné par des peupliers, au-dessus desquels se montrent les pignons dentelés et les tourelles aiguës de Saint-Clémentin. C'est un frais paysage, doux à contempler, surtout au printemps, quand la lumière jeune et gaie s'harmonise avec les pousses nouvelles et les bouquets blancs de l'aubépine.

(1) Métairie.

Tel devait être le sentiment d'un voyageur qui suivait à cheval, un soir de mai, le sentier abrupt de l'Hermitage, car il s'était arrêté sur la crête du coteau, et renversé sur sa selle, les narines dilatées comme pour mieux aspirer les émanations printanières, les yeux largement ouverts comme pour embrasser d'un seul regard tout l'horizon, il semblait possédé par une émotion joyeuse. Chaudement éclairés par le soleil couchant, le cavalier et sa monture se profilaient sur l'horizon. La bête, assez mal harnachée, tenait le milieu entre le cheval de selle et le cheval de labour. Le cavalier, svelte, mince, vêtu avec une certaine élégance, pouvait avoir vingt-huit ans. Il était blond; ses yeux, d'un bleu très foncé, exprimaient une tendance à la rêverie plutôt qu'à l'action; ses traits délicats manquaient d'énergie et portaient l'empreinte d'une sorte de fatigue résignée. Il jetait à la vallée de ces regards qu'on a pour un ami retrouvé après une longue absence. Les toits gris de la ville, les vergers en fleur des *borderies*, les prés, où l'herbe s'agitait mollement, les eaux de la rivière, que les hirondelles effleuraient d'une aile rapide, semblaient avoir une vieille et douce histoire à lui conter. Tout à coup son attention, jusqu'alors incertaine et flottante, parut se fixer curieusement sur un pli de terrain où, à cent pas au-dessous de lui, une source ombragée de vieux saules s'était creusé un réservoir.

Là, dans l'herbe épaisse s'agitait un personnage dont la mine et l'occupation parurent intéresser particulièrement le voyageur. Guêtré jusqu'à mi-jambes, vêtu d'une redingote brune, il était agenouillé sur la pelouse et fouillait ardemment le sol, à l'aide d'un outil qui tenait de la bêche et de la spatule; à côté de lui, une boîte de fer-blanc de forme oblongue scintillait au soleil couchant et s'entre-bâillait, laissant voir des plantes fraîchement cueillies. Il avait rejeté son chapeau de paille en arrière, et, comme il se trouvait à peu de distance, le voyageur pouvait saisir le jeu de sa physionomie mobile et passionnée. — Son front haut et dégarni, son œil petit et vif, son nez d'aigle et ses lèvres spirituelles, tout chez lui était en mouvement. Sa figure longue avait, sous le hâle et malgré les négligences d'une toilette un peu rustique, une expression fine et distinguée. Il était grand, maigre, et paraissait encore vert et vigoureux, bien qu'il approchât de la cinquantaine. Au bout de quelques instans, il amenait à lui avec mille précautions une plante terminée par un oignon, et alors ses traits exprimèrent une satisfaction complète; ses lèvres sourirent, ses yeux scintillèrent. Avec une vivacité nerveuse, il chercha dans sa redingote une loupe et examina minutieusement sa trouvaille, qu'il enferma ensuite avec soin dans l'étui de fer-blanc; puis il se frotta les mains, jeta prestement la boîte

sur son épaule, et, descendant le coteau d'un pas allègre, disparut derrière les haies d'aubépine.

Après être resté encore un moment absorbé dans sa contemplation, le voyageur talonna son cheval, longea de maigres champs de blé noir et de *garouille* (maïs) et s'enfonça sous une châtaigneraie terminée par une vaste brande couverte d'ajoncs et de bruyères. Le jour tombait; à mesure que le soleil descendait vers les arbres, le murmure lointain de la rivière semblait grandir; une voix de pâtre, à l'autre extrémité de la brande, chantait sur un ton lent et mélancolique une vieille ballade très populaire dans l'ouest :

Le beau soldat de guerre
Revient,
Revient droit chez son père :
Bonjour, mes père, mère,
Frères, sœurs et parens.
Et où est donc ma mie,
Que mon cœur aime tant?

Son père lui répond :
Ton amie, elle est morte,
Elle est bien loin d'ici.
Son corps est dans la terre,
Son âme en paradis.

Plus que jamais plongé dans sa rêverie, le jeune homme continuait à chevaucher paisiblement dans le sentier sablonneux, quand il fut tout à coup rappelé à la réalité par un brusque écart de son cheval et par les aboiemens furieux d'un chien. Au même moment, un paysan qui sommeillait couché en travers du chemin s'éveilla en sursaut et se dressa devant lui. C'était un garçon d'une trentaine d'années, petit, brun, maigre et vêtu de droguet en lambeaux. Il saisit le cheval par la bride, et le contenant d'une main : — On crie gare au moins, s'écria-t-il d'une voix rude. — Le chien aboyait toujours, et le bidet effrayé commençait à regimber. — Faites taire votre chien, dit le voyageur impatienté, et laissez le chemin libre.

Le paysan, sans lâcher la bride, regarda de côté son interlocuteur; ses yeux fauves pétillèrent sous son feutre à larges bords, et d'un ton plein d'une sauvage amertume : — Ouais, dit-il, maître Jousserant, est-ce ainsi que vous voulez écraser le monde pour votre bienvenue? — Qui êtes-vous donc, vous? — s'écria le jeune homme que la colère commençait à gagner. Le paysan haussa les épaules. — Qui je suis? Demandez-le aux gens du moulin, ils vous le diront, puisque vous ne me reconnaissez point. — Il lâcha la bride, et sifflant son chien : — Paix, Rougeaud! paix! viens çà! Nous ne sommes point chez nous ici! — Il sauta sur le talus et dis-

parut dans la brande, laissant le jeune homme ébahi et pensif. Le cheval, rendu à la liberté et sentant le voisinage de son écurie, se mit à trotter, et descendit rapidement la rampe qui mène aux Ages. Déjà, du haut du chemin encaissé entre deux talus plantés de cormiers, on pouvait distinguer le moulin et entendre le frais bouillonnement de la Charente, qui se partage en cet endroit, et semble bercer dans ses bras des îlots boisés, reliés entre eux par des passerelles moussues. Au tic tac du moulin, au murmure de l'écluse se mêlait le bruit du battoir de quelque lavandière attardée. Le soir était tout à fait venu, et quelques étoiles commençaient à poindre entre les branches. Le cheval tourna brusquement à droite et enfila une avenue de tilleuls, bordée de herses et de chariots, aboutissant à la grand' porte du domaine des Ages. Quelques minutes après, le voyageur était reçu au bas du perron par une vieille paysanne coiffée du haut bonnet poitevin et assez alerte malgré son embonpoint robuste et ses soixante ans sonnés.

— Bonnes gens! s'écria la vieille d'une voix à la fois dolente et câline, vous voilà enfin rendu, monsieur Maurice, et en bonne santé!... Et un peu fatigué par les mauvais chemins! Oui, n'est-ce pas? La *Brune* a le trot si dur!... J'espère que vous avez trouvé notre Sylvain avec la carriole au *Chêne vert*. Je lui avais recommandé de ne pas s'anuiter avec vos effets, mais il aura pris le chemin des Palatries pour jaser avec Simonne. Quand on est jeune, on est jeune!... Et vous avez grand'faim assurément?

Pendant cette allocution, Maurice Jousserant avait mis pied à terre et contemplait aux dernières lueurs du crépuscule le vieux logis des Ages avec ses murs noircis, son perron encadré de figuiers bourgeonnans et sa porte cintrée où se tenaient deux servantes, curieuses de voir le jeune maître qui revenait au pays après une absence de cinq années. Il embrassa ensuite rapidement la bonne femme, et ils entrèrent ensemble à la maison. Dans la salle à manger, dont les fenêtres entr'ouvertes donnaient sur le jardin, la mère Jacquet avait préparé le souper. De cette grande pièce pavée de briques et lambrissée de châtaignier s'exhalait l'odeur humide particulière aux appartemens longtemps inhabités; mais un clair feu de *javelles* flambait dans la cheminée et réjouissait les yeux. Maurice s'assit et essaya de manger. La fatigue lui avait sans doute ôté l'appétit, car après quelques bouchées il posa sa serviette et se tourna vers la meunière, qui le regardait d'un air de commisération.

— Mère Jacquet, dit-il, j'ai rencontré à une portée de fusil des Ages un garçon de petite taille, maigre et mal accoutré, dont le chien a failli sauter au poitrail de mon cheval. Le connaîtriez-vous par hasard?

— Ah! bonnes gens, si je le connais! s'écria la meunière; ce ne peut être que le gars à Chantepie, l'ancien meunier des Ages, que feu M. Jousserant, votre père, a mis à la porte dans les temps.

La figure de Maurice s'était rembrunie. — Jacques Chantepie, murmura-t-il, j'aurais dû le deviner... Je croyais que ce garçon s'était fait soldat?

— Oui, monsieur Maurice; mais il est revenu au pays au bout de ses sept ans, et on peut bien dire que lui et son chien sont les deux plus *chétites* bêtes de trois lieues aux entours. Ils vivent à eux deux de braconnage et de maraude. Depuis son retour, il ne passe pas une journée sans rôder près du moulin. Il en veut à votre famille, il en veut à mon homme, qui a remplacé son père, il en veut à Sylvain et à tous les gens des Ages. Je l'ai dit souvent à Jacquet : « ce gars-là nous amènera un jour quelque malheur! » Si on pouvait seulement le faire partir du pays! mais il est protégé par le *cueilleux d'herbes*, à qui il vend des oiseaux rares et toute sorte de bêtes curieuses qu'il prend aux collets.

— Le *cueilleux d'herbes?* répéta Maurice étonné, et il pensa involontairement à l'inconnu qu'il avait vu herboriser le long du coteau de l'Hermitage.

— Eh! oui, le *cueilleux d'herbes*, c'est le nom qu'on donne ici à M. Désenclos, reprit la meunière en souriant.

— M. Désenclos? fit brusquement le jeune homme.

— Eh! M. Désenclos, de Poitiers, qui a épousé Mlle Lucile des Ponteyes, de Saint-Clémentin... Mon pauvre monsieur Maurice, ne vous rappelez-vous plus Mlle Lucile?

Maurice resta un moment silencieux.

— Mais, reprit-il, M. Désenclos habite donc Saint-Clémentin?

— Voilà tantôt quatre ans qu'il demeure aux Palatries. Il a acheté le domaine à la mort du vieux Dupuis; il a jeté bas les anciennes bâtisses et les a remplacées par une belle maison tout en pierre et en brique, avec des toits en ardoise. Tenez, on voit d'ici les pignons reluire au clair de lune.

Elle força Maurice à se pencher à la fenêtre, et lui montra du doigt, dans la direction de Saint-Clémentin, de lointaines toitures dépassant les peupliers et argentées doucement par la lune. Tandis que le jeune homme paraissait les considérer avec attention, la meunière continuait : — Ah! monsieur Maurice, c'est le plus beau domaine du pays. M. Désenclos y a dépensé des monts d'or, rien que pour planter les jardins, parce que la jeune dame aime les fleurs. Pauvre mignonne! elle ne pouvait se plaire à Poitiers, elle y séchait d'ennui; mais depuis qu'elle est aux Palatries, elle a repris ses couleurs, elle est fraîche comme une guigne. Elle paraît

aussi jeune qu'au temps où elle venait aux Ages avec son père. Vous vous en souvenez, monsieur Maurice?.. N'était sa petite fille qui court sur ses cinq ans, on la prendrait encore pour une demoiselle.

— Elle a des enfans? demanda le jeune homme sans quitter du regard les toitures des Palatries.

— Une fille seulement, mais mignonne! ah! mignonne comme sa mère. Elle n'a rien de son père, Dieu merci! Ce n'est point que je veuille dire du mal de M. Désenclos, il est bon comme le pain; mais, vous savez, monsieur Maurice, — et elle se frappa le front, — il est un peu *hurluberlu*, toujours par voies et par chemins à casser des pierres et à ramasser toute sorte d'*herbailles*... Et puis il s'est laissé enjôler par ce *chétit* gars de Chantepie, et il veut le marier à Simonne, la femme de chambre de Mme Désenclos, l'amoureuse de notre Sylvain. C'est une jolie fille, Simonne, et elle a du bien, sans compter que la jeune dame est sa marraine... Notre Sylvain en est affolé!...

Maurice n'écoutait plus la meunière; il prit la lampe et souhaita le bonsoir à la bonne femme. Arrivé dans sa chambre, il alluma un cigare et alla s'accouder à la fenêtre ouverte. La rivière bruissait mélancoliquement, et un rossignol chantait au loin, du côté des Palatries, dont la lune illuminait toujours les hautes toitures. En face de ce paysage, dont la physionomie familière n'avait presque pas changé, Maurice crut assister à une sorte de résurrection des émotions de son enfance et de sa première jeunesse. Du groupe de ces fantômes d'autrefois, deux figures surtout se détachaient et passaient devant ses yeux, deux personnalités bien différentes : Jacques Chantepie et Lucile. Par quel singulier hasard Jacques s'était-il trouvé le premier sur son passage, au seuil de son domaine, Jacques, un ennemi dont la sourde haine datait du temps de leur enfance? Maurice se rappela une soirée dans la brande où, au retour de l'école, Jacques et lui s'étaient pris de querelle. Le fils du meunier avait eu le dessus et avait renversé le *petit monsieur* dans une ornière boueuse. Maurice était rentré aux Ages dans un piteux état, et un métayer, témoin de la scène, avait tout conté à son père. Celui-ci avait pris silencieusement son fils par la main et s'était rendu au logis du meunier. Tout ce qui s'était passé alors lui revint vivement à la mémoire. Il revit la pièce sombre, à peine éclairée par une mauvaise chandelle de résine, et le meunier avec son droguet poudré à blanc, sa figure enluminée et ses petits yeux noirs et durs. Chantepie était en train de souper; Jacques, au coin de l'âtre, grignotait un morceau de pain et jetait çà et là des regards sauvages. M. Jousserant formula sa plainte d'une voix brève. Le meunier se

leva, prit une houssine, empoigna Jacques au collet et le fustigea sans désemparer. Les coups tombaient drus. L'enfant pâle, les lèvres serrées, les recevait sans pousser même un soupir; mais ses yeux lançaient des éclairs de rage et de menace. Depuis, chaque fois que Maurice avait rencontré Jacques, il avait surpris ce regard haineux attaché sur lui. Le vieux Chantepie, chassé du moulin, s'était pendu à un arbre du bois, Jacques s'était fait soldat, M. Jousserant était mort... Et ce soir, alors qu'il semblait que le temps et les événemens eussent emporté jusqu'aux derniers vestiges de cette vieille inimitié, ce soir, dans cette même brande, presque à la même place, Jacques était apparu, la menace dans les yeux et l'injure sur les lèvres, — et c'était M. Désenclos qui le protégeait, M. Désenclos, le mari de Lucile des Ponteyes, le chercheur d'herbes entrevu près de la fontaine de l'Hermitage...

Maurice revit alors l'image rieuse de Lucile, quand elle avait dix-huit ans et qu'elle venait en robe rose se promener aux Ages avec son père. Quel beau temps et quelles bonnes causeries!... Ils s'étaient liés très étroitement sans se demander si la sympathie qui les entraînait était de l'amour ou de l'amitié; ils s'étaient aimés sans arrière-pensée, sans autre but que celui de s'aimer et de se rencontrer le plus souvent possible. Leur innocente passion s'était vite trahie. La vivacité et l'étourderie qui faisaient le fond du caractère de Lucile, le trouble et l'agitation qui possédaient Maurice, avaient rendu visible pour les plus indifférens ce premier et pur épanouissement de l'amour. Les deux familles s'en étaient émues. Si l'humeur inquiète et l'esprit indécis de Maurice plaisaient médiocrement à M. des Ponteyes, la modeste fortune de Lucile n'était pas suffisante pour vaincre les répugnances de M. Jousserant. On avait envoyé Maurice à Paris, et pendant son absence M. des Ponteyes, déjà vieux et malade, avait cherché un mari pour sa fille. M. Désenclos s'était présenté; il était riche, galant homme et bien posé dans le pays. Lucile avait lutté pendant quelque temps, et de guerre lasse l'avait épousé : c'est le dénoûment ordinaire, la vieille histoire des premières amours étouffées en pleine floraison. — Maurice se complut à ressaisir les moindres détails de ces chères ressouvenances. Cinq années d'agitation et de courses vagabondes avaient passé sur ces enfantillages de la passion, mais jamais l'image souriante de Lucile ne s'était effacée. Dans ses heures les plus dissipées et les plus tourmentées, Maurice l'avait retrouvée au fond de son cœur comme un médaillon aux couleurs toujours fraîches. Ce soir encore, cette charmante apparition de la vingtième année le ranimait et lui faisait oublier la fatigue et le sommeil. Il se coucha tard et dormit peu.

Pendant les premiers jours qui suivirent son arrivée, Maurice fut tout occupé d'arrangemens intérieurs et de règlemens d'affaires. Il s'éveillait de bon matin, au chant jovial des coqs de la basse-cour, et contemplait un moment avec une douce satisfaction son moulin aux blanches murailles reflétées par la rivière; puis il descendait, prêtait une oreille distraite et pourtant bienveillante aux doléances de la mère Jacquet, aux comptes du meunier, aux confidences amoureuses de Sylvain Jacquet, grand garçon de vingt ans, très expansif et très ingénu, dont la bouche ne s'ouvrait que pour célébrer les charmes de Simonne. Ainsi peu à peu il se reprenait à la vie des champs, et avec ses habitudes d'autrefois retrouvait ses émotions du temps passé, éparses dans tous les coins du domaine. Le souvenir de Lucile des Ponteyes filtrait goutte à goutte sa subtile liqueur dans son âme et insensiblement la remplissait tout entière. A Paris, une sorte de pudeur l'avait empêché de s'informer d'elle quand il rencontrait des compatriotes, et cette douce image avait sommeillé en lui comme la Belle au bois dormant dans son château enchanté; aux Ages, il sentait se réveiller les émotions du premier amour. Il revoyait Lucile comme elle était à dix-huit ans, enfant gâtée, capricieuse et bonne, les cheveux au vent, le rire sur les lèvres, le teint frais comme la feuillée en mai. En redevenait-il amoureux? Il s'en défendait quand il se mettait en face de lui-même, et il était de bonne foi. — « Je suis tout heureux de me ressouvenir, écrivait-il à un vieil ami d'enfance, nommé Hubert Grandfief, qui habitait les environs de Saint-Clémentin; je revis dans le passé, et voilà tout. Cinq années ont jeté sur mon roman une couche de cendres, et les cendres ont étouffé la flamme; mais si l'amour s'est éteint, l'affection est restée. Le jour où je rencontrerai Lucile, je lui serrerai loyalement et cordialement la main, comme on étreint celle d'un vieux camarade. » — En attendant, il gagnait chaque soir en rêvant le sommet de la colline d'où l'on apercevait les Palatries. Toujours son regard se portait vers ce côté de la vallée; il allait s'asseoir sur une plate-forme de rochers qui domine la rivière, et il y restait jusqu'à l'heure où les lumières des Palatries glissaient dans les arbres comme des étoiles filantes. Il se sentait attiré vers cette demeure et retenu en même temps par je ne sais quelle crainte. Il n'avait pas encore osé franchir la Charente, qui l'en séparait, lorsque arriva la réponse d'Hubert. Les confidences de Maurice l'avaient alarmé. C'était un esprit droit et sûr, et il savait lire dans le cœur irrésolu de son ami. Le ton de sa lettre était ferme et presque sévère.

« Ta passion, disait-il, s'est changée en amitié, tu n'es plus amoureux de Lucile, est-ce bien sûr? — En conscience, si tu étais

marié et qu'on professât pour ta femme une amitié semblable, dormirais-tu sur les deux oreilles? Point amoureux! Mais quand tu parles d'elle, chacune de tes paroles embaume l'amour. Il y a des airs qu'on avait oubliés et qui vous reviennent tout à coup, si on repasse dans le sentier où on les a entendu chanter pour la première fois. Même chose t'arrive... » Puis il continuait en exhortant Maurice à se défier de lui-même et à résister à la tentation de revoir Mme Désenclos. « Sache une bonne fois vouloir, poursuivait-il, et si tu as réellement de l'affection pour Lucile, ne l'expose pas aux médisances de Saint-Clémentin. Surtout pas de visite aux Palatries!... Quand ton courage te pèsera trop, viens me voir, je me charge de te maintenir dans de fermes résolutions. »

L'épître était longue. — Il est fou! murmura Maurice en la froissant avec impatience. — Il fit deux ou trois tours, puis reprit la lettre et la relut lentement. A mesure qu'il lisait, il croyait voir entre chaque ligne la mâle et loyale figure d'Hubert Grandfief. — Eh bien! non! s'écria-t-il à la fin, il a raison... Je n'irai pas aux Palatries.

II.

Ainsi que le proclamait la mère Jacquet, il n'y a pas aux environs de domaine plus heureusement situé que celui des Palatries. La maison, bâtie en pierre et en brique dans le style Louis XIII, se dresse à la naissance d'une *coulée* qui débouche en s'évasant peu à peu dans la vallée de la Charente. La façade principale, précédée d'une terrasse, est tournée vers le levant; on peut, du haut des fenêtres encadrées de jasmins, embrasser d'un coup d'œil tout l'espace compris entre les Ages et Saint-Clémentin, et s'imaginer que l'étroite *coulée* et la vallée avec ses prés, sa rivière et ses bois ne forment qu'un vaste parc aux longues perspectives. Dans ce fertile pli de terrain, abondamment arrosé par l'eau des sources et constamment chauffé par le soleil, la végétation est admirable, et toutes les plantes des contrées méridionales poussent vigoureusement. Les citronniers et les grenadiers y croissent en pleine terre, les magnolias y épanouissent en juin par milliers leurs opulentes fleurs blanches; dès le mois d'avril, de larges buissons d'héliotropes exhalent au loin leur exquise odeur. — Tous les matins, Mme Désenclos venait avec sa petite fille s'asseoir sur la terrasse ombragée de platanes. Mme Lucile était bien la reine qu'il fallait à ce délicieux royaume. Petite, mignonne et blanche, elle avait à vingt-quatre ans la grâce ingénue, la mutinerie, l'impétuosité étourdie d'une toute jeune fille. Ses yeux bruns étaient à la fois limpides comme

l'eau d'une source et veloutés comme des fleurs de scabieuse; ses cheveux châtains tombaient en boucles sur ses épaules; ses lèvres rouges, tantôt retroussées par une coquette moue d'enfant, tantôt entrouvertes par un fin sourire, exprimaient un mélange de malice et de bonté. Cette bouche vermeille et ce teint blanc, ce sourire allant des lèvres aux regards et illuminant comme un rapide coup de soleil cette physionomie mobile, ces boucles brunes sur un cou délicat, voilà ce qui charmait en elle à première vue. Sa fille, Madeleine, âgée de quatre ans, lui ressemblait comme une pâquerette des prés ressemble à une reine-marguerite : c'étaient les mêmes chairs pétries de sang et de lait, les mêmes yeux bruns limpides, la même vivacité nerveuse, le même sourire malicieux.

Peu de jours avant l'arrivée de Maurice, Mme Désenclos, assise à sa place favorite, était occupée à remplir de fleurs deux vases de vieille faïence, tandis que sa fille courait après les papillons. Tout à coup un pas rapide fit crier le sable de l'allée, et M. Désenclos apparut sur le seuil de la terrasse. Le propriétaire des Palatries embrassa sa fille à plusieurs reprises, puis, s'approchant de sa femme, se mit à fourrager dans les fleurs dont elle emplissait ses vases. — A propos, dit-il, je sais une nouvelle... Notre voisin, M. Jousserant, revient au pays; on l'attend après-demain aux Ages.

Mme Désenclos jeta les fleurs dont ses mains étaient pleines; ses yeux brillaient et souriaient. — Maurice aux Ages! s'écria-t-elle gaîment, quelle bonne nouvelle! J'avais toujours dit qu'il y reviendrait....

M. Désenclos regarda sa femme d'un air surpris. — Tu connais donc M. Jousserant?

— Certainement. Ne vous ai-je jamais parlé de lui? Nous sommes des amis d'enfance, et, ajouta-t-elle en riant, Maurice me faisait la cour quand je jouais encore à la poupée. Je lui demandais des conseils sur mes lectures, et il me grondait quand je lisais trop de romans... Oh! c'était un sermonneur et un original! Quelle joie de le revoir et que de choses nous aurons à nous dire!

M. Désenclos n'écoutait déjà plus sa femme. Il était tout absorbé par l'examen d'une plante trouvée parmi les fleurs éparses aux pieds de Lucile. Au bout de quelques instans, il s'aperçut qu'il avait oublié sa loupe et s'éloigna lentement, emportant avec lui le précieux brin d'herbe.

Lucile s'était accoudée à la balustrade et contemplait la vallée de la Charente. Ses yeux remontèrent le cours de la rivière jusqu'aux Ages. Les toitures brunes de la vieille maison se montraient au-dessus des îlots boisés, et par momens des bouffées d'air tiède apportaient jusqu'aux Palatries le bruit du moulin. Il y avait autour

de la jeune femme, dans les cytises aux grappes jaunes, dans les aubépines roses et les chèvrefeuilles, un voluptueux bourdonnement d'abeilles; les pétales blancs et vermeils des pommiers en fleur se détachaient à la moindre brise et tournoyaient dans l'air en répandant un suave parfum de renouveau. — Maman! maman! il pleut des fleurs, s'écria la petite Madeleine. — Avec un mouvement impétueux, Lucile prit sa fille dans ses bras et la couvrit de baisers, entremêlant ses caresses de tendres paroles. — Toi, disait-elle, tu es ma mignonne aimée! tu es mon adoration!... Et les baisers pleuvaient plus nombreux que les fleurs des pommiers. Lucile en ce moment se sentait environnée d'une atmosphère de tendresse; en elle et autour d'elle, tout était joie : les Palatries en fleur, sa fille si charmante, cette matinée de printemps si délicieuse, et Maurice, l'ami d'autrefois, Maurice qui allait revenir!

Pendant ce temps, M. Désenclos, assis sous un cytise, était plongé dans la contemplation de la plante ramassée aux pieds de sa femme. C'était une simple pâquerette, mais elle venait de lui ouvrir tout un monde d'observations et de découvertes. Armé d'une loupe et de petites pinces, il l'étudiait dans ses moindres détails organiques, et sa physionomie, sérieuse ou indifférente lorsqu'il s'agissait des accidens de la vie ordinaire, prenait pendant cette étude une expression d'animation joyeuse et d'inspiration enthousiaste. Les pensées qui s'agitaient en lui se traduisaient non-seulement par de petits gestes nerveux et rapides, mais par des interjections énergiquement accentuées, comme s'il se fût agi de répondre à quelque contradicteur invisible. Il avait enfourché son grand dada scientifique et chevauchait au grand galop dans le champ des hypothèses. — Il était à cette époque absorbé et passionné par une question physiologique d'un ordre élevé : la vie des plantes. Ses études d'entomologie lui avaient permis de constater avec certitude l'existence de l'intelligence chez les insectes. Il s'agissait maintenant de descendre encore quelques degrés de l'échelle et de prouver la vie, — la vie consciente, — des végétaux. Ce courant d'intelligence dont il avait pu retrouver la trace plus ou moins apparente à tous les degrés de la vie animale se tarissait-il brusquement? La plante, dont l'organisation a tant d'analogie avec celle de l'animal, la plante était-elle une merveilleuse machine ou un être sensible et intelligent? avait-elle une âme? Tels étaient les difficiles problèmes qui préoccupaient M. Désenclos et qui avaient pris une grande place dans sa vie. De patientes et minutieuses expériences pratiquées sur des sensitives lui avaient déjà fait entrevoir des lueurs de certitude. Il ne tenait pas la vérité, mais il la pressentait. La vue de cette pâquerette, dont les fleurons épanouis au soleil s'étaient subitement

refermés à l'ombre, avait ouvert une nouvelle voie à ses explorations, et il s'y enfonçait avec l'ardeur d'un chercheur convaincu. — Après une longue analyse qui dura presque une heure, il se releva tout joyeux, et il secoua victorieusement la petite pâquerette au-dessus de sa tête : il avait constaté un nouveau fait à l'appui de son hypothèse; il foulait d'un air fier et glorieux le gazon de ses pelouses; il était heureux, et, comme sa femme, il trouvait le bleu du ciel splendide, les pommiers admirables et la matinée délicieuse.

Lucile, elle, était restée sous les platanes de la terrasse, et, toujours les yeux tournés vers les Ages, elle pensait au retour de Maurice. Une femme plus expérimentée et plus savante se serait effrayée de cette soudaine explosion et se serait demandé si l'ancien amour était bien éteint, si la présence de Maurice aux Ages n'avait pas ses embarras et ses dangers. Lucile n'y songeait pas. Elle se réjouissait de ce que son amitié pour Maurice n'avait pas diminué, sans chercher à démêler s'il n'y entrait pas un peu d'alliage. Elle n'avait ni habileté ni expérience. Elle avait conservé à vingt-quatre ans les illusions, les naïvetés, l'humeur capricieuse, indépendante et presque sauvage qu'elle devait à son éducation exceptionnelle. — Sa mère était morte en la mettant au monde. Son père, vieux magistrat très docte et très affairé, partageait ses journées entre le tribunal et son cabinet de travail, et ne s'occupait d'elle que pour la gâter. Elle avait été élevée au fond d'une des maisons les plus solitaires de Saint-Clémentin, entre une vieille bonne et une chèvre aussi fantasque et aussi sauvage qu'elle. On ne l'avait jamais envoyée au couvent; une maîtresse de piano et un professeur du collége avaient été chargés de son instruction; quelques livres pris un peu au hasard dans la bibliothèque de son père l'avaient complétée. Il y avait dans cette éducation une lacune énorme que les conseils et le dévouement d'une mère eussent seuls pu combler. Lucile ne savait rien de la vie. Elle n'avait entrevu le monde que deux ou trois fois dans de petits bals donnés par la bourgeoisie de Saint-Clémentin. Le seul événement de sa jeunesse avait été sa rencontre avec Maurice et la vive amitié qui s'en était suivie. Après son mariage, M. Désenclos, sans cesse absorbé par l'étude des insectes et des plantes, l'avait emmenée dans une nouvelle solitude où il la traitait en enfant et continuait les gâteries de son père. Depuis qu'elle habitait les Palatries, elle n'avait connu intimement qu'une voisine de campagne, nommée Mme de Labrousse, légère et frivole personne qui ne pouvait guère lui apprendre le sérieux de la vie. — Ayant vécu loin de la société des femmes, Lucile ne savait rien des petites finesses féminines. Elle ignorait l'art de calculer avant d'agir et de se conduire suivant les règles de l'étiquette mondaine.

Elle avait grandi et s'était épanouie, comme les fleurs qui peuplaient le jardin abandonné de son père, — à la bonne aventure. C'était une enfant expansive, généreuse, sensible, mais aussi une enfant terrible et gâtée, s'imaginant qu'il suffisait de tendre la main pour cueillir le fantastique objet de ses désirs, comme on cueille une mûre aux buissons du chemin. Elle était, en un mot, merveilleusement organisée pour s'exposer en plein danger, y jeter par dévouement sa réputation et son cœur et les en rapporter brisés.

Trois jours après, Simonne lui annonça que M. Jousserant était arrivé aux Ages. Sylvain Jacquet était venu dès l'aube répandre la nouvelle aux Palatries, et Simonne, tout occupée de son nouvel amoureux, ne tarissait pas sur le chapitre de Maurice et des gens du moulin. — Tu aimes donc Sylvain maintenant? dit gaîment Lucile; tu sais cependant que M. Désenclos veut te marier à Chantepie... Te voilà avec deux amoureux! Prends garde, ma fille, Chantepie est jaloux! — Pourtant, répondit Simonne, je ne puis épouser un vagabond comme Chantepie... Sylvain, lui, est un bon ouvrier et un beau garçon. Savez-vous ce qu'il m'a dit, madame? Que M. Maurice revient au pays pour tout de bon, et qu'il est bien changé à son avantage. Il est bien plus vivant et plus parlant qu'au temps passé. Il fera valoir le moulin lui-même, et Sylvain prendra la place du père Jacquet, qui devient vieux...

Quand Simonne fut partie, Lucile se mit à la fenêtre et trouva que la vallée avait un air de fête. Les vieux toits des Ages paraissaient rajeunis au milieu de la verdure nouvelle des tilleuls. La rivière semblait chanter tout là-bas l'hymne du retour de Maurice, et lui, sans doute, était en ce moment derrière ces ramées, allant et venant le long de la Charente, reconnaissant chaque place et songeant peut-être au temps jadis. — Elle ne l'avait pas oublié, elle non plus, le temps passé. Quelquefois il lui semblait que ses dix-huit ans n'étaient pas finis, qu'elle avait dormi pendant des années, que le réveil était sonné, qu'elle allait s'élancer de nouveau dans la vie et retrouver sa jeunesse au point où elle l'avait laissée le jour du départ de Maurice. — Maurice!... ce nom résonnait singulièrement à ses oreilles. — Sans doute il allait venir faire sa visite aux Palatries, demain peut-être ou après-demain, et déjà elle songeait à l'accueil qu'elle lui ferait et à tout ce qu'ils auraient à se dire. Le lendemain et le surlendemain se passèrent, deux semaines s'écoulèrent, et Maurice Jousserant ne parut pas aux Palatries. C'était à n'y pas croire!... Avait-il donc fait une nouvelle absence?

Non, Maurice était aux Ages; mais il s'était promis de résister

courageusement à la tentation, et il se tenait parole. Les sages remontrances d'Hubert Grandfief n'avaient pas été perdues; Hubert l'avait exhorté à la lutte, et il luttait de son mieux. Pendant la matinée, il s'imposait de longues tâches afin de rester forcément à la même place; mais, quand venait le soir, il sortait, poussé par un invincible besoin d'agitation, et ses promenades se bornaient à de longs circuits autour des Palatries; seulement chaque jour le cercle se rétrécissait, et les chemins choisis pour le retour le rapprochaient de plus en plus de la demeure de Lucile. Un soir, vers la fin de la troisième semaine, Maurice prit pour rentrer aux Ages un chemin creux qui lui parut, à première vue, descendre droit au fond de la vallée. Il suivait donc en toute confiance la pente de ce sentier vert, bordé de hautes aubépines. Tout à coup il déboucha dans une longue avenue de noyers aboutissant à une porte cintrée et à un grand mur, et il reconnut les Palatries. Il s'arrêta, mais au lieu de rebrousser chemin il voulut aller jusqu'à la grille et contempler au moins un moment cette demeure près de laquelle le hasard venait de le jeter. Au même instant, la porte s'ouvrit, et Mme Désenclos parut sur le seuil.

Elle donnait une main à sa fille, et de l'autre portait une cruche de grès qu'elle allait remplir à une source voisine, renommée pour la légèreté de ses eaux. Maurice resta immobile, et son cœur se mit à battre violemment. Elle était là, devant lui, l'amie d'autrefois, la Lucile de ses premiers rêves; il n'avait que quelques pas à faire pour lui serrer la main et lui parler, pour entendre cette voix fraîche, qu'il n'avait pas entendue depuis si longtemps... Elle s'avançait lentement, réglant sa marche sur celle de sa petite fille et baissant les yeux pour ne pas rencontrer le regard de Maurice, car elle l'avait vite reconnu. Quand elle pensa être près de lui, elle releva brusquement la tête... et le vit s'éloigner à grandes enjambées et disparaître bientôt au bout de l'avenue. Il avait été fort jusqu'à la fin, et s'enfuyait, étonné et désolé à la fois de son courage.

Lucile pâlit. Il n'y avait plus de doute cette fois : non-seulement il ne venait pas chez elle, mais il la fuyait, il ne voulait pas la voir. Elle s'assit près de la fontaine et regarda machinalement la cruche s'emplir et glisser jusqu'au fond... Elle resta ainsi longtemps assise. De légers cercles se formèrent tout à coup sur la surface calme du réservoir... Qui les avait produits? L'aile d'un insecte ou la chute d'une larme? — Maman! maman! dit enfin la petite Madeleine... Lucile trempa dans l'eau son bras nu, et, se relevant avec la cruche ruisselante, regagna à pas lents les Palatries. Elle songeait avec dépit à l'étrange conduite de Maurice. Elle était à la fois attristée et irritée. Dans sa pensée, l'arrivée de M. Jousserant devait

rompre la monotonie de sa vie campagnarde. Elle se sentait tout heureuse de le recevoir au milieu de ses Palatries en fleur et de lui faire savourer tous les enchantemens de son petit royaume. Elle attendait sa visite avec une impatience enfantine, mais aussi avec une complète certitude... Maintenant il fallait se résigner à une certitude toute contraire. — Pourquoi Maurice la fuyait-il? Comme cinq années changent l'humeur et l'esprit des gens!...

Alors elle s'enfonçait dans ses souvenirs comme pour y chercher une consolation. Tout en suivant les allées du comfortable jardin des Palatries, elle se rappelait le temps où à Saint-Clémentin, jeune fille, elle se promenait dans les sentiers herbeux du jardin de son père. Il n'y avait là ni plantes exotiques, ni eaux jaillissantes : on y voyait seulement quatre carrés bordés de fraisiers avec de maigres plates-bandes plantées de poiriers moussus, entre les troncs desquels fleurissaient sans culture des jacinthes au printemps et des reines-marguerites à l'automne; au fond, deux vigoureux plants d'héliotropes, un abricotier plein-vent et un puits aux profondeurs sonores, enfin des murs croulans où une vigne échevelée étalait ses pampres qu'on ne taillait jamais. Tout cela était pauvre et mesquin, mais que de joies et que de beaux rêves étaient éclos dans ce jardinet abandonné! Comme les jacinthes y exhalaient de molles odeurs dès la fin de mars, quand au lendemain d'un bal ou d'une excursion aux Ages Lucile venait s'y recueillir et rassembler ses souvenirs de la veille! En été, lorsque les martinets aux ailes rapides passaient en sifflant au-dessus des vieux murs, elle suivait leurs longs circuits avec bonheur, en songeant qu'ils allaient du côté du moulin, et le soir, quand les claires sonneries du village de Savigné s'envolaient jusqu'à Saint-Clémentin, elle saluait gaîment leurs voix en pensant qu'elles avaient passé par-dessus la maison de Maurice...

Tandis que Mme Désenclos rentrait aux Palatries, Maurice, le cœur troublé, traversait la prairie des Ages. Les conseils d'Hubert Grandfief avaient fait impression sur son âme honnête, et il s'était sérieusement efforcé de les suivre; mais si ses intentions étaient droites, sa volonté n'était pas assez fortement armée pour lutter contre les mouvemens de son cœur. Les liens dans lesquels il s'était lui-même emprisonné s'étaient détendus peu à peu. Sa rencontre avec Lucile porta un terrible coup à ses résolutions. Ce soir-là, pendant le souper, son silence fit le désespoir de la mère Jacquet. Son corps était aux Ages, mais sa pensée était demeurée dans l'allée des noyers, près de la fontaine. Il se replaçait mentalement en face de Mme Désenclos, et cette fois il ne s'enfuyait plus, il allait au-devant d'elle et lui tendait la main. Il lui semblait voir

Lucile sourire, il croyait entendre sa jolie voix nette et bien timbrée; puis, retombant dans la réalité, il maudissait sa fuite ridicule et se mettait à échafauder de nouveaux rêves. Ce fut l'occupation de toute sa nuit.

Il y songeait encore le lendemain matin quand il sortit du logis. Il retourna à l'allée des noyers, mais il n'osa pas s'avancer jusqu'auprès de la fontaine, et rebroussa chemin après avoir un moment contemplé la porte des Palatries. Comme il s'en revenait tout rêveur par un étroit sentier qui côtoie les prés, il entendit tout à coup une voix de femme prononcer son nom; il releva la tête et aperçut entre les rameaux d'une haie de néfliers les longues boucles et la figure moqueuse de sa voisine, Mme de Labrousse. Devant la mine ébahie de Maurice, elle partit d'un éclat de rire, puis, écartant les branches, montra sa tête blonde coiffée d'un chapeau de paille.

Mme Césarine de Labrousse était une femme de taille moyenne, grassouillette, vive, pétulante, avec des airs de tête évaporés. Elle avait plus de quarante ans; mais grâce à ses cheveux d'un blond ardent, grâce à son teint frais, elle pouvait facilement n'en avouer que trente-cinq. Veuve, riche et d'une santé robuste, elle avait sans cesse le rire aux lèvres et le pied levé pour courir à une partie de plaisir. Elle était naïvement égoïste, et, sans être foncièrement méchante, suffisamment vaniteuse, insouciante et bavarde pour faire beaucoup de mal tout naturellement, comme les ronces font des piqûres. A Saint-Clémentin, on jasait fort sur son compte. Ses meilleurs amis avouaient qu'elle était un peu coquette, les indifférens la déclaraient légère, et ses ennemis disaient nettement qu'elle avait jeté son bonnet par-dessus les moulins.

— Eh! bonjour, monsieur Jousserant, cria-t-elle ironiquement à Maurice, venez-vous enfin me faire votre visite? Il n'est que temps!

Le jeune homme, embarrassé, s'excusa du mieux qu'il put; mais la veuve, après lui avoir longuement reproché sa sauvagerie, jura qu'elle se brouillerait avec lui, s'il ne réparait son oubli promptement. — Promettez-moi, dit-elle, de venir chez moi jeudi soir... Nous pêcherons des écrevisses aux flambeaux, puis nous souperons en plein air. J'ai invité tout Saint-Clémentin, et nous aurons M. et Mme Désenclos des Palatries... Je compte sur vous.

Ils se séparèrent, et Maurice rentra aux Ages en se reprochant sa lâcheté. Il n'en partit pas moins le jeudi suivant pour le domaine de la Commanderie, qu'habitait Mme de Labrousse.

Lorsqu'il arriva, à la brune, les invités étaient déjà descendus dans la prairie; mais il chercha en vain parmi eux Mme Désenclos. La pêche commença. Les jeunes filles allumèrent des lanternes et les suspendirent aux saules de la rive; les jeunes gens préparèrent

les amorces et plongèrent les *balances* dans l'eau. Mme de Labrousse accapara Maurice et le promena des bouquets d'aunes aux massifs de saules, sous prétexte de visiter les balances. Elle s'appuyait sur son bras, et comme le sol était fort inégal, au moindre faux pas, elle se cramponnait à son cavalier en jetant de stridens éclats de rire qui agaçaient les nerfs de Maurice. La nuit était tombée tout à fait, une soudaine lueur glissa le long des châtaigniers et parut se diriger vers le bord de l'eau. On entendit des pas et des voix se rapprochant de plus en plus. — Je parie que c'est Mme Désenclos ! s'écria la pétulante veuve, et, quittant le bras de Maurice, elle courut au-devant des nouveau-venus. Resté seul, le jeune homme s'appuya contre un saule, et son cœur se mit à battre. Il distingua bientôt une robe claire se détachant du fond noir des aunes, et il entendit ces paroles prononcées par une fraîche voix d'argent :

— C'est moi! Je suis en retard parce que M. Désenclos est rentré fort las d'une de ses courses; il s'est couché et m'a chargée de l'excuser. Le président est venu me prendre, mais il ne connaît pas le chemin des prés, et nous avons failli deux fois tomber à l'eau.

Maurice vit Lucile au bras du vieux président se diriger de son côté accompagnée par Mme de Labrousse.

— Il faut que j'aille retrouver mon cavalier, disait la veuve.

— Qui donc? reprenait la voix argentine.

— M. Maurice Jousserant.

— Ah!

Maurice se sentait pâlir.

— Cette fois, pensait-il, il faut réparer ma sottise.

Elle n'était plus qu'à deux pas de lui; il s'approcha et lui dit bonsoir d'une voix joyeuse, mais tremblante; en même temps sa main s'avança pour toucher la sienne.

— Bonsoir, monsieur, répondit-elle d'un petit ton sec, et, lui tournant le dos, elle courut vers les jeunes filles, qui levaient les balances.

Maurice resta un moment stupide, puis, réfléchissant au ridicule de sa position, il reprit son sang-froid et adressa de nouveau la parole à Mme de Labrousse.

La pêche fut abondante, et quand vers neuf heures on se retira, les filets étaient pleins d'écrevisses. On rentra à la Commanderie, où les grands parens, que la promenade n'avait pas tentés, attendaient les pêcheurs en se livrant à une interminable partie de boston. Le souper fut très gai. Maurice, que la veuve avait placé à sa droite, avait avec elle une conversation animée, et montrait une gaîté nerveuse qui émerveillait les convives. Une seule fois il jeta un regard furtif sur Mme Désenclos : elle était assise près d'une

fenêtre et contemplait par momens le jardin d'un air boudeur et ennuyé... Quand on se sépara, il était près de minuit. Les Saint-Clémentinois, précédés de leurs servantes portant des falots, reconduisirent Mme Désenclos jusqu'aux Palatries. En chemin, il ne fut question que de Maurice.

— Comme il est devenu aimable, dit la femme du notaire; il était si maussade autrefois!

— Eh! eh! insinua le notaire, Mme de Labrousse le trouvait fort de son goût... Elle s'est mise en frais pour lui.

— Césarine est si coquette! dit la notairesse.

— Et si inconséquente! soupira une vieille fille.

— Bah! répondit le président, c'est une jolie femme qui tire les derniers pétards de son feu d'artifice; le beau mal quand elle aurait choisi M. Jousserant pour le bouquet!

— Fi! quelle horreur! s'écrièrent les dames.

On était arrivé à la porte des Palatries. Mme Désenclos souhaita rapidement le bonsoir à ses compagnons de route et se hâta de rentrer. Tout dormait dans la maison. Elle gagna la chambre où elle couchait près de sa fille et s'y enferma. Un vif dépit l'agitait. Elle était mécontente de sa soirée, mécontente d'elle-même et des autres. Elle se reprochait d'avoir accueilli Maurice si durement, et elle en voulait à Maurice d'avoir supporté cet accueil avec autant de philosophie. Elle se rappelait les coquetteries de Mme de Labrousse, les complimens et l'entrain de M. Jousserant; pour la première fois elle se sentait des mouvemens de jalousie. — Les hommes sont étranges! se disait-elle en arrangeant ses cheveux devant la glace. Comment peut-on s'amouracher d'une femme de quarante ans qui a les cheveux roux et les traits tirés? — Elle trouvait la conduite de Maurice inexplicable. Quels griefs pouvait-il avoir contre elle? Elle l'avait reçu froidement à la vérité, mais n'en avait-elle pas le droit après sa fuite de l'autre soir, et d'ailleurs n'aurait-il pas dû deviner que cette bouderie n'était pas sérieuse?.. — Oh! pensait-elle, si je pouvais seulement avoir avec lui une explication! — Elle passa une partie de la nuit à songer à Maurice, et le matin, en s'éveillant, elle pensait encore à lui. — Peu à peu et sans qu'elle s'en rendît compte, son premier amour reprenait possession de son cœur, comme certaines plantes aux racines vivaces et profondes repoussent à la place même d'où elles avaient été arrachées : on les croyait mortes, elles n'étaient que mal ensevelies; le printemps d'après, elles jaillissent tout à coup du sol en jets verdoyans et se mettent à refleurir jusqu'au moment où les sarcleurs, avec le fer et le feu, viennent les déraciner pour toujours.

Maurice était rentré chez lui fatigué et mécontent. La vie de

campagne aux Ages lui avait un moment souri; maintenant il la trouvait lourde, monotone, insupportable... Son humeur inquiète et vagabonde reprit le dessus, et il passa le reste de la nuit à rouler dans sa tête des projets de voyages lointains. Le lendemain, il annonça brusquement à la mère Jacquet qu'il comptait retourner à Paris dans trois jours. La meunière ouvrit de grands yeux et joignit les mains, puis vinrent d'interminables lamentations. Qu'allait devenir le moulin? et comment Sylvain allait-il faire maintenant pour décider Simonne à l'épouser? Il comptait sur l'appui de M. Jousserant pour vaincre les résistances de M. Désenclos; il avait espéré que tout s'arrangerait le jour de la *ballade*. — Ah! si M. Maurice restait seulement au pays jusqu'après la *ballade!*...

— Quelle *ballade?* dit Maurice.

— Ah! notre maître, pouvez-vous avoir oublié la *ballade* du lundi de la Pentecôte, la *ballade* du Puits-Carré? On y va de Ruffec et de Gharroux, et tout Saint-Clémentin y court. Les danses sur la brande, les avez-vous oubliées? Les plus belles dames du pays y viennent danser.

Maurice devint songeur. La mère Jacquet vit qu'il était ébranlé et continua : — Assurément Mme de Labrousse y sera et aussi la jeune dame des Palatries... Ah! monsieur Maurice, par amitié pour notre Sylvain, ne partez au moins qu'après la *ballade*.

— Nous verrons, murmura Maurice en s'éloignant tout pensif.

Le dimanche soir, M. Désenclos dit à sa femme, qui prenait le frais sur la terrasse : — Eh bien! notre voisin M. Jousserant est déjà las de la campagne. Il paraît qu'il s'ennuie aux Ages, et qu'il a l'intention de retourner à Paris après la ballade du Puits-Carré.

Lucile garda le silence et continua de contempler le jardin; mais au fond de son cœur, tandis que parlait M. Désenclos, un sentiment impétueux s'agitait. — Oh! se disait-elle, je ne le laisserai pas partir ainsi, et je saurai auparavant pourquoi il m'en veut.

III.

La brande du Puits-Carré avait revêtu ses plus beaux habits, quand le soleil du lundi de la Pentecôte lui envoya son premier salut. Ses pelouses étendaient au loin leur gazon moite de rosée; sur cette verdure bleuâtre, des oasis de bruyères et d'ajoncs se détachaient mollement, et d'espace en espace un vieux châtaignier au tronc creux tordait ses branches encore vigoureuses et étendait presque au ras du sol sa magnifique verdure. Au premier rayon, ce fut sur toute la brande silencieuse un splendide scintillement.

Une alouette s'élança d'une touffe de genêt, et, battant des ailes, monta en chantant vers le ciel d'un bleu profond; une seconde prit son essor, cent autres les suivirent, et au silence succéda une musique joyeuse qui paraissait tomber des hauteurs du ciel. Ce fut le signal du réveil et de l'agitation. Bientôt dans les chemins verts on entendit le sourd roulement des roues, et au pas lent et mesuré des bœufs débouchèrent dans la brande les chariots chargés de tables, de bancs et de tentes, indispensables élémens de la *ballade*. Les cabaretiers en plein vent assujettirent leurs toiles à des piquets et y déposèrent les provisions de la journée : quartauts de bière, poinçons de vin d'Angoumois, chapelets de *tourtisseaux* et de *craquelins*, fromages de Ruffec sentant la chèvre, anguillettes de Charente toutes prêtes pour la friture. Sur quatre tonneaux, à l'ombre d'un large châtaignier, l'entrepreneur du bal établit son orchestre. Plus loin, des arracheurs de dents et des saltimbanques fixèrent leurs maisons roulantes.

Peu à peu chaque chemin vert amena son contingent. Tantôt c'étaient des mules de Linazais trottant à la file et conduites par un maquignon en blouse bleue, tantôt un jeune garçon aiguillonnant des bœufs qui marchaient d'un pas tranquille et poussaient des mugissemens inquiets, tantôt une paysanne en coiffe blanche juchée sur un âne entre deux paniers de cerises nouvelles, ou bien un vieux fermier des environs de Confolens portant encore le tricorne de feutre, les culottes courtes avec l'habit de droguet, et se balançant gravement sur son cheval. Une petite *pastoure* à la cape de bure poussait devant elle une bande de *pirons* (oies); une vieille femme au dos courbé comme la lame d'une serpe traînait à sa suite deux biquets récalcitrans; puis, par groupe de trois ou quatre, arrivaient de toutes parts les jeunes gens qui voulaient se *gager*. Ils étaient tous endimanchés et portaient comme signe distinctif un brin de verdure, les filles à leur corsage, les garçons à leur chapeau. Cette ballade était en effet à la fois une fête, un marché et une foire aux domestiques, — une *louée*. En Poitou, les domestiques à l'année se louent ordinairement au mois de septembre, à la Saint-Michel; mais cette *louée* était surtout réservée aux gens de journée qui engagent leurs services pour la durée de la *fauchaison* ou de la *métive* (la moisson).

A midi, la brande devint tumultueuse et toute bourdonnante : les buveurs s'attroupaient autour des cabarets, les maquignons et les chalands s'interpellaient; les saltimbanques commençaient leur *boniment* à grand renfort de grosse caisse et de cloches fêlées; hennissemens, bêlemens plaintifs, détonations, fanfares, chansons, cris de femmes et pleurs de marmots, tout cela se confondait en un con-

cert étrange. Enfin les violons et la vielle donnèrent le signal, et le bal commença.

Vers la même heure, Simonne, dans ses plus beaux atours, quittait les Palatries et se dirigeait vers les Ages. Au moment où elle mettait le pied dans le chemin des prés, elle poussa un petit cri et fit un mouvement en arrière : Jacques Chantepie était devant elle.

Jacques, lui, n'avait pas fait toilette, sa barbe était en désordre et sa blouse déchirée. Sa physionomie gardait son expression de sauvagerie habituelle; avec de beaux traits et un air de vivacité intelligente, ce garçon avait un aspect désagréable : les lignes de sa bouche et de son nez aquilin étaient pures et fières, mais son front était bas; ses yeux bruns étaient grands et pleins de feu, mais d'épais sourcils les couvraient à demi, et leur regard avait je ne sais quoi de fauve et d'oblique. — Oh! Simonne, dit-il d'une voix rude, je t'ai fait peur. Te voilà bien belle dès le matin; tu vas à la ballade apparemment?

— Apparemment, dit la jeune fille d'un ton froid, et elle voulut passer outre.

— Et, continua-t-il en lui barrant le chemin, tu comptes prendre en passant le beau meunier des Ages, Sylvain Jacquet?

— Pourquoi ne le prendrais-je point, s'il m'offre sa compagnie? Il a assez bonne renommée pour qu'on n'ait point à rougir d'être vue avec lui.

— Dis donc tout de suite que tu l'aimes! s'écria Jacques avec une rage concentrée.

— Je n'ai de compte à rendre à personne, et d'ailleurs qui m'empêcherait de l'aimer? Je n'ai rien promis à qui que ce soit.

— En es-tu bien sûre, Simonne? Il ne suffit point de dire : Je n'ai rien promis, pour se croire libre. Il y a des actions et des regards qui engagent autant que des paroles. Quand je te faisais danser l'an dernier aux ballades, et que je te reconduisais le soir aux Palatries, je n'aurais jamais cru que ton cœur changerait si précipitamment. Il n'était point question de Sylvain alors; mais depuis le retour du maître des Ages le vent a tourné.

— Si j'ai changé, répondit vivement Simonne, c'est que toi aussi tu as changé. Je voulais bien pour promis d'un brave garçon prêt à faire honneur à sa femme, mais je ne veux point d'un braconnier qui ne pourrait seulement gagner le pain de ses enfans.

— Tu aimes mieux un valet de moulin obligé de baisser le nez devant son maître.

— J'aime mieux un garçon qui travaille. Ouvrier ou domestique, peu importe !

Chantepie resta un moment pensif, puis la dévorant du regard et frappant le sol avec son bâton : — Au revoir, Simonne! dit-il brusquement, et il partit à travers les prés.

Simonne trouva la mère Jacquet sur le seuil du moulin. Sylvain, vêtu de droguet neuf des pieds à la tête, se promenait impatiemment le long du bief. Ils s'acheminèrent ensemble vers le Puits-Carré. Quand ils arrivèrent sur la brande, la ballade était dans tout son éclat; les buveurs, pressés autour des tables, chantaient à tue-tête; les danseurs, sous les châtaigniers, sautaient de toute la force de leurs jarrets. Dès que des jeunes gens avaient été *gagés*, ils accouraient à la danse. C'était pour tous le dernier jour de liberté, pour beaucoup c'était aussi le dernier jour passé au pays, au milieu des êtres et des objets que l'affection ou l'accoutumance leur avait rendus chers. Demain, il leur faudrait cheminer vers quelque métairie lointaine où tout pour eux serait étranger. Aussi comme ils savouraient ce dernier jour de joie! Ils trépignaient avec amour sur la lande natale, ils se grisaient de bruit, d'air et de soleil.

Vers quatre heures, quand la chaleur du jour commença à s'apaiser, les bourgeois de Saint-Clémentin arrivèrent à leur tour. Chaque société ou plutôt chaque coterie faisait bande à part, se tenant mutuellement à distance et formant de petits groupes autour de la verte salle de bal. Mme Césarine de Labrousse était le point de mire et de ralliement de la fine fleur de l'aristocratie saint-clémentinoise. Mme Désenclos était venue au Puits-Carré avec son mari et sa fille. M. Désenclos tenait l'enfant par la main, et de temps en temps la portait dans ses bras, lorsqu'on passait devant les *curiosités*. La *dame* des Palatries les suivait, tournant souvent la tête comme pour chercher quelqu'un dans la foule, et faisant parfois sa jolie moue en signe de désappointement. La course avait coloré ses joues et mis une étincelle dans chacun de ses yeux. Elle était charmante. Son chapeau de paille, d'où s'échappaient d'abondantes boucles, ombrageait doucement sa figure enfantine; le vent jouait avec ses cheveux et avec les rubans bleus qui flottaient sur sa simple robe de nankin. — Caché derrière un châtaignier, Maurice Jousserant la contemplait et l'admirait, car il était venu, lui aussi. De sa fenêtre, il avait vu Lucile traversant la prairie des Ages, et tout en se faisant de beaux sermons il avait pris son chapeau et s'était dirigé du côté de la brande. Ne fallait-il pas qu'il tînt la promesse faite à Sylvain? Il était là, invisible et rassasiant ses regards. Pour la première fois, il pouvait regarder Lucile à son aise. Elle n'était presque pas changée. C'était toujours la même démarche légère, le même délicieux sourire. Elle s'était peu à peu rapprochée de la danse, et, apercevant Simonne qu'elle cherchait,

elle quitta son mari, arriva près du châtaignier et tout à coup reconnut Maurice... Tous deux rougirent et restèrent silencieux. Le jeune homme s'inclina timidement, et la jeune femme se mit à causer avec sa filleule; mais au même instant l'orchestre donna le signal d'une nouvelle danse, Simonne partit, et Maurice et Lucile restèrent seuls près de l'arbre.

Ils n'osaient ni se parler, ni se regarder, ni s'éloigner. Maurice affectait un air froid et tenait ses yeux baissés; mais ses regards suivaient avec avidité les moindres mouvemens des rubans bleus sur la robe de sa voisine. Il savourait silencieusement son bonheur. Les *violoneux* jouaient un *bal*; c'est une danse du pays, une sorte de bourrée où les danseurs, deux à deux, tournent en face l'un de l'autre, tantôt se quittant et tantôt se reprenant. Maurice et Lucile connaissaient bien ce rhythme lent et naïf; autrefois ils avaient bien souvent dansé le *bal* ensemble sur cette même brande. En entendant une certaine phrase musicale qui leur rappelait mille souvenirs, ils tressaillirent tous deux, et cette fois leurs regards se rencontrèrent, sourians et humides.

— Aimeriez-vous à danser un *bal?* demanda Maurice enhardi.

— Volontiers, répondit-elle simplement.

Ils se prirent les mains et s'élancèrent dans la foule, et comme ils dansaient face à face, les mains dans les mains, les regards confondus, aux sons de cet air rustique, le passé ressuscita pour eux... Tout à coup les violons s'arrêtèrent. — Déjà! s'écria Maurice. Il me semble que les *bals* sont plus courts qu'autrefois; les *violoneux* nous en ont volé la moitié.

— Si vous voulez, dit Lucile en riant, nous danserons aussi une contredanse!

— Je n'osais pas vous le demander, répondit-il.

Elle le regarda d'un air étonné. — Pourquoi?... vous osiez bien autrefois!

— Oui, mais il y a cinq ans entre ce temps-là et aujourd'hui... Il s'arrêta, craignant d'en trop dire. Les violons jouèrent une ritournelle, et la contredanse commença.

Dans les intervalles de chaque figure, ils revenaient à leur place, se regardaient rapidement, ouvraient les lèvres pour parler et restaient muets. Ils avaient tous deux mille choses à se dire, et n'osaient commencer : Maurice, parce que la tendresse débordait de son cœur et qu'il voulait l'y renfermer; Lucile, parce qu'elle se sentait plus embarrassée et plus intimidée qu'elle ne l'avait prévu. Cependant les minutes s'envolaient, et Mme Désenclos désespérait déjà d'obtenir l'explication qu'elle désirait. Elle se décida donc à parler la première, et dit brusquement à Maurice, sans le regarder : —

Pourquoi n'êtes-vous pas venu aux Palatries?... Votre oubli m'a fait de la peine.

— Je ne vous ai pas oubliée, répondit-il, mais l'accueil que vous m'avez fait à la Commanderie m'a effrayé; j'ai pensé que ma visite pourrait vous déplaire.

— Pourquoi?... demanda-t-elle en tournant tout à coup vers lui ses beaux yeux si expressifs.

Maurice sentait son cœur battre et sa tête tourner, il avait les lèvres ouvertes pour répondre : « Parce que je vous aime et que vous n'êtes plus libre;... » mais il fut retenu par un sentiment de délicatesse et par le souvenir de ses sages résolutions. La danse suspendit leur entretien, et quand ils se retrouvèrent l'un près de l'autre, ils restèrent de nouveau silencieux. Pourtant au moment où le quadrille allait finir, Lucile, impatientée du mutisme de Maurice, lui demanda s'il était vrai, comme on le prétendait, qu'il eût l'intention de quitter les Ages?

— Oui, répondit-il, je retournerai à Paris dans quelques jours.

Elle le regarda d'un air de reproche. — Ainsi, dit-elle, vous ne seriez pas venu me voir... Après cinq ans!... Elle prononça ces paroles avec un tel accent de tristesse que Maurice n'y put résister.

— Eh bien! s'écria-t-il, je vous promets de ne point partir sans vous faire mes adieux.

— Adieux?... Ne dites pas ce vilain mot! Oui, sérieusement je compte sur votre visite. J'aurai tant de plaisir à causer du bon vieux temps! Quand vous verrai-je?

Maurice ne répondit pas immédiatement. La pensée de revoir Lucile aux Palatries, l'idée d'une présentation à M. Désenclos lui causaient un secret déplaisir et le retenaient. — N'allez-vous plus jamais, dit-il enfin, vous promener du côté des roches de Chaffaux? — Et sur sa réponse affirmative il reprit après un moment d'hésitation : — Si vous le vouliez, nous referions ensemble ce pèlerinage au premier jour.

— Ce serait charmant, s'écria-t-elle étourdiment, allons-y dès demain!...

Elle avait à peine achevé qu'elle regretta de s'être engagée si vite; c'était presque un rendez-vous qu'elle venait de donner à Maurice. Elle comprit son imprudence et voulut se dédire; mais elle pensa en même temps que Maurice verrait dans son refus une marque de défiance et s'offenserait de nouveau. D'ailleurs où était le danger? N'avait-elle pas, lorsqu'elle était jeune fille, fait maintes fois cette promenade avec lui? N'emmènerait-elle pas Madeleine avec elle? Enfin Maurice n'allait-il pas quitter les Ages? La con-

tredanse venait de finir. Elle releva vers lui ses regards limpides et confians, et avec un geste amical : — Merci, dit-elle, et au revoir!

Tandis que Maurice et Lucile dansaient, Mme de Labrousse errait à travers la *ballade*. Elle se croyait déjà des droits sur M. Jousserant, et elle avait vu avec dépit Mme Désenclos accaparer toute son attention. Désappointée et maussade, elle avait quitté sa compagnie pour aller jeter un coup d'œil du côté de la *louée*. Presque tous les jeunes gens étaient déjà *gagés*, et il ne restait plus çà et là que quelques retardataires errant à la recherche d'un maître. Parmi eux, la veuve distingua tout à coup Jacques Chantepie, mais Jacques transformé et méconnaissable. Il avait une blouse neuve, une chemise blanche et un grand feutre au ruban duquel était fixée une branche de houx. Mme de Labrousse s'arrêta devant lui, et ils échangèrent un regard rapide. La robuste apparence, les manières brusques et l'attitude hautaine de Chantepie firent impression sur elle, et elle lui demanda s'il voulait se louer comme garde à la Commanderie. — Oui, répondit Jacques d'un ton bourru, mais à une condition, c'est que vous prendrez Rougeaud avec moi.

— Qui ça, Rougeaud?

— Mon chien.

— Va pour Rougeaud, dit la veuve avec un éclat de rire; voilà dix francs d'arrhes, je t'attendrai demain.

Sitôt le marché conclu, Jacques alla droit à la danse et dit à Simonne : — Sais-tu ce que je viens de faire? Je viens de me gager comme garde chez Mme de Labrousse... Maintenant nous allons danser une danse ensemble.

— Je ne saurais, répondit-elle, j'ai un danseur.

— Qui?

— M. Maurice Jousserant! s'écria-t-elle toute fière.

En effet, Maurice, selon la promesse qu'il avait faite à Sylvain, s'avançait vers la jeune fille. — Encore lui! grommela Jacques; puis il tourna le dos à Simonne et s'éloigna en jetant à Maurice un regard furieux.

Peu à peu le crépuscule tomba, et la foule s'éclaircit. Les violoneux étaient las, les danses se succédaient plus lentement; à la brune, elles cessèrent tout à fait. Les dernières voitures se mirent en marche et disparurent sous la feuillée. La brande redevint solitaire et silencieuse. La nuit distilla doucement sa rosée sur les bruyères, et les herbes foulées se redressèrent insensiblement. Maurice, seul et à pas lent, regagnait les Ages par le plus long chemin, et tandis que les herbes couchées se relevaient, son amour demi-mort revenait à la vie, et tandis que les grillons agitaient

leurs grelots au clair de lune, ses plus joyeux souvenirs réveillés chantaient en lui comme des rossignols...

Le lendemain matin, Lucile en ouvrant sa fenêtre vit le ciel gris et menaçant. Elle avait réfléchi pendant la nuit à la promesse faite à Maurice, et, préoccupée d'un engagement pris un peu à la légère, elle se rassura en songeant que la pluie arriverait à propos pour la tirer d'embarras; mais à midi les nuages s'écartèrent, et un soleil pâle glissa sur la vallée. M. Désenclos était parti pour une excursion botanique et ne devait rentrer qu'à la nuit close; elle avait une pleine journée de liberté, et d'ailleurs personne ne s'inquiétait jamais des promenades qu'elle faisait souvent seule dans la campagne. Sans doute Maurice, sur la foi de ce rayon de soleil, était allé l'attendre aux roches. Si elle n'y paraissait pas, n'aurait-il pas le droit de s'offenser de ce manque de parole?... Une nouvelle éclaircie acheva de la décider; elle renonça seulement à prendre sa fille avec elle à cause de l'humidité, et se dirigea seule vers les roches de Chaffaux en longeant la prairie.

L'air était tiède, presque lourd. Le ciel, brouillé de blanc et de bleu, avait un aspect doux à l'œil. De temps en temps, un rapide coup de soleil illuminait les prés et les montrait dans toute la splendeur de leur floraison. L'herbe mûre, épaisse, onduleuse, semblait vouloir submerger les buissons et les troncs d'arbres sous ses vagues verdoyantes; un blond nuage de pollen s'en exhalait au moindre vent, et des milliers d'insectes planaient au-dessus des graminées en fleur. La prairie entière n'était qu'un délicieux bourdonnement. Les sons, les couleurs et les parfums y formaient un concert, une invitation à la joie et à l'amour. Lucile, tout en marchant, sentait l'effet de cet enivrement printanier. Ses hésitations avaient disparu, et il lui tardait d'arriver.

A une lieue des Ages, en amont, la Charente est bordée à gauche par des bois, et à droite par de hautes roches marbrées de lierre. La vallée se resserre et semble un haut couloir de verdure d'où l'on ne voit que des arbres et un pan de ciel bleu. Des poules d'eau cachées dans les joncs des rives, deux ou trois pies babillardes et des bergeronnettes sans cesse frétillantes sont les seuls hôtes de cette solitude. Ceux qui veulent rêver en liberté, ceux qui aiment la nature sauvage et charmante à la fois, y trouvent un paysage à leur gré. La rivière y serpente entre des bouquets d'aunelles; une ancienne digue à demi ruinée la coupe en biais et permet d'aller des roches au taillis sans trop se mouiller les pieds. C'est là que Maurice attendait Lucile. Dévoré d'impatience, il marchait le long de la rive, piétinant à travers les herbes, grimpant aux roches et ne pouvant calmer l'émotion qui l'agitait. Le ciel s'était de nou-

veau couvert, et une douce ondée mouilla les plantes. — Maudite pluie! pensait-il... Il s'assit découragé sur la pierre. Tout à coup... non, ce n'était pas une illusion, c'était bien une ombrelle brune qui avait l'air de courir là-bas entre les saules!... Il distingua le chapeau de paille et la robe grise de Lucile. La jeune femme s'avançait d'un pas net et léger dans le petit sentier bordé de grandes sauges. Maurice courut au-devant d'elle. — Vous voyez, dit-elle en secouant quelques gouttelettes qui avaient roulé sur sa robe, je suis une vraie campagnarde, et une ondée ne m'effraie point.

Ils s'assirent à l'abri des roches, et restèrent un moment silencieux. Ils semblaient étonnés de se retrouver seuls dans cette retraite d'où l'on voyait entre les saules les prés mouillés scintiller au soleil. Partout où ils portaient leurs yeux, les moindres détails du paysage les replongeaient au sein des meilleurs souvenirs de leur jeunesse. Ils étaient venus autrefois à cette même place par une pluvieuse matinée de juin semblable à celle-ci. Maurice le rappela aussitôt à Lucile. Ils avaient fait une longue course à travers les prés, et quand ils étaient revenus s'asseoir près des roches, le cou et les bras nus de la jeune fille étaient tout semés de débris de fleurettes que le vent et l'ondée y avaient collés. Peu à peu les moindres accidens de leur première jeunesse défilèrent dans leur conversation comme les grains d'un poétique chapelet. Il croyaient être encore au temps passé. L'illusion ne cessa que lorsque le nom de M. Désenclos vint par hasard sur les lèvres de la jeune femme. Rejeté brusquement dans la réalité, Maurice devint pensif. Le rayon qui avait illuminé un moment sa physionomie s'évanouit. — Êtes-vous heureuse aux Palatries? demanda-t-il tout à coup.

Elle sourit. — Heureuse?... je le crois, si le bonheur consiste à vivre dans le calme et le bien-être... Pourtant j'ai aussi mes heures d'ennui. — Elle lui parla alors de son intérieur. Elle était presque toujours seule à la maison; son mari la gâtait comme une enfant et ne lui laissait rien à désirer, mais il était fou d'histoire naturelle, faisait huit lieues pour trouver une plante et ne rentrait qu'à la nuit.

— N'avez-vous pas une petite fille? dit Maurice.

— Oui, Dieu soit loué! — et la figure de Lucile s'épanouit, — c'est toute ma vie que cette enfant-là! Elle est si mignonne et si caressante! Vous ferez connaissance avec elle quand vous viendrez aux Palatries.

Maurice secoua la tête en la regardant tristement. Il allait essayer de lui faire entendre aussi délicatement que possible pourquoi il ne pouvait devenir l'hôte des Palatries; mais elle ne lui en laissa pas le temps, et l'interrompant avec une vivacité mutine : — Voyez,

s'écria-t-elle, les beaux chèvrefeuilles, là-bas, de l'autre côté de l'eau! Venez, nous allons cueillir un bouquet!

Elle s'élança légèrement vers la rivière et la traversa en suivant la digue. Elle sautillait sur les pierres comme une bergeronnette. En un endroit où le courant élargi séparait deux assises de moellons, elle s'arrêta hésitante. Maurice accourut et voulut la porter dans ses bras. — Non! dit-elle en rougissant, pas de cette façon; donnez-moi la main. — D'un bond ils sautèrent ensemble sur la dernière assise. Ils avaient atteint l'autre rive, et Maurice tenait toujours les doigts de Lucile dans sa main brûlante. Elle les dégagea rapidement et se mit à cueillir des fleurs : les chèvrefeuilles, les viornes, les digitales, tout y passa. Elle s'était débarrassée de son chapeau, ses cheveux flottaient en liberté, ses yeux brillaient... Quand elle eut complété sa gerbe, elle s'abattit tout à coup sur l'herbe comme un bel oiseau, et, tout en jasant, procéda à l'arrangement de son bouquet. Maurice, silencieux le plus souvent, la regardait, l'admirait et buvait avidement ses moindres paroles. Il aspirait avec délices la suave odeur de violette qui s'exhalait des vêtemens de Lucile. Par momens un frisson le prenait, et il était tenté de couvrir ses pieds de baisers.

Le soleil cependant s'abaissait de plus en plus vers les bois. Lucile se leva. — Quel dommage de partir, soupira Maurice, il faisait si bon ici!

— Oh! dit-elle tout heureuse de pouvoir exaucer le désir à demi étouffé sous ce regret, je ne suis obligée de rentrer qu'à la nuit, et si vous voulez, nous nous en reviendrons tout doucement par les bois et la brande.

Ils s'engagèrent dans un sentier sablonneux ombragé par les ramures des châtaigniers, et en cheminant ils continuèrent à parler de leur première jeunesse. A mesure qu'ils marchaient, leur causerie devenait plus familière et plus tendre. Pas un mot d'amour n'était prononcé, mais l'amour lui-même était dans leurs sourires et dans leurs inflexions de voix.

Le crépuscule commençait lorsqu'ils débouchèrent dans la brande. De longs nuages gris masquaient le ciel, un fin brouillard montait de la vallée et planait sur le taillis. Au couchant, une dernière rougeur perçait la brume et jetait sur les bruyères une lueur fantastique dans laquelle les objets semblaient flotter confusément comme des apparitions d'autrefois. Au loin, dans la campagne, un pâtre chantait d'une voix lente et sonore ce vieux refrain :

Rossignol sauvage,
Rossignolet des bois,
Apprends-moi ton ramage,

Apprends-moi la manière
Dont on se fait aimer.

— Quelle belle soirée, n'est-ce pas? dit Lucile. — Et tout en parlant elle se mit à courir dans la bruyère, puis s'arrêta au pied d'un arbre, essoufflée et rieuse. — Oh! je suis bien contente, dit-elle; n'est-ce pas que nous reviendrons ici? n'est-ce pas que vous ne partirez point?

— Je ferai tout ce que vous voudrez, dit Maurice enivré.

Il lui saisit la main et la couvrit de baisers. La jeune femme se rejeta brusquement en arrière. — Vous m'en voulez, et je vous ai déplu?... dit-il d'une voix timide.

— Non, mon ami, répondit-elle, n'ai-je pas confiance en vous?

Elle lui tendit de nouveau sa petite main et serra la sienne avec une vivacité nerveuse.

IV.

Ce soir-là, à la même heure, M. Désenclos traversait la brande du Puits-Carré, au retour de son excursion. Il était escorté de Jacques Chantepie et du chien Rougeaud. La journée avait été bonne, et la boîte du *cueilleux d'herbes* était remplie de précieux échantillons; aussi était-il gai et dispos. Sa longue figure fine était éclairée d'un sourire, et il s'entretenait joyeusement avec Jacques de ses trouvailles et du succès de ses recherches. Chantepie l'écoutait d'un air attentif et respectueux. Il avait pour M. Désenclos une sorte de culte qui tenait de l'attachement du chien pour son maître et de l'admiration du sauvage pour l'homme civilisé. Lors d'un démêlé qu'il avait eu avec la justice, l'influence du propriétaire des Palatries l'avait seule sauvé de la prison; mais c'était là le moindre des liens qui le retenaient près de M. Désenclos : ce qui l'avait surtout touché et conquis, c'était la science du *cueilleux d'herbes* et son amour des choses de la nature. Enfant des bois, braconnier, dénicheur d'oiseaux, Chantepie avait été saisi et émerveillé du respect de ce bourgeois pour les plantes sauvages et les insectes. Le savoir profond et familier de M. Désenclos lui inspirait un sentiment de vénération. De son côté, le propriétaire des Palatries avait apprécié les nombreux talens de ce vagabond émérite; il avait reconnu dans Jacques une expérience très sûre des détails de la vie forestière et un goût instinctif pour les sciences naturelles. Dans tout le pays, Jacques était le seul homme qui s'intéressât à ses découvertes, et dans tout le canton aussi M. Désenclos était le seul qui

ne traitât pas Chantepie en bohémien et en repris de justice. Toutes ces considérations avaient fini par les attacher l'un à l'autre. Ils se comprenaient et s'aimaient de jour en jour davantage.

Après avoir longtemps et silencieusement écouté le botaniste, Jacques secoua la tête, et d'un air sombre : — Vous êtes un homme heureux, vous, monsieur Désenclos, murmura-t-il, tout vous réussit; moi, je suis né avec le guignon dans le ventre!

— Patience! Jacques, tu auras ton tour.

— Jamais! dit-il, puis il ajouta : — Si seulement la Simonne voulait me prendre pour mari! Cette fille-là m'a ensorcelé... Elle n'a eu qu'un mot à dire, et j'ai laissé la brande et la liberté du bon Dieu pour me mettre en service à la Commanderie... Et maintenant elle se gausse de moi avec son meunier... Ah! si vous vouliez lui parler sérieusement, si surtout Mme Désenclos voulait s'en mêler, il y aurait peut-être de l'espoir. Après tout, je vaux bien ce damoiseau de Jacquet; j'ai deux bras comme lui, et s'il a un plus beau museau que le mien, je suis moins sot que lui!

— Eh bien! je parlerai à ma femme, dit M. Désenclos, nous plaiderons ta cause, sois tranquille!... Mais voici le chemin qui va à la Commanderie, c'est ici que nous nous séparons. Bonne nuit, mon camarade, courage et patience!...

Au moment où M. Désenclos prenait à travers les ajoncs le chemin qui passe à l'Hermitage et descend dans la vallée, Lucile, au bras de Maurice, se dirigeait vers le même sentier. Ils virent tout à coup de loin la maigre silhouette du maître des Palatries se découper en noir sur l'horizon. — Voici mon mari! s'écria Lucile... Elle s'arrêta et regarda Maurice, qui était devenu pâle et grave.

— Que faire? dit-il. S'il nous voit, que va-t-il penser de vous?

— Il y aurait, dit la jeune femme, une chose bien simple, ce serait d'aller tout bonnement à sa rencontre; je vous présenterais à ui, et il rirait le premier de notre aventure.

La situation était loin de paraître aussi simple à Maurice. Il redoutait de se trouver en face de M. Désenclos; il prévoyait que son trouble le trahirait, et qu'alors le mari, fût-il le moins clairvoyant des hommes, ne pourrait manquer d'ouvrir les yeux. — Non, dit-il enfin d'une voix sourde, c'est impossible!

La position devenait de moment en moment plus critique; M. Désenclos semblait avoir remarqué les promeneurs et se dirigeait de leur côté. Lucile vit l'air soucieux de Maurice, et prenant selon son habitude une soudaine résolution : — Eh bien! dit-elle, puisque cela vous contrarie, sauvons-nous en nous cachant derrière les ajoncs! Elle lui saisit la main, et, se courbant tous deux, ils glissèrent derrière l'une des haies qui encaissaient le sentier. M. Dé-

senclos passa au même instant, et contempla un moment d'un air intrigué les deux ombres fuyantes.

Ils s'arrêtèrent quand ils eurent gagné le bois. Lucile riait de cette belle équipée comme un enfant qui a fait une espièglerie à son maître. — Pensez-vous qu'il vous ait reconnue? demanda M. Jousserant.

— Je ne le crois pas, dit-elle, car il fait déjà sombre.

Maurice sentait de la glace couler dans ses veines. — Vous le voyez, je vous perds! murmura-t-il.

Lucile se moqua de sa frayeur, et affirma de nouveau que son mari n'avait pu les reconnaître. — D'ailleurs, ajouta-t-elle, pour prévenir tout soupçon, je vais faire en sorte d'arriver la première aux Palatries. Ils hâtèrent le pas et suivirent le sentier qui longe le moulin des Ages, sans se douter qu'il y avait là, derrière les ajoncs, un autre témoin de leur fuite, et que celui-là les avait reconnus.

Quand ils eurent disparu, Jacques sortit du fourré et lança un regard dans la direction du moulin. — Sa femme! murmura-t-il entre ses dents, c'était sa femme!... Ah! pensait-il, je l'ai trop tôt complimenté de son bonheur... Toujours ce Jousserant! je me heurte partout contre lui. Sûr, il y a un malheur entre lui et moi;... mais patience, je tiens un secret qui peut le mener loin!... — Chantepie resta encore longtemps immobile au milieu de la brande, puis il redescendit vers la Commanderie d'un pas rapide, comme si la découverte qu'il venait de faire l'eût rendu plus léger de moitié.

Après s'être assuré que Lucile avait pu gagner à temps les Palatries, Maurice rentra aux Ages, en proie à la fièvre de l'anxiété. La maison dormait. Il se glissa dans sa chambre avec les mêmes précautions que s'il venait de faire un mauvais coup. L'angoisse lui serrait la gorge, ses tempes battaient, son front était mouillé de sueur. La nuit tout change de proportions et s'exagère. Les craintes de Maurice se développèrent avec une intensité étrange, et d'effrayantes images peuplèrent l'obscurité où il était plongé. Vers trois heures, il vit enfin les grises lueurs de l'aube poindre au-dessus des arbres. Les coqs chantèrent dans les borderies voisines; le meunier leva les vannes du moulin, et l'eau se précipita tout en rumeur sur les roues; des paysans conduisant leurs chevaux à l'abreuvoir passèrent en sifflant des airs du pays. L'agitation et le bruit recommençaient avec la lumière croissante, et Maurice songeait tristement à ce jour qui se levait peut-être pour le malheur de Lucile. Le sommeil cependant l'emporta sur l'angoisse, et il s'endormit dans son fauteuil.

Huit jours se passèrent, huit journées d'inquiétude et de re-

mords. Il n'avait aucune nouvelle de Mme Désenclos et n'osait même pas prononcer son nom; il craignait de se laisser voir aux environs des Palatries et ne quittait plus les Ages. On touchait à la fin de juin, les prés étaient mûrs, et la fenaison commença. Souvent le soir Maurice voyait de sa fenêtre les chars couverts de foin rouler lentement dans la direction des Palatries. Une fois même il crut distinguer à la suite des faneuses et des faucheurs le chapeau de paille et la robe claire de Mme Désenclos. La charrette était ornée de feuillages enrubannés, et les ouvriers l'escortaient en chantant; c'était la dernière meule qu'on venait de charger et qu'on ramenait avec solennité; on célébrait le *berlaud*, c'est-à-dire la clôture de la fenaison. Maurice écouta les chœurs joyeux, le bruit sourd des roues, les claquemens du fouet des charretiers, et se sentit réconforté et rassuré par la vue de Lucile. Puisqu'elle se mêlait à la fête, c'est que rien de fâcheux ne lui était arrivé. Il sortit le lendemain matin et traversa la prairie des Ages. En passant près d'une haie, il entendit deux jeunes voix et reconnut Simonne et la petite Madeleine. Il courut à l'enfant de Lucile et la prit dans ses bras; tout en la caressant et en lui souriant, il reposait avec bonheur ses regards sur cette mignonne petite fille qui se cramponnait à son cou, demi-joyeuse et demi-effarouchée : il retrouvait les traits de la mère dans ceux de l'enfant. Il la couvrit de baisers, puis lui rendit la liberté et la regarda jouer dans l'herbe. Il se sentit ému, ses yeux se mouillèrent, et une bonne pensée lui vint au cœur. — Je quitterai le pays, dit-il; j'aime Lucile et je veux la respecter, afin qu'un jour cette enfant n'ait pas à me maudire... Oui, je partirai. — Il prit de nouveau Madeleine dans ses bras et la baisa au front, puis il rentra aux Ages, bien décidé à s'éloigner.

Le soir même, la mère Jacquet vint le trouver. Elle était soucieuse et parlait avec un accent plus plaintif encore que de coutume. — Ah! dit-elle, mon pauvre monsieur Maurice, tout va de mal en pis; Sylvain est dans la désolation... Simonne est sur le point d'épouser ce mauvais gars de Chantepie. — Elle conta alors à Maurice que M. Désenclos avait fait de la morale à Simonne, et avait fini par la décider à reprendre son ancien amoureux. Simonne n'avait dit ni oui ni non, et avait dansé avec Jacques pendant toute la soirée du *berlaud*.

— Hélas! hélas! soupirait la meunière, que va devenir notre Sylvain? Il est capable de se jeter dans le bief... Une si belle fille, ayant des économies et de bonnes terres du côté de Voulême!...

— C'est fâcheux, dit Maurice; mais je n'y puis rien...

Alors les lamentations et les larmes recommencèrent. — Ah! continua la mère Jacquet entre deux sanglots, si vous vouliez... si vous

vouliez dire deux mots à Mme Désenclos... Elle fait ce qu'elle veut de son mari, et le maître des Palatries volerait la lune, si elle la lui demandait. — Maurice se leva d'un air impatienté et dit brusquement qu'il n'allait jamais aux Palatries et ne voulait pas se mêler de cette affaire.

— Faites excuse, monsieur Maurice, reprit la meunière de sa voix la plus mielleuse, je ne savais point; je croyais que vous étiez toujours ami avec la dame des Palatries; je pensais que...

— Que pensiez-vous? s'écria-t-il avec colère et en lui saisissant le bras.

— Ah! bonnes gens, notre maître, ne vous fâchez point!... Je pensais, comme tout le monde, que vous voyiez la jeune dame tout autant que par le passé... alors que vous vous promeniez ensemble le long de la rivière, bien loin, jusqu'aux roches de Chaffaux... Et je me disais : Ils étaient si amis autrefois que, pour sûr, ça n'a point pu se passer si vite... Ces amitiés-là, le temps ne mord point dessus!... Et alors je pensais qu'en vous promenant avec elle, un jour... vous pourriez lui recommander mon Sylvain et qu'elle n'aurait rien à vous refuser.

Maurice l'écoutait avec stupeur. — Assez!.. s'écria-t-il. Elle sortit et laissa le jeune homme atterré. — Elle sait tout, se dit-il; elle nous a vus, et nous tient à sa discrétion. Si je lui refuse mon aide, elle tuera la réputation de Lucile à coups de langue. — Il fallait renoncer à partir et voir Mme Désenclos au plus vite... Mais où et comment?... La Commanderie était le seul endroit où il eût quelque chance de la rencontrer. Il y alla dès le lendemain.

En le voyant entrer, Mme de Labrousse poussa une exclamation joyeuse. — Eh quoi! c'est vous, dit-elle, je vous croyais en train de devenir trappiste! — Maurice s'excusa de son mieux en songeant qu'il serait peut-être obligé de revenir plusieurs fois à la Commanderie, et fit tous ses efforts pour gagner les bonnes grâces de la veuve. Mme de Labrousse fut charmée de ce retour, sur lequel elle ne comptait plus, et se mit en frais de coquetterie. A six heures, Lucile n'avait point paru; Maurice prit congé en promettant de fréquentes visites. Il revint en effet deux jours après, et Césarine, ravie de cet empressement, l'invita à dîner pour le lendemain.

Lorsqu'il arriva, il trouva Lucile au salon. Elle était très pâle et paraissait fatiguée; ses regards, plus animés et plus brillans encore que de coutume, contrastaient avec cette pâleur et trahissaient une intérieure et violente agitation. Elle souffrait en effet d'un mal ignoré jusque-là, — la jalousie. Ne sachant rien des luttes et des anxiétés de Maurice, ne comprenant ni son silence, ni sa persistance à fuir les Palatries, elle avait supposé qu'un intérêt plus vif

l'attirait ailleurs, et elle avait songé à la Commanderie. Elle s'était souvenue de la pêche aux écrevisses, elle avait rassemblé tous les incidens de cette soirée si pénible pour elle, et peu à peu elle s'était convaincue que Maurice ne la fuyait qu'afin de visiter plus librement Mme de Labrousse. Elle avait pendant des journées entières roulé cette idée dans son esprit malade, comme on retourne le fer dans la plaie. A la douleur qu'elle éprouvait, elle sentait combien son affection pour Maurice était devenue puissante. Elle essayait en vain de détacher son cœur de cette tyrannique amitié, elle la voyait croître chaque jour, et chaque jour aussi sa souffrance grandir.

Une rapide rougeur passa sur ses joues quand elle vit entrer Maurice; mais elle trouva la force de prendre une attitude calme, presque indifférente. Elle fut, pendant tout le dîner, silencieuse et maussade. Quand on passa de la salle à manger au jardin, Maurice, resté seul un moment avec elle, lui demanda rapidement la permission de la reconduire le soir aux Palatries. Elle resta interdite et toute frissonnante, et ne put lui répondre que par un signe de tête. Césarine revint, et Maurice eut à supporter deux heures de banalités. Vers neuf heures enfin, Lucile se leva et pria M. Jousserant de la ramener chez elle. Le domaine de M. Désenclos étant sur le chemin des Ages, la chose parut toute naturelle à Mme de Labrousse; elle accompagna les deux jeunes gens jusqu'au seuil du jardin et leur souhaita gaîment le bonsoir.

Lucile n'avait pas pris le bras de Maurice, et ils cheminaient silencieusement côte à côte. Quand ils ne furent plus qu'à une centaine de pas des Palatries : — Vous avez désiré me parler, dit la jeune femme, je vous écoute. — Elle prononça ces mots très vite et avec un accent plein d'âpreté.

Maurice lui conta en peu de mots la conversation qu'il avait eue avec la mère Jacquet et les allusions insidieuses de la meunière. — Voyez, dit-il en finissant, où mon imprudence vous a conduite! vous voilà forcée de céder aux menaces de cette femme... Pouvez-vous maintenant parvenir à changer les résolutions de M. Désenclos?

Lucile, après être restée un moment pensive, répondit d'un ton bref qu'elle se chargeait de tout... Rassurez-vous donc, ajouta-t-elle amèrement, aucun ennui ne viendra plus déranger vos plaisirs.

Maurice la regarda d'un air étonné et attristé. Elle avait ralenti le pas, et, le visage tourné vers la haie vive qui bordait le chemin, elle brisait entre ses doigts les extrémités fleuries des troènes. Le jeune homme, navré par la dureté des réponses de Lucile, voulut

essayer de lui expliquer les motifs de sa conduite, mais elle l'arrêta dès les premiers mots : — Laissons cela, dit-elle, vous ne me devez aucun compte de vos actions.

— Ah! s'écria-t-il douloureusement, vous ne voulez donc pas me comprendre!

Elle releva vers lui ses yeux brillans. — Je comprends une chose, dit-elle avec cette vivacité qui lui était ordinaire, c'est que vous vous plaisez à me faire de la peine.

— Je souffre plus que vous, répondit-il. — Elle garda le silence, mit la main sur ses yeux et détourna la tête. — Lucile, ajouta Maurice, laissez-moi vous parler raison!... — Il lui prit la main et la trouva moite de larmes. — Chère enfant, poursuivit-il tout ému, je vous suis plus attaché que vous ne pensez!...

Lucile continuait à détourner la tête et à verser des larmes sans parler. Son cœur était gonflé et près d'éclater. Maurice se pencha doucement vers elle, et ses lèvres se trouvèrent alors si près des cheveux de la jeune femme qu'il ne put résister à la tentation d'y déposer un baiser. — Songez, murmurait-il d'une voix tremblante, songez que le monde est terrible; si nous nous revoyons, on ne croira pas à notre amitié : on dira que c'est de l'amour...

Elle tressaillit, se retourna vivement vers lui, et le sentiment longtemps comprimé en elle fit explosion — Eh bien! s'écria-t-elle, on dira vrai... Je vous aime toujours!

Et rouge de confusion, palpitante, les yeux encore pleins de larmes, elle s'enfuit vers les Palatries, ouvrit précipitamment la porte du jardin et disparut...

Le lendemain, Maurice écrivait à son ami Hubert une longue lettre; il avait besoin de parler de son amour et d'épancher son cœur.

« Je t'avais annoncé mon prochain départ, lui disait-il; je ne partirai pas. Tout est changé, mon ami! Le ciel est bleu, le monde est beau! Elle m'aime, Lucile m'aime!... Je ne devrais pas le dire, je devrais le taire, — à toi surtout; mais mon bonheur m'étouffe, et il faut que je parle. Ne me fais pas de morale, c'est inutile. Je l'aime, et le monde entier me crierait que j'ai tort, que je ne l'écouterais pas. — Ne la blâme pas; son amour sincère est plus honnête que la réserve de bien des femmes qui se croient vertueuses. Si tu avais pu la contempler hier, à la nuit, dans ce petit chemin vert des Palatries; si tu avais entendu sa voix frémissante, si tu avais vu ses yeux bruns briller tout humides à la clarté des étoiles! Elle pleurait! Chères larmes! quand elles ont coulé, j'ai senti que ma vie tout entière lui appartenait... Non, je ne partirai pas; je resterai près d'elle, dans ce beau pays, dans cette douce vallée de

la Charente où tout respire et chante l'amour. Ma destinée est dans ses mains; quoi qu'il arrive, sa volonté sera la mienne, mon cœur battra où battra le sien, et nous nous aimerons en dépit du monde entier!... »

Tandis que Maurice écrivait ces lignes, Lucile pensait à lui et se sentait l'âme remplie d'une émotion délicieuse. L'épanouissement de l'amour dans un cœur jeune est une fête charmante. Elle éprouvait une sorte de féerique éblouissement. Le soir, quand tout dormait, elle allait s'asseoir sur la terrasse; elle aspirait lentement l'air tiède de la nuit et jetait un long regard sur l'horizon étendu devant elle : — au ciel, un fourmillement d'étoiles; sur la terre, un clair-obscur à travers lequel on entrevoyait les formes adoucies des arbres et des coteaux; dans l'air, un parfum de chèvrefeuille et de jasmin. La nature était imprégnée d'une volupté suave. Lucile oubliait le lieu et l'heure, il lui semblait qu'elle voyait devant elle s'entr'ouvrir les portes d'or d'un monde enchanté. Elle écoutait avec ravissement le cri d'un petit grillon qui murmurait dans le jardin, puis elle se souvenait des moindres mots de Maurice, et elle prenait plaisir à se les chanter à elle-même en suivant la rustique mélopée du grillon. Les enivremens de son cœur lui montaient alors aux joues en rougeurs subites, comme la séve monte en mars dans les jeunes oseraies et les empourpre.

Dès le lendemain de son entretien avec Maurice, elle s'était occupée du mariage de Simonne. La jeune fille, qui, au fond, se sentait attirée vers Sylvain Jacquet, fut facilement convertie à l'idée de rompre avec Chantepie. Quant à M. Désenclos, après avoir fait d'abord une vive résistance et longuement plaidé la cause de son protégé, il finit par céder devant la volonté persistante de sa femme et le désir nettement exprimé de Simonne. Quelques jours après, Jacques Chantepie vint à la brune chercher une réponse définitive et trouva le *cueilleux d'herbes* et Lucile sous les platanes du jardin. Jacques les salua de son air gauche et farouche, et sans parler interrogea du regard M. Désenclos. Ce regard anxieux remua profondément le maître des Palatries; il comprit que le moment était venu de faire connaître courageusement la situation au prétendant évincé, et après avoir donné à Jacques une cordiale poignée de main il lui annonça tristement qu'il fallait renoncer à Simonne. Jacques regarda le botaniste sans desserrer les lèvres, recula de quelques pas et s'appuya contre un arbre.

— Ah! dit M. Désenclos, que cette douleur muette touchait de compassion, j'ai bien fait ce que j'ai pu; mais quoi? Simonne ne t'aime pas.

— Mais je l'aime, moi! s'écria Chantepie, et il mit dans ce cri

un accent déchirant où l'on devinait toute la violence de sa passion naïvement égoïste. Ses yeux fauves, ordinairement voilés, s'étaient tout grands ouverts, et leurs regards soupçonneux et pleins de reproches allaient alternativement de Lucile à M. Désenclos. Ce dernier haussa les épaules. — Tu l'aimes, je le sais, mon pauvre garçon, répondit-il; mais cela ne suffit pas. En ménage, une affection réciproque donne seule le bonheur, et c'est justement ce que ma femme me faisait observer hier à propos de Simonne...

Chantepie se tourna brusquement vers Lucile, et la jeune femme fut obligée de baisser les yeux, tant étaient terribles les éclairs que lançait le regard sombre du garde de la Commanderie. — Ainsi, dit-il lentement en continuant de regarder Lucile, vous croyez, monsieur Désenclos, que pour être heureux il ne suffit point d'aimer sa femme de toutes ses forces, et qu'il faut encore qu'elle vous rende la pareille?

Lucile pâlit à cette question; quant à M. Désenclos, il s'anima tout à coup et répondit avec chaleur : — Comment, tu en doutes! Est-ce que le bonheur est possible autrement? Une femme qui n'aime pas son mari a beau être bien décidée à faire son devoir, elle souffre en le faisant, et son affection ressemble à une plante dépaysée qui ne pousse qu'en rechignant... Et puis crois-tu que toutes les femmes sachent se résigner? Il y en a qui se rebutent et qui trompent leur mari. Alors quel enfer qu'un pareil ménage! La femme ment, le mari soupçonne et découvre enfin la vérité... Dans de telles conditions, le mariage est le pire fléau qui puisse frapper deux créatures. C'est mon avis du moins, et voilà pourquoi je t'engage à oublier Simonne, qui en aime un autre... C'est dur, je le sais; mais plus tard nous te trouverons une femme qui t'aimera et qui te rendra heureux.

M. Désenclos s'était échauffé en parlant, ses yeux brillaient, ses traits accentués avaient une expression émue qui les rendait vraiment beaux. — Nous te trouverons une bonne femme, comme la mienne, — répéta-t-il en saisissant la main de Lucile et en la baisant rapidement. La jeune femme, tremblante et de plus en plus pâle, avait écouté les paroles de son mari avec une émotion toujours croissante. Elle ne l'avait jamais entendu s'exprimer avec cette animation sur un sujet étranger à la science; il lui semblait que chaque mot s'adressait directement à elle, et si l'obscurité n'eût été grande à cette heure de la soirée, on eût pu voir des larmes rouler sur ses joues glacées. Chantepie continuait à fixer sur elle ses yeux luisans comme ceux d'un chat sauvage qui guette un oiseau. — Vous avez raison, monsieur Désenclos, dit-il enfin après un silence; mieux vaut rester seul que d'être berné par une femme, comme des gens

que je connais... Je n'ai point de chance, moi, et, une fois marié, je trouverais un beau soir la Simonne se promenant dans les bois avec un damoiseau... Vous avez raison, n'en parlons plus!.. Je ne vous en remercie pas moins, monsieur Désenclos; vous avez toujours été bon pour moi, vous... Mais ce soir je ne suis point en humeur de causer... Pour lors adieu!

Il leur tourna brusquement le dos et disparut dans la nuit. Il était temps, Lucile sentait le cœur lui manquer; elle fit quelques pas, poussa un long soupir et se laissa tomber sur un banc. — Qu'as-tu, mignonne? fit M. Désenclos effrayé.

— Rentrons, dit-elle toute frissonnante, cet homme m'a fait peur.

Chantepie, en quittant les Palatries, s'enfuit à travers champs. Quand il fut au sommet du coteau, au milieu des *chaumes* qui dominent la vallée, il s'assit sur une borne et tendit le poing dans la direction des Ages. A ce geste, son chien, qui s'était couché près de lui, se redressa et poussa de longs aboiemens. — Malheur! grommela Jacques, le guignon ne me lâchera pas, c'est dit! Il enfonça son front dans ses mains. Le sang lui montait à la gorge, tandis que des pensées de violences confuses tourbillonnaient dans son cerveau. Il voulait se venger à tout prix, mais comment? Révéler à M. Désenclos la trahison de sa femme? Non, il aimait trop le *cueilleux d'herbes* pour lui briser le cœur. Il fallait trouver autre chose. Il resta longtemps plongé dans une morne méditation. — Oh! dit-il en se levant enfin, je me creuserai tant la tête que je trouverai une idée, et le jour où je la tiendrai, je l'exécuterai, j'en jure mon baptême!

V.

Les noces de Sylvain et de Simonne avaient été fixées à la Saint-Louis. Ce jour, impatiemment attendu par la meunière et par son fils, arriva enfin. Dès le matin, les deux *violoneux* de Savigné vinrent avec les garçons d'honneur chercher le marié et sa mère. Maurice était de la fête ainsi que M. et Mme Désenclos, car la noce se faisait aux Palatries. Cette journée devait être pour lui une longue souffrance. Dès le premier pas qu'il fit sur le seuil des Palatries, il sentit sa peine redoubler. Il lui fallut tout d'abord serrer la main de M. Désenclos et subir le cordial accueil d'un homme dont il allait troubler le bonheur domestique. Il vit pour la première fois Lucile chez elle, dans ce doux royaume où tout respirait le bien-être et la joie; un pénible sentiment de jalousie et de honte s'empara de lui et ne le quitta plus. Tout ce luxe, ces fleurs rares, ces

eaux jaillissantes, ces meubles précieux, toutes ces belles et bonnes choses qui entouraient Lucile et formaient un cadre si bien approprié à sa beauté, toutes ces satisfactions que Maurice aurait tant aimé à lui prodiguer, elle les devait à un autre. Et sa fille, cet enfant aux yeux grands ouverts, aux lèvres rieuses, à la voix argentine, c'était la fille d'un autre. Dans les moindres détails d'intérieur, Maurice reconnaissait l'influence féconde, l'intervention continuelle de cet *autre* qu'il n'avait jusqu'alors entrevu que dans un vague lointain. Maintenant la réalité le prenait à la gorge et le secouait rudement pour lui faire sentir que toute sa tendresse, tout son amour, n'étaient que des plantes stériles à côté de la tendresse et de l'amour de M. Désenclos.

Quand les conviés furent au complet, on partit pour Savigné, et la noce défila, musique en tête, par les chemins couverts qui mènent à l'église. Au moment où le cortége longeait le rustique cimetière aux pierres tombales couchées comme des dolmens parmi le fenouil et les touffes d'armoise, une tête se montra au-dessus du mur, une tête aux regards sauvages et aux traits contractés. C'était celle de Jacques Chantepie. Il avait voulu contempler Simonne dans sa robe de mariée; il l'avait vue s'appuyer souriante sur le bras de Sylvain, et il la regardait s'éloigner, et pour la première fois peut-être depuis bien des années des larmes jaillirent de ses yeux brûlans, des larmes de colère autant que de douleur.

Maurice avait espéré que le tumulte de la noce lui permettrait de voir Lucile et de lui parler plus librement; mais, depuis le matin, la jeune femme semblait éviter les occasions de se trouver seule avec lui. Dès qu'elle l'apercevait, elle se rapprochait de Simonne ou de M. Désenclos. Elle paraissait soucieuse et préoccupée. Sa témérité ingénue avait fait place à une douloureuse hésitation. Quinze jours auparavant, les plus grandes hardiesses lui avaient paru innocentes; maintenant la moindre démarche lui semblait criminelle, et elle osait à peine adresser la parole à Maurice. Celui-ci ne pouvait s'expliquer ce changement, et l'apparente froideur de Lucile l'irritait tout en exaltant sa passion. Vers la nuit, il erra longtemps autour de la salle de danse dans l'espoir de rencontrer son amie, et il allait se retirer quand il la vit tout à coup paraître dans le sentier qui conduisait à la maison d'habitation. Lucile marchait rapidement et semblait avoir hâte de rentrer chez elle. En apercevant Maurice, elle fit un mouvement en arrière. — Je puis donc enfin vous parler! dit le jeune homme à voix basse, pourquoi me fuyez-vous?

Elle demeura silencieuse, et son air embarrassé et craintif accrut encore l'exaltation de son interlocuteur. Sans attendre sa réponse,

il lui exprima avec une amertume passionnée son amour et l'irritation jalouse qui l'agitait depuis le matin. Il lui dit combien le bonheur des nouveaux mariés lui faisait mal, lorsqu'il songeait au temps où Lucile avait la libre disposition d'elle-même. Il y avait eu une heure où il aurait pu lui parler d'amour sans remords, comme Sylvain à Simonne, et il n'avait pas su la saisir, et cette heure ne reviendrait jamais! Il ne goûterait jamais ce bonheur pur, il ne posséderait jamais Lucile!... — Ah! comme je vous aime malgré toute ma souffrance! s'écria-t-il en serrant soudain le bras de la jeune femme.

Ces paroles frémissantes, loin de rassurer Lucile, redoublèrent encore son embarras; elle tremblait d'être rencontrée dans cette obscurité seule avec Maurice, et elle le pria de la laisser rentrer au logis. Il ne répondit pas; il continuait à lui étreindre le bras avec une sourde violence.

— Maurice, murmura-t-elle d'une voix suppliante, je vous en prie, soyez plus calme... Laissez-moi, vous me faites mal!

— Oui, vous avez raison, dit-il, je suis fou!

Il lui rendit la liberté et s'enfuit loin des Palatries.

Peu de temps après la noce, Simonne vint se fixer aux Ages avec Sylvain, et M. Désenclos partit pour l'Angoumois, où il devait faire un séjour de plusieurs semaines. Lucile le vit s'éloigner avec un sentiment d'inquiétude; dans la situation d'esprit où elle se trouvait depuis la visite de Chantepie, elle craignait de rester seule à la maison. Elle avait peur de tout : de Jacques, de Maurice et d'elle-même. Aussi céda-t-elle facilement aux instances de Mme de Labrousse, qui la pressait d'accepter chez elle l'hospitalité pendant un mois. Elle alla immédiatement s'installer avec sa fille à la Commanderie.

L'automne était venu, un de ces magnifiques automnes comme on en voit souvent dans l'ouest. Les raisins mûrissaient sur les treilles, les poiriers inclinaient jusqu'à terre leurs branches lourdes de fruits, et sur les chemins on faisait pleuvoir les noix à coups de gaule. Le ciel, d'un bleu soyeux, légèrement voilé de brumes argentées à l'horizon, n'avait plus la limpidité des journées d'août; la nature, dans sa pleine maturité, s'alanguissait déjà, comme une mère que des couches trop fécondes ont épuisée, et qui, lasse et pâlie, s'éteint au milieu d'un groupe de robustes enfans.

Quel charme d'errer librement avec Lucile, par ces lumineuses journées de septembre, sous les châtaigniers de la Commanderie! La seule pensée de ces promenades enchantait Maurice. Dès qu'il connut l'installation de Mme Désenclos chez la veuve, il se hâta de se présenter dans le salon de Mme de Labrousse. Celle-ci commen-

çait à s'irriter de sa réserve. La persistance de Maurice à ne point dépasser les premières stations du voyage au pays du Tendre impatientait Césarine et la désolait. Elle avait la tête beaucoup plus prise qu'elle ne le croyait, et le désir avait implanté dans son cœur de profondes et solides racines. Les passions qui naissent chez les femmes de quarante ans sont comme les plantes qui poussent sur les vieux murs, — envahissantes et tenaces. La froideur polie de Maurice n'avait fait qu'exaspérer la fantaisie de la veuve, et elle avait résolu de triompher de ce beau dédain. Elle se promit de l'observer et de l'étudier de près, et elle exécuta strictement cette partie de son programme. Au lieu des libres heures de promenade tant rêvées, Maurice fut condamné à la compagnie de Mme de Labrousse. La veuve ne quittait pas Lucile. En huit jours, il ne put dire à son amie un mot en particulier. L'inévitable Césarine était toujours là, l'œil au guet, comme une araignée sur sa toile. La petite Madeleine était la seule qui gagnât à cette contrainte; toutes les adorations enfermées dans le cœur du jeune homme se transformaient en caresses pour l'enfant de Lucile.

Le manége de Mme de Labrousse eut un double résultat, sur lequel la veuve ne comptait nullement : il augmenta encore la passion de Maurice en la comprimant, et rendit à Mme Désenclos une partie de la sécurité qu'elle avait perdue. La présence de Césarine donnait je ne sais quel air innocent aux visites de Maurice; Lucile pouvait le voir et lui parler maintenant sans s'exposer aux périls d'un tête-à-tête; grâce à la veuve, leurs causeries redevenaient calmes et purement amicales. Cette apparente sérénité fit illusion à la jeune femme, et peu à peu ses premiers troubles s'apaisèrent ou plutôt s'endormirent. Au bout d'une semaine, elle avait repris sa gaîté et son étourderie d'oiseau. — Vers la mi-septembre, les vendanges commencèrent à la Commanderie. Saint-Clémentin n'est pas un pays vignoble : autour des borderies, quelques pieds de vignes enlacés aux arbres et poussant à l'aventure servent à alimenter le tonneau de piquette des métayers; mais on ne connaît guère que par oui-dire la saveur du vin du cru. Seuls de tout le voisinage, M. Désenclos et Mme de Labrousse possédaient quelques *chaînées* de vigne qu'ils vendangeaient en commun, le pressoir de la Commanderie servant pour les deux récoltes.

Un soir, tandis qu'on foulait les premières cuvées de la vendange des Palatries, Lucile et Maurice se rencontrèrent dans le pressoir déjà assombri. Au loin, on entendait les vendangeuses qui revenaient de la vigne en chantant. Dans un intervalle de silence, un couplet entonné par une jeune voix arriva jusqu'à eux :

Rossignol sauvage,
Rossignolet des bois,
Apprends-moi ton ramage,
Apprends-moi la manière
Dont on se fait aimer.

Aux premières notes de cet air qui leur rappelait un cher souvenir, Maurice et Lucile se regardèrent tout émus. Ils étaient restés seuls dans l'encoignure où s'arrondissait la cuve. Mme de Labrousse s'était éloignée, et les vendangeurs fatigués se reposaient près de la porte à l'autre extrémité de la voûte. L'obscurité s'étendait autour des deux jeunes gens; on les avait oubliés, et pour achever de les isoler le bruit du pressoir étouffait les rumeurs du dehors. — M'aimez-vous encore un peu? murmura Maurice. — Pour toute réponse, Lucile lui tendit sa main, qu'il serra dans la sienne. — Ne pourrai-je donc jamais vous voir seule? continua-t-il. Et comme elle secouait la tête et semblait hésiter, il la supplia de trouver un prétexte pour venir le rejoindre à la tombée de la nuit dans la châtaigneraie. La jeune femme le regarda avec effroi.

— Non, dit-elle, c'est impossible! — En même temps elle voulut retirer sa main et s'éloigner; mais Maurice la retint, et par un brusque mouvement imprima un baiser brûlant sur le bras nu de Mme Désenclos. Elle tressaillit, lui jeta un regard rapide où l'amour et les reproches se confondaient, et s'enfuit, les joues empourprées, le cœur plein d'un trouble nouveau... Quand Maurice eut quitté à son tour la sombre encoignure, une tête se pencha au-dessus des bords de la cuve, et deux regards le suivirent jusqu'au seuil du pressoir. Chantepie était là. Il venait de descendre dans la cuve lorsque les deux jeunes gens s'en étaient approchés, et en les reconnaissant il s'était tenu invisible et immobile au fond de sa cachette. Dès que Maurice eut disparu, il fit un geste de mépris et se remit à écraser les grappes en sifflant.

Pendant toute la semaine qui suivit, Maurice ne put se trouver seul avec Mme Désenclos. En revanche, Mme de Labrousse redoubla pour lui d'amabilité et le fatigua de ses attentions. Peu à peu il devint la proie d'une agitation douloureuse; il était inquiet, impatient, irritable. Mme Désenclos fut saisie de compassion au spectacle de cette souffrance dont elle était la cause première, et avec la pitié l'amour rentra en maître dans son cœur.

Cependant les jours se passaient, et le moment du retour de M. Désenclos était proche, car on touchait à la Saint-Michel. C'est en Poitou l'époque des renouvellemens de baux et des engagemens de domestiques. Mme de Labrousse annonça devant Maurice

qu'elle irait ce jour-là à Ruffec, où elle avait affaire, et qu'elle y passerait vingt-quatre heures. — M'accompagnerez-vous? demanda-t-elle à Lucile.

Au même moment, Maurice jeta à son amie un regard où il y avait une si poignante expression de douleur et de prière, qu'elle n'eut pas le courage de repousser cette muette supplication. Elle répondit que Madeleine était souffrante, et qu'elle préférait rester à la Commanderie. La conversation prit un autre cours; mais le soir, avant de partir, le jeune homme glissa entre les doigts de Lucile un billet crayonné à la hâte. « Je souffre horriblement depuis une semaine, lui disait-il, j'étouffe et j'ai besoin de vous parler. Après-demain, je serai pour tout le monde à trois lieues d'ici, mais au coucher du soleil je franchirai le mur du parc et j'irai vous attendre au rond-point de la châtaigneraie. Si vous m'aimez un peu, vous y viendrez. »

VI.

La veille de la Saint-Michel, Maurice avait prévenu la mère Jacquet qu'il passerait la journée du lendemain à Charroux. Il partit en effet de bonne heure; mais, après avoir laissé son cheval à la première auberge du bourg, il revint sur ses pas, fit un long détour dans la campagne et regagna ainsi les bois des Ages, où il passa le reste de l'après-midi. Le ciel était gris, l'air sans chaleur et sans transparence; tout le paysage était imprégné de tristesse. Dans le tournoiement des feuilles tombantes, dans la plainte des oiseaux, dans les flottantes vapeurs de l'horizon et jusque dans l'attitude des rares fleurettes qui fussent restées épanouies, il y avait une expression désolée. Maurice ne s'en apercevait guère; toute son attention était absorbée par la contemplation intérieure de l'image de Lucile et par le brûlant souvenir de leur dernier entretien à l'ombre du pressoir. Depuis cette soirée, il semblait que son amour eût changé de nature. Un orage grondait sourdement en lui. S'emparer de Lucile, la ravir au monde entier, l'emporter frémissante sous ses caresses, voilà ce qu'il souhaitait maintenant, voilà les rêves impatiens qui l'agitaient sous la futaie humide des Ages.

Dans le salon de la Commanderie, Mme Désenclos était en proie à des sentimens d'un autre genre, mais tout aussi poignans et anxieux. Elle avait d'abord essayé de tromper les heures en lisant; mais quelle lecture était possible avec ce tourbillon de rêves, de repentirs et de craintes vagues qui s'agitait dans sa tête? Par momens, sa pensée l'emportait aux Palatries; elle songeait aux jours

calmes qu'elle y avait passés avant le retour de Maurice; elle se retrouvait assise sur la terrasse avec sa fille, le soir, à l'heure où M. Désenclos revenait de ses excursions; elle le voyait descendre par le sentier des vignes, la figure souriante sous son grand chapeau de paille, les bras chargés de plantes sauvages; elle entendait le rire frais de l'enfant mêlé au rire plus viril du père, et elle se disait avec terreur qu'elle ne goûterait plus cette joie calme; elle se sentait irrésistiblement entraînée vers une autre vie pleine de fièvre et d'ivresse, pleine aussi de regrets et de remords, une vie où il faudrait mentir et jouer une perpétuelle comédie... Retourner en arrière et retrouver l'autre existence avec ses bonheurs paisibles et uniformes, était-ce possible? N'avait-elle pas elle-même noué le lien qui l'attachait à Maurice? Elle l'avait précédé sur la pente où ils glissaient tous deux, et maintenant l'abîme l'attirait. Elle était déjà fascinée et ne pouvait plus détourner la tête. A la pensée de ce rendez-vous dans la châtaigneraie, son cœur battait et ses yeux se fermaient. Elle s'avouait en tremblant qu'une fois là-bas, auprès de Maurice, elle ne s'appartiendrait plus. Ses regards interrogeaient avec anxiété la pendule et trouvaient les aiguilles à la fois trop lentes et trop rapides. — Je l'aime, se disait-elle les larmes aux yeux, et c'est moi qui l'ai voulu; je l'aime et je me perds, et rien ne peut nous sauver l'un de l'autre...

Cependant le ciel s'était peu à peu éclairci, et le soleil se couchait vermeil dans les nuées. Lucile sortit. Sur le perron, sa fille Madeleine courut vers elle et la supplia de l'emmener au jardin. — Oui, oui, dit Lucile prenant une soudaine résolution, viens avec moi, ma chérie! — Elle la saisit dans ses bras et l'emporta en la couvrant de baisers.

La châtaigneraie de la Commanderie descend en pente rapide vers les prés. Une allée assez large, aboutissant à un rond-point, la coupe diagonalement. Des deux côtés, le taillis qui la borde est entremêlé de grands ajoncs si drus et si épais qu'il est impossible de voir au travers. Au milieu du rond-point, un vieux faune de pierre se dresse sur un tertre couvert de mousse; Lucile vint s'y asseoir. Le soleil avait disparu, le crépuscule tombait, et elle commençait à s'inquiéter, quand elle vit Maurice paraître au fond de l'allée et s'arrêter près de Madeleine, qui était accourue à sa rencontre. Il avait pris la petite fille pour l'embrasser, et il l'enlevait triomphalement dans ses bras. Au même moment, un coup de feu retentit, Maurice poussa une exclamation et laissa retomber Madeleine toute sanglante. La balle, après avoir labouré le bras du jeune homme, était venue frapper l'enfant.

Au bruit de la détonation, Lucile accourut. La mignonne tant ai-

mée était étendue sur l'herbe, le sang rougissait sa robe blanche, et ses petites mains conservaient encore des brins de bruyère fleurie. Elle se précipita sur sa fille, la serra convulsivement dans ses bras, et bondit à travers la châtaigneraie en la remplissant de ses cris de détresse. Pendant ce temps, Maurice atterré s'était élancé dans le fourré et cherchait en vain à découvrir le meurtrier...

Madeleine respirait encore. Mme Désenclos exigea qu'elle fût transportée immédiatement aux Palatries. Un médecin appelé à la hâte examina la plaie et déclara que la blessure était grave et mettait la vie de l'enfant en danger. Lucile passa la nuit au chevet de sa fille. Ce qu'elle souffrit pendant cette veillée, les mots ne peuvent le rendre. Parfois elle sentait sa raison sombrer dans un abîme de pensées tourbillonnantes et désordonnées, parfois aussi une froide lucidité succédait à cet obscurcissement, et elle s'interrogeait avec horreur. Que répondrait-elle à son mari, lorsqu'à son retour il trouverait sa fille mourante? Les détails du meurtre ne resteraient pas longtemps ignorés. Une seule personne avait pu tirer le coup de fusil, — Chantepie. L'ancien braconnier avait son secret, et, une fois pris, il ferait des aveux; les gens de la Commanderie d'ailleurs avaient sans doute aperçu Maurice, et ils parleraient; partout elle voyait se dresser des accusateurs. Son honneur était perdu, et sa fille était mourante; il lui semblait que sa vie s'écroulait de tous côtés à la fois. Elle se penchait alors sur le lit de l'enfant et couvrait de larmes et de baisers ses petites mains, puis elle se levait, parcourait la chambre en proie à une pénible agitation nerveuse, et quand, physiquement brisée, elle retombait sur sa chaise, une agitation morale plus douloureuse encore venait torturer son âme.

Le lendemain, M. Désenclos et Mme de Labrousse arrivèrent en même temps à la Commanderie et apprirent ensemble la triste nouvelle. On leur donna rapidement les détails confus qu'on avait pu saisir à travers les paroles désespérées de Lucile; M. Désenclos les écouta à peine du reste et courut aux Palatries. En entendant le son de sa voix dans l'escalier, Lucile, anéantie par les angoisses de la nuit, sentit son cœur cesser de battre, ses genoux ployer, et tomba sans connaissance. On l'emporta dans sa chambre, et M. Désenclos alla s'asseoir près de sa fille et ne la quitta plus. Quand Lucile revint à elle, on lui apprit que le médecin redoutait une inflammation cérébrale. Elle se traîna près de l'enfant et se tint cachée derrière les rideaux, osant à peine lever les yeux sur son mari, placé de l'autre côté du lit. Absorbé dans sa douleur et comme pétrifié, M. Désenclos se contenta de faire un geste de la main pour lui recommander le silence, et s'abîma de nouveau dans la contemplation de sa fille bien-aimée.

Quelques jours se passèrent ainsi. Chantepie ne s'était plus montré à la Commanderie depuis le soir du coup de fusil. Cette étrange disparition, jointe aux mauvais antécédens du garde, donna des soupçons à la justice, et on lança contre lui un mandat d'amener.

M. Désenclos apprit ce nouvel incident sans même donner une marque de surprise ou d'indignation; son enfant seule l'occupait. Le médecin ne donnait que peu d'espoir. En le reconduisant jusqu'à la terrasse, Lucile l'interrogeait chaque fois avec anxiété, et chaque fois il se bornait à secouer la tête d'un air de doute. Elle revenait alors, navrée, s'asseoir en face de son mari, dont le silence l'épouvantait. Elle se sentait coupable et croyait voir un reproche dans les moindres gestes de M. Désenclos. Pourquoi lui adressait-il à peine la parole?... Assurément il savait tout, et il la méprisait. Au milieu de ses angoisses et de ses remords, elle était profondément touchée de pitié et de respect pour cet honnête homme qui l'avait si sérieusement aimée, et qu'elle faisait si cruellement souffrir. Elle l'admirait, et son repentir redoublait. Oh! si elle avait pu alors retourner en arrière et ressaisir les heures écoulées depuis le soir de la *ballade* du Puits-Carré!... Jusque-là, elle n'avait envisagé la vie que comme un chemin joyeux et facile à suivre, elle en apercevait maintenant les passes difficiles et les sommités périlleuses. Elle comprenait pour la première fois que sur le fond sévère de l'existence humaine les joies de la jeunesse et les ivresses de l'amour ne forment que de capricieuses et frêles broderies; ce qui compose la trame même, ce sont les luttes incessantes et les renoncemens courageux. Ainsi jour à jour, pour ainsi dire heure à heure, la douleur la mûrissait et transformait l'enfant étourdie en femme sérieuse, prête à tous les dévouemens et à toutes les épreuves.

Aux Ages, Maurice avait aussi sa part de souffrance; mais les angoisses, au lieu de détruire sa passion, l'avaient accrue. Il voulait revoir Lucile, se jeter à ses pieds, implorer son pardon, et il cherchait en vain un moyen de parvenir jusqu'à elle. La Toussaint arriva. Dans cette partie du Poitou, les garçons des villages passent la nuit qui précède la fête des *morts* à sonner des glas dans chaque paroisse. C'est un usage immémorial. Seulement la vieille coutume a perdu avec le temps un peu de son caractère religieux et solennel; elle est devenue le prétexte d'un souper dont les jeunes garçons vont quêter les élémens dans le village et les métairies environnantes. Le soir de la fête, Maurice entendit, dans la cour des Ages, les gars de Savigné chanter en chœur la vieille et mélancolique chanson de la Toussaint. Il les écouta tout rêveur, et lorsqu'ils s'éloignèrent dans la direction des Palatries, il songea que le plus sûr moyen de voir Lucile sans la compromettre serait de se mêler à eux

et de pénétrer ainsi jusqu'à Mme Désenclos. Il se hâta de descendre et de les rejoindre.

Un épais brouillard enveloppait la vallée; il put suivre le groupe des chanteurs sans être reconnu. Ils montèrent aux Palatries; mais, dès qu'ils eurent atteint l'avenue des noyers, leurs chants cessèrent, car ils savaient que le deuil était dans la maison. M. Désenclos ne quittant pas le lit de sa fille, Lucile était venue elle-même recevoir les *veilleurs* sur la terrasse. Maurice, caché derrière un platane, la vit distribuer son offrande, il l'entendit répondre avec un accent doux et triste à leurs questions sur la santé de l'enfant. Les garçons s'éloignèrent peu à peu; alors il s'approcha d'elle et l'appela d'une voix suppliante. Elle frissonna tout entière au son de cette voix bien connue et s'arrêta. — Lucile, murmura Maurice, pardonnez-moi, dites-moi que vous ne me haïssez pas, parlez-moi!...

Elle se sentit remuée de pitié, mais elle songea en même temps à l'enfant malade et à la petite chambre où le père veillait; elle ne le laissa pas continuer. — Partez, dit-elle rapidement, oubliez le passé et ne me revoyez jamais...

— Lucile! s'écria-t-il encore, et il lui tendit la main. Elle la repoussa doucement.

— Adieu! adieu! balbutia-t-elle, et elle s'enfuit.

Il la vit disparaître et redescendit lentement les allées du jardin. La vallée était ensevelie dans la brume, et le ciel était sombre. Au loin, les cloches de Savigné et de Saint-Clémentin commençaient à sonner lentement le glas de la fête des morts, et par momens on entendait encore les chants des jeunes gars qui continuaient leur quête de *borderie* en *borderie*.....

Maurice quitta les Ages le surlendemain. Le même jour, la maladie de Madeleine parut entrer dans une phase nouvelle; la fièvre diminua et finit par disparaître. Un matin, le docteur déclara que le danger avait cessé. Lucile poussa un cri de joie et serra avec effusion les mains du médecin; quand elle l'eut reconduit jusqu'au seuil du jardin, elle remonta tout émue et s'arrêta sur le palier; ses yeux étaient pleins de larmes, et elle voulait les essuyer avant de rentrer. Elle entendit M. Désenclos qui parlait à Madeleine avec un accent attendri et joyeux; l'enfant lui tendait ses mains amaigries et lui répondait d'une voix faible. — Elle me reconnaît! Elle est sauvée!... cria le père en apercevant sa femme.

Lucile se sentit emportée par son émotion : sa nature expansive et impétueuse avait repris le dessus; elle courut à M. Désenclos, s'agenouilla devant lui, et lui saisissant les mains : — Pardon!... oh! pardonnez-moi! s'écria-t-elle.

Son mari la regarda avec un naïf étonnement et la releva. —

Pardon?... dit-il, et de quoi donc es-tu coupable, ma mignonne? Est-ce ta faute si ce misérable Jacques a tiré sur toi?... Le pauvre fou a cru ainsi se venger du mariage de Simonne. Il s'est fait justice du reste, et on l'a trouvé pendu dans le bois des Ages... N'en parlons plus. — C'est moi, ajouta-t-il avec vivacité, c'est moi qui ai mille pardons à te demander. J'ai été maussade tout ce mois-ci; mais l'enfant m'absorbait... Si elle était morte, je l'aurais suivie.

Lorsque dans un ciel lourd de nuées il se fait une soudaine déchirure, la profondeur de l'azur reparaît tout à coup, les champs ruissellent de lumière, et les alouettes chantent dans l'air bleu. Ainsi aux paroles de M. Désenclos l'âme de la jeune femme s'éclaira d'une joie subite et profonde, et elle entendit éclater en elle les chansons de l'espérance. Il ne savait rien, et elle n'avait rien perdu de son affection! Le mal fait par elle n'était pas irréparable, elle pouvait reprendre possession de son doux royaume des Palatries et y commencer une nouvelle vie, sans que la défiance dressât entre elle et son mari un mur infranchissable! Et Madeleine était guérie, et elle-même était sauvée... Elle se jeta dans les bras de M. Désenclos : — Oh! vous êtes bon! s'écria-t-elle, et elle fondit en larmes.

Madeleine s'est promptement rétablie, et au printemps suivant le *cueilleux d'herbes* a pu reprendre ses excursions, accompagné cette fois de sa femme et de sa fille. Mme de Labrousse, dégoûtée de la Commanderie, s'est fixée à Poitiers, et, sentant venir la cinquantaine, elle s'est faite dévote. Maurice n'est plus revenu dans le pays; il voyage, dit-on, en Orient. Malgré ses résolutions, Lucile n'a pu entièrement le bannir de sa pensée. Quand en avril les pousses des tilleuls commencent à rougir autour du moulin des Ages, elle regarde la vallée avec mélancolie et songe aux printemps évanouis; mais l'éducation de sa fille et les soins de sa maison empêchent cette rêverie de devenir dangereuse. Le souvenir de Maurice apparaît maintenant à son esprit comme Joubert voulait que sa mémoire se présentât à ses amis, — « avec une larme d'attendrissement sur les paupières et un sourire sur les lèvres. »

ANDRÉ THEURIET.

CUBA ET LES ANTILLES

II.

MATANZAS, UNE PLANTATION.

28 février 1865.

Nous sommes depuis hier à Matanzas, dans une auberge barbare encore, mais infiniment préférable à celle de la Havane en fraîcheur et en propreté. Notre croix n'est plus la poussière et le soleil; c'est le vacarme qui du matin au soir, à peine le jour levé jusqu'à une heure avancée de la nuit, retentit dans la cour étroite et fermée où donnent nos fenêtres : coups de marteau, coups de pioche, piles d'assiettes renversées, cris de la cuisine, cris de la salle à manger, rixes et querelles du rez-de-chaussée et des écuries, et surtout tintamarre de sept ou huit cloches fêlées, que quatre nègres grimpés sur le clocher de l'église voisine passent leur vie à marteler sans pitié tous les quarts d'heure. Ce ne sont pas nos belles cloches suisses au tintement argentin et joyeux qui s'élève du fond des vallées avec les brouillards dorés du matin, ni nos harmonieux carillons italiens qui se croisent en légères volées au-dessus des villes; c'est un tumulte indescriptible, mêlé de tam-tam chinois, de bassinoires et de casseroles. Tel est en général le caractère de la musique espagnole : plus il y a de bruit, plus on admire. Les orchestres, celui même de l'opéra, sont remplis de cuivres âpres et

(1) Voyez la livraison du 15 août.

criards; ils hâtent la mesure jusqu'à ce qu'on n'entende plus qu'une cacophonie informe et diabolique.

Mais revenons à la Havane où je vous ai quittés. Nous disons adieu avec joie à notre taudis du cinquième étage, en nous promettant d'y revenir le plus tard possible. A la station du chemin de fer, l'embarquement des bagages est difficile : il faut enregistrer et peser séparément chacune de nos malles. Nous voilà pourtant commodément assis sur nos chaises de cannes, dans un wagon aromatisé de l'encens de vingt cigarettes, observant tour à tour le paysage et nos compagnons.

Ceux-ci sont bien vêtus pour la plupart et appartiennent évidemment à la classe aisée; nous ne sommes plus aux États-Unis, dans le pays de l'égalité forcée, et celui dont la bourse est légère ne se croit pas humilié pour prendre la seconde classe. Les nègres, les gens de couleur y sont d'ailleurs relégués par l'usage; mais j'ai peine à croire que le sang blanc tout seul coule dans les veines de mes voisins. Ils ont pour la plupart le teint pâle et noirâtre, d'un brun sans reflets, les yeux trop sombres pour des blancs, la bouche large et épaisse, les pommettes osseuses, les cheveux droits, noirs et plats. Est-ce le sang africain mêlé en dose infinitésimale à la race cubaine? Est-ce, comme on le dit, un ancien mélange de sang indien? Je ne prétends pas le savoir, mais il est visible que le créole de Cuba n'est pas le descendant légitime de l'ancien colon espagnol. C'est le fils d'une mésalliance, un bâtard qui, comme cela se voit souvent, vaut mieux que le fils de famille, et qui aspire à secouer l'espèce de domesticité qu'on lui impose. A ce vieux fond de la race créole et aborigène sont venues se joindre bien des familles espagnoles qui ont embrassé les sentimens et les intérêts de leur patrie nouvelle, des Américains, des Allemands, tout à fait transformés en méridionaux, des Français enfin qui, malgré l'ordre d'exil prononcé contre eux autrefois par les Espagnols, ont déjà fait souche dans l'aristocratie territoriale de la colonie. On rencontre souvent des figures qui rappellent le mélange ancien de la race blanche et de la race cuivrée. Telle est cette femme aux yeux durs et farouches, d'une forte charpente, avec une peau d'un brun fauve, qui me rappelle certaines beautés mexicaines admirées dans le monde parisien. Il n'y a rien dans son visage de l'enfantine bonne humeur du nègre, il y a au contraire un je ne sais quoi de sauvage et de brutal. Cette étrange créature, avec ses mouvemens violens, ses regards fixes, ses gestes impétueux et l'animation étourdissante de son langage, est aussi éloignée du type européen et moderne de la femme que la louve sauvage est différente de la paresseuse levrette d'appartement.

Ouvrons maintenant la fenêtre grillée, et jetons, malgré le soleil, un coup d'œil sur le paysage. C'est une vaste plaine ondulée, un peu monotone, mais partout riante et spacieuse, avec de grands bouquets de palmiers, des quinconces de bananiers en fruits, de larges cultures de cannes, des haies de cactus, d'aloès et de lianes, des labours de terre rouge brillant au soleil. On me dit que l'île de Cuba tout entière n'est qu'un immense banc de corail, ce qui veut dire qu'elle est formée d'un calcaire récent et plein de fossiles maritimes. On voit à la surface des veines de terrain gris et noir; mais l'aspect général du sol des grands plateaux intérieurs est celui d'une brique rouge et grenue.

Le pays est donc uniforme et serait triste sous un autre ciel. Les détails du paysage suffisent pour nous charmer : tantôt c'est un *ceiba* gigantesque, dont le dôme en parasol et les branches tordues dominent une colline boisée; tantôt c'est un bocage d'arbres fruitiers, sorte de verger sauvage qui avoisine une ferme ou la hutte d'un pâtre nègre. Toutes ces tiges droites, courbées, hautes ou penchées et presque rampantes, les unes avec leurs touffes métalliques, les autres avec leurs chevelures longues et traînantes et leurs grappes de fruits pesans, se mêlent, s'entrelacent, s'enroulent de lianes et de broussailles, et forment par endroits de charmans fouillis. Ce ne sont pas les épais ombrages de nos grandes forêts septentrionales, ni les impénétrables profondeurs de la végétation des pays humides. Le bocage à claire-voie s'ouvre partout à l'air et au jour; le berceau serré des grandes palmes vertes laisse percer maint rayon de soleil, et çà et là, au plus épais du taillis, un petit coin de ciel bleu vient réjouir l'œil du passant. Il y a tel de ces vergers clos de haies, attenant parfois à des bois plus sauvages et parsemé de rayons de soleil égarés capricieusement sur les grandes herbes, qui semble détaché d'un cadre de Diaz, moins les Orientales magnifiquement enrubannées qu'il y promène, et qui sont ici remplacées par de modestes négresses en chemises de toile.

Cette végétation brille moins encore par la force désordonnée et la grandeur écrasante qu'on lui suppose que par la noblesse et la beauté des formes. Elle conserve une admirable symétrie au milieu même de ses plus étourdissans caprices. Point de ces broussailles grossières et bourrues, de ces arbres gauches et massifs qu'on voit dans nos climats. Nos forêts semblent pousser au hasard et n'avoir d'autre loi que la difformité. Ici palmiers, faux cèdres (ce que du moins on appelle cèdre à Cuba, et qui, je crois, n'est même pas un conifère), cocotiers, bananiers, orangers et citronniers de mille espèces, et jusqu'aux gros arbres noueux qui tordent leurs bras comme nos chênes, ont d'abord une tige svelte et élancée au-dessus de la-

quelle s'épanouit le désordre du feuillage. Il y a une grande différence entre les arbres sveltes par nature et ceux dont une orthopédie laborieuse a mal redressé les membres. Le plus ingénieux jardinier du monde n'imitera jamais la forme des végétations du midi; vous ne ferez jamais un pin pignon d'un pin d'Écosse, ni d'un lourd peuplier suisse un gracieux peuplier d'Italie. — De temps en temps nous passons dans un bois de bambous plantés en touffes, comme nos taillis de chênes. Ce ne sont plus les larges feuilles et les végétations majestueuses du peuple innombrable des palmiers : des feuillages légers, fins, transparens comme celui du saule, ondoient au bout des rameaux grêles et flexibles qui s'épanouissent en gerbes autour du roseau colossal. La verdure en est menue comme celle d'une asperge en fleur, douce et tendre comme celle de nos graminées. Ce n'est qu'une herbe à la vérité, mais c'est une herbe dont les cépées épaisses nous enveloppent de leur ombre, et dont la paille soutient le toit des maisons.

Vous aimerez peut-être à vous arrêter un moment à la station de San-Felipe, pour voir la foule qui s'y presse autour des échoppes des marchands de fruits. San-Felipe est à la jonction du chemin de fer de Matanzas et de celui de Batabano, port situé sur l'autre face de l'île : des deux voies qui conduisent de la Havane à Matanzas, nous avons pris la plus longue, pour voir le pays. La station se compose de hangars à jour et d'échoppes à peu près semblables à celles qu'on voit à Naples dans la rue de Tolède. Noix de coco, pyramides d'oranges, de citrons, de grenades, de mangos, de bananes, barricades de biscuits de Savoie, pains brûlés et tordus à l'italienne, saucisses, tranches de lard, pieds de cochons et maintes friandises et rafraîchissemens du même genre, exhalant à la ronde une forte odeur d'oignon, de piment et d'échalote, y tentent l'appétit du voyageur désœuvré. C'est là que les passagers du train de Batabano trouvent chaque matin leur pâture : il n'y a pas d'autres buffets sur les chemins de fer de l'île, car les créoles ne sont délicats ni sur la qualité, ni sur la cuisson, ni même sur la propreté de leurs alimens. — D'où vient donc ce parfum d'ail qui remplit le wagon? C'est ma voisine, la dame à figure de louve, qui sans autre assiette qu'un morceau de papier, sans autre fourchette que son pouce et son index, se régale d'un gros saucisson à mine poivrée. Elle n'est pas la seule : voilà deux ou trois saucissons qui sortent des poches; on porte ici du saucisson dans sa poche comme chez nous des bonbons ou des pastilles.

La nature est toujours la même. De temps à autre, un détail nouveau, quelque colossale plante grasse, quelque vieux tronc dénudé au milieu d'une clairière, attirent le regard distrait. Çà et là

une cabane d'écorces, de palmes et de branchages, et ses habitans noirs sur le seuil; — un vallon frais et agreste, avec son ruisseau paresseux et ses palmiers aux pieds baignés dans l'eau courante. Partout ces beaux palmiers, soit isolés dans les champs, soit groupés en bouquets transparens, soit dominant de leur haute stature les taillis plus humbles, donnent à l'horizon cette gracieuse et solennelle mélancolie des plaines semées de ruines, où la capricieuse destruction des siècles a laissé debout çà et là une colonne ou un temple.

Rien n'est triste pourtant dans ces campagnes : elles ont un air peuplé qui m'étonne. La main de l'homme a passé partout; ces palmiers qui dessinent leurs têtes fines sur le ciel ont tous été plantés, et quand nous traversons les grandes futaies, la régularité des lignes nous montre que rien n'y est sauvage, pas même le cactus sanglant et épineux qui noue ses bras venimeux comme une sorte de monstre marin. La faucille l'émonde, le plie, et le force à former des murailles le long des chemins. Le pays devient pourtant plus sauvage à mesure que nous avançons vers l'intérieur. Voilà la *jungle* tropicale, la forêt vierge encore, que jamais charrue n'a labourée. Les palmes s'entrelacent de lianes; les orchidées s'attachent aux troncs des gros arbres; c'est le seul feuillage qui décore en cette saison les branches nues du ceiba. Celui-ci, fortement appuyé sur sa souche conique, épanoui à sa racine en larges contreforts semblables à ceux qui soutiennent les piles d'un pont ou les bastions d'une ville, semble défier tous les ouragans. La nature, qui l'a élevé au-dessus du menu peuple des forêts, l'a en même temps muni contre les dangers de la grandeur. Son vaste dôme, arrondi sur des bras noueux et tordus, ne plie pas sous l'orage, sa base est assez forte pour lui résister. Sa tête haute appelle la foudre, mais la nature a mis sur ses branches une plante parasite dont les aiguilles pointues et délicates écartent l'élément destructeur. — Franklin n'est pas le premier inventeur du paratonnerre, puisque les arbres des forêts le connaissaient avant lui. — Aux pieds du géant se presse la foule des petits arbres, qui, bien loin de faire place autour du haut personnage et de lui laisser étaler sa grandeur dans une solitude jalouse, semblent se disputer son abri et sa protection.

Le ciel, qui s'était assombri, s'éclaircit soudainement; les nuages s'amassent ainsi tous les jours à l'heure de la chaleur pour se dissiper chaque soir aux rayons du soleil couchant. Une chaîne de montagnes se dresse à la droite, couverte de forêts touffues comme une toison molle et bouclée. On dirait les formes légères, les couleurs tendres et aériennes d'un jardin de fées; le dessin coquet et

capricieux de ces mamelons donne moins l'idée d'une vraie montagne que celle d'un charmant décor d'opéra. Ils ont les ondulations courtes et brisées des peintures chinoises et des vases japonais, sans la raideur et la gaucherie de ces paysages enfantins. En même temps la forêt s'ouvre; de vastes cultures de cannes occupent le fond de la vallée, tandis qu'alentour, et déjà obscurcie par la nuit prochaine, une superbe futaie de palmiers allonge ses portiques de colonnes et de voûtes sombres. Vous rappelez-vous le grand effet des forêts de sapins de la Suisse, quand l'œil en pénètre les profondeurs et s'égare sous leurs immenses colonnades? Ni les hêtres de nos forêts, ni les sapins de la Suisse n'égalent la majestueuse architecture de la svelte colonne végétale qui a servi de modèle au Parthénon.

Le crépuscule est instantané sous les tropiques : à peine le jour commence-t-il à pâlir que la nuit s'empare du ciel; mais ces dernières minutes de lumière expirante, où les douces crêtes des montagnes chevelues s'illuminent d'or, où l'horizon du couchant se décore de bandes lumineuses et pures comme le reflet pâle d'un feu de Bengale lointain, où les nuées légères ont plutôt une teinte d'aurore que de crépuscule, où l'ombre grandit la taille des arbres et donne au paysage tout entier un air de majesté fantastique, ces derniers momens sont pleins d'un enchantement inexprimable. Une vallée profonde s'ouvre devant nous : j'y distingue encore vaguement la forme blanche d'un clocher avec son petit troupeau de cabanes blotti autour de lui sous la feuillée. Une montagne abrupte, étrange, en forme de pyramide tronquée, borne l'horizon de sa masse obscure. On entend quelquefois la cloche d'une plantation qui rappelle les ouvriers des champs et qui sonne joyeusement l'*Angelus*. Des lueurs singulières, phosphoriques, illuminent quelques points de l'horizon : ce sont les incendies d'herbes allumées dans les champs avant le labourage. Un dernier regard au reflet effacé du couchant, et c'est maintenant la lune qui nous montre montagnes, forêts et vallées, un petit quartier de lune mince, fragile et transparent, mais dont la lueur extraordinaire suffit à remplir la nuit de clarté. Voici enfin Matanzas; des girandoles de lumière nous dessinent de loin le tracé des rues. Vite en *volante*, nous traversons le pont, nous escaladons une rue montueuse, et nous débarquons à l'hôtel du *Leon de oro*.

1er mars.

Le carnaval vient de finir. Avant-hier en arrivant (c'était le lundi gras), nous trouvions Matanzas sens dessus dessous. Les rues, d'ordinaire calmes et désertes, étaient pleines d'une foule bruyante et

agitée. Masques blancs, rouges, jaunes, verts, fausses barbes, faux nez, haillons extravagans et grotesques, blancs déguisés en nègres, nègres déguisés en blancs, hommes en femmes et femmes en hommes, toutes les laideurs bizarres que peut imaginer la fantaisie populaire tourbillonnent sur la grande place à la lueur douteuse des lanternes de papier. Défense est faite aux voitures d'y passer, car le bas peuple y règne sans mélange. Nous entrons au café le plus élégant de la ville, nous n'y trouvons que la populace. Le dernier mendiant des rues, avec un morceau de carton sur la figure et des tresses de paille sur ses vêtemens souillés, gouaille et malmène celui à qui la veille il demandait l'aumône. Telle est l'instinctive égalité des races méridionales au milieu même des humilités de l'aumône, des honneurs de l'excellence et du *baisemain d'homme à homme*. Il faut de temps en temps serrer familièrement la main qui mendie. Il est convenu qu'en temps de fête il n'y a pas d'injures : les meurtres qui se commettent toujours à la faveur du désordre sont des vengeances publiques ou privées, rarement le résultat d'une querelle passagère. Ce peuple est d'ailleurs assez doux et ne cherche pas noise à qui ne trouble pas ses plaisirs. Au moment le plus débridé du carnaval, quand il semble qu'on ait affaire à une bande d'ivrognes ou de fous échappés, on peut traverser maintes et maintes fois la grande place, s'arrêter dans les groupes, considérer les échoppes, s'asseoir et prendre son chocolat au *Café de la reine* sans s'attirer un gros mot.

Jour et nuit, les cloches carillonnent; on les abandonne à cet usage profane. Le bruit est le plaisir suprême pour les naturels de ces latitudes : ils ne connaissent pas de milieu entre un lourd sommeil et un dévergondage extravagant de vie animale. Le mardi surtout, dernière journée de la fête, le tumulte redouble. En dehors des réjouissances populaires de la place publique, il y avait hier soir deux bals masqués choisis, où l'on n'était admis qu'avec des invitations nominales, quoique payantes. On m'oblige à prendre un billet, on me décide à y faire honneur. C'était, me disait-on, le cercle le plus raffiné de la société de Matanzas, et j'aurais eu mauvaise grâce à faire le dédaigneux. Le local préparé pour la fête était celui du club le plus aristocratique de la ville, situé sur la place d'armes et pompeusement nommé l'*Académie des arts*. Une porte grande ouverte donnait vue sur la salle de bal à la foule rassemblée sur la place. Des murs blancs, des couloirs bas sous des tribunes de planches, une espèce de théâtre sur lequel mugissait le plus lamentable orchestre qui ait jamais affligé mes oreilles, — divisé en deux escouades symétriques, l'une de musiciens blancs qui soufflaient dans des instrumens de cuivre, l'autre de musiciens noirs qui raclaient des instrumens à cordes, mais uni dans un piteux

concert de cacophonie wagnérienne, — une salle de billard, une table de jeu dans l'antichambre, presque dans la rue, et au milieu de tout cela un certain fumet méridional d'ordure laissée dans les coins : — tel était le somptueux appareil de cette brillante réunion. Toutes les races de l'ancien monde et du nouvau s'y coudoyaient dans un mélange bizarre. Il y avait des Allemands, des Espagnols, des Anglais en cravate blanche, des *Yankees* à la barbe de bouc, des peaux blanches ou cuivrées, des cheveux plats ou crépus, des têtes noires, blondes ou rouges, jusqu'à des Français et des Russes. La belle créole au teint sombre, à l'œil noir et rempli d'éclairs, passait nonchalamment appuyée au bras du Germain grand, mince, un peu triste, à l'œil bleu et à la longue chevelure. L'Espagnol au visage bronzé, l'œil hardi, la bouche souriante, l'air à la fois conquérant et familier, débitait en sa langue une série de complimens creux et sonores à quelque blonde fille du nord pâlie par le soleil des tropiques, comme une fleur transplantée sous un climat nouveau. Matanzas est, comme la Havane et plus encore peut-être, une ville de commerçans, où la société se recrute aux quatre coins du monde. La moitié de la population riche se compose d'étrangers : les uns s'en retournent au pays natal au bout de quelques années, les autres s'établissent et font souche dans le pays en s'alliant aux familles créoles. Les races nées de ces alliances sont presque toujours belles et fortes. Je remarque parmi les reines de la soirée deux grandes jeunes filles de sang mêlé, demi-havanaises, demi-allemandes, et qui aux cheveux blonds, à la belle carnation des pays du nord, joignent les formes pleines, les traits arrêtés et la grâce voluptueuse des tropiques. Il y a beaucoup de figures agréables; mais les toilettes sont aussi mêlées que les races, et composées d'ailleurs avec le goût le plus douteux. Masques de carton, costumes fripés, habits du soir, habits du matin, redingotes noires et vestes blanches, robes de satin et jupes d'indienne, perruques monstrueuses, couronnes de diamans, barbes postiches, faux nez coiffés de lunettes, accoutremens grossiers qui s'efforcent d'être grotesques et qui ne sont que repoussans, tout cela s'agite dans un nuage de vapeur et de poussière qui fait pâlir la clarté des becs de gaz et des quinquets fumeux suspendus aux murailles. Un quadrille dansé par vingt jeunes gens masqués de noir, en moustaches frisées et en costume de Crispin, blanc, rouge et or, fut le grand événement et le seul spectacle un peu gracieux de la soirée.

En dépit d'une chaleur suffocante, je dus me mêler à la danse, qui se prolongea fort avant dans la nuit. La musique écorchait nos airs à la mode en leur donnant une allure sautillante et sauvage. A chaque instant revenait la valse havanaise, dont la cadence lente et paresseuse ressemble à l'essai d'une main novice sur une épi-

nette enrouée. Cet air singulier, écrit sur une courte gamme, comme pour un instrument barbare, surprend d'abord l'oreille, qui s'abandonne ensuite avec une sorte de charme à ces modulations monotones. C'est un balancement et un piétinement plutôt qu'une valse, et elle ne ressemble guère aux orageux tourbillons de nos salles de bal. Les couples danseurs, au lieu de rouler avec une vélocité étourdissante, se dandinent nonchalamment en se tenant embrassés face à face et sans presque bouger de place à chaque mesure. C'est bien la danse qui convient à ces climats; la langueur voluptueuse y remplace la force et l'adresse.

Je quittai le bal de bonne heure, et je me dis que le carnaval du dehors valait encore mieux. Là était la vraie fête, le vrai peuple, grossier, turbulent, un peu odorant peut-être, mais naïf, original et spontané dans ses joies. Tout autour de la place d'armes et sur deux ou trois rangées, des échoppes chargées de fortes pièces de viande et éclairées de lanternes de couleur arrêtaient les groupes noirs et jaunes parés de leurs plus beaux atours, foulards bariolés, cotonnades brillantes, auxquels ne manquait que le linge blanc. On leur débitait de gros morceaux de bœuf, de porc et de salaisons, de grands verres de bière et de vin catalan, — liqueur abominable que l'Espagne exporte en immense quantité dans la colonie, où elle interdit la culture de la vigne, — car le peuple fait ripaille toute la nuit en ce jour suprême du mardi gras. Cette scène rabelaisienne est bonne à voir en passant; mais n'y séjournez pas, je vous le conseille, car l'accumulation de tous ces corps noirs par cette nuit chaude développe en proportion exagérée l'arome bien connu de tous ceux qui ont vécu avec les Africains.

Il y a dans le voisinage de Matanzas deux choses à voir, deux excursions consacrées et obligatoires que nul étranger ne peut se dispenser de faire. Ce sont les grottes de Bellamar et la vallée de Yumuri. Ce matin, j'enjambe un petit cheval aux courtes allures, qui, par un chemin montueux et rocailleux, me conduit aux collines qui bordent la baie du côté de l'orient. A mesure qu'on s'élève, la vue s'étend sur la ville, sur la rade, sur les montagnes environnantes, sur la coupure étroite par laquelle se précipitent en été les eaux torrentielles de l'Yumuri, enfin sur la grande mer à l'émail bleu sombre. Dans la baie, au-delà des récifs et des bas-fonds qui teignent de bandes vertes l'azur des eaux, toute une flotte de bâtimens est à l'ancre, plusieurs de grande taille et armés en guerre, car Matanzas, dont le nom n'est désigné par les géographies que comme une des villes principales de l'île, est une agglomération de plus de soixante mille âmes, la seconde ville de Cuba et le centre du commerce de l'île avec les États-Unis. Nulle part du reste, si ce n'est peut-être à Cardenas, la conquête commerciale des Américains

n'est plus visible; nous l'avons remarqué tout à l'heure au bal de l'*Académie*.

Après une montée assez rude, nous sommes enfin parvenus sur le plateau; nous hâtons notre allure et nous nous trouvons en face d'une grille de bois qu'un *coulie* humble et boiteux nous ouvre en nous tendant la main : c'est la porte de la plantation de Bellamar. En cinq minutes, nous sommes aux cavernes. Je mets pied à terre devant une cabane isolée, au milieu d'une prairie desséchée, sur un terrain sablonneux et aride où croissent quelques broussailles rabougries. Je regarde autour de moi et je ne vois que l'enclos gris et jaune entouré des palmes vertes et des grands arbres de la forêt. La maison, basse et écrasée comme toutes les chaumières du pays, est faite en bois, en écorce et en feuilles de palmier. La porte s'ouvre, et un homme en manches de chemise, pieds nus, à la figure bronzée, nous accoste avec cette aisance et cette courtoisie familière du paysan créole qui s'autorise de sa peau blanche pour traiter avec nous d'égal à égal. Attachant nos chevaux à un pieu planté en terre, nous franchissons avec lui le seuil de sa demeure, où nous nous reposons quelques instans à l'ombre. C'est un grand hangar de planches fermé de tous côtés, sans autre plancher que la terre nue, sans autres meubles qu'une mauvaise table, des bancs grossiers, deux fauteuils à bascule pour les visiteurs, une étagère poudreuse couverte de fioles à liqueur dont le gardien nous propose de goûter dans des verres crasseux, un seau d'eau tiède dans un coin de la salle et deux armoires vitrées pleines de cristaux et d'incrustations que l'on vend aux étrangers. Au milieu, un escalier de bois rude s'enfonce dans un trou noir : c'est par là qu'on pénètre dans la grotte. Chacun me disait que c'était la merveille des merveilles, et que nulle grotte encore connue, pas même celle d'Antiparos ou du Mammouth, ne pouvait soutenir la comparaison. Un ouvrier exploitant une carrière nouvelle de pierre à chaux perdit tout à coup son pic, qui disparut avec un pan de rocher. Il élargit l'ouverture, y descendit et découvrit la caverne. Le gardien vous persuadera, si vous êtes crédule, que sa caverne n'a pas de fond ni de fin, et qu'elle peut vous conduire sous l'océan jusqu'en Castille, à travers la terre jusqu'aux antipodes. L'entrée de la grotte n'a pourtant rien de majestueux : dépouillés de la moitié de nos habits, car la chaleur y est étouffante, tenant chacun à la main un bout de chandelle et précédés de notre guide, qui agite au-dessus de sa tête une torche flamboyante, nous descendons en procession un escalier de planches, le long d'une rampe en lacets bordée de balustrades grossières et éclairée de place en place par des reverbères à l'huile de pétrole. La voûte s'élargit, la profondeur est sombre et mystérieuse; de grandes stalactites pendent du sommet, et forment des arceaux, des clés de

voûte gothiques. Malheureusement le ridicule appareil de poutres, de planches et de lanternes qu'on y a installé gâte tout l'effet du « temple gothique. »

On circule pendant une demi-heure dans un étroit corridor tapissé de cristaux d'albâtre, les plus beaux que j'aie jamais vus, mais qui ne donnent à la caverne ni majesté ni terreur. On dirait que la nature, qui a déchiré la grotte du Mammouth à grands coups dans les entrailles de la terre, s'est amusée ici à façonner à l'écart des milliers de petits bijoux étincelans. Les aiguilles blanches et transparentes que distille la voûte sont si fines, si délicates, si capricieuses, qu'on croirait la caverne revêtue d'une dentelle de cristal. Quelques-unes de ces concrétions bizarres forment des piliers, des colonnes, des draperies, des masses fantastiques qu'on peut prendre pour des statues ébauchées. Ici la paroi de la grotte s'est lentement incrustée de couches d'albâtre blanc qui tombent en nappes arrondies d'une fissure où l'eau suinte, et forment comme une cascade d'écume pétrifiée. Plus loin, les voûtes, les murs, le sol même, étincellent comme des diamans et se renvoient sur leurs mille paillettes la lueur scintillante de notre torche fumeuse. Çà et là on rencontre des masses blanches et moelleuses qui ressemblent à des bancs de neige sans souillure. La pierre est si pure, d'un grain si fin et si parfait, que la lumière traverse les plus gros blocs comme une lame mince de verre dépoli. Frappez-les avec la main, vous en tirez un son argentin dont la vibration retentit longuement et avec des notes diverses, suivant la hauteur où vous les frappez. Il y a quelque chose de merveilleux dans ce palais de glaces et de pierres précieuses logé au sein de la terre comme l'habitation brillante de quelque sylphide ou de quelque génie captif. On s'attend presque à voir paraître une ombre blanche et fugitive au détour de l'étroit passage, ou à entendre une voix argentine murmurer tout auprès des mots inconnus; mais la blanche fée de la caverne n'est pas de celles qui bravent l'homme et qui le terrifient. Le premier bruit de la pioche brutale ébranlant sa demeure a dû la faire fuir de ses domaines ou mourir de peur dans sa prison.

J'aime mieux, après tout, les terreurs sépulcrales de *Mammoth Cave* que cette coquette et éblouissante grotte des Nymphes. Veillez d'ailleurs à vos têtes et défiez-vous des mille languettes coupantes qui pendent à la voûte. Vous n'êtes pas un esprit pour vous glisser sans encombre à travers ces capricieuses aspérités. J'ai pour compagnon un vieil Américain obèse qui souffle, sue, gémit, et demande à respirer l'air des humains. Ce voisinage enlève beaucoup à l'illusion et à la poésie de l'aventure. Nous rebroussons chemin, à sa grande joie; un temps de galop me ramène à la ville, sous un soleil de plomb, tenant d'une main les rênes de mon cheval, et de l'autre un

parasol, grand sujet d'hilarité pour les passans. Je pars demain pour une promenade agricole à la plantation de Las Cañas, où don Juan P... a fait d'avance annoncer ma venue.

Las Cañas, 3 mars.

Réveillé ce matin au point du jour, je traverse la ville endormie, et j'arrive en courant au chemin de fer. Je vais à l'est, au centre de l'île, vers la vaste et fertile plaine où se trouvent maintenant les plus riches plantations du pays. Les coteaux des environs de Matanzas, couverts autrefois de cultures de café florissantes, sont redevenus en partie sauvages. Le caféier est une plante délicate qui s'étiole et languit dans les plaines; il ne se plaît que sur les hauteurs, dans un sol pierreux, qu'il fatigue vite. Quand le sol d'un *cafetal* s'épuise, il faut aller s'établir plus loin. Les bois bourrus que nous traversons en longeant la côte étaient peut-être, il y a peu d'années, de beaux jardins rians, fleuris et parfumés.

Après une montée rapide au flanc de la colline, le chemin de fer débouche sur le plateau. Je découvre une vaste plaine ondulée, parsemée de cultures, plantée au hasard, aussi loin que la vue peut s'étendre, de palmiers tour à tour groupés ou solitaires, qui en font mesurer l'immensité. Sur la droite apparaît une montagne bleuâtre, couchée sur le large horizon qu'agrandit encore une vapeur lumineuse. Ce grand paysage monotone, sans accidens, sans limites, a une beauté noble, mais austère, que vient égayer à propos la lumière jeune et fraîche d'une matinée sans nuage. A mesure qu'on avance, le pays prend de plus en plus ce triste caractère de plaine, et quand, au bout de trois heures, le train s'arrête à la station de La Union, l'œil cherche en vain la moindre montagne à l'horizon.

La Union est un hameau de misérable apparence, situé dans une région populeuse, à la jonction de deux chemins de fer. Sans population et sans importance propre, elle est le rendez-vous général et l'unique débouché de toutes les plantations du voisinage. Malgré ce rôle de capitale, La Union a l'air, comme tous les villages du pays, d'une hôtellerie de nègres et de muletiers. Les maisons sont des espèces d'étables basses sans fenêtres, bâties en planches rudes, où bêtes et gens s'entassent dans la même poussière et la même vermine. Ces masures sordides sont peintes extérieurement de couleurs criardes, — bleu de ciel, vert de mer, rouge de brique, brun jaune, — tant le luxe de la peinturlure tient au cœur des naturels. Les plus belles sont ornées d'une espèce de galerie couverte soutenue par des poutres grossières, où la famille s'accroupit à l'ombre à l'heure la plus chaude du jour. Quelques-unes portent suspendue à la façade la branche de verdure fanée qui indique

qu'on y vend de l'eau-de-vie de cannes, des bananes frites, et peut-être du porc salé; mais le trou béant de cette espèce de cave et l'odeur qui s'en exhale feraient fuir un Hottentot ou un Cosaque. Une rue unique, pompeusement appelée la Grande-Rue, aboutit à une place toute ravinée d'ornières, où les mules et les chars à bœufs déchargent caisses et ballots sur le quai même du chemin de fer.

C'est là que je devais descendre et trouver le guide envoyé à ma rencontre pour me conduire à Las Cañas. Comment le reconnaître dans la foule confuse qui se presse sous le hangar de la station? Des marchands de fruits, de gâteaux, de salaisons, ont établi là leurs échoppes, et proposent leur marchandise à tout venant. Des portefaix nègres, grands gaillards athlétiques aux jambes nues, vêtus de caleçons de toile et de chemises débraillées qui laissent voir leurs poitrines musculeuses, se promènent en fumant leurs cigares et m'importunent de leurs offres de service. Quelques-uns, bottés, éperonnés, le fouet à la main, sont des esclaves de bonne maison qui attendent leurs maîtres, en se pavanant dans leurs vestes galonnées. J'errais, ma valise à la main, interrogeant tous les visages et méditant par quelle phrase d'espagnol je viendrais à bout de me faire entendre, quand mes yeux tombèrent sur un gros garçon joufflu coiffé d'un grand chapeau de paille, qui se tenait les bras ballans, les yeux écarquillés, la bouche ouverte, avec une expression d'embarras comique sur sa bonne face noire. Je fis un effort d'éloquence, et je prononçai le nom de « Las Cañas. — Las Cañas, si señor, » me répondit-il d'une voix nasale et joyeuse en me faisant un large sourire et un salut profond; puis il s'empara de ma valise, me pria de le suivre et me conduisit sur la place.

Elle était pleine de chevaux et de mules, sellés ou bâtés, prêts à recevoir leur charge, attachés en rang tout le long des maisons. Quelques attelages de bœufs ruminaient sous le joug; deux *volantes* attelées avec élégance attendaient sans doute quelques señoras des plantations voisines. Mon écuyer me présente un cheval gris harnaché d'une selle anglaise; lui-même enfourche un bidet sellé d'un bât de mule, saisit ma valise, la pose sur le cou de sa monture, lui pique le ventre de l'unique éperon bouclé à sa jambe nue, et nous partons au grand galop.

Il était environ dix heures, et le soleil, déjà brûlant, dardait d'aplomb sur nos têtes. Nous suivions des chemins sans ombre et tellement raboteux que je ne pouvais me rendre compte de l'allure douce et facile avec laquelle nos chevaux franchissaient les trous et les pierres qui leur barraient le passage. Sur des chevaux d'Europe, cette course rapide sous un ciel embrasé eût été le plus fatigant des exercices; mais ceux que nous montions ont une manière

curieuse d'allonger leur allure et de trotter rapidement par les plus mauvais chemins, sans imprimer la moindre secousse au cavalier. Je cheminais en mangeant des oranges et en essayant de causer avec mon guide. Celui-ci malheureusement avait l'oreille dure et restait la bouche béante à mes moindres fautes de prononciation; quand par hasard il m'avait compris, il me souriait finement et me corrigeait d'un air protecteur. Nous échangeâmes d'abord quelques réflexions profondes sur la chaleur et le temps; je lui demandai à quelle distance nous étions de Las Cañas, il me répliqua en me demandant l'heure, et quand je la lui eus dite, nous retombâmes dans le silence, ayant sans doute épuisé tout ce que nous avions d'idées communes. Je pus à loisir considérer le pays que nous traversions, suivant les rudes chemins tracés le long des haies par le passage des chars à bœufs : c'était toujours une plaine fertile semée de quelques bouquets de palmiers gigantesques. Çà et là, une allée de faux cèdres, grands arbres biscornus aux longues branches et au feuillage rare, indiquait l'entrée d'une ferme ou d'une plantation. Une fois nous aperçûmes les toits rouges et le petit clocher blanc d'un village; du reste pas un verger, pas une chaumière, pas un de ces hameaux rustiques qui rendent si hospitalier l'aspect de nos campagnes. Quelquefois nous dépassions un chariot massif traîné péniblement par deux ou trois paires de bœufs; un nègre, debout sur la lourde machine, piquait son attelage nonchalant. Je vis avec surprise que les bœufs de devant tiraient au bout d'un gros câble d'au moins vingt pieds de long, ce qui donnait à l'attelage une étendue démesurée. On m'expliqua que cette disposition singulière était fort utile dans la saison des pluies, quand tous les chemins se changent en fondrières, et que les chariots courent le risque de rester plusieurs mois embourbés : alors, si la moitié de l'attelage s'enfonce dans la boue, l'autre moitié peut chercher à distance un terrain solide et l'aider à se tirer du mauvais pas.

Ce qui m'amusait le plus, c'était la figure grotesque de mon compagnon, galopant à l'avant-garde sur son bidet sauvage qu'il conduisait avec un simple licou. Il appuyait ses pieds chaussés de vieilles savates sur deux morceaux de corde pendus en guise d'étriers, si courts qu'il avait les jambes repliées et qu'il semblait accroupi plutôt qu'assis sur sa selle. Il allait ainsi, juché comme un singe ou comme un chien savant, retenant ma valise des genoux et des coudes, et talonnant sa bête avec ardeur. Tout à coup il se retourne et m'annonce que nous venons d'entrer sur le territoire de la plantation de Las Cañas. Nous cheminions entre deux bois impénétrables, dans une prairie parsemée de buissons et de grands arbres majestueux, où hennissaient à notre approche des chevaux en

liberté. L'herbe longue et luisante était mêlée de plantes épineuses où brillaient des fleurs jaunes et rouges. Des orchidées pendaient aux dernières branches des colosses de la forêt vierge; en bas, c'était un fouillis de végétations bizarres, un fourmillement inouï de lianes et de broussailles entrelacées. Des milliers de petits oiseaux, de papillons et de libellules chantaient, bourdonnaient, dansaient dans chaque rayon de soleil, butinaient d'arbre en arbre et de fleur en fleur. On eût pris la clairière pour l'entrée de quelque savane déserte, habitée seulement par les troupeaux sauvages et les chacals des prairies. Encore quelques pas, et nous débouchions tout simplement dans un champ labouré où s'ébattait une bande de vautours noirs, voisins fidèles des habitations humaines. Un de ces animaux s'était posté au pied de la haie, presque sous les pas de nos chevaux, et nous regardait passer familièrement sans se déranger; avec sa tête rougeâtre et pelée, ses yeux clignotans, sa peau ridée et tombante, son air d'inertie et de stupidité, il ressemblait à un dindon malade ou à une de ces vieilles femmes chauves et goîtreuses qu'on rencontre dans les pays de montagnes. Enfin pardessus les champs de cannes à sucre qui nous bouchent presque la vue, nous apercevons de grands toits rouges, des murs de brique, des cheminées qui fument : c'est l'usine et la plantation de Las Cañas.

C'est toute une ville qu'une sucrerie. Grande est ma surprise en entrant dans la cour de l'usine : les chars à bœufs arrivent en gémissant; trente chevaux piaffent dans une écurie à claire-voie bâtie sous un hangar; nègres et négresses courent dans tous les sens, portant des outils ou des fardeaux; les volailles gloussent et grattent la terre; les machines soufflent et grondent avec ce mouvement pressé de la vapeur qui n'a pas de repos. Je saute à bas de mon cheval, et je me fais introduire auprès de M. C..., l'administrateur en chef de la plantation. Je le trouve assis dans son bureau, en face d'une fenêtre qui donne sur l'usine, entouré de papiers, de cartons, de registres, et de tous les attributs de son petit gouvernement. M. C..., qui est d'origine française et qui appartient à la meilleure société de la Havane, passe à juste titre pour le plus habile agriculteur du pays. Je ne vous dirai pas par quelles circonstances malheureuses il a sacrifié une fortune considérable pour sauver un proche parent de la banqueroute. Il vous suffit de savoir que c'est un homme aimable, instruit, spirituel, parlant quatre ou cinq langues avec une perfection rare. Il me fit l'accueil le plus amical du monde, et me conduisit au salon, où m'attendait le plus jeune fils de don Juan P..., venu de la ville pour me recevoir. Au même instant, une gracieuse jeune femme, au regard sérieux et

doux, avec un reste de pâleur et de souffrance sur son joli visage, entra suivie d'une grosse négresse qui portait dans ses bras un tout jeune enfant. Don Charles me présenta à sa femme, nous nous couchâmes dans des balancines, et en un quart d'heure j'avais noué connaissance avec tous les habitans de cette maison hospitalière.

Voici donc l'habitation de plaisance d'une riche famille havanaise. L'apparence en est plus que simple et point du tout champêtre; il est évident qu'on a sacrifié l'agréable à l'utile, et que la maison de campagne n'est qu'un accessoire de la ferme et de l'usine. Ici l'habitation des maîtres ne se distingue pas beaucoup des bâtimens d'exploitation groupés autour d'elle. Le corps de logis principal est ouvert sur la grande cour, dont il occupe un des côtés. Il n'a qu'un seul étage élevé de deux marches seulement au-dessus du sol. La façade est bordée sur toute sa longueur d'une modeste *verandah* meublée de quelques chaises de cannes et abritée par le prolongement du toit de la maison. Les colonnes de bois qui le soutiennent alternent avec des pots de faïence où sont plantés des arbustes rares : c'est l'unique ornement extérieur d'une villa tropicale. On entre, et l'on trouve une vaste salle aux murailles blanches, rugueuses, grossièrement badigeonnées à la chaux, avec un piano dans un coin, un bureau, une table à ouvrage, deux bancs en paille tressée, quelques fauteuils à bascule, et une petite étagère où traînent un livre d'heures, un dictionnaire, quelques volumes de poésies espagnoles et quelques romans français dépareillés. C'est toute la bibliothèque de la maison, et les œuvres de Paul de Kock y occupent la place d'honneur. Ces meubles rares et mesquins se perdent dans l'immensité de cette grande salle nue qui semble triste et délabrée. C'est qu'il n'est besoin dans ce climat ni de luxe, ni d'élégance, ni même de comfortable à l'européenne; nos tapis, nos meubles de soie, nos rideaux, nos lourdes tentures, y seraient fort incommodes. Le seul bien-être qu'on désire, c'est d'avoir de l'ombre, de l'espace et de l'air en abondance. L'appartement n'a pas de plafond; l'air circule librement sous les poutres de la toiture. La salle à manger, placée derrière le salon, en est séparée par un gros mur de pierre; mais les deux pièces communiquent par une porte toujours ouverte et par deux fenêtres bardées de fer percées dans l'épaisse muraille à hauteur d'appui. Quand le doux visage de la señora paraît derrière les barreaux massifs encadré de son écharpe blanche, on dirait une jeune religieuse emprisonnée derrière la grille d'un couvent. A gauche, les appartemens privés du maître et de la maîtresse de la maison sont fermés seulement par des rideaux de cotonnade que le vent agite et soulève. On n'a pas besoin ici de se mettre en serre chaude; l'homme des tropiques peut vivre en plein vent, comme les arbres de ses jardins.

L'autre face de l'habitation donne sur un nid de verdure et de fleurs. Une aile à deux étages et d'une construction plus européenne sépare le jardin du bruit et du mouvement de la ferme. Dans l'encoignure s'abrite une petite cour ou plutôt un petit parterre à la française planté régulièrement de grands cactus à lobes longs et épineux, disposés naturellement en pyramide, comme des sapins ou des cèdres, et dont les branches se subdivisent en proportions symétriques, comme les bras d'un immense candélabre. Là est un élégant pavillon de bains, avec une belle piscine assez vaste pour y nager. Tout autour s'élève un bocage de palmiers, d'orangers, de manguiers, de goyaviers, de lauriers-roses et de cent autres arbres charmans qui forment une ombre épaisse et enferment la vue dans cet enclos fleuri. Midi sonne, et nous nous asseyons en famille autour d'un repas frugal, composé surtout des produits de la ferme et des fruits savoureux du jardin; mes aimables hôtes ont déjà su bannir tout embarras de nos entretiens. Tout en dînant, au milieu d'une causerie douce et enjouée, je plonge mes regards avec plaisir dans la profondeur obscure du bosquet enchanté. Je vois les oranges dorées, les citrons blonds et pâles, les fleurs rouges des grenadiers briller dans la verdure sombre des manguiers à l'épais feuillage, tandis qu'à leurs pieds se pressent des buissons de roses, et que les cocotiers laissent onduler à la brise leurs gracieuses coiffures de plumes, où viennent malheureusement s'abattre par volées les affreux *urubus*. Ces oiseaux silencieux, qui viennent se poser sur ces gais bocages avec leurs lourds battemens d'ailes et leurs vêtemens noirs, semblent l'image funèbre de la destruction et de la mort, toujours présentes sous les parfums et les fleurs de ce climat si voluptueux. Le soleil lui-même semble attristé par leur présence, et le ciel bleu si éblouissant paraît se ternir à leur approche.

Après le dîner, nous rentrâmes dans l'espèce de grange qu'on appelle le salon; deux jeunes Chinois, qui nous avaient servis à table, nous apportèrent le café, les cigares et un morceau de braise rouge sur un réchaud d'argent : c'est le charbon d'un certain bois du pays dont la braise, une fois allumée, se consume sous la cendre sans jamais s'éteindre. Nous nous mîmes à fumer en regardant le mouvement de l'usine. C'était l'heure la plus chaude, et pourtant le travail n'était pas ralenti. Tous les hommes valides étaient aux champs ou à l'atelier; il ne restait plus que des vieillards, des enfans et des femmes. De jeunes négresses à demi nues, coiffées d'un mouchoir d'indienne, vêtues seulement d'une longue chemise de toile flottante et plus grise que blanche, couraient en montrant leurs longues jambes noires; les unes marchaient en file, le poing sur la hanche, balançant sur leurs têtes des paniers pleins de graines ou

de racines; puis, quand ils étaient vides, elles les rapportaient en gambadant comme des chevaux échappés, sans beaucoup de souci de la décence et de la réserve féminines. D'autres poussaient les attelages de bœufs avec des aiguillons faits d'une longue gaule, ou déchargeaient incessamment les chariots de cannes à sucre chargés par les moissonneurs. Des nuées de petits oiseaux voletaient autour des bœufs tranquilles et se promenaient sans façon sur leur large dos en y becquetant amicalement la vermine.

Nous allâmes visiter l'usine. Je voulus suivre la fabrication dans tous ses détails, depuis la canne broyée entre les cylindres jusqu'à la poudre fine qui sèche dans les greniers. Le précieux roseau est jeté en baguettes ou en tronçons dépouillés de feuilles sur une claie de bois inclinée qui tourne autour de deux rouleaux mobiles, et qui l'élève insensiblement jusqu'au pressoir. Là il est saisi par deux gros cylindres tournans hermétiquement appuyés l'un contre l'autre. La canne en ressort écrasée comme du papier, et le jus s'écoule par des tuyaux; on le recueille dans un réservoir; des pompes à vapeur l'élèvent incessamment dans des chaudières gigantesques où on le concentre en le faisant bouillir dans le vide; ce procédé, qui rend l'évaporation de l'eau plus facile, permet de n'employer qu'une bien moindre chaleur. L'appareil distillateur se compose de trois immenses cuves aux parois épaisses, entourées de balcons de fer et d'escaliers. Des jours de verre enchâssés dans l'armature permettent de voir le liquide soulevé, tourmenté par la tempête intérieure, et les flots de vapeur qui se dégagent en tourbillonnant. L'un des trois cylindres est chauffé seulement par la vapeur qui sort des deux autres. Les moteurs sont de fabrique anglaise et d'une grande perfection. Il y a une seconde machine de rechange, toujours sous vapeur, prête à servir, si la première était endommagée. — Il est singulier de voir ces mécanismes compliqués dirigés par des *coulies* à peau jaune, qui n'ont pour tout vêtement qu'un mouchoir noué autour du ventre. Ce sont pour la plupart des hommes minces, d'une figure intelligente et triste, et dont les formes délicates contrastent avec la robuste carrure des noirs. Ces derniers sont employés surtout aux travaux les plus grossiers : ils bourrent les fourneaux, roulent les chariots sur les rails de fer. Il y a une hiérarchie et comme une séparation de caste entre les esclaves temporaires, qui ont droit encore à la liberté, et les esclaves à vie, nés dans la servitude et destinés à y mourir.

En sortant des bouilloires, le sucre liquide subit encore une longue série de préparations que je ne vous décrirai pas en détail. Il passe à travers une quantité de filtres, de cuissons, de battages, de cylindres centrifuges semblables à peu près à ceux où l'on sèche le linge. On le filtre enfin avec du noir animal, et on le recueille

dans des pots de fer où il cristallise. Quant aux résidus ou mélasses, ils sont eux-mêmes recueillis avec soin, remaniés, battus par des moulins à vapeur, purifiés dans les centrifuges deux, trois et même quatre fois, jusqu'à ce qu'il ne reste qu'un marc de rebut, ne contenant plus qu'une minime proportion de sucre, et composé presque entièrement de sels alcalins que l'on rend comme fumier à la terre d'où ils viennent. A chaque épuration nouvelle, on tire des mélasses un sucre de plus en plus jaune et de qualité plus grossière, car, en fait de sucres comme en fait d'esclaves, les plus blancs sont les plus estimés.— Chaque couleur vient donc à son rang sécher dans les greniers de l'usine; on y pile en poudre fine les pains de sucre cristallisés dans les moules; on emballe cette poudre dans de petites caisses de bois solidement ficelées de lanières de cuir, et c'est ainsi qu'on les envoie sur tous les marchés du monde. La plantation de Las Cañas en expédie à elle seule de huit à douze mille chaque année.

Mon admiration et mon étonnement croissaient à chaque pas. Je m'attendais à voir une de ces industries arriérées et barbares où la multitude des bras supplée à l'invention de l'homme, et je trouvais au contraire une merveille de l'industrie moderne. Le matériel de l'usine vaut plusieurs millions. Aucun travail ne s'y fait plus à bras : on n'y voit que chemins de fer, chariots roulans d'un étage à l'autre, treuils mus par la vapeur qui montent et descendent sans relâche. Il y a de l'intelligence dans les moindres détails. Ainsi le feu des chaudières est entretenu avec la paille écrasée de la canne, préalablement séchée au soleil : cela épargne l'emploi, si coûteux à pareille distance, du charbon de terre venu d'Europe ou des États-Unis. L'eau même est économisée par un procédé tout à fait ingénieux; on en emploie dans les réfrigérateurs, dans les filtres et dans les lavages une quantité si grande que le puits de la plantation n'y pourrait suffire. Qu'a-t-on imaginé pour y suppléer? On recueille les eaux échauffées dans les réfrigérateurs et la vapeur même des chaudières, que l'on condense sans en rien perdre; on les élève à l'aide d'une machine dans un réservoir d'où elles se répandent en petits ruisseaux innombrables sur un grand échafaudage en raquette, d'où elles tombent goutte à goutte. Refroidie par l'évaporation qui accompagne la chute, chaque goutte d'eau retourne fraîche au bassin d'où elle était puisée.

En sortant de l'usine, nous visitons le quartier nègre, situé à quelques pas de là. C'est une espèce de cloître rectangulaire, autour d'un enclos où l'herbe pousse; des portes ouvertes dans la muraille donnent accès de chaque côté aux habitations des familles; chacune a son réduit obscur, crépi de ciment jaune et meublé d'étagères de planches superposées comme dans un navire : c'est là que les noirs établissent leurs lits. Ces caveaux, éclairés à peine par

un étroit soupirail, ressemblent fort à des cachots; mais l'essentiel en ce climat est d'éviter la chaleur et d'avoir un abri solide contre les pluies de l'été. Dans les couloirs qui séparent deux à deux ces chambrettes, il y a de petits fourneaux de briques dont les voisins se partagent la jouissance, car les nègres, bien que nourris déjà à la gamelle commune de la plantation, aiment, paraît-il, à faire chez eux leur petit ménage et à cuisiner quelque friandise en famille. Grande est l'humanité du maître qui pourvoit ainsi à leur bien-être et satisfait volontiers leurs goûts innocens. Ils sont mieux logés dans ce phalanstère de l'esclavage que sous leurs huttes grossières de bambous et de feuilles. Il y a pourtant je ne sais quoi de pénible dans la vue de cette grande ménagerie; on n'aime jamais à voir des créatures humaines parquées comme des troupeaux dans une étable.

Rien de plus gai au contraire que la *nursery*, grande cage en treillis à jour où l'on enferme les enfans nègres pendant que leurs parens vont à l'ouvrage. Les petits diablotins noirs se roulent tout nus dans la poussière et gambadent autour de nous en nous demandant un sou, tandis que la gardienne, prisonnière avec eux, nous fait un large sourire en tressant une natte de paille. Plus loin, nous visitons l'hôpital, à peu près vide pour l'heure présente, et la pharmacie, où travaillent deux apothicaires blancs au milieu des bocaux et des cornues. Un vieux nègre s'approche de M. C... en le saluant humblement de sa tête grise; il se plaint de douleurs d'estomac et lui demande un remède. C... l'écoute, l'examine, et lui fait une ordonnance sur une feuille qu'il déchire de son calepin. « Vous voyez, me dit-il, c'est moi qui suis le médecin, comme je suis toutes choses, fermier, machiniste, comptable, architecte; il faut être un homme universel pour administrer une plantation. Pendant les épidémies, j'ai vu cet hôpital si encombré que nous refusions les malades. Dans ce moment-ci, vous n'y voyez guère que quelques vieux serviteurs à qui nous donnons leurs invalides. — Eh! bonjour, *tio* Barnabé, ajouta-t-il en se tournant vers une figure maigre accroupie sous la porte, et qui nous regardait passer sans rien dire, comment vas-tu, mon vieil ami? » Le personnage qu'il interpellait de la sorte était un vieil Africain d'un noir de jais qui se tenait assis par terre les jambes croisées, tout nu, chauffant au soleil son corps décharné, et dont l'immobile visage de bronze, ombragé d'une laine blanche ébouriffée, nous suivait d'un regard fixe et impassible. Il inclina la tête, répondit quelques humbles paroles, puis il reprit sa posture fière et grave. « Voilà, continua mon guide, le patriarche de la plantation. Il est au moins centenaire. Vous voyez quelle est sa vie : dormir et se chauffer au soleil. Il est parfaitement heureux; l'intelligence ne le tourmente guère. C'est

du reste un Africain natif, et, quoi qu'on en dise, ceux-là se font remarquer par leur stupidité farouche. J'ai toujours observé que les enfans étaient plus intelligens et plus laborieux que les pères. On prétend que l'esclavage dégrade la race noire; la vérité est qu'il l'adoucit au contraire et qu'il la civilise. » J'aurais eu beaucoup à répondre à cette assertion un peu cavalière des bienfaits de la servitude, mais j'aimai mieux considérer en silence le vieil Africain rigide qui nous regardait toujours fixement. Certainement une vision semblait flotter devant ses yeux obscurcis; on eût dit qu'il était absorbé dans la contemplation de ses souvenirs et qu'il dédaignait de nous en faire part. Vaine illusion! il n'y a guère plus de pensée dans sa tête que de paroles dans sa bouche. Tel est le repos du vieux lion dans sa tanière, quand son grand œil fauve semble rêver, et que l'imagination complaisante lui prête elle-même ses pensées.

De l'hôpital nous passâmes au moulin, — car c'est tout un royaume qu'une plantation. M. C... me montra la farine de maïs, mêlée d'un peu de blé, qui sert à faire le pain des esclaves. Il leur donnerait volontiers du froment pur, qui serait plus nourrissant et plus salubre, sans les droits exorbitans qui pèsent sur l'entrée des blés étrangers, et forcent ceux même qui viennent d'Amérique à passer par les marchés espagnols : cet impôt funeste fait du pain même un objet de luxe. — Quant à la viande qu'on donne aux esclaves, ce n'est pas celle des troupeaux de la terre, qui ne suffiraient pas au centième de la consommation; c'est la viande de bœuf séchée des *pampas* de l'Amérique du Sud, dont Buenos-Ayres envoie chaque année des milliers de tonneaux à la Havane. La plantation toute seule en consomme un nombre effrayant, car il y a plus de six cents bouches à nourrir, quatre cents nègres esclaves, deux cents *coulies* indiens, plus un état-major d'environ quarante hommes blancs. Les *coulies* sont employés à l'usine et font meilleure chère que les noirs, qui ne travaillent guère que dans les champs; les deux races vivent à part et se détestent de toutes leurs forces. Cette mutuelle antipathie n'empêche pas la naissance clandestine de quelques métis d'un type singulier, qui ressemblent beaucoup aux Océaniens; mais il ne se forme jamais d'unions publiques et durables entre les deux races.

Leur caractère même y répugne. Les *coulies* sont en général mélancoliques, concentrés et méditatifs; les nègres au contraire aiment les joies bruyantes. Ils sont d'ailleurs mieux traités à Las Cañas que dans beaucoup d'autres plantations de l'île. On leur laisse une foule de petites immunités qui pourraient les aider à sortir de la condition servile, s'ils en avaient seulement la pensée. Par exemple, on leur permet d'élever des porcs pour leur propre

compte et d'en faire commerce; on les aide à amasser un pécule pour se racheter plus tard. Bien peu cependant songent à faire des économies et à recouvrer leur liberté : s'ils amassent un peu d'argent, ce sera pour s'acheter de beaux habits. M. C... me disait que les jours de fête on se croirait au bal masqué dans la cour de la plantation : chapeaux à plumes, rubans de soie, colliers de verre, châles et robes de gaze, habits bleus à boutons d'or, succèdent par enchantement aux guenilles de la veille; mais le lendemain les belles dames reparaissent en chemise sale, trempant leurs pieds nus dans le fumier, avec un mauvais mouchoir d'indienne noué négligemment autour de leur crinière ébouriffée.

De tout ce que je vois, il résulte que l'esclavage est plus doux à Cuba qu'il ne l'était dans les États-Unis du sud. La législation d'abord est bienveillante pour les nègres, et si elle était rigoureusement observée, ils ne seraient pas matériellement très à plaindre. Elle leur offre surtout pour le rachat de leur liberté des facilités et des garanties dont ils n'usent malheureusement pas. Aux termes de la loi, tout esclave peut se racheter en donnant à son maître cent piastres d'à-compte sur son prix total, qu'il devra compléter par la suite. Toute mère peut racheter son enfant en payant vingt piastres avant la naissance, ou trente piastres pendant le mois qui la suit. Enfin, et c'est là une garantie qui modifie profondément la servitude, l'esclave ne peut pas être mis à l'enchère, ni vendu au premier venu par la seule volonté du maître; son possesseur actuel est tenu de lui laisser un délai de trois jours pour se trouver lui-même un acquéreur. L'esclave a même le droit de changer de chaîne, et d'obliger son maître à le vendre à l'acheteur qu'il lui propose, s'il consent à payer le prix demandé par le maître. Toutes ces lois, dont l'humanité contraste avec la cruauté abominable des anciens *codes noirs* des États-Unis, sont déjà un louable progrès et un acheminement timide vers la liberté.

Mais autre chose est la lettre des lois, autre chose la façon dont on les applique. L'esclave ne peut pas user de ses droits quand il les ignore, et ce ne sont pas les maîtres qui s'aviseront de les lui enseigner. Tout en se plaignant de son insouciance, ils s'en applaudissent au fond du cœur, et ils s'efforcent de l'entretenir. Je ne vois chez eux aucun parti-pris de méfiance ou de haine contre les noirs; mais les meilleurs, ceux même qui songent beaucoup au bien-être de l'esclave et qui se croient les bienfaiteurs du nègre, n'ont qu'un zèle très médiocre pour son avancement moral. La famille, cette première institution par où la société commence, en est encore, chez ces pauvres gens, à l'état sauvage. Si rien ne les empêche de former des liens plus réguliers, rien non plus ne les y accoutume ou ne les y engage, et ils suivent tout bonnement

l'ornière de la nature. La religion, dont ils aiment à voir les pompes extérieures, ne se donne pas la peine de pénétrer jusqu'à leurs âmes, et ses ministres diraient volontiers, comme leurs confrères des États-Unis, que l'Évangile est un livre dangereux à enseigner aux esclaves (1). Enfin ce qui manque le plus dans ce pays-ci, ce n'est pas l'humanité ni la douceur : c'est surtout l'élévation des idées et la croyance morale au progrès. On sera pourtant entraîné par la force des choses et par l'exemple énergique des États-Unis. Le jour de l'émancipation n'est pas si éloigné que pourrait le faire croire la sécurité des maîtres. Les nègres eux-mêmes ont vaguement entendu parler d'un certain *massa Lincoln* dont ils attendent la venue comme celle d'un messie libérateur. L'abolition profitera-t-elle à la richesse de la colonie? Le travail libre pourra-t-il remplacer avantageusement le travail servile? Je n'oserais certainement le prédire. Tout ce que je me hasarde à prévoir, c'est que l'abolition de l'esclavage se fera sans doute en même temps que l'annexion aux États-Unis.

4 mars.

Je n'étais hier qu'un voyageur attentif à sa besogne et pressé de voir du nouveau. Aujourd'hui je me laisse vivre, je me figure que je suis un planteur de la Havane venu pour visiter ses terres, et je goûte à loisir le charme de cette existence si douce, si libre, si *naturelle*, que ceux qui l'ont menée n'en peuvent plus aimer d'autre, et que les nouveau-venus eux-mêmes s'imaginent l'avoir menée toujours.

On nous éveille dès l'aube; le café noir, premier et frugal repas du créole, nous aide à secouer les vapeurs du sommeil et à nous préserver de la fraîcheur du matin. Un léger brouillard traîne encore sur la terre, et cette rosée nous paraît glaciale après la douceur de la nuit. C'est l'heure des excursions et des cavalcades. Des chevaux nous attendent tout bridés dans la cour, les dames montent dans une *volante*, et tout le cortége royal défile joyeusement devant le peuple assemblé.

Notre première station est une petite métairie champêtre enclose de haies de bambous, bâtie en bois rudes et en branches entrelacées, comme les chaumières rustiques dont nous ornons nos jardins. On y élève à la fois des poulets et des négrillons. La gent ailée s'embarrasse peu de notre présence et ne nous témoigne aucun respect; les coqs dressent à demi leurs crêtes et leurs plumes en nous regardant avec méfiance; les poules continuent à quêter

(1) Un récent décret de la reine d'Espagne pourvoit timidement à l'instruction des esclaves, en prescrivant aux maîtres de ne pas la négliger. La surveillance est exercée par les curés et par la police. Il faut louer la bonne intention qui a dicté cette mesure.

et à gratter la terre au milieu de leurs couvées qui gazouillent. Quant aux poussins de la grande espèce et aux autres bipèdes sans plumes, il est évident que nous leur causons une émotion profonde. On les range devant la cabane en deux lignes de bataille, garçons d'un côté, filles de l'autre, par ordre d'âge et de hauteur, et nous passons gravement en revue le bataillon silencieux. Ces pauvres petits sont tellement pénétrés de respect et de crainte qu'ils rentrent presque dans la muraille; avec leurs haillons, leurs jambes nues, leurs yeux sombres, leurs têtes laineuses et hérissées, ils ont un air sauvage qu'augmente encore leur terreur.

Plus loin, la *volante* cahote entre deux haies de cactus épineux taillés aussi régulièrement que des bordures de buis. Nous entrons sous l'ombrage d'un bosquet de cocotiers robustes, inclinés sous le poids de leurs vastes couronnes de feuilles et de leurs grappes de noix aussi grosses que la tête d'un homme. Il y a là entre deux arbres quelque chose comme un tas de fagots, d'herbes et de feuilles mortes. C'est une hutte de mousse et de palmes sèches, en forme de taupinière, assez haute à peine pour qu'un homme s'y tienne assis. « Voilà, me dit-on, la case de l'oncle Tom, » — et un vieux nègre tout cassé sort d'une étroite ouverture en se traînant sur les genoux et les mains. C'est l'unique habitant de cette étrange demeure, un vieil esclave invalide qui a le goût de la solitude et qui a préféré cette retraite à la compagnie de ses frères. Le bonhomme d'ailleurs ne paraît pas avoir l'humeur morose et mélancolique; c'est un sage, un anachorète, un philosophe, mais ce n'est ni un sauvage ni un misanthrope. Il nous accueille joyeusement, avec un salut cordial et un franc sourire. Notre visite imprévue l'enchante, et nous nous en allons chargés de ses bénédictions.

Nous cheminions entre des plantations de ricins et de bananiers récemment défrichées et conquises sur la forêt. Près de là, une troupe d'ouvriers moissonnaient un beau champ de cannes. Nègres et négresses, armés de faucilles légères, prenaient d'une main la longue tige, et de l'autre main la tranchaient lestement près du pied, puis, abattant les fanes et les feuillages, ils la coupaient en morceaux qu'ils jetaient en tas derrière eux. D'autres chargeaient la récolte sur de grands chars attelés de bœufs. Ceux-ci ruminaient paisiblement ou grignotaient les tendrons sucrés dont la terre était jonchée. Les hommes portent un caleçon noué à la ceinture par un mouchoir d'indienne ou une lanière de cuir; les femmes ont leurs grandes chemises de toile qui flottent autour du corps et se drapent avec grâce. Rien de plus joli que cette récolte et cette trouée dans la verdure qui ne laissait voir que le ciel bleu. Les gestes variés, les belles attitudes, les formes sveltes et robustes de ces corps noirs à demi nus me rappelaient à leur façon *les Moisson-*

neurs de Léopold Robert. Nous regardions silencieusement cette scène joyeuse, et je songeais à ce roi d'Homère qui vient, comme nous, encourager les moissonneurs et voir tomber les gerbes mûres :

Βασιλεὺς δ' ἐν τοῖσι σιωπῇ
Σκῆπτρον ἔχων ἑστήκει ἐπ' ὄγμου γηθοσύνος κῆρ (1).

L'après-midi se passa dans le jardin, sous l'ombrage, délicieuse retraite pour les journées chaudes. Pas un rayon de soleil ne perçait le feuillage des manguiers et des palmes. Nous fîmes notre salon d'un bosquet de citronniers couverts à la fois de fruits et de fleurs. On nous y apporta un panier plein de fruits : bananes, figues-bananes, oranges douces, oranges acides, citrons doux, oranges-citrons et citrons-oranges, toutes les variétés possibles de ces belles pommes dorées qui pendaient aux arbres, puis des mangos, des goyaves, un fruit jaune et mielleux dont le nom m'échappe, et bien d'autres encore que je n'avais jamais vus. Nous goûtons, nous jouons aux boules en compagnie des moustiques. Ceux-ci montrent à l'hôte de la maison une préférence fort incommode.

Le soir, quand vient la fraîcheur, nous nous promenons dans les pépinières situées au bout du jardin au milieu des champs de cannes, dont les hautes tiges ferment tout horizon. On s'y croirait dans un désert, au milieu de quelque savane immense, perdu sous les hautes herbes comme sous les vagues d'un océan. Puis nous revenons pas à pas cueillant dans les plates-bandes ces belles fleurs des tropiques, qui sont des pierres précieuses parfumées. Enfin, quand la nuit tombe, nous nous reposons en nous balançant sous la galerie, nous regardons le croissant d'argent de la lune, nous écoutons les grillons qui chantent, et nous respirons les brises embaumées qui nous viennent du jardin. De grands chiens de garde rôdent dans l'ombre et font entendre çà et là un aboiement étouffé. Parfois nous causons de choses sérieuses, et j'interroge M. C... sur les affaires de la plantation. « La terre, me dit-il, a 1,200 hectares, qui produisent environ 150,000 piastres (750,000 francs); mais il y a de grosses charges qui amoindrissent le revenu. D'ailleurs le capital engagé dans l'exploitation, tant en machines qu'en hommes et en bêtes, est si considérable que l'intérêt que nous en tirons n'est pas exorbitant. Nous ferions bien mieux, si les impôts étaient moins lourds, et si le gouvernement s'occupait un peu plus des besoins du pays. Vous avez pu voir vous-même que nous n'avons pas une seule route passable pour aller d'ici à La Union.

(1) « Au milieu d'eux, le roi se tenait en silence, avec son sceptre à la main, debout sur les sillons et le cœur plein de joie. »

— N'en avez-vous pas d'autre que celle que j'ai vue?

— Mon Dieu non! tout ce que vous voyez ici, machines, pierres, charpentes, est venu à travers champs sur des voitures à bœufs. Quelquefois nous étions forcés d'atteler jusqu'à vingt paires de bœufs à la même charrette. Don Juan songe bien à bâtir un chemin de fer, mais c'est une grosse entreprise à faire à soi tout seul. Il faudrait pour cela nous entendre avec nos voisins. Et puis, quand même nous aurions des routes et des débouchés praticables, nous ne serions pas encore bien avancés. Ce sont les impôts qui nous ruinent en gênant toutes nos transactions commerciales; s'ils étaient mieux établis, je ne doute pas qu'on ne pût tirer de nous autant d'argent sans nous faire subir les mêmes pertes. Tous les objets les plus nécessaires à notre industrie sont frappés à l'entrée d'un droit énorme et désastreux : nous n'avons pourtant pas de manufactures nationales à protéger contre la concurrence étrangère. Le blé, le vin, toutes les subsistances paient des taxes d'importation formidables. Il y a même, ce qui est monstrueux, des impôts sur l'exportation des produits du pays. Ainsi chaque caisse de sucre paie à la sortie un droit de 2 piastres. Bref, la plantation paie de manière et d'autre 50 ou 60,000 piastres chaque année, c'est-à-dire un tiers des revenus. Avec cela nulle sécurité, peu de police, point de travaux publics. Vous voyez à quelle épreuve est mise la prospérité de l'île; si nous y résistons après tout grâce à nos richesses naturelles, devinez un peu ce que nous ferions, si nous étions mieux gouvernés! »

Ici M. C... fut interrompu par un bruit d'aboiemens furieux; nos chiens de garde semblaient donner la chasse à quelque maraudeur surpris dans la plantation. Nous dressâmes l'oreille; les aboiemens se ralentirent, et le silence se rétablit.

« Ce n'est rien, me dit mon hôte; c'est quelque animal sauvage qui rôdait autour de la ferme et que les chiens ont fait déguerpir plus vite qu'il n'était venu. Il est encore trop tôt pour les voleurs.

— En avez-vous dans le voisinage?

— Comme dans tous les pays où il n'y a pas de police. L'été, quand je reste seul à la plantation, je ne me couche jamais sans avoir mes armes sous la main. Mes compatriotes sont, vous le savez, très prompts à jouer du couteau. Il y a six ans, je fis punir sévèrement un maraudeur connu qui avait commis chez moi toute sorte de déprédations; le lendemain je recevais une lettre anonyme où l'on m'ordonnait, sous peine de mort, de quitter la plantation de Las Cañas; si dans quinze jours je n'avais pas obéi, on me prévenait poliment qu'on me tuerait et qu'on brûlerait la plantation.

— Et qu'avez-vous répondu?

— Je suis resté, et vous voyez que j'y suis encore.

— Connaissez-vous l'auteur de la lettre?

— Je crois que je le connais; mais à quoi cela me sert-il? Je n'ai pu songer à mettre la justice à ses trousses; elle n'aurait pas su le prendre, et, lors même qu'elle l'aurait pris, quel était son crime? Quant à moi, c'était m'exposer à une vengeance certaine; je n'aurais eu qu'à faire mon testament... Croyez-moi, nous vivons dans un pays où le plus sûr est encore de se protéger soi-même. — Mais, ajouta-t-il, j'oubliais que je vous ai préparé un spectacle; venez, il est neuf heures, et la représentation va commencer. »

Nous montâmes sur le toit, d'où nous dominions toute la plaine; le ciel était plein d'étoiles. Tout à coup nous vîmes briller à l'horizon une étincelle rouge, puis une lueur phosphorique et blanche qui se répandit comme une inondation de feu. La flamme, d'abord pâle et bleue, rougissait et changeait de couleur comme un immense feu de Bengale allumé sur toute la plaine. Des fumées lumineuses montaient comme une auréole, et faisaient évanouir les vagues clartés des étoiles. — C'était une prairie dont on brûlait les herbes avant d'y faire passer la charrue.

Je quitte demain la plantation. Tout à l'heure, comme je songeais à ma vie errante, je m'étais accoudé sur ma fenêtre, et je regardais la nuit. A mes pieds, dans un petit enclos, sous deux grands arbres, un troupeau de chevaux soufflait et frappait la terre. Tout à coup j'entends un sifflement étouffé, plusieurs fois répété, qui semblait l'appel d'une bouche humaine. « Sans doute, me dis-je, c'est quelque galant Daphnis africain qui appelle sa noire bergère au rendez-vous. » Mais le sifflement recommença de plus belle : c'était moi qu'il semblait appeler. J'écarquillai les yeux, je tendis l'oreille, je criai : « Qui va là? » Le bruyant siffleur se tut, comme un malfaiteur surpris; puis il appela timidement, il appela encore, et reprit son jeu avec une obstination bizarre. Impatienté, j'allais prendre mon pistolet et menacer le mauvais plaisant d'une punition exemplaire, quand je me rappelai certain oiseau siffleur dont on m'avait parlé la veille, et qui était, disait-on, fort effrayant pour le voyageur nocturne. Embusqué dans tous les buissons, le malin oiseau le poursuit, le harcèle et s'amuse à l'épouvanter.

Matanzas, 5 mars.

Hier matin, je reprenais assez tristement le chemin de La Union, en compagnie de mon écuyer fidèle, de mon Sancho à peau noire, toujours grotesquement harnaché. Je monte en chemin de fer et j'y trouve bruyante compagnie : mes voisins tiennent dans leurs mains ou portent dans leurs mouchoirs des coqs familiers qu'ils soignent et caressent tendrement; ceux-ci gloussent, crient, battent des ailes; on se croirait dans un poulailler. Ce sont des coqs de combat qu'on

mène sans doute égorger dans quelque fête des environs. Les pauvres animaux se laissent manier par leurs maîtres comme des chiens de salon ou comme des enfans bien élevés. Ils semblent connaître ceux qui les mènent et obéir presque à leur voix. Je remarque que leurs crêtes sont coupées pour donner moins de prise à l'ennemi. — Vous savez que les combats de coqs sont ici un amusement populaire et presque une passion nationale. Le combat de taureaux espagnol se réserve pour les grandes solennités; ordinairement, on se contente du duel de coqs, jeu tout aussi sanglant et tout aussi tragique, mais qui a du moins l'avantage de ne pas exposer la vie de l'homme. Ces massacres de gladiateurs en miniature sont, comme nos courses de chevaux, la grande occupation et pour ainsi dire la carrière des fils de famille désœuvrés. Je reconnais leurs champions à la livrée des nègres qui les portent, et à je ne sais quel air de fierté plus grande qui convient à des coqs de bonne maison. — A chaque lutte importante, les amateurs parient des sommes énormes, comme aux courses d'Epsom ou de Chantilly. Les grands vainqueurs sont achetés à des prix fabuleux, et c'est un luxe aristocratique d'avoir une belle volière, comme on a chez nous une bonne écurie. Enfin, pour compléter la ressemblance, on a vu des fortunes entières dévorées par cette manie ridicule. Vous voyez que tous les peuples se ressemblent : la nature humaine, au fond, ne change guère, et il n'y a que son vêtement qui varie.

Je trouve à Matanzas un dernier regain de carnaval. Après une journée de tumulte, de chansons, de danses dans les rues, il y a encore ce soir un bal masqué à l'opéra. La fête est un mélange assez baroque de gens du monde encanaillés et de la plus grossière populace. Nous allâmes le soir jeter un regard curieux dans certaine rue mal famée, assez déserte d'ordinaire, et qui n'est pas très loin de l'opéra. Nous la trouvâmes encombrée d'une foule d'hommes du peuple qui formaient des rassemblemens devant les fenêtres grillées. Du dedans au dehors, on échangeait des gros mots, des quolibets, des provocations brutales. De temps en temps quelques femmes sortaient parées pour se rendre à l'opéra; elles étaient poursuivies par un ignoble cortége de nègres et de matelots ivres. — Nous n'eûmes pas envie d'en voir davantage.

Au lieu d'entrer à l'opéra, nous sommes allés, au clair de lune, nous promener en bateau sur la rivière San-Juan. Le *San-Juan* ou *rio de Matanzas* vient se jeter dans le port au milieu de la ville, qu'il sépare en deux morceaux. Le vieux pont qui joint les deux rives avait, à l'indécise clarté de la lune, un faux air du *Rialto* de Venise. De vieilles maisons délabrées baignant leurs pieds dans la rivière me rappelaient confusément les palais du Grand-Canal. Quelques barques passaient avec des falots rougeâtres. Nos rames

plongeant dans l'eau dormante y allumaient des traînées de flammes blanches, puis elles se relevaient toutes ruisselantes de gouttelettes de feu. Nous avancions sur le miroir tranquille laissant derrière nous une trace lumineuse. — Déjà nous avions dépassé la ville; sa rumeur confuse s'éteignait, tout était maintenant silencieux. A peine si la brise chuchotait par intervalles dans les roseaux du rivage, ou si quelque oiseau de nuit déployait ses ailes en poussant un cri plaintif. Nous nous mîmes à chanter à la cadence des rames; mais nos chansons étaient un peu fausses, et notre barque massive ne ressemblait guère aux gondoles de l'Adriatique.

La Havane, 8 mars.

Je suis depuis bientôt cinq heures à la Havane. L'aubergiste, après m'avoir tenu le bec dans l'eau pendant quatre heures, m'a casé dans un réduit obscur, délabré, démeublé, où je devais faire ménage avec un étranger. Celui-ci ayant déclaré qu'il ne souffrirait point de compagnon inconnu, on m'a conduit dans une vaste chambre à trois lits, vide encore pour l'heure présente, mais où j'ai la douce perspective de voir apparaître d'une minute à l'autre quelque ami forcé; du moins j'ai le comfort inattendu, inoui, d'un vieux pupitre vermoulu, où je m'empresse de vous écrire avant l'arrivée de l'ennemi. Vous êtes encore à Matanzas, et vous allez me suivre à la vallée de Yumuri.

L'Yumuri est une petite rivière torrentielle qui sort d'un pâté de montagnes compactes situées au nord-ouest de Matanzas. Elle se recueille au fond d'un bassin ovale et se fraie un chemin jusqu'à la mer par une coupure étroite, déchirée au milieu de l'épaisse barrière par les eaux d'un lac qu'on suppose avoir existé là dans les temps antérieurs. La vallée et les montagnes qui l'entourent ont un peu la configuration d'un cratère, quoique la nature du sol ne permette pas d'attribuer cette forme particulière à une action volcanique. Au contraire, on y trouve partout la trace du lent travail des eaux. Le sol a la richesse ordinaire des terres d'alluvion, et se couvre de belles cultures, de vastes champs de cannes à la verdure pâle, de bouquets de bois chevelus, et de grandes prairies parsemées de groupes de palmiers. Au versant nord de la montagne, la vallée se rétrécit et se redresse, séparée seulement de la mer par une muraille haute et étroite. Du haut de cette crête escarpée, la vue plonge à droite sur l'Océan bleu, et à gauche elle plane sur un autre et riant océan de verdure dont les vagues, adoucies et amoindries par la distance, vont expirer au pied d'un amphithéâtre de montagnes vaporeuses. Quelques-uns de ces sommets lointains ont des formes irrégulières et bizarres, — le *pain de Matanzas* surtout dresse abruptement sa pyramide tronquée au-dessus des

autres, — et par toutes les ouvertures que le temps a faites dans leurs rangs serrés on aperçoit deux et trois lignes d'horizons bleuâtres aux teintes graduellement affaiblies.

Cette mince et rapide barrière est justement la *Cumbre* ou la *Montagne*, où court en demi-lune, embrassant la vallée, la promenade favorite des habitans de Matanzas. Cette promenade ne ressemble ni au bois de Boulogne de Paris, ni au Central-Park de New-York. Ce n'est même pas Pausilippe, ni la Corniche de Gênes; c'est un rude sentier de montagnes où les *volantes* grimpeuses s'en vont en cahotant par-dessus rochers et ornières. On passe la rivière San-Juan sur un pont de bois, on gravit les premiers étages de la colline parmi les dernières maisons de la ville; les chevaux piétinent quelques minutes sur un raidillon presque à pic; puis on chemine à mi-côte le long de la baie, laissant derrière soi la rade et la ville, qui semblent jouer à cache-cache derrière les promontoires. Tantôt une villa modeste aux toits écrasés, aux murailles blanches, ombragée de palmiers séculaires, précédée d'une longue allée de cocotiers en éventail; tantôt une petite ferme entourée d'un enclos où paissent une vache, un cheval, une chèvre accompagnée de ses petits biquets à robe noire; puis l'aloès élevant sa tige altière et fleurie au milieu des haies, une sorte d'aubépine rose et odorante en pleine fleur, le lit doux et brillant de la mer azurée entrevu dans la profondeur à travers le feuillage, et enfin sur la crête, dans une échancrure soudaine, la vue radieuse de la vallée enveloppée de toutes les gloires du soleil couchant, avec ses belles pentes couvertes d'une forêt de palmiers innombrables, dressant leurs têtes superbes et leurs chevelures ondoyantes, où le soleil se mirait dans la verdure et étincelait sur chaque feuille comme s'il était tombé du ciel une pluie d'or et de diamans : — telle m'apparut la Cumbre un soir au déclin du jour, à l'heure où la lune commence à s'argenter dans l'azur, et où les montagnes du couchant se noient dans une poussière dorée. De temps en temps une haie de cactus, un pan de broussailles, un pli de terrain, un bouquet de yuccas hérissés, quelque arbre à touffe épaisse et noire nous dérobait le merveilleux spectacle qui attirait et fixait nos yeux éblouis; puis de nouveau nos regards plongeaient dans la profondeur ouverte à nos pieds, s'y roulaient avec délices sur les croupes molles et voluptueuses, puis s'enivraient des flots de lumière ardente où l'horizon nageait confondu. Tout était transfiguré : — les montagnes agrandies par la poudre d'or qui voilait leurs formes et de chaque pli de terrain faisait une ligne colossale et lointaine; les millions de sveltes palmiers répandus sur la colline et la plaine, qui semblaient incliner leurs fronts amoureusement vers le soleil; les prairies où scintillait chaque brin d'herbe, et jusqu'à ce trou-

peau de bœufs sur la pente, où chaque croupe brune semblait marcher dans une auréole. Ce n'est rien que d'avoir vu les Belly, les Turner, les Claude Lorrain, pour se figurer tant de calme et de splendeur. La Suisse, l'Italie même sont brumeuses et pâles. Il semble qu'il y ait folie à vouloir fixer dans la matière ces magnificences impalpables du plus fugitif des élémens.

Tout à coup le soleil cessa d'éclairer la vallée; il venait de s'abaisser derrière la montagne. La terre aussitôt s'enveloppa d'une ombre diaphane, les montagnes se teignirent d'un lilas doux et velouté d'une fraîcheur exquise; elles s'assombrissaient à vue d'œil et se confondaient en une masse obscure devant l'horizon resplendissant. Le ciel encore enflammé se diaprait comme une eau dormante : c'étaient des zones nuancées d'aurore, de rose tendre, de bleu nacré d'argent, mariées et fondues comme les couleurs d'un arc-en-ciel qui s'efface. Encore une minute et l'azur céleste a changé de nuance, d'argenté et limpide devenu opaque et sombre. Cependant nous avons couru sur la Cumbre jusqu'à la plantation de Vittoria, jolie maison blanche nichée dans un bosquet choisi, en face du plus admirable panorama de la vallée. Nous revenons alors sur nos pas; à gauche, la mer s'obscurcit, et ses contours deviennent vaporeux et vagues comme si une brume blanche enveloppait l'horizon. Il fait déjà nuit noire quand nous redescendons le chemin rocailleux où les secousses brutales de notre carriole déracinent presque de ses jambes le pauvre petit cheval attelé au bout de l'immense brancard. Notre poids tout entier pèse sur lui seul, tandis que son camarade le porteur se prélasse légèrement, d'une tête en avance sur le timonier. — Voici de nouveau Matanzas, ses maisons basses, ses fenêtres toujours ouvertes et les captives qui prennent l'air du soir entre les barreaux de leur cage.

Telle fut ma première promenade à la Cumbre; mais combien ne me parut-elle pas plus belle le jour où je montai seul à cheval, sans compagnon, sans guide, pour y passer en liberté le temps qui plairait à ma fantaisie! Je crois que c'est la vraie manière de voyager pour voir et aimer le pays, sans l'importunité bruyante des cicerones et des camarades inconnus...

8 mars.

J'avais laissé ma phrase interrompue, et voilà tout justement que j'en trouve en rentrant chez moi la vivante application. J'ouvre la porte, j'entends un grognement : « vous êtes mon compagnon de chambre, monsieur? » Tandis que je me promenais avec le marquis de M..., une connaissance nouvelle et malheureusement trop hardive, le señor don Luis Isidoro Guano, prenant sans doute en

pitié ma solitude, m'a gratifié d'un autre ami. Que voulez-vous y faire? Il faut que je porte ma croix, et que je ne la rende pas trop lourde à mon bourreau, qui est aussi ma victime.

Un mot pourtant sur mon nouveau protecteur. Le marquis de M... est un des plus riches d'entre les riches planteurs de l'île. Il a deux ou trois plantations, palais à la Havane et hôtel à Paris. — Voilà toute une semaine qu'il me cherche. Faisant honneur à la recommandation bienveillante de M. Mon, ambassadeur d'Espagne, il m'a poursuivi à la Havane, m'a écrit à Matanzas sans recevoir de réponse, et aujourd'hui encore il a failli me manquer, grâce au procédé commode de l'aubergiste, qui, pour s'épargner l'ennui de faire appeler ses hôtes, répond uniformément à tous les visiteurs qu'ils sont sortis. M. de M... voulait que j'allasse avec lui passer une semaine à la campagne. J'ai dû décliner cette invitation aimable, et lui dire que je quittais après-demain la Havane. Il a voulu du moins être pour une soirée mon hôte et mon pilote. Il m'a mené d'abord chez le capitaine-général, puis chez un de ses amis qui habite un véritable palais. J'ai vu là ce qu'il y a de plus somptueux en fait d'intérieurs créoles, de vastes salons nus, élevés, sans portes ni fenêtres, appelant le courant d'air au lieu de l'éviter, des pavés de marbre, des chaises de cannes, de larges escaliers monumentaux. Dans le salon de réception, il y avait une corbeille de *señoritas* en grande toilette, pour la plupart un peu trop grasses; il y en avait pourtant qui étaient fines, délicates et belles suivant d'autres idées que celles des Turcs et des Espagnols. — Mais je m'arrête par humanité. Mon compagnon ne peut dormir, et bien que ce soit un Américain de la Nouvelle-Orléans, c'est-à-dire un Français, il montre une patience qui m'adoucit le cœur.

9 mars.

Je suis déjà debout, mais après une nuit trop courte et à la musique de deux poumons qui ronflent. C'est aujourd'hui ma dernière journée : mon passage est retenu pour Santiago de Cuba, à bord du vapeur *Comanditario*, qui doit partir demain même. Lettres, caisses, visites, tout doit être achevé ce matin; fermons donc nos oreilles aux fanfares, aux roulemens des tambours, aux grincemens des trombones, à tous ces bruits diaboliques dont me régale chaque matin l'orchestre du régiment espagnol logé dans les environs.

Combien, vous disais-je hier, l'Yumuri m'a semblé plus beau quand j'y suis retourné seul, à cheval, et battant les buissons! les fleurs étaient plus parfumées, l'air plus transparent, les mille petits détails du chemin avaient plus de grâce et de vie, et surtout ce bleu tendre de la mer qui encadrait de tous côtés la verdure me rappelait ces sentiers en corniche de l'île d'Ischia où je chevauchais

il y a bien des années. Je notais en passant divers sujets de croquis, tantôt une petite cabane de bambous et de palmes blottie sous un bosquet d'arbres fruitiers avec un immense horizon de mer par-dessus, tantôt une ravine escarpée et ombreuse s'ouvrant comme un cadre sur la vallée profonde. Quel paysage! et quel triste instrument que le crayon manié surtout par des mains inhabiles! Comment dépeindre l'élégante stature des palmiers dispersés sur les pentes, les groupes plus serrés qu'ils forment au creux des vallons, leur solitaire et mélancolique grandeur au milieu des cultures qui les ont épargnés, le manteau fin et soyeux qu'ils font au loin sur les premiers plans de la montagne, et les cimes lointaines déjà frangées d'un liséré bleuâtre par la fraîche lumière du matin? Tant de nobles formes et de couleurs délicieuses, tant de richesse, d'harmonie et de splendeur, essayer d'exprimer tout cela par le profil sec et inanimé d'un charbon noir sur un papier blanc! — Il n'est pas jusqu'aux massifs et aux allées qui environnent la plantation dont chaque arbre, avec un bout de ciel, ne pût faire le sujet d'un ravissant tableau. Je mis pied à terre pour me mettre à l'œuvre, et alors commencèrent mes tribulations.

La première s'offrit sous la figure d'un mulâtre grisonnant qu m'adressa la parole et se mit à me donner sur les points de vue à prendre des conseils auxquels j'opposai un *no entiendo* impatienté. Le bonhomme prit les rênes de mon cheval et lâcha celles de sa langue; je vis alors qu'il était complétement fou. « Voilà, me disait-il, ma propriété, tant de palmiers, tant d'acres, tant de nègres. Telle propriété, tel homme. — Voulez-vous venir me voir? Voilà la résidence de ma famille. » Et il me montrait une jolie maison cachée dans la verdure. Cependant il courait autour du cheval avec un air hagard, et celui-ci, plus raisonnable que le pauvre diable, commençait à s'ennuyer de son manége. A mes *no entiendo* répétés, il me demande si je suis Italien. « Non, Français. » Je fus étonné de l'entendre répondre en ma langue : « Français! Et moi aussi je suis Français; je suis né à Bordeaux, moi... Travaillez, mon ami, travaillez... Les Français sont des canailles, mais de bons soldats, oh! oui!... oui, monseigneur. Napoléon m'a envoyé ici... » J'essayai de m'en débarrasser en lui glissant dans la main une pièce blanche. Il me regarda d'un air superbe : « Pas de bêtises, dit-il; je suis plus riche que vous, moi. Je suis général... Venez déjeuner chez moi; allons, venez déjeuner. » Quand les fous prennent une idée, il est malaisé de les en faire démordre. A la fin, ce singulier compatriote me délivra de sa présence, et je dessinai assidûment, cherchant l'ombre raccourcie des piliers du porche. Cependant le soleil s'élevait dans le ciel. Déjà il tombait presque perpendiculairement sur la terre rouge, qui semblait brûlante. Les

ombres, de plus en plus rares, s'épaississaient par le contraste avec l'éblouissante lumière blanche qui inondait toutes choses; la voûte céleste avait une profondeur, une vivacité chaude dont le frais et limpide azur du matin ne donne pas l'idée. On eût dit que le firmament tout entier était embrasé d'une flamme bleue. Les palmiers voisins se découpaient dans ce bleu torride avec la netteté dure et tranchée des bouquets d'arbres placés par les vieux maîtres italiens au second plan de leurs tableaux. Rien de brutal pourtant n'offensait l'œil, ébloui sans être blessé, et il semblait que ce vert éclatant fût voisin de ce bleu splendide. Les murs blanchis de la plantation resplendissaient d'une lumière mate et sans tache, plus blanche que le lait ou la neige, et comparable seulement à celle du fer fondu. J'étais assis au milieu d'un champ, sur un tas de fanes sèches, et il me semblait que la nature entière allait entrer en fusion; mais, bien loin de s'évaporer et de se flétrir sous l'action dévorante du soleil de midi, on eût dit que la campagne s'y rajeunissait et s'y retrempait d'une vigueur nouvelle. Les feuilles des palmiers, droites et fières, semblaient s'imprégner de soleil. Pas un brin d'herbe, pas une feuille des buissons ne pendait alanguie. Cette robuste végétation défiait la fournaise, et la verdure sombre noircissait encore à mesure que le ciel s'embrasait. Je ne puis vous dire la puissance formidable de ce spectacle : cette nature métallique et plombée sous cette atmosphère de feu ne semblait pas un milieu viable pour l'homme.

Cependant, à vingt pas de moi, le mouvement et la vie retentissaient dans la cour de la plantation. J'entendais les cris, les chansons des nègres, les réprimandes du *mayoral*, et je crus même distinguer le bruit du fouet de cuir mêlé aux plaintes de la victime. Quant à moi, mon sang bouillait dans mes veines; je dessinais encore d'une main incertaine, mais j'étais écrasé. Il faut avoir passé l'heure de midi dans les champs, en plein soleil, pour connaître le ciel des tropiques : le soir et le matin y sont délicieux; mais la magnificence et la grandeur terrible de cette nature trop forte ne se révèlent qu'au milieu du jour.

Il était une heure du soir. Ni moi ni mon cheval n'avions encore déjeuné. J'avise au bord du chemin une jolie villa déserte; les volets fermés la disaient vide, tandis que la porte ouverte, les lauriers-roses chargés de fleurs, les orangers à pommes d'or, invitaient le voyageur altéré. Des chevaux, des vaches, des poules s'ébattaient pêle-mêle dans l'enclos solitaire. La ferme adossée à l'habitation et fermée de murailles, comme une forteresse, n'avait qu'une étroite entrée. J'appelle, je frappe aux portes à coups de poing : un homme à la fin se présente, je lui demande de l'eau pour mon cheval. Il m'indique du doigt l'abreuvoir situé au bord d'un puits, au bout

de l'enclos. J'y mène se désaltérer la bonne bête. J'examine ensuite le petit bosquet qui m'offre ce refuge hospitalier contre la chaleur. C'est ce qu'en Normandie on appelle une *cour*, c'est-à-dire un enclos planté d'arbres, moitié verger et moitié prairie, avec les arbres des tropiques au lieu du pommier monotone. Un tronc noueux et robuste se dresse à côté de la ferme, étendant à six pieds de terre un immense parasol d'ombre et de verdure. En face s'ouvre dans le bocage une allée de cocotiers chargés de fruits, qui se continue au-delà dans un taillis de bambous à touffes légères. Des manguiers à lourdes feuilles avec leurs masses sombres font des taches noires dans la claire futaie. Enfin la mer, qui s'étend au pied de la colline penchante, laisse voir son rideau bleu à travers le fin duvet des bambous et les éventails élégans des palmes. Le site était calme, abrité, frais, souriant, bien fait pour le repos d'un homme fatigué. Je demande à dîner; un paysan qui travaillait là m'apporte dans une écuelle de fer une soupe à l'oignon que je dévore. Ici commence le second chapitre de mes tribulations.

Jusque-là, je m'étais entendu avec mon hôte par des signes plutôt que par des paroles : mon espagnol lui semblait incompréhensible, et le sien me semblait barbare. Il m'avait accablé pendant une heure de beaux complimens à la mode du pays, s'excusant de me donner si maigre chère et de m'offrir une si mesquine hospitalité. Il y avait, disait-il, une *tienda* dans le voisinage où j'aurais trouvé un bien meilleur dîner. Ne sachant comment répondre à tant de politesse, et après l'avoir remercié sur tous les tons, j'eus recours à ma bourse pour exprimer plus éloquemment ma reconnaissance et mettre fin, s'il était possible, à son zèle obséquieux. Alors il me déclare, en dépit de mes protestations, qu'il s'en va au cabaret voisin m'acheter des provisions. Avant que j'aie pu m'expliquer, il enfourche mon cheval, et le voilà parti. Une heure s'écoule et le cheval ne revient pas. Un secret malaise commence à se glisser dans mon âme. Surviennent le fermier lui-même et un *mayoral* de la plantation voisine, personnage à mine fière, l'épée au côté, maniant d'un air princier un beau cheval blanc. Nous échangeons les courtoisies d'usage, après quoi je m'informe de mon cheval, et je leur communique mes craintes. La chose était compliquée, difficile à dire, et ce ne fut pas sans peine que je parvins à me faire comprendre. J'estropiais le français, l'italien, pour improviser avec des terminaisons espagnoles une espèce de langue barbare. Ils me comprirent à demi-mot, et je les vis qui échangeaient entre eux des signes de doute. Ainsi vous n'avez pas vu mon cheval? — Non, señor, non; mais soyez tranquille, il reviendra tout à l'heure, *ahorita*. — Ne l'a-t-on pas volé? — Non certes, ne craignez rien. Pour-

tant, ajouta le fermier, je n'ai aucune confiance en cet homme, je le connais à peine; voilà deux jours seulement qu'il travaille chez moi. Il se pourrait bien qu'il eût volé votre cheval. » Paysage, dessin, cocotiers, enchantement de ce lieu champêtre, tout avait disparu : je maudissais l'heure où j'avais mis le pied dans cette caverne de brigands. — Cependant le fermier, avec une politesse et une hospitalité tout espagnoles, va cueillir une couple de noix de coco dans son verger, et m'en fait boire le breuvage tiède, fade, mais rafraîchissant pour ma soif; il m'offre un cigare, épuise avec la courtoisie native des gens de son pays tous les moyens de consolation qu'il peut concevoir.

Prenant l'inévitable en patience, je me remis à dessiner tristement. Une heure se passa encore, et le jour était sur son déclin. Tout à coup j'entends un pas de cheval retentir, et que vois-je apparaître, si ce n'est mon petit arabe avec son cavalier suspect? Ses yeux brillans, sa trogne enluminée, expliquaient son trop long séjour dans les délices de la *tienda*. Il me donna triomphalement une bouteille de rhum, un morceau de porc salé plus dur que du bois de palmier, et deux ou trois petites croûtes de pain déjà grignotées, le tout enveloppé dans un mouchoir jaune et sale. J'étais si joyeux que non-seulement je lui fis cadeau du festin qu'il me destinait, mais que je le combiai en outre de réaux et de sourires. Lui, donnant une accolade à la bouteille, me serre les mains avec toute l'amitié dont un ivrogne est prodigue. Vite en selle, et me voilà parti. J'essaie encore d'esquisser en passant la silhouette des montagnes, à l'instant même où le soleil couchant les voile de sa splendeur et répand à leur pied une mer de lumière qui submerge au loin la plaine. Mon cheval affamé, qui pâture à côté de moi, me tire le bras avec impatience. Dernier rayon de soleil, dernier coup de crayon; mon petit cheval hennissant galope à travers la montagne, à travers la ville, et me voilà devant mon miroir contemplant avec effroi la magnifique teinture de pourpre rouge que j'ai prise au soleil tropical. A souper, mes voisins de table me regardent avec inquiétude et échangent entre eux des signes d'épouvante. L'un d'eux m'avertit charitablement que mon cas est grave, et que je pourrais bien en mourir. Tel est le récit mémorable de ma glorieuse expédition sur la Cumbre, où j'ai mis en fuite un mulâtre, perdu et repris un cheval, et soutenu bravement, sans en pâtir, le choc de ce grand ennemi, le soleil.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

L'HISTOIRE DE LOUIS XV

SELON M. MICHELET [1]

Les événemens ramènent aujourd'hui à M. Michelet le public qu'un instant ils avaient distrait. Comme pour réparer leurs torts passagers envers l'illustre écrivain, ils le lui rendent aiguillonné d'un vif désir de s'informer et de savoir. Ce volume, qui a peut-être attendu ses lecteurs, les voit tous revenir à lui, et par une singulière fortune il les retrouve plus attentifs que jamais et en même temps plus sévères. Pendant que le livre paraissait, certains aspects du sujet se sont tout à coup éclairés d'une lumière nouvelle; ce qui était de l'histoire est redevenu, ou peu s'en faut, de l'actualité; les molles curiosités ordinaires aux temps calmes ont fait place à l'inquiétude vigilante des intérêts mis en question. Rencontrer cette opportunité, tomber dans l'ardeur des préoccupations générales, c'est assurément une chance de plus pour le succès; mais qu'on ne s'y trompe pas, c'est également un péril.

Quand les esprits comme les affaires flottent dans une indolente sécurité, on se permet aisément en littérature aussi les fantaisies du luxe et les sensualités du loisir. On prête l'oreille aux raffinés, on accueille sans trop de scrupules les excentriques. On s'amuse, on s'oublie, on consent à se gâter un peu, l'indifférence ennuyée est indulgente à qui la sauve d'elle-même; mais dès que nous sommes sous le coup de la nécessité, dès que nous nous sentons en face ou à la veille de l'action, nous nous adressons à nous-mêmes et nous faisons entendre aux autres un énergique rappel à l'ordre. Nous

(1) *Histoire de France* de M. Michelet, tome XVI. — 1866.

avons besoin de prudence et de force, nous courons nous retremper dans le simple, l'utile et le vrai. Devant les soudaines rigueurs de ce réveil et sous les clartés du grand jour, toutes les délicatesses corruptrices que favorisent l'ombre et l'oisiveté disparaissent. Nous demandons brusquement et vivement à l'histoire de nous donner ce qu'elle nous promet, des conseils, et d'être ce qu'elle doit être, l'école d'aujourd'hui ouverte par l'expérience d'hier. Selon nous, c'est dans cette humeur sérieuse que le public de 1866 aborde et consulte l'histoire du règne de Louis XV, de ce règne si fatal à la grandeur politique de la France, et dont les fautes sont un perpétuel enseignement. Or ces dispositions exigeantes et ces tendances pratiques sont-elles ou non favorables au genre historique créé par M. Michelet?

Nul historien ne s'est plus manifestement écarté de l'idéal sévère et de la ligne droite. Nul n'a plus fièrement nargué la règle et ne s'est porté d'un élan plus spontané et plus résolu vers l'exception. M. Michelet, c'est le caprice incarné dans la science. Plus il avance, plus il va se singularisant. L'âge d'ordinaire apaise les talens et les discipline; ici, le progrès se fait en sens contraire : l'écrivain, ferme dans ses voies séparées, enthousiaste dans l'aventure, s'y enfonce avec une foi sûre d'elle-même, avec une sorte de constance exaltée. C'est un hérétique que gagne de jour en jour l'illuminisme. Plus que jamais il va du général au particulier, du sens commun au sentiment individuel, ramenant tout à soi, avec un effort de plus en plus visible pour plier l'histoire à sa volonté, l'ajuster à sa mesure, et réduire le genre aux proportions de la personne. Il en fait une science étroitement subjective où l'humaine nature de l'historien se met et se verse tout entière, où elle habite, où elle pense, où elle aime, où elle prend son divertissement, installe ses habitudes, déploie son humeur : le récit est devenu chez lui une effusion lyrique en prose, où coule à pleins bords une opulente et bizarre individualité. L'évolution de son talent est un phénomène complexe: deux effets très divers d'apparence s'y produisent. A mesure que les années s'accumulent et que la maturité, si vaillante qu'elle soit, accuse d'inévitables rides, il y a en lui quelque chose qui croît et reverdit. Il y a une séve qui monte, un je ne sais quoi d'envahissant qui se donne licence et carrière : c'est la fantaisie personnelle, le caprice et comme l'égoïsme pétulant qui est au fond de ce merveilleux esprit; c'est le *genius loci*, le démon familier, la monade humoriste et artiste qui s'émancipe progressivement et se dilate, qui se dégage de tout accessoire, de tout ce qui est loi, usage, style, convenances, qui s'écoute de plus en plus et se rit à elle-même, qui s'égaie et s'épanouit sur ce penchant de l'âge et le couvre

de ses luxuriantes efflorescences. Mais s'exalter ainsi dans l'orgueilleuse solitude de l'individualisme, adorer son propre sens et absorber tout en soi, comme le dieu des panthéistes, est-ce là une bonne condition pour atteindre au vrai, qui de sa nature est impersonnel?

En même temps que cette tyrannie du moi, à la façon de toutes les tyrannies, s'aggrave par la durée, la sensibilité, qui surabonde dans cette complexion intempérante, s'irrite et s'aigrit, comme un vin qui fermente en vieillissant. Il y a des intelligences qu'un progrès continu épure et transfigure; elles se dépouillent des élémens passionnés; elles rejettent l'alliage de l'étroit et du faux; elles s'élèvent aux degrés supérieurs de l'immatérialité et planent sans effort dans la sérénité lumineuse du désintéressement et de la justice. Des influences contraires agissent sur M. Michelet et se révèlent par des symptômes de trouble et d'inquiétude. Ce n'est pas que l'impartialité ait jamais été la vertu capitale de cet historien. Né excessif, l'exagération chez lui est fatale. Il a porté dans les controverses de l'histoire un cœur tragique; mais à défaut de l'inflexible équité qui se règle et se fonde sur la raison, il a eu longtemps cette justice expansive et de premier mouvement qu'inspire la générosité des années florissantes. Cette impartialité précaire, mobile comme l'humeur, s'est assombrie avec elle. Elle souffre de l'état dolent, de la délicatesse blessée, de l'irritation subaiguë et chronique dont chaque volume nouveau nous montre les accès ou les crises; elle reçoit le contre-coup des infirmités croissantes du sentiment.

A cette nature fiévreuse, le climat trop excitant d'une époque si voisine de la nôtre est bien moins favorable que la tranquillité rassise des périodes reculées. Ce qu'il ajoute à l'émotion, il le retire à la liberté de l'imagination. La passion est plus maîtresse et le génie plus contraint. C'est une double chaîne. Il faut à M. Michelet les lointains de l'histoire, les vagues légendes, les documens rares et incomplets, les espaces mornes, les souvenirs éteints : il y est plus indépendant, plus vrai, plus lui-même. Sa richesse fertilise le désert. Sa puissance divinatrice s'exerce et se joue dans le clair-obscur. Un voyant a besoin des ténèbres. Là où presque tout est à refaire, le don de créer s'affirme, la faculté de reconstruire triomphe. Les résurrections victorieuses sont celles qui ramènent les morts de plus loin. Plus la science au contraire devient abondante et précise, plus s'amoindrit le domaine personnel de M. Michelet. Possesseur magnifique d'un fonds original, l'opulence commune l'appauvrit. Comme les poètes, comme les croyans, comme tous ceux qui se sentent doués à l'intérieur et munis puissamment, il semble voir d'un œil jaloux cet envahissement de l'exactitude facile, cette mer montante d'une érudition dont le niveau égalitaire atteint et

humilie tout. Un instinct l'avertit de la présence d'une force rivale et le met en garde. Il cherche à conserver en plein règne de la banalité savante la fleur intacte de son originalité; dans les trésors ouverts à tous, il prend ce qui lui plaît, il se fait un lot à part, une science qui ne peut être qu'à lui; il bâtit son monument avec des matériaux de son choix; il se ménage le luxe d'un palais, la fantaisie d'un Alhambra parmi les solides et géométriques constructions de l'histoire moderne. Voilà dans quelles conditions et avec quelles habitudes d'esprit M. Michelet, s'avançant d'un pas intrépide vers le couronnement de son œuvre et le faîte du grand siècle, entame aujourd'hui l'époque de Louis XV.

Même à ne considérer que la politique étrangère, cette époque est critique et décisive. C'est l'un de ces momens où l'irréparable s'accomplit, où les destinées se fixent pour un temps indéterminé, où s'attachent au cœur des peuples imprévoyans les longs repentirs. Tout grandit en Europe excepté nous, et cette élévation, que nous n'avons pas su ou voulu empêcher, nous abaisse. L'Angleterre nous ferme l'Amérique et les Indes, les mondes de l'avenir. Sur le champ clos de l'ancien continent, la Russie, géant inconnu à Louis XIV, s'agite, informe encore, dans son chaos, et à ses premiers ébranlemens on peut juger de quel bras elle secouera un jour le vieil équilibre. La Prusse, clairvoyante et décidée dans l'irrésolution universelle, jette par la main du génie les fondemens de la puissance dont nous contemplons aujourd'hui d'un œil philosophique les accroissemens calculés. L'Espagne, notre alliée, roule sur la pente où ses superstitions et son oisiveté l'ont placée. L'Autriche, amoindrie et déchue, combat désormais non pour la domination, mais pour l'existence, et elle le fait avec une ténacité pleine de ressources qui n'a d'égale que la rapide défaillance où elle s'est naguère évanouie sous nos yeux. Dans ces remaniemens de la carte, ceux qui étaient les maîtres hier sont aujourd'hui des égaux à peine. Pour nous, nous offrons ce douloureux spectacle d'une nation intelligente et énergique qui comprend tout et ne peut rien, qui en est réduite à attendre l'initiative incertaine, intempestive de ceux qui la gouvernent et à rougir des hontes dont ils l'abreuvent, qui se tourmente dans sa force captive et son bon sens inutile, qui se porte en masse vers des conseils d'opposition et de révolte à l'instigation d'un patriotisme ulcéré. Nous subissons dans son ironie la plus amère ce jeu du hasard qui place la pensée dirigeante d'un grand peuple tantôt dans le cerveau d'un homme médiocre, tantôt dans une tête de génie, et qui annule un royaume par la nullité d'un roi. Tout ce qui part de l'ardeur inventive de la nation dans le peu de liberté disputée qu'on lui laisse est impétueux, hardi, fécond, marqué du

signe de la propagande et de la conquête; l'idée ressaisit l'empire échappé à la politique. Une suprématie nous reste pour nous consoler de nos armes humiliées, suprématie d'influence morale et de génie, plus noble que l'autre, je le veux bien, mais qui, malgré sa noblesse, ne suffit pas à remplir l'âme et l'orgueil légitime de la France. Du pouvoir il ne sort qu'impéritie, insouciance, déshonneur et trahison. L'histoire du règne est dans ce double contraste : une Europe si ambitieuse et une politique française si modeste, un peuple si vaillant et un gouvernement si caduc. Voilà le caractère du siècle; comment M. Michelet l'a-t-il exprimé?

I.

Toute histoire, et plus que toute autre celle du règne de Louis XV, embrasse trois principaux objets : les mœurs, les idées, les intérêts politiques. De ces trois parties, M. Michelet, comme on s'y attend, a largement traité la première, ce qui n'est pas un mal, et il a subordonné et sacrifié les deux autres, ce qui est un grave défaut. Avouons que cette occasion, que ce régal d'histoire naturelle et d'études physiologiques, offerts à l'auteur par son sujet, étaient bien faits pour le séduire. Peut-on s'étonner qu'il ait couru avidement à cette amorce? Dans son tort, M. Michelet a un mérite ou une excuse : il est conséquent, il obéit à l'instinct de sa nature, à la loi de son esprit. Ne sait-on pas, n'avons-nous pas dit que ses livres sont avant tout les mémoires de son humeur et de sa pensée, et comme les impressions de son voyage érudit à travers les siècles? Or avec ce penchant à individualiser l'universel, à voir tout en soi, comme Malebranche voyait tout en Dieu, à se faire centre et foyer dans l'immensité agitée des choses humaines, on est invinciblement porté à rechercher de préférence parmi les élémens compliqués des grandes masses historiques le jeu des causes personnelles, l'action précise des individualités. Sous l'homme public on démasque l'homme privé, et dans l'homme privé, en suivant la même pente, on descend aux particularités intimes, on envahit le seuil réservé, le mystère défendu. Je ne dis pas que le calcul n'intervienne point à son heure pour diriger ou exagérer ce premier mouvement; mais l'allure principale est aussi spontanée qu'elle est logique. En ce peu de mots, vous avez le secret de sa méthode, procédés, choix des sources et résultats.

Il s'établit donc en ces profondeurs de la nature humaine, sur les confins de la physiologie et de la psychologie, à ce point douteux où l'animalité et la spiritualité se touchent; il y place son observatoire et sa cellule, il fait flamboyer dans ces ténèbres sus-

pectes le regard de sa curiosité, l'imagination de sa voluptueuse sagacité. Les faits abondent, et ceux de bestialité pure où le rayon divin est totalement éclipsé, et ceux d'une espèce composée où l'ange lutte contre la bête, où l'honneur, le talent, le devoir, tous les mobiles généreux, refoulent l'attaque et la souillure d'un monde inférieur. Entouré de ces chers témoignages et de ces découvertes précieuses, comme un botaniste parmi les fleurs, comme un chimiste au milieu de ses substances, M. Michelet constate, étudie avec verve tous ces beaux cas d'insalubrité morale, il applique aux formes multiples de la lèpre sociale un diagnostic exercé, il caresse, en les décrivant, tous ces monstres doucereux ou féroces que renferme le repaire du cœur humain. Il est suffisamment récompensé des fatigues de l'étude par les sensualités de la contemplation. De ces analyses il extrait comme une quintessence son opinion sur le règne et sur le siècle, il tire de ce creuset la pierre philosophale de la vérité qu'il cherche. Il a pour tout voir une sorte de lucidité exaltée et de divination rêveuse, il a pour tout dire un art dans l'audace où l'impossible est atteint.

Engagés avec lui dans les sinuosités du royal labyrinthe de Versailles, où le fil politique s'enchevêtre d'accessoires si singuliers en traversant les petits appartemens, désormais nous n'en sortirons plus. Nous habitons les escaliers dérobés, attentifs au bruit des serrures, et philosophant entre deux portes. Nous sommes les Montesquieu de l'entre-sol. Nous possédons à fond la topographie du mystère, la carte de l'intrigue, la stratégie du couloir, la gazette de l'antichambre, l'omniscience des valets, la diplomatie des maîtresses, la chronique des rendez-vous, la clinique des alcôves. Rien ne nous échappe de ces équivoques secrets d'état travestis en cancans, parfumés d'adultère, qui agitent d'un bourdonnement léger un silence plein d'attente, qui glissent d'un vol étouffé sur des lèvres discrètes, qui mettent en émoi les cervelles éventées des courtisans, le peuple soucieux des ombres princières. Nous avons l'oreille de tous les nouvellistes; pour nous, l'œil subtil des Argus sollicite l'infidélité des ombres, et au besoin les portraits, les statues, les jardins, les pierres elles-mêmes parleraient pour nous instruire.

Certes nous sommes loin de méconnaître la part de vérité sérieuse que renferme cet examen microscopique des causes subalternes, cette casuistique des mobiles honteux. Les grandes affaires de ce monde, traités, alliances, expéditions, réformes, institutions, sont souvent infectées par la collaboration sordide de mille passions entremetteuses; plus d'un ressort essentiel joue dans l'impur, manœuvré en dessous par ces moteurs invisibles. Mais jusqu'à quel point l'abject donne-t-il le branle aux vastes conceptions et aux

puissantes entreprises? Parce que l'action des infiniment petits a été plus d'une fois le levier d'Archimède qui a soulevé et bouleversé la politique, est-ce une raison pour que, sceptiques à l'endroit de tout ce qui honore l'homme, nous soyons atteints par la superstition de la bassesse? Nous admettons les petites causes, mais nous ne voulons pas qu'elles nous cachent les grandes. Nous résistons à cette manie usurpatrice qui livre au génie du mal la philosophie de l'histoire. Du point central de l'observation intime, familière, domestique, inquisitoriale et médicale, à laquelle on nous convie, notre œil, éternellement fixé sur l'envers et le dessous des choses humaines, considérant pour ainsi dire la société à fond de cale, aperçoit tout au loin, par une étroite ouverture offusquée de vapeurs, la scène retentissante et l'éclat de la vie publique : là est le chœur des personnages, l'apparat des rôles, le vulgaire des spectateurs qui siffle ou applaudit. Nous voyons très bien, du lieu bas où nous nous tenons blottis, le jeu des ressorts vils; nous les voyons même si bien que nous ne voyons plus autre chose. Le spectacle est pour nous dans la coulisse; nous n'apercevons toujours qu'un côté du réel, le côté triste, qu'une face du vrai, la face ténébreuse. Nous rapetissant dans cette étude et cet amour du mesquin, nous nous habituons à le trouver partout. Nous avons changé d'erreur; nous avions les illusions de la crédulité, nous sommes en proie aux chimères du soupçon. Nous nous trompons par crainte d'être dupes. Nous avons le préjugé morose au lieu de l'avoir gai; nous évitons le mensonge de la flatterie pour tomber dans le sophisme de la satire.

L'ancienne histoire, moins superficielle qu'on ne l'a dit, l'était cependant trop. Elle imitait les orateurs et les poètes, elle glissait ayant peur d'appuyer; elle était de bonne compagnie, elle avait respiré l'air de la cour et des salons; elle avait le respect de l'étiquette, elle donnait un peu trop souvent l'habit de gala ou le manteau tragique à ses personnages; il ne lui serait jamais venu à l'idée de peindre en négligé les maîtres du monde et de les faire aller à la postérité, comme on disait à Marly, *en polissons*. Elle nous a trompés par bienséance. Est-ce donc une raison pour tout défigurer et tout avilir? Faut-il prendre le crayon de Callot ou la baguette de Circé? Notre réforme doit-elle consister à mettre simplement le bas en haut, le fond au sommet, et notre miroir historique doit-il ressembler à ces glaces qui renversent l'image en la réfléchissant? Déshabillons, je le veux bien, les importances officielles; prêtons l'oreille au valet de chambre des grands hommes : pour tout savoir, il faut tout écouter; mais gardons-nous de ces portraits où le grand homme n'apparaît qu'à travers les médisances de son valet. N'appuyons pas sur la bonne foi des *garçons bleus* l'histoire de France.

Que notre jugement ne soit pas un réquisitoire formé des dépositions d'un laquais. L'ancienne histoire, trop bien élevée, trop rompue aux formules obséquieuses, donnait du monseigneur aux puissans, si indignes qu'ils fussent. Nous avons changé cela, et aux lâches flatteries de ce langage de cour nous avons substitué un style de petit lieu, mais d'un bon cru. Dans nos livres, tel ministre est un « gnome, » tel autre un « farceur; » celui-ci, eût-il vaincu à Denain, est un « fastueux bonhomme, » celui-là une « ganache amoureuse, » cet autre enfin un « arlequin. » Il y a pourtant un milieu décent entre se prosterner devant les gens et leur dire des gros mots.

Nos prédécesseurs en histoire étaient d'un spiritualisme exagéré. Chez eux, l'intelligence fait tout, l'âme paraît seule. C'est à peine si quelque dédaigneuse mention de la personne physique vient çà et là nous avertir que ce monde disparu où le récit nous transporte n'était point peuplé d'une race de purs esprits. Le corps, enveloppe usée, serviteur inutile, est abandonné à la misère de son néant. Devant nous passent d'innombrables personnages, distingués par quelque vague attribut, par l'étiquette d'un nom, entourés d'un cortége de souvenirs décolorés; rien ne les fixe sous le regard; aucun ne se dresse en face de nous avec les traits précis et les tons animés de la vie, tout est noyé dans une flottante uniformité; l'essaim des abstractions sonores se mêle en fuyant à travers les ténèbres spacieuses des Champs-Élysées de l'histoire. Cette prédominance presque absolue de l'immatérialité, cette demi-résurrection qui ne sauve qu'une moitié de l'être, la principale, il est vrai, a d'abord l'inconvénient d'être une cause d'ennui et une cause d'oubli : comment saisir fortement l'impalpable? Ces figures légères, pareilles aux fantômes décrits par les poètes, s'évanouissent sous l'étreinte aimante et trompent l'ardeur du souvenir. Ce n'est pas tout; la vérité même en souffre, et dans la délicate appréciation des choses humaines une part trop grande est laissée à l'inexact et à l'incomplet. Le corps n'était pas seulement un soutien inerte, un auxiliaire passif du principe agissant; son rôle subalterne, obscur, plus souvent facile à soupçonner qu'à constater, n'en a pas moins été en certaines occasions décisif. Supprimer un acteur, quelque humble qu'il soit, quand il a influé sur le dénoûment, c'est fausser le caractère de la pièce. Si, comme le dit Pascal, le nez de Cléopâtre a changé la face du monde, la description de ce nez ne saurait être un hors-d'œuvre. A force de s'exténuer et de pâlir, l'histoire se vaporise. On est tenté de lui adresser le conseil donné aux mystiques : épaississez-vous, prenez du relief.

L'excès ancien, excès d'abstinence et de discrétion, appelait un

excès moderne tout opposé : celui-ci n'a pas fait défaut. Le corps aujourd'hui est pleinement réhabilité dans l'histoire, et, non content de recouvrer ses droits, il les dépasse. Longtemps effacé par l'esprit, à son tour il l'offusque. Un axiome nouveau tend à s'accréditer : le visage, c'est l'homme. On va donc le demander à la toile, au papier, au marbre, à l'airain, à la cire; ce précieux dépositaire des secrets ensevelis dans la mort, ce survivant érudit de l'âme envolée est le témoin capital dans les enquêtes que dirige un historien intelligent et expéditif. On l'examine à la loupe, on le mesure, on le palpe, on le dissèque du regard; sous cette fixité d'un instant, sous cette expression qui est la vérité, fardée peut-être, d'un jour ou d'une saison, on cherche à pénétrer l'être réel, ondoyant et divers. Quand le contemplateur abîmé dans ce spectacle y a saisi l'esprit vivant qui s'en dégage, quand il est arrivé à ce point de chaleur qui donne la véritable intelligence et qui fait de l'étude une sorte d'initiation, tout s'explique pour lui et s'illumine, la certitude lui arrive dans un flot de conjectures enthousiastes. Une seule médaille bien observée vaut une bibliothèque.

M. Michelet n'est pas le moins ingénieux de nos historiens physionomistes. Il est remarquable que cet écrivain, en qui la spiritualité est si vive, si raffinée, si tendre, et comme tourmentée d'un mysticisme maladif, soit peut-être celui qui a donné au corps la plus belle place dans l'histoire et qui a le plus largement mêlé dans une fusion hardie la vitalité énergique et l'exubérance des deux natures. Presque toujours dans ses descriptions le trait physique ou physiognomonique vient accentuer, illustrer, et souvent aussi opprimer et déborder le trait moral; l'âme ne va jamais sans son vêtement, elle traîne sa chaîne, elle fléchit et se dérobe sous son fardeau. On ne voit plus alors que le masque, et cette fois encore on ne tient que des apparences; l'élément opaque, s'interposant entre l'esprit observé et l'esprit qui observe, produit une éclipse; le récit et la mémoire sont encombrés et vides; c'est la matérialité creuse, l'inanité sous une forme saillante, l'illusion réaliste. Les descriptions physiques dans M. Michelet sont très courtes. D'ordinaire ce n'est qu'un trait fort grossi, et la plupart du temps un trait comique. Sa plume a quelque chose du crayon de Cham. Philosophe, M. Michelet aime les hommes; écrivain pittoresque, il les déchire et s'en moque. Sa pensée est sympathique, son burin cruel. C'est un satirique philanthrope. Cette âme mobile et passionnée où concordent tant d'extrêmes, cette nature si féconde en incarnations diverses de sa propre substance, tantôt ressent les belles ardeurs du fraternel amour qui embrasse l'humanité souffrante, elle est alors avec les faibles, les humbles, les doux et les

dévoués, avec les bienfaiteurs et les consolateurs de notre race, les Fénelon, les François de Sales, les Channing; tantôt, par certaines crudités et furies d'expression, par de poignantes ironies, elle semble rivaliser avec les Rabelais, les Juvénal, les Swift, et leur envier les éclats de leur rire amer. Ce n'est pas lui qui fermera les yeux sur nos laideurs, qui couvrira de son manteau nos infirmités. Dans les scènes qu'il évoque figure presque toujours une farandole burlesque et comme une danse macabre, où chaque personnage paraît à son tour, chassé d'un coup de fouet impitoyable, déshonoré d'un ridicule, percé d'un sarcasme. Il en est sur qui il s'acharne avec une âpreté fébrile et une rancune convulsive; il enfonce la griffe, il fouille la plaie, il leur darde au cœur des mots aigus, tranchans, de ces coups de plume profonds et forlongés, comme dit Saint-Simon, son modèle. Sa justice s'exerce à la façon d'une *vendetta*.

Le XVIIIe siècle offre à l'irritable historien plus d'une proie légitime. Bien souvent, dans ces exécutions qui étincellent de l'éclair du glaive, le martyr justifie le bourreau. Il est cependant des cas où l'enlaidissement, procédé cher à cet artiste, blesse l'équité et la vérité non moins que les convenances. En voici deux exemples : il s'agit de deux femmes, de deux reines, Marie Leczinska et Marie-Thérèse. Il se peut que la reine Marie Leczinska ait été un esprit médiocre et borné, mais c'est un caractère respectable, singulièrement relevé par le contraste qu'elle offre avec ce qui l'entoure. A l'idée morale qu'éveille naturellement le souvenir de cette honnête femme et de la froide solitude où elle a noblement langui, M. Michelet a substitué une impression physique. Encore si cette impression tenait de l'esthétique et non de la médecine! Marie Leczinska, dans ce volume, n'est plus la femme délaissée ni la reine humiliée, c'est simplement l'épouse malade. Le corps souffre, et dans cette triste infirmité disparaît la noble peine de l'âme, qui se nourrit courageusement de sa douleur. Des deux blessures, une seule nous est montrée, et celle-là donne au récit sa couleur, au portrait sa physionomie, au lecteur le souvenir. C'est une affliction en robe de chambre, qui va du prêtre au médecin, du lit au prie-Dieu (M. Michelet se sert d'un autre mot), poursuivant sans l'atteindre une double guérison, et tremblant devant les faciles dégoûts d'un mari qui est un maître. Remarquez ici et mesurez, je vous prie, la différence des méthodes, des styles, et jusqu'où peuvent s'éloigner et diverger en leurs écarts des fantaisies françaises. D'autres historiens, d'un goût très particulier aussi, ayant à traiter un semblable sujet, abonderont en enthousiasmes, en élans, en ferveurs pieuses et chevaleresques. Leur rhétorique fleurdelisée et

séraphique couronnera d'immortelles une auguste tristesse; l'ambre et l'encens parfumeront le sanctuaire où la vertu gémit, le ciel s'ouvrira, l'inspiration nous portera sur ses ailes au vestibule d'un empyrée royal et chrétien. Avec M. Michelet, nous descendons de l'empyrée à l'hôpital. Dans ses livres pleins de souffles contraires, où les climats se succèdent, où les courans se combattent, on est trop exposé à respirer sur sa route la fade atmosphère où fleurissent les maladies humaines. On se heurte inopinément à des tableaux lugubres qui rappellent la tragédie de Philoctète. Il y a çà et là des vestiges et comme des traînées d'invalides qui sillonnent languissamment le récit. Nous avons tellement épuisé notre science et notre esprit à décrire, analyser, juger et comparer nos personnages, nos héros, nos demi-dieux du passé que, pour innover, nous imaginons de leur tâter le pouls. Heureux le grand homme de bonne santé et de bonne mine! Nous revenons aux primitives admirations contemporaines de l'Iliade : c'est le véritable esprit des siècles héroïques. Que je plaindrais Socrate, si M. Michelet s'avisait de refaire sa biographie et sa célébrité!

Marie Leczinska, c'est la résignation; Marie-Thérèse, c'est l'action. L'une pleure ou prie; l'autre règne, gouverne et se bat, non sans vigueur. Voilà, direz-vous, qui va séduire M. Michelet! La femme forte, c'est l'idéal! Point : Marie-Thérèse est Autrichiênne et M. Michelet est Prussien. Cela n'empêche pas l'intrépide reine de Hongrie d'avoir eu sa journée historique, l'un de ces momens où l'âme humaine aiguillonnée par le péril touche à la grandeur. Qu'en pense M. Michelet, et qu'en dit-il? Rien, si ce n'est que Marie-Thérèse était « une grosse femme. » Voilà son mot et sa sentence. « La grosse Marie-Thérèse, » va-t-il répétant à chaque ligne, « la grosse reine des brigands du Danube. » Il n'y voit pas autre chose. La femme forte n'est plus qu'une forte femme. A l'heure difficile et heroïque, il la coiffe d'une épithète à la Paul de Kock. Cette prétendue vérité descriptive, cette matérialité indiscrète qui vient si mal à propos se placer entre nous et le rayonnement d'énergie qui se dégage d'une âme, forme tout simplement un contresens. La laideur visible, qui ne me fait rien, me cache ou me travestit la beauté morale, qui m'importe. Il y a mieux, et voici le piquant de l'affaire : cette vérité physique est une erreur, même physiquement. Marie-Thérèse, née en 1717, est morte en 1780. A l'époque où nous sommes, au commencement de la guerre suscitée par la Pragmatique en 1741, année de l'épithète, elle a vingt-quatre ans. Sans recourir au cabinet des médailles ou aux galeries des souverains, on peut être sûr que la femme alerte et vaillante, dans sa fleur d'héroïsme et son printemps guerrier, ne justifie pas

le portrait bourgeois qu'on nous en fait. L'épithète est prématurée et antidatée. Ce qui sera vrai en 1779 l'est beaucoup moins sans doute en 1741. Une erreur de quarante ans dans le portrait d'une femme! De là une méprise d'un genre nouveau, produit d'une nouvelle mode historique : l'anachronisme pittoresque.

En quittant ce musée des infirmités et des difformités humaines, où l'imagination de M. Michelet nous ensorcèle par une magie qui nous irrite, et fait jouer avec puissance le talisman de la laideur, on est porté à se demander si de ces exhibitions prolongées, de cet assemblage incohérent de couleurs voyantes, l'esprit peut tirer quelque instruction solide et quelque profit réel. Où placer la limite qui sépare la vérité de la fiction? Ces personnages étaient-ils bien tels qu'ils sont décrits? N'étaient-ils que cela? Où finit en chacun d'eux l'empire de l'être inférieur? Où commence l'ascendant des facultés maîtresses? Dans cet embrouillement du moral et du physique, je ne distingue plus ce qui est fatal de ce qui est libre; je ne sais si j'ai sous les yeux de monstrueux caprices de la nature ou les dépravations d'une volonté corrompue. Ces malades, ces fous, ces vicieux, qui m'étourdissent de l'étalage bruyant de leurs misères privées, ne me laissent apercevoir ni le mérite ni la responsabilité de l'homme public, ministre, roi, diplomate ou capitaine. La tyrannie de la chair est l'excuse de l'esprit. Assiégé de perplexités, craignant d'être la dupe d'une hallucination, je perds à la fois l'intelligence de ce qui se passe et les moyens de le juger. Devant les excès de la description, toute évidence disparaît et la moralité s'éloigne.

Quelle peut être en effet l'autorité d'un témoignage où la fantaisie joue un si grand rôle? Sur quels fondemens solides reposent ces compositions originales dont le charme est étrange, mais irrésistible? La vérité historique, pour s'établir, met en œuvre deux sortes de documens : ceux qui donnent la certitude et ceux qui s'arrêtent à la probabilité. Le génie lucide de M. Thiers, si pénétrant dans l'analyse et d'une ampleur si aisée dans la synthèse, nous a montré quel parti on peut tirer des papiers d'état, des correspondances officielles, et ce que deviennent de tels matériaux sous une main puissante ou habile. De laborieux disciples continuent sa tradition avec intelligence. La seconde classe, celle qui comprend les mémoires, les chroniques, les journaux privés, les légendes de l'enthousiasme et celles de la médisance, toutes les formes de l'observation grave, spirituelle ou frivole, est aussi variée qu'étendue; rien de plus incertain que son crédit; dans certaines pièces il monte très haut, il touche à la solidité de l'officiel; dans d'autres, et malheureusement dans la plupart, il descend très bas : il parcourt tous les degrés de l'échelle des probabilités. De ces deux sources gé-

nérales d'information, quelle est celle où puise de préférence M. Michelet? Tous les goûts de son esprit, toutes les tendances ou les nécessités de sa méthode le portent du côté le plus attrayant, le plus riche et le moins sûr. Je ne dis pas qu'il y ait chez lui parti-pris de négliger l'officiel; mais il s'en sert avec froideur, avec parcimonie. Il semble éviter ce qui s'impose à lui et force son assentiment; l'autorité le gêne, il aime bien mieux ce qui se présente sans garantie publique, avec un tour libre et aventureux. Plus humble est le renseignement, plus chaud est l'accueil. Il prend alors ce document isolé et inconnu sous sa protection, il le produit, il lui fait un sort. Ce qui ne plaît à personne, ce qui n'attire personne, est précisément ce qui le gagne; il a la passion du détail obscur, du fait inaperçu, de la cause sans conséquence, du texte dédaigné. L'imperceptible, sous son regard et sous sa plume, grossit outre mesure; d'un rien il fait sortir un monde. Dans le choix de ses témoignages, il y a, pour ainsi dire, acception de personnes; il semble mettre en pratique à leur égard ses sentimens de philanthropie et s'inspirer des prédilections d'une âme populaire; il est avec eux aussi l'ami des petits et des délaissés. Les rôles sont intervertis; ce n'est pas sur les élus de sa faveur qu'il s'appuie, il met sa gloire à les soutenir. M. Michelet ne cherche pas à se recommander lui-même par la valeur des preuves qu'il emploie, c'est M. Michelet qui recommande ses preuves. On dirait qu'il est en révolte contre les lois ordinaires du travail historique, tant ses matériaux, étrangers aux conditions naturelles de l'histoire, ont un air de caprice et d'opposition. Là, nul souci de l'importance et du rang, un complet renversement de l'ordre habituel et de la subordination légitime. M. Michelet place ses documens un peu comme les ministres placent leurs créatures. Quand ce menu peuple d'incidens sans portée a été élevé au rang d'influens témoignages, quand ces parvenus de la grâce du maître, marqués de son empreinte, enflés et embellis de ses commentaires, ont reçu les largesses de sa sensibilité éloquente, il applaudit à son œuvre, et s'imagine sans peine que plus il y a mis de lui-même, plus il s'y trouve de vérité. Aussi dans ses établissemens et ses constructions historiques vous ne rencontrez point de ces fortes chaussées, inébranlables dans leur simplicité, où le pied se pose partout en assurance sur l'exact et l'authentique, point de ces voies romaines qui défient les siècles, mais de merveilleuses mosaïques d'une infinie délicatesse.

Tout le monde sait combien, au temps de Louis XV, ont coulé d'une veine fertile ces écrits de qualité mêlée où se versent pour la postérité les confidences du bon sens avisé et bien informé, les plaintes de la vanité et de l'intérêt, les préventions des coteries, le

dépit des désœuvrés contre l'activité heureuse, les imaginations de la sottise privée ou publique, dupe d'elle-même et d'autrui, qui tend à la crédulité future le piége éternel d'une mystification involontaire. L'histoire du XVIIIe siècle en est submergée; sa face grandiose en est souillée et amoindrie. Quand il s'agit de peindre en traits généraux ce qu'il y a de plus changeant, de plus extérieur, de plus insaisissable dans la vie animée d'une société, ses mœurs avec leurs nuances mobiles, ses modes, ses engouemens, ses plaisirs, le côté frivole de ses passions et de ses idées, l'atmosphère inflammatoire où fermentent les têtes légères, tous ces riens déliés, fugitifs, éphémères, qui en se condensant forment la flottante rumeur des cours et des capitales, de pareils témoignages sont alors précieux; le vague y devient un mérite, la confusion bavarde dont ils sont pleins est déjà par elle-même une vivante et fidèle image de la réalité. Le tort de M. Michelet, c'est de transporter avec trop peu de scrupules dans l'histoire politique, qui ne doit s'ouvrir qu'au juste et au vrai, ce qui de sa nature est si sujet à l'inexactitude et à l'injustice. Figurez-vous quelqu'un qui, de nos jours, voudrait juger les gouvernemens et décider des réputations sur les gais propos de la petite presse. Or la petite presse, qui s'étale aujourd'hui, existait, il y a un siècle, en se cachant; elle s'écrivait à huis clos, avec d'autant plus de hardiesse; elle faisait ses malices posément, avec calcul, et pour une échéance indéterminée, non pas au jour le jour et sous le contrôle de tous; elle existait par les mêmes raisons qui la font en ce moment prospérer, car la vie privée n'est jamais si turbulente, si débordée en paroles et en gestes que lorsque la vie publique est frappée de paralysie.

L'érudition puisée à de telles sources a un attrait qui est aussi un écueil : la facilité. Tout s'y trouve et elle rend tout possible. Avec cette matière molle et complaisante, un esprit inventif compose à son gré des poèmes de conjectures très divers et tous également vraisemblables. Elle a un autre inconvénient : elle abaisse la dignité de l'histoire, elle en brise l'unité. Elle en fait une sorte de mémoire collecteur, surchargé des petitesses accumulées de tous les temps, bigarré de ces privautés du style que se permet envers lui-même celui qui n'écrit que pour lui seul. Elle étouffe le principal sous les incidens, elle morcèle le récit en digressions. Cette histoire de Louis XV n'est, à vrai dire, qu'un agencement d'agréables biographies, d'anecdotes vivement contées, dont quelques femmes sont les poétiques héroïnes. On passe de la touchante Aïssé à la noble Lecouvreur et de celle-ci à la belle Cadière. Surviennent avec fracas les royales maîtresses, puis discrètement s'insinue l'enfantine importance des filles du roi. Sur la tête de ces

espiègles impérieuses, M. Michelet, trop fidèle à ses habitudes de crédulité déplacée, fait planer l'ombre des flottantes calomnies, des rumeurs sournoises, des fuyantes et anonymes délations qui caressent sa chatouilleuse oreille, et sont pour lui, en toute enquête historique, comme les épices du juge. Beaucoup de jolis groupes et nul ensemble; des médaillons artistement nuancés, et pas de tableau. Le jour mystérieux des boudoirs, les délicates confidences des amours illégitimes remplacent les clartés du grand jour et la discussion des affaires de l'état.

Tous ces petits faits, choisis, assemblés, commentés dans leur singularité piquante, forment un contraste frappant avec le style haut en couleur et la légère enflure de l'écrivain. De là d'assez nombreuses dissonances, le mesquin se heurtant à l'emphatique, de beaux fragmens dignes de l'ode ou de l'épopée éclatant au milieu des crudités triviales, la verve de Tacite hors de saison, l'illuminisme teignant de ses lueurs empourprées les frivolités du commérage, d'admirables élans qui ne se soutiennent pas, des effusions soudaines et ravissantes, pareilles à des chants qui traversent l'air, et sur le tout quelque chose de brusque, d'âpre, d'irrégulier, d'ardent et de chatoyant qui court, qui surprend, qui saisit, qui éblouit.

A ce talent d'une étonnante richesse, deux choses ont manqué, sans lesquelles il est bien difficile d'être un historien accompli : la force et la grandeur. Résistez à l'enveloppement d'influence prestigieuse où nous maîtrise et nous caresse cette nature charmante et subtile, nature maladive, alanguie, demi-close, belle et peu sûre, dangereuse comme la nuit, diraient les Orientaux : au fond, que trouvez-vous? Avec la toute-puissance féminine, la faiblesse de la femme. Cette faiblesse, le cœur véhément et plein d'orages la soulève, l'éclair de la passion la transfigure; elle monte, elle s'exalte, l'énergie passagère qu'elle déploie a quelque chose de crispé; on sent à la fièvre qui l'agite qu'elle n'attaque pas un sujet de haute lutte, mais par une série d'efforts saccadés. Comme l'énergie, l'élévation de l'esprit procède chez lui par accès et par soubresauts. Sa pensée, bien que magnanime, n'a pas cette simplicité d'attitude, marque essentielle de la grandeur, ni cette tranquille assurance du génie qui s'élève sans sortir de lui-même, et, libre en sa démarche, s'avance sur les hauteurs insouciant comme un dieu. Dans ses élans, les nerfs inquiets entrent en jeu. Il est rare que M. Michelet atteigne la vérité par le plus court chemin et l'aborde de plain-pied. Il l'exagère ou la rétrécit, il lui donne des visées orgueilleuses et un développement étriqué. Maigre ou enflée, elle n'a guère d'autre alternative, et connaît peu la ferme plénitude de la santé. La vérité, présentée

par lui, ressemble à l'honnête femme parée des couleurs du demi-monde; elle a toujours, plus ou moins, la figure de l'erreur.

A côté du volume sur la régence, celui-ci semble modéré. Les défauts y sont moins fougueux, les qualités moins téméraires. L'historien, comme la France elle-même vers 1730, se tempère et s'attiédit. Sous le gouvernement du cardinal qu'il déteste, il a malgré lui respiré la sagesse. Son imagination perd l'habitude de tout oser. Il y a pourtant au milieu de ces menues descriptions et de ces sinuosités biographiques où le récit s'égare quelques traits qui se détachent avec relief sur le fond vague. Il y a de ces touches pénétrantes qui vont jusqu'au cœur de la réalité. La main du maître s'y reconnaît et s'y retrouve. Par exemple, M. Michelet nous donne un très vif sentiment de l'esprit général et de la vie publique de ce temps-là, vie étroite et de sombre isolement, enfermée dans un cercle immuable de passions et d'intérêts, étouffant sous une atmosphère que rien ne renouvelle, tournant dans une routine de discordes envenimées, condamnée à une perpétuité d'opinions fanatiques, et nourrissant dans les profondeurs séculaires et les *in-pace* de la rancune ces monstres de fureur aigrie, de jalousie concentrée, d'ambition pervertie, ces lions et ces tigres qui un beau jour, tout couverts de leur fange échauffée, ont bondi pour la vengeance. Il a aussi caractérisé, en termes d'une précision neuve et saisissante sous lesquels se sent l'âme de l'observateur non moins que son esprit, ce despotisme abâtardi du XVIIIe siècle, à la fois plat et écrasant, cruel et sot, ce mélange d'inquisition et de police, cette méticuleuse tyrannie, croisée d'esprit profane et d'esprit dévot, pleine de colères sans pardon, d'adoucissemens trompeurs, de retours inattendus, tyrannie brutale comme une bastille, hypocrite comme un couvent. C'est ce qu'il appelle « la terreur papale et royale, » sorte d'horreur sacrée, bien égayée, il est vrai, par les joyeusetés du temps, mais dont le fond noir reparaît toujours. A notre avis, ce sont là les belles pages du livre. Là surtout se marque la puissance propre de ce talent qui ne se borne pas à dire les choses, mais qui les couve et les embrasse d'un chaud regard, qui trouve pour les exprimer des mots condensés et tranchans, et qui en donne au lecteur la sensation immédiate et comme le frisson. Sortons maintenant de l'histoire des mœurs où l'auteur, cédant à un goût exclusif, s'est confiné. Abordons avec lui l'histoire des événemens et des personnages politiques qu'il a trop négligée. Comme lui, mais avec plus de droit que lui, nous y serons bref.

II.

En 1743, Louis XV écrivait au maréchal de Noailles : « Ce siècle-ci n'est pas fécond en grands hommes, et il serait bien malheureux pour nous si cette stérilité n'était que pour la France. » Ce roi, qui voyait si bien le mal dont la France du XVIIIe siècle a souffert et qui ne se doutait pas qu'il en fût le principal auteur, exprime ici une crainte juste : à la guerre, comme en politique, notre indigence personnelle s'aggrave ordinairement de la richesse d'autrui. Au train rapide dont se fait et se défait aujourd'hui la puissance des états, une disette de talens trop prolongée dans les armées et dans le gouvernement serait mortelle; la France y succomberait. Il n'est plus permis aux nations d'être stériles. Pendant les trente premières années de ce règne, les moins tristes et les moins vides, et ce sont les seules qui en ce moment nous occupent (1724-1757), trois personnages paraissent sur le devant de la scène politique et militaire : Fleury, Noailles et le maréchal de Saxe. En toute grave affaire, ils sont les promoteurs ou les exécuteurs. Ils décident du bon et du mauvais succès; l'histoire du siècle à cette date est leur ouvrage. Sur les trois, deux sont, comme Villars, les survivans de l'époque de Louis XIV; le troisième est un étranger. De tous les hommes qui possèdent alors l'influence, il n'y a que le roi qui appartienne au règne. Comment M. Michelet les a-t-il jugés, eux et le prince? D'une façon que j'appellerais arriérée, s'il ne me répugnait d'appliquer un tel mot à un tel homme. Son opinion expéditive et absolue a exclu tous les tempéramens que lui conseillaient avec autorité des documens nouveaux qu'il ne faut ni surfaire ni dédaigner. Retranchée dans la rigueur excessive et aujourd'hui réfutée de jugemens déjà anciens, de conclusions plusieurs fois formulées, elle n'a pas voulu se rajeunir pour n'avoir pas à se modifier. C'est l'ordinaire effet du parti-pris : il ferme les esprits les plus ouverts, il immobilise les plus avancés.

Certainement le cardinal de Fleury n'était pas un ministre de génie; mais en dehors d'une exceptionnelle supériorité de l'intelligence il y a place pour de bonnes et solides qualités de gouvernement. Il eut un premier mérite, très politique : il vint à propos. Esprit sans éclat, il était aussi sans vanité. Incapable d'atteindre au grand et ne se faisant aucune illusion ni sur lui-même ni sur les autres, il évita du moins ces bruyantes contrefaçons de la grandeur par lesquelles se masque et s'étourdit une impuissance ambitieuse. Sans sortir de sa nature, sans forcer ses moyens, il accomplit à petit bruit et comme en sournois le bien alors possible. Doux, sage, timide, ami des temporisations, esprit de juste milieu et d'une

flexibilité rusée qui dans un cabinet constitutionnel aurait eu son prix, il cicatrisa, souvent en ne faisant rien, les imprudences de ceux qui avaient voulu trop faire. Il avait, dirions-nous aujourd'hui, fort peu d'idées; mais comme en politique ce sont avant tout les circonstances qui caractérisent les systèmes, au lendemain de la régence ce défaut se tournait en qualité. Dans le cours varié des choses humaines, il est bon que la médiocrité réparatrice succède à la pétulante initiative des hommes d'imagination. Tous ces conquérans du progrès ressemblent aux autres : leur gloire à la longue coûte et fatigue. La France, rudement secouée par la brillante explosion d'une folle jeunesse, se remit volontiers en tutelle sous un pouvoir sénile dont l'âge lui garantissait l'inertie, et qui, par sa dissimulation même et sa bénignité hypocrite, offrait aux peuples un semblant de cet autre avantage que parfois ils désirent : l'absence de gouvernement. Ainsi en jugèrent les esprits sérieux en France et à l'étranger; ils surent gré au cardinal de ses qualités négatives et de ses défauts bienfaisans. Le témoignage de Frédéric II, qui n'est pas suspect, est tout en sa faveur. « Ce ministre, dit le roi dans ses mémoires, a relevé et guéri la France; il a payé une partie des dettes de Louis XIV, il a remis l'ordre dans l'administration, troublée par le régent et ses amis; il a rendu au royaume une prospérité intérieure qu'il n'avait point connue depuis 1672. » Pourquoi M. Michelet, admirateur de Frédéric, ne prend-il pas conseil de ce prince lorsque celui-ci est impartial et compétent?

La cauteleuse sagesse du cardinal, allant des affaires de l'intérieur à celles du dehors, devenait une diplomatie qui eut, elle aussi, ses beaux jours et une réputation européenne. « Plus d'une fois, dit encore Frédéric, il joua sous jambe les plus fins politiques et les têtes couronnées. Il préférait les négociations à la guerre, aimant mieux être l'arbitre que le vainqueur des rois. » Voltaire avait ses raisons pour ne pas aimer Fleury, ce qui ne l'a pas empêché d'être juste envers le ministre qui l'exilait, mais qui agrandissait la France. Il écrit en 1738 à un prince d'Allemagne :

> Ce vieux madré de cardinal
> Qui vous escroqua la Lorraine...

Ne déprécions pas outre mesure les diplomates qui gagnent des provinces, pas plus que les financiers qui réduisent la dette publique. Ces deux mérites, il est vrai, ont un peu baissé aujourd'hui dans l'esprit des hommes; mais convenons qu'il est encore moins facile de les imiter que d'en médire. Sachons quelque gré à ce ministre, continuateur affaibli de Mazarin, de n'avoir pas inventé trop tôt le principe des nationalités.

Comme beaucoup d'hommes de gouvernement, Fleury eut le tort de vieillir. Il s'obstina à vivre et à gouverner. Entré à propos, il ne sut pas sortir à temps. Il vit se retourner contre lui ce qui avait fait sa force, l'opportunité. Un pouvoir de circonstance qui dure dix-sept ans! Ces gouvernemens de convalescence sociale ont d'autant moins d'avenir que la nation est plus robuste. Il lui arriva l'inévitable : des intérêts et des talens nouveaux se produisirent tout à coup dans cette Europe où sa prudence, contente de son lot et n'aspirant plus qu'à goûter en paix une gloire très mitigée, soufflait sans relâche l'assoupissement universel. Cette brusque invasion de l'indocilité des choses humaines troubla et déconcerta insolemment sa vieillesse respectée. Il fit tout à contre-cœur et à contre-sens; il fut trompé par les événemens et joué par les hommes, double malheur dont les plus habiles ne sont pas toujours garantis. Ses trois dernières années gâtèrent son œuvre au lieu de la couronner. Tandis qu'auparavant les avantages du système en cachaient les inconvéniens, dès que le mal prit le dessus, on ne vit plus autre chose.

M. Michelet, comme s'il écrivait au lendemain des faits, dans la première injustice du mécontentement public, oublie les services rendus par cette administration utile et modeste; il ne veut la regarder, ce qui est toujours facile, que par ses petits côtés. Usant ici du procédé descriptif que nous avons expliqué, il met en relief le trait comique de la figure du cardinal. Tantôt il en fait un personnage patelin, une nullité doucereuse et intrigante, une façon de supérieur bigot qui dirige ténébreusement je ne sais quelle communauté pleine de cabales. Tout son art consiste à envelopper d'une obséquiosité dominatrice l'âme assouplie de son tout-puissant élève et à capter chaque jour une prolongation du pouvoir absolu. Tantôt ce n'est plus qu'un Géronte usé de corps et d'esprit, qui trébuche dans les piéges de cour, qui a peine à esquiver « les bons tours qu'on lui joue, » à contre-miner les desseins qui ont pour but « de le faire sauter. » Il s'affaisse dans une décrépitude honteuse jusqu'à ce que « la maladie évacue le peu qu'il avait d'âme. » Voltaire, que nous citions tout à l'heure, nous donne une idée très différente de l'énergie durable du cardinal et de son entêtement à mourir debout. Un jour Frédéric, qui n'aimait et n'estimait de la France que le bel esprit, s'était moqué dans une lettre des « sybarites de Paris, » comparant la faiblesse amollie des Français à la vigueur des hommes du nord. Voltaire lui répond en décembre 1742, quelques jours avant la mort du ministre : « Il n'y a rien de nouveau parmi nos sybarites de Paris. Voici le seul trait digne, je crois, d'être conté à votre majesté. Le cardinal de Fleury, après avoir été assez malade, s'avisa, il y a deux jours, ne sachant que faire, de dire la messe à un petit autel, au milieu d'un jardin où

il gelait. M. Amelot et M. de Breteuil arrivèrent et lui dirent qu'il se jouait à se tuer. « Bon, bon, messieurs, leur dit-il, vous êtes des douillets. » A quatre-vingt-dix ans! quel homme! Sire, vivez autant, dussiez-vous dire la messe à cet âge et moi la servir! » Je ne demande pas à M. Michelet de servir la messe du cardinal, mais simplement d'être aussi juste envers lui que l'ont été ses deux ennemis, Voltaire et Frédéric.

Louis XV n'est pas moins maltraité que son ministre, bien qu'il soit difficile de maltraiter Louis XV. M. Michelet ne tient aucun compte, je ne dirai pas de la correspondance récemment publiée par M. Boutaric et qu'il n'a sans doute pas connue, mais de celle qui l'année dernière a eu pour éditeur zélé et convaincu M. Camille Rousset. On dirait qu'il ne l'a pas lue, tant elle lui fournit peu, et cependant elle se rapporte à l'époque même dont il écrit l'histoire. A quoi bon rechercher curieusement et exhumer avec ardeur des informations nouvelles, si les plus intéressantes découvertes sont lettres closes pour les historiens? Il ne s'agit pas ici de réhabiliter un roi justement condamné, mais de mieux pénétrer un caractère en partie mal connu. La sentence définitive restera sévère, mais les motifs du jugement seront plus nettement exprimés, et quelques restrictions en adouciront la rigueur. Même à ne considérer que le mérite littéraire de l'œuvre, souci toujours grave pour un écrivain tel que M. Michelet, il y aurait intérêt, ce me semble, à raviver et rafraîchir ce sombre portrait.

Louis XV n'était pas fatalement voué au mal et déshérité du bien. Sa nature molle et dissolue, qui devait aller si loin dans l'abaissement continu, ne manquait à l'origine ni de dignité, ni de bon sens, ni de distinction. Ce sol léger contenait des semences de probité et d'esprit, d'où pouvait sortir, sous une influence plus saine, un caractère d'honnête homme et de roi. Chez lui, rien n'accuse l'ascendant irrésistible de ces principes vicieux dont le développement souille et flétrit une destinée. Ce n'est point une âme marquée d'un sceau de réprobation et de disgrâce morale. La fatalité corruptrice est venue du dehors. Tous nos grands rois, Louis XIV, Henri IV, Charles V, avaient eu pour début et pour école l'adversité. Louis XV est l'élève du despotisme florissant. Ce qui l'a perdu, ce fut d'être tout ensemble si faible comme homme et si peu contesté comme roi; ce fut l'incapacité absolue de la volonté jointe à l'absolu de la souveraine puissance. Contre des séductions, qui pour le vaincre s'armaient de son pouvoir illimité, que pouvait-il, âme sans nerf, intelligence sans gouvernail, sinon flotter à la dérive au milieu des voluptés et s'y abîmer? Louis XV et son successeur ont cédé tour à tour à l'une des deux influences suprêmes du XVIIIe siècle : le plaisir et l'idée. En cédant, ils ont livré, l'un le prestige

royal, l'autre la monarchie et l'ancienne société. Ce sont les deux vaincus de ce siècle triomphant qu'ils auraient dû gouverner.

En 1743, au moment où la mort du cardinal, mettant fin à une tutelle inamovible, permet au roi d'être le maître, il se produit dans le caractère de Louis XV une crise heureuse et pleine de promesses. La lutte s'engage entre sa générosité native et ce monde amollissant qui le circonvient, qui le gagne, sans l'envahir encore. Il sort du huis clos de sa minorité prolongée; il écarte le nuage qui cachait aux regards des peuples la royauté nouvelle, il se montre avec les grâces de la jeunesse, avec le doux et joyeux éclat d'un avénement désiré. Tous les cœurs volent à lui; ils attendent depuis si longtemps un pouvoir qu'ils puissent aimer. L'odieux qui s'attache aux tyrans de passage qui ont abusé de l'interrègne se tourne en faveur pour sa personne; par une singulière fortune, l'héritier de Louis XIV cumule avec une autorité sans bornes la popularité qui le venge des ministres oppresseurs du peuple et du prince. « Nous avons donc un roi! » Tel est, disent les mémoires du temps, le cri qui s'échappe de l'allégresse et de la confiance publiques. Louis XV semble le justifier. Il est assidu aux conseils, il étudie les hommes et les choses, il voit les abus, il veut les réformes; il fait son royal métier, le travail a pour lui le piquant d'un plaisir inconnu. Il a des élans et des reparties dignes de sa race; il regarde à la frontière, du côté de l'ennemi et du drapeau. « Laisserai-je ainsi manger mon pays! » dit-il à ceux qui le retiennent. Quand le départ pour l'armée est fixé : « Quel temps superbe! que je voudrais être plus vieux de quelques jours! » On lui dit que sa maison n'est pas prête, qu'il faut l'attendre. « Je sais, répond-il, me passer d'équipages, et, s'il le faut, l'épaule de mouton des sous-lieutenans d'infanterie me suffira. » Cependant, même en ce premier feu, même en cette saison d'activité, de courage et d'espérance, où l'horizon étroit du règne s'élève et s'élargit, la faiblesse originelle reparaît et vient traverser cette impétuosité de bon augure. Déjà on voit agir sous la noble chaleur le dissolvant qui doit glacer et paralyser tout. Rien de ferme et de suivi ne soutient ces louables velléités; ce sont les saillies d'un cœur bien né, mais la personnalité virile, maîtresse des autres et d'elle-même, ne s'affirme pas. Les plus graves résolutions sont ajournées par de subites défaillances, par des distractions faciles, par d'inexplicables oublis. Il est manifeste que Louis XV ne tient pas dans le sérieux, qu'il fuit la peine, et qu'il lui manque la vocation du grand. Il effleure le devoir et la gloire. Il dit comme Orosmane :

Je vais donner une heure aux soins de mon empire,

et une fois quitte de sa tâche princière, de son royal *pensum*, il se hâte vers le repos. Il a obéi à ses mentors; sa conscience d'écolier ne lui reproche rien. Le roi qui s'annonçait s'est éclipsé.

L'insuffisance de Louis XV se reconnaît encore à cet autre signe: l'absence de vues personnelles. Il n'a pas de système de gouvernement. Son unique principe, c'est l'imitation. Élevé dans le vide immense laissé par Louis XIV, son enfance silencieuse et solitaire avait reçu l'impression des lieux, des regrets, des souvenirs qui lui retraçaient la merveilleuse histoire du précédent règne. Il avait lentement recueilli ce visible et public testament de grandeur et respiré l'atmosphère récente de cette longue apothéose. Ce sentiment de vénération pour une puissante mémoire, le seul qui ait eu prise sur cette âme débile, lui tint lieu de règle et d'invariable maxime. Il y attacha sa volonté flottante; ce fut le seul ressort qui parut faire mouvoir le fantôme. Imiter Louis XIV, prendre ce qu'il peut de ce royal esprit, grandir sous l'ombre majestueuse de ce nom protecteur et s'y abriter, son ambition ne va pas au-delà. Il a tellement besoin d'être soutenu, il existe si peu par lui-même, qu'il se cherche des appuis et dans le présent et dans le passé. Il n'est pas roi, il est d'après un roi. Du reste, cette imitation, son plus louable effort, lui réussit pour un temps. Entouré de vieillards qui ont connu Louis XIV, de Nestors fanfarons, mais expérimentés, qui vantent sans cesse les combats de géans où leur bras s'est montré, les prodiges de cet âge héroïque, il remet en honneur les anciennes coutumes, la vieille discipline et le vieil esprit; il remonte peu à peu les ressorts de l'état, et avec cette vigueur d'emprunt il fait face à l'ennemi. Un semblant de grandeur se répand sur la cour efféminée et la nation engourdie. Nos armées trouvent à Fontenoy, à Raucoux, à Lawfeld, un regain de gloire. On signe en 1748 une paix infructueuse, mais honorable. L'éclat des fêtes de Versailles rejaillit de nouveau sur l'Europe étonnée; le génie des arts et des lettres y paraît en courtisan sous les traits de Voltaire; Jean-Jacques Rousseau y figure pour la musique d'un ballet; la philosophie, à cette heure, est incertaine, désarmée ou soumise; la révolution ne gronde pas encore dans le lointain, et le cours du siècle peut changer. Croirait-on que ni ces nuances si marquées du caractère de Louis XV, ni ce fugitif rayon qui éclaire le règne ne paraissent dans la tristesse uniforme des peintures tracées par la main trop sévère et l'excessive concision de M. Michelet?

Plus tard, quand le royal personnage, s'amoindrissant de jour en jour, est devenu cet être ennuyé, avili, qui fait honte à la débauche même, toute pensée sérieuse n'a pas absolument disparu de cette âme éteinte. Il est moins bas qu'on ne le suppose. Il se

désintéresse moins qu'il ne semble des fautes de son gouvernement et des revers de la nation. Il suit d'un œil morne l'échiquier de la politique étrangère. Ce reste de souci élevé, qui survit et surnage dans le misérable abîme où Louis XV se noie de plus en plus, produit dans ce reste de roi des effets singuliers. Il se sait mal servi, il est mécontent de l'allure générale des affaires, mais il n'a pas la force d'imposer une idée, une volonté qui soit à lui. Que fait-il? Il cède en apparence, et il se venge en conspirant contre ses propres ministres. Caractère pusillanime, il se réfugie dans la duplicité, il se réserve comme une souveraine prérogative le département de l'espionnage, il a sa politique personnelle, ses moyens particuliers, ses affidés; il se dérobe et s'embrouille dans un réseau de voies tortueuses et ténébreuses; il a organisé tout un système de galeries souterraines qui aboutissent aux cabinets européens et qui éventent par des contre-mines la politique officielle. C'est là qu'il fait le roi. C'est par ces astuces et ces manéges que le successeur de Louis XIV intervient dans le règlement des plus graves intérêts de son temps; c'est par ce canal qu'il y met la main. L'entretien de cette agence lui coûte dix mille livres par mois; il y subvient avec les bénéfices de sa spéculation sur les grains, avec des lots gagnés et des dividendes réalisés. L'agio paie la délation. Il tremble d'être découvert; il l'est à la fin, ce double jeu honteux est percé à jour. Châtié par la risée de l'Europe, le roi conspirateur n'a pas le courage de sauver ses complices de l'exil ou de la prison. Voilà où en est venu cet absolu pouvoir que Louis XV personnifie. Un despote qui peut briser les instrumens de son règne et qui aime mieux leur faire opposition dans l'ombre! L'homme en qui l'état monarchique est incarné se dépouillant de ce caractère presque surhumain, et sortant de sa nature d'exception pour organiser comme un particulier factieux une société secrète de politique étrangère contre l'état (1)! La conclusion de tout ceci, c'est qu'il faut bien distinguer les époques dans l'histoire de Louis XV et ne pas les envelopper dans la rigueur confuse d'un blâme général. Qu'on l'applique aux événemens ou qu'on l'applique aux personnes, la condamnation en masse ne saurait être un jugement.

Nous connaissons le duc de Noailles par ses lettres, et le comte de Saxe par le portrait qu'en a tracé ici même M. Saint-René Taillandier (2) avec cette précision vivante dans les détails et cette largeur d'exposition qu'on n'a certes pas oubliées. Vers le milieu du règne, entre les langueurs du commencement et les tristesses de la fin, ces deux hommes, d'un mérite si différent, secondèrent énergique-

(1) *Correspondance secrète inédite de Louis XV*, par M. E. Boutaric.

(2) Voyez les numéros des 1er mai, 1er juin, 1er juillet, 1er août et 15 octobre 1864.

ment l'effort patriotique où le roi s'unit à la France. Ils présidèrent à cette reprise de l'entrain guerrier, à ce réveil momentané de la fortune. En ce temps d'activité et de prospérité sitôt démenties, l'un fut le conseil, l'autre le bras. Le duc de Noailles, comme le prouve la correspondance publiée par M. Camille Rousset, était un esprit clairvoyant, avisé, d'une rare fertilité d'idées et d'expédiens, et d'une sagesse un peu verbeuse. L'âge avait tempéré cette fougue d'imagination que les mémoires contemporains ont décrite en termes si expressifs : en diminuant la vivacité de l'intelligence, il en avait accru la lucidité. Excellent dans la délibération, grâce à cette abondance de vues où puisait largement la stérilité d'autrui, il était indécis et partant médiocre dans l'exécution. Malheureux comme général, il nous rendit cependant un signalé service : il sut trouver dans les rangs secondaires de nos armées un gagneur de batailles. Il devina son génie méconnu, et, loin de le jalouser et de le traverser, il le défendit contre les petitesses ombrageuses de l'esprit de cour, il lui mit dans la main le bâton de maréchal et l'épée de la France. Citoyen sans cesser d'être courtisan, servant l'état avec zèle sans s'oublier lui-même, d'un dévouement qui s'arrêtait au sacrifice et restait compatible avec l'intérêt personnel, le duc de Noailles avait ce courage tempéré d'adresse, cette fermeté insinuante qui hasarde à propos des vérités ingrates, et dont le triomphe consiste à être utile sans déplaire, à remplir son devoir en gardant son crédit. L'instinct et l'amour du grand, qu'il avait retenus du précédent règne, un certain tour bizarre dans l'imagination, qui lui était commun avec Maurice de Saxe, rapprochèrent ces deux hommes et les mirent d'intelligence pour le bien de l'état et le service du roi. Tandis que le duc de Noailles enseignait à Louis XV les maximes militaires du temps de Louis XIV, le comte de Saxe en ressuscitait les énergies éteintes. Noailles avait conservé la tradition héroïque; Maurice possédait un secret plus précieux, car il avait l'inspiration même et le génie de l'héroïsme. Sous sa rude écorce de soldat, cet étranger, sauvage et subtil, violent et rêveur, calculateur et chimérique, nature agitée d'un perpétuel orage de desseins ambitieux et de passions sans frein, apportait à la France de 1743 les hautes qualités dont elle sentait le plus vivement l'absence. Magnanime, indomptable, neuf et plein de séve, se ruant au plaisir, aspirant à l'illimité, méditant l'impossible, il faisait explosion par le scandale de sa force au milieu des vaines élégances d'une race fine et usée.

Quant le moment vient pour M. Michelet de se prononcer sur Noailles et sur Maurice, il se renseigne auprès de qui? Auprès de leurs ennemis politiques. C'est son unique moyen d'information. Content de ce témoignage suspect, il en exprime la fleur, et nous

l'offre comme son opinion et son jugement. C'est la bile de Saint-Simon et la rancune de d'Argenson qui parlent seules dans le peu de mots qui lui échappent sur le duc de Noailles. Or qui ne sait ce qu'était le vindicatif auteur des mémoires en ces belles années de Louis XV, en face du tout-puissant favori et conseiller du roi? Un adversaire aigri, isolé, discrédité, ayant sur le cœur et ruminant, dans cette ombre pleine de vengeances où il s'était blotti, l'opposition faite par le duc, du temps de la régence, à ses idées financières et notamment à son fameux projet de banqueroute. Par l'influence de ce même Noailles, d'Argenson en 1747 avait quitté le ministère; qui donc a jamais pardonné l'enlèvement d'un portefeuille? Dans la retraite, d'ailleurs honorable, où le ministre a abrité et noblement occupé sa disgrâce, il s'est souvenu et il s'est vengé. Quant à Maurice de Saxe, M. Michelet lui refuse et le courage et le génie. Quel est son garant? Richelieu. Il demande des notes au héros de Closterseven sur la journée de Fontenoy. Tenons-le donc pour assuré : Maurice n'était qu'un intrigant voluptueux, enfant gâté de la mode, poussé à la gloire par une cabale; le grave maréchal de Richelieu nous a donné sa parole. La force d'âme de ce soldat, qui s'arrache, comme nous le dit Barbier, aux mains de quatre médecins pour aller battre les Anglais, inspire à M. Michelet d'agréables réflexions. « Toute cette affaire, dit-il, était menée par un hydropique qui tenait enfin le commandement en chef tant poursuivi par lui, et qui, mourant, ne voulait pas le lâcher. » Voilà les renseignemens que M. Michelet a préférés à des pièces originales, à des travaux récens d'une incontestable solidité.

Avare d'estime et de justice envers nos généraux et nos hommes d'état, il en est prodigue à l'égard de certains étrangers et particulièrement du roi de Prusse. Qu'on admire Frédéric, sa fermeté dans le péril, ses talens militaires, son active énergie, cette naturelle élévation d'esprit qui, tout jeune encore, du fond de l'Allemagne et du corps de garde paternel, le tourne vers notre lumière et fait de ce petit-fils des électeurs de Brandebourg un élève enthousiaste de notre génie, nulle admiration n'est mieux justifiée, et l'on ne peut qu'y souscrire; mais si l'on est sensible au spectacle que donne à l'Europe cette calme et forte intelligence, ornée de grâce littéraire et relevée de philosophie, qui anime le corps informe de la Prusse, qui l'agrandit et l'illustre en l'animant, il faut voir aussi dans cet homme extraordinaire ce que partout ailleurs nous savons si bien découvrir, signaler, exagérer : non-seulement les travers de l'homme, mais les torts du roi, une politique allégée de scrupules, un patriotisme beaucoup plus étroit que celui de ses admirateurs, l'égoïsme qui se cache sous ce patronage de la pensée exercé non sans faste. Que Frédéric reste ce qu'il a été vraiment,

c'est-à-dire le disciple et l'ami de notre civilisation; mais il me répugne de le voir se transformer en un représentant dévoué, ardent, incomparable du génie de la France ce prince qui a humilié nos armes, et qui de plus, en accordant aux talens français une faveur pleine de restrictions, a parlé très légèrement de la nation elle-même. N'imposez point au libre essor des idées du XVIIIe siècle le protectorat d'un Louis XIV de Berlin; laissons plutôt nos grands hommes en république. « C'est la pensée qui a vaincu à Rosbach, » nous dit M. Michelet. Résistons à ces assimilations de victoires fort étrangères entre elles, et que décident des armes si peu semblables. N'acceptons pas ces dédommagemens équivoques qui nous montrent nos principes en progrès là où notre influence et notre honneur déclinent. Un franc aveu de la défaite vaut mieux. Ce qui a vaincu à Rosbach, c'est l'organisation prussienne; ce qui a succombé, c'est la désorganisation française, ou, si vous le voulez, la réputation militaire de l'ancien régime. Aujourd'hui, sans parler de ces déclamateurs devenus si communs, de ces agitateurs de chimères qui poursuivent l'ombre des idées qu'ils n'ont pas et prennent l'éblouissement pour de la profondeur, il n'est pas rare de rencontrer des esprits distingués, très sensés en tout le reste, qui sacrifient à cette manie jalouse d'opprimer nécessairement l'une par l'autre deux puissances au moins aussi souvent alliées qu'ennemies, et dont chacune ayant son rôle marqué forme l'un des deux pôles sur lesquels s'appuie toute société capable d'initiative et de direction, je veux dire la puissance des armes et celle de l'esprit. Il semble que la grandeur intellectuelle se rehausse à leurs yeux quand de l'autre côté elle est contre-balancée par un abaissement, comme si l'alternative était fatale, comme si la force ne consistait pas dans le choix entier, comme si la supériorité morale, qui reçoit de l'autre de vives inspirations et un soutien trop méconnu, n'avait pas de plus belle prérogative que de servir de consolation aux faibles et de couronne aux humiliés. Une chose nous adoucit le souvenir de Rosbach, ce n'est point le caractère du vainqueur, c'est plus simplement parce qu'un seul jour nous en a doublement vengés.

Après ces exemples nombreux, significatifs, que nous venons d'alléguer, il nous semble que les lacunes de la partie politique de cette histoire ne font doute pour personne. Les considérations philosophiques et littéraires ont-elles reçu un plus large développement? Les idées, dont l'essor est l'événement capital du siècle, sont-elles mieux traitées que les faits? Tout se borne à de rapides aperçus, à des notes jetées en courant sur les principaux écrivains du siècle; nul ensemble, à peine un maigre chapitre. Vives et singulières, parfois d'une haute portée, surtout quand l'auteur, en son brusque langage, nous darde son impression personnelle, très con-

testables au contraire quand il touche à la biographie, ces notes, ces réflexions, ces échappées de vue ont ce grand désavantage de venir un peu tard et de lancer quelques gerbes fugitives, quelques lueurs inutiles dans les profondeurs d'un horizon depuis longtemps envahi par des clartés épanchées avec magnificence.

Il est facile maintenant de répondre à la question posée plus haut : ce volume est-il en état de satisfaire la curiosité sérieuse qui porte les esprits à l'étude militaire et diplomatique du XVIIIe siècle? Manifestement, sur des points essentiels, il laisse en souffrance le désir public. Exprimons d'un mot notre pensée : il n'instruit pas assez des lecteurs qui veulent avant tout qu'on les instruise; mais on va nous dire : Pourquoi juger l'œuvre de M. Michelet d'après un idéal historique qui n'est pas celui de l'auteur? Pourquoi lui imposer des lois qu'il ne reconnaît pas? C'est le fait d'une critique que sa rigueur même discrédite que d'appliquer à des productions si évidemment originales la ligne inflexible de l'histoire classique. M. Michelet n'ignore pas ce qui le distingue de la généralité des historiens, ni en quoi il s'écarte des conditions ordinaires de l'histoire. Qu'on n'exige pas de lui ce qu'il ne prétend pas donner.

Il est bien vrai : cette étude sur Louis XV est moins un récit historique (tel qu'en tout temps, en toute littérature, on s'en est formé l'idée) qu'un libre et varié commentaire, tour à tour élevé, passionné, moqueur et familier, qui admet tous les tons, tous les genres et tous les styles, qui passe de la gravité philosophique aux propos indiscrets des journaux privés et des mémoires; c'est une causerie sur l'histoire du XVIIIe siècle, — causerie accidentée, pittoresque, pleine d'escarpemens et de précipices, où l'écrivain, d'une allure hardie et bondissant plutôt qu'il ne marche, se pose sur ce qui l'attire, supprime ce qu'il veut, s'étend ou se resserre à sa fantaisie, et comme dans un poème obéit à l'humeur et laisse souffler au hasard l'inspiration. Est-ce à dire que cette forme si particulière d'enseignement, qui suppose tant d'imagination, soit par cela même incapable de vérité? N'est-elle que le roman de la science? Non; M. Michelet est pénétrant et vrai à sa manière. Il voit autrement que les autres, mais il n'en faut pas conclure qu'il voie toujours à côté : bien souvent ce qui est visible à tout le monde lui échappe, en revanche il lui arrive de voir mieux et plus loin que les plus habiles. Son regard a parfois de ces coups de lumière qui descendent où de plus réguliers n'atteignent pas. Ses livres ajoutent du nouveau, du piquant, de l'imprévu à la série des études substantielles dont l'histoire de France a été l'objet; il apporte le superflu, laissant à de plus exacts le soin de fournir le nécessaire. Il est fait pour être lu surtout par deux sortes d'esprits : ou par ceux qui savent

déjà, ou par ceux qui sont décidés à ne savoir jamais. Il n'instruit que les doctes; quant aux autres, il leur verse un philtre délicieux, trouble éternel des faibles intelligences. On dirait l'un de ces mystérieux breuvages, composés de plantes aux vertus magiques, qui, dans les poètes anciens, ôtent aux simples mortels le goût des alimens sains et solides. A chaque génie son emploi. Dans ce siècle qui a tant fait pour l'histoire, M. Michelet entre tous a reçu le don de la faire aimer et de séduire aux fortes études l'humeur légère des foules. Nous avons des maîtres savans, ingénieux, éloquens : M. Michelet, en histoire, est le grand enchanteur.

Tenons donc compte à ce talent, non-seulement de ses qualités supérieures, incontestées, et de son légitime ascendant, mais même de la puissance dont il fait preuve en exerçant un prestige qui n'est pas sans péril. Il est pour la critique un autre devoir, et celui-là lui est particulièrement cher, c'est d'honorer hautement, jusque dans ses sévérités les mieux justifiées, ce qui est ici souverainement digne de sympathie et de respect, je veux dire cette fidélité passionnée, inaltérable, vouée par l'écrivain à son œuvre, ce choix austère qui, écartant des séductions dont on connaît l'empire, préfère à tout l'âpre douceur d'une solitude laborieuse, et ensevelit gaîment la force et la fleur d'un esprit si riche dans le plus désintéressé des amours, l'amour de la science. Cette leçon donnée à la faiblesse de nos mœurs littéraires, ce dévouement de l'homme à ce qui est le penchant vrai et la mission de son intelligence, cette unité de la vie, glorieusement maintenue et récompensée par le travail, voilà le plus noble de tous les enseignemens prodigués par M. Michelet aux générations nouvelles. Regrettons seulement que les excès d'une verve qui s'oublie, d'une imagination qui s'amuse, viennent de temps en temps à la traverse, et semblent apporter un démenti. Pourquoi M. Michelet est-il à lui-même son contradicteur et son ennemi le plus obstiné?

Mais, si haut placés que soient un caractère et un nom, avec quelque assurance qu'un écrivain aimé du public marche dans ses voies solitaires, de quelque vol qu'il s'élève aux régions du caprice, il est quand on écrit l'histoire, et si librement qu'on l'écrive, il est certaines conditions dont il ne faut jamais s'affranchir, et dont le respect doit servir de lest aux plus hardis : nous avions le droit de les rappeler à propos d'un livre qui parfois les néglige, et dans un moment où le public nous paraît disposé à s'en souvenir et à les exiger.

CHARLES AUBERTIN.

L'ESPRIT DE DISCIPLINE

EN LITTÉRATURE

Histoire de la Littérature française, par M. D. Nisard, 3e édition.

Faut-il une doctrine en littérature? On le croyait autrefois; beaucoup d'esprits sont aujourd'hui tentés d'en douter. Une doctrine, n'est-ce pas une règle qui s'impose, et par conséquent une convention, une loi arbitraire et variable, œuvre d'école et de cabinet que le génie renverse et déplace continuellement? Point de loi, point de doctrine, l'instinct est le seul juge; le sentiment et le goût individuel, les seules autorités; mon plaisir est la loi suprême.

Sans vouloir discuter cette esthétique très répandue, je me contente de faire observer que même admît-on le principe que je viens de dire, à savoir le principe du plaisir, encore faudrait-il distinguer entre les différens genres de plaisir que les écrits peuvent nous procurer : par exemple entre le plaisir des sens et le plaisir de l'esprit, le plaisir de l'imagination et le plaisir du cœur, le plaisir de quelques-uns et le plaisir de tous, le plaisir des ignorans et des grossiers et le plaisir des esprits éclairés, enfin entre le plaisir d'un jour et le plaisir de plusieurs siècles. Or, pour peu que l'on fasse ce partage entre les plaisirs, on s'aperçoit que, parmi les œuvres de l'esprit, il en est précisément qui plaisent toujours, qui plaisent à tous, ou au moins aux esprits éclairés, capables de les comprendre, qui plaisent à l'esprit et au cœur, et non aux sens : ce sont ces œuvres que l'on nomme belles, et elles le sont plus ou

moins, suivant qu'elles se rapprochent plus ou moins du modèle que je viens de tracer. Quel est donc le rôle de la critique? C'est de chercher dans les œuvres littéraires les raisons du plaisir qu'elles nous procurent. Jouir sans comprendre le pourquoi de sa jouissance est le fait du public, mais comprendre ce pourquoi est le fait du critique. Et quoique chaque œuvre en particulier puisse plaire par des raisons particulières, toutes cependant plaisent ensemble par des raisons qui leur sont communes. Rechercher ces raisons communes, c'est faire une doctrine littéraire; rechercher ces raisons particulières, c'est l'appliquer.

Il n'y a donc aucune raison pour renoncer, même de nos jours, à établir une doctrine littéraire; reconnaissons toutefois que cette tâche est plus difficile que jamais en raison même des connaissances plus étendues que nous avons. Plus on connaît de grandes œuvres dans des temps et dans des pays différens, plus il devient difficile de ramener à des principes généraux et à des lois communes tant d'écrits nés dans des conditions très diverses et sous des inspirations opposées. Beaucoup d'anciennes admirations ont disparu, et de nouvelles ont succédé. On a cessé de mépriser les époques primitives, de préférer les ornemens du goût aux audaces du génie, de repousser le familier et le naïf, de trouver ridicules les mœurs et les goûts qui ne sont pas les nôtres. Les règles artificielles données par les rhéteurs ont paru inutiles et froides, et elles ont été remplacées par la liberté. Enfin on a cessé d'étudier les œuvres des écrivains comme des modèles immobiles, comme des types platoniciens; on les a replacées dans leur temps, et la critique est devenue historique.

Nous voulons donc aujourd'hui que la critique trouve moyen de concilier les lois éternelles du goût, sans lesquelles il n'y a plus de différence entre les bons et les mauvais ouvrages, et cette liberté des formes sans laquelle il n'y a ni création, ni spontanéité dans les œuvres d'art. La critique doit reconnaître que le beau, tout absolu qu'il est en lui-même, a nécessairement des formes diverses et changeantes, que la vérité idéale, pour devenir vivante et vraiment belle, doit se teindre et s'empreindre de l'individualité des écrivains, que si une certaine raison est le fond des œuvres belles, l'imagination avec ses mille couleurs en est l'inséparable ornement.

La plupart des critiques de nos jours ont fait pencher la balance du côté de la liberté. Ils se sont surtout appliqués à défendre les droits de l'imagination et l'initiative du génie. On ne voit pas que le génie ait beaucoup profité de la liberté conquise. Nous n'avons donc pas à nous étonner ni à nous plaindre qu'un éminent critique, le seul qui nous ait donné une histoire complète de la littérature

française, M. D. Nisard, ait penché à son tour du côté de l'autorité et de la règle en littérature. Il a cru que le bâton étant courbé d'un côté, il fallait le recourber de l'autre. Il a cherché dans les œuvres des grands écrivains les beautés durables de préférence aux beautés passagères, les vérités du bon sens de préférence aux hardiesses de l'imagination, des modèles et des règles plutôt que des curiosités piquantes, le vrai plus que l'agréable, le certain plus que le nouveau. N'a-t-il pas à son tour trop abondé dans son propre sens? N'a-t-il pas un peu versé du côté où il penchait? N'a-t-il pas trop retranché à la liberté et trop accordé à la règle? A côté de certaines vérités excellentes et évidentes, toujours bonnes à rappeler et trop oubliées des critiques contemporains, ne trouve-t-on pas dans sa doctrine un esprit de restriction qui rappelle telle époque de lutte et de combat, et telle défiance d'école dont l'avenir ne se souciera pas, et qu'il ne comprendra plus?

Tels sont les doutes que nous éprouvions en relisant dans une nouvelle édition améliorée cette œuvre sérieuse et forte, qui nous agrée par un endroit, nous refroidit par un autre, où les jugemens, toujours solidement motivés, ne répondent pas toujours à nos propres impressions. En un sens, la théorie classique, comme on l'appelle, convient par un côté à notre philosophie, car elle proclame l'idéal comme loi suprême de l'art, de même que nous considérons l'absolu et le divin comme cause suprême de la nature; elle préfère, comme nous-mêmes, l'âme au corps et la raison aux sens; elle place le beau dans l'expression de la vérité et du sentiment, non dans l'imitation colorée et violente des formes matérielles : par ces différentes raisons, la critique classique que représente M. Nisard avec sévérité et autorité se marie naturellement avec la philosophie spiritualiste; mais cette même philosophie admet dans l'homme un principe d'action, d'invention et de développement qui est la liberté, la personnalité. Elle croit que l'homme est appelé à se faire sa destinée à lui-même dans la vie comme dans la société, et que tous les progrès de la civilisation n'ont jamais été que les progrès de la liberté. Transportons ces vues dans la littérature et dans les beaux-arts; nous pensons que c'est l'initiative individuelle qui a créé le beau, que l'idéal n'est entré dans la réalité et n'est devenu sensible que par la création libre des grands artistes et des grands écrivains, dont chacun lui a donné la couleur de son âme. Par là nous sommes surtout favorables dans les arts aux inventeurs, à ceux qui sortent des voies battues à leurs risques et périls, et, sans méconnaître le charme et le mérite des grandes beautés régulières, nous leur préférons les beautés libres et hardies. Tels sont donc les deux aspects sous lesquels nous apparaît la théorie classique;

tels sont les principes qui guideront notre critique dans la discussion qui va suivre.

I.

La théorie littéraire que nous dégageons de l'*Histoire de la littérature française* de M. Nisard se compose, selon nous, de deux parties distinctes : l'une solide, élevée, incontestable, susceptible d'une large application; l'autre sujette à controverse, et qu'on peut, sans trop d'injustice, accuser d'esprit de système. Ces deux parties de la même théorie, ou, pour mieux dire, ces deux théories distinctes sont tellement mêlées entre elles, que ni l'auteur, ni ses critiques n'ont pris l'habitude de les séparer. C'est ce travail que nous essaierons de faire ici.

Voici d'abord ce que j'appellerai la première théorie de M. Nisard. Toute œuvre littéraire vraiment belle doit avoir pour fond « certaines vérités générales exprimées dans un langage parfait. » Ce qui touche tout le monde, ce qui touche éternellement, ce qui est vrai partout et toujours, voilà le beau. Encore aujourd'hui les adieux d'Andromaque et d'Hector, la prière de Priam aux pieds d'Achille nous touchent profondément. C'est que ce sont des scènes aussi vraies, aussi jeunes aujourd'hui qu'au temps d'Homère. Il n'est pas nécessaire d'ailleurs que toutes les beautés littéraires soient d'une aussi grande généralité; mais la solidité et la durée des œuvres seront toujours en raison de cette généralité même. Au contraire tout ce qui n'intéresse qu'un temps particulier, un lieu particulier, quelques hommes, quelques professions, tout ce qui a besoin de commentaires pour être compris et goûté (je ne parle pas de l'intelligence des textes), tout ce qui se rapporte à des usages disparus, à des habitudes spéciales et locales, peut plaire à des érudits, ou a pu plaire dans un temps donné, mais n'est pas universellement, éternellement beau.

D'ailleurs il ne s'agit pas de toute espèce de vérités générales; les vérités purement abstraites, dans lesquelles l'homme n'est pas intéressé, appartiennent aux sciences et non à la littérature : telles sont par exemple les vérités de l'algèbre. Les vérités littéraires sont nécessairement humaines; elles ont rapport à la vie, aux sentimens, aux besoins de l'homme. Ce n'est pas à dire que les vérités scientifiques ne puissent entrer dans la littérature, mais c'est à la condition qu'elles se mêlent à des vérités humaines et qu'elles touchent à l'homme par quelques côtés, soit en lui exposant l'histoire de la terre, son domicile et son séjour, soit en lui décrivant le spectacle des astres, symbole et image du monde invisible dont son âme res-

sent l'éternel besoin, soit en lui peignant les mœurs des animaux, qui sont une image des mœurs humaines.

De plus il y a deux sortes de vérités littéraires selon M. Nisard : les unes qu'il appelle simples ou philosophiques, par exemple la peinture des mœurs, des sentimens et des passions; les autres qu'il appelle morales, et qui sont des vérités de commandement. La réunion de ces deux ordres de vérités est le fond de toute grande littérature. Son objet, c'est l'idéal de la vie humaine dans tous les pays et dans tous les temps.

Il résulte de ces principes que tout ce qui est mode, caprice, tournure particulière d'imagination, esprit d'un temps, imitation factice, que tous ces élémens étrangers au beau, qui l'imitent ou qui le masquent, doivent être écartés par la critique littéraire, que celle-ci ne doit s'attacher qu'à ce qui est humain, général et vrai. En cela, elle n'a qu'à suivre les indications que lui donne l'opinion elle-même, un instant attachée à de fausses beautés, mais qui finit toujours par s'en dégager, et ne conserve dans ses admirations que ce qui est solidement vrai et solidement beau. De là le prix qu'il faut attacher à la tradition en littérature, non sans réserve toutefois, car il peut arriver que la tradition ne soit que la continuation irréfléchie d'un faux goût.

La littérature française a ainsi passé à plusieurs reprises par certaines manies qui ont duré un jour, ont enchanté les ruelles ou les salons pendant une saison, et ont disparu chacune à son tour : le précieux, le galant, le grotesque, le pompeux, le pleureur, le voluptueux, le lugubre, l'imitation italienne, espagnole, anglaise, allemande, grecque, tous ces faux goûts ont successivement succombé; mais à côté de ces fausses beautés il y en avait d'autres vraies, générales, durables, qui ont subsisté. C'est à faire ce partage que M. Nisard s'est attaché. Il poursuit toutes les fausses beautés partout où il les rencontre, et nous donne les raisons pour lesquelles elles ont succombé.

Cette théorie générale du beau littéraire, dont je néglige tous les développemens, me paraît aussi solide qu'ingénieuse. Peut-être pourrait-on lui reprocher de ne pas faire la part assez grande à l'imagination dans les ouvrages d'esprit. Il ne faut point oublier que la littérature est un art, que ce qui distingue l'art de la science, ce n'est pas seulement la nature des vérités qu'il exprime, c'est encore la manière dont il les exprime, que son principal objet est de rendre le vrai ou l'intelligible par des formes sensibles, en un mot de parler au cœur, aux sens, à l'imagination en même temps qu'à l'esprit. L'imagination (et j'entends par là tout mouvement donné à la pensée) n'est donc pas une condition accessoire ou subordon-

née dans les œuvres littéraires : elle y est essentielle, comme la couleur en peinture. Seulement elle y entre dans des proportions diverses selon la diversité des genres. Cette réserve faite, le principe des vérités générales me paraît un excellent criterium pour distinguer le bon et le mauvais dans les ouvrages de l'esprit. Il a même le mérite d'être d'une application universelle et de n'exclure aucun genre de beauté. Il peut s'appliquer à Goethe ou à Shakspeare aussi bien qu'à Racine; il embrasse les beautés romantiques aussi bien que les beautés classiques.

Qu'y a-t-il en effet de beau dans le *Faust* de Goethe par exemple? C'est cette partie universelle et profonde que l'on peut saisir et comprendre dans tous les pays, quoique exprimée sous une forme particulière et par cela même plus vivante. C'est la peinture des lassitudes de la science et des ardeurs du désir chez l'homme rassasié de doute, c'est Faust; c'est la peinture de la tentation ironique et de l'égoïsme infernal du cœur humain, c'est Méphistophélès; c'est enfin la peinture de l'innocence sacrifiée et vaincue, et de la douleur sans bornes d'un cœur trompé, c'est Marguerite. Tout cela est grand, éternel, admirable pour tous. Pourquoi? Parce que c'est vrai, parce que c'est humain. A la vérité, ce n'est pas là l'homme du temps d'Homère, de même que la Phèdre de Racine n'est pas la femme du temps d'Homère; mais c'est l'humanité telle qu'elle s'est développée avec le temps, telle qu'elle existait déjà au temps où fut écrit le mystérieux, le sceptique, le mélancolique écrit de l'*Ecclésiaste*.

Telle est la première théorie de M. Nisard. Elle est tout entière dans ce célèbre hémistiche de Boileau :

Rien n'est beau que le vrai.

Mais bientôt à cette théorie s'en ajoute une autre, le plus souvent mêlée et entrelacée avec la première, mais qui, à mon avis, est très différente. Par une substitution insensible de termes, la raison, loi suprême du vrai et du beau, devient peu à peu, pour M. Nisard, la discipline, la tradition, la règle, l'autorité. Le principe des vérités générales cède la place à un nouveau principe : « la prépondérance de la discipline sur la liberté. » « La liberté, dit M. Nisard, est pleine de périls et d'égaremens, et la discipline ajoute à la force réelle ce qu'elle ôte de forces capricieuses et factices. » Dans cette nouvelle théorie, la raison se resserre peu à peu; elle se restreint au « sens commun. » Au nom du sens commun, M. Nisard combat de toutes ses forces ce qu'il appelle le sens propre, c'est-à-dire la raison individuelle, c'est-à-dire encore la liberté. De ce nouveau

principe il tire cette conséquence : « que l'homme de génie ne doit être que l'organe de tous et non une personne privilégiée ayant des pensées particulières, » que « c'est celui qui dit ce que tout le monde sait, » qu'il n'est que « l'écho intelligent de la foule. » Il croit pouvoir affirmer que c'est là surtout le caractère du génie en France, et c'est la raison pour laquelle il préfère notre littérature à celle de tous les autres pays, même à la littérature grecque, « qui a fait trop de part à la vaine curiosité et aux spéculations oiseuses, » c'est-à-dire qui a produit Platon et Aristote, et qui a eu le tort « d'être plus favorable à la liberté qu'à la discipline. »

Voilà la seconde théorie de M. Nisard, et par l'exposition seule que nous venons d'en faire on voit à quel point elle diffère de la première : quelques observations rendront cette différence tout à fait visible.

La raison n'est pas la discipline, et la discipline n'est pas la raison. Souvent il est très raisonnable d'échapper à la discipline, parce que telle discipline peut ne pas être raisonnable. Lorsque Molière se moquait de la médecine de son temps, lorsque Boileau raillait l'arrêt du parlement de Paris sur la philosophie d'Aristote, lorsque Descartes écrivait le *Discours de la méthode*, tous se révoltaient contre la discipline au nom de la raison. Ils attaquaient, direz-vous, la fausse discipline, la fausse autorité; ils y substituaient la vraie. Il y a donc une vraie et une fausse discipline, et qui juge entre elles? C'est la raison. Ainsi la raison juge de la discipline : elle lui est donc supérieure et ne se confond pas avec elle. Il y a plus : parmi les règles de la nouvelle discipline cartésienne, quelle est la première? C'est celle qui recommande et même ordonne l'examen, c'est-à-dire le libre exercice du jugement. Voilà donc la raison qui proclame la liberté. Elle n'est donc pas la prépondérance de la discipline sur la liberté.

Par une autre traduction du même genre, M. Nisard confond souvent la raison et la tradition; ce sont encore deux choses très différentes. La raison se compose de toutes les vérités, les unes anciennes, les autres nouvelles, les unes transmises, les autres découvertes; mais la tradition n'est autre chose que l'ensemble des vérités transmises, quelquefois même des préjugés. Elle n'est donc pas toute la raison. J'accorde qu'il ne faut pas, en littérature ni en philosophie, sacrifier les vérités acquises aux vérités à découvrir : là est la part de la tradition; toutefois il ne faut pas tarir la source des vérités nouvelles, car là est l'origine de la tradition future. Si personne n'avait jamais rien inventé, il n'y aurait pas de tradition. J'ajoute que la tradition n'est pas la même chose que la discipline : il peut très bien y avoir une discipline nouvelle, sans relation avec

le passé; elle n'aurait pas de tradition. C'est là un des caractères de l'esprit français; tout s'y fait par coup d'état. En littérature, tout commence *à priori*. Ce sont des codes, des préambules, des préfaces. Rien n'est moins traditionnel.

Je ne puis non plus sacrifier, comme le demande M. Nisard, le sens propre au sens commun, la raison individuelle à la raison générale, car d'où vient le sens commun, si ce n'est de la réunion de tous les sens individuels qui ont successivement contribué à le former? L'homme de génie, dites-vous, n'est que l'écho de la foule; mais cette foule elle-même, je le demande, où a-t-elle pris cette somme générale de vérité et de raison que l'écrivain supérieur viendrait à son tour exprimer? N'est-ce pas par le travail d'un grand nombre de raisons individuelles, qui ont cherché chacune le vrai à leurs risques et périls et ont mêlé peut-être beaucoup d'erreurs à quelques vérités? Les erreurs ont disparu, les vérités ont surnagé, et de cette somme de vérités générales chaque jour verra se former la raison générale, le sens commun. Ce que vous appelez d'ailleurs la raison est une pure abstraction; ce qui existe réellement, c'est ma raison, votre raison, la raison de Pierre ou de Paul. Chacune de ces raisons cherche à apercevoir une parcelle de vérité, et si cette somme de vérités augmente, c'est à la condition qu'il y ait de ces chercheurs que vous appelez des chimériques ou des utopistes, qui ne trouvent pas toujours ce qu'ils cherchent et trouvent ce qu'ils ne cherchent pas. Christophe Colomb croyait avoir découvert les côtes de l'Asie : il a, sans le savoir, découvert l'Amérique; est-ce un utopiste?

Je prendrai, pour éclaircir ma pensée, un exemple emprunté à l'histoire religieuse, mais que l'on me permettra de considérer sous un point de vue tout profane et tout littéraire. De quoi se compose la raison de Bossuet suivant M. Nisard, et ce grand bon sens qu'il admire à si juste titre? Il nous le dit : de deux ordres de vérités empruntées les unes à l'antiquité classique, les autres à l'antiquité chrétienne. Eh bien! représentez-vous un instant la raison antique, cette mâle et solide raison, telle que l'avaient faite Platon, Démosthènes et Cicéron. Représentez-vous le sens commun de l'antiquité dans quelqu'un de ses plus solides et de ses plus ingénieux représentans, et mettez entre les mains de cet excellent esprit l'un de ces écrits fugitifs, rapides, concis et obscurs, que l'apôtre enflammé d'une secte nouvelle envoyait alors à ses frères dispersés; en un mot, donnez à lire à Quintilien ou à Pline le jeune les épitres de saint Paul : ou je me trompe fort, ou ces étranges écrits, si éloquens pour nous malgré le mystère dont ils sont voilés, paraîtront au philosophe et au rhéteur antiques des prodiges de folie. Et ce-

pendant n'y avait-il pas là une source nouvelle de sagesse, une source de vie, un flot d'idées, de sentimens et de vertus incompréhensibles à l'antiquité, et qui devait l'engloutir, au moins pour un temps? Certainement Pline et Quintilien avaient le droit de se considérer comme les représentans de la raison générale, de la raison commune, contre ce sens propre et individuel qui se disait inspiré. Telle était la décision que devait rendre le bon sens d'alors. Et cependant cette raison individuelle est devenue la source d'une raison nouvelle, la raison chrétienne, et c'est la folie de saint Paul qui est le principe de la sagesse de Bossuet.

M. Nisard a donc, à ce qu'il nous semble, deux principes, deux genres de criterium qu'il applique tour à tour, croyant toujours appliquer le même : c'est d'une part le principe des vérités générales, et de l'autre le principe de la discipline. Quand il applique le premier, c'est-à-dire quand il se contente de rechercher dans les écrits les vérités qu'ils contiennent, sans distinguer si ce sont des vérités de tradition ou des vérités d'invention, des vérités de discipline ou des vérités de liberté, sa critique est large et sûre, à la fois souple et forte : elle rajeunit les sujets les plus épuisés par la manière mâle et solide dont elle les relève; mais quand il applique le second de ces principes, le principe de la discipline, sa critique prend quelque chose de partial, de jaloux, je dirais presque d'étroit : on sent que c'est non plus de la critique absolue, mais de la critique relative faite pour un temps, pour combattre certaines passions, pour défendre certains écrits : c'est une critique de combat. Ce n'est plus la raison toute seule qui juge : c'est la raison unie à une certaine humeur, à une certaine passion, à un certain tour d'esprit, c'est de la critique personnelle. En un mot, des deux principes dont se compose la théorie de M. Nisard, je me sers du premier pour démêler ce qu'il y a d'excessif et d'insuffisant dans le second.

Donnons quelques exemples de cette double critique dans l'*Histoire littéraire* de M. Nisard.

II.

Il y a deux écrivains au XVIIe siècle qu'il nous parait avoir très bien jugés. C'est Descartes et Pascal. Il est le premier qui ait donné une place aussi grande à Descartes dans l'histoire de notre littérature. On lui en a fait un reproche; on a dit que c'était une exagération, que Descartes n'a pas tant de mérite littéraire, que de son temps personne ne l'avait jamais cité comme un écrivain. C'est prendre là le petit côté des choses. Peu importe que Descartes soit

ou non un habile écrivain (il l'est cependant, et la première partie du *Discours de la méthode* est un chef-d'œuvre d'esprit, de naïveté et de grandeur); là n'est pas la question. Dans une théorie littéraire qui partout fait prédominer le fond sur la forme et demande d'abord aux écrivains non comment ils ont écrit, mais comment ils ont pensé, dans cette théorie, la première place était due à celui qui nous a appris à penser, à celui qui nous a appris à préférer la raison à toutes choses. J'approuve donc que M. Nisard ait donné une grande place à Descartes, et le jugement qu'il en porte me paraît de tous points excellent.

Je le demande maintenant à M. Nisard, au nom de quel principe jugez-vous Descartes? Est-ce au nom du principe des vérités générales? Rien de plus légitime alors que votre admiration; que de vérités en effet dans ce grand penseur malgré ses erreurs! Est-ce au contraire au nom du principe de la tradition, de la discipline, du sens commun? Il faut alors abandonner Descartes, car il représente précisément le principe contraire, le principe de la liberté, du sens propre, de la raison individuelle.

Quelle est la méthode de Descartes, méthode que M. Nisard approuve sans réserve? C'est l'examen : « ne rien admettre pour vrai que ce qui me paraîtra évidemment être tel. » Quelle est la première application de cette méthode? C'est le doute, non pas ce doute mitigé qui, laissant subsister le fond de nos croyances, s'arrête seulement devant nos opinions, mais un doute absolu, qui embrasse tout, qui détruit tout pour tout reconstruire. Son ambition, il le dit lui-même, était de réformer ses propres pensées, « et de bâtir dans un fonds qui fût tout à lui. » Sans doute, il continue à se soumettre extérieurement aux lois de la société; il révère les dogmes de la religion; il se fait une morale provisoire empruntée aux opinions moyennes des mieux sensés : tout cela est du sens commun; mais c'est la moindre partie de lui-même que Descartes abandonne ainsi. Le meilleur, c'est-à-dire sa raison, n'a d'autre règle qu'elle-même : elle ne se soumet qu'à l'évidence. Ni autorité, ni tradition, ni maître, ni sens commun, ne lui sont rien. J'irai même plus loin, et je dirai que, selon moi, Descartes a trop rejeté la tradition et l'autorité. Sa rupture avec le passé est évidemment trop radicale. Son doute hyperbolique, comme il l'appelle, et qui porte sur les principes mêmes de la connaissance, est un doute extravagant, dont on ne peut plus se débarrasser, quelque effort qu'on fasse : semblable à ce balai enchanté qu'un novice magicien avait dressé à porter de l'eau, mais qu'il ne put désensorceler, et qui finit par l'inonder.

Descartes est donc un écrivain du sens propre. J'accorde qu'il ne l'est pas à la manière de Montaigne, et M. Nisard a très bien fait

ressortir cette différence. L'un obéit à son humeur, l'autre à sa raison; mais remarquez bien que c'est à sa raison qu'il obéit et non à la raison commune. Et d'ailleurs cet amour du spéculatif, cet isolement de toute société, ce retranchement des intérêts et des sentimens humains, tout cela n'est-ce pas aussi une sorte d'humeur, une manière d'être individuelle? Personne n'a jamais été moins dans la règle commune que Descartes : ni sa personne, ni sa pensée, ne sont les expressions du sens commun. En un mot, si Bossuet est l'idéal du vrai, il faut que Descartes soit l'idéal du faux, car l'un est le contraire de l'autre : l'un représente le sens propre, l'autre le sens commun; l'un la liberté, l'autre l'autorité; l'un les droits, l'autre les limites de la pensée.

Pascal est encore un de ces écrivains que M. Nisard aime, admire, juge en perfection, et qui néanmoins se concilient très difficilement avec son principe de la discipline et du sens commun. Est-il au monde une manière de penser plus personnelle, plus individuelle que celle de Pascal? Et cette fois il ne s'agit pas d'une raison pure et tout abstraite comme celle de Descartes, il s'agit d'une raison mêlée à l'humeur, à la passion, à tout ce qui fait l'éloquence. A-t-on jamais, je le demande, conçu la religion de cette façon et sous cette forme étrange et audacieuse? Je ne parle pas des *Provinciales* où Pascal, avant Voltaire, a soumis la théologie au bon sens; je parle des *Pensées*. Or M. Nisard admire les *Pensées* autant que qui que ce soit, et ce grand sujet, qui a inspiré les écrivains les plus illustres de notre siècle, Chateaubriand, M. Cousin, M. Villemain, M. Sainte-Beuve, a inspiré également à M. Nisard quelques-unes de ses pages les plus fortes et les plus vivement senties. Eh bien! il me semble que, s'il était rigoureusement conséquent, M. Nisard devrait avoir le courage de sacrifier Pascal, comme il a fait de Fénelon, à la règle de la discipline. Ou bien il faut reconnaître qu'il y a un genre de beautés dont l'ordre et la règle ne sont pas le principe, ou il faut condamner les *Pensées* de Pascal comme une œuvre déréglée où quelques beautés sublimes ne compensent pas le dangereux exemple d'une raison fière et solitaire, qui dans l'obéissance même a tous les caractères de la révolte, et tout en se soumettant ne veut se soumettre qu'à sa manière et ne servir que comme un roi vaincu. Je trouve donc dans l'admiration même, si bien motivée, de M. Nisard pour Descartes et Pascal un démenti donné à sa théorie de la discipline et à son goût de la règle. Ici l'une de ses deux théories est mise en échec par l'autre, son goût naturel, si sûr et si droit, s'est affranchi du joug de ses propres principes, ou du moins de l'un d'entre eux.

C'est encore à l'aide du principe des vérités générales que M. Ni-

sard a défendu et relevé avec courage et le plus ferme bon sens le génie un instant dédaigné de nos grands poètes classiques. Quelques personnes, dupes encore des préjugés d'un autre temps, lui en feraient volontiers un reproche. Pour moi, je l'en loue de tout mon cœur, car vraiment n'était-ce pas une chose triste de voir, comme on l'a vu il y a trente ans, un grand pays se dépouiller de gaîté de cœur de toutes ses admirations et de toutes ses gloires, et les sacrifier à des dieux étrangers? Que dirait-on si l'on voyait aujourd'hui l'Italie répudier avec mépris Raphaël, Léonard de Vinci, le Guide, le Corrége, pardonner à peine à Michel-Ange en faveur de ses défauts et n'avoir d'enthousiasme que pour les peintres du nord, Rubens, Van Dyck et Rembrandt? Tel fut cependant le spectacle que donna la France il y a une trentaine d'années : elle jouait sur des promesses incertaines et sur l'espérance de chefs-d'œuvre futurs non encore éclos tout son passé littéraire et cette gloire même que l'Europe entière avait consacrée. M. Nisard a relevé le drapeau de notre poésie classique, et il a bien fait. C'est une des choses dont le goût public doit lui savoir le plus de gré; mais ici encore je ferai quelques réserves, et si j'admire ces poètes, c'est à titre de poètes vrais et non de poètes disciplinés. M. Nisard d'ailleurs les défend par le premier de ces motifs beaucoup plus que par le second.

C'est surtout sur la poésie tragique que le débat entre les deux écoles avait été vif et prolongé, et voici la théorie qui s'était peu à peu formée et répandue. Le théâtre tragique du XVIIe siècle, disait-on, est un théâtre artificiel, froide imitation de l'antiquité, et qui recouvre d'un vernis de cour et d'une pompe de convention les fables et les histoires d'un autre âge. Cette théorie une fois admise, on accordait que Racine et surtout Corneille ne manquaient pas de génie, mais que ce génie avait été enchaîné et gâté par un faux système. La conséquence assez claire de ces principes, c'est que la France n'avait pas de théâtre, pas plus que d'épopée. Voici au contraire la théorie solide et profonde que je recueille, en la développant, dans les analyses et les observations de M. Nisard sur Corneille et Racine.

Rien n'est plus inexact que de représenter le théâtre français comme une imitation du théâtre grec. Les ressemblances sont beaucoup plus apparentes que réelles. L'objet de la tragédie en Grèce, Aristote nous l'a dit, c'est d'exciter la terreur et la pitié. Prométhée, OEdipe, Oreste, Hécube, Électre, sont tous des personnages ou touchans ou terribles, en qui se manifestent les fureurs ou les cruautés du destin. Ajoutez à ce premier caractère que ce théâtre est à la fois religieux et national : ce sont des légendes sacrées et toutes grecques, mais touchantes et effroyables, que le génie d'un

Eschyle ou d'un Sophocle développait dans une action simple, relevée et animée par le mélange des chœurs et de la musique. Tel est le théâtre grec, forme merveilleuse et sublime, mais non unique, du génie dramatique.

Le théâtre français n'est ni religieux ni national, il est humain; son objet, c'est la nature humaine, la vie humaine dans sa plus grande généralité. Il met en action les vérités les plus générales du cœur humain exprimées par les plus grands cœurs et par les âmes les plus passionnées. Ce n'est pas tout : la terreur et la pitié, qui étaient tout dans le drame grec, ne sont plus le principal objet du théâtre français. Cet objet, c'est la lutte de la passion et du devoir ou du vice et de la vertu. C'est là l'invention, la création, l'originalité suprême du théâtre français. Nul peuple n'a conçu ce genre de drame, dont l'action est toute morale, qui néglige tous les accidens secondaires de la vie, tous les événemens extérieurs, toutes les formes changeantes de l'humanité, pour peindre l'homme en général et surtout l'homme aux prises avec lui-même dans ce grand combat de la passion et de la vertu. Ce système dramatique pouvait donner naissance à deux formes différentes : dans l'une domine la vertu, dans l'autre la passion. Dans l'une, l'homme est décrit tel qu'il doit être, dans l'autre tel qu'il est; mais ni les passions ne sont absentes dans Corneille, ni la vertu dans Racine. L'un est toujours grand et quelquefois touchant, l'autre est toujours touchant et quelquefois grand. A eux deux, ils expriment dans sa perfection et ils épuisent le système dramatique que nous avons analysé.

De ce caractère fondamental de notre drame, qui le distingue, comme on voit, si radicalement du théâtre grec (et même du théâtre anglais, le système de Shakspeare étant encore tout différent), de ce caractère naissent toutes les conditions particulières de notre théâtre : d'abord sa noblesse, son caractère idéal et héroïque. En effet, la lutte morale est ce qui donne à la vie humaine un aspect noble et imposant. Il a bien pu se joindre à cette noblesse essentielle de notre théâtre une noblesse tout extérieure qui avait son origine dans le goût du temps; mais ce n'est là qu'un caractère accessoire et insignifiant, auquel on a donné à tort beaucoup trop d'importance. La même cause explique le choix des personnages et des sujets. Pourquoi des sujets si éloignés dans le lieu et dans le temps, pourquoi des personnages si haut placés dans la hiérarchie sociale, des rois, des princes? Racine nous le dit, c'est que le lointain du temps, du lieu, de la situation inspire le respect, *major a longinquo reverentia*. Des personnages trop près de nous ne se prêtent pas à l'idéal, ce sont des hommes, ce n'est pas

l'homme. Notre théâtre, qui est en quelque sorte tout platonicien et qui sacrifie partout le sensible à l'intelligible, éloigne de nous ses personnages, afin qu'il n'y ait plus qu'une seule chose de commune entre eux et nous : le cœur. Enfin là est encore l'origine des unités, sur lesquelles on a tant déraisonné. En Grèce, les unités avaient leur origine dans la simplicité du génie grec. En France, elles ont un rapport étroit avec la conception même de notre drame. Le principal objet de ce drame étant la lutte morale, cette lutte est d'autant plus intéressante qu'elle est plus concentrée; de là l'unité d'action. M. Nisard a finement fait remarquer que les deux autres unités naissent naturellement de celle-là, et qu'une action, pour être concentrée, a besoin d'aller vite et d'avoir lieu dans un étroit espace. J'ajoute que, dans notre théâtre classique, l'unité de lieu et l'unité de temps m'ont toujours paru être tout simplement l'absence de lieu et l'absence de temps. L'esprit ne se porte pas sur ces deux objets. Le drame étant tout idéal, peu importe en quel lieu, en quel temps il se passe. Le concret ne tient dans notre système dramatique que la moindre place possible. Au contraire, il est tout dans le système anglais; de là la réalité du lieu et du temps dans les drames de Shakspeare, et de là, comme conséquence, la diversité des lieux et des temps.

Je comprends que la tragédie classique, telle que je viens de la définir et de l'expliquer, ait beaucoup de peine à plaire aux hommes de notre temps : c'est que nous préférons en tout le sensible à l'intelligible; pour que le cœur humain nous intéresse, il faut qu'il soit mêlé à des événemens réels plus ou moins semblables à ceux que nous connaissons. De là notre passion pour les romans. Je comprends encore que l'on proteste contre ceux qui voulaient imposer d'une manière absolue à tous les pays et à tous les temps cette conception dramatique, qui est un des plus beaux types possibles de l'art tragique, mais non pas le seul. Ce que je ne puis comprendre, c'est que l'on ne sente pas l'extrême originalité, la profondeur de ce système, les rares et merveilleuses beautés que Racine et Corneille en ont tirées. Au lieu de les considérer comme des imitateurs, fidèles à un type convenu, je voudrais qu'on les montrât surtout (et c'est ce que fait M. Nisard) comme des inventeurs qui n'avaient pas eu de modèles, et si originaux qu'on n'a pu les imiter, et qu'ils ont emporté avec eux non-seulement leur génie, mais la forme même dans laquelle ils l'avaient exprimé. S'il y a un poète dans le monde qui ne ressemble à aucun autre, c'est le grand Corneille : j'en dirais autant de Racine, si Virgile n'avait pas existé.

On le voit, c'est à l'aide du principe des vérités générales que

M. Nisard a si bien pénétré le vrai caractère de notre génie dramatique : c'est en cherchant dans le drame non la vérité extérieure ou la vérité de costume, mais la vérité morale, idéale, éternelle, qu'il nous a montré combien ce théâtre est beau. Vienne maintenant sur la scène un artiste de génie, un Talma, une Rachel (que n'a-t-on pu les voir ensemble!), que ces grands interprètes nous donnent un vrai Corneille, un vrai Racine dans toute leur noblesse et leur simplicité, que cette poésie si profonde et si délicate, si mâle et si savante, trouve une expression digne d'elle, et malgré nos préjugés, malgré les corruptions de notre goût, malgré quelques défauts inséparables du génie humain, nous nous reconnaîtrons dans le Cid, dans Chimène, dans Polyeucte ou dans Andromaque, dans Auguste et dans Agrippine; nous y reconnaîtrons nos passions ou nos vertus embellies et agrandies, et nous applaudirons encore à cette image idéale de nous-mêmes, comme si ces immortelles créations étaient nées d'hier.

Dans tous les jugemens de M. Nisard que je viens de résumer et d'autres qu'il serait trop long de rappeler, je ne vois donc que l'application d'un seul principe, le principe des vérités générales. Quant au second, le principe de la tradition et de la discipline, M. Nisard l'omet entièrement ou ne lui fait qu'une part secondaire et sans importance. Il n'en est pas de même dans d'autres appréciations qu'il nous reste à discuter.

Le principe de la discipline est représenté au XVIIe siècle, selon M. Nisard, par deux grandes autorités, Louis XIV et l'Académie française, et par deux grands écrivains, Boileau et Bossuet. Une foi excessive en ces deux autorités, une admiration presque superstitieuse pour ces deux écrivains, voilà ce qui, dans la doctrine littéraire de M. Nisard, me paraît pouvoir provoquer le plus d'objections et commander le plus de réserves. M. Nisard attribue à Louis XIV sur la littérature française une influence presque aussi grande que celle de Descartes; il lui consacre un chapitre aussi long, il lui donne autant d'éloges et presque les mêmes éloges : ils semblent être au même titre les représentans de l'esprit français et de la raison humaine. Or je crois que l'on peut contester et l'influence de Louis XIV sur les lettres françaises, et, dans les limites où elle a pu s'exercer, le bienfait de cette influence.

Louis XIV n'a pas eu sur notre littérature une aussi grande influence que le dit M. Nisard. Il n'en a pas eu d'abord sur Descartes, sur Corneille, sur Pascal, qui lui sont antérieurs, ni sur La Rochefoucauld, ni sur Mme de Sévigné, ni sur La Fontaine; il n'en a pas eu sur Fénelon, sur La Bruyère, sur Saint-Simon. Que lui reste-t-il? Il a défendu Molière contre les courtisans : c'est là littérai-

rement son plus beau titre de gloire; mais a-t-il eu la moindre influence sur ce génie populaire et hardi, si grand et si simple, si profond et si familier, si français et si humain? Pas la moindre que l'on puisse saisir. Il a inspiré à Boileau le *Passage du Rhin;* mais M. Nisard dira-t-il, comme l'ancienne critique classique, que ce soit là le chef-d'œuvre de Boileau? Non sans doute, son goût naturel et pur sait bien que ce n'est pas dans la poésie de cour que Boileau est lui-même, que c'est dans la solide poésie bourgeoise, la poésie de la raison et de la conscience : là l'influence de la cour est nulle. J'accorderai que Racine a pu devoir une partie de sa noblesse, de son goût exquis et délicat, et sa connaissance des passions au commerce de la cour; mais franchement la Champmeslé lui en avait appris bien plus sur les mystères du cœur que le spectacle plus ou moins intime des galanteries de Versailles. Enfin Bossuet est le dernier grand écrivain qui ait vu de près Louis XIV et qui ait pu ressentir son influence. Grâce au ciel, le grand roi n'a pas eu assez d'empire sur ce merveilleux génie pour polir et discipliner cette imagination biblique et orientale, naïve et sublime. J'accorde qu'il lui a donné quelque occasion de faire des chefs-d'œuvre; mais le génie a-t-il besoin d'occasions? Ne les trouve-t-il pas en lui-même? Pascal n'a pas eu besoin de Louis XIV pour trouver l'occasion d'écrire les *Provinciales* ou les *Pensées*. Enfin il est possible que le génie impérieux de Louis XIV ait passé jusqu'à un certain point dans le génie dominateur de Bossuet; mais ce n'est pas ce que j'aime le mieux ni de l'un ni de l'autre.

Que Louis XIV et sa cour aient pu avoir quelque action heureuse sur le goût, je ne me refuse pas à l'admettre. Toutefois, après avoir fait la juste part à cette influence, je voudrais que l'on me dît en même temps ce qu'elle a pu avoir de fâcheux, ce que le goût du roi, noble sans doute, mais sec et froid, a pu retrancher de beautés libres et hardies à notre littérature. Un trait le résume : la création de Versailles. M. Nisard ici cite Saint-Simon : « Saint-Germain, dit celui-ci, offrait à Louis XIV une ville toute faite; il l'abandonna pour Versailles, le plus triste et le plus ingrat de tous les lieux, sans vue, sans bois, sans eau, parce que tout y est sable mouvant et marécage; il se plut à y tyranniser la nature et à la dompter à force d'art et de trésors. Il n'y avait là qu'un très misérable cabaret; il y bâtit une ville entière. » C'est là, nous dit M. Nisard, « le plus bel éloge des travaux de Louis XIV. » Je m'étonne de ce jugement dans cet esprit si juste et si droit. Eh quoi! « tyranniser la nature » serait le comble du génie humain! Abandonner Saint-Germain pour Versailles, c'était quitter le naturel et l'historique pour le nouveau créé à froid. Dans Versailles, je vois

précisément l'amour du factice, le goût du despotisme exercé jusque sur une nature inerte, la haine et l'oubli de la tradition, le contraire enfin du génie libre et spontané. Après cela, je ne veux point dire que Versailles ne soit pas une grande chose; c'est une grandeur froide qui impose, mais qui éteint. Ce qu'il y a de plus beau d'ailleurs à Versailles, c'est la mélancolie de cette grandeur évanouie et déserte; ce n'est pas là l'œuvre de Louis XIV.

C'est encore un excès du même genre que je trouve dans ce jugement de l'auteur sur l'Académie française. Il dit, à propos de ce grand corps : « La règle, en France, a précédé les chefs-d'œuvre; la discipline a prévenu la liberté. » J'accorde que, pour la date, la création de l'Académie française est antérieure à la plupart des chefs-d'œuvre du XVIIe siècle; mais y a-t-elle été pour quelque chose? C'est là une autre question. Jusqu'au moment où l'Académie s'est trouvée remplie par les hommes de génie du siècle, par ceux-là mêmes qui ont fait les chefs-d'œuvre qu'elle aurait précédés, jusque-là, dis-je, l'Académie me paraît avoir eu bien peu d'influence sur les œuvres littéraires. Eh quoi! Chapelain, Conrart et tant d'autres oubliés auraient provoqué et dirigé les comédies de Molière et les tragédies de Racine? Les mauvais auteurs contre lesquels écrivait Boileau étaient de l'Académie française. Ici encore la raison et la discipline ne marchaient pas ensemble. La discipline représentée par l'Académie était ennuyeuse, médiocre et sans goût; la raison représentée par Boileau était alors une indiscipline.

Boileau est la passion de M. Nisard. J'avoue que je partage assez volontiers ce goût suranné; seulement je fais deux parts dans Boileau, et, comme un scolastique, je dis à M. Nisard : *Distinguo.* Lorsque je vois Boileau s'échauffer contre les mauvais ouvrages, comme si c'étaient de mauvaises actions, louer et célébrer avec foi et passion et avec une admiration désintéressée Racine et Molière, lorsque j'entends sa voix mâle et émue demander au poète l'honnêteté, la dignité, la fierté du cœur, je l'aime et je l'admire avec M. Nisard, et je ne lui chicane pas le titre de poète. Boileau n'est pas, comme on l'a cru, un poète de cour ou un poète académique : c'est un poète vrai, plus fort qu'élégant, plus mâle que délicat, c'est une raison vivante, un cœur sans molle tendresse, mais plein d'ardeur pour la vertu, c'est une âme d'honnête homme. C'est le vieux bourgeois de Paris, non le bourgeois badaud comme l'Étoile, notant jour par jour tout ce qui se passe dans la rue; non le bourgeois railleur et frondeur comme Gui-Patin, qui se dédommage dans les lettres familières du décorum des fonctions officielles; non le bourgeois pédant et esprit-fort comme Naudé, qui fait le politique parce qu'il a été le secrétaire d'un cardinal italien; non le bourgeois naïf et

licencieux, comme La Fontaine, qui flâne en rêvant; — c'est le bourgeois parlementaire, né près du Palais de justice, ayant jeté aux orties le froc de la basoche, mais ayant conservé le goût des mœurs solides et des sérieuses pensées, — le bourgeois demi-janséniste, quoique dévoué au roi, aimant Paris, peu sensible à la campagne, détestant les mauvais poètes et les fausses élégances des ruelles et des salons, peu mondain, indifférent aux femmes, et par cela même un peu gauche, un peu lourd, mais franc du collier. Comment, vous critiques, qui regrettez sans cesse dans notre littérature l'élément gaulois et populaire, comment n'avez-vous pas vu que ce poète est de race gauloise, de race populaire, que c'est là le Parisien, mais le Parisien à l'âge mûr, frère de Molière et de La Fontaine, quoique au-dessous. Voilà Boileau tel que je le comprends, tel que me le donne à comprendre M. Nisard dans son excellent chapitre sur cet écrivain si controversé. Par sa passion du vrai, par son horreur du faux, Boileau a instruit le goût public, et s'il n'a pas formé les grands poètes de son temps, qui auraient pu se passer de lui, il a rendu le public attentif et sensible aux beautés de leurs chefs-d'œuvre; par là, il s'est associé à leur gloire, et avec justice.

Maintenant, lorsque Boileau, dans un ouvrage spécial et presque technique, nous donne en termes un peu froids des recettes pour faire des chefs-d'œuvre, lorsqu'il imite Descartes et fait en quelque sorte le *Discours sur la méthode* de la poésie, je crains qu'il n'ait donné au didactique plus que la poésie n'en peut supporter, et qu'il n'ait cru à la vertu des règles plus qu'elles ne le méritent. Ce rapprochement même si ingénieux et si vrai que M. Nisard établit entre Descartes et Boileau me fait pressentir ce que la poétique de celui-ci peut avoir de sec et d'étroit, car comment cet esprit de méthode, si excellent dans les sciences, serait-il en même temps bon pour la poésie, sans que celle-ci en fût un peu diminuée et refroidie? Horace à la vérité a fait aussi un art poétique; mais ce sont les rhéteurs qui l'ont baptisé ainsi : pour lui, ce n'était qu'une *lettre aux Pisons*, lettre familière à des jeunes gens auxquels il donne des conseils en se jouant dans le langage de la plus libre et de la plus aimable conversation. Au contraire, dans l'*Art poétique* de Boileau, tout est solennel, méthodique, dogmatique : c'est évidemment un code. Or la poésie a-t-elle besoin de code? Homère et Sophocle en avaient-ils un? Ce n'est pas que je dédaigne l'*Art poétique* de Boileau, les conditions saines et solides de toute poésie y sont vivement exprimées; mais j'ai besoin après l'avoir lu, et pour ne pas oublier que la poésie est chose divine et légère, de relire la *Lettre à l'Académie française* de Fénelon.

J'aurais également, et même plus encore, à contredire dans le chapitre très fort d'ailleurs et très nourri que M. Nisard consacre à Bossuet. Il cherche quelle est la qualité distinctive de ce grand écrivain, et il trouve que c'est le bon sens, c'est-à-dire « la faculté de voir juste et de se conduire en conséquence. » J'accorde que Bossuet est éminent par le bon sens, que le bon sens est une belle et excellente chose, assez rare, quoi qu'en dise Descartes, surtout dans les vérités de cette hauteur. J'approuve l'ingénieux et hardi rapprochement que M. Nisard ne craint pas de faire entre Bossuet et Voltaire, supérieurs l'un et l'autre par le bon sens, l'un dans les vérités familières, l'autre dans les plus hautes vérités morales; mais enfin le bon sens suffit-il à constituer le génie? Au moins le bon sens de Voltaire s'est-il exercé à des vérités nouvelles et hardies; au contraire, en essayant de décrire le bon sens de Bossuet, M. Nisard s'attache surtout à prouver qu'il n'a rien découvert, qu'il n'a rien inventé. Il semble relever en lui des mérites plutôt négatifs que positifs; il le loue d'avoir évité les témérités en philosophie, en politique, en religion. Je veux croire que c'est un grand mérite de n'avoir pas fait de système métaphysique, de n'avoir inventé ni utopies, ni hérésies; mais il est un grand nombre d'honnêtes gens qui sur ce point ne sont pas plus téméraires que Bossuet. Si le trait distinctif de Bossuet est le bon sens, je ne vois vraiment pas ce qui le distingue de Bergier, le solide apologiste du XVIIIe siècle. Bergier avait du bon sens, il a défendu la tradition, il n'a pas été métaphysicien, ni utopiste, ni hérésiarque, enfin il n'y a pas en lui la moindre trace de l'esprit de chimère. Et cependant qui pense à Bergier?

Je m'étonne que M. Nisard, dans son admiration pour Bossuet, ait à peine pensé à nous faire remarquer l'imagination de cet admirable écrivain. Eh quoi! Bossuet est la plus grande imagination que nous ayons dans notre littérature, c'est une imagination biblique, homérique, grande, fière, simple, naïve, hardie, ayant toutes les qualités sans un seul défaut, et dans cet écrivain si surprenant, le premier de la France sans aucun doute, et qui n'a peut-être de rival dans toutes les littératures du monde que Platon, vous vous oubliez à nous faire admirer son bon sens, à nous montrer les limites de ses pensées, à lui faire un mérite de ces limites mêmes! Je ne doute pas que, si M. Nisard eût été moins préoccupé de défendre dans Bossuet son principe de la discipline, il se serait attaché beaucoup plus à mettre en relief les qualités incomparables de Bossuet que des mérites secondaires et négatifs qui ne peuvent que nous refroidir.

Je suppose que c'est un scrupule de ce genre, et la remarque

faite après coup, que, pour avoir voulu trop louer Bossuet, il ne l'avait pas assez loué, qui a déterminé M. Nisard à revenir encore, dans son dernier volume, sur Bossuet, qui n'est cependant pas un écrivain du XVIIIe siècle. Massillon lui est une occasion de traiter de nouveau Bossuet comme sermonnaire, et cette fois il le loue surtout de la liberté de son génie. A merveille, voilà le vrai Bossuet supérieurement saisi; mais il y avait donc quelque chose de nouveau à dire, et le premier jugement était incomplet.

Après avoir trouvé que M. Nisard ne loue pas assez Bossuet, je vais dire qu'il le loue trop, et qu'il lui fait en quelque sorte une place trop élevée au-dessus de l'humanité. Il nous dit par exemple « qu'il n'y a pas d'écrivain qui ait eu plus souvent et plus naturellement raison. Bossuet tombe toujours sur le vrai. » Cependant il reconnaît que Bossuet s'est trompé sur deux points : « il s'est trompé quand il a cru le protestantisme incompatible avec de grandes sociétés réglées et prospères; il s'est trompé quand il a vu l'idéal des gouvernemens dans la royauté absolue tempérée par des lois fondamentales. » Mais ce ne sont pas là deux petites erreurs, à ce qu'il me semble, et je ne crois pas qu'on puisse dire que celui qui les a commises soit toujours tombé sur le vrai. N'avoir pas deviné la grandeur des sociétés protestantes ni la grandeur des sociétés libres, c'est avoir eu les yeux fermés sur les plus grands faits des temps modernes, sur l'esprit moderne lui-même, tel qu'il est sorti du XVIe siècle, génie momentanément interrompu dans ses destinées par la halte glorieuse de Louis XIV, mais qui devait en avoir de tout autres que celles que rêvait Bossuet. Oserai-je dire ce qui l'a trompé? C'est que Bossuet ne savait pas l'histoire. Quel paradoxe! s'écriera-t-on, Bossuet, l'auteur du *Discours sur l'Histoire universelle*, ne savait pas l'histoire! De quelle histoire voulez-vous parler? Je m'explique : Bossuet savait l'histoire ancienne et l'histoire de l'église; mais ces deux histoires ne lui servent à rien pour comprendre les temps modernes. Ce que Bossuet ne savait pas, ce qu'on ne savait pas de son temps, c'était l'histoire de notre pays, de ses crises, de ses révolutions, de ses institutions changeantes, autrefois libres dans une certaine mesure, peu à peu supprimées et absorbées par le pouvoir absolu; c'était l'histoire de l'Europe au moyen âge, au XVe, au XVIe siècle, dans ces temps où l'ordre politique des temps modernes s'était lentement et péniblement élaboré. Enfin dans ce magnifique *Discours sur l'Histoire universelle*, fait à l'usage d'un prince moderne et d'un prince français, il ne manque que deux petites choses : l'histoire moderne et l'histoire de France. En cela, Bossuet était bien du siècle de Louis XIV. Chose étrange, ce règne de la tradition n'avait pas de tradition! Ce

grand triomphe du génie français n'a pas pu nous laisser une histoire nationale! Il a fallu la révolution pour donner à la France le souci du passé et le sentiment de la tradition française. Sous Louis XIV, personne ne s'intéresse aux âges précédens. La fronde, bien entendu, est un événement perdu auquel on ne fait que de vagues et lointaines allusions : à plus forte raison a-t-on oublié le XVIe siècle. A peine parle-t-on de Henri IV, car il ne fallait pas qu'aucun nom pût effacer et ternir celui du grand roi. Ainsi ce règne de l'autorité a voulu, comme plus tard la révolution française, que tout datât de lui. La philosophie faisait table rase avec Descartes de tout le passé, la tragédie cherchait des héros dans la fable antique, dans l'histoire turque ou romaine, jamais en France. Ainsi nulle tradition en aucun genre, excepté en histoire ecclésiastique : hors de là, on sautait directement de Rome à Louis XIV. Cette ignorance de la tradition dut enfanter, comme il arrive toujours, l'utopie. Il y a deux sortes d'utopies : l'utopie de ce qui est, l'utopie de ce qui peut être. On est utopique en considérant comme un idéal absolu et éternel l'état de choses dans lequel on vit; on l'est en rêvant un état nouveau : Bossuet est utopique de la première manière, Fénelon de la seconde. Ne saisissant pas l'origine historique et tout humaine du spectacle qu'il avait devant les yeux, Bossuet n'en vit que la beauté idéale, et crut y reconnaître une œuvre divine. L'ignorance et l'indifférence du passé lui fermaient les yeux sur l'avenir. Que dis-je? le XVIIe siècle ne pense jamais à l'avenir, et Bossuet, en cela, est encore l'interprète de son temps. Ce temps est comme Dieu : il vit dans un éternel présent, sans passé et sans futur.

Ce n'est pas seulement sur deux points particuliers que Bossuet me paraît s'être trompé : c'est sur tout un ensemble de faits qui dans la politique, dans la science, dans la conscience, se sont produits à partir du XVe siècle, et qui, espérons-le, sont appelés à conquérir le monde. Tous ces faits se résument en deux mots : droit et liberté. « Là où Bossuet a manqué, nous dit M. Nisard, c'est de l'humanité et non d'un homme en particulier. Il n'y a eu ni chute par trop d'ambition, ni mauvaise foi, ni erreur de jugement, ni une volonté libre, à qui la passion fait prendre le faux pour le vrai : il y a eu l'impossible. Si je résiste à Bossuet, c'est pour obéir à Dieu. » Il me semble que les erreurs de Bossuet n'ont pas un caractère si particulier et si miraculeux. Sans doute, je ne lui en veux pas de ses erreurs : elles ne viennent ni de la mauvaise foi ni de l'amour-propre. Ne viendraient-elles pas cependant d'une sorte d'orgueil, de cet orgueil de domination que Louis XIV avait dans la politique et Bossuet dans la controverse? N'avait-il pas, lui aussi, le besoin de ré-

gner, le goût du pouvoir absolu, une involontaire répulsion contre tous ceux qui s'affranchissaient de son empire? Sa dureté à l'égard de Fénelon et de Malebranche pour des opinions toutes spéculatives, son allusion barbare à la mort de Molière, qui mourut, comme on sait, dans un dernier acte de dévouement pour ses pauvres compagnons de scène, le ton perpétuel d'autorité impérieuse avec lequel il décrète et promulgue ses pensées comme des lois et des dogmes, tout cela, dis-je, est-il absolument exempt de tout orgueil humain, et la vérité est-elle si hautaine et si insolente? Tels sont mes doutes à l'égard de Bossuet, et si je les exprime, c'est non point pour diminuer cette grande figure, mais par impartialité, et pour lui appliquer la même méthode de stricte justice que M. Nisard applique sans remords et sans scrupule à d'aussi grands hommes que lui.

III.

Les théories précédentes semblent nous annoncer dans M. Nisard un juge sévère et prévenu du XVIIIe siècle. Défenseur de la tradition et de la discipline, comment goûtera-t-il ce siècle d'indépendance et de liberté? Il est évident que M. Nisard a vu le péril, et qu'en abordant le XVIIIe siècle il s'est imposé d'être équitable. On voit dans son livre une sorte de combat. Par son principe des vérités générales, il est accessible et sympathique à ce que le XVIIIe siècle a pu dire de vrai; par son principe de la discipline, il se défie même de ses plus grands écrivains, et il est toujours plus près de la restriction que de l'éloge; mais à peine a-t-il hasardé une critique, que sa raison et sa conscience lui font craindre d'être trop sévère, et le voilà qui loue de nouveau pour restreindre aussitôt après. Enfin, après une lutte assez prolongée, la passion contenue éclate à la fois : il est un écrivain qui paie pour tous les autres, c'est Jean-Jacques Rousseau.

Distinguons d'abord deux choses dans le XVIIIe siècle : la littérature proprement dite et la philosophie; par là j'entends la prose sérieuse, histoire, science, politique. Pour ce qui est de la littérature, on ne peut que louer sans réserve tout le dernier volume de M. Nisard. Son goût littéraire n'a pas eu de peine à s'affranchir des banales admirations qui se retranchaient sous la protection d'une fausse tradition classique. Ce sera l'un des mérites de cet ouvrage d'avoir rejeté cette tradition et d'avoir fait avec précision le partage du vrai et du faux classique.

Il y a eu en effet en France un faux classique, non sans honneur et sans gloire, mais qui a nui au classique véritable en imitant et en

discréditant les formes extérieures de celui-ci. Ce faux classique commence avec Jean-Baptiste Rousseau, et même, il faut le dire, avec les tragédies et *la Henriade* de Voltaire; il produit au XVIIIe siècle les tristes tragédies de La Harpe et de Marmontel, trouve plus tard un éclat, non tout à fait immérité, dans les poésies de l'ingénieux Delille, se lance dans les témérités avec Ducis, atteint l'apogée du médiocre et de l'ennuyeux avec la littérature impériale, jette ses dernières flammes et rend le dernier soupir avec l'aimable, le spirituel, l'élégant Casimir Delavigne. M. Nisard juge toute cette littérature de la manière la plus saine et la plus éclairée. C'est au nom du classique bien entendu qu'il critique, en y mêlant les éloges mérités, et les odes de Jean-Baptiste Rousseau, et les tragédies de Voltaire, et les comédies du XVIIIe siècle : même, dans un autre genre, il va jusqu'à baisser d'un degré le rang de Massillon. Enfin il est facile de voir que la critique classique s'est réconciliée avec la critique romantique dans ce que celle-ci avait de judicieux et de conforme au bon goût, lorsqu'on lit ce jugement si délicat et si juste de M. Nisard sur André Chénier. « Avec André Chénier, l'imagination, la sensibilité, le naturel, rentrent dans les vers... André Chénier est le dernier-né des poètes du XVIIe siècle. Il est de ce beau temps des lettres françaises par la mesure, les images modérées et justes, par l'éclat doux et égal, par les beautés antiques pensées et senties de nouveau, par le style, où il a la noblesse du grand siècle sans en avoir l'étiquette. S'il eût vécu en ce temps-là, Boileau l'eût rendu peut-être plus difficile sur la correction; mais en retour il eût appris à Boileau un idéal de l'élégie et de l'idylle bien autrement aimable que celui de l'*Art poétique*. »

Cependant, quelque agrément et quelque intérêt que puisse avoir la littérature proprement dite au XVIIIe siècle, il est clair que ce grand siècle n'est pas là, il est tout entier dans la philosophie et dans ces quatre hommes illustres : Voltaire, Buffon, Montesquieu et Rousseau. De ces quatre grands écrivains, il en est deux que M. Nisard me paraît avoir jugés avec une parfaite justesse : c'est Voltaire et Buffon; on lira avec plaisir et instruction les chapitres qu'il leur a consacrés, mais il est difficile de ne pas faire d'assez nombreuses réserves quant aux deux autres.

Le jugement de M. Nisard sur Montesquieu est plein de vues fines et neuves, il fait penser. L'auteur s'y montre sensible aux grandes beautés de ce noble génie, et on ne peut l'accuser de ne l'avoir pas goûté. Néanmoins on est étonné des dispositions restrictives qu'il apporte presque à chaque ligne à son admiration. Pour les écrivains du XVIIe siècle, il fait d'ordinaire un partage égal. Il commence par nous pénétrer de leurs beautés, et ne mêle

rien d'abord à ses louanges : ce n'est qu'ensuite qu'il nous instruit en relevant leurs défauts; mais ici l'approbation est sans cesse accompagnée d'un avertissement indirect, d'une demi-réserve, d'une discrète ironie, qui ne nous laissent pas jouir un seul instant en paix de notre admiration. Quelles que soient les réserves que l'on puisse faire au sujet de Montesquieu, il me semble que le premier hommage à lui rendre est tout d'abord de signaler son génie comme l'un des plus beaux qui honorent l'espèce humaine. Je ne voudrais pas le voir seulement comparé et balancé avec Bossuet; je voudrais qu'on me le mît à part comme un homme de premier rang, qui est avant tout lui-même; je voudrais que l'on me dît que, dans cette science noble et excellente qu'on appelle la politique, Montesquieu n'est pas seulement le premier dans son siècle, mais l'un des premiers dans tous les siècles, et qu'Aristote excepté, il n'a ni supérieur, ni égal. Que Bossuet, par son beau chapitre sur les Romains, puisse être comparé avec Montesquieu sur le même sujet, je le veux bien; mais l'*Esprit des Lois*, à quoi le comparerez-vous?

M. Nisard critique finement ce grand livre en paraissant le louer. « La morale de l'*Esprit des Lois*, nous dit-il, n'oblige le lecteur qu'à des vœux d'humanité, de justice, de liberté pour tous, qui l'acquittent à son insu de toute obligation particulière. Elle ne lui dit pas ce qu'il aurait à faire de sa personne pour que ces vœux fussent accomplis et pour mériter sa part dans le bien commun. Il est juste, libéral, humain, dès qu'il veut que tout le monde soit de même. De plus, le voilà en possession d'une faculté nouvelle : il appelle les rois, les ministres, les gouvernemens à son tribunal; il ne pense plus guère qu'à juger, à décider, à charger tout le monde de devoirs dont il s'exempte. » Voilà une critique spirituelle d'un travers que nous connaissons; mais est-ce bien là une critique de l'*Esprit des Lois?* Il me semble que c'est exagérer le rôle de la morale que de vouloir qu'elle soit partout. Que de choses belles, bonnes, excellentes, dignes d'admiration, qui ne nous apprennent pas nos devoirs : les sciences par exemple et les beaux-arts! En lisant Newton et Buffon, en admirant Raphaël et Poussin, pensons-nous bien sérieusement à nous améliorer? Et même la littérature, prise dans son idée précise, a-t-elle bien ce but? est-il vrai que Racine nous apprenne à gouverner nos passions? A porter la question sur ce terrain, croyez-vous pouvoir résister avec avantage aux objections de Bossuet, de Nicole, de Rousseau contre la comédie? Pourquoi donc tout juger au point de vue de la morale? Montesquieu ne nous apprend pas à dompter nos passions; mais ce n'est pas son objet : il nous apprend autre chose. Enfin, si nous acceptions ce

nouveau criterium littéraire, je ne vois guère que les sermonnaires qui pourraient y résister.

Je vais plus loin, et je dis que dans Montesquieu il y a une morale que le XVIIe siècle n'a pas connue : c'est la morale publique, la morale du citoyen. Pour le XVIIe siècle, cette sorte de morale consiste à être un sujet obéissant, et cette morale de sujet avait fini par porter atteinte à la morale privée elle-même. C'est ainsi qu'on avait vu les parlemens, ces vieilles citadelles de l'honneur bourgeois, s'abaisser jusqu'à légitimer les enfans adultérins du roi, tant il est vrai que sans une certaine vertu civique la vertu domestique elle-même vient à succomber. Eh bien! Montesquieu nous apprend la vertu civique. « Il ne nous apprend pas, dites-vous, ce que nous aurions à faire de notre personne pour que ses vœux fussent accomplis; » mais si vraiment il nous l'apprend. Qu'on lise et qu'on relise les admirables chapitres sur la corruption des démocraties; on verra quels sont les devoirs difficiles qui attendent les citoyens le jour où ils veulent être libres. On y apprendra comment l'amour de l'égalité devient la ruine de l'égalité même, s'il ne sait pas se renfermer dans ses vraies limites, si, non contens d'être égaux comme citoyens, nous voulons l'être comme fils et comme pères, comme jeunes et comme vieux, comme sujets et comme magistrats; on apprendra encore combien l'obéissance à la loi est nécessaire dans un pays où la loi est faite par les citoyens eux-mêmes, comment la modération est le salut de tous les gouvernemens, mais surtout des gouvernemens populaires, enfin combien la probité est indispensable aux magistrats dans ces sortes de gouvernement. Si l'on peut trouver que Montesquieu obéit trop aux préjugés antiques en considérant la frugalité comme nécessaire aux démocraties, il lui faut accorder qu'une certaine mesure dans la jouissance, une certaine sobriété est la garantie de la liberté, et que là où l'on voit un amour désordonné des plaisirs des sens, la patrie et la loi courent bien risque de ne plus être que des objets de peu de prix. Telle est la morale que je recueille dans Montesquieu, et elle ne me paraît pas sans application. Est-elle efficace? direz-vous. A quoi je réponds : celle de Bossuet l'est-elle davantage? Au reste, en louant la morale de Montesquieu, je ne fais que développer ce que M. Nisard dit lui-même quelques pages plus loin. « Il peut se faire, dit-il, qu'on sorte du commerce de Montesquieu un peu trop content de son esprit, mais on en sortira toujours meilleur citoyen. »

En outre il me semble que M. Nisard prend trop à tâche d'effacer et d'amortir le rôle du réformateur dans Montesquieu. Il prend à la lettre ces paroles de sa préface : « je n'ai pas naturelle-

ment l'esprit désapprobateur. » Il le loue d'avoir fait contre-poids par des idées de respect pour les choses existantes à l'esprit de censure qui s'attaquait au bien comme au mal. Enfin il nous dit que « telle a été la pensée de Montesquieu, qu'il a paru plus près de vouloir le maintien des abus que le renversement de l'ordre établi. » Il nous semble, quant à nous, que Montesquieu n'est pas si conservateur que cela. A l'époque de l'*Esprit des Lois*, l'esprit de censure ne s'était pas encore déchaîné, comme il l'a fait à la fin du siècle : il n'avait donc pas encore besoin de contre-poids. L'*Esprit des Lois* est lui-même, après les *Lettres persanes*, le commencement et le premier grand exemple de l'esprit de censure. Montesquieu a voulu autant qu'homme de son temps une société nouvelle, si nouvelle même que l'on peut encore désirer une partie de ce qu'il rêvait. Seulement, comme il avait plus de profondeur qu'aucun de ses contemporains, on le critiquait et on le trouvait trop modéré, parce qu'on ne le comprenait pas.

Si l'on excepte la vénalité des charges, qu'un reste de préjugé domestique l'a conduit à ménager, et qui d'ailleurs était elle-même une sorte de garantie contre l'aristocratie (1), quel est l'abus que Montesquieu n'ait pas attaqué avec autant de force qu'aucun philosophe de son temps? Avant Voltaire et Beccaria, il a demandé la réforme de la pénalité. Avant Rousseau et Raynal, il a flétri l'esclavage. Avant l'*Encyclopédie* il a plaidé la cause de la tolérance. Serait-ce dans la politique que Montesquieu se serait montré si plein de respect pour les choses existantes? Au contraire, tout ce qu'il a écrit sur la monarchie n'est qu'une censure indirecte et amère du gouvernement de Richelieu et de Louis XIV, qui, « ayant détruit tous les pouvoirs intermédiaires, » n'a plus laissé d'issue « que l'état despotique ou l'état populaire. »

Enfin, parmi les grandes nouveautés de Montesquieu, comment M. Nisard oublie-t-il de signaler le principe de la liberté politique? On peut discuter dans la pratique sur le plus ou moins d'opportunité de cette liberté, sur les conditions plus ou moins larges qui lui seront faites; mais, dans l'ordre spéculatif, philosophique et moral, on ne peut nier que le principe de la liberté politique ne soit au nombre des quatre ou cinq plus grandes idées de l'esprit humain. La liberté est, avec la patrie, le devoir, l'âme, Dieu, l'une des premières inspirations de la pensée, du sentiment et de l'éloquence. Elle est donc une conquête dans une littérature. Or cette grande idée, à qui appartient-elle parmi nous? Ce n'est pas à Vol-

(1) Richelieu lui-même, qui trouvait la vénalité détestable, la défendait cependant par cette raison. Il lui paraissait meilleur de recruter la magistrature par l'argent que par la faveur.

taire, ce n'est pas à Buffon, ce n'est pas même à Rousseau, plus soucieux du pouvoir du peuple que de la liberté, ce n'est pas à Descartes, ce n'est pas à Pascal, ce n'est pas à Bossuet, ce n'est pas non plus à Fénelon, plus aristocrate que libéral. Ainsi le principe de la liberté appartient en propre à Montesquieu, au moins dans notre pays, et en Angleterre même Locke ne l'avait exposé avant lui que dans un livre solide sans doute, mais pâle, diffus et sans éloquence.

L'écrivain le plus sacrifié au XVIIIe siècle par M. Nisard est Jean-Jacques Rousseau. Il est facile de le comprendre : Jean-Jacques Rousseau, c'est l'esprit d'indiscipline et de révolte, c'est en outre l'esprit d'utopie; c'est en un mot tout ce qu'il y a de plus contraire au principe de la tradition et de la discipline. Ajoutez que, dans Rousseau, le faux est presque toujours mêlé avec le vrai, et qu'il se trouve par là en contradiction avec le principe des vérités générales. Aussi M. Nisard ne dissimule pas son éloignement pour cet écrivain. « Entre ceux qui aiment Jean-Jacques Rousseau, dit-il, et ceux qui ne lui rendent que justice, il se range décidément parmi les seconds. » Mais rend-on bien justice à ceux que l'on n'aime pas?

Cet éloignement de M. Nisard pour Jean-Jacques Rousseau le rend très clairvoyant à l'endroit de ses défauts. La personnalité, la chimère, la moralité de tête, la sensualité, la déclamation, tels sont les vices que M. Nisard reproche à ce célèbre écrivain, et les plus sympathiques amis de Rousseau sont obligés de reconnaître que tous ces reproches sont fondés. Est-ce à dire que nous adhérions au jugement définitif de M. Nisard? Non, sans doute, car il nous semble que, s'il a relevé avec justesse les défauts et les travers de Jean-Jacques Rousseau, il n'a pas fait la part assez large à ses rares et fortes qualités.

M. Nisard a cependant signalé la plus grande nouveauté du talent de Jean-Jacques Rousseau, à savoir l'amour de la nature; mais peut-être n'en a-t-il pas assez fait ressortir l'importance. C'est là, à ce qu'il nous semble, une très grande chose, et non pas un mérite de détail que l'on relève en passant. L'homme à qui nous devons en quelque sorte un nouveau sentiment n'a-t-il pas fait un bien grand don à l'espèce humaine? Je ne veux pas dire que Rousseau ait inventé l'amour de la nature, car on n'invente pas le cœur humain; mais il a senti si vivement et peint si énergiquement cette grande passion, qu'elle lui appartient comme en propre, ainsi que l'héroïsme à Corneille. Rousseau nous a découvert la Suisse, et a eu le premier l'idée des grandes beautés sauvages et naturelles. Au XVIe siècle, Montaigne, visitant la chute du Rhin, n'y trouve

rien à remarquer, si ce n'est qu'elle « interrompt la navigation. » Au XVIIe siècle, quelques auteurs, La Fontaine et Fénelon, aiment la campagne, et nous décrivent surtout les beautés aimables des prairies et des ruisseaux; mais la grande nature leur est inconnue. Rousseau en a été à la fois le peintre et le révélatenr.

Un autre sentiment que Rousseau a également introduit dans notre littérature, c'est la mélancolie. La mélancolie, dira-t-on, est un sentiment de décadence : c'est un sentiment qui naît de la vue des ruines, du doute, du dégoût de la vie, c'est donc un sentiment peu viril et sans beauté. Je réponds : il y a sans doute une mélancolie de décadence et de faiblesse, mais il y a aussi une mélancolie éternelle, très convenable au cœur humain, composée à la fois, comme l'a très bien défini M. Nisard, « d'amour et de dégoût de la vie, » du sentiment de la vanité des choses uni à un désir insatiable d'être et de vérité; c'est le sentiment que l'âme éprouve en présence du problème de sa destinée, comme le disait M. Jouffroy. Ce sentiment ne se rencontre guère aux époques réglées, il a peu de place aux époques de dissolution et de désordre. Il naît à l'approche des ruines ou après elles. Rousseau est le premier écrivain du XVIIIe siècle qui l'ait connu. M. Nisard en fait honneur à Chateaubriand. Il l'admire dans *René*, et en toute justice; mais n'est-ce pas à Rousseau qu'il doit son origine? Les *Lettres à M. de Malesherbes*, les *Promenades d'un rêveur solitaire*, quelques pages des *Confessions*, ont donné les premières notes de ce chant plaintif que depuis nous avons entendu si souvent retentir, et que les générations froides et positives d'aujourd'hui commencent à dédaigner.

Il y a encore dans Rousseau un autre sentiment original et personnel, mais durable et fécond : c'est le sentiment des beautés chrétiennes. Sans doute Rousseau était en dehors de la foi orthodoxe. Néanmoins, dans l'incrédulité de son siècle, avoir eu un sentiment si juste et si élevé du christianisme, n'est-ce pas le signe d'une âme largement douée pour le beau? Et ce n'est pas comme Chateaubriand la beauté poétique et littéraire du christianisme qui a touché Rousseau, c'est la beauté morale. « L'Évangile parle à mon cœur, » disait-il. Quel beau mot! combien il est profond et touchant! Quelles que soient les destinées des croyances dogmatiques, il y aura toujours des hommes qui pourront dire : « L'Évangile parle à mon cœur. » Ceux-là seront de race chrétienne, lors même qu'ils ne croiront pas à tout ce que croient les fidèles. Leur cœur sera avec le Christ, lors même que leur esprit est avec Descartes ou avec Kant. Avoir trouvé un nouveau sentiment chrétien séparé du dogmatisme, c'est encore une des nouveautés heureuses et bienfaisantes de Jean-Jacques Rousseau. C'est là une nouveauté dange-

reuse, dira-t-on, c'est séduire les croyans à l'infidélité. Non, car ceux qui ne seraient pas avec Rousseau seraient avec Voltaire, et la foi n'y gagnerait rien.

Vous ne nous parlez, s'écriera-t-on, que de sentimens : où sont les principes, où sont les règles dans Jean-Jacques Rousseau? Mais le sentiment est-il déjà une si petite chose? J'accorde d'ailleurs que l'idée de la règle manque dans Jean-Jacques Rousseau. N'oublions pas cependant que cette idée, personne ne l'avait au XVIIIe siècle. Montesquieu lui-même paraît avoir plutôt un sentiment juste des convenances qu'un respect réfléchi de la loi. Cela posé, il faudrait convenir que Rousseau avait le goût et l'instinct de quelque chose de meilleur que ce qui suffisait à son siècle : ni le plaisir seul ni les convenances ne satisfaisaient cette âme gâtée, mais généreuse. Je ne veux rien excuser de Jean-Jacques Rousseau; mais je reste persuadé qu'il avait un amour sincère, quoique mal éclairé, d'une certaine perfection morale. Il en avait le souci, il en était tourmenté, préoccupé. Or ce souci moral, cette passion forcée de la vertu, qui était peut-être le sentiment douloureux de son impuissance morale, est encore chez lui quelque chose d'original dans un siècle où nul, excepté Vauvenargues, n'a éprouvé cette sorte de souci. Le XVIIIe siècle n'a aimé passionnément que deux choses, le plaisir et l'humanité. Rousseau aimait quelque chose de plus. Était-ce son imagination? était-ce son cœur? Qui sera assez éclairé pour faire ce partage avec assurance et ne rien laisser à l'honneur de ce pauvre grand homme dans cette lutte misérable avec lui-même? Vous l'avez dit en parlant de Montesquieu : « il lui a manqué d'avoir combattu et souffert. » Pardonnez donc à Rousseau, car il a combattu et il a souffert. Toute sa vie n'est qu'une souffrance, imaginaire si vous le voulez, mais non moins cruelle pour cela. De ces souffrances sont sorties les beautés les plus fortes de ses écrits : pardonnons-lui ce qui a fait son malheur et son éloquence.

Si des sentimens nous passons aux idées, je me demande s'il ne faut voir en Rousseau qu'un utopiste. En politique par exemple, il ne me paraît pas avoir été si utopiste que le dit M. Nisard. Au fond qu'y a-t-il dans le *Contrat social?* Le principe de la souveraineté du peuple. C'est à quoi se réduit ce livre célèbre. Eh bien! si je regarde autour de nous, et si je considère les principaux événemens de l'histoire du monde depuis le *Contrat social*, il me semble que le principe de la souveraineté sort de plus en plus de l'utopie pour entrer dans la réalité des faits. Est-ce un bien? est-ce un mal? Je ne l'examine pas; mais j'interroge toutes les écoles politiques de notre temps, et il n'y en a pas une qui, soit pour louer, soit pour blâmer, ne résume l'état actuel de la société par le mot de démo-

cratie : c'est le mot du *Contrat social*. En éducation, Rousseau a répandu deux principes dont on peut abuser, dont il abuse lui-même, mais qui sont d'une grande portée : laisser agir la nature et parler à la raison. En théologie, il a essayé de trouver un milieu entre la religion révélée et l'athéisme : à ceux qui ne verraient là qu'une chimère, je demanderai de vouloir bien nous dire avec précision lequel de ces deux termes extrêmes ils ont eux-mêmes choisi.

Enfin, en jugeant Rousseau, je ne voudrais pas oublier qu'il est en quelque sorte l'auteur du renouvellement littéraire de notre pays. Il a eu de mauvais imitateurs, soit; mais nos plus grands écrivains modernes ne viennent-ils pas de lui en droite ligne et par une filiation facile à saisir? Bernardin de Saint-Pierre, Chateaubriand, Mme de Staël, Lamennais, M. Cousin, Mme Sand, nos grands poètes lyriques. Dans la politique aussi, on peut reconnaître son influence même chez ses adversaires les plus déclarés, — Royer-Collard, M. Guizot. Cette influence s'est étendue jusqu'à l'étranger, et l'on ne peut dire que Byron et Goethe ne lui aient rien dû. Une si puissante action ne peut s'expliquer que par un grand génie, génie auquel ont manqué la sérénité, la pureté, le naturel, mais qui ne doit pas être classé au dernier rang des grands hommes. Il n'y a pas de rang pour un génie de cette sorte. Il faut lui faire une place à part, et ne pas le comparer à d'autres avec lesquels il n'a pas de commune mesure.

En résumé, voici l'impression qui me reste du volume de M. Nisard sur le XVIIIe siècle : il comprend ce siècle, il en accepte, il en approuve les principes, il lui sait gré de les avoir répandus; mais c'est sa raison seule qui approuve, il n'aime pas. Ce siècle ne dit rien à son cœur, il ne parle qu'à son esprit. Pour nous, aussi sévère que M. Nisard pour les mauvais côtés du XVIIIe siècle, irréconciliable avec son matérialisme et son sensualisme, nous en aimons la philosophie sociale comme ayant ouvert un monde nouveau à l'humanité. Notre siècle n'a qu'une foi, la foi à la révolution, c'est-à-dire au XVIIIe siècle; ne la lui enlevez pas, vous lui ôteriez sa force et sa grandeur. Cette foi est aveugle, dites-vous, elle est grossière, elle est dangereuse; soit, il lui faut des correctifs et des contre-poids. Enseignez donc à ce siècle-ci le respect de la tradition, l'intelligence du passé, le gout de la stabilité, l'amour de ce qui dure, rien de mieux. C'est le XVIIe siècle qui nous apprendra ces choses. Soyez l'interprète, l'avocat de cette grande époque, et réveillez dans ma conscience le goût de ces sortes de vérités que j'oublie trop, j'y donne les mains; mais pour me toucher il faut que vous partagiez ma passion, car vouloir que je sois un contemporain de Bossuet qui accorde quelque chose à Voltaire et à Montesquieu, voilà

qui est impossible : ce n'est pas là la réalité. Pour qu'il en fût ainsi, il faudrait oublier trop de choses que nous savons, en rapprendre d'autres que nous avons oubliées. La vérité est que nous sommes sortis du XVIIIe siècle, que nous vivons de son esprit et de sa flamme; là est notre véritable origine. Maintenant l'expérience et la réflexion nous apprennent que ce siècle ne se suffit pas à lui-même, qu'il n'a pas en lui un principe d'ordre et de durée, que parmi les pensées du siècle précédent, s'il y en a qui ont pu disparaître avec le temps, il en est d'autres qui sont éternelles, et sans lesquelles aucun ordre de société ne peut durer. C'est ainsi que doit se concilier le débat entre ces deux siècles, qui répondent à deux besoins éternels du cœur humain : le besoin du mouvement et du progrès, le besoin de la stabilité et de la conservation. M. Nisard me paraît avoir très bien exprimé ce compromis dans ce passage : « Si la pensée a eu quelque chose de trop timide au XVIIe siècle sur certaines matières de grande conséquence, le XVIIIe siècle y supplée et rend à l'esprit humain, avec la liberté, la vérité. Si c'est au contraire le XVIIIe siècle qui a été téméraire, le XVIIe siècle vient, avec sa science plus tranquille et plus mûre de l'homme, rabattre ces témérités et remettre les choses au vrai point de vue. »

IV.

C'est surtout dans le jugement de M. Nisard sur la littérature contemporaine depuis Chateaubriand jusqu'à nos jours, que l'on voit la différence de la nouvelle critique classique avec la critique de l'école impériale, fermée à toutes les beautés nouvelles et aussi injuste qu'aveugle pour les hardiesses heureuses de la littérature de notre temps. M. Nisard juge cette littérature non-seulement avec équité, mais avec une sympathie pénétrante. La critique novatrice elle-même, devenue sceptique avec le temps, serait à peine plus sensible que la sienne à toutes ces nouvelles beautés. Et même, à mesure que l'on s'éloigne de ces grands noms qui ont troublé et passionné nos pères, ils semblent eux-mêmes devenir à leur tour comme des classiques qui ont quelque besoin d'être protégés par la tradition contre les attaques irrespectueuses des nouvelles générations. C'est ainsi que Chateaubriand et Lamartine ont déjà perdu la plus grande part de leur faveur, et M. Nisard en les louant paraîtra plutôt au-dessus qu'au-dessous de l'admiration que l'on est disposé aujourd'hui à leur accorder.

Je le demande maintenant (pour revenir au point de dissentiment qui nous partage), quel principe guide M. Nisard lorsqu'il

juge les œuvres contemporaines? Est-ce le principe des vérités générales? est-ce le principe de la discipline? A coup sûr, c'est le premier. Qu'y a-t-il en effet de beau et de durable dans cette nouvelle littérature? Ce sont, ou des vérités descriptives, ou des vérités de sentimens intimes, ou des vérités de peintures domestiques, ou enfin des vérités historiques, politiques, philosophiques : ce sont ces vérités nouvelles, exprimées dans une langue inégale sans doute et dégénérée, mais tantôt brillante, tantôt ardente, tantôt molle et mélodieuse, tantôt austère et nerveuse, qui assurent à la littérature du XIXe siècle, malgré ses défauts, une sorte de solidité, et lui permettent de soutenir avec quelque honneur la comparaison avec les siècles précédens. Ainsi le principe des vérités générales explique les beautés de nos écrivains, il en explique aussi les défauts. L'abus du détail dans les descriptions, les sentimens trop particuliers et trop raffinés, les paradoxes de l'utopie, le spécial introduit dans l'histoire, enfin la disproportion de l'imagination et de la raison, c'est-à-dire la prépondérance de la forme sur le fond, et quelquefois le contraire, — tels sont les défauts qui ne permettent pas à la littérature contemporaine de se considérer comme classique. Tous ces défauts viennent de l'oubli du principe des vérités générales.

Appliquez maintenant à ces écrivains le principe de la discipline et de la tradition, nous n'en comprendrons plus les beautés. De quelle règle de Boileau peut-on faire sortir la poésie de Lamartine ou les romans de George Sand? A quelle discipline rapporter la poésie désolée d'Alfred de Musset et les charmantes fantaisies de ses comédies? De quelle tradition Augustin Thierry est-il parti pour renouveler l'histoire de France? Enfin comment veut-on que le génie soit soumis à des règles, puisque ces règles sont faites précisément après coup et d'après les œuvres du génie? Le génie, c'est création : il consiste à découvrir une part de vérité non encore aperçue et à l'exprimer dans une forme non encore essayée. Comment faire de cela une loi? Chaque génie se fait sa poétique à lui-même. Racine n'avait pas besoin de Boileau. Dans certains cas, la tradition et l'imitation éloignent du beau au lieu d'y conduire. On imite les hommes de génie en inventant comme eux. Lamartine est plus classique que Delille et Ducis. Sans doute il y a des époques plus ou moins favorables au beau; mais à toutes les époques c'est en recherchant le beau sous des formes nouvelles, inspirées par le génie du temps, que l'on peut n'être pas tout à fait indigne des grandes époques de l'art. L'imitation froide et convenue du classique en est précisément le contraire. M. Nisard est si peu dupe de cette sorte de tradition et de fausse discipline, qu'il ne mentionne même pas

l'espèce de renaissance qu'a eue la tragédie classique il y a quinze ou vingt ans. Il sait parfaitement que cela ne vit pas, et que les vers hardis et nouveaux d'Alfred de Musset ont une autre vitalité que ces pâles ombres que l'on décore du nom de tragédies.

En soutenant qu'il n'y a pas de discipline absolue dans les beaux-arts, ou du moins que cette discipline ne se compose que de quelques principes très généraux qui se plient à d'innombrables applications, veux-je dire que tout est également beau, que toutes les époques littéraires se valent, ou encore que toutes les beautés passent à leur tour, qu'elles ne charment que pendant un temps ou doivent céder la place à des beautés nouvelles, également mobiles, également périssables? Non sans doute : je crois aux beautés stables, durables, éternelles. Je crois à Homère, à Virgile et à Racine. J'accorde donc qu'il y a de grandes époques littéraires, que le goût a ses révolutions et ses décadences, que les époques politiques, scientifiques, industrielles, sont peu favorables à la beauté pure, que les langues se gâtent avec le temps, et qu'en général il n'y a qu'un temps où se rencontre une parfaite harmonie entre la forme et le fond, que ce sont ces époques que l'on appelle classiques, et que les autres temps s'approchent d'autant plus de la beauté qu'ils s'approchent de cet idéal. Tel est le fond de la théorie classique, et c'est là ce qui me paraît incontestable dans la théorie de M. Nisard.

J'admets en même temps qu'il y a bien des places dans la maison du Seigneur, qu'un certain classique n'est pas tout le classique, que le parfait a toujours quelque imperfection qui permet de concevoir un autre genre de parfait, que par exemple le classique du XVIIe siècle n'est qu'une forme de classique qui n'est pas sans défaut, qu'on pourrait soutenir très fortement que le classique grec lui est supérieur et peut-être aussi que le classique anglais ou allemand (si l'on peut employer une telle expression) lui est égal, que pour comparer en toute justice ces différens genres de chefs-d'œuvre, il faudrait lire Goethe et Shakspeare avec la même préparation que nous lisons Racine ou Corneille; il faudrait se faire Anglais ou Allemand, tandis qu'il nous est si facile d'être Français. Lorsque M. Nisard avance, comme une critique, que les Grecs ont été plus sensibles à la liberté qu'à la discipline, ne ferait-il pas sans le vouloir le suprême éloge de cette littérature? N'indiquerait-il pas précisément par où Homère et Pindare, Démosthènes et Platon sont supérieurs même à Racine, même à Bossuet? Lorsqu'il nous dit que dans les littératures du nord « l'équilibre est à chaque instant rompu entre l'imagination et la raison, » cela est-il bien prouvé? Sommes-nous en mesure de juger de la part que la raison peut

avoir dans des écrits que nous connaissons si mal, qui ne répondent pas à nos habitudes, à nos mœurs, à notre tournure d'esprit? Il faut beaucoup de réserve dans les jugemens que les littératures portent les unes sur les autres. N'oublions pas que Schlegel, qui avait tant d'esprit, ne comprenait absolument rien à Racine ou à Molière. La proportion de la raison et de l'imagination dans les œuvres d'art ne peut être fixée d'une manière absolue. Peut-être notre poésie est-elle trop près de l'abstraction : habitués à cette mesure, peut-être sommes-nous disposés à croire que tout ce qui dépasse ce degré d'imagination est désordonné. C'est ainsi que la vivacité française (que nous trouvons très aimable) n'est pas loin de paraître de la folie aux flegmatiques habitans du nord. En revanche, leur poésie nous fait le même effet. Qui a raison? qui a tort? Nous sommes juges et parties.

La largeur de l'esprit et du goût en littérature comme en toutes choses a sans doute ses inconvéniens, car elle peut dégénérer souvent en un éclectisme banal qui admire tout, ou un scepticisme blasé qui n'admire rien; en outre elle peut faire perdre à une nation le sentiment de ses qualités propres et l'entraîner à la poursuite de qualités qui ne sont pas les siennes. A ce point de vue, on ne peut que louer le livre de M. Nisard et les efforts qu'il fait pour nous donner une image idéale et fidèle de l'esprit français; mais malgré tout la vérité est la vérité. Nous avons été rendus sensibles aux beautés des littératures étrangères, nous ne pouvons plus maintenant fermer volontairement les yeux. L'innocence du premier âge a un prix inestimable; on ne peut cependant pas empêcher que l'expérience ne nous l'enlève, et ne nous apprenne bien des choses avec lesquelles il faut compter. Aujourd'hui l'esprit français n'a plus cette candide innocence qui lui faisait croire qu'il était le modèle unique et parfait de la civilisation, de la littérature et du goût. Nous voudrions le croire, nous ne le pourrions pas, car nous ne pouvons oublier que cette assertion est contestée, et qu'il y a d'autres modèles dans le monde. Il faut donc renoncer à cette passion de monarchie universelle que nous portons en toutes choses, et que l'on nous fait payer par des invasions.

PAUL JANET.

L'IMMORTELLE

Lorsque le premier homme, à sa première aurore,
Au sein du monde immense et vierge comme lui,
Promenait vaguement, pensif et seul encore,
La curiosité de son divin ennui,

Les mots venaient éclore à sa lèvre étonnée
A chaque enchantement du spectacle infini,
Comme vient la chanson éclore au bord du nid :
A l'heure qu'il naissait, la parole était née.

Mais lorsque, s'éveillant de son autre sommeil,
Il vit, plus belle encor que l'aurore première,
Ève nue et debout dans la grande lumière
Comme un astre vivant adorable et vermeil,

Il étendit les bras vers sa maîtresse blonde,
Et jusqu'à son désir inclinant sa beauté,
Sachant bien que l'amour lui coûterait le monde,
Du remords éternel il fit la volupté;

Et dans le doux transport dont l'âme était saisie,
Et dans le dur sanglot qui s'y venait briser,
Tu naquis à ton tour, ô jeune poésie,
De la première larme et du premier baiser!...

Non, tu ne mourras pas, langue à jamais sacrée,
Car l'avenir et toi, dans le même moment,
Vous êtes nés tous deux du même embrassement,
Et ce monde est vivant pour qui tu fus créée.

Et ce monde immuable a l'âme d'autrefois;
Il est comme il était, misérable et superbe,
Au jour où tu chantas pour la première fois,
Quand la chair se fit âme et l'âme se fit verbe.

Il ouvre encor sur lui des yeux de nouveau-né,
Et pour asseoir son rêve il cherche encor sa base;
Hélas! il aime encore et n'est point pardonné,
Et le mal germe encore au fond de son extase.

Il est aussi perplexe, aussi seul, aussi nu,
Aussi désespéré comme aussi ravi d'être;
Il veut toujours savoir ce qu'il ne peut connaître
Et regrette toujours ce qu'il n'a pas connu.

Et c'est aussi pourquoi tu dois être immortelle
Autant que la douleur, autant que le plaisir,
Toi qui poursuis toujours sans les jamais saisir
Les sons doux comme lui, les mots profonds comme elle;

Toi qui lui dis tout haut ce qu'il se dit tout bas,
Le souffle qui le pousse et l'ombre qui le leurre,
Et tout ce qui se rêve et tout ce qui se pleure,
Et tout ce qui se chante et ne se parle pas.

Harmonieux écho de l'âme de la terre,
L'univers t'appartient par le rhythme et le son :
La fleur par son parfum, l'oiseau par sa chanson,
L'homme par la souffrance et Dieu par le mystère.

Et comme il est sans fin, tu ne peux pas finir.
Et toi, science aride et froide qui nous mène,
Crois-tu suffire seule à l'espérance humaine,
Que l'on voit ton présent nier son avenir?

En quoi tes visions valent-elles ses songes?
Vous cherchez le chemin; qui des deux a raison
De le chercher à terre ou bien à l'horizon?
Quels droits ont tes erreurs à railler ses mensonges?

Tu détournes les yeux; que ne tends-tu la main?
As-tu donc tant d'orgueil ou si peu de mémoire
Que tu ne saches plus que la loi de l'histoire
Fait des rêveurs d'hier les sages de demain?

Par quel sentier certain te crois-tu donc guidée,
Et quel est-il ce Dieu dont tu tiens le flambeau?
Où donc est-il écrit que le vrai meurt du beau?
Et si le fait est roi, que sera donc l'idée?

Ineffables parfums des pays inconnus,
Brises de l'infini, confuse certitude,
Vous n'êtes pas devant la logique et l'étude,
Et le pays n'est pas d'où vous êtes venus.

Donc vous avez menti, rumeurs de la pensée,
Vous n'êtes pas! Pour être, il faut avoir un nom,
Et quand la foi nous parle, il faut lui dire non!
Réponds, cœur bondissant, réponds, âme oppressée?

Ce n'est plus qu'un murmure inutile et charmant
Que font ces voix sans lèvre où parlait Dieu lui-même.
Dieu t'a menti, vieillard; jeune homme, Dieu te ment,
Même à l'âge où l'on meurt, même à l'âge où l'on aime.

O poésie ailée et qui nous vient du ciel,
Langage de l'azur, du vent et de l'espace,
Chant de tout ce qui va, voix de tout ce qui passe,
Doux parler qui se fait comme se fait le miel!

Je m'élève plus haut quand c'est lui qui m'élève,
Mon vol est plus rapide et son sillon plus droit...
Non! rien n'est aussi sûr que ce que l'âme croit,
Non! rien ne va si loin que ce que l'âme rêve.

Non! et tant que le sphinx ne voudra pas donner
Le mot de cette énigme insoluble de l'Être,
Que l'homme, qui parfois se lasse de connaître,
Ne se lassera pas de vouloir deviner;

Tant qu'il ressentira sans la pouvoir décrire
L'inquiète fureur de l'inapaisement;
Qu'une larme sera le plus beau diamant
Du misérable écrin que l'on nomme un sourire;

Tant qu'il revêtira son rêve le plus cher,
Son désir le plus pur, sa plus douce pensée,
De la plus belle forme et la plus caressée,
Comme on aime à vêtir les enfans de sa chair;

Tant qu'il appellera du haut de sa souffrance
L'invisible inconnu qui ne veut pas venir,
Que, lassé du présent, il aura l'espérance,
Comme, las de l'espoir, il a le souvenir;

Qu'il n'aura pas brisé l'étau de ce dilemme
Dont les tenailles sont la douleur et l'amour,
Qu'en son âme anxieuse il dira tour à tour :
Je souffre, donc je doute, et je crois, puisque j'aime;

Tant que demain rira des rêves d'aujourd'hui,
Tant qu'aujourd'hui rira des rêves de la veille,
Que l'homme sera jeune et la science vieille,
Que le ver de la tombe en saura plus que lui;

Aussi longtemps qu'heureux il se croira coupable,
Que, sorti du néant, il s'en verra suivi,
L'homme te parlera, langue de l'impalpable,
Langue de l'impalpable et de l'inassouvi!

ÉDOUARD PAILLERON.

ORIGINES

DE

LA POÉSIE HELLÉNIQUE

L'HYMNE, L'ÉPOPÉE ET LE DRAME.

Histoire de la Littérature grecque, par Otfried Muller, traduite par K. Hillebrand, 2 vol., 1866.

L'histoire des littératures, comme toutes les autres applications de l'esprit, est entrée depuis plus d'un demi-siècle dans une voie scientifique d'où elle ne sortira plus. Nous entendons par là que les appréciations de sentiment, telles qu'on les trouve encore dans La Harpe et chez les critiques de son école, ont fait place à l'étude des faits, à des inductions historiques fondées sur eux et à la recherche des lois qu'a suivies l'intelligence des peuples dans les productions littéraires. C'est dire que l'histoire des lettres ne doit plus présenter de ces jugemens absolus et arbitraires, variant selon le goût de chacun, changeant de siècle en siècle et d'école en école. Il n'y a plus de prétendu *criterium* universel du beau applicable indistinctement à tous les peuples et à tous les auteurs : au lieu de la règle inflexible dont on se munissait avant d'aborder l'étude des écrivains, on arrive sans parti-pris et avec l'intention de les comprendre avant de les juger. Pour cela, on les prend tels que l'histoire nous les donne, on les analyse, on les compare, on les remet dans le milieu où ils ont vécu, on se place avec eux dans les cir-

constances sociales, politiques, religieuses, dont l'action s'est exercée sur leur génie pour le produire ou pour le transformer. On ne s'extasie plus dans une admiration béate devant un nom ou devant un livre, sans même se demander si ce nom représente un homme et si ce livre est l'œuvre d'un auteur ou d'une époque. L'historien ne veut plus avoir en face de lui que la réalité; la critique a remplacé le sentiment.

Deux caractères distinguent les nouvelles histoires littéraires : l'interprétation naturelle des faits et la perfectibilité. L'interprétation est dominée par cette loi universelle de la nature, que rien n'apparaît subitement dans sa forme parfaite et définitive; toute œuvre de l'esprit, étant, comme les autres choses, une production naturelle, est préparée par une longue élaboration avant d'atteindre à sa perfection la plus haute; le premier orateur ne fut pas un Démosthènes, le premier tragique ne fut pas un Sophocle, le premier épique ne put pas être un Homère. L'art de ces grands hommes a été engendré par le travail de ceux qui les ont précédés. De même que le physiologiste n'atteint jamais le premier phénomène de vie où commence un animal, l'historien des littératures n'atteint jamais le premier fait duquel un genre littéraire a pris naissance; mais l'un et l'autre peuvent par l'analyse se rapprocher de très près du point initial. La fin d'une littérature ou d'une création littéraire n'a pas lieu non plus subitement : l'instant où elle cesse est insaisissable. Elle disparaît par degrés et avec lenteur sans qu'on puisse dire à quel moment elle a tout à fait cessé d'être. De plus on n'en voit aucune qui se soit éteinte par une sorte d'anéantissement spontané, car tout être persévère dans son être. Elles se fondent pour ainsi dire dans d'autres qui leur succèdent ou qui viennent se mêler à elles et les transformer peu à peu. Ainsi la littérature grecque, dont les commencemens se perdent dans un passé ténébreux, se mêle par son autre extrémité à une civilisation nouvelle venue d'Orient; elle semble perdre lentement le terrain que conquièrent les idées chrétiennes, et disparaît dans ce milieu comme les eaux d'un fleuve qui coulent quelque temps à la surface de la mer où elles se jettent, s'y mêlent petit à petit, en prennent la saveur, et finissent par s'y confondre entièrement.

Il résulte de là que pour nos esprits avides de science les momens les plus intéressans d'une littérature ne sont pas toujours ceux où elle atteint la perfection; ce sont ceux où elle commence et où elle finit. Notre goût classique se forme par la contemplation des chefs-d'œuvre; cependant notre besoin de savoir n'est pas satisfait par la simple vue de ces belles formes que nous adorons quand elles se révèlent à nous. Oui, mon âme est émue par le ma-

gnifique spectacle d'*Œdipe à Colone*, mais on ne peut pas toujours adorer. Rentré dans mon assiette et revenu parmi les hommes de mon temps, je les vois tous occupés à chercher les raisons des choses et acquérir en les trouvant une puissance d'action décuplée; j'ai donc besoin, moi aussi, de savoir comment les grands esprits qui m'ont charmé sont parvenus à faire de pareils ouvrages. De ce besoin naît la recherche des causes, des lois et des conditions de la production littéraire, c'est-à-dire l'histoire des littératures telle que nous l'entendons aujourd'hui. La question des origines prend dès lors une place importante dans cette histoire, car, à mesure que l'on remonte d'un grand siècle vers ceux qui l'ont précédé, on s'aperçoit qu'on a sous les yeux des formes littéraires qui ont été se développant, et l'on est fatalement conduit à en rechercher les premiers commencemens.

Otfried Muller avait formé le projet de donner une histoire complète de la littérature grecque, de laquelle toutes les littératures modernes sont sorties. La mort ne lui a permis d'en réaliser que la moitié, et il s'est arrêté à l'époque d'Alexandre le Grand. Sa pensée dominante est que la civilisation grecque dans toutes ses parties est absolument originale, née spontanément du sol et du génie de la Grèce, et, comme diraient les Grecs eux-mêmes, autochthone. Il ne croyait pas que ce peuple privilégié eût rien reçu du dehors, non-seulement dans la période moyenne de son histoire lorsqu'il avait toute son énergie productive, mais même dans ses commencemens lorsqu'il ne faisait que s'organiser et se préparer à produire. Depuis que Muller est mort, les savans dans toute l'Europe ont poussé la recherche des origines à un point que le professeur de Gœttingue n'avait point entrevu. La civilisation gréco-romaine en effet se trouve comprise entre deux grandes périodes auxquelles elle sert en quelque sorte de transition, la période orientale et la période moderne. Nos littératures aussi bien que notre civilisation ont pris leur point d'appui sur l'antiquité grecque et latine; mais elles n'ont pas reproduit comme par un calque l'œuvre de l'antiquité, elles ont leur originalité et par conséquent leurs origines particulières. L'étude du moyen âge littéraire a pris de nos jours une grande importance et a conduit à de véritables découvertes. Nous possédons un grand nombre d'écrits remontant jusqu'à l'époque carlovingienne et portant leurs dates avec eux, nous pouvons en voir la naissance, reconnaître la loi qui a présidé à la production de ces ouvrages. D'un autre côté, l'Europe voit s'opérer depuis une cinquantaine d'années la découverte d'un nouveau monde, du monde oriental. Jusqu'à ces derniers temps, on avait cherché chez les Sémites, en Judée surtout, et chez les Égyptiens, les origines de la civilisation gréco-romaine, et nous avons vu récemment, à l'oc-

casion de Pindare, un des maîtres les plus illustres de la chaire française poursuivre encore cette chimère. Une partie de la vie d'Otfried Muller fut consacrée à réfuter ces opinions et à montrer qu'aucune analyse vraiment scientifique ne les appuyait. Quand il mourut, sa critique, complétant celle de Winckelmann, avait défriché le sol et aplani le terrain; mais Muller, qui ne connaissait pas assez l'Orient parce que l'Orient primitif n'était pas encore découvert, ne put substituer à des théories surannées que sa doctrine trop absolue de l'originalité hellénique. Cette doctrine s'enseigne aujourd'hui dans presque toute l'Allemagne; elle a pénétré en Angleterre, pour qui Muller avait écrit son histoire et pour qui M. Donaldson (1) la continua, puis en Italie avec les traductions de MM. Rusconi, Capellina et Ferrai (2). C'est elle que, vingt-cinq ans après la mort de l'auteur, M. Hillebrand nous offre aujourd'hui sous une forme française avec une intéressante étude sur Otfried Muller et son école. On ne peut que féliciter le traducteur d'avoir voulu étendre jusque chez nous l'influence du professeur de Gœttingue, son compatriote; nous souhaiterions qu'il publiât de même en notre langue non-seulement d'autres écrits de Muller, ses *Minyens*, ses *Doriens*, ses *Étrusques*, mais aussi les principaux ouvrages de son école, ceux par exemple de M. Curtius qui a succédé à Muller dans sa propre chaire. Goethe disait que le Français se distingue à son ignorance de la géographie et des langues étrangères : on aime à croire que cette formule serait un peu exagérée aujourd'hui; nous lisons cependant toujours mieux un livre écrit dans notre langue et nous en faisons plus volontiers notre manuel. Si les ouvrages d'Otfried Muller avaient été traduits en français il y a vingt ans, nos professeurs en auraient ressenti l'influence, comme nos artistes ont éprouvé celle de son *Archéologie de l'art* à travers la traduction imparfaite qu'on leur en a donnée; notre enseignement classique, sans perdre la pureté du goût ni la recherche de l'élégance, eût acquis certainement plus de solidité qu'il n'en a, et notre enseignement supérieur, plus libre dans ses allures, moins enfermé dans son orthodoxie stérile, eût revêtu ce caractère scientifique qui répond aux besoins du temps et que l'Allemagne a su donner au sien. Ces avantages, nous n'en avons pas joui, et le livre d'Otfried Muller nous arrive en français à une époque où l'influence qu'il a eue en Allemagne va céder la place à une autre, et où les théories qu'il contient sont déjà en partie abandonnées.

Dans ce livre en effet, toute la partie des origines est à refaire et

(1) *History of the Litteratura of ancient Greece*, transl. by Cornwal Lewis, contin. by Donaldson; 1856-1858.

(2) *Storia della Litteratura della Grecia antica*, continuata dal prof. Capellina, Torino 1858.

la loi générale du développement hellénique est encore à formuler. Toute la période classique a été traitée de main de maître avec cette science solide de l'auteur du *Manuel* et ce vif sentiment de l'antique qui l'a conduit sur le sol où il est mort; mais, au point où en est la science, on ne peut plus admettre l'originalité absolue d'aucune nation, on ne peut plus isoler une littérature de toutes les autres, ni en découvrir la loi sans recourir à l'histoire comparée des littératures. La question d'Homère, si fort agitée au siècle dernier et au commencement de ce siècle et qu'Otfried Muller a laissée sans solution, n'en peut recevoir une que par l'étude comparative de nos épopées françaises et des épopées indiennes. Toute la période primitive que domine la légende d'Orphée est demeurée lettre close pour Otfried Muller et pour l'école hellénique, tandis qu'elle s'éclaire du jour le plus vif par la connaissance du Vêda. Tous les grands élémens de la civilisation grecque, la religion, les races, les institutions sociales, ne sont saisis dans leurs origines que depuis qu'on a pu les comparer avec l'Orient. Il en est de même pour la période finale de la civilisation et des lettres grecques : on voyait bien, à partir d'Alexandre le Grand, un changement s'opérer dans les idées et des courans nouveaux traverser en tous sens les écrits de cette longue période; ces courans, d'où venaient-ils au juste? Otfried Muller n'a pas conduit jusque-là son histoire; mais il est évident qu'il n'eût pas pu résoudre le problème avec les données que la Grèce seule lui aurait fournies, et que, s'il eût vécu encore vingt-cinq années, la force des choses l'eût conduit à étudier l'Orient et à modifier sa doctrine de l'originalité absolue du peuple grec. Ce sont ces changemens opérés dans les théories de son école par les découvertes récentes dont nous allons essayer d'exposer les plus importans.

I.

Toutes les races comprises sous le nom latin de Grecs sont originaires d'Asie, ce fait ne laisse plus aucun doute. Leur berceau a été le berceau commun des peuples auxquels on a donné le nom général d'Aryas et que l'on nomme quelquefois encore Indo-Européens. Toutes les données scientifiques s'accordent à le placer vers le centre de la Grande-Asie, dans les vallées de l'Oxus. Il n'est pas aisé dans l'état présent de la science de suivre la marche des migrations âryennes qui, parties de l'Oxus, sont venues peupler la Grèce; on voit seulement qu'elles ont suivi plusieurs chemins, le long de la Mer-Noire, par l'Asie-Mineure et par l'île de Crète. Du même centre sont sorties toutes les migrations qui ont civilisé la terre. C'est une erreur de croire qu'elles ont suivi la marche du soleil d'orient en

occident : il n'en est rien, elles ont rayonné dans tous les sens, car pendant que la Perse, l'Asie-Mineure, la Grèce et l'Italie développaient une civilisation brillante, qui a passé aux peuples modernes de l'Europe et de là en Amérique, une autre branche des Aryas descendait par Attock dans les vallées de l'Indus, où elle a composé les hymnes du Vêda; puis elle s'étendait dans les plaines du Gange, conquérait la péninsule et l'île de Ceylan et fondait la grande civilisation brâhmanique; plus tard la religion bouddhique, née au milieu d'elle, rayonna de l'Inde dans toutes les directions, convertit aux idées âryennes la majeure partie des peuples jaunes de Siam au Japon, pénétra dans les îles de l'océan et par le nord s'avança jusqu'au Mexique, où nous retrouvons aujourd'hui ses monumens. La race de l'Oxus a donc enveloppé la terre; les Hellènes sont un des plus brillans rameaux du tronc âryen, mais non le seul; il y en a eu deux autres dans l'antiquité, la Perse, qui a de beaucoup dépassé la Grèce en matière religieuse, et l'Inde, qui est par excellence le pays de la métaphysique et de la morale. Ces différentes parties de la famille âryenne ont souvent exercé les unes sur les autres une action réciproque sans que ces influences aient fait dévier la civilisation dans sa marche, parce qu'elles ont été exercées par des hommes appartenant à une même famille humaine.

Se trouvant séparées les unes des autres par la distance, elles ont eu chacune un développement particulier. Ainsi parmi les dieux grecs, que Muller croyait être un produit spontané du génie populaire des Hellènes, il n'en est presque pas qui n'appartiennent à toutes les branches de la famille âryenne ou à plusieurs d'entre elles. Ils représentent sans exception des forces de la nature, la plupart physiques, quelques-unes morales ou intellectuelles. Comme ces forces embrassent un plus ou moins grand nombre de phénomènes dont elles sont les causes, la puissance et le domaine de chaque dieu ont des limites déterminées dans lesquelles s'exerce son activité; mais lorsque la réflexion eut montré aux Grecs que ces forces sont dépendantes les unes des autres et que de cette subordination dérive l'harmonie du monde, ils en conclurent que les dieux sont aussi rangés dans une sorte de hiérarchie où les uns commandent et où les autres obéissent. Chaque divinité eut dès lors un cortége et une cour céleste d'autant plus nombreuse que les phénomènes auxquels elle présidait formaient des groupes plus nombreux et plus variés. La portion de la mythologie que les Grecs des différentes races ont ajoutée au fonds commun après leur départ de l'Asie centrale ne forme qu'un développement secondaire de la religion nationale, quoique plusieurs de ces divinités nouvelles aient pris dans les lettres et les arts une grande importance. Les anciens dieux occupent généralement les premières places dans le pan-

théon olympien et commandent à la hiérarchie tout entière. On les retrouve avec des noms divers dans presque toutes les mythologies âryennes, soit en Asie, soit en Europe; mais c'est surtout dans le Vêda qu'ils se présentent avec leur signification symbolique originelle. Ici le nom de chaque dieu est un mot de la langue usuelle désignant à la fois et ce dieu, et sa valeur symbolique, et les phénomènes auxquels il préside. On est surpris que Muller n'ait pas été frappé de ce fait si simple que presque aucun des noms des dieux helléniques n'est un mot grec. Ces dieux et leurs noms viennent donc de plus haut, et c'est là où ils ont une signification primordiale qu'il en faut chercher l'origine.

Qu'il nous soit permis de citer, entre beaucoup d'autres, un exemple emprunté à la légende d'Hercule : ce mythe est à la fois un de ceux dont l'origine asiatique est le mieux reconnue et celui de tous peut-être auquel les Grecs en le localisant ont le plus fortement imprimé la marque de leur propre génie. Parmi les fragmens les plus antiques attribués à Hésiode se trouve une pièce de quatre cent quatre-vingts vers où est racontée la lutte d'Hercule et de Cycnos. Ce Cycnos n'est pas un cygne comme son nom pourrait le faire supposer; c'est un personnage dont le nom n'est pas grec et que le Vêda nomme un grand nombre de fois. Les hymnes du recueil indien racontent le même combat en maint passage avec une poésie dont plusieurs traits se retrouvent dans le fragment d'Hésiode. Tout le monde sait que l'Hercule grec est un personnage solaire, identique ou fort analogue à l'Indra des Orientaux; quant à Cycnos, c'est Çushna (le Sec) ou la force qui retient l'eau dans le nuage et produit la sécheresse et la stérilité. La lutte d'Hercule et de ce démon, c'est donc la lutte du soleil contre cette force, dont la défaite a pour but de précipiter la pluie. Cycnos, fils d'Arès, monté sur un char avec son père, soulevait la poussière et infestait les bois sacrés. Apollon lance contre lui Héraclès avec son fidèle écuyer Iolaos. Le char est traîné par le cheval immortel Arion (1) (en sanscrit Arwan). Héraclès a pour armure un bouclier divin qui doit le rendre invincible. La rencontre des deux rivaux a lieu au fort de l'été :

(1) Toute l'histoire de ce cheval mythologique, dont le nom n'est dans le Vêda que le nom commun du cheval, a été localisée par les Grecs primitifs dans le centre de l'Arcadie. Là se trouvent les grands monts Aroaniens et la rivière du même nom qui se jette au Ladon, affluent de l'Alphée; c'est sur les rives du Ladon qu'est né du commerce de Neptune et de Déméter Arion le cheval primordial, qui sous le nom grec de Chrysaor a été pris pour le symbole de tous les animaux fluviatiles. On voyait dans une grotte sur les rives de l'Alphée une vieille statue de bois de Déméter avec une tête de cheval et portant sur son corps les figures d'un grand nombre d'animaux. En découvrant l'origine âryenne du nom d'Arion, la philologie comparée donne la clé de toute cette légende.

« Quand la cigale sonore aux ailes noires, posée sur un rameau vert, commence à chanter aux hommes la saison brûlante, la cigale qui boit et mange la féconde rosée et qui dès l'aurore et tout le jour fait entendre sa voix durant les fortes chaleurs, lorsque Sirius dessèche la peau des hommes,..... alors le fils de Zeus, Iolaos, gourmande violemment ses chevaux; à sa voix, ils emportent précipitamment le char rapide et soulèvent la poussière de la plaine. La terre gémissait sous eux. Les rivaux aussi s'avancèrent pareils au feu et à l'ouragan. Les chevaux en s'abordant poussaient les uns aux autres des hennissemens aigus dont le son se brisait alentour. »

Les ennemis se provoquent, mettent pied à terre, se jettent l'un sur l'autre comme des rochers qui roulent des montagnes. La lance de Cycnos ne peut percer le bouclier d'airain; mais celle d'Héraclès atteint Cycnos à la gorge et le jette à terre privé de vie. — Voici quelques traits d'un hymne du Vêda pris entre beaucoup d'autres :

« Indra a pris son carquois et ses flèches... Tu as frappé de ton arme le brigand chargé de butin. Çushna osait lutter contre les dieux. Indra, du haut des airs, à la face du ciel et de la terre, monté sur ton char, ferme et terrible, tu as soufflé sur ce misérable... Il a touché de sa foudre ces nuages qui du ciel n'arrivaient pas jusqu'à la terre et qui de leurs voiles magiques semblaient envelopper le brigand riche de ces dépouilles. De son trait lumineux, il a fait jaillir le lait des vaches célestes. Les eaux coulaient au gré de nos souhaits. Indra durant plusieurs jours a détruit l'espoir du brigand; il a brisé la porte de sa caverne où il tenait les eaux renfermées; il a brisé ses châteaux aériens. Il a déchiré Çushna, et à la vue de son rival terrassé il a livré son âme à la joie. »

Je citerais volontiers encore la légende arcadienne de Styx. J'ai vu cette source qui des monts neigeux de Nonacris tombe en une longue cascade au fond d'une gorge stérile, formant un ruban d'eau qui coule toujours, s'évapore dans sa chute, et, n'arrivant pas jusqu'à terre, flotte dans les airs sans troubler le silence de la solitude; j'ai vu le ruisseau blanchâtre et méphitique qui coule au fond de la vallée et le rivage où il se jette à la mer, dans les eaux de laquelle il s'enfonce sans s'y mêler.

« Là, dit l'auteur de la *Théogonie*, demeure une déesse en horreur aux immortels, la redoutable Styx, fille aînée du mouvant Océan. Loin des dieux, elle habite une demeure éclatante que surmontent d'immenses rochers et que soutiennent dans le haut des airs mille colonnes d'argent. Une eau froide découle d'une roche éclairée du soleil et très haute. L'onde sacrée de cette source océanienne se perd en grande partie dans la nuit sous la terre; la dixième partie s'évanouit, les neuf autres roulent en flots argentés sur le sol et sur le dos immense de la mer. Quant à elle, elle s'épanche dans la solitude des rochers. »

Lue en pleine Arcadie, une description si véridique, où le mythe et la réalité semblent confondus, explique assez pourquoi les anciens Grecs ont comme immobilisé dans cette gorge de montagne un de leurs plus antiques souvenirs. La tradition qu'il rappelait appartient à toute la race âryenne; mais chaque peuple l'a localisée, les Indiens dans le triple Gange (la Gangâ), fleuve céleste, terrestre et infernal, les Médo-Perses dans la source sainte d'Ardouisour, les Grecs dans celle de Styx. La doctrine d'Otfried Muller doit donc être modifiée en ce sens qu'au lieu de créer spontanément les mythes religieux, les Grecs les ont localisés dans les sites qui leur ont été le mieux appropriés. Ce procédé, suivi par eux, l'a été par tous les peuples de notre race depuis l'extrême Orient jusqu'au fond de la Scandinavie; mais la source première est la même pour tous, et c'est aux rives de l'Oxus qu'il la faut chercher.

Les premières formations littéraires n'ont pas non plus chez les Grecs l'absolue spontanéité qu'Otfried Muller leur attribue. On ne peut fixer ni le commencement, ni la fin, ni la durée de la période primitive de la poésie grecque. Quand les populations âryennes quittèrent tour à tour le centre asiatique, elles emportèrent avec elles les antiques usages qui furent communs à tous les peuples de cette race; il en est un qui se trouve à l'origine de toutes leurs traditions : c'est celui de sacrifier dans le feu et de chanter en sacrifiant. Ce chant mesuré et rhythmé, c'est l'*hymne*, mot qui en grec n'a aucune signification étymologique, mais qui sous sa forme védique (*sumna*) signifie la bonne et la belle pensée, c'est-à-dire l'expression de la pensée par excellence. La présence de ce mot dans la langue grecque la plus ancienne prouve que les Aryas de l'Oxus composaient des hymnes avant le départ des migrations helléniques et indiennes. Ces chants étaient donc composés dans la langue commune avant de l'être dans des idiomes plus récens. Le temps a fait disparaître tous les hymnes apportés ou produits par les migrations grecques, quoique les sanctuaires de la Grèce en aient conservé plusieurs jusqu'aux siècles de la décadence. L'Inde seule a conservé les siens, et le Vêda se trouve être le monument âryen qui nous rapproche le plus de nos origines; ses hymnes peuvent être considérés comme les types des chants sacrés de tous les peuples de notre race et comme la véritable Écriture sainte de l'Orient et de l'Occident. Ils offrent une grande variété de formes, depuis la litanie mêlée de refrains jusqu'au récit épique et au dialogue tel qu'il est réalisé en grand dans la tragédie. C'est donc là qu'il faut chercher les premiers germes d'où sont nés plus tard les genres littéraires, et l'on voit que ces formes pour ainsi dire embryonnaires existaient longtemps avant les premiers établissemens helléniques.

Quant aux traditions grecques relatives aux premiers poètes des hymnes, elles n'ont aucun caractère historique, et ce serait aussi une tentative puérile que de vouloir déterminer, comme l'a essayé Muller, les temps et les lieux où chanta chacun d'eux. Leur place est marquée dans la fable; la plupart d'entre eux, sinon tous, sont des êtres fictifs ou des symboles à la réalité desquels on ne saurait croire. Nous voyons bien par le Vêda que les auteurs des hymnes étaient des hommes divins, des prêtres, mais seulement pendant le temps qu'ils remplissaient la fonction sacerdotale. Sur un sol aplani entouré d'une enceinte de bois, on élevait un tertre quadrangulaire de terre appelé *bômos* (en sanscrit *bhûmi*); c'est le père de famille lui-même qui construisait cet autel pour lui, pour sa femme et pour ses enfans; ce père était poète comme auteur du chant sacré, et pontife comme présentant l'offrande au feu sur l'autel au nom de la famille réunie. La cérémonie terminée, chacun vaquait à ses occupations, au labour, à la garde des troupeaux, aux métiers, à la guerre. Tel fut l'état primitif; mais quand la société se constitua par le partage des fonctions, comme il y eut des laboureurs, des artisans, des guerriers, il y eut aussi des prêtres, et on vit avec le temps le sacerdoce se perpétuer dans certaines familles. Les Grecs élevèrent de très bonne heure des édifices sacrés pour conserver les images en bois ou en pierre de divinités auxquelles leur imagination prêtait des formes corporelles bien définies. A ces temples furent attachés certains hommes avec le titre de prêtres ou d'hiérophantes; au nombre de leurs fonctions se trouvait la partie de l'office qui consiste dans l'hymne, dont ils devinrent par cela même les auteurs ou les conservateurs attitrés. Comme les prêtres de la Grèce ne formèrent jamais ni une caste, ni un clergé, l'absence de hiérarchie sacerdotale empêcha les hymnes de sortir des sanctuaires isolés où ils demeurèrent confinés. La langue archaïque dans laquelle ils avaient été composés devint avec le temps de moins en moins intelligible, et ils finirent par s'oblitérer entièrement. Aucune cause de durée ne se rencontra pour sauver ces anciennes poésies, et les causes variées que le temps et la civilisation font apparaître se combinèrent pour les anéantir.

Les traditions et l'histoire de la Grèce citent un certain nombre de noms dans lesquels semblent se personnifier les divers courans de la poésie des hymnes, les écoles ou les familles sacerdotales les plus célèbres des temps primitifs. Aucun de ces noms n'est grec par son étymologie; tels sont ceux d'Olen, de Marsyas, d'Hyagnis et le nom commun des corybantes de Phrygie (1). Aucune de ces vieilles

(1) Le nom de ces derniers est en zend *gèrèvantô*, qui signifie montagnards; le mot

légendes cependant n'a eu la célébrité de la légende d'Orphée : ce personnage était regardé comme le père de la musique et de la poésie. Son origine asiatique est aujourd'hui reconnue, et l'on sait qu'Orphée, pas plus que son nom, n'appartient en propre à la Grèce. Seulement la tendance de l'art grec à tout humaniser a transformé peu à peu les détails de la légende et remplacé par un sentiment exquis ce qui n'était primitivement qu'un symbole mystique. Elle a traité de même la légende du pieux Canwa-Mêdhya dont elle a fait le charmant Ganymède. Quant à l'Orphée des Grecs, c'est le Ribhous des hymnes du Vêda. Comme homme, c'était un antique initiateur sacré : il a partagé en quatre le vase du sacrifice, c'est-à-dire mis quatre prêtres à la place de l'unique père de famille, et par là institué le culte public; il a rendu la jeunesse à ses deux parens et fait revenir à la vie, non sa femme, mais la vache morte, c'est-à-dire la cérémonie sacrée; enfin il a institué le sacrifice du soir. Cette vache, c'est-à-dire l'offrande pieuse qui dans le Vêda est souvent appelée l'épouse du prêtre, c'est elle qui est devenue l'épouse d'Orphée, pleine de jeunesse, puis perdue par la morsure du serpent ennemi des dieux, bientôt après rendue à la vie par la force de la prière et du chant sacré, perdue de nouveau et enfin reçue au ciel avec son époux qui jouit près d'elle d'une immortelle jeunesse parmi les dieux (1). Cette légende, comme on le voit, est plus ancienne que les Indiens et que les Grecs, antérieure aux époques où les uns et les autres ont quitté le berceau commun de la race âryenne. Ce sont autant de faits qui n'ont été connus qu'après la mort d'Otfried Muller.

Le nom d'Orphée devint le symbole de la poésie primitive. Lorsqu'en Thrace il eut été mis en pièces par les femmes (déjà irritées contre lui dans l'hymne vêdique de Dîrghatamas), sa bouche parlait encore et chantait; sa tête, portée sur les vagues de la mer, fit naître dans les îles de la mer Égée la poésie lyrique et suscita une école devenue célèbre. Ces idées sont grecques, la légende est désormais localisée; mais Orphée, la résurrection et l'apothéose d'Eurydice, la puissance de l'incantation qui s'exerce même sur les êtres inanimés, la révolte des femmes au service de Bacchus, dieu de la liqueur sacrée, la dispersion et la chute dans les eaux des membres d'Orphée, les sons mélodieux que la tête divine du chantre y rend encore, tous ces détails de la légende n'ont dans les mythes de la Grèce aucune signification intelligible, tandis qu'ils s'expliquent

giri dans l'Inde signifie montagne. La montagne sainte de ces prêtres de Cybèle est le *Bérécinte*, en zend *bèrèzat;* c'est la chaîne est-ouest de l'Asie-Mineure, le *Borj* ou Elbourz des Persans; la forme occidentale de ce mot est l'allemand *berg*.

(1) Voyez sur la légende d'Orphée le livre de M. Nève, de Louvain.

d'eux-mêmes par les textes du Vêda. On voit combien est vaine l'opinion de l'école historique qui s'imagine trouver quelque chose d'Orphée dans les poésies alexandrines ou dans un livre apocryphe d'Aristote. Il est évident que s'il a jamais existé un homme du nom d'Orphée, il ne parlait pas plus grec que sanscrit, car il s'exprimait dans une langue beaucoup plus ancienne, d'où le grec et le sanscrit sont également dérivés.

II.

Ainsi, durant la période des hymnes, la Grèce avait un caractère tout à fait oriental, et son génie propre commençait à peine à se montrer au jour; les peuples qui composèrent plus tard la nation hellénique n'étaient pas encore fixés dans leur résidence définitive; la plupart d'entre eux étaient en mouvement, les uns au nord vers les pays de Thrace et de Macédoine, les autres au sud dans la Crète et les îles avoisinantes, quelques-uns même encore en Asie. Tous, par des marches concentriques, tendaient vers un même point, la Grèce propre et le Péloponèse; mais ils étaient loin encore d'y être parvenus. Quant à leur langue, on n'en peut rien dire, si ce n'est qu'elle n'était pas le grec, puisque le grec est encore en voie de formation dans les épopées d'Homère.

La seconde période des littératures originales, c'est-à-dire des littératures qui, nées du fonds commun, se sont développées spontanément et sans imiter des modèles antérieurs, c'est la période épique, que l'on peut encore nommer héroïque ou féodale. Telle est l'épopée grecque, telle est aussi l'épopée indienne, telle est dans une certaine mesure l'épopée française du moyen âge. Autant Otfried Muller connaissait à fond la première, autant il était peu édifié sur les deux autres. Je crois qu'il ne savait à peu près rien de la littérature sanscrite, et quant à notre épopée française, bien que de son temps l'attention eût été appelée sur elle, ce n'est pourtant que dans ces trente dernières années qu'on en a rendu au jour les principales productions et qu'on a pu remonter à l'origine de ces chants. Comme les documens grecs n'avaient suffi ni aux modernes, ni même aux anciens, pour reconnaître la marche et les commencemens de l'épopée hellénique, la question soulevée par Wolf dans ses fameux *Prolégomènes* et débattue avec d'autant plus de passion qu'on avait moins de bonnes raisons à faire valoir, demeura sans être résolue, et Otfried Muller crut pouvoir terminer le procès par un compromis. En histoire, les compromis ne sont pas des solutions, et l'on continua de se poser ces deux questions : l'*Iliade* et l'*Odyssée* sont-elles l'œuvre d'un même poète? L'*Iliade* n'est-elle

pas l'œuvre commune d'une génération poétique personnifiée sous le nom d'Homère? C'est en Allemagne surtout que ces questions d'origine et d'attribution furent posées et discutées. Les critiques français sont demeurés si étrangers à ce genre d'études et si attachés par sentiment au préjugé poétique, qu'en exposant ici la solution scientifique fondée sur les documens nouveaux, solution qui donne presque entièrement raison à Wolf, nous paraîtrons certainement hérétiques à beaucoup de gens endormis dans la sécurité de leur foi.

Or des trois épopées, — grecque, indienne et française, — les deux seules dont la formation soit connue ont suivi une même loi, l'autre, l'épopée grecque, s'est trouvée dans les mêmes conditions; il est donc probable qu'elle l'a suivie également. L'usage de célébrer dans des chants barbares les anciens héros et les dieux est aussi ancien que les races germaniques, et s'est perpétué longtemps après leur établissement en Gaule. C'est ce que constatent Lucain, Tacite, Grégoire de Tours, Jornandès, Éginhard. Nous possédons plusieurs de ces chants épiques en langue latine et en langue franque; ils sont courts et ne renferment que sommairement les faits qu'ils veulent célébrer. Au temps des Carlovingiens, ils chantent principalement Charlemagne, Pépin et les plus illustres seigneurs du temps. Nous savons de plus qu'ils étaient composés soit après, soit avant la bataille par les seigneurs eux-mêmes, et qu'il n'y avait pas encore à cette époque une classe de poètes dont le seul métier fût la poésie héroïque. C'est au XIe siècle que ces hymnes épiques et guerriers déjà anciens commencent à engendrer des compositions poétiques de plus longue haleine dans lesquelles, par une sorte de développement intérieur, les faits succincts de la *cantilène* franque servent comme d'un canevas recevant des ornemens variés et des figures nouvelles. Ces épopées portent le nom de *chansons de gestes*. Ces poèmes, qui étaient issus par une transition lente et spontanée de la cantilène franque, étaient chantés par les *jongleurs* avec un accompagnement de viole sur une tonalité continue et uniforme; ils célébraient Dieu et la guerre, bientôt après la femme et l'amour. Soumis successivement à un travail poétique plus savant, puis à une influence politique du roi ou des seigneurs féodaux, enfin à un besoin de compléter par voie de symétrie la distribution des rôles en créant des personnages d'invention, ils donnèrent naissance à cette seconde classe de poèmes qu'on a nommés *romans d'aventures*. Cette marche progressive conduisit l'épopée française jusqu'au XVe siècle, époque où les romans subirent leur dernière transformation : ils furent traduits en prose, et devinrent ce qu'on nomme communément encore les *contes bleus*. Tombés dans le discrédit,

les poèmes français furent un objet de raillerie pour le XVIIIe siècle, et c'est de nos jours seulement qu'on les étudie comme des documens historiques d'une haute importance. Nous faisons pour eux le travail que firent les alexandrins pour l'épopée homérique. La première cantilène carlovingienne n'est pas un poème, c'est un chant composé pour un but déterminé, comme on fait un discours politique ou un plaidoyer; elle fait partie de l'histoire. La chanson de gestes est une œuvre poétique, mais tout entière fondée sur l'histoire et n'ajoutant à la réalité que l'expression de l'enthousiasme populaire et cette admiration naïve qui transforme les hommes en héros. Le roman d'aventures ajoute au réel l'imaginaire ou l'idéal; à mesure que les années s'écoulèrent, on vit dans ces poèmes la réalité s'obscurcir et l'invention prendre la place de l'histoire (1).

Dans l'Inde, c'est-à-dire à l'autre extrémité du monde âryen, les choses s'étaient passées à peu près de la même manière. Déjà le Vêda nous montre un certain nombre de chants d'une couleur épique où sont célébrées es actions de rois ou de chefs militaires. Quand la féodalité indienne se fut constituée sur les rives du Gange et de l'Indus, et que les castes eurent pris quelque solidité, le rôle de poète héroïque appartint à une classe d'hommes nommés *sûtas*, c'est-à-dire écuyers, dont la fonction était de conduire le char du seigneur, d'observer ses actions guerrières et de les chanter au retour. Nous possédons dans le Mahâbhârata une épopée dont le noyau primitif, composé par un sûta, ne renfermait que douze ou quinze mille vers au plus, et qui avec le temps s'est accru, par des additions intérieures, des épisodes et des amplifications, jusqu'à devenir un véritable roman d'aventures et embrasser deux cent cinquante mille vers; on y travaillait peut-être encore au siècle dernier. Le nom des poèmes indiens composés primitivement par des écuyers est celui de *purânas*, c'est-à-dire légendes antiques; tout le monde sait que l'Inde en possède un assez grand nombre. Plus tard, lorsque l'art de la composition poétique se fut perfectionné, des hommes plus savans se mirent à rédiger librement des épopées dont le fond leur était fourni par les légendes, mais auxquelles ils donnèrent une forme plus habilement conçue et dans lesquelles ils mirent des actions et des personnages imaginaires ou symboliques. Ces œuvres nouvelles portèrent le nom de poèmes (*kâvya*), et leurs auteurs celui de poètes (*kavi*). Ces épopées, vrais romans d'aventures, devinrent à leur tour le point de départ de poésies plus libres encore, d'épisodes plus ou moins variés, de drames et de traductions dont

(1) Voyez l'*Essai sur l'origine de l'épopée française*, par M. Ch. d'Héricault. Franck, 1860.

plusieurs ressemblent d'une manière frappante à nos contes bleus.

Les Grecs de la décadence ont eu aussi leurs contes bleus en prose, issus en ligne directe des anciennes épopées. Quant à ces dernières, il faut être bien peu clairvoyant pour ne pas s'apercevoir que l'*Odyssée* est un roman d'aventures, et que l'*Iliade* est une chanson de gestes. Il faut même probablement aller plus loin et considérer cette dernière comme renfermant plusieurs fragmens fort antiques qui sont de véritables cantilènes. Toute la question d'Homère est donc à reprendre, et le compromis d'Otfried Muller doit être définitivement abandonné. L'examen des dialectes ne montre pas que les deux épopées aient été faites à des dates et dans des lieux fort éloignés, quoique l'éolien domine dans l'*Iliade* et l'ionien dans l'*Odyssée;* mais il y a entre elles une différence de langage beaucoup plus profonde, car tandis que la première ne renferme qu'un très petit nombre de termes abstraits exprimant des idées générales, l'autre en renferme beaucoup, comme on peut le constater par la simple comparaison des lexiques. Le théâtre des événemens n'est pas non plus une preuve absolue que les poèmes aient été composés dans des pays différens; cependant, lorsqu'une description locale est précise et circonstanciée, c'est une preuve que le poète a séjourné dans ce lieu; quand elle est vague, c'est qu'il ne l'a pas assez observé; quand elle est erronée, c'est qu'il ne l'a pas même vu ou qu'il ne l'a plus sous les yeux; quand elle est fantastique, c'est qu'il ne le connaît que par oui-dire et par des récits mensongers. Or dans l'*Iliade* les pays méditerranéens situés au midi, à l'est et à l'ouest sont à peu près inconnus du poète, la Grèce même n'y donne lieu à aucune description précise, les lieux n'y sont désignés que par les épithètes les plus générales et les moins significatives. Au contraire la côte d'Asie-Mineure, sur la mer Égée, est décrite avec une connaissance si détaillée des lieux, que le poète y a fait certainement un séjour prolongé. Il en est de même de Troie; j'ai parcouru, l'*Iliade* à la main, cette plaine célèbre : ce que le poème rapporte d'Ilion, du site, des sources, des rivières, des collines, des tombeaux, du rivage aplani, de la rade entre les deux promontoires, de Ténédos et des sommets lointains d'Imbros et de la Samothrace est parfaitement véridique. L'*Iliade* a été composée sur les rivages de l'Asie-Mineure.

La plupart des contrées que visite Ulysse sont imaginaires ou paraissent situées aux limites de la navigation du temps : telles sont les îles d'Éole, de Calypso, de Circé, du Soleil, la terre des Cyclopes, celle des Cimmériens, l'île d'Eœa, qui est la Sicile rendue méconnaissable. Parmi les pays réels, ceux qui sont le mieux décrits dans l'*Iliade* sont presque inconnus dans l'*Odyssée;* le Bosphore y

est confondu avec le détroit de Sicile, les roches bleues de l'entrée de la Mer-Noire avec celles de Charybde et de Scylla. L'Olympe, décrit dans sa réalité par l'*Iliade*, n'est plus ici qu'une montagne idéale; sans situation fixe et dont l'existence est impossible. Mais l'auteur a vu la Grèce, Thèbes, la Béotie, le Parnasse; il a parcouru le Péloponèse; il décrit toute la côte occidentale avec une parfaite exactitude, ainsi que les îles et surtout Ithaque, centre d'action de tout le poème. L'*Odyssée* a été écrite dans l'ouest de la Grèce, selon toute vraisemblance. On conclut de même quand on étudie dans les deux épopées les comparaisons, c'est-à-dire les passages où le poète s'adresse en son propre nom à ceux qui l'écoutent et leur cite les objets qui leur sont, ainsi qu'à lui, les plus familiers. Ici le contraste est saisissant. Les images les plus ordinaires dans l'*Iliade* sont tirées du lion, animal asiatique étranger à l'Europe dans toute la période géologique actuelle. Le lion est partout dans ce poème comme terme de comparaison : il attaque les bêtes sauvages et les troupeaux, il descend jusque dans les plaines pour y égorger les bœufs et les autres bêtes de labour; on lui fait la chasse de plusieurs façons que le poète et ses auditeurs connaissent également. On donne aussi la chasse au cerf, au sanglier, au loup, au taureau sauvage, au léopard, à la panthère, animaux dont plusieurs appartiennent à l'Asie. Enfin on décrit au vingt-unième chant le fléau des sauterelles, phénomène dont j'ai moi-même été témoin dans la plaine de Troie, et qui est absolument inconnu dans la Grèce et dans ses îles. Dans l'*Odyssée*, il n'y a plus ni taureaux sauvages, ni lynx, ni panthères, ni léopards, ni sauterelles. Il est parlé du lion dans cinq comparaisons, dont trois le représentent vaguement, et les deux autres à faux. Si l'*Iliade* est un poème d'Asie-Mineure et l'*Odyssée* un poème des îles ioniennes, cet intervalle, eu égard à l'état de la navigation, était aussi grand pour les Grecs que l'est pour nous la distance de Bordeaux au Brésil.

Celui des dates ne paraît pas moindre. On n'a aucune donnée historique sur l'âge des deux poèmes, on peut les avancer ou les reculer à volonté dans un espace de quatre ou cinq cents ans. On est donc forcé, pour résoudre la question, d'examiner le contenu des deux ouvrages et de les comparer entre eux. Or à ce point de vue les différences forment de véritables contrastes. Dans l'intervalle, les dieux ont changé de nature, d'aspect et de séjour. Dans le plus ancien des deux poèmes, Minerve est une femme guerrière et violente dont le casque et la lance couvrent plusieurs bataillons; Mars, belliqueux et détesté, d'un seul cri de sa bouche couche à terre une armée entière; Vulcain, quoique boiteux et ridicule, est très fort et a pour épouse Charis, aussi chaste que belle; tous les dieux habi-

tent en commun l'Olympe réel de Bithynie, dernier pic de la chaîne asiatique qui commence à l'Himâlaya; leur dynastie n'est pas constituée, le partage du monde entre eux n'est pas définitif, Neptune ne reconnaît pas encore la suprématie de Jupiter; enfin les vieux titans forment toujours la haute police de la cour céleste. Tout est changé dans la seconde épopée : Jupiter est un maître accepté par tous, l'Olympe est pacifié, la raison et les concessions y ont fait place à l'usurpation, la nature grossière de ces dieux qui se battaient à coup de pierres s'est adoucie; Minerve est calme, sereine, tout intelligence; Vulcain, dont le caractère est devenu si noble, a pour femme une Aphrodite débauchée; les titans ont disparu; les dieux habitent un Olympe fantastique élevé au-dessus des nuages, des vents et des intempéries, véritable empyrée tel que le Borj des Perses et le Mêrou des Indiens. Quant aux hommes, leurs mœurs sont grossières dans l'*Iliade*, chacun y suit son tempérament et ses instincts, les héros s'injurient dans les termes le plus bas de la langue usuelle, ils n'ont point l'idée des lois du mariage, ils ont plusieurs femmes, sans compter celle qu'ils ont laissée au logis, et personne n'y trouve à redire; les femmes sont estimées non d'après leur mérite moral, mais selon leur beauté et leurs talens manuels. Dans le poème d'aventures, la vie est devenue élégante, comme on le voit dans l'épisode d'Alcinoos; tout respire la politesse et la délicatesse des sentimens et des manières, la société est civilisée, le luxe l'a envahie; Vénus porte du fard. Y a-t-il dans l'*Iliade* une femme qui approche de Pénélope, d'Arêté, de Nausicaa? C'est la vertu qui fait leur mérite.

Enfin la constitution sociale s'est modifiée. L'*Iliade* est un tableau parfait de la féodalité : ici le peuple n'est rien, on ne le voit pas; il est dévoré par les rois, taillé à merci, maltraité par le roi Priam; pour lui nul droit, nulle considération. Les princes sont égaux entre eux, indépendans dans leurs domaines, sans comptes à rendre à personne, jouissant du droit divin dont le sceptre donné par Jupiter est l'emblème. Ces petits rois sont réunis sous le commandement d'Agamemnon, qui est leur pair, comme Achille le lui rappelle, et qu'ils ont pris pour commander à l'armée dans cette croisade contre Troie. Les rois de l'*Odyssée* gouvernent, mais appuyés sur le peuple; le peuple est consulté dans toute circonstance, il est le maître de son avoir, il vote l'impôt, il est craint. Opprimé par les princes ses voisins, le jeune Télémaque les menace d'avoir recours au peuple; enfin l'idéal d'un roi de ce temps est décrit au chant XIXe, et le portrait ne ressemble plus en rien à celui qu'on peut tirer de l'*Iliade*.

Pour compléter le contraste, les grands rois de l'époque héroïque, Ménélas lui-même, sont devenus commerçans. Le commerce est bien

rudimentaire dans l'*Iliade*, on y compte par bœufs sans unité monétaire; le trafic maritime n'est rien, il est entre les mains d'Orientaux dont les pays sont l'objet de grossières erreurs. Dans le roman d'Ulysse, les pays du sud et du sud-est de la Méditerranée sont fréquentés par les Grecs, qui font régulièrement l'intercourse entre la Crète et l'Égypte; ils y rencontrent des négocians et des pirates, ils trafiquent avec les Phéniciens, dont ils estiment peu la probité. Enfin ce commerce porte sur des objets variés et notamment sur les métaux, dont le transport et le change procurent aux navigateurs de grands bénéfices.

Otfried Muller n'a pas non plus été frappé d'un changement capital qui s'est produit durant cette période dans la culture de la poésie épique. Dans l'*Iliade*, pas un poète, pas une légende relative à la poésie, pas de mot pour la désigner, pas de nom commun appliqué à ceux qui composaient des chants. C'est l'état rudimentaire par excellence. En revanche ce poème nous dépeint les envoyés des Grecs trouvant dans sa tente Achille, une cithare à la main, occupé à chanter les exploits des héros; son ami Patrocle est assis en face et l'écoute. Achille était donc un chantre épique, un chantre de cantilène, comme les seigneurs au temps de Pépin et de Charlemagne. Et tous ces récits, tous ces épisodes que l'on met dans la bouche des vieillards, qu'est-ce autre chose que des rudimens d'épopée? Il est donc probable que, comme les autres chansons de gestes et comme les *purânas* de l'Orient, l'*Iliade* s'est formée par la réunion de ces cantilènes primitives et par l'amplification de quelques-unes d'entre elles. Quand vint l'*Odyssée*, tous les élémens épiques avaient grandi. Au lieu d'un récit rectiligne où les événemens se suivent dans leur ordre chronologique et comportent tous les épisodes imaginables, on eut un véritable poème dont la composition est complexe, où les événemens sont disposés en séries croisées, sans ordre chronologique et pour le plus grand effet. Ici une mise en scène très soignée, une exposition égale à celle des meilleures tragédies, nul parallélisme, une contexture savante qui assure l'unité de composition, des arrêts ou *époques* autour desquelles se groupent les séries complexes des événemens, enfin un dénoûment qui n'arrive qu'à la fin et après lequel le lecteur n'a plus rien à attendre. Du reste, comme au temps des romans d'aventures et du *Râmâyana*, les poètes épiques forment alors une classe à part dans la société, on les nomme *aèdes* comme on les nommait *kavis* dans l'Inde et *jongleurs* (*joculatores*) au moyen âge. Nul roturier ne chante dans l'*Iliade*, la cithare est entre les mains des héros; ici au contraire les aèdes sont des hommes du peuple, aucun d'eux n'appartient à la classe des seigneurs; ils vivent ordinairement à la

cour des princes, qui sont les fils ou les descendans des anciens preux; ils mangent à part et non à la table des maîtres; ils sont nourris et entretenus par eux, mais au prix de leur liberté, qui ne va même pas jusqu'à choisir à leur gré le sujet des chants dont ils égaient les festins. Du reste ils sont honorés; on les épargne comme étrangers aux querelles des rois, et comme leur art les met fort au-dessus de ces princes et de la foule populaire d'où ils sont sortis, on va jusqu'à les regarder comme inspirés des muses et d'Apollon.

Combien de temps s'est-il écoulé entre l'époque de l'*Iliade* et celle de l'*Odyssée?* Je l'ignore; mais si je considère les profonds changemens survenus dans les idées religieuses, sociales et politiques, le chemin parcouru par l'épopée d'orient en occident et enfin la transformation profonde opérée dans la poésie et dans la condition des poètes, je suis porté, comme la plupart des nouveaux critiques, à mettre entre les deux poèmes le même intervalle de temps qu'entre les deux épopées indiennes et qu'entre les premières chansons de gestes et les romans d'aventures. Cet intervalle est de plusieurs siècles. Du reste il ne faut pas se faire d'illusions en voyant l'ordre qui règne dans la marche des deux poèmes homériques et le peu de contradictions qui s'y trouve : nous sommes loin d'en posséder les textes primitifs. Quand les professeurs du musée d'Alexandrie mirent la dernière main à ces œuvres antiques et leur firent subir un dernier remaniement, elles avaient déjà subi plusieurs élaborations de la part des éditeurs de la Grèce et de ses colonies. Ces retouches successives s'étaient répétées pendant près de quatre siècles depuis l'époque où Pisistrate fit faire la première rédaction suivie des fragmens homériques, dont la confusion et le désordre étaient extrêmes. Ce que nous possédons, c'est l'œuvre des alexandrins : tout le travail antérieur ne nous est connu que par l'histoire. Aussi nos éditions modernes, reproductions fidèles des textes d'Alexandrie, diffèrent certainement beaucoup des chants des aèdes et des cantilènes héroïques qui sont venus se fondre dans l'*Iliade*.

III.

Pour qu'il ne reste aucun doute sur les progrès accomplis depuis Otfried Muller dans la science des littératures, j'appellerai encore l'attention du lecteur sur les origines du drame. Le drame fut la gloire de la Grèce comme l'hymne fut celle de l'Inde; la gloire de l'épopée leur est commune. Or le drame, né en Grèce dans les temps historiques, a suivi dans sa marche la loi la plus simple et la plus facile à saisir. Ses deux élémens constitutifs sont le chœur

et le dialogue, c'est-à-dire l'orchestre et la scène. Chez les modernes et chez les Latins, le chœur ne paraît que par imitation dans un très petit nombre de drames. Chez les Grecs, il a disparu de la comédie dès l'époque d'Aristophane au commencement du IVe siècle; mais la tragédie l'a gardé jusqu'à la fin. Seulement, à mesure que l'on remonte vers le passé, on voit le dialogue occuper une place de moins en moins grande et l'étendue des chœurs augmenter. Dans certaines pièces d'Eschyle, le chœur forme presque toute la pièce, et nous savons que peu de temps avant ce poète la fonction de l'acteur se réduisait à un simple récit. Enfin, au-delà de cette époque primitive, il n'y a même plus d'acteur, le chœur est tout. On peut donc énoncer ainsi la loi : dans le drame, le chœur et le dialogue se sont développés en raison inverse l'un de l'autre. Le problème des origines se réduit à savoir ce que c'était que ce chœur et comment il a pu engendrer les deux formes du drame. La philologie comparée répand sur ce sujet le jour le plus vif et résout les difficultés qui arrêtaient encore Otfried Muller; mais, pour rendre compte de ces solutions, j'ai besoin de dire quelque chose du culte de Bacchus, d'où les deux formes du drame sont issues.

Bacchus, comme on le voit dans le sixième fragment homérique, n'est pas le vin, mais la force vivante et divine qui réside dans la liqueur sacrée; cette liqueur était en Orient le suc de l'asclépias acide, le sôma; dans l'Occident, dont la flore n'offre pas cette plante, ce fut et c'est encore le vin. Bacchus est présent dans cette liqueur de vie, la plus alcoolique des liqueurs, et celle qui est la plus capable de nourrir le feu, d'échauffer celui qui la boit, d'exalter son cœur et sa pensée. L'histoire de Bacchus est celle du vin. Né des feux du soleil, il a pour père Jupiter, qui le fait naître d'un coup de foudre du sein mort et flétri de Sémélé; cette blonde Sémélé, dont le nom n'est pas grec, n'est autre que la Sômalatâ des hymnes indiens, la plante sarmenteuse qui engendre le sôma; c'est donc la grappe de raisin considérée comme mère de la liqueur sacrée. Quant à ses nourrices tour à tour vieilles et rajeunies par Médée, elles ne sont autre chose que les sarmens de la vigne, qui vieillissent chaque année et que le vigneron par son intelligence renouvelle en les coupant. Cette théorie de Bacchus ne se présente en Grèce que sous la forme d'un mythe dont les détails n'ont pour la plupart qu'une signification obscure. Ce manque de clarté tient à deux causes qui se retrouvent dans presque toute la mythologie des Grecs : les noms des personnages, de leurs attributs et des objets de leur culte sont en général des mots étrangers dont la langue grecque ne donne ni le sens, ni l'étymologie; en second lieu, les théories primordiales ont engendré des légendes, les idées abstraites

ont pris corps, et les forces de la nature conçues par l'esprit sont devenues des divinités. Le temps ayant marché, les peuples dans leurs déplacemens ont oublié la théorie pour ne conserver que la légende, supprimé la métaphysique et gardé les symboles religieux. Ceux-ci à leur tour, ayant perdu leur sens, n'ont plus satisfait des esprits que la civilisation éclairait de plus en plus et n'ont plus été que des objets d'art; mais aujourd'hui que nous possédons dans le Vêda un monument fort antique, où la période des légendes est commencée, mais où celle de la métaphysique dure encore, nous y retrouvons l'explication de presque tous les mythes de la Grèce et des autres pays âryens. En réunissant tout ce qui, dans les hymnes du Vêda, concerne la liqueur sacrée, la plante qui la fournit, la préparation, les usages, les effets du sôma, et en substituant au végétal d'Asie la vigne qui l'a remplacé en Occident, on obtient la théorie de Bacchus telle que l'écriture sainte des Aryens nous la donne.

Tout le reste s'ensuit : il n'est pas un seul détail soit du mythe, soit de la fête de ce dieu, qui ne tire de là son interprétation naturelle. La fête, qui est celle des vendanges, se compose nécessairement de deux parties, l'une religieuse, mystique et grave, l'autre populaire, enthousiaste et grotesque. La cérémonie liturgique est un sacrifice sur l'autel, où le double corps de l'offrande est le vin et le bouc, et où l'hymne porta le nom de dithyrambe; le vin était le dieu s'offrant lui-même et montrant son énergie vitale par l'activité qu'il donnait à la flamme du foyer sacré où il était répandu; le bouc était immolé par cette raison bien simple que pour faire une outre il faut un bouc. Or le meurtre d'un être vivant étant un acte anti-religieux pour les Aryas primitifs, auteurs des sacrifices, le péché de tuer un grand nombre de ces animaux pour recevoir le vin des vendanges ne pouvait être effacé que par l'offrande qu'on en faisait à Bacchus. C'est une erreur théorique de l'école allemande de voir dans le sacrifice du bouc un acte de vengeance contre un animal qui ronge les vignes. D'abord la vigne est une plante des coteaux, la chèvre est un animal des montagnes; ils ne se rencontrent guère l'un près de l'autre, et les troupeaux ont leurs pasteurs. De plus, jamais une cérémonie religieuse n'est issue d'un sentiment de vengeance, au moins dans notre race. Nos religions sont des théories métaphysiques inspirées par une grande conception de la nature, et nos rites sont des actes de grâce et d'amour; c'est l'adoration qui les anime. Au moment où le prêtre en adorant Bacchus lui offrait l'animal immolé, les chantres entonnaient l'hymne qui prenait le nom de *chant du bouc*, de tragédie.

La fête populaire des vendanges représentait avec les costumes appropriés le cortége complet de Bacchus. Il descendait le soir des

coteaux par les sentiers des vignes, riant, chantant et gambadant, et formait le thiase le plus bruyant et le plus grotesque. En tête s'avançait sur un âne Silène, l'outre obèse, ventru et gorgé de vin nouveau, ou bien c'était Bacchus lui-même avec sa couronne de pampre et sa robe couleur de raisin doré; puis venaient les satyres, chevriers des montagnes descendus pour la fête, les pans (en sanscrit *pâna*), pileurs de raisin et buveurs de moût, Cômos personnifiant les désirs qu'engendre l'ivresse, les ménades vendangeuses, qui représentent dans la mystique sacrée les bouillons du vin, enfin les centaures (les gandharvas des hymnes), êtres symboliques dont le Vêda nous donne la signification, et en qui se résument tous les parfums nés du soleil et qui s'exhalent de la terre. Le cortége était suivi par une foule tumultueuse de gens en délire. Souvent les peintures antiques et les bas-reliefs nous représentent à part Cômos escorté par des jeunes gens couronnés de pampre et portant des flambeaux, par des joueurs de flûte marchant en cadence ou dansant, par des bouffons en robes et culottes jaunes. Une gaîté folâtre anime tous ces personnages; ils chantent, et cela s'appelle le *chant de Cômos*, la comédie. J'omets les autres détails énumérés par Otfried Muller dans son *Archéologie de l'art*. Quant à Cômos, il est souvent accompagné d'Érôs, l'Amour; ils s'avancent ensemble bras dessus bras dessous et comme deux bons compagnons. Quelquefois Érôs est substitué à Cômos, ce qui nous donne la signification exacte de ce dernier nom, qui n'est pas un mot grec. Les Doriens le nommaient Kâmos; or Kâma, personnification de la joie et des désirs, a toujours été dans l'Inde l'objet d'une fête champêtre, brillante et fleurie, qui offre avec celle de Bacchus les analogies les plus frappantes.

Je ne veux pas pousser plus loin cette exposition de l'un des mystères les plus profonds et en même temps les plus gracieux et les plus simples de la société antique. Il est aisé de comprendre comment du chant du bouc et de la fête de Cômos ont pu naître les deux formes du drame. Il a suffi pour cela que les conditions extérieures fussent remplies, et, comme on dit aujourd'hui, que le milieu fût préparé, car les créations littéraires sont comme les êtres vivans dont les germes ne viennent à la vie que quand un milieu propice leur est donné. Or ces conditions se résument en une seule qu'Otfried Muller ne pouvait guère comprendre à cause de son admiration passionnée pour les Doriens et des tendances aristocratiques et féodales de son esprit : cette condition, c'est la liberté, liberté dans la vie civile et politique, liberté religieuse, liberté de l'art et de la pensée. Je ne puis attribuer aux Doriens toutes les vertus dont Otfried Muller les gratifie. Quoiqu'ils aient laissé leur nom à un mode musical, à un ordre d'architecture et à un dialecte,

par le fait ils n'ont à peu près rien produit. Dans la vie civile, ils ont conservé avec obstination un système d'inégalité qui s'est opposé à leur multiplication et a réduit en quelques siècles le nombre des Spartiates à trois cents de neuf mille qu'ils étaient d'abord. Dans l'ordre politique, ils ont défendu avec une opiniâtreté violente les principes féodaux qu'ils avaient apportés d'Asie et cette fausse liberté qui n'était que pour eux, et dont l'inégalité était la base. Quand est venue la guerre étrangère, cette noblesse sans écus a trahi la cause commune, fait alliance avec les Perses, introduit en Grèce leur action dissolvante et préparé l'asservissement de la patrie. En religion, nul progrès, la lettre morte, le rite sans intelligence. Dans les lettres et les arts, stérilité presque absolue. Ainsi quand la culture de la vigne, apportée sans doute ou conservée par eux, se fut répandue dans le monde ionien et avec elle le culte de Bacchus, aussitôt que se furent appliqués les principes de liberté et d'égalité dont Solon fut le promulgateur, on vit naître le drame. Au chœur sacré s'ajouta un récitateur des aventures de Bacchus, ce fut le premier acteur. Bientôt s'en produisit un autre, le récit devint dialogue. Pour être vu et entendu de la foule, on monta sur une estrade de bois et l'on représenta la tragédie, pendant que le chœur bachique chantait l'hymne autour de l'autel; mais pour que ces transformations pussent avoir lieu, il fallait que le poète fût indépendant du prêtre et affranchi des entraves de la religion.

Il est incontestable que l'origine grecque des deux principales formes du drame doit être cherchée parmi les Doriens. Sans tenir compte de faits historiques un peu vagues et en partie contestables, tout le monde sait que les chœurs sont écrits en langue dorienne et qu'ils ont continué de l'être jusqu'à la fin de la tragédie. C'était donc une tradition bien établie que l'hymne bachique d'où le chœur tragique avait pris naissance devait être un chant dorien. D'un autre côté, Aristote nous apprend que ce chant était composé dans l'harmonie dorienne, c'est-à-dire dans le mode mineur, mode que Platon, juste cette fois dans ses préférences aristocratiques, appelle avec raison le mode grec par excellence. De plus il est constant que la forme poétique nommée dithyrambe fut appliquée pour la première fois à l'hymne bachique chez des Doriens à Corinthe, Sicyone et Phlionte, et que les chœurs d'Arion de Méthymne y prirent à cause de cela le nom de chœurs tragiques. C'était dans la première moitié du VIe siècle avant Jésus-Christ, à une époque où l'on ne songeait nullement à ce qui fut plus tard la tragédie; par conséquent ce titre de dithyrambes tragiques signifiait seulement l'*hymne du bouc*, revêtu d'une forme chorale déterminée. Quant à cette forme, on aurait tort d'en attribuer l'invention soit à Arion lui-même, comme paraît le croire Otfried Muller d'après Hérodote,

soit à tout autre poète des temps historiques, car le mot dithyrambe n'est pas grec; l'étymologie en doit être cherchée dans un idiome plus ancien et probablement reportée aux origines du culte de Bacchus.

Il en faut dire autant de ces fameux mouvemens du chœur tragique auxquels on donna les noms de strophe, d'antistrophe et d'épode. Ces évolutions, l'école historique les décrit, mais elle n'en donne ni l'explication ni l'origine; il faut ajouter d'ailleurs que les seules données grecques en auraient difficilement rendu compte. L'étude comparée des religions, la lecture du Vêda, la liturgie vêdique, enfin un usage de politesse pratiqué en Orient de temps immémorial en rendent raison de la façon la plus simple et la plus certaine. On sait en quoi consistaient les mouvemens du chœur vers la droite et vers la gauche de l'autel de Bacchus, autel qui s'élevait au milieu de l'orchestre semi-circulaire entre les gradins du théâtre et la scène. Le chœur se tenait debout vers la gauche de l'autel, puis chaque choriste, faisant sur lui-même un quart de tour, se mettait en marche vers la droite, et après avoir accompli une demi-révolution revenait sur ses pas pour reprendre sa place. Cette marche et cette contre-marche n'étaient pas une création orchestique des auteurs de tragédies; elle était aussi ancienne que le sacrifice de Bacchus, et c'est de là qu'elle avait passé dans le drame. Or la liturgie vêdique ajoute à ces mouvemens du chœur sacré un fait d'une importance majeure, c'est la manière dont ils étaient orientés. L'autel était primitivement disposé de telle sorte que le prêtre eût le visage tourné vers l'orient, usage qui a longtemps prévalu même chez les chrétiens. Le chœur, c'est-à-dire les fidèles ou plutôt les prêtres qui assistaient l'officiant, et dont le nombre a changé plusieurs fois, regardaient aussi du même côté. A l'horizon se levait le soleil. Or les peuples âryens, n'étant sortis que fort tard de l'hémisphère boréal et n'ayant jamais qu'en très petit nombre dépassé l'équateur, voyaient le soleil levant prendre sa marche obliquement vers le midi, c'est-à-dire à droite de l'autel qui brûlait devant eux; c'est à ce moment même que l'on entonnait l'hymne, et le chœur, pour honorer le grand illuminateur et le père de la vie, marchait aussi vers la droite à sa rencontre, chantait la louange et retournait ensuite à son poste pour assister au reste de la cérémonie. Cet usage, comme on le voit, n'a rien d'exclusivement hellénique; il est, comme Orphée et plus que lui, contemporain des premiers cultes âryens. Les Grecs l'ont apporté d'Asie avec eux. Soumis aux rhythmes doriens dans le voisinage des temps historiques, il a passé des vignobles de l'isthme dans ceux des coteaux athéniens, et a été gardé par la tragédie lorsqu'elle s'est définitivement constituée.

La part qui revient aux Doriens dans la formation du drame est

donc très petite, puisque, sauf un rhythme choral, elle se réduit à un usage primordial dont ils n'ont été que les conservateurs; mais pour nous le drame, c'est le dialogue, c'est l'acte qui s'accomplit sur la scène. Or l'action dramatique a été créée par des Athéniens, la langue du dialogue est l'ionien d'Athènes, la musique des parties chantées par les acteurs ne peut jamais, selon Aristote, être l'harmonie dorienne. La scène, les gradins, le masque aussi sans doute (1), en un mot toute l'organisation matérielle du théâtre est une création athénienne; elle date de la fin du VIe et de la première moitié du Ve siècle avant Jésus-Christ. Presque tous les élémens de la tragédie sont postérieurs à Solon, c'est-à-dire à l'apparition dans le monde et la première organisation de la démocratie et de la liberté.

De même et presque en même temps le chant de Cômos, demeuré stérile entre les mains des Doriens, fut importé dans une commune de l'Attique par un Mégarien nommé Susarion. A peine introduit dans ce milieu fécond, chez un peuple libre, nullement mystique, composé de commerçans et de marins, s'assimilant les inventions d'autrui et les développant avec une initiative puissante, le chœur grotesque du dieu du vin se transforma en une scène régulière qui fut la comédie. Pleine de liberté, d'audace et de folie, la comédie naissante se prit à toutes choses et se railla de Bacchus lui-même et des dieux, au grand scandale des peuples doriens et des vieilles féodalités. Son histoire fut celle de la liberté athénienne : politique pendant plus de cent ans, elle cessa de l'être après la prise d'Athènes par le Dorien Lysandre. Dès lors, privée de moralité ainsi que d'indépendance, elle montra tout à la fois plus d'art et moins de grandeur, jusqu'au jour où la Grèce, devenue monarchique et asservie sous les rois macédoniens, cessa de produire des œuvres comiques dont la postérité ait dû garder le souvenir.

Là s'arrête l'œuvre d'Otfried Muller; nous ne pousserons pas plus avant notre examen pour ne point empiéter sur le livre de M. Donaldson. Nous dirons seulement qu'à partir d'Alexandre le Grand une influence nouvelle se fait peu à peu sa place dans le monde hellénique, c'est celle de l'Orient. L'Orient à cette époque, c'est la Perse et l'Inde. Le mouvement des esprits se concentrait dans Alexandrie; là était le rendez-vous des poètes, des littérateurs, des savans, des philosophes, de tous ceux que préoccupait la rénovation religieuse de l'Occident. Athènes était comme annulée : la force était à Rome, et l'idée en Égypte. D'ici partait une action puissante

(1) Quant au cothurne, mot qui n'est pas grec et qui désignait la chaussure élevée et massive de Bacchus, il est probable qu'il avait une origine mystique, et qu'il symbolisait le pied de vigne sur lequel croissent chaque année les sarmens nouveaux.

qui se faisait sentir dans toutes les parties de la littérature, des arts et de la civilisation hellénique. Les formes que dans son originalité l'esprit grec avait créées ou perfectionnées depuis dix siècles s'effaçaient peu à peu devant les doctrines de l'Inde et de la Perse, si bien qu'un jour vint où le Juif alexandrin Philon, contemporain ou prédécesseur immédiat du Christ, put écrire cette formule significative : « Il y a ici un homme qui s'appelle l'Orient. » Ce jour-là, la Grèce originale cessait d'être, ses idées se fondaient dans un milieu nouveau où elles disparaissaient, quoique sans se perdre, comme une goutte d'eau dans l'océan; le monde chrétien allait naître.

Si donc il était permis d'introduire une formule mathématique dans une histoire qui ne semble pas au premier abord susceptible d'une aussi grande précision, j'exprimerais ainsi la loi qui a présidé au développement du génie grec, loi que n'a pu apercevoir Otfried Muller : l'originalité hellénique n'est pas absolue, elle suit une courbe qui commence à zéro et se termine de même; cette courbe s'élève au-dessus de la ligne horizontale suivant des ordonnées qui vont croissant jusqu'à l'époque de Périclès; là est son point culminant. Au-delà, cette courbe d'originalité redescend jusqu'à ce qu'elle atteigne l'horizontale, avec laquelle elle finit par se confondre sensiblement. A l'origine de cette courbe, je placerai, si l'on veut, le nom d'Orphée, et à la terminaison celui de Justinien; tout entière elle se trouve comprise entre un symbole primordial de l'Asie et un empereur chrétien de Constantinople. Le milieu d'où elle s'est dégagée, c'est l'Orient ancien; le milieu où elle est rentrée, c'est le christianisme, que nous pouvons à bon droit nommer l'Orient nouveau. La Grèce n'est tout à fait elle-même qu'au temps de Périclès, dans la race ionienne et plus précisément encore dans Athènes. Elle a grandi par un mouvement propre de dépouillement du passé et de croissance intérieure, comme un bourgeon vigoureux qui sort au printemps de son enveloppe d'hiver. Sa floraison s'est produite par la liberté. A mesure qu'elle l'a perdue, elle a cessé par degrés d'être elle-même, et quand ses peuples se sont réveillés pour une vie nouvelle à la voix de Paul sur l'Aréopage, ils ont reconnu qu'ils étaient chrétiens. Ainsi viennent successivement au jour les formes de la vie : prise en elle-même, chacune d'elles semble dans son individualité être originale et spontanée; rapprochée de celles qui la précèdent ou qui la suivent et rapportée à son origine, elle apparaît comme un produit naturel du passé et comme une matrice où s'élaborent les formes à venir.

ÉMILE BURNOUF.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 septembre 1866.

La publication de la circulaire adressée par M. de La Valette aux agens de la France au dehors est une des manifestations de la nouvelle ère politique dont tous les esprits réfléchis aperçoivent les signes avant-coureurs. Un certain ordre de choses est en train de finir; quelque chose de nouveau va commencer. En publiant au *Moniteur* la circulaire du ministre intérimaire des relations extérieures, le gouvernement a cédé instinctivement à la nécessité des circonstances curieuses où nous nous trouvons placés : il a compris qu'il fallait parler à l'esprit public, qu'il importait de définir une situation à laquelle l'opinion n'avait point été préparée, qu'il était urgent d'indiquer à la France un point de départ pour aborder les perspectives qui se présentaient à elle d'une façon si peu prévue. En se mettant à ce propos en communication avec le public, le gouvernement a posé le problème et a ébauché une solution provisoire; avant tout, il a pris pour lui-même et il a donné à la France une contenance. On ne peut que le remercier d'avoir compris ce premier besoin d'une situation incertaine et embarrassée, et d'avoir très raisonnablement et assez galamment assis sur la paix ses vues et ses conjectures.

Peut-être y a-t-il lieu de regretter que le gouvernement n'ait eu à sa disposition, pour parler au public, d'autre moyen que la rédaction d'un document diplomatique. Dans la situation où nous sommes, il eût fallu peut-être, pour s'adresser à l'opinion publique, une forme plus prime-sautière, plus élastique, plus flottante. Dans les pays où le régime représentatif a ses libres allures, les ministres qui sont des chefs d'opinions en même temps que des agens et des organes du pouvoir, ont mille occasions d'éveiller, d'éclairer, de guider la pensée publique sans se lier dans les formules dogmatiques des papiers d'état. Aux États-Unis ou en Angleterre, que le ministre des affaires étrangères ait quelque chose à dire au public dans l'intervalle des sessions, une réunion d'électeurs, un banquet de lord-

maire, une cérémonie quelconque dans la première petite ville venue lui permet d'exposer ses vues d'une façon tout individuelle, avec simplicité et bonne humeur, dans une langue familière qui évite l'écueil du pédantisme et la fixité obligatoire de la parole écrite des papiers d'état. Les aperçus et les théories d'une harangue improvisée échappent à la raideur du dogme et ne créent point d'engagemens absolus : on peut, à cet exercice, être hardi sans être compromettant; on peut y essayer sur l'esprit public des idées ingénieuses, piquantes, fécondes, et, grâce à la bonhomie du ton, à la fluidité de l'expression, tourner les difficultés, au lieu de s'achopper aux phrases inflexibles et invariables du document rédigé. Il nous semble que, dans les circonstances où se trouve la France, nous aurions besoin d'un peu de cette libre parole voltigeant autour des questions, et portant sans apprêt l'attention du public sur les objets qui l'excitent ou le préoccupent. Malheureusement nos mœurs ou nos institutions ne se prêtent point encore à cette élasticité de la vie politique. L'intervention d'en haut ne s'exerce parmi nous que sous les formes solennelles. On a toutefois compris sagement qu'il fallait ménager et réserver en ce moment la parole directe du chef de l'état. Après le discours d'Auxerre et la lettre à M. Drouyn de Lhuys, on a senti qu'il y aurait des inconvéniens à réclamer de l'empereur lui-même l'exposé de la situation présente. On a eu recours à la forme de la note diplomatique, qui se prête mieux aux aperçus secondaires et à l'argumentation. Un discours de *meeting* eût mieux valu à notre gré qu'une dépêche.

Ce que nous approuvons avant tout dans la circulaire de M. de La Valette, c'est la conclusion fermement pacifique et le ton de confiance avec lequel sont abordées les nouvelles conditions de l'Europe. — Ce qui peut donner matière à contestation, ce sont les développemens de la pensée ministérielle qui touchent à des points trop nombreux ou tranchent par des assertions trop sommaires les questions soulevées. C'est ici que se rencontrent les difficultés de la tâche qu'on entreprend quand on veut définir par un papier d'état une situation complexe et vaste, une crise véritable de l'histoire européenne. Les circulaires diplomatiques ne peuvent guère s'appliquer qu'à la discussion d'une question précise et nettement délimitée. Elles ne sont point un cadre naturel pour la philosophie prophétique de l'histoire. Un ministre des affaires étrangères, quelle que soit la grandeur de ses conceptions, ne peut se placer, comme le philosophe et l'historien, au-dessus des liens de procédure et de légalité qui unissent dans la pratique les faits aux faits : il y a un élément obligé de notaire et d'avoué dans un ministre des affaires étrangères, et les hommes politiques ne lui accordent point les mêmes libertés qu'à l'historien, appliqué à étudier les lois de la dynamique mystérieuse qui régit les peuples et l'humanité. Nous ne sommes donc point surpris des réclamations qu'a excitées par exemple le passage de la circulaire où il est parlé de la puissance irrésistible qui pousse les peuples à se réunir en grandes agglomérations en faisant disparaître les états secon-

daires, et qui invoque une inspiration providentielle en faveur de ce mouvement. La promulgation d'une telle loi serait un acte bien hardi de la part d'une chancellerie d'état. Que de tendances naturelles et quels droits positifs on supprimerait ainsi d'un seul mot! Quelle vaste théorie pour expliquer les laborieux accroissemens de la Prusse! Quelle sanction imprudente donnée aux convoitises et aux entreprises des forts au détriment des faibles! Le danger de ces considérations générales de la circulaire est parfois dans une pensée qui manque des développemens et des restrictions nécessaires, parfois dans des expressions qui peuvent paraître déplacées aux esprits libéraux. Pourquoi par exemple dire que le rôle de la France est de cimenter l'accord entre toutes les puissances qui veulent à la fois maintenir *le principe d'autorité* et favoriser le progrès? Pourquoi ajouter que cette alliance enlèvera à *la révolution* le prestige du patronage dont elle prétend couvrir la cause de la liberté des peuples? Quelle vertu trouve-t-on dans ce vieux mot mystique de principe d'autorité? L'idée et le mot moderne, c'est l'autorité de la loi, de la loi émanée de la liberté des peuples. Par quelle méprise, le mot de révolution est-il employé en un sens défavorable dans un document français? C'est une tactique des adversaires de la liberté en France, pour condamner la régénération sociale et politique dont nous sommes redevables à la révolution, d'appliquer le terme de révolutionnaires à l'esprit de violence qui place la force au-dessus du droit et qui justifie les moyens par la fin. Les hommes d'état français ne devraient jamais se laisser prendre au piége de cette confusion de langage. Nous ne devrions jamais accepter et employer le mot de révolution qu'au sens glorieux; ce mot ne devrait éveiller en nous d'autre pensée que le souvenir reconnaissant et fier du grand acte de l'affranchissement de la démocratie française. Nous devrions imiter les Anglais et les Américains, qui ne parlent jamais de leur révolution qu'avec orgueil. D'ailleurs l'occasion n'est point heureuse d'opposer l'esprit d'autorité au prestige de la révolution. Le principe d'autorité est représenté dans la circonstance par le roi de Prusse; or ce monarque fait sous nos yeux l'application la plus audacieuse de ces procédés extra-légaux et violens qu'on appelle en mauvaise part les moyens révolutionnaires. Il n'y a pas à l'heure qu'il est, il n'y a pas eu depuis des siècles de plus grand révolutionnaire dans le monde que le bon roi Guillaume. Jamais on n'a vu dans l'ancien droit européen des souverains, même après les guerres les plus acharnées, détrôner les souverains ennemis. Le roi de Prusse démolit sans scrupule tous les trônes qui font obstacle à la mission de la Prusse. Le spectacle qu'il nous donne n'est point fait pour scandaliser ceux qui ont une foi médiocre dans l'avenir de l'institution monarchique en Europe : on pose là le principe d'un talion que l'avenir exécutera peut-être; mais les dévots du principe d'autorité choisissent mal le moment et l'exemple pour proclamer l'amoindrissement du prestige révolutionnaire.

Une autre considération générale émise dans la circulaire présenterait

un intérêt pratique plus actuel, si elle était incontestable. La circulaire annonce la fin de la coalition des puissances du nord et l'ère de la liberté des alliances. Il ne faudrait point exagérer la portée d'un tel résultat. Il y a plus longtemps qu'on ne le dit que la coalition du nord avait cessé d'être autre chose qu'une fantasmagorie. D'abord elle n'avait point gêné longtemps la liberté d'action de la France. Il y a aujourd'hui plus de cinquante ans que la triple alliance du nord s'était formée. Elle n'avait pas duré plus de quinze ans, — et l'on sait combien est courte une distance de quinze années dans le développement d'une situation politique, — que la France, en accomplissant la révolution de juillet, avait porté à la coalition le plus violent des défis, et lui avait arraché la preuve la plus éclatante de son impuissance. Cette terrible coalition demeura passive et inerte devant la France émancipée. La révolution se fit en Belgique et en Espagne. L'alliance du nord dut assister à tout cela avec une mauvaise humeur mal déguisée, mais dans une inaction complète. Cette coalition eut dès lors un contrepoids dans l'alliance de la France et de l'Angleterre : on pouvait la regarder sans inquiétude quand la France et l'Angleterre étaient d'accord. Peut-être à l'époque actuelle, si accidentée d'aventures diplomatiques, serait-il équitable de donner un souvenir à un homme d'état qui eut l'honneur de combattre dès le principe et de déjouer plus d'une fois l'alliance du nord avant et après 1830. Nous ignorons si l'heure de la justice n'a pas encore sonné pour M. de Talleyrand. Quant à ceux qui ont assez d'intelligence et de connaissances pour la devancer, ils ne sauraient oublier la clairvoyance, l'habileté, le bonheur avec lesquels ce négociateur consommé sut résister à la coalition du nord. Il l'avait détruite en 1814 même, à Vienne, en plein congrès, par le rapprochement et le traité secret qu'il avait eu l'art d'établir entre la France, l'Angleterre et l'Autriche, et sans les événemens de 1815 il n'y eût point eu d'alliance des trois puissances du nord et de l'est. Il se remit à l'œuvre avec une égale adresse après 1830 : il contre-balança la coalition, déjà bien vieillie, par la quadruple alliance unissant la France, l'Angleterre, la Belgique et l'Espagne. Depuis lors et tant que l'accord se maintint avec l'Angleterre, la coalition du nord ne put nous donner de soucis, et il fallait y mettre beaucoup de complaisance pour lui faire l'honneur de croire à sa durée. Qui l'a mieux éprouvee que notre présent gouvernement? Où était la coalition du nord quand nous étions en Crimée? Où était-elle quand nous entrions en Italie? Qu'on nous donne aujourd'hui l'avis de ses funérailles, nous y consentons; mais convenez qu'on l'enterre bien longtemps après sa mort.

L'avenir expliquera ce qu'il faut entendre par la liberté des alliances. Nous applaudirions au mot et à la chose, si la liberté des alliances signifiait que l'Europe en a fini avec les manigances de cours et de cabinets, si désormais les alliances ne devaient plus être fondées que sur la réciprocité d'intérêts et l'estime mutuelle des peuples civilisés devenus maîtres de leurs propres gouvernemens. Il n'est malheureusement point exact encore

que les peuples européens qui tendent vers ce but soient près de l'atteindre. Nous sommes dans une période transitoire où les affinités dynastiques et la politique personnelle des souverains peuvent encore contrarier, tout en les subissant en partie, les tendances naturelles des peuples. Qu'on prenne l'exemple de la Prusse : il y a là certainement une nation et une grande nation qui vit de sa propre vie, dont les citoyens, animés d'une émulation généreuse, grandissent par l'instruction, par la science, par le travail, par l'intelligence et l'énergie industrielles, par une forte éducation militaire. Le peuple prussien est évidemment appelé à être un jour le seul arbitre de ses destinées; ce jour-là, le peuple français, nous en sommes convaincus, s'il a marché d'un pas égal dans la voie du progrès viril, et s'il a fait porter tous ses fruits à sa glorieuse révolution, ne devra donner aucun ombrage à la nation prussienne, ni redouter d'elle aucun antagonisme, quelque puissante qu'elle soit devenue. Mais les choses sont loin encore d'être aussi simples que cela. Malgré toute la séve moderne que la Prusse possède, son gouvernement continue à employer avec une vigueur pleine de franchise les procédés monarchiques d'ancien régime. Il y a une dynastie en Prusse, et cette dynastie possède encore les idées, les inclinations, les traditions et les ressources que les anciennes familles souveraines apportaient autrefois dans les combinaisons de la politique européenne. Dans cet ordre de choses, toute sorte d'étroites relations existent entre la famille royale de Prusse et les grandes ou les petites cours d'Europe. On nous parle de la fin de la coalition du nord : la force de cette coalition résidait surtout dans l'union étroite et aujourd'hui séculaire des maisons et des cours de Prusse et de Russie; les relations intimes qu'ont entretenues depuis le partage de Pologne les maisons régnantes de Russie et de Prusse ont été et sont encore un des ressorts les plus puissans de la politique générale de l'Europe. Voilà ce monde européen où aux choses modernes se mêlent encore tant de vieilles pratiques et de vieilles forces demeurées vivaces : on nous prévient que nous l'allons aborder avec la liberté des alliances; la liberté soit, mais n'est-il point visible que nous n'y avons pas, dans l'ordre de choses que nous indiquons, l'identité des moyens et l'égalité des chances? Avant la révolution, sous l'ancien régime, nous luttions contre les influences de dynastie et de cour qui survivent encore ailleurs par des influences semblables. Nous avions nos pactes de famille; nos alliances dynastiques s'entre-croisaient avec toutes les maisons régnantes d'Europe; les fils de nos rois trouvaient tout autant d'unions dans les cours allemandes qu'en peuvent nouer de nos jours les grands-ducs de Russie; des princes allemands, des princes étrangers, à la suite de ces mariages, prenaient du service en France et ne se trouvaient point expatriés à Versailles. La perte de ces trains, de ces appendices, de ces cortéges princiers, ne nous inspire, Dieu merci, aucun regret pour la France. Il importe cependant, quand nous parlons de la liberté des alliances, de noter pour mémoire que nous ne possédons plus, pour la formation et la con-

tinuation de ces combinaisons politiques, bien des facilités intimes, très efficaces, quoique frappées de vétusté, qui demeurent encore à la disposition de la plupart des autres gouvernemens monarchiques du continent.

La conclusion vraiment pratique qu'il y aurait à tirer de l'examen de la situation de l'Europe serait donc pour la France de se replier sur elle-même et de chercher avec ardeur dans sa vie politique intérieure cette force matérielle et morale qui est la condition la plus sûre du rayonnement extérieur d'un grand peuple. La France n'a aucun agrandissement territorial à désirer; aucun intérêt sérieux, aucun sentiment naturel ne la pousse à nourrir contre d'autres peuples ou à exciter contre elle-même des haines de race. Toute son ambition, et celle-là est la plus noble et la plus légitime, devrait être de s'élever et de grandir dans les belles limites où son histoire l'a placée. Quelle vaste carrière lui ouvrent les progrès intérieurs qu'elle doit, sous peine de déchoir, accomplir sur elle-même! Une pensée revient sans cesse depuis cinq ans dans les discours et les écrits des grands citoyens américains qui ont fait triompher l'Union et la république, et il est impossible à des Français qui n'oublient point la noblesse de leur race d'entendre sans émotion l'écho de cette pensée : « Ne laissons pas périr, disent les patriotes américains, sauvons à tout prix, défendons non-seulement pour nous-mêmes comme un héritage que nous avons reçu de nos pères et que nous devons transmettre à nos enfans, mais pour l'humanité tout entière, à laquelle elle montre l'idéal et prépare un abri libérateur, cette grande forme républicaine qui assure la liberté sur le fondement de l'égalité et de la justice. » Nos contemporains des États-Unis reconnaissent et proclament, par l'organe de leurs plus éminens politiques et de leurs meilleurs citoyens, la responsabilité qu'ils encourent envers l'humanité tout entière dans la durée et le perfectionnement de leurs institutions républicaines. Jamais, dans l'ordre social et politique, une plus belle et plus honnête ambition ne s'est confondue avec une plus grande conception du devoir. Cette ambition et cette idée du devoir furent celles de nos pères. On pensait et on parlait ainsi chez nous au début de la révolution. On crut alors avec une naïveté digne de respect que la France allait réaliser pour elle-même et au profit de l'humanité l'exemplaire du gouvernement raisonnable et juste, du gouvernement du peuple par le peuple. Et cette espérance ne fut point considérée alors dans le monde comme une effusion de la vanité française. En Angleterre, en Allemagne, en Italie, les plus grandes intelligences alors vivantes répondirent à la bonne promesse et crurent à la mission de la France. La France demeure encore responsable devant l'humanité de l'achèvement de sa révolution. Les échecs qu'elle a maintenant à réparer ne sont plus les échecs militaires, ce sont les avortemens trop répétés de ses efforts vers la liberté politique; ce ne sont plus ses frontières qu'il faut reculer, ce sont ses institutions qu'il faut élargir; ce ne sont plus seulement ses cadres militaires qu'il faut étendre, c'est l'énergie morale de ses citoyens qu'il faut exciter par un plus libre exer-

cice des compétitions de la vie politique; il faut susciter les hommes chez nous, les former et les éprouver par l'instruction, par une participation plus directe, plus franche, plus active, plus décisive, à la conduite des affaires publiques.

Le moment de la rénovation intérieure ne pouvait être marqué d'une façon plus saisissante que par les événemens européens qui viennent de se passer devant nous, et qui ont causé à la France l'émotion sourde que la circulaire de M. de La Valette constate sans hésitation. Aux mécomptes et aux incertitudes de la politique extérieure, il est urgent de répondre par l'union des forces intérieures de la France intrépidement évoquées. Il est difficile chez nous d'aborder la question du progrès des institutions politiques; on risquerait, dans une discussion semblable, de toucher à la constitution, dont, par une précaution légale prise fort intempestivement, il est, depuis quelques mois, interdit de parler. Une prudence qu'on trouvera peut-être maladive nous détourne de nous engager sur un terrain aussi scabreux; mais tout le monde ne sent-il pas ce qui nous manque? Ne regrette-t-on pas que des démarches politiques qui ont eu des conséquences aujourd'hui regrettées de tous n'aient pu être prévenues par des résistances opportunes ou un contrôle vigilant? Ne se plaint-on pas généralement de la disette où nous sommes en fait d'hommes publics capables de rallier des groupes d'opinions, de stimuler l'éducation politique du pays, de mériter sa confiance en se mettant en communication directe et fréquente avec lui? Le pouvoir a sans doute dans les principales fonctions de l'état des représentans et des serviteurs éminens; mais qui s'aviserait de prétendre que le nombre des candidats aux grands postes soit suffisant? Napoléon Ier écrivait à Sainte-Hélène, avec un grand sens, qu'un peuple possède toujours en lui les hommes nécessaires à la conduite de ses intérêts; mais il ajoutait avec non moins de justesse qu'il ne suffit point que ces hommes existent, qu'il faut encore qu'ils soient connus. Nous ne mettons point en doute qu'il n'existe en France beaucoup d'hommes de talent capables de rendre de grands services, si les circonstances leur imposaient de patriotiques devoirs; mais nous déplorons qu'il y en ait si peu de connus. La renommée est d'une étrange stérilité pour les contemporains. Il n'est point rassurant d'affronter les surprises des événemens avec un personnel de *leaders* politiques si clair-semé et si insuffisant. L'éducation politique du pays ne peut être considérée comme substantielle, là où la production des hommes et des réputations est si ralentie. La liberté était autrefois comme une séve qui répandait partout la vie et le rayonnement, et créait des forces individuelles et publiques dans toutes les sphères. Il semble que la France, sous le régime retentissant des concurrences politiques, connaissait mieux, non-seulement ses orateurs et ses écrivains, mais encore ses magistrats, les chefs de ses grands services administratifs, ses généraux et ses officiers d'espérance. Une légitime et plus délicate amorce de gloire excitait mieux le mérite, on se sentait vivre davan-

tage. Dans l'embarras où nous sommes pour expliquer nos timides vœux de progrès politiques, nous nous contenterons de dire que l'état de choses actuel ne satisfait point assez la sécurité de l'opinion publique, ne suscite point assez l'essor des forces vives de la nation; il faudrait enfin, à notre gré, si la France, suivant un de ses plus nobles et plus aimables instincts, veut parler à l'intelligence et à l'imagination des peuples, que l'on rendît le jeu de ses institutions plus actif, plus lumineux et plus attrayant. Prenons-y garde : nous ne sommes plus sur le continent le seul peuple éclairé et fort; quelle disgrâce si dans peu d'années il arrivait que l'Allemagne prussienne, non contente d'avoir changé les conditions de l'équilibre, nous laissât en arrière d'elle dans le développement de l'autonomie intérieure et des libertés politiques!

Dans le court intervalle de repos rêveur qui nous est laissé, les dernières agitations qui ont suivi la guerre s'apaisent à peu près partout. Le gouvernement prussien a réussi à faire voter par la chambre des représentans une portion de ce fameux trésor de réserve, au maintien duquel les vieux politiques berlinois tiennent par superstition historique comme à un des instrumens les plus efficaces des agrandissemens de leur pays. Dans ce débat, l'homme d'état éminent qui dirige les finances prussiennes, M. von der Heydt, et M. de Bismark lui-même ont fait entendre des paroles inquiétantes sur l'état de l'Europe. Ils ont parlé de la possibilité prochaine de guerres nouvelles, ils ont dénoncé l'irritation persistante de la cour de Vienne, ils ont indiqué la situation précaire de l'Orient. Il y a là, dit-on, autre chose que des argumens de circonstance. On est étonné que le gouvernement prussien, au milieu de ses triomphes, ne parvienne point à se rassurer complétement. On le représente comme défiant et alarmé. Si ses inquiétudes sont sincères, elles n'en paraîtront pas moins bizarres. La Prusse a sans doute une tâche laborieuse et compliquée à mener à fin pour s'assimiler ses conquêtes et instituer sa confédération du nord, représentée en un parlement émané du suffrage universel; mais elle n'est en présence d'aucun péril imminent. L'Autriche, même courroucée, ne peut rien contre elle; quant à la question d'Orient, malgré ses misères, elle n'est vraiment à redouter que lorsqu'il plaît à quelque grande puissance d'aller y chercher le prétexte d'une commotion européenne. Parmi les conducteurs actuels des peuples, nous ne voyons que M. de Bismark qui pût être capable d'aller chercher en Orient le prétexte de quelque vaste combinaison. Heureusement la réorganisation de l'Allemagne lui donne aujourd'hui trop de besogne pour qu'il puisse avoir la velléité de mettre le feu à l'Europe à propos de l'insurrection candiote.

Les discussions financières qui ont si longtemps retardé la conclusion définitive de la paix entre l'Autriche et l'Italie sont maintenant terminées. Les bons offices de la France ont été encore dans cette circonstance utiles à l'Italie. La nation italienne va enfin s'appartenir à elle-même. Une dernière difficulté reste à surmonter, nous voulons parler de l'exécution de

la convention du 15 septembre. C'est au mois de décembre que va cesser la présence de la France armée à Rome. Le pouvoir pontifical va se trouver seul en face des sujets qui lui sont restés. Une petite légion de volontaires français s'est jointe aux troupes du pape. Cette légion, qui n'est point une force, est exposée à devenir un embarras; la lettre écrite à son chef par notre ministre de la guerre et le discours qui lui a été adressé par le général d'Aurelle ne sont point de nature à diminuer les difficultés que cette légion peut rencontrer dans son séjour à Rome. Quoi qu'il en soit, la politique habile pour les patriotes et le gouvernement de l'Italie est de ne point exagérer ces difficultés et d'apporter dans l'exécution de la convention de septembre des dispositions patientes. La question qu'il s'agit maintenant de résoudre à Rome est une question de force morale et non de force brutale. Il faut donner à la cour de Rome le temps de s'accommoder à la nouvelle posture des choses et la laisser arriver naturellement au rétablissement des relations avec le gouvernement italien. La cour de Rome, n'ayant plus dans son gouvernement temporel l'appui de troupes étrangères, sera bien forcée de se prêter à la longue aux nécessités des temps. Un grand acte de rénovation religieuse s'apprête ainsi solennellement dans la ville éternelle. Le gouvernement spirituel du catholicisme transformera inévitablement ses institutions organiques. Rome se trouvant placée politiquement sous l'influence du royaume d'Italie, l'organisation de l'autorité spirituelle ne pourra plus se conserver dans les conditions qui avaient été adoptées en vue de l'intérêt du principat temporel. Le sacré-collége ne pourra plus être formé aux trois quarts de cardinaux italiens, la tiare ne devra plus être conférée exclusivement à un cardinal péninsulaire; toutes les provinces du monde catholique auront droit à être représentées dans une proportion plus conforme à leurs populations respectives dans le gouvernement spirituel de l'église romaine. Les concordats, dans cette nouvelle ère, ne tarderont point à être abandonnés comme de vieux traités en déchéance. Toute pactisation entre les pouvoirs temporels et le pouvoir spirituel deviendra sans objet. L'église catholique en tout pays n'aura à chercher les légitimes garanties de son indépendance que dans la liberté commune. Les clergés seront obligés de devenir revendicateurs de libertés générales, au lieu d'être des instrumens de règne. Les églises catholiques tendront à devenir partout ce qu'elles sont déjà à peu près en Angleterre et aux États-Unis. La profonde formule de M. de Cavour, l'église libre dans l'état libre, qui n'est point une utopie, puisqu'elle règne aux États-Unis et jnsqu'à un certain degré dans l'empire britannique, devra nécessairement être adoptée par tous. Il y a là dans les conditions matérielles de l'organisation ecclésiastique les signes et les éléments d'une profonde et salutaire révolution. C'est à l'Italie qu'est confiée la mission de déterminer cette révolution; c'est elle qui est responsable du succès de cette expérience devant les peuples chrétiens. L'importance d'une œuvre si considérable

doit assurément suggérer aux hommes d'état italiens des conseils de patience et de prudente modération.

La force des événemens a ainsi donné à l'Italie une vocation de grand peuple appelé à influer sur les destinées religieuses et politiques des autres nations. Une mission pareille devrait inspirer un profond sentiment de dignité aux hommes d'état chargés du gouvernement de l'Italie. Il y a malheureusement un pénible contraste entre la grandeur des transactions que le cabinet italien doit entamer à une date prochaine avec le gouvernement du catholicisme et les présentes conditions matérielles de l'Italie. Le gouvernement de Florence est obligé de vaincre et de réprimer en Sicile une brutale sédition; il n'est point maître d'assurer à toutes ses provinces les garanties de l'ordre matériel; il a en outre à lutter contre la pression douloureuse de la gêne financière. Nous ne mettons point en doute qu'il ne vienne à bout de ces pénibles difficultés. Le rétablissement de l'ordre dans les régions troublées par le brigandage n'est plus qu'une affaire de temps, maintenant que l'Italie recouvre par la paix la disposition complète de ses forces. La question financière est plus compliquée et peut-être plus difficile. Il serait plus à craindre qu'elle ne fût compromise par des mesures précipitées et mal coordonnées. Le mieux pour le trésor italien serait de renoncer aux expédiens usuraires et de ne pas chercher des secours incomplets dans des aliénations imprévoyantes de ressources futures. Que le gouvernement mette fin le plus tôt possible à l'ère des pleins pouvoirs. Une fois la paix conclue, il doit connaître et faire connaître au public ses besoins d'argent et ses ressources. Le crédit financier de l'Italie et l'établissement régulier de ses services publics ne peuvent s'établir que par un appel sage et courageux au crédit, justifié par une révélation claire et complète des élémens de la situation financière.

Tandis qu'en France il y a lieu de critiquer la mollesse et la circonspection des mœurs publiques, les États-Unis en ce moment nous opposent le contraste d'un spectacle bien différent. Qui n'est frappé de la lutte véhémente engagée depuis un an entre le président Johnson et le parti républicain, le parti qui a empêché la dissolution des États-Unis, et qui est représenté par la majorité du congrès? L'épisode le plus caractéristique de cette lutte est ce curieux voyage du président Johnson dans les états du nord et de l'ouest qui vient de se terminer. Il est difficile à des étrangers de prendre parti dans les discussions intérieures d'un peuple. Nous ne pouvons nous passionner avec l'impétuosité et la violence américaine ni contre Johnson et Seward, ni contre Thaddeus Stevens et Sumner. Ces vigoureux partisans se combattent par des accusations calomnieuses auxquelles nous ne saurions nous joindre ni d'un côté ni de l'autre. Il nous est plus facile et plus agréable de discerner les mobiles honnêtes qui font agir chacun des deux partis. Johnson s'est placé sous la domination d'une idée simple bien propre à toucher un honnête homme chargé de la responsabilité d'un

grand pouvoir. Il a cru que, si Lincoln avait eu pour mission de vaincre l'esprit de séparation, sa mission à lui était de hâter le rétablissement entier de l'union par l'admission au congrès des représentans des états rebelles. Stevens, Sumner, le parti républicain, ont pris plus à cœur les intérêts qui avaient été engagés dans la lutte; ils ne veulent point, par une admission trop facile des états rebelles, courir le danger de livrer à une coalition de démocrates et d'hommes du sud, c'est-à-dire de vaincus impénitens, le gouvernement suprême des États-Unis. Des deux côtés, on soutient la lutte avec une robuste énergie qui étonne nos frêles tempéramens européens. Les chances des combattans devant l'opinion ne peuvent point s'apprécier encore avec précision. Il nous semble cependant que le succès des prochaines élections s'annonce en faveur des républicains. Ce parti est celui qui a donné les plus fortes preuves de patriotisme, c'est le plus convaincu, c'est le mieux organisé. Le président Johnson d'ailleurs a mal fini son voyage d'agitateur. Ses intempérances de langage ont lassé et froissé à la longue l'opinion publique. Ce qui lui a fait le plus de mal, paraît-il, c'est de s'être comparé au Christ avec une insistance de mauvais goût : chose curieuse, le sentiment religieux a été offensé d'une assimilation qui lui a paru blasphématoire. Si Johnson et son parti sont battus aux élections, c'est l'esprit dévot qui aura consommé leur défaite. E. FORCADE.

LA JEUNE LITTÉRATURE.

I. *Les Français de la décadence*, par M. Henri Rochefort; 1 vol. — II. *Les Réfractaires*, par M. Jules Vallès; 1 vol. — III. *La Rue*, par le même; 1 vol. — IV. *Un Assassin*, par M. Jules Claretie; 1 vol. — V. *Voyages d'un Parisien*, par le même; 1 vol. — VI. *Les Mémoires du boulevard*, par M. Albert Wolff; 1 vol.

Et d'abord il faudrait s'entendre. Que signifient ces mots de littérature sérieuse et de littérature légère dont on se sert si souvent? Y a-t-il donc une grande et une petite littérature? A quels traits les peut-on reconnaître et les distingue-t-on l'une de l'autre? où est la frontière qui les sépare? Rien n'est plus difficile, si on y songe un peu, que de tracer de ces démarcations, de classer, d'étiqueter les fruits de l'intelligence humaine, car enfin ici c'est l'impalpable, c'est une limite tout idéale qu'il faut saisir. Il ne suffit pas de dire : Ceci est de la grande, ceci est de la petite littérature. La valeur d'un livre ne se mesure pas toujours à l'ambition de celui qui l'écrit. La gravité n'est quelquefois que le pseudonyme de l'ennui, de même que dans une certaine apparence de frivolité il peut y avoir plus de sérieux que dans l'œuvre la plus prétentieuse et la plus retentissante. Fontenelle, ayant à parler du genre des caractères dont La Bruyère avait laissé

le modèle, disait : « Ces sortes de traits sont de l'espèce de ce qu'on appelle en Italie *caricature...* » La Bruyère lui-même, parlant de La Fontaine, dit : « Ce n'est que légèreté..... » Les *Caractères* et les *Fables*, les petites lettres de Pascal, tout cela est-ce donc de la littérature légère ? Voltaire est-il de l'ordre sérieux dans *la Henriade*, de l'ordre frivole dans son roman de *Candide* et dans ses lettres? Et de nos jours faut-il à tout prix, pour être sérieux, avoir écrit un traité de politique ou un poème humanitaire? Voilà ce qu'il faudrait voir. Toute réflexion faite, il se pourrait bien que ces distinctions fussent assez vaines, et que la manière la plus neuve de caractériser, de classer les œuvres de l'esprit, fût encore la plus vieille, celle qui admet tous les genres hors le genre ennuyeux, qui ne reconnaît que de bons et de mauvais écrivains. La meilleure, la vraie littérature sera toujours celle qui, sérieuse ou légère, remue, attire, intéresse parce qu'elle vit, parce qu'elle a la séve et le mouvement.

Ce qui est certain, c'est qu'aujourd'hui plus que jamais l'esprit tend à briser toutes les barrières et à passer par-dessus les murs pour courir les aventures; c'est que les mœurs intellectuelles aussi bien que les thèmes d'inspiration et d'observation se transforment avec la société elle-même; c'est qu'enfin dans cette mêlée confuse où tout se hâte et se précipite, il se forme visiblement en dehors des traditions à demi respectées jusqu'ici, comme des familles nouvelles, comme des groupes nouveaux, toute une littérature inquiète, militante, libre d'allures autant que de langage, faisant de l'école buissonnière un idéal. Ce n'est pas, si l'on veut, la littérature à grandes proportions et à grande ambition. Il est bien clair qu'elle ne se consume pas dans la méditation et dans l'étude, et ce n'est pas de ses rangs, je le crains, ou du moins ce n'est pas des régions où elle se complaît que sortira le porte-drapeau de la rénovation de l'intelligence contemporaine. La curiosité hardie et la facile ironie sont ses muses de prédilection, et l'improvisation est son procédé. On continuera de l'appeler la petite littérature. Telle qu'elle est, elle vit, elle tend à tout envahir; elle s'empare du roman et du théâtre; elle a ses œuvres et ses journaux, et elle compte même déjà ses jeunes capitaines, M. Henri Rochefort, M. Jules Vallès, M. Jules Claretie, M. Albert Wolff, sans parler de l'armée et de tout ce qui vient à la suite de l'armée, spéculateurs, metteurs en scène, praticiens de l'exhibition publique. C'est une génération nouvelle qui fait sa trouée et qui est en marche, impatiente de se produire et d'avoir sa part de soleil. Elle a du talent, de la verve, l'humeur plaisante et vive, sans nul doute; il ne lui manque un peu que d'avoir la jeunesse de l'esprit, comme elle a la jeunesse de l'âge. Un des caractères de cette école nouvelle en effet, c'est qu'elle n'est point jeune moralement. La naïveté est le moindre de ses défauts, et l'amour des choses éthérées n'est point précisément ce qui la tourmente. On pourrait même dire qu'elle est très positive et très réaliste dans ses goûts comme dans ses peintures. Elle entre à peine dans la vie, et déjà elle a l'expérience, l'observation aiguisée, les curiosités sceptiques, tous les

raffinemens d'une époque blasée. Elle est souvent assez pratique jusque dans son enjouement, jusque dans ses excentricités, et c'est en cela surtout que cette dernière venue des générations contemporaines diffère assez notablement de celles qui l'ont précédée dans la carrière. Pour tout dire en un mot, autrefois on se permettait des voyages dans le bleu, on commençait par l'hymne à l'idéal, par l'élégie éplorée, par la chanson des souvenirs et des espérances; aujourd'hui on voyage sur le boulevard avec M. Wolff, on écrit *les Français de la décadence, les Réfractaires* ou *la Rue,* livres curieux, d'une observation piquante, peu poétiques assurément, et qui sont les plus récens spécimens de cette littérature nouvelle improvisée au courant des préoccupations et des accidens de tous les jours.

Qu'on ne s'y trompe pas : cette littérature avec son esprit et ses frivolités qui font vivre tout un essaim de journaux, ce qu'on nomme la petite presse, cette littérature n'est point le fruit du hasard. Il faut bien, puisqu'elle prospère, qu'elle réponde à un certain état moral, à certaines dispositions du goût public ou à certaines conditions de société. Elle ne vivrait pas, si on ne la recherchait pas. Qu'elle ne réalise pas l'idéal d'une littérature périodique au sein d'un peuple virilement organisé, qu'elle soit assez souvent intempérante et indiscrète, qu'elle serve des rancunes et des vanités impatientes, qu'elle déchire ou exalte selon le caprice du moment, qu'elle se fasse l'écho de tous les mondes connus ou inconnus, qu'elle se perde plus d'une fois en vulgaires commérages, qu'elle se permette tout et le reste, si l'on veut, cela se peut assurément. Elle n'est pas toujours une école de gravité et de correction; mais s'est-on bien demandé comment avec tout cela elle réussit, quelle est la raison d'être de son succès? C'est là le vrai et curieux phénomène qui n'a pourtant rien d'extraordinaire. C'est le phénomène d'un temps vieilli et déçu qui, détourné des péripéties émouvantes de la vie publique, des hautes et sérieuses spéculations, se rejette dans les frivolités, — car enfin il faut bien faire quelque chose. On ne peut pas passer son temps à rôder autour des domaines défendus, à *friser* la politique, selon le mot piquant de M. Rochefort. Puisque les grandes et fortes discussions ne peuvent plus se produire avec la même liberté, puisque la politique est un domaine fort surveillé de nos jours, puisqu'on se trouve là soumis au monotone et peu amusant exercice de chevaux de manége tournant sur eux-mêmes, on se met à franchir la barrière pour se retrouver en pays un peu moins sévèrement gardé. On se donne d'autant plus de liberté dans le royaume des petits faits et des commérages qu'on en a moins dans la sphère des intérêts sérieux. On amuse les curiosités inoccupées de petits scandales clandestins, de procès en police correctionnelle, des aventures des reines du beau monde, de toute sorte de peintures de mœurs bizarres ou équivoques. C'est un déplacement d'activité qui n'a point, j'en conviens, des résultats d'une fécondité frappante; mais à qui donc la première faute, si ce n'est à la situation générale où un tel phénomène est possible, où il devient même naturel?

Il ne faudrait pas d'ailleurs demander à ces écrivains qui portent tous les jours dans leur œuvre singulière un esprit aussi vif que dépourvu de préjugés, il ne faudrait pas leur demander ce qu'on n'a pas soi-même; il ne faudrait pas leur imposer d'être autrement que la plupart de leurs contemporains. Ils devraient être supérieurs, je le sais bien; on n'est même un écrivain de vraie race qu'à ce prix. Leur malheur comme leur caractère est d'être de leur temps, auquel ils distribuent une nourriture selon ses goûts. — Ils n'ont pas une passion démesurée de l'idéal, ils ont des instincts tout positifs et réalistes, comme je le disais; mais leur littérature n'est-elle point en cela l'image de la société elle-même, de cette société qui n'est point, que je sache, absolument dévorée de l'amour de l'idéal, qui s'épaissit et se matérialise dans la corruption des jouissances vulgaires et d'un luxe factice? Ils cèdent à l'entraînement de tous les jours : est-ce que le monde qui les entoure résiste beaucoup à cette ivresse des dissipations énervantes? Ils professent, ce me semble, une assez railleuse indifférence pour tout ce qui est philosophie ou politique; mais, outre qu'ils ne peuvent s'aventurer sur ce terrain, est-ce que la société ne leur donne pas l'exemple de son dédain superbe pour tout ce qui n'est pas matériel et sensible? Ils racontent mille histoires qui n'ont rien d'édifiant, et ils peignent des mœurs qui n'ont rien de rassurant; mais enfin est-ce que ces histoires ne sont pas vraies le plus souvent? est-ce que ces mœurs n'existent pas? Leur plume les reproduit, elle n'a pas la puissance de les créer. Ils ne façonnent pas la société, ils en subissent l'influence. Et puis, quand on reproche à ces jeunes écrivains de la littérature d'aujourd'hui d'aimer le bruit, de chercher à tout prix le succès, de se prodiguer dans toute sorte de journaux, on a raison théoriquement, et en même temps il ne faudrait pas pousser la sévérité trop loin à leur égard. Ils ne sont pas venus dans un moment propice. Autrefois le monde des lettres était restreint et moins encombré. Avec un livre, fût-ce avec un livre de vers, on arrivait presque à la renommée, à une certaine notoriété. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi. Au milieu de cette dispersion, de cette confusion qui règne partout, il est devenu plus difficile de se frayer un chemin. De là ce penchant à saisir toutes les issues qui peuvent s'offrir, à courir tous les hasards. Le prolétariat de l'intelligence s'est développé comme l'autre prolétariat, et de toutes ces causes est née cette situation littéraire compliquée, confuse, qui, je le crains, n'est pas plus favorable pour les écrivains que pour le public, et où tant de médiocrités sont à l'œuvre pour quelques talens réels qui se dégagent de temps à autre, qui représentent avec des nuances diverses cette jeune littérature, cette jeune cohorte de chroniqueurs de la comédie contemporaine.

M. Henri Rochefort est certainement un des plus brillans, un des plus originaux, et même, le dirai-je? un des plus sérieux de ces jeunes talens qui aiment les aventures de la plume et se livrent à tous les vents de l'inspiration quotidienne; sérieux, il l'est seulement avec bonne grâce, avec finesse, avec toute sorte de saillies humoristiques et de pétulantes boutades.

C'est un satirique sans fiel du reste, croyez-le bien; il n'en veut point à ceux qui lui prêtent à rire, et il assure que, s'il était membre du jury, il acquitterait tout le monde, « même les avocats. » Ainsi va-t-il dans ce petit livre, où tout a son prix, à commencer par le titre, *les Français de la décadence,* qui prouve assez que l'auteur n'est pas dupe de son temps, et en continuant par la plaisante dédicace qui précède ces pages. « Je dédie ce livre, dit M. Rochefort, à la commission de colportage, qui, en refusant souvent l'estampille à mes articles, a fait plus que moi pour leur succès. » C'est là justement ce que je disais. Si M. Henri Rochefort se fût borné à être oiseux, à raconter les aventures d'un dompteur de chevaux ou de la beauté à la mode qui dompte les hommes, est-ce qu'il eût encouru de telles disgrâces? Se fût-il exposé à être suspect de *friser* la politique, comme il s'en défend si plaisamment en demandant à tout le monde ce que c'est que la politique, ce qu'il peut dire et ce qu'il ne peut pas dire? Il en résulte que moins on est sérieux, plus on a de chance de pouvoir tout se permettre. M. Henri Rochefort, quoique le plus spirituel et le plus recherché des chroniqueurs, n'a point heureusement de ces détachemens absolus. On sent chez lui une nature fine et ferme aussi éloignée des faux enthousiasmes que des serviles complaisances. Il a, si je ne me trompe, une ample provision de scepticisme, ce précieux cordial contre les épidémies du temps; mais ce scepticisme aux faciles allures ne laisse pas d'atteindre parfois quelques-unes des puissances les mieux établies, et voilà le danger. Voilà aussi ce qui fait de l'auteur des *Français de la décadence* autre chose qu'un vulgaire diseur de riens.

On peut remarquer sans doute chez M. Henri Rochefort une certaine subtilité, un peu d'affectation, un tour légèrement paradoxal et un art des transitions aussi bizarre qu'imprévu. Comment passe-t-il d'un sujet à l'autre? Je n'en sais rien. La fusée part, on se demande d'où elle vient. Il vous entretiendra dans le même chapitre, dans la même page de Soulouque et des décorations étrangères, d'un député et du mulet Rigolo, de la bataille de Waterloo et de la dernière représentation dramatique. Il vous dira à propos de la franc-maçonnerie et de sa loi d'assistance mutuelle : « Il est probable que M... n'est pas franc-maçon, car à la dernière séance de l'Académie personne, en le voyant se noyer dans son discours, n'a eu l'idée de lui tendre la perche. » Il commencera brusquement un article sur le jour de l'an en disant : « On compterait plutôt les cheveux blancs de madame... que les pralines qui depuis huit jours ont sillonné Paris à dos de commissionnaires... » Il vous dira tout d'un coup, à l'occasion de je ne sais quel ordre de chevalerie exotique décerné à un personnage de cour : « On a beau être chambellan, c'est-à-dire résigné à toutes les humiliations... » Au fond, sous ce tissu léger tout parsemé d'arabesques bizarres, c'est le moraliste qui se décèle, un moraliste qui passe la plus amusante revue de tout ce qu'il y a de vices, de ridicules, de contradictions, de modes

étranges, d'usages baroques dans un temps qui, pas plus qu'un autre, n'est dépourvu de tous ces spécimens de la folie ou de la puérilité humaine, qui même plus qu'un autre peut-être a droit, sous ce rapport, à une gloire exceptionnelle. Rien ne lui échappe, ni la manie de fonder des prix ou des banquets annuels à propos de tout, ni la passion d'élever des statues dans les moindres bourgades, ni l'engouement des bons bourgeois qui vont s'entasser dans un champ de course pour se donner l'apparence de goûts qu'ils n'ont pas, ni la précoce corruption d'une jeunesse pseudo-élégante, des « gentilshommes de carton, » ni les caprices de la vogue. Quoi donc! il ne respecte pas même le vaudeville, ni le drame à grand renfort de poison ou de poignard. « Si on enlève aux auteurs, dit-il, les recors, le bourreau et les coups de canon, que leur restera-t-il? On sera donc forcé d'avoir du talent pour faire des pièces? Il faut avouer que ce serait bien dur. »

Il est vrai que l'auteur des *Français de la décadence* éclabousse de ses irrévérences bien d'autres choses, qu'il parle de l'usage qui interdit aux avocats d'avoir des moustaches de façon à faire frémir tout un tribunal, et qu'il rit cavalièrement au nez des hommes providentiels, de ceux qui font intervenir à tout propos la Providence. « Il me semble, dit-il en se jouant, que depuis quelque temps on abuse un peu de la mission providentielle. Il devient impossible de faire à un homme d'état une observation sur la façon dont il tient le gouvernail qu'on lui a confié sans qu'il réponde immédiatement que ce n'est pas son affaire, qu'il a une mission providentielle... Je crois qu'il est temps de s'arrêter sur cette pente glissante, sans quoi nous sommes exposés à tout. Que demain on essaie de faire comprendre à Mlle Gredinette qu'elle mène une conduite atroce et qu'elle dévalise audacieusement les jeunes gens de bonne maison qui la déshonorent de leur confiance : — Moi, répliquera Gredinette, je ne dévalise personne, j'ai une mission providentielle. Ces jeunes gens riches n'arrivent à rien. En les plongeant dans la plus profonde misère, je leur donne l'idée du travail. D'ailleurs, quand la Providence parle, je suis bien forcée d'obéir. » Après cela, les hommes providentiels s'en tireront comme ils pourront. M. Henri Rochefort ne reste pas moins un talent ingénieux et indépendant qui, du bout de sa plume, crève plus d'un ballon gonflé de vent, et qui se moque de toutes les prétentions, à commencer par celles du moraliste lui-même. Il vous conduira un peu partout, dans le Paris ancien et nouveau, la lanterne en main, à la poursuite de cet oiseau rare; il frappera à toutes les portes, et partout on lui répondra : « Nous avons des lampistes, des ébénistes, nous n'avons pas de moralistes. Qu'appelez-vous moraliste? Est-ce un état qui fait du bruit? » C'est du moins un état qu'on peut professer avec esprit et avec bonne humeur.

L'originalité de l'auteur des *Français de la décadence* est dans ce mélange de gaîté et de piquante audace, d'imagination humoristique et de bon sens raffiné; il a de plus cela de caractéristique, que rien ne lui est étranger, que son ironie se promène dans toutes les régions sous prétexte

de raconter jour par jour, scène par scène, la comédie du temps. M. Jules Vallès, lui, semble se renfermer dans un monde plus restreint, dans l'analyse de situations plus spéciales, dans la description de phénomènes d'un intérêt saisissant et limité. Ce n'est point évidemment un écrivain sans talent. Il a moins de souplesse, moins de finesse que M. Henri Rochefort; il a plus de vigueur, plus d'âpreté de verve avec un goût douteux. Je ne sais ce que l'auteur des *Français de la décadence* eût fait du personnage de M. Prudhomme, s'il l'eût trouvé sur son chemin et s'il avait eu la fantaisie de le faire revivre; il lui aurait donné probablement une physionomie réjouissante et triomphante de banalité; M. Jules Vallès y a échoué faute de bonne humeur et de facilité. Voilà la différence de ces talens. L'auteur de *la Rue* ne prend pas le monde par ses aspects rians et comiques; on sent plutôt chez lui comme une secrète amertume, je ne sais quel amour passionné de tous ces côtés de la vie qui plongent dans l'ombre. Il a le coup de plume hasardeux et tranchant, taillant dans le vif, scrutant la réalité. Entre les deux écrivains, il n'y a qu'un trait commun : ces vices, ces ridicules ou ces phénomènes crians qu'ils dépeignent, ils ne les font pas aimer en vérité; ils les représentent bien tels qu'ils sont, dépouillés de toute séduction décevante, et ce n'est pas sans raison que M. Jules Vallès a résumé la moralité d'un de ses plus poignans tableaux dans ces mots : « faire réfléchir les téméraires, effrayer les heureux. » C'est là du moins le mérite de ce livre des *Réfractaires,* qui a donné au nom de l'auteur une certaine notoriété, et c'est par là aussi que ce livre diffère des peintures antérieures de ces excentriques de la vie.

C'est toujours assurément une chose curieuse de suivre pas à pas les idées et les jugemens dans leurs métamorphoses. Il y a quelques années à peine, on poétisait volontiers la bohême; on la représentait souriante et gaie, mêlant à la misère la folle insouciance; on la décorait de tous les enchantemens de l'imagination, et on la faisait presque aimer. M. Jules Vallès rompt avec cette tradition, il souffle sur cette légende merveilleuse de la bohême pour la montrer dans sa nudité, dans ce qu'elle a de triste et de navrant. Quels sont donc ces *réfractaires,* ces irréguliers de la vie dont il raconte l'histoire? Ce sont tous ces enfans perdus de l'esprit qui se lèvent le matin sans savoir comment ils vivront jusqu'au soir, passant quelquefois des années sans abri, couchant sous un arbre ou dans quelque réduit d'une rue obscure, et s'obstinant à caresser leur rêve, leur ambition, sans arriver jamais à rien. Ce sont « ces gens qui ont fait de tout et ne sont rien, qui ont été à toutes les écoles, de droit, de médecine ou des chartes, et qui n'ont ni grade, ni brevet, ni diplôme... Réfractaires tous ceux qui, n'ayant pu, n'ayant point voulu ou point su obéir à la loi commune, se sont jetés dans l'aventure : pauvres fous qui ont mis en partant leurs bottes de sept lieues et qu'on retrouve à mi-côte en savates... Réfractaires enfin tous ces gens qui vous ont de ces métiers non classés : inventeur, poète, tribun, philosophe ou héros... » C'est la légion des dénués et des rebelles

qui passent leur temps à se quereller avec la destinée, et que la misère conduit par degré à l'irrémédiable impuissance avant de les pousser jusqu'à la mort. La vérité est que, si on ne sait pas comment ils vivent, on sait encore moins comment ils finissent. Ils s'éclipsent, ils disparaissent. « Un soir, dans une brasserie, un ami dira à travers la table : — Vous savez, un tel? il est mort. — Tiens! pauvre diable, il était drôle. » L'un se tue dans un bouge un jour où il ne sait plus de quel côté se tourner; l'autre expire dans un hôpital, laissant dans la poche de son habit « une pipe à moitié bourrée, un drame à moitié fini, quelque manuscrit au fond d'une malle dans un hôtel garni, d'où il est parti sans payer. » Il en est, et ce sont les plus heureux, qu'on retrouve après des années achevant de vivre d'une petite place dans un petit collége, ou d'un dernier morceau d'héritage miraculeusement sauvé au fond d'une province. Notre temps est semé de ces naufrages qui ont fait dire : « Un homme à la mer! »

Nous voici un peu loin de la poétique et joviale bohême; celle-ci est plus vraie, et M. Jules Vallès la peint avec un certain feu, avec un sentiment âpre et pourtant impartial de la réalité, avec une précision de détails qui fait ressembler ses études à une dissection anatomique. Je ne sais pourquoi seulement M. Jules Vallès a cru devoir placer Gustave Planche dans cette bizarre compagnie, même en l'appelant un *réfractaire illustre*. Il parle passablement à la légère, quoique avec une intention évidente de sympathie, de celui qui a été pour nous un ami et un collaborateur toujours regretté. Gustave Planche était pauvre, il avait ses faiblesses; il ne se rattachait ni par sa nature, ni par ses goûts, ni par ses habitudes d'intelligence à cette légion bariolée des irréguliers de la vie. S'il a été un bohême, il a été à coup sûr le seul de son espèce, et s'il a été vaincu par la mort, il n'a été vaincu que par elle; son esprit est resté entier jusqu'au bout. Sa mémoire est celle d'un homme qui a été peut-être un solitaire, mais qui n'avait rien de l'homme en guerre avec la destinée, et qui a laissé un vide dans les lettres contemporaines. Ce livre des *Réfractaires* n'est pas moins curieux malgré les incohérences et les prétentions dont il abonde; mais voilà le malheur! M. Jules Vallès a cru trop aisément qu'il pouvait ajouter chaque jour un chapitre à cette triste épopée. Il abuse vraiment de son idée, et il finit par tomber dans la description de toute sorte de médiocres irréguliers et de peu intéressans excentriques. C'est par là que *la Rue* tombe au-dessous des *Réfractaires*. Vous voyez défiler dans ce livre toute la procession des déclassés, boxeurs, chanteurs ambulans, colosses de tréteaux, l'homme-orange, la femme à barbe, le grimacier, sans compter la Vénus au râble et bien d'autres. Je ne dispute pas à ces personnages délabrés leurs droits de citoyens dans le royaume de l'excentricité et de la misère; la galerie est seulement par trop longue, et ils finissent par être d'un médiocre intérêt. La monotonie, sans parler des incorrections croissantes de langue, c'est le faible du livre de *la Rue* et de M. Jules Vallès dans ces photographies du monde des déclassés. Et n'est-ce pas le défaut inévi-

table de ce genre de littérature improvisée? n'est-ce pas un peu, avec une autre nuance, l'histoire de M. Albert Wolff lui-même et de ses *Mémoires du boulevard?* M. Albert Wolff raconte avec esprit; il a le mot leste et piquant, il donne à tout ce qu'il dit un tour amusant et animé. Malheureusement il se trouve que, lorsqu'on rassemble toutes ces choses pimpantes, légères, faciles, railleuses, quand on les rassemble dans un livre, elles paraissent être hors de leur place; la monotonie devient plus sensible. La vivacité s'amortit dans le cadre fixe du livre. Ce sont des riens qui restent des riens.

Cette vie de l'improvisation de tous les jours a, je le sais bien, ses exigences et ses entraînemens. Avoir de l'esprit à heure fixe, c'est la condition première; se renouveler sans cesse, si on le peut, autre condition; réfléchir un peu, même dans ce domaine léger, se donner le temps de voir, d'observer, ce ne serait pas de trop. Le malheur de cette vie avec ses emportemens et ses séductions, c'est qu'elle ne dispose guère à faire mieux. Elle est déjà bien assez dévorante par elle-même pour ne laisser place à aucune autre préoccupation. Elle commence par être excitante, elle finit par laisser un pli dans l'imagination, par créer des habitudes d'intelligence, si bien qu'après quelque temps on a de la peine à s'affranchir de cette séduisante tyrannie de la littérature facile. Quelques-uns le tentent et ne réussissent pas toujours. Je n'en veux pour preuve que M. Jules Claretie, et son dernier roman, *Un Assassin*. M. Jules Claretie est, lui aussi, un de ces esprits alertes et souples qui ne redoutent pas les aventures et qui portent gaîment le joug de l'improvisation quotidienne. Il a de la finesse, de l'entrain, de la bonne grâce, et même il laisse passer parfois dans ses causeries, dans ses récits de voyage, je ne sais quel reflet de poésie. Son imagination cultivée ne se refuse pas, chemin faisant, les souvenirs et les évocations. Il a écrit sur Waterloo, plus récemment sur le champ de bataille de Magenta, des pages qui ne sont pas seulement pittoresques et vives. Tout ceci est pour dire que M. Jules Claretie n'est plus un simple soldat dans l'armée des chroniqueurs; il est passé officier, et il tient son rang avec bonne humeur. A-t-il également réussi dans son roman, dans ce roman d'*Un Assassin,* écrit, comme il l'assure lui-même, aux « heures volées à l'improvisation quotidienne? » Il a essayé du moins, et c'est un mérite; pour le succès, c'est une autre question.

Le jeune auteur, on le voit bien, a voulu faire œuvre d'art. Il s'est dit, en esprit sensé, qu'on n'improvise pas un roman comme on improvise un article. Il y a mis tous ses soins, il s'est plu à nouer une action, à tracer des caractères. Il a eu même la bonne volonté d'avoir une idée, et il a eu des scupules de composition qui ne l'ont pas toujours sauvé, il est vrai, de certaines licences ou de certaines négligences de style. Au fond, le roman de M. Jules Claretie, sans laisser d'avoir son intérêt et de témoigner d'un instinct littéraire assez vif, ce roman n'est qu'une histoire assez artificiellement conçue, peut-être au souvenir des romans d'autrefois, d'il y a trente

ans. L'auteur lui-même semble pressentir la critique, et c'est lui qui dit en envoyant son livre à un ami : « Tu lui reprocheras d'être un petit neveu du romantisme. Tu lui diras qu'il a lu à la fois *René,* qu'il a adoré, et *Julien Sorel,* qu'il déteste. Tu lui répéteras qu'il s'est enivré des vins cordiaux de 1830 et qu'il en a gardé quelque chose aux lèvres... Bouflers dirait, s'il revenait au monde : « On n'en fait plus de ces vins-là! » Tout cela ne manque pas de bonne grâce, et n'empêche pas qu'il n'y ait en définitive dans le récit de M. Jules Claretie moins d'observation directe que d'arrangement et de convention.

On sent trop que l'auteur a voulu faire un roman. *Un Assassin!* Sans doute on assassine tous les jours dans ce monde, et même on assassine de bien des façons. Il s'agit seulement dans un roman qui n'est que la reproduction choisie et combinée de la vérité humaine, il s'agit de mettre les caractères en rapport avec les actions. C'était bien la peine de prendre un jeune homme tel que l'auteur représente Robert Burat, de le montrer s'élevant au-dessus des malheurs de son adolescence, grandissant par le travail, allumant son esprit et son âme au feu des grandes idées de liberté et de progrès, s'épurant au creuset des convictions généreuses, devenant un personnage presque célèbre, presque populaire par ses petits traités de philosophie et de morale sociale, — c'était bien la peine, dis-je, de le montrer ainsi pour lui mettre un beau jour entre les mains un vulgaire couteau de cuisine qu'il enfonce au coin d'un bois dans la poitrine d'une femme acharnée à sa poursuite — au moment où il va se marier avec une autre femme. On pourrait dire comme un des personnages du roman : « Mais savez-vous que cela est horrible? Cela arrive donc, ces choses-là? — Cela arrive, » répond Robert Burat. C'est la logique de l'amour, objectera l'auteur, et c'est, à ce qu'il paraît, le titre qu'il voulait d'abord donner à son livre. La logique de l'amour consiste donc à assassiner au coin d'un bois une femme qu'on a aimée un instant, parce qu'elle vous empêche d'aller épouser une jeune cousine dont on s'est récemment épris! Il faudrait en conclure que Robert Burat a peu profité des leçons de philosophie qu'il donnait la veille encore à ses contemporains émerveillés, et que pour un personnage si considérable il est bien prompt à mettre la main aux besognes vulgaires, à glisser dans le crime. C'est peut-être du réalisme à un certain point de vue, car enfin à la rigueur cela peut arriver, si cela n'arrive pas tous les jours heureusement; mais ce n'est pas la logique des caractères, ce n'est pas l'histoire morale des passions. Ou l'auteur a trop ennobli son héros dans la première partie de son récit, ou il lui fait commettre plus tard une trop vile action. Et ce qu'il y a de plus grave, c'est que, le crime une fois commis, ce personnage assez triste ne revient pas à plus de vérité. Il lui prend alors des fanatismes de châtiment et d'expiation; il veut payer sa dette à tout prix; il se défend contre un recours possible ou contre une grâce, comme d'autres se défendent contre la punition sanglante à laquelle ils ne peuvent échapper. Il trouve le temps de

subtiliser sur la peine de mort, qu'il a toujours combattue, sur l'inviolabilité de la vie humaine, sur la nécessité qu'il y a pour lui de chercher l'absolution suprême sur l'échafaud, — sauf à exprimer le désir que celui où il montera soit le dernier. Robert Burat manque ici évidemment de logique, car le meilleur moyen d'aider au renversement de l'échafaud eût été de commencer lui-même par ne point donner un si terrible argument à ceux qui désirent qu'il soit maintenu. Je ne veux dire qu'une chose, c'est que ce récit est plutôt une ébauche de roman, une étude littéraire, qu'une histoire complétement réussie, et si l'expérience, la maturité de la conception, l'art de saisir et de fixer la vérité humaine, manquent encore à M. Jules Claretie, il est assez jeune et assez bien doué pour ne voir dans ce qu'il a fait jusqu'ici qu'un acheminement, une préparation à des œuvres nouvelles.

Je m'arrête, je ne voudrais pas pousser plus loin cette revue de quelques talens nouveaux, de quelques œuvres nées au soleil de la vie quotidienne. Que sont en réalité tous ces écrits, romans et articles, satires et analyses du monde contemporain? Ce sont les signes de l'activité croissante d'une génération d'où vont sortir, d'où sortent chaque jour ceux qui donneront à la littérature de cette fin du siècle son caractère et ses formes. Comptez ceux qui déjà se sont révélés depuis vingt ans, depuis dix ans : ils sont partout, quelques-uns sont arrivés à la renommée. Voici une alluvion nouvelle, les hommes d'aujourd'hui et de demain. Ce n'est pas, comme on le croit quelquefois, un trouble dans la marche de la littérature, c'est peut-être un accroissement de forces, à la condition pourtant que cette école buissonnière ne devienne pas un régime permanent. Ni la verve, ni l'esprit, ni les dons faciles ne manquent assurément à cette génération nouvelle; c'est bien plutôt la trempe du talent qui mûrit par la réflexion, par l'étude, et aussi l'étendue de l'observation. C'est un de ces jeunes esprits, M. Albert Wolff, qui dit dans son livre, pour en expliquer le sens et le titre, qu'il « traite du monde mixte qui commence au faubourg Montmartre et finit au premier lac du bois... On y voit la gloire et la honte, le travail et la paresse, les Parisiens et les étrangers, les grands financiers et les petits filous, les hommes d'esprit et les idiots, les sublimes et les grotesques, et sur la chaussée passent les honnêtes femmes et les autres... » Je le veux bien; mais il en résulte que, si on s'attarde un peu trop dans ces parages, on ne voit plus que le boulevard; il en résulte encore que l'observation reste nécessairement superficielle pour devenir bientôt oiseuse et monotone, — parce qu'en dehors du boulevard il y a le vrai monde immense et profond, parce qu'en dehors de la vie artificielle, dont on se donne là le spectacle, il y a la vraie et grande vie humaine, et ce n'est qu'au contact de cette vie humaine, de ce vrai monde de tous les hommes que le talent, en perdant sa fleur de jeunesse, retrouve les directions et la force d'une fertile maturité.

CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

Œuvres complètes de P. Rossi. — *Cours de droit constitutionnel* professé à la faculté de Paris, recueilli par M. A. Porée, avec une introduction de M. Boncompagni (1).

Les livres ont leur destin comme les hommes, comme toutes les choses de ce monde. Entre le moment où Rossi commençait sa carrière publique à Bologne dans une aventureuse entreprise et le jour où il était appelé à la faculté de droit de Paris pour interpréter les lois constitutionnelles de la France, combien d'événemens s'étaient accomplis! Quelle philosophie dans le simple rapprochement de ces deux faits! Entre le jour où il professait le droit constitutionnel en France et le moment où ses œuvres, revues avec soin, recueillies avec une sorte de piété, sont publiées sous les auspices du gouvernement italien, que d'événemens encore! que de révolutions, que de transformations prodigieuses et imprévues! La vie de Rossi, dans ses hasards, semble porter le reflet de toutes ces vicissitudes. Il a été tout à la fois Italien et Français. De là le double aspect sous lequel il apparaît. Pour la France, c'est un émigré assez habile et assez heureux pour avoir vaincu la mauvaise fortune et avoir été à la hauteur de toutes les situations, même dans un pays qui n'était pas le sien; c'est un membre de nos assemblées parlementaires, un professeur de nos écoles, un publiciste, un ambassadeur et toujours un homme d'un esprit rare et supérieur. Pour l'Italie, c'est un patriote qui, à travers tout et dans toutes les fortunes, est resté Italien d'âme et de cœur comme il l'était d'intelligence et de caractère, qui a retrouvé à la fin de sa vie les mêmes sentimens qui enflammaient sa jeunesse. Rossi a été Français par circonstance; il appartient à l'Italie non-seulement par la naissance, mais par tous les instincts, par sa nature morale, par les idées qui faisaient de lui un émigré dès 1815, aussi bien que par cette mort tragique qu'il recevait comme ministre d'un pape au moment où il essayait de relever le pontificat temporel par le libéralisme.

L'Italie nouvelle a reconnu en lui un de ses plus illustres enfans, et dès qu'elle a été libre, elle lui a rendu spontanément par ses hommages cette naturalisation que sa mort seule eût suffi pour lui assurer. Elle s'est souvenue que ce vieil émigré, devenu le premier ministre du pape après avoir été un instant ambassadeur de France à Rome, avait été autrefois un des premiers à lever, dans une entreprise prématurée et aventureuse, le drapeau de l'unité, aujourd'hui triomphant. Elle a tenu surtout à désavouer avec éclat l'œuvre des sicaires qui le frappaient en 1848 au seuil du parlement romain, et honorer dans cette fière victime dévouée au poignard des

(1) 2 vol. in-8° Guillaumin. — Les *OEuvres de Rossi* sont publiées sous les auspices du gouvernement italien.

fanatiques un vrai et grand Italien. Elle a mis une sorte de soin jaloux à jeter le voile sur une des plus tristes et des plus sombres pages des révolutions de 1848. C'est la pensée qui a inspiré tous les hommages rendus à la mémoire de Rossi depuis quelque temps, et en particulier le monument qu'on lui élevait, il y a quatre ans, à l'université de Bologne, dans cette université où il avait commencé sa carrière, presque adolescent encore, comme professeur de jurisprudence. L'Italie ne s'est pas bornée là, elle a voulu élever à Rossi un autre monument par la publication de ses œuvres complètes, qui se poursuit grâce aux soins de M. Boncompagni et d'une commission royale sous les auspices du gouvernement lui-même. C'est ainsi que paraît aujourd'hui le *Cours de droit constitutionnel,* reproduit d'après la sténographie scrupuleusement fidèle d'un ancien élève de Rossi, M. Porée, qui s'est aidé des notes et des souvenirs de deux autres élèves du maître devenus conseillers d'état, MM. Alfred Blanche et Boulatignier.

Chose étrange, au moment où M. Guizot, comme ministre de l'instruction publique, créait en 1834 une chaire de droit constitutionnel à la faculté de Paris, c'est un étranger qu'il appelait à professer cet enseignement nouveau, « à la fois vaste et précis, fondé sur le droit public national et sur les leçons de l'histoire, susceptible de s'étendre par les comparaisons et les analogies étrangères. » Rien ne prouvait mieux assurément l'idée que Rossi avait déjà donnée de lui-même, de son esprit, de son aptitude à manier tous les problèmes de la politique, et cette idée il avait eu l'occasion de l'inspirer par les cours qu'il avait faits en Suisse, par son rôle même dans les affaires helvétiques. Rossi n'était pas homme à rester au-dessous de telles fortunes, et on sait tout ce que son enseignement eut de solide, de lumineux et d'élevé. Pendant quelques années, il s'imposa par l'autorité du talent. Trente ans sont passés depuis cette époque. De la situation de la France, des lois constitutionnelles qui semblaient alors définitives et que Rossi était chargé d'interpréter, il ne reste plus rien, ou ce qui reste est bien peu de chose. Tout a changé; mais après tout ce qui ne change pas, c'est l'essence même du droit. Les lois supérieures et souveraines de la politique ne varient pas au gré de ces hasards qui s'appellent des révolutions. Les dehors peuvent changer, la liberté peut avoir ses humiliations et ses malheurs; les garanties essentielles sans lesquelles elle n'est qu'un vain mot restent toujours les mêmes. Rossi le savait bien, il entrait dans cette étude avec l'idée élevée de toutes les conditions de la civilisation moderne, avec le sentiment du droit, avec la connaissance de l'histoire, et si par certains côtés son enseignement semble s'appliquer à une situation qui n'est plus, par le fait il a une portée plus haute, il est de tous les temps et plus particulièrement de ces temps où toutes les notions de droit semblent s'altérer. Les faits passent ou se transforment, les principes restent avec leurs conditions nécessaires d'application, et un jour ou l'autre la liberté renaît de la stérilité même des efforts par lesquels on a voulu en affaiblir les garanties. C'est surtout dans le cours de Rossi qu'on peut étu-

dier la vraie nature de ces garanties et des conditions d'un vrai régime constitutionnel, et on ne peut pas dire que ce livre d'autrefois soit devenu inopportun, pas plus pour la France, qui n'a pas tout ce qu'elle désire, que pour l'Italie, qui peut y trouver les moyens d'affermir et de féconder ce qu'elle a conquis.

CHARLES DE MAZADE.

HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS

depuis l'établissement des premières colonies jusqu'à l'élection du président Lincoln,

par M. J. F. Astié ; 2 vol. in-8o

Le spectacle que nous a donné l'Amérique du Nord a dépassé en grandeur ce que ses plus chauds partisans avaient rêvé pour elle. Dans cette guerre civile, où les passions les plus violentes se sont donné pleine carrière, les libertés qui pouvaient le plus enrayer la marche du gouvernement, la liberté de la presse, celle de la parole et le droit de réunion, ont été respectées. Cette conduite est sans précédens dans l'histoire. Il était réservé aux États-Unis de montrer au monde comment l'on sort d'un conflit qui a remué jusque dans ses fondemens la nation tout entière et changé les conditions sociales et domestiques d'une fraction considérable du pays. Quel est le régime qui a pu donner aux États-Unis un tempérament si robuste? d'où vient cette force qu'une si rude secousse n'a pu abattre? Ce ne sont pas ces millions d'émigrans qui depuis plus d'un quart de siècle affluent de toutes les contrées anglo-germaniques vers ce pays, multitude hétérogène, ignorante, sans idées politiques, sans autre pensée que de se créer un bien-être matériel. Ces millions n'ont fait que déposer dans le sein de la société américaine un élément de désordre, et ils auraient pu en amener la décomposition, si cette société n'était pas fortement ancrée sur un fond solide et ne possédait pas une puissance extraordinaire d'assimilation. Cette force de cohésion, cette capacité d'absorption que rien ne peut détruire, les États-Unis la doivent aux principes qui ont présidé à leur naissance. Jamais autant d'élémens moraux et religieux n'avaient concouru à la création d'une société. La grande époque de la réforme y avait déposé son levain le plus actif. M. de Tocqueville l'a dit, c'est l'origine qui donne la clé des institutions et des mœurs des Américains. Pour s'en convaincre, il suffit de lire l'histoire de M. Astié; il y décrit avec une lenteur que l'importance du sujet justifie les nombreux matériaux qui sont entrés dans les premières assises de cet édifice, et qui en expliquent la solidité et la grandeur.

Les émigrans qui fondèrent les colonies de la Nouvelle-Angleterre, dont le Massachussett est le centre et Boston le chef-lieu, ne traversèrent pas l'Atlantique pour se créer un bien-être que leur refusait la patrie. Des motifs d'une autre nature les animaient. Ils cherchaient une terre où ils pussent jouir d'une pleine liberté religieuse et réaliser l'idéal qu'ils s'étaient

fait d'uneéglise et d'un pays chrétiens. Il leur fallait un terrain vierge pour expérimenter leurs principes. Ces émigrans appartenaient à l'extrême gauche du protestantisme anglais. Ils demandaient que le christianisme, tel qu'ils le voyaient dans le Nouveau Testament, reprît sa pureté première sous le triple point de vue du dogme, de la discipline et de la conduite de ses disciples : de là le nom de puritains que leurs compatriotes leur ont donné vers la fin du règne d'Élisabeth. Ils rejetaient la théocratie romaine, la prélature catholique et protestante, l'épiscopat diocésain. Pour eux, chaque croyant était un prêtre qui ne relevait que de sa conscience et traitait directement avec Dieu des intérêts de son salut. Ils affirmaient qu'une réunion de personnes qui déclarent prendre les saintes Écritures comme unique base de leur foi et de leur conduite, et qui s'associent entre elles par un engagement sérieux pour offrir en commun un culte à Dieu, est une église chrétienne indépendante, souveraine, un tout complet, un corps autonome. C'est cette indépendance de la personne religieuse transportée sur le terrain des relations civiles que l'on retrouve dans le pacte solennel que les premiers émigrans firent avant même de débarquer sur les plages américaines, et qu'ils déposèrent dans leurs archives comme un monument qui devait rappeler à leurs descendans l'esprit de foi et de liberté dans lequel ils avaient fondé leur nouvelle patrie. Après avoir fait connaître le caractère essentiellement religieux de leur entreprise, ils ajoutent : « Nous nous réunissons en un corps civil et politique pour maintenir entre nous le bon ordre et atteindre le but que nous nous proposons, et en vertu de cet acte nous ferons et établirons telles justes et équitables lois, tels ordonnances, décrets et constitutions, et tels officiers qu'il nous conviendra, suivant que nous le jugerons opportun pour le bien général de la colonie, nous engageant en toute soumission et obéissance. » Ils sont tellement pénétrés de leur indépendance dans tous les domaines de l'activité de l'homme, qu'ils ne supposent pas un instant que la couronne d'Angleterre, dont ils veulent cependant rester les sujets, puisse avoir des droits sur eux. Les principes ecclésiastiques qu'ils avaient adoptés dominaient leur patriotisme. L'église chez les puritains n'était pas autre chose qu'une petite république démocratique, qui s'impose dès les premiers jours à leurs institutions civiles et politiques, et qui n'a pas cessé un instant de pénétrer chacune des branches de leur organisation. Tous les pouvoirs sont à la base et non au faîte, et les magistrats n'agissent qu'en vertu d'une délégation temporaire et à la condition de rendre annuellement compte de leur gestion à leurs concitoyens. Pendant un laps de temps assez considérable, l'église et la commune se confondirent en un même corps. Après s'être occupée des affaires ecclésiastiques, l'assemblée des fidèles passait sans transition aux affaires civiles, et lorsque les progrès de la colonie exigèrent la séparation des deux domaines, l'éducation du peuple était faite; habitué à s'occuper des intérêts communs, à traiter les questions d'un caractère général et à les décider en dernier ressort, il n'a jamais été obligé d'abdiquer.

Cependant si les puritains ont donné de prime abord la mesure de leur indépendance, s'ils ont déclaré vouloir vivre de leur vie propre et ne relever que de leur conscience, ils n'ont pas su néanmoins répudier la grande erreur du moyen âge, celle qui consiste à faire du citoyen et du croyant une seule et même personne et à essayer de fonder un état chrétien à l'aide de lois et de sanctions pénales. Ils greffèrent le droit du citoyen sur celui du croyant, et pour être membre de la société civile et politique il fallait être membre de la société religieuse. Dans cet ordre d'idées, le gouvernement qu'ils fondèrent était une théocratie démocratique. L'on comprend dans quel dédale de difficultés des principes de cette nature devaient faire tomber les puritains. Ils ont recours au judaïsme, dont ils méconnaissent le caractère préparatoire, pour en faire le cadre de leur société et la base de leur législation. Le péché devient un délit, et l'incrédulité un crime. La contrainte en matière religieuse entre à pleines voiles dans les institutions. On force le citoyen à souscrire au *credo* officiel en lui présentant la perte de ses droits, de sa fortune, de sa liberté et même de sa vie comme châtiment de sa désobéissance.

Mais la théocratie démocratique diffère essentiellement de la théocratie monarchique; celle-ci se maintient envers et contre tous sans tenir aucun compte des désirs et de la volonté des peuples sur lesquels elle étend son empire. Elle reste immobile lorsque tout change autour d'elle, et que de nouveaux et d'impérieux besoins se manifestent dans tous les rangs de la société. La première au contraire ne conserve ses institutions qu'aussi longtemps qu'elles sont le reflet des mœurs et qu'elles ne se trouvent pas au-dessous du niveau moyen des lumières. Une théocratie monarchique peut être un malheur pour les peuples pendant des siècles; une théocratie démocratique ne l'est jamais pour longtemps. C'est ce que prouve l'histoire de la première époque des états d'origine puritaine. Après des erreurs, des méprises, des fautes, et nous ajouterons des crimes judiciaires, ils se sont livrés à de nombreux tâtonnemens qui ont abouti en définitive à la séparation complète du domaine civil et du domaine religieux. L'église a été radicalement émancipée de la tutelle de l'état, et celui-ci de la tutelle de l'église. Il est resté de cette éducation théocratique un caractère religieux fortement accusé, des mœurs sévères, le sentiment de la dignité humaine que la foi au sacerdoce universel doit communiquer, une grande susceptibilité dans tout ce qui touche aux droits de la conscience, des habitudes de discipline qui suppléent aux lacunes des lois, et une intelligence supérieure de la chose publique.

Nous doutons que le puritanisme seul eût pu résister à ses nombreux adversaires, à l'anglicanisme qui s'était établi en maître dans la Virginie et les deux Carolines, au catholicisme romain qui sous lord Baltimore avait pris possession du Maryland et dominait dans les états d'origine française et espagnole, enfin aux flots grossissans de l'émigration, si des fractions de toutes les églises issues de la réforme, dans leurs élémens les plus purs

et les plus vivaces, n'étaient venues lui prêter un puissant concours et déposer au foyer commun des principes essentiellement démocratiques. Des Hollandais qui fondèrent l'état de New-York y apportèrent, — avec leurs habitudes réglées, leur esprit de caste et leur passion pour la mer, — les élémens du système fédératif, politique et religieux. Des Scandinaves, sous l'impulsion de Gustave-Adolphe, vinrent y fonder des établissemens et déposèrent dans le sein de la société cette idée que les travailleurs doivent concourir, par des délégués pris dans leurs rangs, à l'élaboration des lois; des Allemands échappés à la guerre de trente ans ou à l'incendie du Palatinat s'y réfugièrent, ils firent partager à leurs nouveaux compatriotes leur haine contre le pouvoir absolu et tyrannique des cours de France, d'Autriche et d'Espagne. Des Bohémiens et des Polonais réformés, expulsés de leur patrie par les jésuites, qui mirent tout en œuvre pour détruire dans ces belles contrées jusqu'au dernier vestige de la liberté religieuse, maintinrent les puritains dans l'horreur que leur inspirait cette société, qui résumait dans ses règles comme dans son histoire tous les genres d'esclavage. Parmi les derniers, l'on comptait des descendans du grand Sobiesky, dont les Américains estropièrent le nom en les appelant Zabrinkie. Des Vaudois des vallées du Piémont, chassés de leurs foyers par Catinat, y transportèrent leur christianisme simple, primitif, sur lequel Rome n'avait pu étendre son action, protégés qu'ils avaient été par les cimes élevées des rochers qui encadrent leur pays et surtout par leur pauvreté. Des discipes de Guillaume Penn, poursuivis par la restauration anglaise, y fondèrent la Pensylvanie. Plus radicaux que les puritains, ils avaient rejeté les symboles et le ministère évangélique, et réduisaient le christianisme à une communication de l'âme avec Dieu. Cet individualisme extrême se rattachait à une liberté religieuse sans limites en faisant de la conscience la source unique de tout pouvoir. Des protestans français y émigrèrent en grand nombre, fuyant loin des dragons de Louis XIV, et y apportèrent leurs mâles vertus, leur caractère généreux, leur courage éprouvé, leurs habitudes républicaines et leur profond attachement à l'Évangile. Leur loyauté à leur nouvelle patrie n'a jamais été en défaut. Lorsque l'heure de la lutte avec l'Angleterre eut sonné, un réfugié mit au service de la république sa grande fortune. Ce fut un Français de Boston qui donna la salle où les patriotes de la Nouvelle-Angleterre se réunirent pour protester contre les mesures arbitraires de la mère-patrie et soulever contre elle l'opinion publique. Trois des sept présidens qu'eut le congrès pendant la guerre de l'indépendance étaient Français, Jay, Laurence et Boudinot.

M. Astié s'est tout particulièrement appliqué à faire connaître à ses lecteurs cette origine d'un caractère si étrange et ces principes démocratiques saturés de théocratie. Il a montré comment ils renfermaient en germe toutes les institutions de la grande république et par quelles expériences, souvent bien douloureuses, elles en ont été dégagées. Il s'est arrêté

aussi avec une complaisance marquée sur un de ces hommes puissans par le cœur et la volonté, qui se donnent tout entiers au triomphe d'une idée, qui luttent sans relâche avec tout ce qui leur fait obstacle, et ne quittent la partie que lorsque les armes leur tombent des mains ou qu'ils ont atteint leur but. Rogers Williams, issu de la société puritaine, et convaincu que ses compatriotes faisaient fausse route en ayant recours à la coercition pour sauvegarder la pureté des doctrines religieuses, s'est consacré avec un véritable enthousiasme à la défense de la liberté de conscience, prise dans son sens le plus élevé et le plus absolu. Pamphlets, traités, livres, conférences, voyages sur terre et sur mer, sacrifices de tout genre, il n'a rien négligé pour doter sa patrie de l'indépendance de la pensée; mais il était trop en avant de son époque pour que ses idées pussent triompher de son vivant. Il les a fait adopter dans l'état de Rhode-Island, dont il était le fondateur; mais il leur a fallu un siècle pour se faire jour dans les consciences, passer dans les mœurs et entrer dans les lois. Maintenant l'Américain en possession de toutes les libertés compatibles avec l'ordre social peut donner pleine carrière à son activité et développer toutes les facultés inhérentes à notre nature. Si le cœur ne lui fait pas défaut, si la prospérité ne lui tend pas un piége, il pourra remplir une belle mission au milieu des peuples qui aspirent à recouvrer le patrimoine qu'ils ont perdu par leur ignorance.

C. CAILLIATTE.

ARCHITECTURE D'AHMED-ABAD, CAPITALE DU GUZARATE (1).

Ce curieux ouvrage comprend une série de 120 planches photographiques admirablement venues et représentant les monumens merveilleux d'Ahmed-Abad. Elles sont accompagnées d'une savante introduction. L'ensemble forme un volume d'une grande richesse et d'un très vif interêt; mais ce qu'il y a de neuf et de rare dans cette publication, c'est le patronage sous lequel elle a vu le jour. Ce sont des Indiens du Guzarate qui en ont fait les frais, — et ces frais sont considérables. Un comité a été formé sur l'invitation du gouvernement de Bombay pour s'occuper de l'archéologie de ces contrées; ce comité, composé de quinze personnes, la plupart connues déjà par des travaux spéciaux, compte dans ses rangs cinq indigènes, commerçans ou banquiers. Chacun d'eux a souscrit pour 1,000 liv. sterl., c'est-à-dire pour 25,000 fr., et s'est chargé de la publication d'un volume ou même de plusieurs volumes. L'ouvrage sur l'architecture d'Ahmed-Abad ouvre la série de ces publications; il est dû à M. Premchund Raïchund, l'un des plus riches djaïnas du Guzarate. M. Premchund Raïchund doit aussi faire les frais d'un autre volume, aussi coûteux et aussi beau que le premier et consacré aux monumens du Dharvar et du Mysore.

(1) 1 vol. in-4°, Londres, 1866, John Murray.

Un troisième volume sur l'architecture de Bidjapour, dans le Deccan, paraîtra grâce à la munificence de M. Kursondas Madhoudas. Enfin trois ou quatre autres suivront sur l'ancienne architecture hindoue et djaïna du Guzarate, sur les hypogées de l'Inde occidentale, sur les ruines de quelques vieilles villes.

C'est là sans doute un phénomène fort étonnant. Les Hindous devenant des savans et des archéologues à la manière européenne, qui aurait pu s'y attendre? Et pour qui connaît la tournure habituelle de ces esprits, quelle heureuse et quelle subite transformation! Nous félicitons les djaïnas, les parsis, les brahmanes, qui ont su prendre cette initiative intelligente et patriotique; mais nous ne félicitons pas moins les Anglais qui les ont instruits et poussés à la prendre. Ce sont des Anglais qui ont organisé « le comité pour la publication des antiquités architecturales de l'ouest de l'Inde, » et c'est un grand succès d'avoir réussi à y intéresser les habitans du pays. C'est M. le colonel Biggs qui a levé les photographies; c'est M. Th. C. Hope, du service civil de Bombay, qui a écrit l'introduction historique indispensable; les notes techniques sur chacun des monumens photographiés sont dues à M. James Fergusson, qui s'est dès longtemps illustré par ses publications sur les temples hindous taillés dans le roc et par son *Manuel d'Architecture*. Les indigènes n'en sont pas encore à faire eux-mêmes ces travaux d'art et d'érudition; mais nous ne doutons pas que le moment approche où, pour toutes ces recherches et ces labeurs délicats, les Européens auront des émules dans ceux qui sont aujourd'hui leurs disciples ou simplement leurs généreux patrons.

Le Guzarate (Saourashtra), situé au nord-ouest de Bombay, se compose d'une presqu'île qui porte plus spécialement ce nom, et de diverses régions assez importantes sur le continent. La presqu'île, presque ronde, se développe entre le golfe de Cambay et celui de Kutch. Tout compris, le Guzarate n'est pas loin d'égaler l'Angleterre en étendue. C'est un pays très fertile, qui produit du coton, de l'indigo, de l'opium, des grains, des chevaux. Le peuple, intelligent, laborieux et guerrier, sait tirer bon parti de toutes ces ressources, et les Radjpoutes, — c'est le nom de ses chefs, — ont toujours accordé aux arts et aux lettres une protection éclairée. Souvent attaqué ou envahi par les peuplades du nord, le Guzarate, s'il n'a pas toujours pu conserver son indépendance, n'a jamais perdu sa nationalité, et il est facile encore aujourd'hui de retrouver le type indigène primitif, peu modifié par les invasions et les conquêtes. Les rois de la Bactriane, Ménandre entre autres, ont dominé le Guzarate; après eux et vers le commencement de l'ère chrétienne, une dynastie d'origine parthe a régné deux siècles et demi; puis les rois indigènes reprennent l'avantage pendant cinq cents ans environ. D'abord brahmanes et sivaïtes, ils se convertissent au djaïnisme vers le ve siècle de notre ère. C'est de cette époque que datent les plus beaux temples hindous de la contrée. Au VIIIe siècle, nouvelle lutte contre des envahisseurs étrangers d'origine sassanide; ils sont vaincus, et

le Guzarate jouit d'une longue prospérité que ne peut troubler Mahmoud le Ghaznévide, qui tente vainement la conquête (1020). Les musulmans repoussés s'éloignent pour plus de deux cents ans, et dans ce long intervalle de paix l'architecture indigène couvre le sol des monumens les plus originaux. Ce n'est qu'à la fin du XIIIe siècle et dans le cours du XIVe que le mahométisme finit par l'emporter. Les Radjpoutes se convertissent, ils sont tributaires des souverains de Delhi; mais après les troubles qui suivent les expéditions de Tamerlan ils se rendent indépendans et constituent une dynastie locale. C'est à cette époque, au début du XVe siècle, qu'est fondée la ville d'Ahmed-Abad, sur l'emplacement d'une ancienne cité, et depuis plus de quatre cents ans elle est la capitale très populeuse et très riche du Guzarate. Après Bombay, elle est maintenant la ville la plus prospère et la plus importante de l'Inde occidentale. Sous le grand Akbar, qui fit la conquête du Guzarate en 1572, elle ne comptait pas moins de deux millions d'habitans. Dans le milieu du XVIIIe siècle, les Mahrattes de l'est chassèrent les mahométans. Voilà cinquante ans environ que les Anglais, vainqueurs des Mahrattes, ont rendu à la contrée sa vie nationale, rétabli les chefs indigènes, devenus leurs tributaires, et ranimé l'antique éclat d'Ahmed-Abad, qu'ils ont reliée à Bombay par un chemin de fer.

Ce coup d'œil historique suffit pour faire voir que le Guzarate est riche en monumens de bien des genres et de bien des époques. Le volume dont nous parlons ici ne donne guère que ceux des XIVe, XVe, XVIe et XVIIe siècles. On peut y étudier un art où se retrouvent mélangés le goût indigène et le goût mahométan ou arabe, un style qui ne manque ni de charme, ni de grâce, ni même de grandeur. Cette architecture tient une place distinguée entre l'art mauresque proprement dit et l'art hindou; elle n'a ni toute la légèreté de l'un, ni surtout la lourdeur un peu écrasée de l'autre. Les monumens d'Ahmed-Abad ont un caractère qui n'est qu'à eux, et nous croyons que dans l'histoire de l'art c'est une page qui n'est pas à dédaigner, et qui jusqu'à présent n'avait pas été connue. Nous recommandons plus particulièrement aux amateurs et aux savans les mosquées de Syoud Alum, de Moulik Alum, de Sidi Syid, de Koutoub-Shah, de Syoud Osman, de Sidi Bussir, de Mouhafiz-Khan, de Shapour, les tombes de Râni Sipri, d'Ahmed-Shah Ier, fondateur d'Ahmed-Abad, de Koutoub-i-Alum, de Mir Abou Tourab, la salle de Shah Alum avec son lac, le temple de Svami Navayana.

Ce volume, à quelque point de vue qu'on le considère, est digne de l'attention la plus sérieuse et la plus sympathique. On ne saurait trop encourager des efforts si méritoires et si inattendus, et pour notre part nous serions heureux que ces quelques lignes entretinssent le zèle qu'on montre déjà, qu'elles pussent provoquer de nouvelles et heureuses imitations. Le champ est vaste autant que neuf, et il n'y aura jamais trop de mains pour le cultiver.

BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE.

F. BULOZ.

L'INFÂME

A MON AMI ALEXANDRE DUMAS FILS.

I.

Le 24 janvier 185..., ce qu'on appelle tout Paris se poussait, se foulait et se culbutait au bal de ces gens-là.

L'hôtel des Gautripon, qui recevait tous les mercredis, était cité comme un des plus vastes et des plus somptueux de l'avenue des Champs-Élysées. Le suisse et le premier palefrenier se partageaient vingt louis par semaine, rien qu'à montrer les écuries et les mangeoires de marbre blanc. On lisait dans le *Guide de l'étranger* que tel jour, à telle heure, les Anglais pouvaient voir la galerie de tableaux et notamment l'incomparable *Passion* d'Albert Dürer. Mme Gautripon allait aux courses en voiture de gala, comme une reine; elle achetait les chevaux que la cour avait trouvés trop chers. Ses émeraudes jouissaient d'une réputation européenne depuis l'exposition de Londres, où Webster et Samson les avaient étalées dans une vitrine à part, entre deux *policemen*. Le train de cette maison bourgeoise représentait au bas prix cent mille francs par mois. Un seul détail vous permettra de mesurer la prodigalité gautriponne : les trois enfans avaient chacun son service et ses équipages; or l'aîné marchait sur sept ans et le plus jeune était âgé de dix-huit mois.

Le monde était témoin de ces magnificences, et le monde parisien, qui sait tout, savait que Gautripon (Jean-Pierre) n'avait pas hérité d'un centime. Ses compagnons d'enfance n'étaient pas morts; on l'avait vu boursier à la pension Mathey, puis maître d'étude en chapeau râpé, bottes béantes, puis expéditionnaire à dix-huit cents

francs. Mme Gautripon, née Pigat, était élève de Saint-Denis, fille d'un vieux capitaine d'infanterie. Son père, honnête Breton de Morlaix, avait laissé le renom d'une droiture et d'une brutalité antiques : dans son ancien régiment, le 62e, on dit encore « raide comme Pigat; » mais, comme il n'avait pris aucun palais d'été, ce vertueux sauvage n'avait pu donner à sa fille que la dot réglementaire apportée vingt ans plus tôt par sa femme, c'est-à-dire douze cents francs de rente.

Les splendeurs de cette maison étaient donc une énigme proposée à la sagacité de Paris. Personne n'avait entendu dire qu'un oncle d'Amérique eût légué ses dollars à l'ancien maître d'étude ou à la belle Émilie, sa femme. Quelques habitués du logis, par acquit de conscience et pour décrotter le pain qu'ils mangeaient, allaient disant : « Gautripon a le génie des affaires, il spécule, tout lui réussit; » mais aucun agent de change n'avait acheté ou vendu trois francs de rente pour le compte de Gautripon.

En revanche, il était notoire que la maison possédait un commensal riche et généreux comme un roi. On le nommait Léon Bréchot; il avait hérité de tous les millions de son père, Nicolas Bréchot, terrassier, puis contre-maître, puis entrepreneur, et en dernier lieu fournisseur de toutes les grandes compagnies de l'Europe. Cet Auvergnat presque illettré, mais calculateur de première force et doué d'un coup d'œil infaillible, vous livrait des chemins de fer et des canaux sur commande, comme un cordonnier livre une paire de bottes : simple, rond, honnête en affaires, camarade de ses ouvriers jusqu'à les battre et plus dur au travail que le meilleur d'entre eux. Le travail, qui est le seul roi inamovible depuis un certain temps, peut seul édifier des fortunes royales. Quand le père Bréchot, gros mangeur comme tous ceux qui dépensent leurs forces sans compter, prit son indigestion finale, on évaluait son actif à plus de cinquante millions. Le fait est que personne, pas même lui, n'aurait pu en dresser l'inventaire. Ce gros conquérant de millions était, comme Alexandre, Charlemagne et Bonaparte, mieux organisé pour prendre que pour garder ce qu'il avait pris. Ses gains énormes s'étaient logés au hasard; il y avait de tout dans la succession : des lingots d'or empilés à la Banque, des valeurs de premier ordre en portefeuille avec énormément d'actions véreuses; des placemens hypothécaires, cinq ou six maisons à Paris, une ferme en Sologne, une mine de mercure en Espagne, une carrière de marbre en Algérie, une forêt de dix lieues carrées en Russie, un cru célèbre dans le Médoc, une fabrique d'allumettes à Bade, des parts de commandite à Saint-Étienne et force reconnaissances souscrites sur papier à chandelles par de petits emprunteurs peu solvables. Le panorama

de ces richesses, brusquement étalé sous les yeux d'un héritier de vingt-cinq ans, avait dû l'éblouir comme un nouveau trésor de Monte-Cristo, car il sortait d'une éducation sévère. Jusqu'à l'âge de dix-huit ans, son père l'avait tenu coffré dans une pension célèbre, chez l'invincible Mathey, terreur du concours général. Élève médiocre et bachelier Dieu sait comment, il quitta la pension pour les bureaux paternels, et fit longtemps la besogne d'un employé à dix-huit cents francs. Il est vrai que son père le logeait, l'habillait, lui prêtait des chevaux et lui servait cent louis par mois pour ses gants et ses cigares; mais ce père bourru ne payait en dehors que les dépenses motivées, il défendait le jeu, il bondissait à l'idée que Léon pourrait signer une lettre de change, et disait en fronçant ses gros sourcils : « Avise-toi d'escompter ma mort, et je te déshérite au profit de mes ouvriers! » Ces rigueurs invraisemblables dans un temps aussi relâché que le nôtre avaient allumé chez l'adolescent une soif de dépenses et une impatience de jouir qui n'attendit pas même la fin du grand deuil. Il aborda la vie en homme qui ne sait pas le chiffre de sa fortune. Ses compagnons de jeu et ses rivaux du sport lui donnèrent d'emblée un surnom qui rappelait l'industrie paternelle : on le nommait l'entrepreneur de sa ruine. Il le sut, et dit un jour assez plaisamment : « Impossible! Mon père était plus fort dans son genre que moi dans le mien. »

Ce fou n'était pas sot; il ne manquait pas de repartie. A certain journaliste apprenti qui se vantait trop tôt d'être le fils de ses œuvres, il répondit : « Pardon, mon cher; vos œuvres sont bien jeunes pour avoir déjà de grands enfans. » Son esprit, sa gaminerie tardive et surtout sa prodigalité trouvèrent grâce devant le monde des viveurs, où il se jeta tête baissée. Paris lui pardonna ses millions à la condition tacite qu'il ne les garderait pas longtemps. Il ne devait être que l'usufruitier de sa fortune; on le rangeait de confiance parmi les décavés de l'avenir. Cette réputation se fonda si vite et si bien que pas une mère ne fit le geste de lui offrir sa fille. Quant à celles qui ont pour spécialité de s'offrir elles-mêmes, elles tournèrent quelque temps autour de lui, et l'abandonnèrent à son heureux sort dès qu'il fut avéré que son cœur n'était pas disponible. On sut ou l'on crut savoir que Bréchot était accaparé par une famille bourgeoise et qu'il vivait en tiers dans le ménage Gautripon. Le fait parut d'autant plus probable que le train des Gautripon grandissait à vue d'œil. L'ancien caissier de Bréchot père, homme riche et considéré, raconta que M. Léon avait voulu épouser une grisette, mais que le patron s'était mis en travers. Le bruit courut que le fils aîné de la belle Émilie était venu avant terme; mais la preuve manquait, Mme Gautripon ayant fait ses premières couches

en Italie. Une autre légende voulait que le capitaine Pigat fût mort de sa propre main, pour survivre le moins possible à l'honneur de la famille.

A ces imputations mal démontrées, mais qui se soutenaient en l'air par la force de leur vraisemblance, les amis de la maison répondaient : « Bréchot et Gautripon se sont liés de bonne heure; ils étaient inséparables à la pension Mathey. Gautripon fils, lorsqu'il perdit son père, eut pour correspondant le père de son ami. Léon Bréchot, un an et plus après sa sortie du collége, venait voir Gautripon chez Mathey et lui conter ses amourettes. Jean-Pierre lui rédigeait sur commande des vers bien tournés et surtout corrects, dont l'autre se faisait honneur dans certain monde. Est-il donc étonnant que le fils de famille, en prenant possession de sa fortune, ait pensé à un camarade si ancien et si cher? Vous le voyez qui jette les millions par la fenêtre, et vous demandez qu'il crie à Gautripon tout seul : Gare dessous! Quand une maison brûle, les voisins ont plus chaud que les autres, et personne ne les accuse d'avoir volé cette chaleur. Nous ne prétendons pas que Gautripon spécule avec l'argent de son patrimoine; il emprunte pour jouer, mais ce qu'il gagne est bien à lui. »

Ce système de défense était le seul possible. Le moyen d'assimiler Mme Gautripon à ces lionnes pauvres qui comptent deux cents francs un cachemire de mille écus? Il n'y a pas au monde un Jean-Pierre assez naïf pour croire qu'on nourrit douze chevaux sur douze cents francs de rente. Or la communauté n'avait pas d'autre revenu démontré, et l'on ne connaissait pas à monsieur d'autres moyens d'existence, sauf sa profession de mari.

Il était donc montré au doigt; il portait sur les épaules une charge de mépris qui eût écrasé cinquante éléphans. Le vulgaire rit volontiers d'un mari trompé par sa femme, les gens de cœur qui raisonnent un peu le prennent en pitié; mais sur le vil complaisant qui vend sa part de bonheur et de dignité il n'y a qu'une opinion : tout le monde s'accorde à le noter d'infamie. Après sept ans de mariage, Gautripon ne s'appelait plus Jean-Pierre; il était pour tout Paris l'infâme Gautripon.

Lorsqu'il faisait une emplette pour madame et qu'il donnait son nom et son adresse, le caissier du magasin levait la tête, le commis qui l'avait accompagné jusqu'au comptoir le regardait en face, les acheteurs entrans ou sortans se retournaient, et tout ce monde semblait dire : « Ah! ah! voilà comme il est fait! » Ses domestiques, mieux payés que des chefs de bureau, le servaient par grâce, et Dieu sait en quels termes on parlait de lui à l'office! Un jour sa femme achète une paire de chevaux. Le garçon d'écurie qui les

avait amenés s'éloigne avec deux louis de pourboire. Un palefrenier de la maison court après lui, l'arrête et lui dit : — J'espère que tu payes à déjeuner?

— Sur quoi? sur quarante malheureux francs?

— On ne t'a donné que ça?

— Ma parole!

— Qui?

— Monsieur.

— Ah! tu m'en diras tant! Madame a dû donner cinq louis; mais l'infâme en aura mis trois dans sa poche.

Ce détail en dit plus dans sa brutalité que tout ce qu'on pourrait écrire.

La façade de l'hôtel était en pierre blanche et polie comme le marbre. Presque tous les matins la servante du suisse y lavait à grands coups d'éponge le mot « infâme » tracé au charbon par les polissons du quartier.

Au point de vue de la morale absolue, la trinité de ce ménage était uniformément — criminelle. Le mari qui vend, l'amant qui achète et la femme qui se livre comme une marchandise inerte mériteraient d'être enveloppés du même dégoût; mais la morale et l'opinion sont deux. L'opinion souriait à Bréchot comme à tous les vainqueurs; elle se serait attendrie pour un rien sur le malheureux sort d'Émilie; elle écrasait Gautripon seul. Bréchot était un heureux gaillard, pas autre chose, un homme qui avait bien choisi sa maîtresse et qui se faisait honneur de son argent. Émilie, sacrifiée par un indigne mari, semblait presque aussi intéressante que Joseph vendu par ses frères. Pour Gautripon, les honnêtes gens s'indignaient que le Code pénal n'eût pas un seul article à l'adresse de ce coquin-là.

Si du moins il avait pratiqué ces façons qui désarment la rigueur du monde! Il y a mille accommodemens avec le puritanisme de Paris. On passe bien des choses aux scélérats qui savent vivre. Les escrocs obligeans, les faussaires polis obtiennent à la longue une espèce de réhabilitation charitable : la vertu même finit par leur donner la main, de guerre lasse, quitte à se laver après; mais Gautripon n'avait jamais trouvé mille francs dans sa poche pour assister un malheureux. Autant madame était prodigue, autant il se montrait tenace à garder son ignoble salaire. Lorsqu'un ancien compagnon de détresse allait sonner chez lui, monsieur n'y était pas. Ceux qui lui écrivaient pour demander quelque service d'argent obtenaient un refus piteux, enveloppé de longues phrases filandreuses. Son attitude dans le monde n'était rien moins qu'avenante. Il parlait peu, répondait par monosyllabes, regardait d'un air froid et semblait se

tenir en garde contre un affront toujours suspendu. « Ce pauvre M. Gautripon! disait un soir la comtesse Mahler, on croirait qu'il se promène dans une avenue de soufflets. »

S'il assistait aux bals de sa femme, c'était avec une indifférence si marquée que plusieurs invités, dans les commencemens, se crurent mal reçus. Il saluait les gens d'un sourire contraint, puis s'effaçait dans le coin le moins éclairé jusqu'à ce que le bruit de la fête et la distraction du public lui permissent de s'évader incognito. Cette étrange façon de recevoir finit par trouver grâce; on passa par-dessus la triste originalité de l'infâme. On ne le saluait plus que par acquit de conscience, et parmi les jeunes gens qui dansaient le cotillon dans son hôtel quelques-uns se vantaient de n'être pas encore présentés. Les joueurs le connaissaient encore moins, car il ne touchait jamais une carte; il ne montait pas même à la galerie du premier étage, où l'on dressait les tables de jeu. Ces messieurs du baccarat, du lansquenet et du rubicon venaient là comme au cercle. Léon Bréchot ne se faisait pas faute d'inviter sans cérémonie ses connaissances du club et du foyer de l'Opéra. Ceux qui étaient venus trois fois dans la maison ne craignaient pas d'en amener d'autres. Au milieu de cette anarchie et de cette prodigalité, tout le monde, excepté Gautripon, était chez soi. Quand il donnait à dîner, les convives étaient choisis avec un peu plus de discernement, mais par madame ou par Bréchot. On les présentait tous au mari, mais il avait si peu de mémoire ou de politesse qu'il ne les reconnaissait pas le lendemain dans la rue. Au milieu des repas les plus somptueux et les plus exquis, il paraissait honteux de son appétit : à peine s'il avalait un potage et quelques bouchées de viande; mais il cassait et grignotait furtivement son pain par un mouvement machinal qui ne cessait qu'au dessert. Il buvait son eau pure.

Peut-être aussi les vins de cette cave célèbre semblaient-ils insipides à un ancien buveur de vin bleu. L'ancien maître d'étude de la pension Mathey ne pouvait guère apprécier les chefs-d'œuvre du grand Coulard, ce prodige de science volé au prince de Metternich par la diplomatie de Bréchot. Quelques moralistes insinuaient que les goûts bas contractés dès la jeunesse ne se désencanaillent jamais : on accusait Gautripon de se livrer dans l'ombre à des orgies de gras double et de soupe à l'oignon. Cette hypothèse fut confirmée par un témoignage aussi curieux qu'imprévu. Le valet de pied du général péruvien don Pablo Puchinete jura qu'il connaissait M. Gautripon pour avoir déjeuné dix fois auprès de lui dans un *bouchon* de cochers, rue de la Vieille-Estrapade. La chose était un peu trop forte pour obtenir créance chez les gens qui raisonnent; il en resta pourtant je ne sais quelle odeur de crapule autour de l'accusé.

La simplicité de ses goûts, la vétusté de ses habits toujours râpés et toujours propres, la grosse toile de ses mouchoirs, la modeste percale de sa chemise, toutes ces habitudes d'épargne et de retranchement personnel qui devaient racheter dans une certaine mesure le luxe outrageux de sa maison, furent autant de charges contre lui. On décida que cet homme était ignoble en tout, et le monde ne le vit plus qu'à travers une opinion détestable.

Pour ceux qui auraient pu l'envisager autrement, sa personne n'était ni laide ni repoussante. C'était un grand garçon de trente-deux ans, svelte et bien pris, mais un peu courbé en avant sous le poids de son infamie. Les traits du visage étaient fermes, le nez un peu grand, mais de forme élégante et fière, la bouche petite, les dents belles, le front haut et les sourcils noblement dessinés. Il rasait sa barbe avec soin et portait les cheveux taillés en brosse. Ces cheveux du plus beau noir s'argentaient visiblement sur les tempes, et ce rayon de vieillesse anticipée adoucissait tout le visage. Le misérable, à qui l'on ne donnait la main que par pitié, avait lui-même une main nerveuse, sèche, chaude, une de ces mains qui vous attirent, vous retiennent, et qui s'empareraient de votre amitié, si l'on n'était pas averti.

L'ami de la maison, ce Léon Bréchot que vous savez, était un admirable type d'homme heureux. Ni trop grand ni trop petit, ni gras ni maigre, ni brun ni blond, ni beau ni laid, il se citait lui-même comme le mieux équilibré de tous les mortels. La bonne humeur et la santé rayonnaient sur sa figure ronde et colorée; ses yeux gris scintillaient; son nez court, bien ouvert et légèrement retroussé, humait avec une joyeuse avidité le parfum des bonnes choses. La barbe multicolore, blonde aux racines, rousse au milieu, brune au bout, s'épanouissait en éventail pour achever cette figure épanouie. Une coiffure imperceptiblement olympienne relevait ses cheveux chatains du front à l'occiput en deux masses frissonnantes. Buveur solide et beau mangeur, il avait pris juste assez d'embonpoint pour donner une courbe harmonieuse à ses plastrons de batiste, sous le gilet superbement ouvert. Un Lavater aurait lu dans sa physionomie la franchise, la bienveillance, la générosité, le mépris des richesses, l'ignorance du danger, l'ardeur des passions: ce qui manquait un peu, c'était la persévérance, le dévouement, le sérieux, le solide, la force de vouloir et la faculté de souffrir; mais à quoi bon? Est-ce que les oiseaux ont besoin de nageoires? L'homme aimé, riche, heureux, a-t-il affaire de cette énergie farouche qui lutte corps à corps avec le malheur?

La femme qui se partageait (disait-on) entre ces deux messieurs ne peut être comparée à aucune autre, ni même à aucune créature

vivante; mais on se rendrait compte de sa beauté vraiment particulière, si l'on avait la patience d'étudier avec attention une poupée de grand prix. Les poupées ne représentent ni des femmes ni des enfans, mais un âge intermédiaire : il en était ainsi de Mme Gautripon, quoiqu'elle fût mère de deux garçons et d'une fille. Ses cheveux, plus fins que la soie et d'un blond presque blanc, rappelaient cette toison d'agneau qui coiffe les poupées Huret. Toutefois le corps n'avait pas la raideur et la sécheresse de la gutta-percha durcie : les mains, les bras, les épaules, tout ce qu'on voit au bal était d'une blancheur uniforme, absolue, comme le corps des poupées de peau. Les yeux noirs, d'un émail étincelant, illuminaient des traits ronds, moelleux, un peu trop fondus, et doucement colorés comme la cire. La bouche était trop petite, les yeux trop grands, les pieds et les mains presque invisibles, conformément à l'esthétique professionnelle des bimbelotiers. Ses toilettes étaient des costumes aussi riches et aussi bizarres que ceux que Marcelin, l'élégant fantaisiste, dessine au 1er janvier pour la devanture de Siraudin. Elle portait aussi des dentelles trop hautes et des pierreries mal proportionnées à sa petite taille. L'aménité de son accueil, la douceur de sa voix, l'inaltérable bienveillance de son langage, vous forçaient de penser à ces poupées du nouvel an qui sont des boîtes de bonbons. Cette petite femme était la fraîcheur même et la suavité en personne, avec certain je ne sais quoi qui éveillait des idées de cherté fabuleuse et de fragilité déplorable. On enviait le bonheur de l'homme qui avait pu se donner un tel joujou pour ses étrennes, et l'on disait aussi : Pourvu qu'il n'aille pas la casser! car on ne la voyait pas sans la désirer peu ou prou; c'était une nature aimantée qui attirait sinon les cœurs, au moins les convoitises du sexe qui se dit fort. Ses manières n'avaient rien de décourageant; elle n'était ni courtisane ni même coquette, et pourtant elle semblait facile. Pourquoi? Par cent raisons, mais surtout parce qu'elle ne témoignait pas plus d'amour à Léon qu'à Jean-Pierre, qu'il n'était pas défendu de lui supposer le cœur libre, et que son laisser-aller, ses grâces nonchalamment sensuelles, la désignaient comme un être désarmé. Il eût été paradoxal de la croire infaillible et plus paradoxal encore de supposer qu'elle ne faillirait plus. Le gros Merryman, qui fait courir, disait à ce propos : « Je connais pas mal de chevaux qui ne sont jamais tombés sur les genoux, mais je n'en sais pas un qui n'y soit tombé qu'une fois. » L'espérance attirait donc un peuple autour d'elle. On y voyait de tout, depuis les princes et les gros banquiers jusqu'aux sous-lieutenans de la littérature, de l'art et de l'armée : les uns prêts à faire des sacrifices énormes par cela seul que Léon Bréchot en avait déjà fait, les autres dans

l'espoir qu'il n'y en aurait plus à faire, et qu'Émilie était assez riche pour se donner le luxe d'un amour désintéressé.

Cent mille hommes ne suffisent pas à composer un salon, il faut trouver moyen d'attirer les femmes du monde, et ce remplissage est toujours difficile dans une maison aussi diffamée que l'hôtel Gautripon; mais il n'est jamais impossible, si les maîtres du logis savent mener le recrutement selon la logique parisienne. Une femme perdue de réputation aurait beau se bâtir un hôtel magnifique, allumer dix mille bougies, réunir l'orchestre du Conservatoire et préparer un souper babylonien; elle n'attirerait personne à ses bals, si elle commençait par inviter les honnêtes femmes de Paris. Plus l'hôtel serait beau, plus l'orchestre serait illustre, plus le souper serait fin, plus on s'honorerait de renvoyer l'invitation comme malséante et impertinente. Une maîtresse de maison qui sait la vie trouve un biais. Elle attire d'abord un certain nombre d'étrangères, et pense avec raison que ces dames n'y regarderont pas de trop près. Ceux qui se dépaysent un moment pour s'amuser font du plaisir leur principale affaire et prennent leur récréation où ils la trouvent. Ils agissent chez nous comme nous-mêmes en voyage, avec une singulière expansion de tolérance et de facilité. Cela n'engage à rien, pas même à reconnaître au bout d'un an les compagnons ou les distributeurs des plaisirs qu'on a pris. Si une femme du monde est solidaire de celles qu'elle voit dans son pays, elle ne doit compte à personne des relations qu'elle a pu nouer en voyage. Aussi les étrangères accourent-elles sans se faire prier partout où l'on ouvre un salon agréable. Il suffit que la maison ne soit pas formellement déclassée et qu'on voie flotter sur la porte un lambeau de pavillon conjugal. Les Gautripon ou les Bréchot comprirent qu'il fallait avoir les grandes dames de l'étranger, et que c'était le commencement de la sagesse. En effet, le reste alla de soi. Lorsqu'on sut qu'ils faisaient danser des princesses en *i*, des marquises en *o* et des comtesses en *a*, les Parisiennes à la mode jugèrent qu'il y aurait sottise à bouder si bonne compagnie, et plus d'une brigua les invitations qu'elle aurait repoussées l'année d'avant, si on les lui avait offertes. Les familles sévères se tinrent obstinément en dehors, mais cette catégorie n'est pas comptée dans le total hétérogène qui s'intitule tout Paris. Les arts, les lettres, la finance de Paris, de Francfort et de Vienne, la noblesse cosmopolite, un lot de bourgeoisie industrielle et marchande, les deux sexes du sport, la fleur de l'inutilité des clubs, composaient un ensemble plus brillant qu'imposant, mais assez considérable en somme. L'élément masculin était en majorité, mais les femmes jeunes et jolies ne manquaient pas. Les yeux s'écarquillaient aux feux des diamans;

l'écho des noms sonores et des titres plus ou moins authentiques caressait agréablement le snobisme parisien. Quoi qu'on pût dire de la vertu de madame, quoi qu'on pût insinuer sur la complaisance de monsieur, le 24 janvier 185... l'hôtel Gautripon était encore une maison comme les autres et plus agréable que beaucoup d'autres.

Ce qui donnait un caractère un peu singulier à ces fêtes, c'était, comment dirai-je? une certaine atmosphère de mépris répandu. On sait que dans le monde, et surtout dans le monde un peu mêlé, le savoir-vivre est réparti par doses inégales. Les femmes en général en ont plus que les hommes malgré tous les efforts d'une école nouvelle pour renverser la proportion. Les vieillards et les hommes mûrs sont plus polis que les petits jeunes gens. La naissance, l'éducation, la profession, accentuent plus fortement les inégalités marquées par le sexe et par l'âge; mais le point capital où j'ai besoin d'insister ici, c'est que l'individu devient supérieur ou inférieur à lui-même selon le milieu qu'il traverse et le monde qui l'environne. Il y a des instincts grossiers qui constatent la parenté de l'homme avec la bête. L'éducation les refoule plutôt qu'elle ne les anéantit; ils demeurent emprisonnés dans quelque coin ténébreux de notre être, guettant l'occasion de s'échapper et de s'épandre. Pour les tenir en respect, la volonté d'un seul homme ne suffit pas; il faut la collaboration d'un certain milieu, la pression des idées et des mœurs ambiantes. La bonne compagnie exerce une salutaire contrainte sur ceux-là mêmes qui n'en sont point; la mauvaise relâche inévitablement les habitudes de l'homme le plus correct et le plus délicat. Le même homme boit, mange, danse, parle et rit diversement, selon qu'il est dans un salon respectable, ou familier, ou équivoque. La retenue des invités croît en raison de leur estime pour la maison qui les reçoit. Un homme bien élevé se gêne un peu, même avec ses amis, quoi qu'en dise le proverbe; tout le monde en prend à son aise et lâche la bride à ses instincts chez les Gautripons de tous étages.

Ainsi les jeunes gens abusaient étrangement de cette hospitalité banale et décriée. Quelques-uns arrivaient sans scrupule après boire; quelques-uns montaient au fumoir avant de saluer Émilie, et s'y cantonnaient jusqu'au souper entre les liqueurs et les cigares. D'autres donnaient l'assaut au buffet avec des poussées formidables. Tout le monde commandait aux serviteurs de la maison, qui devenaient familiers dès minuit, grâce aux libations de l'office. On gaspillait outrageusement les boissons et les mets, et si quelque chose venait à manquer par hasard, les invités s'en étonnaient sur un ton qui voulait dire : « Quoi! nous daignons aider à la ruine de

ces faquins-là, et ils n'ont plus d'asperges à quatre heures du matin ! » Après souper, la jeunesse dansait des pas fantastiques et tenait des discours inouis, et les dames, acclimatées peu à peu, commençaient à ne plus s'étonner de rien. Les joueurs s'impatronisaient dans la galerie de tableaux jusqu'à midi, voire jusqu'à la soirée du lendemain, et, comme Léon Bréchot était de la partie, on n'essayait pas même de les déloger. Ils commandaient leurs repas, sans plus de façon qu'à l'auberge, et Mme Gautripon disait en s'éveillant sur les deux heures : — Comment! ils sont encore là? Eh bien! donnez-leur tout ce qu'ils voudront! — toujours avec son frais sourire de poupée neuve.

Voici comment l'étourderie d'un jeune homme et la fumée de quelques verres de vin de Champagne changèrent ces beaux yeux d'émail en deux sources de larmes.

Le marquis Lysis de La Ferrade était un magnifique créole de vingt-cinq ans, un de ces Apollons exotiques qui ressemblent aux Français de la métropole comme un palmier de l'île Bourbon à un pommier du pays de Caux. Il avait le teint mat, la lèvre pourpre, les cheveux presque bleus, les yeux fendus en amande et noyés dans ce fluide étincelant et doux qui semble fait de courage et d'amour. Noble, riche, vaillant, admirablement souple aux jeux du corps et de l'esprit, il avait vu toutes les portes s'ouvrir à deux battans devant lui, toutes les mains courir au-devant de la sienne. Ce jour-là même, on venait de fêter sa bienvenue dans un club où les millionnaires n'entrent pas comme au moulin; par malheur, il avait terriblement bien dîné : la folie que les Bordelais, les Bourguignons et les Champenois emprisonnent dans leurs bouteilles s'était mêlée en lui au vin de la jeunesse, qui est le plus absurde et le plus généreux de tous. Il s'était échappé du club à dix heures avec un cortége de joyeux compagnons; on avait fait une descente au foyer de l'Opéra et mis en fuite les plus jolis oiseaux et les moins farouches du monde; puis la brillante cohorte, soulevée par ces ailes invisibles que l'ivresse attache aux pieds des jeunes fous, émoustillée par un vent de bise qui fouettait le visage et piquait les oreilles, s'était abattue à grand bruit sous le péristyle de l'infâme. Là, les cochers de ces messieurs, riant d'un rire philosophique et dissertant entre eux sur l'égalité dans le vin, s'étaient rangés à la file, tandis que les valets de pied pliaient les paletots et que les maîtres envahissaient la maison comme une ville conquise.

Vers minuit, Gautripon se faufila discrètement, à son ordinaire, hors des salons où l'on dansait. Il décrocha, dans un couloir obscur, une vieille pelisse doublée de chat râpé, comme on n'en trouve qu'au Temple, et il se mit en devoir de gagner la petite

porte des fournisseurs. Un grand tapage appela son attention vers l'office; il prêta l'oreille, et entendit les mots « monsieur, madame et Bréchot, » répétés plusieurs fois au milieu d'une hilarité brutale. Il se consulta un instant pour savoir s'il devait passer outre ou boire la turpitude de ses gens jusqu'à la lie. La curiosité fut la plus forte : il écouta tout le récit d'un laquais qui venait de déposer un plateau de verres vides et parlait en se tenant les côtes.

L'orateur avait dit, et l'auditoire riait encore que Jean-Pierre était déjà loin. Il rentrait dans les appartemens, la souquenille sur le dos et le chapeau sur la tête, escaladait le premier étage, traversait la galerie et se jetait dans la chambre à coucher de sa femme avec l'emportement d'un sanglier blessé.

Dès le seuil, il reconnut le spectacle insolent que les rires de l'office lui avaient dénoncé. On avait mis à nu le lit de Mme Gautripon et fait la couverture. Sur deux larges oreillers étalés côte à côte, on avait couché deux têtes de carton, dont l'une représentait un coq et l'autre une chatte blanche. Au-dessus, un grand cerf, drapé dans un tapis de table, allongeait deux longs bras et deux mains gantées de frais sur le couple hétéroclite, comme pour le protéger ou le bénir. Les pincettes du foyer et les accessoires du cotillon avaient fourni les principaux élémens de cette scandaleuse mascarade; l'auteur de la plaisanterie devait avoir prêté ses gants.

L'infâme poussa un son guttural, ses yeux flamboyèrent; il se redressa de toute la hauteur de sa taille, plongea un regard effrayant dans le petit groupe de rieurs qui s'ébaudissait à ce spectacle, aperçut un jeune homme déganté et lui sauta à la gorge en criant : — Misérable lâche! c'est donc toi?

M. de La Ferrade bondit sous l'insulte et sous l'étreinte. Il écarta par une torsion désespérée les deux mains qui l'étranglaient, regarda son agresseur, le reconnut sans le connaître, lui rit au nez et répondit d'une voix frémissante :

— Monsieur le Gautripon, vous dites des incohérences : ce n'est ni un misérable, ni un lâche, puisque c'est moi!

Cela dit, il repoussa violemment l'infâme, qui chancela un moment, puis s'élança de nouveau; mais les amis du jeune homme avaient eu le temps de se jeter entre les deux combattans. M. Gautripon lutta contre eux, glissa sur le tapis et se releva sous une pluie de cartes de visite. Le créole avait profité de la bagarre pour fouiller dans sa poche et vider tout son carnet sur la tête de l'ennemi. — A demain, disait-il, on ne donne qu'une carte à un homme seul; mais vous qui vous appelez légion, vous partagerez le paquet entre vos amis et connaissances.

Gautripon demeura comme atterré sous le coup de ce nouvel ou-

trage; il lui fallut une grande demi-minute pour reprendre ses esprits. Lorsqu'il vint à la riposte, les jeunes gens, au nombre de cinq ou six, étaient déjà au milieu de la galerie. Il prit son élan pour les rejoindre, mais la voix de son ami Bréchot le cloua sur place.

— Je tiens mille louis, disait Léon.

Les joueurs n'avaient rien vu, rien entendu : ils étaient tout à leur affaire. Le mari se ravisa, rentra dans la chambre, ferma doucement la porte, fit un paquet des cartes du marquis et les serra dans sa poche. Il revint ensuite au grand lit de Mme Gautripon, ramena la couverture sous le traversin, roula les oreillers en cylindre et les mit au pied du lit, étendit sur le tout le grand couvre-pied de guipure et de satin rose, rangea le tapis de table et les pincettes, jeta les gants au feu et replaça les cartonnages dans la corbeille du cotillon.

Le désordre ainsi réparé, il rouvrit la porte à deux battans et regagna l'escalier de service; mais, au lieu d'y retourner par le même chemin, il prit à gauche et pénétra sur la pointe du pied dans l'appartement des enfans. Les deux garçons et la fillette dormaient du plus riant sommeil sous leurs rideaux de tulle garni de malines. Un précepteur, une gouvernante et deux bonnes anglaises reposaient auprès d'eux. Leur mère les avait entourés de ces mille brimborions ruineux qu'on donne aux enfans d'aujourd'hui pour leur inculquer dès le berceau la sotte vanité des hommes. Le petit monsieur de sept ans était meublé de bois de rose; on voyait dans son salon particulier une collection de tableaux enfantins et le portrait de son poney favori peint par un maître. Un trophée d'armes, de cannes et de cravaches à sa taille décorait un des panneaux de la chambre; sur une pelote à son chiffre brillait toute une collection de riches épingles à son usage. Rien ne manquait à cette réduction des élégances à la mode, pas même une boîte à cigares en argent ciselé, pleine, il est vrai, de cigares de chocolat. Gautripon regarda ce bizarre étalage comme s'il ne l'avait jamais vu; il haussa les épaules, secoua la tête et vint baiser avec une tendresse plus que paternelle l'enfant qui ressemblait scandaleusement à Bréchot. Sur les trois qu'il embrassa tour à tour, la petite fille seule s'éveilla, ouvrit les yeux à demi, et lui rendit son baiser dans le vide en disant : Je t'aime!

— Et moi aussi, pauvres enfans, je vous aime! murmurait-il en s'éloignant avec des larmes plein les yeux.

Il sortit de l'hôtel sans encombre et gagna une maison de piètre apparence vers le bas de la rue de Ponthieu; le portier, qui ne l'attendait plus, vint lui ouvrir en grommelant : il s'excusa d'un ton

modeste et donna dix sous. Sa bougie allumée et sa clé détachée du clou, l'infâme gravit un escalier sale et nauséabond, s'arrêta au cinquième étage, enfila un couloir, passa devant quatre ou cinq portes où les noms des locataires se lisaient sur des écriteaux de carton, et entra finalement dans une mansarde très propre. Les draps du lit et les rideaux de l'unique fenêtre étaient du plus beau blanc; le papier, à douze sous le rouleau, n'avait ni tache ni égratignure, la couchette de noyer brillait, le carreau de brique rouge miroitait, les humbles flambeaux de la cheminée étincelaient. Six bonnes chaises de paille bien nettes, deux petites tables soigneusement frottées à la cire et un lavabo de quinze francs complétaient l'intérieur honnête et modeste d'un ouvrier qui a de l'ordre, ou d'un petit employé.

Gautripon s'y installa comme chez lui. Il s'assit sur une de ces chaises de paille, lut attentivement la carte du beau créole et médita quelques minutes la tête dans ses mains; puis, souriant à lui-même en homme qui a fait son plan, il se dévêtit, accrocha sa pelisse à un porte-manteau, brossa, plia sa toilette de bal et la serra dans un placard. Cette besogne achevée, il se coucha, souffla sa bougie et s'endormit d'un profond sommeil.

Cependant M. de La Ferrade, un peu dégrisé, se faisait conduire au cercle des colonies, et arrachait son oncle, M. d'Entrelacs, aux plaisirs mathématiques du whist.

M. d'Entrelacs était un homme de cinquante ans, très jeune de visage, d'esprit et de courage. Il ressemblait à son neveu, mais en grand et en gros. Sa figure bronzée, d'une consistance un peu molle, offrait la teinte et le relief arrondi du cuir gaufré. L'oncle avait fait parler de lui; on citait ses amours et ses duels à Bourbon, voire à Paris. Sur le chapitre du point d'honneur, il n'avait plus de leçons à prendre, et personne mieux que lui n'était capable d'en donner. Les amateurs qui rendent cinq coups de bouton sur dix aux prévôts de salle, les habitués du tir qui coupent des balles en deux sur une lame de rasoir, le citaient comme un maître. Il avait assisté son neveu dans trois ou quatre affaires, et le blason des La Ferrade ne s'en était pas mal trouvé.

Le récit du jeune homme n'émut pas l'homme mûr. « Cela se dessine nettement, dit-il; il n'y a pas matière à controverse. Tu as nsulté, tu as provoqué, tous les torts viennent de nous : donc nous laissons le choix des armes; c'est à ce monsieur de nous dire s'il aime mieux héberger dans sa peau quelques pouces de fer ou une demi-once de plomb. Adresse-moi ses témoins dès que tu les auras vus. J'attends ici le général Puchinete; tu le connais, c'est un gaillard dans mon genre. A nous deux, nous mènerons lestement l'af-

faire, et les petits journaux n'auront pas le temps de la galvauder. Va dormir; un bon somme vous fait mieux la main que le tir et le maître d'armes.

II.

Vers midi, Lysis de La Ferrade fut éveillé par son nègre, qui portait deux cartes sur un plateau. Deux cartes, je devrais dire deux carrés longs de papier doré sur tranche où l'on avait écrit à la main : « RASTOUL, *aux Villes-de-Saxe*, rue Saint-Jacques, 264. » — « MONPAIN, *au Val-de-Grâce*. De la part de M. Jean-Pierre. »

Le jeune homme se frotta les yeux et se demanda un instant s'il n'achevait pas quelque rêve.

— Qui diable est-ce que ces gens-là?

— Deux messieurs décorés.

— Ah!... prie-les de m'attendre un instant et offre-leur des journaux, des cigares, des biscuits, du vin de Xérès.

Le nègre sortit, et le maître sauta dans un pantalon en murmurant : — Jean-Pierre? De la part de M. Jean-Pierre? Il me semble en effet que Bréchot et les autres le désignent quelquefois sous ce nom-là. Nous verrons bien; mais ces cartes dorées sur tranche? Où diable a-t-il pêché ses témoins et quelle espèce de chrétiens m'a-t-il envoyés? Comment l'ami de la maison n'est-il pas de la partie? Dieu sait comment ça finira, mais ça commence drôlement.

Tout en faisant ces réflexions, il endossait une jaquette de taffetas gris-perle, ouatée et piquée comme la robe de chambre d'une petite-maîtresse. Lorsqu'il fut présentable, il passa dans son boudoir, où deux robustes gaillards boutonnés jusqu'au menton l'attendaient debout, devant le guéridon servi et intact. A leur moustache, au nœud tout fait de leur cravate, à leurs gants noirs, à la solidité de leur chaussure, à la largeur du ruban neuf qui décorait leur redingote, le marquis devina des sous-officiers en retraite. C'étaient d'ailleurs deux beaux hommes et deux honnêtes figures.

— Mille pardons! messieurs, dit le marquis.

— Il n'y a pas d'offense, répondit l'un.

— Parfaitement, ajouta l'autre.

— Veuillez donc vous asseoir, je vous en prie.

— Nous ne sommes pas fatigués, dit le premier ambassadeur.

— Parfaitement, dit le deuxième.

Toutefois le jeune homme insista si poliment que l'orateur de cette étrange députation finit par prendre place au bord d'un siége et que l'autre en fit autant, « ne voulant pas désobliger monsieur le marquis. »

Mais, quand le maître du logis fit le geste de leur offrir des ci-

gares, ils reculèrent avec une sorte d'effroi. Ce fut bien pis lorsqu'il les pria d'accepter une larme de son vieux vin de Xérès. Le premier témoin, M. Rastoul, rougit comme si cette politesse eût été une injure personnelle.

— Faites excuse! dit-il; ce n'est pas pour trinquer que nous sommes ici, c'est pour vous proposer la botte.

L'infirmier-major ouvrait la bouche pour approuver; il l'ouvrit bien plus grande en voyant que le jeune homme lui coupait la parole et lui prenait son mot :

— Parfaitement, messieurs, dit le créole avec une grâce exquise. Je suis tout à vos ordres, et j'accepte d'avance les propositions que vous me faites l'honneur de m'apporter; mais l'usage n'interdit pas les rapports de courtoisie entre gens qui vont se couper la gorge, et vous pouvez accepter le vin que je vous offre sans faillir au mandat que vous remplissez si dignement.

S'il y avait une pointe d'ironie sous la leçon, elle n'effleura pas l'épiderme des honnêtes sous-officiers. M. Rastoul se relâcha un peu de sa raideur, et répondit en tournant ses pouces :

— Si ça se fait...?

— Je vous assure que ça se fait.

— Eh bien! ce sera donc en vous remerciant de votre politesse.

M. de La Ferrade emplit deux verres jusqu'aux bords, et laissa tomber quelques gouttes dans le sien. Les deux sous-officiers trinquèrent ensemble et avec l'ennemi. Chacun d'eux vida son verre d'un trait, après quoi M. Monpain prit un mouchoir à carreaux bleus dans le fond de son chapeau et s'essuya la bouche, tandis que M. Rastoul épongeait ses deux moustaches en les tirant par un geste tout guerrier.

Ils acceptèrent ensuite les cigares et le feu que M. de La Ferrade leur offrit de ses mains blanches. — Et maintenant, messieurs, dit le jeune homme, je vous écoute.

— Monsieur le marquis, dit Rastoul, parlons peu, mais parlons bien. M. Jean-Pierre est un digne homme.

— M. Gautripon, voulez-vous dire?

— M. Gautripon si vous voulez. Chez nous, on ne l'appelle que M. Jean-Pierre. Il paraît que vous lui avez fait,... je suis trop poli pour dire une crasserie, mais enfin... une chose qui ne se fait pas. Il nous a dit, à moi et à mon camarade, qu'il voulait aller sur le terrain, et du moment que M. le marquis paraît être consentant de s'aligner, l'affaire peut marcher rondement, d'autant plus, je vous l'avouerai, que nous n'avons pas trop de temps, moi et mon camarade, attendu les permissions, qui ne s'obtiennent pas comme on veut.

— Effectivement, dit le camarade. Tant qu'aux armes, je sais

où l'on pourrait se procurer des lattes, des fleurets, des pistolets de cavalerie, enfin tout.

— Ne vous donnez pas tant de peine, messieurs. J'ai mes armes, et si vous les récusiez par hasard, les armuriers sont là. A ce que je comprends, vous êtes militaires?

— J'ai ma pension réglée, dit Rastoul. Maintenant je suis aux Villes-de-Saxe, ouvreur.

— Plaît-il?

— C'est moi qui me tiens à l'entrée du magasin et qui ouvre la porte aux dames. Il n'y a pas de sot métier, et on recherche les légionnaires pour ça, vu que ça pose une maison.

— J'entends, monsieur. Encore une larme de ce vin de Xérès, je vous prie. Vous m'excuserez d'ailleurs si je cherche à deviner par quel concours de circonstances M. Gautripon, que vous appelez Jean-Pierre, a été conduit à mettre ses intérêts entre vos mains : non qu'il pût s'adresser à des personnes plus dignes; mais le rang qu'il tient dans le monde, la fortune...

— Pardon, monsieur le marquis, les explications nous sont interdites. Si je vous ai mis au courant de mes affaires, ça n'est pas une raison pour que je vous conte les siennes, lesquelles au reste j'ignore foncièrement. Je sais qu'il est un digne homme et qu'il nous a donné la commission de vous mener sur le pré. Ça vous va-t-il? marchons! Si vous n'en voulez pas, dites-le; il saura ce qu'il lui reste à faire.

— C'est bien ça, dit l'infirmier. Des explications après coup, il n'en faut plus. Bon si on s'expliquait avant : on aurait peut-être la main moins leste.

— Plaît-il?

— On ne taperait pas, quoi!

— Vous croyez donc qu'il y a eu des voies de fait échangées entre nous?

M. Rastoul devina que la seule phrase prononcée par son camarade avait été une sottise, et il se hâta de tout réparer.

— Monpain vous dit, monsieur le marquis, que ceux qui parlent trop vite tapent souvent, en paroles, sur le tiers et le quart.

Le créole sourit dans sa moustache et reprit : — Allons, messieurs, avouez franchement, en loyaux militaires, que vous ne savez pas le premier mot de la querelle?

— Eh bien! oui, je l'avoue, répondit Rastoul. Après? s'il ne nous a pas plu de savoir pourquoi M. Jean-Pierre y allait? Je sais que je l'estime, que vous lui avez manqué, et qu'il est pressé d'en découdre. Ça me suffit, à moi, et à mon camarade.

— Parfaitement, dit l'infirmier.

— Alors, messieurs, je m'abandonne au cours des événemens sans plus chercher le mot d'une énigme qui commençait à m'intriguer. Mes témoins seront chez vous dans une heure. Vous plaît-il de les attendre aux Villes-de-Saxe, rue Saint-Jacques?

— Ah! mais non! s'écria M. Rastoul. C'est cela qui ferait un grabuge à tout casser!

— Alors au Val-de-Grâce, chez M. Monpain?

— Eh! diantre non! dit Monpain. Si vous croyez que le Val-de-Grâce est fait pour des esclandres pareils!... Il faudrait prendre rendez-vous chez quelqu'un... Où? chez Fignot par exemple...

— Non! dit Rastoul. Des messieurs comme ces messieurs ne seraient pas à leur place dans un cabinet de marchand de vin. Tenez! monsieur le marquis, si ça vous était égal, nous irions chez messieurs vos témoins nous-mêmes, et de cette façon-là tout serait décidé en deux temps.

— A votre aise, messieurs. J'aurai l'honneur de vous mettre en relation avec le vicomte d'Entrelacs, mon parent, et le général Puchinete, un étranger de distinction. Il est une heure, ces messieurs doivent déjeuner ensemble à l'hôtel d'Entrelacs, rue de la Ville-l'Évêque, à deux pas d'ici. Permettez que j'écrive l'adresse, et agréez mes excuses pour vous avoir retenus si longtemps.

Les deux légionnaires étaient déjà dans l'escalier quand le nègre descendit quatre à quatre et les pria de rentrer un moment chez son maître. — Messieurs, dit le créole, un contre-temps dont je suis pour le moins aussi désolé que vous-mêmes! Veuillez lire le billet qu'on vient de m'apporter.

La lettre était de M. d'Entrelacs, et voici ce qu'elle disait :

« Mon cher Lysis, le diable s'en mêle. J'ai vu le général hier soir; il m'a refusé net pour des raisons assez délicates, que je comprends sans les adopter. Comme le temps pressait un peu, je me suis rabattu sur le premier gars un peu solide que j'ai trouvé à ma main : c'était Gérand. Autre histoire! Il m'oppose une fin de non-recevoir qui, bien que curieuse et digne d'être méditée, ne supporte pas la discussion. Je me retourne immédiatement et je tâte en moins d'une heure Violin, Patry, Sinalis, Randot, Morhange, Lespinois; tous, mon cher, sans en excepter un, m'envoient au diable, et jurent que rien au monde ne les décidera à figurer dans une affaire Gautripon. Morhange s'est prononcé si carrément, et j'étais monté moi-même à un tel diapason que nous avons failli déplacer le problème. Somme toute, je suis rentré bredouille, et ce matin encore, après avoir couru tout Paris, réveillé une demi-douzaine d'honnêtes gens et rompu un fagot de lances, je demeure le seul témoin sur qui tu puisses compter; mais je ne me tiens pas pour battu : le temps de manger un morceau, et je reprends la campa-

gne. Cherche de ton côté, et si tu reçois la visite, fais en sorte d'ajourner l'entrevue à six heures du soir ou à demain midi. A tout événement, viens dîner avec ton vieil oncle et ton solide ami.

« CÉSAR D'ENTRELACS. »

M. Rastoul lut attentivement la lettre et la rendit en disant : « C'est drôle que des personnes comme il faut se fassent tant prier quand elles ne risquent rien. Moi et Monpain, nous avons dit oui tout de suite, et pourtant si ça se savait, je perdrais peut-être ma place, et il irait pour sûr au bloc. Enfin chacun son idée. Nous allons rentrer chacun chez nous, et nous reviendrons demain à midi avec votre permission. Si les messieurs pouvaient s'y trouver par complaisance, nous monterions le coup pour dimanche, et de cette façon l'ouvrage ne souffrirait pas. »

Sur cette réflexion, il se retira poliment comme il était entré, et poussa son camarade devant lui.

Eux partis, le jeune homme resta un peu troublé et médiocrement satisfait de lui-même : non qu'il se reprochât d'avoir prolongé l'entrevue au-delà des limites normales et fait jaser deux braves gens; sa curiosité lui semblait légitime. Est-ce que tout n'est pas permis pour pénétrer de tels mystères d'infamie? En présence des coquins triomphans qui éclaboussent la foule honnête, l'homme de bien se sent investi d'un pouvoir discrétionnaire, sa conscience l'institue juge d'instruction; mais il eût fallu, pour bien faire, que l'enquête n'arrêtât pas l'action. Le marquis s'était trouvé beau, tandis qu'il dirigeait le débat d'un air dominateur, s'intéressant aux détails les plus singuliers de l'affaire et reléguant au second plan le duel, cette vétille et cette banalité. La lettre de M. d'Entrelacs altérait quelque peu la physionomie du rôle : en ajournant la rencontre, elle prêtait à ce petit interrogatoire si leste et si fier une couleur de temporisation. M. de La Ferrade se demanda avec une sorte d'angoisse quelle opinion les deux légionnaires emportaient de lui. Un homme de cœur n'est jamais insensible à l'estime des honnêtes gens, quelque supériorité qu'il s'arroge sur eux en lui-même. Celui-ci aurait mieux aimé recevoir cent coups d'épée à la fois que d'entendre ces simples mots prononcés par un garçon de boutique : « Le jeune homme cause bien, mais il n'est pas pressé d'en découdre. » La seule idée que deux hommes pourraient le mal juger pendant vingt-quatre heures lui fit bouillir le sang; il allait et venait, relisant la lettre et se creusant la tête pour savoir où trouver M. d'Entrelacs. Il songea un moment à se passer de son oncle et de tous les gens raisonnables que le vicomte avait dans son intimité. Faire seller un cheval, courir au bois de Boulogne et arrêter deux fous de son âge par exemple, deux compagnons de son équipée nocturne, c'était l'affaire d'un instant; mais

il avait cent raisons de ménager cet oncle, qui était presque toute sa famille : d'ailleurs rien ne prouvait que M. d'Entrelacs n'eût pas trouvé depuis midi l'homme qu'il cherchait. Cependant par quel complot de hasards ce recrutement du deuxième témoin était-il devenu si difficile? « Mon oncle a vingt amis qui sont les miens, et pas un dans le nombre ne consent à marcher avec nous! Est-ce parce que j'ai tort? Parbleu! je le sais bien. J'ai fait une gaminerie, soit; mais dès que je m'offre à la réparer comme un homme, l'amitié les oblige tous à me prêter les mains. Non! s'ils se font prier, c'est parce qu'il leur répugne d'avoir affaire à Gautripon; mais les mille ou quinze cents personnes qui se gobergeaient chez lui, pas plus tard qu'hier soir, n'ont certes pas la même excuse. Et que le diable m'emporte si ce vieux muscadin de Puchinete n'y était pas! Ah! tant pis! j'en aurai le cœur net, puisque le *iénéral* ne sort jamais avant trois heures!

Il s'habilla et se fit mener rue Balzac, chez le vénérable ami de son oncle. Le général Puchinete, qui vit encore, est un riche émigré péruvien. N'était son accent, on le prendrait pour un Français de 1781. Les écrivains du XVIIIe siècle, qu'une importation presque récente a popularisés dans l'Amérique du Sud, ont été ses maîtres favoris. Sa mémoire est farcie de petits vers badins que personne en France ne sait plus; il les roucoule galamment à l'oreille des dames, et cette poésie aux couleurs effacées a pour plus d'une le charme rétrospectif des éventails pâlis. Dans les réunions d'hommes, il débite volontiers des tirades éloquentes sur les libertés imprescriptibles de ceux-ci et les iniquités incorrigibles de ceux-là. Belles façons, le geste harmonieux, le menton ras, la tabatière en main, la bonbonnière en poche, jabot souple et manchettes coquettement fripées, il poudrerait sa tête, si le temps ne s'était chargé de la besogne; au demeurant, le plus galant homme du monde, et vous allez en juger.

— Mon garçon, dit-il au marquis, je t'attendais. Oui, je t'aurais consigné dès demain à la porte de mon cœur, si tu n'étais pas venu de prime saut me chercher querelle. Te voilà furieux, c'est parfait. Noble courroux! laves brûlantes de la jeunesse! Goûte-moi ces violettes pralinées, et dis-moi si mon confiseur n'a pas cristallisé le printemps en personne.

— Général, tout à l'heure deux braves gens sont venus chez moi. Je leur ai offert du vin de Xérès comme vous m'offrez des bonbons, et ils m'ont répondu : « Nous ne sommes pas ici pour goûter votre vin, mais nous y sommes pour savoir si vous avez du sang dans les veines. » Je leur ai dit : « A vos ordres! » et je leur ai donné l'adresse de deux hommes en qui je croyais comme en Dieu; mais devinez un peu la honte qui m'était réservée?

— Enfant! Ce n'était pas une honte, c'était une leçon.

— Vous me permettrez de vous dire qu'il n'est plus d'écoliers à mon âge.

— Tarare! Écoute-moi. Je suis d'avis que tu dois une réparation par les armes, et je me fais non-seulement un devoir, mais une fête de t'accompagner sur le terrain...

— Alors!...

— Patience! Et si j'ai un regret, c'est que la mode ne soit plus d'intéresser les témoins dans la partie; mais, cher ami, l'affaire est si malencontreusement engagée que l'honneur nous commande de l'asseoir sur une autre base. Je l'ai dit hier soir à ton oncle, et il n'a pas trouvé un mot à répondre. Tu es un gentilhomme, et le sieur Gautripon est un vilain...

— Très vilain; mais qu'importe?

— Il importe que vous restiez chacun dans votre rôle. Or si demain l'on disait à Paris que deux messieurs se sont rencontrés à propos d'une femme, que le sieur Gautripon se battait pour elle et le marquis de La Ferrade contre elle, c'est le marquis, mon cher, qui serait un vilain, et le vilain qui deviendrait un gentilhomme. Comprends-tu?

— Il s'agit pardieu bien de Mme Gautripon! C'est le mari que j'ai insulté, c'est lui qui me provoque, c'est contre lui que vous refusez de me conduire sur le terrain!

— Cher ami, les jeunes gens n'ont pas le coup d'œil juste, et la preuve, c'est que tu as cru n'encourir qu'un coup d'épée en touchant au lit d'une femme. Tu as commis un crime de lèse-faiblesse et mérité un blâme autrement redoutable que toutes les vengeances des maris. La femme doit passer avant tout, et dès que tu l'as effleurée, le mari recule au second plan.

— Alors quoi? Qu'ai-je à faire pour réparer mes torts envers cette poupée?

— Rien que de mettre sa personne hors de cause et d'arranger une autre querelle avec son mari. C'est ce que j'ai dit à ton oncle, et s'il avait voulu m'écouter, nous aurions déjà fait les trois quarts du chemin. Gautripon ne manquerait pas de se prêter à la chose...

— Il est si complaisant!

— Laisse sa complaisance en paix, et cherchons un prétexte avouable. Il n'en manque pas, Dieu merci! Le jeu, les paris de course, le ballon d'une danseuse, la politique, une théorie littéraire, la couleur d'une cravate ou la coupe d'un gilet, tout est matière à querelle pour deux hommes qui veulent et qui doivent se rencontrer.

— Vous croyez cela, vous? Mais Gautripon n'est d'aucun cercle, il ne fréquente aucun théâtre, il ne joue pas, ne parie pas, ne dis-

cute pas, ne parle pas, et l'on ne sait par où le prendre, excepté par sa femme, que l'on prend comme on veut! Que fait-il? où va-t-il? où se tient-il, ce personnage ténébreux qui traverse la vie comme l'égout collecteur traverse les dessous de Paris? Lui savez-vous une habitude? lui connaissez-vous un ami? Devinez quels témoins ce monsieur m'a envoyés tout à l'heure? Un garçon de magasin et un infirmier du Val-de-Grâce, un matassin d'hôpital!

Le général ouvrait de grands yeux et s'apprêtait à demander les détails de l'entrevue, quand M. d'Entrelacs fit son entrée avec le colonel Chabot.

— C'est encore moi, dit-il au général Puchinete en lui tendant la main. Tiens! Lysis avec vous! A merveille! nous ferons d'une pierre deux coups. Ton affaire se corse, mon enfant. Voici Chabot qui soutient une thèse nouvelle, et nous défend de dégainer sous aucun prétexte. Entendez-vous, général, sous aucun prétexte!

— Pour le coup, dit le Péruvien, c'est moi qui vais être étonné.

— Et moi donc? s'écria M. de La Ferrade. En vérité, messieurs, j'admire que vous preniez si grand soin de ma peau. Suis-je un fils de famille élevé dans le coton? Oubliez-vous que j'ai mené à bonne fin une demi-douzaine d'affaires?

Le colonel Chabot coupa la tirade par un geste d'une autorité irrésistible. — Monsieur, dit-il, c'est justement votre courage, votre habitude des armes et vos preuves trop souvent faites qui autorisent le débat. Si vous étiez un jouvenceau tout neuf et sujet à caution, nous ferions peut-être la sottise de vous conduire sur... Eh bien non! pas même alors! Le duel est une affaire d'honneur, sacrebleu! Il faut donc des gens d'honneur pour jouer la partie. Avant de se mesurer avec un homme, on doit prévoir deux choses : la première, c'est qu'on peut être obligé de faire prendre de ses nouvelles; la seconde, c'est qu'on peut être conduit à lui serrer la main. Serrer la main d'un Gautripon! envoyer chez un Gautripon!

— Mais, colonel, j'y suis allé moi-même, et M. Puchinete aussi.

— Pour vous amuser, soit; cela n'engage à rien. Est-ce que mes soldats ne vont pas se distraire où bon leur semble? Est-ce qu'ils ne se querellent jamais après boire avec les Gautripons de Vincennes? Est-ce qu'on leur permettrait de dégainer sur le terrain contre ces débitans d'honnête hospitalité?

— Le cas est différent : ils paient.

— Moins cher que vous, monsieur, car ils ne donnent que leur argent, et vous prêtez l'éclat de votre nom et le prestige de votre personne aux soirées de ce faquin-là! Confiez-moi le soin de votre honneur : vous ne craignez pas, je suppose, qu'il périclite entre mes mains?

— Non, colonel; mais encore est-il bon que je sache où vous voulez en venir.

— Je veux savoir d'abord si cet homme est ou n'est pas le marchand de sa femme. Et ce n'est pas moi seul qui suis pris de cette curiosité; le grelot que vous avez attaché hier soir a fait du bruit dans le monde. Avez-vous vu comme tous vos amis et ceux de M. d'Entrelacs se sont récusés unanimement? Vingt-quatre heures plus tôt, vous auriez eu des témoins à choisir par douzaines. C'est que le problème n'était pas posé. Il l'est maintenant grâce à vous, et chacun sent qu'il faut attendre et se tenir en garde jusqu'à ce qu'il soit résolu. Il y a un fonds de pudeur sous la légèreté parisienne, mon cher. On tolère longtemps le luxe inexpliqué d'une maison amusante, on se jette les yeux fermés dans un courant de plaisirs sans demander si la source en est pure; mais qu'une seule voix se mette à crier gare, c'est un sauve-qui-peut général. Le signal est donné; Paris veut avoir le cœur net de cette mystérieuse opulence; il faut que ce monsieur nous dise où sont les capitaux dont il étale impudemment le revenu. C'est à nous de l'interroger; sa provocation nous donne un droit illimité d'enquête. Comment! un homme n'est pas admis au club sans justifier de ses moyens d'existence, on veut savoir où sont ses terres ou ses actions avant de jouer le whist avec lui, et l'on irait jouer la grosse partie au jeu de l'épée avec un gueux qui a peut-être toutes ses fermes dans l'alcôve de la Gautripon!

M. d'Entrelacs prit la parole. — Mais, colonel, dit-il, est-ce qu'il n'est pas trop tard pour demander des comptes? N'êtes-vous pas d'avis que Lysis, en insultant cet homme, a renoncé au droit de le discuter? Je pense comme vous que les honnêtes gens doivent choisir leurs adversaires, et qu'il ne faut pas se commettre, même sur le terrain; je doute cependant qu'on puisse repousser un cartel par la question préalable, lorsqu'on a dit et fait la veille ce que nous avons fait et dit hier soir.

— Eh! cher ami, le procureur impérial en dit bien d'autres aux vauriens qu'il traîne en justice! Et si messieurs les scélérats prétendaient se réhabiliter en provoquant le magistrat qui les accuse, le genre humain tout entier se lèverait dans un immense éclat de rire.

— Nous ne sommes pas au palais.

— Non, mais les vilenies que le code a oublié de punir sont toutes du ressort de l'opinion publique.

— J'entends, mais que voulez-vous faire? car il est impossible que nous en restions là.

— Je veux mettre Gautripon en demeure de se débarbouiller pu-

bliquement, et, s'il ne trouve pas assez d'eau dans la Seine, nous jouerons le jeu de Florence!

MM. d'Entrelacs, Puchinete et La Ferrade se regardèrent en ouvrant de grands yeux. Évidemment le jeu de Florence était pour eux lettre close. Le colonel comprit leur silence et s'expliqua.

— Un Français, galant homme s'il en fut, est insulté publiquement aux *cascine* de Florence par un compatriote qui, à tort ou à raison, passait pour un faussaire et un escroc. Je crois que le reproche était mal fondé, mais n'importe. L'insulté se détourne froidement vers un grand seigneur russe qui donnait le bras à son agresseur et lui dit : « Monsieur, on ne peut chercher querelle à un homme qui n'est pas net; mais, puisque vous garantissez celui-ci en l'honorant de votre compagnie, je compte que vous allez vous couper la gorge avec moi. » Voilà la marche à suivre. Nous nous trouvons demain au rendez-vous, nous soumettons le cas aux témoins de Gautripon; ils prennent fait et cause pour leur commettant; M. de La Ferrade en choisit un, et, pour donner plus de corps à l'affaire, je me charge de l'autre.

Le jeune homme allégua l'humble condition des témoins, qui rendait, selon lui, cet arrangement difficile.

— Pourquoi donc? dit le colonel. Mon jeune ami, depuis 89, il n'y a plus que deux classes dans la société : les honnêtes gens et les coquins. Ceux dont vous me parlez ne sont assurément pas à la solde de leurs femmes; il n'y a pas de raison pour qu'on dédaigne de s'aligner avec eux. Deux sous-officiers légionnaires! Peste! vous êtes bien dégoûté! J'en prends un de confiance : le garçon de magasin, mon grade ne me permettant pas d'avoir affaire à l'autre. Dame! j'aimerais mieux croiser le fer avec des hommes de notre monde...

— Et moi donc! riposta vivement le créole. Comprend-on par exemple que Bréchot reste à la cantonade lorsque Gautripon est en scène?

— Bien parlé! dit le Péruvien, d'autant plus que Bréchot est une fine lame, tandis que Gautripon n'a jamais mis le pied dans une salle de Paris; mais tu oublies que Bréchot n'a pas pouvoir pour défendre la femme d'un autre :

> Paul insultait ma maîtresse Isabelle;
> Je la vengeai. Qui périt? Ce fut elle.

Si tu tiens à régler ce compte avec Bréchot, il ne boudera pas; mais il faut en revenir à ma première idée, prendre un prétexte et mettre la femme en dehors à tout prix.

La discussion se prolongea jusqu'au dîner et même après, car

ces messieurs dînèrent ensemble. En fin de compte, le plan du colonel Chabot prévalut, moins par son mérite intrinsèque que par l'autorité de l'inventeur.

Le colonel Chabot n'était autre que cet ancien capitaine qui survécut à toute sa compagnie et monta positivement seul à l'assaut du fort de Boghar. La colonne d'attaque, qui le suivait à cinq grandes minutes d'intervalle, le trouva adossé contre un vieux mur et piquant dans un tas d'Arabes avec le sang-froid d'un cuisinier qui larde ses perdrix. Par miracle, il n'avait que des blessures légères, et le père Bugeaud l'envoya porter à Paris les clés de la place. Décoré de la propre main du roi, il avait fait son chemin par une série de coups d'éclat, et toute l'armée disait qu'il serait arrivé plus haut sans ses duels, la tournure paradoxale de son esprit et l'inflexible raideur de son caractère.

Ce qu'il avait perdu comme avancement, il l'avait regagné en popularité. C'est pourquoi le lendemain à midi les malheureux témoins de Gautripon tressaillirent jusque dans leur moelle aux deux syllabes de son nom.

Ils s'étaient présentés plus crânement que la veille, soit que la réflexion leur eût monté la tête, soit que Jean-Pierre leur eût mis le feu sous le ventre. Le simple coup de sonnette qui annonça leur arrivée indiquait nettement la résolution d'en finir.

— Messieurs, leur dit le jeune créole, j'ai l'honneur de vous présenter le colonel Chabot et le vicomte d'Entrelacs, qui ont mes pleins pouvoirs pour débattre l'affaire avec vous. Prenez place; je me retire.

De ce petit discours, les deux légionnaires n'entendirent qu'un mot. Rastoul laissa tomber son chapeau et ne songea pas même à le reprendre. Monpain jeta le sien sur un divan; l'un et l'autre avancèrent à l'ordre machinalement, comme deux statues ambulantes; leurs petits doigts cherchaient sous les plis de la redingote la couture de leur pantalon.

L'habitude est plus forte que tous les raisonnemens du monde. Le colonel lui-même oublia qu'en vertu de la circonstance ces braves gens devenaient ses égaux.

— Rastoul! dit-il d'une voix brusque.

— Présent! mon colonel.

— Dans quel régiment avez-vous servi?

— Au 3e léger, 78e de ligne. Engagé volontaire du 10 septembre 1846, réengagé le...

— C'est bon. Où avez-vous gagné ce ruban-là?

— A l'Isly, mon colonel, en prenant un drapeau

— Tudieu! ce n'est pas de la petite bière! Pourquoi n'avez-vous pas avancé?

— Faute d'instruction, mon colonel.

— Combien de fois avez-vous été cassé?

— Pas une, mon colonel.

— Comment avez-vous pu vous décider à monter la garde dans une boutique?

— Il faut vivre, mon colonel.

— La pension et la croix ne vous nourrissaient donc pas?

— J'ai une femme et deux enfans.

— Et vous, Monpain, vous êtes encore au service?

— Parfaitement, mon colonel; mon temps finit dans dix-huit mois.

— Ce n'est pas à l'hôpital que vous avez attrapé la croix?

— Non, mon colonel, c'est à l'Alma.

— Dans les ambulances?

— Oui et non, mon colonel; je suis allé au feu chercher le commandant Brochard, et je l'ai rapporté sur mon dos.

— Allons! vous êtes encore un brave homme, vous! Il y a de fières gens dans notre armée. Et dire, mon cher d'Entrelacs, que, sans nous, ces deux gaillards s'éclaboussaient jusqu'à l'échine dans le bourbier d'un Gautripon!

Il remplit deux verres au ras du bord et dit aux sous-officiers d'un ton de commandement : — Attention! buvez-moi ça!

Ils ne se firent prier ni l'un ni l'autre.

— A votre santé, mon colonel! dit Rastoul.

— Et la compagnie, ajouta Monpain.

M. d'Entrelacs salua de la tête; mais il avait du mal à garder son sérieux, car c'était bien la première fois qu'il voyait une affaire d'honneur menée ainsi tambour battant.

Le colonel se mit à cheval sur une chaise, aspira deux bouffées de cigare, et lorgnant à travers la fumée les deux légionnaires debout :

— Ah çà! dit-il, mes enfans, qu'est-ce que vous venez faire ici?

Monpain se retrancha timidement derrière le camarade.

— Moi, je ne sais rien, dit-il; je ne connais pas même M. Jean-Pierre. C'est Rastoul qui est venu me chercher, et j'ai dit oui par obligeance. Vous savez bien, mon colonel, qu'un militaire ne peut pas refuser ce petit service-là.

— C'est selon les personnes qui le demandent. Et vous, Rastoul, connaissez-vous M. Gautripon?

— Oui, mon colonel, et je mettrais ma main au feu...

— Pas si vite! on se brûle. Nous ne sommes pas ici pour jeter notre estime en l'air. Il y a quarante-huit heures, pas vrai, que vous fréquentez ce cadet-là?

— Moi, mon colonel? Il y a plus de quatre ans.

— Et vous l'avez bien rencontré six fois en quatre années, hein?

— Mais je l'ai vu presque tous les jours, mon colonel, comme j'ai l'honneur de vous voir en ce moment ici.

— Ne pas confondre!... Moi je vous dis, Rastoul, que vous avez pu le rencontrer souvent, mais que vous ne l'avez jamais connu.

— Il en sera ce que vous voudrez, mon colonel. Nonobstant...

— Quoi?

— J'aurais les yeux bandés en face de douze canons de fusil, et je dirais que M. Jean-Pierre est un brave homme.

— Mais, tête de clou que vous êtes! il y a vingt-quatre heures vous ne saviez pas seulement son vrai nom!

— Mon colonel, on peut connaître les gens sans savoir les sobriquets qu'ils ont par ailleurs. Son vrai nom chez nous, c'est Jean-Pierre, et tous les gens du quartier vous diront comme moi.

— Ah! ah! les gens du quartier? Et qu'est-ce qu'on dit de sa femme dans votre quartier, monsieur Rastoul?

— Nous ne lui en connaissons aucune, mon colonel.

— Il est pourtant marié, et rudement, j'ose le dire.

— On dit tant de choses, mon colonel!

— On n'en dira jamais autant qu'il y en a, sergent! Lui connaissez-vous un métier, à votre homme?

— Oui, mon colonel.

— Il en a un propre en effet!

— Dame! tout le monde ne peut pas être sénateur. M. Jean-Pierre est employé.

— Aux menus plaisirs de la France!

— Je n'y suis plus, mon colonel.

— Lui savez-vous un domicile?

— Oui, mon colonel, rue de Ponthieu, dans une petite maison bien tranquille.

— Non, Rastoul, aux Champs-Élysées, dans un hôtel de trois millions!

— Mais, mon colonel, j'y suis allé, c'est au cinquième!

— Et moi j'ai passé cent fois devant la porte cochère, c'est un palais! Avez-vous une idée de ce qu'il gagne par an, votre Jean-Pierre?

— Mon colonel, ça va dans les trois mille; il me l'a dit.

— Trois mille francs? C'est à peu près ce qu'il mange tous les jours.

— Tous les ans?

— Tous les jours! Sa dépense annuelle est d'un million selon les uns, de quinze cent mille francs selon les autres; mettons douze cent mille, et n'en parlons plus.

— Mais où prendrait-il ça, mon colonel?

— Voilà précisément ce que nous sommes curieux de savoir, mon brave, et c'est pourquoi nous avons traîné l'affaire en longueur. Vous ne supposez pas que nous ayons peur de Jean-Pierre?

— Oh! mon colonel!

— Mais nous craignons d'attraper des puces en nous frottant à un chien.

— M. Jean-Pierre un chien!

— Moins encore, s'il est ce qu'on dit... Et non-seulement je défendrais à mon ami de le toucher avec l'épée, mais le bâton serait encore une arme trop noble pour sa peau.

— Mon colonel! mon colonel! vous me faites dresser les cheveux sur la tête. Qu'est-ce qu'on a donc pu dire qu'il était, le malheureux garçon?

— On ne suppose pas, on sait qu'il est le complaisant d'une jolie femme, un mari qui spécule sur sa honte, un volontaire du déshonneur! Comprenez-vous, Rastoul? Voyez-vous quelle campagne vous alliez faire, si je ne vous avais pas barré le chemin?

— Je comprends trop, mon colonel, et je vous demanderai la permission de m'asseoir devant vous, attendu que les jambes me manquent. C'est pourtant un bien honnête homme que M. Jean-Pierre, et l'empereur lui-même ne m'ôterait pas ça de l'esprit!

— Mais puisque vous ne savez pas le premier mot de ses affaires! Informez-vous, au moins!

— Auprès de qui, mon colonel?

— Eh! posez-lui la question à lui-même! Demandez-lui pourquoi il étale aux Champs-Élysées une fortune dont il se cache ailleurs comme d'un crime? Répétez-lui tout ce que vous venez d'entendre sur son compte, et selon la réponse on agira. Vous faut-il quarante-huit heures? Prenez-les. Si vous nous apportez une explication satisfaisante, non-seulement nous conduirons M. de La Ferrade sur le terrain, mais je ferai moi-même amende honorable avant l'affaire et devant vous: Si par hasard les raisons de cet individu vous semblent bonnes, mais qu'il ne vous soit pas permis de nous les communiquer, alors je vous autorise à répondre de votre ami corps pour corps, et moi, mon brave, je fais votre partie, tandis que le marquis s'aligne avec Monpain. Est-ce carré, cela? Dites que nous ne faisons pas galamment les choses?

Trop galamment sans doute au gré du pauvre infirmier-major, car il se récria sur-le-champ et arbora plus haut que jamais le pavillon des neutres. Rastoul lui-même parut moins sensible à l'honneur de croiser le fer avec un colonel qu'au désagrément d'affronter la plus illustre épée de Paris. Toutefois il garda bonne contenance et répondit en homme qui croit avoir assez fait pour sa gloire, mais que la peur ne trouble pas:

— Mon colonel, merci de votre honnêteté; mais l'affaire ne peut guère tourner comme ça, si on raisonne. Ou bien M. Jean-Pierre nous prouvera qu'il est mal jugé, et alors nous aurons tout profit à vous communiquer la chose; ou il nous avouera qu'il est une canaille, et alors c'est à lui que je m'en prendrai, et pas à vous.

L'entrevue se termina par des poignées de main à désosser un bœuf, et l'on convint de se retrouver chez le colonel, dès que Rastoul aurait une réponse à donner. Chacun resta chez soi le lendemain samedi. Rastoul ne parut nulle part, et n'écrivit à personne. Le dimanche matin, au petit jour, vers huit heures, tandis que la belle Émilie dormait du plus gracieux sommeil, l'infâme Gautripon se glissa dans la *nursery* sur la pointe du pied, comme un voleur. Il rencontra une bonne anglaise et s'informa si les enfans étaient éveillés. — Pas encore, monsieur, répondit-elle; mais M. Édouard ne tardera guère : il s'agite. J'allais demander l'eau de son bain.

Le volontaire du déshonneur (pour emprunter la périphrase du colonel Chabot) parut charmé de cette nouvelle. Il gagna lestement la chambre du petit garçon, s'agenouilla devant le lit, écarta les rideaux, et guetta le premier sourire du baby. Presque aussitôt le tout petit ouvrit les yeux et tendit ses gros bras nus en criant : « Ah! papa! ah! papapapa! »

Et les baisers de pleuvoir sur deux joues inégalement colorées, dont l'une était rose, et l'autre rouge, car l'oreiller rougit la joue des enfans comme l'espalier celle des pêches. Aux cris joyeux du petit Édouard, une autre voix répondit de la chambre voisine. C'était Mlle Émilie qui à son tour criait *papa!*

— Attends! répondit Gautripon; tu vas avoir deux visites pour une!

Il emporta l'enfant dans ses bras et vint le jeter en boule sur le lit de la jeune sœur. — Bonjour donc, mes amours! dit Émilie en les attirant tous deux par le cou. Elle se mit à les embrasser l'un après l'autre avec une telle volubilité que sa petite tête allait de droite à gauche comme un battant de cloche. Le filet qui retenait ses cheveux s'en alla, et tout à coup le père et le frère disparurent comme noyés dans un flot de soie blonde. Et de rire!

Mais Léon, qui était l'aîné, ne pouvait pas dormir longtemps au milieu d'un tel vacarme. On l'entendit bientôt crier : — Et moi? et moi? papa! Viens, ou j'y vais!

— Dans un moment! répondait le père.

Mais cet âge est l'impatience même, quoiqu'il ait du temps devant lui. Maître Léon apparut sur le seuil de sa chambre, nu-pieds, pareil à un lévite dans sa longue tunique, et coiffé de mille petites boucles indépendantes qui frisaient en tout sens.

— Ah! gamin! cria le père.

— Le gamin t'adore, vieux ingrat, et si tu ne le prends pas tout de suite sur tes genoux, il va te sauter sur les épaules.

— Essaie!

— Hop! Voilà. Bonjour, les petits anges! Émilie, range tes cheveux, que j'aperçoive le bout de ton nez!

En même temps il passa par-dessus la tête de Gautripon et tomba sur le lit pour compléter le groupe.

— Prends donc garde! criait Émilie, tu as manqué d'écraser mon baby.

— N'aie pas peur; ça me connaît. Je t'ai tenue sur mes genoux quand tu n'étais pas plus grosse que le poing, et je ne t'ai jamais cassée. Pas vrai, père?

La bonne anglaise, exacte à son devoir, vint prendre le plus jeune pour le baigner. Il se laissa couler à bas du lit et fit trotter ses petons roses vers la porte, en retournant la tête d'un air fier. Le frère et la sœur acceptaient son défi et commençaient à lui donner la chasse, mais les gens attachés à leurs petites personnes les réclamèrent à leur tour. Léon croisa les bras devant son valet de chambre et lui dit avec une gravité comique : — Fais de moi ce que tu voudras! Mon corps est à toi, mon âme à Dieu, mon cœur à papa.

— Et à maman! ajouta M. Gautripon.

— Et à notre ami! poursuivit la petite fille.

L'ami, c'était Bréchot. Que pouvait-il faire à cette heure? Il avait achevé la nuit au jeu selon son habitude, et il cuvait sa perte ou son gain chez lui; car il avait un appartement quelque part, à cent mètres de la maison, pour la forme. Madame était probablement éveillée, mais elle se pelotonnait dans ce demi-sommeil des natures paresseuses qui ont l'art de se bercer elles-mêmes. Celui qui aurait vu M. Gautripon en extase devant la baignoire où s'ébattait le petit garçon eût pensé que Jean-Pierre n'avait pas pris le mauvais lot. A chaque instant, la jeune Émilie ou ce diablotin de Léon s'échappaient des mains de leurs gens et venaient se pendre au cou du papa. Et l'infâme s'épanouissait visiblement sous les baisers de ces lèvres fraîches, sous le regard de ces yeux purs.

Pour le père et pour les enfans, le dimanche était vraiment une fête. C'était le seul jour que M. Gautripon dérobât à ses mystérieux travaux. Depuis l'aube jusqu'à midi, les enfans lui appartenaient, et réciproquement. Il leur administrait leur premier déjeuner dès qu'on avait achevé la toilette. Il versait le chocolat des deux aînés; il découpait lui-même et trempait les mouillettes dans l'œuf du petit Édouard. Et jamais le chocolat n'avait paru si bon, jamais l'œuf à

la coque n'avait été vidé de si bel appétit. Le précepteur et la gouvernante avaient congé; toutes les questions qui s'éveillaient dans ces jeunes têtes étaient résolues par la douce et patiente érudition du papa. On regardait avec lui les beaux livres d'images que Bréchot envoyait à la maison le jour où ils étaient mis en vente. Le papa racontait des histoires, toujours les mêmes, car les enfans n'écoutent avec plaisir que celles qu'ils ont entendues vingt fois. Il épiait ces premiers traits de caractère qui décèlent les instincts bons ou mauvais de chacun; il redressait le jugement de celui-ci, faisait appel au cœur de celui-là, et constatait avec orgueil que son nom serait porté dans le monde par de braves petites natures.

Au milieu de ces occupations, le premier coup du déjeuner de famille sonnait toujours trop tôt. « Déjà! » s'écriait-on d'une voix unanime, et le maître de la maison s'enfuyait vers la chambre vaste et superbe où l'on faisait son lit tous les matins. Il ôtait sa jaquette de molleton et ses pantoufles en imitation de tapisserie, et descendait rejoindre les enfans dans la salle à manger. Les enfans, non plus que lui, n'y déjeunaient que le dimanche. Mme Gautripon paraissait généralement à midi et demi, et Bréchot, qui avait son couvert en permanence, arrivait quelquefois.

Ce jour-là, madame ne se mit en retard que de vingt-cinq minutes, et Bréchot fit son entrée au dessert. Le seul incident à noter fut une querelle entre l'aîné des marmots et M. Gautripon. Ce bambin prétendait le contraindre à manger des crevettes, et le père affirmait, comme toujours, qu'il ne pouvait pas les souffrir.

— Si tu ne m'obéis pas, s'écria M. Léon à bout de patience, je te dirai ce que tu es.

— Dis-le donc tout de suite!

— Tu m'en défies?

— Oui!

— Eh bien! tu es un pélican. Voilà!

— Et en quoi suis-je un pélican, mon bonhomme?

— En ce que tu ne manges jamais rien de bon. Tu as peur qu'il n'en reste pas assez pour nous; c'est pourquoi je te compare à l'oiseau qui s'ouvre le ventre pour nourrir ses petits enfans.

— Léon! dit Mme Gautripon, vous êtes ridicule.

— Moi aussi, maman, dit la petite Émilie avec une candeur adorable. Quand Léon a parlé du pélican, j'ai pensé tout de suite : Oh! c'est bien papa!

Jean-Pierre grignotait son pain comme à l'ordinaire; mais, si quelqu'un l'avait surveillé d'un peu près, on eût probablement remarqué que du revers de la main il s'essuyait le coin de l'œil.

Bréchot, lorsqu'il entra, portait comme un nuage autour du front.

Il serra la main de son ami, s'inclina poliment devant madame et se laissa embrasser par les enfans. Le maître d'hôtel s'empressa de le servir, mais personne ne demanda ce qui le rendait maussade. Ce joyeux compagnon avait la matinée souvent mélancolique. Mme Gautripon lui adaptait à ce propos un vieux dicton bien connu : « Bréchot du soir, espoir, disait-elle; Bréchot du matin, chagrin. » Il arrive souvent que les hommes trop aimables dans le monde sont moroses à la maison. Toutes leurs grâces se dépensent au dehors, et il n'en reste plus pour l'intérieur.

Mais cette fois ce n'était pas une perte de quelques milliers de louis qui voilait cette physionomie sereine. La veille, au cercle, M. Bréchot avait été lardé de plaisanteries fines dont le sens lui échappait. En feuilletant les petits journaux scandaleux qui s'abattent sur la vie privée parce qu'on leur défend de parler politique, il avait cru rencontrer des allusions indirectes à sa vie, à ses amours, à certain hôtel des Champs-Élysées. On parlait à mots couverts d'un scandale récent qui devait se dénouer sur le terrain d'après les uns, qui allait être étouffé sous le mépris d'après les autres. Aucun nom n'avait été écrit ou prononcé; rien ne prouvait que la famille Gautripon fût en cause. Cependant Léon Bréchot se sentait envahi par cette inquiétude sourde et cette trépidation intérieure qui annonce aux animaux eux-mêmes l'explosion d'un grand orage.

— Est-ce que les enfans ne vont pas aller jouer? demanda-t-il. Je ne veux pas que leur récréation soit retardée par mon inexactitude.

Le petit Léon répondit : — Nous ne sommes pas pressés; nous attendrons papa.

— Allez toujours, dit la mère, puisque votre ami vous le permet.

— Du reste, ajouta Jean-Pierre en déposant sa serviette, j'ai fini.

M. Bréchot l'arrêta sur sa chaise par un coup d'œil significatif. Madame poussa du pied le bouton d'une sonnerie électrique, on vint prendre les enfans, et leur père demeura. Les gens devinèrent qu'on n'avait pas besoin d'eux, et sortirent.

Il se fit un silence de quelques minutes. Gautripon se tourna vers Bréchot et lui dit :

— Tu avais quelque chose à nous conter?

— Non, rien. Et toi?

— Vivant comme je vis, quelles nouvelles pourrais-je apprendre?

— C'est vrai... Madame, avez-vous eu beaucoup de monde hier après-midi?

— Personne absolument, pour la première fois de la vie.

— Étrange! Vous n'avez aucune idée de ce qui a pu retenir tous vos amis chez eux, tandis que vous les attendiez chez vous?

— C'est un hasard auquel il faut s'attendre lorsqu'on choisit un jour. Tantôt on a la foule et tantôt pas un chat, selon le vent.

— Vous n'avez pas entendu dire qu'il fût rien arrivé ici?

— Quand?

— Mercredi soir.

— Mais non, rien que je sache.

— Et toi, Jean-Pierre? tu n'as rien entendu dire?

— Absolument. Que crains-tu?

— Eh! parbleu! Je crains tout. Est-ce que l'on n'est pas à la merci du premier venu dans les situations comme la nôtre? Il n'y aura ni repos ni sécurité possible tant que je n'aurai pas tué un de ces insolens bavards.

— Léon! s'écria Émilie. Vous voulez donc me faire mourir?

— Bah! dit Jean-Pierre. Laissez-le dire. Il ne tuera personne; c'est moi qui vous le promets.

Sur cette assurance, on sortit de table.

Une demi-heure après, le beau Lysis de La Ferrade laissa tomber sa tasse de thé en apprenant la nouvelle la plus invraisemblable du monde. On venait lui annoncer que M. Gautripon en personne était debout dans l'antichambre et sollicitait un entretien.

Le créole se recueillit un instant, prit sa résolution et dit au valet de chambre : — Fais entrer.

M. Gautripon se présenta le front haut, l'œil brillant, les lèvres pâles et imperceptiblement crispées; toutefois son attitude n'avait rien de provoquant. Il s'arrêta sur le seuil, le chapeau à la main, en homme qui demande une deuxième permission avant d'entrer.

M. de La Ferrade l'interpella d'une voix vibrante. — Monsieur, lui dit-il, si vous êtes venu ici pour me contraindre à faire ce que mes amis désapprouvent, je vous préviens qu'au premier geste je vous tue comme un chien. C'est à vous de savoir si vous voulez sortir vivant d'ici.

— Monsieur, répondit Gautripon, vous vous méprenez sur le but de ma visite. On m'a dit que vous refusiez de me rendre raison parce que vous ne saviez pas le secret de ma vie. Quoique la prétention soit bizarre en elle-même et très douloureuse pour moi, je m'y soumets, et je viens faire entre vos mains une sorte de confession générale; mais lorsque vous m'aurez rendu l'estime que je mérite, je compte que vous m'offrirez spontanément l'occasion de vous tuer comme un homme.

— Asseyez-vous et parlez, dit Lysis.

EDMOND ABOUT.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

L'ANGLETERRE

ET

LA VIE ANGLAISE

XXXI.

LA MARINE BRITANNIQUE.

I. — L'OBSERVATOIRE DE GREENWICH.

L'art de la navigation exige plus d'un genre de connaissances; c'est pourtant à l'astronomie que se sont adressés de préférence les peuples ambitieux de s'assurer l'empire des mers. Le contraste entre le caractère des Français et celui des Anglais éclate surtout dans la science. Quand nos voisins étudient une loi de la nature, c'est pour lui dérober une force. Tout ce qu'ils savent, ils l'appliquent. Cette tendance au positif, à la conquête, exclut naturellement le goût des théories. On peut suivre la trace d'une telle disposition d'esprit dans les affaires publiques et dans l'industrie; mais ce bon sens pratique a surtout frappé de son cachet tout ce qui se rattache à l'organisation de la marine. L'ordre de connaissances qu'on cultive par exemple à l'observatoire de Greenwich tend toujours à revêtir un caractère spécial d'utilité. Je voudrais donner une idée de cette institution et des services que lui demandent les Anglais. N'est-ce point d'ailleurs une introduction naturelle à l'étude de la marine britannique? L'observatoire de Greenwich ne saurait être séparé des intérêts de la flotte nationale pour laquelle

il a été fondé, et dont il dirige les courses lointaines à la surface des mers par une sérieuse étude des mouvemens du ciel.

I.

Greenwich figure avec honneur parmi les anciennes villes historiques de l'Angleterre. Là résidait Édouard IV, là naquirent dans un palais qui n'existe plus aujourd'hui Henri VIII, Marie Tudor et la reine Élisabeth. Dans une taverne qui s'élève au bord de la Tamise a encore lieu tous les ans, à la fin de chaque session parlementaire, le fameux *white-bait dinner* (1). Deux rues parallèles traversent toute la longueur de la ville, et conduisent du bord de l'eau à deux grilles commandant l'entrée du parc, qui fut dessiné par Le Nôtre du temps de Charles II et enclos de murs sous le règne de Jacques Ier. Le terrain, d'abord plat et uniforme, se relève brusquement en une colline plantée de sapins et d'autres arbres toujours verts. Au sommet de cette éminence, qu'on gravit par un étroit sentier, règne une terrasse d'où le regard s'étend à perte de vue sur un horizon peut-être unique dans le monde. Il existe à coup sûr des points de vue plus attrayans pour le paysagiste, mais en est-il qui donnent une plus grande idée de l'homme et des conquêtes de l'esprit sur la matière? Où trouverait-on une pareille accumulation de force, de travail et de richesse? Sur le premier plan s'élèvent l'école navale, *Royal naval asylum*, et l'hôpital des invalides de la marine, *Royal hospital for seamen*, surmonté de deux dômes dont le temps a terni les dorures. Plus loin, la Tamise, qui se replie sur elle-même, apparaît toute tachetée de voiles et de bateaux à vapeur. Au-delà et sur le fond de la scène, les hautes cheminées des usines, les chantiers de construction, les forêts de mâts abrités dans les docks se confondent en une masse vaporeuse où l'on distingue vaguement le triomphe des industries maritimes.

Planté surtout d'ormes et de châtaigniers d'Espagne, le parc de Greenwich se distingue par le grand âge de ses arbres. Quelques-uns d'entre eux, s'il faut en croire la tradition, ont vu passer la reine Élisabeth. Quelle vigueur encore dans les membres tordus et noueux de ces géans! Ce sont de véritables monumens du règne végétal; leurs énormes racines dénudées et entre-croisées comme des nœuds de boas, leur prodigieux tronc, dans lequel le temps a

(1) Le *white-bait* (blanquette) est un très petit poisson qui se pêche en aval du fleuve, et qui, accommodé selon les règles de l'art, forme une des délicatesses de la cuisine anglaise. Le dîner d'adieu qui rassemble à Greenwich les membres du parlement doit naturellement son nom à ce plat très estimé.

sculpté des excroissances et des cicatrices sur l'écorce rugueuse, leurs réseaux de branches mortes ou chargées d'une verdure sombre et opaque, tout annonce qu'ils portent fièrement le poids des siècles. Les parcs anglais ne sont ni peignés ni soignés comme nos jardins publics : tout y est au contraire abandonné à la nature. Dès qu'on s'éloigne de la grande avenue sablée, on trouve des allées ombreuses tapissées d'une herbe fraîche et délicate. Là dans les clairières qui n'a vu glisser la robe luisante et tachetée des daims? Ces sveltes créatures, au nombre de cent vingt, errent en pleine liberté sur toute l'étendue des terrains plus ou moins boisés. Merveilleusement apprivoisées, elles reçoivent des morceaux de gâteau de la main des enfans qu'elles suivent avec une sorte de confiance timide. Au déclin du jour, pendant l'été, il est curieux de voir les biches s'appeler les unes les autres; la plus vieille donne le signal qui est répété de distance en distance comme le *qui-vive* des sentinelles se répondant dans une place d'armes; bientôt les groupes se forment, et presque toutes les biches, suivies de leurs faons, s'avancent en troupeau vers les *sheds*, sorte de huttes où elles doivent passer la nuit. Une grille s'ouvre à l'autre extrémité du parc qui est opposée à la rivière et conduit sur la bruyère de Blackheath, célèbre pour ses courses à âne et fréquentée par des bohémiennes qui disent la bonne aventure. C'est là que Wat Tyler rassembla les insurgés du Kent sous le règne de Richard II, et c'est là aussi que Jacques Cade et ses compagnons mécontens tenaient leurs assemblées de nuit dans une caverne aujourd'hui fermée. Tous ces lieux se montrent remplis des souvenirs et des restes du passé. En 1784, d'anciens tertres funéraires (*barrows*) furent ouverts et fouillés dans l'intérieur du parc : on y trouva des têtes de lances, des couteaux et des ossemens humains. Quelques-uns de ces monticules artificiels existent encore et décrivent à la surface herbue du sol une courbe reconnaissable. Pendant la semaine, le parc de Greenwich est généralement tranquille et solitaire; on n'y rencontre guère que de rares amateurs de pique-niques, des enfans et surtout de vieux *pensioners* (invalides de la marine) auxquels il manque une jambe ou un bras, — débris vivans des batailles navales. Combien il en est autrement à certaines fêtes de l'année! On estime ces jours-là à plus de cent mille le nombre des promeneurs qui affluent de tous les coins de Londres. Parmi les divertissemens qui se partagent alors l'étendue du parc figure au premier rang le vieux jeu anglais connu sous le nom de *kissing in the ring* (1). Ces éclats

(1) On forme des cercles, *rings*, composés quelquefois d'une centaine de personnes. Une jeune fille se promène autour du rond, jette un mouchoir sur l'épaule d'un des

d'une joie bruyante se prolongent jusqu'au soir, tandis que, debout au milieu du parc, sur la crête de la colline, le grave et studieux observatoire attend en silence la visite des astres.

La façade de l'édifice est un pavillon en briques rouges du temps de Charles II avec des reliefs et des enroulemens de pierre. Ce n'est point du tout sur un pareil modèle qu'on construirait aujourd'hui un observatoire, et pourtant cette œuvre d'architecture, sans être très belle, a du moins un caractère assez pittoresque. Un rez-de-chaussée flanqué de deux basses tourelles carrées recouvertes d'une calotte de zinc, un premier étage percé de trois fenêtres, une terrasse en guise de toit que décorent de chaque côté deux minces clochetons, tel est l'aspect général des bâtimens vus du côté de la Tamise. Un mur d'enceinte qui masque à demi la base de l'édifice règne tout autour des terrains consacrés à la science. L'observatoire de Greenwich a cela de commun avec Horace qu'il hait le profane vulgaire et qu'il le tient à distance. Les curieux n'y sont point admis, et pour franchir le seuil il faut une permission toute particulière de l'astronome royal, laquelle s'accorde rarement. Ayant néanmoins obtenu cette faveur, je sonnai un matin vers dix heures (c'est le moment fixé pour les visites) à une humble porte découpée dans le mur d'enceinte qui fait retour sur lui-même en tournant de la terrasse sur la grande allée du parc. D'après un usage consacré par le temps, le portier de l'observatoire est un pensionnaire de l'hôpital de Greenwich, c'est-à-dire un ancien marin. Il me fit entrer dans une cour en face de laquelle s'élève de profil la partie la plus vieille de l'édifice, et d'où une légère voûte de tôle appuyée sur des tiges de fer, servant à la fois de passage et de couvert contre la pluie, conduit aux appartemens privés du savant qui gouverne l'institution. Sur la droite de la cour végètent quelques arbres, tandis que sur la gauche se développe une série de bâtimens très peu élevés dont le plus ancien ne remonte guère plus loin que cent vingt-cinq années, et dont les autres ont été ajoutés à des époques plus récentes à mesure que s'accroissaient les instrumens ou que s'étendaient les besoins du service. Le caractère officiel de ces bâtimens modernes se trouve indiqué à l'extérieur par une rampe de fer qui les entoure. C'est là que s'ouvre le cabinet de travail de l'astronome royal, M. George Biddell Airy. J'entrai donc dans une chambre bien éclairée, dont les murs se montrent couverts de cartes, de gravures, de *portraits* photographiques de la lune et de la fameuse comète de Donati, qui parut en 1858. M. Airy est un homme de

jeunes gens et se sauve. Ce dernier la poursuit, et, après l'avoir saisie à la course, la ramène dans l'intérieur du cercle, où il l'embrasse (*kissing*) pour prix de sa victoire.

soixante-cinq ans qui a blanchi dans l'étude des astres, et dont les traits énergiques annoncent l'incessante activité d'un ferme esprit soutenant depuis plus d'un quart de siècle l'honneur de l'observatoire de Greenwich. Sur son bureau s'entassent des papiers chargés de calculs, une masse de lettres, mille affaires. Une grande armoire de fer adossée à toute la longueur du mur latéral et pourvue à l'intérieur de rayons en ardoise renferme des documens précieux qui serviront sans doute un jour pour écrire l'histoire de la science au XIXe siècle. Là, par exemple, figurent des lettres et des pièces authentiques destinées à modifier certaines opinions reçues sur la découverte de la planète Neptune. On trouve aussi dans cette armoire la trace d'anciennes erreurs et de chimères qu'on s'étonne de voir reparaître dans un temps éclairé.

Qui croirait que plusieurs Anglais confondent encore l'astronomie avec l'astrologie judiciaire? M. Airy conserve dans un dossier très curieux des lettres qui lui ont été adressées par différentes personnes de toutes les classes et lui demandant son prix (*what are your terms*) pour tirer un horoscope. Tantôt c'est un jeune homme qui veut qu'on lui indique « celle qui sera sa femme; » d'autres fois c'est une *lady* qui, à la veille de s'embarquer dans la grande affaire de la vie, désire consulter son étoile. Des timbres-poste accompagnent de temps en temps ces missives dans lesquelles celui ou celle qui consulte l'oracle promet d'indiquer fidèlement le jour et l'heure de sa naissance. Le fait est que beaucoup ne comprennent guère qu'on contemple jour et nuit la voûte du ciel sans y poursuivre le secret des destinées humaines. Il y a quelques années, une jeune femme habillée avec goût se présenta elle-même à la porte de l'observatoire : elle s'intéressait à l'un de ses proches qui naviguait dans l'Océan-Pacifique et dont on n'avait reçu aucune nouvelle depuis plusieurs années. Après quelques instans de conversation avec l'un des assistans, elle se retira tout en pleurs parce que les astres n'étaient point à même de lui dire si l'objet de ses affections était encore vivant (1).

Quand et comment fut fondé l'observatoire royal de Greenwich? Un Français nommé le sieur de Saint-Pierre et protégé par la duchesse de Portsmouth, alors en faveur à la cour, proposa en 1674

(1) Ceci rappelle naturellement un épisode de la vie de Frederick William Herschel. Durant un été pluvieux, un fermier du voisinage vint lui demander son avis, ou plutôt l'avis des astres, sur le jour qui conviendrait le mieux pour faire les foins sans crainte d'une averse. Le grand astronome le conduisit à la fenêtre, et lui montrant du doigt une prairie dont l'herbe avait été fauchée et pourrissait dans l'eau : « Vous voyez ce champ, lui dit-il, il est à moi. Cela ne suffit-il point pour vous montrer qu'en fait de pluie et de beau temps je ne suis pas plus sorcier qu'aucun de mes voisins? »

à Charles II un moyen de découvrir le degré de longitude d'un vaisseau en mer. Le roi, quoique fort étranger à l'astronomie, fut pourtant frappé des avantages que la marine anglaise pourrait retirer d'une telle méthode à une époque où la navigation et le commerce commençaient à s'étendre dans toutes les parties du monde. Il soumit donc les vues du Français à une commission officielle de savans dans laquelle sir Jonas Moore, inspecteur-général de l'artillerie et maître de mathématiques du duc d'York, fit entrer Flamsteed, déjà connu comme astronome. Voici le problème qu'on leur proposa de résoudre : « si les mouvemens de la lune parmi les étoiles pouvaient être exactement prédits avant qu'un vaisseau ne quittât l'Angleterre, les navigateurs, en observant la situation de la lune par rapport aux étoiles fixes, ne seraient-ils point à même de trouver l'heure précise et de déterminer ainsi le degré de longitude durant tout le cours du voyage? » Le principe était inattaquable; mais Flamsteed fit remarquer avec raison que les tables lunaires étaient alors trop défectueuses pour qu'on pût appliquer ce système, et que même les places des étoiles fixes, lesquelles servent de points de repère pour apprécier les évolutions de la lune et des planètes, étaient trop souvent mal indiquées dans les catalogues du temps. Charles II, malgré sa légèreté, s'alarma d'une telle lacune dans les connaissances humaines, et il prit aussitôt des mesures pour que cette branche de l'astronomie pratique fût cultivée sous ses auspices comme une science nationale. Sur le terrain qu'occupe aujourd'hui le parc de Greenwich s'élevait alors une ancienne tour bâtie vers 1440 par Humphrey, duc de Glocester et oncle du roi Henri VI. En moins d'un siècle, cette tour avait subi plus d'un changement : Henri VIII l'avait reconstruite ou tout au moins réparée en 1526, et il y venait rendre visite, s'il faut en croire la chronique, à une belle dame qu'il aimait (*a fayre lady*). Du temps d'Élisabeth, cet endroit était appelé *Mirefleur*, et c'est le même sans doute dont il est parlé dans l'*Amadis des Gaules*. En 1642, on lui donna le nom de *Greenwich castle* (château de Greenwich). Christophe Wren, l'architecte de l'église Saint-Paul à Londres, et Jonas Moore désignèrent au roi Charles II le site de cette forteresse comme l'endroit qui convenait le mieux pour y construire un observatoire. La position, sur une colline qui domine la Tamise et le passage des vaisseaux, était en effet excellente. La vieille tour féodale fut donc abattue, et sur ses débris s'éleva un édifice consacré à la contemplation des astres (1).

(1) M. Airy me montra dans la cour une inscription latine surmontant l'ancienne entrée principale de l'observatoire, et indiquant bien l'intention du fondateur, qui voulait surtout fortifier le lien entre l'astronomie et la navigation. Voici d'ailleurs cette inscription : *Carolus secundus, rex optimus, astronomiæ et nauticæ artis patronus*

A peine l'édifice était-il achevé que Flamsteed y fut installé en 1676 avec le titre d'astronome royal et un traitement de 100 livres sterling par an. Là s'arrêtèrent les libéralités du roi Charles II. Flamsteed fut obligé de trouver lui-même ses instrumens et de payer à ses frais un auxiliaire pour l'assister dans ses travaux. Comme ses faibles ressources n'y suffisaient point, il donnait dans ses momens de loisir des leçons de mathématiques et d'astronomie à quelques élèves. Sa vie fut une lutte perpétuelle contre l'oubli, l'indifférence et les mauvais traitemens de ses concitoyens. Seul et abandonné à ses propres forces, il triompha pourtant de tous les obstacles qu'opposaient alors à la science l'état rudimentaire des instrumens et le vague des méthodes. Avant lui, le catalogue de Tycho-Brahé était le seul guide qu'eussent les astronomes et les navigateurs pour trouver la place des étoiles. Flamsteed entreprit de tout revoir par lui-même et de renouveler ainsi la base des observations célestes. C'était le temps où Newton, retiré à la campagne, dirigeait sa pensée vers le système du monde. Il s'adressa plusieurs fois à Flamsteed pour obtenir de lui des observations lunaires qui devaient appuyer sa théorie sur la gravitation universelle. C'est ainsi que les expériences les plus exactes qu'on eût encore faites en astronomie vinrent merveilleusement en aide à la plus sublime découverte des temps modernes (1). Après avoir amassé durant de longues années les élémens d'une histoire du ciel, Flamsteed conçut le désir bien naturel de la publier; mais où trouver de l'argent pour accomplir son dessein? Il avait l'idée de s'adresser à des souscripteurs, lorsqu'en 1704 le prince George de Danemark, entendant parler de la valeur de ces observations, proposa de les faire éditer à ses frais. Le premier volume parut au bout de trois années; mais le prince vint à mourir, et tout le fardeau de la dépense re-

maximus, speculam hanc in utriusque commodum fecit. Anno Dom. 1676, regni sui 28. Curante Jona Moore. Sur l'origine de l'observatoire de Greenwich, on peut aussi consulter *Baily's account of rev. John Flamsteed,* p. 37, et l'*Historia cœlestis,* t. III, p. 101.

(1) Les bons rapports entre ces deux hommes célèbres ne furent pourtant point de longue durée. Le caractère de Newton, il y a lieu de le craindre, n'était point à la hauteur de son génie. Une lettre de Flamsteed laisse malheureusement peu de doutes à cet égard. Comme cette lettre est très peu connue et qu'elle est adressée à Newton lui-même, on me permettra de la traduire. « Les œuvres de l'éternelle Providence seront, je l'espère, un peu mieux comprises, grâce à vos travaux et aux miens. Ne croyez point que l'orgueil me dicte cette expression; je considère l'orgueil comme le pire des vices et l'humilité comme la plus grande des vertus. Ceci me fait excuser bien des fautes dans le genre humain, supporter de grandes injures sans ressentiment, et m'inspire la résolution de conserver une amitié réelle pour les hommes de génie, au point de les aider autant qu'il est en mon pouvoir, et cela sans autre intérêt que celui de faire du bien en les obligeant. »

tomba par la suite sur la tête de Flamsteed. Lui-même n'eut point la consolation de voir son œuvre terminée; il descendit dans la tombe en 1719 avant que le second et le troisième volume de l'*Historia cœlestis* ne fissent revivre sa mémoire (1). Il avait dirigé le nouvel établissement durant près d'un demi-siècle, il y avait dépensé 2,000 livres sterling (50,000 francs) de son argent, et ses travaux seront toujours considérés en Angleterre comme le point de départ de l'astronomie moderne. C'est lui bien plus encore que Charles II qui a fondé l'observatoire de Greenwich.

Halley, illustre par des voyages entrepris pour l'avancement des sciences, par un travail sur les comètes et l'étendue de ses connaissances en ce que les Anglais appellent la philosophie naturelle, avait soixante-quatre ans quand il fut nommé astronome royal, et il mourut en 1742. Bradley, qui lui succéda, est à jamais célèbre par deux des plus belles découvertes que l'on ait faites en astronomie, l'aberration de la lumière et la nutation de l'axe de la terre. En 1749, il fit monter dans l'observatoire de Greenwich de nouveaux instrumens astronomiques, et de l'année suivante (1750) date la série d'expériences et de calculs qui caractérisent vraiment cette institution. Enfin il a laissé un immense recueil d'observations de tous les phénomènes que le ciel a présentés vers le milieu du dernier siècle, durant près de dix années consécutives. Après sa mort, la direction des travaux passa entre les mains de Nathaniel Bliss, puis du docteur Nevil Maskelyne, auteur de quatre volumes, dont il a été dit par Delambre que « si par suite d'une grande révolution toutes les sciences venaient à se perdre, à l'exception de ce recueil, on y trouverait des matériaux suffisans pour reconstruire l'édifice de l'astronomie moderne. » Maskelyne fut suivi par John Pond, qui mourut en 1835, et que remplace à Greenwich le présent astronome royal, M. Airy (2).

La résidence de tant d'hommes célèbres inspire naturellement une sorte de respect. M. Airy me conduisit d'abord dans ce qu'on appelle la chambre octogone (*octogonal room*), et où se trouvent les portraits de tous les astronomes renommés. C'est une très belle salle qui occupe le premier étage au-dessus des appartemens du rez-de-chaussée, et qui fut construite d'après les dessins de Christophe Wren. Percée de hautes fenêtres et décorée d'arabesques d'un grand style, cette pièce, qui formait à l'origine presque tout

(1) L'impression fut surveillée après la mort de Flamsteed par son assistant Joseph Crosthwaite et par Abraham Sharp, qui a attaché son nom à plusieurs instrumens très remarquables pour l'époque où il vécut.

(2) Professeur à l'observatoire de l'université de Cambridge, M. Airy s'était déjà fait connaître par des travaux remarquables.

l'observatoire, n'a qu'un seul défaut, c'est qu'elle ne convient pas du tout à l'étude des astres. Aussi a-t-elle été convertie dans ces dernières années en une salle de réception. Là se rassemble une fois par an, le premier samedi de juin, le conseil des visiteurs, *board of visitors*. Ce conseil fut institué en 1710, sous le règne de la reine Anne, pour diriger vers certains objets les recherches de l'astronome royal, inspecter l'état des instrumens et s'entendre avec les lords de l'amirauté sur tout ce qui regarde l'observatoire. Du temps de Flamsteed, Newton, en sa qualité de président de la Société royale, était à la tête des visiteurs. Cette circonstance déplut à Flamsteed, qui, aigri par de sourdes persécutions, crut voir dans l'intervention d'un corps étranger et surtout dans la surveillance ombrageuse d'un rival une nouvelle infraction de ses priviléges. Aujourd'hui les rapports entre le conseil des visiteurs et l'astronome royal ont un caractère bien différent. Le premier samedi de juin est au contraire un jour de fête, un agréable anniversaire. Toutes les portes s'ouvrent alors pour recevoir le président de la Société royale, le président de la Société astronomique, le professeur d'astronomie à l'université d'Oxford, le professeur d'astronomie et de philosophie expérimentale à l'université de Cambridge, ainsi que d'autres savans, qui, au nombre de seize, composent le *board of visitors*. On se réunit dans la salle octogone où l'état-major de l'observatoire se tient en quelque sorte sous les armes et où l'astronome royal lit aux visiteurs le rapport scientifique de l'année, écrit et imprimé pour la circonstance (1).

A part ce lien très léger qui rattache le chef de l'institution à la surveillance d'un conseil, il est indépendant, ce qui veut dire en Angleterre responsable. Nommé par le premier lord de la trésorerie, il tient ses pouvoirs du sceau de l'état. Ses honoraires sont fixés à 800 livres sterling (20,000 francs). Un de ses premiers devoirs est de conserver à l'observatoire de Greenwich le caractère qu'a voulu lui imprimer le fondateur. L'astronome royal est tenu par conséquent, d'après les termes mêmes de son mandat, « de s'appliquer avec le plus grand soin à rectifier les tables des mouvemens du ciel et à déterminer la place des étoiles fixes, afin de fournir le moyen de découvrir en mer la longitude si longtemps désirée et de perfectionner ainsi l'art de la navigation. » Il lui faut aussi résider dans l'observatoire, donner tout son temps aux devoirs de sa charge et ne point faire de longues absences sans avoir obtenu la permission des lords de l'amirauté. Consulté par diverses branches du

(1) Ces *Reports of the astronomer royal to the board of visitors*, qui s'étendent du 4 juin 1836 au 2 juin 1866, fourniront un jour des élémens précieux pour l'histoire de l'astronomie en Angleterre vers le milieu du XIXe siècle.

gouvernement, il aide de ses conseils et de ses lumières les services publics, bien sûr de n'être atteint lui-même par aucun des changemens du pouvoir ni par les luttes politiques. A sa maison est attaché un jardin découpé dans les terrains du parc et planté d'arbres à fruits. Il a sous ses ordres huit assistans et d'ordinaire six calculateurs (*computers*).

Les assistans sont généralement choisis par l'astronome royal, et leur nomination est soumise aux lords de l'amirauté. Les candidats qui se présentent aux places vacantes subissent de la part du chef de l'observatoire un examen en rapport avec la nature des fonctions qu'ils doivent remplir. Le cercle de connaissances qu'exige ensuite chaque avancement en grade est exactement tracé. Un des résultats de ce système a été de rompre avec la vieille coutume de promotion par ordre de séniorité qui n'a d'ailleurs jamais été très en vigueur à l'observatoire de Greenwich. Les assistans avancent par ordre de mérite, et l'astronome considère comme un devoir de perfectionner leur éducation scientifique. Aucun d'entre eux ne réside dans l'observatoire, et outre leur traitement ils reçoivent une indemnité pour le loyer d'une maison (1). Le premier assistant, qui est le plus souvent un *fellow* (agrégé) d'Oxford ou de Cambridge, remplace l'astronome royal en cas d'absence; mais, quelle que soit la confiance accordée à ces auxiliaires de n'importe quel rang, c'est toujours le chef de l'établissement qui répond devant le gouvernement et devant le public de la valeur des observations. Les calculateurs ou surnuméraires diffèrent des assistans en ce qu'ils sont entièrement à la discrétion d'un seul homme. Tandis que les premiers officiers ne peuvent être destitués que par les lords de l'amirauté, les *computers* sont engagés ou remerciés par l'astronome royal. Si l'on tient à comprendre le rôle de ces employés, il faut savoir que les observations du ciel les plus délicates et les plus minutieuses, quoique occupant souvent de longues heures, ne sont encore rien auprès des calculs qu'elles exigent ensuite pour les réduire. Il est curieux de voir dans deux bureaux, l'un situé au rez-de-chaussée, près du cabinet de l'astronome royal, l'autre isolé dans une des parties les plus silencieuses de l'observatoire, ces compteurs gravement occupés à aligner du matin au soir de lourdes colonnes de chiffres. La plupart d'entre eux sont tout à fait étrangers à l'astronomie; ils calculent aveuglément sans savoir au juste ce qu'ils prouvent, « et ce sont les meilleurs, » ajoutait en souriant M. Airy.

(1) Le premier assistant reçoit 400 livres sterling (10,000 francs) par an et 70 livres sterling (1,750 francs) pour les frais de logement. Le salaire du dernier est de 100 liv. sterl. (2,500 francs), et on lui assure en outre 30 livres sterling (750 francs).

Une bibliothèque est attachée à l'observatoire et se compose naturellement de livres sur l'astronomie, les mathématiques et le système du monde. L'idée qui a présidé à la formation de cette *library* et au choix des ouvrages mérite bien d'être signalée. Les assistans sont tous des hommes capables qui font de la science astronomique une étude et une profession; mais telle est la masse de travaux routiniers auxquels ils sont régulièrement soumis que, si l'on n'y prenait garde, l'établissement pourrait bien dégénérer en un simple bureau de commis. C'est pour éviter cette contagion du positif et réagir contre certaines tendances trop réalistes que M. Airy crut avantageux de fournir à ses aides et collaborateurs le moyen de se mettre en rapport avec la littérature scientifique. Grâce à une telle collection d'ouvrages choisis, ils sont à même d'étudier les systèmes des savans étrangers, les théories des temps anciens et modernes. De cette manière l'homme ne s'incruste point à sa fonction, et le caractère d'astronome peut encore prévaloir sur celui de pur observateur des faits. En agissant ainsi, le directeur a eu non-seulement en vue le présent, mais aussi l'avenir de l'institution; accroître les connaissances et l'instruction de son personnel, préparer même à ses successeurs les élémens d'une philosophie plus étendue, n'est-ce point élever la valeur morale de l'observatoire? Je visitai également la chambre des manuscrits, *manuscript room*, construite en fer, de manière à la prémunir contre les dangers d'un incendie. On n'y allume jamais de feu, mais les murs sont séchés durant l'hiver par un conduit de chaleur. Là reposent couverts d'une vénérable poussière des plans de l'observatoire probablement gravés d'après les dessins de Flamsteed, les manuscrits de Bradley et beaucoup d'autres monumens très précieux pour la science. Dans cette collection figurent aussi toutes les observations des planètes et de la lune faites à Greenwich depuis 1750 jusqu'à nos jours et réduites par M. Airy; quelles volumineuses archives du ciel!

Je voudrais nettement indiquer le caractère de cette institution astronomique.

Avant de dire ce qu'est l'observatoire de Greenwich, peut-être convient-il de dire ce qu'il n'est point. Il laisse à d'autres curieux le soin de découvrir les taches du soleil et les montagnes de la lune. Les observations des assistans ne s'attachent ni à la figure des planètes, ni aux mouvemens extraordinaires des étoiles doubles qui tournent l'une autour de l'autre dans les profondeurs du firmament, ni au mystère des nébuleuses. Quels motifs invoque l'observatoire de Greenwich pour abandonner ces vastes champs de l'astronomie? De tels phénomènes, assure-t-on, présentent par eux-mêmes tant de charmes à l'esprit qu'ils trouveront toujours des observateurs

enthousiastes. La solution des étoiles doubles, par exemple, et tous les problèmes qui s'y rattachent forment un des objets les plus importans d'étude à Cambridge et à Pulkowa, en Russie. Il en est de même des comètes; les instrumens pour guetter l'arrivée de ces étranges visiteurs sont si puissans dans d'autres observatoires publics et même particuliers, les méthodes pour réduire en calculs les témoignages des sens ont acquis un tel degré d'exactitude qu'on perdrait presque le temps, si l'on répétait souvent les mêmes recherches à Greenwich. L'institution a voulu concentrer ses forces sur ce qui ne se faisait point ailleurs, ou du moins sur ce qui ne s'y faisait point aussi bien. Avec quelle fermeté de caractère, quelle obstination tout anglaise ses observateurs ont volontairement jeté un voile sur certaines splendides curiosités du ciel! Du temps de John Pond, un télescope de 20 pieds de longueur avait été monté à grands frais dans l'établissement, et, comme cette lunette attirait des visiteurs, il fit démanteler l'instrument. Vers 1847, M. Airy étant astronome royal, M. Lerebours offrit à l'observatoire de Greenwich le plus grand télescope à réfraction qui eût jamais été construit. Certes la tentation était grande; il eût été flatteur pour l'institution de posséder une telle merveille unique dans le monde; M. Airy n'avait qu'à dire un mot, et les lords de l'amirauté auraient assurément consenti à cet achat. L'astronome écarta au contraire le présent d'une main sévère. Que craignit-il donc? Les perfides influences de la sirène, qui, en fixant l'attention sur les beautés du ciel, aurait peut-être détourné les assistans de leur tâche journalière et compromis le succès de l'observatoire.

D'accord avec le principe anglais de la division du travail, l'établissement de Greenwich a tracé dans le champ des phénomènes célestes la limite de ses recherches, et il a retenu pour lui la part la plus laborieuse, sinon la plus ingrate. C'est celle du moins qui exige le plus de calculs, une extrême précision dans les instrumens et une continuité infatigable dans le système des observations. On ne cultive guère en réalité dans l'ancienne demeure de Bradley qu'une branche de l'astronomie, la plus pratique et celle qui se rapporte directement à la marine. Les observations s'attachent jour et nuit au soleil, à la lune, aux planètes et à certaines étoiles dans leur passage au méridien; mais les études gagnent ainsi en profondeur ce qu'elles perdent en étendue. C'est en effet à une telle limitation que les savans attribuent la renommée universelle de cet observatoire. Aussi tout instrument de luxe étranger à l'objet principal est-il ou rejeté ou accueilli avec froideur. Il ne faudrait point d'ailleurs se méprendre sur le sens du mot pratique; les délicates observations qui se poursuivent à Greenwich, à cause même de la

précision qui les distingue, servent de fondemens à la plupart des vues spéculatives sur le système du monde.

Une visite aux instrumens que possède cet observatoire nous fera encore mieux saisir le but et la destination des recherches scientifiques. Il existait à Greenwich, du temps de Flamsteed, ainsi que dans la plupart des anciens établissemens du même genre, un puits sec mesurant cent pieds anglais de profondeur, et dans lequel on descendait par des marches de pierre pour observer les astres durant la journée. Le progrès dans la construction des télescopes a rendu cette méthode inutile (1). Aussi le puits a-t-il été depuis bien longtemps recouvert d'une arche. Aujourd'hui c'est dans diverses parties de l'édifice qu'il nous faut trouver ces instrumens, véritables espions du ciel, destinés à étendre la portée de nos sens et à en dissiper les erreurs. Trois d'entre eux méritent surtout d'appeler notre attention : ce sont le *transit-circle*, l'altazimuth et le grand équatorial.

II.

Entrons d'abord au rez-de-chaussée dans une salle appelée *transit-circle room* (chambre du cercle du méridien), au milieu de laquelle s'élève une construction de pierre et de métal érigée vers la fin de 1850. Tout le matériel de l'observatoire a été renouvelé depuis moins d'une trentaine d'années, et la destination des anciennes salles se trouve aujourd'hui changée entièrement. Pas un seul des instrumens qui servaient encore lors de l'avénement du présent astronome royal ne fonctionne maintenant à Greenwich. Que sont pourtant devenus ces muets auxiliaires de la science? On les retrouve de distance en distance suspendus aux murs dans les chambres s'ouvrant de plain-pied sur la cour. Voici par exemple un quart de cercle (*quadrant*), ouvrage d'Abraham Sharp. Cette précieuse relique avait été vendue pour le cuivre à un chaudronnier ambulant, et fut présentée à l'observatoire en 1865 par le révérend N.-S. Heineke. Ailleurs on peut voir le *transit* du docteur Halley, puis celui de Bradley, qui fut détrôné à son tour par un autre instrument meilleur appartenant lui-même au passé. Dans cette série d'avatars et de fossiles de la science, s'il est permis de les appeler ainsi, on suit en quelque sorte pas à pas les progrès mécaniques de l'astronomie. Quelques-unes de ces inventions, aujourd'hui bien dépassées, ont pourtant eu leur jour de gloire. Elles ont rendu d'é-

(1) Le soleil, Vénus, Mercure et d'autres astres sont maintenant visibles à toute heure du jour, pourvu que le ciel soit clair.

minens services à l'esprit humain, témoin ce grand secteur, *zenith sector*, qui fut construit en 1727 par Graham, fameux horloger anglais, et à l'aide duquel Bradley reconnut l'aberration des étoiles. Presque tous ces cercles de bois, dont les rayons convergeant vers un centre rappellent à première vue la figure vulgaire d'une roue de carrosse, ont après tout des titres à notre respect et à notre reconnaissance en raison des hautes découvertes qui s'y rattachent. De tels ustensiles abandonnés n'inspirent-ils point d'ailleurs une pensée mélancolique? Le moderne outillage qui leur a succédé serait-il destiné à partager le même sort? Ne viendra-t-il point un jour où ces mêmes conquêtes de l'astronome et du machiniste, qui s'étalent maintenant avec un juste orgueil dans les salles de l'observatoire, remplacées à leur tour par des instrumens encore plus parfaits, iront rejoindre sur les murs les autres trophées du temps? C'est l'histoire de la science, qui avance comme la nature par une série de créations se dévorant les unes les autres.

Les astronomes de Greenwich considèrent leur présent *transit-circle* comme le prototype le plus parfait qui existe dans le monde. Les autres instrumens du même genre qu'on rencontre dans d'autres observatoires, par exemple au cap de Bonne-Espérance et à Cadix, ne sont que des copies de ce modèle; il est vrai que, comme il arrive souvent en pareil cas, les enfans ont profité des erreurs et de l'expérience de leur père (1). Pour quiconque est étranger à l'astronomie, une telle machine scientifique présente à première vue plus d'une énigme; mais qui ne serait frappé de la grandeur de l'ouvrage dans lequel on reconnaît tout de suite les principaux traits du caractère anglais, la précision et la force? Ce *transit-circle* est, comme l'indique son nom, une combinaison de deux instrumens depuis longtemps en usage à l'observatoire de Greenwich, — l'un qui fait reconnaître les astres dans leur passage au méridien et l'autre appelé cercle mural, qui mesure la distance angulaire de ces mêmes astres à l'état de déclinaison. Pour répondre au premier objet, c'est-à-dire à l'observation des corps célestes, s'élève un vaste télescope ressemblant à un lourd canon monté sur un affût de pierre. Long de douze pieds anglais, il est construit en fonte et composé de quatre grosses pièces coulées séparément, mais très solidement rejointes les unes aux autres. Son objectif, dont l'ouverture semblable à un œil de cyclope mesure plus de huit pouces de diamètre, n'est point doué d'un très grand pouvoir de grossissement. Dans d'autres cas, ce serait un défaut; mais il faut savoir

(1) Le perfectionnement introduit plus tard dans les télescopes imités de celui de Greenwich est la perforation du tube central.

que cette lunette n'est nullement destinée à scruter le ciel ni à poursuivre dans les espaces infinis des astres rebelles à la vue. Ce qu'on lui demande surtout, c'est d'être bien éclairée à l'intérieur, et sous ce rapport elle répond pleinement aux conditions exigées. Un appareil nouveau permet même d'y gouverner la lumière et de l'adapter merveilleusement à la nature des phénomènes célestes qu'on se propose d'observer. Ce télescope est soutenu en l'air par un axe tournant sur deux pivots, et à l'aide de tourillons de fonte on peut l'élever ou l'abaisser à volonté. Il est vraiment curieux de voir avec quelle parfaite docilité cette lourde masse obéit à la moindre impulsion du doigt. Ses évolutions se trouvent d'ailleurs limitées à un mouvement de haut en bas, car il faut toujours que le télescope soit exactement braqué dans la direction du nord ou du midi, et la moindre déviation à cet égard, ne fût-ce que l'épaisseur d'un cheveu, produirait une source d'erreurs. Pour assurer cette position exacte, on se sert de deux tubes et d'une cuve de mercure placée au-dessous de l'objectif de la lunette. Quant à la seconde opération, celle qui consiste à mesurer les distances et à fixer la position des astres dans leur mouvement de déclinaison, c'est le rôle d'un cercle attaché à l'instrument et dans lequel est insérée une mince bande d'argent gravée de lignes très fines à une distance égale les unes des autres. Ces lignes ou divisions se montrent ensuite grossies par de puissans microscopes, dans le champ desquels joue la lumière du gaz, et qui sont eux-mêmes enfermés dans une ouverture creusée au centre d'une des deux massives jetées de pierre entre lesquelles la lunette se meut encaissée. Pour bien comprendre cet instrument, il faut le voir en action.

Une observation du soleil a lieu au moins une fois par semaine, à midi, dans la salle du *transit-circle*, et une grande partie de l'état-major de l'établissement y assiste; mais c'est surtout la nuit qu'on peut se faire une idée de la manière dont se constate le passage des corps célestes au méridien. La liste des planètes et des étoiles qu'il convient de surveiller est dressée le lundi matin par l'astronome royal ou sous sa direction, et cette liste, placée sur le manteau de la cheminée, dans la chambre des calculs (*computing room*), indique d'avance les arrangemens de la semaine pour chaque assistant. Les premières observations faites avec le nouveau *transit-circle* datent de 1851, et à partir de ce moment elles n'ont jamais été interrompues. L'assistant chargé d'épier à l'aide de cet instrument l'état du ciel est de garde pendant vingt-quatre heures (1). A moins de circonstances tout à fait extraordinaires, on ne le charge jamais deux

(1) De trois heures du matin jusqu'au lendemain trois heures du matin.

jours de suite des mêmes fonctions. Après avoir déjà travaillé quelques heures à partir du coucher du soleil, il s'est rendu chez lui pour prendre son repas du soir, et quand il revient dans la salle du *transit-circle* il fait tout à fait nuit. Les volets qui ferment pendant le jour une partie du plafond sont levés, et le ciel tout entier semble entrer dans la chambre par cette ouverture.

Après avoir consulté la liste des corps lumineux qu'il doit observer, l'heure de leur passage et leur situation approximative dans le ciel, l'astronome ajuste le télescope au moyen de manches saillans jusqu'à ce qu'il ait bien trouvé la direction convenable. Ceci fait, il s'assoit dans un bon fauteuil dont le dossier se renverse à volonté. Plus l'objet qu'on désire atteindre de l'œil est à une grande hauteur dans le ciel, et plus il faut être bas pour le voir. S'agit-il par exemple d'une étoile située près du zénith, l'observateur devra se coucher tout à fait sur le dos. Jusqu'ici rien ne paraît encore; mais l'assistant de service se tient sur le qui-vive. Son attention n'est comparable qu'à celle du chasseur ou encore mieux à celle du chien d'arrêt : seulement, au lieu d'une perdrix ou d'une bécasse, il s'attend à voir lever une étoile. La voici! elle accourt vive et soudaine comme un météore. A peine est-elle entrée dans le champ du télescope qu'on la voit s'approcher rapidement de ce qui paraît être une série de grosses barres de fer transversales placées à égales distance les unes des autres. Ce ne sont pourtant en réalité que des fils de toile d'araignée tendus selon un système dans l'intérieur de la lunette et merveilleusement grossis par la puissance des verres. Au moment où l'astre attendu passe derrière le premier fil, l'observateur appuie le doigt sur une clé d'ivoire attachée à l'instrument et qui éveille à l'instant même un courant magnétique dont il nous faudra suivre la trace et l'action dans une autre chambre appelée *chronographic room*, la chambre du chronographe. Qu'il nous suffise de savoir pour le moment que ce mouvement des doigts annonce l'ordre des faits tels qu'ils se passent dans l'intérieur du télescope et au fur et à mesure qu'ils sont saisis par la vue. On appelle cela « frapper un passage; » ce bouton comprimé tape effectivement en jouant sur son ressort, et les astronomes de Greenwich sont à cet égard les *rapping spirits* des phénomènes célestes. Chacun d'eux a sa manière de toucher la clé d'ivoire, et au milieu du silence de la nuit les autres assistans reconnaissent tout de suite, sans même se donner la peine d'ouvrir la porte, quel est celui qui travaille dans la salle. On prétend en outre que certaines nuances de caractère ou certaines émotions de l'âme, telles que l'impatience ou l'inquiétude, impriment à ces vibrations de l'instrument un ton particulier. Toujours au guet, l'observateur n'a point un instant perdu de vue son étoile,

qui glisse successivement à travers neuf fils divisant le champ du télescope, et à chaque fois qu'elle se montre derrière un de ces fils un nouveau mouvement du doigt et un nouveau coup sec annoncent aussitôt qu'elle est là. De l'autre main, il tourne un écrou qui fait passer sur l'astre un autre fil de fer horizontal, de sorte que l'étoile, intersectée par ces barreaux, ressemble à un oiseau de lumière pris dans une cage. Elle ne tarde pourtant point à s'échapper et s'évanouit comme elle est venue, en scintillant. L'observateur détache alors son regard de l'oculaire de la lunette, et, après avoir lu certains caractères hiéroglyphiques gravés sur une partie de l'instrument, il descend de son siége pour aller consulter les résultats marqués par les micromètres et mesurer ainsi l'angle des distances.

Les assistans sont tous des astronomes de profession dont les yeux ont été exercés par une pratique assidue. Comment donc se fait-il que leurs observations ne se rapportent point toujours entre elles? Il y a là un mystère physiologique intéressant à pénétrer. Chaque observateur, quoique servi par le même instrument et guidé par les mêmes méthodes, aperçoit un phénomène céleste, comme par exemple le passage d'une étoile, plus tôt ou plus tard qu'un autre. On attribue cette différence à l'individualité du sens de la vue ou à la manière plus ou moins prompte dont l'œil télégraphie ses impressions au cerveau. Il ne s'agit point ici, qu'on l'entende bien, de grandes inégalités de temps, je parle tout au plus de quelques fractions de seconde; mais les observations astronomiques du transit sont si délicates que les moindres écarts en altéreraient le mérite. Il a été nécessaire en ce cas d'établir une moyenne arbitraire, *standard*, et chaque observateur sait au juste de combien ses facultés visuelles s'éloignent d'un tel idéal. De là cette question inintelligible pour un profane, mais que les astronomes s'adressent volontiers entre eux : « quelle est la valeur de votre équation personnelle? » A quoi il est répondu par un chiffre exprimant le degré de déviation du type. Le plus singulier est que la valeur de cette équation personnelle n'est point la même chez le même observateur pour tous les astres du ciel; tel saisit plus vite les phénomènes d'une étoile qui saisira plus lentement ceux de la lune et *vice versâ* (1). Il faut aussi tenir compte des aberrations de l'instrument. Tout ex-

(1) Pour obvier aux inconvéniens qui pourraient résulter de la différence des équations personnelles, on a d'ailleurs eu recours à un moyen ingénieux : un oculaire à deux tubes permet à deux assistans de regarder en même temps le passage de la même étoile sur les mêmes fils de l'instrument; ils prêtent tous les deux l'oreille aux pulsations de l'horloge indiquant les secondes, et calculent séparément les résultats de leur observation, qui sont ensuite comparés. Pour plus de certitude, ils changent de temps en temps de position entre eux, et les moindres chances d'erreur sont ainsi éliminées.

cellent qu'il soit et quoique solidement fixé à des murs de pierre enfoncés dans le sol, il subit quelquefois de légères vibrations qui ne peuvent être attribuées qu'au terrain sur lequel il est construit (1). Si l'on réfléchit maintenant à ce que de telles recherches exigent de soins et de calculs pour rectifier les moindres inexactitudes et pour analyser les moindres parcelles du temps, on comprendra sans peine comment cette branche pratique de l'astronomie ne puisse être cultivée que dans un établissement de l'état et même à certains égards dans un seul observatoire au monde.

En face du télescope et dans la même salle où s'élève le grand *transit-circle* figure une horloge qui mérite bien d'appeler notre attention, et qui est réglée tous les jours par les observations des astres au moment de leur passage derrière les fils de l'instrument. C'est elle qui mesure le temps en souveraine dans l'institution de Greenwich. Gardons-nous pourtant bien de la consulter si nous voulons mettre notre montre à l'heure : quoique recevant ses inspirations du ciel, elle nous tromperait. Ce qu'elle indique est l'heure sidérale et non l'heure solaire : or entre l'une et l'autre il y a souvent une différence de plusieurs minutes. Cette horloge sert en même temps à guider l'observateur chargé de noter le transit des corps célestes. Une des facultés qui étonnent le plus chez certains astronomes est la mesure automatique du temps. Avant de coller son œil au télescope, l'assistant regarde le cadran de l'horloge, *transit-clock*, et prête un instant l'oreille pour bien saisir les pulsations des secondes. Après s'être ainsi *monté* lui-même à ce diapason, il continue de marquer par une sorte de mouvement intérieur les plus minimes fractions de l'heure qui se succèdent. A partir de ce moment, c'est lui qui est l'horloge vivante. Encore faut-il que l'observateur se garde bien de prêter toute son attention à cette mesure du temps; n'a-t-il point besoin de la meilleure partie de ses forces pour noter et disséquer les phénomènes du passage des astres? Comme son regard et son esprit se trouvent occupés par ces autres objets, il doit en quelque sorte compter les secondes et même les divisions de secondes par une sorte d'instinct mécanique, et non du tout par un acte de la réflexion. Cette faculté est acquise, et chez quelques-uns se développe même assez vite par l'exercice; mais, si l'on n'en possède point le germe, on ne saurait jamais faire un astronome pratique.

L'observateur qui travaille pendant la nuit au *transit-circle* est souvent chargé de reconnaître dans le ciel des objets réclamant la

(1) Le même phénomène avait été observé à Cambridge par M. Airy, d'où il conclut « que la surface de la terre, regardée comme la base de toute solidité, est elle-même en mouvement. »

plus scrupuleuse attention. C'est d'abord la lune et quelques étoiles qui se trouvent dans le voisinage de cet astre, viennent ensuite les planètes dans un ordre qui change d'ailleurs selon les jours de l'année, puis certaines étoiles fixes qui ne sont point étrangères à l'art de la navigation, ni à la division du temps. Ces corps célestes ont du moins l'avantage d'être aisément visibles; mais il n'en est plus du tout de même quand il s'agit de nombreux astéroïdes qui tournent autour du soleil dans des orbites situées entre celles de Mars et de Jupiter. Ces pygmées du système solaire sont souvent si difficiles à apercevoir, même à l'aide des meilleurs télescopes, que plusieurs minutes avant leur passage l'observateur est obligé d'abaisser dans la salle la lumière des becs de gaz. Eh bien! malgré toutes les précautions, ces points d'une clarté douteuse échappent encore de temps en temps à la vue, armée des instrumens les plus puissans. Tel est le caractère pénible et minutieux de ces recherches que l'observatoire de Greenwich s'est entendu dernièrement avec celui de Paris pour se partager le travail. De la nouvelle lune à la pleine lune, toutes les petites planètes sont inspectées à Greenwich, et de la pleine lune à la nouvelle lune elles sont surveillées à Paris. Les éphémérides sont ensuite communiquées par M. Airy à M. Leverrier, et réciproquement. Cet échange de services a un peu allégé le fardeau des astronomes dans l'un et l'autre pays, et pourtant leur tâche est dure : il leur faut quelquefois guetter les voûtes constellées durant dix et onze heures de suite par les plus belles nuits d'hiver. Ces belles nuits sont glacées; le ciel, transparent comme une tombe de cristal, est ouvert au-dessus de la tête de l'observateur; toute cette lumière sidérale éclaire, mais ne réchauffe nullement. Et de quoi servirait d'allumer du feu en plein air? Entré à la brune par une des portes du parc, dont il a la clé, l'assistant sort heureux et transi avant que le lever du soleil ait effacé les autres astres dans la clarté du jour.

Quel est pourtant l'objet de ces observations? C'est de déterminer à un moment donné la position exacte dans le ciel des planètes et des principales étoiles visibles sous le degré de latitude de Greenwich. Ces indications certaines fournissent ainsi le moyen de rectifier les erreurs qui ont pu se glisser dans d'autres travaux anciens ou modernes; elles préparent en même temps les matériaux nécessaires pour la publication de l'Almanach nautique (*Nautical Almanach*). Ce guide astronomique des navigateurs est imprimé trois ou quatre ans d'avance pour le bénéfice de ceux qui entreprennent de longs voyages en mer. Le volume pour 1868 avait déjà paru en 1865 (1). On y prédit jour par jour les places de la lune et des pla-

(1) Depuis 1862, les tables lunaires de cet almanach sont rédigées d'après le système

nètes, ainsi que tous les phénomènes qui intéressent le gouvernement d'un vaisseau. C'est en effet de l'observatoire de Greenwich que le navigateur attend les lumières suffisantes pour reconnaître sa position sur mer, celle des lieux où il doit aborder et des écueils qu'il lui faut éviter le long de la route. L'astronome qui épie les mouvemens du ciel sur la colline du parc tend la main par-delà l'immensité de l'océan au marin égaré sur le grand désert d'eau, et force en quelque sorte les étoiles à le conduire vers le port. Mais comment peut-il en être ainsi, et quel est le moyen de trouver la longitude en mer? Qu'on suppose un vaisseau abandonné aux vents pendant la nuit près des rochers ou des bancs de sable dont il se croit encore éloigné. Le ciel est voilé de ténèbres, et le nautonnier a perdu son chemin. Tout à coup une éclaircie entre les nuages permet de distinguer un groupe d'étoiles et la lune. Le nocher consulte aussitôt son *Almanach nautique*, puis à l'aide d'instrumens et de calculs bien connus des marins il ne tarde point à découvrir, par la situation des astres, quelle heure il est dans l'endroit où se trouve à présent le navire. Comparant ensuite cette heure avec celle de son chronomètre, qui a été réglé avant le départ sur l'horloge de Greenwich, il reconnaît aisément son degré de longitude; qui ne sait en effet que la différence du temps donne dans ce cas-là celle des distances? La confiance rentre à l'instant même dans le cœur du matelot, car il sait maintenant où il est et peut voguer en brave sur la mer dont il prévoit les embûches.

De tous les astres qui se rattachent à la navigation le plus important est sans contredit la lune; c'est aussi pour elle que l'observatoire de Greenwich a été fondé. Depuis longtemps, cet établissement s'est illustré par ses études sur notre satellite. Jusqu'en 1814, l'on avait recours à lui pour tous les renseignemens relatifs aux études pratiques du ciel : depuis lors les astronomes allemands se servent des observations du soleil faites à Kœnigsberg; mais celles de la lune défient et défieront sans doute longtemps toute rivalité. C'est au point que le ministre de la marine française écrit de temps en temps à l'astronome royal de Greenwich pour obtenir les tables lunaires de cet établissement, qui font autorité dans toute l'Europe. Et pourtant dès 1840 M. Airy avait été frappé d'une grave lacune dans les moyens alors connus de surveiller cet astre. Les observations par exemple obtenues à l'aide du *transit-circle* ne peuvent nullement avoir lieu au moins quatre jours avant et quatre jours après la nouvelle lune, parce que ce corps céleste se trouve alors trop

de Hansen, célèbre professeur de Gotha, qui a interprété par de puissans calculs mathématiques la masse des faits recueillis à l'observatoire de Greenwich.

rapproché du soleil. Il arrive en outre très souvent sous le climat humide de l'Angleterre que des nuages obscurcissent la face de notre satellite au moment où il entre dans la ligne du méridien. En un pareil état de choses, on observait imparfaitement une moitié du cours de la lune, et un quart se trouvait entièrement perdu. C'est pour remédier à un tel inconvénient que fut inventé l'*altazimuth* (1). Grâce à cet appareil mobile, qui suit la lune dans toutes les parties du ciel au lieu de l'attendre seulement sur un point donné, il n'est guère de nuit, si nuageuse qu'elle soit, où ce globe lumineux, se trouvant sur l'horizon, ne se montre de temps en temps à l'astronome de service. De cette manière, on a de beaucoup étendu le champ des recherches. Avant 1847, époque où fut érigé le nouvel instrument, on obtenait à peine cent observations lunaires par année; elles s'élèvent maintenant à plus de deux cent douze dans l'établissement de Greenwich. Les résultats acquis à l'aide de l'altazimuth sont ensuite comparés à ceux que donne le *transit-circle*, et au moyen de ces doubles observations, faites au méridien ainsi qu'en dehors du méridien, on a pu arriver à un degré de certitude inconnu jusque-là dans les autres établissemens astronomiques.

Pour atteindre cet instrument, l'*altazimuth*, il nous faut monter un escalier étroit tournant autour d'un pilier en briques qui se trouve enfermé dans la maçonnerie. Cette colonne, qui du sol s'élève presque jusqu'au dernier étage, supporte une grosse pierre cylindrique servant de piédestal et en quelque sorte isolée au milieu de l'édifice. De cette manière, on a beau marcher à pas lourds autour de l'instrument, on ne réussit nullement à l'ébranler; appuyé sur sa ferme base, il est indépendant du plancher de la chambre où il se trouve. Toutes ces précautions délicates sont nécessaires pour assurer le succès des observations astronomiques. L'altazimuth ne ressemble pas mal à une grosse cloche en fonte coulée d'un seul flot de métal et au centre de laquelle on aurait inséré un télescope. Vu pendant la journée, c'est une masse inerte, mais le soir quel changement! Il en est de ces appareils astronomiques comme des oiseaux de nuit qui, engourdis sous la lumière du soleil, se réveillent à l'heure des ténèbres. Tout d'ailleurs ne s'anime-t-il point autour de l'instrument? La chambre où il repose est couronnée d'un plafond de bois en forme de dôme, qui se met lui-même en mouvement sous l'impulsion de la main. Cette calotte roulante est percée d'une ouverture masquée durant le jour par des volets qu'on ouvre

(1) Cet instrument est destiné, comme l'indique son nom, à constater deux sortes de phénomènes, l'altitude et l'azimuth. Par altitude il faut entendre l'angle d'élévation d'un astre, par azimuth l'arc de l'horizon entre le méridien de l'endroit et une ligne verticale passant par l'objet observé.

à volonté, et en tournant cette lucarne en face de l'objectif de la lunette l'observateur peut choisir la partie du ciel qui lui convient le mieux. La lune est encore cachée que déjà l'assistant la guette et braque sur le point de l'horizon où elle est attendue le télescope flanqué entre les deux ailes de la lourde machine. Quoique pesant près d'une tonne, cette masse obéit en serviteur docile à la main qui sait la réduire et vit en quelque sorte du souffle de sa volonté. L'astre paraît; il est aussitôt salué par ce bruit de piston que nous avons déjà entendu dans une autre salle de l'observatoire. Le claquement de la clé d'ivoire se répète chaque fois que la lune passe par les douze fils entre-croisés dans le champ du télescope, six horizontaux et six verticaux. L'observation terminée, une autre recommence : on démonte alors et remonte l'instrument, qui se laisse faire avec la soumission d'un éléphant ramassant une aiguille au bout de sa trompe. Le service de l'altazimuth est un de ceux que redoutent le plus les assistans de Greenwich durant les sombres nuits de novembre, qui sont pour eux des nuits blanches. Exposés pendant de longues heures aux souffles irritans des vents d'ouest, ils reçoivent en plein dans les yeux cette morne clarté de la lune, la plus fatigante de toutes pour la vue. Et cependant Phœbé est décidément la favorite de l'observatoire : lorsque plusieurs objets se disputent l'attention des astronomes de Greenwich, elle obtient toujours la préférence. Il est d'usage dans l'établissement, depuis un temps immémorial, de suspendre le dimanche les observations du ciel; ce jour-là on donne congé aux astres; un seul se trouve excepté de cette règle, et c'est la lune. Les yeux d'Argus qui la guettent ne se reposent ni jour ni nuit durant toute l'année (1). On parle d'ailleurs d'elle comme d'une personne; elle a un âge, une figure; elle est jeune ou vieille selon le nombre des jours qu'elle se trouve avoir depuis sa naissance. Et pourtant qu'on ne s'y trompe point, ces observations obtenues à l'aide de l'altazimuth, pas plus que celles faites avec le *transit-circle*, n'ont rien en elles-mêmes de très poétique. De quoi s'agit-il en effet? De déterminer le moment exact où tel astre apparaît sur un point du ciel et celui où il disparaît. Jusqu'ici l'observatoire de Greenwich traite un peu les affaires du monde étoilé à la manière d'un négociant de Londres marquant sur son livre les entrées et les sorties. Certes il faut que de tels travaux

(1) Les Anglais, hommes d'affaires jusque dans les choses de la science, aiment à exprimer par des chiffres et des sommes d'argent l'importance qu'ils attachent à la vérification de certains phénomènes célestes. Les observations de la lune entrent pour un tiers, c'est-à-dire 1,000 livres sterling (25,000 francs), dans l'ensemble des frais annuels de l'établissement. Chacune d'elles complète est évaluée à 10 livres sterling (250 francs).

se fassent : plus même ils sont sévères, et plus n'y a-t-il point lieu d'admirer l'infatigable patience de ceux qui ont le courage de les poursuivre? Cette branche de l'astronomie est toutefois celle qui flatte le moins l'imagination. L'observateur doit s'interdire tout sentiment à la vue des sublimes phénomènes du ciel et fixer d'un œil froid ces régions constellées de l'espace dont le silence effrayait Blaise Pascal. Il n'a même rien à voir, au moins pour le moment, dans l'ordre et la constitution des grands globes lumineux qui glissent au-dessus de sa tête. Leur place et l'heure qu'ils indiquent, voilà tout ce qui le regarde. Si pourtant on tient à ouvrir dans le ciel des perspectives plus vastes et plus mystérieuses, il faut se rendre dans la salle du *great équatorial.*

Logé dans le nouveau dôme du sud-est, *new south-eastern dome,* cet instrument est à coup sûr celui qui excite le plus à première vue la surprise et l'admiration des étrangers. Les gradins en amphithéâtre qui l'entourent d'un cercle de fine menuiserie, le plafond mouvant en forme de tambour, les ouvrages de fer qui supportent le télescope, tout respire ici un sentiment de grandeur et de majesté. L'objectif de la lunette mesurant douze pieds trois quarts de diamètre a coûté à lui seul 1,200 livres sterling (30,000 francs.) L'instrument monté vers 1859 est pourvu de tous les accessoires pour faire des observations astronomiques en dehors du méridien. Indiquons tout de suite le caractère principal qui le distingue du *transit-circle.* Le grand équatorial n'est point destiné à recevoir une étoile qui vienne pour ainsi dire le visiter à l'heure et au lieu fixés du rendez-vous; son rôle est au contraire de poursuivre dans le firmament les constellations vagabondes. Pour qu'il en fût ainsi, il fallait qu'il pût se mouvoir, lui et tout ce qui l'entoure, vers n'importe quelle direction du ciel. Il n'y a pas jusqu'à la chaise de l'astronome qui ne s'élève, s'abaisse, se tourne et s'ajuste en quelque sorte d'elle-même à la nature des observations. On dirait en vérité un fauteuil intelligent. Quant au toit, il est nécessaire qu'il s'associe également à la ronde des astres. Construit en bois, recouvert de zinc à l'extérieur et revêtu à l'intérieur de minces lames de fer, il roule sur des boulets de canon occupant de distance en distance le haut du mur circulaire auquel il s'appuie. Ce plafond s'ouvre et se désarticule en outre à volonté par le moyen de volets mobiles. Quand on veut changer son point de vue, on fait tourner une roue armée de dents de fer : le toit se met aussitôt en marche et s'arrête lorsque l'ouverture se trouve directement en face de l'observateur. Ce n'est pas encore tout : pour qu'on puisse scruter avec attention les mystères du ciel, il faut que l'objet contemplé reste longtemps visible à la même place. Or comment peut-il en être ainsi, puisque

la terre, en accomplissant chaque jour son mouvement très réel de rotation, communique un mouvement apparent aux étoiles? Quiconque a regardé dans une lunette fixe sait en effet que les corps célestes s'y dérobent bien vite à la vue. Pour obvier à cet inconvénient, il a fallu animer l'instrument d'une action exactement conforme à celle de la mécanique planétaire, car le mouvement détruit l'effet d'un autre mouvement tout à fait semblable. Une sorte d'horloge d'eau qui se trouve dans une salle inférieure à celle du *great equatorial* est chargée de ce soin, et suffit à faire mouvoir le massif appareil. Un seul fait montrera du reste avec quel succès elle s'acquitte de ses délicates fonctions. Une nuit le télescope avait été abandonné au moment où Jupiter se montrait près du fil central; l'assistant, appelé ailleurs par d'autres travaux, revint au bout de plus d'une heure et retrouva la planète juste au point où il l'avait laissée. L'instrument obstiné n'avait point lâché sa proie.

On se sert du grand équatorial pour examiner les astres, les éclipses du soleil, les comètes et beaucoup d'autres phénomènes célestes. Seul ce télescope peut satisfaire notre juste curiosité en ce qui touche la forme visible des mondes roulant au-dessus de nos têtes. S'agit-il par exemple de la lune, qui nous intéresse davantage parce qu'elle est la plus rapprochée de notre globe terrestre : sa surface inégale et rugueuse apparaît dans l'instrument marquée de plaques et de traînées luisantes entrecoupées de taches noires. Ces parties éclairées, on a tout lieu de le croire, sont les sommets de très hautes montagnes touchées par les rayons du soleil. Les taches noires sont au contraire les ombres que projettent les masses de ces Alpes et de ces Andes lunaires. Dans les bandes obscures brillent pourtant encore par intervalles des points lumineux. On a cherché à expliquer ces alternatives d'ombre et de clarté par ce qui se passe sur notre sphère. Quel voyageur ayant parcouru le pays de Galles ou l'Écosse n'a observé autour de lui de semblables effets? Le soir, au moment où les vallées et la base des montagnes s'ensevelissent déjà dans l'obscurité, la lumière du soleil à son déclin ne continue-t-elle point de s'accrocher aux angles et aux crêtes des pics se dressant à l'envi les uns des autres de distance en distance? La lune a des montagnes; elle a aussi des volcans qu'on distingue à leur forme annulaire. Ces derniers sont si reconnaissables qu'on leur a donné des noms; les astronomes ont fait mieux encore, ils les ont mesurés. Voici par exemple le cratère éteint de Tycho : il a, m'assure-t-on, quarante-sept milles d'ouverture. Les escarpemens, les contre-forts et les chaînes extérieures qui l'entourent s'élèvent de trois milles au-dessus de la plaine renfermée dans cette enceinte dentelée de collines, et où se dresse encore un rempart central haut de plus

d'un mille (1). On peut ainsi se faire une idée de la constitution physique de la lune et de l'audace de l'esprit humain, qui, non content d'explorer la terre, cherche à pénétrer les secrets des autres mondes. A l'aide de très forts télescopes, on distingue jusqu'aux différentes couches de roches composant la bouche des cavernes volcaniques. Un pas de plus dans la construction des instrumens, et les savans seront peut-être à même de faire un jour la géologie de la lune. Du reste, jusqu'ici aucune trace certaine de végétation : c'est une masse aride, une surface de pierre ponce hérissée de montagnes et entrecoupée d'abîmes, un monde mort ou un monde en train de naître. Le moment le plus favorable pour observer cet astre est celui de la pleine lune, et pourtant, lorsque son jeune croissant se détache dans le ciel mince et clair comme la faucille du moissonneur, il est aussi très curieux de le regarder au télescope. On voit alors la lune toute ronde; mais son croissant seul est éclairé, tandis que le reste de son pâle disque s'accuse faiblement dans une sorte de pénombre (2).

Les assistans sont en outre chargés de temps en temps d'observer et même de dessiner la figure des planètes telles qu'elles apparaissent à travers le télescope. Tantôt c'est Vénus surpassant en clarté toutes les autres, et dans laquelle on découvre une atmosphère, ainsi que de très hautes montagnes. D'autres fois c'est Jupiter, accompagné de ses quatre lunes, dont la position change continuellement. Son large disque est d'une couleur jaunâtre, qui semble se fondre vers les pôles en un gris plombé. Sur le champ de cet astre s'étendent des bandes obscures ressemblant pour la forme à celles qui s'allongent quelquefois dans notre ciel par un beau soir d'été. Ces bandes, d'un brun grisâtre, se colorent de temps en temps d'une teinte rouge. D'un jour à l'autre, elles subissent quelquefois des changemens visibles, et toutes ces circonstances ont fait croire que c'étaient bien les nuages d'un autre monde. On observe en outre des taches, tantôt brillantes et tantôt obscures, dont le mouvement a fait connaître aux astronomes la rotation de cette planète d'occident en orient, et le temps qu'elle met à tourner sur son axe. On sait ainsi que pour les habitans de Jupiter (si toutefois il en existe) le jour se compose d'un peu moins de onze heures. Ces taches qui se forment et s'évanouissent paraissent être elles-mêmes d'autres nuages que le vent transporte avec vitesse dans une atmosphère très agitée. Pourquoi d'ailleurs un globe si conforme au nôtre sous le rapport de certains phénomènes météorologiques, et

(1) Je parle ici d'après le témoignage d'un des assistans de Greenwich, esprit littéraire et distingué, M. Dunkin.

(2) C'est un effet, dit-on, de la réflexion de la lumière de la terre.

le plus grand de tous ceux qui appartiennent au système solaire, ne serait-il qu'une solitude? Les astronomes anglais ne répugnent point en général à admettre l'idée de la pluralité des mondes; ils soutiennent seulement, et avec raison, que, si la vie réussit à se développer ailleurs, les conditions sous lesquelles on l'envisage ici-bas doivent être entièrement modifiées. Après Jupiter, une des planètes qui intéressent le plus les curieux est Saturne. Autour d'une boule légèrement couleur d'orange et intersectée, elle aussi, de bandes aplaties, se montrent deux, sinon trois anneaux éclairés comme le globe lui-même, et un autre anneau obscur ou demi-transparent. Des huit lunes qui l'accompagnent, quatre seulement sont visibles, les autres échappent plus ou moins à nos moyens d'observation; même sans elles quel magnifique spectacle! quelle lumineuse vision d'optique dans les champs de la nuit! Et que penser aussi de ces étoiles, qui, considérées à l'œil nu, n'en font qu'une, mais qui, réduites par le télescope, se décomposent parfois en une centaine d'astres distincts et placés sans doute à une assez grande distance les uns des autres? On dirait un diamant qui se brise dans l'intérieur de la lunette, et dont les fragmens s'envolent en une poussière de soleils.

Ces merveilles du firmament sont pourtant celles dont on s'occupe le moins à l'observatoire de Greenwich. L'astronome royal considérerait comme un luxe funeste tout instrument ou tout ordre de recherches accessoires qui ne se subordonnerait point entièrement au but de l'institution. Aussi tandis que la salle du *transit-circle* et le dôme de l'altazimuth, éclairés tous les soirs, annoncent qu'on y travaille, la tour du grand équatorial reste le plus souvent sombre et déserte. On ne se sert de ce noble instrument que dans certaines occasions et pour ne négliger absolument aucune branche de l'astronomie. Quoi qu'il en soit, au moment où le *great equatorial* fonctionne, on entend retentir sous les doigts de l'observateur ce même bruit de *tac-tac* qui nous a déjà si fort intrigués dans d'autres départemens. Pour trouver l'explication de cette musique des astres, bien différente de celle que rêvait Pythagore, il nous faut descendre dans une petite salle basse s'ouvrant sous le dôme septentrional, *north dome*. Là figure un instrument appelé *chronographic recording apparatus*, et qui est en effet destiné à enregistrer le temps, ainsi que le passage des corps célestes. Ce chronographe se compose de deux parties bien distinctes, une sorte d'horloge d'une construction toute particulière et un rouleau connu sous le nom d'*american barrel* (tambour américain), qui tourne dans une cage de verre. L'horloge, animée d'un mouvement tout à fait uniforme, est un ouvrage de M. Dent, célèbre mécanicien anglais. Le tambour est un cylindre

de cuivre revêtu d'un morceau de drap, sur lequel on étend une feuille de papier blanc enroulée et collée aux deux bouts avec de la gomme. L'horloge fait mouvoir le rouleau, mais elle agite en même temps une tringle voyageuse armée d'un double système de pointes. L'une de ces pointes marque les secondes, et au moyen de fils galvaniques se trouve en communication avec l'horloge astronomique, *transit-clock*, qui est réglée elle-même par la mécanique céleste. L'autre pointe marque le passage des astres, et au moyen d'un autre fil magnétique est mise en rapport avec la clé d'ivoire attachée près de l'oculaire des grands télescopes qui se trouvent dans d'autres salles et dans d'autres départemens de l'observatoire. Le *transit-circle*, l'altazimuth et l'équatorial communiquent ainsi avec le chronographe, et une étiquette indique ceux de ces instrumens qui sont pour le moment à l'ouvrage.

Il nous sera maintenant facile de saisir la signification des bruits que nous avons entendus ailleurs. Un simple attouchement du doigt et un courant électrique font aussitôt mouvoir à distance une des dents du chronographe qui, pareille au crochet du serpent, imprime à l'instant même une morsure sur le rouleau de papier mouvant. Lorsque je visitai cet appareil, il était dix heures du matin, et la feuille blanche collée autour du tambour était encore toute chargée du travail de la nuit. C'étaient de petits trous alignés de distance en distance et semblables à ceux que graverait en pareil cas la pointe d'une épingle : or chacune de ces légères perforations représentait le passage d'une étoile ou d'une planète que l'observateur avait en quelque sorte piquée au vol. On détache ensuite du tambour cette page hiéroglyphique de l'histoire du ciel, écrite nuit par nuit au moyen de l'instrument, et on la livre aux assistans pour être réduite par des calculs. A l'aide de tels matériaux et pour ainsi dire d'un tel journal se publie tous les ans un gros volume d'observations (1) sur le soleil, la lune et tous les corps mouvans du système solaire.

La nature des instrumens, le choix des astres surveillés, le caractère des problèmes résolus, tout montre assez que l'observatoire de Greenwich a surtout en vue les intérêts de la marine. Le même ordre d'études ne devait-il point naturellement s'étendre à la géographie physique? C'est le ciel qui nous a appris à mesurer la terre. De tout temps, on a eu recours à l'observation des astres pour découvrir les dimensions et la figure de notre globe, les élévations et les dépressions de sa surface, ainsi que la distance exacte d'un lieu à un autre. Grâce à des travaux antérieurs, tous ces faits sont au-

(1) *Observations of the royal Observatory, Greenwich.*

jourd'hui connus; mais il est nécessaire de recommencer de temps en temps les expertises pour écarter les moindres chances d'erreur. Ces anciennes divisions géodésiques n'ont-elles point d'ailleurs été tracées dans un âge où la science ne disposait pas des agens mécaniques dont elle utilise aujourd'hui les services? Frappé de ce dernier avantage et bien résolu à en tirer parti, l'astronome royal s'entendit vers 1853 avec M. Quételet pour déterminer la différence de longitude entre l'observatoire de Greenwich et celui de Bruxelles. L'opération conduite par les savans des deux pays fut couronnée d'un véritable succès. Vers le même temps, de semblables négociations s'étaient ouvertes entre deux autres observatoires, et la dernière lettre écrite à ce propos par M. Airy arrivait à Paris le jour même de la mort d'Arago. Les arrangemens furent repris avec son successeur, M. Leverrier, et cette fois les travaux commencèrent. La voie était d'ailleurs toute préparée, car déjà l'observatoire de Greenwich se trouvait relié à celui de Paris par un système de fils télégraphiques. Les messages couraient de l'un à l'autre après avoir traversé la Manche au moyen d'un câble qui s'étend sous l'eau entre South-Foreland en Angleterre et Sangatte en France. Il n'y avait donc qu'à profiter de cette circonstance pour organiser le service de la nouvelle enquête astronomique. Dans le cas dont il s'agit, M. Faye fut envoyé de France comme le représentant de M. Leverrier, et M. Dunkin partit d'Angleterre comme le représentant de M. Airy. Chacun d'eux devait conduire en même temps la première série des travaux en tout ce qui regardait les instrumens, le passage des astres et les signaux électriques. Ceci fait, l'observateur français revint à Paris, et l'observateur anglais s'en retourna de son côté à Londres pour diriger la seconde moitié des expériences. Ces déplacemens et cet emploi alternatif des forces de deux astronomes étrangers l'un à l'autre ont été jugés nécessaires dans toutes les études de ce genre pour éloigner l'ombre même d'une méprise. Durant les dix-huit jours qui s'écoulèrent à partir du commencement jusqu'à la fin de l'opération, les deux observatoires échangèrent entre eux deux mille cinq cent trente signaux (1).

Les mêmes procédés ont été employés en 1863 pour mesurer la longitude entre Greenwich et Valentia, une île de l'Irlande qui tend chaque jour à prendre une grande importance par suite des communications avec le nord de l'Amérique. Cette fois la difficulté était

(1) Les résultats obtenus par cette dernière statistique du ciel proclament que la différence de longitude entre l'observatoire de Greenwich et celui de Paris est de 9 minutes 20 secondes 63. C'est presque une seconde de moins que n'avaient trouvé en 1825 John Herschel et le colonel Sabine. A défaut de fils électriques (alors inconnus), ces deux derniers astronomes s'étaient servi de fusées pour communiquer les signaux.

énorme. Il fallut d'avance organiser, d'accord avec les compagnies des grandes lignes télégraphiques, tout un système de messages ayant la promptitude de l'éclair. MM. Dunkin et Criswick se rendirent sur les lieux pour préparer le terrain et observer le ciel. Tout réussit à merveille, et malgré une distance de 800 milles (en comptant les détours des fils galvaniques), chaque étoile passant à Valentia se trouvait aussitôt enregistrée sur le chronographe de Greenwich. Il avait suffi pour cela d'un simple mouvement du doigt. De semblables essais s'étendront sans doute avec le temps à toute la terre, jusqu'à ce que la surface en soit très exactement mesurée. Pourquoi le câble qui s'émeut depuis deux mois au fond de l'Atlantique ne servirait-il point un jour à télégraphier d'un hémisphère à l'autre les mouvemens du ciel et à écrire ainsi l'histoire authentique du temps et des distances (1)?

Une autre application très curieuse de l'astronomie est celle qui eut lieu vers 1844, non plus seulement pour déterminer la position d'un lieu connu vis-à-vis d'un autre, mais pour diviser des territoires presque entièrement ignorés des voyageurs. Entre le Canada et le nord des États-Unis d'Amérique s'étend une région impénétrable où de sombres forêts vierges, de profonds ravins et de lugubres marais avaient depuis longtemps défié les efforts des deux gouvernemens et les études de la géodésie. A cause de tels obstacles, on n'avait pu encore définir de ce côté-là les limites de l'un et de l'autre pays. Vers 1843, lord Canning écrivit à l'astronome royal pour appeler son attention sur ce sujet, et M. Airy conseilla d'envoyer sur les lieux des ingénieurs militaires auxquels il donnerait d'avance des instructions utiles. En conséquence, quelques officiers de ce corps se rendirent à Greenwich, d'où, après certaines études préalables, ils partirent pour le Canada. Deux groupes d'observateurs armés d'un télescope, d'un chronomètre et de quelques autres instrumens, se placèrent aux deux extrémités latérales de la contrée sauvage qu'il s'agissait de partager. Au moyen de calculs dictés en grande partie par les mouvemens des globes célestes, ils tracèrent un plan de frontières conforme à la nature des traités signés entre l'Angleterre et les États-Unis. Situés à une distance considérable les uns des autres, ils n'avaient d'ailleurs aucun moyen de s'entendre sur la marche des opérations. Les études terminées, un des deux groupes d'ingénieurs s'avança lentement à travers la forêt, perçant un sentier en ligne droite dans la direction indiquée d'avance, et qu'il suivait en quelque sorte sur la foi des étoiles. Quels

(1) New-York se trouvant à peu près située à 74° 40′ longitude ouest de Londres, il est environ cinq heures du matin dans la capitale des États-Unis quand il est dix heures dans la capitale de l'Angleterre.

furent l'étonnement et la joie de ces vaillans géomètres quand, après avoir éclairci quarante-deux milles de broussailles et de grands arbres, ils aperçurent devant eux du haut d'une colline, sur une autre éminence assez rapprochée, une déchirure dans l'épais et sombre rideau du bois! Cette déchirure s'ouvrit de plus en plus et démasqua bientôt l'autre groupe d'ingénieurs venant du côté opposé. Les deux lignes se rencontrèrent ainsi bout à bout : il n'y avait entre elles qu'une distance de trois cent quarante pieds anglais, et cette légère déviation tenait à une erreur d'une seconde seulement dans la différence de la longitude. L'Angleterre et le gouvernement de Washington s'empressèrent de reconnaître cette limite des deux états tracée sous l'influence du ciel.

L'observatoire de Greenwich ne néglige, on le voit, aucune occasion d'intéresser les astres aux affaires de la vie politique et civile; mais il demande surtout aux mouvemens des sphères célestes le moyen de mesurer le temps de la journée. Savoir quelle heure il est paraît aujourd'hui une chose bien simple, grâce aux progrès de l'horlogerie, et beaucoup de personnes ne se doutent guère de ce qu'il en coûte pour arriver sur ce point à l'exactitude. Il faut pourtant bien se dire que nos montres et nos meilleures pendules ne tarderaient point à battre la campagne, si nous n'avions de temps en temps le moyen de les rappeler à l'ordre. Nous les réglons d'ordinaire sur les horloges officielles; mais ces dernières ont elles-mêmes besoin d'être souvent contrôlées par une autorité supérieure à celle des arts mécaniques. Où donc trouver le vrai prototype de l'heure? C'est à fournir cet étalon du temps que consiste en grande partie le rôle de l'astronome royal, et sa tâche n'est point à coup sûr des plus faciles. Il lui faut chercher en quelque sorte l'heure dans le ciel, et après l'avoir fait descendre sur la terre il doit la multiplier et la répandre au moyen d'instrumens dont la précision ne laisse rien à désirer. Cette branche de la science, l'horologie, cultivée avec un soin extrême à l'observatoire de Greenwich, mérite bien qu'on s'y arrête.

III.

« Je vais vous montrer l'horloge qui donne l'heure à toute l'Angleterre, » me dit d'un ton un peu solennel l'astronome royal, et il me conduisit dans une petite chambre basse, occupant à côté du chronographe une des parties les plus anciennes de l'édifice. Qu'on ne s'attende pourtant point à trouver un objet de luxe. Revêtue de sa cage d'acajou, cette horloge-mère, comme on l'appelle, *parent-clock*, ne ressemble pas mal pour la forme à ces respectables coucous

qu'on rencontre quelquefois dans les vieux manoirs de l'Angleterre. Qui tarderait pourtant à découvrir qu'ici le mécanisme est neuf et surprenant? Le caractère de ce garde-temps, *time-keeper*, est qu'il possède deux propriétés distinctes : d'abord il indique très fidèlement l'heure, et ensuite il communique le même pouvoir à d'autres horloges. Aussi l'a-t-on surnommé *motor-clock* (l'horloge motrice), parce qu'elle anime dans l'observatoire huit de ses filles. Son cadran se divise en trois cercles, dont l'un marque les heures, l'autre les minutes, et le dernier les secondes. Une seule aiguille, ce que les Anglais appellent une main, *hand*, tourne autour de chacun de ces cadrans, et désigne ainsi les mesures du temps généralement acceptées. Il y a pourtant quelque chose de particulier dans la manière dont sont numérotées les heures. Les astronomes, sous ce rapport, ne comptent pas du tout comme nous : pour eux, le jour embrasse toute la durée de la révolution de la terre sur elle-même; c'est, comme dit très bien La Place, « le temps compris entre deux midis ou entre deux minuits consécutifs. » Aussi, tandis que le cadran de nos pendules ne renferme que douze heures, celui des horloges astronomiques en inscrit vingt-quatre. Cette dernière disposition intrigue souvent les personnes étrangères à la science, et pour beaucoup d'entre elles de tels signes sont des énigmes. Que veut dire par exemple quinze heures et demie ou bien vingt heures dix minutes (1)? Qu'est-ce que 0,36 secondes? Ce zéro qui tient la place du chiffre XII marqué sur les autres cadrans est le point à partir duquel les astronomes comptent successivement les heures jusqu'au lendemain (2). Cette forme étrange de mesurer le temps n'empêche nullement l'horloge de Greenwich d'être consultée par toutes les horloges du royaume. Pour ainsi donner le ton et pour réformer les autres, ne fallait-il point qu'elle eût les moyens de se réformer elle-même? Ses erreurs, je l'avoue, sont très légères : cette horloge varie à peine dans un temps donné de quelques fractions de seconde; mais encore a-t-elle besoin d'être parfois rectifiée, ainsi que tous les ouvrages sortis de la main de l'homme. On la règle en agissant sur le balancier : selon qu'un appareil magnétique très simple raccourcit ou allonge ce balancier, on accélère ou l'on retarde le mouvement. Cette méthode ne se pratique pourtant point dans la chambre où se trouve l'horloge, c'est à distance qu'on la gouverne et sans jamais la toucher du doigt. Supposons un instant que les murs soient de verre, et voyons alors ce qui se passe dans une autre salle de l'observatoire.

(1) Trois heures et demie et huit heures dix minutes du matin.

(2) Ce serait alors midi 36 secondes.

Un commis, *clerk*, qui remplit les fonctions de surintendant de l'heure, est assis devant son bureau dans la chambre des calculs, *computing-room*, située au rez-de-chaussée, près du cabinet de l'astronome royal. Il a en face de lui deux petites horloges de la grosseur d'un chronomètre marin qu'il examine attentivement. L'une représente l'horloge du passage des astres au méridien de Greenwich, *transit-clock*; l'autre reproduit en miniature celle que nous venons de visiter, *motor-clock*, l'horloge motrice. La première indique l'heure du jour sidéral, et la seconde celle du jour solaire. Ne faut-il point d'abord expliquer en quoi consistent ces deux systèmes? Le jour sidéral a quatre minutes de moins que le jour solaire; c'est dans le cours d'une année une différence de vingt-quatre heures, et il faut naturellement un calcul pour convertir cette mesure du temps en celle qui est consacrée par nos usages. L'autre horloge, *motor-clock*, désigne au contraire les progrès du jour solaire, celui qu'ont en vue nos montres et nos pendules (1). Qu'a maintenant à faire le commis ou surintendant de l'heure? Il compare les résultats des deux petites horloges placées au-dessus du bureau, et dont chacune communique avec son prototype par l'entremise de fils et de courans magnétiques. La première lui donne l'heure des astres, l'heure infaillible, et lui fournit ainsi le criterium nécessaire pour corriger, s'il y a lieu, les écarts de la seconde. Au moyen du manche d'un régulateur qu'il tourne à volonté, il augmente ou diminue alors à distance la longueur du balancier de la principale horloge solaire, *solar clock*, et ce n'est pas seulement le cours de cette dernière qu'il modifie de la sorte, c'est tout le système horologique de l'observatoire. Les autres indicateurs du temps se trouvent en effet placés sous la dépendance de ce moteur, dont ils suivent toutes les pulsations : ils ne font en quelque sorte que le multiplier. Parmi les horloges sympathiques de Greenwich, la seule connue du public est celle qui se rencontre dans le parc, à la porte de l'observatoire; là s'arrêtent à presque tous les momens de la journée des Anglais gravement occupés à régler leur montre devant un cadran de bois sur lequel tournent deux grandes aiguilles animées d'une sorte de mouvement spasmodique. Beau-

(1) Les astronomes lui ont aussi donné le nom de temps moyen, *mean time*. Pour comprendre ce terme, qui se retrouve si souvent dans le journal des officiers de marine, il faut savoir que notre jour solaire repose lui-même sur une convention. Le soleil, décrivant autour de la terre un mouvement oblique, ne revient point tous les jours exactement à la même heure au méridien du même endroit. Qui ne voit pourtant quel inconvénient ce serait pour les affaires de la vie, si l'on comptait avec les irrégularités de cet astre? On a donc adopté un jour de longueur uniforme fondé sur certains principes astronomiques, et c'est ce jour, sorte de moyenne entre les autres jours de l'année, qui a donné naissance à la division du temps marquée par nos chronomètres.

coup ne se doutent guère que ce qu'ils voient est la répétition d'un mécanisme central qu'ils n'aperçoivent nullement. C'est le *motor-clock* réfléchi dans un autre lui-même.

Le parc de Greenwich, dans l'après-midi d'un beau jour, est aussi peuplé d'une foule de curieux dont les regards se dirigent en l'air vers une grosse boule noire placée sur la tour orientale de l'observatoire. Cinq minutes avant une heure, cette boule (*time ball*) monte lentement le long d'un mât, et à une heure précise elle retombe. Que se passe-t-il donc alors dans l'intérieur de l'édifice? Le mouvement d'ascension est imprimé au globe par le moyen d'une chaîne et d'une roue qu'un garçon de service tourne dans un couloir du rez-de-chaussée. Ceci terminé, aucune main d'homme n'a plus à intervenir dans la suite des arrangemens; le reste est l'affaire de l'horloge motrice. A une heure juste, un des ressorts galvaniques dont cette horloge est si richement pourvue se sépare en deux avec violence, comme s'il se rompait, et tout à coup on entend le bruit d'une masse s'affaissant sur le toit. Ce ne sont pas seulement les promeneurs du parc qui suivent avidement des yeux la chute de la boule; les équipages de tous les vaisseaux qui ont jeté l'ancre dans la Tamise ou qui stationnent dans les docks ont un bien autre intérêt à saisir ces mouvemens télégraphiques. Les marins sont ainsi à même de comparer l'heure exacte de Greenwich avec celle de leurs chronomètres, qui, bien réglés, serviront plus tard à découvrir la longitude en mer. Si l'on considère que l'art de la navigation dépend en grande partie de la connaissance du temps, on appréciera d'autant mieux l'utilité de ces signaux (*time signals*). Aussi l'astronome royal a-t-il jugé à propos de les mutiplier sur les côtes de l'Angleterre. A Deal, petite ville située au bord de la Manche, au milieu des sables et des dunes, s'élève une ancienne tour qui appartient maintenant à l'observatoire de Greenwich. Dans cette tour, qui a été réparée et entourée d'un enclos, vit un délégué qu'on appelle le gardien de la boule (*ball attendant*). Il n'a pourtant rien à faire avec la direction des signaux; c'est toujours la charge de l'horloge motrice. De Greenwich part un courant électrique, et à une distance d'au moins soixante-dix milles ce courant fait descendre la boule de Deal au même moment où tombe celle de l'observatoire (1). Il n'est peut-être pas d'endroit au monde où un tel signal puisse rendre plus de services, car la partie du détroit dominée par la tour est une sorte de grande route dans laquelle circulent et s'entre-croisent les navires. L'astronome royal

(1) Non-seulement la boule de Deal cède à cette impulsion lointaine, mais encore elle fait dire à Greenwich, par un autre courant en sens contraire, qu'elle a obéi.

a depuis longtemps l'idée d'établir une semblable vedette du temps à Portsmouth et à Devonport, la ville maritime de Plymouth. En attendant, des boules automatiques construites d'après la même méthode et mues par la même influence s'abaissent à une heure précise de l'après-midi dans le Strand, dans Cornhill et à Liverpool. A Newcastle et à Shields, toujours en vertu de pouvoirs magnétiques délégués par l'horloge-mère, l'observatoire de Greenwich fait partir un canon. Au moment de la détonation, un train de wagons s'élance du chemin de fer.

Dans ce siècle des affaires, de la vapeur et du mouvement, chez un peuple qui a pris pour devise *time is money*, il est facile de saisir l'importance qu'on attache à la diffusion correcte de l'heure. Quand l'astronomie positive avait déjà contracté tant de liens avec la marine, elle ne pouvait non plus rester étrangère aux intérêts de la vie publique. Et pourtant les sonneries des horloges ont longtemps présenté en Angleterre une image de la confusion des langues. La tour de Babel semblait s'être changée en une multitude de vieux clochers dont les voix ne s'entendaient nullement entre elles. Aujourd'hui même je n'affirmerais point qu'il ne se trouve encore dans les anciennes villes des partisans de l'heure locale, lesquels voient s'introduire d'un œil jaloux et inquiet le système de l'unité de temps. Quoi qu'il en soit, cette innovation a déjà en grande partie triomphé grâce aux chemins de fer; or ce qu'on nomme l'heure des chemins de fer dans la Grande-Bretagne est tout simplement l'heure de Greenwich. De seconde en seconde par exemple, l'horloge-mère de l'observatoire envoie à London-Bridge un courant électrique chargé d'animer et de régler les organes d'une autre horloge appartenant à la société du *South-Eastern railway*. Après ou avant les chemins de fer, une branche du service public qui devait surtout appeler la sollicitude de l'astronome royal est l'hôtel des postes dans Saint-Martin-le-Grand. Là aussi les heures marchent en quelque sorte conduites par un fil qui vient de Greenwich. Quatre horloges identifiées à celles de l'observatoire règlent à leur tour par des courans locaux un groupe d'autres sœurs, et trente d'entre elles se trouvent ainsi en harmonie plus ou moins parfaite les unes avec les autres. C'est un des plus beaux mécanismes qui existent. D'heure en heure, l'observatoire adresse en outre des signaux au bureau du télégraphe électrique et international dans Lothbury (*electric and international telegraph*), d'où, par un réseau de fils galvaniques, la connaissance du temps est ensuite distribuée le long des lignes de fer presque jusqu'aux extrémités de la Grande-Bretagne. Cette vaste harpe éolienne, qui couvre de ses cordes presque toute la surface des îles, vibre ainsi à l'unisson d'un seul moteur. Quelques-uns de ces signaux, après avoir passé par divers détours, arrivent jusque dans

les bureaux de quelques riches négocians de Londres. Un tel système nerveux, appliqué à la dissémination de l'heure, est sans aucun doute destiné à s'étendre; il s'accroît dejà tous les jours par les nouveaux fils qui s'attachent et s'embranchent aux anciens troncs. Pourquoi ne viendrait-il point un jour où l'habitant de Londres recevrait chez lui l'heure de Greenwich comme il reçoit déjà le gaz et l'eau?

J'étais naturellement curieux de voir le centre d'où partent toutes ces communications électriques. L'astronome royal me conduisit vers une trappe et une échelle d'où l'on descend dans un double caveau. La première voûte est occupée par des batteries galvaniques rangées sur des planches. Dans la seconde se tordent, s'enroulent, se croisent sur les murs et sur le plafond d'assez gros fils de fer dont les nœuds représentent assez bien les replis d'un serpent contourné sur lui-même, *coils*. Ces fils, dont la plupart communiquent avec certains instrumens de l'observatoire ou avec l'horloge motrice, traversent la terre dans des étuis pour se rendre à la station du chemin de fer de Greenwich, d'où ils rayonnent ensuite sur toute l'Angleterre et sur le continent. Il y a quelques années, ce service télégraphique se faisait en plein air; mais par deux reprises, dans l'hiver de 1865 et de 1866, une tempête de neige, accompagnée de terribles coups de vent, détruisit les fils et abattit les poteaux qui les soutenaient. Pour éviter les interruptions auxquelles donnaient lieu de semblables accidens, on a depuis lors adopté un système de communications souterraines. En ce qui regarde l'heure, ces fils télégraphiques ont une double mission : un courant parti de Greenwich transmet le signal donné par l'horloge de l'observatoire, et ce qu'on appelle un courant de retour indique ensuite les erreurs de l'autre horloge sur laquelle le moteur vient d'agir. Ce mouvement de va-et-vient est nécessaire à la précision du système qui les gouverne. « Je ne me chargerais jamais de régler une horloge qui ne me répondrait point, » me disait l'astronome royal. Et comme nous passions devant un des appareils galvaniques : « Tenez, ajouta-t-il, voilà précisément la grande horloge de Westminster qui me donne de ses nouvelles; elle va bien et ne retarde que d'un vingtième de seconde. Deux fois par jour, elle me tient ainsi au courant de l'état de sa santé. » Y a-t-il lieu de douter que cette mesure exacte du temps ne contribue beaucoup à développer chez nos voisins le sentiment de la ponctualité considérée par eux comme l'âme des affaires?

Non content de distribuer l'heure à tout le royaume, l'observatoire de Greenwich prend encore soin des instrumens qui doivent l'indiquer aux navigateurs sur l'immensité des mers. Je fus conduit dans une salle de l'établissement qu'on appelle la chambre des

chronomètres, *chronometers room* (1). Quel bourdonnement semblable à celui d'une ruche d'abeilles! Il y a quelquefois dans cette chambre près de deux cents chronomètres ou montres marines qui palpitent toutes ensemble. Un tel concert, dont les musiciens ne vont point toujours en mesure, représente la discorde dans le royaume du temps. Et pourtant la plupart de ces instrumens sont des ouvrages d'horlogerie très parfaits et très délicats. De 1822 à 1836, l'observatoire de Greenwich avait ouvert un concours pour les chronomètres, et après un an d'épreuve des prix étaient accordés aux meilleurs d'entre eux. Ce système, utile sous certains rapports et qui a sans doute contribué au perfectionnement d'un tel art mécanique, fut pourtant abandonné comme une branche tout à fait étrangère à l'astronomie. Aujourd'hui cette chambre de l'observatoire sert surtout de dépôt à tous les chronomètres de la marine de l'état qui ne sont point employés pour le moment sur les navires. Il est vrai que, d'un autre côté, beaucoup des horlogers anglais envoient à Greenwich leurs chronomètres pour y être essayés : ces instrumens sont alors des candidats, et s'ils résistent avec énergie à l'examen très sérieux qu'on leur fait subir, ils ont l'honneur d'être achetés plus tard par l'amirauté. Tous les jours, deux assistans président à la série des épreuves. Comparer entre elles plus de cent montres de manière à savoir le mérite ou le défaut de chacune et poursuivre leurs moindres erreurs, à une différence près d'un dixième de seconde, semble à première vue une tâche énorme qui absorberait la vie d'un homme. Eh bien! cette expérience s'accomplit tous les matins avec une merveilleuse rapidité. D'abord un des assistans monte successivement tous les chronomètres; ceci fait, il s'assoit devant une table et écrit dans un livre les chiffres proclamés à haute voix par le second assistant, qui compare l'une après l'autre toutes les montres marines avec une horloge placée entre les deux fenêtres. Cette horloge sympathique, une des filles du *motor-clock*, est par conséquent un des types absolus de la division du temps. Chaque montre étant ainsi confessée, il est facile de voir en quoi elle pèche, et cet examen de conscience se continue pendant des mois. Lorsque je visitai ce département de l'observatoire, un des chronomètres variait de dix minutes avec l'horloge-mère; j'en fis la remarque à l'un des assistans, M. Cris-

(1) Ce sont des boîtes d'acajou dont l'intérieur contient le mécanisme horologique, et dont le couvercle a été enlevé pour qu'on puisse mieux les inspecter dans toute circonstance. L'inventeur des chronomètres est un charpentier du Lincolnshire, Harrisson, qui vivait en 1774. Bien réglées, ces pendules marines conservent la même marche en dépit des mouvemens du vaisseau, et indiquent perpétuellement l'heure que l'on compte à Greenwich. Cette heure étant comparée avec celle que l'on observe éventuellement à la mer, il est facile pour le navigateur de trouver la différence des longitudes durant tout le cours d'un voyage.

wick. « En voilà un, lui dis-je, qui va mal. » Il me fit observer à son tour que ce chronomètre était dans l'établissement depuis janvier 1866, et nous étions alors en août; je fus forcé d'avouer que je bénirais ma montre, si elle n'avançait ou ne retardait que de dix minutes en huit mois. Un autre chronomètre marquait au contraire l'heure exacte. « Pour le coup, m'écriai-je, en voilà un qui est excellent. » La réponse fut qu'on ne pouvait nullement le savoir, « attendu *qu'il n'avait point encore été sous la ligne.* » Comme ces chronomètres sont destinés à traverser les mers et les différens climats de notre globe, il a été jugé nécessaire de les soumettre successivement à des températures artificielles. Pour faire le froid, on les place à l'ombre dans l'encoignure d'une fenêtre qui s'ouvre sur le nord; mais ce n'est pas tant la froidure que redoutent les chronomètres, c'est la chaleur. On me montra aussitôt une quarantaine d'entre eux qui voyageaient en quelque sorte sous l'équateur. Comment appeler autrement une espèce de four échauffé par la flamme du gaz jusqu'à la température de 80 degrés, et dans lequel ces initiés subissent l'épreuve du feu? Lorsqu'ils ont ainsi passé sans broncher par tous les climats extrêmes auxquels les autres pendules se montrent si sensibles, ces chronomètres ont bien droit à une récompense. L'astronome royal décide en dernier ressort de leur valeur, et les recommande sous sa responsabilité au gouvernement pour les besoins de la flotte (1).

La science du temps est une de celles que l'on pratique le plus à l'observatoire de Greenwich, et elle a certainement sa grandeur aussi bien que son utilité. « Que de choses peuvent arriver, disent les astronomes, durant le passage d'une étoile! la mort d'un roi, peut-être même la chute d'un empire. » Le ciel n'est pourtant point le seul objet d'études qu'on poursuive dans l'établissement. Les étalons des poids et mesures ayant été brûlés en 1834 dans le palais du parlement, l'astronome royal fut nommé président d'une société chargée de les reconstruire d'après certains principes mathématiques. On peut voir en effet, sur le mur extérieur de l'observatoire, les types en bronze des mesures nationales, telles que le mètre, *yard*, le pied (*foot*). Qui ne sait que les Anglais n'ont point encore adopté notre système décimal, auquel ils reprochent certaines incorrections? Les savans de Greenwich s'occupent en outre de toute une série d'obscurs phénomènes appartenant surtout à notre globe terrestre, mais qui rentrent pourtant dans l'étude générale du système de l'univers. A l'observatoire des astres se trouve annexé un observatoire magnétique et météorologique.

(1) La grande expérience des astronomes de Greenwich fait qu'on soumet aussi de temps en temps à leur examen des télescopes et des lunettes marines. Un tel contrôle ne peut que beaucoup perfectionner la construction de ces instrumens.

Ce dernier fut établi vers 1837; il fallut lui trouver du terrain, car l'espèce d'isthme sur laquelle s'élève, au milieu d'un océan de verdure, l'ancien observatoire, était déjà tout occupée par les bâtimens. Détacher une portion d'un parc royal n'est point chez nos voisins une petite affaire; on obtint pourtant le consentement des commissaires des forêts et travaux publics, *commissioners of woods and public works*, ainsi que celui du *ranger* (gouverneur du parc). Dès 1838, un bâtiment en bois avait été érigé dans l'enceinte qu'on venait de retrancher de la promenade publique. Le nouvel observatoire, toujours dépendant de l'ancien, fut placé sous la surveillance de M. Glaisher, un savant de grande énergie, connu surtout du public anglais dans ces derniers temps par ses belles ascensions aéronautiques. On pénètre dans ce département par l'aile de l'édifice où se trouve le grand équatorial, et suivant un étroit sentier qui côtoie le jardin particulier de l'astronome royal on arrive sur un terrain enclos de planches noires en guise de mur. A l'entrée se dresse un grand mât, haut de quatre-vingts pieds et au sommet duquel est attaché un fil de fer destiné à recueillir l'électricité atmosphérique et à la conduire dans l'intérieur des bâtimens, où elle est ensuite analysée par divers appareils. Ces bâtimens, construits selon un système particulier, offrent à première vue plus d'un trait curieux; non-seulement ils sont de bois, mais encore des pointes de bambou servent, au lieu de clous ordinaires, à en rajuster les parties : le fer et l'électricité sont deux amis dont il importait de prévenir la réunion dans le même local. Les fenêtres à grandes vitres jaunes montrent d'un autre côté que la couleur de la lumière n'est point du tout indifférente au succès des délicates expériences qui se pratiquent ici. Il a même été jugé nécessaire de construire en 1864, avec des briques choisies exprès, une chambre souterraine pour mettre les grands magnétomètres à l'abri des variations de la température. Ces instrumens, recouverts d'une enveloppe de planches, voilés, mystérieux comme les forces occultes de la nature qu'ils interrogent en silence, sont ce que les Anglais appellent *self-registering*, c'est-à-dire qu'ils enregistrent par eux-mêmes les résultats obtenus. Notre siècle a vu naître deux précieuses inventions : la télégraphie électrique et la photographie. On sait déjà le parti que l'observatoire de Greenwich a tiré de la première; la seconde ne lui rend pas moins de services.

Les moindres déviations de l'aiguille magnétique, les degrés de la température à toutes les heures du jour, les vents et leur direction, la quantité de pluie tombée dans la journée, la force d'électricité dont sont chargés les nuages, les variations de l'atmosphère, tous ces phénomènes éveillent la sensibilité de certains instrumens qu'il fallait autrefois consulter à chaque instant de la journée, quelques-uns même de cinq minutes en cinq minutes. Depuis environ 1844,

ces appareils ont appris à écrire. Qu'on leur donne une feuille de papier photographique, et ils la couvriront en un temps donné de leurs propres observations. Ils travaillent toute la semaine et même le dimanche, comme pour décharger la conscience des Anglais. Ce jour-là, on retire de dessous les cylindres les épreuves négatives, qu'on place dans un cabinet noir, et où elles attendent jusqu'au lundi le procédé ordinaire qui doit en faire jaillir l'impression. On leur substitue des feuilles blanches, et tout le reste est l'affaire des instrumens (1). J'ai vu moi-même ces lignes tracées sur le papier; elles sont vraiment d'une netteté admirable et elles indiquent bien par leurs zigzags les moindres déviations du magnétisme terrestre ou des divers agens de l'atmosphère. On a ainsi devant les yeux l'histoire des élémens rédigée par eux-mêmes.

Comme, au moment où je visitai l'observatoire magnétique et météorologique de Greenwich, le choléra venait d'éclater à Londres, j'étais naturellement curieux de savoir si l'on avait saisi dans l'air quelques traces d'altération. L'astronome royal me fit observer entre les arbres du parc un brouillard bleu assez épais qui semblait ramper de terre et s'élever vers le feuillage, où il se dissipait par degrés. Ce fait curieux, sur lequel M. Glaisher avait appelé depuis quelques jours l'attention du monde savant, coïncidait avec un phénomène tout semblable qu'il avait remarqué en 1854 lors d'une autre invasion de l'épidémie. Le plus singulier est que les brouillards ordinaires se dissipent sous une certaine pression du vent; depuis environ une semaine, le vent avait soufflé avec une force plus que suffisante, et le brouillard rebelle était resté, colorant en bleu les murs du parc. M. Glaisher ajouta que l'instrument destiné à recueillir l'électricité n'en donnait presque plus depuis l'apparition du fléau. A part ces faibles indices, qui donnent pourtant à réfléchir, rien n'annonçait un changement dans l'état général de l'atmosphère.

Un autre sujet d'études, sur lequel s'est dirigée depuis quelques années l'attention des savans de Greenwich, est la formation des tempêtes. De 1841 à 1857, cent soixante-dix orages magnétiques ont été analysés, et un instrument sert à connaître les courans spontanés qui traversent la surface intérieure de notre planète. Deux fils, l'un partant de Croydon et l'autre de Dartford, se rendent dans l'intérieur de l'observatoire après avoir touché la terre aux deux extrémités, quoique parfaitement isolés dans toute leur longueur. La lumière d'une lampe tombe sur chacun de ces appareils, renfermés dans une caisse; elle frappe d'abord une lentille cylindrique à axe vertical, et au moyen d'un rouleau d'ébène couvert d'un

(1) Les épreuves photographiques sont ensuite recueillies, multipliées à l'aide d'un procédé inventé par M. Glaisher, puis reliées en volumes.

papier photographique, tournant une fois sur lui-même en vingt-quatre heures, elle trace en quelque sorte sous la dictée des deux fils les mémoires de ces mystérieux agens du globe, auxquels il y a lieu d'attacher une grande importance. Tout porte en effet à croire qu'ils jouent un rôle considérable dans les diverses perturbations des élémens. Le 2 août 1865, l'astronome royal, examinant les épreuves photographiques, fut frappé de la violence des courans indiquée sur le papier par les brusques variations des lignes. On dirait, en pareil cas, des traits convulsivement formés par la main d'un épileptique. Bientôt on apprit à l'observatoire que ce même jour les signaux du télégraphe transatlantique avaient cessé d'être intelligibles. Comme ce câble a été dernièrement repêché et qu'il fonctionne de plus belle, il sera aisé de voir par la suite si certains courans magnétiques spontanés ont bien sur les abîmes de l'océan l'influence qu'était tenté de leur attribuer M. Airy.

De tous ces instrumens qui parlent et qui écrivent, un des plus curieux est sans contredit l'anémomètre d'Osler, mécanicien de Birmingham, qui a trouvé le moyen d'attacher un crayon aux ailes du vent (1). Des thermomètres interrogent sans cesse la température, à l'ombre, au soleil, dans l'eau, sous la terre, à des profondeurs variant d'un à vingt-quatre pieds. Dans ce dernier cas, l'ordre des saisons se trouve interverti; la plus grande chaleur a lieu en décembre. En face de l'observatoire, sur la Tamise, est un vaisseau qui sert d'hôpital pour les marins et qu'on appelle le *Dreadnought*. Cet ancien navire de guerre a vu de meilleurs jours; il a, dit-on, pris part à de glorieuses batailles, et saisi dans son beau temps un trois-ponts espagnol; aujourd'hui, vieux et infirme lui-même, il recueille les malades de la flotte anglaise, qui se trouvent plus chez eux sur l'eau que sur la terre. Quoi qu'il en soit, aux flancs noirs de ce bâtiment sont suspendus des baromètres qui appartiennent à l'observatoire et indiquent l'état de l'atmosphère sur le fleuve à chaque moment du jour. Ces renseignemens sont d'autant plus curieux que l'astronome royal considère la Tamise comme la grande artère qui agit le plus sur le climat de Londres et des environs. Une foule de baromètres sont ainsi jour et nuit à l'ouvrage; la plupart d'entre eux ont double charge, marquer les variations de la colonne d'air et les fixer par la photographie. La forme de l'instrument prête elle-même à ce mode d'écriture; on comprend en effet que le rayon de lumière agisse différemment sur la partie du tube chargée de mercure et sur la partie vide. Les moindres mouvemens

(1) Le vent fait tourner une girouette, et, par le moyen d'une roue dentée qui se trouve dans la tour de l'ouest près d'une petite table, ce mouvement est transmis à un crayon qui va en avant ou en arrière, selon les changemens de la girouette, et marque ainsi sur le papier blanc la direction des bouffées.

d'élévation ou d'abaissement du liquide ne sauraient ainsi échapper à un procédé bien connu qui sert à reproduire également les traits des choses et des personnes. Il serait inutile d'énumérer bien d'autres instrumens *self-registering;* ne suffit-il point de dire que tous les agens secrets de la nature, bons ou mauvais, signent d'une semblable manière leurs services ou portent témoignage contre eux-mêmes? Le résultat de telles indications est envoyé tous les jours sous forme de bulletin à l'observatoire de Paris. Et pourtant, malgré tant de faits recueillis avec un si grand soin, la météorologie est encore une science à l'état embryonnaire. On connaît exactement les différens degrés de pression atmosphérique, d'humidité, de température, de force des vents, on saisit quelques effets de l'électricité; mais qui dévoilera la loi de ces phénomènes? Jusqu'à ce que la cause soit connue, on ne fait guère que recueillir les matériaux d'un système cosmique. Dans l'état présent des choses, et les observateurs en conviennent eux-mêmes, la météorologie est un chaos dont les élémens pour prendre une forme attendent le *fiat lux* d'une idée.

Certes il est peu d'établissemens au monde qui rendent plus de services que celui de Greenwich, et pourtant il est entouré d'ennemis. Tandis qu'il surveille les mouvemens du ciel ou qu'il poursuit certaines actions cachées de la nature, les serpens de fer dont la surface du Kent se montre partout enveloppée cherchent à pénétrer sur son terrain. La guerre entre les *railways* et l'observatoire est ancienne et remonte aussi loin que 1835. Depuis lors divers projets ont été repoussés par les chambres; mais les compagnies reviennent toujours à la charge. Ce que craint l'astronome royal dans le voisinage des chemins de fer est l'ébranlement du sol, qui pourrait troubler certaines expériences délicates. Il avait pourtant consenti vers 1846 à ce que la ligne de la compagnie du sud-est, *South-Eastern railway company*, traversât le parc de Greenwich sous un tunnel, à dix-huit ou dix-neuf cents pieds de distance des chambres d'observation. La pesanteur ainsi que la vitesse des trains devaient d'ailleurs être fixées par des règlemens sévères, et dans de telles conditions le mal ne pouvait pas être bien grand pour la science. L'observatoire d'Édimbourg se trouve bâti sur une colline, *Calton-Hill*, que traverse le *North-British railway;* la roche est dure, et par conséquent de nature à transmettre plus aisément les vibrations; toutefois les instrumens n'ont pas souffert jusqu'ici du passage de ce tumultueux voisin. Le projet fut pourtant abandonné, mais pour faire bientôt place à un autre tout autrement dangereux en ce qui regarde les intérêts de l'astronomie. Il s'agit cette fois d'amener par la ville de Londres tout le commerce du nord de l'Angleterre jusqu'aux diverses parties du Kent et de le faire circuler à travers

le parc de Greenwich. Ce serait dans un pareil cas la ruine de l'observatoire. Telle est en effet la sensibilité de certains instrumens astronomiques, qu'en octobre 1863 l'altazimuth, quoique solidement fixé sur sa colonne, fut ébranlé par un très léger tremblement de terre. Qu'attendre alors de lourdes secousses imprimées par le mouvement des trains de marchandises? A Watford, dans l'Hertfordshire, un chemin de fer passe à une certaine distance de l'observatoire dans un tunnel, et les tremblemens qui se propagent sous terre sont assez forts pour troubler le travail de l'astronome, sir James South. Est-ce à tort qu'éclairé par de tels antécédens le *conseil des visiteurs* demande aux lords de l'amirauté d'exclure à jamais les voies ferrées du parc de Greenwich? Fille de la science, l'industrie doit au moins respecter sa mère.

Il y a deux sortes d'astronomie, l'une isolée dans des hauteurs mystiques, l'autre positive qui, tout en contemplant le ciel, ne perd point du tout de vue les intérêts de la terre. C'est à cette dernière qu'abandonnant la vaine prétention d'exceller en tout s'est rattaché l'observatoire de Greenwich. Ainsi le voulaient sa tradition et le point d'honneur national. Né en même temps que le développement de l'art nautique, dont il conduit la marche et domine les destinées, cet établissement a exercé une heureuse influence sur l'éducation maritime du pays. Le jour où la race anglo-saxonne a découvert le parti qu'elle pourrait tirer de la navigation et du commerce, elle a trouvé son étoile; mais rien de grand ne se fonde sans le concours de la science. Quand il s'agit d'un ennemi comme la mer, le courage personnel ne suffit nullement pour réduire les distances et pour abaisser les obstacles. Libre aux poètes d'interpréter autrement les faits; selon eux, l'Angleterre n'a qu'à marcher sur les vagues; l'abîme est son domaine, les tempêtes sont ses remparts, et dans les bassins de l'océan s'ouvrent les grands chemins de ses conquêtes. Tout cela peut être vrai, mais encore fallait-il que l'œil de l'astronome parcourût les cieux, et que son doigt désignât au marin les flambeaux des nuits chargés de le guider entre les écueils. Les enseignemens partis de Greenwich n'appartiennent d'ailleurs point seulement à l'Angleterre, ils sont au monde entier. C'est le propre des lumières de la science de ne pouvoir être étouffées sous le boisseau de l'égoïsme national. Les intérêts matériels de tous les peuples modernes ne se trouvent-ils point d'ailleurs plus que jamais confondus à la surface de ces grandes eaux qui rapprochent à la fois les races et les échanges? La mer qui est le lien des températures est aussi celui de la fraternité humaine.

ALPHONSE ESQUIROS.

CUBA ET LES ANTILLES

III.

SANTIAGO ET FORT-DE-FRANCE (1).

Il y a des jours où l'inconnu m'attire avec une puissance étrange, où cette promenade bourgeoise dans un pays civilisé ne satisfait plus mon humeur aventureuse : je voudrais prendre mon vol pour la Californie, pour l'Australie ou la Chine; mais en ce moment je suis pris d'une passion de retour qui va jusqu'à la folie. La pensée du pays natal me rend dur le lit où je dors, amer le pain que je mange, odieux les étrangers avec qui je dois vivre. Il est temps d'en finir avec ma vie errante. Je vais prendre à Santiago le bateau français qui revient du Mexique.

C'est avant-hier que j'ai quitté la Havane, non sans ennui ni sans encombre. La veille, j'avais instamment recommandé aux gens de l'hôtel de m'éveiller avant cinq heures. Des amis m'entraînèrent au théâtre, où l'on jouait une grosse bouffonnerie du Palais-Royal, écho lointain de la patrie, qui ne fait pas grand honneur à l'esprit français. Je rentrai tard, et j'avais à peine fermé les yeux que le clocher voisin sonna cinq heures; il faisait nuit noire, j'avais brûlé ma chandelle, rien ne bougeait dans la maison endormie. Je me lève à tâtons, je descends à la hâte, j'enjambe hommes, matelas, lits de sangle, toute l'étable humaine vautrée pêle-mêle dans le vestibule; une *volante* passe par bonheur, et me voilà sauvé.

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre et du 1er octobre.

Ce n'était là que le commencement de mes infortunes. Tandis que je considérais d'un œil appesanti les forêts sauvages de palmiers qui avoisinent la côte sud de l'île, et que je rassasiais ma faim en dévorant un gros régime de bananes arrosé du jus de deux oranges pour boisson, — probablement la nourriture d'Adam et d'Ève au paradis terrestre, — nous arrivions à Batabano. Une plage basse, plate, boueuse, environnée de forêts et de bois hérissés, des yuccas, d'énormes figuiers d'Inde, des palmiers africains couverts de piquans et d'épines, avec leurs grosses touffes bourrues et leurs feuilles en éventail; quelques baraques disséminées sur la plage, une longue jetée de pilotis qui s'avance tout droit dans la mer, et sur laquelle le chemin de fer roule jusqu'au bateau même; quelques vaisseaux à voiles, deux petits vapeurs microscopiques, plusieurs barques de pêcheurs misérables, voilà le port de Batabano. Le village, s'il y en a un, doit être caché derrière un de ces bouquets de palmiers qui ceignent le rivage. La mer est jaune, salé, houleuse et sans force, comme si elle était fatiguée de se traîner sur ces bancs de sable et de fange. Nous mettons pied à terre, et chacun court au navire, qui nous attend déjà sous vapeur. Quant à moi, je m'informe de mon bagage, que j'ai prudemment envoyé la veille. On me montre une baraque située au loin sur la terre ferme, à 300 mètres au moins du bout de la jetée. — Votre bagage est là-bas, me dit-on. Il faut payer pour l'envoyer prendre. — Envoyez vite, je paierai.

Deux nègres partent en courant, et les voilà hors de vue. *Horrible! most horrible!* Déjà le bateau commençait à siffler, sifflet lugubre comme la trompette du jugement dernier! Je me précipite. — Où est le capitaine?... *Señor capitan*, parlez-vous français?

— *No lo hablo!*

— Au nom du ciel, attendez-moi!

— Je ne puis attendre.

— Cinq minutes seulement, je vous en conjure!

— Je ne le puis.

— Mais j'ai payé mon passage!

— Tant pis pour vous.

J'allais courant, criant, jurant, agitant mes bras, et m'inquiétant peu de faire rire les nègres que ma mésaventure amusait fort. Enfin une masse jaune apparaît à l'horizon, au bout d'un corps noir lancé à toute vitesse. Signes au capitaine, signes au nègre attardé. Dieu soit loué! tout est à bord, la planche se lève, et nous sommes partis. J'étais si heureux de me voir avec tout mon bien sur cette baraque flottante, que j'y marchais d'un pas triomphal, et qu'elle me semblait un lieu de délices.

Ce n'est pourtant qu'une coquille de noix. Il y a sur l'avant une salle longue, basse, étroite, avec deux rangées de cases fermées seulement de rideaux de coton : c'est là que vingt ou trente passagers dorment, s'habillent, mangent, fument et souffrent du mal de mer. La cabine des dames, plus convenable, est interdite aux hommes seuls. Une tente déployée entre les deux cabines abrite les passagers en plein air, pour qui l'on tend tous les soirs des espèces de hamacs. Quant à des lits, il n'y faut pas songer; on se couche sur des sommiers de paille tressée couverts d'un drap plus ou moins propre. On change de chemise dans sa couchette, ou l'on n'en change pas du tout. A l'heure des repas, mon cadre est barricadé de piles de verres et d'assiettes, si bien que je me trouve emprisonné dans une cage de six pieds sur un et demi. Les repas eux-mêmes sont à la mode espagnole : vingt plats entassés sur la table, et rien à manger, si ce n'est par hasard une aile de poulet, une tranche de banane frite ou un filet de poisson grillé; du reste abondance de ragoûts odorans et colorés pour les gens qui aiment l'ail, le safran, le piment, l'huile et la crasse. — Et sur l'article des bagages, à peine mon anxiété était-elle calmée que la voilà qui se réveille au vu d'une certaine pancarte où sont affichés les règlemens de la compagnie, lesquels, conçus tout entiers pour la commodité des employés et l'incommodité des voyageurs, portent en propres termes : *La empresa no responde de perdidas de equipaje, ni de ninguna clase de averia* (1). Une autre clause ajoute : « Pas de réclamations admises après le débarquement, la responsabilité du vapeur cessant alors. » Ailleurs les règlemens sont faits pour défendre l'individu contre les abus des compagnies, ici pour défendre les compagnies contre les réclamations des individus.....

Hier matin, je me réveillai dans la rade de Cienfuegos; nous étions amarrés à la jetée, et les tonneaux, les balles, les caisses roulaient activement sur le pont. Cienfuegos est une petite ville tout américaine et un des centres les plus importans du commerce de l'île. Il y a toujours trente ou quarante navires dans son beau port, semblable à un lac intérieur. Il avait plu la nuit précédente, et des pans de brouillards pendaient sur un groupe de hautes montagnes. Les côtes fraîches de la baie font un charmant contraste à cet arrière-plan superbe. On en sort par un canal étroit et tortueux que défend un vieux fortin espagnol aux bastilles hautes et minces, bâti dans un style qui rappelle les arquebuses et les coulevrines.

Le soir, à la nuit tombante, nous jetons l'ancre dans une baie

(1) « La compagnie ne répond pas de la perte des bagages, ni d'aucune espèce d'avarie. »

déserte. Quelques vaisseaux ancrés à côté de nous et une douzaine de grandes barques qui nous accostent nous apprennent le voisinage de Las Tuñas, village insignifiant perdu dans cette solitude. Le vent fraîchit et s'élève, des éclairs rougissent l'horizon. Cependant une espèce de gitana au visage osseux, à la peau bistrée, vêtue d'une robe de gaze crottée, singulier mélange de prétention et de saleté, chante des chansons nasales qui font pouffer de rire deux massives Cubaines couchées dans de grands fauteuils de sangle. Un homme prend la guitare : on chante jusqu'à une heure avancée de la nuit, et ce matin, au petit jour, nous étions de nouveau en mer. Nous naviguons depuis au milieu d'un archipel innombrable et bas dont nous rasons presque les îlots fleuris.

12 mars, Santa-Cruz.

Je reposais tranquillement dans ma boîte, — on n'est pas laborieux dans ce climat, — quand un ralentissement dans la marche du vaisseau, le grincement des chaînes, la sonnette du machiniste, la vue d'une vergue et d'une voile par mon soupirail entr'ouvert m'avertirent que nous étions dans la rade de Santa-Cruz. Je courus sur le pont. Était-ce bien Santa-Cruz? Sur la rive plate et basse s'allongeait un de ces misérables villages du pays, dont les plus beaux édifices sont des huttes aux toits écrasés, entourées de galeries en poutres grossières, peintes en bleu, vert, rouge ou jaune sale, et couvertes de tuiles branlantes. Quelques palmiers, un petit clocher, une percée sur un champ, sur un bois, quelques barques amarrées à une ou deux jetées de pilotis dilapidés, — c'est toute la cité de Santa-Cruz. Malgré son titre ambitieux de *pueblo* ou de *ciudad*, Santa-Cruz n'est qu'une simple *poblacion*. D'un côté deux ou trois promontoires bas allongent leurs bras verdoyans dans la mer agitée; de l'autre un groupe d'îlots entoure l'horizon monotone. Sept ou huit barques se détachent de la côte. Cependant un vent violent s'élève de terre et les fait danser sur les lames vertes. Les naturels ont le teint bistré, l'aspect sauvage; la plupart sont à peine vêtus et laissent flotter au vent les plis de leurs sarraux de toile. Ceux-ci apportent ou viennent chercher des barils, des caisses, et l'éternelle boîte de sucre que les commerçans de la Nouvelle-Angleterre envoient remplir jusqu'au fond de ces déserts; ceux-là jettent sur le pont une douzaine de grosses tortues de mer vivantes, destinées sans doute à notre dîner de demain. Un pêcheur, dans son canot mince et frêle qu'il manie sur les vagues au moyen d'une palette avec toute la dextérité d'un véritable Indien, vient nous offrir une cargaison d'huîtres fraîches. Une troupe d'enfans deminus, à la peau brune, avec un reflet doré dans leurs chevelures,

viennent sur une barque branlante dans l'espoir d'attirer à terre quelques passagers désœuvrés. Découragés d'attendre, ils vont enfin remettre au large; les lames bondissent, le vent secoue leur frêle embarcation. Grands et petits saisissent les rames, se jettent au gouvernail, s'acharnent contre les vagues. Leurs blondes têtes échevelées, leurs haillons flottans, leurs mains frémissantes, leurs avirons qui font jaillir l'écume, tout s'agite à la fois dans une confusion charmante. La nacelle rebondit et se tord sur la vague; l'horizon maritime allonge ses bandes bleues et vertes au fond de ce vif et gracieux tableau....

Cette navigation est d'un ennui lamentable. Nous marchons à peine pendant huit heures par jour, et le reste du temps nous faisons escale dans quelque port perdu, souvent à 500 mètres du rivage, de façon que nous n'avons même pas la ressource de tuer le temps en nous promenant sur le plancher des vaches. L'allure du bœuf, cet agent de la locomotion primitive, semble imitée ici par ses successeurs modernes, les bateaux à vapeur et les chemins de fer. Avec un peu d'activité américaine, tout le service de Batabano à Cuba pourrait se faire sur un seul bateau, au lieu de deux qu'on y emploie; mais la lenteur est pour les créoles une loi de nature. On dirait qu'ils trouvent la vie trop longue, et qu'ils ont besoin de la perdre en s'endormant, comme le lièvre de la fable, à tous les détours du chemin.

Santiago de Cuba, 15 mars.

Je renais aujourd'hui d'une éclipse de vingt-quatre heures, durant laquelle mon existence a été littéralement suspendue. Le bateau n'est pas seulement lent, étroit et incommode : il ne peut même pas tenir la mer. Pour une petite brise qui soulève quelques lames, pour la houle ordinaire d'une mer ouverte, il danse, plonge, roule, exécute mille évolutions fantastiques, et à chaque vague qui l'arrête retombe lourdement, comme si la machine épuisée refusait de le porter plus loin.

Revenons donc en arrière. Nous arrivons, avant hier, à midi, à Manzanillo; nous avons chaud et soif. Point d'oranges sur les étalages; bien que dans les vergers d'alentour quelques arbres portent la pomme dorée, on ne trouve à vendre chez les marchands de fruits que des avortons aigres, secs et durs. En revanche, on m'offre des cocos : j'en fais ouvrir un à coups de hache, et je me rafraîchis tant bien que mal avec cette fade tisane. Manzanillo est une ville pauvre; ses rues sans pavés, ses maisons basses et délabrées ont un air de sommeil, d'incurie et de mort. On n'y rencontre que des faces noires ou jaunes, le blanc pur y est presque inconnu. De temps à autre, un

convoi de mules enterrées sous leurs besaces de paille chemine en longues files, cavalier en tête, chacune attachée à la suivante par sa queue tressée. Une paire de bœufs courbés sous le joug, que traîne par les naseaux un négrillon demi-nu, roule lentement et silencieusement un chariot pesant à travers le triste village. On bâtit une maison dans la grande rue, chose rare et mémorable comme la construction des pyramides de Thèbes ou de la colonnade du Louvre. Une troupe de maçons nègres grimpés sur l'échafaudage pousse des éclats de rire et des cris de joie bizarres à la vue de mon parapluie déployé et de mon long paletot de calicot jaune, à la mode des États-Unis. C'est l'heure où un soleil perpendiculaire ne laisse le long des murs qu'une étroite bande d'ombre. Nous nous faufilons sous cette frange amincie, jetant des regards curieux dans les profondeurs sombres des maisons par les portes et les fenêtres toujours ouvertes. Quelques-unes de ces habitations sont à peu près meublées, c'est-à-dire garnies de chaises de canne et de tables branlantes; la plupart ressemblent à la fois à des caveaux ou à des greniers, caveaux par la nudité, l'obscurité, le mortier sablonneux qui sert de sol, — greniers par les poutres visibles des toitures et les cloisons de planches mal jointes. Des groupes de familles se bercent en silence dans la *balanza* recourbée, et se détournent à peine pour voir nos personnes étranges. Plus loin, des négresses accroupies et de toute variété, les unes jolies à leur manière, les autres laides comme des démons, font jouer sur le seuil de leurs cabanes de petits magots aux yeux brillans, la tête capitonnée d'une laine fine. Voici déjà le bout de la ville : la rue, commencée en maisons de pierre, se termine en huttes d'écorce et de feuillage, entremêlées de cocotiers, et se perd à la fin dans les broussailles qui tapissent la colline. Là les familles à demi sauvages cuisent le repas du jour sur quatre tisons mal allumés, tandis qu'une foule de petits négrillons à gros ventre (les enfans ont ici des panses de Gargantua) folâtrent et se roulent tout nus dans la poussière, vifs et luisans au soleil comme des mouches noires sur un espalier de vignes.

Excelsior! C'est le titre d'une poésie de Longfellow, et c'est aussi la devise du voyageur en quête de points de vue. S'il rencontre un monticule, vite il faut qu'il y coure, comme le canard à l'eau. Nous gravîmes donc la colline sablonneuse, espérant trouver par derrière une percée sur les grandes montagnes. Nous n'y rencontrâmes qu'un fourré de lianes et de broussailles sèches avec un panorama de la ville et de la côte : au premier plan, les huttes d'écorce, plus bas les toits et les murailles omnicolores, plus loin encore la mer et quelques vaisseaux en rade; à gauche un clocher jaune, à droite un promontoire bas couvert de forêts; rien que de commun

et de vulgaire, sauf ces cocotiers à huppes vertes semblables à des plumes plantées dans une chevelure, et ces quelques palmiers dispersés qui donnent au paysage tant de grâce et de noblesse. Plus près de nous, de gros cactus jaunis parlent de sécheresse et de terres arides. C'est en effet un triste pays que ce revers méridional de l'île, et surtout cette côte ouest du long promontoire montagneux à mi-chemin duquel est située la maigre ville. De tous les fruits que produisent spontanément les grasses plaines du nord ou les côtes fertiles du sud-est, le coco seul peut y croître. Quelques jardinets enclos de bambous abritent des orangers nains, aussi différens de l'arbre majestueux des montagnes que l'olivier de Provence est différent de l'olivier d'Italie. Manzanillo est cependant une ville importante et destinée à un accroissement rapide, puisqu'elle est la capitale de tout ce canton et l'unique débouché des produits de l'intérieur. Elle compte déjà (qui le croirait?) 6,000 habitans, et l'activité américaine en fait lestement la conquête. A cette heure brûlante où tout repose, vous apercevez encore au fond des comptoirs, par les fenêtres entr'ouvertes du rez-de-chaussée, quelque tête blonde ou rouge, courbée sur un pupitre, et une main rapide, infatigable, qui court sur un registre; rude vie pour le corps et pour l'âme, et que peut seule soutenir l'énergie surhumaine de ces *Yankees* aux faces pâles, aux mains maigres, mais doublés de fer, et insensibles à toutes les privations physiques ou morales. Un négociant de Santiago me racontait tout à l'heure qu'un gros navire de cinq cents tonneaux lui était arrivé récemment de Boston avec quatre hommes d'équipage, y compris le capitaine. Il était parti avec cinq hommes; l'un d'eux, épuisé de fatigue, avait pris la fièvre, le délire, et il était mort en route : le bateau n'en était pas moins arrivé à Cuba avec ses quatre hommes et une grosse cargaison. Ici, pas de repos, pas de sommeil, pas de précautions hygiéniques : nos quatre matelots travaillent tout le jour au grand soleil et couchent la nuit sur le pont; en six jours, ils avaient rechargé le navire, et les voilà partis. Ils seront à Boston dans quelques semaines sous la neige, ici de nouveau dans deux mois sous 40 degrés de chaleur. Voilà comment le *Yankee* fait le commerce. Est-il étonnant qu'il conquière le monde?

Manzanillo, comme toutes les villes du pays, a sa place d'armes plantée de palmiers et sa maison de ville à lourdes arcades. C'est là que passe la rue principale, qui se prolonge au dehors par une route montueuse où l'on a peine à se figurer que même les *volantes* et les chars à bœufs puissent passer sur la roche nue, ravinée par les torrens de la saison pluvieuse. C'est sans doute la meilleure et peut-être l'unique voie de communication de la contrée; mais il

ne fait pas bon rester longtemps sous l'ardent soleil. On voudrait chercher l'ombrage d'une de ces maisons fraîches dont la petite cour intérieure brille à travers une embrasure noire toute tapissée de verdure et de fleurs. Quelques-unes de ces habitations rustiques rappellent la disposition des maisons romaines, dont elles ont l'*atrium*, le toit de tuiles écrasé sur un unique étage, le xyste entouré d'une espèce de portique et orné de verdure, à défaut des fontaines, des bassins et des statues de marbre de l'antiquité. Je me figure que les rues de Pompéi ressemblaient beaucoup à celles des villes tropicales. Avec les fresques, les marbres et tout le luxe de l'Italie impériale, les maisons des anciens, toujours ouvertes, gardées seulement par le chien de pierre et l'esclave enchaîné, devaient offrir aux regards du passant le même aspect frais et gai que ces petits réduits verdoyans, miniatures de jardins enchâssées au milieu de l'appartement comme les serres de nos maisons modernes. — Rien de tout cela à bord du *Comanditario*, où nous rentrâmes comme dans une prison; mais la soirée fut embellie par un clair de lune superbe dont les reflets jouaient sur les vagues en nappes ruisselantes et mobiles comme des flots de vif-argent.

Le lendemain, je me réveillai en mer, au moment même où nous doublions le cap Cruz. Il soufflait une brise du sud qui irritait un peu les vagues et qui causait à bord une vraie tempête. Je regardai avec désespoir se dérouler devant nous la longue ligne des falaises brunes. Nous faisions de grands efforts, mais hélas! nous n'avancions guère : pendant deux heures au moins, le petit phare qui marque l'extrémité de l'île resta visible au-dessus de l'horizon. En face de nous, la côte formait à perte de vue une muraille droite et sombre. Je rentrai dans ma niche et m'y enfermai obstinément. Vers le soir seulement, la curiosité l'emporta, et je m'aventurai encore une fois sur le pont : le spectacle était tout nouveau. A une lieue environ, de grandes montagnes hardies sortaient d'une mer bleue, profonde et houleuse; leurs dos renflés et tordus ressemblaient aux épaules des sublimes géans de Michel-Ange, et paraissaient attester l'effort monstrueux qu'ils avaient fait autrefois pour déchirer leurs attaches et surgir fièrement au-dessus des vagues. On eût dit les corps des Titans prosternés, mais conservant encore dans leur défaite leurs muscles gonflés, leurs bras raidis et leurs fronts farouches. Des pans de forêts pendaient çà et là sur leurs torses renversés, comme déchirés par des luttes journalières contre les ouragans du ciel, et ne voilant qu'à demi leur nudité héroïque. Du côté de l'est, une nuée pluvieuse enveloppait les cimes lointaines, et traînait dans la mer comme une longue draperie balayée par le vent. Derrière nous, le soleil couchant, secouant sa crinière

de nuages, descendait dans un flot de lumière et heurtait ses derniers rayons aux flancs bosselés de la montagne.

La nuit fut plus longue encore que la journée. Dix fois je me levai et je me traînai sur le pont : la mer était plus calme, la lune éclairait sans fin la chaîne des montagnes sombres. Enfin le fanal commence à poindre; deux mortelles heures s'écoulent encore à gambader sur les vagues. Tout à coup la danse s'arrête; nous avions passé l'étroit goulet de la rade, et nous voguions comme dans un lac entouré partout de montagnes. En face de nous, sur un mamelon, la ville ressemblait dans l'obscurité à une grosse taupinière surmontée de deux ou trois clochers pointus; les premières pâleurs de l'aube glissaient à l'orient sur les cimes des montagnes, encore enveloppées d'une noirceur épaisse; quelques vaisseaux aux voiles déployées flottaient derrière nous dans les ténèbres comme de grands fantômes.

Nous aurions bien voulu débarquer tout de suite; mais on nous retint prisonniers jusqu'au lever du soleil. Le jour parut enfin montrant un quai large, bordé de maisons basses, une ville multicolore groupée en cercle sur une colline ronde autour d'une église à l'espagnole. Nous passons à la douane, qui nous examine avec sa défiance accoutumée. Un nègre polyglotte s'empare de nos bagages, les juche sur une carriole à deux roues en forme de *volante*, attelée d'une mule mélancolique qui escalade à grand'peine la rue escarpée. Nous montons à pied à la suite de ce fringant équipage, et voici au sommet de la côte le balcon hospitalier du bruyant hôtel Lassus, une auberge française où, suivant l'usage français, la femme règne et gouverne sous le nom du mari.

15 mars.

Santiago de Cuba est la plus ancienne ville du pays et la première métropole des Antilles espagnoles; elle reste la capitale d'un petit monde à part, à 800 milles de la Havane, séparée du nord de l'île par de vastes solitudes. Il y a bien deux lignes de bateaux à vapeur qui vont et viennent tous les quinze jours, l'une par le nord et l'autre par le sud, sans compter le courrier à cheval qui traverse l'île toutes les semaines; mais le courant naturel d'un commerce d'ailleurs bien déchu se dirige de l'autre côté, vers les îles voisines de Saint-Domingue, la Jamaïque et Porto-Rico. Saint-Domingue surtout, dans le temps de sa prospérité, avait avec Santiago des relations étroites qui faisaient de la vieille ville espagnole une dépendance de la florissante colonie française. Des familles françaises étaient venues s'y établir en grand nombre et avaient pris tout à fait le haut du pavé. Aujourd'hui encore, en dépit de la

proscription dont le nom français a été longtemps frappé dans l'île, c'est presque autant une ville française qu'une ville espagnole. La population est restée mêlée, notre langue est comprise de tout le monde, sauf de quelques nouveaux colons espagnols obstinés à ne pas l'apprendre, et le bas peuple, c'est-à-dire les nègres, ne parle guère que cette langue créole enfantine et douce qui est du français dégénéré.

Santiago, qui compte plus de 20,000 âmes, n'a pourtant pas l'air d'une grande ville; elle est toute en montées et en descentes, et les pluies de l'été doivent former de furieux torrens dans les rues. Le quartier voisin du port est occupé par les magasins et les maisons de commerce : ce sont d'assez grands édifices à deux étages, entourés de vastes galeries en bois peintes de couleurs vives, la plupart dans un triste état de délabrement et de saleté. Plus haut, sur la colline, dans les rues aristocratiques, les maisons ont de grandes portes cochères et des balcons de fer. La plupart des habitations sont bâties en biais sur la pente et s'échelonnent le long des rues comme les marches d'un escalier; chacune est ornée sur le devant d'une terrasse en maçonnerie qui sert à la fois de balcon, de vestibule et de corridor. Ces terrasses sont pavées en brique rouge ou en faïence de couleur et abritées par de grands auvens portés sur des piliers de bois. Des rideaux ou des tentes de cotonnades rayées pendent souvent entre les colonnes. Vers le milieu de la ville, une cathédrale assez belle s'élève au bout de la place d'Armes sur de grandes terrasses où l'on monte par des escaliers de pierre; mais c'est le grand marché qui est le plus curieux édifice et la plus agréable promenade de la ville. Il est situé sur une large et haute terrasse, semblable à un gros bastion carré; d'un côté, il se relie de plain-pied à la colline, et on l'aborde de l'autre par de grands escaliers de pierre d'une construction monumentale. La ruelle qui passe derrière le marché présente tous les matins le spectacle le plus animé : des charrettes attelées de bœufs ou de mules, des troupes d'ânes grotesquement bâtés, des cavaliers en grands chapeaux de paille sur de petits chevaux nerveux se fraient à grand'peine un passage au milieu d'une population remuante de nègres et de gens de couleur. Des portefaix vigoureux vont et viennent avec des tonneaux, des paniers, des outres de peau de chèvre, des cages pleines de poulets. Les négresses, drapées de cotonnades légères et de mouchoirs éclatans, se pressent et se croisent en tumulte, balançant sur leur tête le panier de fruits ou de légumes qu'elles soutiennent quelquefois de leur bras arrondi comme l'anse d'une amphore. Les unes courent dans la foule sous leurs fardeaux en équilibre avec une souplesse de chat sauvage; les autres

s'en vont à petits pas, les mains sur la hanche, se dandinant avec une nonchalance tout à fait gracieuse. Dans la cour même du marché et tout le long du large auvent qui l'entoure, des fruits, des fleurs, des herbes, des poteries, des cotonnades brillantes, des foulards de soie rouge et jaune, des poissons, des coquillages, des tonneaux de salaisons et bien d'autres choses sont étalées par terre autour des marchands accroupis. Il y a des piles d'oranges, d'ananas, de melons, de noix de coco, de choux panachés, de jambons, de fromages dorés, des tas d'oignons et de bananes, de mangos et d'ignames, de citrons et de pommes de terre répandus pêle-mêle à côté d'énormes bottes de fleurs. L'esplanade est si encombrée qu'on marche presque sur les étalages et qu'on risque à chaque pas de tomber sur une vieille négresse ou d'écraser un panier d'œufs. Les acheteurs s'agitent et bourdonnent incessamment comme un essaim de mouches noires : on marchande, on gesticule, on dispute, on rit, on gazouille dans le patois si harmonieux des colonies. Les formes de langage dont se servent les nègres sont également simples et enfantines dans tous les idiomes que leur ont appris leurs maîtres. Quelle différence pourtant entre le grasseyement léger de cette langue mélodieuse toute pleine de voyelles et le nasillement insupportable des nègres de langue anglaise! L'espagnol même, avec son accentuation puissante et ses magnifiques terminaisons sonores, n'a pas dans la bouche des nègres le même charme que le français créole. On croit sortir d'une basse-cour pleine de canards et d'oies nasillardes pour entrer dans une volière peuplée d'oiseaux chanteurs.

Deux heures plus tard, les galeries du grand marché sont redevenues désertes; à peine quelque nègre paresseux y flâne en fumant son cigare ou dort dans un coin la tête appuyée sur son coude. C'est le moment de venir nous y promener à l'abri du soleil en regardant à nos pieds le superbe panorama du golfe. Les toitures rouges des bas quartiers de la ville se pressent au-dessous de nous dans un désordre anguleux et pittoresque; les pignons pointus se mêlent aux terrasses, les baraques de bois vermoulues s'adossent aux solides constructions de pierre; des arbres touffus, des plantes grimpantes, des cocotiers même y mêlent leur verdure. Plus bas, quinze ou vingt navires dorment tranquillement sur l'eau bleue. En face, quelques sommets pointus semblent boucher l'invisible passage qui conduit à la grande mer; à droite, la baie s'arrondit autour d'un feston de collines verdoyantes où les têtes lointaines des palmiers se pressent comme un peuple innombrable. Enfin, au-dessus de cette riante lisière, s'allonge une chaîne de montagnes arides, aux flancs nus et brûlés, sillonnés de ravines profondes qui serpentent en mille replis comme sur le cône d'un volcan. Ce sont

en effet des montagnes d'origine volcanique; leur configuration seule l'atteste. Des bigarrures noires, jaunes, violacées et rougeâtres se montrent dans les âpres déchirures et les entonnoirs effondrés des anciens cratères. Ces formes rudes, ces couleurs sombres, rendues encore plus brutales par la violence du soleil, tranchent puissamment sur le bleu du ciel et donnent à tout ce brillant paysage un relief énergique et sévère.

L'heure du dîner me ramène à la maison. L'hôtel Lassus, qui est le meilleur et le plus spacieux de la ville, n'a pourtant qu'un seul étage de plain-pied avec une galerie couverte qui donne sur la rue. Un grand vestibule fort biscornu sert à la fois d'office, de salle à manger, de salon et d'antichambre. Les chambres s'ouvrent de tous côtés sur cette unique salle : elles sont spacieuses, très mal closes et très délabrées malgré la toilette scrupuleuse qu'une négresse armée d'une éponge donne chaque matin au pavé de brique. Par derrière, une petite cour entourée d'appentis et de baraques irrégulières contient la cuisine, un poulailler, quatre ou cinq perroquets sur leurs perchoirs et bon nombre de galetas habitables. Une couvée de petits enfans tout nus, à gros ventre, s'ébattent sous la surveillance de deux jeunes négresses fort élégantes. Ces jeunes filles ont, ne vous en déplaise, une beauté piquante et naïve que ne gâte en rien cette peau sombre, dont la couleur est si admirable au soleil des tropiques. L'une d'elles, toute jeune encore, mais déjà grande, forte et élancée, a dans sa démarche un air de bonne grâce et de noblesse que pourrait envier plus d'une belle dame. Sa robe d'indienne à fleurs se drape avec élégance autour de sa taille souple et bien prise; ses pieds nus traînent des sandales légères qu'elle fait claquer en marchant. Ses traits sont fins et réguliers, ses yeux doux et pénétrans, sa bouche un peu grande, mais souriante et bien dessinée. Des anneaux d'or pendent à ses oreilles et encadrent l'ovale presque italien de sa jolie tête, qui se meut avec aisance sur une encolure délicate. Elle est charmante en dépit de sa peau noire, lorsqu'elle se cambre en portant dans ses bras le dernier-né de la maison, un petit blondin aux joues roses dont les petites mains caressantes s'enroulent autour de son cou d'ébène.

Tout le monde entre librement; cette maison est vraiment publique, et nous vivons pour ainsi dire dans la rue. C'est tantôt l'officier espagnol, en uniforme de coutil rayé bleu et blanc, galonné d'or, qui vient, en retroussant sa moustache, fumer son cigare à l'ombre; tantôt le commis-voyageur américain qui vous adresse sans façon la parole et se présente en vous offrant sa carte-prospectus; tantôt une pauvre vieille négresse avec un petit panier de jonc, qui vend des cigarettes et qui demande l'aumône; tantôt enfin

le marchand de poissons ambulant, qui vient, portant sur l'épaule sa grande gaule où se balance une frange soyeuse de poissons roses, lilas et dorés, avec deux gros homards cuirassés de rouge pendus aux deux bouts comme des glands de velours. Ils s'adressent à Jean, le garçon de l'auberge, un Français qui a fini par oublier sa langue natale sans pouvoir apprendre celle du pays. Le pauvre garçon, qui est un peu sourd, ne peut les comprendre et continue son service avec un air de dogue; mais ils trouvent à qui parler quand la Bordelaise, Mme Lassus, notre excellente et active hôtesse, vient au secours de son serviteur empêtré. C'est elle qui est le seigneur et maître : elle pousse les domestiques, gourmande les enfans, reçoit les étrangers, baragouine l'anglais, fait pleuvoir une grêle de français et d'espagnol du haut de sa voix bordelaise, au milieu d'une charretée de marmots qui grouillent et piaillent autour d'elle; enfin elle conduit l'hôtel à la baguette. Quant à Lassus lui-même, c'est un grave personnage aux joues rebondies, à la tête haute, qui va à l'opéra, parle politique et raconte ses aventures du grand monde. Il ne préside qu'au département de la cuisine, et seulement à l'heure des repas. Le reste du temps, il se promène de long en large en veste blanche, avec une tranquillité superbe et une dignité royale; ce qui ne l'empêche pas d'être le plus prévenant et le meilleur des hommes. Il paraît d'ailleurs très satisfait des loisirs que lui procure sa royauté constitutionnelle : c'est lui qui représente, et c'est la Bordelaise qui agit.

Le dîner, qui est fort joyeux, fait honneur à la cuisine française. C'est notre hôte qui préside lui-même, suivant les coutumes d'autrefois; assis au bout de la table avec une majesté toute patriarcale, il fait placer auprès de lui les dames étrangères et les convives les plus *conséquens*. De temps en temps, il se lève pour aller goûter la sauce ou surveiller le rôt. La vaisselle tinte, la répétition de l'opéra voisin nous envoie ses accords cuivreux. L'italien, l'anglais, l'allemand, l'espagnol, toutes les langues sont parlées à notre table, et font une cacophonie singulière au milieu de laquelle cependant le français domine. J'y trouve un souvenir et comme un avant-goût de la patrie.

17 mars.

Une extrême fatigue et un grand malaise m'enferment aujourd'hui chez moi. J'ai tout le temps de vous raconter l'accueil excellent et inattendu que j'ai trouvé dans une famille à laquelle je n'apportais que la lettre de recommandation banale de mon banquier de la Havane. MM. B..., — c'est le nom de mes nouveaux protecteurs, — sont, par leur position financière et par l'universelle considération

qui les entoure, incontestablement à la tête de la société du pays. Ils appartiennent à une famille d'origine anglaise, mais en réalité cosmopolite. J'allai chez eux avant-hier, sans autre pensée que d'y prendre de l'argent. Grande et agréable fut donc ma surprise en me voyant traité dès le premier jour comme un hôte et comme un ami.

Pour commencer, M. Thomas B... m'a emmené passer la journée d'hier à la campagne. Dès cinq heures du matin, nous montions, à la nuit noire, dans le chemin de fer de Sabanilla. Quand le jour se leva, nous avions perdu de vue le golfe et la ville. Nous cheminions dans des vallées sauvages, à travers des forêts presque calcinées par la terrible sécheresse des derniers mois, car il n'a pas plu dans tout le pays depuis l'année dernière, et les ruisseaux sont presque taris. Cependant les ombres et les vapeurs du matin donnaient une fraîcheur délicieuse aux flancs bruns et brûlés des montagnes. Au fond de la vallée, une rivière lente et tortueuse, où l'eau séjourne encore dans les creux abrités, serpente entre deux bordures de gros arbres aux troncs gigantesques. Partout les peuplades animées des cocotiers et des palmistes se dressent sur la pente des ravines et balancent leurs plumes légères à la brise qui descend de la montagne. Ces beaux arbres ont l'air de créatures intelligentes et de personnes humaines. Les unes se laissent ébouriffer par le vent qui souffle dans leurs crinières touffues; les autres se balancent seulement avec des courbes gracieuses, mais un peu raides, comme ces houppes de plumes d'aigle dont se coiffent les guerriers sauvages. Les uns sont plus courts, plus trapus et plus robustes; les autres, plus élancés et plus grêles, s'élèvent presque à la hauteur des viaducs sur lesquels nous franchissons les vallées.

Le chemin de fer de Sabanilla s'élève de 500 mètres dans un trajet de quelques lieues. La construction en est à la fois primitive et hardie. Il chemine sur de hautes charpentes à claire-voie, qui décrivent des courbes vertigineuses. A côté subsiste la vieille route, fréquentée encore par de longs trains de mules, qui s'en vont une à une, attachées par la queue, en faisant sonner leurs clochettes de cuivre. La chaîne de montagnes que nous avons à franchir forme comme une ceinture percée de ravins autour du grand plateau intérieur. Les vallées se resserrent à mesure que nous avançons. Déjà nous avons passé la zone desséchée qui avoisine la mer, et nous retrouvons dans ces profondes vallées toute la fraîche verdure de l'automne. Les lianes seules laissent pendre tristement leurs sarmens brûlés aux branches des arbres encore pleins de verdeur et de séve. Les croupes molles de la montagne se revêtent d'une fine et épaisse toison végétale, véritable chevelure de bambous, de palmiers, d'orangers sauvages, tachetée par les masses noires ou rougeâtres

des manguiers en fleur : rien de plus charmant que la tige fine du palmier quand elle s'élance légèrement au-dessus des touffes impénétrables de ces robustes parasols des forêts tropicales. Les flancs de la vallée se replient avec des ondulations ravissantes, ouvrant à chaque pas de molles perspectives dans des nids de verdure encore pleins d'ombre et comme tapissés de velours. Plus bas, les regards se plongent dans des profondeurs humides où des ruisseaux coulent encore sous l'épaisse feuillée des papyrus, près des bois de bambou colossal qui déploient leurs touffes aériennes. Quelquefois on aperçoit à l'autre bord une villa rustique, nichée sur un petit plateau, dans un repli de la montagne, sous les grenadiers et les lauriers-roses. Rien n'est maigre, triste ou sévère; tout est beau, brillant, somptueux et jeune. On regarde toutes ces merveilles, et l'on se sent pénétré d'un attendrissement voluptueux.

Nous descendons à la station du Cristo, à l'endroit où les défilés débouchent dans la plaine. Nous traversons de pierre en pierre un ruisseau limpide qui coule sous des buissons épineux, sur un lit d'herbes aquatiques; puis, prenant le long des haies par un sentier rapide, à travers des plantations récentes de cocotiers et de bananiers, nous grimpons jusqu'au Paradis : c'est le nom de l'habitation de M. B..., et c'en est un véritablement pour son hôte. Sur le dernier contre-fort avancé de la montagne se dressent deux maisons jumelles et exactement semblables, garnies à l'extérieur de longues *verandahs* vitrées qui bordent toute la façade. L'une d'elles est l'habitation de M. Thomas B..., mon hôte; l'autre est celle de son frère, et ces deux maisons, bâties fraternellement côte à côte, n'en forment, à vrai dire, qu'une seule. L'intérieur en est simple, sans ornement, sans autre luxe qu'une propreté scrupuleuse et l'admirable vue qu'on a sur la plaine. De grandes fenêtres toujours ouvertes laissent entrer à flots la lumière et le vent frais des hauteurs. C'est un lieu charmant pour une retraite d'été où l'on vient de temps en temps respirer un air pur.

Un joyeux cercle de famille nous attendait sur la terrasse; des robes blanches se penchaient aux balcons et agitaient leurs mouchoirs en signe de bienvenue; les enfans gambadaient et poussaient des cris de joie en venant se jeter au cou de leur père. Nous nous assîmes dans une galerie percée à jour comme une lanterne, d'où l'on embrassait d'un coup d'œil tout le magnifique panorama de la plaine, de façon que chaque ouverture encadrait un morceau du paysage. Il y avait d'abord à nos pieds quelques palmiers dispersés sur la pente rapide qui descend vers la vallée, puis des haies, des vergers, des broussailles et de nouveaux groupes de palmiers majestueux. Au-delà s'étendait une mer de verdure, mais une mer

doucement ondulée, bariolée de cultures florissantes et de forêts de palmiers superbes, qui fourmillaient dans le lointain comme une multitude, et semblaient à peine aussi gros que des têtes d'épingles. Tout au fond s'élevaient des montagnes tour à tour bleues, lilas ou brunâtres, dont les couleurs changeaient avec les nuages et le soleil. Les beaux champs de cannes à sucre qui ondulaient à perte de vue dans la plaine étaient d'un vert vif et tendre qui tranchait avec la verdure franche et forte des palmiers. A droite, un bois de manguiers sombres se pressait sur la colline, et complétait l'harmonie des couleurs en y ajoutant sa note grave. C'était comme un immense tapis artistement bigarré de toutes les teintes brillantes de la végétation tropicale, ou plutôt comme une parure de fête éblouissante de fraîcheur.

Nous allons à cheval visiter la plantation la plus voisine. Elle appartient au docteur W..., un riche et aimable *gentleman* d'origine anglaise, qui en possède trois ou quatre dans les environs. Celle-ci, qui est à la vérité la plus petite, ne ressemble guère au magnifique établissement de Las Cañas. A côté du pavillon d'habitation et du hangar de l'usine, il n'y a qu'un groupe misérable de huttes de branchages d'une construction tout à fait barbare : c'est le quartier nègre de la plantation, et je vous assure qu'on croirait plutôt voir quelque hameau de nègres sauvages sur les côtes de Guinée que la demeure des nègres civilisés par l'esclavage et perfectionnés par l'habitude du travail. Il est visible que cette province, quoique beaucoup plus riche et plus favorisée de la nature, est restée fort en arrière du reste de l'île. On le voit à la grossièreté des outillages et à la simplicité primitive de l'exploitation. Le manége à bœufs a cependant été remplacé par une machine à vapeur de fabrique anglaise; mais la main-d'œuvre n'est pas distribuée avec autant d'économie, l'imperfection des procédés et des instrumens ne permet pas de retirer du jus de la canne une aussi forte proportion de sucre. Les résidus, à peine épurés, sont distillés suivant l'ancienne méthode, et ne servent plus qu'à faire une eau-de-vie de peu de valeur.

J'ai passé le reste de la journée le plus joyeusement du monde, assis sous la verandah, à respirer la brise et à causer avec mes hôtes. J'ai ri avec les enfans, j'ai surtout bavardé pendant des heures avec la gaie, spirituelle et jolie Mme B..., une créole française, qui ne veut pas désapprendre sa langue. Enfin l'heure du départ a sonné : nous retournons à Cuba dans les gloires du soleil couchant, nous dînons chez M. Théodore B..., le frère de notre hôte, et nous finissons notre soirée à l'opéra. On jouait *la Somnambule* avec un orchestre enroué, des chanteurs de passage et des chœurs d'occa-

sion; mais la salle était pleine de figures charmantes, les dames en grande toilette se promenaient pendant les entr'actes. Je n'ai jamais vu dans aucun pays une corbeille aussi bien garnie de jolies femmes.

19 mars.

Je ne sais pourquoi je tâche d'écrire; souffrant et emprisonné, je donnerais volontiers toute l'île de Cuba pour le plus petit bout du phare de Saint-Nazaire à l'horizon. J'ai perdu la calme persévérance et l'énergie juvénile que j'apportais au début de mes voyages. Le vétéran aguerri par dix mois de campagnes n'a plus cette soif d'inconnu qui soutenait le commençant timide.

A quelque chose malheur est bon. J'y gagne la connaissance d'un médecin français aimable et intelligent. Le docteur C... est venu me voir en ami, et nous avons longtemps causé de notre pays. Si nous sommes mal représentés à l'étranger par nos chevaliers d'industrie et nos repris de justice, nos médecins en revanche nous y font honneur. Il y a dans la colonie un préjugé anti-français peu explicable, puisqu'un grand nombre des familles du pays ont elles-mêmes une origine française. *Frances Judio* (1) est un dicton populaire qui ne se déracine pas vite. On a vu des filles de Français renier leur origine et refuser leur main systématiquement à tout prétendant français. Ce mépris doit nous surprendre dans un pays où tout le monde parle notre langue aussi bien que la langue officielle. Cependant il faut convenir que nous n'y envoyons pas la fine fleur de notre société, et que les échantillons d'après lesquels on nous juge ne sont pas faits pour inspirer l'estime. Moi-même je me garde bien de nouer connaissance avec tous les compatriotes vrais ou faux que je rencontre. L'Amérique est le grand refuge des escrocs, des banqueroutiers frauduleux, des condamnés en rupture de ban et autres honnêtes gens réduits à s'expatrier par l'injustice des lois. Il est souvent bien difficile de distinguer l'ivraie du bon grain. De tous mes voisins d'auberge, je n'en vois qu'un seul qui soit de bonne compagnie. Les autres Français sont grossiers, vulgaires et tous ont une existence plus ou moins louche, témoin un certain capitaine au long cours, devenu à demi espagnol, gros homme court et jovial, d'une carrure herculéenne, qui prend l'absinthe avant dîner comme à Paris, dévore en une heure ce qui me nourrirait quinze jours, boit trois pleins verres de vin catalan d'une seule haleine, et plaisante gaillardement les négresses. Toutes les personnes que j'interroge sur son compte me répondent avec un

(1) Le Français est un juif.

sourire mystérieux. Il est fort connu et fort considéré à Santiago, où il fait depuis vingt ans le commerce de la chair humaine : c'est lui qui approvisionne les plantations du voisinage. En dépit de sa rudesse de matelot, les plus riches propriétaires ont avec lui les relations les plus courtoises et même les plus amicales. Que voulez-vous? Il y a entre eux un échange de bons offices qui doit naturellement les mettre au même niveau. Il est bien juste que la profession de négrier soit un titre à être admis dans l'aristocratie de l'esclavage.

Il y a pourtant des lois contre la traite; mais vous savez l'indulgence paternelle des gouverneurs espagnols pour ce genre de contraventions innocentes. Les lois ne servent qu'à élever le prix de la marchandise, à diminuer la concurrence, et à revêtir ainsi d'une considération plus grande l'homme qui ose défendre à ses risques et périls la cause sainte de la liberté du commerce. D'ailleurs, quand le hardi contrebandier vient séjourner dans le port, il a plutôt l'air d'un grand seigneur voyageant sur son yacht de plaisance que d'un commerçant vulgaire et affairé. Son vaisseau est à peu près vide : bien malin qui saurait y découvrir une seule tête de son bétail africain. Il a débarqué clandestinement sur quelque point désert de la côte une cargaison vendue d'avance, et il ne vient à la ville que pour voir le monde et recevoir des commandes nouvelles. Il est même en excellens termes avec les officiers de la corvette française en station à Santiago. Ceux-ci savent parfaitement à quoi s'en tenir sur son négoce; mais ils ne l'ont pas encore pris la main dans le sac. Il paraît que son navire, qu'il appelle une goëlette, est d'une grandeur tout à fait inusitée. Il a les proportions d'un bâtiment de guerre, et l'aménagement prouve à l'évidence qu'il est destiné à recevoir des cargaisons humaines. Notre flibustier joue gros jeu, car, sans compter les autres peines, nos lois punissent la traite de la dégradation civique et de la perte de la qualité de Français. Or le brave capitaine paraît tenir à son pays non moins qu'à son métier. Il n'a aucune envie de changer son drapeau tricolore pour la banderole rouge et jaune de la reine des Espagnes.

Voilà le singulier personnage que j'observe avec une curiosité mêlée malgré moi d'une certaine répulsion. Nous sommes déjà au mieux, et pourquoi lui ferais-je mauvaise mine? Ce terrible mangeur de nègres ne me dévorera pas. C'est d'ailleurs une bête féroce très apprivoisée, qui sait fort bien cacher ses griffes. La conscience de ces gens-là a une forme toute particulière, et je gagerais que mon négrier n'est pas au fond plus malhonnête que beaucoup de contrebandiers ou de maquignons fort pacifiques. Il est jovial, bon compagnon, généreux à sa manière; il a la réputation de tenir scrupuleusement sa parole. Je crois que c'est encore, de tous les aven-

turiers qui fréquentent l'auberge, le plus digne de confiance et d'intérêt.

Qui donc lui préférerai-je? Sera-ce l'homme noir, barbu et grave qui s'assied à table en face de moi? Il a l'air d'un brigand de mélodrame, un regard faux et fixe, une physionomie étrange, inquiète et menaçante, quoiqu'elle s'efforce de paraître douce. Il se dit Français et médecin à la recherche d'une position; mais il parle également bien deux ou trois langues, et son accent n'est pas d'une pureté parfaite. Il discourt beaucoup pour se donner une contenance, et cependant son œil bleu pâle est sans cesse en éveil pour observer l'impression qu'il a faite. Il marche avec une lenteur savante, d'une allure qu'il voudrait rendre solennelle, mais où se trahit la froideur hypocrite du tigre qui va saisir sa proie.

Chercherai-je la compagnie de ce gros homme apoplectique qui porte toujours une cravate blanche et un habit noir, et qui marche en faisant le gros dos et en pliant les genoux comme un chien battu? On dirait d'abord un vieux professeur; mais prenez-y garde. Je ne sache rien de plus ignoble que cette tête rouge et bourgeonnée, enfoncée dans les épaules comme celle d'un vautour, ce front bas, ce nez long et crochu, ce visage paterne et penché vers la terre, ces petits yeux de cochon percés en vrille et timidement baissés, où brille pourtant quelquefois un éclair de joie cynique sous un voile d'hypocrisie et d'humilité, — jusqu'à cette unique touffe de barbe qu'il porte sous la lèvre et qui ajoute à sa laideur un caractère plus repoussant. Cet homme, au rebours de l'autre, fait peu de bruit, ne parle guère, prend ses repas à la hâte, se cache volontiers dans sa chambre, et montre une politesse vile à tous ceux qui lui adressent la parole. Il y a en lui un affreux mélange du chanoine et du galérien. C'est peut-être bien un forçat libéré; mais soyez sûr qu'il vient de faire un mauvais coup, et qu'il a jugé prudent de mettre la largeur de l'océan entre lui et les gendarmes.

Vous parlerai-je des officiers espagnols qui viennent chaque jour, à l'heure des repas, ajouter au vacarme de l'hôtel Lassus? Ils sont presque aussi bavards et aussi tapageurs que des Italiens. L'un d'eux, un grand diable de six pieds de haut, se fait remarquer entre tous par l'extravagance et l'inconvenance grossière de ses propos. J'apprends que c'est un lieutenant-colonel, allié par mariage à l'une des meilleures familles du pays. Sans éducation et sans fortune, laid, grossier, joueur, ivrogne et déjà à moitié fou, ce butor n'en demanda pas moins, alors qu'il n'était encore que simple capitaine, la main d'une des plus jolies et des plus riches héritières de Santiago. Il arrivait d'Espagne, il avait une épaulette, il semblait bien en cour. On n'osa le refuser, et la jeune fille elle-même,

éblouie par l'uniforme, subjuguée par ce qu'elle considérait comme un droit, se laissa épouser sans trop le vouloir. Huit jours après, elle était forcée de quitter la maison de son mari pour s'en retourner chez ses parens. On dit que le colonel n'attend que d'être veuf pour recommencer. Il a plus de dettes que jamais, et il serait opportun que sa première femme passât dans l'autre monde pour faire discrètement place à une autre. Il paraît qu'il est presque sans exemple qu'une femme du pays ait refusé l'honneur insigne d'épouser un officier de l'armée espagnole. Celle qui braverait à ce point les convenances serait mise au ban de l'opinion publique, et exposerait sa famille à passer pour l'ennemie du gouvernement de la reine. Je sais bien que le courage militaire a toujours eu des droits sur la beauté. Napoléon du moins était de cet avis, quand il distribuait à ses vieux soldats les plus riches et les plus nobles héritières de l'Europe comme leur part dans les dépouilles des nations vaincues. On pourrait même remonter jusqu'au siége de Troie et rappeler l'exemple d'Achille revendiquant Briséis pour sa part du butin; mais, sans compter que les choses ont un peu changé depuis ce temps-là, je ne sais pas de quel droit l'Espagne prétend traiter sa colonie en province conquise...

La pluie n'est pas encore venue, bien qu'on l'attende avec impatience et qu'on soit près de manquer d'eau dans la ville. Chaque soir de gros nuages s'amassent, et l'orage couve sans éclater. Hier soir, le ciel était plus sombre qu'à l'ordinaire, et quelques rayons de soleil qui perçaient de place en place tombaient sur plusieurs sommets de la montagne qu'ils illuminaient d'une lueur sinistre. M. B... nous conduisit dans sa *volante* sur une hauteur fort élevée qui domine la ville. A cette heure et avec cette lumière entrecoupée, le paysage, que je suis accoutumé à voir sous des couleurs si riantes et si tranquilles, avait une rudesse sauvage qui ne manquait pas de charme après les douceurs un peu monotones de ce printemps perpétuel. Nous voyions à nos pieds la ville groupée sur les collines avec ses toits rouges, ses clochers, ses coupoles et ses maisons peintes de toutes couleurs, plus loin la baie, tour à tour jaune et ardoisée, que ridait déjà l'approche de l'orage, puis une vaste campagne où les palmiers commençaient à frémir et où le vent soulevait des tourbillons de poussière. Tout autour, les montagnes se rangeaient en ligne altière, tachetées de rouge et de bleu sombre, des masses prodigieuses de nuages roux, noirs, violacés, s'amoncelaient dans le ciel avec des éclairs, et quelques rayons de soleil, perçant leurs déchirures, tombaient sur des cimes qu'ils rougissaient d'une lueur fauve. J'aimais cet air de menace et de colère, ce réveil farouche des puissances endormies de la nature; mais deux

heures plus tard les étoiles brillaient paisiblement dans un ciel qui avait repris sa fatigante sérénité.

20 mars.

J'ai été interrompu hier par une visite, celle de don Y. Z..., à qui j'avais apporté des lettres de recommandation de la Havane. Mon nouvel ami ne parle ni français, ni anglais, ni aucune autre langue que l'espagnol. Vous jugez combien la conversation doit être intéressante, et sur quelles béquilles chancelantes elle se traîne pendant les quinze minutes que dure la visite. Mon interlocuteur m'assure qu'il comprend le français facilement, mais ses réponses biscornues me prouvent le contraire. C'est du reste un petit homme très poli, qui ne me quitte pas sans avoir mis, à la manière espagnole, sa maison *à la mi disposicion*, en ajoutant la formule sacramentelle : *Es la casa de usted* (1). Cela veut dire tout simplement en bon français : « je suis votre serviteur, » et équivaut avec la pompe castillane au terre-à-terre *happy to see you* des Américains du nord. Règle générale, quand un Espagnol met à votre disposition sa maison « et tout ce qu'elle contient, » n'en croyez mot jusqu'à nouvel ordre, et attendez pour prendre au sérieux son hospitalité que ses protestations passent de l'ensemble au détail. Il est obligé d'en dire autant à quiconque lui est présenté, et toute autre façon de parler serait une impolitesse. S'il vous écrit, il datera son épître *de esta casa de usted*, de *votre* maison; pourtant vous seriez fort mal venu à en réclamer les titres de propriété. — Cette fois il s'agit pour moi de congédier mon homme. Je lui ai déjà répété deux fois que j'allais partir pour la campagne dans un quart d'heure, et il m'a répondu en me parlant du climat. Une troisième fois, je reviens à la charge, en y ajoutant le geste expressif de regarder à ma montre et d'être étonné de l'heure qu'il est. Il se lève, et nous nous saluons profondément en nous faisant de solennelles promesses d'amitié; je crois que je lui ferai un sensible plaisir en lui épargnant ma visite.

23 mars.

Pas encore de bateau signalé. Nous commençons à nous fatiguer d'une aussi longue attente; nous consultons sans cesse les signaux du port, mais ils restent muets obstinément. Avec quel plaisir j'entendrai résonner le coup de canon qui annoncera ma délivrance! Nous allons trois fois par jour chercher des nouvelles dans la basse ville, et nous asseoir en gémissant à la porte de M. B..., car

(1) C'est votre maison.

c'est devant leur porte, sous la galerie, que les négocians font salon et reçoivent leurs visiteurs. Les maisons de commerce de Santiago ne ressemblent pas du tout à celles du Havre ou de Liverpool. Ce sont de grands entrepôts avec quelques salles réservées pour le bureau des maîtres. Le porche est encombré de caisses de sucre et de balles de café qu'on entasse dans les magasins. Assis sur le pas de sa porte, le négociant vous accueille, discute avec vous ses affaires, tout en surveillant du coin de l'œil les mules qu'on charge et qu'on décharge, les porteurs nègres à demi nus, avec leurs fronts enveloppés comme ceux des statues égyptiennes dans des sacs de toile grise pendans sur les épaules, et leurs dos luisans, robustes, couverts de sueur. Des nuages de poussière odorante s'élèvent des sacs de café qu'on remue. Le maître fait ouvrir les balles pour voir et respirer la graine, déclouer les caisses pour goûter une pincée de sucre, ou bien il soulève avec son couteau le couvercle des boîtes de cigares pour en déguster l'arome. Il vit comme un patriarche au milieu de ses serviteurs, au lieu de vivre comme un scribe au fond de son cabinet.

Le soir je vais entendre la musique sur la place d'Armes. L'orchestre écorche les oreilles, et le concert se termine invariablement par une marche triomphale exécutée à pleins poumons et à tour de bras par tous les instrumens. Heureusement qu'on est en plein air! Quand la musique entonne cette *retraite* formidable, les dames montent sur le perron de la cathédrale pour voir défiler le cortége. C'est une scène gaie, vivante, et les roulemens des tambours espagnols valent bien les roulades des chanteuses de l'opéra.

Puisque nous sommes sur les marches de la cathédrale, ce serait l'occasion d'y faire une courte visite. Elle est d'un style jésuite plat et boursouflé, comme toutes les églises du pays. Il y a des *ex-voto* pendus aux murailles dans les chapelles, des statues de la Vierge habillées et enrubannées au fond des sanctuaires, où brûlent dévotement des cierges de couleur. Je ne sais pourquoi toute cette dévotion me paraît froide et convenue. Il règne évidemment dans la colonie une semi-indifférence déjà fort surprenante en pays espagnol. L'église catholique y est pourtant sans rivale; mais elle n'a pas cet établissement somptueux, ces grandes richesses qui sont par tout pays le signe visible de son influence et la preuve la plus certaine du zèle religieux. Les couvens par exemple, si nombreux au Mexique et partout où l'Espagne de Philippe II a développé son génie, me semblent aussi rares dans ce pays-ci que chez nous.

Cette espèce de tiédeur est d'autant plus remarquable qu'elle fait contraste avec le fanatisme religieux qui n'a cessé de régner au Mexique. Cette colonie révoltée contre la métropole, où le nom

espagnol est encore exécré, a cependant conservé mieux qu'aucune autre les traditions de l'Espagne. Les institutions ecclésiastiques, implantées autrefois par une tyrannie sanguinaire, s'y sont enracinées si solidement qu'on a grand'peine à les ébranler. Jusqu'à la sécularisation récemment entreprise par le président Juarès et ratifiée depuis par le nouvel empire, les couvens possédaient les deux tiers du territoire. On dit que la seule ville de Puebla en compte une centaine, tous riches à millions, véritables associations féodales enfermées dans des espèces de forteresses impénétrables, où elles abritent souvent la dépravation la plus scandaleuse. Les moines et les prêtres pullulent dans toutes les villes, où, en dépit de leurs mauvaises mœurs, ils sont entourés d'une vénération sans bornes.

J'en causais ce matin avec un officier qui revient du Mexique et qui ne paraît pas rapporter en France une grande admiration pour ce pays merveilleux. Il me racontait qu'à Puebla il avait été chargé d'occuper avec ses soldats plusieurs monastères de femmes, où il n'avait pénétré qu'à grand'peine, usant de menace et presque de violence pour se faire ouvrir les portes, mais qu'une fois entré, il s'était vite rassuré sur la gravité du sacrilége qu'on lui faisait commettre, car il y avait trouvé presque autant d'aumôniers en soutane noire que de nonnes en voile blanc. Il ajoutait que les prêtres des campagnes n'ont guère plus de retenue que ceux des villes. Ils vivent pour la plupart en famille, avec leurs femmes et leurs enfans; ces liaisons, sanctionnées par l'usage, n'ont rien qui blesse l'opinion. Ce n'est pas un déshonneur au Mexique que d'être le fils d'un prêtre; on s'en vante même, à ce qu'il paraît, si c'est un prélat riche et haut placé.

Voilà des mœurs d'un autre âge. Elles conviennent d'ailleurs parfaitement à ce christianisme barbare qui a pour grands moyens de conviction la menace et la terreur. L'église mexicaine ne se soucie guère d'enseigner la morale de l'Évangile : elle aime mieux y substituer un tissu de superstitions grossières, mélange des horreurs de l'inquisition et des hideux souvenirs de l'ancien culte national des Aztèques. L'enfer, le diable, les tortures, telles sont les images édifiantes qu'elle met tous les jours sous les yeux de ces populations ignorantes et fanatiques. Il paraît qu'il n'y a rien de plus grotesque et de plus repoussant au monde que l'intérieur des églises mexicaines : elles sont pleines de grands mannequins difformes, blafards et couverts de plaies saignantes. Ces épouvantails, entrevus au fond des sanctuaires à la lumière des cierges, sont tout à la fois hideux et terribles. On promène dans les processions des centaines d'idoles plus affreuses que celles de l'Inde.

Ces mascarades ne sont pas seulement un moyen de terreur, elles

sont encore une source de profits. Ce n'est jamais gratuitement que les saints font leurs miracles. Il y a tous les ans, le vendredi saint, dans la cathédrale de Mexico, une cérémonie solennelle qui attire un grand concours de fidèles. C'est l'exposition d'un grand Christ de cire tout déchiré de plaies que chacun vient baiser en déposant son offrande. Un prêtre se tient derrière la statue et souffle dans une trompe pour faire gémir Jésus-Christ. Le Seigneur pousse un gémissement à chaque piastre qu'on lui donne, et le nombre de ces plaintes divines augmente avec la somme donnée. Il y a aussi une bénédiction annuelle des images qui procure à l'archevêque un gros bénéfice. Chaque Mexicain a dans sa maison une image de saint ou de madone qui est proprement le saint ou la sainte de la maison, le dieu de la famille ou du foyer domestique; mais ces merveilleuses images perdent leur vertu, si elle n'est de temps en temps renouvelée par l'église. On les apporte donc en multitude à la cathédrale, où elles sont déposées sur des tables et taxées chacune suivant sa taille : les plus petites ne paient qu'une piastre, les plus grosses paient beaucoup plus. L'évêque paraît, les bénit toutes ensemble, et d'un signe de croix ramasse tout l'argent étalé devant lui. Quand par hasard un dévot économe essaie de ruser avec l'église et de tromper le grand dieu au bénéfice du petit, on retient le pauvre petit dieu prisonnier, et le coupable doit payer une rançon pour obtenir sa délivrance.

Telle est la vraie dévotion à l'espagnole. Faut-il maintenant s'étonner qu'elle ne soit pas aussi vive à Cuba qu'au Mexique? Tout diffère d'un pays à l'autre. Il y a d'abord la race blanche, propriétaire du sol, amollie par des jouissances faciles, et qui nulle part ne se fait remarquer par une grande ferveur religieuse. Au-dessous, nous trouvons deux races opprimées, la race indienne au Mexique, et à Cuba la race nègre. Combien elles se ressemblent peu, la race indienne soumise par la conquête et maintenue sous le joug par un culte qui exploite le côté sombre et tragique de son caractère, — la race noire, gaie, légère et docile, sans besoins religieux profonds, maintenue par l'esclavage dans l'ignorance et l'abjection! La religion, cultivée au Mexique comme un moyen de domination, devait être négligée aux Antilles comme une chose inutile ou dangereuse.

25 mars, en mer.

Enfin nous sommes partis. Réveillés hier matin par le canon de la citadelle, nous courûmes sur la terrasse, et nous vîmes le paquebot *Impératrice-Eugénie* s'avancer majestueusement avec un immense drapeau tricolore. A côté de ce géant, les autres vaisseaux

épars dans la rade avaient l'air de la flottille du roi de Lilliput. — Une heure après, une troupe d'habits bleus et de pantalons rouges envahit l'hôtel Lassus. Je les montrai avec orgueil à mon ami W..., qui, accoutumé à la simplicité américaine, resta stupéfait de ces couleurs voyantes et de ce luxe de broderies d'or; les brandebourgs de l'uniforme des chasseurs d'Afrique excitèrent surtout son admiration.

Mon premier mouvement fut de courir à bord. J'étais impatient de fouler, sinon la terre française, au moins le plancher d'un vaisseau français. Mon ami le négrier voulut bien m'emmener dans sa yole, maniée par quatre rameurs vigoureux. Jamais je n'ai vu de figures aussi patibulaires que celles de ces quatre forbans demi-nus. L'un d'eux surtout, un Italien de taille gigantesque, noir, maigre, osseux, la tête couverte d'un vieux béret de laine, à peine vêtu d'une chemise déguenillée et d'un pantalon en lambeaux, avec un grand nez crochu, des yeux fauves, une barbe hérissée, une crinière inculte, avait la mine de bandit la plus féroce et la plus redoutable qui se puisse concevoir. Ses voisins étaient un Irlandais aux cheveux rouges, coiffé d'un mauvais chapeau de paille troué, et un nègre athlétique, aux dents aiguës comme celles d'un tigre, d'une physionomie horriblement bestiale. — Rien ne ressemble plus à l'équipage d'un pirate que celui d'un négrier. Il y a là des Anglais, des Espagnols, des Suédois, des Grecs, des Américains du nord et du sud, mais pas un seul Français, sauf le capitaine. Ce troupeau de bêtes sauvages ne peut être dompté que par une volonté de fer. Quand le capitaine amène à son bord des visiteurs étrangers, il leur recommande expressément de ne pas montrer d'argent à ses hommes. Lui-même il est toujours armé jusqu'aux dents, et décidé, s'il le faut, à vendre chèrement sa vie.

Le soir, après la musique, nous allâmes flâner au bord de la mer. La ville était déjà à moitié endormie, et quelques barques attendaient seules les passagers restés à terre. Le capitaine, qui était tout joyeux, regarda sa montre, et nous dit qu'il voulait nous offrir à boire avant de nous dire adieu, et de se rendre lui-même à certain rendez-vous. Nous frappâmes aux volets fermés d'un cabaret où brillait encore une lumière, et nous nous fîmes apporter quelques verres d'une de ces boissons épicées qui sont le régal favori des créoles. Jamais il n'avait régné entre nous tant d'expansion et de cordialité. Nous nous mîmes à causer librement, et à nous communiquer nos impressions sur nos voisins de l'hôtel. Nous avions vu plusieurs fois notre ami le capitaine en conférence intime avec l'homme au nez rouge et à la cravate blanche, et nous pensions bien qu'il en savait plus long que nous : nous ne nous trompions

pas. — Celui-là, nous dit-il, avec un sourire mystérieux, personne ne sait d'où il sort.

— Excepté vous, capitaine.

Il se frotta le nez avec un air de bonhomie, et ne répondit rien. — C'est donc un assassin? un faussaire? un repris de justice?

— Écoutez, dit-il, je le connais depuis vingt ans, et je ne voudrais pas en parler. A quoi cela sert-il? Mais, puisque vous le savez déjà, je peux vous le dire : eh bien! oui, il a fait des faux. Il était négociant, dans de mauvaises affaires; il a fait de faux connaissemens, et il a décampé avec la *grenouille*. On l'a condamné par contumace, et il ne peut plus rentrer en France. Voilà ce que je sais.

— Et vous êtes son ami?

— Que voulez-vous? Si c'est un voleur, cela ne me regarde pas, pourvu qu'il ne me vole pas moi-même.

— Mais que vient-il faire à Santiago?

— Je crois... j'ai entendu dire qu'il venait pour acheter une terre.

— Diable! mais alors il lui faut des nègres sur sa terre. Où les trouvera-t-il?

— Dame, répliqua le capitaine, je ne sais pas; c'est son affaire, à lui.

— On prétend qu'il y a encore manière d'en trouver en payant bien. Cela m'étonne un peu, car les lois sont sévères contre la traite. Qu'en dites-vous, capitaine, est-ce bien vrai?

Le capitaine se gratta la tête et fit la grimace. Nous ne lui en demandâmes pas davantage; nous l'avions assez retourné sur le gril pour savoir, à n'en pas douter, que notre ami le capitaine avait fait un marché avec notre voisin le faussaire pour lui fournir à son prochain voyage une bonne cargaison de beaux nègres bien portans et tout frais émoulus d'Afrique. Nous changeâmes nos batteries. Nous avions vu par hasard l'homme à grande barbe, le prétendu médecin français, retenir passage à bord de l'*Eugénie* après avoir annoncé à grand bruit qu'il se fixait dans la ville, et nous pensions que le capitaine pourrait bien savoir pourquoi; mais à peine lui eûmes-nous exprimé nos doutes que le pauvre homme changea de couleur et frappa de son poing fermé sur la table en poussant un jurement terrible; puis il nous raconta qu'il l'avait recommandé le matin même au docteur W..., un homme très riche et très généreux, qui devait lui prêter de l'argent pour subvenir aux premiers frais de son établissement. La chose était claire : le misérable allait s'en fuir avec l'argent prêté! Nous conseillâmes au malheureux capitaine d'aller au plus tôt chercher la police, et nous le laissâmes en proie à ses perplexités. Il paraît que, réflexion faite, il a mieux aimé aller

à son rendez-vous que de réveiller les gendarmes, car l'homme à grande barbe arpente le pont du vaisseau d'un pas assuré. Il a même un air de hardiesse et d'effronterie que je ne lui avais jamais vu.

C'est ce matin, au lever du jour, que nous avons quitté la rade. Elle ne communique avec la mer que par une passe étroite et tortueuse, quoique accessible aux plus grands navires. Des promontoires escarpés, des rochers âpres, des pentes couvertes de forêts épaisses, des îlots couronnés de verdure entourent de leurs mille replis ce canal d'une eau sombre et profonde. De longs bras de mer s'enfoncent de tous côtés entre les montagnes. Tout au bout, sur un promontoire sauvage qui barre presque l'entrée, se dresse le vieux château du Maure, avec ses bastilles, ses terrasses crénelées, et ses défenses cramponnées au bord des précipices. Un autre promontoire qui s'avance à sa rencontre ne laisse ouverte qu'une étroite coupure par où entrent les vagues, et par où l'on aperçoit l'horizon de la grande mer. C'est un site qui unit la beauté la plus riante à la plus sauvage grandeur. Une baie douce et bleue s'arrondit dans un cirque de montagnes, et va mourir au fond d'un frais vallon sur une jolie plage de sable fin, au pied d'une forêt de palmiers superbes. De petits villages de pêcheurs, avec leurs canots couchés sur la plage, s'adossent à la montagne, au milieu d'une verdure qui escalade jusqu'à la crête des falaises. On passe, on échange un salut d'artillerie avec la vieille citadelle, et tout d'un coup on se trouve en pleine mer.

Le temps est admirable. Nous longeons sur la droite les côtes lointaines de Saint-Domingue; ce sont de hautes et magnifiques montagnes toutes bigarrées de verdure, et qui semblent couvertes jusqu'au sommet d'une végétation exubérante.

27 mars.

Navigation douce et facile. Je la trouverais pourtant bien longue sans la société d'un jeune officier de marine que j'ai rencontré à Santiago et qui s'en va rejoindre l'escadre à la Martinique. B... vient de passer deux ans au Mexique et me console par ses récits de n'avoir pu visiter cet étrange et admirable pays; mais ce n'est là que le moindre charme de nos longues et fraternelles causeries. Nous nous enfermons dans notre cabine, nous ouvrons le sabord qui laisse entrer la fraîcheur des vagues, et nous regardons glisser les eaux vertes en causant du passé, de l'avenir, de la patrie surtout, que je vais revoir. J'étais las de ces banales amitiés qu'on rencontre en voyage, qui durent tant qu'on chemine ensemble, et qu'on oublie au premier tournant de la route.

Le pauvre W..., mon ancien compagnon de voyage, se trouve un peu délaissé. La solitude semble avoir aigri son humeur. Il se plaint de la saleté, de la chaleur; il ne peut ni manger, ni dormir, et il se promène partout comme une âme en peine, maudissant tous les bateaux français du monde, et la France par-dessus le marché. De temps en temps nous lui arrachons un triste sourire. Ainsi je l'ai fort amusé ce matin en lui expliquant le sens des croix d'honneur et des rubans rouges portés par nos officiers : cela lui semblait tout à fait puéril; mais il n'a pu s'empêcher de rire en voyant une médaille militaire attachée sur la poitrine d'un soldat nègre de la Martinique. « Alors, me dit-il naïvement, autant vaudrait donner la croix d'honneur à un singe! » Il faut vous dire que mon ami W..., sous son enveloppe pacifique et inoffensive, est Américain et esclavagiste enragé. Il a sucé ces opinions avec le lait, et n'a pas plus songé à les mettre jamais en doute que sa propre existence. A ses yeux, si le nègre n'est pas, à proprement parler, l'égal du singe, à coup sûr ce n'est pas non plus l'égal de l'homme. Demandez-lui pourquoi? Il n'en sait rien. Sa philosophie ne va pas plus loin que l'évidence des faits. Quant à mes raisonnemens et à mes chimères abstraites, il croit les confondre en invoquant le simple bon sens. Pauvre cervelle humaine, pour qui le bon sens n'est que l'image de sa propre folie!...

Fort-de-France, 29 mars.

C'est hier au soir seulement que nous sommes arrivés en vue de la Martinique. Dès le milieu du jour, nous aperçûmes à l'horizon une silhouette transparente et presque invisible. Cette ombre lointaine grandissait lentement et prenait d'heure en heure un air plus solide. Déjà nous pouvions entrevoir les formes tourmentées de la montagne, ses escarpemens, ses arêtes, ses taches vertes, brunes ou jaunes, suivant la couleur des forêts, la nature des terrains et les jeux d'ombre et de lumière produits par les grands nuages blancs rassemblés autour des sommets. Une pyramide abrupte et colossale aux flancs ravinés comme le cône d'un volcan trône au milieu de ce pâté de montagnes comme sur un immense piédestal. Elle est couverte jusqu'à la crête d'une chevelure de forêts épaisses, dont la verdure a des nuances bleuâtres et douces comme une fleur d'iris. Un ruban de nuages l'entoure à mi-côte, et lui fait une ceinture blanche qui lui donne l'air de planer dans l'espace. C'est la célèbre montagne du Piton, dont le nom expressif vous dit assez forme, et que les voyageurs comparent au volcan de Ténériffe. Le soir commençait à rougir les cimes. Nous aperçûmes au loin Saint-Pierre, la plus grosse ville et la capitale commerçante de l'île,

groupée sur le rivage au ras des vagues. Enfin nous arrivâmes en vue de Fort-de-France, la capitale politique et militaire, dont le port nous offrait un meilleur abri.

Il faisait presque nuit quand nous abordâmes. Nous vîmes, aux dernières lueurs du crépuscule, une forteresse qui s'avançait sur un promontoire et autour de laquelle nous tournâmes pour entrer dans le port. Aussitôt une nuée de barques assaillit les escaliers du bâtiment. Nous nous frayâmes passage à grand'peine jusqu'à la jetée, où nous eûmes encore à nous débattre avec une vingtaine de nègres qui se disputaient l'honneur et le profit de porter notre léger bagage. Il n'y avait pas moins de dix porteurs pour un sac de nuit; ils le tiraient de ci, de là, et voulaient au moins faire semblant de le tenir par un bout. D'autres couraient devant nous et feignaient de nous servir de guides. Ce fut merveille si nos portemanteaux ne furent pas mis en pièces.

Il faisait déjà sombre, car le crépuscule ne dure qu'un instant sous les tropiques. Nous vîmes vaguement, à la lueur des étoiles, que nous traversions une pelouse plantée d'arbres; B..., qui est un vieil habitué de Fort-de-France, me nomma la promenade de la Savane. Nous frappâmes à la porte de l'auberge : on n'avait pas une mansarde, pas un matelas de reste. On nous envoya quêter dans deux ou trois maisons particulières où l'on nous fit le même accueil. Enfin une brave mulâtresse en turban d'indienne nous dit, après nous avoir examinés, qu'elle avait encore une belle chambre à nous offrir. Nous montâmes une espèce d'échelle de meunier, et nous entrâmes dans un galetas assez propre, meublé d'une armoire en acajou, de quatre chaises, d'un lit de noyer et d'une espèce de canapé qu'on nous promit de changer en lit : il restait encore un peu d'espace où l'on étendit par terre un matelas. Alors notre réduit se trouva fort encombré; mais, grâce aux nombreuses fentes de la toiture et à nos deux mansardes fermées seulement d'un volet vermoulu, nous ne risquions pas de manquer d'air. Le bruit d'une fontaine jaillissante dans une cour voisine nous donnait même une aimable sensation de fraîcheur. Nous fîmes un bout de toilette, et laissant W..., qui est un homme rangé, s'installer dans notre dortoir, nous partîmes en quête d'aventures. B... me guida dans un dédale de rues sombres, bordées de pauvres bicoques et éclairées à peine par quelques réverbères fumeux, jusqu'au cercle maritime, qui est le lieu de réunion le plus élégant de Fort-de-France. Nous entrâmes dans une salle basse où deux marins en manches de chemise jouaient au billard en buvant de la bière. Quelques officiers de terre et de mer dégustaient des rafraîchissemens en fumant ces longs cigares minces de la Martinique

qui ressemblent à des baguettes de bois. Le service était fait par un vieux nègre en cheveux gris, borgne et boiteux. Çà et là, sur les banquettes, traînait un vieux journal français déchiré. Cet air de dénûment et d'abandon peignait bien la vie monotone et vide des habitans forcés de cette pauvre capitale. Les familles riches ou aisées de la colonie vivent sur leurs terres, à la campagne, ou bien dans la ville de Saint-Pierre, au centre d'un petit mouvement commercial qui va s'éteignant chaque jour. Quant à ce village de Fort-de-France, quoiqu'on en ait fait la résidence du gouverneur de l'île, il n'a pour habitans que des nègres, des soldats, des marins et des fonctionnaires attachés au gouvernement. Ils vivent dans dans une oisiveté profonde et ne songent guère qu'à tuer le temps. Que voulez-vous qu'ils deviennent, sans distractions, sans spectacles, sans émotions d'aucun genre, sous un climat paresseux qui ne permet ni les exercices violens, ni l'étude? Le plaisir est leur seule ressource, et ils finissent par ne plus vivre que pour le plaisir. Les plus intelligens laissent leur esprit s'endormir dans les amusemens faciles. — Nos Français sont d'ailleurs les hommes les plus impropres du monde à résister à cette influence énervante de la vie de garnison. Un officier anglais, plutôt que de ne rien faire, lirait et relirait dix fois de suite son Shakspeare et son Byron; un Français fume, boit de l'absinthe et courtise les femmes, qui dans ce pays-ci ne sont pas cruelles. On dit même qu'elles se tiennent pour très honorées de la poursuite d'un Français.

C'est le lendemain seulement que je pus me rendre compte de l'aspect de la ville. Elle est située dans une plaine, entre la mer et une jolie rivière qui descend des montagnes. Le fort est sur une presqu'île étroite qui enferme un petit port d'accès assez difficile. Le long du port, il y a une promenade plantée d'arbres où je remarque des ceibas, des jujubiers et plusieurs espèces de feuillages fins et légers qui ressemblent à ces arbres gracieux des forêts australiennes que nous cultivons dans nos serres. De l'autre côté s'étend une grande plage ouverte où les vagues viennent battre le pied des maisons. La ville est rustiquement bâtie, et la crainte des tremblemens de terre, qui sont fréquens à la Martinique, empêche de construire autre chose que de pauvres masures de bois et de plâtre. Toutes les rues sont bien alignées et arrosées par des ruisseaux d'eau courante qui entretiennent partout la fraîcheur et la propreté. Ces eaux, amenées directement de la montagne, sont si abondantes qu'il y a presque dans chaque maison des bassins et des fontaines. — La population se compose de nègres et de négresses, qui vont pieds nus, en chapeau de paille ou en turban d'indienne, de mulâtres habillés de blanc à l'européenne, et d'un

petit nombre d'hommes blancs de race pure, qui portent pour la plupart l'uniforme de la marine ou de l'armée. Les noirs sont habillés d'une chemise et d'un caleçon de toile, comme les lazzaroni napolitains. Leur propreté est remarquable pour le climat. Les femmes surtout se mettent avec un soin extrême et portent avec beaucoup d'élégance le simple et gracieux costume du pays. C'est une jupe courte d'indienne à fleurs et à ramages, qui tombe jusqu'au milieu de la jambe sur un jupon blanc, laissant voir la cheville nue et le pied chaussé d'une mule légère. Le buste est couvert seulement d'une chemise de toile fine aux manches larges et ouvertes au coude. Une écharpe brillante, jetée sur les épaules ou nouée en croix sur la poitrine, un mouchoir de foulard coquettement posé sur la tête au milieu d'un buisson de nattes noires et crépues, quelquefois un joli petit tablier de soie noire fixé à la ceinture avec des rubans jaunes ou roses, tel est ce costume original, mêlé de couleurs éclatantes, et dont la brillante simplicité convient mieux à ces peaux noires que tous les chiffons compliqués des modes européennes.

La population féminine semble fort nombreuse à Fort-de-France, et elle justifie la réputation de beauté des Martiniquaises. Les mulâtresses, qui sont les plus admirées, sont en général petites et bien prises, grasses et potelées. Elles ont, à mon avis, les plus beaux yeux du monde, de grands yeux noirs, sombres et veloutés, qui brillent comme des charbons ardens. Leur visage est rond et enfantin; leur bouche souriante et sensuelle montre deux rangées de dents superbes. Leur seul défaut est de se faner trop vite et de prendre de bonne heure un embonpoint disgracieux. — Les négresses sont plus fortes et plus grandes : elles ont la poitrine charnue, les bras musculeux, la stature virile. Malgré leur peau noire et leurs figures un peu bestiales, il y en a qui sont superbes à voir dans le désordre de leur accoutrement sauvage et de leur demi-nudité. Du reste, les femmes de la Martinique passent pour avoir des mœurs aussi légères que leur costume et des passions aussi brûlantes que le soleil de leur climat. Bien qu'on voie le soir, en se promenant dans les rues, les familles assises à la porte de leurs masures, il paraît que l'institution du mariage n'y est pas très répandue. On la réserve pour les classes élevées, les blancs et les riches; quant au peuple, il ne connaît, comme au temps de l'esclavage, que la complaisante loi de nature. Les efforts réunis de l'administration et du clergé ne peuvent changer ces habitudes primitives : quand deux nègres contractent une union régulière, elle n'en est pas pour cela plus solide, et les époux se quittent sans plus de scrupule que par le passé. Aussi les femmes de Fort-de-France

usent et abusent de leur jeunesse, jusqu'au jour où l'embonpoint les déforme et où leur beauté se flétrit. Alors elles renoncent à la parure, aux bijoux de verre, aux écharpes de soie; elles nouent plus étroitement leurs chemisettes sur leurs épaules, rabattent leurs foulards comme des bonnets de nuit sur leurs têtes grises, et elles commencent à leur tour à travailler pour les jeunes. Elles embrassent quelque petit métier, se font blanchisseuses, marchandes d'oranges; elles louent des maisons et des chambres, elles font d'autres commerces moins innocens, et elles arrivent à la vieillesse sans avoir senti ni la misère, ni le regret de leur imprévoyance. La faim est, comme le froid, un mal inconnu dans ce bienheureux pays.

Dès le point du jour, j'allai secouer W..., qui dormait encore du sommeil du juste. On nous conduisit sur une plage basse et un peu vaseuse où nous pûmes nous baigner sans crainte des requins qui rodent autour de la côte. On y arrive en traversant la rivière à deux pas de son embouchure, sur un petit bac tout délabré. Les eaux paresseuses coulent lentement au milieu des nénufars et des fleurs aquatiques. Ce fond de vallée est d'une fertilité et d'une fraîcheur merveilleuses. En face, au pied de la colline, se presse un bois charmant de cocotiers qui penchent sur la rivière leurs belles têtes vertes et chevelues; des cabanes, de petits champs de lin, de petits jardins potagers sont disséminés dans le bocage. Du côté de la ville, une double avenue d'arbres trapus forme un ombrage épais. Un rocher se dresse à l'autre bord, surmonté d'une belle fontaine monumentale à l'italienne, où une masse d'eau limpide jaillit d'une niche en forme de coquille, et tombe de cascade en cascade sur des gradins étagés : c'est le *château d'eau*, dont on admire de loin, au front de la colline, les belles nappes blanches argentées au milieu de la verdure. Enfin, tout au fond de la vallée, la majestueuse montagne du Piton couronne l'horizon de sa pyramide bleue.

Je m'arrêtai là sous un arbre, et je m'assis dans une vieille barque traînée à sec sur le rivage, pour faire un croquis de ce site doux et charmant. Une troupe de petits négrillons des deux sexes vint s'ébattre autour de moi, et grimpa dans le bateau pour m'observer de plus près. Tout en jouant, ces enfans gazouillaient de leurs voix douces cette jolie langue créole qui ressemble au chant des oiseaux. Il y avait une petite mulâtresse, fort laide d'ailleurs et très déguenillée, qui prenait des airs d'importance, et semblait dédaigner un peu ses camarades. Les autres se raillaient d'elle et l'appelaient, pour la taquiner, « mamzelle Thérèse fond blanc. » Elle semblait piquée et ne répondait rien. Je m'amusais fort de cette petite scène de taquinerie enfantine, où je voyais déjà en miniature toutes les jalousies et toutes les vanités naturelles au cœur

de l'homme. Jusqu'où l'orgueil aristocratique ne va-t-il point se nicher! Ces bonnes gens eux-mêmes admettent une distinction fondée sur la couleur, et ils croient avoir le droit de lever d'autant plus haut la tête qu'ils sont plus voisins de la peau blanche. Les noirs essaient de passer pour des mulâtres, les mulâtres font les fiers et s'efforcent de passer pour des blancs. Quand un nègre se croit insulté par un blanc, et qu'il veut lui répliquer avec dignité, il commence par se dire blanc lui-même, fût-il d'ailleurs noir comme du jais. « Moi pas nègre, moi blanc comme toi, » c'est leur formule de révolte, accompagnée souvent d'un juron énergique dont la grossièreté est singulièrement adoucie par leur prononciation enfantine.

Ils sont ordinairement d'une politesse extrême. Je remarquai avec étonnement que les enfans se donnaient entre eux du « monsieur » et du « mademoiselle » tout comme les grandes personnes. Dans toutes les colonies françaises, les noirs sont les plus cérémonieux des hommes, et ne s'adressent la parole qu'avec de grandes salutations. On raconte à ce sujet une anecdote plaisante. Quand le président d'Haïti, le général Geffrard, renversa le fameux empereur Soulouque, un tambour devait donner le signal de l'insurrection. Le moment venu, Geffrard lui cria : « Roulez, tambour; » mais le nègre obstiné lui répondit : « Moi pas rouler, si vous pas dire : Roulez, monsieur tambour! » Ici les naturels sont pleins de douceur et de bonhomie. Pendant que je dessinais, un grand nègre vient à moi, me salue, écarte les enfans, me prie d'excuser leur importunité, et me demande la permission de regarder mon travail. Un homme du monde n'aurait pas montré plus de courtoisie.

J'allai ensuite embarquer mon ami W..., qui partait pour Saint-Pierre, sur le petit bateau à vapeur microscopique qui fait le service des côtes. Je vis avec étonnement que les bagages des voyageurs étaient portés par des femmes, tandis qu'une douzaine de grands nègres oisifs se prélassaient à côté de là sous les arbres de la Savane. C'était le milieu du jour, et, imitant leur paresse, j'attendis pour achever ma promenade que le soleil fût un peu plus incliné vers l'horizon. — Je trouvai d'abord sur mon chemin le palais du gouverneur, grande maison d'une construction rustique, bordée de balcons et de tentes qui l'abritent du soleil. Derrière il y a un beau jardin, des magasins et des casernes, dont les cours sont plantées de palmiers, de manguiers et d'arbres à pain gigantesques, plus loin une prairie plantée de gros arbres noueux dont les branches dénudées affectent des formes tortueuses et bizarres, puis une longue avenue qui court sous l'ombrage, à côté d'une bande de prairie humide : c'est le boulevard extérieur de la ville. En face,

dans un fourré d'une végétation exubérante, se cachent quelques huttes de bambous et d'écorce : voilà les faubourgs. Ces fouillis sauvages de feuillages et de fleurs, où poussent sans culture les arbres à pain, les cocotiers, les orangers en fruits, les grenadiers à fleurs rouges, les cannes à sucre colossales, les bambous aussi grands que des sapins ou des peupliers, sont les jardins fruitiers de la ville. La rivière ruisselle sur un lit de cailloux brillans, entre deux haies de cocotiers penchans et pleureurs. Le soleil incliné rase les pentes de la montagne, et illumine çà et là de petits plateaux étagés comme des gradins naturels; des troupeaux y sont encore rassemblés à l'ombre de quelques gros arbres étalés comme des parasols.

J'allai dîner à bord de la frégate en plus aimable compagnie qu'à l'auberge. Ce soir enfin, mes nouveaux amis m'ont fait voir pour mon dessert quelques-unes des plus célèbres beautés de Fort-de-France. Peut-être aimerez-vous que je vous introduise, en tout bien tout honneur, chez ces Laïs martiniquaises, dont l'intérieur ressemble si peu aux boudoirs de nos Pompadours parisiennes. Leurs palais, comme on dirait en Italie, sont des maisonnettes de bois toutes simples, à un seul étage, comme toutes les maisons de la ville. Pas de glaces, de tapis, de lambris dorés, de tentures de soie, de meubles de brocart et de velours, — mais des murs blancs, quatre ou cinq chaises de paille, un fauteuil à bascule, un ou deux lits de sangle, et pour tous rideaux des jalousies mobiles qui laissent entrer à volonté l'air, la lumière et les regards indiscrets des passans. Voilà tout l'ameublement des maisons les plus élégantes. Souvent un jet d'eau jaillit dans la cour et alimente un bassin limpide où l'on prend des bains délicieux. La maîtresse du logis n'est pas plus fardée que sa demeure; elle ne connaît d'autre cosmétique que l'eau pure de la fontaine, d'autre coiffure que ses longs cheveux tressés. Elle n'a pour toute parure qu'une robe de mousseline d'une blancheur éclatante, aussi fraîche que son épaule brune. Rien ne déguise et ne défigure sa taille; elle n'emprunte ni l'acier ni la ouate pour réparer l'avarice de la nature ou le ravage des années. On devine sous ses légères draperies blanches des formes pleines et parfaites comme celles d'une statue païenne. Elle dormait quand nous sommes entrés, et la voilà qui descend de sa chambre en s'étirant les bras avec des mouvemens voluptueux. En la voyant venir, droite et blanche, dans le demi-jour mystérieux répandu par la lampe, la bouche entr'ouverte, avec un sourire enfantin et un petit bâillement plein de grâce, arrondissant langoureusement ses beaux bras, et passant le revers de ses mains sur ses paupières demi-closes, il nous semble voir Hébé en personne, toute rayonnante

de jeunesse et de beauté. Elle parle, et sa voix caressante, ses inflexions enfantines, ses propos naïfs ressemblent à la musique d'une fauvette en liberté. Elle ne montre ni afféterie, ni mauvaise honte, ni prétentions de beau langage, ni aucune de ces fausses pudeurs des femmes qui jouent un rôle. C'est bien l'enfant de la nature qui se laisse voir telle qu'elle est sans y songer, sans essayer de donner le change sur sa beauté ni sur sa vertu.

Vous plaît-il à présent d'entrer dans cette cabane délabrée qu'enferme une palissade de bambous ? C'est la demeure d'une jeune fille lettrée, sachant lire et écrire, sœur d'un officier de la marine française. Nous poussons le loquet sans façons, et nous voyons, dans une chambrette propre et bien rangée, le jeune bas-bleu assis près de sa table et étudiant sous sa lampe. C'est une jolie petite moricaude fort brunette, aux mains mignonnes, au visage fin et spirituel, avec un foulard mutin sur l'oreille et une simple robe d'indienne bien soigneusement mise. Elle nous reçoit avec de grandes politesses, nous fait des citations de Lamartine et nous parle avec fierté de sa noble famille. Ce n'est pourtant qu'une simple grisette, et même fort délurée. — Pardonnez-moi de vous mener familièrement dans un monde aussi folâtre : c'est la seule société qu'on trouve le soir à Fort-de-France, et je n'ai plus maintenant qu'à vous reconduire au logis.

30 mars, en mer.

Nous sommes allés ce matin nous promener sur la montagne. B.... avait obtenu qu'on lui prêtât des chevaux de l'artillerie, les seuls qu'il y ait à Fort-de-France. Levés avant l'aurore, nous enfourchions de gros bidets campagnards que leurs formes rustiques et trapues nous désignaient pour des compatriotes. Le bateau devait partir à huit heures, et je ne pouvais songer à aller jusqu'aux ravins du Piton; je pouvais du moins m'avancer jusqu'à moitié route. D'abord nous suivîmes la vallée où la rivière serpente au milieu d'un perpétuel bocage. On y voit quelques cocotiers dispersés dans les vergers au feuillage vigoureux et sombre; mais les palmiers sont beaucoup plus rares que dans l'île de Cuba.

Nous commençâmes bientôt à monter. Il avait plu pendant la nuit, et nous voyions se dessiner la côte et la montagne à travers les douces vapeurs d'une matinée humide : à chaque instant, le ravin devenait plus étroit, plus rapide, la végétation plus fougueuse, l'horizon plus vaste et plus profond. Nous arrivâmes enfin sur une crête où se trouvait une plantation isolée. D'un côté, la baie et la côte opposée, entrevues à nos pieds dans les découpures des ravins touffus, me rappelaient les belles vues des vallées om-

breuses de Castellamare. De l'autre, nous voyions se dresser au-dessus de nous l'imposante pyramide du Piton, qui semblait avoir grandi encore depuis que nous montions. On pouvait distinguer les déchirures qui sillonnent ses flancs robustes et les superbes forêts qui en revêtent les précipices.

Une ondée nous força de chercher refuge dans la plantation. Le propriétaire vint poliment à notre rencontre et nous invita à entrer chez lui : c'est un homme d'une cinquantaine d'années, grand, brun, maigre, vêtu moitié en paysan, moitié en bourgeois, et portant sur la tête le grand chapeau de paille traditionnel du planteur créole. Il nous offrit cette hospitalité courtoise qu'on rencontre partout aux colonies. S'excusant de ne pouvoir nous faire servir à déjeuner, il voulut au moins nous faire goûter de son rhum, drogue abominable que nous déclarâmes d'une voix unanime excellente et délectable. Ce compliment nous amenait naturellement à l'interroger sur son industrie, et il se mit à nous faire des doléances malheureusement trop justes sur le triste état de l'agriculture dans la colonie et sur la ruine prochaine qui la menace. Il nous exposa fort bien que, depuis l'abolition de l'esclavage et en dépit des lois qui les obligent à justifier de l'emploi de leur temps, il est très difficile et presque impossible d'obtenir des nègres un travail sérieux. Ils entrent bien au service d'un maître, mais ils refusent de lui obéir; c'est qu'ils n'ont pas besoin de travailler pour vivre. Sous ce climat admirable, dans ce riche et fertile pays, la vie matérielle ne leur coûte rien, et le salaire d'une journée suffit à plusieurs semaines. Ils aiment mieux d'ailleurs vaguer dans les montagnes, vivre dans les forêts comme des sauvages, se bâtir au besoin une hutte de branchages et semer aux environs quelques grains de maïs qui pousseront sans culture. Leur frugalité est incroyable : une poignée de farine de manioc pétrie dans la main ou un épi de maïs grillé les nourrit pour toute une journée, et ce régime peu substantiel ne semble pas les faire maigrir. Seulement, quand ils ont de l'eau-de-vie, ils en boivent jusqu'à rouler par terre, et on les rencontre ivres-morts dans les mornes. Voilà le genre de vie qu'ils préfèrent et qu'ils destinent à leurs enfans. Ils n'ont ni besoins pour le présent, ni prévoyance ou ambition pour l'avenir : on en est réduit à leur souhaiter quelque vice nouveau et dispendieux qui les arrache à leur inertie.

Ainsi la main-d'œuvre devient plus rare et plus chère au moment même où les produits se vendent plus mal que jamais. Les Antilles françaises ont toujours été soumises à un mauvais régime commercial. L'ancien système assurait à la mère-patrie un monopole absolu; mais alors l'île était le centre commercial et l'entrepôt naturel de

toutes les petites Antilles. Depuis la navigation à vapeur, ce rôle avantageux a passé à l'île de Saint-Thomas, et la Martinique est devenue à son tour tributaire de ceux qui autrefois lui payaient tribut.

L'ancien système colonial n'avait rien de particulièrement désavantageux pour la colonie; les avantages étaient mutuels comme les inconvéniens. Il garantissait à la colonie le privilége du commerce français, comme à la métropole le privilége du commerce colonial. Ce système, à vrai dire, appauvrissait la France au profit des colonies, auxquelles il assurait un vaste marché et une consommation toujours supérieure à leurs produits.

Aujourd'hui le lien n'est plus réciproque. Tandis que nous nous sommes affranchis nous-mêmes des entraves de la protection, nous avons laissé nos colonies enchaînées. Nous avons ouvert nos frontières au commerce du monde entier; mais les produits des colonies sont encore réservés pour le marché français, encombré déjà des produits étrangers et indigènes. En outre la mère-patrie essaie de se dédommager des grosses dépenses que lui coûtent ces tristes possessions en les taxant de la façon la plus désastreuse pour leur industrie. Un droit d'exportation de 5 pour 100 pèse sur le sucre envoyé en France; il y a même des droits d'importation sur les produits français, tandis que ceux d'Angleterre et des États-Unis sont pour ainsi dire prohibés par un système de restrictions savantes. Le transport des produits coloniaux est donné aussi en monopole à la marine marchande française. Quand les navires américains ou anglais demandent 30 ou 40 francs pour le fret, il faut, m'assure-t-on, en payer 60 ou 70 à un navire français. Encore les occasions sont-elles fort rares, et quelquefois elles manquent absolument. Notre marine est si languissante et si inactive qu'elle ne suffit même plus au commerce restreint qu'on lui a réservé. Si le planteur ou le négociant aux abois s'adresse à un armateur étranger, il paie une surtaxe de 30 pour 100 qui rend ce transport aussi dispendieux pour le moins que celui par vaisseau français. S'il vend ses produits à un négociant étranger, à un Américain par exemple, il faut qu'il trouve un navire français pour les lui porter, ou bien, comme il n'en peut trouver, s'il emploie la marine américaine, il faut qu'il paie à la fois un droit d'exportation fort élevé sur la marchandise et une surtaxe sur le pavillon (1).

Voilà comment l'administration française, plus honnête que l'administration espagnole, a mis la Guadeloupe et la Martinique dans

(1) On sait que cette dernière charge vient de disparaître cette année par l'abolition générale de la surtaxe des pavillons étrangers.

un plus triste état que l'Espagne n'a mis Cuba et Porto-Rico. Nos savans systèmes sont en définitive encore plus nuisibles que l'empirisme grossier de l'avarice espagnole. Celle-ci est plus rapace et moins tracassière : on lui paie tribut et on est quitte, tandis qu'à force de règlemens et de combinaisons habiles, nous fermons toutes les avenues et nous étouffons dans leur germe les industries les plus prospères. Nous faisons comme la fermière qui tue la poule pour avoir les œufs, ou comme ces sauvages de la Louisiane dont parle Montesquieu et qui coupent l'arbre au pied pour en cueillir le fruit.

Les résultats sont effrayans. Des propriétés qui valaient autrefois 200,000 francs n'en valaient plus que 40 il y a deux ans, et on me dit qu'elles ne se vendraient pas à présent plus de 25,000. Peut-il en être autrement, quand chaque année le rapport des terres diminue et qu'elles menacent de coûter bientôt plus cher qu'elles ne pourront produire. Les Antilles françaises prennent le chemin de devenir un désert d'ici à cinquante ans. Elles ne peuvent être sauvées que par de grandes entreprises industrielles comme celle du baron de Lareyntie, qui a construit aux environs de Fort-de-France une usine à vapeur, un chemin de fer pour l'alimenter, et qui fabrique déjà cinq ou six mille tonneaux de sucre chaque année; mais, sans compter que ces entreprises sont toujours chanceuses et qu'elles ne peuvent être faites que par des capitalistes hardis et riches, comment espérer qu'on suive beaucoup cet exemple dans un pays où les capitaux indigènes sont rares, et d'où tout repousse les capitaux étrangers? On évalue à 6 millions la différence annuelle entre les exportations et les importations, et, malgré l'inexactitude notoire de ce genre de calculs, il est bien évident que cette différence ne tourne pas au profit d'un pays sans capitaux, sans manufactures, sans commerce et sans autre richesse que son agriculture. Les faillites continuelles et déplorables des négocians de Saint-Pierre prouvent bien que cet échange n'enrichit pas la colonie.

Il faut avouer que l'abolition de l'esclavage est pour beaucoup dans cette décadence. C'en est même la cause véritable, et tout le reste n'a pu que l'aggraver. Il est remarquable que, dans tous les pays où la nature est riche et bienfaisante, l'homme fait peu de chose pour la seconder, et jouit avec une nonchalante insouciance des dons qu'elle lui prodigue. Les peuples laborieux et énergiques sont ceux à qui la nature a fait du travail une nécessité. Il semble qu'il y ait ainsi une sorte de compensation providentielle entre les pays et les races, et que les hommes soient chargés de réparer l'inégalité des choses par leurs vertus ou par leurs vices. L'esclavage, en les forçant au travail, peut donner naissance à une prospérité factice et éphémère; mais le jour de sa chute est aussi celui

de la ruine. Plus l'émancipation est brusque et radicale, plus elle doit causer d'inévitables désastres. Il faut la pression des événemens extraordinaires, en France la révolution de 1848, en Amérique la guerre civile et la rébellion des états du sud, pour déterminer ces mesures absolues qui font peser sur une seule génération tout le poids de l'épreuve. Une pareille révolution sociale ne peut s'accomplir sans une secousse dangereuse. Je crois que les États-Unis s'en tireront à leur honneur, parce que les nègres émancipés, s'il est vrai qu'ils refusent aujourd'hui le travail, en sentiront bientôt la nécessité impérieuse, et qu'à leur défaut l'émigration ne peut manquer d'apporter dans le pays une nombreuse population ouvrière qui leur donnera l'exemple et les stimulera par la concurrence à gagner leur vie. Il n'en est pas de même aux Antilles. La vie y est trop facile pour ne pas encourager chez les noirs une oisiveté dont ils ne comprennent pas les funestes conséquences. Quant à importer dans le pays une population nouvelle, c'est un rêve chimérique auquel personne ne s'arrête. L'abolition de l'esclavage a été la réparation nécessaire de la plus révoltante iniquité du monde, mais il ne faut pas se déguiser qu'elle a laissé de grands maux derrière elle.

Est-ce à dire qu'il faille la regretter? A Dieu ne plaise que ce soit là ma pensée! Il est bien légitime qu'on ait à expier la honte et à payer la rançon de cette justice tardive. S'il y a encore un espoir de salut pour les colonies, ce n'est pas dans un retour impossible vers l'esclavage, c'est dans un gouvernement plus juste et plus libre. Ce qu'elles demandent aujourd'hui, ce qu'on ne peut leur refuser sans injustice, c'est qu'on leur accorde l'achèvement de l'expérience qu'on a tentée sur elles, c'est qu'on mette fin à leur position équivoque entre les entraves du vieux système colonial et les principes libéraux des nouvelles doctrines économiques, c'est en un mot qu'on leur donne l'égalité commerciale et l'indépendance politique. Elles ne peuvent rester sous un régime composite qui n'a ni les avantages de la protection ni ceux de la liberté. Tandis que le monde entre à pleines voiles dans la voie du libre échange, nous ne pouvons faire pour nos colonies une exception qui serait un arrêt de mort. Si la liberté du commerce est bonne pour la France, elle est bonne aussi pour ses colonies. Nous pouvons douter de l'efficacité du remède, et regarder les Antilles françaises comme incapables de guérison; mais nous n'avons pas le droit de les tenir à la chaîne lorsque nous brisons nos propres entraves.

Le temps passait pendant que nous devisions de la sorte, et la pluie avait cessé de tomber. Je vis avec frayeur que l'heure fatale

approchait. Je revins à fond de train, talonnant de toutes mes forces ma monture trop paisible, évidemment plus accoutumée à labourer un champ qu'à galoper sur une route de montagnes. J'arrivai enfin hors d'haleine pour trouver le bateau fort tranquille et tout occupé à embarquer sa provision de houille. Des files de négresses allaient et venaient sans relâche, portant sur leurs têtes les corbeilles pleines d'un charbon aussi noir qu'elles. Je m'amusai quelque temps à regarder une trentaine de négrillons tout nus qui jouaient dans la mer. Leurs corps bruns ondoyaient sous la vague azurée, dont la transparence étonnante les laissait voir flottans sous l'eau comme des ombres. Nous leur jetions des oranges et des pièces de monnaie : ils plongeaient tous ensemble et se disputaient leur proie au fond de l'eau. En les voyant monter, descendre, nager entre deux eaux, faire des culbutes et des pirouettes sous les vagues, puis reparaître et sauter à la surface comme des oiseaux de mer, on eût dit une nuée de poissons volans qui prenaient leurs ébats au soleil.

Nous ne partîmes qu'au milieu du jour : encore le bateau, trop chargé, n'avançait-il que lourdement. Nous longeâmes la côte, admirant toujours la masse imposante et hardie du Piton, dont l'aspect et la forme changeaient à chaque minute. En traversant la baie de Saint-Pierre, nous vîmes de près ses hautes maisons à la française, que renversent périodiquement les tremblemens de terre. Derrière la ville, un ravin tortueux et profond s'engage dans la montagne : c'est là qu'est situé le célèbre jardin botanique dont la magnificence végétale dépasse encore, dit-on, celle de la vallée du Piton. Le massif rude et sévère de la Montagne-Pelée, tout hérissé d'escarpemens et d'assises de roches superposées comme les degrés d'un escalier gigantesque, se coiffe d'un gros nuage qui semble l'écraser. Nous avançons, et sur l'autre face la Montagne-Pelée nous apparaît couverte d'une végétation luxuriante. Ce côté de l'île est incomparablement le plus beau. Les montagnes, brisées dans tous les sens et disloquées par d'anciennes convulsions volcaniques, s'inclinent brusquement vers la mer sous une toison de forêts impénétrables. Des centaines de torrens en descendent par des vallées étroites et profondes, sombres défilés regorgeant de verdure. Parfois un cirque de rochers imposans se dresse comme une muraille au fond d'un ravin dont il barre le passage, et une cascade lointaine y dessine un long filet d'argent. Au-dessus, les sommets dentelés s'entassent les uns sur les autres comme les clochetons d'un immense palais gothique. L'épaisse et fine chevelure qui s'accroche à leurs flancs rapides adoucit l'âpreté de leurs formes étranges. Sombre et veloutée dans les profondeurs, tendre et bril-

lante sur les sommets baignés de lumière, cette fraîche parure donne une grâce charmante à cette nature sauvage et tourmentée. Tout en bas, sur la plage, à l'embouchure des vallées, nous apercevons en miniature quelques maisons de campagne et quelques villages rustiques nichés dans les forêts de cocotiers qui bordent la mer.

Cependant nous approchons de l'extrémité de l'île. Les montagnes se redressent encore et plongent presque tout droit dans la mer; elles se terminent par un escarpement perpendiculaire que couronnent des forêts épaisses. Ici la mer, plus profonde et plus sombre, vient battre avec fracas le pied des précipices. Un gros rocher taillé en cube et d'une forme presque régulière se dresse tout seul assez loin de la côte, et oppose aux tempêtes ses quatre faces toujours ruisselantes d'écume. C'est l'îlot du Diamant, — diamant noir que font étinceler les panaches argentés des vagues, qui viennent dans les mauvais temps s'y briser avec fureur. — Nous commençons à sentir la houle, et nous nous enfuyons au nord, vers la pleine mer, les yeux attachés sur l'île déjà lointaine. A gauche, un vaste plateau cultivé s'allonge vers l'orient au-dessus d'une ligne de falaises escarpées d'où tombent de place en place des cascades blanches. Les montagnes baignées de soleil, éclatantes de verdure, s'amoncellent les unes sur les autres et s'élèvent pêle-mêle en forme de cône, comme une pyramide prodigieuse, toute hérissée de flèches, de coupoles, de bastions et d'aiguilles. Rien de plus fougueux et de plus étincelant dans le détail, rien de plus noble, de plus riant et de plus harmonieux dans l'ensemble. C'est comme un monument d'une architecture fantastique, pleine de caprices désordonnés et d'ornemens bizarres, mais d'un effet saisissant et sublime.

Je restai longtemps ébloui devant cette vision merveilleuse. J'aurais voulu qu'elle ne disparût jamais de l'horizon; mais déjà elle s'éloigne, elle pâlit, elle n'est plus qu'une ombre vaporeuse et presque invisible qui s'abaisse rapidement dans la mer. Seule, une troupe de marsouins nous accompagne encore en sautant de vague en vague avec des bonds prodigieux. — Adieu donc à la plus belle des Antilles! Nos regards et nos pensées sont tournés du côté de la France.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

SOUVENIRS

D'UNE CAMPAGNE

DANS L'EXTRÊME ORIENT

III.

LES DÉBUTS D'UNE COLONIE.

I.

Il faut avoir lu dans nos vieux auteurs ce qu'était la colonisation aux époques de découvertes et dans les années qui suivirent, pour se faire une idée de ce que nous devons aux progrès de notre XIXe siècle. Jadis, lorsqu'un navire avait jeté sur une plage inconnue la petite bande de hardis compagnons qui venait y chercher fortune, nul d'entre eux ne savait combien de temps s'écoulerait avant qu'il pût renouer le fil qui le rattacherait à la mère-patrie. Le fort solidement palissadé que l'on se hâtait de construire était la seule habitation possible, hors de laquelle on ne s'aventurait que le mousquet sur l'épaule pour aller défricher l'épais hallier où rôdait le sauvage. Nul médecin n'était là pour combattre les foudroyantes atteintes d'un climat dévorant; les plus simples détails de la vie matérielle devenaient des obstacles, et quand le fléau de la disette s'abattait sur ces populations naissantes, ce qui n'arrivait que trop souvent malgré la fertilité du sol, il les trouvait désarmées. Les voyages étaient peu fréquens alors, et de longues séries de mois s'écoulaient sans qu'aucun bâtiment apportât aux exilés des

(1) Voyez la *Revue* du 15 août et du 15 septembre 1866.

nouvelles du pays; mais quels jours de fête lorsque la blanche silhouette d'une voile se dessinait à l'horizon! Quel fraternel accueil attendait ces nouveau-venus, parmi lesquels chacun espérait trouver un ami, un parent peut-être, car ces émigrations se recrutaient généralement dans certaines provinces déterminées de la mère-patrie. Parfois aussi la guerre coupait court même à ces rares communications, et le colon devenait soldat pour repousser les attaques du dehors, sans se préoccuper des secours incertains de la métropole. Cette rude existence fut celle de d'Enambuc et de Duparquet à la Martinique, de Jacques Cartier et de Champlain au Canada, ainsi que de tant d'autres moins illustres. Quel n'aurait pas été l'étonnement de ces hommes de fer, si on leur eût prédit qu'un jour viendrait où peu d'années suffiraient à une colonie pour être aussi richement dotée qu'elle l'était de leur temps par le travail de plusieurs générations! Ce fut l'heureuse fortune de la Cochinchine. Pour elle, le laborieux enfantement du XVIIe siècle a été remplacé par une courte et glorieuse période de conquête. Le colon y a toujours ignoré l'appel aux armes, la crainte de la disette ou du pillage lui est inconnue; enfin les communications régulières que la vapeur assure avec la France lui permettent de se faire illusion sur son éloignement du pays. Ces facilités sans nombre ont-elles été un bien ou un mal? L'aiguillon de la nécessité n'a-t-il pas, au moins dans une certaine mesure, son utilité et sa raison d'être dans la complexe organisation d'un nouvel état de choses, et l'administration qui endosse de la sorte toute responsabilité à son compte ne ressemble-t-elle pas un peu au maître qui rédigerait lui-même les devoirs de son élève pour qu'ils fussent mieux faits? C'est à quoi nous ne pouvons mieux répondre qu'en esquissant rapidement l'histoire des premières années de notre établissement de Cochinchine.

Le début de nos opérations remonte au mois de septembre 1858. Deux ans auparavant, des réclamations énergiques avaient été présentées par M. de Montigny à la cour d'Annam au sujet des persécutions dont nos missionnaires avaient eu à se plaindre. Malheureusement à cette époque notre division navale dans les mers de Chine était trop faible pour obtenir quoi que ce fût d'un gouvernement qui ne reconnaît que la force, et l'empereur Tu-Duk, qui régnait à Hué depuis 1847, éconduisit sans peine notre plénipotentiaire. « Les Français aboient comme des chiens et fuient comme des chèvres, » telle avait été l'insolente inscription placardée par les mandarins après notre départ. Le passage de cette mission à Tourane avait été marqué cependant par un hardi coup de main, qui faisait honneur aux marins du *Catinat* et à leur commandant; mais il fallait désormais autre chose pour ramener les Annamites au sentiment de leur infériorité et au respect du nom européen.

Une expédition fut donc résolue, à laquelle les Espagnols voulurent s'associer pour venger la mort d'un de leurs compatriotes, Mgr Diaz, martyrisé au Tonquin en 1857. Le commandement en fut confié au contre-amiral Rigault de Genouilly, qui venait déjà de diriger les opérations de notre première guerre de Chine. Sa division mouilla sur la rade de Tourane dans la soirée du 31 septembre 1858. De tout temps, cette baie fameuse avait été signalée comme le point vulnérable de l'empire d'Annam, probablement parce que c'était le seul de la côte qui fût bien connu des navigateurs. M. de Bougainville sous la restauration, sous le gouvernement de juillet la *Favorite*, l'*Héroïne* et l'*Alcmène* y étaient successivement venus tenter d'infructueuses démonstrations. Nous devions apprendre à nos dépens combien étaient peu fondées les traditions qui recommandaient avec une telle unanimité le choix de ce point d'attaque. Que l'on se figure un ennemi débarquant à Toulon sur la presqu'île du cap Sepet, s'y retranchant, y improvisant une ville d'aventure, sans franchir néanmoins la langue de terre des Sablettes pour pénétrer dans l'intérieur du pays, et prétendant amener de la sorte le cabinet des Tuileries à composition. Tels nous étions à Tourane, sur la presqu'île de Tien-tcha. Nous y avions créé à grands frais des magasins, des camps, des parcs, des batteries; notre flotte couvrait la rade, et, malgré les brillans combats qui se succédaient périodiquement, les mois s'écoulaient sans que nous fissions le moindre progrès, sans que la cour de Hué laissât percer le moindre désir de traiter sérieusement, persuadée qu'elle était que nous finirions par nous lasser de dépenser ainsi hommes et millions dans ces coûteux et stériles efforts. J'ai vu depuis cette presqu'île tristement célèbre. « Là, me disait un de ceux qui l'avaient habitée pendant la durée entière de l'occupation, là était le camp des marins, là celui des Espagnols, là le quartier-général, ici la ville marchande, plus loin l'aiguade. » — Mais tout avait disparu, abandonné par les Annamites, qui ne se sont même pas donné la peine de relever les batteries effondrées, et nulle trace ne reste aujourd'hui de notre passage qu'un cimetière trop rempli, dont les tombes sont déjà ensevelies sous la ronce envahissante.

L'impuissance qui résultait de la nature des lieux ne pouvait échapper au chef de l'expédition. Aussi se décidait-il dès le mois de février 1859 à conduire une partie de ses forces au sud. De nouveaux renseignemens, bien préférables aux premiers, lui représentaient de ce côté Saïgon comme le point vraiment vulnérable d'un ennemi alors concentré à Tourane. Le succès fut complet; on força sans peine les défenses du Donnaï, et le 17 février Saïgon tombait en notre pouvoir. La vue du magnifique delta de la Basse-Cochinchine avait été une révélation : chacun en comprit la haute

importance sous le triple rapport militaire, maritime et commercial, et le commandant en chef résolut de s'y établir opiniâtrément en attendant la suite des événemens, afin de conserver à tout prix l'admirable position que la fortune venait de nous donner. L'amiral Page, qui le remplaça peu après, pensa et agit de même. C'est à cette heureuse inspiration que la France doit sa nouvelle colonie. Il est hors de doute en effet que si, satisfaits du résultat de cette diversion, nous eussions alors évacué le Donnaï et Saïgon, les Annamites, instruits à leurs dépens, s'y seraient immédiatement fortifiés de telle façon que l'on eût reculé plus tard devant les sacrifices nécesaires pour s'emparer de nouveau du pays.

Cependant les événemens étaient loin de favoriser ce premier projet d'établissement. Non-seulement la guerre d'Italie venait d'éclater en Europe, mais la seconde guerre de Chine était survenue presque en même temps, et elle réclamait le concours de toutes les forces dont nous pouvions disposer dans l'extrême Orient. L'année 1860 fut peut-être par suite la période la plus critique de la colonie naissante. On avait enfin évacué Tourane au mois de mars 1860, pour ne garder que Saïgon, où le capitaine de vaisseau d'Ariès avait été laissé avec quelques centaines d'hommes et quelques avisos. A 4 kilomètres de lui, l'armée annamite, fortement retranchée dans le camp de Kihoa, recevait sans cesse de nouveaux renforts du nord, et s'étendait chaque jour davantage de manière à le cerner dans sa position. Attaquer cette armée était matériellement impossible avec le peu de monde qui nous restait; le prédécesseur du commandant d'Ariès en avait fait la triste expérience. Tout ce que l'on pouvait espérer était de se maintenir dans le cercle étroit que nous occupions jusqu'au retour de l'escadre de Chine. On y réussit, non sans maints combats acharnés, dont le plus sanglant et le plus glorieux fut celui de la pagode des Clochetons. Pendant une nuit entière, du 3 au 4 juillet 1860, cinquante Français et cent Tagals, sous le commandement de l'enseigne de vaisseau Narac et du capitaine espagnol Hernandez, y résistèrent héroïquement aux attaques de l'armée ennemie. Enfin le traité de Pékin mit un terme à cette situation difficile en permettant à l'amiral Charner, alors commandant en chef, de ramener toutes ses forces en Cochinchine pour un coup décisif, qui fut la bataille de Kihoa. Il suffit de rappeler le nom de ce brillant épisode de la conquête, qui a été raconté ici même par un témoin oculaire (1). Le succès de cette affaire capitale tranchait définitivement la question en notre faveur.

Les lignes de Kihoa avaient été emportées au mois de février 1861.

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 novembre 1862, l'intéressant travail de M. Pallu sur la campagne de Cochinchine.

Deux mois après, l'expédition de Mytho, habilement conduite par l'amiral Page, plaçait en notre pouvoir les bouches du Cambodge et la seconde ville de la Basse-Cochinchine. Dans le nord, le pays avait été occupé sans résistance jusqu'à Tay-ninh. La saison des pluies, qui règne d'avril en octobre et paralyse pendant six mois toutes les opérations militaires, vint mettre un temps d'arrêt à cette série de victoires. Il était réservé à l'amiral Bonard, successeur de l'amiral Charner, de la continuer par la prise de Bien-hoa au mois de décembre suivant; ce fut là que les mandarins, fidèles à leurs traditions barbares, laissèrent périr dans les flammes des centaines d'Annamites chrétiens enchaînés au milieu de matières combustibles auxquelles ils firent mettre le feu en s'éloignant. Enfin en mars 1862 l'occupation de la citadelle de Vinh-long, sur la rive droite du Cambodge, acheva de nous rendre maîtres de tous les points principaux du pays. Tandis que nous marchions ainsi de triomphe en triomphe, une diversion inattendue dans le nord venait hâter la solution des événemens, et surmontait les dernières résistances de l'opiniâtre et malheureux Tu-Duk. Une grave insurrection en effet se déclarait au Tonkin vers le commencement de 1862. Dès le début, le prince Lé, prétendant au trône et descendant de l'ancienne famille royale d'Annam, réussissait à s'emparer de quatre provinces, et ses progrès étaient si rapides qu'il menaçait peu après Kecho, la capitale du pays. Tu-Duk n'avait personne à lui opposer; toutes ses forces étaient employées de notre côté. De plus la récolte de riz venait de manquer et lui faisait sérieusement craindre une disette, fléau redoutable contre lequel il ne pouvait trouver de ressources que dans les fertiles rizières de la Basse-Cochinchine. L'impérieuse nécessité le réduisit donc à traiter, et dans les premiers jours de mai 1862 il s'adressait à cet effet au commandant du *Forbin*, alors en croisière sur la côte. Ce dernier transmit ces ouvertures à l'amiral Bonard, qui s'empressa d'y donner suite, et le 24 mai le *Forbin* remorquait en rivière jusqu'à Saïgon une grande jonque de guerre annamite, envoyée de Hué avec les plénipotentiaires Phan-Tan-Giang, ministre des rites, et Lam-Gien-Thiep, ministre de l'armée. Le 5 juin suivant était signé le traité qui règle encore aujourd'hui les conditions essentielles de notre établissement en Cochinchine; c'était assurément le premier exemple d'une semblable célérité dans les fastes diplomatiques de l'extrême Orient. Par ce traité, les trois provinces de Gia-dinh ou de Saïgon, de Bien-hoa et de Mytho nous étaient données en toute souveraineté. Nulle portion du territoire annamite ne pouvait être cédée à une puissance étrangère sans notre consentement. Une indemnité de 20 millions de francs devait nous être payée en dix ans. Enfin la citadelle de Vinh-long

restait comme gage entre nos mains jusqu'à l'entière et définitive pacification de tout le pays.

Ce qu'avait coûté ce traité à l'intraitable orgueil de la cour de Hué, on le devine. Il était donc naturel de supposer que, tout en le subissant ostensiblement, elle ne négligerait aucun moyen de le combattre par les sourdes menées qui lui sont familières, et l'on ne tarda pas en effet à s'apercevoir à divers symptômes que la population indigène était activement travaillée par les agens secrets de Tu-Duk. A proprement parler, jamais ces mouvemens insurrectionnels n'avaient cessé d'agiter successivement les provinces que nous occupions; l'ennemi espérait évidemment, en faisant ainsi le vide autour de nous, nous rendre le pays inhabitable et nous dégoûter de notre conquête. Les villages étaient continuellement pillés et incendiés par des bandes insaisissables; la circulation du fleuve et des arroyos n'était possible que pour les embarcations armées, et toutes les autres devenaient la proie des nuées de pirates qui infestaient ces cours d'eau. Pendant toute l'année 1861, la province de Mytho, malgré la prise de la capitale, avait été ravagée de la sorte par le lépreux Phu-Kao, qui ne put être pris et exécuté qu'au commencement de 1862. De plus, en décembre 1861, une attaque générale de nos postes avait été combinée entre les chefs, et n'échoua que grâce à l'énergie de nos officiers. L'audace de ces bandes avait même été jusqu'à faire, le 6 avril 1862, une démonstration sur la ville chinoise de Cholen à cinq kilomètres de Saïgon. Enfin une nouvelle prise d'armes fut organisée dans le plus profond secret, et elle éclata d'une extrémité à l'autre du territoire, dans la nuit du 17 au 18 décembre 1862, avec un ensemble remarquable, bien supérieur à celui du mouvement analogue exécuté à la même époque l'année précédente. Tous nos postes isolés et nos bâtimens de flottille disséminés dans les arroyos furent attaqués en même temps avec une animation poussée jusqu'à l'acharnement, mais partout nos petites garnisons surent résister victorieusement. Au poste de Tong-nieu, 50 hommes luttèrent corps à corps contre 1,200 Annamites, qui durent se retirer en laissant 217 cadavres. Le fort du Rach-tra, escaladé par surprise, eût été pris sans le dévouement de son chef, le capitaine Thouroude, qui se porta seul au-devant de l'ennemi et se fit tuer comme un nouveau d'Assas. Un autre poste des environs de Bien-hoa eût également été fort compromis sans la singulière inadvertance des rebelles, qui oublièrent de couper les fils télégraphiques dont probablement ils ignoraient encore l'usage, de sorte que, tout en repoussant l'assaut, nos hommes demandaient à Bien-hoa un secours qui les sauva. Deux mille Annamites tués ou blessés nous restèrent entre les mains; Tu-Duk en était partout pour sa

tentative avortée de vêpres siciliennes. Par un trait de mœurs qui caractérise bien la duplicité orientale, à la veille même du jour où devait éclater le mouvement, le 15 décembre, il avait fait remettre à l'amiral une lettre où, sous la forme la plus amicale, il lui détaillait les cérémonies qui devaient accompagner les ratifications du traité du 5 juin.

Cependant l'insurrection n'était pas terminée. Vaincue dans l'attaque générale du 18 décembre, elle s'était concentrée dans le cercle de Tan-hoa, dont le chef-lieu, Go-cong, avait l'insigne honneur de posséder les tombeaux de famille de la mère de Tu-Duk; c'était presque une guerre sainte que de défendre ce sol sacré. Grâce à la nature marécageuse des lieux, grâce aussi aux habiles dispositions de leur chef Quan-Dinh, les rebelles avaient pu s'y retrancher d'une manière formidable; mais bientôt quelques renforts venus des mers de Chine permirent au commandant en chef de marcher sur Go-cong, et de s'en emparer au mois de février 1863. La conquête du pays était enfin complète, et la pacification pouvait être considérée comme définitive. Quan-Dinh toutefois nous avait échappé. Pendant dix-huit mois encore cet infatigable partisan, que l'on pourrait appeler l'Abd-el-Kader de la Cochinchine, bien que sa carrière obscure ait été plus courte et moins glorieuse que celle de l'illustre émir, pendant dix-huit mois, dis-je, traqué de retraite en retraite dans les bois et les marais les plus inaccessibles, il réussit à déjouer nos poursuites avec une constance à laquelle il faut savoir rendre justice, même chez un ennemi. Il finit par être dénoncé par les Annamites eux-mêmes, et succomba au mois d'août 1864 dans une embuscade tendue par ses compatriotes sans l'intervention d'un seul de nos soldats. La vue de son corps, publiquement exposé à Go-cong, produisit sur la population un effet extraordinaire. Tu-Duk perdait en lui le dernier et le plus opiniâtre champion de sa cause.

En même temps qu'il réduisait l'insurrection à Go-cong, le gouverneur adressait aux nouveaux sujets de la France une proclamation destinée à les rassurer, et empreinte à dessein d'une couleur orientale qui devait frapper leur imagination. « Si par suite de la guerre, disait-il, et de l'obligation de faire respecter la nouvelle autorité établie en Cochinchine, les troupes françaises ont occupé les forteresses avec le terrain nécessaire à leurs besoins, toutes les propriétés en dehors de cette zone seront sacrées pour elles, et le gouvernement lui-même veillera à ce que les habitans ne soient ni inquiétés ni dépouillés. Que sont ces espaces dans l'immense Cochinchine? C'est comme le banc sur lequel le pilote s'assoit pour diriger le navire, sans prendre la place de l'équipage ni de la cargaison qu'il est chargé de mener à bon port... La cession des pro-

vinces que le souverain de l'Annam a faite à l'empereur Napoléon est comme un mariage où la jeune fille accordée à son fiancé, tout en lui devant obéissance, ne renie pas pour cela son père : l'épouse, bien traitée par celui qui la protége et veille à ses besoins, perd bientôt toute appréhension, et, sans oublier ses parens, finit par aimer son mari. Ainsi il adviendra du peuple annamite... » Huit jours après la prise de Go-cong, le *Forbin* allait annoncer à Tu-Duk la prochaine venue des plénipotentiaires apportant les ratifications du traité du 5 juin précédent, et le 16 avril, à Hué, l'amiral Bonard remettait lui-même en audience solennelle à l'empereur d'Annam le traité revêtu de toutes les signatures. Ce fut le dernier acte de son administration. Il ne revint à Saïgon que pour rentrer en France, en laissant la direction des affaires entre les mains de son successeur, l'amiral de La Grandière.

Nous arrivions en Cochinchine peu après cette époque. C'était, il m'en souvient, par une de ces après-midi pluvieuses qui se succèdent avec une si désespérante régularité d'avril en octobre, pendant toute la durée de la mousson de sud-ouest. Un brouillard impénétrable se condensait autour de nous; le vent était presque tombé, et nous avancions rapidement à la vapeur, en cherchant à percer de nos regards l'épais rideau de brume qui nous cachait la terre. Bientôt la mer changea de couleur, indiquant ainsi la diminution du fond, et le massif montagneux du cap Saint-Jacques se dessina confusément à l'avant avec la silhouette caractéristique du phare dont il a été surmonté par nous. Quelques minutes après, nous reconnûmes la petite baie des Cocotiers, l'un des plus gais paysages de la côte quand le soleil l'éclaire, l'un des plus tristes quand la pluie l'enveloppe d'un suaire humide; cette pluie assombrissait notre bienvenue. Un peu plus loin, nous rencontrâmes la frégate la *Didon*, vieux serviteur usé à la peine, qui, après de glorieuses campagnes, après avoir touché dans toutes les parties du monde et promené fièrement sur les mers maint pavillon amiral, finissait obscurément sa longue carrière, transformée en corps de garde flottant à l'embouchure du Donnaï. Nous entrions dans la rivière de Saïgon. Une eau d'un jaune sale et limoneux fuyait le long du bord, et sur chaque rive s'étendaient à perte de vue de vastes plaines d'alluvion, uniformément recouvertes d'inextricables fourrés de palétuviers. Pas un village, pas une maison apparente. De loin en loin, à mesure que se déroulaient les méandres successifs du fleuve, nous rencontrions un navire européen ou bien un convoi de barques annamites, tantôt cheminant avec le courant, tantôt mouillé patiemment derrière une pointe en attendant le renversement de marée. Parfois aussi nous croisions rapidement une de ces petites canonnières en fer, courtes et ramassées, si excel-

lentes malgré leur disgracieux aspect, et qui furent le plus efficace instrument de la conquête. La nuit commençait à se faire lorsque enfin la haute mâture du vaisseau amiral le *Duperré* apparut au-dessus des arbres, annonçant le terme du voyage. La brume qui nous avait accueillis à Saint-Jacques n'avait pas tardé à dégénérer en une pluie qui augmentait avec une désolante continuité à mesure que nous avancions; elle tombait plus que jamais au moment où, après avoir doublé le fort du Sud, dans lequel le commandant Jauréguiberry s'était si énergiquement maintenu en 1859, nous vîmes se développer les quais et la ville de Saïgon. Ce n'était pas une de ces ondées d'orage où le soleil sourit à travers la nuée; c'était une sorte de déluge universel qui, s'il n'allait pas jusqu'à donner le sentiment d'horreur et d'anxiété dont est empreinte la toile du Poussin, en avait au moins le sombre caractère d'implacabilité. Sur les quais, quelques rares passans barbotaient dans la boue, les jambes emprisonnées dans des bottes fortes qui leur montaient jusqu'aux genoux. En rade, les navires avaient pris une toilette de circonstance en s'abritant sous un double jeu de tauds superposés. A notre bord, un désappointement visible se lisait sur toutes les physionomies. Jamais plus maussade accueil n'avait glacé l'enthousiasme d'un voyageur.

Le brillant soleil qui nous éveilla le lendemain dissipa heureusement cette impression, sur laquelle je n'ai insisté que pour que l'on s'en défie, car elle est commune à beaucoup des Européens qui arrivent en Cochinchine en cette saison. Rien assurément n'est moins pittoresque que l'interminable lisière de palétuviers qui borde le fleuve du cap Saint-Jacques à Saïgon. La beauté réelle du pays ne se révèle que plus tard, et la ville de Saïgon elle-même, telle qu'elle était en 1863, donnait plutôt l'idée d'un campement provisoire que du chef-lieu d'une colonie importante. De larges voies macadamisées se coupant à angles droits de distance en distance avaient remplacé les chaussées étroites et bombées de la cité annamite, mais les maisons manquaient encore sur bien des points pour remplir ce cadre régulier. La plupart de celles que les colons avaient élevées étaient en bois; il en était de même des établissemens publics, dont le plus souvent l'emplacement seul était indiqué par des baraques montées à la hâte. Les plus avisés parmi les fonctionnaires s'étaient logés au moyen d'anciennes maisons du pays, dont les toits inclinés descendaient en projetant leur ombre jusqu'à quelques pieds du sol. Quant au gouverneur, on lui avait construit à grands frais un incommode édifice en bois, plus semblable à une gare de chemin de fer qu'à un palais. Certains espaces vides étaient revenus à l'état de marais, et d'épaisses touffes de bambous y poussaient en liberté. C'était là et le long des canaux

que les indigènes avaient élu domicile dans des huttes branlantes et mal assises sur de frêles pilotis; ils étaient en petit nombre d'ailleurs, la plus grande partie de cette population habitant de préférence les villages environnans. La ville en un mot avait cessé d'être annamite sans être encore devenue française, les préoccupations de la guerre n'ayant pas permis d'y réaliser les améliorations projetées. Le passage récent du fléau avait de même laissé des traces dans la campagne de Saïgon, et les souvenirs de la lutte s'y traduisaient sur plus d'un point en symptômes visibles de ruine ou d'abandon. Rien de plus riant cependant que cette campagne, rien de moins semblable au tableau monotone dont nous avons décrit l'aspect au-dessous de Saïgon, et j'aimais à me rappeler comment elle avait jadis provoqué chez nos missionnaires un élan d'enthousiasme digne des bords du Lignon ou des bosquets de l'Arcadie. « On y admire, dit l'un d'eux, des plaines fort grasses, diversifiées par mille objets charmans, coupées par de petites rivières. Il y règne un printemps éternel; on y voit des fleurs en tout temps, des bergers et des bergères en toute saison, qui jouissent des plaisirs de cette fertile campagne en enflant leurs chalumeaux champêtres à l'entour de leurs troupeaux. » Laissons les chalumeaux, et surtout ce printemps éternel dont s'accommoderaient mal les rizières qui font la richesse de la contrée : ce qui est certain, c'est qu'il suffit de quelques heures de promenade autour de Saïgon pour emporter de la colonie l'impression la plus favorable. Cela était vrai même à l'époque dont nous parlons, alors que les plaies de la guerre n'avaient pas encore eu le temps de se refermer. Le village de Choquan par exemple, et le canton de Goviap, qui n'avaient pas cessé d'être cultivés, permettaient à cet égard de se prononcer en toute assurance; c'était, avec plus de variété et non moins de richesse, une nature qui rappelait notre Normandie, de frais sentiers bordés de haies vives, de belles fermes entourées de jardins aux arbres séculaires, demeures d'une population laborieuse et contente. On comprenait qu'une initiative intelligente manquait seule pour reconstituer sur d'autres points les villages détruits ou abandonnés, pour y ramener les habitans, et pour rendre au pays entier la féconde prospérité dont il porte encore l'empreinte.

II.

Et d'abord quel était le caractère de la population à laquelle nous allions avoir affaire? quelles sympathies pouvait-on rencontrer chez les indigènes, quelles barrières devaient nous séparer d'eux? Profondément imbu du principe d'autorité, il était à supposer que l'Annamite accepterait notre domination du jour où il la croirait

définitive. L'essentiel était donc de le persuader de la permanence de notre occupation, tout en évitant soigneusement de porter atteinte à ses usages. C'était heureusement une tâche moins difficile qu'on n'eût pu le supposer au premier abord, car nous n'avions à craindre de trouver, en tête des obstacles à surmonter, ni la question de nationalité, ni celle plus délicate de religion, et rien ici n'annonçait la résistance que l'Européen est à peu près certain de rencontrer chez les peuples soumis à l'islamisme par exemple. Cette profonde indifférence en matière religieuse est même l'un des traits les plus caractéristiques de l'Annamite. Il est cependant bouddhiste, au moins de nom; mais son culte se compose d'un ensemble de pratiques si restreint et si peu gênant, sa doctrine est si vague et si mélangée de superstitions bizarres empruntées à la Chine, que lui-même serait probablement fort embarrassé de formuler sa croyance en un corps d'articles de foi. Toute sa ferveur se résume en une incroyable profusion de pagodes, répandues dans les villes comme dans les campagnes, et jusque dans les lieux les moins habités, les plus abandonnés même; j'en ai vu sur des promontoires déserts de la côte et dans des îlots visités seulement de loin en loin par quelques barques de pêche. De petits autels domestiques, sur lesquels brûlent des bâtonnets odorans, sont élevés de même dans l'intérieur des cases et dans les jardins; revêtus de nattes aux dessins voyans, ils sont toujours surmontés de tablettes d'ébène ou de bois de fer, où des sentences morales se lisent en caractères chinois au-dessous d'un arbre de nacre incrustée. Voici, d'après M. de Grammont (1) la traduction littérale et le sens figuré d'une de ces tablettes.

Sens littéral.

« I. — Dans la saison favorable, ce bel arbre donne mille feuilles.

« II. — Au retour du printemps, la fleur *mai* n'est pas moins belle que la fleur *deo*.

« III. — Tout le monde doit désirer voir ce bel arbre.

« IV. — L'arbre ne sait pas parler; cependant il se couvre de fleurs à la belle saison.

« V. — L'homme, avant le vin, parle avec sagesse. »

Sens figuré.

« I. — On célèbre la fécondité dans la famille.

« II. — On recommande aux parens un amour égal pour tous leurs enfans.

« III. — On fait l'éloge de l'arbre protecteur du foyer.

« IV. — On loue la discrétion et le silence.

« V. — On vante la tempérance et la sobriété. »

(1) *Onze mois de sous-préfecture en Basse-Cochinchine*, par M. Lucien de Grammont; Napoléon-Vendée 1863.

Le choix de l'emplacement des pagodes est une affaire importante; nul site n'est assez pittoresque pour elles, nul bosquet assez touffu, nul ruisseau assez frais. Aussi justifient-elles souvent par leur heureuse situation les éloges que leur donne le haut mandarin Trang-Hoï-Duc dans sa description officielle de la Basse-Cochinchine (1). « Au sommet de la colline est la pagode d'An-tôn, dit-il. C'est là qu'au milieu de la nuit se chantent les prières écrites sur des feuilles d'arbre. La cloche résonne, et sa voix s'élève comme une fumée jusque parmi les nuages. Une eau claire et limpide entoure la colline, et de légères barques vont y cueillir la fleur du nénufar. Les jeunes filles preparent le riz, et le soir elles vont l'offrir à la pagode. Aux époques de grandes fêtes, on voit les bacheliers et les docteurs gravir les dix marches du temple, la coupe d'une main et la boîte à bétel de l'autre; ils entonnent des chants sacrés, et, assis sur la colline dont les fleurs émaillent l'herbe à leurs pieds, leur poésie va se perdre comme un encens, pendant qu'ils éprouvent une véritable joie à la vue d'un si beau site... » Et ailleurs : « Au sommet de la montagne se trouve la pagode de Baophong. Des vapeurs s'élèvent des nuages qui couronnent le pic, dont les nombreux arbres forment des bosquets obscurs et ombragés. C'est là que le jeune étudiant s'en va joyeusement faire couler le vin des fêtes dans sa coupe brillante; c'est là aussi que les jolies filles s'avancent, chaussées de leurs petits souliers, et vont brûler des baguettes odoriférantes. » On sera moins étonné de voir ainsi l'écrivain officiel réunir dans les pagodes les jolies filles aux jeunes étudians, quand on saura que ces édifices servent à maints usages où le culte n'a que faire, et qu'ils sont aux jours de fête le lieu de réunion et la salle de festin des notables de la commune. Au début de mon séjour dans le pays, je me souviens qu'un matin, à la vue d'un grand pavillon rouge qui flottait sur la pagode principale d'un village où nous arrivions, l'interprète s'écria transporté d'aise : *Comœdiam, comœdiam!* On avait effectivement déballé le chariot de Thespis en plein temple, et le maire s'empressa de nous faire asseoir à la place d'honneur, derrière un énorme tam-tam destiné à donner le signal des applaudissemens. On jouait un de ces drames héroï-comiques, invariable fond du théâtre annamite, dont la représentation peut durer plusieurs jours, comme jadis nos mystères du moyen âge. L'analyse en est impossible; c'est une succession non interrompue de combats, de chants, de danses et de déclamations, où l'on ne sait quel coup d'œil est le plus curieux, de la pein-

(1) *Gia-Dinh-Thung-Chi, ou Histoire et description de la Basse-Cochinchine*, traduites d'après le texte chinois original, par M. G. Aubaret, capitaine de frégate; Paris 1863. — Cet ouvrage a été écrit, il y a trente ans environ, par le mandarin Trang-Hoï-Duc, lieutenant du vice-roi de Gia-dinh en 1810.

ture bariolée des hommes jouant les rôles de femmes, ou des armures grotesques des guerriers et des édifices compliqués qui leur servent de casques. Le maire ne tarda pas à nous prévenir que le chœur entonnait nos louanges : fiers d'un honneur si nouveau, nous lui jetons une marque de notre libéralité. Il renchérit; nous lui jetons de plus belle, et sans l'interprète, qui mit un terme à notre munificence inexpérimentée, chacun de nous eût répété volontiers avec M. Jourdain : « S'ils vont jusqu'à l'altesse, ils auront toute la bourse. »

Mêlant dans leur indifférence les deux religions qui leur sont venues de l'Inde et de la Chine, les Annamites professent le culte des ancêtres avec toute la conscience que comportent les rites de Confucius ou de Lao-tseu, et c'est même à tort que j'ai prononcé à ce sujet le mot d'indifférence, car leur vénération ici est sincère : tout l'atteste, le soigneux entretien des sépultures, les sacrifices dont elles sont l'objet, le cérémonial des funérailles, les repas solennels offerts aux ancêtres aux fêtes des premiers jours de l'an, et jusqu'au luxe apporté à la fabrication des cercueils, dont le commerce alimente une industrie importante dans chaque centre de population. Tout village est doublé d'une plaine des tombeaux, vaste nécropole à l'effet étrange et saisissant, qui s'étend au loin dans la campagne, et l'humble tumulus du pauvre, en terre pétrie et séchée, y est l'objet du même respect que le monument d'architecture compliquée où reposent les restes du riche. Souvent ces derniers tombeaux sont à part près de la demeure de famille, au fond d'un jardin, sous un bosquet. Quelques-uns subsistèrent longtemps de la sorte à Saïgon, aux premières années de l'occupation, oubliés au coin d'une rue dans les progrès de la cité naissante. L'un des plus remarquables, à peu de distance de la ville, renfermait les cendres d'un mandarin très populaire au siècle dernier, l'eunuque Lê-Van-Duyêt; il était si respecté qu'une profanation dont il fut l'objet de la part du roi Minh-Mang suffit à déterminer des troubles qui firent perdre momentanément à ce dernier les six provinces de la Basse-Cochinchine. Ce fut même à cette occasion qu'on rasa, sur son ordre, l'immense citadelle construite à Saïgon par notre compatriote le colonel Ollivier, et qu'on la remplaça par une autre plus petite dont s'empara l'amiral Rigault de Genouilly. Mais de tous les tombeaux du pays le plus digne de notre hommage est assurément celui de George Pigneau de Béhaine, évêque d'Adran. Nous dirons un autre jour ce que fut la vie de cet illustre fondateur de l'influence française en Cochinchine. Sa dernière demeure, dans une riante et fertile campagne près de Saïgon, se reconnaît moins à des armes épiscopales sculptées dans la pierre qu'à la vénération universelle de la population. Témoignage de la reconnaissance du roi Gia-Long,

dont l'évêque fut le soutien et l'ami à toutes les phases de la plus aventureuse carrière, ce splendide mausolée a été préservé par la mémoire qu'il consacrait, et cela même au plus fort de nos guerres contre Tu-Duk. Il est souvent aujourd'hui le but du pieux pèlerinage des Français de Saïgon, et je ne crois pas qu'aucun d'eux puisse le voir sans se sentir pénétré de respect pour cette longue vie toute d'abnégation, où la pratique des vertus évangéliques n'amortit pas un instant l'indestructible et profond amour de la mère-patrie. Tels sont les caprices de la gloire que peut-être ne trouverait-on pas de nos jours cent personnes en France qui aient entendu prononcer le nom de cet homme de bien.

Les superstitions, avons-nous dit, forment une notable partie du bagage religieux des Annamites : elles consistent principalement dans la crainte des jours fastes et néfastes et dans l'observation des présages. Rencontre-t-on un homme en sortant de chez soi, le présage est heureux; il est malheureux, si c'est une femme; il l'est plus encore, si l'ombre de quelqu'un vient à passer sur vous, et le plus sage alors est de rentrer chez soi. Le cri de certains oiseaux sera un signe de mort. Les malédictions seront à redouter par-dessus tout, de même que certaines périodes de temps, le cycle chinois de soixante ans par exemple, dont le commencement est aussi heureux que la fin doit être malheureuse. Il est même à remarquer que l'achèvement de notre conquête, en 1864, a coïncidé avec la fin de ce cycle, tandis que le commencement, en 1804, avait été marqué par le rétablissement définitif de l'autorité du roi Gia-Long. Les légendes abondent dans cette mythologie populaire, et elles offrent volontiers un charme mélancolique qui révèle une face imprévue du caractère annamite. En voici un échantillon où le traducteur, M. Aubaret, a reproduit heureusement le tour naïf de l'original. — Une jeune fille nommée Pham-Ti, âgée de seize ans, désirait se marier avec un jeune écolier qu'elle aimait, car elle ne voulait point se donner à lui autrement que dans le mariage. L'écolier, quoique très pauvre, osa néanmoins envoyer une personne auprès de la jeune fille pour la demander en mariage. La jeune fille accepta cette demande avec plaisir, mais elle mourut bientôt subitement; ses parens, qui la chérissaient, ne pouvant se décider à enterrer son corps, firent construire derrière leur jardin une maison où ils déposèrent son cercueil. Le jeune écolier mourut bientôt également, et son corps fut placé à côté de celui de la jeune fille; leurs deux âmes furent ainsi réunies en ce lieu, habité par leurs ombres. Ces ombres rouge et verte apparaissaient pendant la nuit, tandis que durant le jour on pouvait les voir errer sous la forme de phénix. Cependant ces ombres n'étaient nuisibles à personne. Or les parens des deux fiancés étant morts dans la misère,

on ne put donner la sépulture aux jeunes amans. De beaux arbres poussèrent auprès du lieu où l'on avait placé leur cercueil, et, le souvenir de cette jeune fille devenant très populaire, les barques s'arrêtaient auprès; chacun allait avec tristesse visiter son cercueil. C'est à cause de cela que ce lieu est nommé *Doï-ma*, les deux ombres.

En même temps que nous avions la bonne fortune de ne pas rencontrer d'obstacle sérieux dans la croyance religieuse des Annamites, nous trouvions dans leur système municipal un point d'appui qui nous permettait d'assurer notre domination sans trop de secousses ni de changemens brusques. Chaque village forme en effet une sorte de petite république s'administrant et se gouvernant elle-même au moyen d'agens choisis parmi les notables de la commune. Ces notables, tous propriétaires, sont inscrits sur un registre dit *dinh-bô*, et ils constituent seuls ce que l'on pourrait appeler la population officielle du pays; seuls aussi ils supportent vis-à-vis de l'état certaines charges, telles que l'impôt foncier, la cote personnelle, le service militaire; en retour de ces charges leur est assurée la possession exclusive des postes administratifs d'ordre inférieur et de fonctions honorifiques, toujours très recherchées. En eux se résume donc le village légal. Il s'en faut toutefois qu'ils représentent l'effectif réel des habitans, et c'est ici que se trouve l'un des points les plus singuliers de cette organisation dans le régime auquel est soumise la seconde catégorie de la population, composée de l'élément flottant dit des *ngu-cu*. « Le mot *ngu-cu*, dit M. de Grammont, est un verbe annamite qui correspond au latin *hospitari*. Cette étymologie indique qu'il s'agit de gens recevant l'hospitalité de la commune et en étant en quelque sorte la portion externe et mobile. Venus d'autres villages pour un intérêt quelconque, ils se seront établis dans ce nouveau milieu en faisant à un désir personnel ou à des nécessités pressantes le sacrifice volontaire de leur vie officielle. Ainsi se forme, à côté de la classe inscrite et connue, une autre classe plus nombreuse que la première, souvent riche et aisée, toujours frondeuse et remuante, et par-dessus tout désintéressée du souci des affaires publiques. La commune officielle dut chercher à rabaisser cet élément embarrassant, pour rétablir un équilibre qui menaçait de se rompre à son désavantage, et elle ne trouva rien de mieux pour cela que d'interdire aux *ngu-cu* les fonctions publiques, en même temps qu'elle se déchargeait sur eux de certains impôts et corvées. Ainsi se sont établis deux gouvernemens dans cette hiérarchie municipale, celui du village officiel par l'état et celui des *ngu-cu* par le village lui-même. Le besoin de constituer une commune forte et responsable a donné naissance à cette tutelle, et les mandarins ont volontiers favorisé, au bas de l'échelle

administrative, l'établissement d'un moyen commode de faire contribuer aux charges générales des gens qu'ils ne pouvaient pas saisir autrement. C'était le meilleur moyen de rattacher au sol les divers élémens d'une population essentiellement vagabonde dans le principe. En effet, la facilité de vivre dans un pays fertile, les routes naturelles et innombrables que présentent les rivières, l'humeur inconstante des habitans et parfois le désir d'échapper à des haines ou à des injustices, toutes ces raisons tendent à rendre les déplacemens beaucoup trop fréquens chez les Annamites. Un village en Cochinchine fond quelquefois avec la même rapidité qu'il a mise à se former. L'indigène craintif, trop pressuré ou trop battu, ne résiste pas : il fuit et disparaît. C'est un acte qu'il accomplit simplement, journellement et sans préparatifs. Une famille chasse ses buffles devant elle, emportant dans un char ou dans un bateau son mince mobilier, et, comme il y a partout de la terre à cultiver et du bois pour bâtir, elle n'est jamais embarrassée de son logement ni de sa nourriture. Le législateur a donc cherché à tempérer ces mœurs aventurières par des institutions capables de fixer l'indigène à son village, et ce dernier le comprend très bien lui-même, si l'on en juge par ce que répétaient les interprètes comme résumé de leurs explications sur ce sujet : *Leges nituntur retinere eos, ut non fugiant.* »

J'ai reproduit à dessein cette longue citation empruntée à l'un des officiers qui ont activement coopéré à nos débuts administratifs en Cochinchine, parce qu'elle fait bien ressortir comment nous avons compris, dès l'origine, que cette excellente organisation de la commune, profondément entrée de longue date dans les mœurs annamites, pouvait seule servir d'assiette à notre établissement. De cette façon, au prix d'une simple surveillance, l'administration centrale se trouvait gratuitement débarrassée de la police, de la justice de paix, de la levée des soldats, du règlement des corvées, de la tenue du cadastre, de la répartition et de la rentrée de l'impôt. La municipalité lui répondait de la bonne exécution de ces divers services, ainsi que des délits commis sur son territoire, et même de la présence sous les drapeaux des soldats fournis par elle; de plus cette responsabilité n'était pas illusoire, car elle était garantie par les biens des propriétaires inscrits. Disons tout de suite que, dès nos premiers recensemens, ces derniers étaient au nombre de 35,000, ce qui, en admettant que cette classe privilégiée représente le vingt-cinquième de la population totale, donnait de 8 à 900,000 habitans pour l'ensemble de nos trois provinces. C'est peu, si l'on songe à ce qu'elles pourraient nourrir; c'est beaucoup au contraire pour qui sait combien il est rare et précieux sous les tropiques de rencontrer de prime abord une colonie déjà peuplée d'une race industrieuse. Au-dessus de la commune, nous n'avions

également rien de mieux à faire que de conserver les divisions territoriales établies avant nous, lesquelles, par une heureuse coïncidence, reproduisaient à peu de chose près la même échelle administrative qu'en France, c'est-à-dire d'abord le canton formé d'un certain nombre de communes, puis la sous-préfecture (*huyên*), formée de deux cantons au moins, et la préfecture (*phu*), comprenant deux ou trois *huyêns;* comme en France encore, le *huyên* où se trouve le chef-lieu est administré par le préfet lui-même, sans sous-préfet. Enfin la réunion des préfectures constituait la province, régie par un gouverneur, *quan-tong-doc,* entouré de tous les fonctionnaires de l'administration centrale. Les deux principaux de ces derniers étaient le *quan-bô,* ayant pour attributions les services ressortissant des ministères des finances, des travaux publics, de l'intérieur, du commerce et des cultes, et le *quan-an,* chargé des services judiciaires. A la condition de conserver avec soin l'organisation communale, il devait suffire d'un petit nombre d'Européens pour nous substituer avantageusement à l'administration centrale, et pour assurer l'exécution de nos ordres par l'intermédiaire des maires et des chefs de canton.

L'un des obstacles qui s'opposèrent d'abord le plus à nos progrès, et qui s'y opposent même encore aujourd'hui, quoique dans une mesure moindre, fut l'ignorance où nous étions de la langue du pays. C'était comme une muraille de la Chine qui nous eût isolés au sein de notre conquête. L'ennemi en profitait pour entretenir impunément ses agens sur des points occupés par nous, et l'un d'eux put ainsi vivre à notre insu plus d'un an à quelques lieues de Saïgon, dans un village où il levait tranquillement l'impôt au nom de Tu-Duc; il fut à la fin livré par les habitans eux-mêmes, las de payer des deux côtés. Rien de moins compliqué cependant que la grammaire annamite, mais la mise en œuvre exigeait une gymnastique d'accentuation de nature à décourager bien des débutans, car la connaissance de cette langue, toute monosyllabique, repose principalement sur l'étude aride d'une série d'inflexions phonétiques variées et nuancées à l'infini. J'ouvre un dictionnaire au hasard, et j'y tombe sur le mot *mong*. Modifié par l'addition de certains monosyllabes, ce mot a sept significations. Écrit ainsi, — *mọng,* il sera prononcé différemment, et aura quatre autres significations, toujours avec les modifications particulaires. *Móng* en a cinq autres, *mòng* cinq, *mông* sept, *mộng* huit, etc., soit en somme, pour cette combinaison de quatre lettres, onze prononciations différentes, donnant lieu par l'addition d'autres particules à un total de cinquante-neuf significations! Cet exemple n'est nullement un cas particulier. Il y avait là de quoi effaroucher les patiences les plus déterminées. Ç'avait été

une idée extrêmement heureuse que d'écrire l'annamite au moyen des vingt-quatre lettres de notre alphabet, au lieu d'employer les caractères idéographiques de la Chine, hiéroglyphes barbares que l'on a si bien appelés les broussailles intellectuelles de l'extrême Orient. Malheureusement ces études se ressentirent longtemps de la précipitation des débuts et du défaut d'une bonne assiette première. Cette complication d'esprits rudes et doux, de barbes, de cédilles et d'accens, qui donnaient aux mots une apparence de porc-épic, restait lettre close pour la plupart des secrétaires subalternes que l'on essayait de recruter dans le personnel de nos sous-officiers, et leur imperturbable sang-froid linguistique nous ramenait à la confusion de la tour de Babel. L'un d'eux inscrivait le nom d'un Annamite : — Ti-mang, dit ce dernier. Le fourrier écrit Tri-mang; je le corrige : — Oh! répond-il avec aplomb, je ne me trompe pas, il s'appelle bien Tri-mang, mais les Annamites ne prononcent pas les *r*. — Il y avait de quoi porter la déroute dans la filiation de toutes les familles du pays.

On fut donc très heureux de pouvoir employer comme interprètes les élèves indigènes du séminaire catholique de Pulo-Pinang. Les missionnaires, à la vérité, ne leur avaient enseigné que le latin; mais l'idiome auquel nous dûmes avoir ainsi recours n'avait, grâce au ciel, que le nom de commun avec la langue de Tite-Live et de Cicéron. Nul diplôme académique n'était nécessaire pour en faire usage, et le moins bachelier d'entre nous, le plus brouillé avec ses souvenirs de collége ne tardait pas, au bout de quelques semaines, à être surpris des talens ignorés qui se révélaient en lui. La périphrase faisait justice des inventions modernes; chacun savait que le *magnum tormentum belli* n'était autre que le canon, le fusil *catapulta*, et le *parvulum tormentum* le pistolet; ainsi du reste. Si la mission perdit à cette combinaison un certain nombre de prêtres indigènes, la colonie y gagna ses premiers interprètes. Cependant quelques Français mieux doués que d'autres arrivèrent peu à peu à parler l'annamite, et l'exemple de leur réussite fut encourageant. J'en pourrais citer un, simple sergent d'infanterie, qui, devenu entrepreneur, réalisa en huit mois un avoir de 192,000 fr., grâce aux marchés que sa connaissance de la langue lui permettait de passer dans le pays. Enfin aujourd'hui un système d'écoles primaires dirigé par des frères de la doctrine chrétienne a été organisé, et fonctionne avec un succès véritablement surprenant sur toute l'étendue du territoire. Dès les premiers jours, elles furent pleines; au bout de quelques mois, on eut la satisfaction de constater que 600 enfans savaient lire, que 300 savaient écrire; les cahiers d'écriture qu'ils montraient avec orgueil étaient lisibles, sinon élégans, et lorsque la colonie aura reçu de France le com-

plément de personnel et de matériel nécessaire pour mettre cet important service sur un pied définitif, nous serons assurés de pouvoir élever selon nos idées une génération nouvelle qui ne sera plus séparée de nous comme ses pères l'ont été.

Sous le rapport de la bravoure, l'Annamite est bien supérieur au Chinois; ceux de nos soldats qui ont successivement pris part aux deux expéditions de Chine et de Cochinchine en ont eu mainte preuve. Peut-être cette qualité résulte-t-elle du fatalisme qui semble former un des traits essentiels de son caractère, et qui se traduit en face de la mort par un calme, je dirai presque par une insensibilité vraiment extraordinaire. Nul ne marche plus stoïquement au supplice, nul n'accepte son sort avec une résignation plus impassible, sans que jamais aucune faiblesse trahisse l'approche de la dernière heure, même chez les criminels les moins dignes d'intérêt. Il n'est pas jusqu'aux femmes, qui de même qu'en France assistent volontiers à ces tristes spectacles, dont l'émotion ne se manifeste qu'en répétant avec une insouciance non feinte : *Da giêt*, il est mort. Lors de la guerre, une petite colonne expéditionnaire était précédée à cent pas d'une douzaine d'éclaireurs indigènes chargés de visiter les cabanes éparses sur le bord du chemin. Tout à coup, on les voit sortir de l'une d'elles en entraînant un homme qu'ils jettent à genoux au milieu de la route, et le chef, tirant son sabre, place sans délai le malheureux captif dans la position la plus commode pour avoir la tête coupée. C'était le groupe d'Abraham et d'Isaac sur la montagne : l'officier qui commandait le détachement n'eut que le temps d'accourir au plus vite pour jouer le rôle de l'ange et suspendre le sacrifice. — *Est frater uxoris ducis inimici*, dit simplement l'interprète en manière d'explication, et, comme le pauvre diable demeurait agenouillé en marmottant quelques paroles inintelligibles, il ajouta charitablement : *Loquitur diabolo cur non occiditur*. Pour lui comme pour le prisonnier, la seule qualité de beau-frère du chef ennemi suffisait amplement à justifier la décapitation.

Par un contraste singulier, ce même Annamite, si ferme en face de la mort, tremblera devant le rotin, et ne rougira pas dans certains cas de se montrer accessible aux craintes les plus puériles. La terreur superstitieuse que lui inspire le tigre en est un exemple frappant. Il est vrai que ce redoutable animal est une des plaies de notre colonie; il y atteint les plus grandes dimensions connues de son espèce, et un volume ne suffirait pas à enregistrer chaque année ses hauts faits, ainsi que la fin tragique de ses victimes humaines, car le nombre est bien restreint de ceux qui sortent vivans de ses griffes meurtrières. Un de nos soldats eut cette insigne chance; enlevé pendant une faction de nuit à la porte même d'un

de nos postes et transporté dans le fourré par le monstre, il n'avait dû son salut qu'au prompt secours de ses camarades; mais le pauvre homme était resté à tout jamais hébété et comme idiot de son alerte. Aussi l'Annamite respecte-t-il trop ce dangereux ennemi pour se permettre la moindre familiarité avec lui, et jamais il ne l'appelle que *ong-cap*, monsieur le tigre ou plutôt monseigneur le tigre. Lui attribuant une intelligence surnaturelle, il ne construira de piége à son intention que sur un ordre écrit et formel, et cet ordre, il aura soin de l'afficher le plus en vue qu'il pourra dans sa cabane, afin de dégager bien catégoriquement sa responsabilité personnelle, à lui chétif, dans ces démêlés des puissans de la terre. Encore le plus souvent négligera-t-il volontairement d'amorcer le piége, dans l'espoir que *ong-cap* lui sera reconnaissant de cette connivence tacite. Parfois même il fait appel chez lui aux sentimens de la famille. Il arriva qu'un Annamite de la province de Mytho trouva dans le bois un petit tigre égaré. Il l'emporte dans sa case et l'entoure des soins les plus tendres, convaincu que la mère lui tiendrait compte de ce bon procédé dans ses relations avec son bétail; mais à quelques jours de là un cochon vint à manquer à l'appel, dévoré sans nul doute par l'ingrate tigresse. Notre homme alors changea de système, et voulut voir s'il obtiendrait un meilleur effet en châtiant sur le fils la gloutonnerie de la mère. La perte d'un second cochon ne tarda pas à redoubler son embarras. Que faire? Le farouche ennemi qu'il voulait se concilier restait insensible aux bons comme aux mauvais traitemens. Il n'était que sage de se défier d'une nature aussi capricieuse, aussi difficile à satisfaire, en abandonnant une affaire qui probablement tournerait mal d'un jour à l'autre, et plus tôt il s'affranchirait de cette tutelle délicate, mieux cela vaudrait à coup sûr pour lui. Le résultat de ces réflexions fut que le prudent Annamite offrit son tigre à l'inspecteur des affaires indigènes de Mytho, qui plus tard en fit don au Jardin des Plantes de Paris, où chacun peut l'admirer aujourd'hui.

III.

Vue à vol d'oiseau, la Cochinchine présente du côté de la mer une succession non interrompue d'îles basses et noyées, découpées dans les terrains d'alluvion par les nombreuses bouches du Cambodge et de la rivière de Saïgon. En remontant au-dessus de ces îles, apparaissent des rizières aux plaines sans fin parsemées de bouquets d'arbres, et enfin, sur des plateaux plus élevés, se dessine dans le fond la région montagneuse et boisée de l'intérieur. D'innombrables arroyos se croisant en tous sens recouvrent le pays comme les mailles d'un réseau, les uns naturels, les autres creusés

de main d'homme. Ce sont les routes les plus commodes et les plus fréquentées de la colonie; aussi est-ce par eau que le nouveau-venu la visite le plus souvent, sur ces petites canonnières qui, après avoir été, comme nous l'avons dit, les agens les plus actifs de la conquête, servent aujourd'hui à établir la communication entre nos différens postes. Ces voyages ont une physionomie à part. A jour et à heure fixes, les canonnières quittent Saïgon pour rayonner vers les principaux points des provinces, le pont abandonné au plus pittoresque encombrement. On y vit en plein air, on y mange de même, et la journée s'écoule gaîment de relâche en relâche, dans une navigation tranquille qui ressemble à une promenade. Pour les petites garnisons des postes disséminés dans le pays, la venue de ces courriers marque les jours de fête : on en épie au loin la fumée au-dessus des arbres, et l'on attend impatiemment le coup de sifflet aigu qui les signale au dernier coude, pour faire pousser le canot envoyé à leur rencontre; mais la canonnière le plus souvent se borne à stopper sans mouiller, et à peine a-t-on le temps, en se serrant la main, d'échanger à la hâte les nouvelles de la semaine. Quelques minutes après, tandis qu'elle disparaît derrière les arbres, on revient lentement au poste reprendre le cours interrompu de l'existence journalière, trop heureux lorsqu'une ou deux fois par mois on y peut rapporter des lettres de France. Malgré leur isolement, ou peut-être en raison même de cet isolement, les habitans de ces postes ne tardent pas à trouver une sorte de charme particulier à cette vie si anormale au premier abord. Outre que cette uniformité se prête à l'étude, on y a la liberté de savourer à loisir toute la somme des jouissances terrestres, habituellement interdites au marin : on y mange des légumes de son jardin, des œufs de sa basse-cour, du gibier de sa chasse; chef militaire, on apprécie fort une indépendance d'allures que ne comporte guère à bord le retour périodique du quart; chef civil, on se sent fier du prétoire où l'on règle en magistrat les différends entre les indigènes des villages voisins. Sancho n'était pas plus roi dans son île. Quelle charmante thébaïde n'est pas le poste de Tay-ninh avec les magnifiques forêts qui l'entourent de toutes parts! Et dans un autre genre qui pourrait oublier le fort de Thu-dau-mot, n'eût-il fait que l'entrevoir, ce monticule planté de banyans centenaires dont les branches se tordent en tous sens, ce pont bombé en demi-cercle jeté sur une rivière sans eau, cette verte pelouse, ces allées tournantes, cette pagode au toit rouge, aux peintures étranges, aux ignes tourmentées, et ce kiosque fantastique dominant le fleuve? On dirait un des paysages impossibles que la bizarre imagination des Chinois figure sur la porcelaine. Certains officiers ont ainsi vécu dans ces postes sur leur demande, non pendant des mois, mais pen-

dant des années, et cette vie d'arroyos leur était à la longue devenue si familière, qu'ils redoutaient presque de la quitter pour retrouver à Saïgon ce qui leur eût paru le dernier mot de la contrainte et de la gêne sociale. Saïgon, Mytho, Bien-hoa, Baria, ce sont là en effet les grands centres du pays, le but des voyages de nos canonnières, qui y produisent à leur arrivée autant d'émotion qu'il y a cinquante ans l'entrée d'une diligence dans nos villes de province. On entoure les nouveaux débarqués, on les escorte, on les questionne, et le soir l'unique café qui sert de point de réunion est assuré d'avance de se voir le théâtre d'une animation exceptionnelle.

Des quatre villes que nous venons de nommer, Mytho est celle qui a conservé le plus de physionomie. C'est d'ailleurs, après Saïgon, la ville la plus importante de la colonie, et c'est en même temps le port où doit venir aboutir tout le commerce du Cambodge, sur lequel elle est située, au confluent du fleuve avec l'arroyo de la Poste. Cet arroyo la divise en deux parties. Sur une rive est l'établissement européen, groupé autour de la vaste citadelle des mandarins, que nous avons appropriée à notre usage; sur l'autre s'étend une sorte d'Amsterdam annamite, fort sale, fort incommode, fort malsaine, mais aussi fort curieuse, que nous avons baptisée du nom de Vieux-Mytho. Reposant à moitié sur le sol, à moitié sur pilotis, les maisons baignent d'un côté leur pied dans la rivière, et donnent de l'autre sur une rue étroite et glissante, à chaussée bombée et pavée de briques; les marchands, groupés par corps de métiers, y attendent dans d'obscures échoppes le bon vouloir du chaland avec tout le flegme de la philosophie orientale. La circulation n'est pas facile le matin, alors qu'acheteurs et vendeurs en plein vent y affluent de la campagne environnante; en revanche, tout redevient tranquille l'après-midi, et l'étranger qui se sent alors la patience de consacrer une heure ou deux à errer de boutique en boutique est souvent récompensé par quelque trouvaille inattendue. Ici ce seront tous ces objets de la vie usuelle importés du Céleste-Empire que le bas prix empêche de comprendre dans les chargemens de chinoiseries dont la France est inondée depuis quelques années. Là ce sera un brûle-parfum à forme antique, en bronze habilement niellé, ou encore, au fond de quelque étalage, une ces boîtes à bétel que nous avons si promptement appris à rechercher. Parfois enfin, et le jour sera marqué d'une croix blanche, en pénétrant dans l'intérieur de ces maisons sordides, le promeneur découvrira dans un coin un de ces meubles splendides fabriqués au Tonkin, dont l'ébène fait si bien ressortir en gamme irisée et chatoyante les riches incrustations de nacre; mais aussi quels pourparlers seront nécessaires pour obtenir une réponse du défiant Annamite, et par

quelles interminables négociations ne faudra-t-il point passer pour devenir le légitime possesseur de ce trésor envié!

Toutefois ce n'est pas dans les villes qu'il faut étudier l'Annamite; il s'y montre trop à son désavantage. Au milieu des campagnes au contraire, le cadre qui l'entoure le fait ressortir sous son meilleur jour. C'est ainsi que l'arroyo de la Poste ne manque jamais d'inspirer un véritable enthousiasme à l'étranger qui en suit le cours, surtout dans la partie voisine de Mytho. La nature tropicale y déploie toutes ses séductions, non pas telle qu'on peut l'admirer dans le désordre luxuriant des forêts vierges, mais contenue et en quelque sorte disciplinée par la main de l'homme, de manière à montrer, comme dans le paradis de la Genèse, « tout arbre désirable à la vue et bon à manger. » Ce sont, parmi cent autres, le banyan au vaste dôme de verdure, le mangoustier au sombre feuillage, le bananier ouvert en parasol, le cocotier à l'élégant panache, le citronnier, le flamboyant, le goyavier, le népenthès, le laurier-rose, et surtout l'arbre national du pays, l'aréquier au tronc grêle et élancé, dont la fleur envoie au loin un parfum si enivrant. Les cases entrevues sous ces arbres respirent l'aisance et presque la richesse; chacune a son jardin entouré de haies de cactus charnus, entre lesquelles se glissent tantôt d'étroits sentiers, tantôt des canaux secondaires qui s'enfoncent et se perdent sous de fraîches ogives de bambous. Sur l'eau, le mouvement est incessant : la lourde barque cambodgienne y suit le courant côte à côte avec la jonque primitive du pays, tandis que d'agiles pirogues annamites se croisent en tous sens sous l'habile direction de la batelière placée debout à l'arrière. Ces arroyos sont la vie de la Cochinchine, et ils tripleront la fécondité du sol le jour où, au moyen de quelque travaux indiqués par la nature des lieux, nous en aurons fait, comme en Lombardie, des instrumens d'irrigation pour les mois de la saison sèche. L'Annamite semble né pour les travaux des champs; toute la question se réduit à venir intelligemment en aide à cette aptitude naturelle, car, pour ne prendre que la moitié du mot de Sully, il n'est pas douteux que l'agriculture ne soit la véritable mamelle nourricière de notre nouvelle possession.

Il suffit pour s'en convaincre, après avoir franchi le rideau de jardins qui borde les rives de ces arroyos, de jeter un coup d'œil au-delà, sur les magnifiques rizières qui s'étendent à perte vue, et dont les milliers de petites touffes verdoyantes ont dû être toutes repiquées à la main. On y distingue trois catégories qui sont les suivantes : 1° les *ruong sóm*, donnant le riz hâtif et rendant environ 30 pour 1; ce riz vient principalement sur des îlots d'une terre sablonneuse et légère nommés *giongs*, qui s'élèvent au-dessus du niveau moyen du sol dans les terrains d'alluvion : il est moins pro-

ductif que les deux autres, mais en revanche, comme l'indique son nom, il mûrit en trois mois et laisse le champ libre à une seconde récolte en coton ou en tabac; — 2° les *thao-diên* ou *ruong thap*, rizières exigeant un labourage pour lequel il faut des buffles vigoureux et hauts sur pied, car elles occupent des terrains bas où des animaux trop petits disparaîtraient dans une boue épaisse : elles rendent 60 à 80 pour 1; — 3° les *song diên* ou *ruong rach*, qui n'exigent aucun labour, mais dont il faut chaque année faucher les herbes avant le repiquage. Ce sont les meilleures terres; elles rendent 120 pour 1. Nous donnons les chiffres approximatifs les plus probables, sans dissimuler combien ils sont inférieurs à certaines évaluations fort exagérées, au premier rang desquelles il faut citer celles de l'auteur annamite du *Gia-dinh-thung-chi*, dont nous avons déjà parlé : d'après lui, même les rizières de deuxième classe rendraient 300 pour 1. Heureusement la récente création d'un comité agricole et industriel à Saïgon a donné naissance à des travaux intéressans et consciencieux dont une partie a déjà été publiée; c'est à eux que nous empruntons des renseignemens qui ne sauraient être puisés à meilleure source. Nous y voyons (1) qu'un hectare de rizières de première qualité peut donner jusqu'à 618 francs de revenu brut, et 535 francs de revenu net en défalquant les frais de culture et un impôt foncier de 13 fr. 75 c. Le revenu net d'un hectare de deuxième qualité serait de 397 francs. Ne citons que pour mémoire ces rendemens peut-être exceptionnels, et bornons-nous à tabler sur un revenu net de 200 francs par hectare, chiffre que personne ne contestera dans le pays (2) : il n'en restera pas moins un bénéfice très satisfaisant au cultivateur, qui n'aura guère payé son hectare qu'au prix moyen de 210 francs l'un. On ne saurait trop louer les méthodes en usage chez les Annamites pour l'exploitation de ces rizières. Au dire des gens les plus compétens, c'est une grande et savante culture, où ne sont négligés ni le minutieux aménagement des terrains, ni le soin patient que réclame la construction méthodique des talus et des chaussées. Ce qui a manqué jusqu'ici, c'est un système d'irrigations qui combatte l'influence des sécheresses parfois trop prolongées de la mousson de nord-est, et qui permette de produire deux récoltes par an au lieu d'une. Ce résultat n'a rien d'hypothétique, puisqu'on l'obtient depuis longtemps dans les îles du Cambodge, grâce à la couche d'eau limoneuse qui les recouvre périodiquement aux marées de syzygie; ajoutons qu'il

(1) *Bulletin du Comité agricole et industriel de la Cochinchine*, n° 1. — Rapport de M. Turc sur le huyen de Kien-hung.

(2) C'est à peu pres le rendement des rizières lombardes, où les frais de culture sont d'environ 200 francs, et où le produit brut est de 40 hectolitres de paddy, ou riz non décortiqué, à 10 francs l'un.

ne paraîtra pas exagéré à qui voudra se rappeler les trois récoltes annuelles que donne la Basse-Égypte depuis l'achèvement du barrage du Nil, ainsi que la transformation radicale de la Campine belge dans ces vingt dernières années.

Les cocotiers, les aréquiers et les mûriers doivent également figurer parmi les richesses agricoles de la Cochinchine, et l'auteur du mémoire que nous avons cité, M. Turc, dit avec raison que les chiffres de production auxquels il arrive à l'égard de cette culture sont si merveilleux qu'il ose à peine ajouter foi à ses calculs. L'opinion populaire semble néanmoins corroborer ses conclusions; mais le cocotier ne produit que six ans après avoir été planté, l'aréquier sept ans après, et même pour ce dernier arbre les jeunes plants provenant des semis ne sont propres à passer de la pépinière au plein champ que cinq ans après que la noix a été confiée à la terre. De plus le cocotier ne donne de fruits que pendant vingt ans, l'aréquier pendant trente-cinq. Il faut donc ici compter par années; le riz au contraire se plante et se récolte en quatre ou cinq mois. C'est ce qui explique pourquoi, dans un pays où le taux de l'intérêt dépasse toute limite et va jusqu'à l'usure, les rizières prennent chaque jour un nouveau développement, tandis que la production de cocos et de noix d'arec reste stationnaire, si même elle ne tend à diminuer. Quoi qu'il en soit, d'après M. Turc, le revenu net d'un hectare de cocotiers serait de 2,341 francs, celui d'un hectare d'aréquiers de 2,213 fr., et le revenu brut d'un hectare de mûriers de 2,500 fr. La noix d'arec ne s'emploie que comme l'inséparable accompagnement du bétel, dont tout le monde mâche la feuille, hommes, femmes et enfans, d'un bout à l'autre de l'extrême Orient. Dans le cocotier au contraire, tout sert, la feuille, la séve, le fruit, la fibre et le tronc; peut-être n'existe-t-il pas d'arbre plus précieux dans la flore de l'univers. En favorisant cette culture, les Anglais à Ceylan ont porté en vingt ans l'exportation de l'huile de coco de 500,000 fr. à 15 millions. En Cochinchine, cette huile ne se fabrique encore que dans de petites usines indigènes tout à fait primitives, qui n'en rapportent pas moins de 9 à 10,000 fr. par an à leurs propriétaires. Quant à la sériciculture, elle n'est guère plus avancée, malgré l'intérêt que nous aurions en France à faire servir notre colonie au développement d'une industrie dont les achats à l'étranger dépassent chaque année 200 millions de francs en soies gréges et en cocons pressés.

L'exploitation des forêts de la Cochinchine est également loin de donner ce qu'on en pourrait attendre; mais il ne s'agit pas seulement ici de développer un germe de prospérité latent, il faut de plus s'opposer à une dévastation qui prend de jour en jour les pro-

portions les plus graves. On peut voir, en remontant la rivière de Saïgon, des forêts vierges de 100 hectares de superficie brûlées sur pied, et les plus précieuses essences sacrifiées de la sorte en quelques jours pour obtenir en riz, en citrouilles et en sésames une récolte qui n'a pas la millième partie de la valeur des bois détruits. Ces ravages sont l'œuvre de populations à demi nomades, les plus misérables de la Cochinchine, qui vivent quelque temps dans l'espace ainsi défriché par elles, et se transportent ensuite plus avant dans la forêt en marquant chacune de leurs étapes par de nouveaux dégâts. Les bois exploités pour en tirer un parti commercial, soit par elles, soit par d'autres, le sont avec une telle barbarie de mise en œuvre qu'il suffirait d'un petit nombre d'années de ce régime pour produire des maux irréparables. Enfin il est à craindre qu'en déboisant ainsi le sol on ne vienne à modifier dangereusement les conditions météorologiques du pays, car la disparition de ces grandes forêts qui régularisent l'écoulement des eaux pluviales serait probablement la cause d'inondations fatales à la culture. Il est urgent de porter remède à cet état de choses, et l'administration a déjà pris des mesures pour conjurer le mal. Le domaine forestier de la Cochinchine ne comprend pas moins de 800,000 hectares; en lui supposant, comme à nos forêts de France, une production moyenne de 4 stères par hectare, on voit que l'on pourrait arriver au formidable chiffre de 3,200,000 stères par an, représentant une valeur de 90 millions de fr. La production actuelle est d'ailleurs si insignifiante qu'on peut la passer sous silence, en se bornant à dire que dans ce pays si riche en bois de toute nature l'importation dépasse encore chaque année l'exportation. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que de longues années s'écouleront avant que l'on puisse songer à rien qui approche du résultat idéal que nous venons d'indiquer. Toutefois la perspective n'en est pas moins encourageante, et si nous ne pouvons prétendre encore à l'aménagement complet de ces richesses, au moins est-il de notre devoir d'en assurer l'avenir dès aujourd'hui en mettant un terme à la dévastation avant qu'elle ne soit sans remède.

Le mouvement maritime de la Cochinchine a sans cesse été en augmentant depuis que nous y sommes établis, et il s'est élevé à 502,282 tonneaux pour 1865, en accroissement de 121,763 tonneaux sur l'année précédente. De même les exportations de 1865 ont dépassé une valeur de 21 millions, tandis que celles de 1864 ne s'étaient élevées qu'à 17 millions; en y joignant 14 millions d'importations, c'est un ensemble d'affaires de 35 millions. Encore le document officiel auquel nous empruntons cette évaluation ne compte-t-il le tonneau de riz qu'à 160 fr., alors que le véritable

prix marchand serait plutôt 180 fr., et le riz sera la base éternelle de ces exportations, puisque nous sommes assurés de trouver à nos portes un marché de 400 millions de consommateurs, où les variations de nos récoltes seront trop faibles pour amener aucune différence sensible. Songeons que nos trois provinces renferment 105,000 hectares de rizières, auxquels on pourrait facilement ajouter 80,000 autres hectares; songeons que chaque hectare produit sans peine 2 tonneaux de riz, et nous comprendrons comment on ne doit voir qu'un chiffre de début dans les 60,000 tonneaux exportés aujourd'hui. Nous pourrions dès maintenant vendre 100,000 tonneaux de riz au dehors, sans nuire en rien à la consommation locale. Je ne puis mieux terminer cette énumération un peu aride qu'en signalant la diminution constante des dépenses dont la métropole a dû s'imposer le sacrifice : de 22 millions en 1862, de 19 en 1863, de 14 en 1864, ces dépenses sont descendues à 8 millions en 1865, et elles ne figurent plus que pour 7 millions au budget de 1866. En même temps les recettes locales ont suivi une marche inverse, qui les a fait passer progressivement de 1 million en 1862 à 5 millions en 1866; je néglige de tenir compte d'une somme annuelle que l'on peut estimer à 1 million, et qui représenterait la valeur des travaux publics exécutés au moyen de prestations en nature. Il est bon d'ajouter que, dans la liquidation définitive des comptes de 1864, les recettes, évaluées primitivement à 3,012,719 fr., se sont élevées en réalité à 6,296,249 fr. Il est donc permis de compter sur un revenu normal d'environ 6 millions, qui s'accroîtra infailliblement le jour où la répartition de l'impôt foncier reposera sur des rôles consciencieusement dressés, car les travaux entrepris sur quelques points du pays pour reprendre le cadastre à nouveau ont immédiatement donné des résultats qui compensaient largement les frais; l'avenir financier de la colonie est là.

Pour développer ces ressources, il importait avant tout de donner à l'administration locale l'unité d'impulsion qui lui avait fait défaut tant lors de la période de conquête que dans les tâtonnemens des débuts. Ici deux écoles se trouvaient en présence, n'ayant guère de commun que le point de départ pour lequel l'une et l'autre conservaient l'utile mécanisme de la commune annamite. Celle que l'on eût pu appeler l'école européenne n'admettait les indigènes à aucune autre fonction que celle de maire. Difficile à mettre en pratique dans un pays nouveau et peu connu, elle avait en outre l'inconvénient d'exiger un nombreux personnel, presque impossible à recruter convenablement du jour au lendemain. L'école annamite au contraire, tombant dans l'excès inverse, eût volontiers pris pour devise le mot célèbre : il n'y a rien de changé en

Cochinchine, il n'y a qu'un Annamite de plus. Ce système, dont les promoteurs les plus ardens trouvaient tout naturel de transformer nos officiers en mandarins, se vit l'objet d'un engouement passager, qui ne laissa pas que d'influer sur l'insurrection générale de décembre 1862. Il avait en effet le grave inconvénient de nous isoler au sein de la population indigène, et il permettait par suite aux notables des villages de se livrer impunément aux exactions qu'une longue pratique leur avait rendues familières. L'on découvrit ainsi que le petit village de Binh-hoanh, imposé à 96 francs 25 centimes par an, avait en réalité payé, du 28 décembre 1863 au 13 juillet 1864, la somme relativement énorme de 1066 francs 55 centimes. Indépendamment de ces deux écoles rivales, il s'en fallait de beaucoup que nos trois provinces fussent à l'origine soumises à la même règle, et la raison en était dans la distribution géographique : ainsi la province de Bien-hoa, touchant à la frontière septentrionale, avait conservé intacte l'organisation militaire donnée au lendemain de la conquête, tandis que la tranquille et riche province de Mytho, située sur le Cambodge, en était restée à un régime peu différent des anciens erremens annamites. Entre les deux, la province intermédiaire de Saïgon, où dominait l'élément européen, avait pris, sous l'influence immédiate de l'autorité centrale, une allure différente, sorte de système mixte auquel devaient naturellement se ranger plus tard ses voisines. Ce fut ce qui eut lieu. Sous l'égide d'une administration protectrice et vigilante, la population des campagnes revint peu à peu au travail sédentaire dont lui avaient fait perdre l'habitude la guerre et les corvées écrasantes qu'elle entraînait; on vit se reconstituer l'un après l'autre les villages momentanément dispersés, et la marche ascensionnelle de l'impôt foncier prouva, par la meilleure de toutes les démonstrations, le rapide rétablissement de la tranquillité publique. L'aliénation des terres domaniales, si importante dans une colonie naissante, fut simplifiée de telle façon qu'il n'est peut-être pas aujourd'hui de pays où l'on vende le terrain aussi vite, aussi sûrement, ni à de meilleures conditions qu'en Cochinchine : à l'exception de certains lots urbains, l'acheteur ne paie que 15 francs par hectare, enregistrement compris; vingt-quatre heures après la vente, il reçoit son titre de propriété en échange d'un premier versement de 5 francs par hectare, et parachève son paiement en deux annuités égales, à la fin de la première et de la deuxième année. Enfin les mesures qui émanaient de la métropole témoignaient de la haute intelligence qui présidait à la direction supérieure des affaires, en même temps qu'elles donnaient la preuve de vues novatrices et fécondes. Le décret du 25 juillet 1864, qui réglait l'administration de la justice, simplifiait ce

service dans le sens le plus pratique, et le décret du 10 janvier 1863 organisait le système financier sur des bases nouvelles, différentes de celles de nos autres possessions d'outre-mer, de manière à stimuler énergiquement les efforts de la nouvelle colonie.

Ces progrès ne s'accomplissaient pas sans peine, et les épreuves que la Cochinchine eut à traverser, pour être d'un autre ordre que celles des Antilles et du Canada aux siècles passés, n'en furent pas moins pénibles, et même parfois de nature à inspirer des doutes sur le succès définitif de l'œuvre. Les deux années 1863 et 1864 furent surtout marquées à ce cachet. On n'était plus soutenu par l'ardeur d'une lutte dans laquelle la France au moins payait d'un peu de gloire les enfans perdus qui combattaient au loin pour elle, et en même temps on hésitait à entrer franchement dans la phase pacifique et créatrice qui eût dû suivre la conquête. Ce n'était pas que l'on reculât devant l'étendue de la tâche, mais on attendait en vain de la mère-patrie le mot d'ordre sympathique qui devait donner le signal de l'action. L'opinion en effet, par un de ces reviremens qui lui sont familiers, était du jour au lendemain, et sans raison apparente, devenue presque hostile à notre établissement. Les financiers surtout le battaient en brèche de toute leur éloquence, de sorte qu'on voyait le but sans pouvoir y marcher, tant l'avenir offrait peu de garanties à une entreprise transformée pour ainsi dire en bouc émissaire de nos expéditions lointaines. Avec quelle anxiété le petit noyau de Français groupés à Saïgon n'attendait-il pas de courrier en courrier une solution que chacun ne pouvait s'empêcher de redouter instinctivement! Le moment le plus critique fut lorsqu'en juin 1864 une mission fut envoyée de France à Hué pour y négocier les bases d'une occupation restreinte. Tout semblait perdu. Non-seulement nul commerce sérieux n'eût été possible dans de semblables conditions; mais, loin de réduire nos dépenses, nous les eussions accrues, car la ligne compliquée qui eût relié les postes conservés eût été bien plus coûteuse à surveiller et à défendre que la frontière simple, rationnelle et géographique qui nous limite aujourd'hui vers le nord. En un mot, nous eussions commis l'étrange contre-sens d'étendre nos frontières en restreignant notre occupation. Par quel aveuglement providentiel les négociateurs annamites, au lieu d'accepter sur l'heure les conditions inespérées qui leur étaient ainsi offertes, demandèrent-ils des changemens assez graves pour qu'il en pût résulter un refus de ratification à Paris? En échange des trois provinces dont nous rendions l'administration au gouvernement de Hué, nous prétendions exercer sur toute la Basse-Cochinchine un protectorat affirmé dans le traité par un tribut perpétuel, mais léger, de 2 millions par

an : n'écoutant que l'orgueil traditionnel des cours d'Orient, Tu Duk repoussa obstinément cette clause, et ne voulut consentir qu'à un paiement à terme, c'est-à-dire à un pur et simple rachat de territoire. Le gouvernement français ne pouvait que refuser; il le fit, et les mandarins diplomates durent reconnaître que le temps était passé de ces négociations où leur mauvaise foi et leur science des fins de non-recevoir triomphaient si bien de la patience européenne. Le nœud gordien était enfin coupé.

La situation des esprits ne tarda pas à se ressentir du nouvel état de choses, et Saïgon en 1865 offrait un coup d'œil bien différent de celui que nous avons décrit deux ans auparavant, non pas tant, si l'on veut, par l'aspect matériel que par ce que l'on pourrait appeler la physionomie morale de la ville. On sentait que chacun avait recouvré foi en l'avenir. Les projets longtemps mûris et ajournés prenaient corps, les arrangemens de séjour se complétaient, et si la cité nouvelle ne sortait pas de terre tout armée, comme Minerve du cerveau de Jupiter, au moins la voyait-on se développer avec évidence de jour en jour. En cette seule année 1865, le gouvernement y vendit pour 680,000 francs de terrains. Les industries diverses dont avaient été privés les premiers habitans se créaient l'une après l'autre, et remplissaient de leurs annonces la quatrième page du journal de Saïgon. Enfin, symptôme caractéristique et sûr, parmi les arrivans dont se recrûtait la petite communauté, on vit alors revenir plusieurs des premiers pionniers de la colonie, désireux de reprendre et de continuer l'œuvre commencée, avec le supplément de ressources qu'ils rapportaient de la métropole. La société européenne se constituait peu à peu : on pouvait voir, aux heures attiédies qui précèdent le coucher du soleil, la campagne autour de Saïgon animée par de nombreux promeneurs à cheval ou en voiture et même par des promeneuses qui devenaient moins rares à chaque nouveau voyage des paquebots. En 1863, le premier mariage européen célébré dans la colonie n'avait pu l'être que grâce à ce que l'épousée était venue de Java; le mari eût été fort embarrassé à cette époque de trouver femme dans le pays. En 1865 au contraire, bien que les familles se comptassent encore, les quadrilles commençaient pourtant à pouvoir se former aux réceptions du gouverneur, et le soir, en parcourant les paisibles rues de la ville, il n'était point rare d'entendre les sons familiers d'un piano évoquer le souvenir de la patrie absente. Il n'était pas jusqu'aux Annamites qui ne prissent leur part de ce retour général à la confiance, car la plupart de ceux qui habitent Saïgon y sont venus de Tourane sur nos navires, et nous sont restés fidèles depuis le début de la guerre. Plus leurs craintes avaient été

vives lors des négociations qui devaient les replacer sous l'autorité de leurs anciens maîtres, plus ils se montraient maintenant rassurés et sympathiques, et cela était aussi vrai de l'habitant du village, qui pouvait craindre pour son champ, que de l'humble batelier de la rivière, vivant avec sa femme dans une étroite pirogue à côté de l'enfant endormi dans son hamac.

Ce qui a le plus nui à la Cochinchine dans l'opinion, ce qui a presque failli la faire succomber sous le poids immérité de l'indifférence publique, ç'a été qu'au début la raison d'être de cette occupation ne ressortait clairement aux yeux de personne en France. De plus l'enthousiasme irréfléchi de quelques-uns de ses admirateurs (et ils étaient nombreux dans notre marine) se laissait aller à rêver pour elle un avenir dont faisaient aisément justice les esprits sensés. Elle ne nous donnera évidemment ni les richesses chèrement acquises de Java, ni l'ascendant commercial que tant de causes ont assuré de longue date aux Anglais dans les mers de l'extrême Orient; mais ce n'était pas là ce que nous recherchions, et en fondant un établissement durable à Saïgon nous n'avons fait que réaliser une pensée dont depuis longtemps nos hommes d'état se transmettaient le legs héréditaire. Nous reviendrons sur la tentative avortée de Louis XVI, à laquelle les événemens de 1789 empêchèrent de donner suite; rappelons seulement ce qu'écrivait dès 1843 M. Guizot dans ses instructions à M. de Lagrenée, ministre plénipotentiaire de France en Chine. « Il ne convient pas à la France, disait-il, d'être absente dans une aussi grande partie du monde où déjà les autres nations de l'Europe ont pris pied; il ne faut pas que nos bâtimens ne puissent se réparer que dans la colonie portugaise de Macao, dans le port anglais de Hong-kong ou dans l'île espagnole de Luçon. » L'occupation de la petite île de Basilan, située près de Mindanao, à l'extrémité de l'archipel des Soulou, fut sur le point d'être le résultat de ces instructions; il ne fallut pas moins que les graves complications diplomatiques de 1845, unies aux expéditions de la Plata et de Madagascar, pour faire renoncer à ce projet, de l'abandon duquel nous ne pouvons que nous féliciter aujourd'hui; mais ce que ne put faire la monarchie de juillet, il devait être donné au gouvernement actuel de l'accomplir dans les circonstances les plus favorables. Notre conquête de la Cochinchine ne fut donc pas un ricochet de la guerre de Chine, comme on l'a trop souvent répété. Elle précéda au contraire cette dernière, et Tourane eût peut-être été le siége de la nouvelle colonie sans l'heureuse inspiration qui nous conduisit à Saïgon. Peu de positions dans ces mers satisfaisaient dans une aussi juste mesure aux diverses conditions que nous devions essayer de réunir.

Avec le maigre courant d'émigration des Français du XIXe siècle, il fallait en effet un pays tout peuplé; il fallait de plus que ce pays offrît les élémens d'un commerce rémunérateur, et que ses ressources lui permissent de se suffire à lui-même, pour que les dépenses de l'administration ne vinssent pas s'ajouter aux charges de l'établissement militaire. Enfin il fallait que cet établissement fût à la fois militaire et naval, afin de pouvoir au besoin servir de base d'opérations dans l'éventualité d'une guerre maritime.

La Basse-Cochinchine résolvait admirablement tous les termes de ce problème compliqué, et elle les résoudra bien mieux encore le jour où nous aurons complété l'occupation de ce splendide delta par l'annexion des trois provinces annamites de Ving-Long, de Chaudoc et d'Hatien. Peuplé d'un million d'habitans laborieux et rompus aux travaux de la terre, ce pays nous a donné en peu d'années, sans pression et par le seul effet d'une habile administration, des revenus suffisans pour équilibrer ses dépenses propres. Les exportations, presque au lendemain de la guerre, s'y sont élevées à plus de 20 millions. Quant aux avantages stratégiques, ils sont plus frappans encore, et je ne saurais mieux les faire ressortir qu'en prenant pour terme de comparaison notre ancienne colonie française du Canada. Des deux parts on voit un magnifique fleuve navigable pour des vaisseaux de haut bord jusqu'à la ville principale, bien au-dessus de l'embouchure. Encore le Donnaï, par la moindre largeur du lit comme par l'heureuse disposition des coudes qu'il présente, est-il bien plus facile à fortifier que le Saint-Laurent : une poignée d'hommes résolus peut s'y défendre pendant des années sans secours du dehors. En Cochinchine, nous n'avons d'ailleurs a redouter d'attaque que du côté de la mer, tandis que le Canada était vulnérable sur toute la longue étendue de la frontière américaine. Cependant avec 4 ou 5,000 hommes de troupes et les vaillantes milices canadiennes, Montcalm, abandonné de la métropole, résista près de cinq ans aux efforts de la Grande-Bretagne, et ce fut l'honneur de nos armes qu'il ne succomba dans cette lutte que sous l'incroyable acharnement déployé par les colonies anglaises d'Amérique. Quelques années plus tard, dans une autre guerre également glorieuse, nous savons comment les brillans succès de Suffren restèrent stériles par manque d'un point d'appui. Les circonstances qui l'amenaient alors dans l'Inde conduiraient aujourd'hui ses successeurs dans les mers de Chine : Saïgon y sera pour eux le point d'appui qui fit défaut à l'héroïque bailli.

ED. DU HAILLY.

ÉTUDES

SUR

L'ALLEMAGNE NOUVELLE

I.

LES DROITS ET LES DEVOIRS DE LA PRUSSE.

Tout n'est pas fini au-delà du Rhin. La lutte sanglante a été aussi courte que terrible; la guerre des idées sera longue. Quelles que soient l'attraction de la force et la fascination de la victoire, il est impossible que la vieille Allemagne disparaisse sans jeter un cri. Sera-ce un cri de douleur, d'effroi, de regret, ou simplement un cri de surprise, d'une surprise à laquelle doivent succéder chez le plus grand nombre la joie et l'espérance? Voilà ce que nous voudrions examiner ici avec une impartialité scrupuleuse. Des intérêts de toute sorte sont en cause dans ce grand renouvellement de l'Allemagne : au premier rang, les intérêts de la politique internationale et les intérêts de ce nouveau droit des peuples qui n'est autre chose que l'immortel esprit de la révolution française. Quelles sont à ce point de vue les conditions de succès pour la future Allemagne? Quels sont aussi en conséquence les devoirs imposés à la fière et robuste nation qui tient aujourd'hui entre ses mains les destinées de la commune patrie? Il est incontestable d'une part que la Prusse, depuis plus d'un demi-siècle, même sous les gouvernemens les plus rétrogrades, a toujours représenté les idées modernes au sein des

contrées allemandes, que le vœu de toutes les âmes libérales d'un bout de la confédération à l'autre lui donnait, bon gré, mal gré, une mission civilisatrice, que le principal grief de ceux qui l'ont tant de fois injuriée était de la voir manquer si souvent à l'appel du patriotisme germanique; la Prusse, en un mot, était au cœur de l'Allemagne ce qu'est la France au cœur de l'Europe. D'autre part, il est impossible de nier que des instincts, des sentimens, des traditions particulières, bien plus des principes réfléchis, s'opposaient en maint endroit à cette concentration de l'Allemagne aux mains de la Prusse. Et je ne parle pas seulement des représentans du passé, adversaires naturels de l'état révolutionnaire créé par Frédéric le Grand; des libéraux même, d'énergiques soldats du progrès, appelaient de leurs vœux une Allemagne vraiment allemande, l'Allemagne saxonne et souabe, d'où seraient exclues à la fois et la Prusse et l'Autriche. Les événemens du mois de juillet ont-ils changé ces dispositions? Quels sont les symptômes qui se manifestent? A côté des causes qui attirent vers la Prusse toute une partie de l'Allemagne, y a-t-il des motifs de répulsion et de haine? Quels seront la valeur, le nombre, le droit des partis que cette situation va faire naître? La confédération du nord, si elle réussit à s'organiser, trouvera-t-elle dans ces partis nouveaux une force ou des entraves? Toutes ces questions méritent une sérieuse étude. On peut dire que la victoire de Kœniggrætz et les graves changemens qu'elle a produits dans l'équilibre des divers états de l'Allemagne et de l'Europe ont ouvert comme une grande enquête chez celles des populations germaniques qui ont échappé jusqu'à cette heure aux annexions prussiennes; nous voudrions faire pour nous-mêmes une partie de cette enquête en suivant d'un regard attentif les polémiques allemandes.

Notre éminent collaborateur M. Eugène Forcade écrivait ici le 1er septembre : « Les Allemands ont fait appel à la force prussienne ou se sont soumis à elle pour le règlement de leur constitution intérieure. Soit; cela les regarde. Il est possible que l'expérience trompe leurs illusions ou réussisse à leur gré. Si la domination prussienne n'est point sans désagrémens, le peuple prussien et son gouvernement ont des qualités solides qui peuvent faire accepter leur hégémonie par la race germanique. Nous devons assister à ce travail de réorganisation avec une curiosité sympathique, en donnant une attention vigilante aux accidens qui pourraient toucher nos justes intérêts. Le spectacle, sans contredit, sera compliqué et instructif. » Tel est précisément le point de départ de nos études. — Mais êtes-vous bien désintéressés? diront les écrivains allemands, car en telle matière leur susceptibilité est vive, et tout ce qui vient

de ce côté-ci du Rhin leur inspire des défiances farouches. Au nom de quel esprit, au nom de quel droit ferez-vous cette enquête? Les craintes manifestées par l'opinion publique de la France à la nouvelle de nos triomphes, les cris de colère poussés par vos publicistes, les réclamations de votre diplomatie, tout cela ne montre-t-il pas que votre parti est pris d'avance, et que vous êtes hostiles, par intérêt ou par passion, aux destinées de la Prusse?

Ces objections n'ont rien qui m'embarrasse. Je réponds simplement : C'est une enquête à faire sans parti-pris, sans passion mesquine, sans aucun souci de cette politique du passé qui plaçait la force des états dans la faiblesse des états voisins. Il n'y a ici d'autre règle que le droit, j'ajoute, afin de couper court à toute équivoque, le droit pur, celui qui appartient à tous les peuples de se constituer intérieurement d'après leurs propres intérêts et leur mission civilisatrice. Il est permis sans doute à la France d'invoquer ce droit et d'en surveiller l'exercice, puisque c'est elle qui a eu la gloire de l'introduire dans le monde.

Les émotions qui ont agité la France dès le lendemain de la victoire de Sadowa tiennent à des causes très complexes, et peut-être est-il permis d'affirmer que la conscience publique ne s'en rend pas encore un compte parfaitement exact. Il y a d'abord les questions de parti. L'ancien et le nouveau régime, la révolution et la réaction sont en présence dans la guerre d'Allemagne, comme dans tous les grands problèmes du XIXe siècle. Que les hommes opposés au renouvellement de l'Italie voient avec douleur et indignation une œuvre analogue s'accomplir au-delà du Rhin, comment s'en étonner? Leur esprit n'est pas notre esprit, leurs voies ne sont pas nos voies; ce qui nous réjouit les afflige, et ce qui les réjouirait nous mettrait dans le deuil. Il ne faut donc pas que les publicistes de l'Allemagne du nord considèrent les clameurs de ce parti comme l'expression des idées de la France; la France espère bien que le développement régulier des principes modernes causera encore d'autres déconvenues du même genre aux partisans de l'ancien droit, du droit de la force et de la violence, si insolemment appelé le droit divin. Quant à ceux qui, dévoués à la cause de la société issue de 89, ont été si vivement émus des derniers événemens de l'Allemagne, je crois que ce premier trouble de leur esprit doit être attribué à deux motifs de valeur fort inégale : d'abord à une connaissance incomplète des mouvemens d'idées qui ont agité l'Allemagne depuis 1840 et rendu inévitable l'immense conflit terminé à Sadowa, ensuite et surtout à la répulsion excitée chez les âmes honnêtes par les tristes procédés qui ont amené la lutte, par les procédés plus condamnables encore qui ont compromis la victoire. Cette répulsion est juste, et pour

l'honneur de notre cause nous ne regrettons pas la généreuse explosion de l'équité française.

Sachons pourtant voir les choses d'un esprit libre et dégager la question vraie des détails qui l'obscurcissent. Les hommes passent, les idées restent. Ni les violences de M. de Bismark, ni les prétentions théocratiques du roi Guillaume ne doivent nous donner le change; la victoire de l'Autriche eût été la victoire d'une réaction funeste. Voilà pourquoi, avant de suivre en ses péripéties la reconstruction de l'Allemagne, il nous a paru nécessaire de résumer à grands traits la situation d'où est sortie la lutte et les principes qui la dominent. Ces pages s'adressent à nos amis de France autant qu'à nos amis d'Allemagne; il faut rappeler aux uns quels sont les droits de la Prusse, aux autres quels sont ses devoirs.

I.

Il y a vingt-trois ans, après avoir raconté ici même les premiers symptômes d'une révolution morale qui transformait le génie allemand et faisait succéder le besoin de l'action au goût des études spéculatives; après avoir montré que la Prusse, en dépit de son gouvernement, était le théâtre de cette révolution, et que tous les vœux, toutes les ardeurs des peuples germaniques se tournaient de son côté avec des cris d'encouragement ou de menace, je terminais par ces paroles : « Bien que la Prusse n'ait plus aujourd'hui, comme sous Frédéric-Guillaume III, la direction calme et régulière de la science, elle est toujours le centre de la vie. C'est dans son sein que se passent les agitations dont je viens de parler. On l'attaque, on lui adresse les reproches les plus amers; qu'importe? Ces mécontentemens attestent encore le haut rang qu'elle a conquis. Pourquoi, parmi tant d'écrivains, n'en est-il pas un seul qui, dans les questions générales, s'adresse à l'Autriche ou à la Bavière? Parce que c'est la Prusse toute seule, ils le savent bien, qui est chargée désormais des destinées de l'Allemagne. Tandis que l'Autriche se retire de plus en plus de la société germanique, tandis que, tournée vers le midi et l'orient, elle ne peut empêcher ses provinces slaves de parler plus haut qu'elle et de chercher dans leurs traditions une vie qu'elle n'a point, tandis que Munich s'habitue chaque jour davantage à ne plus être qu'un lieu de repos, une paisible assemblée de vieillards lassés de la vie, — la Prusse au contraire demeurera toujours le champ de bataille des idées allemandes. Pour tout dire enfin, les états du midi possèdent des constitutions; mais qu'est-ce que ces fictions vaines tant que la Prusse n'aura pas tenu ses promesses sur ce point? Une constitution sérieuse, la li-

berté de la presse, la publicité des tribunaux, pour que toutes ces choses, depuis si longtemps espérées, aient une valeur réelle, il faut, c'est la ferme pensée de l'Allemagne, il faut que ce soit la Prusse elle-même qui les accorde... Quant à ce besoin d'unité, marque certaine de la maturité des peuples, faut-il croire qu'il mettra un jour entre les mains de la Prusse le gouvernement politique, comme il lui a donné déjà le gouvernement intellectuel? Telle est, je le sais bien, la secrète ambition de l'Allemagne du nord; mais cela ne saurait arriver sans une révolution immense, et qu'il est impossible de prévoir. Toutefois ce gouvernement des esprits conduit certainement à l'autre, et à moins que l'Autriche et la Bavière ne lui enlèvent cette supériorité, il est manifeste que la Prusse peut attendre les événemens avec confiance, car, si l'antique unité du moyen âge allemand devait se reconstituer, si le trône de Barberousse, brisé par la réforme, devait se relever tôt ou tard, celui-là n'y aurait-il pas des droits qui se serait chargé des destinées de la pensée? Ne serait-il pas nécessaire enfin que, parmi les successeurs de l'empire, le sceptre appartînt au plus digne?... » Le mouvement d'idées dont je résumais ainsi le tableau est le véritable point de départ de la situation présente. C'est en 1840, c'est à l'avénement de Frédéric-Guillaume IV qu'imposant un moment au nouveau roi les hautes ambitions qu'elle n'avait jamais abjurées la nation de Frédéric II ressaisit, après une longue éclipse, la conscience de sa force et de sa destinée.

L'année 1815, si désastreuse pour nous, n'avait guère été moins funeste pour les nations germaniques. C'était l'esprit de la sainte-alliance qui avait présidé à l'établissement de la confédération. La France était vaincue; avec elle étaient écartées pour longtemps toutes les idées de progrès. Aussi, une fois l'orgueil national apaisé, une fois les mauvaises rancunes satisfaites, un immense malaise ne tarda point à peser sur la conscience de l'Allemagne. Où étaient les promesses de 1813? En vain le poète Uhland évoquait-il en face des souverains les morts de Dresde et de Leipzig réclamant l'exécution de tant de solennelles paroles; on étouffait ce loyal appel comme une clameur séditieuse. La chancellerie autrichienne inspirait ou imposait à tous les gouvernemens germaniques la même ingratitude envers leurs peuples. Des esprits pénétrans et dégagés des haines de race purent comprendre alors quelle pensée profonde avait conçue l'empereur Napoléon, lorsqu'il s'était efforcé d'attirer la Prusse dans l'orbite de la France. Cette Prusse que le vainqueur d'Iéna avait combattue malgré lui, cette Prusse dont il avait voulu réveiller les traditions, cette Prusse, fille du XVIIIe siècle, parvenue glorieuse au milieu du vieux monde, et si naturellement appelée à

défendre dans le monde nouveau les mêmes principes que la France de 89, qu'était-elle devenue? Le satellite de la Russie et de l'Autriche. Chose singulière, le vieil empire d'Allemagne, si hardiment ébranlé par Frédéric le Grand et qui était tombé en 1806 sous les coups de Napoléon, semblait se reconstituer sous une autre forme au profit des Habsbourg. Le cabinet de Vienne dirigeait la politique de Berlin, et le successeur de Frédéric le Grand obéissait aux inspirations de la chancellerie impériale comme s'il n'eût été qu'un margrave de Brandebourg. Le génie de la Prusse n'abdiquait pas cependant. Quel essor de la pensée publique durant cette triste période! Jamais on ne vit une foi plus grande dans les travaux de l'esprit, jamais un recueillement plus loyal; c'est la période héroïque de l'université de Berlin. D'un côté, un peuple fidèle à ses traditions, obstiné à sa tâche, gardant comme un trésor le double héritage de la réforme et du XVIIIe siècle, de l'autre un gouvernement qui semblait avoir peur de son drapeau, voilà le spectacle que de 1815 à 1830 la Prusse a donné à l'histoire.

Même situation, plus douloureuse seulement, pendant les dix années qui suivent. La révolution de juillet avait eu son contre-coup au-delà du Rhin. Parmi les petits états de la féodalité germanique, les plus obstinés défenseurs de l'ancien régime avaient dû céder devant la volonté des peuples. Le libéralisme reprenait confiance. Généreuse agitation, frappée bientôt de stérilité! Les passions révolutionnaires compromettent toujours les œuvres légitimes de la révolution. Que produisirent ces mouvemens soulevés par un malaise trop manifeste? Ce qu'ils produisent partout quand ils ne sont pas réglés par une direction intelligente et forte. L'anarchie des idées, la violence des entreprises, fournirent des armes aux ennemis de la liberté. Toutefois, si un des gouvernemens de l'Allemagne avait essayé de donner satisfaction aux désirs qui travaillaient le pays, on n'aurait vu ni la fête de Hambach en 1832, ni l'émeute de Francfort en 1833. Ce pouvoir directeur invoqué par tous les esprits ardens, libéraux ou démocrates, c'était la Prusse; la Prusse fit défaut à leur appel. L'homme d'état célèbre qui usait alors les plus rares qualités dans une lutte incessante contre la société moderne, M. de Metternich, avait décidément entraîné le cabinet prussien dans son cercle d'action. On voyait bien de temps en temps reparaître l'esprit libéral qui demeure toujours, quoi qu'on fasse, la tradition secrète, le tempérament intime de l'état organisé par le grand Frédéric; lorsque les sept professeurs de Goettingue, en 1837, protestèrent contre les violences du roi de Hanovre, où trouvèrent-ils un refuge? A Berlin. C'était une belle occasion d'affirmer aux yeux de tous le caractère de la Prusse; Frédéric-Guillame III la saisit noblement, heureux

en quelque sorte d'interrompre la prescription que lui avaient imposée si longtemps et sa propre faiblesse et l'influence de plus en plus prépondérante de la politique autrichienne. On n'en sentit que mieux dans toute l'Allemagne ce que pouvait la Prusse et ce qu'elle ne faisait point. L'accueil fait aux destitués de Goettingue n'avait été qu'un symptôme fugitif. Après cet éclair d'espérance, la situation étant devenue aussi sombre que par le passé, une sorte de désespoir s'empara des intelligences. Si la période de 1815 à 1830 avait vu se déployer la doctrine de Hegel avec ses ambitions démesurées et ses témérités prestigieuses, si l'école du puissant maître, comme une expédition conquérante, attirait les regards, occupait les âmes et les consolait de l'inaction, c'est quelques années avant 1840, c'est sous l'influence de ce long étouffement national que la *jeune école hégélienne* jeta son premier cri de révolte et fit du plus noble foyer d'études un foyer de rêveries exaltées. Les *Annales de Halle*, organe de la *jeune école hégélienne*, paraissent en 1838. « La Prusse n'existe plus, — dira bientôt un des chefs du parti, — nous quittons la Prusse pour l'Allemagne. » Et les *Annales de Halle* deviendront les *Annales allemandes*. La Prusse n'existe plus! parole caractéristique dans le sujet qui nous occupe, indice de la haute place que les esprits même les plus violens assignaient à la monarchie de Frédéric. C'est comme s'ils eussent dit : Vous deviez prendre en main la cause de la société moderne, et vous abdiquez devant l'ennemi commun, vous consentez à servir la sainte-alliance! Trahis par ceux qui étaient chargés de nous conduire, nous ferons seuls nos affaires.

On vit bientôt cependant que la Prusse existait toujours. Dès l'avénement du roi Frédéric-Guillaume IV en 1840, c'est elle qui redevient le centre de l'Allemagne. Tant que le roi, si durement éprouvé en 1806, avait occupé le trône des Hohenzollern, il semblait qu'on fût d'accord pour ne pas troubler sa vieillesse. On se rappelait que, timide et irrésolu avant les jours d'épreuve, il avait grandi dans l'infortune. On lui savait gré de ne pas avoir désespéré de la patrie après Iéna et Auerstædt. Si les démocrates passionnés disaient que la Prusse était morte, les esprits sages ajournaient à l'ouverture d'un nouveau règne les réclamations du libéralisme. Aussi quel concert en 1840! De tous les points de la confédération éclatèrent des plaintes, des vœux, des cris d'espoir, des sommations impérieuses. Toutes les Allemagnes, celle du nord, celle du midi, toutes les Allemagnes libérales, avides d'action et d'unité, exigeaient que la Prusse prît enfin la direction de la cause commune. Ces désirs impatiens se faisaient jour par toutes les issues. Le philosophe dans sa chaire les exprimait aussi ardemment que le

publiciste dans son journal ou l'orateur au sein des assemblées. On vit se former toute une légion de poètes qui jetaient aux échos les fanfares nationales et accusaient les lenteurs du gouvernement prussien.

Frédéric-Guillaume IV, intelligence brillante, caractère indécis, n'était pas fâché de ces manifestations tumultueuses malgré les embarras qu'elles lui causaient. Il jouissait en artiste de ces acclamations tour à tour enthousiastes ou menaçantes, au lieu d'utiliser en homme d'état cet élan de l'esprit public. N'osant se mettre à la tête du mouvement, il se gardait bien pourtant de le décourager. Tout son règne, quand on le considère à distance, semble n'avoir eu d'autre programme que celui-ci : laisser briller à tous les yeux l'idéal de l'unité allemande, en réservant à des successeurs plus hardis la mission de le poursuivre. Il rêvait, et, satisfait de son rêve, il eût voulu que tous les cœurs s'en contentassent comme lui. Il rêvait tout haut quelquefois, témoin ce jour où, haranguant une foule immense pressée sous le balcon de son palais, il annonçait ainsi sa politique : « Chevaliers, bourgeois, paysans, et vous tous, parmi cette foule innombrable, vous tous qui pouvez m'entendre, voici la question que je vous adresse : voulez-vous, en cœur et en esprit, en paroles et en actes, voulez-vous avec la loyauté sainte d'un cœur allemand, avec l'amour plus saint encore d'une âme chrétienne, m'aider à maintenir la Prusse telle qu'elle doit être pour ne pas périr? Voulez-vous m'aider à développer plus richement chaque jour les ressources vivaces qui ont fait de ce pays, malgré son petit nombre d'habitans, une des grandes puissances de la terre? Ces ressources, vous les connaissez, c'est le sentiment de l'honneur, la loyauté, l'amour de la lumière, l'amour du droit et de la vérité, surtout l'ardent désir de toujours marcher en avant, avec l'expérience de l'âge mûr et l'héroïque intrépidité de la jeunesse. Êtes-vous bien résolus à ne point m'abandonner dans cette tâche, à y persévérer au contraire, à vous y obstiner avec moi dans les bons et dans les mauvais jours? Répondez-moi donc par le son le plus clair et le plus joyeux de la langue maternelle, répondez-moi avec acclamations : Oui! » Et les acclamations éclatèrent, bien qu'on ne s'entendît guère de part et d'autre. Tandis que ces mots de jeunesse, de maturité, d'héroïsme, résonnaient aux oreilles du peuple comme la promesse d'un développement viril et d'une marche en avant, le roi s'enthousiasmait secrètement pour je ne sais quelle restauration du moyen âge. Cette affectation de partager la nation allemande en classes distinctes, ces dénominations de chevaliers, de bourgeois, de paysans, adressées à des hommes dont le cœur battait à l'unisson et qui voulaient transporter enfin cette unité dans leur vie pu-

blique, c'étaient là des symptômes qui passèrent inaperçus en cette heure d'ivresse, mais qui ne tardèrent pas à prendre leur véritable sens. L'unité, forme trop révolutionnaire aux yeux de Frédéric-Guillaume IV, devait s'appuyer sur les institutions du XIIIe siècle pour ne pas effrayer ce mystique songeur. Relisez ses discours, rappelez-vous ses actes, interrogez les polémiques si vives, si curieuses, quelques-unes si éclatantes, auxquelles donna lieu son gouvernement et dont toute l'Allemagne fut le théâtre; vous retrouverez toujours ce phénomène : ici, les peuples allemands avides d'une existence nouvelle, impatiens de concentrer leur action, impatiens de fournir leur part à l'œuvre commune de la moderne Europe; là, l'héritier de Frédéric II à qui l'unité allemande n'apparaît que sous la forme d'une monarchie théocratique.

De ces rêves de saint-empire, une secousse terrible le rappela bientôt au sentiment de la réalité. La révolution de février venait d'éclater à Paris; un même mouvement fait explosion au-delà du Rhin, et de proche en proche soulève les capitales. Comment l'Allemagne, étouffant dans ses liens, n'eût-elle pas saisi cette occasion d'agir? Puisque la monarchie prussienne manque à sa mission nationale, la nation elle-même, à ses risques et périls, essaiera de se donner les institutions que des millions d'hommes réclament. Trois semaines après, le 17 mars, la révolution est à Berlin. Voyez pourtant les instincts monarchiques de l'Allemagne, et comme le grand intérêt qui domine tous les autres, le besoin de l'unité, modérera les combattans au milieu même des plus violens désordres; l'émeute est victorieuse dans la capitale de la Prusse, et Frédéric-Guillaume IV n'a point perdu son trône! Il est vaincu, il est obligé de courber la tête devant l'insurrection; il n'a pas cessé d'être roi. Est-ce un otage que l'on garde avec défiance, comme la révolution gardait Louis XVI? Non, c'est l'héritier du grand Frédéric, c'est le dépositaire des destinées de la patrie; un instinct général avertit les vainqueurs que découronner la Prusse serait découronner l'Allemagne. Quelles que fussent, là comme ailleurs, les passions et les espérances d'une démocratie effrénée, le sentiment national est plus fort. Un mot a suffi pour désarmer les hommes qui viennent de vaincre les troupes royales dans les rues de la ville et qui assiégent déjà la sombre forteresse du palais : « je serai le roi allemand! » a dit Frédéric-Guillaume IV en saluant les morts tombés sur les barricades.

La fièvre de 1848 a beau suivre son cours, le rôle attribué à la couronne de Prusse par la majorité du libéralisme allemand continue d'occuper les esprits. Au milieu des alternatives de la lutte, au milieu des entreprises de la démocratie et des résistances du

pouvoir, tandis que le roi prend sa revanche des événemens de mars, met Berlin en état de siége, transfère les chambres à Brandebourg et finit par les dissoudre, le parlement de Francfort persiste à faire de Frédéric-Guillaume le représentant de l'unité nationale. Après l'avoir humilié à Berlin, la révolution prussienne l'appelait *le roi allemand;* quand il a repris son épée et vengé sa couronne, quand il est suspect aux libéraux, haï des démocrates, et soutenu seulement par une aristocratie impopulaire, la révolution allemande lui offre l'empire d'Allemagne.

Il y a quelques mois, avant que la guerre eût éclaté, on fut surpris de voir M. de Bismark proposer un système d'organisation fédérale qui excluait l'Autriche des cadres de la future Allemagne. Ce système était à l'ordre du jour depuis bien des années, et il avait été en 1848 l'objet d'une discussion solennelle. C'est l'Allemagne elle-même qui avait prononcé l'exclusion de l'Autriche après un débat où toutes les opinions furent entendues, tous les argumens développés de part et d'autre. Au moment du vote décisif, plus d'un cœur avait saigné. Rejeter hors de la communauté germanique la puissance qui en avait eu si longtemps la direction, l'état qui depuis tant de siècles personnifiait l'empire, n'était-ce pas une nécessité cruelle? On crut pourtant que c'était une nécessité impérieuse. Parmi les acteurs de ces grandes scènes se trouvait le vieux poète des guerres de 1813, celui qui avait chanté les strophes célèbres : « Quelle est la patrie de l'Allemand? Est-ce la Souabe? est-ce la Saxe? est-ce la Prusse? est-ce l'Autriche? Non, la patrie de l'Allemand, c'est toute la terre allemande. » Lorsque M. Maurice Arndt, appelé à émettre son vote, vota l'exclusion de l'Autriche, un des députés autrichiens lui cria ces mots : *Was ist des Deutschen Vaterland?* et le vieux chantre du patriotisme retomba évanoui sur son banc. J'ai raconté ici même le détail de ces discussions mémorables; qu'il suffise aujourd'hui d'en rappeler le résultat. Au mois d'octobre 1848, le parlement de Francfort, cette grande assemblée réunie comme une constituante pour fonder l'unité de l'Allemagne, discutait la loi de l'empire préparée par une commission qui siégeait depuis cinq mois. Ce parlement était l'expression fidèle de tous les états et de tous les partis entre lesquels était divisée la société germanique. Or 340 voix contre 76 ne craignirent pas de voter deux articles qui eussent obligé l'Autriche à se séparer de l'union allemande. Quelques mois plus tard, après de longues luttes sur les droits du futur empereur, on procédait à l'élection, et le président, M. Simson, en proclamait le résultat en ces termes : « Les 290 votes qui ont été émis se sont réunis sur le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV; 248 députés ont cru devoir s'abstenir. Donc

dans sa cent-quatre-vingt-seizième séance publique, le mercredi 28 mars 1849, l'assemblée nationale de l'empire, conformément à la constitution qu'elle a fondée, a remis au roi Frédéric-Guillaume IV la dignité d'empereur d'Allemagne à titre héréditaire. Puisse le prince allemand qui tant de fois a exprimé en d'immortelles paroles son chaleureux dévouement à la cause allemande, puisse ce noble prince devenir le soutien de l'unité, de la liberté et de la grandeur de notre patrie, maintenant qu'une assemblée sortie du sein de la nation entière, une assemblée comme il n'y en a jamais eu sur le sol de l'Allemagne, l'a élevé au faîte de l'empire! Que Dieu soit avec l'Allemagne et son nouvel empereur! »

Ce n'était là, je le sais bien, qu'une création idéale, un rêve et un fantôme d'empire; l'effet moral subsistait pourtant, et les 240 voix qui s'étaient abstenues, si forte que fût cette minorité, ne pouvaient diminuer de beaucoup le bénéfice qu'en retirait la Prusse. Un grand nombre de ces voix étaient des voix prussiennes qui refusaient pour Frédéric-Guillaume IV un présent auquel l'assemblée avait mis des conditions trop révolutionnaires. Quant aux autres, elles ne représentaient que le morcellement du pays, ce morcellement qu'il s'agissait de faire disparaître, et elles n'avaient pas même un candidat à opposer au *roi allemand*. Comment donc se fait-il que l'élection du 28 mars 1849 n'ait pas produit plus tôt les conséquences qu'elle renfermait? Comment la chimère n'est-elle pas devenue plus tôt une réalité? En d'autres termes, comment Frédéric-Guillaume IV et ses conseillers n'essayèrent-ils pas de mettre à profit cette manifestation du vœu public, sauf à faire modifier ensuite, par le parlement lui-même, tout ce qu'il y avait d'impraticable dans les conditions de la loi? C'est qu'un homme venait de se révéler, un défenseur de la monarchie des Habsbourg, un politique hardi, qui eût été pour l'Autriche ce qu'a été pour la Prusse M. le comte de Bismark, si la mort ne l'eût frappé au milieu de ses victoires. Ce Bismark autrichien, — la postérité pourra le comparer au ministre du roi Guillaume Ier, quand elle aura en main tous les documens, — ce Bismark autrichien s'appelait le prince de Schwarzenberg.

Le prince de Schwarzenberg était devenu premier ministre de l'empire d'Autriche au moment où l'empire, ébranlé par trois révolutions successives, ramassait toutes ses forces pour échapper à tant de périls et prétendait se reconstituer sur des bases nouvelles. Le 27 novembre 1848, il inaugurait sa politique par une proclamation aussi ferme que hautaine, et cette proclamation annonçait une résistance inflexible à toutes les décisions du parlement de Francfort. Cinq jours après, le 2 novembre, l'empereur Ferdinand Ier, qui

avait appelé à son aide ce hardi personnage, abdiquait en faveur de son neveu François-Joseph. Il est évident que le prince de Schwarzenberg avait présidé à ce changement de règne; on reconnaît bien là son esprit net, pratique, résolu, prompt au conseil, aussi prompt à l'action. C'était lui, comment en douter? qui avait persuadé au vieil empereur que des mains plus jeunes, plus libres, pouvaient seules toucher à ces grandes affaires, qu'une souveraineté nouvelle serait mieux à l'aise pour opérer les transformations inévitables, que nul souvenir, nul engagement ne l'empêcherait de satisfaire aux exigences de la situation. Dès lors la lutte commence et contre le parlement de Francfort et contre le cabinet de Berlin. Au mois de janvier 1849, tandis que le parlement se prépare à la seconde lecture de la constitution, et quand il n'est plus douteux que l'assemblée offrira la couronne impériale à la Prusse, le prince de Schwarzenberg déclare que cet empire est impossible. Il fait appel à tous les intérêts particuliers, à toutes les traditions locales, à toutes les antipathies secrètes dont les unitaires demandaient le sacrifice au nom de la mère-patrie; c'est l'esprit de division, de morcellement, c'est l'esprit féodal qui se dresse avec autant d'habileté que de vigueur en face de l'esprit moderne et de l'instinct national. En même temps, pour dédommager les imaginations allemandes, pour satisfaire ce besoin d'action et de puissance extérieure qui se confond chez un grand nombre avec le désir de l'unité, il fait briller aux yeux de l'Allemagne l'idée d'une fédération immense. « Dans le plan de l'Allemagne tel que le proposerait le gouvernement de sa majesté impériale, — ainsi s'exprime la note du 4 février 1849, — il y a place et pour tous les états allemands et pour toutes leurs possessions non allemandes. Le gouvernement de sa majesté ne craint pas que l'union plus intime de l'Allemagne et des possessions non allemandes de l'empire d'Autriche soit pour la patrie une cause de divisions et de luttes entretenues par l'esprit de race; il y voit au contraire d'un côté et de l'autre une source d'inappréciables bienfaits. » En d'autres termes, la Hongrie, la Bohême, la Galicie, la Croatie, la Transylvanie, le Banat, le grand-duché de Posen, une partie du Danemark et de la Hollande, une partie de l'Italie, devaient former une agglomération formidable au cœur de l'Europe. Le prince de Schwarzenberg comprenait bien que les principes nouveaux, si favorables à la Prusse, ne pouvaient que rejeter l'Autriche hors de la communauté allemande, ou du moins l'y réduire à une position secondaire; le seul moyen pour elle de reprendre son ancien rang, c'était d'introduire dans la fédération projetée ses Slaves, ses Magyars, ses Tchèques, ses Croates, et ceux qu'elle appelait ses Italiens. Avec ce mépris des peuples, qui était le fond de

la politique de la sainte-alliance, le ministre de François-Joseph promettait d'en faire des Allemands. Dans ce vaste empire fédératif, l'Autriche reprenait alors l'avantage du nombre et pouvait arracher à la Prusse le sceptre que l'Allemagne restreinte offrait au successeur de Frédéric le Grand. L'ancienneté des souvenirs, l'idée du vieux droit si chère aux esprits germaniques, le prestige de la majesté impériale si longtemps inféodée à la maison de Habsbourg, avec cela une politique nouvelle et intrépide à la place du vieux système de ruse et de temporisation pratiqué par M. de Metternich, en un mot la politique inaugurée par M. de Schwarzenberg en face des irrésolutions de Frédéric-Guillaume IV, n'était-ce pas là, pensait-il, autant de gages de triomphe? Or, si dans l'état de confusion et de malaise où se trouvait alors l'Europe ce rêve avait eu le temps de se réaliser, qu'on songe aux conséquences d'un plan si opposé aux principes de la société moderne, qu'on se représente cette fédération de soixante-dix millions d'hommes dominée par l'esprit de la vieille Autriche, et s'étendant de la Baltique à la Méditerranée, des frontières de la Russie aux frontières de la France!

Certes, pour qui considère ces choses à distance, après tant d'événemens qui ont vengé l'ordre nouveau, l'image que nous venons d'évoquer semble une fantasmagorie. — On ne pouvait, dira-t-on, soutenir une plus mauvaise cause par des moyens plus désespérés. Pour relever l'Autriche éliminée de l'Allemagne ou réduite à un rang subalterne par le seul développement du principe des nationalités, appeler à son aide les populations qui maudissaient le joug allemand, quelle folie! n'était-ce pas rendre plus manifeste à tous les yeux le rôle bienfaisant de la Prusse? n'était-ce pas rallier à sa cause bon nombre d'esprits qui hésitaient encore? Eh bien! telle était l'indécision de Frédéric-Guillaume IV, et telle fut l'ardeur impérieuse du prince de Schwarzenberg que, pendant trois années, la victoire appartint à l'Autriche. Ce furent d'abord des victoires diplomatiques. Au moment où Frédéric-Guillaume IV ne voulait ni accepter sans réserve ni refuser absolument la couronne impériale, qui donc l'obligea soudain à rompre avec l'assemblée, c'est-à-dire avec l'Allemagne elle-même? qui le contraignit à reculer? qui lui arracha des mains ce sceptre apporté solennellement par les représentans de la nation? Le prince de Schwarzenberg. Les notes se suivaient, toujours plus pressantes. C'étaient des sommations plutôt que des notes : l'accent du commandement y éclate. Le prince de Schwarzenberg voulait à la fois détruire l'œuvre de la révolution allemande et humilier la Prusse; il y réussit. C'est le 28 mars 1849 que le parlement de Francfort avait élu Frédéric-Guillaume IV empereur d'Allemagne à l'unanimité des suffrages exprimés; le 28 avril,

pressé entre la révolution qui le supplie et l'Autriche qui le menace. Frédéric-Guillaume emprunte les paroles mêmes du prince de Schwarzenberg pour condamner l'œuvre de l'assemblée de Francfort et rejeter son hommage.

L'Allemagne est là pourtant, impatiente de toucher au but, irritée de son impuissance, et le malaise profond qu'elle éprouve fait beau jeu aux chefs de la démocratie. La Prusse va-t-elle donc se renier elle-même? Non; il est impossible que le successeur de Frédéric II n'entende pas le cri de la nation. Un homme grave, l'ami et le conseiller secret du roi, — M. le général de Radowitz, — entreprend alors de dégager l'œuvre de Francfort des élémens révolutionnaires qui en ont causé la ruine. Ce que l'assemblée nationale n'a pu faire, le gouvernement prussien essaiera de l'accomplir. Un traité signé le 26 mai 1849 entre la Prusse, la Saxe et le Hanovre établit un commencement d'unité, l'*union restreinte*, comme on l'appelait, espèce de centre auquel on espérait bientôt rattacher les autres états germaniques, l'Autriche seule exceptée. Toute la seconde moitié de l'année 1849 est consacrée à ce projet, contre-partie ou plutôt rectification du plan voté à Francfort. Le système de M. de Radowitz institue deux pouvoirs qui représenteront l'unité allemande, le collége des princes et le parlement fédéral. Le collége des princes aura son siége à Berlin, le parlement fédéral à Erfurth. Au parlement issu de l'élection appartiendra le pouvoir législatif, aux princes désignés par les gouvernemens le pouvoir exécutif. Déjà l'*union restreinte* a donné signe de vie; le parlement fédéral s'ouvre à Erfurth le 26 mars 1850, et M. de Radowitz, chargé de l'inaugurer au nom du roi, ne craint pas de dénoncer dans son programme « l'intelligente jalousie de l'Autriche. » Malheureusement M. de Radowitz est un esprit aux pensées élevées, aux combinaisons ingénieuses, plutôt qu'un homme de volonté précise. Figurez-vous l'âme la plus austère, mais la plus mystique tout ensemble, en face de ce terrible Schwarzenberg, qui supplée à la raison et au droit par l'arrogance des desseins et l'impétuosité de l'action. Que fait le prince de Schwarzenberg pour déjouer les nouvelles tentatives de l'Allemagne? Avant l'ouverture du parlement d'Erfurth, il avait détaché de l'*union restreinte* la Saxe et le Hanovre, c'est-à-dire les deux gouvernemens qui en avaient posé les bases avec la Prusse; au moment où le parlement clôt cette première session, il signifie à toute l'Allemagne que ce sera la dernière. Il reconstitue la diète, la diète de 1815, la diète dont les peuples allemands ne veulent plus, la diète qui n'est plus à leurs yeux que l'image du morcellement de la patrie et l'instrument de la domination autrichienne (26 avril 1850).

Est-ce assez d'humiliations pour cette Prusse que ses traditions, son génie et l'enthousiasme de 1848 avaient failli porter si haut? Elle est réservée encore à de plus dures épreuves. Quelques mois après, une affaire qui intéressait toute l'Allemagne, la lutte de l'électeur de Hesse avec la loyale population de ses états, exige l'intervention du pouvoir fédéral. La Prusse voudrait défendre le droit violé par l'électeur; l'Autriche soutient le parti contraire, ne cherchant là qu'une occasion de montrer à tous l'impuissance de son ennemie. La diète reconstituée par M. de Schwarzenberg charge l'Autriche, et l'Autriche toute seule, de soumettre les Hessois. Vainement la Prusse réclame sa part d'action, vainement elle veut s'associer à l'Autriche et régler de concert avec elle ce conflit déplorable; le prince de Schwarzenberg est inflexible, il est heureux d'humilier aux yeux de l'Allemagne et de l'Europe ceux qui ont failli recevoir l'empire des mains de la révolution. Comment peindre à ce moment l'indignation de la Prusse? M. de Radowitz comprend qu'une plus longue patience est impossible; il convoque la landwehr, et un cri d'enthousiasme lui répond : Guerre à l'Autriche! c'est le vœu de la Prusse, c'est le salut de l'Allemagne. — La guerre n'eut pas lieu, l'épée de la Prusse fut remise dans le fourreau; la situation de l'Europe, la crainte d'une conflagration générale, la crainte de la révolution toujours menaçante, l'intervention de la diplomatie, le caractère pacifique de Frédéric-Guillaume IV, surtout l'attitude inébranlable du prince de Schwarzenberg, firent prévaloir d'autres conseils. M. de Radowitz quitta le ministère, et la Prusse entra dans ce long *recueillement* d'où elle n'est sortie qu'après la mort de Frédéric-Guillaume IV, après la mort du prince de Schwarzenberg, avec un Radowitz bien autrement énergique et hardi qui se nomme M. de Bismark.

Nous sommes trop portés à oublier ces épisodes; l'histoire contemporaine est celle que nous connaissons le moins. Nos propres affaires à cette date, nos difficultés et nos périls attiraient notre attention d'un autre côté. Tout cela se passait à la fin de 1850 et dans la première moitié de l'année suivante. Il importe de s'élever au-dessus des mille détails des annales courantes, si l'on veut saisir l'enchaînement des faits. Je ne saurais douter, pour ma part, que les événemens extraordinaires dont nous sommes témoins n'aient leur origine dans les luttes que je viens de rappeler. Croit-on que ces douloureuses épreuves, succédant à des espérances si belles, n'aient pas profité à la Prusse? Croit-on que l'arrogance de l'Autriche n'ait pas donné à la Prusse de nouveaux partisans dans les états secondaires, en même temps qu'elle l'empêchait de s'endormir et l'excitait à des revanches décisives? Ne sont-ce

pas ces conflits qui ont mieux dessiné à tous les yeux ce que les publicistes libéraux appellent la mission allemande de la Prusse? Les causes immédiates de la dernière guerre sont assurément des plus tristes; il y a eu des ruses, des manques de foi, tout un ensemble de tactiques mauvaises qui affligent encore les cœurs allemands au nord comme au sud de la ligne du Mein (1). La punition de l'Autriche a éclaté au moment où elle faisait d'honnêtes efforts pour le bien, où elle continuait ses réformes intérieures, où elle essayait tour à tour différens systèmes en vue de concilier le droit de l'autorité centrale avec les droits des peuples réunis sous son sceptre; on a pu enfin, même dans la France libérale, même au nom de l'équité, s'intéresser à la monarchie des Habsbourg! C'est le jeu des choses humaines, c'est l'ironie de la destinée. Comme les changemens de ce monde dépendent presque toujours de causes lointaines, le coupable a souvent disparu quand le châtiment arrive. La morale fait bien de maintenir ses principes dans l'appréciation des faits particuliers; mais la raison politique ne considère pas toujours les choses au même point de vue, elle cherche l'idée générale qui domine les circonstances fortuites et découvre une justice dans l'histoire.

L'Autriche obéissait au détestable esprit de 1815 et de la sainte-alliance quand elle empêchait les peuples allemands de suivre leur pente naturelle, et violentait dans la Prusse un des plus actifs représentans de la société moderne. Alors même qu'elle essayait de se régénérer pour son propre compte (et certes, depuis quinze ans, elle y a employé à maintes reprises les efforts les plus louables), chaque fois qu'un différend quelconque ramenait l'antagonisme des deux états, on voyait reparaître la tradition arrogante de la chancellerie impériale. Ceux qui ont suivi ces polémiques avec quelque attention ne me démentiront pas. Ce ton altier était devenu commun à toute la presse officielle. Quel mépris pour l'Allemagne du nord! Je me rappelle un manifeste autrichien dont l'auteur s'écriait à propos d'une opinion exprimée par le cabinet de Vienne et discutée par le cabinet de Berlin : « Silence! quand l'empereur a parlé, les margraves se taisent. » Le margrave, c'était le successeur de Frédéric le Grand. C'est ainsi qu'on effaçait d'un trait de plume cent cinquante ans de l'histoire d'Allemagne, le XVIIIe siècle et le XIXe. Incidens puérils, dira-ton, intempérances de la plume! quelle polémique en est exempte? Oh! non pas; c'était bien le fond de la pensée, le secret du système. Jusqu'au jour où M. de Bismark, avec les moyens qui lui sont propres et que je n'ai pas à juger en ce

(1) Je n'ai pas besoin de résumer une histoire encore présente à l'esprit de nos lecteurs; toute cette période a été racontée ici même avec autant de loyauté que de précision par notre collaborateur et ami M. Julian Klaczko.

moment, a relevé tous ces défis, le gouvernement autrichien a considéré l'Allemagne comme un fief qu'il prétendait reconquérir, et la monarchie prussienne comme une vassale rebelle. Ainsi s'expliquent les proclamations du maréchal Benedek au début de la guerre, surtout ces instructions faites en vue de la victoire, instructions si étranges, si hautaines, si fortement marquées de l'esprit d'un autre âge, qu'elles ont dû paraître apocryphes à ceux d'entre nous qui faisaient des vœux pour l'Autriche sans la connaître assez. Cette « main de fer, » dont le maréchal menaçait « les peuples rebelles à l'autorité impériale, » ce n'était pas une image soldatesque, c'était un symbole politique. En ce vaste champ clos de la Bohême, de Koeniggrætz à Sadowa, deux principes inconciliables étaient aux prises, le principe de la sainte-alliance et le principe du monde moderne : c'est le principe moderne qui a vaincu.

Oui certes, il est permis de le dire, lorsqu'au lieu de regarder les choses d'une vue partielle on embrasse les faits dans leur ensemble, lorsque l'on considère à la fois leurs causes éloignées et leurs conséquences finales, on découvre une justice dans l'histoire. Maintenons ce principe avec les enseignemens et les consolations qu'il renferme. J'ai parlé de la punition de l'Autriche, punition heureuse après tout, puisque la monarchie de François-Joseph Ier a retrouvé si promptement les voies de son avenir. Elle hésitait depuis quinze ans entre les rénovations intelligentes que lui conseille l'esprit du siècle et les prétentions insoutenables que lui avait léguées l'ancien régime; la voilà désormais affranchie des entraves d'une situation fausse. Rentrer dans l'ordre, comprendre sa destinée, pour les états comme pour les individus, c'est une victoire. Quand l'Autriche prétendait dominer l'Italie et l'Allemagne, que de haines elle attirait sur sa tête! Elle n'a plus aujourd'hui qu'un rôle bienfaisant à remplir. En veillant sur ces peuples de race diverse, Tchèques, Magyars, Illyriens, qui ont tant besoin d'elle, car sans elle ils tomberaient en poussière, la monarchie des Habsbourg a devant elle une destinée glorieuse. Qui sait s'il ne lui sera pas donné de réparer ses pertes tout en servant les intérêts de l'Europe? La puissance que nous appelons l'Autriche se nomme en réalité l'*empire de l'est*.

Si ce tableau est exact, si j'ai fidèlement résumé les mouvemens de l'esprit public en Allemagne, et je crois l'avoir fait en toute impartialité, j'ai à peine besoin de répéter cette question : de quel droit la France de 89 se serait-elle opposée aux événemens qui viennent de s'accomplir? Ce que la Prusse est en train de faire avec une rapidité foudroyante, la France l'a fait pendant des siècles, sous toutes les formes, à travers tous les régimes. La France agissait au nom

de son sentiment national, si fort dès le moyen âge; la Prusse agit au nom des vœux de l'Allemagne. On nous arrête ici, on ne veut pas que nous comparions au merveilleux génie de la France et à ses agrandissemens successifs la politique d'une monarchie militaire, qui, la dernière venue parmi les états germaniques, a l'air de conquérir l'Allemagne plutôt que de travailler à l'organisation de la patrie. Je réponds que l'Allemagne a le droit de choisir qui elle veut pour réaliser son désir d'unité, et que, si son choix est périlleux pour elle ou lui coûte quelques sacrifices, c'est chose qui la regarde. Ce principe posé, le choix pouvait-il être douteux? n'était-il pas commandé par l'histoire? Ne fallait-il point que l'Allemagne s'adressât au pays qui a toujours représenté depuis un siècle les plus virils élémens du génie germanique, science, philosophie, travail de la pensée, et qui en même temps possédait la force nécessaire pour soutenir la cause commune? Certes nous aurions mieux aimé que l'unité allemande se fît par la libre volonté de tous les peuples intéressés, ou du moins par l'Allemagne du centre et de l'ouest, par ces contrées moralement si riches, Saxe, Bavière, Wurtemberg, d'où sont sortis les grands théologiens, les grands poètes, les grands philosophes, premiers fondateurs de la communauté nationale. La destinée ne l'a pas voulu. L'histoire a décidé que chaque partie de la famille germanique contribuerait à l'œuvre générale; l'Allemagne du centre et du sud-est, pendant une suite de siècles, a fourni les élémens de la pensée, l'Allemagne du nord depuis cent ans a donné l'énergie morale et l'organisation politique. Qu'importent donc les regrets en face de la nécessité? Dans la situation présente, l'unité que l'Allemagne appelle ne pouvait se réaliser que de trois manières, par la révolution, par l'Autriche, par la Prusse. La révolution, c'eût été peut-être le chaos; l'Autriche, c'était la sainte-alliance; la Prusse, quoi qu'on puisse dire et quoi que les hommes d'état prussiens essaient de faire pour échapper à cette loi, c'est le droit nouveau issu de la France nouvelle.

Prenez garde, nous dit-on encore, cette nécessité dont vous parlez n'est point reconnue par tous, et on nous oppose les résistances du Hanovre, de la Saxe, de la Hesse elle-même, ces résistances que les vainqueurs ne dissimulent pas, qu'ils avouent dans leurs discours officiels, et qu'à défaut de cet aveu ils proclameraient par leurs actes, puisqu'ils *prennent* au nom du droit divin de la guerre, comme eussent fait des soldats de la sainte-alliance, ce qu'ils n'osent demander à la volonté des peuples. A cela je n'ai rien à répondre, sinon qu'après avoir exposé le droit de la Prusse, il est temps d'indiquer les obligations que ce droit même lui impose.

II.

Un des écrivains qui soutiennent avec le plus de force la cause de l'unité de l'Allemagne par la Prusse, M. Henri de Treitschke, rédacteur en chef des *Annales prussiennes*, rappelait dernièrement les griefs du patriotisme germanique contre les souverains que la victoire de Kœniggrætz a renversés de leur trône, et, répondant aux plaintes des partisans de l'ancien régime, il disait : « Les légitimistes auront beau protester, ils n'arracheront pas de la conscience des peuples allemands ce principe désormais inébranlable, à savoir que le droit de la souveraineté implique des devoirs sacrés, et que, si le devoir est foulé aux pieds, le droit n'existe plus. » Appliquant ce principe aux choses actuelles, il ajoutait, il essayait de prouver que les souverains récemment dépossédés ou menacés de l'être avaient depuis longtemps fait litière de tous leurs engagemens, et que la révolution accomplie par la force des choses au lendemain de Kœniggrætz n'était que l'exécution tardive d'un jugement prononcé par la conscience de la patrie. Il y a donc des devoirs qui correspondent aux droits, et plus grand est le droit, plus grande aussi est la responsabilité. A moins de retomber dans la vieille pratique du droit de la force, dont on déguisait la barbarie sous le titre de droit divin, il faut bien reconnaître que c'est là le principe universel qui domine les souverains et les peuples. Cette vérité si simple est un point de départ qu'il n'est pas inutile de rappeler au moment où plus d'une école en Prusse semble disposée à ne pas en tenir compte. Que le *parti de la croix*, comme on l'appelle, le parti de cette noblesse aux prétentions féodales et théocratiques, fasse profession de mépriser tout ce qui limiterait le droit du vainqueur, tout ce qui impliquerait la reconnaissance du droit nouveau, c'est-à-dire le respect de la volonté populaire, comment s'en étonner? Qu'un certain parti radical, au nom de la souveraineté du but, méprise aussi les sentimens des peuples et reproche au gouvernement prussien de ne pas marcher assez vite, rien de plus naturel. Nous savons que féodaux et radicaux, théocrates et jacobins, tiennent souvent le même langage. Tous les fanatismes se ressemblent par quelque côté. Le caractère du jacobinisme étant de combattre le moyen âge par les armes qu'il lui emprunte, c'est-à-dire de répondre à la terreur par la terreur, au droit divin par le droit révolutionnaire, les ressemblances que nous venons d'indiquer n'ont rien qui doive surprendre; mais que le parti libéral, dont MM. Henri de Treitschke, Blüntschli, Julien Schmidt, Gustave Freytag, sont les représentans dans la presse allemande, invoque aussi la nécessité du moment pour glorifier ou absoudre chez les vainqueurs

de Kœniggrætz la violation du juste, c'est là un symptôme plus grave. Voilà pourquoi je rappelle à ce parti les paroles de l'un de ses publicistes. M. de Treitschke a raison; il n'y a pas de puissance humaine qui n'ait ses devoirs à remplir. La victoire, surtout une victoire comme celle de la Prusse, ne donne pas des dispenses, elle impose des obligations plus étroites.

Quels sont donc les devoirs de la Prusse? Le premier de tous, c'est le respect du droit, du droit qui fait sa force, du droit que nous exposions tout à l'heure, et sans lequel les événemens de ces derniers mois révolteraient les consciences. Ce droit nouveau, c'est celui que chaque nation possède de se constituer *intérieurement* suivant son génie et ses intérêts, sans que nulle autre puissance ait la prétention d'y mettre obstacle. La Prusse, en imposant par les armes ce qu'elle eût obtenu du libre consentement des peuples germaniques, obscurcit une situation dejà fort compliquée par elle-même, et qu'il fallait éclaircir au plus tôt. D'où vient que les succès de la Prusse ont excité une répulsion si vive, je ne dis pas en France seulement, mais dans une grande partie de l'Europe? C'est que les procédés d'où est sortie la rupture de l'ancienne confédération ont caché à bien des yeux la mission nationale et libérale de la Prusse. Qu'importe que cette mission soit inscrite dans l'histoire depuis plus d'un siècle, qu'elle ait éclaté particulièrement depuis 1840 dans tous les grands mouvemens de l'opinion allemande? Est-ce que l'opinion européenne connaissait tous ces détails? Est-ce que le tableau des vingt-six dernières années, avec ses complications, ses contradictions, pouvait faire deviner aux étrangers ce qui paraît tout naturel aux Allemands? Est-ce qu'il ne fallait pas une attention opiniâtre pour démêler la vérité dans ce fouillis de notes et de contre-notes? L'intérêt le plus urgent de la Prusse après la victoire de Kœniggrætz était donc de manifester son droit en demandant l'approbation de l'Allemagne nouvelle. Après tout ce qui s'était passé à la veille de la guerre, cette victoire des idées n'était pas moins nécessaire que la victoire des armes; car enfin, si l'ancien principe d'intervention est condamné par l'esprit moderne, il y a une sorte d'intervention que rien ne peut abolir : c'est l'intervention morale, c'est le jugement de l'Europe sur les membres de la communauté européenne, et à ce point de vue M. Virchow était bien inspiré lorsqu'il disait à la chambre des députés de Berlin, le 7 septembre dernier, que le procédé des annexions prussiennes *entachait l'honneur allemand.*

« Nous prenons! » dit le vainqueur; nous ne demandons pas aux enfans du Hanovre, de Nassau, de la Hesse, de consacrer par leurs votes le premier triomphe de l'unité allemande; nous les confisquons, *quia nominor leo.* Nous prenons d'autorité les suffrages des

peuples et l'or des banquiers. Comment s'étonner après cela que tant d'esprits honnêtes, sans parler des adversaires de parti-pris, nous disent par toute l'Europe : « Quel est donc ce droit nouveau que vous reconnaissez à la Prusse? La Prusse elle-même n'en veut pas, elle n'admet que le vieux droit, le droit de la force, et, comme les théocraties d'autrefois, elle met ses injustices sous l'invocation de la Providence. » Hélas! ce n'est pas seulement hors du cercle des vainqueurs que ces protestations se font entendre. Je lis dans un des organes les plus accrédités du libéralisme prussien et du patriotisme allemand, *le Messager de la frontière*, qu'à Berlin même, malgré l'ivresse des ovations, on voit bien des visages attristés, on devine bien des consciences qui se troublent. Arborer la bannière de l'unité au nom des principes de notre siècle et réaliser cette œuvre au nom des principes de l'ancien régime, quelle perturbation pour les âmes droites! De pareilles équivoques répugnent à la loyauté allemande. On se demande où l'on va et si le parti de la croix est le seul qui ait lieu de se réjouir. C'est ce parti en effet, si puissant dans les hautes sphères de l'état, qui semble avoir en cette circonstance dominé le gouvernement; c'est le parti théocratique et féodal, le parti qui déteste l'esprit moderne, qui nie le droit des peuples, qui ne cesse d'injurier la France, c'est ce parti-là qui a parlé le jour où le vainqueur a dit : « Nous prenons! »

Je sais bien que *le Messager de la frontière*, en signalant avec franchise ce trouble de bien des consciences, s'efforce de les rassurer. « Ce qui se passe, dit-il, n'est-ce pas une révolution? En temps de révolution, a-t-on le choix des moyens? Ne faut-il pas courir au plus pressé? ne faut-il pas saisir au vol le jour, l'heure, l'instant précis? L'occasion, propice aujourd'hui, demain peut-être sera perdue. » M. Henri de Sybel, répondant ici même à notre collaborateur M. Forcade, disait quelque chose de semblable lorsqu'il affirmait que sur bien des points, en présence des menées légitimistes, d'énergiques mesures seraient nécessaires. Cet argument, tout le monde le sait, est le lieu commun des révolutions; dans aucune circonstance, il ne m'a paru moins admissible que dans la révolution allemande : il ne s'agit pas ici d'une révolution accomplie par des forces populaires violemment déchaînées; la révolution allemande a pour chef un grand état qui a pris en main la cause nationale afin d'empêcher la démagogie de s'en emparer et de la perdre. Les publicistes libéraux de l'Allemagne constatent même avec joie cette différence essentielle entre nos révolutions passées et leur transformation présente. « Il y eut un temps, dit M. de Treitschke, où les idées de la démocratie française dominaient le monde allemand, où ces rapides et heureuses batailles de la rue, qui dans la capitale d'un état centralisé décidaient du sort du pays,

étaient considérées chez nous comme le type des révolutions. Les dix dernières années nous ont appris que les grandes transformations sociales des peuples civilisés s'accomplissent régulièrement par d'autres moyens, je veux dire par les forces militaires organisées. Le royaume d'Italie a été fondé par les armées de la France et du Piémont, et l'audacieuse expédition de Garibaldi contre le sud n'eût été qu'une aventure, si derrière ses hardis corps francs, comme un phare et un appui, ne s'était levée la force organisée de l'état piémontais. Même dans l'Amérique du Nord, où la liberté individuelle semble tout, où l'état ne semble rien, c'est une guerre régulière, c'est une puissance politique ramassant énergiquement ses forces qui a établi le nouvel édifice de l'Union. » Cette vue n'est pas sans justesse, et la philosophie de l'histoire peut la confirmer; il y a toutefois, pour le dire en passant, une autre différence encore entre la révolution de France et les révolutions dont nous sommes témoins aujourd'hui : c'est que la France de 89 travaillait pour l'humanité, et que l'horrible grandeur de ses convulsions répondait à l'immensité de son entreprise. La révolution allemande est plus modeste; elle accomplit une œuvre plus circonscrite, il lui suffit de réaliser chez elle ce droit nouveau que la France a donné au monde au prix de tant de sacrifices. Raison de plus assurément pour que la révolution allemande n'imite aucune des mesures violentes condamnées par l'histoire. De quelque côté que je la considère, je ne vois pour elle que la stricte obligation de respecter le droit moderne; ses injustices seraient sans excuse.

Que la Prusse rentre donc au plus tôt dans la justice et la vérité; qu'elle mette ses actions d'accord avec la mission qu'elle invoque. Si la France obéissait à de misérables pensées de haine contre la nouvelle Allemagne, nous ne pourrions que nous réjouir du tour donné aux événemens par les annexions prussiennes; n'est-ce pas la Prusse elle-même qui par de tels procédés semble douter de son droit? n'est-ce pas elle qui entretient la résistance chez les populations subjuguées par la force, et fournit des argumens à ses adversaires du dehors? Nos conseils attestent notre désintéressement. Nous sommes persuadés qu'en soumettant aux suffrages des peuples la question de l'unité allemande par la Prusse, le cabinet de Berlin eût ennobli son triomphe. Toutes les difficultés dont on a eu peur, prétentions féodales, intrigues ultramontaines, inertie des petits états, somnolence de l'esprit public entretenue depuis si longtemps par les seigneurs, se seraient évanouies dans les acclamations générales. Les mauvaises passions, soit qu'elles se fussent produites, soit qu'elles eussent redouté le grand jour, eussent été moins dangereuses que dans les ténèbres où elles s'agitent; les bons sentimens, engourdis par l'ancien régime, se seraient réveillés au soleil

de ces grands jours. Étrange contraste, les écrivains libéraux de l'Allemagne (je trouve ce symptôme dans tous les manifestes que j'ai sous les yeux) sont obligés pour justifier la politique prussienne de jeter l'injure aux populations des petits états! A les entendre, tout esprit public, tout sentiment national serait mort chez ces tristes ilotes, et c'est nous qui disons aux représentans de l'esprit prussien : Ne méprisez pas ces élémens de vie avec lesquels vous avez à organiser l'Allemagne future. — Les écrivains dont je parle font fausse route; ils essaient de justifier ce qu'ils devraient condamner, ils travaillent pour le parti de la croix, qui est et restera leur implacable ennemi. Pourquoi refuseraient-ils d'entendre de notre part un avertissement fraternel? Notre seul intérêt en ces affaires, c'est le désir de pouvoir défendre sans scrupules des événemens qui nous paraissent conformes au bien général. Soldats du droit, nous nous sentons atteints, lorsque nous voyons une des légitimes révolutions du monde moderne accaparée par l'esprit théocratique.

Si le respect du droit nouveau est le devoir manifeste de la Prusse victorieuse au nom de ce droit, il est d'autres devoirs qui dépendent de cette obligation principale et qu'il suffit de résumer en peu de mots : devoirs particuliers envers l'Allemagne, devoirs envers la société européenne, enfin, pourquoi ne pas le dire? devoirs envers la France, qui la première a proclamé le droit des nations, et qui, dans ses rapports avec la Prusse, lui a rendu par sa neutralité un nouvel hommage.

Les devoirs de la Prusse envers l'Allemagne peuvent être définis d'une manière précise : il faut que, sans rien perdre de ce qui a fait sa force morale, elle disparaisse au sein de l'Allemagne nouvelle. Que ce mot ne paraisse pas trop fort, l'union de l'avenir est à ce prix. On ne demande pas au génie prussien de s'effacer, on lui demande de se transformer. On ne veut pas qu'il cesse d'être et d'agir, on veut qu'il acquière une existence plus haute, une action plus large et plus harmonieuse. Il y a quelque chose d'exclusif dans le caractère prussien. Issu de la réforme et façonné pour la lutte, ce peuple a gardé tous les avantages de son origine, la moralité forte, l'amour du travail, le goût de l'instruction, le sentiment du devoir; il en a gardé aussi les inconvéniens, une sorte d'âpreté hautaine, de puritanisme dédaigneux et farouche. On peut dire de lui ce que Bourdaloue disait des controversistes protestans du XVIIe siècle : ils ont eu tous les mérites de l'esprit autant et quelquefois plus que les nôtres, science, éloquence, dialectique; *ils n'ont pas eu l'humilité.* Quoi de plus naturel? les minorités sont toujours sur le qui-vive; il faut qu'elles aient conscience de leur force, qu'elles soient constamment prêtes à s'affirmer elles-mêmes. Dans le vieil empire

d'Allemagne, la Prusse pendant plus d'un siècle a été une minorité énergique; de là le sentiment si fier qu'elle a eu de sa valeur. Sa conscience lui disait qu'elle avait dans les mains l'avenir de la patrie allemande; ses écrivains, ses hommes d'état le lui répétaient tout haut, et l'Allemagne, on l'a vu, a fini par mêler sa voix à ce concert. Au milieu des dangers qui la menaçaient, des humiliations qu'elle a subies, comment s'étonner qu'elle veillât sur ce dépôt de l'avenir avec un stoïcisme altier? Ce n'était pas là seulement le signe distinctif de l'armée ou de l'administration, toute la nation était marquée à la même effigie. La science, la philosophie, la critique, la littérature prussienne tout entière manifestait ce double symptôme : une grande confiance en soi, un grand dédain d'autrui. Tout cela sentait la guerre; la Prusse, au milieu des travaux de la paix, avait l'air d'un vaste camp hérissé de toutes parts. C'est de haut et par l'ascendant moral qu'elle prétendait dominer les autres familles allemandes, non pas de plain-pied, par la grâce et l'attrait. S'attachant aux plus viriles qualités du génie germanique, elle les raidissait, si je puis ainsi parler, elle les poussait à bout, au risque de les dénaturer. Rare exemple de constance et de foi! grande expédition puritaine continuée de génération en génération même sous les plus mauvais gouvernemens, et que vient de couronner la victoire! On peut ne pas éprouver de sympathies pour des vertus si farouches; nulle âme droite ne saurait leur refuser son respect.

Il faut pourtant que tout cela change. En récompensant la vieille Prusse, la victoire de Kœniggrætz doit la faire disparaître. Une Prusse nouvelle commence, qui, élevant le niveau moral et politique de l'Allemagne, viendra s'unir avec elle sur un terrain plus large. On ne cède pas à une vaine espérance en prévoyant ce résultat; la transformation du caractère prussien se fera naturellement. La Prusse y travaillera, car c'est son devoir, et si elle n'y travaillait point, elle serait bientôt avertie par les difficultés les plus graves. Il n'y a pas de meilleur maître que la nécessité. Quand la nature des choses ordonne la marche à suivre, instinctivement ou de parti-pris force est bien d'obéir. Sans parler de l'accroissement des populations catholiques produit par l'annexion du Hanovre, combien d'élémens divers parmi les protestans de Nassau, de la Hesse-Électorale, de Hesse-Darmstadt! Combien de variétés d'esprit et d'inspiration dans ce noble royaume de Saxe qui va faire partie de la confédération du nord! Combien d'écoles généreuses et vivaces dans ces états du sud et de l'est qui peuvent s'unir avec elle! Quelques jours avant la bataille du 3 juillet, un *Prussien* du duché de Nassau écrivait au *Messager de la frontière :* « Pour un Allemand du nord, les réunions populaires qui surgissent dans l'Allemagne du sud sont vraiment une énigme. Il ne comprend pas qu'on puisse

se dire libéral, démocrate, socialiste, républicain-fédéral, et en même temps ne jurer que par l'Autriche, faire cause commune avec les ultramontains et les particularistes. Sans recourir à ce lieu commun que les extrêmes se touchent, essayons de trouver le mot de l'énigme. Cette coalition d'élémens hétérogènes dont le seul lien est la haine de la Prusse ou la haine du *National-Verein*, ou la haine des libéraux de Gotha, savez-vous ce qui l'a produite? C'est la répugnance que cause l'état proprement dit, l'état organisé, l'état moderne, à des esprits qui ont vécu jusqu'à présent hors des conditions de l'état (1). » Voilà bien une théorie prussienne! Le Prussien est persuadé que son pays seul en Allemagne possède les institutions vitales de la société moderne; il est persuadé que ses frères de Saxe, de Bavière, de Bade, de Wurtemberg, en s'unissant à la Prusse, passeraient de l'âge de tutelle à la majorité virile, et que, s'ils résistent sur tant de points, c'est que les austères devoirs de l'émancipation leur font peur. Eh bien! ce sont ces explications insultantes, tout au plus excusables dans l'ardeur de la lutte, qui doivent disparaître à jamais. En s'habituant à considérer le mouvement de la vie allemande d'un point de vue moins étroit, les défenseurs de la Prusse comprendront ce qu'ils ont à gagner chez ces frères mineurs dont ils parlent encore avec tant d'injustice. Une des grandes lois de cet état moderne qu'ils invoquent, c'est l'expansion de toutes les forces et l'harmonie des contraires. D'heureux échanges s'établiront, et un peuple nouveau surgira. Voilà dans quel sens la disparition de la vieille Prusse au sein de l'Allemagne est une condition essentielle de vitalité pour l'œuvre accomplie et pour celles qui se préparent.

A ce respect de l'Allemagne, que nous considérons comme une des obligations de la Prusse, se rattache naturellement un autre devoir où toute la société européenne est intéressée. L'art allemand, la science allemande tiennent une large place dans le patrimoine du genre humain; ayez soin de leur épargner le moindre dommage en ce renouvellement de la patrie. Un des charmes les plus pénétans de la culture germanique, c'était une sorte de candeur, d'ingénuité, une sorte de christianisme latent au milieu même des plus audacieuses témérités de l'intelligence; c'était aussi la richesse des traditions, la diversité des écoles, l'émulation des capitales, surtout de ces capitales de l'esprit qu'on appelle les universités. Que de fleurs même dans les bruyères! que d'arbres vigoureux dans les plis cachés des montagnes! En Saxe, en Thuringe, dans les vallées du Neckar, combien de germes déposés par les siècles et qui s'épanouissaient à chaque renouveau de la pensée! Tâchez que l'unité

(1) *Die Grenzboten*, 6 juillet, p. 46.

les respecte. Représentez-vous ce qu'un Goethe, un Schiller, un Louis Uhland auraient ressenti en face de ces changemens si graves, faites en sorte de ressentir vous-mêmes les délicatesses et les scrupules qui se seraient mêlés à leurs émotions patriotiques. Des voix, non pas hostiles, mais inquiètes, s'élèvent de bien des points; il faut savoir les entendre. On dit que Gœttingue s'alarme, Gœttingue, le royaume des grands philologues, des historiens austères, des théologiens hardis et conservateurs tout ensemble; Tubingue éprouverait peut-être à l'occasion des sentimens du même ordre. Ce sont des avertissemens qu'il n'est pas permis de négliger. Gœttingue, Tubingue, comme ces deux noms indiquent bien les ressources multiples de la science germanique! Voilà deux grandes et fécondes écoles, l'une au nord, l'autre au midi, que la théologie a illustrées, et la plus audacieuse n'est pas l'école du nord. Donc, au midi comme au nord, prenez garde de ne rien amoindrir; prenez garde enfin que, dans cette initiation à une existence nouvelle, l'ancien idéalisme national ne subisse aucune atteinte. Il y a un siècle, au moment où une vive ardeur de réformes, où maintes préoccupations, maintes études politiques et sociales étaient en train de modifier notre esprit public, Montesquieu s'inquiétait pour le caractère charmant de la société française, et demandait qu'il nous fût toujours accordé de faire gaîment et légèrement les choses sérieuses. Un Montesquieu allemand pourrait dire aujourd'hui : S'il y a au monde un peuple qui ait représenté plus particulièrement que les autres, non pas certes le mysticisme énervant, mais le spiritualisme désintéressé, le goût et la recherche de l'idéal, s'il est un peuple qui ait aimé entre tous la vie intime de l'âme, la vie chrétienne et philosophique, et qui ait porté cette disposition dans les sciences les plus sévères, ne l'empêchez jamais de faire poétiquement et idéalement les choses viriles.

Enfin, pour terminer par des vœux qui nous touchent de plus près encore, n'avons-nous pas le droit de demander que l'Allemagne future renonce une fois pour toutes à ses rancunes surannées? La Prusse étant l'avant-garde de l'Allemagne d'autrefois, c'était chez elle que les colères patriotiques avaient été plus violentes, les ressentimens plus implacables. La sainte-alliance des peuples réclamée par le poète n'avait jamais eu de racines sur la terre prussienne; au moindre mouvement de la France, les vieilles haines se réveillaient. Nous avions oublié Blücher; nos voisins ne pouvaient consentir à oublier Auerstaedt et Iéna. Que de malentendus entre ces deux peuples si bien faits pour se compléter l'un l'autre! Je ne parle pas de ces provocations risibles qui ne méritent pas de réponse : chaque peuple a ses fanfaronnades, et nous ne voudrions pas nous-mêmes être jugés par les Prussiens sur des propos de

caserne; mais que de méprises entre les deux nations, méprises exploitées si longtemps contre nous par l'esprit de 1815! Si ces défiances d'un autre âge reparaissaient encore, ce ne serait plus méprise, ce serait aveuglement. Ni la Prusse ni l'Allemagne ne peuvent méconnaître ce qu'elles doivent à la France. Je sais bien que la générosité en politique n'est pas toujours admise par ceux qui en profitent, je sais que la reconnaissance est souvent un poids pour les peuples, et qu'au nom même du patriotisme ils s'en croient dégagés vis-à-vis de leurs émules. Ces sentimens fâcheux ne se sont-ils pas déjà fait jour? Les publicistes prussiens ne cherchent-ils pas à se persuader eux-mêmes que la neutralité de la France était non pas une preuve de désintéressement, mais un acte politique commandé par les circonstances? N'affirment-ils pas que l'intervention de nos armes eût immédiatement réuni le nord et le midi de l'Allemagne sous les drapeaux de la Prusse, et que la grande œuvre de l'unité future, au lieu de traverser des complications sans fin, serait sortie toute rayonnante du sein de la guerre? Nous croyons aussi qu'une guerre comme celle-là eût été impolitique autant qu'injuste; nous croyons qu'en face du péril commun les rivalités allemandes, encore si vives, eussent fini par disparaître. Songez pourtant combien les choses vont vite dans nos campagnes du XIXe siècle, comme les coups sont rapides, décisifs, et quel mal nous aurions pu vous faire en prêtant notre appui à ces populations qui n'hésitaient pas à crier : *Plutôt Français que Prussiens!* C'est aux Prussiens eux-mêmes que j'emprunte ces révélations; on peut lire dans *le Messager de la frontière* du 20 juillet le curieux tableau de l'agitation du Wurtemberg avant et après la bataille de Kœniggrætz, — les comités démocratiques unis au gouvernement pour jeter des cris de mort à la Prusse, la *Marche de Radetzky* résonnant dans les jardins publics comme une marseillaise fédérale, les femmes occupées à faire de la charpie, les Prussiens comparés aux rebelles des États-Unis qui devaient être domptés par l'Union, enfin, à la nouvelle de la déroute autrichienne, le journal officiel de Stuttgart se tournant vers la France et invoquant son aide... La France n'a pas profité de ces appels, elle ne le devait pas, elle devait se montrer désintéressée sous peine de se démentir; faut-il donc, parce qu'elle a rempli son devoir, méconnaître dans sa conduite une vive sympathie pour les destinées de l'Allemagne? Et, quand il s'agit d'une nation aussi honnête que la nation prussienne, ne serait-ce pas lui faire tort que d'invoquer seulement les raisons politiques qui l'attirent désormais dans le cercle de nos idées, sans lui rappeler en même temps que les haines de race entre elle et nous sont pour jamais détruites, qu'elle nous doit quelque chose,

que nous avons le droit de compter sur sa justice et même sur sa gratitude?

Telles sont les obligations que la Prusse a contractées par sa victoire, et qu'elle remplira fidèlement. Lorsque le grand Frédéric, n'étant encore que prince royal, pressentait déjà la gloire future de sa maison, il lui arriva un jour, dans le pur enthousiasme de l'adolescence, d'écrire les paroles que voici : « Je souhaite à cette maison royale de Prusse de sortir complétement de la poussière où elle est restée jusqu'ici; je souhaite qu'elle devienne le refuge des malheureux, l'appui des opprimés, la Providence des pauvres, l'effroi des méchans; mais si le contraire arrivait, si, ce qu'à Dieu ne plaise ! l'injustice et l'hypocrisie devaient y triompher de la vertu, alors je lui souhaite, à cette maison royale, une chute plus prompte, plus rapide, que ne l'a été son élévation. » Admirable stoïcisme! celui qui parlait de la sorte en 1731 exprimait la loyauté morale de son peuple comme il devait en représenter plus tard l'énergie et la ténacité. De plus il se formait déjà aux leçons de la France; c'était le moment où il apprenait la politique dans Massillon, où, charmé des histoires du vieux Rollin, il le remerciait avec une effusion respectueuse, où il goûtait l'amour de l'humanité dans les premiers écrits de Voltaire. Ne semble-t-il pas que ce touchant épisode se reproduise sous une forme grandiose dans les événemens auxquels nous assistons? L'Allemagne et la France se sont retrouvées; l'une avec sa généreuse initiative, l'autre avec sa vigueur morale, appartiennent désormais au même ordre de sentimens et de principes créé par le génie de 89. Si d'autres influences essayaient de prévaloir chez nos voisins, si l'esprit des vieilles coalitions tentait de mettre à profit cet accroissement de la Prusse; si le résultat des derniers événemens n'était pas de satisfaire les légitimes désirs de l'Allemagne en ouvrant un plus large cadre à son activité pacifique; si l'on n'avait songé qu'à constituer plus fortement une monarchie militaire contre les idées que nous représentons dans le monde; si le parti théocratique, ranimant les rancunes du passé, triomphait de l'opinion libérale; si la Prusse se tournait vers la Russie au lieu d'accepter la main de la France; si cette révolution enfin, que nous considérons sans jalousie mesquine comme sans appréhension indigne de nous, devenait, selon les paroles que je viens de citer, *une œuvre d'injustice et d'hypocrisie*, le châtiment ne se ferait pas attendre. L'Allemagne elle-même, sans que nous eussions besoin de nous émouvoir, la noble Allemagne de l'avenir se rappellerait le vœu stoïque et terrible de Frédéric le Grand.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LES RÉPUBLIQUES

DE

L'AMÉRIQUE DU SUD

LEURS GUERRES ET LEUR PROJET DE FÉDÉRATION

I. *Union latino-americana, pensamiento de Bolivar,* por J. M. Torres Caicedo; Paris, Rosa y Bouret, 1865. — II. *Proyectos de tratado para fundar una liga sud-americana,* presentados por los plenipotenciarios del Ecuador, de Bolivia, de Chile, del Peru, de los Estados-Unidos de Colombia, etc.

Au point de vue purement géographique, la plus grande partie de l'Amérique du Sud est admirablement disposée pour être habitée par des peuples unis. Ce continent, plus simple encore dans son architecture que ne l'est l'Amérique du Nord, elle-même si remarquable par son caractère d'unité, peut être considéré dans son ensemble comme une longue série de montagnes et de plateaux se dressant parallèlement au Pacifique et s'affaissant par degrés à l'est pour former une immense plaine doucement inclinée. Si l'Amérique méridionale ressemble à l'Afrique par ses contours généraux, elle en diffère singulièrement par la structure interne et l'harmonie parfaite de toutes ses parties. Tandis que la plupart des contrées du littoral africain sont complétement isolées les unes des autres et forment autant de territoires distincts à cause des solitudes et des terres inconnues qui les séparent, le seul aspect de la carte montre que les divers pays de l'Amérique du Sud, appuyés sur la grande épine dorsale des Andes, arrosés par les tributaires des mêmes fleuves, sont dans une intime dépendance mutuelle : comparables

aux perles d'un collier, ils constituent par leur union un ensemble géographique de la plus frappante simplicité.

A l'exception des contrées orientales, peuplées par une nation d'origine portugaise, et de la zone marécageuse des Guyanes, où se sont installés quelques milliers de planteurs anglais, français et hollandais, toute l'Amérique du Sud, — c'est-à-dire les régions andines et les grandes plaines fluviales, — est habitée par des hommes de races mélangées formant de leurs élémens épars une nouvelle race de plus en plus homogène. Les colons des diverses parties de l'Espagne, qui pendant trois siècles ont été presque les seuls Européens du continent, se sont partout alliés aux Indiennes, et de ces croisemens est née une population nouvelle qui tient à la fois de l'Espagnol par son intelligence, son courage, sa sobriété, et de l'aborigène par sa force passive, sa ténacité, sa douceur naturelle. Même dans les pays où les Espagnols se disent purs d'origine, comme au Chili et sur les plateaux grenadins, un mélange s'est opéré entre les conquérans et les familles des vaincus, et les Chiliens peuvent en conséquence se dire aussi bien les fils des Araucans que ceux des compagnons d'Almagro. Non-seulement les aborigènes sont ainsi entrés d'une manière indirecte dans la grande famille des nations latines; mais en outre la plupart des tribus sauvages se sont peu à peu groupées autour de la population créole. Elles en ont adopté partiellement les mœurs, et par leur fraternité d'armes durant la guerre de l'indépendance sont devenues un seul et même peuple avec leurs oppresseurs d'autrefois. Sur les côtes, un petit nombre de nègres, issus des anciens esclaves africains, ont contribué au mélange des races; mais ce troisième élément n'a qu'une faible importance relative, et le fond des populations andines reste d'une manière presque exclusive le produit des deux races espagnole et américaine. A ces nations du continent du sud, il faut encore ajouter celles de l'Amérique centrale et du Mexique, également latines et indiennes par leurs ancêtres. De l'estuaire de la Plata aux bouches du Rio-Bravo et du Colorado, sur un espace occupant environ 10,000 kilomètres de longueur, vivent plus de 26 millions d'hommes parlant tous la même langue, se rattachant tous au sol américain par leurs aïeux indigènes et participant aux mêmes souvenirs historiques par les traditions de la mère-patrie et les efforts communs tentés contre les Espagnols pendant quinze années de luttes.

Malheureusement ces nations, désunies par les guerres intestines, séparées les unes des autres par de vastes solitudes et même par des régions inexplorées, ne sont point encore un groupe de peuples frères : leur unité, si bien indiquée par la nature et par l'origine, ne s'est point encore réalisée en politique. Toutefois cette union

est l'idéal des Américains qui ont véritablement à cœur la prospérité de leur patrie, et la masse même du peuple commence à partager ces vœux de fédération. Déjà de nombreuses tentatives ont été faites dans ce sens et plusieurs ont partiellement abouti. Aujourd'hui même une ligue offensive et défensive unit quatre des plus puissantes républiques de l'Amérique espagnole, ayant ensemble près de 8 millions d'habitans et de grandes ressources navales et financières. Que cette ligue soit destinée à devenir le noyau d'une fédération hispano-américaine ou qu'elle disparaisse pour faire place à d'autres combinaisons, il est certain que l'union de plusieurs peuples au nom de la liberté commune aura les conséquences les plus heureuses pour l'avenir de tous les états du continent colombien. Afin d'apprécier à sa juste valeur un fait historique d'une telle importance et de se rendre compte des changemens d'équilibre qui peuvent en résulter, il importe donc de connaître les projets d'union qui ont été formés à une époque antérieure et les commencemens d'exécution qu'ils ont reçus. C'est là une étude que facilite singulièrement l'ouvrage complet et accompagné de documens officiels que M. Torres Caicedo a publié récemment sur cette question.

I.

Avant même qu'un seul homme d'état eût formulé la théorie de la ligue américaine, elle était déjà mise temporairement en pratique, puisque, du plateau de l'Anahuac aux rives de la Plata, les insurgés combattaient le même ennemi, et que même, en de nombreuses batailles, les pâtres argentins avaient pour compagnons d'armes les montagnards du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade. La lutte contre l'adversaire commun avait uni tous les créoles américains dans une même armée. Pendant quelques années, les hommes qui s'étaient mis à la tête du mouvement purent croire que les diverses provinces de l'Amérique du Sud se constitueraient en une vaste confédération, et que l'ancienne unité, existant au profit du despotisme espagnol, se rétablirait entre peuples libres au profit de la grandeur nationale. Ils espéraient que la fraternité d'armes victorieusement affirmée sur les champs de bataille pourrait être transformée en une solide union des peuples eux-mêmes. Dès l'année 1822, au plus fort de la guerre contre l'Espagne, le libérateur Bolivar invita formellement les gouvernemens du Mexique, du Chili, du Pérou et de Buenos-Ayres à se grouper en confédération et à procéder immédiatement à la convocation d'une assemblée ayant pour mission d'établir une ligue permanente entre les peuples affranchis. En réponse à cet appel, la Colombie, le Pérou et Buenos-

Ayres se contentèrent de signer une alliance défensive contre toute attaque de l'Espagne ou d'une autre nation étrangère; mais cette alliance n'était guère que la simple constatation de la lutte commune contre la métropole. Aussitôt après la fin des hostilités, Bolivar, alors dictateur du Pérou, s'empressa de recommander de nouveau aux républiques latines de l'Amérique l'idée d'un congrès central « réuni sous les auspices de la victoire. » La plupart des gouvernemens intéressés répondirent avec cet enthousiasme facile des Hispano-Américains. Le président de la Colombie alla même jusqu'à dire que « l'œuvre projetée de l'union était un fait dont l'importance n'avait point été égalée depuis la chute de l'empire romain; » mais cette œuvre, personne ne l'accomplit. Les difficultés des communications, la lassitude causée dans tout le pays par la sanglante guerre qui venait de finir, la profonde ignorance des populations, le manque d'intérêts matériels communs entre des pays éloignés de plusieurs milliers de kilomètres les uns des autres, empêchèrent de donner suite au projet de Bolivar. Ses invitations devenaient pourtant de plus en plus pressantes, car la France légitimiste menaçait alors de reprendre au nom du droit divin la cause que venait d'abandonner provisoirement l'Espagne. Dans son effroi, le grand homme de guerre allait même jusqu'à demander que le congrès des plénipotentiaires américains fût érigé en un comité de salut public indépendant de ses mandataires, et disposant d'une flotte puissante, ainsi que d'une armée de 100,000 hommes.

Enfin, vers le milieu de l'année 1826, un simulacre de congrès, composé seulement des mandataires du Pérou, de la Colombie, de l'Amérique centrale et du Mexique, se réunit à Panama, que l'on avait choisi comme le point le plus facile d'accès dans l'immense étendue des contrées hispano-américaines. Les délégués rédigèrent à la hâte un traité de ligue fédérative entre les états qu'ils représentaient et décidèrent la formation d'une armée commune de 60,000 hommes; mais leurs décisions ne furent validées que par la seule république de Colombie, et cet état même ne fit aucun effort pour mettre son vote à exécution. Tel fut l'avortement d'un projet duquel on avait attendu des résultats si grandioses. Bolivar, dont les espérances s'évanouissaient ainsi, comparait tristement le congrès de Panama à un pilote fou qui, du rivage de la mer, essaierait de guider un navire secoué par les tempêtes du large.

Après cette vaine tentative de confédération, les gouvernemens sud-américains se bornèrent à échanger de temps en temps quelques notes sur cette question pourtant si vitale, et plus de vingt ans s'écoulèrent sans qu'une nouvelle assemblée de délégués fût convoquée. Seulement à la fin de 1847, c'est-à-dire à la veille de cette époque révolutionnaire si féconde dans les pays d'Europe en

événemens de toute sorte, un deuxième congrès, composé des plénipotentiaires du Chili, de la Bolivie, du Pérou, de l'Équateur et de la Nouvelle-Grenade, c'est-à-dire des cinq républiques assises sur les rivages de la Mer du Sud, se réunit à Lima pour négocier un traité d'union fédérative. Ce congrès, moins ambitieux et plus sensé que celui de Panama, ne vota point la formation d'une grande armée; il s'occupa modestement d'examiner dans quelles circonstances il serait utile de constituer la ligue des nations sud-américaines, et de quelle façon on procéderait à cette alliance; en même temps il prévoyait aussi le cas d'une guerre possible entre les républiques confédérées, et traçait aux états neutres la ligne de conduite qu'ils auraient à suivre en cette occurrence. Un traité de commerce et de navigation, où pour la première fois le principe de la liberté des fleuves était proclamé, complétait l'œuvre des plénipotentiaires de Lima. Toutefois les grands événemens et les luttes intestines qui agitaient alors le Nouveau-Monde effacèrent promptement le souvenir des travaux du congrès.

Cependant un nouveau danger, venant cette fois, non des puissances monarchiques de l'Europe occidentale, mais de la remuante oligarchie esclavagiste des états anglo-américains, menaça bientôt l'indépendance des républiques espagnoles. Le flibustier Walker, porte-glaive de cette chevalerie du cycle d'or dont la grande conspiration contre la liberté des peuples n'est pas encore assez connue, avait envahi le Nicaragua à la tête de ses bandes; des sénateurs, des ministres de l'Union américaine, le président lui-même, proclamaient insolemment la doctrine de la « destinée manifeste » en vertu de laquelle les républiques méridionales devaient tôt ou tard, de gré ou de force, devenir la proie de ces Anglo-Saxons envahissans qui s'étaient déjà fait concéder la moitié du Mexique. Dans l'espérance des hommes qui dirigeaient alors la politique des États-Unis, Lopez et Walker n'étaient que l'avant-garde des armées qui devaient annexer successivement toutes les nations espagnoles pour les fondre dans le « grand empire indien de l'occident. » Sous le coup de l'émotion qui saisit la plupart des états de l'Amérique latine, un nouveau congrès se réunit en 1856 à Santiago de Chili pour y conclure un traité « continental » de défense contre l'invasion étrangère. Les seules parties représentées étaient le Chili, le Pérou et l'Équateur; mais les autres républiques, y compris le Paraguay, s'empressèrent pour la plupart d'accéder au traité. Peut-être cette nouvelle convention ne fût-elle pas restée un vain mot comme les précédentes, si les diverses révolutions fomentées dans l'Équateur et dans la Nouvelle-Grenade par quelques prétendans n'avaient malheureusement détourné l'attention de ces derniers pays vers leurs affaires intérieures.

Cependant l'idée de la ligue américaine ne devait plus être abandonnée. Désormais elle n'était plus seulement dans les vœux de quelques patriotes intelligens, elle commençait à passionner le peuple lui-même dans les républiques les plus avancées. Pendant les années qui suivirent les négociations relatives au traité continental, les divers gouvernemens ne cessèrent d'échanger des notes relatives à cette question, et, ce qui vaut encore mieux, les journaux et les assemblées politiques de toute l'Amérique du Sud reprirent et discutèrent de plus en plus sérieusement les projets d'union fédérative. Dès le mois de janvier 1864, le cabinet péruvien était poussé par l'opinion publique à proposer un nouveau congrès américain, et la plupart des états s'empressèrent d'envoyer leur adhésion.

Le moment était bien choisi, car jamais, depuis la guerre de l'indépendance, pareil danger n'avait menacé les jeunes républiques du Nouveau-Monde. Depuis deux années déjà, le Mexique était envahi par des troupes européennes ayant pour mission non-seulement de demander la réparation de certains griefs, mais aussi d'aider à la fondation d'une monarchie. Une forte armée espagnole ayant pour base d'approvisionnemens l'île si riche de Cuba avait fait irruption à Saint-Domingue « pour répondre aux vœux des bons citoyens » de cette ancienne colonie, et, non content de cette tâche, le gouvernement de Madrid cherchait encore de nouvelles difficultés avec le Pérou. Enfin, au sud du continent, on commençait à voir la main du Brésil dans la conspiration de Florès contre la Bande-Orientale. Un fait des plus graves est que toutes ces agressions coïncidaient avec la guerre civile des Américains du nord, et que dans cette lutte les puissances de l'Europe occidentale avaient singulièrement favorisé les rebelles en se hâtant de leur reconnaître les droits de belligérans, même en laissant des corsaires s'armer et se ravitailler dans leurs ports et leurs arsenaux. Les États-Unis s'étant depuis longtemps posés comme les adversaires à outrance de toute intervention des gouvernemens d'Europe dans les affaires intérieures de l'Amérique, on voyait en eux les gardiens jaloux de l'indépendance des républiques sœurs, et c'est précisément l'époque où l'Union était engagée elle-même dans une terrible lutte que choisissaient les puissances européennes et le Brésil pour attaquer sur plusieurs points à la fois les Hispano-Américains. N'était-il pas naturel de croire, à la vue de ces événemens, qu'ils faisaient partie d'un grand projet de restauration monarchique dirigé contre toutes les républiques du Nouveau-Monde? Les diverses interventions qui ont eu lieu dans les états de l'Amérique espagnole peuvent être en partie des faits sans rapport direct avec la grande rébellion des planteurs; mais ils s'y rattachent historique-

ment, et l'on ne saurait douter que la postérité les embrasse d'un même regard. Qu'une entente préalable ait eu lieu entre les divers gouvernemens qui sont intervenus dans les affaires des républiques américaines, ou, ce qui est possible, que chacun ait suivi d'instinct sa politique particulière, il n'en est pas moins vrai que l'Espagne, la France, l'empire du Brésil, et dans une faible mesure l'Angleterre elle-même, ont saisi l'occasion favorable de la guerre civile des Américains du nord pour chercher à procurer aux républiques du Nouveau-Monde soit « les bienfaits des institutions monarchiques, » soit plus modestement « la paix, l'ordre et la prospérité. » L'histoire future ne verra point dans ces faits une coïncidence fortuite.

Quant aux populations directement intéressées, elles y virent l'effet d'un plan concerté d'avance. On sait quelle profonde irritation l'attitude des puissances européennes a causée aux États-Unis. On sait que, depuis le rétablissement de l'Union, les diplomates de Washington ne négligent aucune occasion de faire parade des ressources de leur nation en s'adressant aux cabinets de l'Europe occidentale : c'est avec un plaisir malin assez peu déguisé qu'ils voient les embarras de la France dans les affaires mexicaines et les terreurs de leurs voisins du Canada menacés par les invasions des *fenians*. Sans aucun doute les grandes et déplorables démonstrations d'amitié qu'ils font à l'empire russe doivent être aussi attribuées pour une forte part au désir qu'ils ont de chagriner les gouvernemens d'Europe dont ils croient avoir à se plaindre. Toutefois les alarmes de la nation anglo-américaine n'avaient été que peu de chose, comparées à l'émoi des populations du continent colombien. Celles-ci, s'exagérant le danger à cause de leur faiblesse relative, croyaient déjà que les pays libres de l'Amérique espagnole étaient divisés d'avance en trois ou quatre grands empires, dont l'un, s'étendant de l'isthme de Panama aux frontières de la Californie, avait pour souverain choisi l'empereur Maximilien. Quant au sort réservé au reste de l'Amérique espagnole, les idées différaient à cet égard; on ne doutait pas néanmoins que plusieurs républiques ne fussent désignées comme devant faire retour à l'Espagne, leur ancienne métropole, ni que le Brésil ne tentât d'obtenir pour son immense territoire la frontière du Parana. On savait aussi que le parti conservateur de Quito avait ouvertement invoqué le protectorat de la France, et l'on se demandait avec appréhension si ces vœux de suicide national n'avaient pas été favorablement accueillis aux Tuileries. Ainsi, disait-on, si les projets des puissances monarchiques devaient se réaliser, il ne resterait plus dans le Nouveau-Monde que la république des *Yankees*, et celle-ci, réduite à la défensive par les esclavagistes vainqueurs, en viendrait peut-être à se scinder elle-même en plusieurs états et à modifier son gouver-

nement. Les principes républicains ayant alors perdu le solide point d'appui que leur donnent les jeunes sociétés américaines, le maintien des institutions monarchiques dans le monde entier eût été dès lors à jamais assuré. Ce plan, que les assemblées politiques et les journaux discutaient avec la plus grande sincérité, comme s'il eût été vraiment combiné de toutes pièces, n'existait sans doute avec cette netteté que dans les imaginations; mais il ne faut pas moins en tenir compte, car, sous les événemens qui se pressent, l'instinct populaire devine souvent mieux que les hommes d'état eux-mêmes le mobile secret qui les a fait agir, et révèle ainsi le vrai sens de l'histoire.

Lorsque le congrès américain se réunit à Lima le 14 novembre 1864, l'orage attendu venait d'éclater sur le Pérou. Un commissaire de la reine d'Espagne, prenant le même titre que les anciens gouverneurs castillans des colonies d'Amérique, avait déjà, au mépris de la souveraineté péruvienne, exigé réparation de griefs d'une valeur fort douteuse, et sans daigner déclarer la guerre, par simple mesure de « revendication, » l'amiral Pinzon s'était emparé des îles à guano, qui sont le véritable trésor de la république. Cependant le général Pezet, personnage timoré qui redoutait surtout de déplaire aux représentans des puissances européennes, ne semblait point avoir ressenti l'outrage fait à la nation; il traitait secrètement avec le commissaire espagnol, et la chambre elle-même reculait devant une déclaration de guerre. Lorsque, poussés à bout par les exigences de l'Espagne, les députés se furent enfin décidés, et qu'à la presque unanimité ils eurent résolu d'opposer la force à la force, le congrès américain, où se trouvaient représentées toutes les républiques intéressées, à l'exception de celles de la Plata et du Mexique, n'eut pas le courage de participer par son attitude à la résolution des Péruviens; il intervint auprès du gouvernement de Lima pour lui conseiller la prudence, lui fit rapporter la déclaration de guerre, et tenta par des offres directes, mais inutiles, de servir de médiateur entre le Pérou et l'amiral espagnol. Ainsi que les événemens l'ont prouvé plus tard, cette prudence apparente n'était que pusillanimité : si le Pérou avait osé maintenir sa déclaration d'hostilités au risque de voir son commerce interrompu et de perdre sa flottille, le président n'aurait point eu l'humiliation de signer un indigne traité, et la guerre civile eût été évitée. Le congrès ne pouvait donc se vanter d'avoir sauvegardé l'honneur du pays, et ses travaux devaient par conséquent rester frappés de stérilité; cependant c'est déjà une chose des plus importantes et sans précédent qu'une assemblée composée des plénipotentiaires de la plupart des républiques ait pris une part directe au gouvernement de l'une d'entre elles et tenté de représenter en face de l'étranger

l'union des peuples du continent. Dès l'année suivante, les péripéties de la guerre avec l'Espagne cimentaient une plus intime union, à la fois offensive et défensive. Quatre des principaux états de l'Amérique du Sud, le Chili, la Bolivie, le Pérou, l'Équateur, réalisaient enfin ce que les congrès avaient jadis vainement discuté.

II.

Désormais, on peut le dire sans témérité, les républiques de l'Amérique du Sud peuvent être considérées comme à l'abri de toute attaque sérieuse d'une puissance européenne. Non-seulement les États-Unis, sortis de la guerre plus redoutables qu'autrefois, se croiraient peut-être tenus d'intervenir par leur diplomatie ou par leurs armes, si quelque atteinte trop grave était portée à l'autonomie des populations hispano-américaines, mais encore celles-ci ont déjà prouvé qu'elles sont capables de se défendre elles-mêmes. La petite république dominicaine, qui compte à peine 200,000 habitans de race mêlée et ne saurait par conséquent mettre sur pied qu'une armée numériquement très faible, a forcé la fière Espagne, après vingt mois de lutte, à la dégager du serment de loyauté qu'elle était censée, suivant les rapports officiels, avoir prêté avec tant d'enthousiasme. Le Chili, grâce à son éloignement des possessions espagnoles, grâce surtout au patriotisme et à l'intelligence de ses habitans, est sorti presque sans dommage de la guerre que lui avait déclarée son ancienne métropole; avec ses petits vaisseaux portant quelques centaines de matelots, il a vaillamment bravé la puissante flotte de son adversaire, et n'a laissé d'autre ressource à l'amiral Nuñez que de bombarder la ville sans défense de Valparaiso. Bientôt après les Péruviens, comprenant, par l'exemple de ce qui venait de se passer à Valparaiso, qu'il vaut mieux compter sur son propre courage que sur la générosité de l'ennemi, repoussaient la force par la force, et les canons de Callao vengeaient la barbarie inutile commise précédemment par les ordres du ministère espagnol. La flotte avariée de l'amiral Nuñez dut battre en retraite vers les Philippines et Rio de Janeiro, et donner ainsi aux républiques alliées un répit qu'elles mettront certainement à profit. Si la guerre a pris temporairement un caractère platonique par suite de la retraite des vaisseaux espagnols, le Chili, le Pérou, la Bolivie et l'Équateur n'en continuent pas moins d'armer leurs côtes, d'agrandir leur flotte, devenue déjà fort respectable, et de faire appel contre l'ennemi commun à l'aide des autres nations américaines. Leur puissance s'accroît incessamment pour l'offensive, et les bruits souvent répétés de soulèvemens ou d'invasions à Cuba et à Porto-Rico sont un signe avant-coureur de ce

que la politique imprudente de l'Espagne pourra lui coûter un jour.

Quant au Mexique, il est toujours en partie occupé par des troupes européennes, et sa capitale est le siége d'un empire dont les frontières indécises changent de jour en jour suivant les diverses alternatives de combats incessans. Toutefois il est désormais permis de prédire, sans un grand effort d'imagination, qu'un nouveau changement politique va s'accomplir à Mexico, et qu'un gouvernement conforme aux traditions du pays succédera au règne éphémère de Maximilien. Le prochain départ des troupes françaises, la désorganisation des finances impériales et l'empressement avec lequel on proclame la déchéance du nouveau souverain dans chaque ville et chaque bourgade abandonnée par ses soldats font de la restauration prochaine de la république mexicaine un événement facile à prévoir. Alors la doctrine dite de Monroe, à laquelle les nations américaines ont graduellement donné une signification de plus en plus large, sera sérieusement respectée par les puissances monarchiques de l'Europe; toute intervention efficace de l'Espagne, de la France ou de l'Angleterre deviendra impossible, et par conséquent l'une des principales causes qui arrêtaient les jeunes états de l'Amérique dans leur essor aura disparu. En grande partie maîtres de leur destinée, c'est principalement à eux-mêmes qu'ils devront s'en prendre de leurs guerres et de leurs révolutions futures.

Néanmoins, si les anciennes colonies espagnoles n'ont plus à craindre de retomber sous la domination d'un peuple d'Europe, quelques-unes d'entre elles ont à redouter les envahissemens d'une puissance occupant comme elles une partie du territoire américain. Le Brésil, groupe de plateaux que le Parana et les affluens de l'Amazone séparent de la base orientale des Andes, constitue un territoire distinct du reste du continent, et les populations qui se sont établies sur ces plateaux diffèrent par l'origine, la langue, les institutions, les mœurs, de celles des autres parties de l'Amérique. Le contraste qui existe entre le Brésil et les régions andines est également frappant sous le double rapport de la géographie et de l'ethnologie. D'un côté, les Hispano-Indiens occupent les vallées d'une haute chaîne de montagnes; de l'autre, les fils des Portugais et des noirs d'Afrique peuplent un massif isolé qu'entourent les mers et d'immenses plaines de marécages et de forêts; à l'ouest des nations affranchies, à l'est un mélange d'habitans dont le tiers se compose de misérables esclaves sans patrie et sans droit. Le contraste offert par les deux groupes de populations qui se partagent l'Amérique du Sud est donc complet, et malheureusement, dans l'état de barbarie qui est encore à tant d'égards celui de la race humaine, cette opposition ne peut que donner lieu à de sanglantes guerres. La lutte qui pendant tant de siècles avait divisé les deux

peuples de la péninsule ibérique, Espagnols et Portugais, s'est continuée de l'autre côté des mers et sur un territoire bien plus vaste que la petite presqu'île européenne.

Au nord et à l'ouest des anciennes colonies portugaises, l'immensité des espaces solitaires qui les séparent des contrées habitées par les descendans des Espagnols a jusqu'à nos jours empêché tout conflit sérieux. Seulement le Brésil a pu, grâce à l'unité de vues et à la persévérance de ses diplomates, triompher provisoirement dans toutes les questions de limites de la résistance des gouvernemens éphémères qui se succédaient dans les républiques limitrophes, et de cette manière il s'est adjugé sans coup férir d'immenses étendues inexplorées, dont les seuls habitans sont des Indiens sauvages. Sur la carte, le Brésil s'est ainsi agrandi aux dépens de la Bolivie, du Pérou, de l'Équateur, de la Nouvelle-Grenade et du Venezuela d'une surface de plusieurs centaines de millions d'hectares; mais la force réelle de l'empire ne s'est en rien accrue de cette énorme adjonction apparente de territoire. Dans le conflit des deux races, la prépondérance restera nécessairement à ceux chez lesquels la liberté humaine est le plus respectée.

Du côté du sud et du sud-ouest, où non-seulement les domaines contestés confinent les uns aux autres, mais où les populations elles-mêmes sont assez rapprochées pour se faire la guerre, la lutte a été presque constante pendant trois siècles. Les colons de race ennemie étaient dès le berceau voués à se combattre, et les traités d'alliance conclus en Europe entre les deux métropoles n'empêchaient point les *mamelucos* de São-Paulo de continuer leur chasse à l'homme dans les Missions espagnoles. Dans le siècle actuel, cette lutte de races s'est graduellement régularisée, mais elle n'en continue pas moins sous des formes différentes, et l'enjeu de la lutte a toujours été la possession des grands fleuves de l'intérieur et du port de Montevideo. Tantôt vainqueurs, tantôt vaincus, les Portugais et leurs héritiers les Brésiliens avaient tour à tour conquis et perdu la souveraineté de l'une des rives de la Plata. Ils viennent enfin d'atteindre partiellement leur but en installant à Montevideo comme président de la Bande-Orientale le général Florès, commandant un de leurs corps d'armée. Ils ont fait plus encore, car ils ont réussi à tourner les forces d'une république contre une autre république, ils ont eu l'art de prendre pour avant-garde de leurs troupes d'invasion les soldats de Buenos-Ayres, et par cette habile combinaison ils ont fait partager la responsabilité et le poids de la lutte à leurs ennemis héréditaires. Ils espèrent ainsi s'emparer, à titre d'amis, de cette frontière naturelle du Parana, qu'il leur serait plus malaisé de conquérir en ennemis.

Aux débuts de la guerre du Paraguay, c'est-à-dire en mai 1865,

les alliés étaient superbes d'espoir et de jactance : c'est au pas de course, c'est au galop de leurs chevaux, que les soldats de Mitre, de Florès et d'Osorio devaient s'élancer à la conquête des pays convoités. Lorsque après avoir pendant des années travaillé sourdement contre l'indépendance de Montevideo, rivale de Buenos-Ayres, le président Mitre fut enfin obligé par le Paraguay de jeter le masque et de se ranger ouvertement du côté des Brésiliens, on eût dit qu'il prenait la foudre en main, tant on s'empressait autour de lui à célébrer son prochain triomphe. « Nous venons de décréter la victoire, » s'écria-t-il en déposant la plume qui venait de signer le traité d'alliance avec le Brésil. « Dans les casernes aujourd'hui, demain en campagne, dans trois mois à l'Assomption! » telle était la fière parole que les admirateurs du général Mitre avaient entendue tomber de sa bouche. Depuis ce jour, où le succès semblait si facile à obtenir, plus de seize mois se sont écoulés, pendant lesquels bien des combats ont été livrés et bien des milliers de vies sacrifiées inutilement. Les dates que de temps en temps on se permet de fixer d'avance pour la prise de l'Assomption doivent être de plus en plus espacées à cause de difficultés imprévues. Le général Urquiza, qui devait, à la tête de ses cavaliers, frayer la voie aux armées du Brésil et de Buenos-Ayres, s'est bientôt retiré prudemment à l'arrière-garde, puis est revenu dans sa riche *estancia* pour se faire le grand fournisseur de vivres des alliés et leur vendre à lourds deniers le bétail et les céréales. Non-seulement l'Assomption n'est pas tombée dans les trois mois aux mains des alliés, mais, bien que de nombreuses dépêches aient souvent annoncé la destruction complète des forces paraguayennes, ni le général Mitre ni l'amiral Tamandaré n'ont encore pu tourner un seul de leurs canons contre les murs de la forteresse d'Humayta, qui défend l'entrée de la république. L'unique conquête des alliés est celle de l'*Estero-Bellaco,* savane humide pendant la saison des pluies, poudreuse pendant les sécheresses, mais entourée en toute saison de marécages d'où sort la fièvre, bien plus terrible que les boulets. Jusqu'à présent, le président Mitre, même accompagné de 30,000 Brésiliens, semble devoir être encore moins heureux que le général Belgrano dont il s'est fait l'historiographe, car ce héros, qui tenta vainement de conquérir le Paraguay pour le soumettre à la couronne de Ferdinand VII, alla du moins se faire battre aux portes de l'Assomption.

Ce n'est pas que dans leur défense les chefs de l'armée paraguayenne aient toujours été d'habiles stratégistes (1). Au contraire, ils ont commis des fautes graves; mais ces fautes, provenant surtout

(1) Nous renvoyons le lecteur à la livraison du 15 septembre 1866, qui renferme une étude où sont racontés tous les événemens de la campagne jusqu'après la bataille de Tuyuti.

de l'inexpérience militaire, ont été depuis glorieusement réparées. Les Paraguayens se sont lentement retirés de la province de Corrientes qu'ils avaient envahie, mais en se retirant ils ne cessaient de harceler l'ennemi, de battre en détail ses avant-gardes, de lui prendre ses convois de vivres. Ces hommes, que l'on représentait d'abord comme un ramassis de fuyards, ont eu presque toujours le privilége de l'offensive; les commandans de l'armée alliée, mal soutenus par l'amiral Tamandaré, qui n'a pas d'ordres à recevoir du général en chef Mitre, ont été le plus souvent prévenus par le général Lopez dans leurs préparatifs d'attaque, et malgré la grande supériorité de leurs forces et leur puissante artillerie ils n'ont pu chaque fois rendre la lutte indécise qu'après avoir assisté à la déroute de leurs troupes les plus avancées. Même, lorsque les alliés occupaient déjà la rive gauche du Parana, un faible corps de Paraguayens, franchissant inopinément le fleuve, vint engager la lutte contre une armée entière, et ne se retira qu'après avoir maintenu pendant trois jours sa position sur le champ de bataille de San-Cosme. Enfin à Tuyuti, dans ce conflit qui fut probablement le plus sanglant de toute l'histoire de l'Amérique du Sud, les alliés se sont de nouveau laissé surprendre, et bien qu'ils disent être sortis vainqueurs de cette journée, ils n'en ont pas moins dû rebrousser chemin pour se réfugier sous les canons de leur flotte dans les terres noyées où le typhus les décime (1). Près de deux mois après le terrible choc de Tuyuti, les Brésiliens, renforcés par 6 ou 7,000 hommes que leur amenait le baron de Porto-Alegre, ont à leur tour pris l'offensive; mais cette fois encore ils ont été rejetés dans leur campement marécageux après avoir perdu leurs meilleures troupes et quelques-uns de leurs chefs les plus vaillans. Ils sont de nouveau condamnés à attendre des renforts, des vivres et des munitions de guerre, heureux encore si les arrivages espérés suffisent à compenser les pertes de chaque jour!

Pour atteindre l'Assomption et remporter ainsi la victoire « décrétée » le 1er mars 1865, les alliés ou plutôt les Brésiliens, car les Orientaux sont réduits à quelques centaines et les Argentins à quelques milliers d'hommes, ont donc beaucoup à faire. S'ils veulent suivre jusqu'à la capitale du Paraguay le chemin qu'ils ont choisi, il faut d'abord qu'ils se dégagent de leurs marais et de la ligne de circonvallation qui commence à les entourer; ils ont ensuite à prendre d'assaut le camp retranché dans lequel s'est établie l'armée de Lopez, puis à s'emparer successivement des forts de Curupayti et de ceux d'Humayta, la citadelle la plus formidable de l'Amérique du Sud; s'ils réussissent à forcer ainsi la porte

(1) Le mot de *tuyuti* signifie en langue guarani le *pays des marais*.

du Paraguay, il leur restera la tâche difficile de traverser sans encombre un pays semé d'obstacles et systématiquement ravagé par ses propres habitans, et c'est après avoir heureusement accompli cette marche aventureuse qu'ils pourront enfin investir l'Assomption, qui est aussi une place forte et facile à défendre. On le voit, l'entreprise n'est pas des plus aisées, et si les généraux brésiliens, effrayés à bon droit d'avoir choisi une pareille route, veulent modifier leur plan d'invasion, ils devront, si cela est possible, commencer par évacuer leurs positions actuelles, en accordant ainsi au président Lopez le prestige d'une première campagne victorieuse. Dans tous les cas, les énormes sacrifices que devra s'imposer le Brésil seront hors de proportion avec ceux qui ont été faits jusqu'ici, et ne pourraient être compensés par le produit du pillage du Paraguay tout entier.

Ce qui pouvait d'abord donner quelques doutes sur l'issue probable de la campagne, c'est qu'on ignorait, au milieu du conflit des assertions contradictoires, si les Paraguayens étaient simplement de timides Guaranis, tremblant devant leur *supremo* comme devant un dieu, ou bien s'ils étaient hommes à aimer fortement leur patrie et leur indépendance nationale. Aujourd'hui le doute n'est plus permis. Si les populations du Paraguay étaient vraiment des troupeaux asservis, ce serait un phénomène nouveau dans les annales de l'humanité que des esclaves puissent combattre avec une pareille vaillance. Les faits que l'on cite d'eux, et qui pour la plupart sont racontés par leurs ennemis eux-mêmes, sont presque merveilleux d'audace, et, s'ils n'ont pas été accomplis suivant les règles de la tactique ordinaire, ils n'en prouvent que mieux combien est énergique et plein d'élan ce soldat paraguayen que l'on dépeignait comme une machine. A Tuyuti, les artilleurs montent en croupe derrière les cavaliers, s'élancent avec eux au milieu des batteries ennemies et bondissent sur les pièces pour en sabrer les défenseurs, s'atteler aux affûts et traîner ces trophées en dehors des lignes brésiliennes. De pareils faits ne sont-ils inspirés que par de simples ordres de Lopez ou bien témoignent-ils d'une véritable initiative guerrière? Du moins on ne saurait dire qu'ils sont accomplis par des mercenaires, car la république n'est pas assez riche pour donner une solde à ses défenseurs.

D'ailleurs, si le président du Paraguay n'avait pas compté sur l'énergie des habitans, ce n'est pas sans folie qu'il eût osé braver le Brésil. En admettant avec la statistique officielle que la population totale du pays s'élève à près d'un million et demi d'habitans, quelle force de cohésion n'a-t-il pas fallu à cette petite nation pour qu'elle ait pu résister si heureusement aux armées impériales du Brésil et à leurs alliés de Buenos-Ayres et de Montevideo! Non-

seulement une grande partie des hommes valides ont dû prendre les armes, mais, le Paraguay étant complétement bloqué et n'ayant aucune communication possible avec l'extérieur, ce sont aussi des habitans du pays qui ont dû construire les batteries flottantes et les bateaux à vapeur, réparer les vaisseaux endommagés, fondre les canons, fabriquer les armes, les munitions de guerre et les uniformes; enfin, quelque sobres que l'on suppose les descendans des anciens Guaranis, il leur faut cependant manger, et par conséquent ceux qui ne sont pas enrôlés ou bien employés directement aux travaux militaires doivent s'occuper de la culture et du transport des produits. Tandis que le Brésil disposait naguère par ses emprunts des capitaux de l'Europe et de toutes les ressources que lui donne le commerce, le Paraguay doit trouver chez lui tous ses moyens de défense. Si la population de ce petit pays n'était vraiment que de 4 à 500,000 âmes, ainsi que le pensent M. Martin de Moussy et d'autres voyageurs, on ne saurait alors trop admirer le patriotisme qui a pu réaliser de pareils prodiges. Ce n'est point en obéissant servilement à un despote qu'un peuple pourrait défendre son indépendance nationale contre un empire vingt fois plus populeux et disposant en outre des forces de deux alliés : pour triompher dans un pareil danger, il faut que chacun compte sur soi-même, sur son courage, son indomptable ténacité, son esprit de sacrifice. Lorsque le corps brésilien du baron de Porto-Alegre fit mine d'envahir le territoire paraguayen par le bourg d'Itapua au sud-est de la république, les habitans de tout le territoire compris entre le Parana et le Rio-Tebicuari ont mis eux-mêmes le feu à leurs demeures et se sont éloignés en masse avec leurs bestiaux, afin que l'ennemi eût à traverser un désert, s'il tentait de marcher par ce chemin sur l'Assomption. De même en 1854, lorsque l'amiral brésilien Ferreira de Oliveira vint menacer l'indépendance du pays, que les canons d'Humayta, alors simple fortin, ne défendaient que faiblement, les habitans s'empressèrent de dévaster leurs campagnes de la rive gauche du fleuve, entre Tres-Bocas et la capitale.

Un peuple, si petit qu'il soit, est bien fort pour la résistance, surtout quand il est, comme celui du Paraguay, environné de solitudes et protégé par une ceinture de rivières et de marais. Quoique la guerre ait souvent des hasards imprévus, il est donc probable que la nationalité guaranie saura se maintenir intacte dans ce grand péril, et que les alliés devront conclure la paix avant d'avoir mis le siége devant l'Assomption, ou peut-être même après avoir été refoulés jusque sur le territoire brésilien du Rio-Grande. Ce qui doit surtout encourager les soldats de Lopez dans une lutte désespérée, ce sont les clauses, naguère secrètes, du traité d'alliance qui ont été

révélées par l'un des signataires et communiquées officiellement aux chambres anglaises. Les Paraguayens savent qu'en vertu de ces clauses ils sont destinés à perdre les deux tiers de leur territoire, à recevoir des mains du général Mitre et du plénipotentiaire brésilien un gouvernement tout fait, à subir enfin les ignominies et les horreurs du pillage. Qui leur dit qu'eux-mêmes ne seront pas compris dans les articles du butin, comme l'ont été un grand nombre de leurs frères faits prisonniers à l'Uruguayana, et forcés de servir soit comme esclaves dans les plantations, soit comme soldats dans l'armée du Brésil?

L'épuisement des alliés est évident. La Bande-Orientale n'envoie plus de soldats, les provinces intérieures de la république argentine se refusent à prendre la moindre part à la guerre, la ville de Buenos-Ayres, qui a perdu des milliers de ses enfans, demande la paix à grands cris et s'indigne qu'on laisse ses campagnes exposées aux incursions des Indiens tandis que la garde civile va guerroyer contre un peuple frère (1), enfin le Brésil lui-même en vient à douter du succès final en voyant que les hommes et l'argent commencent à lui manquer. Le recrutement de prétendus volontaires, qu'on amène parfois au camp en jaquettes de force, ne suffit plus à remplir les cadres d'une armée qui devrait être d'au moins 50,000 hommes, les mulâtres libres qu'on veut enrôler résistent en beaucoup d'endroits avec succès, et l'on parle déjà d'une ressource désespérée, l'armement des esclaves. Le crédit financier de l'empire est singulièrement ébranlé par toutes les crises politiques et commerciales qu'il a subies. En 1864, avant que la guerre n'eût éclaté, le gouvernement brésilien devait soit aux prêteurs étrangers, soit à ses nationaux, plus de 625 millions de francs, et, dès que la lutte eut commencé, cette dette, déjà si lourde pour un état faiblement peuplé, s'est augmentée avec une rapidité effrayante. Les capitalistes anglais, dont il fallut implorer l'aide au commencement de l'année 1865, n'ont voulu prêter que la somme de 91 millions de francs pour une reconnaissance de 125 millions. Si le cabinet de Saint-Christophe se hasardait maintenant à un nouvel appel aux capitaux de l'Europe, on lui poserait des conditions bien autrement dures, car depuis l'entrée des Brésiliens dans Montevideo c'est par centaines de millions qu'il faut évaluer le déficit causé par l'achat des navires cuirassés et des canons, l'entretien d'une grande armée, les subventions de guerre accordées aux alliés faméliques de la Plata et les malversations des fournisseurs et des intermédiaires de toute sorte. Déjà la banque du Brésil, dont le papier se dépréciait

(1) Le manque de soldats est tel que, d'après un discours prononcé par M. Frias en plein sénat de Buenos-Ayres, le gouvernement viderait maintenant les prisons pour envoyer les détenus à la bataille.

de jour en jour par suite de trop fortes émissions et de la grande quantité de mauvaises valeurs qui emplissaient son portefeuille, s'est vu interdire par les chambres le droit de fabriquer de nouveaux billets. Les bons du trésor, émis pour faire face aux énormes frais de la guerre, vont se déprécier à leur tour, et le Brésil aura fait vers la banqueroute une nouvelle et périlleuse étape. Son crédit est tombé si bas que même les actions des voies ferrées, pour lesquelles le gouvernement a garanti un intérêt annuel de 7 pour 100, se négocient de beaucoup au-dessous du pair. Rio-de-Janeiro devrait pourtant se laisser éclairer par l'exemple de son alliée Buenos-Ayres, qui a dû subir l'humiliation de ne pas trouver une livre sterling sur la place de Londres, et dont le papier est au cours de 2,600 pour 100 relativement à l'or.

La guerre n'est pas seulement désastreuse pour les finances du Brésil, elle met aussi en danger la stabilité de l'empire en augmentant la divergence d'intérêts qui existe entre le nord et le sud du pays. Ce sont les grands propriétaires des provinces méridionales qui ont amené cette lutte : poussés par la rivalité traditionnelle qui les anime contre leurs voisins d'origine espagnole et par l'amour des aventures et des combats qui distingua toujours leur race, désireux de conquérir un territoire fertile où ils pourraient obtenir en abondance des vivres qui leur font défaut et qu'ils font venir en partie des États-Unis et de l'Europe, irrités surtout de l'étrange prétention qu'avaient les républiques limitrophes de vouloir donner asile aux esclaves fugitifs, servis d'ailleurs par les ambitions du gouvernement de Rio-de-Janeiro, les *fazendeiros* du Rio-Grande n'ont pas eu de peine à inventer des griefs contre la Bande-Orientale, et les déplorables dissensions de cette république leur ont donné l'occasion d'intervenir. Tant que les classes gouvernantes du nord de l'empire ont cru que la guerre serait un simple jeu, et qu'en un petit nombre de semaines leurs soldats vainqueurs seraient entrés triomphalement à Montevideo et à l'Assomption, elles ont épousé avec plaisir la cause de leurs compatriotes du sud; mais leurs premières illusions ont fini par s'évanouir, et maintenant elles voient avec effroi ce que leur a coûté cette complicité. Aussi n'est-il pas étonnant qu'à Bahia, à Pernambuco, dans toutes les provinces du nord, négocians et planteurs, dont le courant d'affaires est en entier dirigé vers l'Europe et les États-Unis, se demandent avec impatience quand donc finira cette interminable guerre, qui les ruine sans leur apporter le moindre profit en échange. Il y a dans cette situation les élémens de graves dissensions entre les diverses parties de l'empire; des comités de salut public et de résistance à la guerre se forment dans les villes du nord, et les mouvemens insurrectionnels, jadis si

difficilement comprimés à Pernambuco, menacent de se renouveler. Qu'on n'en doute pas, un jour ou l'autre il faudra que le Brésil paie la redoutable rançon de l'esclavage.

Les péripéties de la lutte ont eu pour conséquence d'unir le Paraguay aux républiques voisines en lui donnant des intérêts pressans communs avec les leurs. Lorsque l'avant-garde du général Lopez occupa la ville et la province de Corrientes, c'est le drapeau provincial qui fut hissé sur tous les édifices; des bataillons correntins s'organisèrent, et nombre de chefs argentins et orientaux, tels que les colonels Lopez et Laguna, entrèrent dans l'armée paraguayenne, qu'ils considéraient comme une armée de libérateurs. Il est probable aussi que les récentes insurrections des provinces de Cordova et de Catamarca se rattachent à la cause commune défendue surtout par le Paraguay. D'un autre côté, ce dernier pays s'est aussi rapproché d'une contrée dont le sépare une zone de marais et de déserts jadis infranchissables. Pour la première fois depuis une génération, des envoyés de la Bolivie ont parcouru les plaines en partie noyées qui s'étendent entre le pied des Andes et le cours du fleuve Paraguay, et sont heureusement arrivés à l'Assomption, où ils ont été fêtés avec de grandes démonstrations de joie. D'après un bruit qui a pris une certaine consistance en Amérique, ils auraient même rapporté en Bolivie l'adhésion du président Lopez à la ligue américaine. Quoi qu'il en soit, ils ont du moins ouvert une nouvelle voie à travers les solitudes de l'Amérique, ils ont mis en rapport deux peuples naguère isolés l'un de l'autre et levé le blocus absolu que la flotte et l'armée brésilienne maintenaient autour du Paraguay. C'est maintenant par les Andes et la Mer du Sud que le gouvernement de l'Assomption communique avec le reste du monde.

Un autre fait des plus importans dans l'histoire de l'Amérique du Sud, c'est que les républiques andines, débarrassées de leurs difficultés immédiates avec l'Espagne, tournent maintenant leur attention vers le Paraguay et prennent contre l'empire brésilien une ferme attitude. Au milieu de ses plus graves embarras politiques, le Chili, croyant avoir à se plaindre des gouvernemens alliés, rappelait avec éclat son ambassadeur accrédité à Montevideo. Depuis cette époque, l'autorité morale que les insuccès des amiraux Pareja et Nuñez ont donnée aux républiques occidentales de l'Amérique du Sud a naturellement rendu le Brésil très désireux de ne pas rompre avec ces états; mais ceux-ci, devenus forts par leur entente, n'en précisent pas moins leur politique en faveur du Paraguay. Ils ont d'abord offert leur médiation; mais, lorsqu'ils ont connu les clauses secrètes du traité du 1er mai, ils ont remplacé leurs offres amicales par une protestation solennelle, faite en leur propre nom et au nom

de tous les états libres du Nouveau-Monde. Dans une longue dépêche en date du 9 juillet, ils déclarent ne pouvoir assister silencieusement à la violation du droit et à la rupture de l'équilibre américain, ils reconnaissent la solidarité de leurs intérêts avec ceux du Paraguay, et voient dans chaque atteinte portée à l'indépendance de cette république un coup dirigé contre eux-mêmes, une diminution de leur force morale, une humiliation pour les principes qu'ils représentent. Ils assimilent l'intervention du Brésil dans les affaires de ses voisins à celle des Français au Mexique et à la conduite de l'Espagne envers ses anciennes colonies. Enfin, après avoir affirmé qu'ils n'auront point la honte de laisser le Brésil changer le Paraguay en une Pologne américaine, ils annoncent que les nations du Pacifique ont pris à tâche « de rendre leur ligue permanente, précisément afin de garantir et d'assurer à jamais l'indépendance et la souveraineté de tous les peuples d'Amérique. » Ce fier langage produit sur les bords de la Plata une émotion d'autant plus grande qu'il traduit en termes dignes et mesurés les sentimens d'irritation qui règnent dans le peuple. Les journaux avancés ne parlent maintenant de rien moins que de déclarer immédiatement la guerre au Brésil et de la continuer sans trêve ni repos tant que l'esclavage ne sera pas aboli, et l'empire transformé en république fédérale.

La protestation des républiques andines est un événement qui a sa gravité, car il rattache d'une manière définitive le Paraguay aux autres états hispano-américains, et contribuera pour une forte part à faire cesser ce funeste isolement national dont le gouvernement de l'Assomption ne veut plus depuis longtemps, mais qui lui était en grande partie imposé par les conditions géographiques du pays et par les incessantes guerres civiles des populations de la Plata. D'ailleurs le Paraguay lui-même travaille, plus énergiquement encore que ne l'a fait aucune autre république du sud, à la fusion des intérêts et de la politique entre les peuples latins, puisqu'il défend en ce moment non-seulement sa cause, mais aussi celle de tous les riverains du Paraguay et de ses affluens. En déclarant la guerre au Brésil, le président Lopez a parfaitement compris que les destinées de son pays sont indissolublement liées à celles des autres contrées de la Plata, et de cette manière il a indiqué aux républiques andines la politique de solidarité qu'elles avaient à suivre. Redoutant avec raison le voisinage d'une puissance envahissante comme le Brésil, il a senti que, s'il laissait les impériaux s'établir paisiblement à l'entrée des fleuves, c'en était fait, pour tous les états de l'intérieur, de leur ancienne autonomie. Par ce temps d'annexions violentes, il eût été vraiment naïf de permettre aux ennemis traditionnels des Guaranis et des Espagnols de s'établir à la fois en aval et en amont de l'Assomption, et de rétrécir ainsi le cercle fatal dans lequel la

petite république devait être étouffée. A l'isolement volontaire d'autrefois eût succédé d'abord l'isolement forcé, puis la conquête.

Ainsi tout annonce que, si le Paraguay échappe à « l'anéantissement » décrété par les généraux brésiliens, il vivra pour se rapprocher définitivement des autres républiques non-seulement par les liens du commerce, mais aussi par une alliance intime de politique et de principes, et servira peut-être même à former le noyau d'une nouvelle confédération comprenant Entre-Rios, Corrientes et la Bande-Orientale. Un pareil événement serait l'un des plus considérables de tous ceux qui se sont accomplis dans le continent colombien, car il constaterait enfin la participation d'une nation presque purement indienne de race aux grands événemens de l'histoire contemporaine, et nul ne pourrait désormais prétendre que les seuls Caucasiens ont le privilége de travailler aux progrès de la justice et de la liberté. Ce sont les fils des Guaranis qui, dans cette lutte suscitée par les propriétaires d'esclaves, ont pris en main la cause de la république envahie, ce sont eux qui ont maintenu contre les ambitions de l'empire voisin le principe de la libre ouverture des rivières; ils ont fait de leur pays, tout petit qu'il est, le puissant boulevard des états hispano-américains contre la monarchie esclavagiste du Brésil, et de cette façon ils n'ont pas été moins utiles à la cause commune des peuples colombiens que ne l'ont été le Chili, le Pérou et la république dominicaine en résistant aux agressions et aux ordres humilians de l'Espagne. Tout fait présager que les agrandissemens du Brésil trouveront désormais leur limite au pied des murs d'Humayta, et si ces prévisions se réalisent, c'est à l'héroïque résistance du Paraguay que les Américains d'origine espagnole devront en grande partie d'avoir retrouvé leur équilibre politique. Assurés contre toute intervention efficace des puissances européennes, ils le seront aussi contre les ambitions de l'empire qui les avoisine.

III.

Nombre d'hommes politiques semblent craindre pour les états espagnols de l'Amérique du Sud un adversaire encore plus puissant que le Brésil ou l'Espagne, et se figurent que les événemens des cinq dernières années auront pour résultat de livrer irrémissiblement tous les pays du continent à la grande république anglo-saxonne du nord. Quant au sort du Mexique, il ne fait pour eux l'objet d'aucun doute. Ils assurent qu'aussitôt après la retraite des troupes françaises les belles contrées de l'Anahuac deviendront la proie de leurs envahissans voisins, comme le furent naguère le Texas, la Californie et le territoire connu sous le nom de Nouveau-

Mexique. Ces craintes auraient peut-être eu quelque fondement avant la récente guerre d'émancipation, mais actuellement elles sont chimériques, car la politique américaine a dû se transformer complétement. Il ne faut point oublier que l'annexion du Texas et la conquête d'une moitié du territoire mexicain se firent jadis à l'instigation du parti des planteurs, qui dirigeait alors la politique des États-Unis, et qui depuis s'est suicidé en provoquant la terrible lutte des états libres contre les états à esclaves. Les populations du nord, qu'on entraîna contre leur gré dans la déplorable guerre de 1846 contre le Mexique ne demandent qu'à rester en paix avec les états voisins et à s'occuper sans interruption de développer leur commerce et leur industrie.

Loin de pouvoir s'assimiler facilement les nations étrangères, les Américains, qui sous ce rapport ressemblent à leurs ancêtres d'Angleterre, sont au contraire un des peuples qui savent le moins s'associer avec les races différentes de la leur. Audacieux et persévérans, ils marchent en droite ligne vers leur but sans trop se soucier d'autrui, et ne s'attardent pas à comprendre les idées et la manière de penser des étrangers avec lesquels ils se trouvent en contact. Depuis plus de deux siècles, ils habitent le même territoire que les Indiens, mais au lieu de chercher en eux des alliés et de les amener graduellement à leur niveau intellectuel et moral par des entreprises communes et le croisement des races, ils n'ont guère su que repousser ces pauvres aborigènes dans les déserts de l'ouest. Le nombre des peaux-rouges a graduellement diminué des deux cinquièmes. Le massacre des guerriers, les maladies qu'avaient apportées les blancs, l'oisiveté forcée des tribus de chasseurs auxquelles on achetait leurs forêts, enfin le sombre ennui qui s'empare de ces hommes autrefois libres et fiers, ont réduit la population aborigène de plus de 200,000 sur un demi-million qui peuplaient les Alleghanys et les plaines du Mississipi lors de l'arrivée des visages pâles. A peine 30,000 Indiens vivant dans les diverses parties de l'Union sont-ils maintenant comptés parmi les citoyens et peuvent-ils espérer que leur postérité se fondra dans la masse du peuple américain. Dans l'ouest, les métis sont très peu nombreux. On sait que les trappeurs français et canadiens, qui sont pourtant un bien faible élément de population comparés aux Américains de race anglo-saxonne, ont beaucoup plus contribué que ceux-ci au croisement des races et à la création de familles autochthones tenant à la fois du peau-rouge et du blanc.

D'ailleurs, pour se rendre compte de la puissance d'assimilation qu'aurait le peuple américain, s'il devait tout à coup associer à ses destinées une république hispano-indienne comme le Mexique ou le Venezuela, il suffit de voir combien faible a été son influence

dans le territoire du Nouveau-Mexique, obtenu par conquête en 1847. Parmi les pays annexés, ce territoire était le seul dont la population mexicaine fût relativement considérable. Environ 70,000 habitans, cultivateurs pour la plupart, habitaient les rives du Rio-Bravo et du Rio-Pecos. Grâce à la tranquillité dont il a joui depuis dix-huit années, ce petit groupe de population s'est accru, et compte maintenant plus de 100,000 âmes; mais, en dépit des institutions américaines qu'il a reçues, il n'a changé que bien peu de chose à ses mœurs d'autrefois. Assez nombreux pour se donner une constitution d'état comme le Colorado, le Kansas et les autres territoires voisins, ces hommes d'origine espagnole restent sans trop se plaindre dans une position politique subordonnée. De leur côté, les Américains du nord, qui se portent en foule vers la Californie, le Colorado, le Texas, se dirigent rarement vers le Nouveau-Mexique, qui possède cependant d'immenses richesses minières et de belles vallées irrigables. On dirait qu'il existe une sorte de répulsion entre les deux peuples. La même opposition se retrouve d'ailleurs en Louisiane entre les Anglo-Saxons et les créoles français. En dépit de l'immense mouvement des affaires qui affluent de toutes parts à la Nouvelle-Orléans, cette porte méridionale de la république, et qui a pour conséquence de mélanger incessamment les relations, les intérêts et les familles, les Américains n'ont pu, en l'espace de soixante années, assimiler complétement à leur race les 60,000 créoles blancs de cette ancienne colonie française.

Combien plus grandes seraient les difficultés d'une fusion entre les diverses populations de la république, si les États-Unis devaient un jour s'annexer le Mexique ou toute autre contrée hispano-américaine! Il est possible que par suite d'une très forte émigration de mineurs californiens dans les états si riches en veines métalliques de la Sonora, du Chihuahua, du Sinaloa, la majorité des habitans devienne anglo-saxonne, et que ces contrées, aujourd'hui presque désertes, aient alors un intérêt direct à se rattacher à la république voisine; mais il en sera toujours autrement dans les contrées centrales du Mexique, où de 6 à 7 millions d'hommes, d'origine indienne ou espagnole, forment un ensemble compacte. Quelque nombreux que soient les colons, ils ne pourront jamais, dans l'état d'infériorité où les mettront l'ignorance de la langue, les préjugés nationaux et les difficultés de l'acclimatation, exercer une influence prépondérante sur la nation qui les accueille. Au contraire ce sont eux qui, devenus citoyens du pays, finiront par se plier à leur nouvelle position pour se faire Mexicains. Dans toutes les républiques du sud, les seuls étrangers qui s'empressent de se faire naturaliser sont les Américains du nord. Pleins de bon sens pratique, ils prennent immédiatement les intérêts de leur nouvelle

patrie, et par cela même renoncent politiquement au pays de leur naissance.

Une conquête de vive force tentée par les États-Unis n'est point à craindre non plus, car si les Anglo-Américains peuvent être considérés comme invincibles dans une guerre défensive, leur organisation sociale, leurs mœurs et leurs traditions leur défendent heureusement toute guerre d'attaque. Ils craignent à bon droit les armées permanentes et savent parfaitement que, pour contenir une nation ennemie de plusieurs millions d'hommes, ils seraient obligés de se donner à eux-mêmes un pouvoir central plus despotique. Ils perdraient leurs libertés en proportion de la tyrannie qu'ils exerceraient ailleurs. Pourquoi s'exposeraient-ils à tous ces dangers et au risque d'être entraînés par les partis dans une série de dissensions intestines et d'aventures politiques, alors que par une simple neutralité et des traités de commerce ils peuvent profiter sans peine de toutes les richesses des républiques voisines? Quant à l'union volontaire des états mexicains ou de tout autre pays de l'Amérique espagnole avec les États-Unis, elle offrirait à certains points de vue de grands avantages; mais jusqu'à présent aucun indice n'autorise à croire que cette union devienne possible. Les Hispano-Américains diffèrent de leurs voisins du nord par l'origine, le langage, les mœurs, l'esprit national : ils représentent un génie distinct, et conservent encore à l'égard des *Yankees* un reste de la méfiance causée par ces anciennes expéditions de flibustiers qu'avaient organisées les esclavagistes.

On ne saurait, en parlant des futurs agrandissemens de l'Union américaine, établir de comparaison entre le Mexique et les colonies anglaises du Saint-Laurent, notamment le Haut-Canada. Dans ce dernier pays, les populations sont d'origine anglo-saxonne ou irlandaise comme celles des états situés de l'autre côté des lacs, elles ne se rattachent guère à la métropole que par des fictions constitutionnelles, enfin elles gravitent de plus en plus vers les États-Unis par l'attraction des intérêts commerciaux et industriels; au point de vue géographique, on peut même considérer la région comprise entre le lac Huron, le lac Erie et le lac Ontario comme une enclave des États-Unis, car cette partie du Canada, presque entourée d'eau et de glace pendant les mois d'hiver, n'a de débouchés que par le territoire de l'Union. Aucune de ces raisons, qui rendent probable l'entrée future du Canada dans la grande fédération anglo-américaine, n'existe pour les républiques du sud. Celles-ci forment en toutes choses, si ce n'est pour leur idéal de gouvernement populaire, un contraste absolu avec les états de l'Amérique du Nord.

La différence des deux races au point de vue ethnologique est beaucoup plus grande en réalité qu'elle ne le paraît au premier

abord. Non-seulement les ancêtres européens des Américains du nord et des Colombiens du sud étaient de souches distinctes, mais encore les contrastes se sont accrus par le croisement des colons espagnols avec les Indiens et les nègres. Tant que les fiers Anglo-Saxons refuseront de s'allier avec ces races méprisées, tant que le peau-rouge ne sera qu'un triste fugitif dans les prairies de l'ouest, tant que le noir ne sera qu'un affranchi auquel on contestera même ses titres à la liberté civile, le Mexicain, descendant des Aztèques, et le Cubanais, petit-fils du Mandingue ou du Malgache, éprouveront une répugnance instinctive bien naturelle à faire partie de la même confédération que les blancs orgueilleux de l'Union américaine. Avant que les populations des États-Unis songent à l'annexion des républiques ou des colonies espagnoles, il faut qu'ils s'assimilent les 4 ou 5 millions d'hommes de couleur qui se trouvent déjà sur leur territoire. Il existe encore dans l'Union un parti très considérable pour lequel l'incapacité politique et morale du nègre est une sorte de dogme, et qui professe que cet être inférieur est destiné à disparaître bientôt devant le Caucasien. On comprend que les métis et les mulâtres des républiques du sud tiennent peu à se laisser conquérir ou absorber par un grand peuple chez lequel de pareils principes sont le programme de tout un parti.

D'ailleurs l'appui que les États-Unis ont donné aux républiques espagnoles menacées dans leur existence n'a point été tellement efficace que celles-ci soient tenues à une gratitude bien profonde. Dans les commencemens de la guerre de l'Uruguay, le cabinet de Washington semble avoir fait, il est vrai, quelques représentations amicales aux gouvernemens de Rio de Janeiro et de Buenos-Ayres pour les détourner d'une politique contraire à ses intérêts dans les régions de la Plata, il a même refusé de donner l'exéquatur au consul nommé par le général Florès, parce qu'il ne voit pas dans ce président à la solde du Brésil un élu du suffrage populaire; mais en d'autres circonstances MM. Johnson et Seward ont tenu à dessein un langage tellement ambigu qu'on ne peut savoir, à vrai dire, quel en est le véritable sens, et que les Brésiliens comme les Paraguayens y ont vu l'approbation de leur politique. A Santiago et à Lima, la diplomatie des États-Unis a été plus nette et plus américaine en apparence; mais tandis que le général Kilpatrick prenait une attitude presque hostile à l'Espagne, M. Seward de son côté rassurait cette puissance, et déclarait, dit-on, que la doctrine de Monroe est dirigée seulement contre deux puissances de l'Europe, la France et l'Angleterre. Lors du bombardement de Valparaiso, le commodore Rodgers donna en langage vulgaire, mais expressif, la raison qui l'empêchait de s'opposer par la force à l'acte barbare commis par l'amiral Nuñez. « Je ne voulais pas, dit-il en faisant

allusion aux nombreuses marchandises d'Europe entassées dans les entrepôts de la douane, je ne voulais pas tirer les marrons du feu pour le compte de l'Angleterre et de la France. » Il se figurait naïvement que les plus graves intérêts engagés dans la guerre de l'Espagne et du Chili étaient ceux des marchands, et ne comprenait pas qu'il importait avant tout de maintenir dans son intégrité l'honneur d'un état jouissant des mêmes institutions que l'Union américaine. Il voyait dans cette affaire une simple question de *doit* et *avoir* pour les expéditeurs anglais, tandis qu'il s'agissait en réalité de la cause commune des républiques du Nouveau-Monde.

Il est vrai que le gouvernement américain a vu d'un œil beaucoup plus jaloux l'intervention de la France dans les affaires intérieures du Mexique; mais il ne faut pas oublier qu'il a lui-même des intérêts de premier ordre à maintenir dans son voisinage une république ayant, en théorie du moins, les mêmes institutions que les États-Unis. Il ne peut en effet sans la plus grande appréhension voir s'établir à ses côtés un empire fortement centralisé, qui servirait de point d'appui aux puissances européennes dans toutes les questions internationales relatives à l'Amérique, et qui tiendrait constamment l'Union sur le qui-vive. Comprenant parfaitement que la consolidation du trône de Maximilien aurait pour conséquence nécessaire de mettre les États-Unis au régime des armées permanentes et des budgets en déficit, le gouvernement de Washington a fait tous ses efforts pour prévenir ce danger sans effusion de sang, et les événemens actuels prouvent qu'il a réussi dans cette question vitale pour son avenir. Ce n'est point l'indépendance du peuple mexicain, en général fort méprisé par les Américains du nord, mais ce sont bien plutôt les intérêts immédiats de l'Union qui ont donné une telle énergie à l'intervention diplomatique du cabinet de Washington en faveur de son allié Juarès.

Du reste M. Seward, qui pendant son ministère a prononcé tant de discours et rédigé de si nombreuses dépêches, s'est chargé lui-même d'exposer nettement sa politique à l'égard des autres états du Nouveau-Monde. Dans un discours adressé au représentant de Saint-Domingue, ce diplomate compare sa patrie, la grande république du nord, à un palais immense. Au-dessus de l'édifice s'arrondissent les coupoles et se dressent les tours : le regard suit avec admiration les lignes harmonieuses du monument superbe, mais il s'arrête à peine sur les modestes bâtimens qui servent de contre-forts au massif central et en assurent la durée. Les constructions latérales sont les petites républiques espagnoles voisines du groupe puissant des états anglo-saxons; elles sont comme autant de bastions avancés qui défendent l'entrée de la citadelle. Rien de plus juste à un certain point de vue : sans nul doute, les institutions républicaines

de l'Amérique du Nord auront d'autant moins de dangers à courir qu'un plus grand nombre d'états jouissant d'institutions semblables entoureront la grande fédération centrale; mais en s'arrêtant à cette manière purement anglo-américaine d'envisager les choses, les politiques *yankees* ne verront jamais que les intérêts particuliers de leur pays dans les affaires des autres états du continent, et par suite ils prendront fort peu de souci des événemens qui se passent dans les républiques éloignées, sans relations nombreuses avec l'Amérique du Nord. En effet, le cabinet de Washington, si chatouilleux quand il s'agissait du Mexique, a pris une attitude à peu près indifférente à l'égard du Paraguay et du Chili.

Cette politique de non-intervention absolue, que d'ailleurs il ne s'agit pas de juger ici, laisse donc les nations hispano-américaines dégagées des liens de la reconnaissance envers les États-Unis et par conséquent tout à fait maîtresses de leurs destinées. Elles n'ont qu'à suivre leur voie et à chercher leur idéal, sans trop s'inquiéter de savoir si elles contribuent par leurs progrès à la consolidation de la grande république du nord. C'est en elles-mêmes qu'elles trouveront les élémens nécessaires pour le développement de leur puissance et de leur prospérité. Déjà plusieurs d'entre elles, même isolées, font une assez respectable figure dans le monde, et, toute proportion gardée, elles n'ont guère progressé moins rapidement que les États-Unis. Depuis 1810, époque à laquelle les colonies commencèrent à secouer le joug de l'Espagne, la population totale s'est beaucoup plus que doublée, puisque l'accroissement probable a porté le nombre des habitans de 11 à 26 millions, et cependant les immigrans d'Europe ont été relativement bien peu nombreux. Le commerce extérieur de l'Amérique du Sud, nul pour ainsi dire au lendemain de la guerre de l'indépendance, est actuellement de près d'un milliard, et dans certaines républiques il dépasse même par tête de citoyen le commerce extérieur des États-Unis et celui de la France. De nouvelles cités ont été fondées, de grandes routes ont été ouvertes, les locomotives font leur apparition dans les pampas, les forêts vierges et les vallées des Andes. A l'exception de la Bolivie, de l'Équateur et des petits états de l'Amérique centrale, il n'est pas un seul pays espagnol qui n'ait déjà son commencement de réseau ferré.

Quant aux progrès intellectuels et moraux de ces jeunes états, ils ne sont pas moins incontestables que les progrès matériels. Bien qu'on affecte souvent de parler avec une sorte de commisération des jeunes républiques hispano-américaines et de voir en elles des sociétés condamnées à retomber dans la barbarie, il n'en est pas moins vrai que l'instruction se répand de jour en jour dans les populations de cette partie du Nouveau-Monde. Les journaux, jouis-

sant de la plus entière liberté dans presque tous ces pays, sont au nombre de plusieurs milliers; les bibliothèques, les écoles se multiplient, et déjà quelques-uns des états américains comptent parmi leurs citoyens une plus forte proportion de personnes sachant lire et écrire qu'il n'en existe dans les contrées de l'Europe occidentale, l'Espagne, la France et l'Angleterre : au Paraguay notamment, il est à peine un descendant des anciens Guaranis qui ne sache signer son nom. Les populations d'origine colombienne se distinguent par une intelligence ouverte, et peuvent s'assimiler toute nouvelle idée avec une singulière prestesse. Quelles que soient les causes de cette facilité qui nous étonne, — le mélange de races, les avantages du climat et l'abondance des produits, la fréquence des voyages, ou bien encore les habitudes de liberté et la contemplation des grands horizons de la nature, — il est certain qu'on ne rencontre guère dans l'Amérique espagnole de ces exemples de crasse ignorance si nombreux dans les foules européennes : le voyageur reste confondu quand il voit combien le *vaquero* des solitudes américaines est supérieur en intelligence et en dignité au rustre de nos campagnes.

Ce n'est point que l'état social de ces peuples en formation du Nouveau-Monde ne laisse encore beaucoup à désirer. Au contraire, il est bien des causes qui doivent forcément retarder la marche de ces jeunes républiques. La superstition et les vaines pratiques religieuses ne cèdent que lentement à l'influence de l'éducation populaire; les femmes, abandonnées à leur ignorance et à leurs futilités, ne sont guère respectées dans leur dignité d'êtres moraux, et par suite les mœurs sont en général très relâchées; si l'esclavage des noirs est aboli depuis longtemps, il existe encore dans plusieurs républiques une sorte de servage qui retient fatalement les Indiens en dehors de toute civilisation. Enfin les guerres civiles éclatent souvent entre les diverses républiques sœurs ou même entre deux partis d'un seul état, des ambitions rivales se disputent le pouvoir, et des milliers de jeunes gens avides de dépenser leur force, comme l'étaient autrefois les citoyens remuans des républiques grecques, sont toujours prêts à se jeter joyeusement dans la mêlée. Ces petites révolutions locales, ces dissensions d'un jour, que viennent envenimer parfois les agressions du dehors, sont les faits qui choquent le plus nos sociétés européennes, accoutumées aux guerres stratégiques et aux massacres en grand; mais cet état de choses ne peut manquer de disparaître graduellement, comme il a déjà disparu au Chili, par suite des progrès de toute sorte et de la solidarité des intérêts commerciaux et politiques. D'ailleurs la création d'une grande ligue américaine, si heureusement inaugurée par les états andins, contribuera certainement pour une forte part à prévenir le insurrections et les luttes en introduisant la pratique de l'arbitrage

dans tous les différends. Déjà les républiques de la Bolivie et du Chili, qui toutes les deux prétendaient à la possession du gisement de guano de Mejillones, et qui se préparaient à une guerre à outrance, ont accepté la médiation du Pérou, et se sont pleinement réconciliées. Ce premier succès du conseil des amphictyons américains est d'un heureux augure pour les destinées des républiques espagnoles. Leur protestation solennelle contre l'envahissement du Paraguay par les troupes brésiliennes n'est pas un événement de moindre importance.

Les progrès futurs des états sud-américains révéleront à la fois la ressemblance et le contraste qui existe au point de vue historique, de même qu'au point de vue géographique, entre la partie du continent habitée par les Anglo-Saxons et les contrées du Nouveau-Monde peuplées d'Hispano-Indiens. Dans les pays du nord, le climat est plus dur, le sol est moins fertile, le labeur est plus rude, et l'homme est plus énergique, plus tenace, plus vigoureusement trempé. Dans les régions du sud, le climat, qu'il soit chaud ou tempéré, est toujours plus égal qu'aux États-Unis, la terre y est en moyenne beaucoup plus riche, la végétation plus abondante, la vie plus facile; mais le « fils du pays » est en même temps plus passionné, plus capricieux, plus changeant que le *Yankee*, il résiste beaucoup moins à l'influence du milieu qui l'entoure. Toutefois, s'il n'a pas la vigueur de l'Anglo-Saxon du nord, il a quelque chose de moins raide, de plus humain, de plus sympathique. Dans les deux parties du continent, si bien équilibrées par l'harmonie de leur relief et de leurs contours, les institutions politiques sont analogues en apparence, mais elles diffèrent par les traits essentiels, puisque les Hispano-Américains, blancs, rouges et noirs, jouissent tous également, sans distinction de races, des mêmes droits civils, politiques et sociaux. Les républiques du sud ont donc à remplir, dans l'histoire future des nations, un rôle non moins beau que celui de leur grande rivale du nord. C'est à elles qu'il incombe d'approprier à la culture et à tous les besoins de l'homme un territoire deux fois plus vaste que l'Europe; ce sont elles qui, par l'heureuse situation de leur continent entre la lourde masse de l'Afrique et les archipels de l'Océanie, ont pour mission spéciale de faciliter la complète fusion des races, déjà commencée sur leur propre sol; ce sont elles enfin qui se sont donné pour idéal politique de former une ligue permanente et de plus en plus intime entre toutes les populations d'un continent. Tandis que dans la vieille Europe on érige en loi providentielle de l'avenir l'absorption des petits états par les grands royaumes, les républiques du Nouveau-Monde posent un autre principe, plus conforme à la justice, celui de la fédération entre peuples libres.

ÉLISÉE RECLUS.

LES

ARTS DÉCORATIFS

EN ORIENT ET EN FRANCE

II.

L'ARCHITECTURE MODERNE EN PERSE (1).

C'est une intéressante et curieuse recherche que celle de la source et du point de départ de l'architecture persane. Dans ces formes si neuves, dans cette ornementation si riche, nous retrouverons l'observation assidue de la nature, que ne perdent jamais de vue ces habiles décorateurs. Déjà les Égyptiens dans leur antique architecture s'étaient particulièrement inspirés de la forme des végétaux. Le lotus, le palmier, le papyrus, l'acanthe et diverses plantes d'eau entrèrent, en peinture aussi bien qu'en sculpture, dans la décoration des chapiteaux, des colonnes, des tympans et des frises. Les Perses allèrent beaucoup plus loin, et, cherchant dans les lois générales des formes naturelles, ils prirent au règne végétal ses créations les plus diverses, au règne minéral ses cristallisations de tout genre, au règne animal les procédés architectoniques des madrépores, des oursins, des coquilles et d'une foule d'animaux réputés fabuleux. Ces animaux du reste ne sont souvent que le grossissement de monstres qui nous entourent, et que le microscope révèle à nos observations. Dans toute cette zoologie fabuleuse de l'Orient, dans ces léopards

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

rampans et armés, ces tigres grimpans, ces taureaux et ces chevaux ailés, ces lions couronnés, combattans ou sautans, dans les animaux allégoriques tels que la salamandre (1), le griffon, le pélican, la cocatrix, l'ibis, la licorne, qui depuis la langue hiératique jusqu'à nos jours font partie de la poésie orientale, nous ne prétendons pas voir sans doute des copies exactes de la création; il nous suffit de constater que l'aspect de ces animaux reste très vrai, très caractérisé, tout en devenant arabesque, et passe du naturel au merveilleux sans effort et sans secousse. Ce ne peut être là que le résultat d'un examen approfondi de la nature. L'œil des Orientaux a d'ailleurs une puissance, une finesse d'organisation qui leur permet de voir sans le secours de verres grossissans des détails que nous ne discernerions jamais. Nos regards ne sont pas habitués à ces intensités de lumière qui là-bas pénètrent tous les corps. C'est ainsi qu'ils ont remarqué dès l'antiquité mille choses que nos savans ne découvrent qu'à l'aide d'instrumens perfectionnés. Et quelle mine inépuisable d'observations précieuses la nature n'offre-t-elle pas au décorateur et à l'architecte! Tel animal constructeur par excellence, examiné à la loupe, se montre muni de tous les ustensiles nécessaires à son métier. Dans la forme de ses membres, vous trouvez des segmens du cercle répétiteur, des rabots, des pinces, des tenailles, des sécateurs, des scies, tous les outils en un mot du maçon, du menuisier, du tailleur de pierres, du tourneur en bois, du dessinateur. Se servant de son corps comme d'un compas, il forme des coupoles charmantes et des divisions exactes comme celles d'un géomètre. Ce que notre intelligence et nos observations nous permettent d'exécuter, l'animal le fait, guidé par son instinct, aidé par des instrumens irréprochables. Ces facultés, ces instincts si puissans, engendrés par la nature même du pays, ont des raisons secrètes, sont régis par les règles de construction les plus sûres; voilà ce que la philosophie générale fait pressentir et ce que confirme l'observation. Les Perses le comprirent : par leur communion incessante avec la nature, ils arrivèrent à découvrir non-seulement les moyens et les procédés de métier, mais encore plusieurs des grandes lois de physique ou de chimie, et surent en extraire les principes applicables aux formes et à la décoration monumentales.

Un hasard nous fit découvrir cette route si naturelle et si féconde. Un jour au Caire, un de ces beaux jours de janvier tout imprégnés du parfum des mimosas et des jasmins en fleur, un naturaliste français, dont nous avions fait la connaissance au bazar,

(1) Salamandre a pour racine le mot persan *semender*, composé de *sâm*, feu, et *anderoûn*, dedans.

nous montra chez lui la collection de coquillages et de madrépores qu'il venait de rapporter des bords de la Mer-Rouge. Depuis quelque temps déjà, nous étions occupé du matin au soir à dessiner les minarets, les coupoles des mosquées et des tombeaux, les grilles, les fenêtres sculptées à jour, les broderies d'arabesques, qui donnent aux monumens du Caire un aspect si caractéristique. Nous avions l'esprit tout rempli des formes et des motifs du style oriental. Le premier objet qui nous tomba sous les yeux fut une *astrée polygonale* en forme de colonne, exactement semblable au minaret d'Ibrahim-Agha, dont, une heure auparavant, nous avions pris le dessin. On comprend qu'une fois sur cette trace notre attention dut être éveillée, et nos investigations se firent avec d'autant plus d'intérêt qu'à chaque instant une découverte nouvelle corroborait la première, et que nous trouvions entre les formes ou les dessins des coquillages d'un côté, les ornemens ou les profils des minarets, des arcs et des coupoles de l'autre, des analogies de plus en plus nombreuses. L'*astrée* qui tomba d'abord sous nos regards et le fût du minaret d'Ibrahim-Agha sont tous deux décorés de polygones rayonnans. Certes l'idée peut venir à tout le monde de faire un dessin de ce genre; mais, pour savoir que ces polygones répétés à côté les uns des autres sur la surface d'une tour produiront un décor charmant, ne faut-il pas avoir eu sous les yeux ces colonnes madréporiques? Il y a un autre motif d'ornementation très usité dans les constructions orientales, dans l'architecture de l'Inde, dans les objets d'art, et que la renaissance elle-même a souvent employé : c'est le vermiculé, décoration qu'on peut voir sur les portes du Louvre. Le motif original nous est offert par la *meandrina phrygia* ou *leptoria* (1), et par plusieurs autres genres de madrépores. Le *leptoria* du golfe Persique nous montre ces dessins que les ornemanistes nomment des *grecques*, ces méandres géométriques qui encadrent les manuscrits chinois, persans et arabes. Ces rayures ondées, ces zigzags espacés et contrariés avec un admirable sentiment de la proportion et de la distance, vous les voyez partout dans le décor oriental, sur les dômes, autour des portes et des fontaines, sur les plafonds, les mosaïques et les faïences. Or ils sont disposés de même sur les coquilles, les oursins, et entre autres sur ces *bucardes exotiques*. La couleur des bucardes, — rouge d'ocre sur fond nankin, bleu ardoise ou blanc, — a même été conservée sur les monumens. Les habitations que se construisent les oursins du golfe Persique et de la Mer-Rouge nous fournissent des rapprochemens encore plus saisissans. Ces habitations sont souvent merveilleuses : représentez-vous un petit dôme en une sorte de chaux parcheminée, percé à la

(1) Louis Agassiz, *Monographies d'Échinodermes.*

base de fenêtres ogivales comme le dôme d'une mosquée. La courbe géométrique qu'il affecte, l'exquise ornementation qui le décore, sont si régulières et si parfaites que l'architecte le plus difficile n'y trouverait rien à redire. Le dessin d'une *galérite pyramidale* mis en regard d'une photographie de la coupole des tombeaux des califes présente avec celle-ci de si frappantes similitudes qu'il est au premier aspect impossible de dire lequel des deux dômes est de construction humaine. Sur un autre oursin existe un arc de porte ou de fenêtre qui reproduit l'arc cissoïde des palais arabes. Le dôme persan, qui porte le nom de *goumbasi dikkehdar*, coupole par morceaux, parce que le tracé se fait au moyen de plusieurs courbes, offre un profil identique à celui de l'habitation d'une *galérite pyramidale;* dans plusieurs variétés, on retrouve la forme exacte des coupoles dites *amroudi*, coupole en poire, et *tadji dervichi*, en bonnet de derviche. Les colonnettes en miroirs d'un palais de Bagdad, rapprochées d'autres formations naturelles, rentrent dans cette architecture cristalliforme qui donne un cachet si remarquable à la décoration des monumens de la Perse, et dont nous aurons à expliquer la source.

Certes tous ces oursins échinodermes, ces madrépores, sont d'habiles architectes, bien plus savans que les nôtres; ils se montrent, dans les applications qu'ils font des lois de la géométrie, de l'acoustique, de la ventilation, de la navigation, aussi surprenans qu'ils le sont dans les arts décoratifs. Les uns construisent des spirales et des hélices qu'Archimède n'a fait qu'imiter; les autres, céramistes accomplis, ont prêté aux faïenciers persans quelques-unes de leurs couleurs et jusqu'à leurs brillans reflets. Si nous pouvions ici entrer dans les détails et mettre sous les yeux du lecteur la plupart de leurs œuvres, il demeurerait confondu devant la perfection et la variété des travaux de ces édificateurs. Leurs palais sont des modèles que la nature nous offre, modèles dont les artistes de la Perse ont su profiter. D'observateurs devenus mathématiciens, appliquant à l'aide de l'algèbre, de la géométrie et de la chimie ces lois de formation qui frappaient leurs yeux, ils ont créé une architecture qui surpasse toutes les autres. C'est parce que l'art persan a su s'assimiler les moyens et les procédés de l'éternel architecte qu'il est un type si parfait. Saisissant la raison géométrique qui domine toute création, il a cherché dans les végétaux grimpans leurs arabesques fleuries, dans les coquilles et les polypes leurs rayures et leurs couleurs, leurs combinaisons de lignes et d'entrelacs, et surtout cet enduit d'émail, cette glaçure inattaquable à l'eau, qui préserve les murs et les décore en même temps des nuances métalliques les plus solides et les plus belles. Dans les oursins et les madrépores, il a puisé l'ingénieuse arcature des dômes et des voûtes;

dans les grottes, les stalactites lui ont révélé la grande loi de la cristallisation.

Le parti que les Perses ont su tirer de l'observation des formes qu'affectent les cristaux est une des principales sources d'où ont découlé les arts décoratifs du moyen âge oriental. Dans l'ornementation assyrienne, on voit apparaître déjà ce système de faces et d'angles, de pendentifs prismatiques, dont les voûtes des cavernes nous donnent un si magnifique exemple. Cette ornementation se développe sous les dynasties achéménide et arsacide, et parvient, dans les monumens de l'époque seldjoucide, au plus haut degré de pureté et d'élégance. Pendant dix siècles, elle a couvert les édifices de l'Asie, de l'Afrique et de l'Espagne. Les chapiteaux, les corniches, les modillons, les arêtes, les angles, les pendentifs, les plafonds, les voûtes, les coupoles, se revêtirent de la riche et admirable décoration de ces temples naturels que Dieu avait présentés à l'homme comme pour lui montrer la voie à suivre dans ses propres monumens. Le bas-empire en offre déjà quelques échantillons, mais c'est dans la Perse mahométane que ce style arrive à sa plus haute puissance en conservant toute sa pureté.

Quiconque a été à même d'admirer les effets grandioses que présentent souvent les vastes cavités souterraines ne sera nullement surpris que les architectes persans aient été y chercher des inspirations. Il y aurait plutôt lieu d'être étonné si ces artistes, incessamment préoccupés d'étudier et d'imiter la nature, n'avaient pas été frappés de ce spectacle, et s'ils avaient omis de profiter d'aussi précieuses indications. Où trouver en effet une architecture plus saisissante, une ornementation plus élégante et plus vraie? Ces sels, ces cristaux opaques ou transparens, auxquels le voisinage du fer, du cuivre, de l'or ou du plomb donne des tons oranges, violets, verts, rouges ou bleus par les mêmes principes qui colorent et qui créent les améthistes, les émeraudes, les topazes, les rubis, les saphirs, les opales et les diamans, ont en outre mille facettes sur lesquelles vient se décomposer la lumière. A la vue de ces voûtes immenses, de ces portiques, de ces colonnades merveilleuses, l'imagination la plus calme est frappée, et découvre les secrets de la franc-maçonnerie divine. Voyez comment la nature procède dans les grottes immenses de Kakouamilpa, de *Mammoth cave*, d'Adelsberg, de Paros, d'Antiparos, de Chapour et de Kermanshah (1); dans ces vastes ateliers de construction, voyez avec quelle patience, avec quel soin elle dis-

(1) La grotte de Kakouamilpa, qui se trouve au Brésil, a été visitée, décrite et peinte par M. le baron Gros, notre ambassadeur en Chine; *Mammoth cave* est en Amérique; Adelsberg est en Carniole, sur la route de Trieste à Vienne; Chapour et Kermanshah sont en Perse.

pose et prépare les matériaux! A l'aide du froid, du chaud, de la neige, de la pluie, de l'électricité, elle désagrége les roches, les délaie, les broie, puis en fait filtrer les diverses substances à travers les couches de la montagne, les précipitant suivant la pesanteur et les affinités de chacune d'elles. Ces infiltrations chargées de chaux, de fer, de sable, de magnésie, de toutes les substances qu'elles ont recueillies en chemin, s'accumulant goutte à goutte aux parois glacées des arcades qui soutiennent la voûte, se pétrifient, cristallisent et affectent, suivant la nature des principes qui les constituent, la forme de prismes triangulaires, quadrangulaires, octaèdres ou décaèdres d'une régularité mathématique.

En décrivant ces grottes, bien des voyageurs se sont écriés que là sans doute les premiers chrétiens avaient puisé l'idée de l'art ogival. Ils ne croyaient pas si bien dire, et, n'approfondissant pas cette idée, ne connaissant pas l'art décoratif en Orient, ils n'ont pas compris cette grande loi de la cristallographie sur laquelle s'appuyèrent avec tant d'intelligence les architectes orientaux. N'est-ce pas ici en effet de l'architecture toute faite, et bien autrement frappante pour l'esprit et les yeux de l'homme que les végétaux ou les animaux, dans les formes desquels interviennent des principes géométriques moins palpables et plus déguisés? Cette architecture nouvelle a surgi lorsque les sciences en se développant pénétrèrent les secrets de la chimie, de la cristallisation. Quelle idée plus simple que celle-ci? Voici comment les voûtes des grottes se forment et se soutiennent, comment les colonnes, les chapiteaux, les pendentifs affectent dans ces temples souterrains des aspects si réguliers, si grands et si variés; voici par quels procédés la nature élève ses édifices; voici les formules, les lois géométriques dont elle se sert : imitons-la donc, appliquons les exemples qu'elle nous donne, tout en nous conformant aux restrictions de notre esprit, aux besoins et aux faiblesses de notre humanité.

L'ornementation cristalliforme découlait naturellement de la voûte; l'esprit régulateur de l'homme, en élevant un dôme rond ou polygonal sur la base carrée d'un monument, était amené à remplir les angles au moyen de ces pendentifs qui, grimpant les uns sur les autres, viennent s'épanouir au pourtour de la coupole, la saisissent et lui servent de point d'appui. Dès qu'un pendentif était nécessaire, les pendentifs minéraux qui décorent les voûtes naturelles devaient se présenter à la pensée. Les fins constructeurs qui surprirent cette loi de la cristallisation polyédrique en vertu de laquelle les cristaux tendent à se réunir sous des formes géométriques poursuivirent leur recherche dans toutes les créations de Dieu; ils virent aisément dans les minéraux, les végétaux et les

animaux ces courbes, ces ellipses, ces spirales, ces hyperboles et ces paraboles, cette géométrie transcendante enfin, tracée par le jeu des attractions naturelles, et qu'ils surent appliquer avec tant de goût dans leurs travaux d'architecture et de décoration. Les formations minéralogiques et les concrétions madréporiques sont en somme composées de matériaux identiques; elles sont soumises aux mêmes lois d'agglomération, si ce n'est qu'au lieu d'être une simple attraction moléculaire, galvanoplastique, si nous pouvons ainsi dire, les madrépores sont dus au travail des animalcules, maçons aussi expérimentés qu'infatigables.

La décoration cristalliforme est composée de nombreux prismes unis par leurs faces latérales, ce qui produit toute sorte de groupes qui donnent naissance à des combinaisons infinies, à des effets toujours nouveaux. C'est exactement ainsi que procède la nature dans la formation des sels et des cristaux. Les formes polyédriques, si nombreuses et si variées qu'elles soient, se ramènent, lorsqu'on en examine de près les caractères essentiels, à un très petit nombre de formes primitives. La cristallographie a réduit à six le nombre des groupes de cristaux (1). Tous les corps, si rien ne trouble la force d'attraction des molécules au moment où elles s'agglomèrent en masses solides, cristallisent sous des formes géométriques, suivant un de ces six groupes polyédriques. C'est ainsi que le sel commun, le diamant, l'alun, le grenat, se rangent dans le système cubique, tandis que la topaze, le saphir, l'améthiste, le rubis, tendent à donner des cristaux ayant l'aspect d'un prisme droit dont les côtés seraient des parallélogrammes. Ajoutons que l'observation des propriétés optiques des minéraux a fait reconnaître, pour les pierres précieuses translucides, que la meilleure manière de produire une grande réfraction était de tailler ces pierres suivant la loi de formation. C'est là ce que font les joailliers pour les diamans, les rubis, les saphirs, les émeraudes, les hyacinthes et les péridots. Chacun de ces corps cependant ne reproduit pas toujours en cristallisant la forme simple et primitive du système auquel il appartient. Il est rare que le jeu des attractions naturelles ne se trouve pas plus ou moins dérangé par des causes extérieures, et l'on obtient alors pour les cristaux des formes dérivées. C'est ce dont les architectes persans s'étaient aperçu, et il est bien évident que dans les combinaisons de figures auxquelles ils se livrèrent pour obtenir des solides divers, ils eurent recours aux procédés qu'emploie la nature elle-même. Ils avaient en outre observé certaines modifications plus rares et, pour ainsi parler, certaines difformités des

(1) Beudant, *Cours d'Histoire naturelle.*

cristaux, dont ils surent tirer des effets de décoration : tel est le cas où les arêtes seules sont nettement accusées, et où les faces sont creusées jusqu'au centre du solide. Quant aux formes habituelles des concrétions minérales, on les retrouve à chaque pas dans l'architecture persane, et pour donner des exemples de ces intelligens emprunts aux décorations naturelles, on n'a que l'embarras du choix. La *cassitérite* ou oxyde d'étain et la *marcassite* ou fer sulfuré forment des cristaux prismatiques pyramidaux et des stalactites groupées identiques aux frises et aux cordons sculptés des monumens arabes.

Comparez les diverses cristallisations avec les sculptures des mosquées de Bajazid ou de Validé; est-il possible de méconnaître la même loi de constructivité dans les unes et dans les autres? Les Persans ont saisi sur le fait la loi rationnelle de l'agrégation des molécules, et ils l'ont transportée dans les combinaisons de toutes les lignes de leurs décors stalactiformes. Prenons au hasard des chapiteaux de Constantinople; la forme cristallisée est partout évidente, et un chapiteau naturel de cristaux groupés pourrait être placé sur un fût de colonne persane sans que l'architecte le plus exercé à saisir les dissonances de style s'aperçût de la substitution. Nous en avons assez dit pour montrer à quelle source puissante l'art persan s'est abreuvé, et aussi pour indiquer combien il est facile à ceux qui aiment et observent la nature de trouver des voies nouvelles, des inspirations qui ajoutent aux connaissances acquises, d'obtenir enfin cette variété qui est indispensable pour l'esprit comme pour les sens.

Les procédés pratiques au moyen desquels les Persans utilisèrent les lois qu'ils avaient découvertes sont des plus simples. Le tracé de quelques polygones en projection horizontale devient la base de l'ornementation la plus fouillée dans ces voûtes où ils excellent. C'est ainsi qu'ils obtiennent ces milliers de niches ou d'alvéoles superposées, qui, s'élevant vers le point central où elles se rencontrent, finissent par reproduire cette voûte en ruche dont les gravures de l'Alhambra donnent une très exacte idée. On s'étonne de voir la facilité avec laquelle ces ornemanistes exécutent des reliefs aussi compliqués. Tous les matériaux leur sont bons, plâtre, stuc, faïence, bois, pierre, feuilles de cuivre ou morceaux de miroir. A l'aide de clous, de chevilles, de crochets en fil de fer, de colle même, ils attachent aux voûtes, aux arcs, aux niches, aux chapiteaux, ces ornemens légers qui d'après le dessin en plan se taillent à la main dans une feuille de plâtre mince comme du carton.

Ces corniches dont les creux et les saillies forment des ombres énergiques, d'autant plus considérables que la hauteur est plus

grande, donnent à l'architecture un aspect de solidité et d'élégance bien autre que les maigres traînées de plâtre qui encadrent nos frises et nos plafonds. Ainsi quelques triangles groupés suffisent à former ces pendentifs, ces rangées ou *katar*, comme on les nomme, d'un aspect si décoratif et si varié. Les trois glaces, disposées triangulairement dans le kaléidoscope, entre lesquelles on jette des morceaux de verre ou de carton de formes et de couleurs diverses, donnent une idée parfaite des nombreux dessins géométriques que peut engendrer la symétrie avec trois, cinq ou sept formes, de même qu'avec sept notes on obtient toutes les harmonies.

Les architectes qui saisissaient avec une sagacité si merveilleuse les lois intimes de la formation des corps et savaient avec tant de goût se les approprier n'étaient certainement pas insensibles aux grandes lignes pittoresques que nous offrent dans leur ensemble certains monumens naturels, et il y aurait à cet égard des remarques bien curieuses à faire. On trouve sur les bords asiatiques de la Mer-Noire une grotte fort belle, et dont l'entrée a un grand caractère. Quand on en examine les détails, on est frappé de sa ressemblance avec les portes des monumens de Constantinople, et on se demande si ce n'est pas là qu'est venu s'inspirer l'architecte de la mosquée de Soliman. Ce rapprochement est-il une pure hypothèse de notre esprit, n'a-t-il frappé personne avant nous? Écoutez le nom que donne à cette grotte le kaïdji turc : c'est le Guzeldjeh-Seraï, le palais merveilleux.

Dominés que nous sommes par les fausses maximes de l'alignement et de la régularité absolue, nous ne songeons guère à ces règles divines qui, à l'aide de toutes les combinaisons de lignes droites ou courbes, composent cette architecture des mondes si pleine de varieté et d'unité tout à la fois. Cet instinct du grand, de l'équilibre immense, est détruit en Europe par une arithmétique étroite et mesquine. On parle souvent, et nous répétons une phrase consacrée, « des règles suprêmes de l'architecture classique, dont les Grecs nous ont légué le code, et dont on ne saurait se départir sans s'égarer. » Ces règles assurément ne sauraient être plus impératives en architecture que dans les autres arts; elles sont infinies et variées comme les créations de Dieu, n'obéissant qu'à un principe, celui du beau. De ce que la géométrie et la statique sont indispensables à l'art architectural, il n'en résulte pas qu'il ne soit qu'un produit de ces sciences. On prétend que quelques gouttes de pluie tombant de l'extrémité des solives projetées au-dessus de l'architrave plurent tellement à un architecte qu'il en forma les ornemens habituels du triglyphe dorique, que les anciens virent

dans le palmier, dans les arceaux formés par les branches des arbres, dans une corbeille placée sur la tête d'une jeune fille, les modèles qui donnèrent naissance aux chapiteaux corinthiens, aux voûtes et aux arcades. Ce sont là des suppositions très plausibles, mais moins palpables que les formes essentiellement architecturales des cristaux et des stalactites.

Visitez la grotte d'Adelsberg ou celle de Guzeldjeh-Seraï, et comparez ces salles d'albâtre, jaspées d'orange et de blanc, aux salles des Deux-Sœurs à Grenade, ou de l'Emaret-Esheref à Ispahan, et vous retrouverez dans les unes et dans les autres le même aspect, la même idée, soumise seulement dans l'œuvre des architectes au goût plus étroit, plus symétrique de l'homme. Dans ces salles connues sous le nom de *kiosques des miroirs* à Bagdad et à Ispahan, où les coupoles, les frises, les colonnes et les chapiteaux sont formés de petits prismes de glace, ne voyez-vous pas l'imitation des facettes de cristal qui garnissent les parois des palais souterrains que nous venons de citer, et qui produisent, lorsque la lumière les frappe, un effet réellement magique? Dans cette architecture minérale, les Persans ont su trouver une décoration entièrement nouvelle. Ces amoureux de la nature l'observent constamment, par instinct. Dans ce grand livre, qu'ils lisent couramment, tout leur sert de point de comparaison. Les rayures ou les jaspures d'une tulipe, les nuances et les tons des fleurs, des coquilles, des insectes, la division des espaces dans les raies, les semis, les méandres, soit des plantes, soit des animaux, sont toujours par eux merveilleusement interprétés. Dans ces contrées lumineuses, les habitans n'ont jamais perdu le sens de la nature, comme nous qui vivons au milieu d'une civilisation factice, déshabituée du vrai. Pour ramener l'architecture dans sa voie naturelle, nous avons donc la conviction profonde qu'il faut étudier assidûment les œuvres de Dieu bien plus que ces lois du module autour desquelles tournent nos architectes depuis trois cents ans, sans en pouvoir sortir. La nature est une mine inépuisable pour les explorateurs intelligens, et, comme l'a dit Gall, l'observateur par excellence, « quand on prend cette voie, on ne sait jamais où l'on s'arrêtera. »

Parmi les élémens les plus caractéristiques de l'art persan, figurent encore ces broderies décoratives qui sont comme le vêtement, la toilette de l'architecture orientale, où elles jouent un rôle d'une importance extrême. Nous voulons parler des *arabesques*. Elles se divisent en deux genres bien distincts et faciles à reconnaître. Les arabesques proprement dites empruntent aux plantes grimpantes à feuilles et à fleurs régulières et symétriques les enroulemens, les rinceaux, entremêlés quelquefois d'animaux aux formes bizarres,

mais toujours soumis aux lois des courbes; ce sont les arabesques fleuries. Presque tous les musulmans, à l'exception des *chiites* (1), regardent comme une pratique idolâtre la représentation des figures d'hommes ou d'animaux. Les Persans, héritiers de l'art assyrien et perse, étaient trop artistes, — et nous pourrions ajouter trop sceptiques, — pour se plier à la décision de la religion nouvelle. Ils n'acceptèrent pas la défense qu'elle leur faisait, au nom d'une morale peut-être exagérée, de représenter les êtres vivans; ils continuèrent donc à les figurer sans scrupule dans la décoration, comme avaient fait leurs ancêtres, et furent non moins habiles que ceux-ci à composer ces enroulemens d'oiseaux, de plantes et d'animaux, convertis en arabesques par la souplesse du crayon.

L'autre genre d'arabesques, que nous nommerons l'arabesque géométrique, se compose de lignes qui affectent les plus savantes combinaisons, et forment des entrelacs dont la condition première est qu'aucun des traits qui les constituent ne s'interrompe ni ne s'arrête jamais. Cette ornementation, due spécialement à l'étude de la géométrie, est d'une ressource infinie pour la décoration des fenêtres, des grilles, des balcons, des boiseries et des plafonds. Les musulmans attachent une importance talismanique à ces combinaisons de lignes et particulièrement à l'hexagone et au pentagone. Ces triangles enchevêtrés étaient, dit-on, gravés sur le sceau de Salomon, et comme cet anneau est devenu dans les légendes orientales le type de la puissance et du merveilleux, il en résulte que l'hexagone et le pentagone sont l'emblème du bonheur et de la réussite. Lorsqu'on grave cette image sur une bague ou sur un vase un dimanche à la deuxième heure de la journée, on est assuré des chances les plus heureuses. Comme autrefois les mages, les astrologues persans de nos jours prétendent que les sept climats de la terre sont soumis à l'influence des sept planètes, qui chacune ont une porte. Ces sept portes, par lesquelles on pénètre dans la vie (portes de la science, de la richesse, de la puissance, de la volonté, de la miséricorde, de la sagesse et de la pratique), ne s'ouvrent qu'avec des clés qui sont le triangle, le carré, le pentagone, l'hexagone, l'heptagone, l'octogone et la figure à neuf angles (2). On conçoit dès lors le rôle que doivent jouer dans l'ornementation ces formes primordiales, et avec quel soin on en recherche les combinaisons.

Les Persans ont laissé beaucoup plus de variété et de liberté que les Arabes à l'ornementation. Avec l'esprit d'observation qui les

(1) *Chiites* vient de *chia*, compagnon (sous-entendu d'Ali); c'est le nom d'une secte de mahométans dévouée aux descendans de l'émir Ali, gendre de Mahomet.

(2) Voyez Reinaud, *Traité des Pierres gravées.*

distingue, ils ont vu que dans la fleur en apparence la plus chiffonnée il y a une régularité parfaite et la même raison géométrique qui préside à toutes les créations de l'univers. C'est ainsi qu'ils ont su rendre architecturales toutes ces fleurs qui courent si bien sur leurs étoffes, leurs faïences, leurs manuscrits, leurs armes, leurs laques, et gardent le caractère de fleur tout en devenant arabesque. Les plantes aplaties d'un herbier peuvent donner une juste idée de cet aspect. C'est en cela que les Persans diffèrent essentiellement des Chinois, des Japonais, des Égyptiens, des Grecs et des Romains, qui représentent les fleurs, les oiseaux, les papillons, tels qu'ils sont réellement, sans les soumettre à la règle architecturale.

Il n'est pas douteux pour nous que cet art suprême de l'arabesque et cette géométrie stalactiforme ne soient dus à la Perse, qui en a le génie. Ce qui reste encore des monumens des époques arsacide et sassanide le prouve surabondamment. Un palais aux environs de Firouz-Abad, dans un état de conservation si parfait qu'on peut aisément se faire une juste idée de l'importance et du caractère de cette construction, nous montre dans de belles salles à coupoles ovoïdes les petites voûtes en encorbellement, les triangles prismatiques formés de placages exécutés en plâtre, comme on les fait encore aujourd'hui en Perse. Ces ornemens, qui semblent éphémères, présentent des conditions de solidité remarquables, puisqu'ils ont au moins quatorze siècles d'existence. Ce palais de Firouz a, dans des proportions moindres, l'aspect intérieur de Sainte-Sophie, et prouve quel était le style architectural de ces villes nombreuses qui ont succédé aux cités bibliques. C'était bien là ce style qui a pris le nom de byzantin. En étudiant la marche suivie par l'art chez les anciens Perses et chez les Arabes, on ne peut apercevoir dans les monumens aucune trace de ces tâtonnemens, de ces essais qui d'ordinaire accompagnent les premiers pas d'un style nouveau, et qu'il est aisé de retrouver dans l'art grec ou romain. D'où cela vient-il? comment expliquer cette marche si franche, si hardie? On se l'explique sans peine quand on examine le palais de Firouz : cette marche n'a jamais été interrompue, elle s'est continuée malgré l'écroulement des empires. Sans doute les palais et les temples de Ctésiphon, d'Ecbatane et de Madaïn ne ressemblaient plus absolument à ceux de Babylone et de Ninive; mais l'art, modifié sans secousse, n'en avait pas moins hérité des mêmes principes et de toute la science des ancêtres. De même que bien des matériaux anciens servaient aux constructions nouvelles, de même les secrets des corps de métier, si puissamment organisés dans ce pays, s'étaient conservés intacts, et nous sommes convaincu qu'entre les dômes de Babylone et ceux de Ma-

daïn, il n'y avait pas plus de différence qu'entre la vieille Sainte-Sophie et les mosquées les plus récemment construites.

Nous avons si peu étudié en France cette grande et ancienne civilisation de la Perse, nous connaissons si mal cette merveilleuse histoire qu'on a l'air, lorsqu'on en parle, d'exagérer à plaisir. La différence entre nos idées, nos habitudes et celles de ces peuples est si grande, notre ignorance de leur langue et de leurs principes est si profonde, que cela explique tout. D'ailleurs l'état de barbarie dans lequel nous étions encore à l'époque de leurs dernières splendeurs, l'absence complète d'artistes, d'écrivains et de savans pour les observer et en parler a tenu dans l'oubli toutes ces merveilles. Heureusement on peut encore aujourd'hui juger, par ce qui reste de monumens, combien à l'extérieur ainsi qu'à l'intérieur était développé le sentiment de l'art décoratif.

Un des caractères principaux de cette décoration, c'est la variété dans la symétrie, de telle sorte que l'œil le moins exercé, quels que soient la richesse des formes et l'éclat des couleurs, n'éprouve jamais ni fatigue ni confusion. A la fois distrait et reposé par le jeu des lignes droites et des lignes courbes, par cette science des entrelacs dont on suit sans peine les riches combinaisons, l'esprit éprouve la satisfaction la plus complète. La plupart de nos architectes ne veulent voir dans l'art oriental que du désordre et du caprice. Soumis aux règles si peu compliquées des Grecs, ils sont déconcertés par la géométrie transcendante des Persans. De ce qu'ils ne retrouvent pas les entablemens, les lignes horizontales, les profils auxquels ils sont accoutumés, ils s'inquiètent et concluent qu'il n'y a aucun rapport dans les dimensions, que tout est arbitraire et en dehors des lois véritables. Les courbes savantes et hardies des dômes, des arcs et des voûtes, qui remplacent avec tant d'élégance l'entablement primitif, sont pour eux comme non avenues.

En Orient, les règles générales qui caractérisent l'art du moyen âge sont cependant très nettement accusées, et restent les mêmes partout et pour tous. En Perse, en Arménie, en Asie-Mineure, en Afrique, dans l'Espagne et dans l'Inde, les différences ne se témoignent que par des côtés très secondaires. Ces règles, extrêmement simples malgré la richesse de l'ensemble, consistent dans le jeu combiné des lignes, dans une habile division des espaces, dans des proportions parfaites entre les hauteurs et les largeurs. Portes, fenêtres, ouvertures quelconques, tout est carré; puis dans ces carrés s'inscrivent les arcs, les pendentifs, les colonnettes, de telle façon qu'une ligne droite soit toujours pondérée par une ligne courbe. L'œil est ainsi rassuré, dirigé, à la fois excité par la variété et reposé par l'équilibre et la symétrie. La satisfaction qui en ré-

sulte empêche toute satiété. C'est là, selon nous, le beau pittoresque par excellence et la plus haute expression de l'art. On redoute tellement l'uniformité, que pour couper les lignes d'un monument, pour en varier les tons et produire des effets d'ombre et de lumière, on plante irrégulièrement une belle masse de verdure qui, en mariant la nature et l'art, ajoute un charme imprévu et plein de contraste au travail régulier des hommes. Ce minaret élancé, à côté d'une large coupole, ne semble-t-il pas imité du cyprès ou du palmier qui se dresse au-dessus de la tête arrondie des sycomores?

En Orient, on a toujours compris que l'architecture d'un monument, en tant que masse, en tant que maçonnerie, doit être d'une extrême simplicité. Que l'ensemble soit bien assis, bien placé afin de dominer ce qui l'entoure, que les proportions soient justes et élégantes, voilà ce qu'on recherche d'abord. Quant au caractère individuel de l'édifice, ce sont les décorations, les couronnemens, les coupoles, la richesse et la beauté des frises et des cordons, enfin les encadremens et les arcs des portes ou des fenêtres, qui le lui donneront. Jamais on n'a eu dans ce pays ces temps d'arrêt, ces variations de goût, ce manque de foi dans les règles et les procédés, qui ont étouffé en Europe la liberté de l'imagination, la liberté surtout de l'instinct, ce précieux conducteur des vrais artistes. L'inspiration personnelle n'eut jamais à lutter contre le règne du calcul et l'esprit de système. Ici on ne trouve rien d'absolu, rien d'invariable comme dans cette architecture de la renaissance avec ses cinq ordres, ses corniches et ses pilastres qui tous se ressemblent, enfin ce qu'on appelle complaisamment « l'irréprochable pureté du goût classique. » Ce qui frappe au milieu de cette simplicité des plans, c'est la grandeur de l'élan, l'absence complète de toute préoccupation de construire d'après un type consacré. Dès qu'on regarde comme une nécessité, si on bâtit un théâtre par exemple, de le faire ressembler autant que possible à un temple grec, il n'y a plus d'indépendance d'esprit, plus de sincérité, et le seul souci qu'on puisse avoir, c'est de vaincre les difficultés que présente la différence d'appropriation entre le monument ancien et le théâtre moderne dont jadis il n'y a pas eu d'exemple. L'architecte oriental au contraire, dégagé de tout instinct d'imitation factice, part du principe primordial le plus simple, de la destination naturelle de la construction.

Pour résumer enfin notre définition de l'architecture orientale, qu'elle s'applique à un temple, à un tombeau ou à un palais, nous dirons qu'il faut se représenter un carré plus ou moins allongé, ou, pour mieux faire comprendre notre pensée, une cage d'oiseau dont les montans sont les piliers de soutènement, l'arcature en un mot.

Ces piliers, une fois construits et reliés solidement entre eux, soit par des poutres transversales, soit par du fer, permettent de remplir les vides en matériaux légers et de faire des ouvertures aussi larges que le veulent les entre-pilastres et le goût décoratif. C'est sur ce carré que s'élève alors la coupole, le dôme, qui donne à la masse solide et bien assise une grâce et une légèreté indescriptibles. On voit à quel point est naturelle la structure, la carcasse d'un édifice. La régularité parfaite est déjouée suffisamment par l'habile division des espaces et par le relief des pilastres, qui en empêchent la monotonie, puis par l'ornementation qui s'y ajoute.

Dans cette incroyable architecture, si fine, si légère et cependant si solide, il y a un luxe de détails qui, sans nuire au caractère de l'ensemble, y ajoute une variété inépuisable. Le dessous d'une broderie est encore de la broderie, et l'ornement se décompose en d'autres plus fins qui le brodent lui-même. La pierre est métamorphosée de telle sorte sous ces arabesques, tantôt en creux, tantôt en relief, peintes ou émaillées, qu'elle n'apparaît pas comme la chose indispensable. On peut dire que l'ornement est tout, car tout est ornement, et la loi de statique, la loi architecturale se cache sous ce manteau avec tant d'habileté et de science, que l'esprit émerveillé cherche vainement les aplombs, les tenans et les soutiens auxquels l'œil est habitué dans l'architecture rectiligne. A la vue de ces coupoles, de ces grilles, de ces murs à jour, on se demande si tant de légèreté dans la construction a pour but d'alléger la charge d'un tympan ou de créer un système de ventilation, afin d'amener la fraîcheur dans les salles. Toutes ces nécessités en effet sont satisfaites, et la manière dont on y a pourvu vient encore concourir à l'harmonie générale. Ces artistes comprenaient que les colonnes, qui ont pour mission de soutenir les arceaux, les galeries et les dômes, ne sont pas faites pour obstruer le regard, comme il arrive dans les monumens anciens. Aussi leurs colonnes sont-elles parfois si grêles qu'on les croirait douées d'une force inconnue, si on ne considérait que l'immense hauteur des murs ou des coupoles qu'elles supportent, et si on ne savait que le poids est calculé de façon à ne jamais dépasser la limite convenable. Grâce au choix des matériaux, la colonne peut être élancée sans que la solidité y perde rien.

Une des richesses de la sculpture persane consiste dans les légendes qui ornent les frises, les cordons et les encadremens. Cette idée si féconde d'admettre l'écriture comme un des principaux motifs de décoration architecturale, l'Orient l'a toujours employée avec un art infini. Cet usage n'a été imité en Occident que dans des cas bien rares, et n'a jamais été suivi comme un principe. Aujourd'hui

aucun architecte ne sait apprécier ce moyen si plein d'élégance et d'enseignement. Il faudrait une page entière pour énumérer toutes les espèces d'écritures de la paléographie arabe et persane qui jouent ce rôle décoratif, tant la liste en est longue et variée. Tantôt cursive et souple comme l'arabesque fleurie, tantôt au contraire rectangulaire et droite comme l'arabesque géométrique, l'écriture représente souvent des fleurs, des figures, des animaux, et se plie à tous les styles. Il serait facile d'obtenir les mêmes effets avec nos caractères gothiques. L'écriture la plus usitée, la plus libre dans ses allures pittoresques, prend le nom de *talik* ou écriture suspendue. Les Persans entremêlent avec un goût parfait les lettres et les fleurs, dont ils ont la passion, et le *talik* plus que tout autre genre de caractères se prête à cette ornementation.

Combien, pour atteindre ces hauteurs de l'art, a-t-il fallu d'élan et d'observations profondes, de science sérieuse guidée par une imagination puissante! Ces courbes, dont l'application de l'algèbre à la géométrie a pu seule régler le tracé, révèlent un instinct supérieur du beau. On est étonné de voir avec quelle souplesse ces artistes ont manié l'architecture, sachant faire jouir l'œil et l'esprit aussi sûrement qu'un symphoniste sait plaire aux oreilles. Et qu'on ne croie pas que ce soient les broderies, les émaux et les dorures qui, cachant le corps, en dissimulent les défauts. Personne n'a mieux compris que l'architecte persan les relations pittoresques d'une ligne par rapport à une autre, — variété, contraste, proportion, — et si simple que soit une maison, ces règles s'y retrouvent toujours. D'ailleurs avec la brique, ce docile instrument de construction auquel on doit la voûte et l'architecture en hauteur, ils savent sans autre ornement, en la plaçant de biais, de profil, de face ou de pointe, en creux ou en saillie, produire les combinaisons d'appareillage les plus pittoresques.

A aucune époque, les grands principes de statique architecturale n'ont atteint un essor semblable. Cet art est complet : sentiment de grandeur dans les proportions, beauté de la forme et de la couleur dans le décor, ensemble harmonique, où les plus petits détails viennent jouer comme les instrumens d'un orchestre et concourir à l'effet général, rien ne lui manque. Le sentiment de l'accord entre toutes les parties de l'édifice pour produire un ensemble harmonieux est toujours respecté. Pythagore voulait que la musique fît partie de l'éducation des architectes; c'était, selon lui, une des formules secrètes de l'*analogie*. On songe malgré soi à cette remarque du philosophe grec en regardant ces belles mosquées de Véramin, de Sultanieh ou d'Ispahan. Quelle mesure dans les divisions et les subdivisions! comme le sentiment de la répétition, de l'alternance et de

l'intersécance est toujours observé! comme les repos sont heureux et les lignes horizontales habilement scandées! Ces hautes coupures, qui divisent les murs afin de détruire l'uniformité sans déranger la symétrie, sont des chefs-d'œuvre de goût et de grandeur. Cet art a su enfin résumer en lui l'ensemble des ressources architecturales, dont les autres civilisations, égyptienne, grecque ou romaine, n'avaient saisi qu'un détail.

Les historiens arabes, Makary, Condé, Murphy, Okley, Aboulféda, Makrizy et tant d'autres, sont là pour nous édifier sur la splendeur du moyen âge oriental, si nous n'en avions pas jugé nous-même par tout ce qu'on en voit encore. La mosquée de Tabriz, aujourd'hui ruinée en grande partie, est un des beaux exemples de la perfection du style persan. Elle est entièrement revêtue en dehors comme en dedans d'une robe d'émail, et il est difficile de rien imaginer de plus beau que la décoration de ces salles. La première, ornée de faïences bleu-turquoise sur lesquelles courent des arabesques d'or entrelacées de fleurs blanches, vertes et noires, est divisée par panneaux jusqu'aux frises, formées d'inscriptions blanches et or sur fond lapis, parfaits modèles de la calligraphie persane. La deuxième salle est en émail, azur et or, d'un travail merveilleux. Autour du sanctuaire règne une plinthe en albâtre fleuri. Ce marbre transparent et orangé remplace aussi les vitraux des fenêtres, et jette, lorsque le soleil les frappe, des reflets rosés d'un effet charmant. Le travail et l'exécution de ces faïences sont les modèles du genre. Chaque brique a été moulée de façon à recevoir les différens tons des émaux dans l'enceinte cloisonnée qui leur est réservée; les arabesques des dômes au contraire étaient en relief sur le fond.

Le *medresseh* ou collége de schah-sultan Husseïn, à Ispahan, est encore un des monumens qui méritent une description. C'est ce que l'imagination peut rêver de plus parfait, autant par la grâce pittoresque que par la pureté des lignes. Rien au Caire, la ville orientale entre toutes, ne peut lui être comparé. Construit sur le plan si simple des mosquées et des karavan-seraï, c'est-à-dire sous forme d'un carré long entouré d'arcades avec le bassin des ablutions au centre, il est exquis dans toutes ses proportions. Au milieu des quatre galeries s'élèvent quatre portes monumentales; l'une, en argent ciselé d'un dessin splendide, sert d'entrée à la mosquée, les trois autres ouvrent sur les salles d'étude. Ces galeries sont à double étage : en bas les portiques, en haut les logemens des étudians. Des faïences à grandes arabesques fleuries émaillent la coupole et ornent les arcades, qui affectent cette belle forme de l'ogive droite, l'arc persan par excellence. Sur la voûte d'entrée de

la mosquée est encastrée une turquoise énorme trouvée sous le règne du fondateur dans les mines de Nichapour en Khoraçan. Cette pierre de la victoire (Firouz-tasch), qui aux yeux de ce peuple possède des vertus magiques, a plus d'un pied de long. La cour est remplie de jasmins et de fleurs et peuplée d'étudians qui viennent, sous ces beaux ombrages, chercher le calme nécessaire à l'étude.

Citons aussi la description que nous donne Murphy du palais qu'Annazir Abdérame avait fait construire l'an 940 de notre ère. Élevé au centre de la ville de Zahra, au pied de la Sierra-Morena, cet alkazar avec ses jardins merveilleux, arrosés par les eaux du Guadalquivir, a été célébré dans les poésies du temps. Cinq mille colonnes de porphyres et de marbres rares décoraient les salles, pavées de mosaïques précieuses, dont les savantes combinaisons et les couleurs étaient si bien disposées qu'on eût dit un tapis. De splendides faïences entremêlées de lapis et de jaspe sanguins décoraient les frises et les lambris. Une des salles, dite du calife, avait au centre un bassin de jaspe sur lequel un cygne d'or aux ailes de pierreries, travail exécuté à Byzance, lançait par son bec une pluie d'eau de senteur. Au-dessus de cette vasque pendait du plafond la perle magnifique, grosse comme un œuf de casoar, envoyée à Abdérame par Michel II. Les huit portes de cette salle, en albâtre transparent et jaspé, étaient d'ébène, mêlées d'or, d'argent, d'ivoire et de nacre, et soutenues par des colonnes de cristal et de porphyre écarlate. Un habile architecte était venu de Perse pour diriger les travaux.

Dans les vastes jardins qui entouraient d'ombrages ce palais, dit le poète persan Nizami, les oranges et les grenades étaient en si grand nombre, qu'on croyait « voir une illumination. Partout les jasmins dressaient leurs tentes parfumées, partout les bassins de marbre et les ruisseaux d'eau sinueuse étaient encadrés par une telle profusion de rosiers, que les eaux limpides semblaient des roses coulantes... Rien qu'en faisant cette description, il me semble, ajoute le poète, que ma plume s'agite dans les fleurs. Cependant mes paroles sont au-dessous de la réalité. C'était enfin une image du paradis. » Au centre de ces jardins, un kiosque se dressait sur une éminence; le toit, soutenu par des colonnes de marbre et d'or, abritait une grande coupe de porphyre d'où sortait au lieu d'eau une gerbe de vif-argent, sur laquelle venait se décomposer le prisme solaire, produisant ainsi une éblouissante pluie de feu. Les bains et les réservoirs, en marbre rose ou vert, étaient ornés d'animaux d'or sur lesquels des arabesques de pierreries imitaient les yeux et les dents, les plumes et les aigrettes. L'eau coulait par leur bouche

entr'ouverte. Des tentures de soie tramées d'or et des tapis de Perse représentaient des forêts et des fleurs qui semblaient naturelles.

Nous trouvons dans la description du palais d'Ahmet-ben-Teyloun, au Caire, la même recherche de luxe et d'élégance. Déjà au VIIIe siècle ses jardiniers greffaient des roses, et les variaient de couleur en secouant le pollen des unes sur les autres. Dans les bassins, on cultivait des nénufars bleus, roses et jaunes, puis des giroflées d'eau d'une beauté rare. Le tronc des palmiers était doré, et le long de l'écorce épaisse et raboteuse on avait disposé de petits tuyaux de plomb parfaitement dissimulés, qui conduisaient l'eau jusqu'à la cime, d'où elle s'épanchait, par-dessus les palmes, en pluie fine comme la rosée, conservant toujours à l'atmosphère une délicieuse fraîcheur. Une immense volière en bois de santal, sculptée et peinte en vermillon, azur et or, était remplie d'oiseaux de Nubie, de tourterelles bleues du Sennaar, de perruches couleur de feu, tandis que le paon de la Chine, l'ibis écarlate et le faisan bronzé de l'Himalaya volaient en liberté dans les arbres. Une galerie de verdure taillée avec art et formant des dessins et des lettre arabes conduisait de la volière à une vaste salle entièrement couverte au dedans comme à l'extérieur d'arabesques de tous les tons de l'or rehaussés d'un trait de vermillon. Là comme dans les palais de Babylone, on voyait les statues en bois sculpté des femmes du harem et des danseuses de la cour. Le front couvert de couronnes d'or pur, de turbans enrichis de pierreries, ces statues portaient au cou, aux bras, aux jambes, aux oreilles, des colliers et des anneaux de perles et de rubis. Les étoffes des vêtemens étaient peintes de façon à s'y méprendre. Ces représentations de la nature humaine transgressaient les lois du Coran; mais alors l'influence de l'art asiatique dominait seule, surtout chez un prince de la famille d'Ommaïah réfugié en Égypte pour échapper aux Abassides, devenus à leur tour souverains de Bagdad. Son fils, le prince Khomarouïah, ne fit qu'augmenter et embellir ce séraï ou palais magnifique. Il y ajouta un manége dans lequel chaque jour il s'exerçait au jeu de paume à cheval. Ce jeu chevaleresque est originaire de Perse, où il se nomme *chogan*, qui signifie la cuiller en bois servant de raquette au jeu de paume (1). Les écuries et les ménageries du palais couvraient un vaste espace attestant le même luxe. A chaque écurie était attaché un inspecteur richement payé. Toutes les espèces d'ânes, de chevaux, de dromadaires, d'éléphans et de girafes y étaient dressées

(1) Du mot *chogan* est dérivé le mot français *chicane*, qui a été longtemps en France et est encore en Languedoc le nom de ce divertissement. De là l'expression de *guerre de chicane*, car ce jeu était une véritable dispute. Par la suite, le verbe *chicaner* fut appliqué aux disputes des plaideurs.

et soignées. Il y avait aussi l'habitation des lions, ornée d'une cour spacieuse et profonde, pavée de marbre et rafraîchie par des bassins et des jets d'eau. Le prince, du haut d'un balcon, donnait l'ordre de lâcher ces animaux terribles dans cette cour, et se plaisait à les voir se rouler et s'ébattre au soleil. Parmi ces lions réunis en grand nombre, il en était un, nommé Zoraïk, qui avait les yeux bleus comme le ciel et d'une remarquable douceur. On le laissait en liberté, et pendant les repas il venait recevoir de la main de son maître des pièces de gibier rôties. Lorsque Khomarouïah dormait, Zoraïk, étendu à ses pieds, le gardait et ne laissait personne approcher. Un collier d'émeraudes énormes garnissait le cou formidable de ce lion favori. Ce prince courageux, passionné pour le beau, aimant les arts et les plaisirs de toute espèce, trouvait surtout un attrait puissant à chasser le lion dans le désert. Il le poursuivait jusqu'à son repaire, et, après l'avoir cerné, le forçait, en rétrécissant peu à peu le cercle, à entrer dans une belle cage de bois doré. On le ramenait ainsi en triomphe au palais d'Asker.

Au retour d'une chasse, s'étant plaint à son médecin de fatigue et d'insomnie, celui-ci lui ordonna de se faire masser, mais le prince déclara que personne ne toucherait à son corps. Alors le docteur eut l'idée de remplir de vif-argent un vaste bassin, de placer dessus un matelas de peau gonflé de vent, et d'y faire coucher le malade. Ce lit, sans cesse agité par le mouvement naturel du vif-argent, lui causait un sommeil agréable. Ce bassin coûta des sommes énormes; c'était une invention toute nouvelle et digne du luxe de ces palais décrits pour ainsi dire d'après nature par les *Mille et une Nuits*. Dans la partie haute du harem, l'architecte avait placé une vaste loge, sorte de tribune élégante d'où la vue s'étendait au loin. Un rideau se levant et se baissant à volonté garantissait de la chaleur du jour et des fraîcheurs de la nuit. Le prince, couché sur les divans qui garnissaient la pièce, pouvait voir toute la vallée du Nil, plus près la ville entière, et enfin à ses pieds les jardins du palais.

Sous son heureux règne, il n'y eut pas une seule année de disette; la vie s'écoulait joyeuse au milieu des raffinemens d'un luxe dont l'Europe ne saurait avoir l'idée. On voit encore, à la cime du minaret de la belle mosquée construite par son père, le petit navire en bronze qu'on remplissait de blé chaque matin, afin que les oiseaux du ciel eux-mêmes pussent vivre dans l'abondance. Adoré de son peuple, il rendait la justice avec fermeté. De lui on pouvait dire qu'il était « semblable à l'oranger qui couvre de fleurs la main qui le secoue (1). » Telle était la cour de ces puissans seigneurs dont le règne, de trop courte durée, fit plus cependant pour la ci-

(1) Saadi.

vilisation que les siècles de batailles et de luttes qui plus tard ensanglantèrent ce beau pays d'Égypte.

En Perse, en Asie-Mineure et dans l'Inde, beaucoup de ces merveilles existent encore et attestent, comme le kiosque des miroirs à Ispahan ou telle autre salle des palais, que rien n'est exagéré dans ces récits. Chardin avait avait été si frappé de cette magnificence orientale, que d'après ses descriptions et ses dessins Louis XIV eut un instant l'idée de construire Versailles sur le modèle d'un palais du schah de Perse. Assurément nous n'avons rien à regretter, car il était difficile de rien faire de plus beau que les jardins de Versailles, que ces bassins, ces groupes, ces escaliers d'une si magnifique ordonnance. La grande décoration intérieure peut aussi rivaliser de richesse avec celles dont nous venons de parler; mais depuis ce temps, mais aujourd'hui à Paris que sont devenues les habitations des riches? Si le luxe n'est pas moins grand, ni les dépenses moins fortes, quelle différence dans le résultat, dans l'effet décoratif, quel oubli de ce goût qui dirigeait encore la main des artistes du grand siècle! Voyez ces salons d'un millionnaire : ici un Raphaël ou un Titien est accroché à contre-jour dans un panneau qui n'a pas été fait pour lui; là un dressoir aussi grand qu'une maison déforme entièrement l'architecture de la pièce, si par hasard la pièce en a une. Tous ces salons, également carrés, également blancs et or, dont les plafonds de même hauteur ne se distinguent les uns des autres que par les figures mythologiques qui les chamarrent de leurs lourdes draperies, ces lustres comme des ballons monstrueux encombrant la salle sous prétexte de l'enrichir, ces rideaux couverts d'attaches et d'oripeaux dorés, conçus par le tapissier avec l'unique préoccupation d'augmenter les fournitures, et dont la couleur n'a aucun rapport avec la décoration, tout cela offre un désordre si grand, une dépravation de goût tellement générale, que la lutte semble impossible, et qu'il ne reste plus qu'à gémir sur ce fatras. Dans ces constructions si dispendieuses pourtant, pas une galerie à voûte élégante, pas une coupole, pas un renfoncement dans ces murs plats où les portes et les fenêtres viennent partout à fleur des lambris, et envahissent, lorsqu'on les ouvre, le peu de place qui reste libre. Au milieu de ces richesses, on sent la gêne, la spéculation, le besoin d'utiliser le terrain par des étages superposés. Faites donc alors comme à Londres du comfort sans prétention, et transportez votre luxe et vos collections précieuses dans de vastes châteaux où elles s'étaleront à l'aise!

Il est impossible que ces réflexions mélancoliques ne se présentent point à l'esprit lorsqu'on vient de vivre par le souvenir et la pensée au milieu des monumens qui couvrent l'Égypte et l'Asie, et

que l'on parcourt les rues géométriquement alignées de nos grandes villes. Certes la manière dont l'art est compris en Orient et dans l'Europe moderne est bien différente. Autant nous le voyons ici convenu, artificiel, dépouillé de tout sentiment pittoresque, autant nous l'avons vu chez les Orientaux naturel et en harmonie avec les beaux paysages dont l'architecte a pu s'inspirer. On est tellement habitué à copier aujourd'hui, qu'on ne manquera pas de croire que nous conseillons d'imiter le style persan au lieu du grec. Telle n'est pas notre pensée. Le plagiat exclut toute idée neuve, toute inspiration. Ce que nous demandons, c'est de voir les jeunes architectes, rompant avec les habitudes régnantes d'imitation et de tradition étroite, chercher dans la nature seule le germe de créations originales. Au lieu de s'arrêter à Rome et à Athènes, qu'ils poursuivent leur voyage jusqu'à ces contrées d'Orient qui réveilleront en eux le sentiment du beau pittoresque, dont les œuvres modernes sont entièrement dépourvues. Qu'ils prennent exemple sur les peintres de notre époque! La plupart de ceux qui sont sortis de la foule le doivent à cet éclatant soleil qui a rempli leurs yeux des beautés de la forme et de la couleur. Voyez les Delacroix, les Decamps, les Marilhat; voyez, parmi ceux qui sont l'honneur de l'école nouvelle, tant d'artistes dont les noms sont présens à toutes les mémoires, et demandez-leur si ce n'est pas sous ce ciel qu'ils ont appris à disposer leur riche palette. Ce que les peintres rapportent d'Orient, l'amour de la nature, la simplicité et la couleur, les architectes pourraient l'y puiser à leur tour, et ces qualités leur sont aussi indispensables qu'aux peintres eux-mêmes. Peut-être aurons-nous occasion, en parcourant le nouveau Paris, de revenir sur ces graves questions. Les exemples alors ne nous manqueront pas pour démontrer que les lois premières et rationnelles de l'art architectural sont aujourd'hui trop souvent méconnues.

ADALBERT DE BEAUMONT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 octobre 1866.

Il serait difficile de prêter une attention curieuse et minutieuse aux petits faits qui recommencent à défrayer la vie politique journalière de l'Europe. Les émotions que nous ont données les événemens de cet été nous ont transportés au-dessus et au-delà de l'ordinaire; l'ébranlement moral que ces événemens ont produit durera longtemps encore; nous serons longtemps sous l'influence des grands coups portés, des vastes transformations opérées à vue, des horizons nouveaux soudainement ouverts. Les petits faits qui se succèdent depuis quelques semaines ne sont plus que les conséquences machinales de la violente impulsion antérieure : efforts de mise en ordre, formalités finales, besogne de notaire et de maître des cérémonies.

On n'attend point de nous, par exemple, que nous revenions sur les actes d'annexion exécutés par le gouvernement prussien, que nous analysions les patentes royales qui ont accompagné l'incorporation des provinces ajoutées au royaume des Hohenzollern : le langage de ces patentes a pourtant une saveur si franche de vieille superstition monarchique, qu'il est un objet de haut goût pour les amateurs de curiosités. Nous n'essaierons pas de deviner le point juste où sont arrivées les négociations au sujet de la Saxe; nous ne prédirons point les destinées du Luxembourg, ni si le roi de Hollande sera de force à tenir tête au monarque prussien. Les rongeurs de nouvelles de cour et de cabinet s'ingénient en conjectures sur l'indisposition de M. de Bismark et sur les dissentimens qui existeraient entre le radieux roi Guillaume et son formidable ministre; nous ne leur demanderons pas leurs secrets. Les événemens qui coûteront peut-être sa couronne au roi de Saxe feront-ils gagner à son principal conseiller le premier portefeuille d'un grand empire? M. de Beust sera-t-il ministre des affaires étrangères d'Autriche, et M. de Bismark trouvera-t-il enfin sur le terrain allemand un

rival digne de lui? Nous sommes peu impatiens de le savoir. Qu'est-ce qu'a obtenu à Pétersbourg l'envoyé confidentiel prussien, le général Manteuffel? A-t-il apaisé la mauvaise humeur qu'inspirent à la cour de Russie les mésaventures de ses parens d'Allemagne? a-t-il resserré les vieux liens qui ont si longtemps uni la politique prussienne à la politique russe? Nous n'avons ni le pouvoir ni le goût de percer de tels mystères. La cour de Vienne revient-elle au vieil adage : *Tu, felix Austria, nube?* Le prince héréditaire d'Italie épousera-t-il une archiduchesse? Le Grand-Turc sera-t-il un suzerain généreux envers l'hospodar prussien de Roumanie? Laissons toute cette petite, archaïque et comique diplomatie de cour recommencer ses toiles d'araignée sur cette Europe où respirent cependant des peuples destinés à posséder avant peu la plénitude de la saine et puissante vie moderne.

Il ne faut point s'amuser et s'égarer dans le fouillis des détails frivoles, s'abandonner au courant des faits minimes et des petites anecdotes pour s'exposer à être derechef réveillé en sursaut par des surprises énormes. Les événemens font halte en ce moment, mais ils ont posé à la France de grandes questions sur elle-même. Il faut avoir le courage de regarder ces questions en face jusqu'à ce qu'elles soient résolues. Ces questions d'ailleurs ne nous laissent point la liberté de les méconnaître et de les éluder. Elles s'imposent à nous avec le caractère de la nécessité pratique et actuelle. Les événemens d'Allemagne, en changeant le rapport des forces continentales, ont créé pour nous l'obligation de prendre sur-le-champ en considération l'organisation de notre armée, la réforme et le développement de nos institutions militaires. La fin de l'entreprise du Mexique doit aussi donner lieu inévitablement à une liquidation de politique et de finance. Nous approchons de la saison de la politique active, nous avançons vers la session. La prochaine session du corps législatif devra produire la réorganisation de l'armée et terminer la liquidation mexicaine. Dans l'intervalle qui nous sépare de la réunion des chambres, on est autorisé sans contredit à rechercher dans quel esprit, avec quelles dispositions morales il convient à la France d'aborder ces deux questions que la force des circonstances lui prescrit de résoudre.

Nous nous appliquons, en ce qui nous concerne, à nous dégager de toute prévention passionnée dans l'appréciation des deux nécessités où nous a conduits le cours de notre politique étrangère en Europe et en Amérique. Les faits et la situation qu'il s'agit de juger sont d'ailleurs arrivés à ce degré d'achèvement qui permet d'en embrasser l'ensemble, d'en déterminer le caractère, d'en calculer avec certitude la portée. Ils ne laissent plus d'ouverture à l'équivoque et à la controverse. Ils ne sont plus tenus en suspens par l'incertitude du dénoûment; ils se présentent comme les résultats d'une expérience accomplie; nous en possédons à la fois le premier mot et la conclusion. Ils se trouvent dans les conditions où les faits passés s'offrent à l'impartialité éclairée et froide de l'historien philosophe. Il

est rare de pouvoir se prononcer sur des événemens contemporains avec une pareille certitude expérimentale. Cette ampleur et cette sûreté d'informations permettent au critique de s'abstenir de toute animadversion personnelle contre les acteurs de la politique et de ne juger que le fond des choses, d'absoudre au besoin les hommes lorsqu'on ne peut se dispenser de condamner les systèmes. Or ce qui frappe dans les accidens de l'affaire d'Allemagne et de l'affaire du Mexique, ce sont bien plus les dangers d'un système que les fautes des personnes. On ne saurait contredire ceux qui affirmeront que, si la pensée collective qui se dégage des intérêts, de la raison, des traditions du pays, avait été en mesure de prendre une participation plus large, plus assidue, plus ferme aux conseils et aux résolutions du gouvernement soit par une grande liberté de discussion dans la presse, soit par une initiative plus régulière et plus constante de la part de la représentation nationale, la Prusse n'eût point trouvé une occasion si soudaine et si facile d'arriver à la domination de l'Allemagne, et que nous ne serions jamais allés au Mexique pour occuper pendant plusieurs années trente mille hommes de nos meilleures troupes à la fondation d'un empire de fantaisie. Nous voudrions, quant à nous, que l'on ne parlât du passé des affaires allemandes et mexicaines que pour mettre en lumière, sans acrimonie contre les personnes, l'éclatante leçon et l'avertissement grave que les événemens viennent de nous donner sur la valeur des systèmes en Europe et en Amérique.

Suivant nous, ce serait surtout au gouvernement qu'il siérait de reconnaître l'enseignement de cette expérience et de la faire tourner ainsi à son profit et au profit du pays. Dans les circonstances solennelles où nous nous trouvons, tout va dépendre du ton que le gouvernement prendra dans ses prochains rapports avec la chambre, et par la chambre avec le pays. Cette rencontre du gouvernement et de la chambre sera une importante épreuve, et il vaut la peine d'y songer déjà. Finissant l'expédition du Mexique et proposant avec une vigilance patriotique une réforme urgente de l'armée, le gouvernement a deux tâches : il faut que d'une part il sollicite la résignation du pays à un échec avéré, et que d'une autre part il obtienne de la raison et du cœur de la nation un viril sacrifice. On ne peut évidemment point entreprendre deux choses semblables d'un air dégagé, avec une frivole hauteur, comme s'il ne s'était rien passé. En présence d'erreurs et de déceptions manifestes, l'attitude et la prétention de l'infaillibilité seraient aussi malheureuses que maladroites. On ne peut nous signifier la retraite du Mexique comme une prise de congé, et nous demander de doubler le nombre des Français appelés à combattre comme on donnerait une consigne. Nous ne conseillerions point non plus au gouvernement de chercher de stériles apologies dans la discussion des faits qui nous ont menés où nous sommes, de plaider les circonstances atténuantes. Le parti le plus noble et le plus sage n'est point de battre en retraite en tirail-

lant. Il faut être à la hauteur des circonstances. Il ne s'agit pas de dominer l'opinion publique, il faut aller au-devant d'elle et faire, pour la joindre, un peu de chemin. Les intérêts de vanité ne doivent être comptés pour rien en un pareil moment; il faut que les cœurs se dilatent. Il est nécessaire de raffermir la France dans le sentiment de sa force morale et de sa force matérielle; il est urgent de lui rendre toute sa spontanéité naturelle, de produire au jour et de rassembler toutes ses forces vives, collectives et individuelles, dont un si grand nombre s'étiolent depuis trop longtemps dans les nœuds d'énervantes lisières, dans un isolement malsain et une obscurité débilitante. On a beaucoup à demander à ce peuple; qui oserait dire qu'on n'a rien à lui donner?

On ne manquera point de reconnaître la justesse du mélange de vœux et de pressentimens que nous exprimons ici, lorsqu'on abordera pratiquement la grande question de la réorganisation de l'armée. Ce problème assurément ne sera pas négligé ni éludé. L'opinion publique n'y saurait rester indifférente; elle ne paraît point s'en être saisie encore avec assez d'intelligence et d'ardeur : cela tient sans doute aux habitudes passives qu'elle a contractées, aux entraves qui empêchent ses manifestations spontanées, à la situation précaire et subalterne où l'on retient la presse française. Ces malheureuses apparences vont jusqu'à tromper quelques observateurs étrangers qui portent un sincère intérêt à nos destinées. « Je ne puis admettre, nous écrit un Allemand distingué, que l'esprit de parti ait déjà corrompu la nation française au point de la rendre indifférente à son indépendance. Il faut absolument faire un effort. Malheureusement il règne en France une ignorance singulière sur ce qui se passe à l'étranger. » Cette funeste ignorance n'ira point, nous l'espérons, jusqu'à nous faire perdre de vue ce qui se passe en Allemagne à l'instant même. Tandis que les journaux nous donnent à lire les patentes d'annexion du roi Guillaume, la Prusse ne perd pas son temps. Aux neuf corps d'armée qu'elle avait eus jusqu'à présent, elle en ajoute trois nouveaux, formés dans les provinces annexées : comme elle a l'intention d'en créer un treizième dans le royaume de Saxe, elle sera bientôt près d'atteindre le million d'hommes que nous avions prédit. Ce ne sont plus des conjectures, ce sont les faits mêmes qui vont forcer la France à se mettre en mesure d'avoir, elle aussi, en cas de guerre, un million de combattans. On n'arrivera point là par un acte législatif rapide et sommaire. Il ne peut suffire d'ajouter par un trait de plume 400,000 gardes nationaux mobilisables aux 600,000 hommes produits par notre système de conscription. Il faudra prendre les précautions nécessaires pour assurer l'homogénéité des forces combattantes de la France en cas de guerre. Pour cela, il sera indispensable, en même temps qu'on décidera l'augmentation de l'effectif, de prendre en considération très sérieuse l'état de notre armée et l'efficacité de nos institutions militaires.

La loi de recrutement de 1832 est la base de notre organisation actuelle,

et en a fait longtemps la force. Or c'est une grave question, très vivement agitée parmi nos officiers les plus compétens, de savoir si l'efficacité de cette organisation n'est point altérée par l'action de la loi sur la dotation de l'armée. Le système d'exonération donne lieu à des objections très sérieuses. D'abord le législateur de 1832 avait voulu maintenir en quelque sorte la jeunesse de l'armée. C'est dans les jeunes gens que l'armée devait puiser ses cadres, car c'est chez eux qu'on trouve surtout l'ardeur et l'élan qui caractérisent le soldat français. Sous l'influence de la loi de la dotation, l'accroissement des exonérations et le système des remplacemens ont tendu à diminuer dans notre armée cette séve de la jeunesse. Le remplacement se fait aujourd'hui par l'état, et l'état l'opère au moyen des rengagés, des engagés volontaires après libération, des remplaçans par voie administrative. Ces catégories de remplaçans sont loin d'avoir une égale valeur. Les engagés après libération sont en général des hommes qui n'ont point eu assez d'énergie morale ou d'aptitudes pour reprendre les labeurs de la vie civile; les remplaçans par voie administrative que l'état se charge de recruter, qui ont pour raccoleurs les gendarmes, sont le plus mauvais élément de l'armée. Un inconvénient du système est l'appât que la prime de rengagement offre aux sous-officiers. Beaucoup de sous-officiers se rengagent dans l'espoir, rarement déçu, de ne point tarder, une fois la prime obtenue, de rentrer dans leurs grades. Les cadres des grades inférieurs sont ainsi obstrués de sujets relativement âgés, et ferment ou rendent alors très difficile l'avancement aux jeunes gens qui se trouveraient dans les conditions d'aptitude et d'instruction nécessaires pour arriver au grade d'officier. Aussi voit-on disparaître les engagemens volontaires de ces jeunes gens; ceux qui, appartenant au contingent annuel et se résignant au sort, auraient pu entrer dans l'armée avec l'espoir de l'avancement s'en éloignent au contraire et se font exonérer. Nous n'avons certes point la prétention de porter en passant un jugement définitif sur les effets de la loi de la dotation; nous nous bornons à constater que le nouveau système tend à diminuer dans l'armée la jeunesse et l'élément d'émulation désintéressée qui était le plus généreux et le plus utile. Il sera donc inévitable de refondre dans les institutions nouvelles la loi de recrutement et la loi de dotation. Nous ne saurions trop en effet insister sur ce point, qu'il est nécessaire que la catégorie des mobilisables que nous devons ajouter à notre armée active et à notre réserve ne soit point laissée à l'état de ressource nominale et extraordinaire, et reçoive une éducation militaire forte et complète. Il y a ici un écueil d'ignorance auquel il importe de ne se point heurter. Beaucoup de gens en France ont l'air de croire que la landwehr prussienne est une espèce de garde nationale dans le genre de celle que nous connaissons. Rien n'est plus faux. Tout homme de la landwehr en Prusse est un soldat complet ayant passé sept ans dans la ligne, trois années dans le service actif et quatre dans la réserve. Il serait donc plus vrai de voir dans la landwehr

une vieille garde qu'une garde nationale. Il nous paraît impossible de travailler à la reconstitution de l'armée française sans imposer les plus sérieuses restrictions au remplacement. Peut-être, pour alléger l'obligation du service aux jeunes gens destinés aux carrières libérales, serait-il sage d'adopter l'exception pratiquée en Prusse. Dans ce pays, les jeunes gens qui ont reçu une instruction littéraire ou scientifique, dont les études ont été terminées par des examens, ne doivent le service actif que pendant une année. Il arrive souvent que les jeunes gens qui remplissent ces conditions se retirent après une année de service avec une patente d'officier. La Prusse peut ainsi compter, au moment du danger, sur un grand nombre d'officiers qui ne lui coûtent rien le reste du temps. Pour avoir en France une réserve semblable de jeunes officiers, il faudrait opposer au remplacement les restrictions les plus sévères et rendre l'exonération très difficile aux jeunes gens instruits dont on pourrait tirer un tel parti. On voit, par ces courtes échappées sur la question militaire, tout ce que remue le projet de réorganisation annoncée. Il s'agit d'une réforme des pratiques militaires et d'une mâle régénération des mœurs civiles; il est visible qu'on ne pourra former les soldats dont la France a besoin qu'en donnant aux Français tous les attributs politiques qui constituent le complet citoyen. « Si tous les Français, nous écrit-on d'Allemagne, étaient pénétrés du véritable état des choses, ils n'hésiteraient point sur ce qu'ils ont à faire. »

Si l'on se met de tout cœur au travail de la réforme militaire, si l'on apporte à cette œuvre l'allègre abnégation du patriote et la prévoyante fermeté du citoyen, si le gouvernement et le pays font ce qu'il faut pour s'entendre en une confiance libérale et mutuelle, on aura trouvé avec une simplicité et une droiture qui ne seront point sans grandeur la diversion dont la France a besoin après les tripotages et les coups de tonnerre de la question prussienne et au moment fixé pour la rentrée de notre armée du Mexique. La vraie diversion n'est que là; elle ne serait point dans les expédiens empiriques et dans les prestiges du charlatanisme. Il ne faut pas non plus se bercer de l'illusion puérile qu'on répondra à tout l'année prochaine avec l'exposition universelle, et que la pensée politique de la France pourra s'absorber et s'oublier au tumulte de la plus éclatante des foires, réunie dans le plus grand village du monde. Nous ne demanderions pas mieux, quant à nous, que de n'avoir à revenir que très sommairement sur les désenchantemens de l'entreprise mexicaine et de cesser de gémir sur cette lubie de politique à l'espagnole dont la fin est si triste. Tandis qu'en Europe la santé de l'impératrice Charlotte chancelle, comme troublée par une série de cauchemars acharnés, les dernières nouvelles de l'empereur Maximilien arrivées ici le représentaient comme résolu à rester au Mexique et à tenter seul la fortune, même après le départ des Français : il pressait avec impatience le retour de l'impératrice. Il est peu probable qu'il per-

siste dans cette résolution héroïque, et qu'il ne cède point au dernier des mauvais sorts qui ont marqué chaque phase de cette affaire mexicaine. Ce qui nous inquiète, nous, c'est le retour de nos soldats. Quant aux difficultés que nous laisserons après nous au Mexique, nous n'avons point d'effort à faire pour les prévoir. Trouverons-nous quelqu'un avec qui traiter? C'est, hélas! une grande cruauté et une grande imprudence à un belligérant que de refuser de négocier avec un gouvernement de fait contre lequel il a pris les armes. Cette cruelle erreur, nous l'avons commise en refusant de traiter avec Juarès et en épousant les haines des émigrés que nous traînions après nous. Nous l'expions aujourd'hui. Nous sommes restés au Mexique assez longtemps pour apprendre que Juarès était encore le plus honnête des chefs de parti de ce malheureux pays. Quel est celui des dissidens avec lequel il sera possible d'entrer en arrangement? Personne, nous le craignons, n'est en état de le dire. Il n'y a que le gouvernement de Washington qui pourrait nous prêter de bons offices dans la circonstance et nous être un intermédiaire utile. Le président des États-Unis reconnaît encore le ministre de Juarès; M. Romero l'accompagnait récemment dans sa tournée électorale; M. Johnson et M. Seward doivent avoir quelque influence sur les dissidens mexicains. S'ils usaient amicalement pour nous de cette influence dans le moment présent, ils nous rendraient un grand service. Il serait très spirituel à M. Seward de nous montrer cette obligeance. Les Américains ont trop admirablement triomphé de leurs difficultés pour nous avoir gardé rancune. L'humanité, le bon sens, la bonne humeur, les invitent à être généreux. Il nous en coûte moins, on le comprendra, de donner des conseils au gouvernement de Washington qu'au nôtre.

Tandis que la politique est morose, la statistique nous apporte de solides consolations. L'administration vient de publier les états du commerce français pour les huit premiers mois de l'année. Ces chiffres sont parlans, et ils parlent une langue triomphante. On ne saurait trop s'empresser d'en divulguer la signification salutaire. C'est le bulletin heureux de la florissante santé économique de la France, c'est le témoignage retentissant des progrès du travail français. Pendant les huit premiers mois de cette année, nos importations se sont élevées à plus de 1,958 millions; elles ne montaient, pour la même période de 1861, qu'à 1,580 millions. Le progrès en six années est donc de 378 millions. L'importation des matières premières et des produits nécessaires à l'industrie s'est accrue, sur la même période de l'année 1865, de 235 millions. Le mouvement de l'exportation n'a pas été moins remarquable; il s'est élevé à 2,206 millions, présentant une augmentation de près d'un milliard sur le résultat similaire de 1861, et de 318 millions sur le résultat de 1865. Ainsi voilà une année durant laquelle le crédit a été ébranlé gravement en Angleterre, où les capitaux représentés par les valeurs de bourse ont éprouvé de violentes dépréciations, où la guerre a

déchiré le centre de l'Europe et répandu l'alarme même dans les pays qui échappaient à cette calamité; voilà une année de choléra et d'inondations, une année où l'on a poussé au nom de l'agriculture les cris de détresse les plus poignans, l'année enfin où les partisans du système protectioniste ont cru devoir tenter la démonstration la plus énergique et la plus véhémente, — et c'est justement cette année-là qui apporte la preuve irréfutable de la solide prospérité, des progrès rapides et constans du travail français, la démonstration sans réplique du prodigieux succès réalisé chez nous par la politique libérale en matière de commerce! Ainsi, tandis que les intrigues des cabinets troublaient toutes les têtes, préparaient d'affreux massacres, et renversaient quelques-unes des bases de la sécurité européenne, la robuste et saine nation française continuait, à travers ces périls et ces inquiétudes, ses énergiques labeurs; elle augmentait sa production dans des proportions considérables, elle accroissait ses consommations; sans se laisser déconcerter et interrompre, elle allait au bien-être par le travail. Le principe de la liberté du commerce montre là chez nous une grande vertu. Nous serions injustes, si en prenant acte de tels résultats nous ne félicitions point l'empereur et M. Rouher du succès de la résolution avec laquelle ils ont désavoué les préjugés et les routines du système protectioniste. L'établissement de la liberté du commerce sera certainement l'œuvre la plus utile et la plus durable du régime actuel. L'œuvre intérieure est encore hérissée de difficultés qu'on laisse subsister gratuitement; l'œuvre extérieure s'est heurtée à plus d'une embûche, et a produit des déceptions. Sur le point où l'on n'a pas appréhendé de faire quelque chose pour la liberté, on a réussi. Il n'a pas été besoin, pour obtenir ce succès fécond, de quelque vigoureux effort de génie. La vérité économique était connue depuis un siècle et resplendissait dans les écrits de Turgot et de Smith; elle venait d'être appliquée en Angleterre avec un succès définitif par Peel et par Gladstone. Il n'a fallu, pour la réaliser en France, qu'un moment de présence d'esprit et un acte de caractère. Et à quoi s'est réduit ce travail de réforme? A renverser des obstacles, à détruire des restrictions, à rompre des barrières, à laisser le champ libre aux forces naturelles et à l'initiative de tous. La méthode ne sera ni moins sûre ni moins féconde en grandeurs morales pour la France le jour où l'on aura la bonne inspiration et le courage de l'appliquer à notre vie politique intérieure.

On s'épargnerait beaucoup de difficultés, on éviterait de commettre bien des absurdités de langage et de conduite, si l'on n'avait pas le caprice de méconnaître les lois naturelles et d'y substituer des lois artificielles et imaginaires. Un homme éminent vient d'être dupe à cet égard de la plus surprenante des méprises. Nous voulons parler de M. Dupanloup et du mandement qu'il vient de publier à propos des inondations qui ont affligé son diocèse. L'écrit pastoral du prélat est sur les signes du temps, et l'auteur brouille dans une déclamation incompréhensible les calamités matérielles

qui sont survenues cette année, les excentricités du congrès de Liége, la propagande maçonnique, les diatribes anti-cléricales de Garibaldi, la convention du 15 septembre et les périls qui menacent Pie IX. Nous regrettons que M. Dupanloup n'ait réussi à nous montrer que les signes trop visibles de la confusion d'idées qui a envahi son esprit. Nous étions habitués à estimer le talent de M. Dupanloup, sa vigueur et sa chaleur de polémiste, l'élévation de sentimens et l'éloquence mâle qui ont animé plusieurs de ses écrits. Nous ne nous attendions pas à voir ce militant évêque prêter de la façon la plus décousue et la plus incohérente les plus gros accens de sa voix à des préjugés de bonne femme. Il s'agissait tout simplement d'émouvoir la charité publique en faveur de ceux de ses diocésains qui ont été frappés par le fléau de l'inondation. Qu'a de commun un objet aussi simple et aussi louable avec le congrès de Liége, la maçonnerie, le garibaldisme et la convention du 15 septembre? Pourquoi ces rapprochemens entre les épidémies, les débordemens de rivières, les tremblemens de terre, qu'on s'attendrait plutôt à trouver dans un almanach que dans un mandement? M. Dupanloup s'adresse à la superstition populaire, qui voit des manifestations de la colère divine, des avertissemens d'en haut, dans les troubles apparens de la nature, lesquels ne sont, il le sait bien pourtant, que les effets strictement nécessaires des lois naturelles. Qui aurait prévu que l'honorable évêque d'Orléans tomberait si bien d'accord avec le Chinois qui, pour apaiser le courroux des célestes dragons, frappe son gong devant l'éclipse de lune? Cette théologie et cette astrologie mêlées sont d'un goût bien douteux. Quelle autorité persuasive peuvent avoir des tirades fondées sur l'interprétation la plus intempestive et la plus erronée des phénomènes naturels? Rien de plus respectable et parfois de plus touchant que les exhortations de la morale religieuse s'adressant dans l'intimité de la conscience aux délicates responsabilités de l'âme humaine; mais rien aussi de plus choquant que ces déclamations théurgiques qui s'efforcent d'altérer le sens des lois physiques. Quel rapport peut-il y avoir entre le choléra et les impiétés garibaldiennes, entre les malheurs que cause aux diocésains de M. Dupanloup le débordement des affluens de la Loire et le congrès de Liége, dont ces infortunés n'auraient probablement jamais entendu parler sans les fulminantes apostrophes de leur fougueux évêque? En vérité, cette sortie de M. l'évêque d'Orléans est incroyable; on ne voudrait point voir de tels écarts d'esprit chez un homme qu'on est habitué à respecter toujours, même en le combattant quelquefois.

Le mouvement réformiste se poursuit en Angleterre. M. Bright vient de donner des exhibitions populaires à Manchester, à Leeds, et promènera son apostolat dans les principaux centres manufacturiers. Cependant cette agitation, quoiqu'elle réunisse d'énormes foules partout où se présente le vigoureux orateur, n'est point accueillie avec faveur par la véritable opinion publique, celle que forment les classes moyennes d'Angleterre. Plu-

sieurs inconséquences de situation et d'idées embarrassent visiblement M. Bright. Pour plaire à la multitude, M. Bright est obligé de réclamer l'extension du suffrage par des argumens théoriques, rationnels, logiques, applicables au suffrage universel, et pourtant la réforme qu'il demande en réalité, pour pouvoir conserver la chance d'être patronnée par le parti whig, doit se tenir bien en-deçà du *manhood suffrage*. Sur la même plate-forme réformiste, on voit donc paraître des hommes d'opinions très tranchées, par exemple M. Beales, le chef de la ligue qui exige le suffrage universel, M. Forster, qui appartenait à la dernière administration de lord Russell, qui n'ajoutait dans son bill que trois cent mille électeurs aux *constituencies*, et M. Bright, qui raisonne comme M. Beales et conclut et vote comme M. Forster. Gêné dans l'argumentation, M. Bright essaie de se tirer d'affaire par l'invective : il fond sur les tories avec violence, il attaque lord Derby; sa bête noire est surtout M. Lowe, un des plus grands talens du parti libéral, qui s'est montré si éloquent dans la discussion du bill de M. Gladstone : esprit libre de préjugés, capable de dominer par la solidité de ses idées les intelligences les plus positives et de charmer les intelligences les plus cultivées par l'art tout à fait distingué de sa méthode et de ses formes oratoires. Toutes ces violences de langage de M. Bright manquent l'effet, d'abord parce qu'elles passent la mesure, parce qu'elles ne peuvent avoir été justement encourues par un parti et un cabinet qui n'ont encore rien fait, ensuite parce qu'elles s'exhalent dans un milieu qui est loin d'être monté au même degré d'excitation et de chaleur. Un seul ministre jusqu'à présent a pris la parole en public depuis la fin de la session : c'est lord Stanley, qui assistait l'autre jour à Liverpool à un dîner donné aux hardis hommes d'affaires et d'industrie qui ont réussi, après tant d'efforts, à joindre par les câbles électriques l'Angleterre aux États-Unis. On ne saurait imaginer un contraste plus heureux à la fermentation un peu artificielle des harangues des *meetings* réformistes que le franc, naturel et placide discours de lord Stanley. Le présent ministre des affaires étrangères n'a, comme homme d'état et comme orateur, d'autre prétention que de planter toujours le clou au point juste. Les adversaires les plus sérieux de son parti, M. Mill aussi bien que M. Bright, savent qu'il n'y a peut-être point en Angleterre de tête mieux affranchie des superstitions de caste et des préjugés de routine que celle de lord Stanley, pas d'esprit plus uniquement attaché à penser vrai et à bien faire, plus incapable de rien accorder à la fatuité des charlatans et à la solennité des sots. L'identique et imperturbable bon sens de ce curieux stoïcien politique s'est retrouvé dans son petit discours de Liverpool. Il est impossible d'être ministre avec une modestie plus raisonnable. Lord Stanley a profité de l'occasion pour indiquer les raisons positives de l'union qui doit exister, dans l'intérêt de la civilisation du monde, entre les peuples libres de l'Angleterre et de la république américaine. Son discours et son toast ont ob-

tenu une réponse sentie de M. Johnson. Les têtes pensantes des États-Unis peuvent accepter sans hésitation les assurances de lord Stanley, car la pensée y sort simplement de la nature même des choses, et n'y subit l'altération d'aucune chaleur factice, d'aucune grimace oratoire, d'aucun grossissement de porte-voix.

Ainsi que nous le pressentions, la victoire dans la lutte électorale se prononce aux États-Unis en faveur du parti radical; l'opinion publique donne donc raison à la majorité du congrès contre le président. Les élections fortifieront même cette majorité. Le nord et l'ouest des États-Unis demeurent ainsi fidèles, avec une rare fermeté politique, aux principes et aux intérêts qu'ils ont soutenus et fait triompher dans la guerre civile. Le parti radical et le peuple américain donnent là un exemple de consistance politique dont beaucoup de gens doutaient que les houleuses démocraties fussent capables. Cette démonstration rendra un nouveau service à la cause de la république démocratique dans le monde. Au fait, la politique du président Johnson, malgré son apparence généreuse, tendait à renouveler aux États-Unis la situation fausse d'où la guerre civile était sortie. La cause de cette situation fausse était le privilége accordé aux états du sud d'avoir un nombre de représentans fédéraux proportionné au chiffre total de leur population, dans lequel les nègres étaient compris. Les nègres comptaient donc comme des citoyens pour les états du sud lorsqu'il s'agissait de fixer le nombre proportionnel des représentans, mais ils ne votaient pas, puisqu'ils étaient esclaves. Fallait-il admettre les états rebelles dans l'Union aux mêmes conditions, en les laissant profiter, pour le nombre de leurs représentans, du chiffre de la population nègre, qui, quoique affranchie, pourrait rester privée du droit de vote? Si le système de M. Johnson eût triomphé, les gentilshommes blancs du sud auraient eu, comme dans le passé, un nombre de représentans plus considérable que celui auquel leur nombre vrai leur devait donner droit. Les démocrates du nord, coalisés avec la représentation falsifiée du sud, auraient pu reprendre la majorité et la prépondérance dans le gouvernement central. Les résultats de la guerre eussent été compromis. La solution voulue par le parti radical et la majorité du pays est plus conforme à la vérité. Elle admet au congrès les représentans des états du sud en nombre proportionné au chiffre des électeurs. La question du suffrage des nègres est laissée ainsi à la souveraineté des états. Les états du sud qui voudront avoir le même nombre de représentans qu'autrefois seront obligés d'accorder le droit électoral aux nègres. Ceux qui ne pourront se résigner à vaincre leurs préjugés se priveront eux-mêmes d'influence au congrès. La situation ne sera plus faussée, et la démocratie républicaine du nord ne courra plus le danger d'être subjuguée par une majorité aristocratique artificielle.

E. FORCADE.

ESQUISSES CRITIQUES.

MADAME TALLIEN (1).

Il y a peu de destinées aussi pleines de contrastes et de péripéties que celle de Mme Tallien. Fille d'un négociant de Bayonne établi en Espagne, qui devint à Madrid banquier, comte et ministre, mariée trois fois, — à un marquis de la cour de France, à un conventionnel, à un grand seigneur belge, — elle a traversé les conditions les plus différentes, connu les succès et les fragilités de la femme brillante et adulée, ressenti les angoisses et participé aux égaremens d'une société en révolution, avant de se réfugier dans le recueillement d'une retraite précoce. Jeune fille, elle charmait les salons parisiens pendant les derniers jours de la royauté; marquise de Fontenay, on la vit réunir autour d'elle ce que la société française avait de plus élégant; devenue la maîtresse d'un régicide, elle parlait dans les clubs, et apparaissait à Bordeaux comme une sorte de déesse de la liberté. Après la chute de Robespierre, elle donna le signal de la renaissance des plaisirs et du luxe; sous le directoire, elle fut l'idole des merveilleux et des incroyables; puis après l'éclat aventureux de la jeunesse, après les jours d'orages, de luttes et de triomphes, une transformation complète s'accomplit en elle, et sous les traits de Mme la princesse de Chimay on ne vit plus, au lieu de la citoyenne Tallien, qu'une personne sérieuse qu'inquiétait le souvenir de son éclat passé. Peu de femmes furent aussi célèbres, et pourtant il n'est permis de lui accorder dans l'histoire qu'une place secondaire et tout à fait épisodique. Elle n'avait ni assez d'esprit de suite, ni assez de gravité dans le caractère pour exercer une véritable influence; mais on peut observer en elle un des types les plus intéressans d'une époque tourmentée, d'un temps où l'anarchie de la société produisait l'anarchie de la famille. D'autre part, si on ne peut lui refuser le charme irrésistible qui gagne souvent les plus rebelles, la beauté victorieuse qui subjugue jusqu'aux proscripteurs, on ne saurait en faire ni une figure idéale, ni un personnage épique, et ce serait se méprendre étrangement que de lui élever un autel, de débiter en son honneur une sorte de litanies de la Vierge, de la nommer dévotement Notre-Dame de Fontenay, Notre-Dame de Thermidor, Notre-Dame de Chimay. Tel est cependant l'incroyable langage d'un apologiste malencontreux qui a voulu faire le récit de cette existence agitée. La plus rapide revue des événemens qui en ont marqué les diverses phases suffira pour ramener le personnage de Mme Tallien à ses proportions réelles.

(1) *Notre-Dame de Thermidor*, par M. Arsène Houssaye; 1 vol. in-8°, Plon.

Terezia Cabarrus naquit à Saragosse en 1775. Son père était un Français de Bayonne établi en Espagne. Après avoir dirigé une fabrique près de Madrid, il s'occupa des finances espagnoles, et proposa une émission de bons royaux qui eut un véritable succès. Placé par le roi Charles III à la tête d'une banque d'état désignée sous le nom de banque de Saint-Charles, il fit instituer une compagnie pour le commerce des Philippines. Mlle Terezia Cabarrus passa son enfance tantôt à Madrid, tantôt dans le domaine de Caravanchel, qui appartient maintenant à Mme la comtesse de Montijo. Elle vint à Paris pour y terminer son éducation, et fut confiée aux soins d'un ami de son père, M. de Boisgeloup. Dès son apparition dans la société parisienne, elle fit admirer de tous sa grâce et sa beauté. Un homme beaucoup plus âgé qu'elle, mais bien placé par sa fortune, le marquis de Fontenay, ancien conseiller au parlement de Bordeaux, la demanda en mariage et fut agréé. Elle n'avait alors que seize ans. Les fêtes du château de Fontenay ne tardèrent pas à devenir célèbres. La jeune et séduisante marquise commençait avec éclat sa vie de femme à la mode. C'était l'âge d'or de la révolution, une heure singulièrement animée et brillante dans l'histoire des salons français. Des intelligences d'élite se réunissaient dans le désir du bien, on se croyait à l'aurore de la liberté. Les idées les plus généreuses étaient à l'ordre du jour, et les plus nobles illusions remplissaient toutes les âmes. Ces beaux songes devaient avoir un terrible réveil. Vers la fin de 1793, Mme de Fontenay voulut chercher avec son mari un refuge en Espagne; mais au moment où ils allaient s'embarquer, ils furent arrêtés comme suspects et emprisonnés à Bordeaux.

Cette ville était alors sous le joug de Tallien, qui depuis le mois d'octobre 1793 y avait établi le régime de la terreur. Il écrivait à la convention : « Le désarmement s'exécute avec un zèle incroyable. Il donnera des armes superbes et en grande quantité à nos chers sans-culottes. Il y a des fusils garnis en or. L'or ira à la Monnaie, les fusils aux volontaires, et les fédéralistes à la guillotine. » Le jeune proconsul (il n'était âgé que de vingt-quatre ans) avait installé l'échafaud sous les fenêtres de son hôtel. « Cette guillotine, a dit M. Michelet, lui fut d'un excellent rapport. Tout est commerce à Bordeaux, Tallien commerça de la vie. » Fils d'un maître d'hôtel du marquis de Bercy, il était devenu député de Versailles après avoir été successivement prote d'imprimerie dans les bureaux du *Moniteur,* secrétaire de M. Alexandre de Lameth, rédacteur du *Journal des Sans-Culottes* et de *l'Ami des citoyens,* membre et greffier de la commune. Il s'était fait remarquer dans la journée du 10 août et surtout lors des massacres de septembre. Il avait entrepris à la tribune l'apologie de ces meurtres organisés, et se plaisait à répéter que les arbres de la liberté avaient besoin d'être arrosés de sang. Pendant le procès de Louis XVI, il avait trouvé le moyen d'indisposer par la violence de son langage la convention elle-même. Elle venait de décréter la libre communication du roi et de sa famille. « Vous aurez beau l'ordonner, s'écriait Tallien à la tribune, si la

commune ne le veut point, cela ne sera pas!..... » C'est encore lui qui, après avoir voté la mort de Louis XVI, demandait avec insistance, sous prétexte de ne pas prolonger les angoisses du condamné, que l'exécution eût lieu le jour même. Cruel sans fanatisme, plus bruyant qu'éloquent, plus emporté que convaincu, sans honnêteté, sans principes, avide d'émotions et de jouissances, âme faible et versatile sous des dehors terribles, Tallien ne se distinguait par aucun talent et par aucune vertu des autres députés jacobins.

Tel était l'homme à qui la prisonnière de Bordeaux apparut comme l'image de la volupté. « C'était une de ces femmes, a dit M. de Lamartine, dont les charmes sont des puissances, et dont la nature se sert comme de Cléopâtre ou de Théodora pour asservir ceux qui asservissent le monde et pour tyranniser l'âme des tyrans. » Arracher cette beauté merveilleuse d'abord à son mari, ensuite à la prison, contraindre le marquis de Fontenay à s'enfuir en Espagne, et faire de la marquise, de la célèbre aristocrate, l'ornement des victoires républicaines, ce fut le projet que réalisa le fougueux proconsul devant qui tout tremblait. Pour Mme de Fontenay, point d'autre alternative que Tallien ou la mort. Elle préféra Tallien. Obéit-elle à un entraînement des sens ou du cœur? Ne céda-t-elle au contraire que pour échapper à l'échafaud? « Quand on traverse la tempête, a-t-elle écrit plus tard, on ne choisit pas toujours sa planche de salut. » Cette réflexion peu stoïque est significative. Au surplus on voit la marquise se transformer avec une facilité singulière; un changement complet s'opère comme par magie dans les manières, le langage, le costume de la grande dame, devenue tout à coup l'inspiratrice d'un parvenu de la terreur. Les républicains bordelais l'applaudissaient avec enthousiasme dans son nouveau rôle. Vêtue en amazone, les cheveux couverts d'un chapeau à panache tricolore, elle débitait le décadi à l'église des Récollets des homélies patriotiques. Tantôt elle se promenait dans de splendides équipages en se drapant avec grâce dans les plis de sa chlamyde grecque, tantôt elle paraissait debout sur un char, éblouissante de jeunesse, une pique à la main, le bonnet rouge sur la tête. Il faut du reste lui rendre cette justice, qu'elle exerça son influence au profit des idées d'humanité, et qu'elle eut le bonheur de tirer des mains des bourreaux un assez grand nombre d'accusés. Ces velléités de modération, signalées à Robespierre, devaient éveiller ses défiances. Tallien fut rappelé à Paris, où Terezia Cabarrus ne tarda pas à le suivre. On le laissa présider la convention pendant le mois de mars 1794 lors du procès de Danton et d'Hébert; mais sa perte était déjà résolue dans l'esprit de Robespierre. L'orage commença par atteindre Terezia Cabarrus. Arrêtée le 22 mai 1794, elle était jetée dans la prison de la Force. Mise d'abord au secret, elle fut ensuite placée dans la même chambre que huit autres femmes de tous les rangs. A ces momens affreux, elle montra de la présence d'esprit, du courage, de la gaîté même. L'Athénienne devenait Spartiate, et par son énergie fortifiait l'âme de ses compagnes. Ces exemples de fermeté

n'étaient pas rares alors. L'atmosphère de la révolution donnait une sorte de fièvre qui faisait braver tous les périls, et le mépris de la mort se respirait dans l'air.

Grâce à des intelligences avec le geôlier, la prisonnière trouva le moyen de faire parvenir à Tallien des billets et de recevoir les réponses; mais Tallien avait inutilement essayé de la sauver, le moment fatal approchait. Le matin du 7 thermidor, le geôlier dit à la citoyenne Cabarrus qu'elle n'avait pas à prendre la peine de faire son lit pour le soir. Ce fut alors qu'elle écrivit à Tallien cette lettre justement célèbre : « L'administrateur de la police sort d'ici. Il est venu m'annoncer que demain je monterai au tribunal, c'est-à-dire sur l'échafaud. Cela ressemble bien peu au rêve que j'ai fait cette nuit. Robespierre n'existait plus, et les prisons étaient ouvertes; mais, grâce à votre insigne lâcheté, il ne se trouvera bientôt plus personne en France pour le réaliser. »

Sans doute ce laconique billet augmenta l'énergie de Tallien, et lui donna de l'audace pour la lutte suprême. Il comprit que le seul moyen de sauver Terezia Cabarrus et de se sauver lui-même était de renverser Robespierre. Qui ne se rappelle les détails de la mémorable séance du 9 thermidor, la plus dramatique de toutes celles de la convention? Les députés debout dès le matin, rendus à l'assemblée avant l'heure ordinaire, et parcourant les couloirs en tumulte; Tallien, qui à l'une des portes de la salle encourage ses collègues et s'écrie quand Saint-Just se dirige vers la tribune : « C'est le moment, entrons; » l'anxiété de tant d'hommes qui vont jouer leur tête, l'émotion des spectateurs de ce grand combat, le silence précurseur de l'orage, puis le discours menaçant de Saint-Just, la réplique de Tallien, l'hésitation des députés, les gradations de leur audace, leurs applaudissemens d'abord timides, un moment après enthousiastes, lorsque Tallien s'écrie : « Je demande que le voile soit déchiré, » lorsqu'au milieu des frémissemens de colère et de vengeance il prononce ces paroles qui tuent Robespierre : « J'ai vu se former l'armée du nouveau Cromwell, et je me suis armé d'un poignard pour lui percer le sein, si la convention n'avait pas le courage de le décréter d'accusation ! » Les imprécations retentissaient de toutes parts. « Ah! qu'un tyran est dur à abattre! » s'écriait Fréron. Enfin le décret de mise en accusation était rendu contre les deux Robespierre, Couthon, Saint-Just, Lebas. Ces hommes inspiraient encore une telle terreur que les huissiers de la chambre n'osaient pas se présenter pour les traduire à la barre. Le cri *à la barre!* devint bientôt général. Les cinq accusés finirent par y descendre.

Malheureusement les hommes de thermidor n'étaient pas dignes de protester au nom de la conscience du genre humain. Ce qu'ils avaient reproché à Robespierre, c'était sa dictature bien plutôt que ses crimes. Les vainqueurs ne valaient guère mieux que les vaincus, il n'y avait entre eux que la différence du succès. Tallien, dont le nom était inscrit le troisième sur

la liste des proscriptions qui devaient *épurer* la convention en la décimant, apparaissait non pas comme un vengeur de la justice et de l'humanité, mais comme un homme qui avait su défendre sa tête. Sans aller aussi loin que le *Mémorial de Sainte-Hélène,* où il est dit : « C'étaient des gens plus affreux et plus sanguinaires que Robespierre qui le firent périr; ils ont tout jeté sur lui, » on peut attester avec M. de Barante que « cette clôture du règne de la terreur lui appartenait encore. » Le 10 thermidor, soixante-dix membres de la commune étaient exécutés en masse sans plus de formalités. Le même jour, Barère annonçait à la convention que la force du gouvernement révolutionnaire allait être centuplée par la chute du tyran, et demandait le maintien de toutes les lois draconiennes, même du tribunal où figurait Fouquier-Tinville. Les thermidoriens furent entraînés toutefois dans la voie de la modération par leurs alliés de la plaine et plus encore par l'opinion publique, révoltée de tant de supplices. Un grand nombre de détenus ne furent pas élargis, mais beaucoup d'autres sortirent de prison. Tallien faisait entendre des paroles de clémence, tout en conservant encore le langage révolutionnaire. « Qu'on dénonce les individus élargis mal à propos, disait-il à la tribune le 26 thermidor, et ils seront réincarcérés. Pour moi, je fais ici un aveu sincère : j'aime mieux voir aujourd'hui en liberté vingt aristocrates que l'on reprendra demain que de voir un patriote rester dans les fers. Eh quoi! la république, avec ses douze cent mille citoyens armés, aurait peur de quelques aristocrates! Non, elle est trop grande, elle saura partout découvrir et frapper ses ennemis! »

Terezia Cabarrus sortit de prison le 12 thermidor (30 juillet 1794). Elle y était restée deux mois et huit jours. Ce fut alors qu'elle épousa Tallien et qu'elle ouvrit son célèbre salon. Tallien était à ce moment un des hommes les plus en vue de Paris, et sa femme rêva un instant d'en faire le réparateur des maux causés par la révolution. Ni le mari ni la femme n'étaient à la hauteur d'un tel rôle; mais ce qui donne à Mme Tallien, malgré ses fautes, un charme sympathique, c'est qu'elle essaya de faire renaître l'urbanité française. Pareille tâche semblait impossible. Jamais il n'y avait eu plus de sujets de divisions, de querelles, de rancunes. Dès qu'on parlait de politique, on criait à en perdre la voix. Les arts étaient proscrits, la richesse n'osait pas se montrer. On commençait cependant à revoir quelques nobles qui n'avaient pas quitté la France, des fournisseurs qui ne craignaient plus les rigueurs du comité de salut public. Les théâtres étaient encore fermés, et les acteurs de la Comédie-Française en prison; mais il y avait des concerts à Feydeau, et le chanteur Garat s'y faisait applaudir à outrance. On aurait pu croire que la société française, purifiée par le malheur, allait se régénérer; il n'en fut pas ainsi. Ce qu'on vit se manifester à Paris au sortir de tant d'angoisses et de souffrances, ce fut une soif immodérée de distractions et d'amusemens, une rage de regagner le temps perdu pour le plaisir. Comme si elle ne voulait réfléchir ni sur un passé trop horrible, ni sur un avenir trop incertain, la France cherchait avant tout l'oubli, l'étour-

dissement. Le caractère français tournait en plaisanterie même la douleur et la vengeance. L'ancien cimetière de Saint-Sulpice était transformé en bal public, et sur la porte sculptée, au-dessous de l'inscription latine : *Has ultra metas beatam spem expectantes requiescunt,* on lisait l'enseigne : *Bal des Zéphyrs*. Des modes nouvelles apparaissaient. Les femmes, renonçant à la poudre et aux paniers, portaient des chlamydes grecques, des bandelettes autour des cheveux, des sandales. Les hommes avaient des collets d'habits verts ou noirs suivant l'usage des chouans, et se mettaient un crêpe au bras, comme parens des victimes du tribunal révolutionnaire. Les muscadins avec leurs cannes plombées poursuivaient dans les sections, dans les clubs, au Palais-Royal, aux Tuileries, les débris du jacobinisme, et ils acclamaient le soir les chanteurs entonnant l'air du *Réveil du peuple*, ce chant de triomphe de thermidor.

Ce fut l'époque de la grande vogue de Mme Tallien. Elle habitait alors sa jolie chaumière du Cours-la-Reine. C'était au bout de l'Allée-des-Veuves, en face de la Seine, une petite maison cachée par un massif de peupliers et de lilas, recouverte de chaume, mais peinte à l'huile comme un décor et entourée de fleurs. Les jeunes élégantes étaient vêtues de draperies grecques, de tissus diaphanes, de costumes de nymphes. A la religion chrétienne, que les philosophes de l'époque croyaient avoir détruite, succédaient les mœurs du paganisme. Les étranges Périclès de la révolution voulaient avoir leurs Aspasies. Au premier rang brillait l'héroïne du 9 thermidor. Elle avait ce goût de plaire, ce désir de rendre service, cette égalité d'humeur, ce charme instinctif, qui caractérisent les natures aimables. Elle mettait son honneur à rapprocher dans son salon les extrêmes les plus opposés, le terroriste et le muscadin, le jacobin et l'émigré. Nous nous la représentons facilement avec ses beaux cheveux noirs, son œil doux et brillant, sa physionomie mobile et séduisante, ayant pour chacun des paroles d'apaisement et de conciliation, amenant par ses enchantemens des ennemis mortels à se serrer la main. Il fallut toute sa grâce pour opérer de pareils prodiges, encore n'y réussit-elle pas toujours. Plus d'une fois les haines à peine assoupies éclatèrent malgré ses efforts, et de tristes échecs, d'amers outrages même lui firent cruellement expier ses triomphes. Tandis qu'on travaillait à ramener la sociabilité, à ressusciter le goût du luxe et de l'élégance, bien des causes de souffrances et de malaise travaillaient cette société si profondément bouleversée. Le papier-monnaie était réduit presque au millième de sa valeur nominale. La famine sévissait à Paris. Les portes des boulangers et des bouchers étaient assiégées jour et nuit par des femmes qui poussaient des cris de détresse et de fureur. Les fêtes de Mme Tallien formaient un contraste choquant avec ce sombre tableau ; on l'accusa de prolonger les maux du peuple, on la représenta comme la protectrice des accapareurs et des aristocrates. Tallien se crut obligé de la défendre publiquement. « On a parlé de la fille Cabarrus, dit-il à la tribune en janvier 1795. Eh bien ! je le déclare au milieu de mes collègues, au

milieu du peuple qui m'entend, cette femme est mon épouse. Je l'ai connue à Bordeaux, il y a dix-huit mois. Ses malheurs, ses vertus, me la firent chérir. Arrivée à Paris dans des temps d'oppression, elle fut persécutée et jetée dans une prison. Un émissaire du tyran lui fut envoyé et lui dit : Écrivez que vous avez connu Tallien comme un mauvais citoyen, alors on vous donnera la liberté et un passeport pour aller en pays étranger. Elle repoussa ce vil moyen, et ne sortit de prison que le 12 thermidor. Voilà, citoyens, voilà celle qui est mon épouse. »

Pendant les quinze mois qui s'écoulèrent entre le 9 thermidor et la fin de la convention (du 27 juillet 1794 au 26 octobre 1795), Tallien ne fut pas sans exercer, comme nous l'avons dit, une certaine influence. Le 9 septembre 1794, on tira sur lui un coup de pistolet à bout portant, et il fut blessé à l'épaule. Les uns attribuaient cette tentative d'assassinat aux jacobins, les autres aux royalistes. Il était devenu suspect aux deux partis. On l'accusait de flotter indécis entre la terreur blanche et la terreur rouge, et, tandis que les républicains le désignaient comme le complice des compagnies de Jéhu, les royalistes voyaient toujours en lui le proconsul de Bordeaux. Un jour qu'il venait de critiquer à la tribune les actes de Cambon (octobre 1794), le financier de la convention lui fit cette foudroyante réplique : « Ah! tu m'attaques, tu veux jeter des nuages sur ma probité! Eh bien! je vais te prouver que tu es un voleur et un assassin. Tu n'as pas rendu tes comptes de secrétaire de la commune, et j'en ai la preuve au comité des finances; tu as ordonné une dépense de 1,500,000 francs pour un objet qui te couvrira de honte. Tu n'as pas rendu tes comptes pour ta mission à Bordeaux. Tu resteras à jamais suspect de complicité dans les crimes de septembre, et je vais te prouver par tes propres paroles cette complicité, qui devrait te condamner à jamais au silence. » Tallien balbutia quelques mots et dit qu'il ne répondait pas à ce qui lui était personnel. Il comprenait lui-même combien sa position était fausse, et il avait donné dès le mois de septembre 1795 sa démission de membre du comité de salut public.

Après des hésitations qui convenaient à sa nature violente, mais versatile, il abandonna ses alliés de la plaine et se rallia aux restes de la montagne. Au moment de l'expédition de Quiberon (juillet 1795), il disait qu'on devait réveiller la terreur chez les royalistes, si l'on ne voulait point que la contre-révolution fût faite constitutionnellement avant trois mois. Le général Hoche venait de prendre les émigrés les armes à la main. Aucune capitulation n'avait eu lieu, mais des grenadiers avaient dit : « Rendez-vous, on ne vous fera rien, » et Hoche se demandait s'il avait le droit de faire exécuter les prisonniers. Il en référa au comité de salut public. Tallien, jaloux de donner un gage aux révolutionnaires ardens, se fit envoyer à Quiberon en qualité de commissaire, et par ses ordres les sept cent onze émigrés qui s'étaient rendus furent fusillés. On ne voit pas que Mme Tallien ait usé de son influence pour prévenir ces rigueurs; elle tint au contraire la plus grande place dans les fêtes que donna son mari en revenant de Qui-

beron. La convention célébrait avec pompe l'anniversaire du 9 thermidor. Les représentans siégeaient en costume; des chœurs chantaient des hymnes de Chénier. Tallien fut le héros du jour; il déclama un rapport emphatique. « L'Océan, disait-il, a tressailli à l'aspect de nos braves, armés par la vengeance, poursuivant au sein des flots qui les ont rejetés sous le glaive de la loi ce vil ramas des complices, des stipendiés de Pitt... Ils ont osé remettre les pieds sur la terre natale, la terre natale les a dévorés. » Le soir il y eut un banquet chez Tallien. Les députés marquans de tous les partis y assistèrent. Les montagnards s'assirent à côté des anciens girondins. Lanjuinais porta un toast aux « courageux représentans qui avaient abattu Robespierre, » Tallien aux « députés victimes de la terreur. » Le repas faillit se terminer par une dispute générale. La conversation s'engagea sur la politique, et, malgré toute sa présence d'esprit, Mme Tallien vit le moment où l'altercation allait dégénérer en violences. Alors elle se leva et porta ce toast dont M. Ponsard paraît s'être souvenu dans les derniers vers de son *Lion amoureux :* « A l'oubli des erreurs, au pardon des injures, à la réconciliation de tous les Français ! »

Le rôle de Tallien sous le directoire fut très effacé. Nommé membre de l'assemblée des cinq-cents, il essaya en vain d'y prendre une grande place. Ce n'était plus lui, c'était Barras qui occupait l'attention. Mme Tallien, qui s'empressa d'accourir aux brillantes fêtes du directeur, en fut une des merveilles. Elle apportait dans les salons du Luxembourg les mêmes grâces qui avaient fait son triomphe à la maison du Cours-la-Reine, et elle y retrouvait cette société mélangée du directoire qui l'enivrait d'hommages; elle rencontrait de jeunes généraux dont l'élévation s'était faite en deux ans, des fournisseurs qui s'étaient scandaleusement enrichis par les spéculations et les rapines, des émigrés qui ambitionnaient de se rattacher au nouveau pouvoir, des femmes « coiffées et habillées à la grecque, suivant les modes de l'an 400 avant Jésus-Christ, tout en minaudant à la manière de 1798, la plus mauvaise de toutes, » des jeunes gens « présomptueux plus que la jeunesse ne l'est d'ordinaire, ignorans, parce que depuis six ou sept ans l'éducation était interrompue (1). » Il est difficile de se faire une juste idée de la confusion bizarre qui régnait dans ce milieu. Toutes les fortunes étaient déplacées, toutes les convenances bannies. Le bouleversement quotidien des situations ressemblait à une loterie toujours ouverte, on eût dit que les temps de la rue Quincampoix étaient revenus. On agiotait sur tout, même sur le divorce. Le mariage, qui, suivant l'expression du projet de code civil, n'était considéré que « comme la nature en action, » était dépouillé de sa dignité et devenu l'objet d'une publique dérision. Quand le directoire faisait célébrer « la fête des époux » dans l'ancienne église Saint-Eustache ornée de rameaux et de guirlandes, cette cérémonie ridicule excitait les lazzis des femmes de la halle. Ce n'est pas avec une

(1) Mémoires de Mme la duchesse d'Abrantès.

grande réserve, une irréprochable simplicité que Mme Tallien aurait pu être l'idole d'une pareille époque.

Au reste, son étoile commençait à pâlir. Femme de salon et rien de plus, elle ne pouvait longtemps captiver l'opinion préoccupée d'événemens plus sérieux. De glorieux échos arrivaient de la frontière, et le bruit de la victoire dominait les conversations plus ou moins futiles de tous les salons dorés. L'attention se détournait donc de Mme Tallien. Elle avait d'ailleurs une rivale de beauté dans Mme Récamier, et Mme de Staël, revenue à Paris depuis le mois d'août 1795 avec son mari, ambassadeur de Suède en France, attirait chez elle par la supériorité et le merveilleux éclat de son esprit les diplomates, les hommes de lettres, les membres de l'aristocratie française et étrangère, tandis que les réunions de Mme Tallien devenaient chaque jour moins suivies. Nous trouvons dans les mémoires de la duchesse d'Abrantès une anecdote qui peint bien les retours de la popularité. « Junot était venu apporter les drapeaux d'Italie au directoire; il fut reçu en grande pompe... En sortant, il offrit son bras à Mme Bonaparte, qui, étant la femme de son général, avait droit au premier pas, surtout dans cette solennelle journée; il donna l'autre bras à Mme Tallien, et descendit ainsi avec elles l'escalier du Luxembourg... Vive la citoyenne Bonaparte! s'écriait le peuple. — C'est bien Notre-Dame des Victoires, celle-là, disait une femme de la halle. — Oui, dit une autre, tu as raison, mais regarde à l'autre bras de l'officier, c'est Notre-Dame de Septembre. — Le mot était affreux et il était injuste. » Il est à noter que cette cruelle saillie, reprise par le plus marqué de nos écrivains de boudoir, a servi de point de départ au panégyrique qu'il vient de tenter en l'honneur de Mme Tallien.

Tallien, vieilli dès sa jeunesse et se survivant à lui-même, éprouvait en même temps ce dégoût, cette lassitude qui succède aux grandes crises. Cet homme ardent, né pour une époque d'orages et de luttes, ce type de révolutionnaire dont Barras avait dit : « Il y aurait cinq cents conspirations que Tallien serait de toutes, » se trouvait dépaysé lorsque l'émeute ne grondait plus. L'ancien proconsul de Bordeaux n'était pas fait pour jouer le rôle souvent ingrat de mari d'une femme à la mode. Ne pouvant suffire aux exigences luxueuses de sa trop brillante compagne, déçu dans son ambition, mal dans ses affaires, craignant toujours d'être déporté comme ceux de ses anciens amis qui respiraient l'air meurtrier de Cayenne, il voulut s'éloigner de la France, et obtint du général Bonaparte la faveur de le suivre pendant l'expédition d'Égypte. Il avait contribué pour sa part aux premiers succès du futur vainqueur d'Austerlitz en le recommandant à Barras avant la journée de vendémiaire. Ouvrard, le célèbre fournisseur, raconte qu'un arrêté du comité de salut public de fructidor an III ayant accordé aux officiers en activité du drap pour habit, redingote, gilet et culotte d'uniforme, Bonaparte, alors chef de brigade d'artillerie à la suite, réclama le bénéfice du décret, mais inutilement, et qu'il fallut l'intervention de la toute-puissante Mme Tallien pour que l'homme qui devait bientôt porter le manteau

des césars fût habillé aux frais de la république. Ce fut chez Mme Tallien qu'il fit la connaissance de Joséphine de Beauharnais, et quand il l'épousa, « Paul Barras, membre du directoire exécutif, domicilié au palais du Luxembourg, et Jean-Lambert Tallien, membre du corps législatif, domicilié à Chaillot, » furent les témoins de ce mariage. Joséphine avait d'ailleurs de grandes obligations à Mme Tallien. Emprisonnée en même temps que son mari, le général de Beauharnais, elle ne dut son salut qu'à la fièvre qui s'empara d'elle lorsqu'elle apprit la condamnation et le supplice du général. Sa comparution devant le tribunal révolutionnaire se trouva ainsi retardée de quelques jours. Le 9 thermidor arriva; elle fut sauvée. Terezia Cabarrus (celle-ci ne s'appelait plus alors marquise de Fontenay et ne s'appelait pas encore la citoyenne Tallien) la fit sortir de la Conciergerie et la produisit dans le monde, où la jeune veuve se fit beaucoup remarquer par son élégance et ses charmes.

Malgré de tels souvenirs, Tallien fut en médiocre faveur auprès de Bonaparte. Il n'obtint en Égypte que les fonctions plus que modestes d'administrateur des domaines, puis de conservateur des hypothèques. Toujours fidèle à son ancien goût pour le journalisme, il fonda au pied des pyramides une feuille périodique, *la Décade égyptienne*. S'étant brouillé avec Menou, il dut repartir en 1801 pour la France. Les corsaires anglais le saisirent pendant la traversée; mais, amené à Londres, il y reçut des ovations. Les tories et les whigs rivalisèrent pour lui d'égards et de prévenances.

Le voyage à Londres fut le dernier écho de sa popularité. Il ne revint à Paris, où l'on oublie si vite, que pour rentrer dans une obscurité profonde et être témoin de la liaison de sa femme avec Ouvrard. « Est-ce ma faute, écrivait-elle plus tard, si M. Tallien est parti pour l'Égypte quand son rôle le retenait à Paris? » Une pareille excuse n'est rien moins que sérieuse, et l'idée seule de l'invoquer peint au vif les mœurs de l'époque. Cette situation aboutit à un divorce. Mme Tallien fit offrir une pension au mari qu'elle quittait. Celui-ci ne pouvait répondre que par un refus à cette étrange proposition; mais comment vivre? Le fier républicain n'avait plus de ressources, il dut se faire solliciteur. Heureusement il était appuyé par M. de Talleyrand, et après de longues démarches il parvint à se faire donner, — lui qui, à l'âge de vingt-cinq ans, avait été le président de la convention, lui qui avait abattu Robespierre, — un consulat à Alicante.

Peu de temps après son divorce, Mme Tallien épousa le comte de Caraman, qui recueillit plus tard l'héritage et le titre de son oncle Philippe d'Alsace, prince de Chimay. Elle n'oublia pas complétement l'homme dont elle avait porté le nom dans les momens les plus célèbres d'une vie si troublée. Tallien, ensevelissant dans la retraite les dernières années de son existence, reçut plus d'une fois la visite de la princesse de Chimay. Elle le força d'accepter sinon de l'argent, du moins un asile dans une dépendance de la fameuse chaumière du Cours-la-Reine, qu'on appelait toujours la maison

Tallien. La restauration, pour des causes qui ne sont pas bien connues, fit en faveur de l'ancien conventionnel une exception à la loi qui exilait les régicides. Il mourut à Paris le 16 novembre 1820. Quelques jours après, on lisait dans le *Moniteur :* « S'il est permis de révéler les secrets d'une auguste bienveillance, aux yeux de laquelle une grande action avait tout réparé, on peut dire que, sans les secours qui lui étaient accordés, Tallien serait mort dans un dénûment absolu. »

Mme Tallien, en devenant princesse de Chimay, entra dans cette seconde phase de beaucoup d'existences bruyantes qui rachètent par le calme un peu triste de l'âge mûr les fautes et l'agitation de la jeunesse. Pendant toute la dernière moitié de sa vie, de 1805 à 1835, elle se consacra aux soins de sa famille. Loin de se plaire à reporter sa pensée sur les jours où elle faisait l'envie de tant de femmes et l'admiration de tous les hommes, elle ne cherchait qu'à faire oublier ses triomphes d'autrefois : ce qu'elle eût désiré avant tout, c'était la considération, la dignité du foyer domestique, une place tranquille et honorée dans la société belge; mais l'aristocratie de Bruxelles se montrait implacable dans ses préventions contre la femme qui avait porté le nom de Tallien. Le roi Guillaume refusait obstinément de la recevoir à sa cour, et la position du prince de Chimay, qui était chambellan et membre de la première chambre des états-généraux, rendait cette exclusion plus blessante encore. Elle cherchait à se consoler de ces injustes dédains par la culture des arts. La demeure hospitalière de Chimay était le rendez-vous d'hommes distingués. Elle y réunissait des littérateurs, des artistes, Isabey, Cherubini, Lemercier et l'aimable auteur de *la Muette,* M. Auber, qui disait en parlant de sa contemporaine : « Quand elle entrait dans un salon, elle faisait le jour et la nuit, le jour pour elle, la nuit pour les autres. »

Cependant, malgré tous ses efforts, elle ne pouvait empêcher les échos d'un passé lointain de retentir autour de son nom. Ce fut pour elle une source de véritables souffrances. Elle écrivait en 1829 à M. Édouard Cabarrus : « Je te remercie du fond du cœur, mon ami, de vouloir arrêter la publication des mémoires dont je suis menacée. Non-seulement je n'en ai pas écrit, mais je n'en écrirai pas. Je ne voudrais faire à personne le mal que l'on m'a fait, et des lettres adressées dans un temps qui n'est plus, publiées maintenant, me vengeraient trop cruellement. J'ai vécu jusqu'à ce jour sans avoir fait répandre une larme, sans avoir éprouvé un sentiment de haine ou le désir de me venger. Je veux mourir telle que j'ai vécu. » Dans ses lettres à un de ses plus fidèles amis, M. de Pougens, elle parlait avec une tristesse profonde de quelques pamphlets rétrospectifs dirigés contre elle par des hommes qui voulaient faire acheter leur silence à prix d'argent. Elle lui écrivait le 17 juin 1826 : « N'êtes-vous pas un des meilleurs médecins de ce triste cœur, si ulcéré depuis bien des années et si cruellement outragé par d'atroces calomnies?... Et la fille de Tallien, celle qui porte le nom de Thermidor dans son acte de naissance, aujourd'hui Mme de Narbonne-Pelet, mère de cinq enfans, quelle douleur elle a dû ressentir! » La

princesse de Chimay s'exprimait sur elle-même finement et simplement. « Quel roman que ma vie! écrivait-elle encore à M. de Pougens, je n'y crois plus. Il y a des jours où je me figure que je regarde jouer une comédie, comme le soir où j'ai vu sur un théâtre du boulevard annoncer *M. de Robespierre chez la citoyenne Tallien*. Quand j'étais sur la paille de la prison, à vingt-quatre heures de l'échafaud, nous pensions rêver aussi, tant la jeunesse nous aveuglait sur l'horrible lendemain; le lendemain, c'était le 7 thermidor, le plus beau jour de ma vie, puisque c'est un peu par ma petite main que la guillotine a été renversée. »

Sa fin fut aussi douce que ses jours avaient été troublés. Entourée de l'affection des siens et des secours de la religion, elle mourut à Chimay le 15 janvier 1835. Quelques instans avant de rendre le dernier soupir, elle réunit ses enfans et ses serviteurs, et demanda pardon des fautes de sa jeunesse. Elle avait vécu soixante ans. Dans ce demi-siècle que d'événemens s'étaient accomplis! Combien l'humanité avait souffert! « Ah! mon ami, disait-elle d'une voix entrecoupée à M. Édouard Cabarrus, qu'elle avait appelé à son lit de mort, ah! mon ami, quelle vie que la mienne! N'est-ce pas que c'est un rêve? »

Telle fut la femme à propos de laquelle M. Arsène Houssaye a essayé d'enfler jusqu'au ton du lyrisme le son de ses pipeaux enrubannés. Cet adorateur de la beauté plastique, familier avec tous les détours de la carte du Tendre, cet historiographe de la haute galanterie, qui confond volontiers le boudoir et la chapelle, a entrepris de chanter en l'honneur de *Notre-Dame de Thermidor* un hymne qui est à la fois un madrigal et un cantique. Il a cru en même temps avoir saisi le prétexte d'écrire ce qu'il appelle « son histoire de la révolution. » On devine ce que devient cette grande œuvre sous la plume de l'auteur des *Déesses de comédie et Princesses d'opéra*. Tantôt ce sont des invocations épiques, des phrases qui courent après la majesté de l'Apocalypse, tantôt ce sont de jolies choses toutes parfumées d'ambre, des détails de toilette qui par leur précision mériteraient de figurer dans un journal de modes. Préoccupé avant tout de passer pour un coloriste, l'auteur de *Mademoiselle Cléopâtre* veut « une palette ardente pour les images michelangesques du bien et du mal, un pinceau de feu pour tous ces horizons changeans du désespoir et de la terre promise. » En veine de dithyrambe, il essaie de poétiser même les figures les plus sinistres. Il prétend saluer dans Saint-Just « un véritable apôtre, beau comme un marbre antique, éloquent comme le tonnerre et comme l'Évangile, pur comme un symbole, marchant le front haut, fier de porter comme un saint-sacrement la foi républicaine. » La vérité historique est la moindre des préoccupations de M. A. Houssaye. Quand il ne sait pas, il invente ; lorsqu'il est à court de renseignemens, il compose sans se gêner une scène de mélodrame ou de comédie. Citons à titre d'exemple l'entrevue de Tallien et de Terezia Cabarrus dans la prison de Bordeaux. C'est un modèle du genre. Si on s'avise de faire observer qu'il n'y avait pas de sténographe pour noter ces dia-

logues interminables, l'auteur vous répondra que « le roman, la passion du cœur, traverse la passion de l'idée, et que ces pages romanesques seront plus vraies peut-être que les pages de l'histoire. » C'est là une théorie, et M. Houssaye la pousse à ses dernières conséquences. Si de temps en temps il cite des lettres inédites, des informations nouvelles et authentiques, il s'empresse d'y ajouter une foule d'ornemens parasites, de broderies et d'arabesques, de paradoxes et de digressions, comme s'il avait à cœur d'enlever aux documens tout cachet de vérité. Donner des dates précises, des détails d'une exactitude scrupuleuse, ne serait-ce pas gâter ce beau langage à la fois mystique et voluptueux dont M. Houssaye a le monopole ? D'une femme gracieuse, mais qui n'a pas droit à un culte, il veut faire un être providentiel, une envoyée de la justice céleste, une sainte du calendrier républicain ; il brûle une énorme quantité de cierges et de parfums devant l'autel de cette idole. Certes nous admirons dans Mme Tallien la grâce, la bonté, l'attrait irrésistible; mais nous ne pouvons accepter une adoration perpétuelle, et le sentiment que nous inspire sa mémoire n'est pas de la dévotion. Devant cette figure, si agréable qu'elle puisse être, nous demandons la permission de ne pas nous agenouiller. A force de coups d'encensoir, ne s'exposerait-on pas à renverser le piédestal de cette jolie statue ? L'auréole ne va pas à la tête de Mme Tallien. Placée sous son jour véritable, l'héroïne du 9 thermidor est encore séduisante, et, pour bien faire comprendre le charme qu'elle exerça sur ses contemporains, il n'était nécessaire ni de lui attribuer une importance historique qu'elle n'a pas, ni de la transformer en déesse, elle qui fut essentiellement femme.

IMBERT DE SAINT-AMAND.

ESSAIS ET NOTICES.

LA LANGUE FRANÇAISE DEPUIS SON ORIGINE JUSQU'A NOS JOURS

Tableau historique de sa formation et de ses progrès, par M. Pellissier, 1866.

Il faut déclarer tout d'abord, pour rendre justice à l'auteur, qu'il commence par s'excuser de ce que ce titre peut avoir d'ambitieux : c'est faute d'en avoir trouvé un plus modeste qu'il s'est résigné à adopter celui-là, sans se dissimuler le danger de trop promettre. Je me rappelle qu'en publiant, il y a quelques années, le recueil des études magistrales qu'il a consacrées aux origines de la langue française, un homme dont personne n'aura l'idée de contester l'autorité en pareille matière, croyait devoir débuter par une précaution analogue. Ces excuses ne sont pas une vaine formule. L'histoire d'une langue, celle de la langue française en particulier, est un sujet très vaste et très complexe, et il y aurait à se défier de celui que l'on verrait l'aborder trop légèrement, ou qui se flatterait de l'avoir épuisé. La langue française est aujourd'hui une langue faite : je ne veux pas dire seulement qu'elle est arrivée à maturité, définitivement constituée, en possession de toutes ses ressources, à même d'exprimer tous les ordres

d'idées depuis les plus familières jusqu'aux plus hautes, également capable de rendre ce que la pensée a de plus abstrait et ce que le sentiment a de plus délicat. J'entends encore qu'ayant été maniée par des maîtres reconnus dans tous les genres, la langue française, telle qu'ils l'ont faite, s'impose à tous aujourd'hui avec l'indiscutable autorité que confère le génie. D'autres langues, comme l'anglais et l'allemand, obéissent encore au goût particulier, aux fantaisies même de chaque écrivain; la langue française résiste à ces violences. Cette tyrannie qu'on peut regretter, mais qu'il faut subir, sans rendre toute création impossible en fait de style, ne laisse pas que d'en restreindre le champ; elle a d'ailleurs ses avantages qui en compensent les inconvéniens. Eh bien! l'histoire de notre langue ne comprend pas moins que l'exposé des révolutions et des péripéties, l'analyse de l'élaboration collective et des conquêtes du génie individuel, par lesquelles elle est parvenue à l'état de perfection qui lui assure maintenant une stabilité relative. Il est naturel que l'étendue d'une pareille tâche intimide les prétentions d'ailleurs les mieux justifiées. M. Littré l'abordait appuyé sur de longues recherches personnelles et sur une connaissance parfaite des documens originaux, ce qui ne l'a pas empêché de s'arrêter au XVIe siècle, de s'enfermer dans la période de formation et de développement, c'est-à-dire dans l'histoire de l'ancien français. Cette période est la plus aride; mais c'était la seule qui comportât l'application d'une méthode rigoureuse, et dont l'étude pût conduire à des résultats d'une certitude incontestable. M. Pellissier se borne à résumer les travaux les plus accrédités; encore parmi les travaux récens dont les origines de la langue française et spécialement les textes de nos vieux poèmes ont été l'objet au-delà du Rhin, y en a-t-il d'importans qui semblent lui être restés inconnus. En revanche, c'est un tableau d'ensemble, le premier peut-être qui ait été tenté jusqu'ici, c'est une histoire en raccourci, mais systématique, embrassant tous les âges de la langue française, qu'il essaie de présenter. Après les révolutions en quelque sorte palpables et matérielles qu'elle a subies jusqu'au XVIe siècle, il ne craint pas de rechercher les modifications les plus délicates qu'elle a éprouvées d'époque en époque jusqu'au temps actuel. Que dis-je? il sonde d'avance les secrets de l'avenir qui lui est réservé, et il nous apprend sans hésiter à quelles conditions elle peut garder le rang de langue universelle de la civilisation, titre qu'apparemment aucune langue, pas même la langue anglaise, bien que parlée par un nombre d'hommes bien plus considérable, ne peut lui disputer, et celui de langue de la diplomatie, qui semble être aux yeux de l'auteur un signe irrécusable de supériorité. Ces conditions sont, pour le dire en passant, la foi spiritualiste et le culte de la précision. Le spiritualisme et la précision ne sont pas, je l'avouerai, les caractères qui m'avaient le plus frappé jusqu'ici dans les documens diplomatiques, traités de paix ou d'alliance, circulaires, notes secrètes, etc.; je ne manquerai pas d'y regarder de plus près à la prochaine occasion.

Le livre de M. Pellissier a le mérite d'être très méthodique; les divisions en sont simples et tranchées; les paragraphes, soigneusement numérotés, contiennent chacun l'exposé d'un fait ou l'exposé d'une idée, ce qui devrait exclure les développemens vagues et les affirmations gratuites. Et en effet, tant qu'il s'agit de l'histoire naturelle de la langue, c'est-à-dire des lois qui ont présidé à sa formation et à sa constitution philologique, l'auteur, qui marche appuyé sur des faits certains, procède avec une précision scientifique; il n'en est pas de même, il faut bien le dire, lorsqu'il expose ses vues propres sur l'histoire de la langue pendant les trois derniers siècles; peut-être n'en pouvait-il être autrement.

Nous trouvons dans la première partie un essai rapide sur les origines et les premiers développemens de la langue française, c'est-à-dire sur son histoire jusqu'au XIVe siècle. Cette histoire est, comme on sait, une des plus heureuses restaurations de l'érudition contemporaine et rend à la langue française un passé qui a eu ses grandeurs et ses gloires trop longtemps méconnues. La difficulté de cette histoire des origines de notre langue consiste en ce qu'elles ne peuvent guère s'isoler de celles des autres langues congénères, le provençal, l'italien, l'espagnol. Ces langues naissent ensemble d'une même fermentation, et les analogies de leur formation sont telles qu'elles ont suggéré à un esprit ingénieux l'idée d'une langue intermédiaire dont elles seraient toutes dérivées. L'hypothèse de Raynouard est aujourd'hui reconnue fausse; mais ce qui la justifiait, c'est la singulière simultanéité dans ce travail de formation, la frappante correspondance des métamorphoses de tous les idiomes barbares du midi sous l'action d'un état moral et social très semblable et sous l'empire d'une inspiration commune. M. Pellissier a dû se contenter d'indiquer cette croissance parallèle des langues méridionales, de même qu'il n'a pu qu'énumérer les divers élémens qui sont entrés dans leur formation. Un fait assez curieux, c'est que le caractère et la proportion de ces élémens ne traduisent pas toujours, comme on pourrait le croire, avec exactitude l'état de la société. Ainsi tandis que les conquérans germains établis en Gaule y constituent la société officielle, on voit éclater dans la langue la protestation de l'élément gallo-romain, qui se venge de ses vainqueurs en altérant le sens des mots qu'il est obligé de recevoir d'eux : pour le gallo-romain, la terre du Germain devient une *lande* (*land,* terre), sa maison une hutte (*hütte,* abri), son noble destrier une rosse (*ross,* coursier); le seigneur lui-même (*herr*) finit par n'être qu'un pauvre hère, et il n'est pas jusqu'à la servante du logis elle-même qui, payant pour son maître, ne voie son nom (*Kâtchen,* Catherine) devenir l'appellation ordinaire de fille mal vivante; c'est celle que Béranger donne à sa cantinière. Cette remarque spirituelle est de M. Ampère : M. Pellissier a le tort de la prendre un peu trop à la lettre. On pourrait citer bien des mots de provenance germanique qui ont gardé toute la noblesse de leur signification originelle.

Dans la seconde partie, l'auteur expose la série des transformations lexi-

cographiques, grammaticales et prosodiques par lesquelles la langue française a passé dans son premier âge. Il ne pouvait guère prétendre à en donner un tableau complet. Il rencontrait ici bien des questions encore sujettes à controverse ou sur lesquelles plane une grande obscurité, comme, par exemple, la prononciation du vieux français ou la substitution du vers syllabique au vers métrique. M. Pellissier s'arrête sur ces divers points aux explications les plus généralement admises, ou qui paraissent jusqu'à présent les plus plausibles. Répond-il aux objections? Signale-t-il même les difficultés? Il faut bien reconnaître qu'il ne le fait pas, et c'est là un des inconvéniens les plus graves d'une entreprise prématurée qui l'oblige à vider d'autorité des questions encore pendantes ou à se contenter de solutions toutes provisoires. La conclusion générale de M. Pellissier sur cette vieille langue française, au moment où il la voit au XIVe siècle s'altérer, dépérir et disparaître, est l'expression d'un vif regret. En songeant aux œuvres qui ont marqué son règne, au renom dont elle a joui, aux qualités de vigueur, de naïveté, de familiarité virile, que nous y goûtons encore, il est difficile de se défendre d'une impression pareille. Il faut bien croire pourtant que cette première langue française, malgré la régularité incontestable et la perfection qui la faisaient admirer des étrangers, était atteinte d'un certain vice de constitution, puisque, d'une part, dans un immense production littéraire il ne se trouve pas une seule œuvre qui ait atteint une forme durable, et que de l'autre cette langue se trouve épuisée au bout de deux ou trois siècles d'usage tout au plus, et succombe encore à une décadence interne encore plus qu'à des causes étrangères de dissolution.

L'histoire du français moderne depuis le XVIe siècle est la partie qui nous satisfait le moins. Nous convenons volontiers que c'était la plus difficile, car bien que la langue ait considérablement changé depuis Villon et Commines, ces changemens se sont opérés par gradations insensibles; il s'agissait de nuances délicates à distinguer, d'influences très subtiles à noter; il s'agissait ici d'apprécier l'action exercée sur la langue par tel ou tel écrivain, et M. Pellissier ne porte pas toujours dans ces appréciations un esprit exempt d'idées préconçues et une justesse de vues incontestable. Il passe à côté de plus d'une question grave sans l'apercevoir. Après avoir signalé un commencement de renaissance purement française à la fin du XVe siècle, il déplore l'enthousiasme classique qui arrête cette renaissance ou plutôt qui la fausse en soumettant la langue française au joug d'une imitation pédantesque, et en la vouant à la reproduction d'un idéal emprunté tantôt à l'Italie, tantôt à l'antiquité. Mais cette influence italienne et classique n'est pas particulière à la France; elle s'exerce également ailleurs, en Angleterre par exemple, et cependant le latin et le grec, cultivés avec tout autant d'ardeur en Angleterre et en Allemagne qu'en France, ne portent aucune atteinte à l'intégrité du caractère germanique ou anglais. Ne serait-ce pas qu'il existait chez nous comme en Italie une prédisposition spéciale à contracter ce goût d'imitation qui a été, selon M. Pellissier, si fatal à

notre originalité, tandis que cette disposition n'existait pas ou a été paralysée par une cause quelconque en Angleterre et en Allemagne? Ce qui a sauvé le génie national et populaire, la littérature et la langue du joug de l'imitation classique dans ces deux pays, ne serait-il pas une cause identique ou du moins semblable à celle qui a fini par y affranchir à la même époque l'esprit religieux du joug romain? « Le principe de l'indépendance et de la souveraineté de la raison humaine avait été, au XVIe siècle, l'œuvre d'une révolte contre l'église catholique, dont l'Allemagne subit aujourd'hui la sanglante expiation. » Laissons de côté cette allusion de circonstance, dont M. Pellissier serait peut-être assez embarrassé, à l'heure qu'il est, de soutenir la justesse. Ce libre champ laissé à ce qu'il y a dans l'homme de plus élevé et de plus individuel, la pensée et le sentiment religieux, n'était-il pas singulièrement propre à conserver à l'expression de la pensée, c'est-à-dire à la langue et au génie littéraire, sa spontanéité et son indépendance? En un mot, je crois qu'entre le tour classique de notre littérature et notre catholicisme il existe une parenté qu'on n'a pas assez aperçue; mais je ne veux pas m'appesantir sur ce point, pas plus que je ne puis relever ce que les appréciations littéraires ou philosophiques de M. Pellissier me paraissent avoir parfois de hasardé : je me permettrai seulement de signaler en finissant ce que je considère comme une lacune assez grave dans une histoire de la langue française.

Il est une loi commune à toutes les langues, parce qu'elle répond à l'évolution naturelle de l'esprit humain, et dont l'action apparaît de la manière la plus marquée dans la langue française : c'est l'effacement graduel de la partie sensible, c'est-à-dire individuelle, du langage, et la domination croissante de l'élément intellectuel, c'est-à-dire impersonnel. Voilà peut-être au point de vue littéraire la plus grande transformation qu'une langue puisse subir, et nulle ne l'a subie au même degré que la langue française. L'émotion qui remplit la langue au début en est éliminée peu à peu, et, le mot tendant de plus en plus à devenir une sorte de notation algébrique, les phrases à n'être que des signes d'idées au lieu de manifester des sentimens, la langue devient plus propre à exprimer la vérité abstraite à mesure qu'elle devient moins propre à la poésie. La perfection de la langue philosophique et l'essor des sciences positives coïncide, vers la fin du XVIIIe siècle, avec la pauvreté de la langue poétique. L'originalité de Rousseau comme écrivain, c'est moins d'avoir donné à la France l'amour du naturel, comme le dit M. Pellissier, que d'avoir retrempé la langue aux sources de l'émotion. Ce qui a été l'origine et ce qui fait, dans une certaine mesure, la légitimité de la réaction romantique contre la langue du XVIIIe siècle, tentative que M. Pellissier traite bien légèrement, c'est la nécessité profondément sentie de rendre à la langue desséchée la puissance d'émouvoir l'imagination et le sentiment. P. CHALLEMEL-LACOUR.

F. BULOZ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTE-CINQUIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXVIe ANNÉE.

SEPTEMBRE — OCTOBRE 1866.

Livraison du 1er Septembre.

LES ARTS DÉCORATIFS EN ORIENT ET EN FRANCE. — I. — L'ARCHITECTURE PERSANE, par M. ADALBERT DE BEAUMONT. 5

LA LIBERTÉ DE PENSER, par M. PAUL JANET, de l'Institut. 34

LE RACHAT DE JANE, RÉCIT DE LA VIE DES PRISONS DE FEMMES EN ANGLETERRE, première partie, par M. E.-D. FORGUES. 51

VENISE DEPUIS 1848 ET L'ITALIE, par M. CHARLES DE MAZADE. 102

CUBA ET LES ANTILLES. — I. — LA HAVANE, UNE VILLE DES TROPIQUES, par M. E. DUVERGIER DE HAURANNE. 140

LA CRISE FINANCIÈRE DE L'ANGLETERRE EN 1866. — II. — L'*Act* DE 1844 ET LA LIBERTÉ DES BANQUES, dernière partie, par M. L. WOLOWSKI, de l'Institut. 176

LA GUERRE, LES TÉLÉGRAPHES ÉLECTRIQUES ET LES CHEMINS DE FER, par M. LOUIS GRÉGORI. 212

ODES ET CHANSONS, par M. ANDRÉ THEURIET. 231

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 237

ESSAIS ET NOTICES. — L'ASSOCIATION BRITANNIQUE POUR LE PROGRÈS DES SCIENCES. 248

Livraison du 15 Septembre.

LA GUERRE DU PARAGUAY ET LES INSTITUTIONS DES ÉTATS DE LA PLATA, par M. DUCHESNE DE BELLECOURT. 257

LE RACHAT DE JANE, RÉCIT DE LA VIE DES PRISONS DE FEMMES EN ANGLETERRE, dernière partie, par M. E.-D. FORGUES. 293

L'ÉGLISE ROMAINE ET LES NÉGOCIATIONS DU CONCORDAT. — 1800-1814. — III. — LA PUBLICATION DU CONCORDAT, par M. le comte O. D'HAUSSONVILLE . . 343

Souvenirs d'une Campagne dans l'extrême Orient. — II. — Une Visite a Siam, par M. Ed. Du HAILLY. 383
La Peinture en Italie d'après de nouveaux documens. — I. — Les Origines de la Peinture italienne avant l'école de Giotto, par M. Henri DELABORDE. 411
Le Mexique et les chances de salut du nouvel empire, par M. E. de KÉRATRY. 443
Les Frontières de l'Italie, par M. Charles de MAZADE. 462
Versailles, légende poétique, par M. Henri BLAZE de BURY. 485
La Prusse et la nouvelle Allemagne, par M. Henri de SYBEL. 491
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire. 507
Essais et Notices. — Livres nouveaux. 518

Livraison du 1er Octobre.

La Télégraphie océanique et l'expédition du *Great-Eastern*, par M. H. BLERZY. 521
Les Arts du Dessin et la Science, par M. Charles LÉVÊQUE, de l'Institut. . 549
Lucile Désenclos, étude de la vie de campagne, par M. André THEURIET. . 571
Cuba et les Antilles. — II. — Matanzas, une Plantation, par M. E. DUVERGIER de HAURANNE. 619
L'Histoire de Louis XV selon M. Michelet, par M. Charles AUBERTIN. . . 655
L'Esprit de discipline en Littérature a propos de l'*Histoire de la Littérature française*, de M. Nisard, par M. Paul JANET, de l'Institut. 683
L'Immortelle, par M. Édouard PAILLERON. 717
Otfried Muller et les Origines de la Poésie hellénique, par M. Émile BURNOUF. 721
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire. 747
La Jeune Littérature militante, par M. F. de LAGENEVAIS 757
Essais et Notices. — Livres nouveaux. 768

Livraison du 15 Octobre.

L'Infame, première partie, par M. Edmond ABOUT. 777
L'Angleterre et la vie anglaise. — XXXI. — La Marine britannique. — I. L'Observatoire de Greenwich, par M. Alphonse ESQUIROS. . . . 811
Cuba et les Antilles. — III. — Santiago et Fort-de-France, dernière partie, par M. E. DUVERGIER de HAURANNE 852
Souvenirs d'une Campagne dans l'extrême Orient. — III. — Les Débuts d'une colonie, par M. Ed. Du HAILLY. 893
Études sur la Nouvelle Allemagne. — I. — Les Droits et les Devoirs de la Prusse, par M. Saint-René TAILLANDIER. 925
Les Républiques de l'Amérique du Sud, leurs guerres et leur projet de fédération, par M. Élisée RECLUS. 953
Les Arts décoratifs en Orient et en France. — II. — L'Architecture moderne en Perse, par M. Adalbert de BEAUMONT. 981
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire 1003
Esquisses critiques. — Mme Tallien a propos d'un livre nouveau, par M. Imbert de SAINT-AMAND. 1014
Essais et Notices. 1026

Paris. — J. CLAYE, Imprimeur, 7, rue Saint-Benoît.

AP
20
R5
per.2
t.65

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY